HISTOIRE DU PORTUGAL

Jean-François Labourdette



Fayard

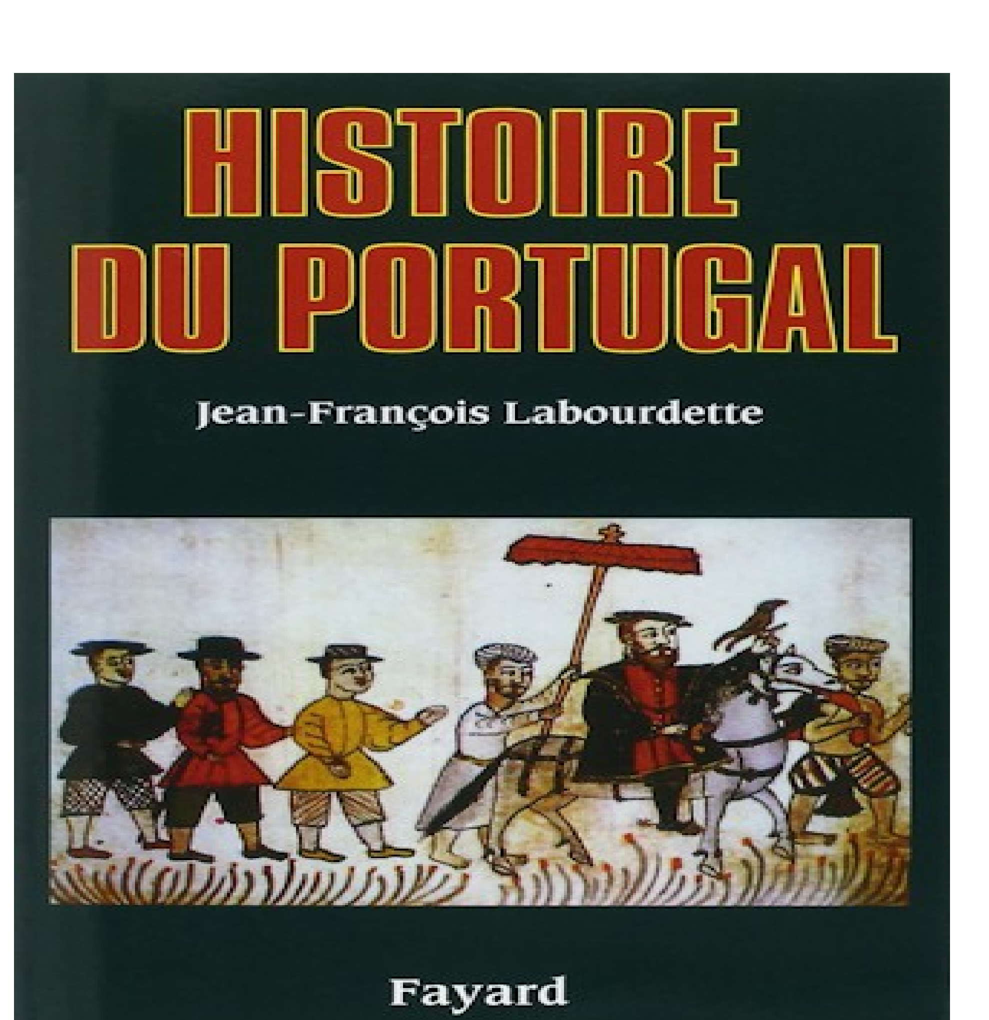

HISTOIRE DU PORTUGAL
Jean-François Labourdette
Fayard

Table des Matières

Chronologie

978-2-213-64010-5

DU MÊME AUTEUR

Le Portugal de 1780 à 1802, Paris, Sedes, 1985.

La Nation française à Lisbonne de 1669 à 1790 : entre colbertisme et libéralisme , Paris, Fondation Calouste Gulbenkian, 1988.

Vergennes, ministre principal de Louis XVI, Paris, Desjonquères, 1990.

L'Histoire du Portugal, Paris, PUF, 1995 («Que Sais-je?», n° 1394).

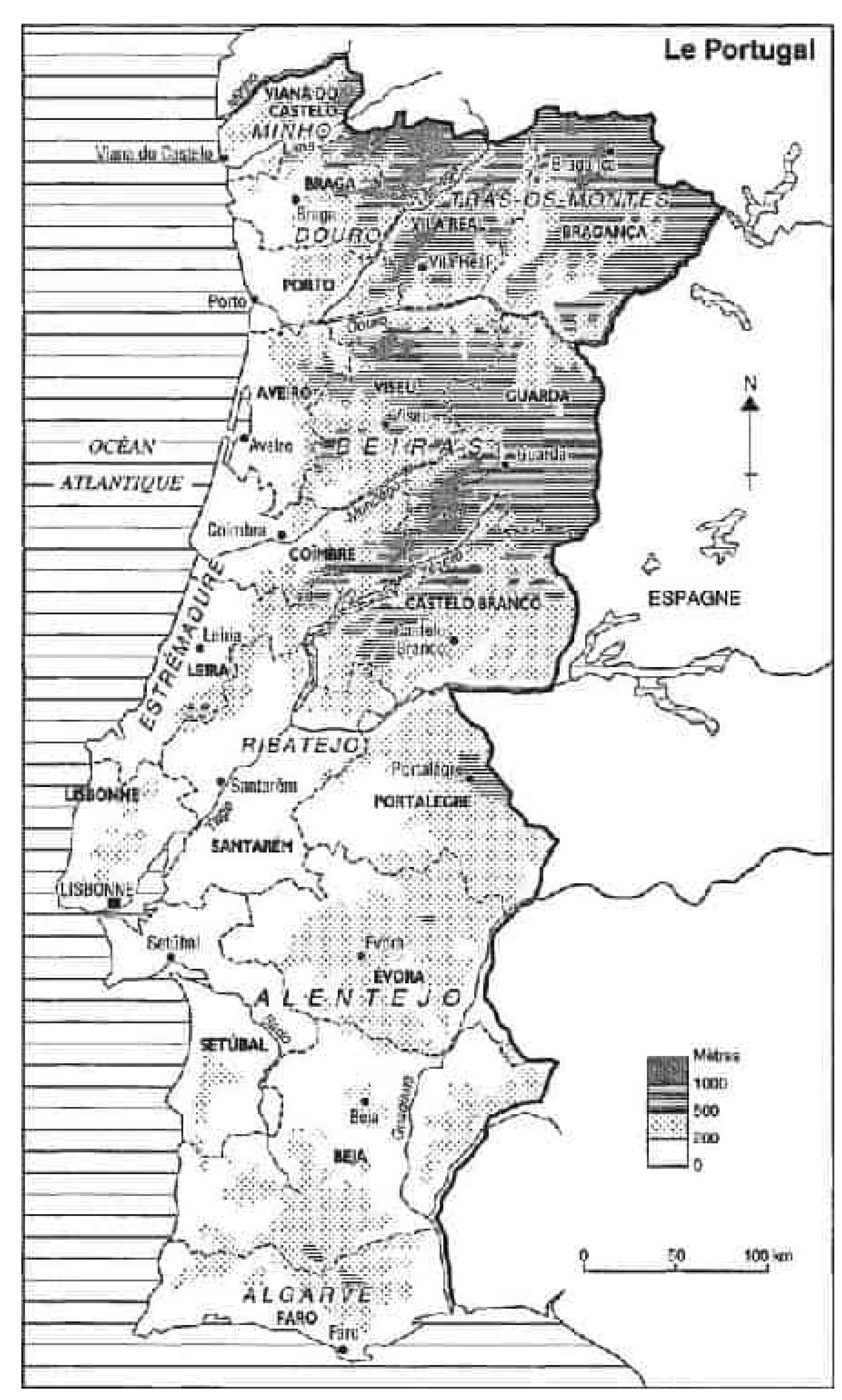
Les cartes ont été réalisées par Études et cartographie.

Introduction

Fernando Pessoa estimait que «toutes les nations sont des mystères, et que chaque nation est pour elle-même un autre mystère » : cela est particulièrement vrai pour le Portugal. Avec une superficie de 91970 km^2 - en y incluant les archipels - et une population de près de dix millions d'habitants, la patrie de Camoens est cependant au premier rang des nations qui ont fait l'histoire de l'Europe et ont marqué sa civilisation de leur empreinte. Fernand Braudel n'écrivait-il pas à juste titre : «Les historiens ont étudié, mille fois pour une, la fortune du Portugal : l'étroit royaume lusitanien ne joue-t-il pas les premiers rôles dans l'énorme bouleversement cosmique qu'introduisent l'expansion géographique de l'Europe, à la fin du XVe siècle, et son explosion sur le monde? Le Portugal a été le détonateur de l'explosion. Le premier rôle lui revient. »

L'épopée planétaire de ce petit peuple installé sur les franges maritimes occidentales de la péninsule Ibérique ne cesse de nous étonner. La survivance même de cette nation et de cet État, qui ont résisté à l'unité de l'« Hispanie », marquée par une forte individualité géographique et menée à bien par les Castillans, n'est pas moins surprenante. Or, en France, où vit une communauté portugaise d'environ 800 000 personnes, le Portugal est peu connu, et même méconnu. Les Français ne retiennent que quelques clichés pour touristes pressés, où prédomine l'image d'un peuple triste et mélancolique qui exprime sa *saudade* dans les mélopées du *fado.*

Pour rendre compte de la formation de la nation et de l'État portugais, on ne peut retenir une individualité géographique dans laquelle se serait inscrite la nationalité portugaise et qui aurait expliqué sa séparation politique du reste de la péninsule, idée chère à des géographes comme Elisée Reclus ou Silva Teles. Le Portugal ne possède pas d'unité naturelle. Il n'est que le prolongement des grandes régions morphologiques de l'Espagne. On peut distinguer trois grands ensembles: un Nord atlantique, qui embrasse tout le littoral, du



Minho au Sado; un Nord intérieur (ou *transmontano)* qui comprend le Trás-os-Montes et la Beira des *serras* jusqu'au cours duTage; et un Sud méditerranéen, surtout constitué par l'Alentejo et l'Algarve (Orlando Ribeiro). Ces régions s'insèrent dans celles de la péninsule Ibérique et sont

communes aux régions espagnoles des confins. C'est ainsi que le contraste entre le Trás-os-Montes et le Minho se répète entre la Galice intérieure et la Galice littorale. La Beira baixa et l'Alentejo ont la même affinité avec l'Estrémadure espagnole. La Meseta de Castille se prolonge à Miranda du Douro et à l'est du district de Guarda.

Les éléments de diversité du territoire sont réels. Il ne possède pas une unité du relief. Au contraire, la fragmentation du Nord en montagnes et vallées profondes, où les conditions du transit sont difficiles, contraste avec une large plaine praticable au sud. Cette disposition est-ouest du relief a compliqué les relations entre le Nord et le Sud du Portugal jusqu'à nos jours. Il n'y a pas davantage d'uniformité du climat. Dans la moitié nord prédominent des types de temps atlantiques, et dans la moitié sud des types de temps méditerranéens.

Le Nord atlantique est le domaine du pin sauvage *(pinheiro bravo),* du petit arrosage *(rega),* du grand bétail *(gado grando),* de la polyculture, de la petite propriété, de l'habitat dispersé et de fortes densités de population. Le Nord intérieur est la terre du chêne *(carvalho)* et du châtaignier *(castanheiro),* de la culture du seigle, de la répartition en champs *(campos),* bois et marais, de l'habitat groupé en villages aux fortes traditions communautaires, et de densités moyennes de population. Le Sud est le domaine des landes *(charnecas),* de la grande propriété, du chêne-liège *(sobreiro)* et de l'olivier *(oliveira),* de la culture du blé en alternance avec de longues jachères, d'un élevage pastoral de brebis et de porcs, et d'une moindre densité de population. Ces différences entre un Portugal du Nord et un Portugal du Sud, dont la frontière peut être grossièrement tracée sur le fleuve Mondego ou sur leTage, furent encore accentuées par l'événement historique de la conquête musulmane et de la reconquête chrétienne.

Plus déterminante est la division qui oppose un Portugal littoral à un Portugal intérieur. Le littoral possède une côte linéaire peu favorable à la navigation. Deux profonds estuaires seulement ont facilité une installation portuaire : celui du Tage avec Lisbonne et celui du Sado avec Setúbal. Sur le Douro, Porto a dû surmonter le handicap d'une barre difficile[1]. Toujours est-il que c'est ce Portugal atlantique, beaucoup plus tourné vers l'Europe du Nord que vers la Méditerranée, qui a forgé l'âme et l'histoire du pays, et qui lui a donné sa vocation maritime et impériale. C'est lui qui a favorisé la

naissance et la consolidation de la nation et de l'État portugais, dont la nature est essentiellement atlantique et très peu méditerranéenne.

Ce dualisme fondamental traverse toute l'histoire de la nation. Sur le littoral, un peuple de marins, de pêcheurs et de découvreurs a forgé le destin impérial du Portugal. A l'intérieur, un peuple de paysans et de pasteurs, aux structures sociales et économiques archaïques, est resté recroquevillé sur lui-même, vivant en autarcie, englué dans le conservatisme et dominé par l'Église catholique. Jusqu'à une époque récente, ce dualisme engendra deux économies et deux marchés : une économie littorale tournée vers le grand commerce maritime international, et une économie intérieure dominée par une agriculture de subsistance imperméable aux grands circuits commerciaux. Ne parlons pas cependant de deux peuples juxtaposés. Ce sont les paysans de l'intérieur qui ont peuplé le littoral. Ce sont ceux du Minho et du Trás-os-Montes qui ont émigré à Madère, aux Açores et au Brésil et ont ainsi participé à la grande aventure impériale.

Peut-on expliquer l'existence du Portugal par une ethnie fortement individualisée? Certainement pas. Il a connu des phases de peuplement et un brassage de races identiques à ceux du reste de la péninsule. Il ne serait pas plus raisonnable de faire de la langue portugaise, issue du latin, le facteur déterminant de la formation de la nation. Son aire d'expansion a recouvert en gros le quart nord-ouest de la péninsule Ibérique. Or les frontières actuelles du Portugal ne coïncident pas avec elle, puisque la Galice, dont la langue est proche du portugais, en est exclue. En outre, le portugais a fait la conquête du Sud aux dépens des dialectes mozarabes qui subsistèrent pendant toute la durée de la domination musulmane. Comme en France, la langue, en tant qu'instrument de domination du Sud, fut l'un des facteurs de l'unité nationale. Elle n'est pas à l'origine de la nation.

L'histoire a formé l'État et la nation portugais très tôt, comme l'écrit le grand géographe Orlando Ribeiro : «C'est dans la première moitié du XIIe siècle que se constitua un nouvel État dans la péninsule, et un siècle après avoir consolidé son indépendance, il donnait une forme définitive à sa frontière, la plus antique et la plus stable de l'Europe. En une époque de prolifération d'éphémères formes politiques dans une péninsule sans unité, le Portugal apparaît comme une nation viable, capable de résister à

l'unification entreprise par un puissant État voisin, et, en développant un destin historique en partie parallèle, de ne plus se confondre avec lui. »

Le Portugal, à l'instar de la France, est une création dynastique, celle de la maison capétienne de Bourgogne. L'histoire a pétri cette nation en lui donnant sa cohésion par une langue commune, une cohésion telle qu'elle résista à l'unification réalisée par la Castille, alors que des peuples à l'individualité aussi marquée que les Basques et les Catalans, voire les Galiciens, ont été absorbés dans la grande monarchie espagnole.

Une grande fracture affecta cependant la société portugaise. Après la conversion forcée des juifs en 1496, on peut presque parler de deux nations: les *vieux-chrétiens* et les *nouveaux-chrétiens*. L'événement fut l'un des facteurs essentiels d'une «légende noire » du Portugal, non moins injuste que celle de l'Espagne. Les philosophes des Lumières répandirent l'image d'un peuple esclavagiste, d'un peuple plongé dans les ténèbres de l'Inquisition, d'un peuple cruel dont le spectacle préféré était celui des autodafés. Après son voyage au Portugal, César de Saussure - un protestant de Lausanne, il est vrai - écrivait en 1730 : «On peut dire en somme que le Portugal est un des plus beaux, des meilleurs, des plus agréables pays du monde, mais qu'il est habité par des gens qui ne le méritent pas. » L'image négative du Portugal s'est perpétuée jusqu'en 1974 : les quarante années de salazarisme et les guerres coloniales l'avaient mis au ban de l'Europe.

Une vocation impériale alimentée par une forme de messianisme traverse toute l'histoire du Portugal. Les Portugais avaient le sentiment d'être le peuple élu par Dieu pour répandre l'Évangile et la civilisation chrétienne dans le monde entier. De là cet esprit de croisade qui les prédisposait à combattre les Infidèles et les païens. De là le « sébastianisme », c'est-à-dire la conviction que, dans les moments de crise, Dieu leur enverrait un sauveur providentiel. De là, enfin, leur vocation impériale.

A partir des découvertes, les Portugais confondirent leur destin avec celui d'un empire. Sans lui, ils ne seraient plus eux-mêmes. Sans lui, le Portugal ne serait plus qu'un canton de l'Espagne qui l'annexerait immanquablement. Ayant atteint ses frontières définitives dès le milieu du XIIIe siècle, il en chercha de nouvelles sur les mers. Il put ainsi constituer le plus grand empire commercial du monde, qui sombra avec l'Union ibérique en 1640. Il eut une seconde chance avec le Brésil, son sucre et son or : ce deuxième

empire s'effondra avec les invasions napoléoniennes en 1807. Le Portugal ne désespéra pas. Pour arrêter une décadence inéluctable, il voulut fonder en Afrique un nouvel empire. Jusqu'en 1974, il s'accrocha obstinément à ses derniers domaines d'outre-mer, surtout l'Angola et le Mozambique. En vain. Le temps des grands empires coloniaux était révolu.

1 Un littoral «sans îles placées de front, en partie entaillé en falaises et grèves inabritées, battu sévèrement par les vents d'ouest, bien qu'avec des recoins d'estuaires et de lagunes, mais sujets à l'ensablement et avec des barres difficiles. Seules, deux pénétrations constituent deux bons ports naturels : Lisbonne et Setúbal» (O. Ribeiro).

PREMIÈRE ÉPOQUE (1140-1385)

Le Portugal, création de la dynastie capétienne de Bourgogne

CHAPITRE PREMIER

Naissance et formation du Portugal

La convergence d'un certain nombre de facteurs historiques contribua à la formation d'un État et d'une nation qui n'étaient nullement inscrits dans la géographie ou dans l'ethnie. La continuité dynastique d'une maison capétienne transplantée outre-Pyrénées, l'échec d'une union ibérique, autour du royaume de León-Castille, et la reconquête sur l'Islam ont fait d'un petit comté, à l'embouchure du Douro, un Portugal autonome, qui disposa dès le milieu du XIIIe siècle de ses frontières définitives, les plus anciennes parmi les États européens.

LE PORTUGAL AVANT LE PORTUGAL

Jusqu'au XIIe siècle, la région qui devait donner le jour au Portugal eut un destin commun avec celui du reste de la péninsule Ibérique. Sans remonter plus haut, on trouve entre 40 000 et 8000 avant J.-C. des traces d'une population au paléolithique supérieur : au Rossio do Cabo, dans la région de Torres Vedras, dans les grottes des Salemas, près de Ponte de Lousa, dans quelques cavités souterraines à Furninha, Cesareda, Salemas et Ribeira da Laje, ou encore à ciel ouvert, aux environs de Torres Vedras et d'Évora Monte. L'art du paléolithique supérieur existe encore dans la grotte de l'Escoural, près de Montemor-o-Novo : on y trouve diverses peintures rupestres que l'on peut dater d'entre 17000 et 13 000.

Pendant le néolithique, des peuples d'origine méditerranéenne introduisirent l'agriculture et l'élevage sur la bordure maritime et dans quelques régions de l'intérieur, à Ponta de Sagres, aux environs de Figueira da Foz et dans la grotte de l'Escoural. De la fin du Ve millénaire jusqu'aux alentours de 2000 avant J.-C., il existe sur le territoire de l'actuel Portugal

des traces du mégalithique : la pratique de l'inhumation collective se développa surtout dans le Haut-Alentejo. Au milieu du III[e] millénaire avant J.-C., des groupes de marchands venaient s'approvisionner de cuivre pour les centres métallurgiques de la bordure méditerranéenne. Ils fondèrent des entrepôts sur la façade atlantique, notamment entre les estuaires du Sado et du Mondego, qu'ils défendirent par des fortifications.

L'âge du bronze se développa dans le sud-ouest de la péninsule Ibérique, depuis le milieu du II[e] millénaire jusque vers 700 avant J.-C.: dans des nécropoles, on a découvert des objets en céramique et en métal (cuivre, or et bronze). Enfin, il faut noter un cycle de l'art rupestre dans la vallée du Tage entre ses affluents, Sever et Ocresa, où l'on trouve des milliers de peintures. Cet art se développa sur une longue période entre le néolithique et les derniers siècles de l'âge du fer.

Ibères et Celtibères

Les débuts de l'âge du fer dans la péninsule Ibérique ont été datés des environs du XI[e] siècle avant J.-C. C'est sans doute les Ibères qui firent la transition entre les peuples néolithiques et les Lusitaniens. Ils développèrent des agglomérations fortifiées, perchées sur le sommet des montagnes, appelées *castros.* Ces derniers étaient défendus par des murs de pierre protégeant des maisons également en pierre recouvertes de chaumes ou de branchages. Les sites étaient choisis en fonction de leurs possibilités de défense contre l'attaque de tribus rivales ou contre des flux migratoires. Les *castros* formaient le refuge où une vie communautaire pouvait se développer, tandis que les espaces vides et sans défense servaient aux activités agro-pastorales.

Que sait-on de la pénétration des Phéniciens? Installés autour de Gadès (Cadix), ils visitèrent la zone côtière entre le Sado et le Douro. Il n'en reste plus que quelques éléments toponymiques, comme ippo, qui servit pour désigner Olisipo (Lisbonne) ou Collipo (Leiria). Peu de traces également des Grecs qui, comme les Phéniciens, furent si présents sur la côte méditerranéenne de la péninsule Ibérique. Tout au plus peut-on signaler la nécropole d'Alcácer do Sal. Ils n'eurent de part dans la formation de la langue portugaise que par l'intermédiaire du latin. N'en déplaise aux

hommes de la Renaissance qui voulurent donner à de nombreuses villes une origine hellénique, faisant de Lisbonne une création d'Ulysse et de Santarém celle de son fils Abidis[1]. Quant aux Ligures, qui seraient venus dans la péninsule autour du VIe siècle avant J.-C., leur présence reste très hypothétique.

C'est sur ce fonds «ibère», dont on ne sait pas exactement ce qu'il recouvre, que, dans la première moitié du VIe siècle, se sont greffées des tribus celtiques, venues du centre de l'Europe après avoir peuplé la Gaule. Sous le nom de Celtibères, elles formèrent le noyau le plus important de la péninsule à la veille de la conquête romaine. Parmi eux, les Lusitaniens *(Lusitanii)* étendirent leur domination sur un vaste territoire dont les limites commencèrent à se définir à partir du IVe siècle avant J.-C. : il recouvrait une région allant du Tage et de l'Estrémadure espagnole jusqu'aux monts Cantabriques. Ils firent ensuite la conquête de la contrée occupée par les Turdules au sud du Tage.

Leur victoire fut celle d'une civilisation agraire sur une population qui, possédant de riches mines de cuivre, se livrait à des activités plus commerciales. Selon Strabon, les Lusitaniens devinrent « la plus forte des nations ibériques ». Ils formaient des tribus sans cohésion politique qui n'étaient pas sans rappeler les tribus gauloises. Regroupés dans leurs *castros*, ils vivaient de l'élevage et de l'agriculture. Ils cultivaient la vigne, le blé et l'orge, et se dédiaient aussi à la pêche. Ils fabriquaient du pain avec des glands torréfiés et de la bière à partir de l'orge. Ils s'alimentaient de viande de chèvre et usaient de beurre et non d'huile. Les formes de vie variaient selon leur zone de fixation. D'une manière générale, on peut considérer que l'influence turdule au sud y avait répandu une civilisation plus développée que dans le Nord. Les tribus méridionales faisaient un usage habituel des métaux : des fouilles ont permis la découverte d'ornements de vêtements, ou d'objets d'usage quotidien. Les tribus septentrionales restaient plus fidèles aux usages lithiques. Beaucoup plus qu'agriculteurs, les Lusitaniens étaient des pasteurs et des guerriers : grâce aux gisements de fer ils fabriquaient des armes, notamment les longues lances que redoutaient leurs adversaires. En revanche, quoique leur zone de domination comprît une région maritime, ils ne s'intéressèrent pas aux

activités de la mer. Accrochés à leur montagne, ils tournaient franchement le dos à l'Atlantique.

Au XVIe siècle, les hommes de la Renaissance, Damião de Gois et Camoens particulièrement, voulurent donner des racines plus profondes à la nation portugaise en la rattachant à une Lusitanie pré-romaine. Les historiens du XIXe siècle (Alexandre Herculano) rejetèrent cette filiation qui manquait d'arguments scientifiques. Peut-être faut-il nuancer le propos, car des recherches archéologiques et ethnographiques sont venues confirmer que, s'il n'est pas question d'identifier les Portugais aux Lusitaniens, l'héritage lusitanien fut au moins l'une des composantes de la future nation portugaise, surtout dans les régions de l'intérieur.

La conquête romaine

La domination de Carthage dans la région gaditane et dans la vallée du Guadalquivir (l'ancien royaume de Tartessos) commençait à inquiéter les Lusitaniens. Après la première guerre Punique (264-241 avant J.-C.), les Carthaginois s'étaient vu en effet interdire toute expansion du côté des îles de la mer Tyrrhénienne, Corse et Sardaigne. Amilcar Barca avait alors débarqué en Ibérie en 237 avant J.-C., afin de s'emparer des richesses agricoles et minières du sud de l'Espagne qui permettraient de restaurer la puissance carthaginoise.

Durant son gouvernement, Amilcar Barca (237-228) fonda ainsi une Espagne carthaginoise. Son gendre, Asdrubal le Beau, lui succéda entre 228 et 221. Avec l'aide de son jeune beau-frère Annibal, fils d'Amilcar, il s'employa à étendre cette domination, et lui donna sur la côte méditerranéenne une véritable capitale, Carthagène (la nouvelle Carthage). A sa mort en 221, Annibal, âgé de 26 ans, lui succéda dans ce que l'on pourrait appeler le gouvernement général de l'Espagne punique. A cette date, on pouvait penser que les Lusitaniens étaient, à plus ou moins brève échéance, destinés à tomber sous la domination carthaginoise. Pendant les trois années qui suivirent sa prise de commandement, le fils d'Amilcar mena en effet des campagnes victorieuses dans les territoires de la future Castille et du futur Portugal. Certaines tribus lusitaniennes de l'Algarve lui furent

soumises : les Carthaginois fondèrent sans doute Ossonoba (Faro) et Portus Hannibalis (Portimâo ou Alvor).

Pourtant, au commencement, le conflit qui mit aux prises les Romains et les Carthaginois dans la péninsule et déboucha sur la deuxième guerre Punique (218-201 avant J.-C.) n'intéressa guère les Lusitaniens. La victoire de Scipion sur Annibal fit prendre à l'histoire de la péninsule Ibérique un cours différent : elle fut fatale aux Lusitaniens. Après le désastre de Cannes, en Campanie, le 2 août 216, la République romaine fut en grand péril. Un jeune patricien, Publius Cornelius Scipio, comprit que le destin de Rome se jouerait dans la péninsule Ibérique. Au début de la guerre, les Puniques y avaient en effet accumulé des forces destinées à renouveler l'assaut contre Rome sous les ordres d'Annibal. Scipion était d'autant mieux informé du poids stratégique de la péninsule Ibérique que son père avait péri deux ans auparavant dans les montagnes de Bétique en luttant contre Asdrubal, le frère d'Annibal. Il se fit alors élire proconsul chargé des affaires d'Espagne. Comme il fallait d'abord barrer aux forces puniques de la péninsule le chemin de l'Italie, il estima à juste titre que le moyen le plus sûr de les paralyser serait de prendre le cœur même de l'Espagne punique, la Nouvelle-Carthage. Cette conquête faite, il s'employa à rallier les tribus celtibères par une politique de modération. Au printemps de 206, après la victoire d'Ilipa, la défense punique n'était plus concentrée qu'autour de Gadès. Bientôt les Gaditains fermèrent d'eux-mêmes leurs portes aux Carthaginois, qui durent repasser en Afrique et abandonner définitivement la péninsule Ibérique. Avec la fondation d'Italica sur les rives du Baetis, Scipion y instaurait la domination romaine.

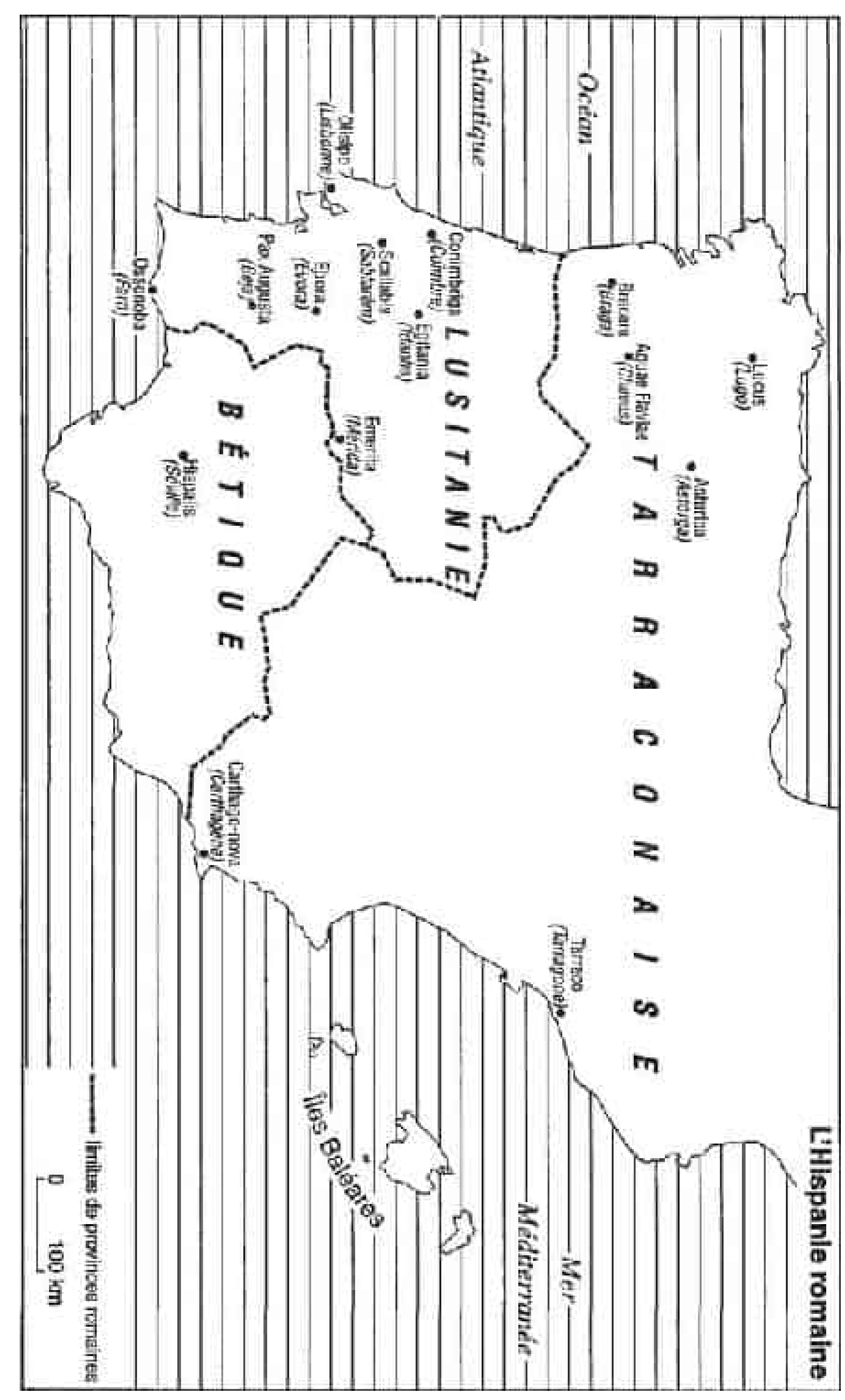
L'histoire de la conquête romaine en Espagne n'est pas notre propos. Nous évoquerons seulement la résistance acharnée du Lusitanien Viriathe, car les Portugais s'enorgueillissent de leur Vercingétorix, précurseur de leur volonté d'indépendance, surtout à l'égard de leurs voisins castillans. Entre 147 et 139, en effet, les Romains eurent fort à faire avec la guérilla que mena contre eux ce petit chef de guerre. C'est ainsi qu'il infligea de durs revers à Vetilius, gouverneur de l'Espagne Ultérieure, et au consul Fabius Maximus Æmilianus. Rome préféra alors négocier avec Viriathe en reconnaissant son autorité sur une Lusitanie indépendante. Mais, à l'instar de leurs cousins gaulois, ces tribus celtibères se révélèrent incapables de

surmonter leurs querelles habituelles et de présenter un front commun contre le péril romain. Viriathe, affaibli, fut assassiné par ses compagnons de résistance.

Les tribus lusitaniennes furent désormais à la merci du pouvoir romain. A son arrivée, le proconsul Decimus Junius Brutus les combattit rudement et soumit plusieurs d'entre elles depuis son quartier général installé à Moron, près de Santarém. En 80 avant J.-C., les Lusitaniens participèrent à la révolte du général romain Sertorius, dont l'assassinat, en 73, mit un terme définitif à leur résistance. Le futur Portugal jouit alors pendant des siècles de la pax romana, et fut profondément marqué par sa civilisation.

La pax romana

Aucune division administrative ne correspondit à l'actuel territoire portugais, car aucun critère, ni géographique, ni économique, ni ethnique, ni politique, ne l'aurait justifiée. Il fut partagé entre trois provinces romaines qui débordaient largement sur l'Espagne actuelle : la région au nord du Douro, la *Galicia* (démembrement de la Tarraconaise) ; entre le Douro et le Guadiana, la *Lusitania;* et une petite partie à l'est du Guadiana, la *Bética*. De nombreuses villes portugaises trouvent leur origine dans des fondations romaines[2]. Comme



ailleurs dans l'Empire romain, on trouve de grandes exploitations agricoles, les *villae,* et les indispensables voies romaines à l'origine des grands axes routiers actuels : les deux principales étaient celles qui reliaient d'ouest en est *Olisipo* à *Emerita* (Mérida), et du sud au nord *Olisipo* à *Bracara,* par

Scalabis et *Conimbriga*. Elles avaient exigé la construction d'ouvrages d'art comme des ponts, dont le meilleur exemple conservé jusqu'à nos jours est le pont de Chaves, terminé en 104 après J.-C. à l'époque de Trajan.

De la civilisation romaine il reste d'autres vestiges que des campagnes de fouilles ont permis de dégager. Le chantier le plus important est celui de *Conimbriga*. Depuis 1930, les archéologues ont mis au jour des morceaux de murailles, des thermes publics et privés, un amphithéâtre, une basilique chrétienne, des habitations avec leur pavement en mosaïque, dont le plus connu est la mosaïque des dauphins. Évora a également conservé de l'époque romaine un beau temple de la fin du Ier siècle, attribué abusivement au culte de Diane.

Bien entendu, le legs le plus tangible des Romains aux Portugais fut leur idiome: le latin est le fondement d'une langue vulgaire, le galaïco-portugais, parlé dans les régions au nord et au sud du Douro, qui, parallèlement à la *Reconquista*, fut l'un des instruments essentiels de l'unification d'une nation portugaise. Le fondateur de l'école historique portugaise du XIXe siècle, Alexandre Herculano, a cru discerner dans la création des *municipes* romains, organes de base du pouvoir local, l'origine des *concelhos* médiévaux. Des auteurs comme Sanchez Albornoz estiment que ces derniers furent plutôt le fruit de la *Reconquista* chrétienne.

Les invasions germaniques et la monarchie suève

Les invasions germaniques qui rompirent la *pax romana* touchèrent le territoire en 411. Une seule construction politique de quelque durée y trouva place : une monarchie suève qui recouvrit surtout le nord du Portugal et la Galice, avec Braga *(Bracara)* comme capitale. On sait que les Suèves arrivèrent vers 419 et que l'apogée de leur empire se situe au milieu du Ve siècle. Pour le reste, leur histoire est très confuse. Peuple d'esprit autonomiste, il chercha à éviter son absorption dans l'Espagne wisigothique en portant la guerre sur le territoire de celle-ci. Son fondateur, Requila, qui mourut en 448, alla même assiéger Séville et Mérida. Sans doute dans l'espoir de transformer en croisade la lutte contre les Wisigoths, son successeur le roi Requiano (Rechiarius) se convertit au catholicisme autour

de 448. Mais ces derniers furent rapidement au cœur de la monarchie suève: Bracara fut prise en 456, et Rechiarius défait et tué en 457.

Une nouvelle dynastie, fondée par Masdra (ou Maldra), sauva le royaume suève d'une disparition prématurée. On ne sait pas d'ailleurs si cette dynastie était faite de Suèves authentiques ou d'Hispano-Romains, avec du sang suève. Quoi qu'il en fût, l'élément romain l'emporta rapidement et les évêques catholiques aidèrent à organiser et encadrer son État[3]. Probablement pour éviter une conquête wisigothique, les Suèves se convertirent à l'arianisme vers 465 avec Remismundus (ou Recchismundus). Le moine Martin (saint Martin de Dume), originaire de Pannonie, fut le principal auteur de leur retour au catholicisme au début du règne deThéodomir (558) : arrivé en 550, il avait fondé aux environs de Braga une école monastique à Dume, dont il devint l'évêque en 556. Le roi Chararius s'était converti la même année 550[4]. Ce n'est qu'en 559 que le roiThéodemirus (ou Théodomir) assura la conversion définitive des Suèves.

Dans quelle mesure les Suèves imprimèrent-ils leur marque sur le territoire du futur Portugal? Il est difficile de répondre. On peut admettre cependant que ce fut sous leur domination que se fit l'organisation ecclésiastique du futur Portugal. Braga devint à la fois la capitale politique et la métropole religieuse du royaume suève. Sur l'emplacement du Portugal du Nord, les diocèses de Lamego *(Lamecum),* Viseu *(Veseo),* Coïmbre *(Conimbriga)* et *Egitânia*[5] devinrent en effet suffragants de Braga, alors qu'ils dépendaient auparavant d'*Emerita Augusta,* ancienne capitale de la Lusitanie romaine, sur la rive droite du Guadiana. S'y ajoutèrent plus tard ceux de Dume et Portucale, sans compter d'autres diocèses en Galice[6].

Peut-on pour autant faire de ce royaume suève l'embryon du futur État portugais, comme Gonzaga de Azevedo et Fernando Castelo Branco l'ont pensé? C'est faire bon marché des invasions islamiques, qui bouleversèrent complètement le statut politico-social de la péninsule. Il est même arbitraire de faire du royaume suève l'ancêtre du comté de Portugal[7]. Vers 576, les Wisigoths reprirent leurs campagnes contre les Suèves : leur monarchie disparut avec la déroute de leur dernier roi, Andeca, vaincu à Bracara et à Portucale. Elle fut intégrée dans l'État wisigothique en 585. Pour l'Espagne unifiée par les Wisigoths, on pouvait prédire un destin comparable à celui

de la Gaule sous l'autorité des Francs. C'était compter sans le raz de marée islamique.

La conquête islamique et les débuts de la Reconquista

Ce fut en 711 que le Berbère Tarik commença la conquête de la péninsule, qu'il mena à bien en sept ans: le futur Portugal subit le sort commun de la domination musulmane. A l'origine de l'invasion, il y eut des dissensions à l'intérieur du royaume wisigothique qui était entré en crise à la fin du VIIe siècle, sous le règne deVitisa (697-710). Certains nobles ne reconnurent pas son successeur et remirent le trône à Rodrigue. Pour s'y opposer, le comte Julien, gouverneur de la place de Ceuta, fit appel à Muça qui gouvernait le Nord de l'Afrique. Ce dernier en tira parti pour envahir l'Espagne. Ses troupes, sous le commandement de Tarik, unies à celles du comte Julien, mirent en déroute celles de Rodrigue, à la bataille de Guadalete, en 711.

La pénétration des musulmans en Espagne fut très rapide. Elle fut en effet facilitée par les divisions des chrétiens, et par l'émulation guerrière entre l'émir Muça et Tarik, chacun d'eux étant soucieux d'assurer sa suprématie militaire et politique. Les deux armées pénétrèrent au centre de la péninsule. Le fils de Muça, Aziz, fit alors la conquête de l'Ouest : les cités de Beja et d'Ossonoba tombèrent en 713, puis Évora, Coïmbre, Santarém etc. En 715, la vague islamique avait submergé la péninsule, à l'exception des Asturies, où quelques capitaines wisigoths s'étaient repliés. L'un d'entre eux s'imposa : Pélage réussit à battre en 718 une armée maure à Covadanga. Ce fut le point de départ de la Reconquête.

Suivirent une trentaine d'années de luttes confuses entre les différents chefs de guerre qui refusaient l'autorité du calife de Cordoue. Un prince omeyyade, Abderramane, mit fin à ces convulsions en 755. A Damas, sa dynastie avait été renversée par celle des Abbassides, qui transférèrent leur capitale à Bagdad. Abderramane se servit de ce prétexte pour fonder en 759 une monarchie indépendante en Espagne avec Cordoue pour capitale : le califat de Cordoue commençait sa brillante carrière. Entre-temps, les chrétiens des Asturies avaient acclamé Pélage pour roi : il conduisit la lutte

contre les Maures de 718 à 737. Son fils et successeur, Favila, ne gouverna que deux ans.

C'est du règne suivant, celui d'Alphonse Ier (739-757), que l'on peut dater les véritables débuts de la Reconquête chrétienne : elle atteignit alors les terres de la Galice et du Douro, et culmina avec la prise d'Astorga et surtout celle de León, qui devint la capitale d'une monarchie asturio-léonaise, désormais fer de lance de la *Reconquista*. Alphonse Ier mit sur pied des expéditions au cours desquelles il prit les cités de Braga, Porto, Viseu et Chaves. Ce ne furent le plus souvent que des conquêtes sans lendemain, car le roi ne disposait pas de forces suffisantes pour les conserver et les repeupler. A l'instar des Maures, il pratiqua alors la politique de la terre brûlée. Toute la région au nord du Douro fut ainsi ravagée et dépeuplée afin d'empêcher les chefs musulmans de s'en servir comme base de départ de leurs attaques contre le petit royaume chrétien. Le roi aurait ainsi transféré des populations chrétiennes pour les regrouper au nord sur ses terres, surtout autour d'Astorga et d'autres centres plus proches de la côte cantabrique [8]. A la fin du IXe et au début du Xe siècle, un royaume chrétien était déjà restauré du Minho aux Asturies. Entre le Minho et le Douro, la zone, dépeuplée et ravagée, était reconquise et en cours de repeuplement.

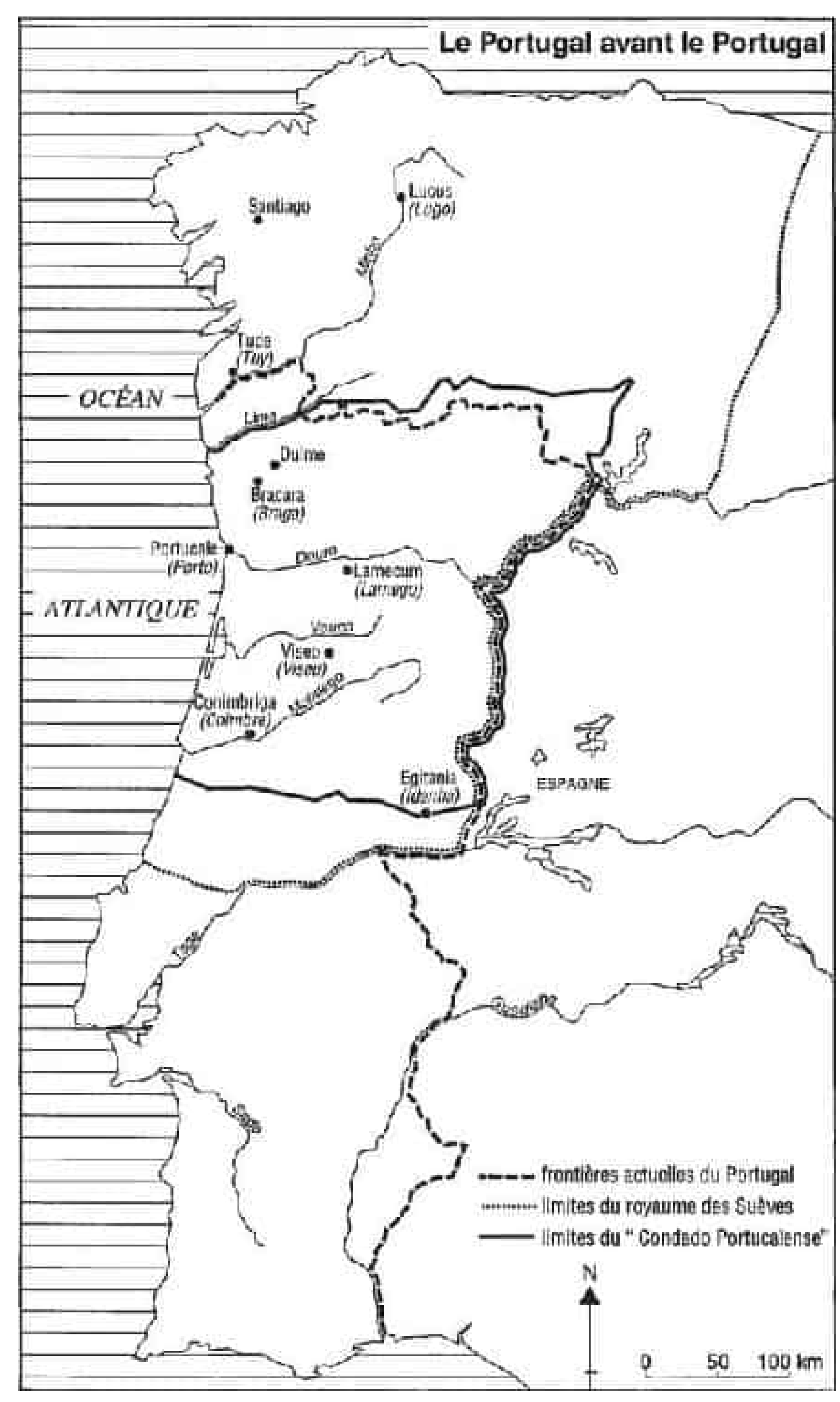
Que resta-t-il de l'occupation musulmane dans le futur Portugal? Il est difficile de le dire. A l'égal de l'Espagne, l'empreinte de l'Islam varia en fonction de la durée de sa présence. Au nord, elle fut superficielle, car les chrétiens réfugiés dans les montagnes firent la reconquête de Porto et de Braga vers l'an 868. Au sud, elle fut plus profonde: l'Algarve ne fut reconquis qu'au milieu du XIIIe siècle. Le type dominant de la population ne fut guère modifié, semble-t-il, car les envahisseurs, berbères pour la plupart, n'étaient qu'un petit groupe de guerriers. Peut-être le fut-il davantage dans la moitié sud du futur Portugal car les Berbères, au demeurant assez proches de la population indigène chrétienne, s'y installèrent en plus grand nombre et s'y mêlèrent volontiers. Quant à l'influence de l'arabe dans la formation de la langue portugaise, elle ne va guère au-delà des toponymes et de trois à six cents mots, pour l'essentiel liés aux apports de la civilisation musulmane: produits végétaux, surtout horticoles, techniques d'approvisionnement en eau et d'irrigation, ou termes commerciaux.

Le Condado Portucalense

Avant même que toutes ces terres eussent été reconquises définitivement, on distinguait dans le royaume de León quatre grandes divisions administratives : les Asturies, le León, la Galice et la Castille. Le roi, dans la tradition romaine et wisigothique, en confiait le gouvernement à un comte *(comes)*, parfois appelé duc *(dux)*. De temps à autre, en fonction des testaments royaux et des discordes internes, il y eut une Galice indépendante.

C'est à la fin du IXe siècle qu'une unité territoriale entre le Lima au nord et le Douro au sud fut confiée à un *dux* qui établit son siège à Portucale dans l'embouchure du Douro, cité parmi les premières à avoir été repeuplées. Durant le règne d'Alphonse III de León (866-910), la noblesse qui s'y forma et qui repeupla la région fut à l'origine du *Condado Portucalense*. Un peu plus tard, un puissant propriétaire galicien, Diogo Fernandes, vint s'y installer. C'est de lui que sortit la dynastie des Mendes[9]. Cette expérience de premier gouvernement héréditaire plus ou moins autonome fut le premier noyau politique du futur Portugal. Au sud du Douro, les territoires reconquis formèrent un autre comté, celui de Coïmbre, reprise définitivement sur les Sarrasins en 1063 ou 1064. Peut-être à cause des allées et venues entre chrétiens et musulmans, il ne connut pas la même transmission héréditaire du gouvernement.

A côté de cette haute noblesse dont les membres étaient appelés *ricos-homens*, il existait d'autres familles moins puissantes, celles des *infanções*[10], qui avaient occupé des terres de *presúria* [11] sous le contrôle

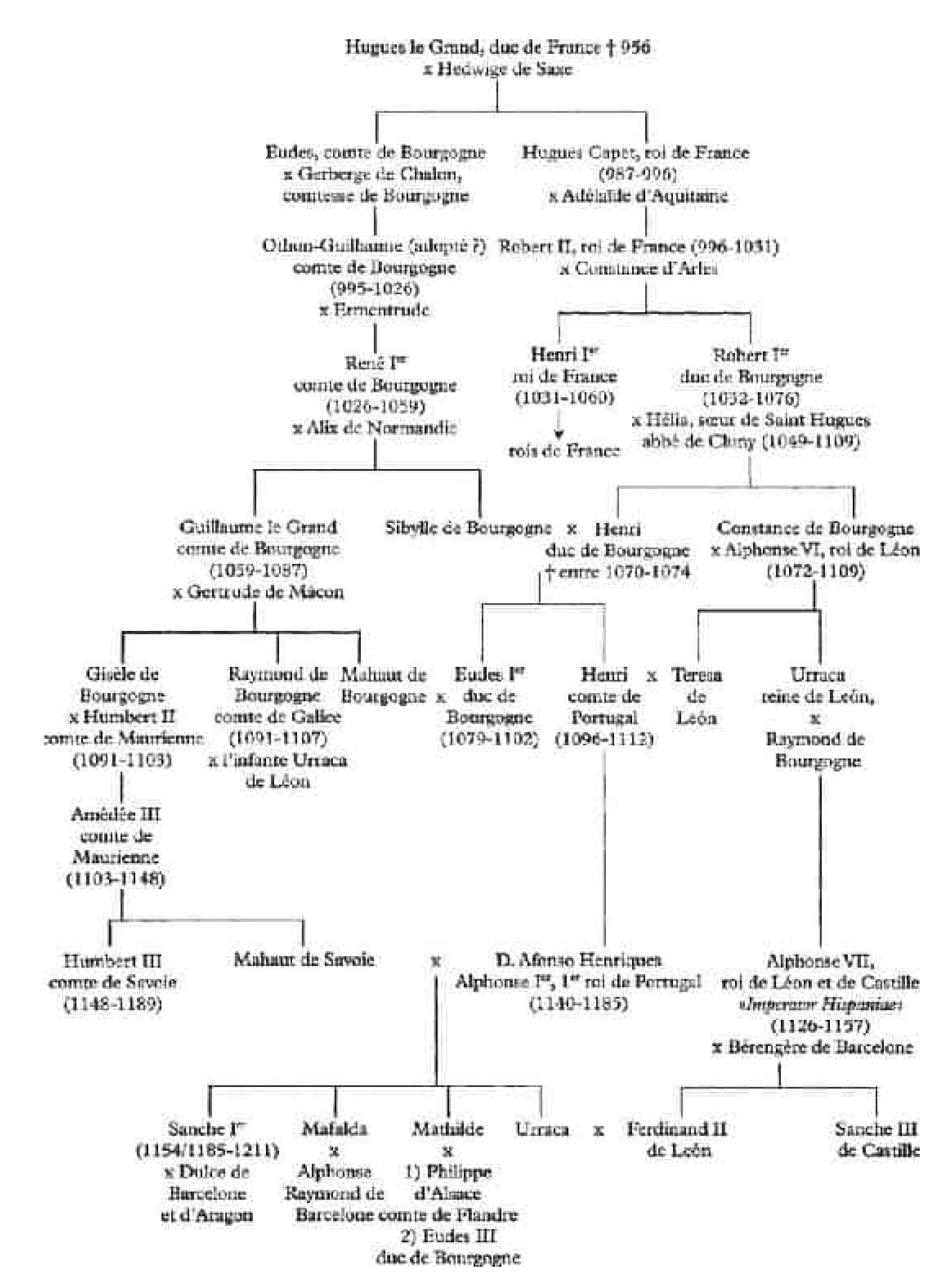


des comtes et de l'autorité royale. Certaines d'entre elles, qui n'avaient jamais tenu de charges palatines ni reçu de titres nobiliaires, augmentèrent peu à peu leur patrimoine. Elles réussirent ainsi à supplanter les grandes familles et à s'imposer dans la société *portucalense* du XIe siècle. Les *ricos*-

homens avaient été affaiblis en effet par la fragmentation de leurs patrimoines: pour grandes que fussent leurs possessions et pour générale que fût l'endogamie familiale, le partage des héritages, les donations faites aux monastères, et les vicissitudes de la guerre expliquent cette dispersion. Enfin, bien des membres de l'ancienne noblesse comtale perdirent leurs biens dans des révoltes matées par le pouvoir royal.

De leur côté, les *infanções* renforcèrent leur pouvoir économique en multipliant les usurpations de terres de *presúria*. Sans rivaux ou avec des rivaux affaiblis, les *infanções* du comté de Portucale purent ainsi augmenter leurs possessions, d'autant plus qu'ils firent de nouvelles *presúrias* par leurs conquêtes au sud du Douro, comme celle de Montemor en 1034. Le roi Ferdinand le Grand les favorisa en désignant parmi eux des gouverneurs de ces terres, sans le titre de comte. Dans ces fonctions, ils s'enrichirent rapidement en s'emparant, avec ou sans l'aveu du roi, des propriétés des condamnés. Ils s'approprièrent aussi, ou du moins le tentèrent-ils, des terres des monastères, en abusant souvent de leur pouvoir, même aux dépens d'un personnage aussi considérable que l'archevêque de Compostelle [12]. Bien que le roi n'eût pas approuvé de tels abus, son fils Garcia s'appuya pourtant sur certains d'entre eux pour vaincre le comte Nuno Mendes. La disparition de la dynastie comtale fut en effet consommée en 1071 par la bataille de Pedroso où ce dernier fut vaincu et tué par le roi Garcia.

A partir de 1071, les *infanções*, avec l'appui du pouvoir royal, dominèrent alors sans opposition le *Condado Portucalense*. Ils ne firent plus tard aucune difficulté pour accepter le gouvernement de princes étrangers, Raymond et Henri de Bourgogne, dont la politique, continuant celle des rois de León, s'appuya sur ce groupe social. « Ce fut un groupe dynamique, ouvert aux influences religieuses et culturelles étrangères, et détenteurs de monastères éclatants de vie, comme Santo Tirso, Paço de Sousa, Cete, Pendorada, Pombeiro et Pedroso... A la mutation dynastique du XIe siècle correspond une mutation sociale. C'est la



Les origines capétiennes de la maison de Bourgogne

nouvelle noblesse ainsi créée qui incarna le sentiment d'autonomie formé d'éléments très variés, et qui, en 1128-1140, se trouverait prête, dès ce

moment, à choisir son propre destin[13] » (José Mattoso).

L'appel aux princes capétiens de Bourgogne

Dès les débuts de la reconquête chrétienne, l'idéal d'une unité hispanique, héritière de *l'Hispania* romaine et wisigothique, n'avait pas disparu. Il ressurgit surtout lorsque Alphonse VI réunit sur sa tête les couronnes de León et de Castille en 1072, annexa ensuite la Galice et Portucale et fit sur les Maures de nouvelles conquêtes dont la principale fut celle de Tolède, qui devint sa capitale en 1085. Bien que, l'année suivante, Alphonse VI n'ait pu contenir l'offensive almoravide et qu'il ait été battu, le 23 octobre 1086, à Zalaca, il sut profiter des dissensions entre les princes maures de la péninsule, qui avaient démembré en 1031 le califat de Cordoue et avaient ainsi créé des petits royaumes appelés royaumes de *«taifas»*. En prenant le titre de *Totius Hispaniae Imperator*, il prétendit alors exercer la souveraineté sur l'ensemble de la péninsule. Il bénéficia de l'élan qui s'empara des chevaliers d'outre-Pyrénées, le plus souvent des cadets de familles nobles désireux d'acquérir des domaines plus vastes que ceux que leurs aînés leur laissaient. Accompagnés de nombreux piétons, ils vinrent, avant les croisades d'Orient, participer à la lutte contre les Infidèles pour faire triompher la foi du Christ.

Dans cet élan, l'abbé de Cluny, Hugues (1049-1109), qui désirait répandre ses idéaux religieux dans la péninsule Ibérique, joua un rôle de premier plan, et contribua puissamment à l'implantation de la dynastie capétienne au Portugal. Beau-frère de Robert Ier, duc de Bourgogne, fils cadet de Robert II, roi de France, et par conséquent petit-fils de Hugues Capet, il arrangea vraisemblablement le mariage de sa nièce Constance de Bourgogne avec Alphonse VI. Le roi de León entra ainsi dans la famille des souverains de l'Europe septentrionale et put attirer à lui des chevaliers d'outre-Pyrénées. Eudes Ier, duc de Bourgogne (1079-1102), vint même en personne, en 1086 ou 1087, au secours de son oncle Alphonse VI. Il amena avec lui le frère de sa femme, Raymond de Bourgogne, descendant des comtes de Bourgogne, issus d'un frère d'Hugues Capet.

Raymond revint seul et resta en Espagne. Alphonse VI connaissait sa valeur et voulait consolider les liens de son royaume avec les princes du

Nord. De connivence avec l'abbé de Cluny et la reine Constance, il combina un mariage avec sa fille unique et légitime héritière, Urraca, que Raymond épousa en 1091. En 1093 *l'imperator* donna le gouvernement *(tenência)* de la Galice à son gendre. Celui-ci mena une campagne victorieuse dans la basse vallée du Tage, où il entra triomphalement à Santarém et à Lisbonne. Le roi musulman de Badajoz, voulant son appui contre les Almoravides, lui céda quelques cités. Son beau-père adjoignit alors à son gouvernement de Galice les deux comtés de Portucale et de Coïmbre en 1094. Cet ensemble territorial s'avérant trop vaste pour être défendu efficacement contre les musulmans, Alphonse VI confia les deux derniers comtés à son autre gendre, Henri de Bourgogne.

Ce dernier était le neveu de la reine Constance. Frère cadet de deux ducs de Bourgogne [14], Henri, apparemment sans apanage, était venu chercher fortune auprès de son oncle Alphonse VI. Il avait dû se contenter, faute d'autres filles légitimes, d'épouser sa bâtarde, Teresa (ouTarasia). Il est vraisemblable que les comtés lui furent donnés sous la forme de fiefs à la manière française, puisque des documents contemporains disent qu'il les tenait *«jure hereditario»* ou *«pro sua hereditas»*. Le comte Henri, soumis à l'obligation de prêter aide et conseil à son beau-père, se comporta en authentique seigneur féodal : appelé à ses curies, il alla souvent à sa cour et l'aida dans ses campagnes militaires. Pour affermir son autonomie, il exploita les dissensions de la famille royale[15].

A la mort d'Alphonse VI en 1109, Urraca hérita sans difficulté de la couronne, mais elle entra rapidement en conflit avec son fils Alphonse Raymond. Henri de Bourgogne en profita pour donner à ses comtés un statut quasi indépendant : très habilement, il ne se compromit jamais avec un parti et trouva toujours le moyen d'être du côté du vainqueur. A sa mort, en 1112 ou 1114, sa veuve, qui, en sa qualité de fille d'Alphonse VI, s'intitulait l'infante D. Teresa, poursuivit l'action de son mari. Pour favoriser le repeuplement du comté, elle donna un certain nombre de chartes de privilèges *(forais)*, par exemple à Viseu, en mai 1123. Avec son favori galicien, Fernando Peres de Trava, elle voulut étendre son autorité au-delà du Minho. Son but était d'agrandir son domaine, et de gagner des appuis auprès des seigneurs galiciens contre son neveu Alphonse VII, afin de préserver l'autonomie de son comté.

Entre-temps, à la mort de sa mère D. Urraca en 1126, Alphonse Raymond était en effet devenu roi sous le nom d'Alphonse VII. Il voulut reprendre la politique d'unité hispanique de son grand-père et se proclama comme lui *Totius Hispaniae Imperator*[16]: il rappela sa tante Teresa à ses devoirs féodo-vassaliques, et l'obligea à s'y soumettre en 1127. Le fils de cette dernière, Afonso Henriques, alors âgé de 18 ans, encerclé dans Guimarâes par les armées de son cousin, dut se rendre et se déclarer aussi son vassal. En échange de sa loyauté, il se fit reconnaître le gouvernement du comté aux dépens de sa mère.

Le comté de Portugal entra à son tour dans des turbulences dynastiques. La politique de D.Teresa indisposait les seigneurs *portucalenses*, qui ne voulaient pas d'un pouvoir comtal trop fort, et déploraient l'influence galicienne grandissante [17]. Ils se tournèrent alors vers D. Afonso Henriques pour qu'il chassât sa mère et le favori et prît en mains les rênes du gouvernement : ce fut chose faite après la bataille de São Mamede, près de Guimarâes, en 1128. Les nobles espéraient ainsi manœuvrer facilement un jeune homme sans expérience, ce en quoi ils se trompèrent complètement. Le fondateur du Portugal entrait dans l'histoire.

D. AFONSO HENRIQUES, PÈRE ET FONDATEUR DU PORTUGAL

Pourquoi D. Afonso Henriques réussit-il à fonder un royaume indépendant, alors que d'autres fiefs comme la Galice restèrent dans la mouvance de la couronne de León-Castille? En plus de sa valeur guerrière, de son habileté politique et de sa longévité [18], il profita d'un faisceau de circonstances qui lui permirent non seulement de consacrer l'indépendance de son comté, mais aussi de l'agrandir vers le sud sur les royaumes de *taifa*. Il sut exploiter habilement la désagrégation de la monarchie castélo-léonaise, secouée par d'interminables querelles de succession. Son action fut aussi facilitée par un élément déterminant. A la différence de la Galice, le pouvoir nobiliaire était assez faible dans le comté portugais, surtout dans la région de Coïmbre où triomphaient les «*concelhos*» - communautés d'habitants où la seigneurie était exercée collectivement par les habitants eux-mêmes. Ce fut, semble-t-il, la région de Coïmbre qui joua le rôle le plus

important : son organisation municipale fournit à D. Afonso Henriques les forces militaires, celles des *cavaleiros-vilãos* [19], qui lui furent indispensables pour s'imposer. Dès le siège de Guimarâes, le jeune prince, en confirmant le *foral* (charte de franchises) de la ville, avait compris l'importance de l'appui de ce groupe social. En outre, la situation littorale du comté de Portugal où des étrangers, surtout français et bourguignons, marins et soldats, étaient présents, contribua à forger l'esprit d'indépendance et à augmenter les ressources militaires.

Le jeune prince ne pouvait que se heurter à *l'imperator.* Les deux cousins furent aux prises, avec une alternance de succès et de revers jusqu'au traité de Tui (1137), où D. Afonso Henriques fut contraint de promettre aide et fidélité à Alphonse VII contre ses ennemis[20]. En 1140, après sa victoire d'Ourique, il prit pour la première fois le titre de *rex*[21]. Jusque-là, il ne s'était intitulé que principe ou infante, simple marque de sa filiation royale. Cela ne signifiait pas pour autant qu'il abandonnait toute allégeance à l'égard d'Alphonse VII.

Dès l'année suivante, les hostilités reprirent : D. Afonso Henriques envahit la Galice, pendant que son cousin entrait pour la première fois en Portugal. En 1143, la médiation du légat du pape permit la négociation du traité de Zamora. Ce n'était pas encore l'indépendance, car, s'il lui reconnaissait apparemment le titre de roi, il n'en demeurait pas moins tenu à l'aide militaire à *l'imperator.* C'était tout de même un grand pas vers l'indépendance d'un royaume de Portugal.

Au cours de cette même année 1143, pour s'affranchir complètement de la souveraineté d'Alphonse VII, D. Afonso se déclara vassal du Saint-Siège, sans aucune autre dépendance d'un pouvoir civil ou ecclésiastique : il s'engageait à lui verser chaque année un petit tribut de quatre onces d'or. Alphonse VII considéra cet acte comme une félonie, qu'il dénonça vivement au pape Innocent III. Celui-ci était soucieux de ne pas alimenter les rivalités entre les princes chrétiens de la péninsule au profit des musulmans et de ne pas s'aliéner *l'imperator,* qui prétendait mener seul la *Reconquista* sur les Maures, et qui était, en tant que tel, son fils préféré. Aussi n'accepta-t-il cet hommage qu'avec réserve : il ne donna à D. Afonso Henriques que le titre de *dux portugalensis* et au Portugal le nom de *terra.* Cela permit au premier d'avancer à sa guise la frontière de son royaume vers le sud, non sans heurts

avec les héritiers d'Alphonse VII qui lui déniaient ce droit de conquête. Il lui fallut attendre encore trente-cinq ans pour que le Saint-Siège changeât d'attitude.

La mort d'Alphonse VII en 1157 y fut pour beaucoup. Ses deux fils s'étant partagé ses domaines[22], il n'y avait plus de raison pour que D. Afonso Henriques se sentît lié par un statut féodo-vassalique. En 1179, avec la confirmation du partage de la monarchie castelo-léonaise en deux royaumes, Castille et León, plus rien ne s'opposa à une reconnaissance par le pape de l'indépendance d'un royaume de Portugal : par la bulle du 23 mai, Alexandre III, tout en le considérant comme vassal du Saint-Siège avec un tribut annuel beaucoup plus élevé, conféra à D. Afonso Henriques - auquel il donnait pour la première fois le traitement de roi, et au Portugal celui de royaume - le droit de conquérir sur les Maures les terres sur lesquelles d'autres princes chrétiens n'avaient pas de droits antérieurs.

Cette indépendance politique du Portugal s'accompagna de la reconnaissance définitive d'une province archiépiscopale coïncidant avec les limites du royaume de Portugal, en la soustrayant pour toujours à la primatie de Tolède qui se l'était arrogée sur toute l'Espagne depuis les rois wisigoths. D. Afonso Henriques fit ainsi de l'archevêque de Braga l'un de ses principaux soutiens. Grâce à la Reconquête, il combla de biens le clergé, particulièrement les cisterciens d'Alcobaça, et les nouveaux ordres militaires de l'Hôpital et du Temple. Il eut aussi les moyens de récompenser généreusement les nobles qui lui étaient fidèles[23].

Le premier roi de Portugal pratiqua aussi une politique d'alliances matrimoniales qui renforça sa position et le rayonnement de son royaume. En 1146, alors qu'il était déjà père de plusieurs bâtards, il épousa une lointaine cousine, Mahaut ou Mathilde de Savoie, elle-même apparentée à la maison de Bourgogne, fille d'Amédée III, comte de Savoie: mariage sans doute arrangé par l'Église et qui renforça encore ses liens avec la Bourgogne. En douze années, elle lui donna au moins sept enfants qu'il maria à des princes de la péninsule, qui, par le jeu des héritages, pourraient permettre un agrandissement du patrimoine portugais. L'alliance de son fils et héritier, Sanche, avec Dulce, fille de Raymond Bérenger, comte de Barcelone, et de Pétronille, reine d'Aragon, lui ménageait une précieuse alliance de revers contre la Castille et le León[24].

Afonso Henriques intervint, souvent avec succès, dans les querelles des royaumes voisins[25]. Sa dernière campagne lui fut fatale. Sous le prétexte d'une alliance conclue par le roi de León avec les Almohades[26], il attaqua Badajoz en 1169. Il s'empara de la basse ville, mais ne put venir à bout de la citadelle. Bien plus, des secours commandés par Ferdinand II mirent son armée en déroute : lui-même y perdit une jambe et fut fait prisonnier. Il ne recouvra la liberté qu'en abandonnant les conquêtes qu'il avait faites. C'en était fini du brillant chevalier qui chevauchait à la tête de ses troupes. Cloué sur place, il décida, en 1170, d'associer à sa couronne son fils Sanche, âgé de 16 ans, afin qu'il fût ses jambes et continuât ses conquêtes sur les Maures.

LA RECONQUISTA : LES PLUS ANCIENNES FRONTIÈRES DE L'EUROPE

Le mythe de la bataille d'Ourique (1139)

Ourique, sans doute dans le Bas-Alentejo, ne fut que l'une de ces innombrables escarmouches qui mirent aux prises chrétiens et musulmans. Mais elle revêtit une grande importance dans l'histoire portugaisecar le mythe a fait d'elle l'un des événements constitutifs de la nation et de son indépendance: une poignée de Portugais, avec D. Afonso Henriques à leur tête, conduits par Santiago, le *Matamouros* (tueur de Maures), le jour de sa fête (25 juillet), aurait mis en déroute une multitude d'infidèles.

Au XVe siècle, brouillés avec le saint auquel ils reprochaient d'être devenu le patron de la Castille, leur ennemie mortelle, les Portugais invoquèrent directement la protection du Christ. Le mythe, gagnant une racine populaire, fut encore renforcé au XVIIe siècle, au temps de l'union ibérique : l'intervention de Dieu lui-même à Ourique prouvait que l'existence d'un Portugal indépendant faisait partie des desseins de la Providence. Avec les Lumières, on alla, comme L. A. Verney en 1746, jusqu'à nier l'existence de cette bataille, et au XIXe siècle, la controverse fit rage entre les libéraux, comme Alexandre Herculano, qui n'y virent plus

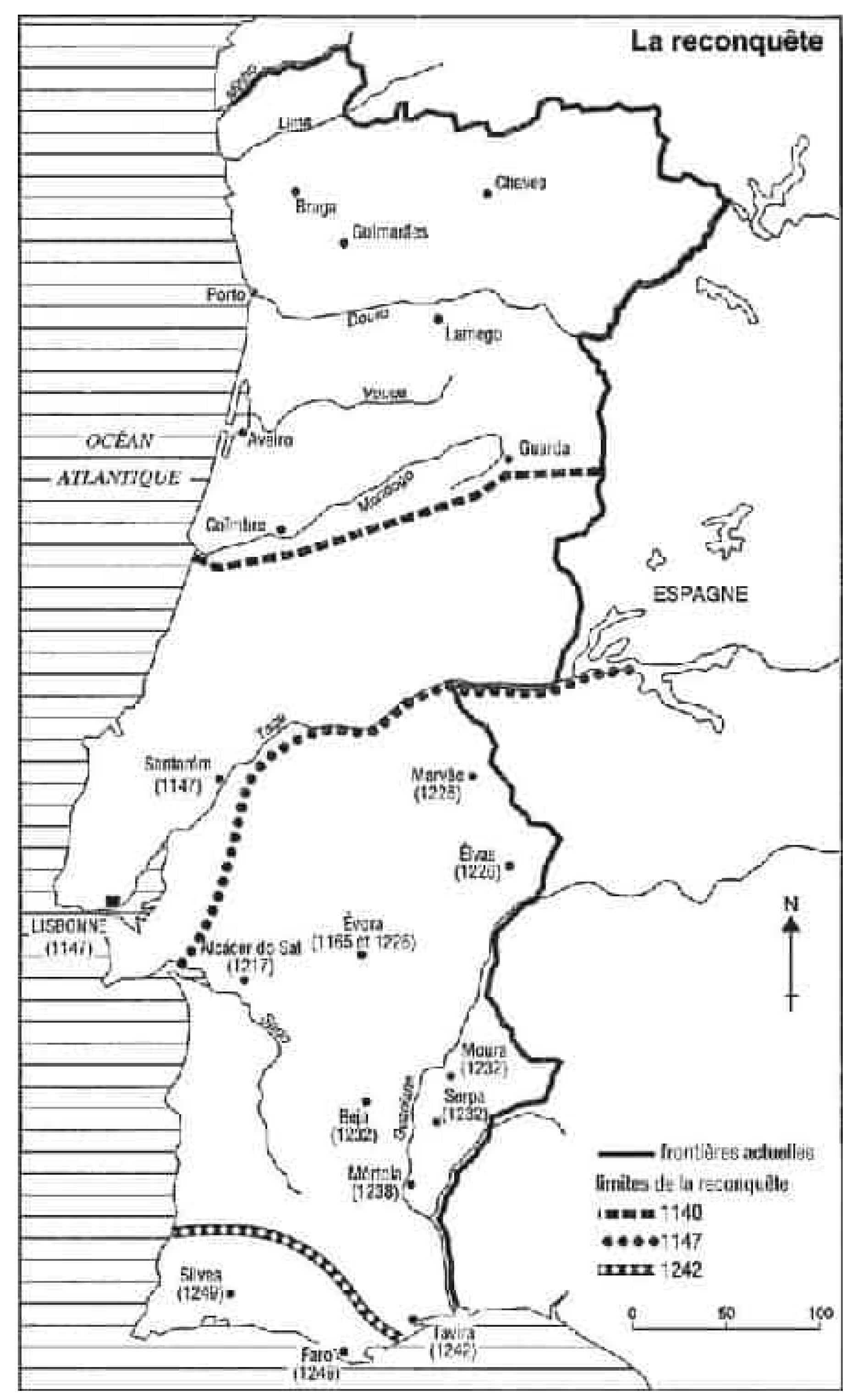
qu'une fable, et les traditionalistes qui la défendirent comme l'une des gloires de la nation.

La reconquête portugaise ne se distingua guère de celle des autres États ibériques, de la Castille surtout. Il n'y eut pas de progression continue, mais une alternance d'avances et de reculs, de victoires et de défaites, comme la contre-offensive des Maures en 1190-1191 qui ramena les Portugais sur la ligne du Tage. Cette reconquête, où les grandes batailles furent rares, prit le plus souvent la forme d'escarmouches et de razzias, où les intérêts privés et l'appât du gain avaient une grande part. Peut-être les rois de Portugal, qui disposaient de moindres ressources en argent et en hommes, durent-ils, plus souvent que les souverains castillans, avoir recours à l'aide de l'étranger : pour s'emparer de quelques villes importantes, ils utilisèrent ainsi les forces des croisés qui se rendaient en Palestine et faisaient escale dans leurs ports[27]. Sans doute, aussi, le rôle des ordres militaires fut-il plus déterminant au Portugal qu'en Castille, car la Couronne n'y disposa pas des moyens que purent déployer ses voisins.

La vallée du Tage et l'Alentejo

Lorsque D. Afonso Henriques prit le titre de roi en 1140, son domaine, avec 34000 km^2 et une hypothétique population de 400000 habitants, n'allait guère au sud de Coïmbre. Il fit le premier grand pas en 1147 en s'installant dans la vallée du Tage, par les conquêtes de Lisbonne et de Santarém.

Santarém avait une position stratégique remarquable: bâtie sur un haut promontoire, elle dominait la vallée du Tage et servait



d'avant-garde à Lisbonne, Alenquer, Óbidos et Sintra. Son château paraissait quasi inexpugnable : « la cité la mieux protégée de toute l'Espagne», selon un chroniqueur du Moyen Age. Sa conquête représentait donc pour les chrétiens un boulevard d'où ils pourraient déferler dans la

vallée du Tage. A cet avantage inégalable s'ajoutait la possession d'une région fertile.

Alexandre Herculano attribua la prise de Santarém à un coup de génie du premier roi de Portugal. Ne disposant pas des forces nécessaires, il employa la ruse, en exploitant les dissensions qui existaient alors entre les Maures d'Estrémadure et ceux d'Andalousie. Le gouverneur de Santarém, pour se prémunir contre ces derniers, s'était placé sous la protection de D. Afonso, en lui offrant une trêve et un tribut. Sous ce prétexte, ce dernier envoya l'un de ses fidèles, probablement un mozarabe, reconnaître les lieux. Muni ainsi de précieuses informations sur les défenses de la ville, il quitta Coïmbre, le 10 mars 1147, avec ses meilleurs chevaliers et les Templiers; le 12, il dévia sa route vers le sud-ouest, pour éviter une rencontre avec une armée sarrasine qui venait lui barrer le chemin. Le 15 mars au matin, les chrétiens donnèrent par surprise un assaut que les Maures ne purent contenir, et en quelques heures ils furent les maîtres de Santarém.

La route de Lisbonne était ouverte. Cette cité était sans nul doute la plus puissante possédée par les musulmans sur la côte occidentale de la péninsule, un *emporium* indispensable à leurs liaisons entre le Nord de l'Afrique et l'Europe atlantique. Grâce à ses campagnes, où il y avait de bons pâturages, elle constituait une zone d'approvisionnement en céréales, en vin et en huile, comme en sel grâce aux salines du cours inférieur du Tage.

Immédiatement après la prise de Santarém, Lisbonne fut l'objectif prioritaire du roi. D. Afonso savait bien que la tactique de surprise employée à Santarém n'était pas possible pour cette ville et qu'il lui fallait prévoir un long siège avec des forces beaucoup plus importantes, qui dépassaient ses possibilités, notamment sur le plan naval. C'est alors qu'il apprit, au début de mai 1147, qu'une flotte de croisés devait sortir de Dartmouth pour la Terre sainte, et faire escale à Porto. Il donna des instructions à l'évêque de la ville pour qu'il les déterminât à participer à la «juste cause» qu'était la conquête de Lisbonne sur les Infidèles.

Au mois de juillet, l'escadre «franque», qui transportait aussi l'archevêque de Braga et les évêques de Porto, de Lamego et de Viseu, rejoignit l'armée de D. Afonso Henriques. Ce dernier leur tint un discours bien fait pour les convaincre de l'aider, et même, pour certains d'entre eux, de ne pas

poursuivre le voyage en Orient et de s'installer dans ces nouvelles terres chrétiennes. Le roi de Portugal leur avoua qu'il n'avait aucun trésor à leur offrir, car il était trop pauvre, mais il exalta l'aspect religieux de cette action: «Votre piété vous incitera davantage à ce travail et au désir de réaliser un aussi grand fait d'armes, que la perspective et la promesse d'une récompense en argent» (d'après le chroniqueur de la *Conquista de Lisboa aos Mouros).* Ce qui ne l'empêcha pas de leur faire miroiter un partage des dépouilles des vaincus[28].

Le 25 octobre 1147, après vingt semaines de siège, le roi de Portugal entrait dans Lisbonne. Le 1er novembre, l'ancienne mosquée était consacrée comme cathédrale, et un religieux normand, Gilbert de Hastings, fut sacré évêque. La chute de Lisbonne livra aux chrétiens tous les points forts de l'Estrémadure : successivement Sintra, Almada, Palmela, dont les garnisons se réfugièrent à Alcácer do Sal. Ce fut ensuite le tour d'Alenquer et enfin d'Óbidos, le roi ayant fait donation d'Atouguia aux chevaliers «francs». Maître de toute la rive droite du Tage, D. Afonso décida de le franchir pour s'emparer de l'Alentejo - l'Au-delà du Tage.

L'offensive dans l'Alentejo eut un caractère différent : à l'exception de l'aide des croisés, lors de la tentative manquée sur Alcácer do Sal, en 1154 et de la prise d'Alvor et de Silves, dans l'Algarve, en 1189, le royaume de Portugal ne put compter que sur ses propres forces. Entre 1148 et 1154, pour assurer ses arrières, D. Afonso Henriques resta habituellement à Coïmbre, devenue plus ou moins la capitale de son royaume, et y mûrit son projet de conquérir Alcácer do Sal. Au mois d'août 1156, il prépara l'expédition que seule la mort de la reine Mafalda retarda d'un an. Après deux mois de siège, la forteresse se rendit le 24 juin 1158. Elle lui ouvrit la porte du Bas-Alentejo : avec ce point névralgique, le roi dominait l'estuaire du Sado, et surveillait la côte jusqu'au cap d'Espichel, assurant ainsi la sécurité de Lisbonne et du Tage. L'année suivante, il s'empara d'Évora et de Beja. Cependant, malgré l'aide des Templiers et des autres ordres militaires, il manquait d'effectifs et de ressources. Son domaine dépassait désormais ses possibilités de repeuplement et de défense. Il dut ainsi abandonner Beja presque aussitôt après l'avoir prise, et Palmela et Évora ne purent résister à l'expédition almohade de 1161.

Les chevaliers de la garnison de Santarém réussirent pourtant à reprendre Beja en décembre de la même année. La lutte contre les Maures prit en effet une autre forme : les initiatives vinrent de *concelhos* et de chevaliers aventuriers que le roi récompensait en leur reconnaissant la possession de leurs conquêtes. Le plus célèbre et le plus redoutable de ces aventuriers fut Gérald sans Peur, en quelque sorte un Cid portugais, qui reconquit Évora en 1165[29].

Après la mise hors de combat d'Alphonse Ier devant Badajoz, son fils D. Sancho dut faire face à une vigoureuse contre-offensive des Almohades de 1170 à 1184. Avec une alternance de succès et de revers, il sut y résister : en 1178, une escadre almohade attaqua en vain le port de Lisbonne, et en 1180, les Portugais remportèrent quelques batailles navales sur les Maures. Le 17 mai 1184, le calife almohade, Youssouf Ier en personne[30], traversa le détroit de Gibraltar et prépara depuis Séville une puissante expédition contre le Portugal. Le 28 juin, il arriva jusque sous les murs de Santarém que D. Sancho défendit avec succès. Le calife fut tué au cours d'un assaut et son armée leva le siège. Cette victoire de Santarém vint rejoindre Ourique dans le mythe patriotique portugais.

L'achèvement de la Reconquête portugaise

D. Sancho succéda sans difficulté à son père, mort en 1185. A la suite de nouvelles querelles entre les deux royaumes voisins, le nouveau roi dut mener une guerre contre son beau-frère Ferdinand II de León entre 1185 et 1189. Mais l'ennemi essentiel se trouvait au sud : en effet le pouvoir sarrasin s'était considérablement renforcé dans ce qui est aujourd'hui l'Algarve, surtout autour de la cité de Xelbe (Silves). D. Sancho reprit alors la politique de son père, en profitant du passage des flottes de croisés qui partaient pour l'Orient[31]. Au printemps de 1189, grâce à une escadre de 50 à 60 voiles, avec des soldats frisons et danois, il put s'emparer du château d'Alvor et dominer ainsi la côte de l'Algarve; grâce à une seconde escadre, il mit devant Silves un siège qui dura un mois: la cité se rendit le 3 septembre de la même année. D. Sancho ne put empêcher le sac de la ville par les croisés, mais il sauva la vie des défenseurs, auxquels il donna

l'autorisation de vivre dans la campagne. Sanche Ier s'intitula désormais « roi de Portugal, de Silves et de l'Algarve ».

L'année suivante, il perdit toutes ses conquêtes et ne put même pas empêcher les Maures de remonter jusqu'à la ligne du Tage. Le calife Yacoub, en effet, que l'on appela le nouvel Almanzor[32], s'était assigné pour mission la reconquête de la péninsule sur les chrétiens, et il envahit l'Algarve au mois de mai 1190. Pendant qu'une partie de ses armées mettait le siège devant Silves, l'autre pénétra en Alentejo: après avoir rasé Évora, elle remonta jusqu'au cours moyen du Tage, s'empara de Torres Novas et assiégea Tomar où les Templiers résistèrent avec succès. C'était plus une incursion, visant à surprendre les chrétiens, qu'une véritable conquête. La situation n'en était pas moins périlleuse pour les Portugais. Le roi se fixa alors à Santarém pour y organiser lui-même la défense. Fort heureusement, Yacoub se heurta à des difficultés logistiques : les blés, qui avaient déjà été récoltés et se trouvaient engrangés dans les citadelles, firent défaut à son armée, en outre décimée par la dysenterie.

Le calife avait acquis la certitude que le Portugal tomberait dans un délai plus ou moins bref. Constatant cependant la résistance de Silves que les chrétiens avaient refusé d'échanger contre Torres Novas, il décida de refaire ses forces et de reprendre le combat l'année suivante. Il s'empara alors d'Alcácer do Salle 10 juin 1191; les garnisons de Palmela, Sesimbra et Almada se réfugièrent au-delà du Tage, et ces citadelles furent rasées par les Maures. Le calife descendit vers Silves qui se rendit le 20 juillet. Sanche Ier, en attendant des jours meilleurs pour regagner ce qu'il avait perdu, préféra conclure une trêve de cinq ans avec Almanzor : le royaume de Portugal était ramené à la ligne du Tage, les Maures ayant récupéré tout l'Algarve et une grande partie de l'Alentejo.

Les dissensions entre les royaumes chrétiens faisaient d'ailleurs le jeu du calife : de 1196 à 1199, D. Sancho, impliqué dans des guerres avec ses voisins de León et de Castille[33], ne put songer à prendre sa revanche sur lui. Il fallut l'intervention du pape Innocent III pour mettre un terme à ces conflits entre les royaumes chrétiens qui ne pouvaient que retarder, voire compromettre, la reconquête totale de la péninsule. La leçon fut comprise: lorsqu'en 1211 Alphonse VIII de Castille dut résister à une puissante offensive de l'émir Anacir, il reçut des secours de tous les princes chrétiens

d'Espagne et de France. Alphonse II de Portugal n'avait pu se dérober à son appel, et ses forces participèrent à la grande victoire chrétienne de Las Navas de Tolosa, le 16 juillet 1212. Cinq ans plus tard, il tira parti du passage d'une flotte de croisés pour recouvrer Alcácer do Sal, le 18 octobre 1217, après plus de deux mois de siège et d'assauts meurtriers. Ce succès assura la reconquête de l'Alentejo qui fut menée à bien, de 1226 à 1239, par Sanche II[34].

Le Saint-Siège, déçu par les croisades d'Orient, marquait un intérêt croissant pour la reconquête chrétienne de la péninsule Ibérique, qu'il assimilait désormais à une croisade, et, le 21 octobre 1234, le pape Grégoire IX promulgua la bulle *Cupientes* Christicolas, qui concédait quatre années d'indulgences à tous ceux qui accompagneraient le roi de Portugal dans sa lutte contre les Infidèles. Aussi Sanche II paracheva-t-il la plus grande partie de la *Reconquista* portugaise[35]. Lorsque D. Sancho II fut déposé en 1245, il ne restait plus au Portugal qu'à conquérir l'ouest de l'Algarve. L'honneur en revint à son frère Alphonse III, dont la tâche fut facilitée par la prise de Séville : le roi saint Ferdinand III de Castille, avec la participation de nombreux chevaliers portugais, commandés par les maîtres des ordres de Sant'Iago et d'Avis, s'en empara en effet à la fin de 1248. La fin de la reconquête portugaise fut ainsi réalisée dans une ambiance d'union ibérique [36].

Cependant, la délimitation des zones castillane et portugaise dans le Sud-Ouest de la péninsule provoqua un sérieux conflit entre les deux souverains. En effet, le roi maure de Melilla s'était déclaré le vassal du prince Alphonse, héritier du trône de Castille, et faisait passer ainsi les terres de l'Algarve à l'ouest du Guadiana dans la zone castillane. Or, toutes les conquêtes faites par le Portugais avaient été effectuées aux dépens du vassal de la Castille, ce qui créait une situation juridique insoluble. En outre, D. Afonso III, sous le prétexte qu'Ayamonte, conquise par son père, se trouvait sur la rive gauche du Guadiana, entra en Andalousie, s'emparant d'Aroche et d'Aracena. Entre Castillans et Portugais, un affrontement armé, qui pouvait déboucher sur une guerre, avait déjà commencé. Aussi, lorsque Alphonse X le Sage monta sur le trône de Castille, le 31 mai 1252, il s'employa, avec l'aide du pape, à trouver une solution définitive à cette question[37]. Elle fut réglée par le traité de Badajoz en 1268 : la frontière était fixée entre le Caia

et l'estuaire du Guadiana, la Castille renonçant à l'Algarve, et le Portugal évacuant les places d'Aracena et d'Aroche. Des rectification définitives furent faites en 1297 par le traité d'Alcanizes. Le Portugal peut donc légitimement revendiquer les plus anciennes frontières d'un pays européen.

Le rôle déterminant des ordres militaires

A partir du XIIe siècle, la *Reconquista* prit l'aspect d'une guerre sainte, d'une véritable «croisade d'Occident», et les grands ordres religieux et militaires de l'Hôpital et du Temple arrivèrent au Portugal pour y participer. Moyennant de grands privilèges et d'énormes donations de terres, les souverains portugais leur confièrent, ainsi qu'à deux ordres spécifiquement ibériques, Sant'Iago et Calatrava[38] - plus tard Avis -, la conquête des territoires du Sud. Dans le statut foncier, il en résulta une opposition qui se perpétua jusqu'à nos jours entre le Nord, où régna la petite exploitation, soumise au régime seigneurial, et le Sud, surtout l'Alentejo, où prédominèrent les grands domaines. Le rôle de ces moines soldats fut primordial sur deux points : la force militaire, qui permit aux rois de Portugal de reconquérir le territoire chrétien, d'une part, et de l'autre, le peuplement de ces régions reconquises et la mise en valeur des campagnes bien au-delà de la fin de la *Reconquista*.

La base de départ de ces ordres fut le Mondego, lorque le roi leur confia en 1144 la garde de la place forte de Soure. Ils progressèrent ensuite vers le sud avec une prudente pénétration dans une bande étroite entre Montemor-o-Velho et Coïmbre : le maître Gualdim Pais commença alors le peuplement de Pombal, d'Ega et de Redinha. En 1160, les Templiers fondèrent le monastère deTomar, qui serait la tête de leur ordre au Portugal[39]. Ils infléchirent ensuite leur avancée vers l'est pour dominer la majeure partie de la vallée du Tage[40]. Ils organisèrent par conséquent un peuplement dans trois directions continues, vers le sud, vers l'est et vers le nord-est, afin de construire une frontière bien gardée entre les fleuves Tage et Coa, et de déjouer les menaces que les Maures faisaient courir au royaume. Dans le Nord du pays, en revanche, la présence du Temple fut quasiment nulle. Après sa dissolution, ses biens furent remis à l'ordre du Christ qui continua son œuvre.

L'ordre de l'Hôpital ne prit de l'importance qu'à partir d'avril 1157, quand Alphonse Ier lui renouvela la charte de *couto*[41] et de privilèges qu'il lui avait concédée le 30 mars 1140, et qui englobait tous les biens qu'ils viendraient à occuper. A la fin du XIIe siècle, ils s'étaient installés dans la Beira Baixa, où ils avaient fondé en 1194 le territoire de Guidintesta, plus tard la ville de Amieira, porte d'entrée de la Beira centrale vers le Haut-Alentejo [42]. Leur ligne de pénétration descendit ensuite par Proença-a-Nova en direction de Tolosa, Crato, dont ils firent leur prieuré au Portugal, et Gaviâo. Pour ne pas empiéter sur les domaines de l'ordre d'Avis, ils bifurquèrent vers l'Alentejo, où, sous D. Dinis, ils prirent possession de Moura, Serpa, Mourâo et d'autres terres entre les fleuves Chança et Guadiana, qui firent d'eux les défenseurs de la frontière contre les Maures d'Andalousie.

L'ordre de Calatrava, d'origine castillane, tint sa première maison à Évora, capitale de l'Alentejo. Son premier maître fut Gonçalo Viegas, qui avait servi dans les campagnes d'Alphonse Ier et exercé la charge *d'alcaide* et gouverneur de Lisbonne, et qui mourut avec un grand nombre de ses chevaliers à la bataille d'Alarcos, le 18 juillet 1195. A partir de 1211, l'ordre fixa sa résidence à Avis, dont il prit le nom pour écarter toute dépendance du royaume voisin et rival. La rive gauche du Tage fut sa principale zone d'influence[43].

En 1172, l'ordre de Sant'Iago da Espada, connu aussi sous le nom de *Espatários,* fut le dernier ordre militaire à être créé : il naquit dans le royaume de León et se fixa au Portugal dans le château de Palmela. Il lui revint en grande partie de contenir les invasions almohades de 1184 et de 1191. Faute de peuplement, ses premières occupations de terres furent précaires. Avec la conquête du Bas-Alentejo, sous le règne de Sanche II, il atteignit le point culminant de son action, et il en fut récompensé par d'importantes donations. Les chevaliers de Sant'Iago dominèrent toute la région depuis l'estuaire du Tage jusqu'à l'ouest de Beja[44]. Leur action fut ensuite décisive dans l'intégration et la défense des places de l'Algarve où le roi leur avait donné de nombreuses terres. Jouissant d'énormes privilèges dans les zones du Tage et du Sado, il se distingua des autres ordres militaires en se lançant le premier dans l'exploration de la mer. Dès le règne de D. Dinis, en effet, les décimes des navires et des barques qui sortaient par le port de Setúbal leur appartinrent. Ils reçurent en outre d'Alphonse IV

les décimes du sel et des autres produits qui entraient et sortaient du Sado, comme celle du poisson pêché par les marins d'Almada, de Sesimbra, d'Alcácer et de Setúbal[45].

1 Cette tradition fut transmise au début du XIXe siècle par le frère Bernardo de Brito dans sa *Monarchia Lusitana.*

2 Bracara Augusta (Braga), Scalabis (Santarém ou Moron), Pax Julia (Beja), ou encore Lamecum (Lamego), Conimbriga (Condeixa), Aeminium (Coïmbre), Olisipo (Lisbonne), Liberalitas Julia ou Ebora (Évora), Lacobriga (Lagos). On peut y ajouter des villes avec des activités spécifiques comme Troia, dans l'estuaire du Sado, centre d'industrie de la pêche et des salaisons, ou Salacia (Alcácer do Sal), entrepôt des produits transportés par le Sado; ou encore Egitania ou Civitas Igaeditanis, centre d'une région minière et d'une importante garnison au temps de Claude et de Néron.

3 Il est vrai que le catholicisme y avait des racines profondes: dès le début du IVe siècle, des diocèses avaient été créés à Évora et Ossonoba. Grâce à l'édit de Milan, beaucoup de communautés hispano-romaines se convertirent au catholicisme. Ce fut l'évêque de Dume qui le consolida.

4 Le moine Martin fut peut-être envoyé par Constantinople avec un objectif politico-religieux : Justinien entreprenait alors la conquête de l'Espagne. Certains auteurs, en invoquant le récit de Grégoire de Tours, doutent que cette conversion ait été son œuvre. Elle s'expliquerait plutôt par les liens de la monarchie suève avec la monarchie franque, et par le prestige de saint Martin de Tours.

5 Les limites de ce diocèse correspondaient à l'actuel district de Castelo Branco. Egitânia fut rasée par les Arabes en 713. A la demande du roi Sanche Ier, le siège du diocèse fut transféré à Guarda en 1199. Sur son emplacement se trouve aujourd'hui Idanha-a-Velha : des fouilles archéologiques ont mis à jour des vestiges de l'époque suève et wisigothique.

6 Avec l'appui des souverains portugais, ce fut l'argument avancé par les évêques de Braga, lors de la Reconquête, pour unifier sous leur autorité tout le territoire compris entre le Lima et le bassin duTage, réclamant ainsi l'héritage ecclésiastique de la monarchie suève. Aujourd'hui encore l'archevêque de Braga est primat de l'Église de Portugal.

7 Sur le plan linguistique, les Suèves n'exercèrent aucune influence sur la constitution du portugais. En revanche, nous trouvons au Portugal beaucoup de vestiges de la présence germanique, surtout dans la zone du Minho et de la Beira, comme la chapelle de São Frutuoso de Montélios, près de Braga, ou l'église de São Pedro de Balsemão, près de Lamego. Le monument le plus intéressant est la cathédrale d'Egitânia.

8 Cette question du dépeuplement *(ermamento)* de la région au nord du Douro a été un sujet de controverse entre les historiens. On a admis pendant très longtemps la thèse d'Alexandre Herculano. Entre les règnes d'Alphonse Ier et d'Ordonho Ier de León, en gros pendant un siècle entre 750 et 850, les chrétiens auraient établi ainsi «une ceinture de désert», au nord du Douro. Ce ne serait qu'avec ce dernier (850-866) que la zone de Tui aurait été repeuplée. Les terres entre le Minho et le Mondego l'auraient été sous Alphonse III le Chaste (866-910), qui les avait occupées. C'est ce souverain qui restaura et délimita le territoire de la cité de Braga entre 905 et 910. Cette théorie fut remise en cause dans la première partie de ce siècle par des historiens comme Alberto Sampaio et Pierre David. Sanchez Albornoz défendit au contraire le point de vue d'Herculano, et plus récemment Torquato de Sousa Soares dans le *Dictionnaire d'histoire du Portugal.*

9 Diego Fernandez mourut avant 928, laissant une fille, Mumadona Diaz, qui épousa le comte Hermenegildo (ou Mendo) Gonçalves. C'est avec leur fils, Gonçalo Mendes, que commença en 950 cette dynastie comtale de Portucale, appelée les Mendes, qui finit en 1071. Elle intervint parfois dans les affaires de la monarchie léonaise : elle plaça sur le trône le roi Bermudo II (984-999), dont le fils Alphonse V (999-1028) fut éduqué dans le comté par Mendo Gonçalves qui exerça la régence pendant la minorité du roi (999-1008).

10 C'est cette hiérarchie que l'on trouvait dans le royaume de León : la haute noblesse des *ricos hombres* et la petite noblesse des *infanzones.*

11 *Presúria* vient du latin *prendere*, c'est-à-dire s'emparer. Ce sont les terres qui, après la victoire chrétienne, furent laissées sans occupant légitime, et dont chaque chrétien pouvait s'emparer en toute bonne conscience. Il y eut plusieurs formes de *presúrias* : les unes étaient organisées par une quelconque autorité - la Couronne, l'Église, les seigneurs -, mais d'autres n'étaient le fait que d'un acte individuel, comme ce fut le plus souvent le cas pour les *infanções.*

12 Si, jusqu'à la fin du XIe siècle, les seigneuries ecclésiastiques furent rares, quelques documents mentionnent les domaines du monastère de Guimarâes et l'on peut presque avoir la certitude que ce monastère exerça, peut-être illégalement, la juridiction seigneuriale sur un certain nombre de lieux, même avant la fin du XIe siècle. «Leur richesse et l'extension de leurs domaines peuvent expliquer la nécessité que les moines de Guimarâes avaient de détenir un pouvoir public spécial pour assurer l'administration économique et la possibilité de créer un corps d'officiers capables d'exercer les fonctions publiques, et la capacité de s'approprier illégalement ce pouvoir» (J. Mattoso).

13 Ces familles *d'infanções* furent à l'origine de la plupart des grands lignages du Portugal. Citons un cas exemplaire : celui des Melo. Leur ancêtre Pero Formarigues, d'une famille *d'infanções*, avait vécu en un temps antérieur à la fondation de la monarchie portugaise. Il aurait même été un compagnon d'Alphonse VI de Leôn-Castille, «l'empereur d'Hispanie», ce qui ajoutait un lustre supplémentaire à sa famille, car, encore au XIVe siècle, Alphonse VI était une figure plus prestigieuse que celle d'Afonso Henriques. Ce Pero Formarigues fonda le lignage des Riba de Vizela, dont se détacha par un bâtard celui des Melo, dont la descendance forma les ducs de Cadaval (J. Cumbre).

14 Hugues Ier, qui ne régna que trois ans (1076-1079) avant de se faire moine de Cluny, et Eudes Ier (1079-1102).

15 Les choses se gâtèrent lorsque le roi de León-Castille songea à transmettre sa couronne à Sanche, le fils illégitime qu'à l'approche de la soixantaine il avait eu de sa concubine Zaira, fille du dernier roi de Séville, al-Mu'tamid. Craignant de se voir dépouillés de leur héritage, Raymond et Urraca se tournèrent vers leur beau-frère et cousin, Henri, avec lequel ils signèrent, en 1105, un pacte de succession : ce dernier reconnaissait leurs droits sur le trône de León-Castille, en échange du gouvernement héréditaire de Tolède et de son ancien royaume de Taifa, avec un tiers de tous les trésors de la cité. S'ils ne pouvaient lui remettre Tolède, ce serait la Galice. Le pacte fut sans objet, car Raymond, en 1107, et Sanche, en 1108, disparurent avant Alphonse VI.

16 C'est dans les Cortès de León qu'il se fit solennellement proclamer imperator, confirmant ainsi sa suprématie sur tous ceux qui, dans l'Hispanie, s'intitulaient rois, comme le roi de Navarre ou le roi d'Aragon.

17 Le favori s'était vu accorder de nombreuses grâces, comme des seigneuries dans la région du fleuve Mondego (le château de Santa Eulalia, dans la région de Montemor-o-Velho, ou la donation

de la ville de Soure).

18 Cette longévité exceptionnelle fut un facteur déterminant : né vers 1108 ou 1109, il ne mourut que le 6 décembre 1185, âgé d'environ 77 ans, après plus de 57 années de gouvernement.

19 Littéralement, cavaliers-vilains : il s'agissait des roturiers qui étaient assez fortunés pour acquérir un cheval et faire la guerre à cheval, comme les nobles. On trouve l'équivalent de cette chevalerie populaire dans le royaume de León-Castille : les *caballeros villanos.*

20 A plusieurs reprises, en 1130 et de 1133 à 1135, continuant la politique de sa mère, il fit, sans succès, des incursions en Galice pour étendre sa domination au-delà du fleuve Minho, notamment surTui. En 1137, il réussit cependant à prendre cette dernière et à vaincre les Léonais à Cerneja : la Galice paraissait à sa portée quand, au sud, les Maures passèrent à l'offensive en menaçant le château de Leiria. D. Afonso Henriques fut donc obligé de traiter avec son cousin.

21 Cette date de 1140 a été retenue comme acte de fondation du Portugal : en 1940, Salazar ordonna la célébration solennelle du huitième centenaire. D. Afonso Henriques était devenu le premier roi de Portugal sous le nom d'Alphonse Ier.

22 Au premier, Ferdinand II, le León et la Galice, et au second, Sanche III, la Castille. Les deux royaumes restèrent séparés jusqu'en 1230.

23 En cela, il fut le principal responsable de l'extension du régime seigneurial au Portugal (R. Durand).

24 Parmi eux, il unit Mafalda à Alphonse Raymond de Barcelone et d'Aragon, Urraca à Ferdinand II de León, Mathilde, en premières noces, à Philippe d'Alsace, comte de Flandre, et en secondes noces à Eudes III, duc de Bourgogne.

25 Les deux frères successeurs d'Alphonse VII avaient espéré contenir l'avance de leur cousin en le contournant par le sud qu'ils conquerraient sur les Maures. Mais la mort de Sanche III de Castille, qui ne laissa qu'un héritier en bas âge, en 1158, déjoua ce plan. Une première guerre victorieuse du roi de Portugal contre le León, de 1160 à 1165, lui permit de garder quelques conquêtes en Galice et Ferdinand II, en épousant l'une de ses filles, dut alors reconnaître formellement le royaume de Portugal.

26 Les Almohades avaient succédé aux Almoravides. Il avaient fait l'unité du Maroc, conquis l'Afrique du Nord et refait l'unité de l'Espagne musulmane, en choisissant Séville pour capitale.

27 D. Afonso Henriques, Lisbonne en 1147; D. Sancho I,Alvor et Silves en 1189; D. Afonso II, Alcácer do Sal en 1217.

28 Dans le pacte qu'ils conclurent, il fut entendu qu'en cas de victoire chrétienne les croisés auraient le droit de sac sur la ville, en gardant les personnes et les biens des ennemis. En outre, dès que l'autorité royale serait établie à Lisbonne, les croisés recevraient les terres voisines qu'ils viendraient à conquérir, le roi ne gardant pour lui-même que le droit *d'apelação (dominio advocationis),* et ils jouiraient de toutes les franchises et exemptions sur le territoire portugais.

29 Il profita de la faiblesse militaire des Maures dans l'Alentejo pour descendre le Guadiana et s'emparer des forteresses de Moura et d'Alconchel, qu'il remit immédiatement à D. Afonso Henriques, lequel domina ainsi presque toute la rive gauche de ce fleuve. L'audace de Gérald sans Peur ne connut plus alors de bornes. Il s'attaqua à l'actuelle Estrémadure espagnole, zone de reconquête qui avait été reconnue au roi de León: en 1165, il s'empara de Trujillo et de Cáceres. Ces initiatives, très probablement encouragées par son souverain, entraînèrent donc ce dernier dans un conflit territorial avec son cousin et gendre Ferdinand II. D. Afonso Henriques connut alors

quelques revers dont le plus grave lui advint en aidant Gérald sans Peur devant les murs de Badajoz en 1169: il y perdit une jambe et fut fait prisonnier par son gendre. Les entreprises guerrières de D. Afonso Henriques étaient alors terminées : il confia désormais la direction des opérations militaires à son fils D. Sancho, comme nous l'avons vu.

30 Il s'agit du deuxième souverain almohade, Abou Yacoub Youssouf (1163-1184).

31 Saladin portait alors des coups très durs au royaume de Jérusalem.

32 Abou Youssef Yacoub el-Mansour succéda à son père en 1184 et régna jusqu'en 1199. Il prit le titre glorieux d'el-Mansour (Almanzor) après sa victoire sur les chrétiens en 1195 à Alarcos. Le premier Almanzor avait rétabli la puissance du califat de Cordoue à la fin du Xe siècle.

33 Cependant, lorsque Almanzor envahit la Castille, D. Sancho n'avait pas hésité à se porter au secours du roi Alphonse VIII, bien qu'Alphonse IX de León fût son gendre. Ce dernier, toujours en conflit latent avec son cousin de Castille, se sentit menacé par cette alliance et pactisa avec Sanche VII, roi de Navarre et même avec Almanzor. Le roi de Portugal prit alors les armes contre Alphonse IX de León et profita de ce conflit pour consolider sa frontière nord en envahissant la Galice, et en s'emparant deTui et d'autres places de la frontière. Le roi de León répliqua en attaquant le château de Bragance.

34 Cette fois, encore, les princes chrétiens avaient coordonné leur action. Pendant qu'Alphonse IX de León entreprenait de chasser les Maures de l'Estrémadure espagnole, le roi de Portugal enleva Elvas et Marvâo en juillet 1226. Il mena ensuite dans la région une politique de peuplement et de fondations de citadelles, en s'emparant, en 1239, des places fortes de Serpa et Moura.

35 Puissamment aidé par les chevaliers de l'ordre de Sant'Iago auquel il fit de nombreuses donations, il prit Mértola dans la zone du Guadiana, et en 1240 il fit tomber les premières citadelles de l'Algarve : Ayamonte, sur la rive gauche du Guadania, et le port de Cacela, qui lui permirent de contrôler la frontière d'Andalousie. En 1242, Tavira fut conquise à son tour et donnée également aux chevaliers de Sant'Iago. En revanche, des tentatives sur Silves échouèrent.

36 Alphonse III mena une campagne victorieuse dans l'Algarve en 1249 et 1250: au début de l'année 1249, Faro fut pris, puis le château d'Albufeira dont le roi fit donation à l'ordre d'Avis, ensuite Perches, Loulé, Aljezur et enfin Silves.

37 Une trêve, qui pourrait devenir un accord définitif, fut conclue et les deux souverains s'entendirent pour remettre le soin de dessiner les limites des deux royaumes à des commissaires. L'accord reposait sur le mariage d'Alphonse III avec une fille naturelle du roi de Castille, D. Beatriz ou Brites : l'usufruit de l'Algarve resterait entre les mains de son père, jusqu'au moment où le premier enfant mâle du couple atteindrait 7 ans. Mais deux obstacles majeurs se dressèrent : le premier était l'âge de la promise, qui n'avait que 6 ans et remettait la rétrocession de l'Algarve au Portugal à une époque lointaine. Le second était encore plus gênant: la comtesse Mathilde de Boulogne, première épouse du souverain portugais, auquel elle avait donné des enfants, vivait encore en France, sans qu'aucune séparation eût été décrétée entre les époux. Malgré les accusations de bigamie portées contre lui par Mathilde devant le Saint-Siège, Alphonse III épousa, en 1253, D. Beatriz, qui fut la mère de D. Dinis, ce qui lui valut une excommunication par le pape Alexandre IV. Tout fut réglé en 1258 avec la mort de la comtesse de Boulogne.

38 Ces moines soldats prononçaient les trois vœux d'obéissance, de pauvreté et de chasteté. Ils portaient l'habit blanc des cisterciens. Ils consacraient leur vie à la lutte contre les Maures.

39 Ils entreprirent le peuplement des terres de Ceras et d'Asseiceira. En 1170, les chevaliers s'emparèrent du château d'Almourol et fondèrent les bourgs ou localités de Golegâ et de Casével.

40 Alpalhão, Nisa, Arês et Rodâo furent dans leur aire de défense et de peuplement. Cette frontière étant une zone d'insécurité, en vertu des attaques maures subies par l'Estrémadure espagnole, l'action des Templiers s'étendit, dès le règne de Sanche Ier, à Segura, Rosmaninhal, Salvaterra do Extremo, Idanha-a-Velha, Penha Garcia et Monsanto, allant même jusqu'à Ribacoa. Quelques-unes de ces terres sortirent ensuite de leur patrimoine, comme celle d'Idanha donnée aux Hospitaliers en 1165 et celle de Monsanto à l'ordre de Sant'Iago en 1172.

41 Le roi pouvait donner des chartes de *couto* aussi bien à des nobles qu'à des ecclésiastiques. Cependant ce terme fut ensuite plus spécifiquement attribué aux donations faites à l'Église. Ces concessions, expression classique du régime seigneurial, furent fréquentes entre le IXe et le XIIIe siècle. Le privilège le plus important était l'interdiction faite aux officiers du roi d'entrer sur les terres *«coutadas»*. Le terme de *couto* est aussi employé pour désigner des terrains de chasse.

42 Ils firent peupler en premier Sertâ, Oleiros, Pedrogâo.

43 Les chevaliers d'Avis se signalèrent en 1180 par la défense qu'ils firent contre les Almohades du château de Porto de Mos : en récompense, ils reçurent de Sanche Ier, entre 1193 et 1235, les châteaux d'Alpedriz et d'Alcanede dans l'Estrémadure portugaise, tout en gardant celui de Mafra. Entre-temps, après la conquête de Silves, les chevaliers avaient reçu Albufeira, donation annulée par la contre-offensive d'Almanzor. A partir de ce moment, ils décidèrent de placer sous leur domination le Haut-Alentejo (Galveias, Cabeça do Vide, Estremoz, Alandroal), l'infléchissant ensuite vers l'estuaire du Tage, avec le peuplement de Coruche, de Pavia, de Mora et de Samora Correia. Ils conservèrent cependant sur la rive droite les châteaux d'Alpedriz et d'Alcanede, dans le voisinage des *coutos* (parcs pour la chasse) d'Alcobaça.

44 Ils reçurent les donations de Palmela, Almada, Alcácer, Setúbal, Cabrela, Sesimbra, Santiago do Cacem et Aljustrel, et plus tard Odemira, Ourique, Almodôvar, Castro Verde.

45 La question est posée de savoir si, avec une telle localisation de leurs domaines, les *Espatários* ne jouèrent pas un rôle dans l'expansion ultramarine du XVe siècle, ou s'ils en furent écartés au profit de l'ordre d'Avis qui en fut le principal initiateur, grâce à leur maître, l'infant D. Henrique.

CHAPITRE II

De la monarchie féodale à la monarchie des légistes

Comme dans l'ensemble de la péninsule Ibérique, l'existence de la féodalité au Portugal a longtemps été niée. Les historiens médiévistes portugais admettent aujourd'hui qu'un système féodo-vassalique est bien né des structures socio-économiques de l'Empire romain, après le démantèlement de son édifice politique. A l'instar des autres monarchies médiévales, la dynastie capétienne de Bourgogne, pour s'imposer, dut, en s'appuyant sur le peuple des villes et des campagnes, jouer la carte de la centralisation du pouvoir, contre les forces centrifuges de la noblesse et de l'Église qui le lui disputaient.

Au cours du XIVe siècle, l'autorité royale fit des progrès considérables, notamment par l'affermissement ou la création de nouvelles institutions. Ce ne fut pas sans provoquer des réactions. Les seigneurs, sous la direction du prince D. Afonso, futur Alphonse IV, se révoltèrent contre D. Dinis, à l'instar des *hidalgos* castillans qui s'étaient révoltés contre un monarque, non moins conscient de la nécessité de construire l'État, Alphonse X. Le roi de Castille et le roi de Portugal furent les vrais constructeurs de leurs États : jusque-là la monarchie était encore mal sortie de son stade féodal.

LE ROI, *PRIMUS INTER PARES*

Un seigneur comme les autres

Senhor Rei, *Dominus Rex*, c'est de cette manière que les enquêteurs d'Alphonse III l'appelaient. Il était d'abord un seigneur, qui, comme les

autres seigneurs, levait des droits sur ses domaines, car, ainsi qu'on le disait en France, il devait «vivre du sien [1]». Comme en France, également, le patrimoine royal était constitué de seigneuries rurales et urbaines, comprenant aussi les personnes qui vivaient sur ses *reguengos*[2]. Grâce à ces revenus, le roi possédait un trésor monétaire très important, qu'Alphonse I[er] et son fils Sanche I[er] gardaient à Santa Cruz de Coïmbre, dans les châteaux des ordres du Temple et de l'Hôpital, dans le château d'Alcobaça et dans d'autres lieux.

Pour gérer son patrimoine, le roi désignait des agents, appelés habituellement *mordomos* ou *vigários,* et des receveurs qui recueillaient les rentes dans les greniers et les entrepôts royaux[3]. Pour faciliter le recouvrement de ces redevances, en nature à l'origine, Alphonse III en convertit un certain nombre en versements en argent, qu'il affermait à quelques hommes d'affaires, souvent juifs. Dans les cités, la règle était plutôt le recouvrement par les *mordomos* des *concelhos,* dépendants du roi. La seigneurie comprenant le droit de justice, le roi nommait des juges, mais c'était parfois le *mordomo* qui instruisait les causes mineures. Il n'était pas rare cependant que la justice royale se heurtât à des seigneurs, surtout les *ricos-homens,* c'est-à-dire la haute noblesse, qui l'avaient usurpée et refusaient souvent tout contrôle, et que le roi fût impuisssant à la faire respecter[4].

Un seigneur au-dessus des autres

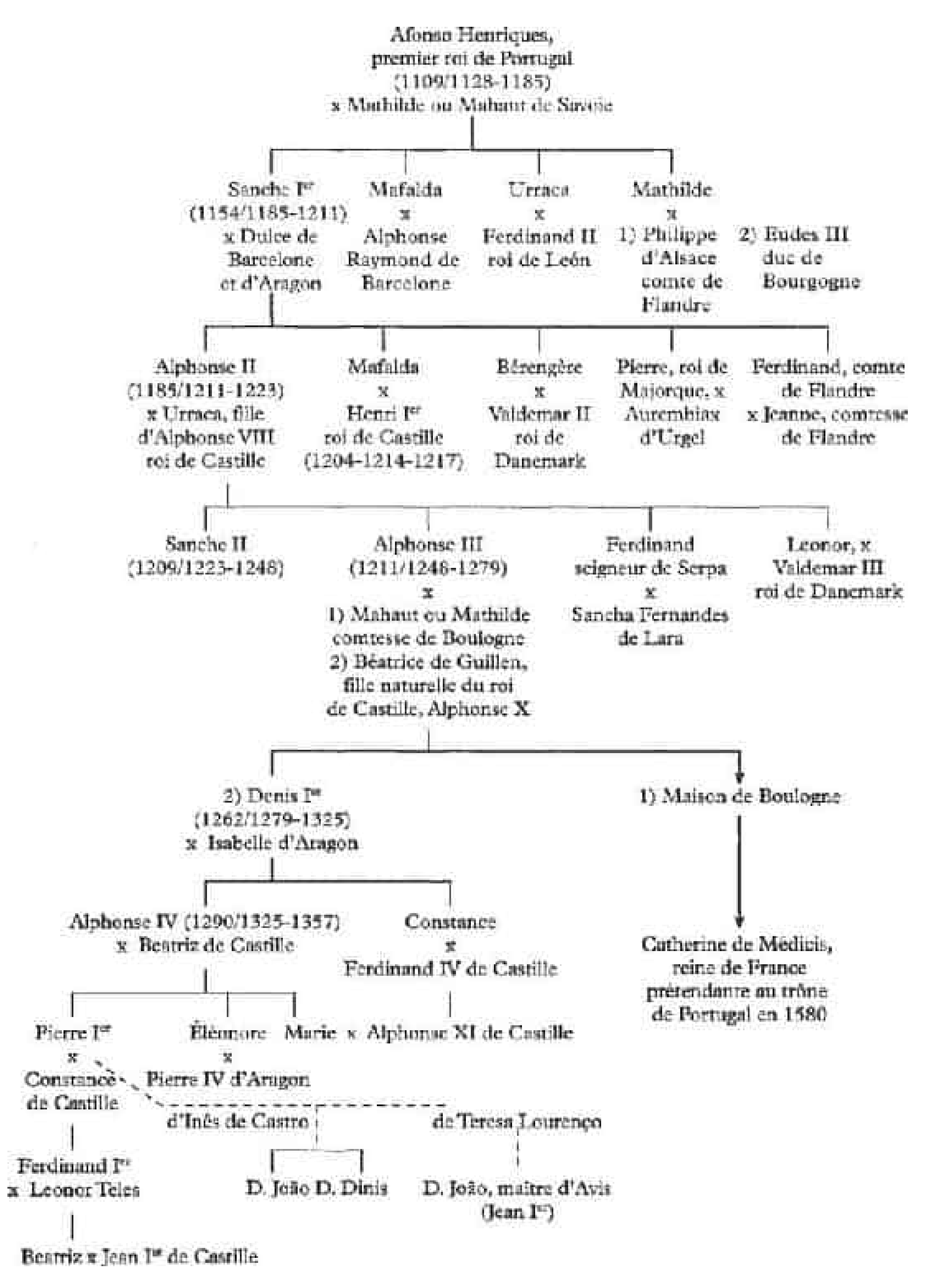
Le roi cependant était un seigneur au-dessus des autres. Héritage de l'époque romaine et wisigothique, il apparaissait comme le vrai détenteur de la puissance publique, et par conséquent le véritable chef des hommes libres. Dans le cas de la péninsule Ibérique, il assurait en outre la coordination et la responsabilité de conduire la guerre contre les Infidèles et de mener à bien la reconquête chrétienne. Même s'il n'était pas sacré comme en France, il disposait d'un pouvoir charismatique, qu'il avait reçu de son lignage capétien et qui avait permis à D. Afonso Henriques de s'imposer par son ascendance et par ses alliances royales.

Un chanoine régulier de Santa Cruz de Coïmbre écrivait, peu après 1185, dans ses *Anais de D. Afonso, rei dos Portugueses,* qu'Alphonse I[er] fut «un

homme puissant dans les armes, sage dans la parole, prudent dans ses actions, d'un génie lumineux, d'un beau corps et d'une allure agréable, profondément orthodoxe dans sa foi dans le Christ, bienveillant et dévoué aux ministres de la religion, capable de protéger tout le Portugal avec son épée ». La dévotion que l'on portait à son épée, placée à côté de son tombeau, à Santa Cruz de Coïmbre, vénérée encore par D. Sebastião, manifestait son caractère guerrier et protecteur. Toutes ces qualités lui donnaient un droit de justice éminent, au-dessus de celui des autres seigneurs, et lui permettaient de les juger sur les litiges qui les opposaient les uns aux autres, car son devoir était de faire régner la paix et la concorde entre ses sujets.

Les Cortès de Coïmbre, en 1211, au début du règne du roi Alphonse II, furent un moment décisif pour le passage d'une monarchie féodale à une monarchie des légistes. En effet, le roi, invoquant le modèle du «bon prince», modèle séculier et non clérical, parla à la première personne avec une autorité qu'il fondait sur les principes du droit romain et sur l'utilité publique, sans références à des préceptes divins et ecclésiastiques. Désormais l'activité législative du roi, sans la moindre référence au consentement des barons, s'exerça dans la *Curia regis* [5]. Alphonse II mit audacieusement en pratique un pouvoir qu'implicitement il considérait comme suprême, indépendant et universel. Il ne pouvait l'avoir appris que d'une longue connivence avec les légistes de la cour de son père, surtout Mestre Juliâo Pais, qui l'avait probablement formé.

Alphonse II envoya étudier à Bologne une pléiade de légistes qu'il rassembla dans sa cour à leur retour. Ce n'était cependant qu'un premier pas vers la centralisation du pouvoir, car il ne toucha que les domaines propres du roi. Celui-ci, en effet, ne contesta nullement l'autorité que les nobles ou les ecclésiastiques avaient sur leurs



La succession dynastique sous la maison de Bourgogne

coutos et *honras*[6], et il ne prétendit pas intervenir en la matière, sauf pour lutter contre leurs usurpations sur les terres de la Couronne[7]. La marque des

légistes fut aussi évidente lorsqu'ils prônèrent l'indépendance du pouvoir temporel vis-à-vis du pouvoir spirituel. C'est bien dans ce sens que réagit Alphonse II contre le décret d'Innocent III concernant les biens des hérétiques : il condamna aux peines les plus sévères tous ceux qui voudraient l'appliquer au Portugal, en tant qu'intrusion inacceptable du pouvoir spirituel dans le temporel, la confiscation de biens étant une affaire temporelle. C'est ce qui entraîna de fréquents conflits jusqu'au règne de D. Dinis.

L'autorité royale régressa ensuite avec le fils d'Alphonse II, Sanche II, incapable de s'opposer aux progrès du système seigneurial dans le Nord. Pourtant, dans la *Curia,* les légistes, malgré l'hostilité des nobles, restèrent fidèle aux principes du souverain disparu et ne perdirent pas complètement leurs moyens d'action. En outre, quand l'Église se sentit la première victime du désordre, la présence des légistes dans toutes les curies diocésaines contribua à diffuser une opinion favorable à l'autorité supérieure du roi. Les clercs et les canonistes la reconnurent et en appelèrent à elle, même lorsqu'ils défendaient la supériorité du pouvoir spirituel sur le pouvoir temporel.

Après la destitution de Sanche II, son frère Alphonse III reprit avec vigueur la politique de son père. Certes, pour s'emparer du pouvoir, il dut faire beaucoup de concessions à l'Église et aux seigneurs, mais, une fois roi, il ne cessa de les annuler, de proclamer et de défendre ses *«regalias»*, c'est-à-dire son pouvoir régalien. Il affirma notamment son droit de faire appliquer la loi à tous, de juger tous les excès résultant des vengeances privées, et de réprimer les abus des nobles à l'égard des monastères[8]. Ses successeurs continuèrent cette politique de centralisation du pouvoir jusqu'à la révolution de 1383.

LA POLITIQUE DE CENTRALISATION DES SUCCESSEURS DE D. AFONSO HENRIQUES [9]

Avec les successeurs de D. Afonso Henriques, le pouvoir royal continua de s'affirmer et de s'affermir, mais non sans résistance des pouvoirs concurrents de l'Église et de la noblesse. A diverses occasions, ceux-ci exploitèrent les querelles dynastiques pour affaiblir l'autorité du souverain.

Ce furent surtout, entre 1320 et 1325, la révolte de l'infant D. Afonso contre son père D. Dinis et, en 1355, celle de l'infant D. Pedro contre son père D. Afonso IV.

Sanche Ier et Alphonse II contre l'Église

Sanche Ier, qui avait rêvé de participer à la deuxième croisade en Terre sainte, n'avait été très heureux ni dans la guerre de reconquête ni dans les querelles avec ses voisins hispaniques. Néanmoins, plus que son père qui avait dû d'abord se tailler un royaume, il inaugura la politique de centralisation du pouvoir. En cela, il fut bien servi par un légiste remarquable, le chancelier Juliâo Pais, qui exerça cette charge durant plus de trente ans et en fit l'instrument essentiel de la centralisation royale[10]. Sanche Ier s'employa surtout à réduire la puissance de l'Église. Celle-ci interprétait à son avantage les exemptions qu'elle tenait de son *for* ecclésiastique, et ses tribunaux cherchaient à élargir constamment leur compétence. Le roi ne pouvait tolérer de telles usurpations. Aussi contesta-t-il les privilèges et les donations que son père, pour la gagner à sa cause, avait accordés à l'Église. Il donna des limites à la juridiction ecclésiastique et il fut extrêmement chiche en donations au clergé séculier et aux ordres non militaires. A l'inverse, il favorisa les ordres militaires indispensables à la Reconquête.

La personnalité du fils de D. Sancho, le roi Alphonse II, est mal connue : on sait que, surnommé le Gros comme son contemporain et lointain parent capétien, le roi de France Louis VI, il souffrait d'obésité et fut atteint de la lèpre[11]. Énergique et autoritaire, il se montra très sourcilleux quant aux prérogatives de la Couronne, continua les efforts de son père pour réduire le pouvoir ecclésiastique et se montra intransigeant sur les usurpations de la noblesse. De l'énergie et du courage, il lui en fallut dès les premiers jours de son règne, car il dut faire face à une véritable guerre civile de 1211 à 1216[12]. Servi par des conseillers, légistes éclairés et défenseurs intransigeants du pouvoir royal, Alphonse II attaqua les grandes possessions de la noblesse: à cette fin il ordonna des *inquirições* - enquêtes d'officiers royaux dans tout le royaume pour débusquer les usurpations des biens de la Couronne - et des

confirmações - validations de donations et privilèges octroyés par ses prédécesseurs.

Pour freiner le pouvoir ecclésiastique, il promulgua les premières lois de *desamortisação,* interdisant à l'Église d'acheter des biens fonciers. Il sut cependant se faire des alliés des Cisterciens dont le monastère d'Alcobaça devint panthéon royal. Il favorisa aussi les nouveaux ordres mendiants et les Templiers. Les premières Cortès de Portugal, semble-t-il, furent réunies à Coïmbre lors de son avènement en 1211. Il y promulgua le premier ensemble de lois, destiné à garantir le droit de propriété, à régler la justice civile, à défendre les intérêts matériels de la Couronne et à éviter les abus. Ayant soutenu les populations de cités comme Coïmbre et Guimarâes contre le pouvoir ecclésiastique, les trois dernières années de son règne furent de nouveau des années de conflit entre la Couronne et le clergé séculier. Le pape l'excommunia en 1220 et le menaça même d'anathème. Mais il mourut, encore jeune, en 1223, réconcilié avec le Saint-Siège.

La crise du pouvoir royal sous Sanche II

Alphonse II ne laissa qu'un héritier mineur, Sanche II. Comme dans toute époque d'incertitude quant au détenteur du pouvoir, les privilégiés réagirent vigoureusement, ouvrant ainsi une période d'anarchie seigneuriale. On en fait souvent porter la responsabilité sur la personnalité du nouveau souverain. Il aurait été faible d'esprit et impuissant, ou tout au moins irrésolu et inconstant, et aurait ainsi contribué à l'aggravation des tensions et au délabrement de l'autorité royale. Il continua pourtant la politique de son père pour réduire le pouvoir ecclésiastique: les *inquirições* concernèrent surtout les biens de l'Église. En revanche, soucieux de mener à son terme la *Reconquista,* il s'appuya délibérément sur la noblesse en la gratifiant de nombreuses donations, et sur les ordres religieux militaires auxquels il abandonna presque toutes les terres de l'Alentejo. Sa présence presque permanente à la tête de ses armées favorisa l'anarchie dans le royaume: les seigneurs se livrèrent à des guerres privées; vols et homicides restèrent impunis et les populations vécurent dans la peur.

Ce fut le haut clergé séculier qui fomenta la destitution du roi. Furieux des limites que le souverain voulait mettre au for ecclésiastique, et des

avantages qu'il accordait aux ordres mendiants et aux ordres militaires, inquiets aussi de ce climat d'anarchie, les évêques portugais se plaignirent au pape Innocent IV. A plusieurs reprises, celui-ci admonesta le roi en l'invitant à mettre de l'ordre dans son royaume. Au concile de Lyon, l'archevêque de Braga et les évêques de Porto et de Coïmbre en exposèrent la situation au Saint-Père et supplièrent celui-ci de déposer le roi et d'appeler au pouvoir son frère, le comte de Boulogne, «pour sa dévotion, sa probité et sa prudence». L'Église voulait placer sur le trône un souverain qui lui fût favorable et qui pût la défendre contre les abus et les violences qu'elle subissait de la part des nobles et autres laïcs. Ainsi persuadé de l'incapacité de D. Sancho à gouverner, le pape finit par délier ses sujets de leur devoir d'obéissance, et leur ordonna, en 1245, d'accepter le gouvernement de son frère cadet D. Afonso, avec le titre de *visitador, curador* et *defensor* du royaume.

La guerre civile de 1246-1248

D. Afonso vivait à la cour de France[13]. Accompagnant Louis IX et Marguerite de Provence dans leurs pèlerinages et leurs voyages, l'infant portugais jouissait d'un certain prestige grâce à ses exploits de chevalerie : il s'était signalé par sa bravoure lors du siège de Saintes, où il avait suivi le roi français contre Henri III d'Angleterre, en 1242. L'intention qu'il avait manifestée, la même année, d'aller combattre les Maures lui avait valu l'estime du pape Innocent IV La crise qui frappait le royaume de Portugal changea son destin.

Après le concile de Lyon, où la diplomatie du roi de France avait joué un rôle important en sa faveur, une délégation d'évêques, de clercs et de nobles, conduite par l'archevêque de Braga, vint à Paris, le 6 septembre 1245, lui jurer obéissance. Lui-même, en échange, promettait de garder les privilèges *(foros)* et coutumes du royaume, d'administrer une bonne et prompte justice, de mettre un terme aux abus qui venaient du temps de son père Alphonse II. Il respecterait les monastères et les lieux de culte, ainsi que les personnes et les biens des clercs. Il s'engageait à châtier les homicides, les voleurs et autres malfaiteurs. Il promettait également de gouverner avec le conseil des prélats et des seigneurs. Avec un autre prince que D. Afonso, cela eût

signifié un affaiblissement considérable du pouvoir royal, mis en tutelle par l'Église et la noblesse[14].

Lisbonne, où il débarqua dès le début de 1246, accueillit très favorablement le Boulonnais, car le négoce avait beaucoup souffert de l'anarchie régnante. Il confirma les privilèges du *concelho* de Lisbonne et des autres *concelhos* du royaume. Pour le roi Sanche II, le combat était perdu d'avance, car les trois états du royaume l'avaient abandonné[15]. Le « Défenseur du Royaume» devenait le roi Alphonse III, auquel il ne restait qu'à réduire les quelques points restés fidèles à D. Sancho, comme Obidos, Celorico et Coïmbre.

Le règne réparateur du Boulonnais

Les trente et une années de règne du Boulonnais furent très bénéfiques au Portugal. La reconquête sur l'Islam était pratiquement terminée [16]. En reprenant la politique de son père Alphonse II, il put alors se consacrer au renforcement du pouvoir royal. Il précisa les institutions gouvernementales et développa la présence d'officiers du roi dans toutes les régions du royaume. Il systématisa l'envoi d'enquêteurs royaux à travers tout le pays. A cet égard, la politique d'Alphonse III fut décisive. Il eut l'habileté de lier personnellement les *ricos-homens* au roi, en les privant de toute possession exclusive de la puissance publique[17]. Il plaça directement sous l'autorité royale les juges des tribunaux inférieurs, qu'il fit contrôler par les *almoxarifes*[18], à l'origine simples officiers de finances. Par une loi de 1254, il donna un règlement aux fonctions des *meirinhos-mores*, magistrats itinérants chargés de faire respecter la justice royale. Ce furent des instruments efficaces d'intervention dans les terres de régime seigneurial, où les *ricos-homens* s'étaient révélés incapables d'assurer la paix et la justice [19].

Pour réduire les prétentions de la noblesse, il avait d'abord amadoué l'Église en lui confirmant privilèges et donations royales *(coutos).* Mais ses réformes administratives ne pouvaient que porter également atteinte aux «libertés de l'Église». Le conflit éclata en 1266, lorsque les évêques, unanimes, sauf celui de Lisbonne, ancien chapelain du roi, présentèrent au pape un long libelle de quarante-trois articles, dénonçant ces atteintes. L'affrontement alla jusqu'à l'excommunication du roi. Cependant, très

malade, celui-ci, en janvier 1279, fit devant quelques ecclésiastiques des déclarations tendant à un compromis. Il offrit des réparations à l'Église et obtint ainsi l'absolution avant de mourir.

D. Dinis, El *Rei Letrado*

A l'avènement du fils de D. Afonso III, la situation du royaume était loin d'être paisible. Les résistances de la noblesse et de l'Église entraînaient un climat d'anarchie et la délinquance désolait certaines régions comme la serra de Mendiga. Il lui fallut la réprimer avec vigueur : « tous les gibets étaient peuplés de malfaiteurs », écrivit un chroniqueur.

Le roi dut aussi faire face aux prétentions de son frère cadet D. Afonso[20]. Sa situation était d'autant plus périlleuse que leur père avait fait donation à celui-ci d'un patrimoine important qui comportait des places frontières essentielles pour la défense du royaume : Portalegre, Marvâo, Arronches et Castelo de Vide. Le risque était grand de les voir passer en des mains castillanes, car l'infant avait épousé l'infante D. Violante de Castille, dont il avait eu quatre enfants. D. Dinis résolut alors de les ôter à son frère et mit le siège devant Arronches, Marvâo et Portalegre. Grâce à la médiation de son épouse, la Reine Sainte, Isabelle d'Aragon, l'infant D. Afonso accepta de renoncer à ses domaines frontaliers, et reçut en compensation Sintra, Ourem et d'autre domaines de la *comarque* de Lisbonne.

D. Dinis dénoua le conflit avec l'Église en recherchant dans le droit canon les règles qui délimiteraient les deux juridictions[21]. Il continua cependant à s'opposer à l'extension des seigneuries ecclésiastiques, promulguant en 1286 une nouvelle loi de *desamortisação* : elle n'empêcha pas complètement les acquisitions du clergé, mais dota le pouvoir royal d'un instrument légal d'intervention : l'augmentation du patrimoine ecclésiastique devint alors beaucoup plus modérée.

Le roi s'employa non seulement à perfectionner l'administration, mais aussi à améliorer l'économie agricole de son royaume. Les nombreuses chartes qu'il concéda pour peupler et exploiter les terres dans l'ensemble du pays lui valurent le surnom de *Rei Lavrador* (roi Laboureur). Le Trésor royal y trouvait son compte par les redevances qu'il prélevait sur les terres

mises en culture. Il s'intéressa aussi au développement du commerce et encouragea l'extraction minière[22].

Une fois les frontières du royaume fixées par le traité d'Alcanices, il fallut les défendre de tout retour offensif des Maures et, surtout, des convoitises du puissant voisin castillan. D. Dinis fit particulièrement porter son effort sur la rive gauche du Guadiana, en faisant édifier les forteresses d'Olivença, d'Alconchel, de Mourão, de Serpa et de Moura. Le conflit avec la Castille, entre 1295 et 1299, où les chevaliers de Sant'Iago avaient dû obéir à leur maître général castillan, détermina D. Dinis à prendre le contrôle des ordres militaires. Leur subordination à des maîtres castillans constituait, en effet, un grave danger pour sa couronne. Malgré le Saint-Siège, il réussit à les rendre autonomes, en plaçant à leur tête des maîtres portugais.

Le cas de l'ordre du Temple, supprimé par le pape Clément V sous la pression du roi de France, Philippe le Bel, était différent. Le roi de Portugal n'avait pas les mêmes raisons que ce dernier de voir disparaître les Templiers. Ils lui étaient, au contraire, très utiles dans la défense de certains points de la frontière. Après de laborieuses négociations, le Saint-Siège consentit à la création d'un ordre militaire exclusivement portugais et dépendant de la Couronne, l'ordre du Christ[23]. Il en maintint la vocation à lutter contre les Infidèles, ce qui le fit contribuer pour beaucoup à la perpétuation de l'esprit de croisade au Portugal et à sa réalisation au début du XVe siècle. Quant aux chevaliers de l'Hôpital, leurs prieurs restèrent très proches de la Couronne et agirent indépendamment du grand commandeur d'Hispanie.

D. Dinis était aussi très préoccupé par les razzias que les flottes sarrasines opéraient sur les côtes portugaises. Il voulut, par conséquent, doter le Portugal d'une marine de guerre pour les combattre. Mais il se heurta aux protestations des *concelhos* agricoles qui, au nom de leurs *foros* et de leurs privilèges, se refusaient à fournir des marins[24].

LA MISE EN PLACE D'INSTITUTIONS EFFICACES

Comme dans toutes les monarchies médiévales, les progrès de l'autorité royale se firent par l'exercice de la justice. Les premières institutions qui se précisèrent furent ainsi les organes judiciaires, dont les titulaires devinrent peu à peu les principaux agents du gouvernement aux dépens des officiers de la maison du roi.

De la Curia regis *au Conseil du roi*

A la mort de Sanche Ier, les institutions gardaient encore une forte empreinte de féodalité. Tous les organes du gouvernement central et les décisions politiques étaient concentrés dans la *Curia regis*. Celle-ci était aussi bien la maison du roi, avec ses « officiers domestiques », que son tribunal avec ses clercs juristes, et son conseil avec ses vassaux. Lorsque, sous les deux premiers rois, le souverain devait prendre une grande décision, elle devenait l'assemblée, non seulement de tous les vassaux qui résidaient habituellement à la cour, mais aussi des ricos-*homens* gouverneurs de terres, des prélats des diocèses, des abbés des principaux monastères et des maîtres des ordres militaires.

Dans la *Curia regis*, trois charges avaient la prééminence, celles de *mordomo-mor*, *d'alferes-mor* et de *chanceler*[25]. Les officiers inférieurs chargés des services domestiques de la cour se multiplièrent au cours des différents règnes et se perpétuèrent jusqu'à l'époque moderne. A partir du XIIIe siècle, le chancelier joua un rôle de premier plan, car, garde du sceau royal, tous les actes passaient par ses mains. La personnalité du célèbre maître Julião Pais imprima sa marque à cette charge et en fit le principal instrument de la centralisation du pouvoir[26] en réunissant à la cour une pléiade de juristes[27]. A l'inverse de ce que l'on trouve en France, le chancelier perdit une grande partie de son rôle politique au cours du XIVe siècle. Son rôle fut alors limité à apposer le sceau royal sur les actes émanant du pouvoir législatif du roi, après avoir examiné soigneusement leur conformité avec la volonté royale et avec les lois du royaume. Il conserva cependant les honneurs qui étaient attachés à sa charge, ainsi que la prééminence sur tous les autres officiers.

L'escrivão da puridade[28] ne cessa, en revanche, de prendre de plus en plus d'influence dans la marche des affaires. Par une loi de 1361, Pierre Ier

définit son rôle politique en confiant au titulaire de l'époque la coordination de l'expédition des dépêches. C'est dire que toute l'activité gouvernementale passa désormais sous ses yeux[29]. Le *corregedor da corte,* créé par Alphonse IV, prit lui aussi beaucoup d'importance. Il devait contrôler et coordonner l'action des *corregedores* (juges provinciaux), et dénouer les conflits que leur administration pouvait provoquer. Chargé en particulier de réglementer et de délimiter les différentes juridictions territoriales, il intervenait aussi dans les conflits entre les villes, entre les *concelhos* et les officiers du roi, ou encore entre les villes et les seigneurs. Ces fonctions multiples amenèrent le *corregedor da corte* à jouer un rôle essentiel dans l'élaboration et dans la publication des lois.

A partir de Ferdinand Ier, un troisième office joua aussi un rôle de premier plan : celui de *vedor da Fazenda* - littéralement « celui qui veille sur le patrimoine du roi» -, un intendant des finances en quelque sorte. En général charge collective, il y en avait trois à la fin du XIVe siècle et deux au XVe siècle. Ils devaient coordonner et contrôler l'activité des agents du fisc du roi en province, ainsi que celle des fermiers de ses droits et de ses domaines[30]. Ils supervisaient les contrats d'affermage, rédigeaient les lettres de nomination des officiers de finances inférieurs et les lettres des donations royales. Ils contrôlaient également les nominations des officiers de la *Casa dos Contos,* apparue sous D. Dinis, afin d'obtenir un meilleur rendement des ressources du patrimoine royal, aussi bien rural qu'urbain[31].

De même qu'en France, avec les progrès du pouvoir royal, des organes spécialisés se détachèrent de la Curie. Dès le commencement du règne d'Alphonse III, un conseil du roi se distingua de l'ancienne Curie. Composé surtout d'hommes de confiance du souverain, les légistes y prirent une place de choix aux dépens des grands officiers de la Curie qui n'y étaient plus appelés. Mais ce conseil n'était en aucune manière un corps politique ou une entité gouvernementale qui aurait eu le caractère d'une institution permanente. Il n'incluait que des conseillers du roi au rôle uniquement consultatif.

Les Cortès sortirent de la *Curia regis* élargie. Mais l'on ne sait pas exactement à quel moment elles devinrent une véritable réunion des trois états (*três braços).* Marcelo Caetano retient l'assemblée de Leiria en 1253, car les *concelhos* y furent convoqués pour la première fois. La lettre de

convocation du roi Alphonse III précisait qu'il sollicitait le conseil des *ricos-homens* de la *Curia,* des conseillers du roi, des prélats, des chevaliers, des marchands et des citoyens et *homens* bons des *concelhos* du royaume. José Mattoso n'est pas de cet avis: «Les Cortès constituaient une importante innovation dans le panorama politique du XIIIe siècle. Mais elles ne devinrent un recours courant de la politique royale qu'à partir du second quart du siècle suivant[32]. » Elles ne furent d'ailleurs réunies par les souverains que pour se faire accorder quelque subside ou pour régler, lors des *inquiriçôes,* la question de l'entrée des enquêteurs royaux sur les terres des privilégiés.

L'administration de la justice royale

Le premier devoir des rois étant la justice, la mise en place d'une bonne administration, dont le chancelier devait être naturellement le chef, s'imposa. A l'origine, comme en France, la justice royale était rendue par la *Curia regis.* Cette dernière faisait office de Haute Cour, où étaient portés les procès impliquant des nobles en litige entre eux ou avec des ecclésiastiques, et où étaient jugés et punis les officiers et autres agents royaux qui accomplissaient mal leurs fonctions. Ce tribunal royal fut probablement une instance d'appel des sentences rendues par les juges locaux, dans les tribunaux ordinaires et dans les *concelhos.* Cette compétence, cependant, devait être plus théorique qu'effective, sauf quand la cour arrivait dans un lieu où on lui présentait des cas controversés.

Peu à peu, le tribunal royal, à l'instar des parlements de France, prit son autonomie par rapport à la Curie, sous le contrôle direct du souverain. Sous Alphonse III, il acquit de fait une existence autonome : il rendait lui-même les sentences, mais on pouvait toujours recourir directement au roi. Les complications procédurières étaient déjà si nombreuses, cependant, qu'il fut nécessaire à D. Dinis de promulguer quelques lois tendant à éviter les abus qui en découlaient. Avec la multiplication des procédures en appel devant sa cour, le roi dut aussi désigner des magistrats plus spécialisés. D. Dinis créa à cet effet des *ouvidores da corte,* littéralement des « auditeurs de la cour », et des *ouvi*dores das *suplicaçôes* (« auditeurs des suppliques ») qui confirmaient ou annulaient les sentences des premiers. A partir du milieu du

XIVe siècle, D. Afonso IV tendit même à attribuer à des magistrats différents les causes civiles et les causes criminelles[33]. Tous ces tribunaux formaient le monde des légistes, c'est-à-dire des *letrados*, pourvus de grades universitaires.

Au cours du XIVe siècle, la présence des officiers royaux se fit de plus en plus lourde dans l'administration locale. Le roi généralisa le système des magistrats itinérants, les *meirinhos-mores*, chargés de faire respecter la justice royale. Les *corregedores,* dont l'institution fut sans doute parallèle à celle du *corregedor da* corte, apparurent. Résidant dans la ville la plus importante de la région, ils se trouvaient à la tête d'une circonscription judiciaire, la *comarque.* D. Afonso IV fit faire un pas décisif à la justice royale, du moins dans les causes les plus importantes, en substituant des juges nommés par la Couronne, les *juizes de fora* (littéralement juges venus du dehors), aux juges locaux désignés par la population : toute la justice ressortissait désormais à l'autorité royale[34].

L'administration locale : le pouvoir royal et les concelhos

Les *concelhos* avaient joué un rôle important dans le processus d'indépendance du comté de Portugal et D. Afonso Henriques avait su jouer de leur soutien. A mesure qu'avança la *Reconquista,* le pouvoir royal encouragea le peuplement de vastes zones de l'intérieur. De nouveaux moyens d'expansion s'ouvrirent à la vie locale, libérant toute une population rurale qui vivait chichement des produits de la terre, sous la domination juridique et économique de la noblesse. L'autonomie locale devint un droit sacré, manifesté par la rédaction de *sesforos* (privilèges) et par la voix de ses *procuradores* (procureurs) aux Cortès. L'institution du *concelho* reposait sur un *foral* (charte de franchises) qui réglementait l'administration, les relations sociales, et les droits et charges des habitants[35]. Ce *foral* indiquait aussi les limites du territoire, garantissait le droit de propriété, et fixait les tributs et prestations que ses membres devraient payer à celui qui l'avait octroyé. Il défendait enfin les *foros* municipaux contre toutes les oppressions des seigneurs, voire des officiers royaux.

On distingue le plus souvent deux types de *forais* : ceux des *concel*hos ruraux et ceux des *concelhos* urbains. Dans les premiers, il ne s'agissait que

de favoriser le peuplement par des avantages économiques, en particulier par des baux emphytéotiques de la terre, mais sans autonomie politique, à l'exception d'une référence au juge local ou au *mordomo.* Les forais des *concelhos* urbains avaient une autre importance, car ils concédaient aux bénéficiaires une véritable autonomie administrative et ils créaient une organisation municipale, qui resta encore assez rudimentaire aux XIIe et XIIIe siècles.

Ce ne fut qu'avec D. Dinis que se réunit une assemblée des *homens-bons.* La principale charge incombait à un *alcaide* nommé par le roi, qui représentait le pouvoir civil et militaire de la Couronne. Noble en principe, l'alcaide pouvait être choisi parmi les notables (homens-bons) du *concelho.* Un officier municipal, *l'almotacé,* avait une importance particulière : il était chargé de régler toutes les questions économiques, depuis la surveillance de l'approvisionnement en vivres jusqu'au contrôle des prix. Il pouvait appeler devant son tribunal *(almotaçaria)* tous ceux qui avaient commis des petits délits dans ce domaine. Le nombre de magistrats élus, dont les fonctions se rétrécirent et se spécialisèrent, doubla ou tripla au cours du XIVe siècle[36], durant lequel l'ascension d'une nouvelle force dans la société portugaise, celle des corps de métiers *(mesteres),* avec leur propre organisation, apporta quelques changements dans les coricelhos. Pour mieux défendre leurs droits, les gens de métier *(mesterais)* s'organisèrent en confréries religieuses, chacune d'entre elles étant sous le patronage d'un saint. Jouant de leur utilité sociale, les différents *mesteres* (ou oficios) cherchèrent à obtenir des privilèges et des exemptions[37].

L'alliance entre le roi et les *concelhos* s'explique facilement. Le monarque, au-dessus de tous les intérêts collectifs et individuels, était le garant des libertés et le protecteur de tous les *concelhos.* Ce rôle, D. Dinis l'assuma particulièrement, en les protégeant systématiquement contre les empiétements des seigneurs et de l'Église. Il leur prouva sa confiance dans son testament de 1299 où, pendant la minorité de son héritier, il instituait un conseil de régence autour de la reine Isabelle. Il y plaça six *homens-bons* élus par les *concelhos* des principales villes du royaume, aux côtés de cinq ecclésiatiques et d'un seul noble. Bien plus, ces «*vilãos*» vivraient dans la maison du jeune roi et feraient les offices que la reine leur confierait. Sa défiance à l'égard de la noblesse seigneuriale du Nord était telle qu'il voulut

soustraire son fils à son influence pernicieuse : il stipula que celui-ci, pendant sa minorité, ne devrait pas résider dans le Nord du royaume[38].

Il était toutefois inévitable que les progrès de la centralisation royale touchassent aussi les *concelhos.* Leur autonomie s'amenuisait progressivement par l'uniformisation que l'administration royale leur imposait, par le contrôle qu'elle exerçait sur les magistratures et les tribunaux, par la généralisation des impôts et par l'obligation de suivre les règles de procédure des tribunaux de la cour[39]. *L'alccaide* ne se limitait plus à un simple rôle de surveillance délégué par le roi. Il administrait désormais la police : arrestation des accusés et des criminels et recouvrement d'un certain nombre d'amendes. Les officiers municipaux se plaignaient constamment de ses empiétements. A partir du milieu du XIIIe siècle, à l'instar de ce qui était fait dans les seigneuries, la création d'*escrivães* du roi dans les *concelhos* accrut encore la capacité d'intervention du pouvoir royal. Ces officiers étaient complètement indépendants de quelque autorité inférieure que ce fût. Rappelons que, malgré leurs protestations au nom de leurs *forais* ainsi violés, D. Afonso IV institua les *juizes de fora.*

1 D'ailleurs, au fur et à mesure de la Reconquête, le roi s'appropriait une part des domaines conquis pour bien marquer sa souveraineté. Ce fut notamment le cas à Lisbonne et dans l'Estrémadure. Le roi se réservait le monopole de quelques instruments de production, comme les fours et les moulins. A partir de 1266, il se réserva dans les *forais* des cités de l'Algarve le monopole des salines, de la pêche à la baleine, des moulins à foulon, des boucheries, des moulins à eau et des établissements de bain, qu'il s'était appropriés au moment de la conquête sur les Maures.

2 Les *reguengos* constituaient l'ensemble du domaine royal. La seigneurie du roi s'étendait aussi, hors de son domaine, sur les Maures et les juifs affranchis, qui étaient considérés comme ses sujets à titre personnel, et dont la sujétion était clairement marquée par les tributs qu'ils devaient payer.

3 A la place du *mordomo* royal, les habitants d'un domaine avaient souvent le droit, et même le devoir, de choisir entre eux le *mordomo da terra*, dont le travail était compensé par des exemptions, mais il était suffisamment ingrat pour que les habitants préférassent parfois en être délivrés.

4 Ces *ricos-homens* abusaient de leur force et s'appropriaient les droits régaliens sans que le monarque intervînt, le plus souvent parce qu'il n'en avait pas les moyens. Il arrivait que les officiers du roi, *mordomos* ou juges, soient tués ou qu'on leur coupât les mains ou les pieds, qu'on leur crevât les yeux ou qu'on les attachât à la queue d'un cheval. Les officiers royaux, de leur côté, exerçaient souvent leur charge de manière personnelle et arbitraire.

5 Littéralement la Cour du roi, appelée en France la « Cour Le roi». On peut comparer la pratique suivie par Alphonse II à celle de ses contemporains Philippe Auguste en France et l'empereur Frédéric II dans le Saint-Empire. Dans la péninsule Ibérique, le pouvoir législatif ne fut proclamé comme un droit propre du roi que plus tard, dans les *Partidas* d'Alphonse X de Castille.

6 La *honra*, propriété immune d'un noble, se distinguait fondamentalement du couto. En effet, dans le premier cas, l'immunité de la terre découlait de la condition nobiliaire de son propriétaire, alors que pour le *couto*, il fallait une charte de concession.

7 Certains légistes, comme maître Vicente, affirmaient que l'empereur recevait directement de Dieu le pouvoir en matière d'affaires temporelles, et que le roi en Hispanie était comme un véritable empereur, car il ne recevait pas son glaive du pape, mais de Dieu seul.

8 Il est indéniable que bien des actes de sa chancellerie furent inspirés par les œuvres d'Alphonse X de Castille, le *Fuero Real* et les *Siete Partidas*, traduits en portugais et largement diffusés, qui ne laissent aucun doute sur la doctrine du pouvoir royal complètement indépendant du pouvoir spirituel.

9 D. Sancho I (1185-1211), D. Afonso II (1211-1223), D. Sancho II (1223-1248), D. Afonso nI (1248-1279), D. Dinis (1279-1325), D. Afonso IV (1325-1357), D. Pedro I (1357-1367) et D. Fernando I (1367-1383). Voir généalogie p. 48.

10 Il remplit la charge de chancelier pendant les dernières années du règne d'Afonso Henriques, tout le règne de Sanche I[er], et les premières années de celui d'Alphonse II. Il réorganisa la chancellerie et en fixa les règlements, appliqués par ses successeurs. C'est lui qui fut en particulier le responsable de la continuité de la politique royale à l'égard de l'Église. Dans le conflit avec Innocent III, il rédigea des lettres très audacieuses au souverain pontife. En 1215, Gonçalo Mendes lui succéda à la chancellerie où il rendit de grands services à Alphonse II.

11 Il ne pouvait donc pas intervenir personnellement dans les batailles mais, désireux de poursuivre la Reconquête, il autorisa ses barons à se joindre à la coalition péninsulaire qui aboutit à la victoire sur les Maures de Las Navas de Tolosa (1212) et, avec l'aide des croisés, il s'empara définitivement d'Alcácer do Sal (1217).

12 A son avènement, il avait contesté le testament de son père qui avait laissé à ses sœurs des fiefs, comme le château de Montemor-o-Velho, ou les villes d'Esgueira et d'Alenquer. Il vit se dresser contre lui une coalition où entrèrent ses frères et sœurs, des nobles, des clercs, appuyés par le roi de León, Alphonse IX et par le pape Innocent III qui lança même l'interdit sur le royaume. Il fut contraint de se soumettre, en acceptant une solution de compromis et le paiement d'un lourd tribut au Saint-Siège.

13 Il était né à Coïmbre le 5 mai 1211 et avait quitté le Portugal à l'âge de 18 ans pour accompagner sa sœur D. Leonor, fiancée de Waldemar III de Danemark. Quand ce dernier mourut en 1233, il fut appelé à la cour de France par sa tante maternelle, la reine Blanche de Castille, mère du futur Saint Louis. D. Afonso y fut considéré comme un membre de la famille royale, et il y eut sa propre maison. Il put ainsi parfaire son éducation. Le 13 mai 1239, jour de Pentecôte, il fut armé chevalier en même temps que son cousin Alphonse, comte de Poitiers. Quelques jours plus tard, sous les auspices des souverains français, il épousa Mathilde de Boulogne, fille unique et héritière de la comtesse de Boulogne, Ida, et porta désormais le titre de comte de Boulogne.

14 Cependant, en regardant de près la formule du serment du comte de Boulogne à Paris, on constate que ses engagements étaient assez vagues, qu'il ne s'agissait pas vraiment de mettre le roi de Portugal sous la tutelle de l'Église, mais seulement d'une promesse d'obéir à l'Église, et surtout de protéger ses biens et ses personnes, en restaurant la paix et la justice dans le royaume.

15 Il alla chercher en Castille un appui auprès de son cousin Ferdinand, qui trop heureux d'intervenir au Portugal y entra avec une armée de nobles léonais et castillans. Mais le pape

menaça l'infant de Castille d'excommunication s'il ne se retirait pas: ce qu'il fit, suivi par le roi Sanche, qui mourut sans descendance pendant cet exil, le 4 janvier 1248.

16 La mort de la comtesse de Boulogne en 1258, et la naissance de D. Dinis, héritier du trône de Portugal, le 12 octobre 1261, levaient, apparemment, toute hypothèque sur la succession d'Alphonse III.

17 Désormais les titres de *ricos-homens* ou de *tenentes* maintenus par le roi ne furent plus que des honneurs dépourvus de tout contenu politique. Et s'ils exerçaient l'autorité, ce n'était plus qu'au nom du roi. Le *rico-homen* n'était plus le gouverneur d'une terre, mais un *«magnate»* ou un noble de catégorie supérieure.

18 Terme d'origine arabe *(almushrif), l'almoxarife* est par nature le receveur de certaines rentes. Officier du roi, il est chargé de l'affermage des biens de la Couronne et de la surintendance du recouvrement des droits du roi.

19 D. Dinis, malgré les protestations des intéressés, plaça même des *escrivães* (greffiers) du roi dans des terres de juridiction seigneuriale, comme celles de l'ordre de Santiago. Mais aucun de ces agents ne contesta aux seigneurs le droit d'administrer la justice dans leur domaine.

20 Celui-ci se posait en légitime héritier de leur père Alphonse III, car il était né le 6 février 1263, l'année même où le Saint-Siège avait levé l'excommunication pour bigamie du Boulonnais, et avait reconnu la validité de son second mariage avec D. Brites. En invoquant le droit canonique, l'infant affirmait ainsi être l'aîné des enfants nés en légitime mariage, alors que D. Dinis, né avant cette reconnaissance, n'était qu'un bâtard.

21 Le tribunal royal compila ces règles, fit les distinctions nécessaires et maintint fermement le principe de revendiquer la juridiction temporelle. La codification de ces principes devait être largement diffusée auprès des tribunaux locaux, pour qu'elle pût être appliquée partout dans le royaume.

22 Pour le compte de la Couronne, il fit exploiter les mines d'argent, d'étain et de soufre. Il autorisa l'extraction du fer, à condition que lui fussent remis le quint du minerai et le dixième du métal pur. Il développa les foires, en donnant des privilèges et des exemptions à certaines localités. Il conclut un traité de commerce avec l'Angleterre, instituant la liberté du trafic entre les deux pays.

23 Le pape Jean XXII en approuva les statuts par la bulle *Ad ea ex quibus*, promulguée le 14 mars 1319. Elle ratifiait la donation des places, des châteaux et de tous les biens des Templiers à la nouvelle milice.

24 Deux documents, pourtant, indiquent que cette politique navale eut un début d'exécution. D'une part, D. Dinis donna l'ordre au *concelho* d'Atouguia da Baleia de lui fournir 30 rameurs et à *l'alcaide* de Lourinhâ 20 autres. D'autre part la Couronne signa, le 1 er février 1317, un contrat avec un Génois, Manuel Pessanha (Pesagno), qui, avec le titre *d'almirante*, reçut le lieu de Pedreira à Lisbonne et un salaire annuel de 3000 livres pour défendre le littoral avec l'aide de 20 hommes experts en navigation.

25 Le *mordomo-mor* (grand majordome), officier de grande importance depuis les débuts de la monarchie, n'exerçait de fonctions administratives que dans la Curie et dans le domaine royal. Il recevait les comptes des *almoxarifes* et supervisait la concession des *forais* ruraux des domaines royaux. L'*alferes-mor* (grand enseigne) avait sans doute le commandement des armées en l'absence du roi. Le chancelier apposait le sceau sur les actes royaux pour les authentifier.

26 Élevé à la cour, il aurait été le fils d'un des chevaliers qui avaient conquis Lisbonne et sa famille aurait exercé de hautes charges ecclésiastiques. Marié et ayant des enfants, il disposa d'une fortune considérable grâce aux donations de tous les souverains qu'il servit.

27 Estevão Anes, chancelier de 1245 à 1279, fut le principal collaborateur d'Alphonse III qui le maintint à la chancellerie pendant tout son règne. Sous D. Dinis, les chanceliers se succédèrent plus rapidement, car leur charge était une bonne recommandation pour l'épiscopat : trois d'entre eux furent respectivement évêques de Coïmbre, d'Évora et de Lisbonne.

28 Littéralement «greffier du secret», en quelque sorte un secrétaire privé du roi, dont on trouve des traces depuis la fin du XIII[e] siècle. Sous D. Sebastião, il devint un véritable *valido.*

29 En outre, toutes les requêtes envoyées à la cour devraient lui être remises, et il en ferait la répartition entre les officiers dont elles relèveraient. Malgré les protestations de ces derniers, surtout ceux des finances, il garda sa suprématie au XV[e] siècle. Il fut l'officier dont la charge fut la plus stable et le salaire le plus élevé, bien que son office ne reçût un règlement qu'après 1450.

30 Le roi «vivant du sien», c'est-à-dire de son domaine, ses finances restèrent très longtemps sous le contrôle des officiers de la Cour. Les *almoxarifes* et autres receveurs remettaient l'argent aux clercs du roi, qui l'enregistraient sous le contrôle du *mordomo-mor* ou du chancelier. Les officiers de la monnaie royale effectuaient leurs versements au Trésor royal de Santa Cruz de Coïmbre. Quand le roi avait besoin d'argent, les versements lui étaient faits par le clerc garde du Trésor. Ces entrées et sorties étaient sous le contrôle de *l'almoxarife* de Coïmbre et d'un officier de la maison du roi, le *reposteiro*-mor qui, à l'origine, ne s'occupait que de la garde-robe du roi et résidait habituellement à Coïmbre. A mesure que le roi systématisait le recouvrement des rentes et généralisait les prestations en argent, se développait la fonction d'*almoxarife* qui, depuis Alphonse III, devint un officier spécialisé du fisc. Très rapidement, la structure étatique absorba la structure féodale, car les *mordomos* du domaine royal lui furent subordonnés. Cette évolution se fit aussi aux dépens de l'indépendance des *concelhos*, car leurs *mordomos* passèrent aussi sous le contrôle des *almoxarifes.*

31 Cette institution, l'équivalent de la Chambre des comptes en France, faisait rendre des comptes aux officiers de finances inférieurs, notamment ceux qui étaient chargés de lever les *sisas*, c'est-à-dire les droits sur les contrats d'achat et de vente.

32 A ses yeux, en effet, ces premières Cortès n'étaient pas complètement détachées des structures féodales, puisque ces *concelhos* avaient prêté hommage au roi. En outre, tout en admettant qu'avec l'admission de vilains dans la Curie il y avait une mutation décisive, il refuse d'y voir une représentation des trois états, car les *procuradores* des *concelhos* ne représentaient que ces derniers, et non l'ensemble du tiers état (J. Mattoso). Rappelons que le nom de Cortès apparut pour la première fois en 1211 à Coïmbre, au début du règne d'Alphonse II. Mais elles n'étaient encore que la *Curia regis* élargie.

33 Les premières revinrent à quatre *sobrejuizes*, littéralement «superjuges», deux clercs et deux laïcs. Divisés en deux groupes d'un clerc et d'un laïc, ils avaient compétence dans différentes régions du pays, et ils donnèrent naissance à un tribunal de plus en plus autonome par rapport à la cour, la *Casa* do *Civel*, qui, au début du XV[e] siècle, siégeait à Santarém, et qui fut transférée à Lisbonne par D. Duarte. Les causes criminelles furent confiées à des *ouvidores do crime* qui, dans certains cas, pouvaient juger aussi des procès civils. Ils furent d'abord répartis en deux tribunaux, les *audiências*, dont l'un restait dans un lieu fixé par le roi, et l'autre l'accompagnait dans ses déplacements. Ces *ouvidores do crime* formèrent au XV[e] siècle un tribunal indépendant, la *Casa da Suplicaçâo*, à Lisbonne, que l'on pourrait comparer au parlement de Paris.

34 D'une manière générale, le roi intervenait de plus en plus dans les affaires des *concelhos.* Alphonse IV, pour mieux les contrôler, ordonna l'élection de nouveaux magistrats locaux qui seraient confirmés par le pouvoir royal. Ces *vereadores* devraient assister les magistrats du *concelho* dans toutes les affaires judiciaires. Il nomma en outre un nouveau juge pour superviser les testaments et les legs.

35 Le premier *foral* fut accordé, le 26 mai 1111, aux habitants de Coïmbre par le comte D. Henrique et D. Teresa.

36 Par exemple, deux de ces édiles traitaient seulement des affaires dans lesquelles les juifs étaient partie et deux autres s'occupaient des orphelins et des tutelles. Il y avait aussi un *procurador,* qui servait d'avocat public. Pour les finances, on trouvait des trésoriers. A Lisbonne, à côté de *l'alcaide* de la cité, il y avait un *alcaide do mar,* chargé de toutes les affaires en relation avec le port et la vie maritime, dont les attributions passèrent après le règne de D. Dinis à l'*almirante-mor.*

37 C'est ainsi qu'en 1298 des gens de métier, n'ayant qu'un rôle consultatif, participèrent à des réunions du *concelho* de Lisbonne, sans qu'ils fissent partie de l'administration municipale. On les trouve ensuite dans les assemblées de 1326, 1331, 1345, 1354 et 1356 : la croissance de l'importance sociale des *«homens-bons de cada mester»* devenait manifeste. A Porto, on connaît leur présence un peu plus tardivement, dans la réunion municipale du 10 juillet 1368; mais il n'est pas douteux qu'ensuite les «officiers mécaniques », c'est-à-dire les artisans travaillant manuellement, représentèrent toujours leurs collègues dans toutes les réunions. Mais il fallut attendre l'arrivée du maître d'Avis pour que les métiers reçussent leurs propres lois et règlements en récompense du soutien qu'ils lui avaient apporté. Ce fut en particulier le cas d'Évora et de Lisbonne, dont les *mesterais* reçurent des chartes de privilèges au début du siège de la capitale. Le rôle des gens de métier dans la victoire de D. João Ier explique le privilège qu'il leur accorda dans sa lettre du 1er avril 1384, en créant un *concelho dos mesterais,* embryon de la *Casa* dos *Vinte* e *Quatro.*

38 Plus tard, d'ailleurs, dans sa proclamation de 1321 contre son fils révolté, il en appela à la loyauté et à la fidélité des *concelhos.* Ce fut, en effet, avec les troupes des concelhos de Lisbonne et de Santarém qu'il combattit l'infant D. Afonso.

39 La coutume du roi de concéder la seigneurie de quelques *concelhos* en faveur des reines, des infants ou des bâtards comme le comte D. Pedro ou Afonso Sanches, contribua aussi à l'affaiblissement de leur autonomie. Cela ouvrit la voie à des donations de *concelhos* faites à des *privados* de la maison royale, comme cela advint de plus en plus souvent durant le XIVe siècle (J. Mattoso).

1. Cependant, cette intégration, ou du moins cette coexistence pacifique entre les communautés, commença à s'affaiblir avec la conquête de l'Algarve, où la présence

d'une population maure importante laissait craindre une subversion de la domination portugaise. C'est ainsi que, par lettres du 5 janvier 1272, Alphonse III prohiba l'entrée et la résidence de quelque Maure que ce fût dans les villes de l'ordre de Sant'Iago. Tout cela explique qu'à la fin du XVe siècle, à l'inverse des juifs, il n'y en eut guère qui furent touchés par la décision d'expulsion.

CHAPITRE III

L'affirmation de la nation portugaise

GENÈSE ET IDENTIFICATION D'UNE NATION

La *Reconquista* entraîna un mouvement de population dont l'ampleur et les caractères sont encore peu connus. Une certitude cependant : il n'y eut pas de vide démographique, tout au plus une perte du tiers ou de la moitié des habitants. Si des musulmans émigrèrent vers la partie de l'Espagne encore dominée par les Maures et vers l'Afrique, les plus humbles d'entre eux, dans l'incapacité de partir et d'affronter les dépenses d'un voyage, restèrent sur place, ainsi que la majorité des juifs. Il existait, en outre, une population demeurée chrétienne sous la domination de l'Islam, les Mozarabes.

Le sort des musulmans

Les souverains ne poussèrent nullement les musulmans au départ. Au contraire, tout en les frappant d'un tribut et de conditions de résidence hors de l'enceinte fortifiée des cités, ils leur accordèrent des chartes de franchise, telles que le *foral*, ou *carta de segurança*, octroyé, en 1170, aux musulmans de Lisbonne et des environs par D. Afonso Henriques et renouvelé en 1217 par son petit-fils D. Afonso II. Citons aussi ceux d'Almada, de Palmela et d'Alcácer do Sal. Ces *Mudejars*, dans leur immense majorité, restèrent confinés dans une condition sociale et professionnelle modeste et, en trois siècles, ils se fondirent sans grande difficulté dans l'ensemble de la population chrétienne. Cette intégration se fit d'autant plus facilement qu'il s'agissait souvent de chrétiens qui avaient été convertis à l'islam, sur lesquels étaient venues se greffer des souches berbères[1].

Si les Maures faits prisonniers pendant les combats furent souvent réduits en esclavage, le reste de la population musulmane fut traité avec indulgence par les chrétiens. Un corps assez important de Maures affranchis *(forros)* fut ainsi constitué dans le royaume de Portugal. On leur permit de conserver leur religion et leurs coutumes, moyennant des subsides payés à la Couronne. La situation s'était ainsi inversée par rapport à la domination musulmane, où les chrétiens étaient mis à contribution. Au fur et à mesure de l'avancée de la *Reconquista*, les musulmans furent cantonnés dans leurs propres quartiers, appelés mourarias ou *aljamas*. Le plus célèbre était celui d'Alfama à Lisbonne, où ils vivaient en communautés *(comunas)* sous la direction d'un *alcaide* qui exerçait aussi les fonctions de juge. Par souci de sécurité, ces quartiers se trouvaient hors les murs, mais, lorsque les villes se développèrent et que les populations chrétiennes augmentèrent, les quartiers chrétiens les environnèrent. Ces *Mudejars* avaient dans les mourarias leur mosquée, leur cimetière, leurs boutiques et leurs auberges.

Si, au nord duTage, les mourarias furent rares, elles atteignirent des dimensions importantes dans beaucoup de terres de l'Estrémadure portugaise, de l'Alentejo et de l'Algarve. On trouve aujourd'hui les traces de ces quartiers, avec leur habitat compact, leurs ruelles sinueuses qui conduisent à des arcs et à des *calçadas*, non seulement dans l'Alfama de Lisbonne, mais aussi à Santarém, Alenquer, Estremoz, Évora, Beja, Elvas, Faro, Tavira ou Loulé. La ville de Monsaraz possède encore une *cuba*, considérée comme le monument funéraire le plus typique de l'architecture mauresque au Portugal. Une cohabitation de cinq siècles qui se prolongea après la Reconquête légua de nombreux vocables arabes à la langue portugaise, dans l'administration et la justice, l'armée et la marine, la vie sociale et privée, la nature et la faune, l'agriculture et la monnaie, la vie quotidienne et professionnelle.

D'une manière générale, le sort des Maures, surtout agriculteurs et commerçants, fut moins favorisé que celui des juifs, car leur importance dans la vie sociale et économique du pays n'avait pas le même poids[1].

Le sort des juifs

Pendant et après la Reconquête, aux XIIe et XIIIe siècles, le statut des juifs fut assez identique à celui des Maures. Avant 1147, il existait déjà des noyaux importants de juifs, avec leurs synagogues et leurs modes de vie, dans des villes comme Lisbonne et Santarém. D. Afonso Henriques, loin d'y toucher, leur accorda des *cartas* de *segurança* qui leur donnaient les mêmes garanties qu'aux Maures affranchis, en particulier à Lisbonne, à Almada, à Palmela et à Alcácer. Bien plus, certains de ces juifs furent comblés de grâces, comme ce Iahia Aben-Yaisch qui exerça les fonctions de *rabi-mor* (grand rabbin), chef de la communauté judaïque, auquel Alphonse Ier donna les distinctions de mordomo et *cavaleiro-mor* en récompense des services qu'il lui avait rendus dans la lutte contre les Maures. La famille des Aben-Yaisch continua à jouir d'un grand crédit auprès de Sanche Ier, en la personne de son petit-fils, José Aben-Yaisch, auquel on dut l'édification de la synagogue de Lisbonne.

Comme les Maures, les juifs étaient confinés dans un quartier réservé, la judiaria : aux XIVe et XVe siècles, il n'y en avait pas moins de trois à Lisbonne[2]. Leurs institutions étaient calquées sur l'organisation municipale. A la tête de leur communauté, le roi nommait un rabi-mor ou *arrabi-mor,* un *corregedor* de la cour en quelque sorte. Il était chargé de juger, selon la loi mosaïque, les causes civiles et criminelles entre les juifs, et déléguait ses fonctions dans les *comarques* à des *ouvidores*[3]. Un *ouvidor* particulier, docteur de la loi, était auprès du rabi-mor, souvent inexpérimenté, pour l'éclairer sur les interprétations du Talmud. Chacune de ces magistratures avait une chancellerie propre: ces chanceliers gardaient les sceaux et scellaient les lettres. Elles avaient également un *escrivão* (greffier). Le *rabi-mor* et les *ouvi*dores étaient accompagnés d'un *porteiro*, chargé de remettre et d'exécuter les sentences. Ce dernier avait en outre le pouvoir de contraindre les débiteurs des *comunas* (communautés) à payer leurs dettes. Les juifs avaient donc trois instances judiciaires auxquelles ils pouvaient recourir en cas de litige avec leurs coreligionnaires : les *rabis* des *comunas*, le *rabi-mor* et ses *ouvidores*, et enfin le roi, car, comme pour les chrétiens, le pouvoir royal était le recours suprême.

Jusqu'au règne de D. Dinis, les historiens portugais ont trouvé de nombreuses références au rôle joué par les juifs dans la vie socio-économique portugaise, comme banquiers, médecins et gens de négoce. A

partir de Sanche II, ils bénéficièrent de tant de faveurs qu'ils provoquèrent la jalousie des chrétiens : ils obtinrent des charges publiques, acquirent des biens en grand nombre et reçurent la garantie de pouvoir poursuivre leurs débiteurs chrétiens défaillants[4]. Alphonse III fut même sur le point de leur accorder qu'ils fussent jugés sur un pied d'égalité avec les chrétiens dans les procès. La communauté hébraïque de Santarém a été particulièrement étudiée par J.Verissimo Serrão. Cantonnée, autour de sa synagogue, dans un petit quartier de la paroisse de S. Martino, elle vivait complètement séparée de la population chrétienne. Elle se consacrait au négoce et accumula un numéraire important. Plus tard, les *foros* de Santarém lui reconnurent le droit de témoigner dans les procès, alors que cela n'était pas accordé aux juifs convertis. Malgré certaines limites imposées par des *concelhos* à leurs activités, les juifs vécurent jusqu'au règne de D. Dinis dans un climat de paix sous la protection royale. Ils jouèrent même un rôle éminent dans la vie administrative, financière, sociale et économique du Portugal. Ensuite tout changea. Les chrétiens jalousèrent leur influence et dénoncèrent la dépendance dans laquelle les tenait leur communauté dans le domaine de la médecine et de la banque. Ils multiplièrent alors leurs plaintes contre elle[5].

Le pouvoir royal, malgré tout, n'abandonna pas sa politique de protection de la communauté hébraïque pendant tout le XIVe siècle. Ce n'était certes ni par esprit de tolérance ni par philanthropie, mais par intérêt. La Couronne connaissait trop bien l'utilité des juifs et le crédit qu'elle pouvait en obtenir dans les moments de détresse financière pour se laisser aller à une quelconque répression, aussi multiplia-t-elle les mesures en leur faveur. D. Dinis ordonna qu'ils portassent un insigne distinctif sur leurs vêtements pour mieux les reconnaître, et ainsi pour mieux les protéger. En 1279, les juifs de Bragance, autorisés à former une communauté, purent acenser des biens d'une valeur de 3500 maravédis, dont 2000 en vignobles, 1000 en terres et 500 en maisons. D. Dinis, pour assurer l'impartialité des sentences, décida en 1295 que les litiges entre chrétiens et juifs seraient portés devant deux juges particuliers, les *alvazis.* Le 17 août 1316, il ordonna l'élargissement de tous les juifs emprisonnés pour dettes[6].

Alphonse IV, le fils de D. Dinis, avait interdit les sorties de numéraire du pays. Or les liaisons internationales des juifs, et par conséquent la libre circulation de leurs capitaux, étaient indispensables aux finances de la

Couronne. Il leur permit donc, le 10 juillet 1354, de sortir du Portugal avec des sommes de 500 livres ou plus, moyennant le dépôt d'une caution devant les divers *almoxarifes*. D. Pedro Ier alla même jusqu'à autoriser des juifs à être *vereadores* dans les *concelhos*. Quand il y avait risque de conflits graves entre les communautés, le roi mettait en vigueur les lois qui prohibaient toute cohabitation entre elles: le 9 novembre 1366, D. Pedro interdit, sous peine de mort, l'entrée des chrétiens dans la *mouraria* et dans *la judiaria* de Lisbonne, et aux juifs et Maures d'en sortir[7].

Le maître d'Avis [8], pour satisfaire l'opinion populaire et gagner son soutien, durcit la politique de la Couronne à l'égard des Maures comme des juifs. Pendant le siège de Lisbonne, il fit confisquer les biens des *Mudejars* et de leurs familles sortis du royaume sans autorisation. Diverses lois, entre 1400 et 1403, consignèrent les juifs de Lisbonne et d'Évora dans leurs quartiers. On leur défendit le port d'armes, mais ils conservèrent leur antique privilège les exemptant de comparaître devant un tribunal le samedi. Il fut interdit aux musulmans de faire l'appel du muezzin. Cette tendance annonçait le changement des relations entre les communautés, surtout juive et chrétienne, au XVe siècle.

La fusion du Nord et du Sud

Les Mudejars et les juifs, par conséquent, ne furent pas un obstacle à la domination de la couronne portugaise. La *Reconquista* entraîna un mouvement de population du Nord vers le Sud, encouragé par le pouvoir royal et par l'Église sous la forme de privilèges de toute nature (juridiques, fiscaux, économiques). Ce peuplement fut facilité par l'expansion démographique dont bénéficia l'Europe aux XIIe et XIIIe siècles. Les difficultés les plus grandes vinrent alors de l'assimilation de deux populations chrétiennes qui avaient vécu si longtemps séparées, et dont, en dehors de la religion, les mœurs et les coutumes étaient si différentes. Sur les Mozarabes restés chrétiens s'était exercée l'influence de l'une des plus brillantes civilisations musulmanes[9]. La plupart se trouvaient dans les villes, où s'épanouissait cette civilisation, mais les campagnes n'étaient pas pour autant abandonnées. Au contraire, les Arabo-Berbères les rendirent prospères, notamment grâce à leur expérience de la culture irriguée. Les

chrétiens du Nord, en revanche, étaient essentiellement des guerriers et des paysans, habitués à mener une vie rude, dans un climat d'insécurité

Par conséquent, la nation portugaise en formation n'eut pas à surmonter des différences ethniques ou religieuses, mais des oppositions de modes de vie, de mentalités et de cultures. «Paradoxe de l'histoire : les Mozarabes de Coïmbre qui avaient résisté plus de quatre siècles à l'islamisation quittent la scène quand triomphe le christianisme. Mais leur sacrifice n'est pas vain qui débouche sur la naissance du Portugal. La reconnaissance par la papauté d'un royaume de Portugal passait par une obéissance sans faille aux règles romaines et donc par la normalisation religieuse de Coïmbre. Dans cette perspective historique et à travers Sainte-Croix dont il soutient l'expérience et l'action, Alphonse-Henri apparaît comme le champion nécessaire de cette normalisation» (Gérard Pradalié).

S'ajoutait à cela la présence de nombreux étrangers, surtout des Français ou plutôt des Francs *(Francos)* [10], venus dans le sillage de la maison de Bourgogne ou des croisés d'Orient, et qui décidèrent de se fixer sur ces nouvelles terres chrétiennes. La région située entre Alenquer, Azambuja et Óbidos fut l'une de leurs résidences de prédilection : ainsi, en 1148, D. Afonso Henriques et la reine D. Mafalda concédèrent à titre héréditaire la terre d'Atouguia à Guillaume de Cornibus et à d'autres Français qui avaient aidé à la prise de Lisbonne. L'aire de cette donation s'étendait jusqu'à Ôbidos et Lourinhâ et le bénéficiaire pouvait acquérir d'autres biens tant dans la zone côtière que dans cette terre elle-même. En 1160, *l'alcaide* Alard et d'autres Francs reçurent, à titre héréditaire et à charge de servir fidèlement le roi, la localité de Vila Verde près d'Alenquer.

De nouveaux Francs arrivèrent au Portugal à la fin du XIIe siècle pour faciliter la politique de peuplement de Sanche 1er [11]. Au début du XIIIe siècle, une nouvelle vague de colons venus de France contribua au peuplement du Haut-Alentejo. La délimitation des terres situées entre le Tage et la rivière Canha, près de Montalvo de Sor, fut destinée à accélérer le développement de la région. Diverses localités, comme Montalvão, Nisa, Tolosa et Arês, toponymes du sud de la France, indiquent une probable fondation par des Français. Sesimbra leur fut aussi donnée le 28 mai 1199.

Avec la religion, la langue fut l'un des facteurs les plus importants de l'unification des populations portugaises. Le galaïco-portugais s'imposa de

lui-même au sud où les Mozarabes laissèrent peu de traces de la langue préislamique, mêlée d'arabe, qu'ils parlaient. Comme ailleurs dans l'Occident européen, la langue du pouvoir et de la culture était le latin, mais au XIII[e] siècle, le galaïco-portugais, dialecte roman dont usait le peuple, se répandit dans les élites. Dès 1214, D. Afonso II rédigea son testament dans un idiome assez proche du portugais actuel et, au milieu du siècle, bien des actes publics et privés furent rédigés dans la langue vernaculaire. A la fin du XIII[e] siècle, le portugais devint la langue officielle. Les troubadours *(trovadores),* au nombre desquels s'honorèrent de compter les rois D. Sancho I et surtout D. Dinis, furent les principaux vecteurs de la diffusion de la langue qu'ils utilisaient dans leurs poèmes. Les *jograis,* poètes plus populaires et spontanés que les aristocratiques *trovadores,* la répandirent dans le peuple

Le choix de Lisbonne pour capitale fut aussi décisif dans la fusion du Nord et du Sud. On l'attribue généralement à Alphonse III, très conscient de l'intérêt que la cité présentait sur le plan maritime et commercial[12]. Il mena en effet une politique d'acquisitions dans la cité et dans ses environs et, de 1275 à 1279, il acensa ou vendit toute une série de boutiques dans diverses paroisses de la ville. Les raisons géographiques de ce choix étaient évidentes: une situation à mi-chemin entre les deux moitiés du royaume, un port excellent, le meilleur du Portugal, par lequel pouvaient entrer et sortir facilement les marchandises, avec un arrière-pays - l'Estrémadure - abondant en eau et riche en ressources vivrières, sans parler des salines, des carrières et des mines. A cela s'ajoutait le fait que, déjà, en ce dernier quart du XIII[e] siècle, Lisbonne était la ville la plus peuplée et le centre économique et culturel le plus vivant du pays. Elle s'imposa naturellement comme le centre politique de la monarchie[13]. La monarchie des Capétiens portugais, comme celle des Capétiens français qui avaient choisi Paris, resta cependant itinérante, Lisbonne demeurant le siège des institutions centrales[14].

L'INTÉGRATION DANS LA CIVILISATION OCCIDENTALE

Il y eut sans nul doute confrontation et interpénétration entre les trois cultures - chrétienne, musulmane et juive -, et ces deux dernières laissèrent

quelques témoignages. Cependant, la civilisation chrétienne triomphante imposa son monopole. Les arts et la culture d'outre-Pyrénées, surtout français, depuis le comte D. Henrique jusqu'à D. Afonso III, furent infiniment plus présents dans la genèse de la civilisation portugaise que les arts et la culture islamiques ou juifs, même si la tradition musulmane du Sud donna aux troubadours portugais une expression poétique originale.

Les influences françaises dans l'architecture religieuse

Les influences françaises viennent de loin. Par le « chemin français » de Saint-Jacques-de-Compostelle, l'inspiration auvergnate et languedocienne marqua, vers l'an mille, les bâtisseurs de cathédrales, d'églises et de monastères du Nord du Portugal. L'inspiration clunisienne triompha ensuite avec l'arrivée de la dynastie bourguignonne.

Le roman portugais ne diffère pas, dans sa structure, du modèle français, mais son esprit est un peu différent. Son architecture visait à consolider le pouvoir religieux et politique de la *Reconquista*: les grandes cathédrales ont souvent l'aspect de solides forteresses, qui pouvaient servir de refuge à la population en cas de retour en force des musulmans. C'est sur le modèle de Saint-Jacques-de-Compostelle, inspiré lui-même de Saint-Sernin de Toulouse, que fut érigée, aux environs de 1070, la cathédrale de Braga, premier grand édifice religieux roman. Pendant cette seconde moitié du XIe siècle surgirent aussi des églises moins imposantes dans la zone de l'Entre Douro e Minho. Elles sont soit à une seule nef, comme à Orada, à Garifei et à Friestas, soit à trois nefs, comme Sâo Pedro de Rates ou Pombeiro. La progression du roman suivit le chemin de la Reconquête, en commençant par la Sé (cathédrale) de Porto, au temps de D. Teresa, entre 1112 et 1128. Coïmbre fut ensuite le principal centre de l'art roman. Sa magnifique Sé *Velha* (la vieille cathédrale), édifiée vers 1140, est le plus pur des édifices romans portugais. On ne trouve en revanche qu'un seul exemple d'architecture romane civile, l'hôtel de ville *(Domus Municipalis)* de Bragance.

Le Mondego marque à peu près la frontière de l'expansion du roman. On en trouve cependant quelques témoignages moins fidèles au sud du fleuve. La cathédrale de Lisbonne, édifiée à partir de 1148, et celle d'Évora, dressée

à partir de 1170, toutes deux sur le site d'anciennes mosquées, représentent un roman tardif, alors qu'à cette époque l'art gothique florissait déjà en France. Sans doute l'arrivée de colons français, sous Sanche Ier, importa-t-elle le nouvel art de l'Ile-de-France et du Laonnois, car la fin du XIIe siècle fut une période de transition entre les deux arts. On l'observe notamment dans l'église de S. Pedro de Leiria et surtout dans celle de S. João do Alporâo, à Santarém. Cet art de transition eut une grande vogue au Portugal au cours du XIIIe siècle, même dans le Nord. Dans les cathédrales de Lamego et de Viseu, le roman portugais, dont la transition vers le gothique est de plus en plus marquée, prend des caractères originaux.

Alors que le roman clunisien intervient pour les édifices religieux séculiers, l'influence cistercienne domine dans la construction des abbayes et des monastères. Les moines et artistes bourguignons l'importèrent en effet avec la fondation du monastère de Sâo Joâo de Tarouca vers 1143. Le plus beau témoignage de ce roman cistercien est sans nul doute l'église Santa Maria d'Alcobaça, le grand monastère cistercien, consacrée en 1252, où les architectes adoptèrent les plans de Clairvaux. C'est la plus vaste des églises médiévales du Portugal, avec ses trois nefs d'une hauteur de 20 m et ses douzes travées. Le passage au gothique s'y fait cependant sentir avec sa voûte d'ogives.

La règle bénédictine prévoyait le défrichement des campagnes et ne permettait pas une installation près des villes et des châteaux. Elle transforma donc complètement la physionomie architecturale du Portugal en le parsemant, du nord au sud, de monastères avec leurs cloîtres. Au nord, où le roman avait triomphé, les édifices conventuels gardèrent leur pureté romane, y compris dans la sculpture décorative, alors qu'au sud, quasiment non touché par l'art roman, les nouveautés esthétiques du gothique, apportées par les moines et colons venus de France, s'imposèrent. Beaucoup de ces monastères conservèrent une structure romane, mais ils furent souvent achevés avec des éléments ogivaux.

Le triomphe de *l'art* gothique *au XIVe* siècle

L'art de Cîteaux ouvrit la voie au gothique, qui prit son essor avec celui des ordres mendiants sous D. Sancho II et D. Afonso III. Il couvrit d'abord

les pays de la *Reconquista*, du Centre et du Sud, où le roman n'avait pu prendre racine. Ces édifices correspondaient à de nouvelles exigences : il ne s'agissait plus de faire œuvre missionnaire en accompagnant la Reconquête, mais, celle-ci terminée, d'affermir la foi chrétienne. Les frères de saint Dominique et de saint François installèrent leurs maisons dans les milieux urbanisés, mais de préférence hors les murs, pour que les populations paysannes pussent y venir plus facilement[15].

Surtout, à partir de D. Dinis, la principale zone d'expansion du gothique fut l'Estrémadure et le Haut-Alentejo. Ce souverain fit construire le cloître d'Alcobaça, œuvre des maîtres Domingues et Diogo, et sans doute également la salle du chapitre et le réfectoire. Il fonda aussi les monastères d'Ovidelas, et la Reine Sainte Isabelle celui de Santa Clara-a-Velha de Coïmbre.

Le plus bel ensemble monumental du gothique portugais est incontestablement celui de Batalha, dont le nom provient de la victoire d'Aljubarrota qui se déroula sur ce site[16]. La première église, placée sous le patronage de Santo Agostinho, commença à surgir à la fin du règne de D. Fernando, en 1380, mais elle ne fut achevée que dans le premier quart du XVe siècle. C'est un monument de pur style ogival, sur le modèle des constructions monastiques du temps. Certains éléments y révèlent une influence du gothique anglais, due sans aucun doute à la reine D. Filipa de Lancastre. Bien des détails de la décoration annoncent le gothique flamboyant. Le monastère de Santa Maria da Vitória, dressé près du site de Saint-Georges, en accomplissement du vœu formulé par D. João Ier avant la bataille d'Aljubarrota, est le plus beau monument gothique du Portugal[17].

Outre sa beauté architectonique et décorative, Batalha est porteur d'un très fort symbole historique, celui de la victoire d'Aljubarrota qui assura l'indépendance du Portugal, et celui de la grandeur de la dynastie d'Avis, qui en fit son panthéon jusqu'à D. Manuel. Ce dernier le transféra aux Jerónimos de Belém, avant que les Bragance ne fissent de S. Vicente de Fora, à Lisbonne, leur Saint-Denis.

Parallèlement, l'art funéraire se développa au XIVe siècle, et laissa de magnifiques gisants. Le style de ces tombeaux, naturellement, est très différent selon les régions, les matériaux et les sculpteurs. C'est le cas de deux œuvres aussi contemporaines que le massif tombeau de granit du

comte de Barcelos, mort en 1354, dans l'église de Sâo Joâo de Tarouca, et les superbes et célèbres gisants de D. Pedro et D. Inês de Castro à Alcobaça, qui datent des alentours de 1360, où nous trouvons encore l'influence franco-bourguignonne. Le premier est un gigantesque gisant recouvert par un arc, d'une facture très lourde, avec des motifs de chasse. Ceux des deux amants les représentent avec finesse, reposant sur des tombeaux, véritables dentelles de pierre. Leur différence même prouve le développement d'un art gothique de facture et d'inspiration portugaises, ce qui suppose une solide formation des architectes et sculpteurs de cette époque[18].

La naissance de la littérature portugaise

Le plus ancien document en langue portugaise, pense-t-on, est l'acte de partage des biens patrimoniaux des quatre frères Sanches en mars 1192. Il s'agit d'un mélange de latin barbare et de portugais moderne. On peut suivre l'évolution de la langue du XIIe au XIVe siècle dans les anciens *forais*, les ordonnances royales, les hagiographies et les textes de procédure. A l'instar de la France, la fondation de l'État s'accompagna d'une autonomie de plus en plus grande de la langue, moyen d'expression d'une communauté nationale. Encore éloignée du portugais moderne, les nobiliaires et les hagiographies du XVe siècle la précisèrent, avant la construction classique de la Renaissance.

La poésie du temps possédait déjà des formes caractéristiques, reflets du milieu social dont elle provenait. Deux tendances s'y révèlent, l'une, la plus ancienne, d'inspiration populaire, et l'autre imprégnée de la culture de la cour et de l'Église. Les *«cantigas* de *amigo»* furent recueillies dans des *cancioneiros*, dont l'un des plus antiques est celui du roi D. Sancho I. Un mélange des trois cultures donne à ce lyrisme galaïco-portugais une forte originalité en Europe. Dans cette poésie spontanée, les éléments de la vie concrète émaillent les textes, sous la forme d'un lyrisme traduisant les sentiments les plus délicats. La poésie de cour, chantée par les trouvères (trovadores), fut introduite par les chevaliers bourguignons et les moines de Cluny. A la cour du roi, comme dans les châteaux des seigneurs, elle exaltait les valeurs d'un idéal chrétien lié à l'esprit de croisade, à l'amour pur et à l'héroïsme chevaleresque. Le poète chantait la femme aimée, en se

lamentant de son absence ou de son dédain. Cette poésie palatine s'exprimait dans ce que l'on appelait les «*cantigas* de *amor*[19]».

Le goût des *cantigas de amor* augmenta encore avec l'arrivée du roi Alphonse III de la cour de France, imprégnée de la poésie provençale qui chantait l'amour courtois. Cet engouement connut son apogée avec son fils, le très cultivé D. Dinis. On attribue à ce dernier la paternité de 138 *cantigas* de *amor*, qui l'imposèrent «comme l'un des plus grands, sinon le plus grand, des poètes lyriques du Moyen Age portugais» (J. Veríssimo Serrâo). Il trouva aussi son inspiration dans l'âme populaire et il composa des *cantigas* de *amigos*. Il aborda également une troisième forme de poésie, celle des «*cantigas de escárnio e maldiz*er», littéralement «chansons de moquerie et de médisance», qui dénonçaient les défauts et les vices du temps, souvent avec une grande âpreté. Dans l'une d'entre elles, il raconte l'histoire du pauvre João Bol auquel son domestique « avait enlevé la rosse et laissé la mule ».

La mort de D. Dinis marqua le déclin fulgurant de la poésie courtoise. Son fils, D. Afonso IV, avec son entourage de légistes et sous l'autorité morale des Franciscains et des Dominicains, s'en détacha complètement. Les *goliardos* - un genre de troubadours - furent réprimés et la poésie courtoise disparut au profit des romans de chevalerie : le cycle de la Table ronde ou *l'Amadis de Gaule* nourrirent la jeunesse du héros Nuno Álvarez. Mais c'est surtout vers l'histoire, l'hagiographie et les livres de lignage que se tourna désormais l'élite culturelle. Deux monastères y contribuèrent beaucoup : Santa Cruz de Coïmbre, dans la tradition de l'historiographie religieuse et de l'exaltation de l'héroïsme nobiliaire; Alcobaça, plus tourné vers les réalités du quotidien et cultivant une littérature pratique. A Coïmbre, les moines rédigèrent, à la fin du XIVe siècle, des chroniques pour rappeler l'époque héroïque de la *Reconquista* et les hauts faits des premiers souverains[20]. Le XIVe siècle y fut aussi celui des principales hagiographies[21]. A Alcobaça, on donna plutôt la préférence à des œuvres plus simples et plus répandues. Imprégnées également de mysticisme, elles devaient servir à l'édification des fidèles. [22]

La culture ne s'arrêtait pas à la porte des monastères. Elle franchissait aussi celle des laïcs les plus grands. La principale chronique de cette époque fut écrite par le prince D. Pedro, l'un des nombreux bâtards de D. Dinis, qui

hérita de son talent littéraire et de sa culture. Fils de D. Gracia Aires, il était né aux alentours de 1280 et avait soutenu son père pendant la révolte de l'infant D. Afonso. Pour l'en remercier, le roi lui avait donné, avec le titre de comte de Barcelos, de nombreux biens dans la Beira et en Alentejo. Après l'avènement d'Alphonse IV, il se retira dans son palais de Lalim, près de Lamego, où il s'adonna à la chasse et aux lettres. Il ne reprit les armes qu'en 1336, lors d'une petite guerre avec la Castille. Mort en janvier 1354, il fut enseveli dans le monument funéraire qu'il avait lui-même fait édifier dans le monastère de São Joâo de Tarouca. Dans sa retraite, il rédigea la première grande chronique en langue portugaise, la *Crônica Geral de Espanha* de 1344, qui embrasse tous les faits et événements marquants, du Déluge jusqu'à la Reconquête chrétienne. C'est une narration des actions héroïques des grands hommes, fondée sur l'honneur et la vaillance, inspirée par l'exaltation des grandes familles. Dans le même esprit, il composa son *Livro de Linhagens,* qui fait de lui, sinon le premier, du moins l'un des plus anciens généalogistes européens. Cet ouvrage est, sans nul doute, le plus précieux pour la connaissance des premiers seigneurs portugais[23].

L'enseignement et la fondation de l'université

L'action de D. Dinis fut décisive dans l'expansion du droit et des lettres au Portugal. Élevé dans l'ambiance cultivée de la cour de son père, il reçut une éducation soignée et prit pour modèle son grand-père maternel, Alphonse X le Sage, roi de Castille, dont il fit traduire les *Siete Partidas.* Il ordonna également la traduction de la *Crônica do Mouro Rasis,* texte composé en langue arabe par Rauses, historiographe de Dalharab, roi du Maroc. Il en chargea le maître Mafamede, un des Maures restés sous la domination chrétienne : celui-ci expliquait le texte et le chapelain Gil Pères écrivait la version en langue portugaise. La fondation de l'université reste cependant le principal titre de gloire de D. Dinis.

Jusqu'à la fin du XIIIe siècle, la formation des lettrés portugais avait été assurée par des universités étrangères, surtout pour le droit romain, par celle de Bologne, et, pour les arts et la théologie, par celle de Paris. La tradition veut que des juristes comme le chancelier Juliâo Pais aient été formés dans l'université italienne, tandis que l'université française accueillit des élèves

venus de Santa Cruz de Coïmbre, dans la seconde moitié du XIIe siècle. En 1216, on remarque d'ailleurs la présence d'un maître français dans cette dernière institution.

Les liens intellectuels avec la France durèrent pendant tout le XIIIe siècle : les élèves de Coïmbre n'hésitaient pas à entreprendre ce long voyage pour recevoir l'enseignement des maîtres prestigieux de la Sorbonne et y obtenir leurs grades universitaires, le plus souvent la *Licentia docendi,* car les écoles capitulaires et monacales portugaises n'attribuaient pas les grades de bachelier, de licencié et de docteur, et elles ne délivraient pas davantage de diplôme en théologie. La plupart des étudiants, liés à des ordres monastiques, étaient accueillis, nourris et logés dans leurs maisons parisiennes. Les relations avec la France s'intensifièrent encore avec la fondation des universités de Toulouse et de Montpellier, moins éloignées que Paris[2]. A partir de 1242, où fut fondée l'université de Salamanque, les universités françaises subirent une forte concurrence : l'enseignement de ses maîtres dominicains en fit l'égale des plus fameuses universités de la Chrétienté. Grâce aussi à sa proximité géographique, elle devint la destination privilégiée des écoliers des diocèses de Braga, Guarda, Viseu et Lamego au XIVe et surtout au XVe siècle.

C'est en 1288 qu'un groupe de clercs, ayant à leur tête les prieurs d'Alcobaça, de Santa Cruz de Coïmbre et de S. Vicente de Fora de Lisbonne, avait établi dans la capitale, d'un commun accord avec le roi, un *«Estudo Geral das Ciências»*. Ils en avaient ensuite obtenu la confirmation du pape Nicolas IV. Suggérée par l'Église et financée par elle, cette université devait d'abord former des clercs, et ce n'est que peu à peu qu'elle admit des laïcs dans son enseignement. En 1309, D. Dinis décida de la transférer à Coïmbre, ville particulièrement propice aux lettres grâce à Santa Cruz. Il lui concéda alors de nombreux privilèges qu'Alphonse IV renouvela à son avènement. Or la population de Coïmbre ne supporta pas la présence de l'université, avec laquelle les incidents se multiplièrent. En 1338, le souverain décida par conséquent de la ramener à Lisbonne. En 1354 elle revint à Coïmbre, où elle resta 23 ans.

En 1361, les *procuradores* de la ville renouvelèrent leurs plaintes devant les Cortès d'Elvas : le *concelho* de Coïmbre prétendait surtout s'opposer à la juridiction accordée à l'université. En 1374, la ville revint à la charge auprès

du roi qui, de guerre lasse, décida son retour à Lisbonne en 1377. L'université vivait d'ailleurs une situation de crise. Des dizaines d'étudiants préféraient se fixer dans celles du Sud de la France, Toulouse et Montpellier surtout. D'autres allaient sur les terres pontificales à Avignon, en Angleterre à Oxford ou en Espagne à Salamanque.

Dans la crise de 1383[24], maîtres et élèves prirent fait et cause pour le maître d'Avis, qui voulait en faire le vivier où il puiserait l'élite de ses conseillers et de ses officiers. Il nomma un protecteur : ce fut, jusqu'à sa mort en 1404, le propre chancelier du royaume, le docteur Joâo das Regras. Son collègue et ami, le docteur Gil Martins, lui succéda. C'est surtout à partir de la nomination de l'infant D. Henrique comme son protecteur en 1418 que l'université put enfin jouir d'un grand prestige intellectuel.

L'ÉVOLUTION DE LA SOCIÉTÉ MÉDIÉVALE

Nous ne nous arrêterons pas sur les structures socio-économiques que, à l'heure de la *Reconquista*, le Portugal a en commun avec le reste de l'Europe occidentale : une économie de subsistance, repliée sur elle-même, où les échanges commerciaux sont le plus souvent réduits à des marchés locaux; une société essentiellement agraire, où les villes, peu nombreuses et peu peuplées (Braga, Porto et Coïmbre ont autour de 5 000 habitants), ne sont que des chef-lieux politiques et religieux, et des refuges fortifiés pour les populations; une société où, à la division traditionnelle tripartite des *oratores*, *bellatores* et *laboratores*[25], il vaut mieux préférer un partage entre les privilégiés *(imunes)* du clergé et de la noblesse, les hommes libres (*vilãos*) des villes et des campagnes, et les serfs *(servos)* domestiques ou attachés à la glèbe. La Reconquête provoqua un mouvement général d'ascension sociale pour tous ceux qui allaient repeupler le Sud. La servitude personnelle disparut progressivement. En revanche, les victoires militaires sur les Maures augmentèrent le nombre des esclaves.

La place essentielle du clergé régulier

Comme dans l'ensemble de la Chrétienté occidentale, le clergé jouissait du *for* ecclésiastique, fait de privilèges d'honneur, de juridiction et de fiscalité. Aux Cortès, par exemple, les prélats, les abbés de monastères et les maîtres des ordre militaires disposaient des premiers sièges. Bien que, tout au long du Moyen Age, le pouvoir royal eût tenté de limiter ce privilège, les membres du clergé ne pouvaient être jugés que par les tribunaux ecclésiastiques. Le gouvernement des diocèses appartenait à l'évêque assisté de son chapitre. Dans plusieurs d'entre eux, un archidiacre aidait l'évêque dans son gouvernement temporel, car le patrimoine de l'Église, qui augmentait sans cesse tant par les donations royales que par celles des fidèles, était considérable. Enfin l'évêque réunissait périodiquement des synodes du clergé de son diocèse.

La métropole religieuse du pays était Braga, dont l'archevêque était le premier dignitaire ecclésiatique du royaume. Jusqu'au milieu du XIIIe siècle, la libre élection des évêques fut la règle. A partir de 1266, le nombre des évêques élus sur la suggestion du roi augmenta de plus en plus, formant ainsi un épiscopat favorable à la centralisation du pouvoir royal. Ce dernier, par son droit de confirmation, réussit également à accaparer l'institution du padroado qui permettait au fondateur d'une église ou d'une chapelle de nommer aux bénéfices dont il récompensait ses fidèles.

Les ordres militaires, nous l'avons vu, furent indispensables à l'œuvre de reconquête. Les ordres monastiques de Saint-Benoît, de Saint-Dominique, de Saint-François et de la Très-Sainte-Trinité ne le furent pas moins dans l'évangélisation, dans le peuplement et dans la mise en valeur des terres reconquises[26]. L'un des compagnons de Dominique de Guzmán, le Portugais Frei Soeiro Gomes, fonda le premier monastère dominicain dans la serra de Montejunto à la fin de l'année 1217[27]. Quant aux Franciscains, ils fondèrent d'abord des ermitages. Leurs premiers grands monastères furent ceux d'Estremoz, établi en 1240, et de Santarém en 1245. A Lisbonne, les Frères mineurs jouirent du prestige de saint Antoine de Lisbonne (1195-1231), ami de saint François d'Assise. Des trois ordres mendiants, les Trinitaires étaient arrivés les premiers au Portugal : ils fondèrent leur première maison à Santarém en 1208, puis à Lisbonne en 1218. Ils se consacraient avant tout au rachat des captifs enlevés par les Maures. Au XVe siècle, ils rendirent aussi des services à l'expansion maritime.

Les transformations de la noblesse

La noblesse portugaise médiévale, comme les autres noblesses européennes, était diversifiée et hiérarchisée. La haute noblesse, constituée par les *ricos-homens,* que l'on appela plutôt, à partir du XVe siècle, les *vassalos do* rei (les vassaux du roi), détenait les principales charges civiles et militaires, et accaparait les plus grandes et les plus rentables propriétés foncières. Ses membres furent d'abord les seuls à porter le titre de *dom (dominus),* mais, pendant le dernier siècle du Moyen Age, il s'appliqua à l'ensemble des nobles. Au XVe siècle, les titres de noblesse se généralisèrent en faveur de ces *vassalos do* rei [28].

La petite noblesse était composée des *infançoes* et des *cavaleiros,* qu'il ne faut pas confondre avec les *cavaleiros-vilãos.* Les premiers, désormais appelés *fidalgos* - contraction de *filhos de algo* (fils de quelqu'un) - aux XIVe et XVe siècles, composèrent la *fidalguia,* aristocratie rurale, enracinée dans les provinces, où elle dominait l'administration et l'économie. Le statut de *cavaleiro*[29] était transitoire, car, après la troisième génération, il entrait dans la fidalguia. Au XVe siècle, la ligne de démarcation passa entre les nobles *fidalgos* et les nobles non *fidalgos,* une minorité de vilains anoblis que la *fidalguia* n'acceptait qu'avec répugnance.

Du XIe au XIVe siècle, il y eut un renouvellement constant de la noblesse. Bien des familles s'éteignirent parmi les plus anciennes. Des nobles étrangers, surtout venus de la Galice, du León et de la Castille, s'installèrent au Portugal, souvent grâce à des alliances avec la noblesse portugaise. Enfin les fréquentes bâtardises royales donnèrent des lignages très puissants, le cas des Bragance étant le plus illustre. La noblesse put aussi être renouvelée par l'anoblissement de «vilains», mais ce ne fut pas aussi fréquent qu'on l'a prétendu.

Selon José Mattoso, de 1037 à 1150 on assista à la formation de la noblesse de l'Entre Douro e Minho, en liaison avec l'éclosion d'un esprit commun d'indépendance : celle des *infanções.* De 1150 à 1250, cette noblesse se diversifia et les lignages se recomposèrent en fonction des rivalités autour du pouvoir politique[3]. De 1250 à 1315, avec l'éclosion d'une noblesse palatine, une nouvelle stratification se produisit autour de la monarchie. Ayant triomphé grâce à l'Église et aux *concelhos,* le roi put agir

en complète indépendance par rapport à la noblesse traditionnelle [30]. Avec toute l'organisation administrative que nous avons vue, il put favoriser directement ou indirectement l'accumulation des terres dans les mains de ses plus fidèles serviteurs, même quand ils venaient de familles relativement modestes[31]. Enfin, à partir de 1315, la noblesse fut affectée par une nouvelle crise interne, qu'elle tenta de résoudre par un nouveau contrôle de la royauté qui aboutit à la révolution de 1383[32].

Le tiers état

Comme en France, ce que l'on appelle le tiers état ou *terceiro braço* recouvrait des réalités fort différenciées. Il s'agissait en effet de tous ceux qui, dans les villes ou les campagnes, n'appartenaient ni au clergé ni à la noblesse.

Dans les campagnes, la hiérarchie s'établissait de la manière suivante. Au sommet, les *cavaleiros-vilãos* détenaient des terres de *presúria.* Tout en n'appartenant pas à la noblesse, ils étaient assez riches pour acheter et entretenir un cheval, et servir le roi dans la cavalerie pendant les guerres de la Reconquête. Au-dessous, les *peões* - piétons -, petits propriétaires qui, faute de ressources pour se payer un cheval, servaient le roi à pied, avec une lance ou une pique. Enfin les *malados,* c'est-à-dire tous ceux qui étaient dépendants - simples *manouvriers* ou *brassiers*, mais hommes libres - et qui travaillaient les terres du roi, de l'Église, des nobles et des paysans riches. Dans les villes, les *cavaleiros-vilãos* - appelés plus couramment *homens-bons* [33]-, qui constituaient l'élite du tiers état, gouvernaient les *concelhos* et élisaient les *procuradores* qui représentaient l'ensemble du peuple dans les Cortès. Au-dessous d'eux, les artisans et le reste du povo (peuple), appelé aussi *arraia miuda* (littéralement «menu fretin»), étaient écartés du gouvernement de la cité.

Comme dans le reste de la péninsule Ibérique, l'appropriation des terres reconquises donna ses traits originaux à la société et à l'économie portugaises. Au nord du fleuve Mondego, la simple occupation des terres tenues pour vacantes constitua le seul titre de légitime propriété, que ce fût sous une forme organisée par le roi, l'Eglise ou la noblesse, ou que ce fût le résultat d'une initiative individuelle. Les *presúrias* des IXe et Xe siècles

avaient été faites en grande partie par des hommes libres, mais qui n'avaient pas les moyens d'acheter des serfs, un troupeau et un outillage de labour, indispensables à l'exploitation de grandes étendues. Par conséquent, ne se formèrent que de petites ou, tout au plus, de moyennes propriétés. Le temps passant, cette masse de petits propriétaires dut s'incliner devant les puissants qui les annexèrent à leur seigneurie. Au sud du Mondego, la *Reconquista* prit une forme organisée par la Couronne, qui ne garda pour elle-même que les cités et les gros bourgs. En faisant de grandes donations au clergé, surtout aux ordres militaires, elle favorisa le système latifundiaire.

Une évolution vers l'économie de marché

A partir du XIIe siècle, le Portugal participa à l'expansion générale du commerce européen et évolua vers une économie de marché. L'ouverture de la voie maritime de l'Occident par les Normands et par les croisés, ainsi que les liens politiques et familiaux de la dynastie bourguignonne avec la France, la Flandre et l'Angleterre, y contribuèrent beaucoup. Les Portugais furent ainsi en contact avec les centres commerciaux et financiers et les marchés de l'Europe du Nord-Ouest. Au XIIIe siècle, des colonies de marchands portugais s'établirent à Londres, Dublin, Bordeaux ou Bruges. Ils y détenaient le monopole des échanges avec leur pays : à l'importation, fruits, sel, vins, huile et miel; à l'exportation, pour l'essentiel des draperies, avec la prédominance de plus en plus marquée des Anglais.

Dans le commerce méditerranéen, le Portugal devint l'intermédiaire entre les pays du Nord de l'Europe et ceux du Midi et du Nord de l'Afrique. Aux XIIIe et XIVe siècles, la circulation des monnaies d'or et d'argent de l'Islam compensait le manque de numéraire local. Tout le commerce portugais de la Méditerranée était, cependant, entre les mains des marchands italiens, établis à Lisbonne et dans d'autres ports.

Les échanges intérieurs, prolongés par le commerce avec la Castille, se développèrent également grâce à la généralisation des marchés - *açouges* et *fangas* - réglés et contrôlés par le système traditionnel musulman de *l'almotacé.* Il fut complété par la création de nombreuses foires : sur les 95 que l'on connaît, 43 furent fondées au XIIIe siècle et 26 au XIVe siècle. L'économie d'autosuffisance qui avait régné jusque-là disparaissait, et les

villes, surtout les ports de Lisbonne et de Porto, se développèrent, entraînant l'ascension de nouveaux groupes sociaux, bourgeoisie marchande et gens de métier, aux dépens d'une noblesse en voie d'appauvrissement.

1 Dans l'Algarve, cependant, certains possédaient des biens fonciers importants. Aussi D. Fernando leur fit-il payer le dixième de leurs héritages. D. Joâo I[er] ordonna que les Maures de Loulé, possédant des terres de *sesmaria*, qui, autrefois, avaient appartenu à des chrétiens, paieraient un dixième de leur revenu à la Couronne et un autre à l'Église. Les *sesmarias* étaient des terres en friche que les *concelhos* distribuaient aux habitants, à condition de les mettre en culture dans un certain délai et de payer toutes les prestations consignées par la coutume ou par le *foral*.

2 Elles auraient représenté une superficie totale de près de deux hectares, c'est-à-dire environ 1,6 % de la surface de la cité.

3 En 1412, il y en avait sept: à Porto, à Torre de Moncorvo, à Viseu, à Covilhã, à Santarém, à Évora et à Faro.

4 Son père, Alphonse II, ne confia pas, semble-t-il, de fonctions officielles à des juifs. Par prudence, sans doute pour ne pas aiguiser la jalousie des chrétiens. Pendant son règne, en effet, la coexistence des deux communautés aurait été plus difficile que pendant les deux règnes précédents.

5 Ils formaient une communauté relativement peu nombreuse, eu égard au rôle important qu'ils jouaient dans la vie sociale et économique : environ 30 000 habitants à la fin du XV[e] siècle. Si l'on tente une cartographie de la communauté hébraïque au XIV[e] siècle, on constate qu'elle n'était pas confinée au sud duTage comme les Maures, ce qui s'explique facilement dans la mesure où il existait déjà des noyaux judaïques sous la domination chrétienne. Ainsi nous en trouvons dans le Trás-os-Montes, à Bragança et Mogadouro; dans l'Entre Douro e Minho, à Porto, Guimarâes et Vila Nova de Gaia; dans les Beiras, à Guarda, Ribacoa, Trancoso et Coïmbre; dans l'Estrémadure, à Lisbonne, Santarém, Abrantes, Vila Franca de Xira, Povos, Malveira, Sintra, Cascais, Cheleiros, Oeiras et Frielas; dans l'Alentejo, à Évora, Alvito, Vila Viçosa, Elvas, Portalegre, Alcácer do Sal, Mourâo, Monsaraz, Alandroal et Serpa; et dans l'Algarve, à Faro, Loulé, Lagos et Tavira.

6 D. Dinis acensa même beaucoup de maisons et de boutiques à quelques personnalités des communautés hébraïques : ainsi de Salomâo Negro et Judas Arrabi, à Lisbonne; du juif Bento à Évora; de maître Guedelha à Frielas.

7 Le développement séparé des trois communautés, judaïque, musulmane et chrétienne, n'a, semble-t-il, nullement empêché une interpénétration : « Bien qu'ils fussent enfermés dans le périmètre de leurs *comunas* où ils étaient forcés de résider à la tombée de la nuit, Maures et juifs étaient en contact permanent avec le reste de la population, et de cette intimité quasi familière devaient découler d'inévitables conséquences. Les distinctions de la loi qui les différenciaient tant aux yeux des chrétiens n'étaient pas encore suffisantes pour empêcher cette osmose sociale. L'isolement de la nuit ne contrariait pas la promiscuité du jour, donnant lieu de temps en temps à la concession de chartes de privilèges à quelques individus, pour pouvoir résider hors de leurs quartiers (Sousa Viterbo).

8 Voir p. 99 et suiv.

9 N'oublions pas, en effet, qu'à la veille de l'arrivée du comte Henri de Bourgogne, vers le milieu du XI[e] siècle, environ 53 000 km^2 du Portugal d'aujourd'hui (92157 km^2), c'est-à-dire plus de la moitié, étaient soumis à la domination musulmane. Un siècle plus tard, au temps de D. Afonso

Henriques, les Maures contrôlaient encore au sud du Tage environ 37300 km^2, alors que, dans la décennie de 1230, ils ne détenaient plus que moins de 15300 km^2, et qu'il ne restait plus au roi de Portugal que moins de 2500 km^2 à conquérir entre 1238 et 1249. Ces superficies, cependant, ne doivent pas leurrer, car il s'agissait de régions à faibles densités de population.

10 Sous ce terme de Francs, on englobait tous ceux qui venaient d'outre-Pyrénées, surtout de l'actuelle France du Midi.

11 Celui-ci donna les trois quarts de l'héritage *(herdade)* de Pontevel aux Francs de Vila Verde et de Lourinhâ. A cette époque, preuve du succès de cette politique de peuplement par des Français, il confirma aux habitants d'Atouguia la charte de franchise de 1148. L'héritage d'Azambuja fut donné à son tour en 1200 aux colons de D. Rolim, qui venaient d'outre-Pyrénées.

12 A la lecture de *l'Itineràrio* de *D. Afonso III,* on peut constater que le Boulonnais résida à Lisbonne pendant 46,5 % de son règne, contre 16,5 % à Santarém et 15,1 % à Coïmbre. Pendant ses quatre dernières années, la maladie le retint constamment à Lisbonne.

13 Lisbonne « s'identifia souvent au Portugal lui-même, en ce sens que posséder Lisbonne, c'était posséder le royaume tout entier» (A.H. de Oliveira Marques).

14 On peut noter aussi que tout en favorisant la fusion entre le Nord et le Sud, le choix de Lisbonne orienta les préférences des souverains vers le Sud, où ils possédaient l'essentiel de leur patrimoine, et où ils avaient intérêt à être en union étroite avec les ordres militaires qui détenaient le reste des terres. Aussi, quand ils résidaient hors de Lisbonne, ce n'était que dans l'Estrémadure et au sud du Tage. Ce fut notamment le cas de D. Dinis, le fils d'Alphonse III, qui fit agrandir et embellir le château de Leiria, au nord de Lisbonne, et y résida souvent.

15 Les Frères prêcheurs précédèrent les Frères mineurs dans la construction d'édifices gothiques, à Coïmbre (1228), à Porto (1238), à Lisbonne (1241), ou encore, à Elvas, Nossa Senhora dos Mártires (1266). Les Franciscains, dont le message fut largement diffusé par le culte de Santo António de Lisbonne, construisirent leur premier couvent à Santarém entre 1240 et 1246, en même temps que celui de S. Francisco de Estremoz. Ils en élevèrent d'autres ensuite à Porto, à Elvas et à Guimarães.

16 Voir p. 103 et suiv.

17 Peut-être sous l'influence de João das Regras, très attaché à cet ordre, le roi en avait fait donation aux Dominicains. Les travaux commencèrent en 1388. Le premier maître d'œuvre en fut, jusqu'à sa mort en 1402, le Portugais Afonso Domingues. Il fit le plan de l'édifice, construisit la chapelle principale et commença le cloître et la salle capitulaire. Son œuvre fut continuée pendant plus de 30 ans par un maître anglais, Huguet, qui acheva les voûtes et les travaux de la façade principale. Les architectes anglais, appelés par D. Filipa, eurent par conséquent une grande influence dans le décor de Batalha, plus ou moins sur le modèle de la cathédrale d'York.

18 L'époque de D. Dinis fut aussi un grand moment de l'architecture militaire. Il donna l'ordre de reconstruire châteaux et places fortes pour mieux assurer la défense du royaume contre les voisins castillans. Les plus beaux spécimens de cette architecture gothique militaire sont les grands châteaux et tours de l'hommage de Beja, d'Estremoz, de Vila Viçosa et de Sabugal. L'architecture civile est bien représentée par les palais des Bragance à Guimarâes, des Pinheiro à Barcelos, des Vila Nova de Cerveira à Ponte de Lima, et par le palais royal de Sintra.

19 Le premier exemple connu de ces *cantigas* de *amor* daterait de 1189 : attribuée à Paio Soares de Taveiros, celui-ci la dédia à D. Maria Pais Ribeira, favorite du roi Sanche I[er]. Ce dernier, dans

les années 1197-1199, ne dédaigna pas de composer et de chanter lui-même une *cantiga* de *amor* offerte à la *Ribeirinha* : il y exprime la saudade de sa maîtresse, séparée de son roi bien-aimé.

20 Les quatre *Chrónicas* Brevas et les Memórias *Avulsas,* qui vont de D. Afonso Henriques à D. Dinis, exaltent particulièrement l'œuvre militaire et les vertus humaines du fondateur du Portugal et entretiennent son culte. L'expression n'est pas exagérée, puisque les moines vont jusqu'à évoquer sa sainteté.

21 Une véritable littérature mystique fit son apparition : la *Vita et miracula* de S. Rosendo, ou la *Vita beatissimi domini Theotonii.*

22 Aussi sont-elles parsemées de pèlerinages, de miracles et de figures dévotes, comme les *Sete Tratados Cartusianos* et le *Livro dos Três Caminhos*. Ce n'est pas pour autant que les moines aient négligé l'historiographie, au contraire : nous leur devons la narration de la conquête de Santarém et la chronique de la conquête de l'Algarve, écrite après 1350, qui célèbre les hauts faits de Sanche II et d'Alphonse III.

23 N'oublions pas de signaler deux noms : celui de saint Antoine, né à Lisbonne à la fin du XII[e] siècle, et devenu son patron, qui avait étudié à Santa Cruz de Coïmbre, grand prédicateur et théologien, choisi par saint François pour enseigner aux membres de son ordre; et celui de Pedro Hispano, fils d'un médecin juif, dont les œuvres les plus célèbres furent le *Tesaurus Pauperum* - une médecine à la portée de tous - et le Sumulas de *Logica* - une logique à la portée de tous.

2. La première était surtout fameuse par son enseignement du droit romain et de la théologie développée par les Dominicains: Frei Soeiro Gomes, en 1216, et saint Antoine de Lisbonne, dans les années 1224-1225, fréquentèrent les deux établissements.

Certains Portugais, comme le médecin Lopo Hispano, enseignèrent même à l'université de Toulouse. Quant à celle de Montpellier, elle devait sa réputation à la qualité de son enseignement des arts et surtout de la médecine.

24 Voir p. 98 et suiv.

25 Dans les Cortès de 1385, on parla de quatre états : les prélats, les *fidalgos,* les letrados et les *cidadãos.* Le roi D. Duarte, dans le *Leal Conselheiro,* divisait la société entre ceux qui prient, ceux qui défendent, les laboureurs et les pêcheurs, les officiers (c'est-à-dire tous ceux qui exercent l'administration et la magistrature), et tous ceux qui exercent des professions, des arts et des métiers honorables.

26 Trois maisons clunisiennes s'illustrèrent dans la formation du Portugal : les chanoines réguliers de Santa Cruz de Coïmbre furent institués en 1130, et ceux de S. Vicente de Fora à Lisbonne en 1147, tout de suite après la conquête de la ville. Ce fut cependant le monastère de Santa Maria de Alcobaça qui exécuta le travail le plus remarquable. Fondé en 1153, il suivait la règle cistercienne. Son patrimoine, d'une superficie de 60 000 ha, englobait 14 *vilas* et 4 ports de mer. Ce *latifundio,* dont les greniers étaient célèbres, était le plus productif du royaume en céréales, fruits, lin, huile. Les moines ne cultivaient pas eux-mêmes, mais ils acensaient les terres en concédant des forais et des chartes de peuplement. Certains de ces religieux étaient chargés du commerce des produits récoltés.

27 L'année suivante, les Frères prêcheurs s'installèrent à Santarém, puis à Coïmbre en 1228, à Porto en 1238, à Lisbonne en 1241, à Elvas en 1266, à Guimarâes en 1270. Ils se consacraient, comme l'on sait, à la prédication et à la lutte contre l'hérésie.

28 Du XI[e] au XIII[e] siècle, le titre de comte était donné à des gouverneurs de province, mais il n'était pas héréditaire. Ce n'est qu'à la fin du XIII[e] siècle que D. Dinis le lia à une terre ou à une *vila*: trois comtes de Barcelos se succédèrent en 1298, 1304, 1314. Ce n'est qu'avec D. Pedro que ce titre fut attibué à une famille, celle des Meneses qui le garda pendant une trentaine d'années; il passa ensuite à Nuno Álvares et enfin à son gendre, bâtard de Jean I[er], D. Afonso, tige des Bragance. Puis D. Fernando créa d'autres titres de comte en faveur de quelques familles : les Castro, les Meneses et les Vilhenas. Au XV[e] siècle furent maintenus ou créés de nombreux titres de ducs, de marquis et de comtes.

29 Remarquons cependant que le titre de cavaleiro était aussi donné aux cadets de la haute noblesse. Ainsi, à la fin du XIV[e] siècle, sous D. Fernando, Vasco Martins de Melo ne possédait pas le titre de *rico-homem* qui revenait à son frère aîné, Martim Afonso de Melo. Il était qualifié de chevalier (cavaleiro), condition pour laquelle il était nécessaire d'appartenir à la *fidalguia*, d'être majeur de 14 ans, et d'avoir été armé chevalier. Il était aussi désigné comme vassal *(vassalo)*, titre d'honneur *(honra)* réservé aux domestiques du Prince, aux *fidalgos* et aux ministres de ses tribunaux (J. Cumbre).

3. Pendant le règne de D. Afonso Henriques, on avait assisté à un effacement progressif des familles traditionnelles, auxquelles s'étaient substituées des familles originaires de la Galice. Sous Sanche I[er], l'ascension de nobles de catégorie inférieure entraîna une division de la noblesse en deux groupes qui s'affrontèrent sous Alphonse II et surtout sous Sanche II. Ces chevaliers, pauvres le plus souvent, constituèrent la couche la plus inquiète et la plus turbulente, en se mettant au service des groupes antagonistes. Pour affaiblir le pouvoir royal, les familles traditionnelles - ou ce qui en

restait - appuyèrent le comte de Boulogne. Celui-ci les neutralisa ensuite en organisant le mariage de leurs filles avec ses plus fidèles courtisans.

30 Certains secteurs de la noblesse - ceux qui étaient restés fidèles à Sanche II - CONTINUÈRENT pourtant leur opposition à sa politique centralisatrise, laquelle s'accentua avec son fils D. Dinis. Celui-ci n'eut pas l'habileté de son père. Il mena en effet avec agressivité le renforcement du pouvoir royal. L'étroite rigueur avec laquelle il administra les terres de la Couronne et la lutte vigoureuse et inlassable qu'il mena contre les pouvoirs seigneuriaux, grâce à ses *meirinhos* fidèles et zélés, dressèrent la noblesse contre lui. Elle fit alors de l'infant D. Afonso son chef, transformant une opposition larvée en guerre civile. « C'était la réaction à une politique centralisatrice qui n'avait pas su utiliser avec autant d'habileté que pendant le règne précédent les appuis d'une partie de la noblesse» (J. Mattoso).

31 C'est sous Alphonse III, par exemple, que les Melo passèrent dans la catégorie de la grande noblesse. En 1254, Mem Soares de Melo, conseiller du roi, fit désormais précéder son nom du titre de *Dom*, claire manifestation de son importance et de sa prééminence sociale. Comme d'autres chevaliers - *milites* -, il devint un *rico-homem*, grâce à la «privance» du roi et aux donations que celui-ci lui fit pour le récompenser de ses services. En analysant le parcours des personnages les plus insignes de la famille, on constate, d'ailleurs, qu'ils fondèrent leur ascension sociale sur la défense intransigeante du pouvoir royal.

32 Voir p. 98 et suiv.

33 Ce sont les plus riches, les plus notables et les plus respectés des chefs de famille. Ils sont par excellence les pessoas *honradas* (les personnes honorables ou les notables). Ils étaient à l'origine des *cavaleiros-vilãos*, possédant des propriétés rurales et résidant dans l'agglomération. Mais avec

le développement des villes et de l'économie de marché au cours du XIII[e] siècle, leur fortune et leur condition se transformèrent, et les *homens-bons* ne furent plus seulement les possesseurs de terres, mais aussi les riches marchands et les gens de métier les plus honorables.

CHAPITRE IV

La crise du XIVe siècle et la consécration de l'indépendance nationale

Le Portugal avait abordé le XIVe siècle sous d'heureux auspices : des frontières définitives, une société en bonne voie d'intégration, une prise de conscience nationale, un pouvoir royal en constante progression, des institutions annonçant la «monarchie royale». C'est alors qu'il fut frappé par la première grande crise nationale de son histoire. Atteint par la peste noire, il en sortit démographiquement diminué et socialement bouleversé. Une imprudente politique hispanique lui infligea de durs revers militaires. Enfin l'épuisement de la maison de Bourgogne faillit lui coûter son indépendance.

QUERELLES DYNASTIQUES ET POLITIQUE HISPANIQUE

Pour contenir la Castille sur sa frontière orientale et la contraindre à combattre sur deux fronts en cas d'agression contre l'un de ses deux voisins, D. Dinis avait épousé l'infante D. Isabel d'Aragon. Fille de Pierre III d'Aragon, elle avait reçu le prénom de sa tante maternelle, sainte Isabelle de Hongrie. Ayant été élevée dans une religion très fervente, son auréole de sainteté lui valut le surnom de Reine Sainte. Elle n'en joua pas moins un rôle politique important. Malgré ses racines aragonaises, elle souhaitait de bonnes relations entre son royaume d'adoption et la Castille pour que la paix régnât dans l'Hispanie et prit dans ce but l'initiative d'une rencontre entre les souverains des deux pays : l'entrevue eut lieu en effet à Ciudad Rodrigo entre le couple royal portugais et le roi Ferdinand IV de Castille. Elle fut scellée par le traité d'Alcanices, renforcé, comme de coutume, par des alliances matrimoniales: l'infante Constance, fille de D. Dinis et d'Isabelle, épousa le roi de Castille, et leur fils, D. Afonso, s'unit à l'infante

Béatrice, sœur de ce dernier[1]. Elle fut moins heureuse lorsqu'elle voulut réconcilier son fils, D. Afonso avec son mari D. Dinis.

Le prince héritier était en effet très mécontent de la faveur dont jouissait D. Afonso Sanches, le bâtard de son père. Ce dernier, après l'avoir comblé de donations, le pourvut de la charge de *mordomo-mor* du royaume, c'est-à-dire la première place dans son Conseil. L'infant y vit une menace pour ses droits à la succession. Malgré les assurances de D. Dinis, il le somma de lui remettre le pouvoir. En cherchant un appui en Castille, D. Afonso réunit autour de lui tous les seigneurs mécontents de la politique centralisatrice du souverain. D. Isabel exhorta en vain son fils à l'obéissance. D. Dinis ne comprit pas ou ne voulut pas comprendre son intervention. Il soupçonna la Reine Sainte de soutenir secrètement son fils, la fit enfermer à Alenquer et plaça tous ses biens sous séquestre[2].

Le conflit dégénéra en guerre ouverte au mois de décembre 1321. Après diverses actions, le père et le fils s'apprêtèrent au combat devant Coïmbre. C'est alors que la reine Isabelle, sortant d'Alenquer, vint les séparer et les persuader de faire la paix en mai 1322. Mais le vieux roi ne pardonna jamais à son fils sa rébellion et D. Afonso craignit toujours d'être dépossédé en faveur du bâtard qui jouissait de l'affection exclusive du père. Il refusa d'assister aux Cortès de Lisbonne de 1323 et il exigea en vain que D. Afonso Sanches fût privé de sa charge de *mordomo-mor* et de tous ses biens.

Lorsque D. Dinis mourut à Santarém, le 7 janvier 1325, Alphonse IV lui succéda sans contestation. L'héritage était difficile pour le nouveau roi, qui avait donné lui-même l'exemple de la désobéissance. L'une de ses premières mesures fut d'exiler D. Afonso Sanches, de lui ôter sa charge de *mordomo-mor* et de confisquer tous ses biens. Ce dernier, qui avait épousé la fille d'un seigneur castillan, décida de résister. Alphonse IV dut alors faire la guerre pendant trois ans à son frère naturel, soutenu à son tour par les seigneurs et par les Castillans. Les bons offices de la Reine Sainte, sortie de sa retraite, permirent une réconciliation : Alphonse IV restitua ses biens au bâtard.

Monté sur le trône à l'âge de 35 ans, D. Afonso avait assez d'expérience pour affronter les difficultés. Roi itinérant, il parcourut tout son royaume pour assurer la justice, imposer l'autorité royale et contrôler l'administration.

Les preuves qu'il donna de ses capacités militaires lui valurent l'épithète de *O Bravo.*

Alphonse IV continua la politique dynastique de ses prédécesseurs par des alliances avec les autres monarchies ibériques[3]. C'est ainsi qu'il se porta au secours de son gendre, Alphonse XI, menacé par un retour en force des musulmans depuis le royaume de Grenade. Le 30 octobre 1340, il participa à l'une des plus grandes victoires de la Chrétienté sur l'Islam en terre ibérique, celle du Salado, considérée comme le point final de la menace islamique dans la péninsule. Désormais les Maures furent incapables d'organiser de grandes expéditions et le royaume de Grenade fut leur dernier bastion.

L'année suivante, les Portugais menèrent la première expédition aux îles Canaries. Faut-il y voir la volonté de poursuivre la Reconquête sur la terre africaine? On peut en douter : s'ils avaient considéré l'archipel comme une base de départ d'une croisade au Maroc, les Portugais ne s'en seraient pas tenus à cette seule expédition, qui n'eut d'autre mérite que de reconnaître ces îles. D'ailleurs, même si Alphonse IV avait envisagé une croisade, il n'en aurait sûrement pas eu les moyens.

LA PESTE NOIRE (1348)

Dans la péninsule Ibérique, ce sont les régions périphériques - Catalogne, Levant, Andalousie et Portugal - qui furent les plus touchées par la peste noire. Elle ravagea le royaume d'Alphonse IV depuis la fin de septembre jusqu'à Noël de l'année 1348. Comme dans les autres pays de l'Europe, elle y laissa de terribles traces, sur les plans démographique, économique et social. Le tiers de la population, estime-t-on, disparut : vingt ans plus tard, on parlait encore de terres dépeuplées par les ravages de l'épidémie[4]. L'insécurité provoqua, en outre, l'exode des campagnes vers les villes, et l'abandon du travail des champs entraîna une grave crise de subsistance. Les mutations de propriétés par voie testamentaire se multiplièrent. La hiérarchie sociale se trouva ébranlée par la subite dislocation de la richesse immobilière et par le coup définitif porté au travail servile, désormais remplacé par le travail salarié et libre.

Alphonse IV prit toute une série de mesures pour y remédier. Afin de protéger tous ceux qui étaient dans l'impossibilité de remplir leurs engagements, il légiféra contre l'usure et renforça le contrôle sur la validité des testaments ainsi que sur les contrats de vente. La loi la plus importante fut celle du 3 juillet 1349 : afin de lutter contre la mendicité, elle imposait des normes pour régler le travail. Le texte fut envoyé à toutes les municipalités. Anticipant sur la loi des *Sesmarias* de 1375[5], chaque paroisse désignerait deux *homens-bons* qui rédigeraient un rôle de la population apte à exercer les métiers et les travaux des champs. Tous ceux qui y seraient portés auraient l'obligation d'accepter le travail déterminé par le *concelho.* A l'exception des vieillards et des invalides, la mendicité était interdite aux oisifs qui vivaient aux dépens des autres, allant de terre en terre, accueillis dans des monastères ou des hôpitaux. S'ils refusaient de se fixer dans les campagnes, ils seraient fouettés et expulsés.

Les effets sociaux et économiques de la peste noire se prolongèrent tout au long du XVe siècle. La pénurie de main-d'oeuvre dans les champs provoqua l'abandon des cultures de subsistance au profit de la vigne et de l'olivier, qui requéraient moins de travailleurs. Le pouvoir royal, prenant son parti d'un déficit permanent en céréales, inaugura la politique systématique et réglementée d'importations de grains. Les exportations de vins devinrent alors primordiales dans les échanges commerciaux. Dans la répartition de la propriété, l'Église profita largement des donations des fidèles, soucieux d'obtenir le salut éternel en des temps où l'espérance de vie était singulièrement diminuée. Des troubles sociaux éclatèrent dans les cités encombrées par des populations sans travail. L'équilibre social fut rompu, semble-t-il, au profit de la «bourgeoisie» des villes, suscitant l'hostilité du bas peuple comme de la noblesse[6]. Le roi sut jouer de ces oppositions pour raffermir son pouvoir.

LA «REINE MORTE» ET LE GOUVERNEMENT DE D. PEDRO

Toujours guidé par sa politique d'union dynastique ibérique[7], Alphonse IV avait marié son héritier D. Pedro, en 1334, à l'infante de Castille, D. Constança. Dans la suite de l'infante était venue au Portugal D. Inês de

Castro, une noble dame castillane, dont les chroniqueurs célébrèrent la fulgurante beauté et dont la famille avait de grands domaines en Castille. Malgré les trois enfants que lui avait donnés son épouse, D. Pedro se prit d'une folle passion pour D. Inês. Tous les efforts de D. Constança pour mettre fin à cet adultère ne servirent à rien. Le roi eut beau les menacer de ses foudres, les amants vécurent pendant cinq ans dans la *serra* de El-Rei et à Modelo, où naquirent leurs enfants.

Débarrassé de D. Constança et adonné aux plaisirs de l'amour et de la chasse, D. Pedro se désintéressait complètement des affaires publiques. Il fallait mettre fin à un tel scandale, qui compromettait l'avenir de la Couronne [8]. Alphonse IV ne vit pas d'autre solution que la mise à mort de D. Inês. Il envoya à Coïmbre trois séides qui, en l'absence du prince, décapitèrent la malheureuse, le 7 janvier 1355. La réaction de D. Pedro fut terrible : avec l'aide des deux frères de la défunte, il ravagea le Nord du pays. Seule l'intervention de la reine D. Beatriz empêcha une confrontation armée entre le père et le fils. Elle réussit à les réconcilier le 15 août 1356. Avec la mort d'Alphonse IV, cinq mois plus tard, l'affaire sembla définitivement close.

Mais si le prince avait pardonné au roi, l'amant n'avait pas pardonné aux assassins. Dès qu'il fût sur le trône, Pierre Ier voulut en tirer une vengeance exemplaire. Des trois meurtriers qui s'étaient réfugiés en Castille, deux, Pêro Coelho et Álvaro Gonçalves, furent extradés par le cousin du roi et son homonyme, Pierre Ier de Castille, tandis que le troisième, Lopes Pacheco, échappa à la mort en s'enfuyant en Aragon. Les deux prisonniers furent poignardés à Santarém dans des conditions atroces, sous les yeux de D. Pedro, rapporta-t-on.

Peut-on ajouter foi à cet acte de cruauté à la limite de la folie, qui lui valut l'épithète de Pierre le Cruel? Ce n'est pas certain. Ce souverain, qui pardonna plus tard au dernier auteur de la tragédie, laissa en effet le souvenir d'un bon gouvernement et d'un grand souci de la justice, et fut aussi surnommé Pierre le Justicier. Il est très difficile de faire la part de la vérité et du mythe dans cette histoire entrée dans la poésie et la légende dès le XIVe siècle. De nombreux poètes et écrivains, portugais et étrangers, du plus illustre d'entre eux, Camoens, dans ses *Lusiades,* jusqu'à Henry de Montherlant, dans sa tragédie *La* Reine morte, y virent l'innocente victime

d'un souverain implacable. Les chroniqueurs ont invoqué la raison d'État : l'influence néfaste des Castro aurait mis en danger la vie de l'héritier légitime D. Fernando, et constitué une menace pour l'indépendance portugaise. Or on sait que l'un des assassins, Lopes Pacheco, était en conflit de seigneurie avec les Castro. D. Inês n'aurait-elle pas été la victime expiatoire des rivalités des réseaux de la cour [9] ?

Le comportement de l'infant lui-même fut très ambigu. Il avait été prévenu que des menaces pesaient sur la vie de son amante et il ne pouvait ignorer que la cour était alors à Montemor-o-Velho, proche de Coïmbre où ils résidaient. Or, sans mesurer les conséquences tragiques que pourrait avoir son départ, il la laissa seule pour aller à la chasse. Sans doute ne croyait-il pas que son père oserait faire supprimer D. Inês. Le chroniqueur nous révèle qu'après la mort de D. Constança D. Pedro aurait repoussé toute autre union et que son père aurait fini par lui proposer d'épouser D. Inês. Pourquoi refusa-t-il? Sans doute ne voulut-il pas porter préjudice aux droits de son fils aîné l'infant D. Fernando, car les enfants légitimés par mariage de D. Inês auraient pu un jour lui disputer la couronne. Pourquoi, si tel était son désir, D. Pedro chercha-t-il à prouver, en 1361, qu'il avait contracté un mariage secret avec D. Inês, ce qui revenait au même? Sans doute pour honorer sa mémoire, car sans cela il n'aurait pu, comme il le fit peu après, transférer son corps de Coïmbre dans le panthéon royal d'Alcobaça, où il serait enseveli auprès d'elle.

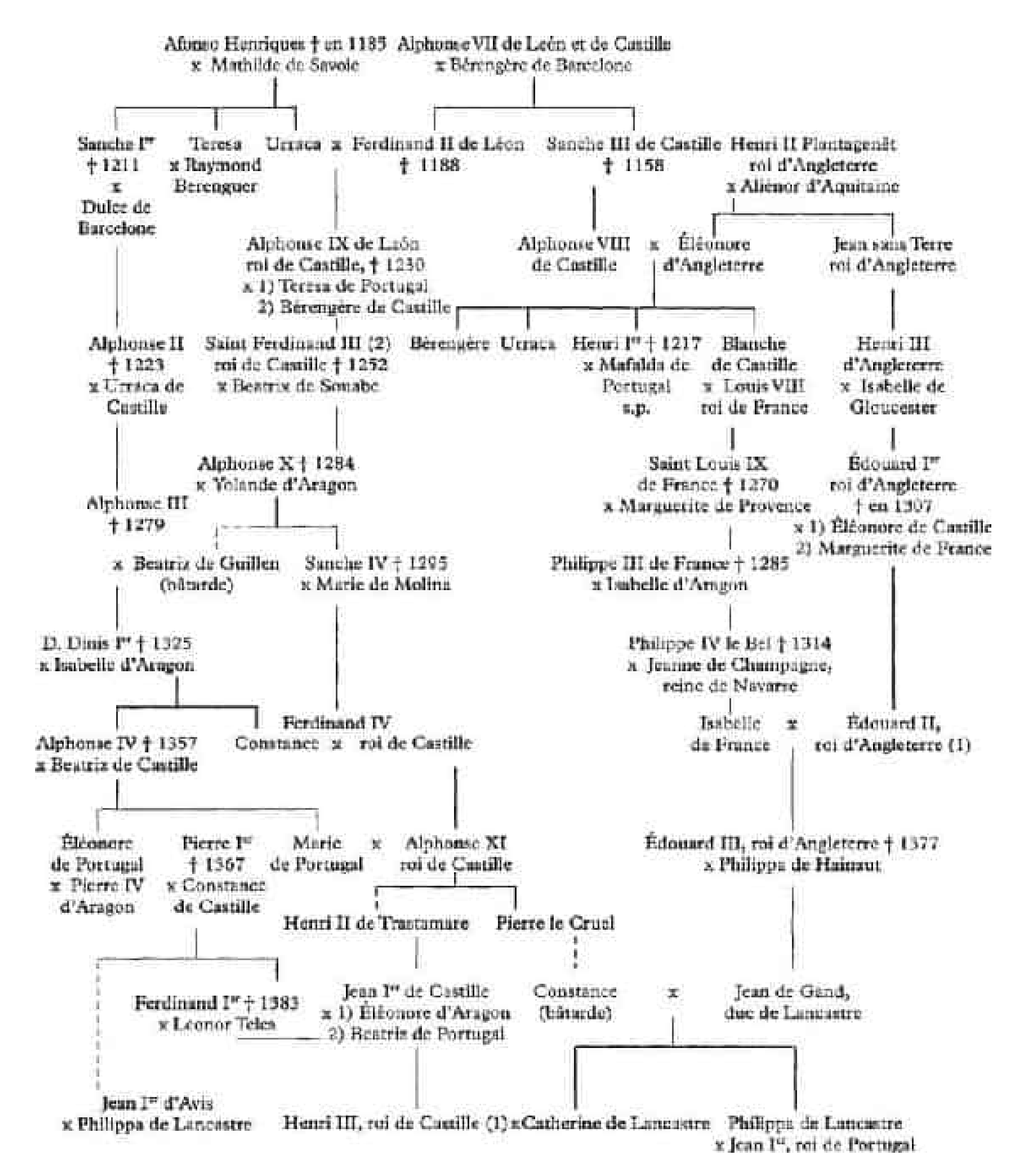
Il y a des ombres dans le comportement de D. Pedro ou, au moins, des attitudes inexplicables. Il resta cependant fidèle à la mémoire de la grande passion de sa vie : «Après la mort de Dona Inês, rapporte le chroniqueur Fernâo Lopes, ce roi ne voulut pas se marier, non seulement lorsqu'il était encore infant, mais même après son avènement. Il eut cependant des amies avec lesquelles il dormait et dont il n'eut pas d'enfants, à l'exception d'une dame, naturelle de Galice, que l'on nommait Dona Teresa : elle eut un fils de lui, du nom de Dom Joâo, qui fut maître d'Avis en Portugal, et qui devint ensuite roi... »

Malgré cette tragédie, le bilan d'un règne de dix ans - du 8 mai 1357 au 18 janvier 1367 - s'avéra assez favorable. D. Pedro continua la politique d'affermissement du pouvoir royal et de ses institutions. Il sut éviter tout conflit avec la Castille et conserver son royaume en paix. Ce fut, semble-t-

il, un souverain au tempérament inquiet, mais généreux dans son comportement et sévère dans le respect des lois. Il était incapable de retenir ses réactions de colère, mais il se montra, par des gestes pleins de sensibilité, le protecteur des pauvres. Sa popularité fut incontestable : Fernão Lopes s'en fit l'écho lorsqu'il écrivit que «dix années telles, il n'y en eut jamais en Portugal».

Monarque itinérant, le roi justicier parcourut les routes de son royaume pour rendre la justice dans tous les cantons du pays. Mais cette justice, il l'exerçait, selon la formule du chroniqueur, *«aos* modos *antigos»*, c'est-à-dire avec une excessive dureté pour les fautes courantes et avec une rigueur qui n'était pas toujours contrôlée. Sa manière n'était pas tendre : deux domestiques qui avaient tué un juif furent décapités; un évêque de Porto, qui avait des relations avec la femme d'un citoyen de sa ville, fut soumis à la torture. Il fit castrer l'écuyer Afonso Madeira qui avait des relations coupables avec Catarina Tosse, épouse du *corregedor* de la cour, Lourenço Gonçalves. La femme d'un marchand de Lisbonne, Afonso André, fut brûlée pour adultère. Pierre le Justicier ou Pierre le Cruel? Les deux à la fois, sans doute[10].

A l'instar des autres souverains européens de son époque, il définit de nouveaux rapports entre le Saint-Siège et son pouvoir royal. Il lui était insupportable que Rome eût des liaison directes avec l'Église de Portugal sans en être informé au préalable. C'était reconnaître l'existence d'un pouvoir étranger, car les intérêts temporels du royaume étaient souvent engagés dans cette correspondance, notamment en ce qui concernait les nominations aux bénéfices ecclésiastiques et les autres grâces qu'accordait le pape. Il fallait aussi éviter que les bulles et autres documents pontificaux ne fussent contraires aux lois du royaume ou qu'ils donnassent lieu à des abus et à de fausses interprétations.



Alliances dynastiques entre le Portugal et la Castille au temps de la maison de Bourgogne (XIIe-XIVe siècle)

Désormais les lettres de Rome seraient vérifiées par la Couronne avant d'être remises à leurs destinataires. Il faudrait aussi l'autorisation royale pour divulguer dans le royaume quelque document pontifical que ce fût.

Le roi ne cherchait cependant nullement un affrontement avec Rome et il ne voulait en aucune manière porter préjudice aux droits de l'Église de

Portugal. Il désirait seulement mettre un terme à quelques abus criants. Dans le domaine de la justice, par exemple, des évêques, sous le prétexte du *for* ecclésiastique, excommuniaient des corregedores ou d'autres officiers du roi, lorsqu'ils arrêtaient des clercs. Plus insupportable encore, pour gagner plus facilement leurs procès, quelques évêques ou d'autres dignitaires ecclésiastiques forçaient leurs adversaires à sortir du royaume afin de les empêcher de défendre leur cause.

FERDINAND Ier ET L'AVENTURE CASTILLANE

Le chroniqueur Fernâo Lopes [11] a célébré les qualités humaines du fils de D. Pedro, Ferdinand Ier, devenu roi à l'âge de 22 ans : c'était un beau jeune homme, que l'on qualifia de l'épithète *Formoso* (le Beau). Il était habile dans tous les exercices physiques : excellent cavalier, amateur de tournois et d'escrime, joyeux compagnon pour ses *fidal*gos qu'il comblait de grâces, très populaire auprès de ses sujets, car « il aima beaucoup son peuple et s'appliqua à le bien gouverner». Il aurait été un excellent roi « s'il s'était contenté de vivre en paix, riche en revenus, avec les grands et importants trésors que lui avaient laissés ses ancêtres[12] ». Ce ne fut pas le cas : il ne sut pas en tirer profit pour consolider l'œuvre de ses prédécesseurs. Pour son plus grand malheur et celui de son royaume, il voulut se mêler des affaires de Castille. Son malheureux mariage et l'échec de sa politique diplomatique et militaire conduisirent le Portugal à la première grande crise de son histoire, qui mit en péril son existence même.

La Castille était alors troublée par les querelles de la succession royale. Le bâtard Henri de Trastamare avait assassiné son demi-frère, le roi Pierre Ier le Cruel, et usurpé le trône sous le nom d'Henri II. D. Fernando voulut venger la mort de son cousin germain en formant contre Trastamare une coalition avec le roi d'Aragon et avec le roi musulman de Grenade. En qualité d'arrière-petit-fils du roi Sanche IV, il se posa comme héritier légitime de la couronne de Castille[13], mais au lieu de marcher au cœur de cette dernière, il commit, en juin 1369, l'erreur de vouloir s'emparer de la Galice. La réplique d'Henri II fut fulgurante : il pénétra au Portugal et prit Braga. Pour alléger la pression dans le Nord, D. Fernando envoya une escadre de 32 navires pour assiéger Séville. Ce fut un désastre : la plupart

d'entre eux furent coulés. L'intervention du pape fit cesser la guerre en septembre 1370. Un accord fut signé au printemps de 1371 : par le traité d'Alcoutim, D. Fernando, abandonnant le projet d'union avec la fille du roi d'Aragon, devait épouser D. Leonor, fille du roi de Castille.

Le roi de Portugal s'obstina dans son dessein castillan. Pour cela, il lui fallait des alliés hors de la péninsule Ibérique. Le roi d'Angleterre, Édouard III, était tout désigné, car, dans la guerre franco-anglaise, la «guerre de Cent Ans », le Trastamare avait choisi le camp de la France[14]. Pour la première fois, le Portugal entrait sur l'échiquier diplomatique européen : le 10 juillet 1372, le traité de Tagilde établit des relations politiques et commerciales avec l'Angleterre. Le 16 juin 1373, le traité de Westminster alla beaucoup plus loin. D. Fernando renonçait pour lui-même à la couronne de Castille. Il s'engageait à soutenir les prétentions du duc de Lancastre, deuxième fils du roi Édouard III et gendre de Pierre Ier de Castille, contre Henri de Trastamare[15]. De son côté, l'Angleterre lui promettait un secours de 600 hommes et de 80 arbalétriers pour défendre le Portugal contre Henri «le Bâtard ».

Henri II ne laissa pas le temps aux deux complices de perpétrer leur mauvais coup. Il lança, en décembre 1372, une nouvelle offensive et envahit le Portugal par le nord, en s'emparant de Viseu. D. Fernando ne combattit même pas : il alla s'enfermer dans Santarém, laissant son ennemi entrer triomphalement dans Lisbonne le 23 février 1373. La défaite portugaise était complète, et seule l'intervention du pape sauva D. Fernando : la paix fut signée le 24 mars 1373. Le roi de Portugal s'engageait à ne plus se mêler des affaires de son voisin et à rejoindre l'alliance franco-castillane contre l'Angleterre. Il devait pendant trois ans céder sa flotte, qui serait intégrée dans celle des Castillans pour lutter contre l'armée navale anglaise. Il dut, en outre, remettre à Henri de Castille ses places fortes les plus importantes, allant du Douro au Tage. Qui plus est, Lisbonne fut occupée pendant deux mois.

Non seulement l'humiliation de D. Fernando était complète, mais le royaume, qui se remettait à peine de la peste noire, avait été ravagé. Le roi se montra incapable de rassembler son peuple dans la défense du territoire national. Il se l'aliéna au contraire par le désastreux mariage qu'il avait conclu entre-temps avec Leonor Teles. Comme Isabeau de Bavière en

France, cette reine, cette « Lucrèce Borgia portugaise», comme l'appelle l'historien Alexandre Herculano, laissa une trace brûlante dans l'âme du peuple portugais. Femme d'une grande ambition et d'une grande beauté, elle sut faire de D. Fernando l'esclave de ses caprices et de ses choix politiques. Fille de Martim Afonso Telo et cousine de D. João Afonso Telo de Meneses, premier comte de Barcelos, elle fut, semble-t-il, l'agent que cette maison seigneuriale employa pour neutraliser la politique de centralisation monarchique.

Mariée au fidalgo João Lourenço da Cunha, seigneur du *morgado* (majorat) de Pombeiro, Leonor Teles était venue à la cour dans le sillage de sa sœur, dame de l'infante D. Beatriz. Le roi en tomba alors éperdument amoureux. Elle lui fit perdre la tête au point de faire annuler son mariage pour l'épouser. Lui-même rompit le projet d'union avec l'infante D. Leonor de Castille. Cette alliance inégale valut immédiatement au roi l'hostilité des plus grands seigneurs portugais et de l'ensemble de ses sujets : en novembre 1370, le peuple de Lisbonne lui avait envoyé le tailleur Fernâo Vasques pour le dissuader d'épouser une mauvaise femme qui l'avait ensorcelé. Rien n'y fit : D. Fernando épousa sa bien-aimée Leonor, d'abord secrètement en 1371, puis publiquement en 1372.

Le roi avait exigé que les trois états la reconnaissent comme reine et lui prêtent serment : ce fut un tollé général. Des émeutes éclatèrent dans différentes villes du royaume. Lisbonne même entra en dissidence pendant que le roi se trouvait dans le Nord. La vengeance de la reine fut terrible : elle fit exécuter les chefs de la rébellion et confisquer leurs biens, y compris ceux de son ancien mari qui avait été le premier à s'insurger. D. Leonor chercha alors à se ménager des appuis dans la noblesse, en faisant donner à sa famille et à ses fidèles d'importants patrimoines et des places de confiance.

L'influence de la reine dans le domaine de la politique étrangère fut encore plus désastreuse. Henri II de Castille était mort et son fils Jean Ier était monté sur le trône, le 29 mai 1378. D. Fernando voulut en profiter pour réparer l'humiliation qu'il avait reçue. Il revint à l'alliance anglaise, confirmée par le projet de mariage de l'infante héritière D. Beatriz avec le prince Édouard, fils du comte de Cambridge, qui pourrait ainsi ceindre un jour la couronne de Portugal. Le 14 mai 1381, le traité fut ratifié par

Richard II qui envoya immédiatement une escadre dans le Tage. Le mariage de D. Beatriz fut célébré le 29 août.

L'intervention de l'Angleterre ne fut pas très heureuse : les Anglais se comportèrent tellement mal à Lisbonne et ensuite dans l'Alentejo que les places de cette province, dont ils pillèrent les récoltes, leur fermèrent les portes. Pendant ce temps, la guerre avec la Castille avait commencé sur les frontières et les Portugais avaient déjà subi plusieurs revers. Jean de Castille alla de succès en succès, s'attaquant même à Lisbonne, à Sintra et à Palmela. Une nouvelle fois, le royaume était en grand péril. Le parti castillan, soutenu fortement par Leonor Teles, reprit de la force à la cour. D. Fernando dut se résigner à signer un nouvel accord avec la Castille : l'infante D. Beatriz était cette fois promise au second fils du roi de Castille, D. Fernando[16].

LA CRISE DYNASTIQUE

Le contrat de mariage de Salvaterra

L'union de l'héritière de Portugal avec un cadet de Castille ne constituait pas un danger pour l'indépendance du pays. Dans les deux royaumes, cependant, persistait le rêve d'un retour à l'unité perdue de l'Hispanie et, dans chacun d'eux, il existait un fort parti favorable à l'union de la Castille et du Portugal. Le projet parut réalisable lorsque Jean de Castille devint veuf et se déclara prêt à épouser lui-même l'héritière du royaume voisin. Faut-il y voir un complot de Leonor Teles avec les seigneurs et les forces étrangères, profitant de la maladie du roi Ferdinand pour livrer le Portugal à la Castille? Rien n'est moins sûr. Le contrat de mariage entre le roi de Castille et D. Beatriz fut signé en avril 1383 à Salvaterra de Magos. La succession de Portugal était réglée : si D. Fernando avait un fils, il lui succéderait naturellement ; dans le cas contraire, ce serait D. Beatriz, mais les deux couronnes resteraient séparées. En cas de mort de cette dernière, D. Juan recevrait la couronne de Portugal. La réciprocité était prévue pour la succession de Castille.

Il s'agissait apparemment d'une équivalence parfaite. Ce n'était en réalité qu'un marché de dupes pour le Portugal, car la succession de Castille était déjà assurée par plusieurs enfants que Jean Ier avait eus de son premier mariage, alors que D. Beatriz n'était que le dernier rejeton de la maison de Bourgogne. En outre, le roi Ferdinand Ier était gravement malade et sa succession risquait fort de s'ouvrir avant celle de Castille. L'union des deux couronnes au profit de cette dernière paraissait donc probable, malgré la clause qui prévoyait que D. Leonor Teles garderait la régence du royaume tant que le fils à naître de D. Beatriz n'aurait pas atteint l'âge de 14 ans.

L'élection du maître d'Avis

Dès la mort de D. Fernando, le 22 octobre 1383, D. Beatriz et son mari furent acclamés dans différentes terres du royaume et D. Leonor prit les rênes du gouvernement. L'ensemble de la population, cependant, fut d'autant plus réticent que le favori galicien de la reine, João Fernandes Andeiro, fait comte de Ourém, était très impopulaire, surtout auprès de la noblesse qui projetait de l'assassiner. Ce fut le frère naturel du défunt roi, D. João, maître de l'ordre d'Avis, qui donna le signal de la révolte. Nommé par Leonor Teles sur la frontière de l'Alentejo pour être éloigné de la capitale[17], il feignit de quitter Lisbonne et revint au palais, où, avec quelques hommes d'armes, il tua Joâo Fernandez Andeiro.

Selon un plan d'Álvaro Pais, *« homem honrado de boa fazenda »*, juriste qui avait été chancelier de D. Pedro et de D. Fernando, on propagea la nouvelle que l'on voulait assassiner à son tour le maître d'Avis. La population de Lisbonne se souleva alors et commit les pires excès contre les proches de la reine ou ceux qui adhéraient au parti castillan. C'est ainsi que l'évêque de la ville, originaire de Zamora, fut jeté du haut de la Sé, mais D. João réussit à épargner la vie des juifs. La reine put s'échapper et se réfugia à Santarém d'où elle appela à son secours le roi de Castille, son gendre. Devant la menace d'invasion du Portugal et de guerre civile, le maître d'Avis, selon le chroniqueur Fernâo Lopes, aurait songé à se sacrifier sur l'autel de la patrie et à s'exiler en Angleterre. Si ce fut le cas, il ne s'agissait que d'une manœuvre politique, car, le bruit en ayant été habilement répandu, le petit peuple se dressa pour l'en empêcher. Un tanneur, Afonso

Eanes Penedo, fit la leçon aux notables de la cité, qui étaient loin d'appuyer l'initiative populaire. D. João fut alors élu *regedor* et *defensor* du royaume dans le couvent de S. Domingos, et il prit les mesures indispensables pour juguler l'invasion.

Le maître d'Avis était né à Lisbonne le 11 avril 1357. Fernâo Lopes rapporte qu'il avait reçu une excellente éducation : le roi D. Pedro l'avait fait élever pendant son enfance par Lourenço Martins da Praça, « l'un des honorables citoyens de cette cité, qui demeurait près de l'église cathédrale». Ensuite, «il le donna, pour qu'il l'éduquât, à Dom Nuno Freire de Andrade, maître de cavalerie de l'ordre du Christ» *(Crónica* de D. *Pedro).* Il était ainsi devenu un parfait lettré et un parfait chevalier. D'un naturel agréable, il se rendit populaire auprès de ses sujets. Il pouvait devenir violent si l'on éveillait sa colère, mais, habituellement, il savait se dominer. Il eut la chance d'avoir à ses côtés un guerrier magnifique, l'un des héros de l'histoire portugaise, une sorte de «Jeanne d'Arc», D. Nuno Álvares Pereira[18]. Alors que son frère prenait le parti de D. Beatriz, il se rendit à Lisbonne pour embrasser la cause de D. João.

L'invasion castillane

L'invasion castillane commença au début de l'année 1384 : le roi de Castille arriva jusqu'à Santarém, où, avec son épouse, ils furent acclamés roi et reine de Portugal. Sur la pression de son gendre, et en dépit du traité de Salvaterra, Leonor Teles abandonna ses droits à la régence[19]. La situation était grave pour le parti «national», car la plupart des places du royaume avaient donné leur obédience au Castillan. Nuno Álvares organisa une ligne de défense entre le Tage et l'Odiana, en réunissant une armée de 300 chevaliers, 100 arbalétriers et 1000 piétons. Il obtint un premier succès sur les Castillans aux Atoleiros, près de Fronteira.

Pendant ce temps, depuis le début du mois de février, Lisbonne était assiégée du côté de la terre. Sa situation s'aggrava avec l'arrivée en mai de la flotte castillane, qui pouvait ainsi intercepter tous ses approvisionnements. La flotte portugaise avait quitté le Tage deux semaines auparavant pour ne pas y être bloquée et était allée au secours de Porto, l'une des rares places qui résistaient encore dans le Nord. Approvisionnée

en hommes, en armes et en victuailles, elle revint et jeta l'ancre à Cascais, le 17 juillet. Quelques jours plus tard, elle réussit à remonter le Tage et à rompre le blocus castillan. Au mois de septembre, le roi de Castille, dont l'armée était ravagée par la peste, comprit qu'il ne viendrait pas à bout de la résistance des Lisboètes. Il se résigna à lever le siège [20].

Les Cortès de Coïmbre

Lisbonne et l'Alentejo sauvés, le danger le plus pressant avait été conjuré. La majeure partie du pays n'en demeurait pas moins aux mains des partisans de D. Beatriz et de ses alliés castillans, dont le retour en force était certain. Il fallait donc donner au mouvement patriotique un fondement juridique à opposer à la légitimité incontestable de la reine. Le maître d'Avis avait autour de lui non seulement de nombreux légistes, mais aussi des professeurs et des étudiants de l'université. Il voulut récompenser le monde intellectuel de l'appui qu'il lui avait prêté dès le commencement et se l'attacher encore davantage. En tant que *regedor* et *defensor* du royaume, il confirma, le 3 octobre 1384, les privilèges et les libertés de *l'Estudo Geral*, fondé par D. Dinis. L'université était définitivement fixée à Lisbonne. Les docteurs, licenciés et bacheliers en droit civil et canonique étaient autorisés à exercer la profession d'avocat. Il renouvela l'interdiction faite à toute personne d'enseigner sans au préalable avoir été examinée par l'université. Il restitua à cette dernière le droit de toucher les revenus de quelques églises. L'université fut ainsi « le centre intellectuel de la Révolution» (M. Caetano) [21].

De la réunion de S. Domingos du 2 octobre 1384, qui avait confié le gouvernement du royaume à D. João, était sortie l'idée de convoquer la réunion des trois états pour le début du mois de mars 1385, à Coïmbre. Il n'était pas officiellement question de discuter de la succession au trône, mais de demander des subsides pour repousser l'envahisseur. Cependant, personne ne s'y trompait. On savait bien que les *procuradores* n'étaient favorables ni à D. Beatriz et à son mari, ni aux enfants de D. Inês de Castro réfugiés en Castille, et qu'ils se refuseraient à tout compromis. Les partisans du maître, en revanche, étaient décidés à porter la question de la succession devant les Cortès. L'assemblée devrait donc délibérer de l'attribution de la

couronne, des moyens indispensables pour la libération du territoire et des doléances à présenter au nouveau monarque. De novembre 1384 à février 1385, les convocations furent envoyées aux trois états dans toutes les terres du royaume[22]. Le maître d'Avis arriva à Coïmbre au début de mars.

Les travaux durèrent du milieu du mois de mars jusqu'au 6 avril. Ils furent essentiellement consacrés à la dévolution de la couronne. Trois partis s'y affrontèrent : le parti procastillan, qui défendait la validité du contrat de Salvaterra et la légitimité de D. Beatriz et de son mari; le parti «légitimiste», qui inclinait pour l'infant D. João, considéré comme le fils légitime de D. Pedro et D. Inês de Castro[23]; enfin le parti «national» qui, en s'appuyant aussi sur le droit, voyait dans la royauté du maître d'Avis la seule solution compatible avec l'intérêt national. Si le premier courant était peu représenté, le deuxième pouvait se flatter d'avoir de fermes soutiens en la personne de Vasco Martins da Cunha et de ses fils. Le courant majoritaire était évidemment celui du maître. Il eut à son service un très habile juriste, le docteur Joâo das Regras, qui sut manœuvrer l'assemblée à la fois par ses dons d'orateur et par sa science juridique.

Il commença tout d'abord par démontrer l'absence de droits des autres candidats. Le roi de Castille s'était disqualifié en envahissant le royaume les armes à la main, et en reconnaissant le pape d'Avignon, bafouant ainsi l'unité de l'Église catholique. Quant aux fils de D. Inês, non seulement la légitimation par mariage n'était pas prouvée, mais ils avaient toujours été considérés comme des bâtards. D'ailleurs l'aîné, D. João, était prisonnier en Castille et ne pourrait défendre le royaume. Quant au cadet, D. Dinis, il s'était lui-même mis hors du jeu en prenant le parti du souverain étranger. João das Regras conclut que le trône pouvait être déclaré vacant et qu'il fallait y placer celui qui serait le plus apte à chasser les envahisseurs et à garantir l'indépendance du royaume. Il prouva alors que ce sauveur ne pouvait être que le maître d'Avis, d'abord à cause de son lignage royal, ensuite parce qu'il avait défendu le royaume depuis un an et demi.

Les Cortès adoptèrent ce point de vue et, le 6 avril 1385, elles élurent roi, sous le nom de Jean Ier, le fondateur de la dynastie d'Avis. Pour subvenir aux dépenses de la guerre, les *concelhos* acceptèrent de fournir au nouveau souverain une somme de 400000 livres. Les Cortès lui suggérèrent enfin de s'entourer d'hommes de valeur pour former un Conseil où il traiterait de

toutes les matières de gouvernement, comme «il est accoutumé de faire par les Rois d'Angleterre[24]». Il ne restait plus à Jean Ier qu'à libérer le territoire national des Castillans. Nuno Álvares, qu'il venait de faire connétable *(condestável)* du royaume, s'en chargea.

L'ÉCHEC D'UNE PREMIÈRE UNION IBÉRIQUE

La libération du territoire et la victoire d'Aljubarrota

Le roi se consacra à la défense de Lisbonne, de nouveau menacée par l'arrivée d'une escadre castillane, alors que le connétable prit le chemin du Nord pour libérer l'Entre Douro e Minho. Le roi vint l'y rejoindre : après avoir pris Guimarâes, il entra à Braga et à Ponte de Lima. Tout le Minho était entre ses mains. La situation était plus critique dans la Beira où les Portugais n'avaient remporté qu'un succès limité à Trancoso, au début de juin 1385. Mais au milieu de ce mois, on apprit l'arrivée prochaine d'une grande armée castillane, commandée par le roi D. Juan en personne. Ce dernier avait hésité sur la stratégie à adopter : entrer par l'Alentejo ou par la Beira. Un de ses conseillers lui avait assuré que la chute de la capitale entraînerait immanquablement celle de tout le royaume. Il choisit par conséquent d'envahir la Beira pour couper le Portugal en deux, empêcher les liaisons entre le Nord et le Sud et s'emparer de Lisbonne. Sur le passage des armées castillanes, les exactions se multiplièrent, et s'ajoutèrent aux ravages de la peste noire et des guerres précédentes. Le roi de Castille fixa son quartier général à Soure, où, pour empêcher la destruction du pays, le connétable lui envoya une proposition d'accord. Elle ne put aboutir, car le Castillan exigea d'être reconnu comme roi de Portugal.

Le 10 août, l'armée ennemie atteignit Pombal et le 11 Leiria. Pour mieux défendre la ligne du Tage, l'armée portugaise se fixa dans la région d'Abrantès et de Tomar. Un désaccord intervint alors entre le roi et le connétable sur la stratégie à adopter. Le premier, plus âgé et plus prudent, ne voulait pas risquer son royaume dans une bataille. Il proposait de contenir l'ennemi sur la ligne du Tage, pendant qu'une autre armée pénétrerait en Andalousie, afin de prendre à revers les Castillans et freiner

leur offensive sur Lisbonne. Le second, plus jeune et plus ardent, estimait au contraire qu'il fallait combattre sur-le-champ. A ses yeux, la proposition royale n'empêcherait pas la chute de Lisbonne et, sans Lisbonne, le royaume serait perdu. Pendant ce temps, que ferait le roi en Andalousie? Il se contenterait «d'aller à Séville pour couper deux oliviers pourris ». Au surplus, il serait déshonorant de fuir en quelque sorte le combat : il valait mieux donner la bataille et, s'il le fallait, mourir dans l'honneur pour la liberté et pour l'indépendance du royaume. Ce fut le roi de Castille qui les réconcilia, car il avait décidé de continuer sa marche sur Lisbonne : les Portugais n'avaient plus d'autre alternative que de l'arrêter.

La rencontre décisive eut lieu à Aljubarrota, le 14 août 1385 : le chroniqueur Fernâo Lopes indique que l'armée castillane était infiniment plus nombreuse et mieux équipée que celle des Portugais : 5 000 lances, 2 000 cavaliers, 8 000 arbalétriers et 15 000 piétons - estimation très exagérée si l'on tient compte des effectifs militaires de l'époque. Pour faire ressortir la valeur et l'héroïsme de ceux qui se battaient pour libérer le sol de la patrie, il estime qu'ils n'avaient que 1700 lances, 800 arbalétriers et 4000 piétons. L'habileté tactique du connétable provoqua la déroute des Castillans qui laissèrent 3000 morts sur le terrain. Le roi de Castille se réfugia à Santarém, puis il alla s'embarquer sur ses navires pour regagner Séville.

L'indépendance du Portugal était assurée pour deux siècles. Il n'y eut plus désormais que des escarmouches sur les frontières. Le 29 novembre 1387, une trêve fut signée à Monçâo pour trois ans : elle réglait la restitution des terres limitrophes conquises de part et d'autre. Après la mort de Jean de Castille, un nouvel accord fut négocié en 1393 pour échanger les prisonniers. La Castille mit du temps avant de se résigner à renoncer à ses droits sur la couronne de Portugal : le traité définitif ne fut conclu que le 31 octobre 1411.

Le traité de Windsor et l'alliance anglaise

Le premier roi de la dynastie d'Avis, par conséquent, pouvait toujours craindre un retour en force des Castillans. Dès les premiers instants de son combat, il avait renoué avec l'Angleterre, toujours engagée dans une lutte féroce contre la France des Valois, alliés des Trastamare de Castille[25]. D.

João ne perdit pas de temps pour annoncer sa victoire au duc de Lancastre, toujours prétendant au trône de Castille[26]. Il y eut alors échange de missions: d'une part, D. Fernâo Afonso de Albuquerque, maître de Sant'Iago, et le chancelier Lourenço Eanes Fogaça se rendirent à Londres auprès du roi Richard II, et de l'autre, trois ambassadeurs anglais vinrent à Lisbonne. En oubliant les fâcheux précédents de 1373 et de 1382, le traité de Windsor fut signé le 9 mai 1386, alors que le roi de France Charles VI et ses oncles, surtout Philippe de Bourgogne, préparaient l'invasion de l'Angleterre à partir du port flamand de l'Écluse. Ce n'était pas seulement une alliance militaire [27], mais une «ligue, amitié et confédération perpétuelle » couvrant tous les aspects des relations entre les deux souverains dont les sujets seraient traités sur un pied d'égalité. Cette ligue leur assurait notamment la liberté de circulation, de commerce et de résidence dans les deux pays.

Sans aucun doute la géographie et le commerce favorisèrent-ils largement l'accord. Cependant, l'aspect politique prévalut des deux côtés où l'on cherchait un allié contre la Castille, leur ennemi commun. On proclama solennellement « que tous les héritiers et successeurs desdits rois dans les temps futurs, un an à dater du jour de leur couronnement, seront obligés de jurer et renouveler, ratifier et confirmer par lettres patentes munies de leurs grands sceaux les présentes alliances ». Selon la coutume, le traité fut consacré et renforcé par des liens matrimoniaux, qui renouaient avec les alliances nordiques de la maison de Bourgogne et qui feraient un peu oublier la bâtardise du maître d'Avis : le 2 février 1387, il épousa Philippa de Lancastre, fille de Jean de Gand, duc de Lancastre[28]. Le traité de Windsor bâtissait ainsi les fondements de l'alliance anglo-portugaise. Si l'on excepte le XVIe siècle et la période de l'union ibérique, elle serait désormais la boussole de la diplomatie portugaise.

L'INTERPRÉTATION DE LA CRISE DE 1383-1385

L'interprétation des événements de 1383-1385 constitue l'un des grands débats de l'historiographie portugaise. A la lumière du récit du chroniqueur Fernão Lopes, qui, un demi-siècle après, fit une admirable reconstitution de l'événement, certains historiens en ont fait une véritable révolution sociale

et politique. Deux classes se seraient affrontées. La noblesse aurait pris massivement le parti de D. Beatriz et de la Castille, alors que la bourgeoisie des villes et des campagnes, appuyée par le petit peuple, tous animés d'un vif sentiment d'indépendance patriotique, aurait unanimement soutenu le maître d'Avis.

L'historien António Sérgio en trouvait l'origine dans le grand bouleversement économique et social provoqué par la peste noire : la fuite des populations rurales vers les villes et le chômage dans le monde agricole. Les seigneurs de la terre et les laboureurs cherchèrent à lutter contre le manque de main-d'œuvre en contraignant les gens en difficulté à se fixer dans les campagnes sans augmentation de salaire. Une situation conflictuelle s'ensuivit et explosa avec la mort de D. Fernando. Les bourgeois de Lisbonne et de Porto exploitèrent alors le mécontentement et financèrent la révolte pour modifier les structures de la société. C'est ainsi que la haute bourgeoisie de Lisbonne, menée par Álvaro Pais, auteur du complot, plus marchand que juriste, aurait manoeuvré le petit peuple pour arracher le pouvoir politique à la noblesse. La révolution de 1383 ne serait en définitive que l'aboutissement du long processus de désagrégation de la société médiévale.

L'historien Joaquim Veríssimo Serrâo estime que l'hypothèse ne tient pas. Les sources contemporaines n'évoquent en aucune manière des liens avec la grande pestilence ou avec le rôle de la bourgeoisie. La dernière référence à l'épidémie se trouve dans les Cortès de 1372. Des crises agricoles et alimentaires, il y en avait eu souvent auparavant sans qu'elles débouchent sur une explosion sociale. Dès le premier moment, d'ailleurs, le maître d'Avis eut auprès de lui des représentants des *mesterais* (gens de métier) [29] et du *povo* miudo (le petit peuple). Il ne s'entoura pas uniquement de représentants des homens-*bons*, c'est-à-dire l'élite du tiers état, de la bourgeoisie de Lisbonne. S'il s'agissait d'un mouvement populaire pour dépouiller les propriétaire terriens ou pour s'emparer des biens des *«homens honrados »*, pourquoi seuls les partisans de D. Beatriz et non ceux du maître d'Avis en pâtirent-ils[30]? On doit attribuer le malaise des populations du royaume aux désastres des guerres de Castille. En 1373, Lisbonne elle-même souffrit de l'occupation castillane pendant trois mois. Neuf ans plus tard, elle fut pillée par les alliés anglais. Il faut chercher les raisons de la

crise nationale dans la politique désastreuse de D. Fernando, dans l'impopularité de Leonor Teles et dans une conjoncture dynastique catastrophique. L'environnement politique fut fondamental.

Les événements de 1383 ne virent nullement l'affrontement de deux classes, mais celui de deux partis, recrutés dans toutes les couches de la population. La noblesse et le clergé ne suivirent pas unanimement le parti castillan, pas plus que le « tiers état » le parti national. Il n'y eut pas davantage d'affrontement entre les riches et les pauvres. Les déchirements, dont les conséquences se firent sentir après 1385, se produisirent au sein des groupes sociaux et au sein même des familles [31]. Les solidarités ne fonctionnèrent pas horizontalement, mais verticalement, en incluant des éléments des trois ordres. Le grand clivage tient à la position que chacun prit dans la crise dynastique et cela suffit à expliquer les conséquences pour les personnes et pour les biens[32]. L'étude des actes de la chancellerie de Jean Ier montre que ses fidèles furent souvent récompensés des biens, qui de leur père, qui de leur frère, qui de leur parent, ayant choisi le mauvais camp[33].

Ceux qui prennent à la lettre le témoignage de Fernão Lopes peuvent avoir l'impression que l'ancienne noblesse, pour avoir suivi D. Beatriz, disparut dans la tourmente et que s'y substitua une nouvelle noblesse enrichie des biens de la première, souvent réfugiée en Castille et y faisant souche. En réalité, il n'y eut le plus souvent que des transferts de patrimoine dans la même famille, en général des aînés aux cadets, qui presque toujours avaient embrassé le parti du maître d'Avis. Les nobles qui le suivirent furent nombreux, sans doute plus que ceux qui embrassèrent la cause de D. Beatriz. Jean Ier les récompensa largement, en reconstituant ainsi d'importants patrimoines[34]. Grâce aux donations royales cependant, certains membres des *mesterais* constituèrent une petite noblesse, mais ce ne fut qu'après Aljubarrota.

Le partage entre ceux qui détenaient le pouvoir politique et économique et les autres correspond mieux à la réalité. Après la mort de D. Fernando, «l'établissement», défenseur naturel de la légitimité, fut dans son ensemble du côté de D. Beatriz. On y trouvait la haute noblesse détentrice des plus importants patrimoines, encore que le maître d'Avis disposât lui-même des revenus du plus riche des ordres militaires portugais et qu'il dirigeât un clan nobiliaire hostile à Leonor Teles. La hiérarchie ecclésiastique [35], le

Desembargo régio (le Conseil du roi) et l'ensemble des officiers royaux, les plus riches marchands de Lisbonne et l'élite des juifs, tous partisans et défenseurs de l'ordre établi, rallièrent le parti de la reine légitime. Les *cidadãos* (petite et moyenne bourgeoisie des villes) et les couches populaires adhérèrent immédiatement à la cause du maître d'Avis: le soulèvement de Lisbonne est tout à fait symbolique. Il en fut de même de cette fraction de la noblesse qui, ne jouissant dans l'ensemble que de faibles revenus, n'avait rien à perdre et tout à gagner à un changement. Dans ses rangs on comptait des cadets de grandes familles, comme Vasco Martins de Melo, des bâtards et des chevaliers des ordres militaires, à l'exception des Hospitaliers.

Il est non moins significatif que D. João eût rallié à sa cause des officiers du roi, qui avaient désapprouvé le mariage de D. Fernando avec Leonor Teles et avaient été écartés de l'administration royale. Et non des moindres, puisque ce fut le cas d'Álvaro Pais, dont l'action fut déterminante dans le déclenchement des événements à Lisbonne[36] : «Le moment de la retraite d'Álvaro Pais paraît coïncider avec l'inclination de D. Fernando pour sa future femme, D. Leonor Teles. Ce fait confirme le récit du chroniqueur sur les raisons de l'effacement du vieux fonctionnaire : beaucoup plus que son âge ou sa maladie, ce furent la *"maa fama da* Rainha" - la mauvaise réputation de la reine - et la *"desomra* del *Rei"* - le déshonneur du roi » (A. L. de Carvalho Homem). Il ne fut pas le seul : d'une manière générale, les letrados qui suivirent le maître d'Avis étaient passés par l'administration de D. Fernando et de D. Pedro. Le cas du Dr Gil do Sem, l'un des *letrados* les plus écoutés de D. Fernando, est exemplaire. Après la mort de ce dernier, il resta auprès de D. Leonor Teles. Il fut même parmi les officiers royaux qui accueillirent le roi de Castille à Santarém en janvier 1384. Un mois plus tard, il avait changé de camp et se trouvait dans le Conseil du maître d'Avis[37].

Les événements de 1383-1385 constituèrent sans nul doute le réflexe de défense d'une nation déjà formée depuis près de trois siècles et consciente d'elle-même, qui put désormais voguer vers le grand large après avoir affirmé et fait triompher sa volonté d'indépendance. Sur ce point, la crise portugaise s'apparente à celles qui affectèrent d'autres nations européennes, particulièrement la nation française s'affirmant contre l'occupation anglaise.

On ne peut nier toutefois la part des rivalités politiques et sociales, exacerbées par la crise économique. Elles donnèrent ainsi au parti «national» l'essentiel de ses troupes : les populations déracinées et sans travail de Lisbonne et des principales cités. Ce n'est pas un hasard si le mouvement commença par le soulèvement de Lisbonne. Il s'inscrit dans les révoltes urbaines de l'Europe de l'époque[38].

1 Le Portugal se trouva alors mêlé aux querelles dynastiques du royaume voisin. Comme le Saint-Siège n'avait jamais reconnu le mariage des parents de Ferdinand IV, Sanche IV et Maria de Molina, son frère D. Juan et son neveu D. Alfonso de la Cerda voulurent lui disputer la couronne. La Reine Sainte intervint alors pour défendre la royauté de son gendre, Ferdinand IV : elle apaisa les conflits entre la Castille et l'Aragon pour permettre à son frère, D. Jaime III d'Aragon, d'appuyer les droits de Ferdinand.

2 Cet échec et cet exil injuste à Alenquer pesèrent dans sa décision de se retirer dans un couvent après la mort de D. Dinis : sans prononcer de vœux, elle se retira en effet à Santa Clara-a-Velha de Coïmbre.

3 Sa fille, l'infante D. Maria, épousa le roi Alphonse XI de Castille, tandis qu'une autre, D. Léonor, fut unie au roi Pierre IV d'Aragon.

4 D. João Ier reconnaissait que la cité de Lisbonne était plus peuplée sous son grand-père Alphonse IV, sous son père D. Pedro, et même sous son frère D. Fernando, que pendant son propre règne.

5 Cette loi fut promulguée par le roi D. Fernando le 28 mai 1375. L'aspect le plus nouveau en fut qu'elle envisageait les expropriations des terres qui n'étaient plus cultivées par leurs possesseurs. On a même parlé d'une loi qui préconisait en quelque sorte une réforme agraire, mais l'on ne sait pas dans quelle mesure elle fut vraiment appliquée, et jusqu'à quel point elle contribua à une redistribution des propriétés rurales.

6 On ne sait pas grand-chose, en réalité, des transformations sociales qui résultèrent de cette grave crise, sinon que ce furent certainement les commerçants, les artisans et les petits propriétaires ruraux qui virent augmenter leurs revenus et investirent dans des entreprises lucratives.

7 Voir les tableaux généalogiques et les tableaux d'alliance.

8 Ce comportement de l'héritier de la Couronne était d'autant plus scandaleux que les amants avaient eu l'audace de venir s'installer dans une *quinta* de Coïmbre, près du monastère de Santa Clara, ce qui fut considéré comme injurieux pour la mémoire de la Reine Sainte.

9 Même après quinze années écoulées, comment expliquer que le fils de l'épouse bafouée, D. Fernando Ier, une fois roi, ait pu concéder au frère d'Inês, D. Álvaro Pires de Castro, des villes et châteaux pour en faire un comté, si les Castro castillans avaient vraiment constitué un danger pour la couronne de Portugal? En définitive, l'assassinat d'Inês ne fut «qu'une manœuvre de palais qui n'est nullement fondée sur la raison d'État» et l'on «doit en trouver la vraie explication dans le cadre seigneurial qui fit de l'amante de D. Pedro une victime d'intérêts qui lui étaient étrangers» (J. Verissimo Serrâo).

10 Laissons Fernâo Lopes nous faire le portrait de l'amant de D. Inès : « Ce roi Dom Pedro était très bègue. Il fut toujours un grand chasseur et veneur, lorsqu'il n'était qu'infant, mais aussi après

qu'il fut roi... Il était très carnivore, sans être plus grand mangeur que d'autres... Il aimait beaucoup rendre la justice lui-même. C'est ainsi qu'il parcourait le royaume comme un simple *corregedor,* et lorsqu'il avait visité une région, il n'oubliait pas d'aller en voir une autre, de sorte qu'il ne restait que rarement plus d'un mois dans un lieu... Et si les Saintes Écritures affirment que si le roi ne rend pas la justice, il s'élèvera des tempêtes et des tribulations sur le peuple, on ne peut le dire de ce roi, car tant qu'il vécut, il ne pardonna à aucun meurtrier ni à ceux qui étaient coupables d'autres crimes... Il récompensait non seulement tous les services qui lui étaient faits, mais aussi ceux qui avaient été faits à son père. Et jamais il ne supprima à qui que ce soit les faveurs données par son père, mais il les maintint et même les augmenta (*Crónica de D. Pedro*).

11 Voir p. 136-137.

12 Il fut considéré en effet comme le plus riche des monarques qu'eût eu le Portugal jusque-là : son père lui avait laissé dans la tour de Lisbonne 800 000 pièces d'or et 400 000 marcs d'argent, sans compter le numéraire et tous les objets de valeur qui se trouvaient dans les autres châteaux royaux.

13 Il l'était, en effet, par sa grand-mère D. Beatriz de Castille, épouse du roi Alphonse IV, et fille de Sanche IV de Castille et de Marie de Molina. Il était aussi cousin germain du roi assassiné, fils d'Alphonse XI de Castille et de Marie de Portugal, sœur de son père, Pierre Ier de Portugal. D. Fernando était également le fils d'une infante de Castille, D. Constança. Voir tableaux généalogiques et tableaux d'alliances.

14 Le roi Charles V et le connétable Du Guesclin avaient redressé la situation politique et militaire de la France. Ce dernier avait emmené ses «Grandes Compagnies» en Espagne pour soutenir la cause d'Henri de Trastamare qui était devenu le fidèle allié de la France.

15 Jean de Gand, duc de Lancastre, avait en effet épousé une fille naturelle de Pierre Ier de Castille, D. Constança.

16 Le roi de Portugal était, en outre, placé dans une situation difficile vis-à-vis de la papauté : depuis 1378, la Chrétienté vivait le schisme d'Occident entre Urbain VI établi à Rome et Clément VII resté à Avignon. L'Angleterre reconnaissait le premier et la France le second, la situation internationale étant encore compliquée par la guerre de Cent Ans. Le roi de Portugal dut louvoyer entre les deux.

17 Selon Fernâo Lopes, dès le printemps de 1382, Leonor Teles avait convaincu le roi d'emprisonner à Évora le maître d'Avis, sous le prétexte d'un complot qu'il aurait ourdi contre elle. Vasco Martins de Melo, auquel on avait confié sa garde, l'aurait sauvé d'une mort certaine, car la reine avait ordonné de l'assassiner dans sa geôle.

18 Fils et frère de prieurs de l'ordre de l'Hospital, D. Nuno Álvares Pereira avait été écuyer de la reine. Encore jeune, il avait épousé une riche veuve de l'Entre Douro e Minho.

19 Cet événement fut de grande importance : beaucoup de nobles qui se tenaient dans l'expectative abandonnèrent le parti de D. Beatriz et rallièrent celui du maître d'Avis, comme ce fut le cas pour Vasco Martins de Melo et ses fils.

20 Malgré le mauvais souvenir que l'on en avait, le maître, sur le conseil de son entourage, demanda l'aide des Anglais, qui accueillirent volontiers cet allié qui pouvait leur être très utile contre l'alliance franco-castillane.

21 Ce furent en effet des légistes, comme les docteurs João das Regras et Martim Afonso, le *letrado* Gil d'Ossem, le *bacharel* João Afonso de Azambuja, et d'autres professeurs et étudiants qui aidèrent à fonder les droits du candidat que les Cortès de 1385 portèrent au trône.

22 La question de la représentativité de ces Cortès pouvait être posée, car beaucoup de nobles et de prélats en furent absents, et la plupart des *concelhos* du Nord, à l'exception de celui de Porto, n'y eurent pas de députés.

23 On voit bien l'importance qu'eut alors la reconnaissance du mariage secret de D. Pedro avec D. Inês. Pourtant, la partie n'était pas jouée d'avance, car l'âme populaire gardait le souvenir du drame, avec la sympathie qui en rejaillit sur les enfants de cette «reine sans trône». Écartés au profit du maître d'Avis, les enfants de D. Inês s'installèrent en Castille. Malgré la victoire d'Aljubarrota, l'infant D. Dinis n'abandonna pas la partie après la mort de son frère aîné D. João, et continua de s'intituler roi de Portugal. En 1398, le connétable le chassa définitivement, et il se retira en Castille.

24 Faut-il y voir la prétention des Cortès de contrôler le pouvoir royal, comme le faisait le Parlement en Angleterre? Ce n'est pas impossible. Ce premier Conseil royal fut constitué par l'évêque d'Évora, Diogo Lopes Pacheco,Vasco Martins de Melo, les docteurs Gil d'Ossem, João das Regras et Martim Afonso. Il y eut aussi des représentants des *concelhos,* dont on ignore les noms.

25 Ses origines capétiennes pouvaient porter le maître d'Avis vers la France, mais la première maison capétienne de Bourgogne dont il descendait venait de s'éteindre. Le duché, réuni au domaine royal, avait été donné en apanage par Charles V à son plus jeune frère, Philippe le Hardi. Ce dernier, qui gouvernait alors la France pendant la minorité de son neveu, Charles VI, avait l'oeil fixé sur l'héritage flamand - il devint comte de Flandre en 1384. Espérant des agrandissements plus vastes encore dans les Pays-Bas, il ne portait aucun intérêt au Portugal.

26 Jean de Gand, duc de Lancastre, était l'oncle tout-puissant du jeune roi Richard II, qui avait succédé à son grand-père Édouard III en 1377. Il était à la tête d'un parti de la guerre qui désirait un retour en force sur le continent. Le roi, son neveu, au contraire, voulait en finir et négocier une paix durable avec la France, au prix même d'une renonciation aux prétentions des Plantagenêts sur la couronne de Saint Louis. Jean de Gand était d'autant plus intéressé par l'alliance portugaise que, ayant épousé l'infante Constance, fille naturelle de Pierre le Cruel, il prétendait, comme nous l'avons vu, à la couronne de Castille contre les Trastamare.

27 Les obligations navales étaient précisées : chacune des deux parties ne pourrait concéder ou fréter des navires et toutes autres embarcations d'ennemis communs, ou leur prêter secours de quelque nature qu'il fût.

28 Philippa de Lancastre était sa fille d'un premier mariage avec Blanche de Lancastre. En refusant D. Catarina, née de Constance de Castille, et par conséquent héritière présomptive de la Castille, Jean Ier n'avait pas voulu tomber, comme son prédécesseur, dans le piège des querelles castillanes.

29 Le rôle joué auprès de lui par la *Casa dos Vinte* e *Quatro* est la meilleure preuve que les gens de métier et le petit peuple ne furent pas manœuvres par une prétendue bourgeoisie avide de pouvoir, mais qu'ils adhérèrent au maître par esprit patriotique.

30 Le propos est à nuancer : «Le conflit qui se déroule entre partisans et adversaires de la Castille n'empêche pas l'existence, en pleine crise de 1383-1385, d'autres mouvements de caractéristiques antiseigneuriales, tournés contre les *fidalgos* qui appuient la cause du maître d'Avis » (H. Baquero Moreno).

31 Il faut, en outre, tenir compte des conflits de voisinage : peut-on expliquer en termes de lutte des classes qu'un *alcaide* prenne le parti du roi de Castille et son voisin celui de D. João, comme

dans le cas de Borba et de Vila Viçosa?

32 La trajectoire politique des deux frères Melo est exemplaire. L'aîné, Martim Afonso de Melo, chef du lignage et héritier du patrimoine familial, resta fidèle à D. Beatriz, et s'exila définitivement en Castille avec ses fils, alors que le cadet, Vasco Martins de Melo, suivit le parti du maître d'Avis, qui le combla de biens et de faveurs, et devint au Portugal le fondateur du lignage principal des Melo (J. Cumbre).

33 On pourrait multiplier les exemples : donnons-en deux seulement. Gomes Garcia de Foios, dans la ville d'Arronches, disposa de la fortune de ses frères, qui « avaient consenti de donner ladite ville aux ennemis ». Álvaro Fernandes Turrichâo, chevalier de Sant'Iago, eut les biens de son père, confisqués par la Couronne pour avoir suivi le parti de D. Beatriz.

34 Par exemple, ceux de D. Pedro de Castro, d'Álvaro Pires Cabral, Gonçalo Vasques Coutinho, Vasco Martins da Cunha, João, Mem et Rui Mendes de Vasconcelos, sans parler de Nuno Álvares Pereira, devenu connétable du royaume. Bien plus, il ne fut pas rare que certaines maisons de la grande noblesse aient leur patrimoine augmenté grâce aux donations faites à leurs parents.

35 Le rôle du clergé est plus difficile à déterminer. On a des actes de donations à certains clercs pour leur prise de position dans le parti national. On constate même que le premier prélat du royaume, l'archevêque de Braga, reçut une seigneurie et des biens confisqués à un partisan de D. Beatriz.

36 Il avait été *vedor da chanceleria* et non pas *chanceler-mor*, comme on le dit souvent.

37 Ce fut également le cas de nombreux *fidalgos.* Le cadet des Melo, Vasco Martins, avait d'abord été dans la «privance» de D. Fernando, qui l'avait fait son *guarda-mor* et *meirinho* du royaume de l'Algarve. Lorsque le roi forma la maison qui devait accompagner, en 1382, D. Beatriz en Castille, il le fit son *copeiro-mor* (grand échanson), sa femme *camareira-mor* (grande chambrière) et son fils *servidor da* toalha, c'est-à-dire, officier chargé de tenir la serviette de la reine pendant ses repas. Dans l'exercice de ces hautes fonctions, le roi de Castille lui fit des donations de biens. Comme beaucoup de membres de la haute noblesse, Vasco Martins de Melo se tint dans l'expectative à la mort de D. Fernando entre octobre 1383 et le début de janvier 1384. Rallié au maître d'Avis, il fut nommé à son Conseil. Beaucoup, dans la haute administration également, attendirent sans doute la suite des événements.

38 On peut comparer cette crise aux événements quasi contemporains de Paris, où Étienne Marcel, le prévôt des marchands, se fit le protecteur du dauphin Charles. Il s'agit là également d'une crise nationale, provoquée par la défaite devant l'Angleterre et l'emprisonnement du roi Jean le Bon, et facilitée par une crise sociale et économique.

DEUXIÈME ÉPOQUE (1385-1640)

Le Portugal vers le grand large : la création du plus grand empire maritime et commercial du monde

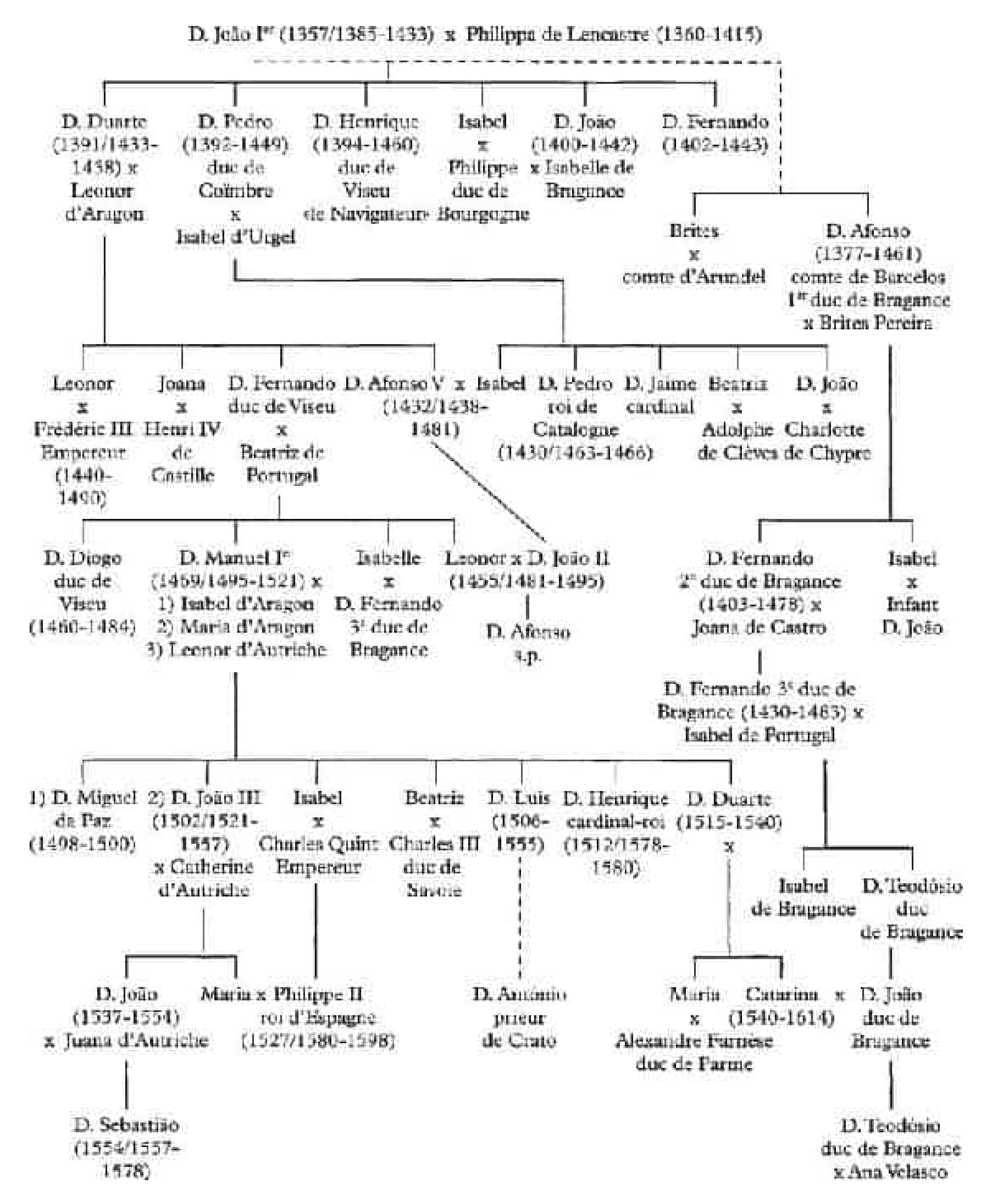
CHAPITRE V

La gloire de la dynastie d'Avis : vers la monarchie absolue

Dans l'imaginaire collectif des Portugais, la deuxième dynastie reste entourée d'une aura incomparable. C'est celle qui sauvegarda leur liberté et leur indépendance, qui présida aux découvertes de mondes nouveaux et qui leur donna le plus grand empire commercial de l'univers.

L'union entre Jean Ier et Philippa de Lancastre se révéla très heureuse. Après les tribulations matrimoniales de D. Pedro et de D. Fernando, le couple royal donna l'image de l'union et de l'amour conjugal. On ne pouvait imaginer, il est vrai, un tel contraste entre D. Filipa et la scandaleuse Leonor Teles. Elle n'avait sans doute pas la beauté sulfureuse de celle-ci, car le chroniqueur Fernão Lopes, soucieux d'en faire le portrait le plus flatteur, n'évoque pas la joliesse de son visage. En revanche, elle « avait toutes les belles qualités propres à une femme de haute condition». Très pieuse, chaque matin elle récitait les heures canoniales selon le rituel de Salisbury. Mais sa piété n'était pas seulement formelle; tous ses actes étaient imprégnés de sa religion : «Il n'entrait dans sa nature ni malice ni malveillance, mais toutes ses actions étaient inspirées par l'amour de Dieu et de son prochain. »

D. João avait parsemé sa jeunesse de nombreuses aventures. De l'une d'entre elles, Inês Peres, il eut deux enfants, D. Beatriz et D. Afonso, futur comte de Barcelos et tige de la maison de Bragance. Fernâo Lopes prétend cependant que, âgé de 29 ans lors de son mariage, il se rangea définitivement et devint un modèle de fidélité conjugale. Le nouveau souverain portait une admiration sans bornes à son épouse. De son côté D. Filipa remerciait Dieu tous les jours de lui avoir «donné un mari à son goût», et elle «prit grand soin de ne lui déplaire en rien»[1].



Généalogie de la maison d'Avis

Béni de Dieu, le couple royal eut huit enfants, dont six, plus remarquables les uns que les autres, survécurent. Dans la grande épopée portugaise des *Lusiades*, Camoens les qualifia *d'inclita geraçâo* (insigne génération) et Nuno Gonçalves les représenta dans son magnifique *polyptyque dit de São Vicente da Fora*. Quel souverain n'eût pas envié les

cinq fils de D. João et de D. Filipa? D. Duarte, l'aîné (1391-1438), succéda à son père en 1433, et son règne fut trop court. Lettré, savant et philosophe[2], il fut aussi un diplomate avisé, un administrateur et un législateur. D. Pedro (1392-1449), dont la régence se termina dans la tragédie d'Alfarrobeira, fut aussi cultivé que son frère aîné. Il ajouta à cela l'expérience de ses voyages européens. Politique visionnaire, il se montra hostile à la croisade marocaine et partisan de l'aventure atlantique.

Le surnom de Navigateur donné au troisième, D. Henrique (1394-1460), fut-il mérité? Le rôle qu'on lui attribue dans l'expansion maritime, ne fut-il pas usurpé? Plutôt animé par l'esprit de croisade, seule la conquête du Maroc l'intéressait vraiment. D. João (1400-1442) est le moins connu : très lié à D. Pedro dont il fut un ferme soutien, son influence politique fut loin d'être négligeable. D. Fernando, le benjamin (1402-1443), *l'Infante Santo*, connut un destin tragique : fait prisonnier lors de l'échec du siège de Tanger, il mourut en captivité à Fès. La fille des souverains, D. Isabel (1397-1471), qui devint duchesse de Bourgogne, valait bien ses frères.

Tous portaient une grande admiration et un grand respect à leurs parents. Après leur disparition, D. Duarte déclarait : « Leur mort ne m'a pas privé de leur amour. J'ai toujours le désir de leur plaire comme lorsqu'ils étaient en vie. J'ai toujours la crainte de faire ce qui aurait pu encourir leur désapprobation et la volonté d'agir selon ce qu'ils eussent souhaité.» Plein d'admiration, Fernâo Lopes s'exclamait : «Il arrive que l'on entende dire d'un roi qu'il ait un fils obéissant et soumis ; mais avoir cinq fils et qu'ils soient tous obéissants, semble trop beau pour être vrai!» Tant que leurs parents et leur frère aîné, D. Duarte, vécurent, l'entente la plus parfaite régna en effet entre les enfants : «Jamais, disait ce dernier, il n'y eut entre nous une ombre de jalousie », et «chacun de nous savait s'adapter au caractère des autres».

LA LÉGITIMATION EUROPÉENNE DE LA DYNASTIE D'AVIS

Jean I[er] s'appliqua à maintenir une union étroite avec l'Angleterre. Il eut quelques doutes sur la fermeté du duc de Lancastre, lorsqu'il maria sa fille D. Catarina - qui représentait les droits de sa mère au trône de Castille - à

l'héritier des Trastamare, don Henrique. Sans doute l'Anglais espérait-il rompre par ce moyen leur alliance avec la France. Pour renforcer les liens, le roi de Portugal envoya l'infant D. Dinis, fils de D. Inês de Castro, en ambassade auprès de Richard II, et le traité anglo-portugais fut ratifié une seconde fois en 1388. Pour assurer la sécurité du Portugal face au danger castillan, il s'employa à renouveler l'alliance de revers avec l'Aragon. En 1428, il maria son fils aîné et héritier D. Duarte avec D. Leonor d'Aragon. L'année suivante, il compléta cet encerclement de la Castille par le mariage de son fils puîné, D. Pedro, duc de Coïmbre, avec Isabelle d'Urgel[3]. En 1430, il renoua enfin avec la Bourgogne par le mariage de sa fille, D. Isabel, avec le duc de Bourgogne, Philippe le Bon : elle fut la mère de Charles le Téméraire.

Les circonstances favorisèrent une reprise des relations politiques entre le Portugal et la Bourgogne. Le duc Jean sans Peur avait fomenté l'assassinat du duc d'Orléans, le 23 novembre 1407, et déclenché la guerre civile en France. Il avait besoin d'hommes d'armes et il espérait en trouver au Portugal. Ce fut sans doute pour négocier un enrôlement qu'à deux reprises, en 1410 et en 1415, l'infant D. Duarte envoya son écuyer Diogo de Oliveira en mission en Bourgogne. Le 10 septembre 1419, l'assassinat de Jean sans Peur à Montereau par les Armagnacs, fit basculer son fils, Philippe le Bon, dans le camp anglais. Plus rien ne s'opposait désormais à un rapprochement plus durable entre la maison d'Avis et la seconde maison capétienne de Bourgogne. A cet effet, une alliance matrimoniale serait la bienvenue et Jean Ier serait trop heureux de donner sa fille unique Isabelle en mariage au duc de Bourgogne, veuf de sa première femme, Michelle de France.

Au début de l'année 1423, Jean Ier et son fils D. Duarte envoyèrent des lettres à Philippe le Bon pour lui proposer l'infante. Pour mieux le convaincre, le roi de Portugal lui fit présent de quatre beaux chevaux. Plusieurs ambassades portugaises suivirent sans que le «grand-duc d'Occident» daignât y répondre. Quel était pour lui l'intérêt de cette alliance? Valait-elle la peine de souiller son sang en le mêlant à celui d'une maison entachée de bâtardise [4] et soupçonnée d'avoir usurpé sa couronne? Il lui infligea un camouflet en convolant en deuxièmes noces avec une autre princesse de la maison de France, Blanche d'Artois.

Les Portugais ne se découragèrent pas : ils revinrent à la charge dès la mort de cette dernière, le 17 septembre 1425. A l'occasion de son tour d'Europe, l'infant D. Pedro vint en personne plaider la cause de sa sœur. Il ne réussit même pas à rencontrer le duc de Bourgogne. Celui-ci ne voulait décidément pas de la Portugaise. Peut-être craignait-il qu'un tel mariage ne l'impliquât davantage dans l'alliance anglaise, alors qu'il songeait à une réconciliation avec le roi de France, chef de sa maison. Il infligea un nouveau camouflet à Jean Ier lorsque, le 1er juillet 1427, une ambassade quitta la Flandre pour l'Aragon, afin de traiter de son troisième mariage avec D. Leonor, sœur du roi Alphonse V. Elle revint bredouille, car cette dernière était depuis un mois accordée à l'héritier de Portugal, D. Duarte. Les Portugais ne furent pas mécontents du bon tour joué à l'orgueilleux duc de Bourgogne.

Philippe le Bon n'avait désormais plus guère le choix, car sur le marché des princesses de sang royal, l'infante Isabelle, déjà âgée de trente ans, était la seule disponible. Il se décida enfin à envoyer une ambassade officielle, dans laquelle se trouvait le peintre JanVan Eyck, qu'il avait chargé de faire le portrait de l'infante. Le mariage par procuration eut lieu à Lisbonne, le 25 juillet 1429. La nef de la nouvelle duchesse de Bourgogne, conduite par son jeune frère, l'infant D. Fernando, entra dans le port de l'Écluse le jour de Noël 1429. Dans sa suite, la duchesse Isabelle emmena des Portugais, dont beaucoup restèrent au service des ducs de Bourgogne. D'autres vinrent les rejoindre tout au long du XVe siècle.

Pendant les dernières années de la guerre de Cent Ans, les relations politiques entre le Portugal et la Bourgogne battirent au rythme des conflits et des réconciliations entre la France, l'Angleterre et la Bourgogne. Le traité d'Arras du 21 septembre 1435, qui consacra la réconciliation entre Philippe le Bon et Charles VII, mit D. Duarte Ier dans une situation embarrassante. Ses deux alliés principaux, l'Angleterre et la Bourgogne, étaient désormais en état de guerre. Malgré le traité de Windsor, il continua la politique d'alliance avec son beau-frère. Il lui fournit même une aide navale : lors du siège de Calais en 1436, il envoya une équipe de charpentiers qui construisit une « galée dans le port de l'Écluse. Lorsque le duc de Bourgogne organisa une expédition pour venir en aide aux chevaliers de l'ordre de Saint-Jean de Jérusalem à Rhodes en 1441, une partie des équipages fut formée de marins

portugais. Parallèlement, les relations commerciales entre les deux Etats devinrent de plus en plus intenses : elles préparaient l'avenir avec la fondation de la *feitoria* de Flandres et la présence de marchands et de maîtres de navires flamands à Lisbonne.

La guerre civile, qui déchira le Portugal à la fin de la régence de l'infant D. Pedro, jeta un froid dans les relations entre les deux pays. La duchesse Isabelle, après la mort de son frère, accueillit en effet ses enfants. Elle les prit sous sa protection et leur ménagea de belles carrières [5]. Les nuages qui avaient voilé un instant les relations luso-bourguignonnes se dissipèrent complètement entre les deux cousins germains, Alphonse V et Charles le Téméraire. Mais ce dernier, tout à ses ambitions de «grand-duc d'Occident» et à son combat contre le roi de France, Louis XI, ne prêta guère attention aux affaires de la péninsule Ibérique. Le roi de Portugal en fit plus tard l'amère expérience.

LES LÉGISTES DE D. JOÃO I : LA CONTINUITÉ INSTITUTIONNELLE

La défense de la prérogative royale

A l'instar de la France et des autres royaumes ibériques, celui de Portugal passait insensiblement d'une monarchie féodale à une monarchie royale. Or la crise de la fin du XIVe siècle n'interrompit-elle pas cette évolution? Les Cortès de Coïmbre avaient proclamé leur droit de désigner un nouveau roi. De l'élection du maître d'Avis pouvait sortir une monarchie contrôlée par les représentants de la nation, réunis en Cortès, à l'image de la monarchie anglaise tenue en bride par le Parlement. Il n'en fut rien. Le nouveau roi se garda bien de céder aux trois états qui demandaient une réunion annuelle des Cortès. Sous le prétexte de difficultés matérielles, il ne les convoqua plus que rarement et renoua rapidement avec la politique centralisatrice de la dynastie de Bourgogne, dont il était lui-même issu.

Dès la réunion des Cortès de Coïmbre, Jean Ier avait manifesté sa volonté de ne rien céder de la prérogative royale. Les trois états avaient eu la prétention de lui imposer la composition de son Conseil royal **(Desembargo**

régio). Ils lui avaient proposé une liste de quatorze noms, pour y représenter les « quatre états », soit deux prélats, quatre *fidalgos,* quatre *letrados* et quatre *cidadãos* de Lisbonne, Porto, Coïmbre et Evora. Le roi n'obtempéra pas et nomma des conseillers de son choix. «Le roi, en dernière analyse, se réserva le droit d'organiser lui-même son Conseil, surtout dans le choix des titulaires » (Armando Luis de Carvalho Homem). L'avènement de la dynastie d'Avis avait entraîné le renouvellement du personnel politique, où la place réservée aux *letrados* était importante. Le temps passant, le retour en force de la noblesse dans le Desembargo régio fut de plus en plus évident[6].

Le gouvernement des légistes

En termes institutionnels, on ne peut pas dire que les événements de 1383-1385 aient constitué une rupture. Si une pléiade d'hommes nouveaux entra dans le Desembargo du nouveau souverain, ce dernier finit par reconduire progressivement les officiers de son prédécesseur : le *chanceler-mor,* le *corregedor da corte, l'escrivão da Chancelaria,* un des *vedores da Fazenda* et divers *escrivães da câmara* (greffiers de la chambre). Après le désordre institutionnel provoqué par la révolution de 1383, D. João procéda à une réorganisation qui «finira par consister en un retour à l'ancien état de choses du temps de D. Fernando, avec quelques améliorations, nommément dans le domaine de l'administration et du contentieux en matière de *Fazenda*» (A. L. de Carvalho Homem). Jean Ier était un pragmatique qui n'avait en rien innové ni légiféré. Soucieux de stabilité, il ne recruta, pendant tout son règne, que vingt-cinq officiers qu'il laissa longtemps en place, souvent plus de dix ans.

Le renouvellement du personnel des institutions judiciaires et financières fut en revanche très important : à peine quatre sur seize des officiers de son prédécesseur poursuivirent leur carrière. Déjà sensible depuis le temps d'Alphonse IV, l'appel aux légistes, surtout des clercs, ayant souvent fait des études de droit civil dans les universités italiennes, notamment à Bologne, fut de plus en plus fréquent. Si certains firent ensuite des carrières ecclésiastiques, parfois jusqu'aux plus hautes dignités, beaucoup retournèrent à l'état laïque et fondèrent des familles d'officiers royaux. Voici

une évolution notable : à la fin du règne de Jean Ier et pendant celui de ses successeurs, les laïcs, hommes de loi ou professeurs à l'université de Lisbonne, remplacèrent progressivement les clercs. En outre, tout au long du XVe siècle, le roi exigea de ses officiers une grande compétence. Il fit appel à ceux qui possédaient le degré de formation le plus élevé : les *baccalaureati,* et les *licenciati* disparurent au profit des *doctores.*

Ce n'était pourtant pas un milieu complètement étranger à la noblesse. Il s'agissait plutôt d'une nouvelle noblesse. Dès les années 1370, par conséquent avant la crise de 1383, ces officiers avaient le traitement de «vassaux du roi» dans les documents de la chancellerie. Ce n'était plus le privilège exclusif de la haute noblesse. Ces offices de judicature, dont les titulaires portaient parfois le titre de chevalier, étaient anoblissants et ils donnèrent naissance à ce que José Mattoso appelle une «noblesse de service». Ce nouveau groupe social possédait-il une certaine homogénéité? Les historiens portugais commencent à donner quelques réponses. Ils ont constaté l'existence de liens de parenté entre ces officiers et la formation de véritables lignages : assez souvent des officiers d'Alphonse V furent des descendants de ceux de Jean Ier et d'Édouard Ier. Cette noblesse d'office fut renforcée par de nombreuses donations royales - propriétés foncières, pouvoirs juridictionnels et patronages d'églises - qui permirent aux nouveaux lignages de se constituer un patrimoine, à l'égal de la noblesse militaire [7]. Dans le dessein d'enraciner ses officiers dans des lieux proches de lui, le souverain leur fit surtout des donations dans les villes de Lisbonne et de Santarém, dans leurs environs, et d'une manière générale dans la province d'Estrémadure, où il séjournait le plus souvent.

L'agitation de la noblesse sous Jean Ier

Très mécontents de la poursuite de la politique de centralisation de la maison de Bourgogne par Jean Ier, les nobles présentèrent à celui-ci de nombreuses doléances pendant les Cortès de Coïmbre de 1397-1398. Les *fidalgos* se plaignirent de l'obligation de payer des impôts sur les produits qu'ils vendaient *(sisas).* Ils prétendaient que cette recette était consacrée à l'achat de chevaux et d'armes pour servir le monarque dans ses guerres contre la Castille. Les revenus de la terre, affermés en espèces, avaient

fortement diminué du fait de la dévalorisation de la monnaie. La noblesse sollicitait donc une hausse de sa valeur nominale qui augmenterait ses rentes. Elle réclamait la levée de l'opposition du peuple des villes et des bourgs à ses acquisitions foncières sur leur territoire. Conscients de leur perte d'influence dans l'administration locale, les nobles demandèrent l'autorisation d'exercer les charges de *corregedores,* de *meirinhos* et de juges dont ils étaient écartés.

Un aspect particulier de la politique royale indignait la noblesse. Pour mieux administrer son domaine, après les négligences de son prédécesseur, D. João faisait instruire des enquêtes préliminaires *(devassas)* sur les biens de la Couronne acquis par les *fidalgos.* Les propriétés en litige étaient saisies dès le début de l'enquête, qui débouchait souvent sur une confiscation. Les nobles rappelèrent au roi que, pendant le siège de Lisbonne par les Castillans en 1384, il leur avait promis de respecter toutes leurs rentes foncières et leurs coutumes, et qu'il avait renouvelé cet engagement dans les Cortès de Coïmbre, qui l'avaient fait roi en 1385. Jean Ier était lui-même en partie responsable de cette situation : pour récompenser ses fidèles, il leur avait fait des donations importantes aux dépens des domaines de la Couronne.

En étudiant les actes de la chancellerie de D. João I, Humberto Baquero Moreno a bien montré le conflit qui ne tarda pas à éclater entre le nouveau souverain et ceux qui l'avaient hissé sur le trône, à commencer par le premier d'entre eux, le connétable Nuno Álvares Pereira. Celui-ci avait été naturellement le mieux pourvu en terres et honneurs. Possesseur de domaines considérables, il était devenu le plus puissant seigneur du royaume [8]. Il prit cette politique royale pour un acte d'ingratitude de la part de celui qui lui devait sa couronne. L'amertume du connétable fut à son comble lorsque Jean Ier décida que les terres concédées par les nobles à leurs écuyers *(escudeiros)* et autres hommes d'armes à titre de vassaux seraient désormais dans la mouvance directe de la Couronne. Seul, dorénavant, le roi pourrait avoir des vassaux. Le connétable fut l'un des plus touchés, car il avait fait, à ce titre, de nombreuses donations à des officiers de sa maison. Son dépit fut tel qu'il envisagea de s'exiler : il fallut l'intervention pressante de l'évêque d'Évora pour l'en dissuader.

D'autres n'eurent pas sa sagesse : beaucoup d'anciens compagnons du maître d'Avis se révoltèrent et se réfugièrent en Castille, où certains d'entre eux fondèrent de puissantes familles qui jouèrent un rôle distingué dans l'histoire du royaume voisin. Il en fut ainsi de João Fernandes Pacheco. Pendant la crise de 1383, il avait soutenu la cause du maître d'Avis et avait reçu de lui des terres considérable prises sur le domaine royal. Jean Ier l'avait aussi pourvu de la charge de meirinho-mor, l'une des plus prestigieuses de la maison du roi. Il n'admit pas les confiscations dont il fut la victime au cours des années 1398 et 1399 et préféra s'exiler en Castille. Un autre départ est aussi significatif : celui de Joâo Afonso Pimentel, l'un des principaux *fidalgos* du parti national, dont tous les biens furent confisqués. Entré en conflit avec Jean Ier, il passa en Castille, et priva ainsi son souverain de l'obédience d'importants châteaux de la région de Bragance[9].

L'histoire d'Álvaro Gonçalves, prieur de l'Hôpital et maréchal de l'armée royale, est également exemplaire. Il avait été blessé et arrêté pour avoir soutenu la cause du maître d'Avis, et il s'était distingué ensuite dans ses rangs. Le 31 août 1395, Jean Ier lui avait donné en récompense les biens confisqués à Fernando Afonso de Ulveira, qui, partisan de D. Beatriz, s'était réfugié en Castille. Or on découvrit que le prieur de l'Hôpital correspondait avec Henri III de Castille pour ménager son départ. Arrêté et emprisonné, ses biens furent confisqués. Il réussit à s'évader et se mit au service de ce dernier au début de 1399[10].

La révolte de la noblesse joanine montre que le combat de la monarchie contre la féodalité n'était pas encore gagné. Pour réunir autour de lui des fidélités, le maître d'Avis avait dû faire des donations excessives. C'était courir le risque, lourd de menaces pour le pouvoir royal, d'une nouvelle féodalité, dont le symbole était le connétable Nuno Álvarez Pereira. Jean Ier en était conscient : sa politique de confiscations était destinée à conjurer le danger. Les dotations qu'il fit à ses fils légitimes devaient contrebalancer la puissance du connétable : pour D. Pedro et D. Henrique, il créa les duchés de Coïmbre et de Viseu; à D. João et à D. Henrique, il confia l'administration des ordres de Santiago et du Christ, et il fit D. Fernando maître d'Avis.

Le roi Édouard Ier accentua la politique de son père en promulguant, le 4 avril 1434, ce que l'on a appelé la *«Lei Mental»*. Elle comportait toute une série de mesures pour restreindre la transmission des biens dont la Couronne avait fait donation. Seuls les héritiers mâles et légitimes des bénéficiaires pourraient leur succéder. A leur défaut, ces biens retomberaient dans le domaine royal. Cette pratique avait déjà commencé pendant le règne de son père, mais elle avait suscité de si vives oppositions que Jean Ier avait dû admettre de nombreuses exceptions.

La pression de la haute noblesse contraignit D. Duarte à déroger lui-même à la mesure qu'il souhaitait ou qu'il avait déjà codifiée. Dès son avènement en 1433, il en exempta le comte de Viana, D. Pedro de Meneses, qui n'avait que des filles légitimes et un fils légitimé. L'exemption qu'il accorda, le 12 septembre 1434, à son demi-frère illégitime, D. Afonso, fut la plus lourde de conséquences. Comte de Barcelos, plus tard duc de Bragance, celui-ci avait épousé la fille du connétable. Il avait ainsi réuni l'immense patrimoine de ce dernier aux grandes donations que lui avait faites son père. D. Duarte créait la plus puissante maison féodale du royaume, la maison de Bragance, dont le pouvoir royal allait ressentir la dangereuse opposition dans un très bref délai.

LE RETOUR EN FORCE DE LA NOBLESSE FÉODALE

Les querelles dynastiques

Des dissensions dans la famille royale éclatèrent de nouveau. Cependant, les rivalités personnelles ne doivent pas cacher des désaccords profonds sur les choix politiques. A l'intérieur, le renforcement du pouvoir royal était la préoccupation essentielle de l'infant D. Pedro, alors que son demi-frère D. Afonso, comte de Barcelos, était le porte-parole et le défenseur du pouvoir nobiliaire. A l'extérieur, le choix était entre la croisade marocaine, souhaitée ardemment par l'infant D. Henrique, et l'expansion atlantique, sur laquelle ses frères, D. Pedro et D. João, désiraient faire porter toute l'énergie du royaume.

De tous les fils de D. Joâo et de D. Filipa, D. Pedro était sans doute celui qui avait le meilleur génie politique. Un an seulement le séparait de son frère aîné D. Duarte et les deux princes avaient toujours été étroitement unis : «Mon frère, dom Pedro, que j'aime et estime plus que tout», disait D. Duarte au sujet de son cadet, et ce dernier lui écrivait : «Vous êtes la personne que j'aime le plus au monde. » Dans ce couple fraternel, ce fut, semble-t-il, D. Pedro qui eut l'esprit directeur. Aussi, quelle ne fut pas sa déception lorsque, à la mort de son frère aîné, il fut écarté du pouvoir. En disparaissant prématurément en 1438, après cinq ans de règne, D. Duarte avait laissé par testament la régence à sa veuve, D. Leonor d'Aragon, durant la minorité de son fils D. Afonso V, alors âgé de 6 ans. La belle union de la famille royale vola en éclats et deux factions dynastiques se heurtèrent.

Depuis 1411, où Jean Ier avait associé son héritier au gouvernement du royaume, un nouvel esprit de croisade régnait. Le souverain et son fils estimaient d'ailleurs que quelques expéditions militaires occuperaient une noblesse trop remuante que l'on détournerait ainsi de ses velléités de lutte contre l'extension du pouvoir royal. Après avoir pensé un instant au royaume de Grenade, ils préférèrent, devant l'hostilité de la Castille, combattre les Maures sur leur propre territoire africain : c'est ainsi que fut menée à bien l'expédition contre Ceuta, prise en 1415.

Zurara, dans sa chronique de la prise de Ceuta, rapporte que, parmi les fils de D. João, l'infant D. Henrique fut le plus ardent à convaincre son père du bien-fondé de cette expédition : « Excusez ma jeunesse et mon ignorance, sire, dit-il, mais à l'époque où, par la grâce de Dieu, vous êtes monté sur le trône, vous ne possédiez qu'une petite partie de ce royaume et vous aviez contre vous toute la puissance de la Castille. Maintenant que vous régnez sur tout le Portugal, qu'importe-t-il que Grenade soit annexée à la Castille?» Il ne pensait pas que les Castillans fussent les ennemis irréconciliables du Portugal : «Les Infidèles sont contre nous par nature, tandis que le roi de Castille ne l'est que par occasion. » Idée de croisade et idéal chevaleresque étaient étroitement liés : le même chroniqueur nous rapporte comment, avant de s'embarquer, les trois infants aînés demandèrent à leur père de les armer chevaliers avec les épées que leur mère avait fait forger pour eux. D. Filipa, victime de la peste, n'était malheureusement plus là pour assister à la cérémonie.

Considérée longtemps comme le premier pas dans l'expansion maritime qui suivrait bientôt, cette action était surtout une continuation de la *Reconquista*. D'ailleurs, le pape accorda au roi de Portugal la bulle de Croisade. On se rendit compte rapidement que cette conquête en elle-même, à l'exception d'un riche butin, n'apportait pas grand-chose. Elle ne pouvait être profitable que si l'on continuait l'expansion au Maroc. Se formèrent alors deux partis et deux politiques. Le premier, conduit par l'infant D. Henrique, duc de Viseu, suivi par la majorité de la noblesse avide d'aventures, préconisait la reprise de la croisade et l'expansion en Afrique. Le second, dirigé par l'infant D. Pedro, duc de Coïmbre, doutait que le petit Portugal, avec sa faiblesse démographique, pût mener à bien des vues aussi ambitieuses. Il conseillait plutôt de continuer la sage politique de centralisation et d'affermissement des institutions.

Prudemment, D. João Ier préféra s'en tenir à ce premier succès, se dédiant pendant les dernières années de sa vie à la littérature et à la rédaction d'un livre sur la chasse. D. Duarte, après avoir hésité, décida de mener en 1437 une seconde expédition dont l'objectif fut Tanger. Ce fut un désastre : les Portugais, quasiment encerclés, durent se rembarquer en catastrophe, en laissant entre les mains des Maures de nombreux prisonniers, dont le plus jeune des infants, D. Fernando, maître d'Avis : il mourut en captivité et resta dans l'imagerie populaire l'« *Infante Santo* », martyr de sa foi.

Le «parti de la guerre», avec D. Henrique et son demi-frère, le comte de Barcelos, renforcé par la majorité du clergé séduit par l'idée de croisade, soutenait la reine D. Leonor. D. Pedro et son frère D. João, administrateur[11] de l'ordre de Santiago, appuyés par une partie de la bourgeoisie et du petit peuple de Lisbonne et des autres cités, contestaient les droits de la reine à la régence du royaume. «Ce pouvoir de désigner un *regedor* ne pouvait appartenir qu'au royaume et aux trois états», réunis en Cortès. Celles-ci, siégeant à Torres Novas en 1438, adoptèrent un compromis : l'infant D. Pedro, désigné *defensor* du royaume, serait associé au gouvernement de la régente. A l'occasion d'une affaire mineure, la désignation d'un *escrivão* de la *Câmara* de Porto, le conflit ne tarda pas à éclater entre les deux beaux-frères. Un véritable mouvement populaire, peut-être provoqué par l'infant D. Joâo qui reprochait à D. Leonor ses complaisances envers la noblesse, porta alors D. Pedro à la régence : les Cortès de Lisbonne de 1439 en firent

le seul regedor du royaume. Quelle signification donner à cet événement? Objet d'un débat assez proche de la controverse sur la crise de 1383, il semble que «la rébellion de 1438-1441 fut, dans son essence, une querelle féodale à parfum social» (A. H. de Oliveira Marques).

Une courte guerre civile s'ensuivit. Elle finit, en 1442, sur un compromis entre D. Pedro et son demi-frère D. Afonso : ce dernier, au prix du duché de Bragance et de nouveaux privilèges, accepta de reconnaître la régence du duc de Coïmbre, lequel put facilement venir à bout du danger qui venait de la Castille, elle-même agitée alors de troubles féodaux[12]. Pour contrebalancer la puissance du nouveau duc de Bragance, le régent, comme son père, crut judicieux d'accroître encore le poids politique des princes, ses proches, et de les rassembler tout autour de lui par d'étroites alliances matrimoniales. Il augmenta le patrimoine et les rentes du duc de Viseu, D. Henrique. Il fit de son neveu, frère cadet du roi Alphonse V, un comte d'Arraiolos, capitaine et regedor de Ceuta, et le maria à sa cousine germaine D. Beatriz, la fille de son plus fidèle soutien, D. João[13]. Au grand déplaisir du duc de Bragance, D. Pedro fit de sa fille D. Isabel une reine de Portugal en l'unissant au jeune roi Alphonse V, et de son propre fils D. Pedro le connétable de Portugal et le maître d'Avis.

De 1441 à 1448, le gouvernement de D. Pedro engendra une période de turbulences politiques tant extérieures qu'intérieures. Le régent, par un juste retour des choses, intervint dans les affaires de Castille, en soutenant le parti du connétable de Castille, D. Álvaro de Luna, contre les «infants d'Aragon » : il lui envoya un détachement de 2000 hommes d'infanterie et de cavalerie, qui dévasta la région de Cáceres. A l'intérieur, il continua la politique centralisatrice de la dynastie de Bourgogne et de son père D. João I. Il résista à toutes les tentatives d'infractions à la *Lei Mental* et se heurta à l'opposition latente de la grande noblesse, menée par le duc de Bragance. Il voulut s'appuyer sur le terceiro *braço* et les forces populaires. Ceux-ci estimèrent, non sans raison, que D. Pedro s'était contenté de renforcer la faction nobiliaire dont il voulait gagner le soutien, et ils restèrent relativement indifférents.

La guerre civile éclata en 1448. Elle ne mit nullement aux prises un parti nobiliaire et des forces populaires. Le premier, conduit par les Bragance, aurait pris en otage le jeune roi, désormais majeur, pour le dresser contre

son oncle. Ce dernier, comme son père le maître d'Avis, aurait été soutenu par la bourgeoisie et le petit peuple des villes. Ce furent en réalité deux groupes de la noblesse qui s'affrontèrent, le 19 mai 1449, sur le champ de bataille d'Alfarrobeira. D. Pedro et la plupart de ses partisans y trouvèrent la mort. Il n'en demeure pas moins que le parti victorieux, mené par la maison de Bragance, était celui d'une noblesse bien décidée à contrôler le pouvoir royal. Elle y réussit de facto pendant tout le règne de D. Afonso.

Le règne de D. Afonso V : les derniers feux de la féodalité

D. Afonso V, pendant un règne de plus de quarante années, rompit avec la politique de ses prédécesseurs. Prodigue en donations à la haute noblesse, il renforça la puissance de diverses maisons seigneuriales. Assez influençable, le jeune roi, libéré de la tutelle de D. Pedro et la tête remplie des idéaux de la chevalerie et de la croisade, se laissa guider par ses deux autres oncles, D. Afonso, duc de Bragance, qui incarnait le parti de la réaction féodale, et D. Henrique, duc de Viseu, obsédé par la conquête du Maroc. Les très nombreuses infractions qu'il admit à la *Lei* Mental furent les gages les plus évidents qu'il donna à la noblesse[14]. Ils étaient la contrepartie inévitable aux deux chimères que le souverain poursuivait : la réalisation de l'union ibérique sous l'égide de la dynastie d'Avis et la croisade marocaine aux dépens de l'exploration de la côte occidentale de l'Afrique qui marqua le pas.

Après la prise de Constantinople par les Turcs ottomans en 1453, Alphonse V fut le plus ardent soutien du Saint-Siège, lorsque ce dernier voulut promouvoir une croisade de toute la Chrétienté européenne contre l'Islam. Les autres princes chrétiens n'ayant pas répondu à l'appel du pape, le projet n'eut pas de suite. Le roi, pressé par son oncle D. Henrique, mit alors sur pied une nouvelle expédition en Afrique du Nord. A la tête de son armée et en compagnie de la fine fleur de la *fidalguia*, il fit la conquête d'Alcácer Ceguer en 1458. Fort du prestige que lui donnait cette victoire, il ajouta à sa titulature de roi de Portugal et de l'Algarve celle *«daquem e dalem-mar en África»* (littéralement, «de ce côté et de l'autre de la mer en Afrique»)[15]. D'autres expéditions contre Tanger, destinées à venger la déroute de 1437 et le martyre de *l'Infante Santo*, échouèrent en 1460 et

1463-1464. Cette dernière faillit même tourner à la catastrophe. Ce ne fut qu'après la prise d'Alzira en 1471, qui provoqua l'évacuation de Tanger par sa population musulmane, que les Portugais prirent possession de la ville. Alphonse V songeait à de nouvelles expéditions, quand il fut arrêté par les affaires de Castille dont il se mêla bien imprudemment.

En 1474, à la mort d'Henri IV, dont le règne avait été très troublé par des guerres nobiliaires, des querelles de succession déchirèrent en effet le royaume voisin. De son mariage avec l'infante Jeanne de Portugal, sœur d'Alphonse V, le souverain défunt n'avait eu qu'une fille, l'infante D. Juana. Le roi de Castille étant réputé impuissant, D. Juana n'aurait été qu'une bâtarde, fruit des amours de la reine avec son favori, D. Beltran de la Cueva. Ses adversaires la surnommèrent alors la «*Beltraneja*». L'infante Isabelle, sœur du défunt roi, en prit prétexte pour se proclamer reine de Castille. Comme elle avait épousé l'infant Ferdinand, héritier d'Aragon, elle reçut le soutien d'un parti aragonais[16]. En revanche, un parti nobiliaire vint proposer à Alphonse V la couronne de Castille, à condition d'épouser sa nièce, l'infante Juana.

Le roi de Portugal ne résista pas à la tentation de réunir sur sa tête les deux couronnes. C'était engager son pays dans une aventure périlleuse, car le parti de la *Beltraneja* était faible et les nobles hésitaient entre le prestigieux Alphonse V et le jeune et actif couple adverse formé par Isabelle et Ferdinand. En 1475, D. Afonso envahit la Castille et occupa la plus grande partie du Léon, mais il fut tenu en échec à la bataille de Toro en 1476. La victoire n'avait été décisive ni d'un côté ni de l'autre, mais le prestige d'Alphonse V s'effondra. Presque toute la noblesse castillane rallia le camp d'Isabelle et Ferdinand. La Castille et l'Aragon seraient réunis sous le sceptre des Rois Catholiques.

Le roi de Portugal rompit alors avec les traditions diplomatiques de ses prédécesseurs, alliés de l'Angleterre et de la Bourgogne. Il voulut convaincre la France de défendre sa cause au nom de l'alliance franco-castillane et du contentieux franco-aragonais qui l'avaient toujours opposée à l'Aragon sur les confins pyrénéens et en Catalogne. Le roi de France était alors Louis XI, dont le réalisme politique s'accordait peu avec l'esprit chevaleresque d'Alphonse V, plus proche de celui de son adversaire, le duc de Bourgogne, Charles le Téméraire. Malgré l'avis défavorable de ses

conseillers, D. Afonso s'embarqua pour la France avec une suite brillante et des centaines d'hommes d'armes, en août 1476. Après avoir débarqué à Collioure, il traversa le pays pour rencontrer, à Tours, Louis XI. Celui-ci le paya de bonnes paroles et lui conseilla perfidement d'aller rencontrer son brillant cousin, le duc de Bourgogne.

D. Afonso se mit alors en tête de réconcilier le roi de France avec son vassal. Il rejoignit ce dernier au siège de Nancy : «Ce povre roy de Portugal, qui estoit très bon et juste, mist en son ymagination qu'il yroit devers ledict duc de Bourgogne, qui estoit son cousin germain, et qu'il pacifieroit tout ce différent du roy et de luy - le duc -, affin que le roy luy peust ayder; car il avoit honte de retourner en Castille ny Portugal avecques ceste defaulte et de n'avoir riens fait deçà; car legièrement il avoit esté meu de venir et oultre l'oppinion de son conseil. » Non seulement il comprit qu'il n'y réussirait pas, mais il dut refuser à Charles le Téméraire sa participation à la guerre, « disant n'estre point en armes ny accompaigné pour tel exploit, et s'en retourna à Paris » (cité par J. Paviot).

Le « grand-duc d'Occident" avait tenté en vain de le mettre en garde contre la duplicité de Louis XI. Rien n'y fit. Sans se décourager, D. Afonso revint à Paris, où il apprit le désastre et la mort du Téméraire. Il s'entêta à y rester quelques mois, en essayant en vain de rencontrer «l'universelle aragne». En juin 1477, il put enfin le trouver à Arras, où le roi de France, qui l'avait amusé pendant tous ces longs mois, lui rendit une réponse négative : trop occupé qu'il était à digérer la succession de Bourgogne, il n'interviendrait pas dans les affaires espagnoles. Désespéré, D. Afonso V écrivit une lettre bien sentie au roi de France pour dénoncer sa perfidie. Il en adressa une autre à son fils l'infant D. João : il lui annonçait son abdication et son départ en pèlerin pour la Terre sainte, et lui ordonnait de se faire acclamer roi.

En octobre 1477, les fidèles de D. Afonso finirent par le dissuader de faire le voyage de Jérusalem et le firent embarquer à Honfleur pour le Portugal. Il arriva à Cascais le 15 novembre et débarqua à Oeiras, cinq jours après l'acclamation de D. João II à Santarém. Ce dernier lui rétrocéda immédiatement la couronne pour se consacrer aux affaires maritimes et donner une nouvelle impulsion aux voyages de découverte. Le père et le fils

gouvernèrent ensemble jusqu'à la mort d'Alphonse V en 1481. Entre-temps, la paix avait été faite avec la Castille par le traité d'Alcáçovas (1479).

LE «PRINCE PARFAIT » CONTRE LES GRANDS

Les premières mesures antiseigneuriales

A la mort de D. Afonso V à Sintra, le 28 août 1481, l'infant D. João reprit la couronne que, avec un grand sens de l'État, il n'avait pas disputée à son père à son retour de France. Certains de ses prédécesseurs n'y auraient pas résisté : la monarchie féodale était bien morte. L'échange des serments, qui traduisait le contrat passé entre le souverain et son peuple, reprit la formule traditionnelle. Celle du roi : «Nous jurons et promettons, avec la grâce de Dieu, de régner et de vous gouverner bien et directement, et de vous administrer entière justice, autant que le permet la faiblesse humaine, et de vous conserver vos privilèges, grâces et bienfaits, libertés et franchises, qui vous furent données et octroyées par le roi mon seigneur et père, que Dieu ait en bonne garde, et par tous les rois passés, mes prédécesseurs. » A leur tour, les grands, les chevaliers, les *fidalgos* et les *procuradores* de Lisbonne et des autres cités et villes du royaume prêtèrent serment : «Je jure sur ces Saints Évangiles, corporellement tangibles dans ma main, que je reçois pour roi et seigneur véritable et naturel le très haut et très excellent et très puissant prince le roi notre seigneur, et je lui rends foi et hommage selon le *foro* et la coutume *d'Hispania.* »

La réunion des Cortès [17] que le roi convoqua à Évora en novembre 1481 fut en revanche précédée d'une nouveauté qui surprit et mécontenta vivement les nobles. Avant même que s'ouvrît l'assemblée, Jean II imposa aux *alcaides-mores* un nouveau cérémonial. Ils durent prêter serment et hommage pour les places fortes qu'ils tenaient de la main du roi, en vertu d'un ancien lien féodal, qu'ils renouvelèrent solennellement. Le nouveau monarque avait soigneusement préparé un acte qui devait marquer le lien et la dépendance des seigneurs par rapport à lui. En signe de possession précaire, il les obligea auparavant à remettre ces forteresses entre ses mains,

qu'il leur restitua ensuite. Il affirmait ainsi que cette concession n'était faite que par faveur royale, et qu'elle ne leur reconnaissait aucun droit antérieur.

Les seigneurs durent compléter leur serment «d'être de bons et loyaux et vrais vassaux, sujets et serviteurs» par la formule de «vous obéir, servir et accomplir tous vos ordres, loyalement et véritablement, comme loyaux et vrais vassaux sont tenus et obligés de faire à leur roi et seigneur». Ils durent alors lui baiser les mains «en signe d'obéissance, de sujétion et de vassalité, comme à notre roi et seigneur que directement et véritables nous sommes». Avec à leur tête D. Fernando, troisième duc de Bragance, et ses frères, ils protestèrent en vain contre cette innovation.

Pendant ces Cortès d'Évora et à la demande du tiers état, le roi promulgua aussi des mesures destinées à diminuer les abus que les seigneurs pouvaient commettre sur leurs terres et à renforcer l'autorité des officiers royaux et des *concelhos.* A cet effet, il ordonna la vérification de leurs privilèges de juridiction.

Jean II rappela immédiatement aux plus grands leur devoir d'obéissance : le propre frère du duc de Bragance, le marquis de Montemor-o-Novo, fut exilé pour une peccadille, considérée par le roi comme un manquement à ses ordres. Ce n'était que le premier acte d'une offensive délibérée contre la maison de Bragance, la plus puissante du royaume[18]. Véritable provocation qui ne pouvait conduire qu'à un affrontement avec les grands, il imposa ensuite l'entrée des *corregedores* royaux sur les terres seigneuriales.

L'infante D. Brites (ou Beatriz), sa belle-mère[19], qui jouissait, semble-t-il, de sa confiance, tenta de le modérer et se fit la médiatrice entre les grands et le pouvoir royal. Elle voulut convaincre Jean II de n'appliquer cette mesure qu'aux donations récentes faites pendant le règne de son père, et pointa du doigt les légistes de son entourage qui l'entraînaient sur une pente dangereuse. Son gendre lui répondit que ce n'était nullement un coup de tête de sa part. Sa décision était mûrement réfléchie et il ne l'avait prise qu'après avoir consulté des personnes de son conseil en lesquelles il avait toute confiance. Dieu lui avait donné le devoir et le pouvoir de justice et il y était tenu par son serment. Par conséquent, les officiers auxquels il avait délégué sa justice devaient entrer dans toutes les terres du royaume, y compris celles des seigneurs, ce dont la faiblesse de son père les avait exemptées.

La révolte des grands

La réaction du duc de Bragance et de la grande noblesse ne se fit pas attendre. Sans que ce fût, semble-t-il, une véritable conjuration pour remplacer ou tuer le roi, ils conclurent une ligue qui s'apparentait à celles qu'on appelait en France les ligues du «Bien public». Le péril était cependant réel pour Jean II, car sa cousine Isabelle de Castille ne manquerait pas d'apporter son soutien aux grands pour entretenir le désordre dans le royaume voisin. Malgré le traité d'Alcáçovas-Tolède qu'ils avaient conclu avec Alphonse V, les Rois Catholiques se méfiaient toujours de la couronne de Portugal. Ce traité avait pourtant conclu le mariage de l'infant D. Afonso, fils et héritier de D. João II, avec D. Isabel, fille d'Isabelle et de Ferdinand, ouvrant ainsi la perspective d'une union ibérique au profit de la dynastie d'Avis[20].

Les Bragance ne comprirent pas que les Rois Catholiques comptaient sur eux pour affaiblir le roi de Portugal, mais n'étaient pas décidés à intervenir directement. D'ailleurs, D. João II disposait toujours d'un moyen de pression sur la reine de Castille : faire sortir la Beltraneja de son couvent et la marier en Navarre. Le souverain portugais décida alors de frapper un grand coup pour déjouer tout risque de guerre féodale : le duc de Bragance ayant commis l'imprudence de venir à la cour assister aux fêtes du retour de l'infant héritier, D. Afonso, il ordonna son arrestation le 30 mai 1483, et fit main basse sur les vingt-cinq villes et forteresses dont le duc était le seigneur. Les trois frères du duc, le marquis de Montemor, le comte de Faro et D. Álvaro, réussirent à échapper au coup de main et à se réfugier en Castille.

Le duc fut mis en jugement devant un tribunal composé de magistrats de profession et non devant une cour de ses pairs, comme il l'avait sollicité. C'était l'illustration de la position politique du «Prince Parfait» : la justice royale était supérieure aux privilèges des grands. L'instruction fut faite en 21 jours. Tout en manifestant le respect dû à un aussi grand seigneur de sang royal, le tribunal le condamna à mort et décréta la confiscation de tous ses biens, quelles que fussent leur origine ou leur nature, au profit du domaine de la Couronne. Il fut décapité à Évora avec un appareil

exceptionnel. Le marquis de Montemor, en fuite, également condamné à mort, ne fut décapité qu'en effigie à Abrantès.

D. Diogo, duc de Viseu, cousin germain du roi, frère de la reine D. Leonor et fils de D. Brites, avait eu dans cette affaire une attitude ambiguë, qui lui avait valu un sérieux avertissement de Jean II. L'année suivante, avec la complicité d'un certain nombre de ses familiers de la haute noblesse, il fomenta une véritable conjuration dont le but était la liquidation physique du souverain. Il comptait sans doute se substituer à lui sur le trône. Ayant eu vent du complot, Jean II prit ses précautions[21]. Il alla toujours armé et, pour s'échapper plus rapidement en cas d'agression, ne se déplaça plus qu'à cheval en se faisant accompagner par une garde personnelle de fidèles. Il put ainsi prendre les devants. A Palmela, le 22 août 1484, il poignarda lui-même le duc de Viseu, non point par cruauté, mais pour éviter de faire un procès à une personne aussi proche du trône. Il fit arrêter les autres conjurés, ordonna à ses légistes de rédiger un procès-verbal justificatif et à ses soldats d'occuper toutes les places appartenant au *senhorio* du duc de Viseu. La répression fut rigoureuse [22]. D. João II prit immédiatement possession des forteresses de la frontière qui étaient aux mains des conjurés.

Le gouvernement de D. João *II*

Il ne faut pas chercher dans le gouvernement du «Prince Parfait» une volonté de détruire l'ordre social et de faire reposer son autorité sur les couches populaires pour mater les grands seigneurs. Comme son oncle D. Pedro, il assit son pouvoir sur la petite noblesse et sur quelques grands seigneurs à la fidélité éprouvée : la maison d'Almeida, des comtes d'Abrantès, forma avec toute sa clientèle un appui solide. Jean II ne gouverna qu'avec un petit nombre de collaborateurs : D. Diogo Ortiz, évêque de Tanger, le docteur Fernâo Rodriguez, doyen de Coïmbre, frère Joâo da Povoa, son confesseur, D. Diogo de Almeida, prieur de Crato, D. Álvaro de Castro, *vedor da Fazenda*, Antâo de Faria, son camérier et Pêro d'Alcáçova, son secrétaire[23].

Jean II, nous l'avons vu, caressa de nouveau le projet d'union ibérique, en mariant son fils et héritier, D. Afonso, à la fille aînée des Rois Catholiques, D. Isabel. Il attacha une grande importance à l'événement : le mariage eut

lieu à Évora avec un faste jusque-là jamais égalé au Portugal. Le roi voulait ainsi exalter le pouvoir royal et la grandeur de la maison d'Avis. La mort de D. Afonso vint bouleverser ses projets: pendant une course à cheval, le long du Tage à Santarém, le prince fit une chute mortelle. Le souverain n'avait pas d'autre fils légitime, et la mauvaise santé de la reine Éléonore lui laissait peu d'espoir d'en avoir. II n'avait plus alors d'héritier direct et craignait le retour en force de la grande noblesse avec l'avènement de D. Manuel, duc de Beja, frère de celui qu'il avait poignardé[24]. Il tenta bien de faire habiliter au trône son bâtard, D. Jorge, dans lequel il avait placé tous ses espoirs, mais il se heurta à une virulente opposition, menée par la reine, sœur de D. Manuel. Il préféra y renoncer devant la perspective inévitable d'une nouvelle guerre de succession. D. Joâo mourut à Alvor, le 25 octobre 1495, alors qu'il se rendait à Caldas de Monchique pour y prendre les eaux qui rétabliraient sa santé.

Comme Louis XI en France, le *«Principe Perfeito»* fut sans aucun doute le souverain qui, au Portugal, prépara l'avènement de la monarchie absolue de l'époque moderne. Il eut un autre titre de gloire : tout en consolidant la défense des places qui avaient été conquises au Maroc, il avait compris que son royaume s'épuiserait en vain en continuant la croisade contre les Maures et que son avenir était ailleurs, sur les océans.

L'ÉPANOUISSEMENT DES ARTS ET DE LA CULTURE : NUNO GONÇALVES ET FERNÃO LOPES

A l'instar des autres pays de l'Europe occidentale, l'art gothique s'épanouit au Portugal dans le style flamboyant. A l'exception de Batalha, où l'influence anglaise, apportée par le maître architecte Huguet, persista jusqu'en 1438, l'architecture est cependant caractérisée par un fort enracinement national et une unité remarquable des constructions. Un ensemble de petites églises fut élevé dans tout le pays. Les plus exemplaires sont celles de Marvão, édifiée vers 1400, de Caminha en 1480 et de Vila do Conde vers 1490. On retrouve ce style dans les édifices conventuels, comme les monastères de Sant'Iago à Palmela (1450), de S. João Evangelista dos Loios à Évora (1485) ou de Jesus à Setúbal, fondé en 1490. Quelques cathédrales, comme les Sés de Lamego, de Guarda et de Silves,

furent aussi ornées de gothique flamboyant. Ce dernier s'imprima également dans l'architecture civile, comme dans les palais de Leiria, de Guimarâes, de Torres Vedras ou de Santarém, ainsi que dans l'architecture militaire, à Castelo de Vide, Elvas, Marvâo, Mourão, et d'autres places fortifiées que le roi et ses fidèles firent restaurer ou reconstruire après la guerre contre la Castille. A la fin du règne de Jean II, en une époque qualifiée de «protomanuéline», le style gothique annonce l'art manuélin. C'est le cas dans l'église du monastère de Jesus à Setúbal et dans celle de la Senhora do Populo à Caldas da Rainha[25].

La grande nouveauté dans l'art portugais du XVe siècle fut la naissance d'une véritable école de peinture. Dans la première moitié du siècle, on trouvait à la cour des artistes italiens, comme António Florentim, peintre de D. João I et de D. Duarte, ou flamands, en particulier Van Eyck, venu au Portugal en 1428. A l'inverse, des peintres portugais se distinguèrent en Italie, notamment Álvaro Pires de Évora à Pise et Joâo Gonçalves à Florence. Il n'est donc pas étonnant que les influences flamande et italienne soient prépondérantes chez ce que l'on appelle les «primitifs portugais ».

L'œuvre la plus célèbre reste le fameux *polyptyque de São Vicente* de *Fora* que l'on attribua à Nuno Gonçalves. De ce dernier on ne sait pas grand-chose, sinon que son œuvre se place entre 1450 et 1492, et qu'il devint peintre royal en 1471. Par la finesse du dessin et la magnificence de la couleur, le polyptyque se rattache incontestablement à des courants venus de Flandre et d'Italie : « Si l'influence flamande est évidente dans le contexte esthétique dans lequel cette œuvre s'insère, une formation ou au moins un goût hispanique s'y accorde, et la culture italienne n'est pas loin... L'art portugais a créé avec ce polyptyque, où certains aspects archaïsants de la composition sont compensés par une vigoureuse originalité, un des chefs-d'œuvre de la peinture occidentale de son temps» (J. Augusto França). Chef-d'œuvre également que ce poignant Ecce *Homo* qui traduit le mystère de la Passion du Christ avec un symbolisme dramatique particulièrement impressionnant[26].

Au XVe siècle, les deux principaux centres de culture continuèrent d'être le couvent de Santa Maria de Alcobaça et celui de Santa Cruz de Coïmbre. Le premier resta dans la tradition d'une littérature morale et religieuse. Nous n'évoquerons ici que *O Orto do Esposo,* composé à la fin du XIVe et au

début du XVe siècle, sans doute inspiré par le *De vita solitaria* de Pétrarque. Dans cet ouvrage, la nature représente l'épouse du Christ et elle est un moyen allégorique de rénovation spirituelle. Les Saintes Écritures sont comparées à un jardin situé au paradis, où fleurissent des « espèces aromatiques », arbres, plantes et fruits. Dans le genre moralisant, les fables d'Ésope inspirèrent, avant La Fontaine, l'auteur du *Livro de Esopo,* qui cherche dans la vie des animaux des exemples de bonne conduite ou d'actions blâmables.

A Santa Cruz de Coïmbre continua la tradition de rédiger des petites chroniques sur les premiers temps du Portugal, sur le règne du fondateur et de ses successeurs, ainsi que sur la Reconquête, mais ce ne sont qu'énumérations d'événements, de noms et de dates. Les premières véritables chroniques sont les quatre *Crónicas Breves e Memórias Avulsas,* qui vont jusqu'au règne de D. Dinis. A la lueur de la crise de 1383-1384, les auteurs ne se contentent plus de narrer les événements, mais font une réflexion sur l'identité portugaise à travers l'action des souverains de la maison de Bourgogne.

Malgré sa rédaction en castillan, une œuvre originale a une réelle valeur historique et littéraire. Il s'agit de la *Tragedia de la insigne Reyna* Doña *Isabel,* écrite par l'infant D. Pedro, connétable de Portugal, fils du régent malheureux, D. Pedro. Homme de grande culture qui avait constitué une riche bibliothèque, il y évoque l'épisode douloureux où les enfants de ce dernier furent dispersés après la bataille d'Alfarrobeira[27]. Ce n'est pas une véritable chronique mais du moins un précieux témoignage historique.

Avec Fernão Lopes, né et mort à Lisbonne vers l'an 1380 et après 1460, le Portugal tint son plus grand chroniqueur. Il avait conçu le projet de faire une histoire générale du royaume, fondée sur la « claire certitude de la vérité». Devenu historiographe du roi, son propos était avant tout de traiter de la grande crise nationale, en examinant ses causes et ses conséquences, et d'exalter la nouvelle dynastie. Il écrivit ainsi les *Crónicas de D. Pedro I, de D. Fernando,* et les deux premières parties de celle de *D.* João *I,* qui englobèrent tous les événements de 1383 à 1411.

Dans ses chroniques, Fernâo Lopes n'est pas seulement historien. Sous l'influence d'Aristote, de Cicéron et de saint Augustin, il traite aussi de philosophie politique. Ne retenons que son prologue de la chronique de D.

Pedro qui constitue une belle réflexion sur la justice. «La Justice est une vertu qui contient toutes les vertus. C'est ainsi que celui qui est juste accomplit toute vertu, parce que la justice, comme loi de Dieu, défend que tu forniques et que tu sois goinfre, et en respectant cela, on accomplit les vertus de chasteté et de tempérance... » En tant que telle, la justice ne peut être qu'une vertu royale : « Cette vertu est très nécessaire au roi et même à ses sujets, parce que, s'il y a dans le roi vertu de justice, il fera des lois pour que tous vivent avec droiture et en paix. Et ses sujets, étant justes, ils respecteront les lois qu'elle impose, et, en les respectant, ils ne feront d'injustice à personne... » *(Crónica de D. Pedro).* Avec Fernâo Lopes, le Portugal peut s'enorgueillir d'avoir un chroniqueur d'une valeur exceptionnelle, qui ne souffre pas de la comparaison avec Froissart.

Gomes Eanes de Zurara lui succéda dans sa charge en 1454, et il l'occupa pendant vingt ans. Tout en n'ayant pas la qualité littéraire de celles de son prédécesseur, ses chroniques n'en ont pas moins une grande valeur historique. Elles restent la source principale de la première expansion portugaise, avec les campagnes de l'Afrique du Nord et l'exploration de la côte africaine. Il finit d'écrire en 1450 la Crónica *da Tomada de Ceuta*, qui constitue la troisième partie de la *Crónica* de *D. João I* par Fernâo Lopes. Au cours des années 1452-1453, il rédigea la Crónica de *Guiné*, qui est une apologie de l'infant D. Henrique et des premières découvertes jusqu'en 1448. Il laissa enfin deux œuvres d'histoire seigneuriale liées aux premières conquêtes et découvertes, retraçant la vie et les actions de D. Pedro de Meneses, premier gouverneur de Ceuta, et celles de son fils D. Duarte de Meneses, *fron*teiro (garde de la fontière) d'Alcácer Ceguer.

La tradition historiographique fut continuée par Vasco Fernandes de Lucena et par Antâo Martins, dont on ne connaît malheureusement pas les œuvres. Leur successeur, Rui de Pina, se dédia pendant trente ans, à partir de 1481, à l'écriture des *Crónicas de D. Duarte*, de *D. Afonso V et* de *D. João II*, qui, malgré leurs défauts, constituent aussi une source essentielle de l'histoire de la période[28]. Bien que son œuvre ait été écrite entre 1505 et 1514, on peut considérer Duarte Galvâo, né vers 1445, comme un chroniqueur du XVe siècle par sa formation. Il occupa des fonctions officielles auprès de D. Afonso V et il fut le secrétaire et le conseiller de D. João II. D. Manuel lui conserva cette confiance en l'employant dans des

missions diplomatiques. Sur son ordre, il se rendit à Santa Cruz de Coïmbre pour y rassembler les sources de la *Crónica del Rey Dom Affonso Henriques, primeiro Rey destes Regnos de Portugal,* qui ne fut publiée qu'au XVIII[e] siècle. C'est la première grande apologie du fondateur du Portugal, avec la volonté manifeste de montrer en D. Manuel le représentant d'une continuité historique.

Ce n'est pas un hasard si toutes ces œuvres sont imprégnées de l'exaltation de la patrie, de la nation et de la dynastie d'Avis. Elles fleurissent au lendemain d'Aljubarrota et à la veille de la grande expansion maritime. Les Portugais constituaient désormais un peuple sûr de lui-même et prêt à remplir la grande mission historique que Dieu leur avait confiée. En 1452, D. Lopo de Almeida, *alcaide-mor* du château d'Abrantès, faisait partie de la suite de l'infante D. Leonor, qui allait épouser l'empereur Frédéric III. Dans la première lettre qu'il envoya au roi Alphonse V, il n'hésitait pas à écrire que les courtisans germaniques n'étaient que des « hommes barbares et bestiaux», et que «le meilleur roi du monde, la meilleure terre du monde, les meilleurs hommes du monde, ce sont ceux du Portugal».

1 Elle ne manquait cependant pas de caractère : elle accepta que fussent élevés à la cour de leur père ses enfants illégitimes mais exigea qu'Inês Pères se retirât dans un couvent.

2 Il fut l'auteur d'un ouvrage politique, le *Leal Conselheiro,* et d'un manuel d'équitation, *l'Arte de Bem CavalgarToda Sela.* Il commença la publication du premier code de lois, les *Ordenações Afonsinas.*

3 Elle était la fille de Jaime, comte d'Urgel : leur fils aîné, D. Pedro, put ainsi prétendre au trône d'Aragon : il porta le titre de roi d'Aragon de 1463 à 1466.

4 Philippe le Bon était féru de généalogie et très orgueilleux du sang de Charlemagne et de Saint Louis qui coulait dans ses veines. La maison de France était beaucoup moins indulgente pour la bâtardise que les dynastiques ibériques qui souvent se perpétuèrent grâce à elle.

5 L'infant D. Pedro, fils aîné du régent de Portugal, invoqua les droits de sa mère, Isabelle d'Urgel, pour se proclamer roi de Catalogne en 1463. D. Jaime, évêque d'Arras en 1453, fut fait cardinal par le pape Calixte III en 1456. D. Joâo fut associé aux projets de croisade de son oncle Philippe le Bon : le 17 février 1454, lors du banquet du Faisan à Lille, il fit son vœu de croisade et partit pour l'Orient. L'année suivante, la diplomatie bourguignonne négocia son mariage avec la princesse Charlotte de Lusignan. Il devint ainsi régent du royaume de Chypre. La duchesse Isabelle fit aussi le mariage de D. Beatriz, leur sœur, avec le frère du duc de Clèves, en 1453. En 1451 elle avait aussi négocié celui d'une autre nièce, sœur d'Alphonse V, l'infante D. Joana, avec l'empereur Frédéric III de Habsbourg. Elle fut la mère de l'empereur Maximilien qui épousa sa cousine Marie de Bourgogne. Elle fut ainsi l'arrière-grand-mère de Charles Quint.

6 Une étude des membres du Conseil de D. Joâo I, sur une période allant de 1383 à 1433, donne des résultats significatifs : de 1383 à 1390, sur dix conseillers, nous trouvons un clerc, deux clercs *letrados,* deux laïcs letrados et quatre nobles, et de 1421 à 1433, sur treize conseillers, il n'y a plus ni clercs ni clercs *letrados,* seulement deux laïcs *letrados* et onze nobles. «Dans les dernières années de la vie de D. João I, et quand les hommes de l'interrègne (1383-1385) disparaissent peu à peu, nous trouvons une phase où l'accès à cet organe tend à se restreindre : sont pratiquement exclus les clercs, les *letrados* et ce qui aurait pu encore rester d'une représentation des *cidadãos* - bourgeoisie des cités –, et le recrutement des conseillers tend à se faire dans une nouvelle génération de nobles – ou d'anoblis - curieusement descendants de personnalités réparties dans les deux camps qui s'affrontèrent en 1383-1385 » (A. L. de Carvalho Homem).

7 Il semble bien que l'on ait assisté, au cours du XVe siècle, à une fusion entre ces deux noblesses. Reprenons le cas des Melo : en 1439, en effet, la fille de Gonçalo Vaz de Melo épousa le petit-fils du célèbre Álvaro Pais, chancelier de D. Pedro et de D. Fernando, Luis Alvares Pais, qui exerçait une charge dans la maison du roi. Cette union entre une famille de la noblesse de service et la haute noblesse est très caractéristique de l'époque, où s'amalgament les valeurs d'une nouvelle société et celles de la vieille société, ébranlée par la «révolutions de 1383 (José Cumbre).

8 Les plus importants de ses domaines se trouvaient ausi bien dans le Nord que dans l'Alentejo : il possédait les comtés d'Ourem, de Barcelos et d'Arraiolos, les villes et bourgs de Braga, Guimarâes, Chaves, Montalegre, Porto de Mos, Ourem, Evoramonte, Estremoz, Borba, Almada, Montemor-o-Novo, Arraiolos, Vila Viçosa, Souser, Alter do Châo, Monsaraz, Portel et Loulé.

9 Un autre fidèle du maître d'Avis, Egas Coelho, avait reçu de lui d'importantes donations. Il fut l'une des victimes de la politique de confiscations de Jean Ier, et il partit en Castille, où il entra, avec sa famille, au service du roi D. Juan II. Le propre écuyer du connétable, qui lui avait confié *l'alcaidaria* du château de Chaves, avec la jouissance des revenus de la ville, fut sommé de les restituer à la Couronne. Il partit pour la Castille avec sa femme, et ses biens furent confisqués en 1398. Les deux frères Martim et Lopo Vasques da Cunha avaient été parmi les plus ardents partisans du maître d'Avis. Indignés de ces confiscations, ils s'exilèrent dans le royaume voisin avec leur famille.

10 Avec d'autres exilés portugais, il n'hésita pas à participer, au mois de mai 1400, à une action contre les soldats de leur roi qui faisaient le siège d'Alcántara. Lorsque la paix fut faite entre la Castille et le Portugal, certains de ces transfuges, parmi lesquels Álvaro Gonçalves, Joâo Fernandes Pacheco et Martim Vasques da Cunha, furent autorisés à revenir au Portugal.

11 Il ne portait pas le titre de maître, car celui-ci se trouvait en Castille.

12 Ceux que l'on appelait «les infants d'Aragon», fils de Ferdinand d'Antequera, roi d'Aragon (lui-même fils de Jean Ier de Castille), menaient alors le combat contre leur cousin germain Jean II de Castille et son favori Álvaro de Luna. Ils menacèrent d'intervenir en faveur de leur sœur la régente dépossédée et envoyèrent, en octobre 1440, une agressive et insolente ambassade à D. Pedro pour le sommer de rétablir D. Leonor dans ses droits. Ce dernier, connaissant la situation de la Castille, éconduisit avec hauteur leurs émissaires. En décembre 1440, D. Leonor s'enfuit en Castille (où elle mourut en 1445) dans l'espoir d'en ramener des secours. Álvaro de Luna écrasa les infants d'Aragon à la bataille d'Olmedo en mai 1445.

13 Déjà en 1440, pour les rallier tous à sa cause, il leur avait abandonné la responsabilité de la défense des frontières, en les nommant *fronteiros-mores* : le comte de Barcelos, dans l'Entre Douro e Minho et dans le Trás-os-Montes, le duc de Viseu, dans la Beira, et D. João, dans l'Entre Tejo e Guadiana. A la mort de ce dernier en 1442, ce fut le fils du comte de Barcelos, le comte d'Ourem,

accroissant encore le poids de cette maison. La mort de l'infant D. João fut une grande perte pour le régent.

14 Quelques cas les illustrent parfaitement. Un magistrat de la *Casa da Suplicaçâo*, le docteur João Fernandes da Silveira, reçut les biens de la Couronne donnés à son beau-père Diogo Lopes Lobo, membre du Conseil du roi. Inês de Gois apporta à son mari, le *fidalgo* Pero Machado, officier de la maison de l'infant D. Fernando, frère du roi, les terres de Losa que son père détenait de la Couronne. Un gentilhomme de la maison du roi, Diogo de Azevedo, obtint d'Alphonse V la faveur d'hériter du domaine du Souto, détaché du domaine royal, que son frère, mort sans descendants, avait reçu. Le roi accepta également qu'un gentilhomme de sa maison, D. Diogo de Sampaio, pût laisser à sa fille les terres et les châteaux qu'il avait reçus de la Couronne. Ces faveurs s'étendaient à la plus grande noblesse. Par une lettre du 27 juin 1476, D. Afonso accorda à D. Henrique de Meneses, comte de Viana et de Loulé, l'autorisation, dans le cas où il viendrait à décéder sans héritier mâle, de transmettre ses terres et ses titres à sa fille D. Beatriz, mariée à D. Francisco Coutinho, comte de Marialva.

15 Il convertit aussi le singulier «Algarve en pluriel «Algarves ». En jouant de l'origine arabe du nom *«al Garb»*, c'est-à-dire l'Occident, il signifiait orgueilleusement à la Chrétienté qu'il était souverain sur les deux continents. Il devint Alphonse l'Africain.

16 L'infant Ferdinand était en effet le petit-fils de Ferdinand d'Alcántara, infant de Castille et roi d'Aragon, et, par conséquent, pouvait prétendre à la couronne de Castille. Voir généalogie, p. 198.

17 Pendant son règne il ne réunit plus les Cortès que pour leur demander des subsides.

18 A leur immense patrimoine, ils avaient ajouté celui des Melo. En effet, D. Filipa de Melo, fille et héritière de Rodrigo de Melo et petite-fille de Martim Afonso de Melo IV, épousa D. Álvaro de Bragance, fils cadet de D. Fernando, deuxième duc de Bragance. D. Álvaro fut fait en 1473 *regedor da Casa da Suplicaçâo*. Désormais, leurs descendants devinrent comtes de Tentugal, marquis de Ferreira et ducs de Cadaval et jouèrent un rôle de premier plan après la Restauration de 1640. Ils portèrent désormais le patronyme de Álvares Pereira (rappel de leur ancêtre le connétable) de Melo. Après la bataille de Toro, D. Álvaro et son frère le comte de Faro accompagnèrent D. Afonso V dans son voyage en France. Bien qu'il n'eût pas participé à la conjuration de son frère, le 3e duc de Bragance, il fut condamné, et il s'exila en Castille. Isabelle la Catholique, désireuse de se gagner un aussi puissant lignage, fit de lui un *contador-mor* et *alcaide-mor* de Séville et d'Andujar. Il ne revint au Portugal qu'après la mort de Jean II et l'avènement de D. Manuel.

19 Rappelons que, fille de l'infant D. João, maître de Santiago, elle avait épousé Ferdinand, duc de Viseu. Elle fut la mère du roi D. Manuel, successeur de Jean II.

20 Comme les princes étaient encore des enfants, leur garde avait été confiée à D. Brites, dont les fils, D. Diogo, duc de Viseu, et D. Manuel, duc de Beja, futur Manuel Ier, résideraient à la cour de Castille en guise de garantie.

21 Le projet parvint d'abord aux oreilles du roi par une indiscrétion faite à sa maîtresse par D. Garcia de Meneses, évêque d'Évora. Antão de Faria, son valet de chambre de confiance, et en quelque sorte le chef de sa sécurité, confirma les soupçons. Le complot fut enfin dénoncé par l'un des conjurés, D. Vasco Coutinho.

22 Destin pitoyable que celui de l'évêque d'Évora : mis dans une citerne sans eau de la tour de l'Hommage de Palmela, il mourut quelques jours plus tard empoisonné, semble-t-il. D. Fernando de Meneses, son frère, et D. Pedro de Ataide furent décapités à Setùbal, et Pêro de Albuquerque à

Montemor-o-Novo. D. Guterre Coutinho fut tué dans sa prison de la tour d'Avis. Fernão da Silveira, *escrivão da puridade*, réussit à s'enfuir en France, où le roi, impitoyable, le fit assassiner. D. Álvaro de Ataide parvint à s'échapper pour la Castille et le comte de Penamacor pour l'Angleterre. Le seul rescapé de cette aristocratie décimée fut D. Afonso, fils du marquis de Valença, qui reçut l'évêché d'Évora. Le roi récompensa la fidélité du frère puîné du duc de Viseu, D. Manuel, qui en reçut l'héritage avec le titre de duc, transféré de Viseu à Beja. Le dénonciateur, D. Vasco Coutinho, fut fait comte de Borba, avec le château et les *reguengos* d'Estremoz.

23 «Influencé peut-être par les politiques française et castillane, où le processus de centralisation royale du pouvoir était en cours, D. João II entreprit une lutte périlleuse contre les grands seigneurs féodaux qu'avec prestesse et sans scrupules, il mena jusqu'à la victoire finale... Il semble pourtant que la politique de D. João II consista à chercher l'appui, non de la classe populaire, mais avant tout des rangs inférieurs de la noblesse. En même temps, il promut beaucoup de légistes et fonctionnaires publics à des charges distinguées jusque-là réservées aux couches hautes de l'aristocratie» » (A. H. de Oliveira Marques).

24 Voir généalogie, p. 114.

25 Le XVe siècle fut aussi celui de la sculpture funéraire dont les plus beaux exemples se trouvent à Batalha : dans la chapelle du Fondateur, les gisants de D. João I et de D. Filipa de Lancastre constituèrent, avec les sépulcres latéraux des princes de la maison d'Avis, le panthéon royal de la dynastie. A Santarém, que l'on a appelée «la capitale du gothique portugais», on peut signaler, entre autres, le tombeau de D. Pedro de Meneses, premier gouverneur de Ceuta, et de sa femme, ou le cénotaphe de D. Duarte de Meneses.

26 Signalons aussi que Nuno Gonçalves fut l'auteur des cartons des tapisseries dont D. Afonso V ordonna l'exécution à Anvers. Ces quatre grandes tapisseries qui évoquent les prises d'Arzila et de Tanger sont un témoignage incomparable de l'art luso-flamand.

27 Pendant six années, la reine Isabelle chercha sans succès à obtenir pour ses frères le pardon de son mari Alphonse V. C'est en apprenant la mort de sa sœur que D. Pedro voulut traduire son désespoir en écrivant cette tragédie qu'il dédia à son frère, le cardinal D. Jaime.

28 Une tradition du XVIe siècle lui attribue aussi l'histoire des rois de la première dynastie jusqu'à D. Afonso IV. Il laissa enfin les matériaux de la *Crónica* de D. Manuel que Damiâo de Gois exploita quarante ans plus tard.

CHAPITRE VI

Découvertes et conquêtes

Comment ne pas partager l'étonnement de Gorani, un voyageur italien qui parcourut le Portugal au XVIIIe siècle : «J'étais ravi d'admiration pour une nation qui, quoique faible en nombre, avait fait les choses les plus étonnantes, qui avait étendu sa domination sur toutes les parties du monde par son industrie, par ses vertus, par sa valeur et par une foule de héros qui l'avaient servie successivement. » Il est vrai qu'il a toujours flotté une sorte de mystère sur les causes de l'expansion portugaise : comment un petit peuple à l'extrême occident de l'Europe, sur un territoire exigu et somme toute aussi pauvre, a-t-il pu mener à bien ce qui fut une gigantesque épopée collective?

LES RAISONS DE L'ÉPOPÉE PORTUGAISE

Les conditions générales de l'époque

Les conditions, aussi bien économiques que politiques, de l'Europe de la seconde moitié du XVe siècle étaient favorables à une expansion. Le manque d'or, la chute de Constantinople et la rupture de la route des épices par l'Asie imposaient la recherche d'autres voies pour le commerce des épices et l'or du Soudan. Le Portugal était géographiquement le mieux placé, en particulier pour entrer en contact avec le mythique royaume du Prêtre Jean, que l'on avait identifié comme le souverain de l'Éthiopie.

On a insisté sur les raisons scientifiques. Les progrès que l'Antiquité avait fait faire à la science nautique, perdus par la Chrétienté, étaient transmis par les musulmans de la péninsule Ibérique : il s'agissait d'un vaste corpus

astronomique et mathématique, d'un astrolabe perfectionné et de connaissances géographiques. Les techniques de navigation s'amélioraient sensiblement : l'invention du gouvernail central sur la poupe du navire (gouvernail d'étambot), la boussole, le portulan, l'adoption de la voile latine permirent de s'aventurer sur les océans. Il est pourtant difficile de dire quelle a été la part du Portugal dans cette révolution nautique, sinon dans les perfectionnements apportés à la caravelle dès le début du XVe siècle : ses marins en firent le navire idéal pour les voyages à longue distance et une navigation hauturière. En outre, la situation géographique du petit royaume au confluent des civilisations en fit le réceptacle idéal des changements venus de l'Atlantique, de la Méditerranée chrétienne et de la Méditerranée musulmane.

Des raisons plus spécifiquement portugaises

Le Portugal ne dispose que de rares sites portuaires, mais il a l'avantage de posséder une longue façade maritime et tout un peuple de pêcheurs. Ses marins avaient une grande expérience de la navigation et ils s'étaient déjà risqués, aussi bien vers le nord que vers le sud, sur des eaux et des côtes jusque-là inconnues des Européens. Un territoire exigu et pauvre, dont le déficit en céréales était permanent, ne pouvait plus suffire à nourrir une population qui, au milieu du XVe siècle, après les désastres de la peste noire et des guerres de la seconde moitié du XIVe siècle, était en pleine récupération, voire en pleine expansion. Il lui fallait trouver de nouvelles ressources. La société portugaise était en totale mutation. Une noblesse appauvrie dans un monde rural en décomposition était vivement concurrencée par la bourgeoisie marchande des ports. Lisbonne et Porto, où s'étaient installées des colonies étrangères - des Génois notamment -, étaient en ascension constante. «Les Génois, prompts à s'enraciner, y pratiquent le commerce de gros et même le commerce de détail, en principe réservé aux nationaux. Lisbonne et, au-delà de Lisbonne, le Portugal entier sont donc en partie sous le contrôle des étrangers. Ceux-ci ont forcément joué leur rôle dans l'expansion portugaise» (Fernand Braudel).

D'autres historiens privilégient des raisons idéologiques, psychologiques ou politiques. L'esprit de croisade, tout d'abord, qui, pendant les siècles de

la *Reconquista,* anima tout un peuple, rois et infants, clercs et nobles, bourgeois et paysans : il s'étendit tout naturellement et géographiquement au Maroc et poussa ensuite les Portugais à évangéliser des peuples païens. L'esprit de chevalerie des nobles également, ou le goût de l'aventure et du lucre, aussi bien chez les seigneurs que chez les bourgeois et dans le peuple. Ou encore les initiatives d'hommes d'exception, qui foisonnèrent dans le Portugal de cette époque : des politiques, comme l'infant D. Henrique ou le roi D. João II; des «découvreurs'), comme Bartolomeu Dias, Âlvares Cabral ou Vasco de Gama; des soldats et administrateurs, comme D. Francisco de Almeida ou Afonso de Albuquerque. Tous ces facteurs jouèrent évidemment.

Seul l'idéal de la croisade poussa les Portugais à conquérir et à conserver Ceuta. Mais ce port était le point d'arrivée du commerce de l'or transsaharien et les Portugais prirent rapidement conscience du parti qu'ils pourraient tirer de son occupation. Là, ils purent recueillir de précieuses informations sur les régions de l'Afrique noire d'où il provenait. Ils eurent alors la tentation d'établir avec ces terres un contact par mer et de dévier ainsi le commerce qui se faisait par les caravanes du Soudan occidental et par l'intermédiaire des musulmans de Berbérie. La tentation était d'autant plus grande que la Chrétienté occidentale souffrait d'une pénurie du métal précieux et que le Portugal était l'un des rares royaumes à ne pas avoir de monnaie d'or nationale.

L'esprit de croisade et l'appétit de l'or de Guinée furent encore aiguisés par l'espoir de prendre contact avec le mythique royaume du Prêtre Jean et de prendre ainsi à revers les musulmans. Les Européens le localisaient vaguement dans ce que l'on appelait alors les Indes, c'est-à-dire à la fois l'Éthiopie, l'Afrique orientale et ce que l'on connaissait de l'Asie. Il s'agissait en gros de toutes les régions mystérieuses qui se trouvaient à l'est et au sud-est de la Méditerranée, que l'on imaginait sous la souveraineté d'un puissant monarque-prêtre chrétien. Depuis 1405, quelques moines et envoyés éthiopiens, venus d'un royaume copte situé dans les montagnes entre le Nil et la mer Rouge, étaient arrivés en Europe par Jérusalem. L'un d'entre eux avait atteint Lisbonne en 1452. Cela ne fit que confirmer les Portugais dans leur croyance en un royaume chrétien fabuleux, sans pour autant leur permettre de le localiser plus précisément.

Les bulles que le Saint-Siège accorda au roi de Portugal renforcent l'idée que l'épopée portugaise eut bien pour origine l'esprit de croisade et que l'appétit de richesses ne vint qu'après. Trois d'entre elles, promulguées du vivant de l'infant D. Henrique, furent les plus importantes et les plus significatives.

La première, *Dum Diversas,* du 18 juillet 1452, autorisait le roi de Portugal à attaquer, conquérir et soumettre les Sarrasins, les païens et autres incroyants ennemis du Christ, à s'emparer de leurs biens et de leurs terres dont la propriété serait transférée au monarque portugais et à ses successeurs, et à les réduire en esclavage. Cette conquête ne concernait pas seulement les pays musulmans, notamment le Maroc, mais aussi tous les peuples païens que les Portugais avaient déjà découverts et pourraient désormais découvrir.

La deuxième, *Romanus Pontifex,* du 8 janvier 1455, s'adressait plus particulièrement à D. Henrique : après avoir résumé son œuvre de découverte, de conquête et de colonisation, elle qualifiait l'infant de vrai soldat du Christ et de défenseur de la foi, animé d'un véritable zèle apostolique. C'est à lui, spécialement, que le pape attribuait l'intention de faire le tour de l'Afrique par mer et d'entrer ainsi en contact avec les habitants des Indes « qui, selon ce qu'on dit, honorent le nom du Christ», et avec leur alliance, de continuer la lutte contre les Sarrasins et autres ennemis de la foi. Il lui confiait enfin la mission de soumettre et de convertir les païens, comme la conversion de nombreux esclaves amenés à Lisbonne le laissait espérer. Le pape Nicolas V non seulement légitimait les possessions de la couronne de Portugal et les conquêtes qu'elle ferait jusqu'aux Indes, mais lui en donnait même le monopole.

Plus tard, les Portugais reçurent l'autorisation de commercer avec les Sarrasins, où ils le voudraient, à condition de ne pas leur vendre d'armes. C'était en définitive à la couronne de Portugal que la papauté confiait l'évangélisation des peuples découverts: elle l'autorisait à construire des églises et des monastères, et à envoyer des prêtres pour administrer les sacrements. Par la troisième bulle, *Inter caetera,* du 13 mars 1456, le pape Calixte III confirmait le rôle essentiel joué par le Navigateur, puisqu'elle conférait à l'ordre du Christ dont il était le maître la juridiction spirituelle sur toutes les régions conquises par les Portugais.

La controverse autour du rôle d'Henri le Navigateur

Quelle fut la part du Navigateur dans les conquêtes portugaises? Beaucoup d'historiens estiment que son rôle fut primordial dans les projets marocains, mais qu'il ne doit pas être exagéré dans la genèse des voyages de découverte. Il avait élaboré, semble-t-il, un plan systématique de conquête militaire dans le nord de l'Afrique. D'où son obstination à recommander la défense de Ceuta contre les attaques musulmanes. Initiateur de la malheureuse expédition à Tanger, il concentra ensuite tous ses efforts sur la conservation de cette place, même au prix de l'abandon de son frère, l'infant D. Fernando, condamné à une prison perpétuelle et à la mort. Jusqu'à la fin (en 1458, il prit encore part à la conquête d'Alcácer Ceguer), son rêve le plus cher fut de rendre l'Afrique du Nord à la Chrétienté. Cet idéal de la croisade, avec la perspective finale de la reconquête de Jérusalem, fut d'ailleurs partagé par les souverains D. Joâo I, D. Duarte et D. Afonso V.

Si D. Henrique s'intéressa aux voyages de découverte, ce ne fut ni plus ni moins que les autres princes de son époque, curieux d'astrologie et d'astronomie, de mathématiques et de science nautique. Quant à la prétendue école de Sagres, où il aurait réuni une équipe de savants, de géographes et de cartographes qui aurait permis les découvertes portugaises, il faut la réduire à l'entourage d'un prince cultivé. Sans doute, au soir de sa vie, les résultats intéressants et inattendus des découvertes développèrent-ils sa soif de plus grandes connaissances et d'objectifs plus précis, mais plus certainement les considéra-t-il comme un moyen d'augmenter son patrimoine et ses recettes.

Ce fut néanmoins de l'entourage de D. Henrique que sortirent les découvreurs : les chroniques de Zurara en témoignent. Ce fut aussi le Navigateur qui finança ces expéditions très dispendieuses. Il le put grâce aux revenus qui lui provenaient du patrimoine de l'ordre du Christ et des monopoles du savon et de la pêche. Vinrent s'y ajouter, au fur et à mesure, les profits du commerce, notamment de celui des esclaves. Comme l'infant tenait une cour nombreuse de chevaliers et d'écuyers portugais et étrangers et menait un train de vie fastueux, ils ne furent pas suffisants. Il mourut gravement endetté.

Exista-t-il un plan préétabli des voyages de découverte sous l'impulsion d'un maître d'oeuvre? On n'en défend plus guère l'idée. Dans les voyages de découverte, la monarchie portugaise aurait-elle mené une stricte politique de secret pour empêcher les autres couronnes et peuples, surtout la Castille, la France et les Italiens, de marcher sur ses brisées? Cette thèse du *«sigilo»*, qui aurait conduit D. João II à décliner malencontreusement les offres de service de Christophe Colomb, est peu vraisemblable. N'oublions pas cependant que les voyages se déroulèrent sur plus de quatre-vingts ans et que les objectifs des princes évoluèrent en fonction de leur réussite, des nouveaux horizons et des nouvelles possibilités qu'ils révélaient. On a ainsi attribué à D. Henrique, à la fin de sa vie, une vision politique plus nette, à la lumière des découvertes, c'est-à-dire le projet de joindre directement les Indes en contournant le continent africain (le *plano das Indias).* Il est enfin indéniable que D. João II conçut une véritable politique d'expansion maritime et commerciale.

En dernière analyse, l'une des conditions essentielles aux voyages de découverte fut l'achèvement territorial du Portugal depuis le XIIIe siècle. Le royaume n'ayant plus à combattre d'Infidèles sur son propre sol, il lui fallait de « nouvelles frontières » : il crut d'abord les trouver dans la conquête du Maroc, suite logique de la *Reconquista* et continuation de l'esprit de croisade. L'impossibilité de la réaliser conduisit les Portugais vers d'autres horizons. Esprit d'aventure et de découverte, profits mercantiles et idéal de croisade furent donc inséparables dans la genèse de l'empire portugais.

Les divisions politiques de l'Asie

A leur arrivée dans l'océan Indien, les Portugais ne trouvèrent aucun adversaire capable de freiner leur expansion. Les cités-États de la côte orientale de l'Afrique, Quiloa, Mombaça, Melinde et Pate, étaient le plus souvent rivales. L'Inde était profondément divisée entre hindous et musulmans et les Portugais n'y trouvèrent aucun grand État pour les repousser à la mer. Enfin, les deux grands empires qui auraient pu le faire, l'empire mameluk d'Égypte et l'empire perse, n'avaient pas de navires armés dans l'océan Indien. Les riches entrepôts d'Ormuz et de Malacca ne possédaient pas davantage de flottes de guerre pour protéger le commerce

maritime qui faisait leur prospérité. Les bateaux de Malaisie n'étaient que de petites embarcations d'une seule voile arrondie. Les navires arabes et tous les autres navires musulmans qui dominaient le commerce de l'océan Indien n'étaient aussi, le plus souvent, que de petits bateaux faisant le cabotage. Quand il s'agissait de grands vaisseaux, ils étaient dépourvus d'artillerie et leur coque sans armature métallique était beaucoup plus fragile que les carraques et les galions portugais.

La rivalité de longue date entre Mombaça et Melinde en Afrique orientale permit aux Portugais d'établir leur pouvoir sur la côte somalie, en s'alliant à la seconde contre la première. La vieille inimitié entre le *samorim* (le souverain) de Calicut et le radjah de Cochim leur permit, en soutenant ce dernier, de s'installer sur la côte de Malabar. Ils profitèrent également des hostilités entre les sultans de Ternate et de Tidore pour obtenir une position dominante dans le commerce des clous de girofle des Moluques. Quand ils arrivèrent à Ceylan, ils trouvèrent trois royaumes qui se déchiraient entre eux. L'hostilité irrrémédiable entre la Turquie sunnite et la Perse chiite empêcha la réalisation d'une puissante offensive musulmane qui aurait été sans doute fatale aux Portugais. L'hostilité du gouvernement impérial de Pékin à toute relation commerciale avec les barbares d'Occident n'empêcha pas ses officiers et ses marchands de faire, par esprit de lucre, un commerce de contrebande avec eux. Les Portugais, bien sûr, ne créèrent pas les rivalités et les divisions, mais ils surent les exploiter.

LES GRANDES ÉTAPES DES DÉCOUVERTES

Découverte et mise en valeur des îles de l'Atlantique

Dès le XIVe siècle, les îles Canaries avaient été reconnues par des Italiens, puis par les Portugais, qui ne s'y intéressèrent vraiment que lorsque les Castillans entrèrent en lice. Comme le pape Eugène IV en avait accordé la légitime possession à ces derniers en 1436, les Portugais veillèrent à ne pas se laisser distancer par leurs rivaux dans l'archipel de Madère. Ils l'avaient sans doute déjà reconnu dès le XIVe siècle. En deux expéditions, en 1419 et en 1420, ils en décidèrent l'occupation permanente. La première

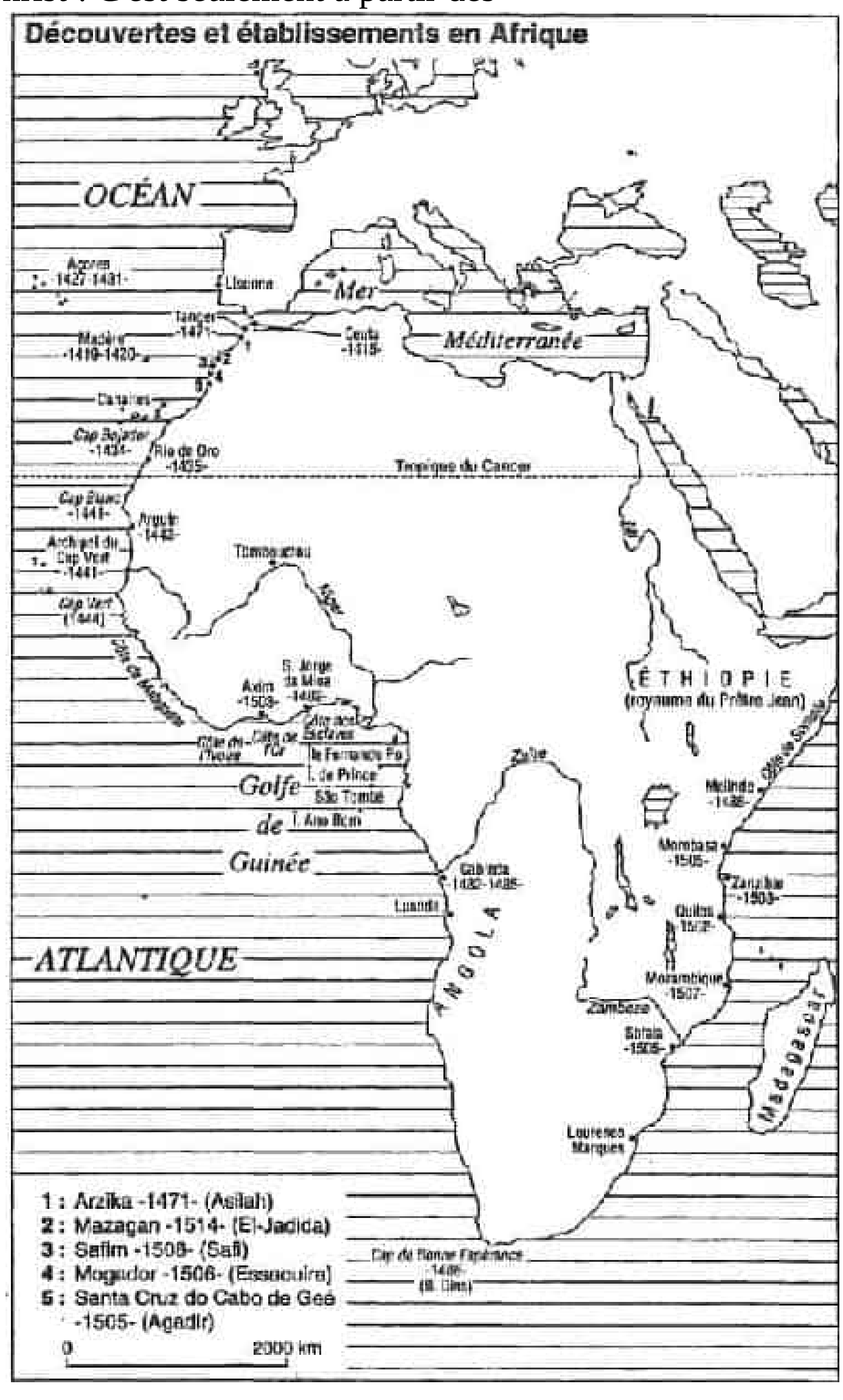
avait été menée par deux écuyers de D. Henrique, João Gonçalves Zarco et Tristão Vaz Teixeira, auxquels l'infant avait donné un navire pour combattre les Maures. Ils débarquèrent dans l'île de Porto Santo, qu'ils explorèrent, et annoncèrent à leur retour que c'était une terre parfaitement habitable. Accompagnés d'un *fidalgo* de la maison de l'infant D. João, ils y revinrent l'année suivante et explorèrent l'île de Madère, dont ils virent tous les avantages que l'on pourrait tirer.

Quant aux Açores, l'incertitude règne encore sur la date et les auteurs de leur découverte. Sans que l'on soit assuré que ce fut le premier voyage portugais, un pilote de l'Algarve, Diogo de Silves, aurait reconnu en 1427 d'abord l'île de Santa Maria, puis celle de Sâo Miguel et enfin cinq autres îles de l'archipel. On avance aussi le nom d'un chevalier de l'ordre du Christ, Frei Gonçalo Velho, qui les aurait découvertes vers 1431. C'était le début véritable de l'expansion maritime du Portugal.

L'esprit d'aventure n'avait pas été seul à présider à ces voyages d'exploration car, au fur et à mesure, les participants ramenèrent des denrées, bois et plantes tinctoriales notamment, qui leur procurèrent des revenus intéressants. L'exploitation d'îles désertes comme Madère et les Açores exigea une politique de peuplement. Pour Madère, on fit appel à partir de 1420 à des immigrants. Ils furent vraisemblablement recrutés sur les terres de D. Henrique et de l'ordre du Christ, dans l'Algarve surtout, car le roi D. Duarte avait fait donation de l'archipel à son frère [1]. S'inspirant des structures féodo-vassaliques, D. Henrique y créa trois capitaineries perpétuelles et héréditaires qu'il donna à ses fidèles, Zarco, Teixeira et Perestrelo : ces *capitães-donatários* exerçaient la juridiction en son nom, et ils détenaient le monopole des concessions de terres moyennant des redevances, ainsi que celui des fours et des moulins.

De 1450 à 1470, Madère prit une grande importance dans l'économie portugaise, car plus de la moitié de sa production de céréales servit à l'approvisionnement de la métropole. D. Henrique avait permis en 1452 l'introduction d'un moulin à sucre. Aussi, à partir des années 1460, l'industrie sucrière bouleversa-t-elle les structures socio-économiques de l'archipel. Il se forma un groupe de riches propriétaires terriens, pour la plupart d'origine noble, et une population d'esclaves fut importée des Canaries, du Maroc et de la côte africaine.

La même forme d'organisation semi-féodale prévalut aux Açores. A l'exception de l'île de S. Miguel que son frère aîné D. Pedro avait réussi à s'approprier, l'archipel fut également concédé en 1439 à D. Henrique et à l'ordre du Christ[2]. C'est seulement à partir des



années 1470 que, prenant le relais de Madère, les Açores devinrent le grand producteur de céréales et de bétail, qui faisaient tant défaut à la métropole. Leur climat trop froid et trop humide empêcha le développement de la production sucrière et, par conséquent, elles échappèrent à la mise en place d'une société et d'une économie coloniales et à une importation massive d'esclaves noirs.

Reconnaissance de la côte africaine jusqu'au golfe de Guinée

Parallèlement, au cours de la décennie 1430, divers marins portugais s'aventurèrent sur le *«Mar Tenebroso»*, nom que lui avait valu sa réputation dangereuse. La côte marocaine leur était déjà bien connue. Ils commencèrent à reconnaître la côte africaine au sud du Maroc jusqu'au cap Bojador, par 26,5° de latitude nord, dont le long promontoire pénétrait profondément dans la mer, et qui était considéré comme la fin du monde ou du moins la limite extrême de la navigation. Ce fut Gil Eanes, envoyé par D. Henrique, qui osa le doubler en 1434. Les chroniqueurs rapportent qu'il avait déjà essayé quinze fois en vain de le passer. Prudemment, il ne navigua que quelques milles et revint annoncer à D. Henrique que le cap Bojador n'était pas la fin du monde.

A partir de cette date, les voyages de reconnaissance, le plus souvent dirigés par des familiers du Navigateur, se succédèrent sans interruption. En 1435, Gil Eanes et Afonso Gonçalves Baldaia franchirent le tropique du Cancer (23,3° N) et parvinrent à un fleuve qu'ils appelèrent le Rio de Ouro, car ils en ramenèrent de l'or. En 1441, Nuno Tristâo atteignit le cap Blanc (21° N). Durant les cinq années suivantes, il reconnut toute la côte plus au sud et fut probablement le premier à arriver sur la côte du Sénégal. D'autres navigateurs reconnurent le cap Vert (14,5° N).

Au cours de la décennie suivante, les voyages de découverte ne faiblirent pas : en suivant la côte, le pilote Diogo Gomes et d'autres marins, parmi lesquels des Italiens au service de D. Henrique, arrivèrent à l'entrée du golfe de Guinée (6,5° de latitude N) qu'ils croyaient marquer la fin de l'Afrique et être le *«Mar* do *Sul»*. Les Portugais découvrirent ensuite au large du cap Vert l'archipel auquel ils donnèrent son nom, Cabo Verde. Pour certains, ils auraient reconnu, dès cette époque, quelques-unes des Antilles, le Nord-Est

du Brésil, Terre-Neuve et le Groenland. Du moins, ils naviguèrent certainement dans la mer des Sargasses et ils rassemblèrent assez d'éléments pour dessiner une carte complète et précise des vents et des courants de l'Atlantique, qui servit aux navigateurs qui parcoururent après eux cet océan.

Cette reconnaissance de la côte africaine, quel que fût l'intérêt scientifique qui ait pu y présider, s'accompagna de profits substantiels. Nous ne savons pas quelle fut la quantité de poudre d'or que, par leurs échanges avec les autochtones, les Portugais ramenèrent à Lisbonne, mais cela fut sans doute assez lucratif puisque la *Casa da Moeda* (la maison de la Monnaie) émit en 1457 une monnaie d'or, le cruzado, qui ne souffrit d'aucune dévalorisation jusqu'en 1536.

Pourtant, sans minimiser les apports en or, l'importation de matières premières, ou les profits de la pêche à la baleine, ce fut certainement la traite des esclaves, capturés lors d'incursions directes à l'intérieur des terres ou, en majorité, achetés aux marchands musulmans ou africains, qui représenta le profit le plus net de la prospection de la côte africaine : entre 1441 et 1448, au moins un millier de nègres furent importés au Portugal. A partir de 1450, ce fut une moyenne annuelle de 700 à 800 esclaves. La côte de Guinée se révéla le plus fructueux marché jusqu'alors atteint par les Portugais.

La route de l'Asie

La mort de D. Henrique en 1460 freina l'expansion. Faute de ressources et d'intérêt, elle se fit à un rythme plus lent. La politique de D. Afonso V était remplie par ses projets castillan et marocain et son frère, D. Fernando, héritier du Navigateur, ne songeait qu'à faire fructifier ses donations. Pourtant, au cours des années qui vont jusqu'en 1474, le golfe de Guinée fut prospecté et un premier contact avec la Mina fut établi. Les Portugais n'avaient pas réussi à trouver la source de l'or ouest-africain et soudanais, transporté à travers les royaumes du Mali et du Ghana jusqu'à Tombouctou. Ils n'avaient en effet pénétré que passagèrement à l'intérieur de l'Afrique jusqu'à cette ville, et n'avaient pu y établir un comptoir. Or les marchands arabes et maures acheminaient l'or par caravanes de chameaux à travers le

Sahara jusqu'à l'Afrique du Nord musulmane, dont les ports étaient fréquentés par les commerçants juifs, génois, vénitiens et autres. Les Portugais durent donc détourner ce trafic vers la côte de Sénégambie par l'intermédiaire des marchands noirs. A cet effet, ils édifièrent un comptoir commercial fortifié à Arguim et d'autres, non fortifiés, par lesquels ils réussirent à détourner une part considérable du commerce transsaharien.

Ce fut le 31 août 1474 que le prince D. João, en exerçant une sorte de régence au nom de son père D. Afonso V, commença à diriger la politique atlantique du Portugal. Il s'en donna d'abord les moyens financiers, militaires et diplomatiques. Avant qu'il n'eût pris en main l'expansion commerciale portugaise, la Couronne avait affermé le commerce africain. La conclusion de contrats était liée à la reconnaissance du littoral, et à l'échange des marchandises. Pour effectuer ce troc, les Portugais achetaient des produits de pacotille en Angleterre, en Irlande, en Allemagne et en Flandres. En outre, la politique pacifique de D. João II au Maroc favorisa les acquisations de chevaux et de tapis berbères de plus en plus utilisés dans ces échanges. Pour assurer la sûreté des achats d'or et celle de l'expansion maritime, le roi ordonna la colonisation des îles du Cap-Vert et de São Tomé dans le golfe de Guinée. Ce troc de produits bon marché contre de l'or non seulement procura à la Couronne des profits considérables, mais il développa le commerce du Portugal avec l'Europe du Nord. Jean II devint roi de l'or, et se préparait ainsi à devenir le roi de la navigation et du commerce de l'océan Indien.

Avec une belle audace, Jean II, pour ne point avoir de concurrence, instaura le principe du «*mare clausum*», c'est-à-dire l'interdiction à tous navires étrangers, et d'abord castillans, de pénétrer dans les eaux et terres africaines que les Portugais avaient découvertes. Pour y parvenir, il lui fallait une domination politique et militaire effective sur les côtes et dans le golfe de Guinée. A cet effet, il ordonna en 1482 la construction de la cité et de la forteresse de Sâo Jorge da Mina, sur la Côte de l'Or, qui, surpassant Arguim, devint le principal comptoir commercial. Lorsqu'en janvier Diogo de Azambuja, avec une suite richement vêtue et bien armée, vint en poser la première pierre, le chef nègre local ne s'y trompa pas : *la fortaleza* (forteresse) était aussi destinée à intimider les tribus de la région et à y faire régner l'ordre portugais. Par ailleurs, tirant la leçon de la victoire d'Isabelle

en Castille, il accepta, par le traité de Tolède du 6 mars 1480, le partage de l'Atlantique au niveau du parallèle des Canaries. Il abandonnait ainsi à sa concurrente d'éventuelles découvertes en Occident, mais il s'assurait le monopole de la côte africaine et par conséquent de la route maritime de l'Asie, qui était désormais l'objet de sa politique.

Le roi était persuadé qu'en s'aventurant toujours plus au sud le long des côtes africaines, ses navigateurs finiraient par trouver le passage maritime vers l'océan Indien. Il n'agissait cependant qu'avec prudence : il envoya des missions sur le continent pour tenter de savoir quelles difficultés ils rencontreraient. Le voyage de Bartolomeu Dias, comme ceux de Pêro da Covilhâ et d'Afonso de Pavia, avait le même objectif final : recueillir des informations sur les routes de navigation et sur les circuits commerciaux. Il n'avait cependant pas renoncé à trouver une route terrestre qui conduirait jusqu'au royaume du Prêtre Jean. Le roi envoya, semble-t-il, des émissaires - dont la plupart se perdirent - chargés de la reconnaître dans le centre de l'Afrique.

L'un d'entre eux, pourtant, appelé Pêro da Covilhâ, un écuyer parlant l'arabe, était parti de Lisbonne la même année que Bartolomeu Dias. Il atteignit la côte occidentale de l'Inde en 1488 et visita alors le golfe Persique et la côte swahilie de l'Afrique orientale, probablement jusqu'à Sofala. Son voyage qui dura deux ans lui donna une très bonne idée du commerce de l'océan Indien, surtout de celui des épices. Sur le chemin du retour, il rencontra au Caire, à la fin de 1490, un messager de son souverain qui lui ordonnait de poursuivre jusqu'au royaume du Prêtre Jean, localisé désormais dans les montagnes d'Abyssinie. Il y fut reçu avec de grands honneurs par l'empereur d'Éthiopie, le Négus, qui lui interdit cependant de sortir de son empire. Ayant reçu de lui une épouse et des terres, il y resta jusqu'à sa mort, trente ans plus tard. Il avait écrit à son souverain une relation de son voyage, dont on ne sait pas avec certitude si elle lui parvint[3].

Désormais, Jean II, qui estimait que cette liaison était indispensable à l'ouverture d'une nouvelle route des épices, ordonna de rechercher le royaume du Prêtre Jean en contournant par la mer le continent africain, puisqu'une expédition par terre s'avérait, sinon impossible, du moins infiniment plus difficile et périlleuse. D'ailleurs, bien avant les voyages de Bartolomeu Dias et de Pêro da Covilhâ, le Prince Parfait était convaincu

que les Indes pouvaient être atteintes par la voie maritime en contournant l'Afrique. Dans le discours d'obédience que son envoyé, Vasco Fernandes de Lucena, fit au pape en décembre 1485, il l'informait que bientôt les navires portugais arriveraient dans l'océan Indien et établiraient le contact avec le Prêtre Jean et les autres rois et peuples chrétiens. Jean II, qu'il eût ou non connaissance de la relation de Pêro da Covilhâ, était bien décidé au cours de la décennie 1480 à capter le commerce des épices dont les Vénitiens avaient le monopole, en les achetant aux marchands musulmans de l'empire mameluk d'Égypte et de Syrie : il l'écrivit expressément dans les instructions données à Pêro da Covilhâ en 1487, ainsi que dans celles de Vasco de Gama en 1497.

Les premières expéditions maritimes, réalisées sous son égide de 1482 à 1485, permirent la découverte de l'embouchure du Zaïre (ou Congo) et la reconnaissance des côtes de l'Angola. Mais c'est celle qu'il confia, en 1487, à Bartolomeu Dias qui réussit à contourner l'Afrique : le 6 janvier 1488, il doubla le cap des Tempêtes, que, selon la tradition, D. João II transforma en cap de Bonne-Espérance. Si le navigateur ne se risqua que très peu à remonter vers le nord la côte orientale de l'Afrique, du moins confirma-t-il à son souverain l'existence d'une route maritime des Indes. Ce dernier prépara longuement et soigneusement le voyage qui conduirait les Portugais dans ces régions fabuleuses. Il en confia le commandement à D. Estevão de Gama, *capitão-mor* (capitaine général) de Sines. Mais ni le roi ni son capitaine, morts entre-temps, ne virent la réalisation de l'expédition. Elle fut menée à bien par D. Manuel, le successeur de Jean II, et par le fils de D. Estevão, Vasco de Gama.

On peut s'étonner qu'à sa mort en 1495, c'est-à-dire huit ans après le retour de Bartolomeu Dias, le souverain n'eût pas encore entrepris cette expédition, alors qu'entre-temps Christophe Colomb était revenu de son premier voyage en mars 1493. Plusieurs hypothèses ont été avancées : les péripéties marocaines, la mort de son héritier en juin 1491, qui ébranla la santé de D. João, ou les oppositions que ce dernier rencontrait dans son Conseil. Quelques-uns de ses conseillers, en effet, prenaient argument des faibles ressources aussi bien économiques que démographiques d'un aussi petit royaume pour désapprouver ce projet. Le Portugal serait incapable de faire face à la découverte et à l'exploitation d'aussi vastes et d'aussi

lointaines régions. Ils se déclaraient ouvertement hostiles à la poursuite des voyages maritimes et estimaient préférable de développer le commerce très lucratif de l'or et des esclaves dans le golfe de Guinée.

Jean II n'était pas d'une trempe à se laisser dissuader d'une politique qu'il jugeait possible et indispensable à la prospérité de ses Etats. Plus vraisemblablement, avant de se lancer dans la grande aventure, il préféra faire reconnaître par des voyages secrets les routes maritimes de l'Inde, qui permettraient d'obtenir des conditions de navigation meilleures que celles qui avaient présidé au voyage de Bartolomeu Dias. En effet, alors que ce dernier avait descendu la côte sud-ouest de l'Afrique en luttant contre les alizés contraires d'orientation sud-est, Vasco de Gama suivit un autre chemin que reprirent ensuite tous les Portugais qui se rendaient aux Indes : il franchit l'équateur au méridien du cap Vert, se laissa ensuite porter par les vents constants d'ouest et prit enfin, grâce aux vents variables du tropique du Capricorne, la direction du cap de Bonne-Espérance.

Le traité de Tordesillas (1494)

La couronne portugaise avait-elle abandonné pour autant l'exploration de l'Atlantique occidental? Il n'est pas impossible qu'avant même Christophe Colomb des navigateurs, à l'initiative de D. Henrique, s'y soient risqués, car la théorie de la sphéricité de la terre, venue des conceptions de Ptolémée, était en vogue dans toute l'Europe occidentale au XVe siècle. Le Portugal n'y avait certainement pas échappé. Pourquoi, alors, D. Joâo II dédaigna-t-il en 1484 les offres de service du Génois? Sans doute parce que, conscient des erreurs de calcul de Colomb qui croyait l'Asie beaucoup plus proche qu'elle ne l'était, il ne voulut pas risquer de l'argent dans une entreprise qui lui paraissait très hasardeuse, alors que ses navires étaient aux portes de l'océan Indien, et sur le point de lui assurer le monopole du trafic des épices aux dépens de Venise. Il préféra la certitude scientifique à la chimère.

S'il accepta, deux ans plus tard, le projet de voyage à l'ouest de Fernão Dulmo (dont nous ne connaissons pas les résultats), c'est qu'il le trouva plus réaliste: il lui proposait de découvrir une grande île ou même un nouveau continent, dont beaucoup au Portugal soupçonnaient l'existence (tradition d'une île des Sept Cités). Il n'en demeure pas moins que le souverain, se

reprochant sa négligence, éprouva une grande contrariété en apprenant en mars 1493 le succès de l'expédition de Colomb. Il engagea sur-le-champ un conflit diplomatique avec la Castille, lui déniant tout droit de s'établir sur des terres nouvellement découvertes, en vertu des bulles papales qui les avaient réservées aux Portugais. Pour ces derniers, l'Atlantique était « leur océan», et il leur fallait veiller à ce que les Castillans ne s'y installassent pas d'une manière ou d'une autre, en interceptant ainsi leurs liaisons maritimes.

Il s'ensuivit le partage du nouveau monde, découvert ou à découvrir, entre les deux États ibériques, par le traité de Tordesillas (1494). Pour Luis de Albuquerque, sa conclusion ne fut rendue possible que parce que Colomb croyait avoir découvert le chemin de l'Asie par l'ouest. C'est son voyage qui permit un accord direct entre les deux couronnes et, fait sans précédent, sans intervention de la Curie romaine. Toutes y trouvaient leur compte. Pour Jean II, ce traité représentait la certitude de devenir le maître d'une grande partie de l'Atlantique, que ses navires pourraient explorer à leur aise. Quant aux Rois Catholiques, le traité leur assurait l'exploration et le commerce, - qui s'annonçait très prometteur - des nouvelles terres que Colomb avait découvertes en «Orient».

Pourquoi D. João II exigea-t-il de déplacer la ligne de partage (l'Ouest à la Castille et l'Est au Portugal), du méridien des Canaries à celui du cap Vert? On peut soupçonner que ses marins avaient déjà atteint la côte nord-est du Brésil, qui était incluse dans sa part : sans imaginer l'immense continent qu'elle annonçait, il voulut du moins prévenir toute installation castillane qui eût pu constituer un grave danger pour la navigation portugaise sur la route du Cap et de l'océan Indien. Certes, ce partage étendait à la couronne rivale le bénéfice de la théorie du *mare clausum*, mais il avait le mérite d'écarter en droit de la compétition les autres nations (surtout la France et l'Angleterre), qui ne manquèrent pas très tôt de défendre le concept du *mare liberum* et de lancer leurs corsaires sur les navires ibériques.

La pénétration portugaise dans l'océan Indien

Après la mort de Jean II, son successeur D. Manuel avait chargé Bartolomeu Dias de préparer l'escadre qui devrait naviguer jusqu'aux Indes.

Il confia le commandement de l'expédition au quatrième fils de D. Estevão, Vasco de Gama. C'était la première fois qu'une telle mission était confiée à un noble[4]. Vasco de Gama, né en 1469 à Vidigueira - dont il fut fait plus tard le comte -, était de la même génération que D. Manuel. Damião de Gois, dans sa Crónica do *Felicíssimo* Rei D. Manuel, rapporte qu'il était « célibataire et d'âge à pouvoir supporter les épreuves d'un tel voyage».

La flotte, qui appareilla de Lisbonne le 8 juillet 1497, était composée de trois nefs *(naus* ou naves) - dont le *S. Gabriel* qui était commandé par le capitaine général, avec pour pilote Pêro de Alenquer, et le *S. Rafael* par son frère aîné, Paulo de Gama. Un autre navire, appartenant à un marchand de Lisbonne, Aires Correia, suivait avec les provisions, les équipements et les marchandises. C'était la première fois qu'on lançait sur l'Atlantique des navires à trois mâts, ayant à la misaine la voile triangulaire et aux mâts du milieu et de la poupe, la toile ronde avec deux voiles rectangulaires. Dotés d'un grand nombre de pièces d'artillerie, ils devaient en imposer aux habitants de Calicut et de Cochim. Vasco de Gama emportait avec lui des lettres de créance pour le Prêtre Jean et pour le *samorim* de Calicut, et des échantillons d'épices, d'or et de perles pour les montrer aux peuples inconnus qu'il rencontrerait et pour se faire indiquer les endroits où il pourrait en trouver.

Vasco de Gama franchit le cap de Bonne-Espérance le 22 novembre et pénétra dans l'océan Indien. Il remonta la côte orientale de l'Afrique et arriva à l'île de Mozambique le 2 mars 1498. A Mombaça, le 7 avril, il reçut un accueil hostile. Le sultan de Melinde, où il aborda le 15 avril, le reçut en revanche avec déférence. Le 20 mai, il jeta enfin l'ancre à Calicut où l'accueil du samorim fut très réticent. Habitué à un commerce pacifique, il s'était inquiété des nouvelles venues de Mozambique et de Mombaça, que les Portugais avaient bombardées de leur artillerie. En outre ce qui était bon pour le troc en Afrique ne l'était plus en Asie, habituée au commerce de riches marchandises, d'objets précieux et d'or en barre ou en monnaie : lorsque Vasco de Gama offrit sa pacotille au *samorim,* le plus puissant potentat de la côte de Malabar éclata de rire et de mépris. Grâce à ses qualités de négociateur, le navigateur portugais réussit cependant à l'amadouer et espéra ainsi poser les fondations de bonnes relations. Au mois

d'août, Vasco de Gama entreprit son voyage de retour pour Lisbonne où il entra un an plus tard, le 29 août 1499, avec une pauvre cargaison d'épices.

Après ce demi-échec commercial, D. Manuel comprit qu'il fallait envoyer des présents dignes de ceux auxquels on les destinait : ce fut ainsi qu'il conçut l'ambassade de Pedro Álvares Cabral. Cependant, sur la relation que Vasco de Gama lui avait faite de l'hostilité manifestée par la plupart des potentats de l'océan Indien, le roi estima qu'il fallait faire montre d'une imposante force navale et militaire. Il réunit donc une escadre de 13 *naus* (nefs), dont il confia le commandement, avec les titres de capitaine général et d'ambassadeur, à Pedro Álvares Cabral, un *fidalgo* de 32 ans sans connaissances nautiques, qu'il entoura de marins expérimentés. Ce choix, après celui de Vasco de Gama, est significatif. Il indique la volonté du souverain d'associer la noblesse à la grande aventure maritime.

Partie le 9 mars 1500, l'escadre, intentionnellement ou fortuitement, fut portée par les vents sur la côte d'une terre officiellement inconnue, le futur Brésil, où elle aborda le 22 avril. Après en avoir pris possession au nom de son maître, Cabral vogua dès le 2 mai vers le cap de Bonne-Espérance. Il jeta l'ancre à Calicut le 13 septembre. Les premiers contacts furent cette fois prometteurs, car le *samorim* parut recevoir avec bienveillance la lettre de D. Manuel qui lui proposait d'établir avec sa couronne des relations d'amitié et des liens commerciaux. Un comptoir y fut installé, mais les choses se gâtèrent rapidement : les marchands musulmans firent pression sur le samorim pour qu'il résistât à la domination des chrétiens, et une émeute coûta la vie à plusieurs Portugais[5]. Cabral donna alors l'ordre de brûler les navires de ces «Maures de La Mecque», selon l'expression du chroniqueur Castanheda, dans son *História do Descobrimento e Conquista da India pelos Portugueses*, et de bombarder la ville.

Cabral fit alors voile vers le sud et aborda à Cochim, cité rivale de Calicut et grand centre du commerce du poivre, dont le souverain accueillit fort bien les Portugais. Il en fut de même des cités de Cananor et de Coulâo qui, comme Cochim, voulaient secouer la tutelle de Calicut. Cabral put ainsi charger deux mille quintaux d'épices, et créer à Cochim une *feitoria* (factorerie) qui deviendrait le principal centre du commerce portugais du piment sur la côte de Malabar. Il laissa Cananor le 31 janvier 1501 et franchit la barre du Tage à la fin du mois de juillet. Avant même le retour de

Cabral, les bonnes nouvelles qui lui venaient d'Asie avaient engagé D. Manuel à favoriser le départ d'une expédition purement commerciale. Le 5 mars 1501, quatre *naus* chargées de marchandises quittèrent Lisbonne, avec seulement 80 hommes d'équipage, car, écrit Castanheda, «le roi, sachant que tout était en paix dans l'Inde, ne voulut pas envoyer davantage de gens».

Dès leurs débuts dans l'océan Indien, l'objectif des Portugais avait été double : le commerce des « épices » et autres marchandises lucratives, et la croisade contre l'Islam. Le premier membre de l'équipage de Vasco de Gama à débarquer à Calicut répondit à deux Tunisiens qui lui demandaient en espagnol «Quel diable vous amène ici?» : «Nous venons chercher des chrétiens et des épices. » Ils menèrent à bien d'autant plus facilement leur projet que le commerce de l'océan Indien était contrôlé par les musulmans. Sa prise en main passait par conséquent par la destruction de leurs comptoirs et de leurs lignes de navigation. Le recours à la force était donc inévitable, car toute hégémonie commerciale porte en elle les germes d'une domination militaire et politique : dès son premier voyage, en 1498, Vasco de Gama avait dû bombarder Calicut, et la cité le fut de nouveau en 1503 et en 1504, jusqu'à ce que les Portugais lui eussent imposé un traité par la force.

Pour les Portugais, l'ennemi essentiel dans l'océan Indien était en effet tout désigné, c'était le Maure détesté. Le second voyage de Vasco de Gama[6], en 1502, fut une véritable expédition punitive. Ses instructions recommandaient d'obtenir l'amitié des rois africains et indiens par la douceur. Dans le cas contraire, il faudrait les contraindre par la force. Sur la côte orientale de l'Afrique, une feito*ria* fut installée à Mozambique. Le roi de Quiloa qui voulut résister fut réduit à l'obéissance. Melinde préféra accepter l'amitié du «voyageur». Après la destruction d'un navire qui transportait des marchands de La Mecque, ce fut au tour du *samorim* de Calicut de subir le bombardement tant redouté de l'artillerie portugaise. Pour l'exemple, 50 pêcheurs furent pendus aux mâts des navires à la vue de tous les habitants. On installa les *feitorias* de Cochim et de Cananor : les Portugais y avaient déjà apporté métaux précieux et marchandises plus riches que celles qui servaient au troc sur la côte africaine. Attirés par les profits de la piraterie contre les navires marchands arabes à l'entrée de la

mer Rouge, ils avaient commis l'imprudence de laisser Cochim sans défense. Le *samorim* de Calicut, décidé à chasser les Portugais de toute la côte de Malabar, en profita pour la détruire en 1502.

D. Manuel résolut alors d'envoyer en 1503 une puissante armada et des soldats aguerris pour restaurer le roi de Cochim, y construire une *fortaleza* et faire sentir à tous les potentats de l'océan Indien la puissance redoutable de ses armes. Il en confia le commandement à deux capitaines généraux, Afonso de Albuquerque, ancien grand écuyer de D. João II, et son cousin Francisco. Une nouvelle *feitoria* fut installée à Coulâo. Mais devant Calicut, ils se heurtèrent à une difficulté imprévue. Deux fondeurs d'artillerie italiens s'étaient dissimulés dans la seconde flotte de Vasco de Gama en qualité de tailleurs de pierre. Ils s'en étaient évadés et étaient restés à Calicut pour fournir au *samorim* une artillerie à l'européenne [7]. Fort heureusement pour eux, les Portugais en vinrent facilement à bout grâce à la mauvaise qualité des canons et des boulets, due aux difficultés de la fonte, grâce aussi au manque d'expérience des artilleurs de Calicut.

Nommé *capitão-mor,* Duarte Pacheco Pereira était resté à Cochim avec un contingent réduit pour garantir l'alliance avec les rois du Malabar. Le *samorim* voulut en profiter une nouvelle fois pour s'emparer de cette principauté. Grâce à leur bravoure et à leur artillerie, les soldats de D. Manuel réussirent à le repousser et à désorganiser complètement les voies de commerce des Arabes. C'est alors que commença la lente mais implacable décadence de Calicut : les marchands autochtones, qui préféraient la paix portugaise à une guerre destructrice du commerce, l'abandonnèrent progressivement. Calicut se défendit tout au long du siècle. Chaque fois qu'il le pouvait, le *samorim* ouvrait des hostilités irritantes contre les Portugais. Ce n'est qu'en 1598 que la cité comprit qu'elle ne pourrait recouvrer une partie de sa prospérité qu'en s'alliant à eux.

Désormais, la politique d'expansion en Asie dont le Prince Parfait avait eu l'initiative serait celle de son successeur. Celui-ci ne négligea pas pour autant des voyages de reconnaissance dans l'Atlantique ou des expéditions à l'intérieur de l'Afrique (pénétration du Congo et de l'Angola, missions officielles en Éthiopie). La lettre triomphante par laquelle D. Manuel faisait part aux Rois Catholiques du succès de Vasco de Gama ne laisse aucune ambiguïté quant à sa volonté de domination sur l'océan Indien. Il y décrivait

avec complaisance les richesses que son navigateur y avait vues : clous de girofle, cannelle et autres épices, «rubis et toutes sortes de pierres précieuses». Le roi affirmait même, non sans exagération, qu'il avait abordé des terres où il y avait des mines d'or. Il leur annonçait son intention d'envoyer de nouvelles expéditions qui lui permettraient de s'emparer de tout le commerce des épices de l'océan Indien aux dépens des musulmans. Ce qu'il ne disait pas, c'est qu'il dépouillerait aussi les Vénitiens de leur fructueux monopole du commerce du Levant en le détournant par la voie maritime du cap de Bonne-Espérance. Dans la lettre qu'il adressa aussi au pape et où il s'intitulait « Seigneur de la Guinée et de la conquête, navigation et commerce de l'Éthiopie, de l'Arabie, de la Perse et de l'Inde», il lui demandait de confirmer les bulles et les brefs pontificaux par lesquels la «suzeraineté et domination » sur toutes ces terres récemment découvertes avaient été perpétuellement assurées à la couronne de Portugal.

La prise de possession du Brésil

Nous connaissons bien les circonstances de la découverte du Brésil par Cabral grâce à une lettre, adressée par Pêro Vaz de Caminha à D. Manuel pour la lui annoncer. L'auteur s'était embarqué pour aller prendre les fonctions *d'escrivão* de la factorerie que les Portugais voulaient installer à Calicut. Ce fut le 22 avril 1500 que Cabral et ses compagnons virent pour la première fois la terre du Brésil à laquelle ils donnèrent le nom de *Terra de Vera* Cruz (la Terre de la Vraie Croix). Le lendemain, ils y débarquèrent et y rencontrèrent les premiers Indiens. Le 26 avril, dimanche de Pâques, Cabral fit dire la messe sur l'îlot qui se trouvait le plus proche de leur mouillage.

Ce n'est que le 1er mai, après divers contacts avec les indigènes, que Vaz de Caminha décrit comme de «bons sauvages», que les Portugais prirent possession de cette nouvelle terre au nom de Dieu et au nom du roi de Portugal. On planta solennellement la croix du Christ, avec les armes et la devise de D. Manuel, et l'on dressa un autel où fut célébrée une messe chantée en présence d'une cinquantaine d'Indiens, à genoux comme les Portugais. Quand au moment de l'Évangile ceux-ci se dressèrent, mains levées, les Indiens firent de même. Pour l'élévation, ils imitèrent les chrétiens en s'agenouillant à nouveau. Devant cette bonne volonté, l'auteur

en déduisit que l'on pourrait facilement les convertir, car «ils faisaient tout ce que nous faisions, d'où il nous sembla qu'ils ne pratiquaient aucune idolâtrie», et il demanda au roi d'envoyer des prêtres pour les baptiser.

Comme ils étaient nus et que l'on avait donné à une femme un morceau de tissu pour s'en recouvrir, elle n'y fit aucune attention. Vaz de Caminha en conclut avec émerveillement que ces sauvages possédaient l'innocence d'Adam et que le roi pouvait juger « si des gens aussi innocents sont faciles ou non à convertir, en leur enseignant tout ce qui est nécessaire pour leur salut». Avant de regagner leurs navires, les Portugais baisèrent la croix et firent leurs adieux aux Indiens. Seuls deux déportés et deux mousses qui s'étaient enfuis la nuit précédente restèrent à terre.

Avant de poursuivre sa navigation jusqu'en Orient, Cabral décida de détacher et d'envoyer au roi un vaisseau pour l'informer de la découverte et lui présenter des échantillons des produits naturels et des productions de l'homme. Il fit embarquer des perroquets verts et rouges, une pierre verte qu'un vieil Indien portait incrustée dans sa lèvre inférieure, des arcs et des flèches, un chapeau en plumes d'oiseaux et plusieurs petites coiffes en plumes vertes, et une sorte de morceau de tissu en plumes.

Quant aux informations qu'il donnait sur le pays et ses ressources naturelles, elles étaient décevantes: ni cultures, ni animaux de basse-cour, ni bétail, ni métaux précieux. Tout juste signalait-on l'abondance des eaux, l'extension et la luxuriance des forêts et les avantages du climat. En comparaison des richesses fabuleuses que l'on pouvait trouver dans les Indes orientales, ces informations n'enthousiasmèrent guère le roi. Il ne porta donc que peu d'intérêt à une terre peuplée de gens dont le degré de civilisation apparaissait extrêmement rudimentaire, et dont les seuls produits exploitables étaient loin d'être aussi prometteurs que ceux des Indes orientales.

Pourtant, avant même le retour d'Orient de Pedro Álvares Cabral, D. Manuel décida en mai 1501 d'envoyer une petite flotte de trois vaisseaux pour explorer de plus près cette Terre de Vera Cruz. Ce fut le premier voyage officiel de reconnaissance du Brésil. Le commandement en fut confié à Gonçalo Coelho, dont le fils serait plus tard capitaine-donataire de la région de Pernambouc. Le navigateur Amerigo Vespucci, qui avait déjà fait le voyage des Indes occidentales au service des Rois Catholiques, y

participa. Tout en n'étant pas le chef de l'expédition, il fut amené, par ses compétences, à la diriger effectivement.

L'expédition dura un peu plus d'un an et permit de reconnaître une grande partie de la côte brésilienne, depuis le cap Saint-Roch, dans le Nordeste, un peu au nord de Natal, jusqu'à la région méridionale qui fut appelée Sâo Vicente, à peu près à la latitude de Santos. Amerigo Vespucci put ainsi affirmer au roi de Portugal que, contrairement à ce que l'on avait cru au début, la Terre de Vera Cruz n'était pas une île, mais faisait partie d'un continent sans doute aussi vaste que l'Afrique. Quant aux produits susceptibles de faire l'objet d'un commerce lucratif, ils se réduisaient à bien peu de choses : pour l'essentiel, des morceaux de bois brésil *(pau-brasil)* , qui donna son nom au pays[8]. On peut comprendre que, dans ces conditions, D. Manuel ne fût pas décidé à gaspiller dans ce pays des hommes et de l'argent qui seraient beaucoup mieux employés en Orient.

La défense du Brésil contre les appétits étrangers

Le roi d'Espagne se trouve au premier rang des souverains étrangers qui, pendant la première moitié du XVIe siècle, inquiétèrent la possession portugaise. Il pouvait assez légitimement, sinon contester le littoral où Cabral avait débarqué - car il se trouvait bien à l'est du méridien qui avait délimité à Tordesillas les zones d'influence des deux couronnes ibériques -, du moins revendiquer toutes les régions du Brésil qui se trouveraient à l'ouest du méridien. Les Espagnols ne manquèrent donc pas d'organiser officiellement ou officieusement des voyages de découverte des côtes méridionales du Brésil : en 1514, Cristobal de Haro reconnut l'estuaire du Río de la Plata.

C'est surtout avec le voyage de Fernâo de Magalhâes (Ferdinand de Magellan) que la compétition entre les deux couronnes devint plus vive. Ce Portugais avait été mécontent de ne pas avoir été récompensé par D. Manuel des services qu'il lui avait rendus dans les Indes orientales et au Maroc. Il proposa au roi d'Espagne, bientôt Charles Quint, de trouver à son profit le passage vers les îles à épices en prenant la route de l'Ouest. Entre 1519 et 1521, après avoir longé les côtes du Brésil, puis celles du pays qui deviendrait l'Argentine, Magellan découvrit le passage vers l'océan

Pacifique entre le continent américain et la Terre de Feu. Il parvint ensuite aux îles Moluques, nouveau sujet de discorde entre l'Espagne et le Portugal qui les considérait comme son domaine réservé.

Ce sont surtout les Français qui inquiétèrent les Portugais. Dès les premières années du XVIe siècle, tout de suite après la découverte de Cabral, des armateurs bretons et normands, notamment Ango, de Dieppe, envoyèrent des vaisseaux à destination du Brésil, où ils parvinrent à établir des relations commerciales avec les Indiens sur le littoral nord-est, au sud de Recife. Le roi de France François Ier portait personnellement un grand intérêt aux voyages de découverte, et il finança des expéditions vers l'Amérique. En remettant ainsi en question les traités de partage du monde de 1493 et de 1494, il lançait un véritable défi au Portugal, à l'Espagne et au Saint-Siège.

En 1526, l'ambassadeur de Jean III auprès de la cour de France informa son souverain qu'une flotte de dix vaisseaux français s'apprêtait à partir pour aller capturer des navires portugais revenant du Brésil. D. João prit l'affaire très au sérieux et envoya une flottille de six navires garde-côtes pour patrouiller sur le littoral brésilien. Le commandement en fut confié à Cristóvão Jaques qui incendia des navires et fit prisonniers des marins bretons qui furent très maltraités. François Ier protesta en proclamant son droit d'aller au Brésil et de faire du commerce avec les Indiens.

D'autres expéditions suivirent, notamment en 1530, où les Français, après avoir pillé la *feitoria* de Pernambouc, créèrent un établissement commercial avec un fort dans l'île Saint-Alexis, d'où l'on envoyait en France bois de teinture et d'ébène, graines exotiques, singes et perroquets. Les Portugais réussirent à les en chasser. De durs affrontements eurent lieu aussi sur les côtes d'Afrique où les Français les concurrençaient. Le roi de France obtint même du pape ClémentVII une déclaration précisant que la bulle *Inter Coetera* de 1493 «ne concernait que les continents ou îles connus et non les terres ultérieurement découvertes par les autres couronnes». François Ier défendait en outre la thèse selon laquelle «ce n'est pas la découverte qui crée possession, mais l'occupation permanente des lieux ».

C'est ce qui décida la couronne de Portugal à réaliser une implantation permanente de colons sur les côtes du Brésil, afin de mieux repousser les tentatives des Français, de mettre en valeur le territoire et d'affirmer plus

solidement ses droits. Le Portugal put ainsi repousser toutes les tentatives menées par les successeurs de François Ier.

En 1551, Henri II avait chargé Guillaume le Testu de reconnaître les côtes de l'Amérique du Sud et de leur hinterland. L'idée d'une colonisation du Brésil fut reprise en 1555 par l'amiral de Coligny. Sous son impulsion, le vice-amiral de Bretagne, Nicolas Durand de Villegagnon, organisa une expédition. Il appareilla du Havre en juillet 1555, arriva au Brésil le 10 novembre et construisit le fort Coligny, dans une île de la baie qui serait plus tard celle de Rio de Janeiro. Il fonda Henryville, future capitale de la France antarctique. Mais les débuts des guerres civiles en France amenèrent l'abandon du projet, et le fort Coligny tomba entre les mains des Portugais. Catherine de Médicis et Charles IX reprirent plus tard l'idée, mais n'eurent pas plus de succès. Une expédition sur Madère fut même organisée par un fils de Blaise de Montluc : tous ses compagnons et lui-même furent exterminés.

Désormais, la présence portugaise était bien établie au Brésil. Ce ne fut qu'au temps de l'Union ibérique, lorsque la thalassocratie portugaise s'effondra, qu'elle fut mise en péril par les Hollandais.

1 Avant de mourir, le Navigateur convainquit son neveu, D. Afonso V, de transmettre la donation à son propre frère, D. Fernando, avec droit de succession pour le fils aîné de celui-ci.

2 Les Açores comme Madère furent plus tard concédées par D. Afonso V à son frère D. Fernando. La famille des da Câmara, comtes de Ribeira Grande, resta donataire de l'île de São Miguel jusqu'aux confiscations de Pombal.

3 L'ordre que Jean II donna, sept ans plus tard, à Vasco de Gama de se diriger d'abord vers Calicut, alors l'entrepôt le plus important du commerce des épices dans l'océan Indien, pourrait le suggérer. Mais l'ignorance manifestée par le capitaine et ses compagnons à leur arrivée à Calicut, où ils prirent les temples hindouistes pour des églises chrétiennes et où il apportèrent pour son gouverneur des objets sans valeur, semble indiquer le contraire.

4 Vasco de Gama avait un *foro* de *cavaleiro-fidalgo*. Sa famille appartenait à ce groupe des fidèles anoblis pour leur dévouement au roi et à l'ordre de Santiago (G. Bouchon).

5 Le premier contact violent n'avait pas été oublié et les marchands musulmans de La Mecque, comme les Vénitiens, qui voyaient d'un mauvais œil l'arrivée de ces concurrents chrétiens, firent tout pour le rappeler et pour empêcher l'installation d'un comptoir portugais. Le *samorim* fit détruire la *feitoria* de Calicut, dont les 50 membres furent mis à mort et les marchandises confisquées.

6 Ce fut une entreprise familiale, où trois des capitaines de navire étaient ses parents : son cousin Estevâo, son oncle Vicente Sodré et le frère de ce dernier, Bras Sodré.

7 Vraisemblablement, ces artilleurs venaient de Venise. Les Vénitiens n'avaient pas hésité à envoyer des maîtres fondeurs au sultan mameluk du Caire. Jusque-là, en effet, l'essentiel du

commerce avec l'Asie se faisait par la mer Rouge ou par terre vers la Méditerranée. Pour les redistribuer en Europe, Venise venait acheter les épices et autres produits asiatiques à Alexandrie où les marchands arabes les apportaient. C'était ce trafic qui avait fait et faisait encore la prospérité de la Sérénissime. Cette dernière comprit vite le danger mortel que les Portugais lui faisaient courir, non seulement en installant des comptoirs en Inde, mais en empêchant les Arabes de naviguer librement dans la mer Rouge, et en interceptant l'ancienne route des épices. Elle fit donc tout pour entraver leur expansion, sans entrer directement en conflit avec le roi de Portugal.

8 Ce bois brésil, dont le nom vient de l'italien *verzino,* était en effet un bois de teinture donnant une couleur rouge vif, connu depuis le Moyen Age en Europe et très utilisé à l'époque, où il venait surtout de la côte de Malabar, en Inde. On en trouva aussi sur la côte d'Afrique, puisqu'en 1470 D. Afonso V en avait réservé le monopole commercial à la Couronne.

CHAPITRE VII

La thalassocratie portugaise

Des empires maritimes et commerciaux, il y en eut avant et après la thalassocratie portugaise. Dans l'Antiquité, Phéniciens, Athéniens et Carthaginois ne dépassèrent pratiquement pas le bassin méditerranéen. Au Moyen Age, les prédécesseurs immédiats du Portugal, les républiques de Gênes et de Venise, ne dominèrent chacun qu'une moitié de la Méditerranée, le bassin occidental pour la première, le bassin oriental pour la seconde.

Aucun des empires qui lui succédèrent n'atteignit les dimensions universelles de l'empire portugais, dont les vaisseaux allaient de l'Europe au Brésil et à l'Asie en passant par l'Afrique. La thalassocratie hollandaise, construite sur les débris de l'empire portugais des Indes, ne réussit pas à s'emparer du Brésil et dut se contenter des voies maritimes de l'Inde et de l'Extrême-Orient.

L'empire espagnol, son concurrent et complice, sur lequel «le soleil ne se couchait jamais », le surpassa en territoires conquis et dominés. Cependant, tout en reposant sur le pouvoir naval, comme l'empire britannique contemporain, il fut surtout un empire continental et colonial. Ce ne fut pas le cas de l'empire portugais au temps de sa splendeur. Il ne le devint qu'après l'effondrement de sa thalassocratie grâce aux richesses du Brésil et à leur mise en valeur.

Contrairement aux Espagnols et surtout aux Anglais, le Portugal eut le handicap majeur de sa faiblesse démographique. Il y suppléa par une remarquable organisation politique, militaire et commerciale. Mais, à terme, la conservation d'un aussi immense empire dépassait les moyens en hommes du petit royaume ibérique, indispensables à son administration, sa défense et son exploitation.

L'ORGANISATION POLITIQUE ET MILITAIRE DE L'EMPIRE

La formation de l'empire asiatique

Avec l'envoi d'une grande armada, D. Manuel avait inauguré, en 1505, une nouvelle politique. Avec les titres de capitaine général et gouverneur, il en avait confié le commandement à un *fidalgo*, fils du comte d'Abrantès, D. Francisco de Almeida. Sa mission était d'élever des forteresses pour défendre les feitorias déjà fondées, Cananor, Cochim et Coulâo. Il devrait s'approprier la côte orientale de l'Afrique, et y installer en avant-garde de nouvelles *feitorias-fortalezas* à Sofala et Quiloa pour empêcher l'approvisionnement des Maures en or.

Aux yeux d'Almeida, la condition sine *qua non* de la domination portugaise dans l'océan Indien reposait sur le pouvoir naval. Il avait convaincu le roi d'y laisser deux armadas en permanence. Réarmées tous les ans, l'une surveillerait la navigation de Cambaia jusqu'au cap de Guardafui, et l'autre naviguerait de Cambaia jusqu'au cap Camorim. Les portes de la mer Rouge seraient ainsi fermées aux navires arabes. Pour assurer cet « empire du piment », D. Francisco d'Almeida, devenu vice-roi, resta avec des troupes pendant qu'une partie de l'armada retournait à Lisbonne chargée d'épices.

A l'exception du piment, la côte de Malabar n'était pas la source de production des épices, mais seulement son centre de redistribution dans quelques cités. A Cananor, on ne produisait que le gingembre, de faible valeur commerciale. La grande région de la cannelle se trouvait à Ceylan. Aussi D. Lourenço de Almeida, fils du vice-roi, y débarqua-t-il et força-t-il les chefs locaux à payer un tribut de 150 quintaux de cannelle par an. Quant au clou de girofle et à la noix muscade, leur centre de distribution était Malacca, point d'arrivée de l'archipel des Moluques. Comme Diu faisait un grand commerce avec Malacca, Afonso de Albuquerque y fonda une feitoria en 1509. Les Portugais prirent complètement le contrôle de la cité en 1535 et y construisirent une *fortaleza* au moment où leur commerce s'élargissait à tout l'Orient[1]. Entre-temps Albuquerque avait pris Malacca en 1511, et y avait fait construire une forteresse.

En 1518, pour mieux contrôler le commerce de la cannelle et des pierres précieuses, on installa une *fortaleza feitoria* à Colombo dans l'île de Ceylan. Dès cette époque, les Portugais parcoururent la côte de Coromandel, le Bengale, les royaumes de Pegu[2] et de Siam, ainsi que l'Insulinde, en particulier les îles Moluques. Insatiables, ils étaient désireux de s'ouvrir les marchés du Céleste Empire : Tomé Pires fut envoyé sans succès en ambassade à Pékin en 1517[3].

La politique royale n'avait pas un projet parfaitement dessiné. Elle s'adapta aux circonstances et aux nécessités du moment. La ligne générale en était cependant toute tracée: l'ambition des Portugais était de se substituer complètement aux Arabes dans le commerce de l'océan Indien, et par conséquent de priver Venise de son monopole de la redistribution des épices et autres marchandises précieuses de l'Asie. En avaient-ils les moyens démographiques et économiques? Certainement pas. Aussi eurent-ils recours à des navires étrangers auxquels ils donnèrent des *cartazes*, c'est-à-dire des licences de transport qu'ils leur faisaient payer pour le passage dans la mer Rouge. C'était ainsi prélever une partie des bénéfices des concurrents, dont une bonne part allait en pots-de-vin aux gouverneurs et capitaines qui les négociaient.

Pour ruiner tout le commerce arabe, D. Manuel envoya une nouvelle armada afin de s'emparer de l'île de Socotora et d'y construire une fortaleza. Il en confia le commandement au *capitão-mor* Afonso de Albuquerque, auquel il donna des pouvoirs très étendus, et qu'il avait secrètement choisi pour succéder à D. Francisco de Almeida à la tête de l'Inde portugaise. Afonso de Albuquerque comprit fort bien que cette domination navale ne pourrait durer sans de très solides points d'appui continentaux. Aussi s'obstina-t-il à vouloir conquérir Ormuz dont la position stratégique et commerciale était essentielle[4].

Lorsqu'il remplaça Almeida en 1509, il mit aussitôt en œuvre sa nouvelle stratégie : s'emparer des points névralgiques et les peupler de Portugais. Il faudrait, autant que possible, faire venir des laboureurs pour la mise en valeur des terres et des gens de métiers mécaniques dans les villes. Il préconisait aussi une politique de mariages avec les indigènes[5]. Une guerre de conquête s'imposait donc. Goa tomba en 1510. C'était une prise de choix, car on disait que «sans prendre Goa, l'on ne pourrait tenir l'Inde»

(Castanheda). Sa situation était admirable et elle possédait un bon port, où se faisait déjà un commerce important de chevaux par La Mecque, Aden et Ormuz. En outre, ses environs possédaient d'assez bonnes ressources agricoles. Goa devint la capitale de l'Inde portugaise où résida désormais le vice-roi. Pour en assurer la défense, il fallait vivre en paix avec les royaumes hindous voisins[6]. Sa sûreté fut renforcée par le contrôle de Chaul et de Diu[7]. L'occupation des territoires de Chaul, de Baçaim et de Damâo permit d'assurer un meilleur approvisionnement alimentaire grâce aux terres qui les entouraient.

Albuquerque fit la conquête d'Ormuz en 1515: le sultan de Cambaia – ou royaume de Guzarate ou Gujarate – devint tributaire de la couronne de Portugal. En revanche, l'échec qui lui fut infligé à Aden en 1513 fut lourd de conséquences, car les Portugais ne purent ainsi fermer la route des épices de la mer Rouge par une place forte qui eût été l'équivalent d'Ormuz à l'entrée du golfe Persique. L'île de Socotora qu'ils avaient d'abord occupée dans cette intention s'avéra trop éloignée et fut abandonnée en 1510. Après la prise de Malacca en 1511, les intérêts portugais s'élargirent à la Malaisie et à l'Indonésie.

A la mort d'Albuquerque, les grandes lignes de l'empire portugais en Inde avaient été tracées. Tous les vice-rois, gouverneurs et capitaines qui lui succédèrent jusqu'à D. Joâo de Castro continuèrent sa politique continentale. Les trois points-clefs de Goa, Ormuz et Malacca assurèrent désormais le contrôle des routes les plus importantes du commerce des épices de l'océan Indien, à l'exception de la mer Rouge. Les Portugais y ajoutèrent de nombreux établissements et postes fortifiés dans les régions côtières, depuis Sofala en Afrique orientale jusqu'à Ternate aux Moluques. Ils furent en outre autorisés à constituer un certain nombre d'entrepôts et de comptoirs non fortifiés dans des zones dont les souverains leur laissaient une sorte de privilège d'exterritorialité[8].

Les Portugais ne purent en revanche imposer leur monopole à l'est de Malacca. D. Francisco de Almeida avait pourtant détruit en 1509 une flotte égypto-guzarate au large de Diu, et en 1513 une flotte javanaise, constituée de grandes jonques, au large de Malacca. Les carraques portugaises pouvaient certes naviguer sans craindre les navires de guerre indonésiens pour aller charger les clous de girofle à Amboine, Ternate etTidore, et les

noix muscades aux îles Banda, mais ce trafic ne faisait que s'inscrire dans les réseaux du commerce maritime malaisien et indonésien.

Quand la Couronne voulut appliquer dans la mer de Chine les mêmes méthodes armées qui lui avaient si bien réussi dans l'océan Indien, elle essuya de cuisants échecs devant les garde-côtes chinois en 1521 et en 1522. Lorsque, ensuite, les Portugais réussirent à pénétrer le commerce chinois, ce ne fut qu'aux conditions imposées par les autorités impériales[9].

L'Estado da Índia

L'Estado da Índia recouvrait toutes les découvertes et conquêtes des Portugais depuis le cap de Bonne-Espérance - le littoral de l'Afrique orientale étant inclus dans le terme «Asie» - jusqu'à Timor. Il avait à sa tête un représentant du roi, vice-roi ou simple gouverneur [10]. Tous appartenaient à des familles de fidalgos plus ou moins illustres[11].

Retenons la figure de D. João de Castro. Quatrième vice-roi de 1545 à 1548, il fut celui qui laissa la meilleure réputation. Né à Lisbonne vers 1500, il était le fils d'un haut magistrat. Après avoir fait des études de droit, il embrassa en 1518 la carrière militaire. Il servit d'abord en Afrique du Nord, où il participa en 1535 à l'entreprise de Charles Quint sur Tunis. En 1538, à la suite du vice-roi D. Garcia de Noronha, il partit en Orient comme commandant d'un navire. Il écrivit un récit de son voyage, sa première œuvre d'investigation maritime et cosmographique, le Roteiro de Lisboa a Goa. Pendant son séjour en Inde, il rédigea également le récit de ses observations, un *Primeiro Roteiro da Costa da Índia desde Goa a Dio* (1539), et à l'occasion d'une expédition contre une flotte turque un Roteiro do Mar Roxo (1541).

Sa grande expérience de l'Orient justifiait sa nomination comme gouverneur de *l'Estado da Índia.* Aussi grand soldat que bon administrateur, il sauva Diu de l'assaut des musulmans en 1546[12]. Pour le récompenser, D. João III le fit vice-roi «pour les nombreux services qu'il avait reçus de lui, surtout au cours de la bataille qu'il livra en personne aux capitaines de l'armée du roi de Cambaia », et il fit de son fils D. Álvaro un capitaine général de la mer de l'Inde. D. João de Castro mourut à Goa le 6 juin 1548,

presque à la fin de son mandat. Il confessa aux *vereadores* de Goa qu'il était si pauvre qu'il n'avait pas même assez d'argent « pour acheter une poule » : il avait consumé toute sa fortune au service de la couronne, allant jusqu'à payer de ses deniers les soldes de ses hommes.

Tous n'avaient pas la valeur de D. João de Castro. Le roi éprouvait souvent des difficultés à trouver des gouverneurs et des vice-rois qui eussent à la fois les qualités d'un chef de guerre et celles d'un administrateur. Choisir des grands seigneurs, c'était courir le risque de nommer des hommes incompétents : le comte de Redondo, par exemple, était réputé incapable de gouverner sa propre maison[13].

Malgré une remarquable maîtrise de l'utilisation des lettres de change, les vice-rois et gouverneurs se heurtèrent, dès les années 1540, à des difficultés financières, non seulement pour maintenir la présence militaire, mais aussi pour acheter les cargaisons que la flotte transportait à Lisbonne. La désorganisation devenait telle que les gouverneurs oubliaient d'envoyer des marchandises pour le compte du roi. Les droits de douane étaient en outre un obstacle au commerce. Tous, clercs, *fidalgos, cavaleiros* et *peões* (gens du peuple), ne venaient plus en Orient que pour chercher fortune dans le commerce. «Beaucoup délaissaient le service du roi pour se faire marchands » (Diogo do Couto). Soldats et marins étaient bien plus intéressés par le négoce que par les activités militaires : pour les appâter, les gouverneurs devaient monter des opérations militaires ou navales, souvent injustifiées, avec la promesse d'un fructueux pillage[14].

Aussi Martim Afonso de Sousa (1542-1545) commença-t-il à mettre de l'ordre dans les finances. Il nomma des *vedores* dans *les fortalezas*, économisa le superflu, paya les anciennes dettes de l'État, et constitua une réserve pour faire face à des difficultés imprévues. Cette politique devait permettre à l'Inde de se suffire à elle-même, sans que le roi dût envoyer chaque année de l'argent pour payer les cargaisons de retour. Elle était d'autant plus indispensable que, à partir du milieu du siècle, les finances royales eurent de plus en plus de mal à faire face à toutes leurs obligations.

D. João de Castro continua cette œuvre de réorganisation politique et administrative en désignant auprès de lui trois vedores *da Fazenda*, l'un pour les comptes, l'autre pour suivre le vice-roi et le dernier pour visiter et contrôler les *fortalezas.* Une première remise en ordre des douanes fut faite

par Simâo Botelho entre 1545 et 1552, et une autre, plus complète et générale, en 1574. Le roi put ainsi connaître plus exactement le montant de ses revenus et de ses recettes et dépenses ordinaires. Il comprit en même temps pourquoi l'Inde était devenue un gouffre financier. Les budgets furent désormais mieux exécutés, sans éviter cependant les aléas des circonstances extraordinaires et les énormes friponneries des officiers.

La défense de *l'empire :* le système des fortalezas

Dans le système défensif que le génie portugais conçut et mit en place pour assurer sa thalassocratie, les fortalezas avaient une place essentielle. Le *forte*[15] et la *fortaleza* étaient d'autant plus indispensables que les Portugais se battaient à 16 ou 20 000 km de chez eux. Le pouvoir naval ne pouvait s'exercer sans ces points d'appui dont la situation et le site étaient soigneusement choisis. Aussi l'océan Indien en fut-il totalement environné [16].

Les *fortalezas* étaient en outre des pôles de pénétration militaire, commerciale et religieuse. Dans la stratégie portugaise elles constituaient l'élément défensif car l'attaque était portée sur la mer. De la *fortaleza* partaient des expéditions pour châtier l'ennemi, surtout des pirates et des corsaires. Sur terre, elles protégeaient les personnes et les biens de tous ceux qui travaillaient et commerçaient dans le comptoir. La *fortaleza* devait défendre tous les attributs du comptoir portugais. Rempart de la foi catholique d'où partaient les missionnaires, garante des intérêts commerciaux de la *feitoria*, elle portait assistance aux hommes et leur fournissait du matériel, surtout pendant les mois de mousson trop capricieuse, qui rendait impossible tout secours et toute offensive pendant de longs mois [17]. La forteresse devait donc être un réduit suffisamment puissant et indépendant pour supporter, pendant cette période, les attaques de l'ennemi. De là, aussi, l'implantation de citernes pour l'accumulation d'eau en prévision de longs sièges.

Selon leur importance, leur conception, leur complexité et leur type de construction, ainsi que leur finalité, les forteresses étaient de types très divers. Pour assurer l'invulnérabilité de la fortaleza, on choisissait le plus souvent une île proche de la terre ferme : Mozambique, Sofala, Mombaça,

Socotora, Angediva, Goa. Sinon, on la construisait sur des lieux proches des plages, que l'on pouvait facilement transformer en îles en creusant un bras de mer artificiel, comme à Macao. Si ces deux conditions n'existaient pas, on s'installait soit sur une île dans les bras d'un fleuve, comme à Baçaim et Chaul[18], soit sur une éminence, comme à Mascate.

Si la *fortaleza* était construite avec l'accord des autochtones, on choisissait un endroit stratégique, comme à Diu. En cas de résistance, on l'installait dans un lieu qui symbolisait la domination des Portugais. En cas de conquête, on la substituait à une construction forte préexistante, comme à Goa et à Chaul. Goa présentait un complexe fortifié qui n'avait d'équivalent que dans le Nord de l'Europe. Authentique camp retranché, elle était formée par une infinité de fortins, de remparts et de tours. L'entrée de l'estuaire du Mandovi était protégée par les *fortalezas* d'Aguada, de Mormugâo et de Gaspar Dias dont les tirs pouvaient atteindre tous les bateaux qui essayaient d'entrer dans le fleuve [19].

Le pouvoir naval

Le pouvoir naval du Portugal exigeait des navires nombreux et de bonne qualité. Dans son traité, *Livro da fàbrica das naus*, Fernando Oliveira observait que les navires étaient indispensables «pour les gens de cette terre de Portugal... non seulement à ceux du peuple, mais aussi à l'État royal qui par la mer a beaucoup d'îles, de terres et de conquêtes, lesquelles ne se peuvent conquérir ni gouverner sans la navigation. » Aussi le pouvoir royal y consacra-t-il une activité législative et réglementaire très importante tout au long du XVIe siècle.

L'objectif était la multiplication du nombre des unités et l'accroissement du tonnage des navires. Des avantages pécuniaires étaient accordés à ceux qui construisaient des navires de plus de 130 tonneaux, surtout pour le trafic entre les ports portugais et les ports du Nord européen, Anvers notamment. Pour le commerce à longue distance, les armateurs n'avaient pas besoin d'être encouragés. Leur intérêt était d'avoir des bâtiments d'une capacité exceptionnelle. La législation royale dut même interdire la construction de navires de plus de 400 tonneaux pour la *Carreira da lndia.*

Nous n'avons que quelques informations fragmentaires sur le nombre des navires portugais. Aux environs de 1550, on peut estimer cette flotte à environ 300 navires totalisant plus de 30000 tonneaux[20]. Ces chiffres pouvaient varier d'une période à l'autre. En fonction de la durée de vie des bâtiments – autour de dix ans -, le rythme de production des chantiers navals était inégal. Par exemple, dans les dix années qui précèdent 1552, le chantier naval d'Aveiro construisit en moyenne six navires par an, avec des variations annuelles entre trois et onze.

Les naus et les *galeões*[21] qui firent la route du Cap servaient aussi bien à la guerre qu'au commerce et se révélèrent d'une extraordinaire efficacité dans l'ouverture des marchés asiatiques. Dans la seconde moitié du siècle, avec l'augmentation de la piraterie et de la course dans l'Atlantique, la Couronne donna des directives qui influèrent sur les pratiques des maîtres charpentiers. Elle obligea les négociants-armateurs à pourvoir leurs navires d'un certain nombre de pièces d'artillerie, car s'ils étaient destinés en priorité au commerce, ils devaient être en mesure d'affronter un combat naval. Des innovations dans le tracé des navires leur donnèrent en outre une capacité de feu supérieure et les transformèrent en une arme puissante.

Les principaux ports du royaume possédaient un chantier naval, si petit fût-il. Le plus important était celui de Lisbonne, appelé la *Ribeira das Naus*, où le principal armateur était le roi. Ce chantier, géré par un *almoxarife da Ribeira*, était l'une des dépendances *des Armazens* de la *Casa da Guiné e Índia*, où était emmagasiné tout le matériel nécessaire à la construction navale. Sa localisation près du *Terreiro do Paço* où se trouvait le *Paço da Ribeira*, à la fois résidence royale et magasin de marchandises, était symbolique. Palais royal, *Armazens da Guiné* e *da Índia, Casa da Índia* et *Ribeira das Naus* formaient un véritable complexe politique, manufacturier et commercial au service de la Couronne et sous son contrôle direct. Placés sous l'autorité des officiers des Armazens *da Guiné e da Índia*, un maître des charpentiers, appelé maître de la *Ribeira*, et un maître des calfats étaient responsables de la direction technique des travaux.

Entreprise de la Couronne, la *Ribeira* das *Naus* lança néanmoins pour l'Orient beaucoup de navires par contrats passés entre le roi avec des armateurs-constructeurs. Ce système déchargeait les officiers des *Armazens*

de la responsabilité du recrutement et de la surveillance de la main-d'œuvre ainsi que de l'approvisionnement en matières premières[22].

Les *armes du roi*

Le roi dut adapter le recrutement de son armée aux énormes besoins de la défense des lignes de commerce et des possessions d'outre-mer. Il lui fallait aussi garantir la sûreté des frontières et des côtes de la métropole. Par la loi du 7 août 1549, Jean III tira la leçon des difficultés qu'il avait à défendre les places marocaines, et ouvrit la voie à une armée moderne. En respectant les privilèges de chacun, il pourrait désormais recruter tous les hommes de 20 à 65 ans. Ses sujets devraient s'armer en fonction de leurs moyens financiers et selon les possibilités de leur *comarque.* «Tous les *fidalgos,* ainsi que ceux qui ont été mes domestiques, comme ceux qui ne l'ont pas été, et tous les chevaliers, écuyers, mes domestiques, et ceux des infants mes frères, et de quelque autre personne qui puisse en avoir», étaient tenus d'avoir un cheval. La loi de 1549 prévoyait des pénalités pour ceux qui ne la respecteraient pas. Pour évaluer les ressources de chacun, il était ordonné à tous les officiers du roi de faire une enquête qui serait enregistrée sur des livres.

La société pouvait en être bouleversée, car elle privait la noblesse de sa fonction exclusive de faire la guerre et elle donnait à toutes les classes l'espoir d'un anoblissement par le service des armes. La loi eut-elle un commencement d'exécution? Peut-être, mais elle dut rester en grande partie lettre morte, car le roi ne possédait pas une administration assez nombreuse pour la faire appliquer.

C'est en 1569 que D. Sebastião promulgua la loi qui, avec de légères altérations, accompagna tout l'Ancien Régime. Elle réaffirmait les dispositions de 1549 en allant au-delà de celles-ci : par exemple, les plus fortunés, en plus de leurs propres armes, devraient armer un fantassin et même un cavalier. De nouvelles structures furent données à l'armée : chaque unité aurait un capitaine de compagnie, un *alferes* (enseigne) et un sergent. Un capitaine général (capitão-mor), assisté d'un sergent général *(sargento-mor),* coordonnerait la défense d'un territoire coïncidant plus ou moins avec celui du *concelho.* Dans la plupart des cas, quand les seigneurs de la terre ne

résidaient pas, l'élection des officiers était confiée aux *concelhos* qui en informaient le roi.

Ce règlement profitait d'un réseau de pouvoir existant, directement subordonné au monarque : les municipalités. Le roi leur confiait ainsi la tâche et la responsabilité d'encadrer toute l'organisation militaire de leur territoire. Les conséquences sur la structure sociale et la hiérarchie des pouvoirs locaux étaient immenses, d'autant plus que les capitaines avaient le pouvoir de faire les levées d'hommes pour la guerre, et de choisir ceux qui étaient aptes ou non à faire le service en première ligne. Les câmaras recevaient ainsi une autorité qui jusque-là avait été celle des seigneurs et des *alcaides-mores.*

Tout devait être exécuté pour le mois de juin 1571. Cette milice fut en effet mise sur pied pour la plus grande joie du roi Sébastien, qui décida de la faire défiler avec ses étendards déployés dans les grandes cérémonies[23].

De l'esprit de croisade à l'esprit de mission

L'idée de croisade avait été essentielle dans la genèse des découvertes et des conquêtes. Il n'est donc pas étonnant que le premier souci de la couronne de Portugal ait été celui de l'évangélisation des peuples qu'elle rencontrait, d'autant plus que le Saint-Siège lui en avait laissé le droit et le devoir. Dans les débuts, le *Padroado* - patronat - royal dans les terres découvertes s'était identifié aux privilèges de l'ordre du Christ. Avec D. Manuel, la Couronne reprit toutes ses prérogatives. Il donna même au *Padroado* royal une expression juridique, en englobant désormais non seulement les églises de la métropole, mais aussi toutes celles que l'on élèverait dans le nouvel empire.

La Couronne ne faillit pas à son devoir en envoyant des missionnaires en Orient. Comme en Afrique, les ordres mendiants furent les premiers auxquels elle confia l'évangélisation dans ses nouvelles possessions. Dès 1510, les franciscains Frei Luis, Frei António do Loureiro et Frei João étaient à pied d'oeuvre. Un dominicain, Frei Domingos de Sousa, l'un des compagnons d'Albuquerque, devint vicaire-général des Indes.

Des maisons religieuses furent fondées : en 1518, on éleva à Goa le couvent de S. Francisco da Observância. Trois ans ans plus tard, ce fut le tour d'un autre couvent franciscain : Santo António, à Cochim. La fondation du monastère dominicain de Goa n'intervint qu'en septembre 1548, sur l'ordre de D. Joâo III qui fit envoyer six religieux de la maison de Porto. Les dominicains essaimèrent ensuite à Chaul (1549), à Malacca et Timor (1556), à Damâo (1559) et à Baçaim (1563).

Les Augustins ne se fixèrent en Inde qu'en 1572, à l'initiative du provincial de Portugal, Frei Agostinho de Castro. Ils élevèrent la même année la maison mère de Goa. En 1573, deux augustins prirent le chemin du golfe Persique avec pour tâche de fonder un couvent à Ormuz. D'autres furent établis àTana (1574), Cochim (1580), Chaul (1587), Macao (1589), etc. Ce fut en grande partie grâce aux pères augustins que les Européens pénétrèrent en Perse et en Arménie.

L'œuvre d'évangélisation la plus éclatante fut cependant celle de la Compagnie de Jésus, symbole de l'esprit de la Réforme catholique et véritable milice du Christ. Son nom reste lié à celui du grand apôtre de l'Orient, saint François Xavier, qui arriva à Goa en 1542 avec deux autres pères. A partir de cette date, ils ne cessèrent de prêcher l'Évangile aux «Gentils» et d'essaimer collèges et hôpitaux dans tout l'Orient portugais. Ils arrivèrent à pénétrer au Japon, en Chine et même jusqu'au Tibet[24].

Il fallut créer rapidement des diocèses dans les nouvelles terres. D. Manuel avait d'abord demandé au pape la création d'un évêché à Funchal qui aurait dans sa mouvance toutes les conquêtes d'outre-mer. Avec l'extension de ces dernières, l'administration d'un diocèse aussi éparpillé dans l'espace s'avéra très difficile. D. João III sollicita donc en 1532 la création des évêchés de l'îleTerceira, aux Açores, des îles du Cap-Vert, de São Tomé et de Goa, qui seraient suffragants d'un archevêché de Funchal. Mais ce dernier diocèse perdit son caractère métropolite et dépendit de l'archevêque de Lisbonne.

Devant l'expansion de la domination portugaise en Orient, le pape Paul III fit, en 1558, de Goa un archevêché avec deux évêques suffragants, Malacca et Cochim. Bientôt Goa, dont l'archevêque avait été fait primat des Indes, devint le vrai centre spirituel de l'Orient, auquel les Portugais, non sans exagération, donnèrent le nom de « Rome de l'Orient». Il n'en demeure

pas moins que Goa réunissait dans ses murs toutes les autorités politiques et religieuses. Les grandes maisons religieuses (Dominicains, Franciscains, Augustins et Jésuites) y eurent leur provincial. C'est de Goa que partit toute l'œuvre d'évangélisation jusque dans les pays les plus fermés à l'étranger, comme le Tibet, et surtout la Chine et le Japon, où l'Église sut allier préoccupations mercantiles et religieuses à Macao et à Nagasaki.

Ce rôle de capitale religieuse, Goa le joua notamment lorsque y fut réuni en 1564 un concile provincial. Autour de l'archevêque D. Gaspar de Leão se retrouvèrent les représentants de tous les diocèses de l'Orient, le supérieur oriental de la Compagnie de Jésus, les provinciaux des ordres de Saint-Dominique et de Saint-François. On y prit deux décisions essentielles : l'acceptation des principes du concile de Trente, l'interdiction des rites autochtones, hindous en particulier. Cette obligation de ne célébrer le culte catholique que selon le rite romain provoqua la célèbre «querelle des rites ».

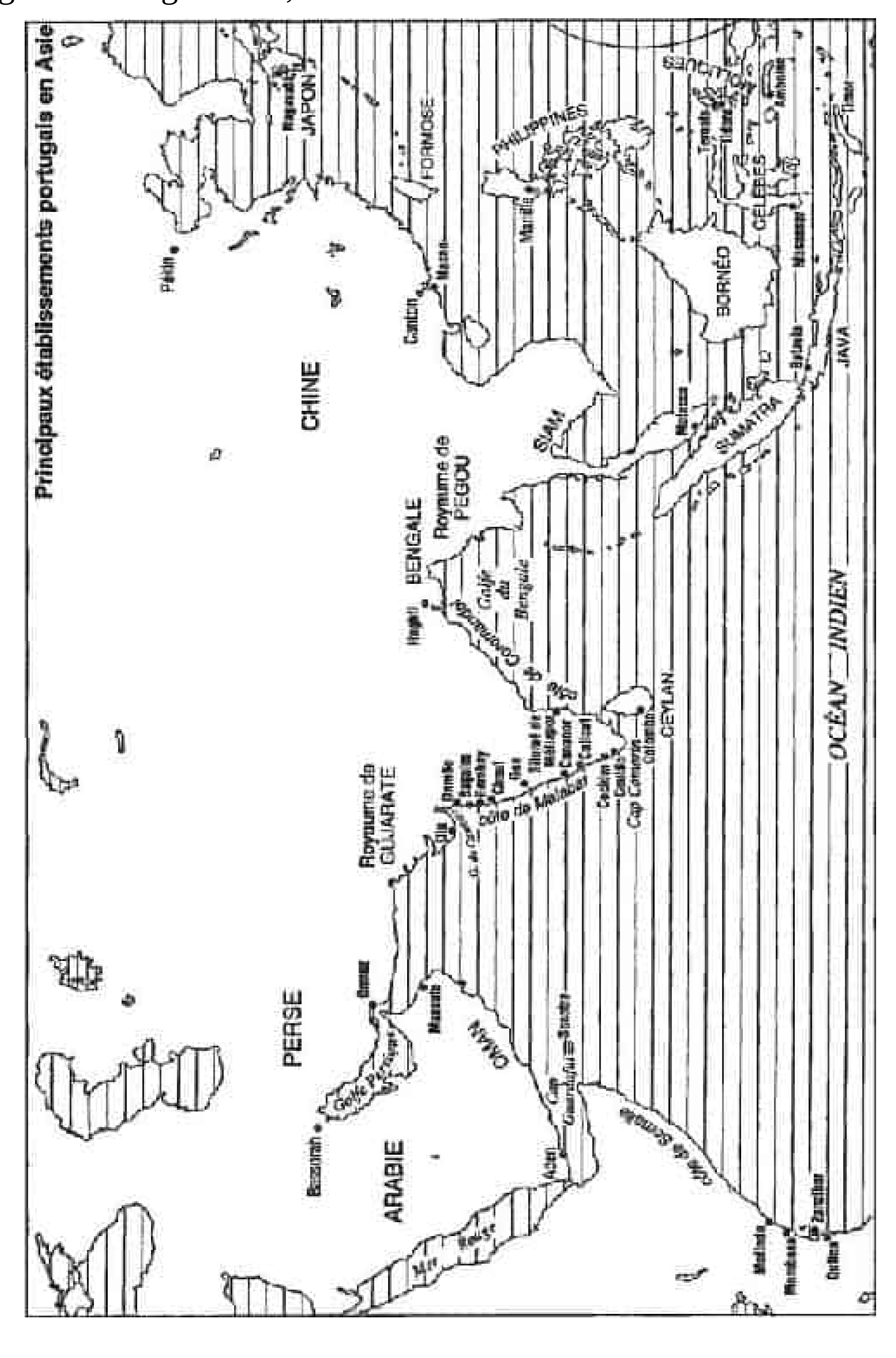
L'ORGANISATION COMMERCIALE DE L'EMPIRE

Le *système des* feitorias

La présence économique des Portugais reposa d'abord sur la fondation de *feitorias* (comptoirs commerciaux). Sous la direction d'un officier royal, le *feitor,* elles étaient les grands centres d'achat des marchandises que l'on envoyait à Lisbonne. Dès le XIVe siècle, les Portugais avaient éprouvé ce système pour assurer leurs exportations de sel, de vins et de fruits. La plus ancienne, la factorerie de Bruges en Flandre, leur servit de modèle.

Lisbonne, devenue alors le plus grand *«emporium* » de l'Europe, possédait la deuxième tête de l'organisation commerciale, la *Casa da Índia,* centre de réception des marchandises de l'Orient. Cette dernière fut dirigée à partir de 1509 par un *feitor,* assisté d'un trésorier et de trois *escrivães* (greffiers), tous nommés par le roi. Non seulement le commerce mais toute l'administration de l'empire portugais reposaient sur cette institution : surveillance étroite des importations et des exportations, vérification des marchandises et de leur répartition entre les intéressés, contrôle des ventes

au nom de la Couronne, nomination des fonctionnaires d'outre-mer, promulgation de règlements, etc.



La troisième tête de l'empire commercial était la *feitoria* de Flandre. Lisbonne était devenue le grand centre de redistribution des marchandises importées d'Orient dans les pays de l'Europe du Nord. Elle faisait cette redistribution par l'intermédiaire d'Anvers, où se trouvait une factorerie portugaise qui avait remplacé celle de Bruges depuis le XVe siècle. En retour, les navires apportaient du port de l'Escaut tout ce dont le Portugal avait besoin : céréales, textiles, instruments de métal ou métal brut, les monnaies d'argent et de cuivre. Anvers avait en outre l'avantage d'être le plus grand centre financier de l'époque. Le grand port flamand, par sa position géographique, était aussi l'observateur privilégié de la réalité européenne, que ce fût dans le domaine de la politique ou dans celui de l'économie.

L'utilité de la *feitoria* de Flandre fut assez rapidement mise en question. Depuis Bruxelles, D. Pedro de Mascarenhas avait beau écrire au roi en 1531 : «Des lettres sont maintenant arrivées de Venise. Un Portugais m'écrit que les navires d'épices, que les Vénétiens avaient lancés neufs et qui leur revenaient, n'étaient qu'une tromperie, et qu'il n'y avait ni épices ni navires, d'où Votre Altesse doit croire que l'Inde lui est conservée [25]. » En réalité, Venise, dépouillée de l'essentiel de son commerce et par conséquent de sa principale source de richesse, n'avait pas tardé à réagir en réanimant la voie terrestre des épices. La grande faiblesse des Portugais était, en effet, le commerce de la mer Rouge, où ils furent obligés de laisser passer quelques marchandises. Comme il n'était pas possible de faire de Lisbonne le seul marché où s'approvisionneraient l'Europe et la Méditerranée, la Couronne prétendit, du moins, en tirer profit grâce aux droits de douane à Ormuz. C'est ainsi que le commerce des épices fut en grande partie récupéré par Venise dans la seconde moitié du XVIe siècle [26].

Si, comme grand organisme commercial, la *feitoria* de Flandre fut fermée, des *feitores* du roi n'en restèrent pas moins à Anvers. C'est seulement avec la guerre civile, à partir de 1567, qu'Anvers, encerclée et paralysée, fut remplacée par Amsterdam où les Portugais n'eurent pas de *feitoria* officielle. En 1580, devenus sujets des Habsbourg, les Hollandais les confondirent désormais avec les Espagnols, et en firent même l'une de leurs cibles préférées.

La « carreira da Índia »

La « carreira *da Índia*», c'était le voyage d'aller et retour entre le Portugal et l'Inde, considéré, avec le galion de Manille, comme le plus dur et le plus dangereux. Dans les deux cas, en effet, les vents tropicaux périodiques constituaient le facteur déterminant. La durée de l'aller et retour, en y incluant le séjour à Goa, était, dans les conditions les plus favorables, de près d'un an et demi. Quant au voyage proprement dit, il fallait, pour contourner le cap de Bonne-Espérance, 6 à 8 mois dans les deux sens.

La mousson de sud-ouest, qui généralement commence sur la côte occidentale de l'Inde au début de juin, entraînait la fermeture de tous les ports de la région. Aussi les navires de la *carreira* qui se dirigeaient vers l'Inde s'efforçaient-ils de doubler le cap de Bonne-Espérance en juillet et d'arriver à Goa en septembre ou octobre pour repartir avec la mousson en janvier.

Quand on questionnait un pilote expérimenté sur la meilleure saison pour faire le voyage annuel, il répondait : «Il suffit de partir - de Lisbonne–le dernier jour de février, mais au premier jour de mars, il est déjà tard [27]. » Il en était de même pour les départs de Goa : au lieu de partir à Noël ou pour le jour de l'an, certains quittaient fréquemment le rio Mandovi en février ou en mars, et ils étaient obligés d'af fronter, avec peu de chances de succès, la tempétueuse saison hivernale de mai et juin, dans la latitude du cap de Bonne-Espérance. Dans les deux cas, ces retards s'expliquaient par les difficultés à réunir suffisamment d'argent pour payer les chargements et les équipages.

Le monopole royal et ses limites

Le roi exerçait son monopole par la centralisation de tout le commerce d'outre-mer à Lisbonne dans la *Casa da Mina, Guiné* e *Índia.* Les facteurs et trésoriers de cette institution agissaient au nom du roi, en vendant les marchandises qui lui appartenaient. En prélevant les droits de la Couronne, ils surveillaient la vente de *ceux,fidal*gos et marchands, qui avaient été autorisés à faire ce commerce. Tout en maintenant la surveillance et la perception des droits dans la *Casa da Índia,* le commerce fut libéralisé entre

1570 et 1580. Avec l'Union ibérique, le roi cessa d'être le responsable direct du trafic dans le monopole de la route du Cap : il l'afferma par contrats avec des marchands. En 1598, il en reprit la régie directe. Quoi qu'il en fût, même pendant la période des contrats, la *Casa da India* conserva le monopole de l'entrepôt des marchandises.

Le chargement des *naus* du royaume, les unes appartenant au roi et d'autres concédées à des grands seigneurs et à des marchands, se faisait annuellement à Cochim et à partir de 1611 à Goa, sous la direction du gouverneur lui-même. L'organisation des achats revint, à partir de 1517, au *vedor da Fazenda.*

Pour maintenir le monopole de ce commerce, il était indispensable de disposer des capitaux pour acheter des marchandises et les emmagasiner, car les navires, une fois arrivés en Inde en septembre, devaient être chargés à temps pour appareiller au plus tard au milieu de janvier et profiter de la mousson. On pouvait ainsi procéder calmement au chargement des navires en poivre et autres drogues dès leur arrivée. En 1504, Álvaro Vaz avertissait qu'il était nécessaire d'avoir au moins 10000 *cruzados* avant l'arrivée des *naus.* Si l'on ne disposait pas de cette somme, il fallait attendre l'arrivée de la flotte de Lisbonne pour acheter les épices avec le métal précieux et le produit de la vente des marchandises qu'elle apportait. Les achats se faisaient alors dans de mauvaises conditions : pressé par le temps on se contentait d'une marchandise jeune et humide, qui entraînait des pertes à l'arrivée à Lisbonne.

La stratégie commerciale et militaire de la Couronne ne fut cependant pas uniforme[28]. En plus de ses difficultés financières, elle dut s'adapter aux conjonctures européennes et asiatiques ainsi qu'aux ressources en hommes et en navires. C'est essentiellement pour cette raison que le roi eut à partir de 1546 recours à des capitaux privés aussi bien pour l'armement des navires que pour leurs cargaisons. D'après le chroniqueur Diogo do Couto, ce système nuisait gravement à la sécurité des voyages. Les *contradadores* (fermiers), pour obtenir les plus gros profits possible, surchargeaient les navires et provoquaient une augmentation sensible des naufrages. La réalité ne dut pas être aussi sombre, car l'administration maintenait son contrôle.

Le Portugal ne pouvait pas répondre à toutes les demandes de produits asiatiques dont l'Europe avait besoin, ou du moins lui en fournir

suffisamment par la route du Cap. Il ne disposait ni d'assez de forces ni d'assez de moyens. A côté du commerce officiel, il y eut par conséquent tout un trafic interasiatique, qui, malgré des prohibitions renouvelées, reprenait les anciennes routes. Les Portugais étaient souvent les instigateurs de ce commerce de contrebande : nombreux, en effet, étaient ceux qui voulaient faire fortune sur place rapidement, et s'en retourner à Lisbonne avec leurs capitaux. La Couronne dut même y participer pour essayer de le canaliser.

Ces Portugais, libres de toute surveillance et de tout monopole royal, tentèrent d'élargir leur trafic jusqu'en Chine et jusqu'au Japon. Dès 1543, les premiers arrivants avaient pris la mesure des profits qu'ils pourraient obtenir en achetant, avec de l'argent au Japon et de l'or en Chine, les marchandises dont ils étaient dépourvus. A Macao, ces échanges trouvèrent leurs agents, organisés vers 1555 en une sorte de république marchande, sous une forme qui respectait le municipe portugais. Le roi chercha à contrôler cette nouvelle route par des concessions de voyages dont il faisait la grâce à quelques *fidalgos*. C'était le moyen de garantir la venue à Goa des bénéfices obtenus.

C'est par ce nouveau commerce que les Jésuites s'introduisirent en Extrême-Orient et préparèrent une évangélisation facile en apparence. L'inverse se produisit : cette volonté missionnaire ferma le Japon au commerce portugais, lorsqu'il constata que ces barbares occidentaux infectaient leurs croyances traditionnelles et perturbaient la constitution de leur État sur lesquelles il reposait.

En revanche, la présence espagnole parvint à s'imposer en Extrême-Orient par l'occupation des Philippines, et la Couronne d'Espagne réussit à en accaparer le commerce grâce à l'argent du Mexique et au galion qui le transportait et faisait la *carrera* de Manille à Acapulco. Grâce à l'union dynastique de 1580 qui leur avait ouvert tout le commerce des Indes de Castille, grâce aussi à la position privilégiée qu'ils avaient à Macao dans le commerce de la Chine avec le Japon, les Portugais en tirèrent alors le plus grand profit.

Il est difficile d'avoir une idée précise des chiffres du commerce que les Portugais firent avec l'Asie. Boxer a cependant évalué la quantité des marchandises que les Portugais ramenèrent en Europe par le cap de Bonne-

Espérance : de 40000 à 50000 quintaux par an dans le premier tiers du siècle, elles seraient de 60000 à 70000 par an au milieu du siècle. Cette progression serait d'autant plus spectaculaire que les prix doublèrent, parfois même triplèrent. Sur cet ensemble, la part du poivre était considérable : elle oscillait entre 10000 et 45000 quintaux, le plus souvent entre 20000 et 30000. Les autres épices - cannelle, clou de girofle, macis (écorce extérieure de la noix muscade), noix muscade, gingembre, etc.– représentaient entre 5 000 et 10 000 quintaux de chargement annuel.

A la fin du siècle, le tableau était beaucoup moins brillant : les Portugais n'approvisionnaient plus l'Europe que pour environ 10000 quintaux annuels. En revanche, selon un officier portugais, les sujets du royaume d'Achem, sur la côte de Sumatra, exportaient annuellement en 1585 entre 40000 et 50000 quintaux d'épices, surtout du poivre. Transportés sur des navires guzarates, ils étaient débarqués à Jidda et approvisionnaient par terre le marché ottoman et le marché européen. Avec l'arrivée des Hollandais et des Anglais en Orient au début du XVIIe siècle, la position des Portugais s'effondra[29].

Dans le dernier quart du XVIe siècle, la conjoncture internationale contribua en effet à créer un autre complexe économique à l'échelle mondiale. La reprise de la voie méditerranéenne des épices par le golfe Persique et par Damas devint de plus en plus préjudiciable à l'empire portugais et diminua l'importance du commerce des Indes. Avant même l'union dynastique de 1580, l'imbrication des deux empires ibériques dans l'Atlantique fut de plus en plus perceptible, et la contrebande entre l'Algarve et l'Andalousie ainsi qu'aux Açores et dans le Rio de la Plata de plus en plus florissante. Enfin, la croissance du Brésil et la liaison directe de l'Amérique avec l'Afrique contribuèrent largement à cette mutation. Une économie atlantique, avant même la déroute de l'empire asiatique, l'emporta désormais dans un empire portugais intimement articulé avec l'argent américain que les Castillans dominaient politiquement, mais dont les Portugais avaient le principal bénéfice.

Le cas particulier du Brésil, colonie de peuplement et d'exploitation

La couronne portugaise n'avait pas accueilli la découverte de Cabral, qui n'avait rencontré que des populations aborigènes-les Tupis-Guaranis, encore à l'âge de la pierre - et n'avait rapporté que quelques perroquets, avec le même intérêt que l'ouverture, prometteuse de richesses, de la route des Indes. Aussi, pendant les trente premières années du siècle, s'était-elle contentée de la création de quelques *feitorias* pour commercialiser le bois de teinture.

En 1530, le roi Jean III, inquiet des convoitises qu'excitait cette terre sur les étrangers, sur les Français en particulier, décida d'y assurer une occupation permanente. Il envoya une expédition sous la direction de Martim Afonso de Sousa pour y implanter des structures politiques, en nommant en différents endroits des capitaines généraux et gouverneurs. On y fonderait de véritables noyaux de colonisation en répartissant la terre selon le régime juridique des *sesmarias*[30], qui avait fait ses preuves lors de la *Reconquista.* Le roi décida ensuite de répartir le territoire en quinze capitaineries attribuées à des donataires *(capitanias donatàrias)*, système déjà expérimenté avec succès à Madère et aux Açores : c'était à la fois un moyen de récompenser les serviteurs de la Couronne et de mettre en valeur à moindres frais la nouvelle colonie. Il créa enfin en 1548 la charge de gouverneur général du Brésil *(governador* e *capitão general* de mar e *terra)* avec auprès de lui toute une hiérarchie de fonctionnaires et de magistrats.

Au cours du XVIe siècle, les Portugais ne s'installèrent que sur le littoral qu'ils avaient reconnu : des noyaux de peuplement furent ainsi constitués du Nord au Sud, autour de Pernambouc, de Bahia, de Rio de Janeiro, de São Vicente, et un peu à l'intérieur, à São Paulo. Les colons, encore en faible nombre, ne se fixaient que sur les terres basses, humides et fertiles du littoral, là où toutes les conditions naturelles du sol et du climat permettaient d'entreprendre des cultures. La vie économique se développa là où les ports favorisaient les échanges commerciaux indispensables, là aussi où l'on était assuré d'une certaine sécurité.

L'intérieur du pays, plus ou moins hostile et mystérieux, resta inconnu. Il n'y avait d'ailleurs pas urgence ni nécessité primordiale de s'y aventurer. Dès le deuxième tiers du XVIe siècle cependant, quelques explorations furent tentées à partir de ce que les Portugais appelèrent des entradas : il s'agissait d'expéditions, comme celles notamment que Martim Afonso de

Sousa ordonna à partir de Cananéia et de Rio de Janeiro. Des *entradas,* dont l'objet était de rechercher des minerais précieux, furent surtout menées dans la capitainerie de Sâo Vicente, au sud de la colonie.

São Paulo, placée à la croisée des chemins naturels de pénétration vers l'intérieur, y joua un rôle primordial. Comme la barrière de la Serra do Mar rendait difficiles leurs communications avec l'Océan, les Paulistes se tournèrent naturellement vers le continent. L'économie de la région étant pour l'essentiel une économie de subsistance, ils avaient besoin d'esclaves pour travailler la terre. Ils les capturèrent dans la population indienne de l'intérieur, et en vendirent le surplus à des colons d'autres régions.

Les *entradas* eurent alors deux buts, tantôt distincts, tantôt confondus : la chasse à l'Indien et la recherche des métaux précieux. C'est ce qui donna naissance à un type d'homme très particulier, le *bandeirante.* Il s'agissait à l'origine de Portugais, venus de la métropole avec un esprit d'aventure et un appétit de lucre. La plupart, ayant pris pour femmes des Indiennes en mariage légitime ou en union illégitime, eurent des enfants métis que l'on appela les *mamelucos.* Ceux-ci, formant de véritables clans, et vivant plus ou moins en endogamie, organisèrent des expéditions armées, les *bandeiras.*

Au départ, le but était de protéger les premiers noyaux de peuplement blanc contre les attaques des Indiens. A l'extrême fin du XVIe et au début du XVIIe siècle, de défensives ces *bandeiras* devinrent offensives et pourchassèrent les Indiens pour les réduire en esclavage, malgré les interdictions de l'Église et du roi qui prônaient une politique de catéchèse, menée notamment par la Compagnie de Jésus. Comme il était permis de mener des « guerres justes » et de réduire en esclavage les Indiens, qui viendraient attaquer les Portugais et les populations indigènes pacifiées, rien n'était plus facile que de trouver des prétextes de «guerre juste » pour tourner la loi.

La seule économie rentable qui s'installa progressivement au Brésil, au cours du XVIe siècle, fut, sur le modèle de Madère, une économie coloniale fondée sur des plantations de canne à sucre, la construction de moulins *(engenhos)* et l'appel à la main-d'œuvre d'esclaves noirs importés du cap Vert et de la côte de Guinée. Une société de type patriarcal autour du *senhor*

de *engenho,* avec au centre la maison du maître, la *casa grande,* entourée des habitations des esclaves, *les senzalas,* se mit alors en place.

En 1548, la capitainerie de São Vicente possédait déjà six moulins et une population rurale de 600 colons et 3 000 esclaves. Les plantations à sucre prirent une rapide extension : d'abord localisées dans la région du Centre-Sud, elles se déplacèrent vers le *Nordeste.* En 1573, le travail de 62 moulins et de 14000 esclaves fournissait une production de 180000 *arrobas* (environ 2700 tonnes) de sucre. En 1585, il y avait déjà 130 *engenhos.* En 1590, la production atteignit 502500 *arrobas,* et 835000 en 1612.

Cette croissance fut favorisée par des liaisons directes entre Pernambouc et les ports du Nord du Portugal, Viana, Vila do Conde, Porto et Aveiro, car le sucre ne faisait pas partie du monopole royal et ne devait pas être vendu à Lisbonne. Facilités légales, facilités techniques aussi : pour le voyage de Pernambouc, port brésilien le plus proche des côtes portugaises, il n'était pas nécessaire d'utiliser de grands navires qui impliquaient de gros investissements[31]. Le sucre brésilien eut beau être d'une qualité inférieure à celui de Madère, il ne l'en détrôna pas moins. En 1575, malgré sa proximité des côtes portugaises, le second valait à Porto 100 reis, *l'arratel,* alors que le premier n'en valait que 80. Une économie de plantations supposait une main-d'œuvre servile : la traite des nègres entre les possessions africaines du Portugal et le Brésil prit alors son essor.

Dès les dernières années du XVIe siècle, et peut-être même avant, la Couronne ne tira plus l'essentiel de ses ressources du commerce de l'océan Indien, mais de l'exploitation du Brésil. Aux XVIIe et XVIIIe siècles, ce dernier serait la pièce essentielle d'un empire portugais dont la nature aurait complètement changé : d'empire commercial et maritime, il serait devenu un empire colonial.

LA FAIBLESSE DES RESSOURCES HUMAINES

Le nombre des hommes

Un peuple de 1100000 à 1400000 individus en 1527 pouvait-il faire face aux obligations que lui imposait l'immense empire qu'il avait découvert et

conquis? C'est un des grands débats de l'historiographie portugaise. Les uns, comme Boxer et V. Magalhâes Godinho, insistent sur l'insuffisance des ressources humaines : la Couronne fut dans l'impossibilité de pourvoir à son administration, à son exploitation et surtout à sa défense. Bien plus, il y aurait eu une hémorragie démographique. L'émigration et les pertes humaines pendant un siècle de guerre, où les forces portugaises furent toujours insuffisantes et d'un coût excessif, auraient privé un Portugal ibérique exsangue de sa main-d'œuvre urbaine et rurale aux dépens du petit artisanat et de l'agriculture, et auraient ainsi accentué la dépendance de ses approvisionnements vis-à-vis de l'étranger. C'est ce que prétend Boxer qui avance le chiffre de 2400 émigrants par an pour Goa et l'Extrême-Orient pendant tout le XVIe siècle, soit environ 200000 à 250000 personnes, c'est-à-dire entre 15 et 20 % de la population portugaise!

A quoi d'autres répondent qu'il ne faut pas exagérer le coût humain de l'empire : « Moins de quarante mille Portugais suffirent à maintenir le blocus économique, protéger les *feitorias* et garnir les forteresses, inspirer la terreur et infliger des châtiments à ceux qui se rebellaient contre leur suprématie, coloniser quatre archipels et un long trait de côte sur un nouveau continent. L'émigration peut avoir privé le pays de quelques jeunes gens aptes aux travail, mais leur nombre fut proportionnellement petit en comparaison des larges saignées du XIXe siècle et de notre XXe siècle» (A. H. de Oliveira Marques).

Si l'on tient compte de quelques estimations sur le nombre des Portugais installés dans l'empire, on constate qu'il est assez faible. En 1561, l'archevêque de Goa informait : « Il y aura dans cette cité au moins 4343 feux *(vizinhos)*, dont 1478 sont Portugais et 145 métis; les autres sont des indigènes. Dans le district de la cité et de ses environs, il y a 7025 feux», en ne comptant pas les soldats. Le total s'élèverait à peine à 80000 chrétiens. Le principal pôle d'attraction étant l'Asie, la première phase de la colonisation du Brésil, qui va de la découverte jusqu'à la période de la Restauration de 1640, ne vit qu'une faible immigration. Au milieu du XVIe siècle, on y comptait seulement 3000 Portugais. Une autre estimation faite à la fin du siècle par les Jésuites faisait état de 25000 Blancs, 18000 Indiens et 14000 nègres, sur un total de 57000 habitants. Toujours à la fin du XVIe siècle, Madère comptait autour de 30000 habitants, dont un dixième de non-

Portugais - esclaves africains, canariens ou marocains. Aux Açores, à São Miguel, on dénombrait plus de 40 000 habitants, tous Portugais, et à São Tomé, vers 1554, plus de 10000 âmes, dont une majorité d'esclaves africains.

Nous sommes donc loin d'une hémorragie démographique : les Portugais qui s'installèrent en Orient ne devaient guère dépasser le nombre de 60000. Si on les additionne aux chiffres des îles de l'Atlantique, peuplées depuis le XVe siècle, et à ceux du Brésil, on doit arriver à environ 150000 Portugais installés dans l'empire.

Très tôt, la monarchie portugaise avait mesuré l'importance d'une population abondante. Déjà vers 1480, Alphonse V s'était préoccupé de connaître le nombre de ses sujets : l'opération fut réalisée avec beaucoup de prudence, pour ne point entraîner d'inquiétude parmi ses peuples, qui pouvaient craindre qu'elle ne précédât une levée de soldats pour une nouvelle guerre. Il se heurta à des insuffisances administratives. Plus tard, sous D. Manuel, quelques dénombrements de caractère restreint furent menés à bien. C'est sous D. João III que fut réalisé en 1527 le premier dénombrement général. Le 17 juillet, le roi en donna l'ordre à tous les *corregedores*. L'opération dura jusqu'en 1532. Les officiers du roi rencontrèrent bien des entraves, dans le Minho et dans le Trás-os-Montes, de la part des grands seigneurs, notamment dans les domaines du duc de Bragance, et en Estrémadure et en Alentejo, dans ceux des ordres militaires [32].

Toutes réserves étant faites sur les aléas du dénombrement, on estime que le Portugal comptait alors environ 280500 feux, soit entre 1100000 et 1400000 âmes, avec une densité très inégalement répartie, entre 13 et 15 habitants au km². L'Entre Douro e Minho était naturellement la région la plus densément peuplée. Lisbonne, avec 50 à 60000 habitants, se détachait des autres villes. Porto en comptait 15000, suivi d'Évora, résidence fréquente de la cour. Avec un peu plus de 5000 âmes, on trouvait Santarém, Elvas et Tavira. Si l'on tient compte d'une évaluation de 1000000 d'habitants sous Jean Ier, de près de 1500000 vers le milieu du XVIe siècle, et d'une estimation très hypothétique de deux millions d'habitants vers 1600, on penche tout au long du XVIe siècle pour un essor démographique qui dément l'hypothèse d'une hémorragie de la population vers l'empire.

Une certitude, l'essor de Lisbonne fut spectaculaire : de 50 à 60000 habitants vers 1527, elle passa à près de 100000 âmes au milieu du XVIe siècle, à 120000 vers 1590 et à 165000 autour de 1620. Elle devint alors la plus grande cité de la péninsule Ibérique avant Séville, dont la population était estimée à 120000 habitants. La capitale portugaise, à égalité avec Venise ou Amsterdam, était peut-être la quatrième ville d'Europe après Londres, Paris et Naples. On peut mesurer sa prééminence dans le royaume de Portugal en disant que Porto, Coïmbre, Évora et Elvas n'atteignaient pas encore les 20000 habitants au début du XVIIe siècle.

Les émigrants

En définitive, ce ne fut pas tant la métropole qui souffrit d'une hypothétique hémorragie d'hommes que l'empire du déficit de marins et de soldats, voire aussi d'administrateurs et de marchands. En outre, avec la durée du voyage d'Orient, une forte mortalité sur les vaisseaux provoquait d'importantes pertes humaines. A cela s'ajoutaient les ravages dus à la malaria et aux autres endémies des régions équatoriales et tropicales où les Portugais abordaient. Avec une très faible immigration de femmes, la Couronne ne pouvait pas compter sur un accroissement naturel, que ne compensaient guère les enfants nés de l'union avec des esclaves au grand scandale des missionnaires. Le roi perdait aussi un certain nombre de ces émigrants qui s'installaient dans des ports d'Asie, hors de la domination portugaise. Même des fidalgos, avides d'aventures, quittaient le royaume pour servir des princes étrangers[33].

Par conséquent, l'expansion portugaise pâtit durant tout le XVIe siècle de la faible population du royaume et d'un déficit d'émigrants. A l'inverse de la couronne d'Espagne, le roi fut alors contraint d'ouvrir ses domaines aux autres nationalités. La carence en officiers mécaniques spécialisés était particulièrement grave et on dut faire appel à des étrangers. La faiblesse de l'immigration se faisait cruellement sentir au Brésil, seule colonie de peuplement portugaise. Dès 1550, on y envoya de nombreux Açoriens pour peupler la nouvelle cité de Bahia. En 1549, pour faire fonctionner ses moulins à sucre, Duarte Coelho recruta des immigrants au Portugal, en Galice, aux Canaries, partout où il pouvait en trouver. A Pernambouc, dans

le *Nordeste* brésilien, on rencontrait à la fin du siècle une population très bigarrée : des Galiciens, des Biscayens, des Castillans, des Canariens, des Florentins, des Napolitains, des Allemands, des Flamands, des Français et des Anglais.

Avec l'union dynastique, le mélange entre Portugais, Castillans et autre Espagnols s'accrut. De nombreux Portugais émigrèrent pour les Indes de Castille, des Castillans et autres Espagnols pour le Portugal et le Brésil. Des artilleurs flamands et allemands circulèrent aussi au Portugal et dans ses conquêtes.

Au début des découvertes, tout le royaume avait fourni des émigrants pour l'Orient. Il s'agissait en majorité d'une population urbaine (marchands, marins, pêcheurs et artisans) qui allait y chercher fortune dans le commerce. Ce phénomène dura pour l'Inde tout au long du XVIe siècle[34]. Ce fut en revanche l'Entre Douro e Minho, région rurale la plus densément peuplée, qui fournit les plus gros contingents d'émigrants appelés à mettre en valeur les terres des archipels et du Brésil[35]. Le plus grand nombre était en effet puisé dans la paysannerie que les villes portugaises ne réussissaient pas à retenir. Souvent sans succès, ces paysans allaient tenter leur chance dans les «conquêtes». En 1609, par exemple, la *câmara* de Moncorvo se plaignait d'être très pauvre, « à cause des années calamiteuses qu'il y eut jusqu'à maintenant, que beaucoup de gens s'en allèrent hors du royaume par pauvreté ».

L'émigration était en effet, dans bien des cas, liée au manque de ressources alimentaires : en 1555, Simâo da Gama de Andrade avait été chargé de lever des gens pour le Brésil dans l'île de Sâo Miguel, l'une des Açores. Il ne réussit pas à en tirer le nombre espéré, car ils ne voulurent pas s'embarquer, « la terre étant abondamment pourvue de ressources, principalement de pain ». Un simple accident conjoncturel pouvait renverser la tendance : la faim alimentait alors l'émigration. Un contemporain s'interrogeait : comment les laboureurs *(lavradores)* auraient-ils pu semer sur une superficie cultivable aussi étroite, le Portugal étant en majeure partie constitué par des rochers, du sable et des campagnes inondées ? Certains allaient jusqu'à dire que la peste serait presque une nécessité, car la population « se multipliait d'une telle manière qu'ils se mangeaient les uns les autres ». Le tour du monde des marchands n'avait

rien à voir avec les nécessités des émigrants faméliques : ils suivaient la conjoncture des marchés[36].

Parmi les émigrants, il y avait beaucoup d'enfants : les orphelins, les enfants abandonnés et exposés, que le corps social devait prendre en charge ou dont il devait se défaire. La situation empira tout au long du siècle. A Braga, en 1567, la *câmara* constatait que, depuis quelques années, le nombre d'enfants exposés s'était accru considérablement et elle se plaignait du travail et de la dépense excessive que cela lui donnait, pour les élever à ses frais, d'autant plus que l'on manquait de nourrices [37]. Ceux qui survivaient grossissaient la masse misérable. A Lisbonne le «*pai de velhacos*» (littéralement le «père des coquins») devait leur trouver un maître. Beaucoup d'entre eux étaient alors envoyés aux Indes et au Brésil. En Inde, selon un contemporain, « deux cents enfants arrivent tous les ans sur les *naus*». Certains étaient recueillis par des *fidalgos* qui les élevaient et en faisaient des soldats et des «hommes d'honneur» *(honrados).* D'autres étaient pris en charge par les disciples de saint Ignace. En Inde comme au Brésil où les femmes faisaient défaut, les orphelines étaient très convoitées en vue du mariage : on évitait ainsi que les immigrants n'eussent «non seulement une concubine, mais beaucoup ». D'ailleurs, n'importe quelle sorte de femme convenait, «même les femmes perdues, qui y trouveraient certainement un mari».

Les conséquences sur la défense de l'empire

Ce déficit démographique avait de graves conséquences sur la défense de l'empire asiatique. Étant donné l'extraordinaire dispersion des comptoirs, il était très difficile aux vice-rois de réunir un millier d'hommes pour une quelconque expédition. Sur l'ensemble *des feitorias,* il est peu probable qu'il y ait eu 10000 Européens et Eurasiens capables d'assurer le service militaire et naval dans une zone qui s'étendait de Mozambique à Macao. Un archevêque de Goa estimait que, sur 14 à 15 000 hommes aptes au service de la couronne, il n'en existait réellement que 3000. Pour secourir Diu en 1538, on ne put réunir que 5 000 hommes, selon les chiffres officiels. A la même date, après quarante années de présence, il n'y avait que 2 000 soldats sur l'armada des Indes.

Cette pénurie d'hommes était aussi durement ressentie dans le domaine naval. A partir d'Albuquerque, les équipages furent composés d'asiatiques sous les ordres de quelques officiers blancs ou métis. Même les grandes carraques qui faisaient le commerce maritime entre Goa, Macao et Nagasaki étaient souvent manœuvrées par des esclaves asiatiques ou nègres, à l'exception des officiers et de dix à vingt soldats et artilleurs portugais. Les navires qui trafiquaient dans l'océan Indien n'avaient souvent de portugais que le capitaine, alors que les équipages, y compris le pilote et le contremaître, étaient composés de Guzarates musulmans. Quand D. João de Castro voulut, en 1539, organiser une expédition dans la mer Rouge, il se rendit compte qu'aucun pilote portugais ne connaissait bien les détroits de Babelmândebe et ne possédait de cartes nautiques : il dut recruter des pilotes arabes qui utilisèrent les leurs.

Pour toutes ces raisons, le pouvoir naval du Portugal était surtout efficace dans le voisinage de ses grandes bases : Goa, Diu, Ormuz, Malacca et Mozambique. Ses vaisseaux n'étaient d'ailleurs pas à l'abri de graves revers, comme lorsqu'ils furent défaits à deux reprises par des flottes ottomanes. En 1551-1552, l'amiral turc Piri Reis, venu avec vingt-trois galères de la mer Rouge, mit à sac Mascate et, malgré des forces inférieures à celles des défenseurs, fit un siège de quelques semaines à Ormuz. En 1585-1586, un aventurier turc, appelé Mir Ali Bey, avec un seul navire assez mal armé, balaya les Portugais de toute la côte Somalie à l'exception de Melinde et captura vingt de leurs navires.

A l'autre extrémité de l'océan Indien, Malacca fut plusieurs fois mise en difficulté par le blocus des flottes javanaises. Les Malais obtenaient quelques succès quand ils opéraient avec des embarcations à rames à proximité des fleuves et des estuaires, où les carraques et les galions ne pouvaient pas manœuvrer à leur guise. Même sous le feu des forts de Goa, les corsaires Moplah infligeaient des pertes importantes au commerce de cabotage, en interceptant des convois de petits navires chargés de riz et de provisions pour la capitale de l'Inde portugaise.

Pour dommageables que fussent ces échecs, ils ne mirent jamais en question le pouvoir naval portugais dans l'océan Indien durant la plus grande partie du XVIe siècle. Il ne commença à être gravement en difficulté que dans la dernière décennie avec l'arrivée des Anglais et des Hollandais.

Les puissances musulmanes ne s'unirent qu'une seule fois en 1571 pour s'emparer des forteresses de Goa, Chaul, Malacca et Ternate, qui ne tomba que par l'incompétence du commandant portugais. Ailleurs, malgré leur supériorité en nombre, elles échouèrent. Les contemporains virent dans la défense couronnée de succès de Goa et de Chaul l'équivalent portugais de la victoire remportée par D. Juan d'Autriche sur les Turcs, la même année à Lépante.

LA CRISE PORTUGAISE

Dès le milieu du XVIe siècle, l'empire portugais fut ébranlé par des crises et des tensions qui mirent en péril non seulement sa prospérité, mais sa survie. Elles prirent des formes multiples : économiques et sociales, politiques, militaires et morales.

Les «*fumos da Índia* » se dissipèrent assez rapidement, car les profits de l'empire diminuèrent sensiblement au fur et à mesure que l'on avança dans le siècle. Les dépenses de voyage, les frais de l'administration en Inde comme à Lisbonne, le fret maritime et les pertes de navires ne cessèrent d'augmenter.

Les prix des biens de consommation que les Portugais enrichis achetaient en plus grande quantité à Anvers montèrent en flèche. A l'inverse, avec le retour en force de Venise, l'énorme masse d'épices offerte sur le marché européen provoquait la chute de leur valeur et le déclin d'Anvers et de la *feitoria* de Flandre. Portés par le *trend* de hausse caractéristique du siècle, les prix des produits essentiels grimpaient continuellement, sans être accompagnés d'une augmentation parallèle des appointements et des salaires. Ce décrochage entre le niveau des prix et des salaires se fit aux dépens des petites gens et de la bourgeoisie, petite ou moyenne.

Les Portugais, incapables de former une puissante bourgeoisie commerçante, abandonnèrent les activités productives à un puissant noyau de grands capitalistes étrangers. Ils laissèrent ainsi les capitaux passer dans les coffres des négociants et banquiers flamands et hollandais (souvent des juifs portugais réfugiés) qui tinrent de ce fait la Couronne dans leur dépendance. Les masses populaires, affligées par une hausse des prix qui,

de plus en plus, les éloignait de leur mode de vie, entraient dans l'insolvabilité, connaissaient le chômage et la marginalisation. Le fossé s'élargissait entre le peuple et les élites privilégiées.

La faillite du capitalisme d'Etat eut des répercussions considérables. L'expansion avait été avant tout une entreprise mercantile de la Couronne. Lorsque celle-ci adopta une politique impérialiste de domination politique, les dépenses devinrent disproportionnées par rapport aux bénéfices qu'elle tirait de l'exploitation de l'empire. Désormais incapable d'en financer le commerce, les produits d'outre-mer passèrent de son monopole à des contrats souscrits surtout avec le grand négoce international. Ses revenus en pâtirent d'autant. L'État dut alors faire face aux déficits chroniques de la balance des paiements avec l'étranger. Pour les surmonter, il les aggrava en ayant recours au crédit interne et externe, multipliant les dettes et additionnant de nouveaux déficits à ceux qui existaient déjà. N'ayant plus les moyens de ses ambitions et faute de les trouver dans le royaume, le roi s'endetta auprès des banquiers flamands et hollandais.

Cette crise financière explique en grande partie la politique de repli de Jean III au Maroc. L'abandon des présides révélait la fragilité du Portugal aux yeux de toutes les puissances qui le jalousaient. Elle encourageait l'arrogance chérifienne alimentée par les appuis de la France, l'Angleterre, la Turquie, et parfois l'Espagne elle-même. Les périls extérieurs se précisaient. Les nids de corsaires maures qu'étaient devenus Larache, Salé et Tétouan infestaient les liaisons commerciales portugaises. L'empire était attaqué au Brésil, en Afrique et en Orient par les potentats locaux et par les rivaux européens du Portugal.

Une crise morale n'affecta pas moins la société portugaise. L'acquisition trop facile des richesses durant les premiers temps des découvertes et des conquêtes eut un retentissement néfaste sur les mentalités. La Couronne, le clergé et la noblesse, qui en furent les principaux bénéficiaires, les gaspillèrent en dépenses somptuaires ou en investissements fonciers, entraînant notamment la crise de la classe moyenne paysanne des *lavradores*. Un *fidalgo* raisonnait ainsi : «Selon ce que l'on dit, et je l'approuve, si l'on n'a pas de racines, l'on ne peut construire des fondations, c'est-à-dire que, selon ce que l'on dit, et je pense de même, seule la possession de la terre est un investissement sûr. »

Un contemporain génois portait ce jugement sévère sur les sujets de D. Sebastião : «Les Portugais qui, durant 460 années, s'occupèrent de glorieuses entreprises qui répandirent le christianisme jusqu'aux extrémités de l'Orient, suspendirent soudain ces nobles actions. Loin de pénétrer à l'intérieur des Indes, ils occupèrent les ports maritimes. Corrompus par le luxe de l'Orient et enrichis par le commerce, ils n'eurent d'autre souci que de jouir de leurs trésors. Ils convertirent les profits militaires de leurs *feitorias* en délices personnelles, ils devinrent paresseux et futiles, et s'entourèrent d'honneurs quasi divins. »

Le roi D. Sebastião, inspiré par les pères jésuites, essaya de porter remède à cette corruption des mœurs. Il voulait que ses sujets revinssent à celles du passé, qui avaient permis au maître d'Avis de résister à l'Espagne et aux Portugais de découvrir et de conquérir un immense empire. En 1570 il fit promulguer une loi somptuaire prohibant les aliments de luxe, et ordonnant que l'on ne mangeât qu'un *assado* (viande rôtie), un *cozido* (pot-au-feu) ou un *guisado* (ragoût) [38].

LE PREMIER REFLUX : LES DÉSASTRES MAROCAINS

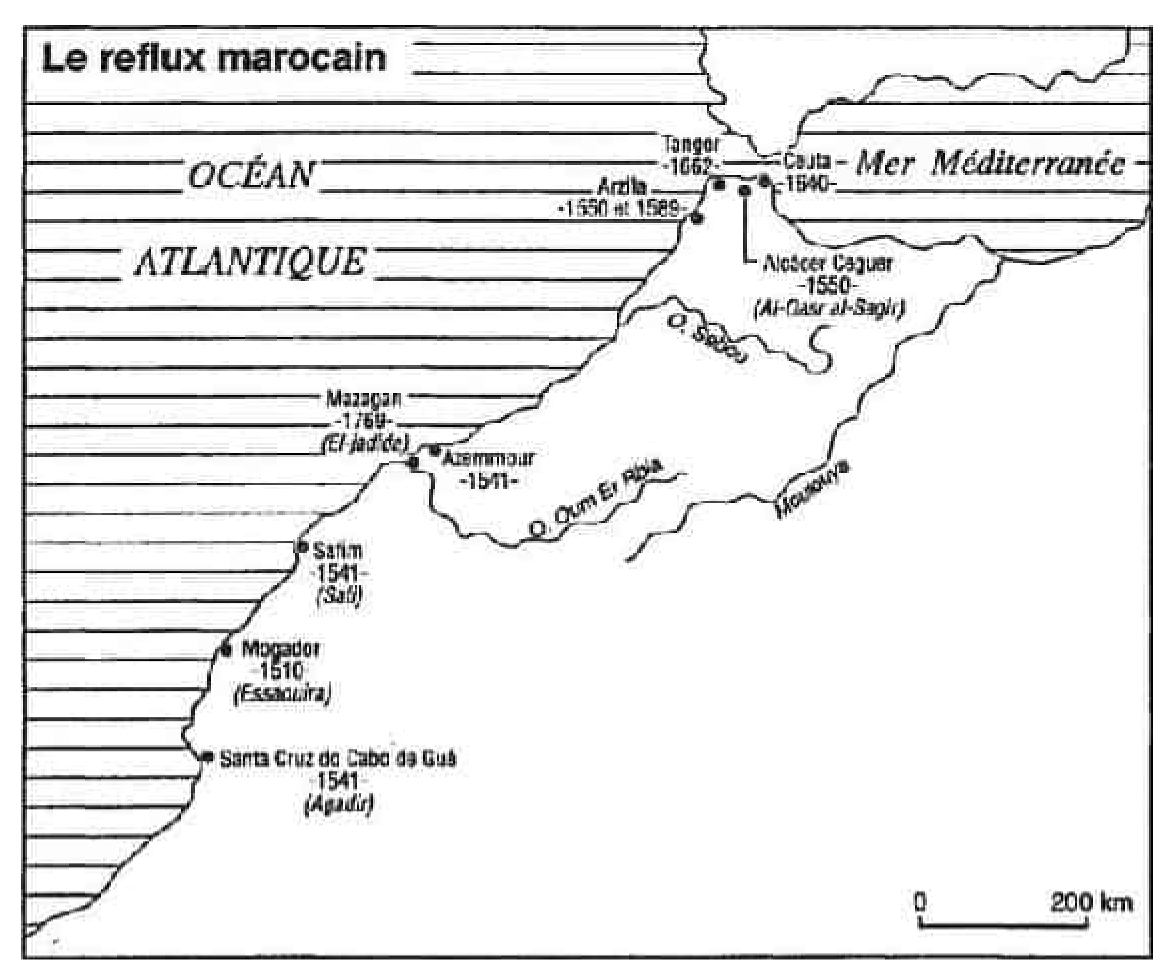
Déjà en 1515, D. Manuel, désireux d'élargir les bases portugaises du littoral marocain, avait été mis en échec (désastre de Mamora). Les expéditions qui furent envisagées dans les années suivantes ne purent, faute d'argent et faute de soldats, avoir un commencement d'exécution. Bien plus la pression maure sur les *fortalezas* se fit de plus en plus menaçante : Santa Cruz do Cabo de Gué, dans la région de l'actuel Agadir, tomba dès 1541. La question se posa alors de savoir si la Couronne pourrait durablement mener à la fois sa politique marocaine et sa politique asiatique, ou s'il ne lui faudrait pas choisir entre les deux.

La politique de repli de Jean III au Maroc

Devant les difficultés qui s'accumulaient pour administrer et défendre un immense empire, qui n'était pas à la mesure du petit Portugal, le fils de D. Manuel décida de faire porter l'effort sur l'empire commercial. Par

conséquent, il donna l'ordre d'évacuer certaines places marocaines, qu'il estimait moins utiles et plus difficiles à protéger. Cette mesure fut très controversée par une partie de ses conseillers et par l'immense majorité de ses sujets. L'évacuation d'Azemmour et de Safi se produisit au mois d'octobre 1541, peu après la chute de Santa Cruz. On reprocha d'autant plus à Jean III l'abandon des deux présides qu'il coïncida avec la malheureuse expédition de Charles Quint à Alger. Il dénotait un inconcevable manque de coordination entre les deux puissances ibériques dans leur lutte contre l'Islam maghrébin. Elles s'en rendirent compte trop tard, lorsque à partir de 1542 eurent lieu des négociations entre les deux cours, et que des vaisseaux espagnols firent des visites à Ceuta et à Tanger. A partir de 1548, Charles Quint fut accaparé par les affaires d'Allemagne, et s'avéra alors incapable de soutenir l'effort portugais en Afrique du Nord.

Lorsque le Chérif[39] s'empara de Fès, et se rendit pratiquement maître de tout le Maroc, Jean III, non secouru par l'empereur, n'eut plus d'autre ressource que de faire évacuer en 1550 les deux autres places les plus exposées, Arzila et El-Ksar es-Seghîr (Alcácer Ceguer). Dès 1532, Jean III avait demandé au pape l'autorisation d'abandonner cette dernière, parente pauvre des possessions portugaises du Maroc septentrional, car «la place est si petite que l'on n'y peut loger les troupes dont on a besoin pour faire la guerre actuellement, et la



configuration du pays ne se prête pas aux expéditions, car il est fort accidenté et dangereux, et souvent les capitaines eux-mêmes s'y sont perdus et beaucoup d'hommes avec eux, car la configuration du pays est telle que très peu de Maures à pied peuvent faire beaucoup de mal à nos hommes, sans que ceux-ci puissent se défendre et les empêcher» (cit. par R. Ricard).

Pour Arzila, Jean III avait hésité davantage. Le roi était pris entre son inquiétude devant les progrès du Chérif et la crise d'effectifs militaires et de ressources financières dont il était affligé. Dans l'espoir de faire des économies pour consacrer tous ses efforts à la lutte, il ordonna une première évacuation des femmes et des enfants en août 1549. Charles Quint l'ayant informé qu'il ne pourrait pas lui prêter main-forte, Jean III décida l'évacuation totale de la place. L'opération fut achevée le 24 août 1550, deux mois après celle d'Alcàcer Ceguer. Le chroniqueur Bernardo Rodrigues, qui y était né, raconte dans ses *Annales*, écrites dix ans plus tard, combien cet abandon fut regretté, incompris et critiqué. Non seulement il coûta plus tard la vie à de nombreux gentilshommes, et à «tous les hommes

et toutes les femmes, veuves et célibataires, qui se perdirent», mais il permit aux Turcs de passer le détroit et de désoler les côtes du Portugal[40].

Bernardo Rodrigues ne fut pas le seul à regretter et à critiquer l'évacuation d'Arzila. Lourenço Pires de Tàvora, ambassadeur auprès de Charles Quint, écrivit à Jean III qu'il aurait bien de la peine à lui en expliquer les raisons. La lettre que le comte de Redondo, ancien gouverneur d'Arzila, vice-roi de l'Inde en 1561, adressa au roi Sébastien entre 1557 et 1561, était un réquisitoire sévère contre la politique de son grand-père. L'argument de réduire les dépenses ne tenait pas, car l'entretien d'une ville aussi importante qu'Arzila était très peu coûteux. Quant à son port, contrairement à ce que l'on avait affirmé, il était l'un des meilleurs de la Chrétienté, et permettait de lancer une offensive et de conquérir le royaume de Fès, ce qui n'était pas si dif ficile, puisque, les années suivantes, le Chérif et ses fils l'avaient perdu et reconquis plusieurs fois. On avait, en revanche, fait à Mazagan des dépenses inutiles, car ce préside ne pouvait servir qu'à une attaque impensable et inutile sur Marrakech.

Le comte de Redondo incitait D. Sebastião à conquérir le très fertile royaume de Fès. Sa possession permettrait au Portugal d'assurer son propre ravitaillement en blé, sans dépendre de la France et de l'Espagne. D'ailleurs les Maures notables qui étaient venus au Portugal s'étonnaient qu'il n'en eût point fait la conquête, « et moi, je pense comme eux, parce que je connais la chose très bien, et je vois la facilité avec laquelle V. A. peut le faire, si elle la veut». Document révélateur non seulement de l'incompréhension de la politique de D. João III, mais aussi des illusions dans lesquelles on avait entretenu D. Sebastião [41]. D'ailleurs, en 1578, le premier geste de ce dernier fut de reprendre possession d'Arzila.

En réalité la politique de repli de Jean III était parfaitement justifiée par le manque de moyens du Portugal. On peut penser même qu'elle fut trop timide, et qu'il eût mieux valu un abandon total du Maroc. Ce n'était pas Arzila ou El-Ksar ou Mazagan en particulier qui coûtait trop cher, c'était l'empire tout entier qui commençait à écraser et ruiner la métropole. La levée du siège de Mazagan[42] en 1562 fut illusoire, car elle entretint les Portugais dans la conviction qu'ils n'avaient rien perdu de leurs antiques vertus et qu'il leur était possible de renouer avec la politique de grandeur [43]

Inde *ou Afrique* ?

Ceux qui censuraient l'abandon de l'Afrique étaient les plus nombreux : le *Discours panégyrique*[44] prononcé devant les Cortès de 1562 en administre la preuve. Certains Portugais cependant l'approuvaient et donnaient la priorité à la défense de l'Inde. Ils y prônaient même l'extension des possessions portugaises. Le soldat chroniqueur Diogo do Couto (1542-1616) était un représentant exemplaire de cette politique. Il avait consacré toute sa vie et toute son activité à l'Inde, et était naturellement hostile à l'Afrique. Il exprima son point de vue dans son dialogue *O* soldado *prático*, y exposant d'abord les arguments de ceux qui préféraient la conquête de l'Afrique à celle de l'Inde. Ils disaient que, pour être riche, un royaume devait avoir tous les fruits de la terre et du bétail en abondance, afin de faire subsister ses peuples sans dépendre d'approvisionnements de l'étranger[45]. Pour être puissant, un royaume devait avoir des mines d'or et d'argent et d'autres métaux, pour maintenir la paix et mener la guerre. Or les royaumes d'Afrique en possédaient en grande abondance.

Tous ces avantages, Diogo do Couto ne les niait pas, mais comment les accaparer? Il faisait alors appel à l'histoire pour montrer l'impossibilité de leur conquête. Comment les Portugais pourraient-ils la mener à bien alors que tant d'empires y avaient échoué? «Et avec quelles forces ces Messieurs voulaient-ils que nos rois conquissent tant de provinces et de royaumes, et avec des hommes si peu entraînés à la guerre qu'ils ne savaient même pas mettre en joue une espingarde, ni se tenir sur un cheval, ni manier une lance ? A tel point que pour certains renforts qu'ils voulurent envoyer dans l'Inde, quelquefois pour réunir trois mille hommes, ils tiraient des prisons du royaume jusqu'aux condamnés à mort! Et lorsque parfois ces quelques places que nous avions en Afrique furent assiégées par les Maures, au prix de combien de peines et d'inquiétudes les avez-vous fait secourir! »

Il argumentait au contraire en faveur de l'Inde : «Nos rois n'ont-ils pas pesé le pour et le contre avant d'envoyer à la découverte de l'Inde? Or bien auparavant, ils avaient entrepris la découverte de la côte d'Afrique et la fondation ou la conquête des forteresses que nous y possédons; et, s'il leur avait mieux convenu de conquérir l'Afrique plutôt que l'Inde, pourquoi se seraient-ils lancés dans un projet si incertain? Ne savons-nous pas qu'ils

avaient alors des capitaines d'une grande sagesse, avec qui ils devaient d'abord étudier l'affaire, et qu'il leur fallait mesurer les forces du royaume et celles de l'Afrique? Et nous savons aussi qu'après l'avoir examinée, et, détournés par l'expérience de la conquête de l'Afrique, ils entreprirent celle de l'Inde, où Dieu Notre-Seigneur leur a accordé toutes les faveurs que nous connaissons» » (cit. par R. Ricard).

Il était pourtant de mode chez les humanistes de critiquer l'exploitation économique de l'Orient, dans laquelle ils voyaient un facteur de décadence. L'un d'eux, Diogo de Teive, composa un poème en latin dans lequel il décrivait le Portugal comme une nation accablée de malheurs depuis qu'elle avait découvert les «barbares trésors» du monde oriental et du nouveau monde. Ainsi était posée la question de savoir si le maintien de l'empire maritime lui-même pourrait être soutenu encore longtemps.

1 Ce n'est par conséquent pas un hasard si le gouverneur de Diu fut de 1529 à 1538 un vedor *da* Fazenda qui fit construire la forteresse.

2 Le royaume de Pegu se trouvait dans le golfe du Bengale au sud de la Birmanie. C'était l'un des plus riches marchés de l'Orient. Dans ses ports affluaient de partout des marchands en quête de tissus précieux, de joyaux et de rubis. Les Portugais les fréquentèrent assidûment à partir de la conquête de Malacca.

3 Le cas de l'apothicaire Tomé Pires est exemplaire de ces Portugais, souvent d'humble origine, avides d'aventures et de richesses. Né aux environs de 1465, il s'embarqua pour l'Orient en 1511 dans l'escadre de D. Garcia de Noronha. Il s'installa à Malacca où il devint *l'escrivão* et le comptable de la *feitoria*. Il visita Java en 1513. Jean III ayant décidé d'envoyer une ambassade en Chine, le gouverneur de l'Inde lui en confia la direction. Tomé Pires quitta Cochim au début de 1516 et arriva à Canton au milieu de 1517. Il dut attendre trois ans l'autorisation d'aller jusqu'à Pékin, où il fut mal accueilli. De retour à Canton, il y fut emprisonné avec trois ou quatre de ses compagnons. On ignore dans quelles conditions il fut libéré, mais l'on sait qu'il s'installa en Chine où il vécut jusqu'à sa mort autour de 1540.

4 Le point de vue du vice-roi était différent. Celui-ci craignait à juste titre que Le Caire, avec l'appui prudent et discret de Venise, n'eût le dessein d'éliminer toute présence portugaise en Inde. Il estimait par conséquent que la priorité absolue était la défense de la côte de Malabar.

5 A son avis, l'intention du roi de substituer aux marchands arabes des marchands indiens, convertis ou non, n'était pas viable, «parce que les indigènes ont peu de capitaux [et qu'ils sont incapables de concurrencer] les compagnies de Maures de l'Inde, qui sont des hommes riches et de grands capitaux, et qui traitent à la grosse et avec un grand nombre de navires ».

6 C'est à cet effet que le port reprit son trafic pour les approvisionner en chevaux qui venaient d'Arabie et de Perse, via Ormuz et Cambaia. L'un des chroniqueurs de l'Inde estimait que ce commerce montait à plus de 2 000 chevaux par an. Ils entraient librement, mais payaient de gros droits de sortie, contribuant ainsi à la prospérité de la cité.

7 Cette dernière fut souvent menacée par des contre-offensives musulmanes. Elle fut assiégée en 1538 par les Turcs et le sultan du Gujarate : malgré un appareil naval énorme, le siège se solda par

un désastre de plus pour le pouvoir ottoman. Les Portugais réussirent alors à asseoir leur domination dans le Gujarate : une nouvelle tentative des Turcs, dont l'épisode le plus célèbre fut le siège de Diu en 1546, ne réussit pas à l'ébranler.

8 Par exemple à Sâo Tomé de Meliapor sur la côte de Coromandel, à Hughli au Bengale et à Macao en Chine.

9 Avec le voyage de Magellan, le roi de Portugal entra à propos des îles Moluques en conflit avec les Castillans : ces derniers finirent par se désister de leurs prétentions. L'éloignement du vice-roi empêcha pourtant que cette occupation des îles Moluques, ainsi que de celles de Banda, Sumatra, Java ou Sunda, fût d'un grand profit pour la Couronne. Les intérêts particuliers, c'est-à-dire ceux des capitaines et de leurs parentèles et clientèles, l'emportèrent sur ceux du roi, dominèrent dans le trafic des clous de girofle et des noix muscades. La Couronne estima qu'il ne valait pas la peine de disperser ses forces et laissa ces îles sans grande présence militaire. Les Hollandais ne s'y trompèrent pas : ils commencèrent par la conquête de ces îles leur expansion en Asie qui mit fin au XVIIe siècle à la domination portugaise.

10 Cette titulature dépendait habituellement de la qualité de chacun des représentants du roi : c'est ainsi qu'Afonso de Albuquerque n'eut pas le titre de vice-roi de son prédécesseur D. Francisco de Almeida. De 1505 à 1581, il y eut douze vice-rois et seize gouverneurs. La durée habituelle de la charge était de trois ans, à l'exception de Nuno da Cunha qui resta gouverneur de 1529 à 1538.

11 On trouve trois Meneses, trois Noronha, deux Mascarenhas, D. Constantino de Bragance, D. Francisco Coutinho, 3e comte de Redondo, D. Luis de Ataide, 3e comte d'Atouguia, qui fut deux fois vice-roi, en 1568-1571 et en 1578-1581, etc. Ces vice-rois et gouverneurs étaient souvent unis entre eux par des liens de parenté. D. Garcia de Noronha (1538-1540) était le neveu d'Albuquerque. D. Estevâo de Gama (1540-1542) était le fils de Vasco de Gama.

12 Les premiers secours qu'il y envoya, sous le commandement de ses deux fils, dont l'un y laissa la vie, s'étant avérés insuffisants, il prit lui-même la tête d'une flotte de 12 naus, sauva la place et mit en fuite les assaillants.

13 Les chroniqueurs de l'Inde insistent sur le fait que les meilleurs des gouverneurs furent ceux qui, nommés sur place après avoir exercé des charges moins importantes, avaient une bonne connaissance des affaires de l'Orient. Ce fut le cas de Jorge Cabral. Peut-être voulaient-ils démontrer que la politique des nominations faites à Lisbonne était néfaste.

14 En 1567, à la veille d'une attaque sur Chaul, les citoyens de la ville refusèrent de prendre eux-mêmes les armes pour défendre la place. La marchandise était devenue beaucoup plus attractive et lucrative que la guerre : les *«casados»* -les Portugais mariés aux Indes -, surtout, ne vivaient plus que pour le commerce et ne se résolvaient à prendre les armes qu'en cas d'extrême péril, ou quand ils pouvaient en tirer profit par de riches prises.

15 Le rôle *du forte* était plus ponctuel : il servait d'appât pour l'ennemi, en permettant de passer de la défense à l'attaque aussi bien par terre que par mer, mais, chaque fois que cela était possible, en transformant la bataille terrestre en bataille navale.

16 Le système des *fortalezas* n'était pas l'exclusivité de l'océan Indien. Il était également appliqué dans tous les autres domaines portugais de l'Atlantique, de l'Afrique et du Brésil. Dans les deux archipels de Madère et des Açores, où la présence portugaise était la plus ancienne, ce ne fut pourtant qu'au XVIe siècle, lorsqu'il fallut les défendre contre les corsaires français, et plus tard anglais et hollandais, que l'on sentit la nécessité d'un système défensif. Funchal, capitale de Madère, fut ainsi défendue par plusieurs *fortalezas*. Aux Açores, les fortifications essentielles

furent construites autour du port d'Angra dans l'île Terceira, et autour du port de Ponta Delgada, dans l'île de São Miguel. Il en fut de même le long de la côte atlantique de l'Afrique (les îles du Cap-Vert, la côte de Guinée, les îles São Tomé et Principe) comme du Brésil.

17 Il y avait notamment des hôpitaux pour soigner les blessés et les malades, nombreux dans des régions souvent malsaines et fatales aux Européens, car un site de défense n'était pas toujours le meilleur pour le climat. La *fortaleza* avait tous les équipements nécessaires pour réparer les dégâts occasionnés aux vaisseaux pendant les combats navals, comme pour les approvisionnements en vivres, en matériel et en munitions.

18 Les cités de Baçaim et de Chaul, qui ne tombèrent aux mains des Marathes qu'en 1732, furent construites à environ 40 km de Bombay : sur la plage, elles présentaient une ligne enveloppante de fortes murailles en pierre, de près de 15 m de hauteur, avec un tracé urbain rectangulaire. Toutes deux furent des cités riches, célèbres et nobles. Les Portugais y passaient les époques de chaleur de Goa, dont elles étaient le grenier. Toutes deux avaient des maisons nobles. Leur système de murailles était total, enveloppant toute la cité, leurs bastions et remparts étant imprenables.

19 La forteresse d'Aguada était conçue comme une énorme et forte structure de remparts face à la mer, ses canons défiant ceux qui auraient voulu la violer. Avec les fortalezas de Mormugâo et dos Reis Magos, elle constituait un impressionnant système de constructions militaires, qui n'était dépassé que par les *fortalezas* de Bahia au Brésil.

20 A titre de comparaison, l'Angleterre, où l'on dénombrait en 1576 86 navires, qui passèrent dans les dix années suivantes à 173, n'occupait qu'une place relativement modeste par rapport au Portugal. Lors de l'expédition de l'Invincible Armada en 1588, la participation portugaise se serait élevée à 20 navires, totalisant 14000 tonneaux, soit 18 % du tonnage réuni par Philippe II, ce qui ne représentait évidemment qu'une partie de la flotte portugaise de l'époque.

21 Les différences entre une *nau* (nef ou nave) et un *galeão* (galion) sont difficiles à déceler, et il y a de nombreuses controverses sur la morphologie des navires de l'expansion portugaise. La *nau* désignait le plus souvent n'importe quelle sorte de navire.

22 Les besoins des chantiers navals entraînèrent le développement de la production de lin et de chanvre. De Santarém et de ses environs, de Coïmbre et des campagnes du Mondego, ainsi que de la région de Torre de Moncorvo dans le Tràs-os-Montes, régions de culture du lin, arrivaient le fil pour les agrès et l'étoupe pour le calfatage, produits par des manufactures locales, indépendantes du contrôle des officiers royaux. Cependant, dans les années 1530, la Couronne organisa une manufacture à Torre de Moncorvo, contrôlée par les officiers de *l'almoxarife*, et, à peu près en même temps, une corderie à Lisbonne, en quelque sorte deux unités manufacturières intégrées. Pour ses besoins, la Couronne importait aussi du fil, des agrès et de l'étoupe de l'Andalousie, surtout des manufactures de Séville, Cadix et Málaga, et dans une moindre mesure d'Anvers.

23 A partir de 1551, la défense des côtes contre les corsaires et les pirates avait déjà exigé non seulement une marine de garde-côtes, mais aussi une organisation militaire locale pour surveiller les plages et les ports. Les forteresses, anciennes ou nouvelles, furent pourvues d'une artillerie permanente.

24 L'évangélisation alla de pair avec la connaissance de la langue portugaise. Cela entraîna la floraison de petits manuels pour apprendre le «portugais sans peine», les *cartilhas*, que composèrent des universitaires. C'est ainsi que Albuquerque reçut à Cochim «une malle remplie de *cartilhas* pour apprendre à lire aux enfants», qui lui avait été envoyée de Lisbonne par D. Manuel.

25 D'après As *Gavetas da Torre* do *Tombo*, éd. J. Silva Rego, Lisbonne, 1960-1977.

26 «Avec les années trente, le marché du poivre et des épices se détériore. Tout d'abord Lisbonne a repris en main le rôle de redistributeur : la *Feitoria* de Flandres perd sa raison d'être et sera liquidée en 1549. Peut-être, comme l'a avancé V. Magalhães Godinho, parce que le Portugal a trouvé, à peu de distance de chez lui, à Séville, le métal blanc d'Amérique, alors que les mines allemandes sont en déclin et cessent presque de produire, à partir de 1535. Mais surtout Venise a réagi : le poivre qu'elle vend, venu du Levant, est plus cher que celui de Lisbonne mais de meilleure qualité et, vers les années 1530, plus encore après 1540, ses approvisionnements au Proche-Orient augmentent. A Lyon, en 1533-1534, Venise s'adjugeait 85 % du trafic du poivre. Lisbonne, bien sûr, ne cessa pas ses envois à Anvers où le poivre portugais animera toujours le marché : devant l'île de Walcheren, de novembre 1539 à août 1540, 328 bateaux portugais ont jeté l'ancre. Mais dans la conjoncture nouvelle, le poivre n'est plus, au même degré, le moteur sans égal. Le Portugal n'a pas réussi à s'en assurer le monopole. Il y a eu partage, à peu près égal, avec Venise et ce partage en quelque sorte se consolide» (F. Braudel).

27 Il arrivait pourtant à des navires de partir dans la seconde quinzaine de mars, ou dans la première d'avril. On note même certaines sorties en mai : dans ce cas, ils étaient obligés de revenir à Lisbonne ou, plus rarement, de passer l'hiver au Brésil.

28 Pendant tout un siècle la nature du trafic ne fut pas plus uniforme : de l'empire du poivre, en quantité le produit le plus transporté, on passa à celui de la soie chinoise, financièrement plus intéressant.

29 On déclara cependant à Lisbonne en 1611 que le poivre demeurait la marchandise essentielle du commerce portugais dans l'océan Indien et qu'il constituait le seul profit pour la Couronne.

30 Rappelons qu'il s'agissait de concessions de terre à titre précaire, attribuées à un individu à la condition expresse de la cultiver dans un certain délai.

31 Le Brésil, en outre, était une terre d'élevage le long des fleuves, et le commerce des cuirs se développa. Il en fut de même du tabac et du *pau-brasil* (bois de Brésil).

32 En ce qui concerne ces grands propriétaires fonciers, les résultats furent particulièrement intéressants : le duc de Bragance avait sur ses domaines 25,6 % des habitants du Minho, suivi du marquis de Vila Real avec 4 %, et, dans le Trás-os-Montes, respectivement 34,3 % et 10,6 %, alors que le roi ne contrôlait dans les siens qu'à peine 20 % de ses sujets. Le maître de Santiago contrôlait 11,9 % des terres de l'Estrémadure, et 21 % de celles de l'Alentejo, etc.

33 Le cas de Magellan est le plus célèbre, mais il y en eut d'autres. Le roi les retint souvent en favorisant leur départ pour l'Orient ou le Brésil. En 1515, Martim Afonso de Sousa était sur le point de passer en Castille. Le duc de Bragance l'en dissuada, en se faisant ensuite son avocat auprès du roi, qui ne devait pas « laisser perdre un homme de tant de service et de telles qualités et le perdre de son service ».

34 Les terres nouvelles attiraient les aventuriers et les misérables espérant une vie meilleure. C'était d'abord les pauvres qui émigraient comme soldats et serviteurs. Le cas de Fernâo Mendes Pinto est exemplaire : en 1521, à l'âge de 10 ou 12 ans, fuyant «la misère et l'étroitesse de la pauvre maison» de son père à Montemor-o-Velho, il alla à Lisbonne servir une dame *(senhora),* et il passa ensuite dans la maison d'un *fidalgo.* Comme ce qu'il gagnait ne suffisait pas à son entretien, il s'embarqua alors pour l'Inde en 1537.

35 On a émis l'hypothèse que la population de l'Entre Douro e Minho avait augmenté plus que les autres parce qu'elle était mieux nourrie par l'effet conjugué de la morue et du maïs. Lisbonne fournit aussi des contingents d'émigrants pour le Brésil : peut-être la capitale devait-elle expulser un trop-plein de population.

36 Gaspar Lopes Homem, originaire de Ponte de Lima, partit pour Funchal et revint à Lisbonne à la fin du siècle, quand le commerce du sucre entra en dépression; car, dans l'île, personne ne pouvait plus déjà entretenir ses enfants, «parce que s'ils restent là-bas, il resteront pauvres». Après avoir été sanctionné par le Saint-Office, il échoua à Amsterdam.

37 L'augmentation du nombre des enfants exposés révèle peut-être l'effet conjugué de la croissance démographique et, depuis le concile de Trente, d'une plus grande vigilance de l'Église à les recueillir.

38 Le même Génois, qui exerçait un emploi à la *Alfândega* de Lisbonne, ironisait à propos de cette loi : D. Sebastião et les jésuites «firent des lois somptuaires, particulièrement sur les vivres, que seuls les antiques Spartiates auraient supportées. Elles faisaient des distinctions entre les viandes permises et les viandes prohibées, comment chacun devait employer son argent, et elles prohibèrent quasiment tout ce qui venait de l'étranger, en n'établissant pas de différence entre ce qui était luxe et ce qui était pure nécessité. Ces violents remèdes furent inutiles et devinrent objet de moquerie, et confirmèrent l'opinion de ceux qui soutenaient que les personnes d'Église étaient aussi peu habiles dans le gouvernement temporel que les magistrats séculiers le sont par rapport au spirituel ».

39 .Titre porté par les souverains marocains qui descendent du prophète Mahomet.

40 «Et pour que ce que je dis ne semble pas paroles en l'air, j'affirme que, lorsque les Turcs et les Maures de Velez et de Tétouan, de ce côté-ci du Détroit, n'avaient pas d'autre port que Larache pour se réfugier et se mettre à l'abri de nos escadres, ils n'osaient pas franchir le Détroit; passant devant quatre places, qui étaient Ceuta, El-Ksar, Tanger et Arzila, ils devaient forcément être vus, et aussitôt toute la côte d'Algarve et d'Andalousie était alertée; ils ne faisaient pas le dommage et le butin qu'ils croyaient faire, ils couraient de grands risques de la part de nos escadres, et, pour ce motif, ils n'osaient pas s'engager dans le Détroit... Tandis que, maintenant, c'est le contraire qui arrive...» (cit. par R. Ricard).

41 «Des illusions auxquelles se complaisaient obstinément des hommes d'âge et d'expérience, rompus aux affaires de l'État. On y voit un futur vice-roi de l'Inde se révéler incapable d'apprécier dans son ensemble la situation de l'immense empire portugais. On y voit surtout le vieux rêve inassouvi de la conquête de Fès... continuer de poursuivre dangereusement le chemin qui, en 1578, mènera le roi Sébastien au désastre définitif d'El-Ksar el-Kebîr» (R. Ricard).

42 La régente D. Catarina avait projeté en 1561 d'abandonner Mazagan et avait ordonné le retrait de toute la cavalerie. Or, l'année suivante, la place fut assiégée par une puissante armée marocaine commandée par le fils du Chérif. Dès les premières nouvelles du siège, un sursaut patriotique s'empara du peuple et de nombreux nobles qui s'embarquèrent pour aller à son secours. La régente dut s'incliner devant la volonté exprimée par les Cortès de conserver Mazagan. Après un siège de deux mois, les Maures durent le lever.

43 La victoire portugaise fut célébrée au concile de Trente comme celle de la Chrétienté tout entière. La guerre en Afrique du Nord ne concernait pas seulement les peuples ibériques, mais toute l'Église catholique, qui leur avait concédé des grâces spirituelles et matérielles, notamment par la bulle de Croisade.

44 Voir plus loin p. 213.

45 Or « les royaumes de Fès et de Maroc ont tant de blé, d'orge, de légumes, de gros et de petit bétail, en telle quantité qu'ils pouvaient partager avec leurs voisins; et outre cela, toutes les choses nécessaires à l'usage des hommes, comme le lin, le coton, le miel, la cire, le sucre et beaucoup de fruits, dont la plupart se produisent sans que l'on cultive la terre ».

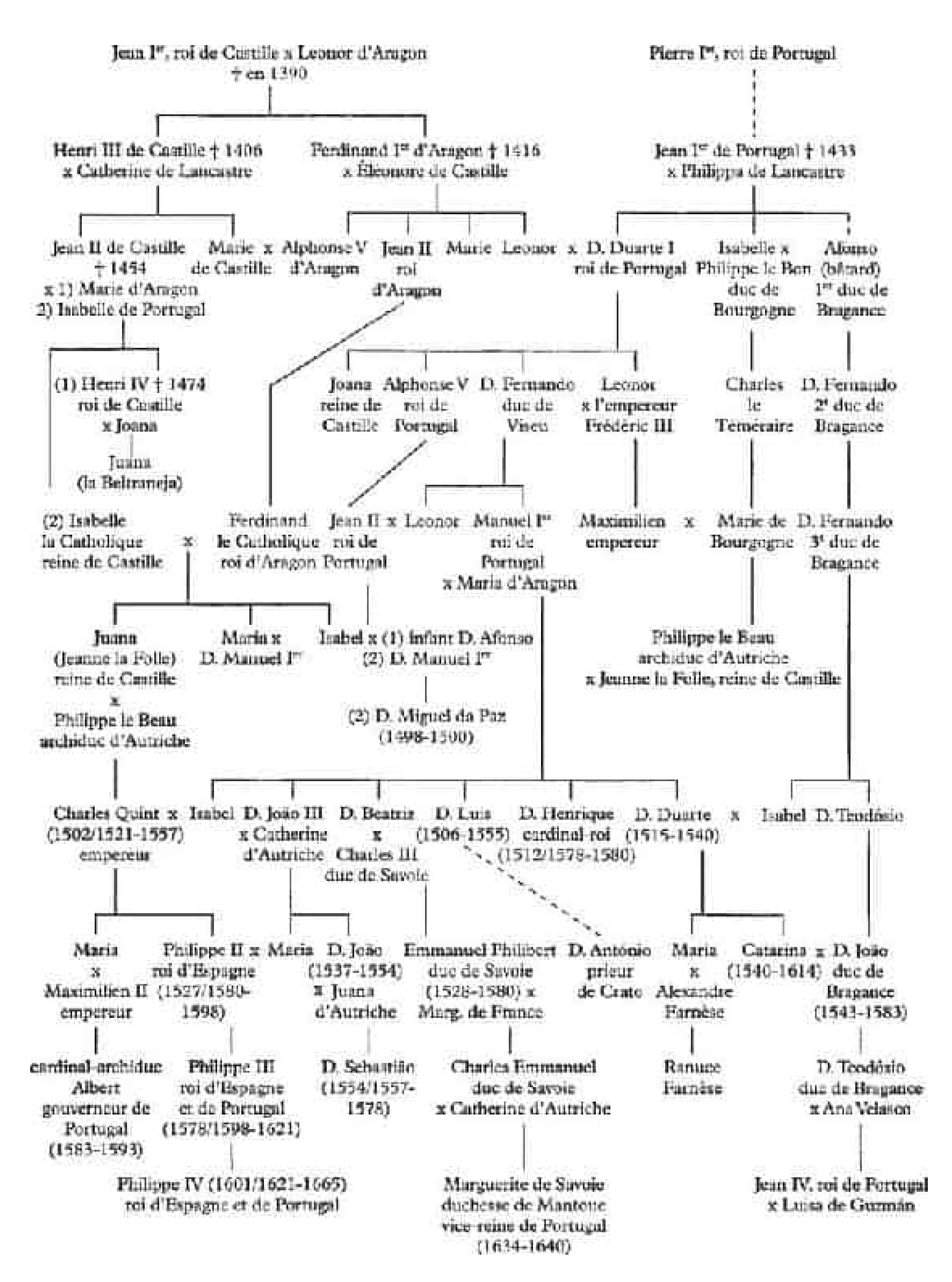
CHAPITRE VIII

Grandeur et décadence de la maison d'Avis

Il n'est pas facile de savoir quelle fut la part d'un souverain dans la grandeur ou la décadence de son royaume. On ne peut mesurer le succès et l'échec de la thalassocratie portugaise à la personnalité des trois monarques qui y présidèrent comme on l'a fait trop souvent. Emmanuel Ier, digne successeur de Jean II, aurait été le maître d'oeuvre de l'empire commercial, alors que la médiocrité de son fils Jean III aurait largement contribué à sa désintégration. La croisade de Sébastien Ier, roi déséquilibré et illuminé, aurait parachevé le désastre d'un Portugal qui y perdit son indépendance et sa liberté.

Le surnom d'Heureux («o *Fortunato*», «o *Venturoso*») donné à D. Manuel I était justifié : sous son règne, le petit Portugal était devenu la plus grande puissance navale et commerciale de l'Europe, et la couronne de Portugal l'une des plus riches. Ce n'était pas par une vaine prétention que son souverain s'intitulerait désormais roi de Portugal et des Algarves, « seigneur de la Conquête, de la Navigation et du Commerce d'Éthiopie, d'Arabie, de Perse et de l'Inde».

Cet empire resplendissant portait cependant les germes de sa décadence dès la mort de D. Manuel en 1521. Aussi son fils Jean III dut-il affronter tout au long de son règne les difficultés nées de l'incapacité de son petit royaume à assumer les charges de l'immense empire. L'épuisement de la dynastie n'arrangea rien. Lorsque Jean III mourut en 1557, il laissa une lourde succession à un enfant de trois ans, le roi Sébastien. Ce dernier, quelles que fussent les failles de sa personnalité, ne s'engagea dans la folle conquête du Maroc qu'en plein accord avec l'esprit de croisade de son peuple, qui partagerait avec lui la responsabilité du désastre d'Alcácer Quibir où il laissa sa vie et celle de son royaume.



La succession de Portugal aux XVe et XVIe siècles

D. MANUEL I, L'HEUREUX (1495-1521)

Né à Alcochete le 31 mai 1469, et par conséquent âgé de 26 ans à son avènement, il était le plus jeune fils de l'infant D. Fernando, frère d'Alphonse V, et de D. Brites. Il fut acclamé roi le 27 octobre 1495, à Alcácer do Sal où il se trouvait à la mort de D. João II. Bien qu'il eût été désigné comme son successeur par le défunt, il n'avait pas encore prêté serment comme héritier du trône dans les Cortès. Aussi les convoqua-t-il sans délai à Montemor-o-Novo. L'échange des serments consacra sa légitimité.

Prudent et rusé, D. Manuel avait supporté sans s'émouvoir la mort de son frère de la main même de son beau-frère. Rien n'indique d'ailleurs qu'il ait marqué une quelconque opposition à D. João II. A la mort de ce dernier, il eut l'habileté de ménager son cousin, D. Jorge, fils naturel du défunt, qui pouvait être pendant un certain temps un rival dangereux : il lui confirma une bonne partie des donations que son père lui avait laissées dans son testament. En outre il n'exerça nulle vengeance envers ceux qui avaient conseillé et accompagné son prédécesseur dans sa politique contre les grands et dans la persécution de ses proches.

Gestionnaire avisé beaucoup plus que grand politique ou conquérant, il sut organiser et arrondir l'héritage qu'il avait eu en partage. Pour montrer au monde qu'il en était devenu l'un des plus grands seigneurs, il s'entoura d'une cour brillante et montra sa splendeur à Rome en envoyant l'ambassade de Tristâo da Cunha avec un éléphant, ce qui eut un énorme retentissement dans la Chrétienté.

Comme tous les souverains de la Renaissance, il manifesta son goût de la magnificence par les constructions qu'il commanda, auxquelles on donna le nom de style manuélin. Le monastère de Santa Maria de Belém *(Jerónimos)* qu'il choisit comme sépulture de sa famille en est le plus caractéristique : il fut symboliquement dressé à côté de l'ancrage d'où les navires appareillaient pour l'Inde. Les résidences qu'il fit édifier ne répondirent pas en revanche à l'idée qu'il se faisait de sa magnificence : le Paço *da Ribeira*, au-dessus des magasins de la *Casa da India*, était une construction assez médiocre; son palais d'Évora était plus harmonieux. A l'instar de tous les seigneurs de son époque, sa principale distraction était la chasse : il multiplia les *coutadas* que, duc de Beja, il s'était déjà réservées.

La continuité de la politique intérieure

Comme l'avait redouté D. João II, l'avènement du frère du duc de Viseu signifia bien le retour des exilés du parti seigneurial et la restitution de leurs titres, dignités et biens. Mais il n'entraîna pas pour autant un nouvel affaiblissement de la Couronne ni sa mise en tutelle par les partisans de la maison de Bragance. D. Manuel ne réhabilita pas le duc de Viseu et il interdit strictement aux familiers des seigneurs amnistiés de dire quoi que ce fût qui pût porter atteinte à la mémoire de son prédécesseur, lorsqu'il les autorisa à rentrer dans leur patrie. La poigne de fer du Prince Parfait avait laissé une trace indélébile. Les ressources de l'empire permirent désormais à son successeur de donner à la Couronne les instruments de puissance qu'elle n'avait jamais eus jusque-là. Il put ainsi combler les appétits de luxe et de jouissance ainsi que le goût de l'aventure et de la gloire de sa noblesse sans aucun risque pour son autorité. Selon une formule célèbre, D. João II avait su tailler, D. Manuel sut recoudre.

Au lieu de rompre avec la politique de son prédécesseur, comme on eût pu s'y attendre, D. Manuel la poursuivit au contraire en la systématisant. Son souci fut en effet de donner au royaume des règles administratives et judiciaires, qui permissent au roi d'exercer la plénitude d'un pouvoir que l'on pouvait dire désormais absolu. Il commanda une réforme des *Ordenações* Afonsinas à des juristes férus de droit romain et inspirés souvent par l'humanisme italien. Ce fut le nouveau code que l'on appela *Ordenações Manuelinas.*

D. Manuel fit rédiger de nombreux règlements pour divers corps du royaume : ceux des cités - *cidades* -, des villes - vilas - et des bourgs - *lugares* - en 1504, ceux de la *Casa da Mina* et de la *Casa da Índia* en 1509, celui des *contadores* (maîtres des comptes) des *comarques* en 1514. Il promulgua des ordonnances sur la *Fazenda* - finances - en 1516, sur les *sisas* (impôts indirects sur les marchandises) en 1519 et sur l'Inde en 1520. Pour faciliter les enquêtes, il simplifia et régla leurs démarches par la *Leitura Nova* de la Chancellerie royale. D. Manuel se préoccupa aussi de donner au pouvoir royal un cérémonial qui marquât encore davantage son lustre, comme celui des entrées et de l'acclamation.

Le roi voulut aussi uniformiser les *forais* très variés qui régissaient les *concelhos*. Pendant un quart de siècle, ils furent révisés par une équipe de juristes, dont le plus remarquable était Fernâo de Pina. Les résultats ne répondirent pas à son ambition. Ils entraînèrent même d'importants conflits dans les siècles qui suivirent en mêlant droit public et droit privé. L'œuvre législative de D. Manuel s'attaqua enfin au domaine de l'économie. Sans grand succès, il voulut, par exemple, une uniformisation des poids et mesures pour tout le royaume sur le modèle de ceux de Lisbonne.

La politique étrangère de D. Manuel

Dans les Cortès de Montemor, D. Manuel prit la décision fondamentale de son règne. Beaucoup de *procuradores* réclamaient l'abandon de l'entreprise des Indes : «En plus d'imposer beaucoup d'obligations parce qu'elles étaient trop lointaines pour que l'on puisse les conquérir et les conserver, elle affaiblirait tellement les forces du royaume que celui-ci resterait dépourvu des moyens nécessaires pour sa défense. » Il prit, au contraire, des mesures pour continuer l'œuvre de Jean II. C'est alors qu'il donna à Vasco de Gama le commandement d'une petite flotte qui devait passer le cap de Bonne-Espérance.

D. Manuel porte la responsabilité majeure de la politique d'outre-mer qu'il définit dès le début de son règne. Pragmatique avant tout, il n'assigna cependant aucun plan précis à ses exécutants. Lorsqu'il rédigea son testament en 1517, il constata que dans les affaires de l'Inde on ne pouvait pas encore donner de règle certaine de ce qu'il y aurait à faire, à garder ou à abandonner. Il estimait du moins que, dès cette époque, il fallait y dresser des *fortalezas,* qui assureraient le meilleur profit au commerce et qui garantiraient sa sûreté, surtout à l'entrée de la mer Rouge et de l'autre côté de l'Inde. Attendre pour définir une politique, cette adaptation réaliste aux conditions qui se présentaient caractérise l'action intelligente du monarque. Toute sa diplomatie serait désormais guidée par la création d'un grand empire commercial en Asie.

A cette fin, D. Manuel resta fidèle aux grandes orientations diplomatiques tracées par D. Joâo II. Tout en restant vigilant sur ses velléités d'hégémonie, il prit soin de conserver une bonne paix et une

entente cordiale avec la Castille. En 1509, les limites de l'expansion castillane en Afrique du Nord furent définitivement assurées dans le prolongement de l'Andalousie et reconnues par D. Manuel[1], alors que le Maroc restait sa chasse gardée. Au risque de déplaire aux Rois Catholiques, D. Manuel n'hésita pas à se lancer à la découverte du Nouveau Monde : outre la prise de possession du Brésil en 1500, Gaspar Corte-Real partit vers le nord, et atteignit la *Terra Verde* (future Terre-Neuve).Très prudemment, D. Manuel se garda bien de se laisser entraîner dans le conflit franco-espagnol, et d'une manière générale, il conserva une stricte neutralité dans les affaires continentales.

De bonnes relations avec Rome étaient indispensables, car, sous le prétexte de la guerre aux Infidèles au Maroc, D. Manuel souhaitait obtenir du pape des bulles de croisade. Ces ponctions sur les revenus de l'Église de Portugal furent aggravées par une autre concession du Saint-Siège : le roi obtint pour les chevaliers et les commandeurs de l'ordre du Christ la permission de se marier. Cette mesure mettait à sa disposition la distribution de revenus qui, à l'origine, avaient une finalité ecclésiastique. Pour accroître ses moyens de récompenser ses fidèles serviteurs, il annexa le patronage de plus de cinquante églises. Fidélité au Saint-Siège ne signifiait nullement subordination.

La Méditerranée orientale préoccupait beaucoup D. Manuel. La pénétration portugaise dans l'océan Indien mettait en péril, nous l'avons vu, le commerce qui assurait à Venise le quasi-monopole de la redistribution des épices en Europe. D'un autre côté, les liens de cette dernière avec les musulmans pouvaient nuire à la présence portugaise en Orient. Par conséquent, les relations du Portugal avec la Sérénissime ne pouvaient manquer d'être délicates. Pour la dissuader de toute entreprise hostile, il fallait que D. Manuel montrât son pouvoir naval en Méditerranée. C'est à cet effet que, sans en avoir été sollicité, il avait envoyé une flotte à son secours lors de l'offensive ottomane contre les possessions vénitiennes. Sans doute l'esprit de croisade n'était-il pas absent dans l'insistance que mettait le souverain à obtenir l'appui du pape en vue de l'organisation d'une expédition contre les Turcs. Mais elle obéissait surtout à des motifs politiques et militaires. On occuperait ainsi les Ottomans à l'ouest pour alléger la pression des musulmans en Inde. On gênerait le commerce de Venise au

Levant et on lui montrerait la puissance portugaise. Si le conflit entre les deux puissances commerciales ne fut jamais ouvert, les coups bas ne manquèrent pas [2].

La politique d'union dynastique avec la Castille

D. Manuel continua et accentua la politique d'union dynastique avec la Castille. Comme ses prédécesseurs et les autres souverains ibériques, il rêvait d'une restauration de l'antique *Hispania.* La loi salique n'existant pas dans la péninsule, les uns et les autres espéraient, par le jeu des successions, y parvenir au profit de leur dynastie. En concluant le mariage de son héritier, D. Afonso, avec l'infante Isabelle, fille aînée des Rois Catholiques, le réaliste Jean II lui-même avait caressé cet espoir.

Dès son avènement, D. Manuel épousa la veuve de son cousin, héritière des couronnes de Castille et d'Aragon. Le fils né de cette union, l'infant D. Miguel, symboliquement appelé Miguel da Paz, fut un instant appelé à l'immense succession de la maison d'Avis et des Rois Catholiques. La Providence en décida autrement, car le petit infant disparut en bas âge et sa mère mourut prématurément. Malgré le mariage de la nouvelle héritière de Castille et d'Aragon, D. Juana (Jeanne la Folle), avec l'archiduc d'Autriche Philippe le Beau, D. Manuel ne désespéra pas : il épousa sa sœur cadette, l'infante Marie d'Aragon. La naissance du futur Charles Quint, fils de Jeanne la Folle et de Philippe le Beau, éloigna la perspective de l'union ibérique en faveur de la maison d'Avis[3]. Veuf une seconde fois, D. Manuel contracta en 1518 une troisième alliance avec l'infante Éléonore, sœur de Charles Quint. Pour consolider encore les liens avec la maison d'Autriche, sa fille, l'infante D. Isabel, fut promise à ce dernier, et son fils et héritier l'infant D. João à l'infante Catherine d'Autriche, autre sœur de l'empereur[4].

En 1521, une épidémie de *«modorra»* atteignit le royaume. D. Manuel fut contaminé et mourut dans son Paço *da Ribeira,* le 13 décembre.

D. JOÃo III, LE PIEUX (1521-1557)

L'infant D. João était né le 6 juin 1502, à Lisbonne, dans le palais de la Alcàçova. Pendant son enfance et son adolescence, il ne se montra pas particulièrement brillant malgré les bons maîtres que son père avait choisis pour son éducation. Peut-être D. Manuel avait-il peu de confiance dans les talents d'homme d'État de son fils, car, dans son testament, il lui indiqua les noms des conseillers qui pourraient le mieux le servir, des «personnes de vertu, de savoir et d'autorité, et de grande pratique des affaires du royaume ». Il lui laissait surtout, comme secrétaire, António Carneiro, gendre de Pêro d'Alcáçova, conseiller de Jean II. D. João III fut acclamé le 19 décembre 1521. Contre toute attente, il maintint l'équipe gouvernementale que lui avait donnée son père. Ses amis de jeunesse, comme D. António de Ataide, futur comte de Castanheira, ne furent appelés qu'au fur et à mesure de la vacance des charges.

Dans son gouvernement[5], il sut en effet s'entourer de conseillers talentueux, au demeurant en nombre restreint. Plus fidèle à la tradition de son père qu'à celle de Jean II, il préféra les choisir parmi les grands seigneurs fidèles de la Couronne, comme le comte de Vimioso et le comte de Castanheira, plutôt que dans la magistrature. Le très influent secrétaire Pêro d'Alcáçova Carneiro fut cependant une exception notable. D'une famille traditionnellement vouée au service du roi, il succéda à son père, António Carneiro, qui avait occupé cette place de confiance pendant tout le règne de D. Manuel et au début de celui de Jean III. Alors que les principaux inspirateurs de la politique d'outre-mer furent l'infant D. Luis et le comte da Castanheira, les Carneiro furent les exécutants de la politique internationale dictée par la reine [6]. Après la disparition de l'infant D. Luis et la mort du comte de Vimioso, Perô d'Alcáçova devint l'éminence grise du gouvernement et son poids ne fut plus contrebalancé que par le comte de Castanheira[7].

La politique étrangère de Jean III

Dès 1522, le nouveau souverain eut à surmonter une crise diplomatique avec l'Espagne. Le voyage de Magellan l'avait conduit aux îles Moluques. Selon les Portugais, ces riches îles à drogue se trouvaient dans la part de l'hémisphère que leur avait reconnue le traité de Tordesillas : les sujets de

Charles Quint ne devaient donc pas naviguer et encore moins commercer dans cette partie du monde, mais ce n'était l'avis ni de l'empereur ni des Castillans.

Les Portugais n'avaient pas attendu pour protester énergiquement et une conférence s'était ouverte en 1524 sur la rivière Caia, entre Elvas et Badajoz, pour parvenir à une délimitation du méridien. Les difficultés furent multiples, parce qu'il n'existait aucun véritable moyen de mesurer les longitudes pour faire un partage égal : on échangea en vain des cartes et des arguments théologiques et juridiques. Jean III dut alors payer la reconnaissance de sa possession des Moluques par le traité de Saragosse de 1529. Il lui coûta fort cher : une somme de 350000 *cruzados*, qui s'ajoutèrent aux 900000 *doublons* de Castille pour le mariage de Charles Quint avec sa sœur Isabelle, et plus tard les 460000 *cruzados* pour celui de sa fille avec le prince Philippe.

En dépit de cette péripétie, Jean III poursuivit la politique d'union intime avec son beau-frère Charles Quint. Dans ce domaine, son conseiller le plus écouté et le plus influent fut la reine Catherine [8]. Son intervention dans le gouvernement du pays suscita bien des oppositions à la cour, notamment de la part des frères du roi qui lui reprochaient d'être trop inféodée à la maison d'Autriche. La reine confia, bien des années plus tard, qu'elle avait toujours rencontré une certaine hostilité à la cour pour la part que le roi lui donnait dans le gouvernement du royaume. Il est indéniable qu'elle éprouvait une véritable dévotion envers son frère l'empereur et, ensuite, pour son neveu Philippe II, et qu'elle exerçait son talent et son goût du pouvoir dans l'intérêt de sa famille. C'est elle qui imposa le renforcement des liens dynastiques entre les deux couronnes par le mariage de ses enfants, D. João et D. Maria, avec ses neveux de Castille, le prince Philippe et l'infante D. Juana.

Au-delà des liens affectifs réels dont témoigne la correspondance entre les souverains portugais et Charles Quint, il s'agissait toujours d'une politique délibérée d'union ibérique[2]. L'énergique et entreprenant infant D. Luis, frère du roi, aurait voulu secouer la tutelle de l'empereur qui se conduisait en chef des deux familles régnantes. A l'insu de Jean III, il avait même engagé la négociation d'un mariage entre la fille du roi, D. Maria, et le dauphin de France, François. Charles Quint, horrifié à la pensée d'une

éventuelle réunion sur leur tête des couronnes de France et de Portugal, s'y opposa et fit échouer le projet [9].

Les intérêts des deux empires ibériques coïncidaient de plus en plus. Le Portugal ne pouvait qu'être solidaire de l'empereur dans sa lutte contre les Turcs : leur présence à Alger aurait mis en péril ses côtes et ses relations commerciales avec l'Inde. Ses possessions elles-même n'étaient pas à l'abri d'une offensive des Ottomans en Orient. Jean III défendait en outre la conception médiévale de la « République chrétienne » qui devait unir tous les pays sous l'égide de Rome contre les Infidèles, qu'ils fussent arabes ou turcs. Selon le chroniqueur Castilho, son vœu le plus cher était de contribuer le plus possible à rétablir la paix de la Chrétienté. Ce fut l'une des principales raisons qui le déterminèrent à ne pas s'engager dans le bras de fer entre Charles Quint et François Ier, qui ne pouvait qu'affaiblir la Chrétienté au profit de l'Islam.

Ses intérêts et ceux de son beau-frère n'étaient pas moins associés pour exclure les autres souverains européens des nouvelles terres et des nouvelles routes maritimes que Portugais et Castillans s'étaient partagées et réservées. Il fallait surtout se préserver des appétits de la France, dont le roi, François Ier, avait dit avec esprit qu'il eût aimé voir le testament d'Adam, leur père commun, laissant tout l'héritage aux souverains ibériques. En tentant de s'installer au Brésil et de commercer sur les côtes de l'Afrique équatoriale *(Costa da Malagueta)*, les Français étaient devenus les concurrents les plus dangereux. Aussi, sans qu'il y eût jamais guerre ouverte avec le Roi Très Chrétien, les relations entre les deux couronnes furent-elles conflictuelles pendant tout le règne de Jean III. Tous les ambassadeurs qu'il envoya à la cour de France furent porteurs de ses doléances : il dénonçait les empiétements français sur son domaine brésilien, et demandait à François Ier de mettre fin aux méfaits des corsaires français qui mettaient à mal le commerce maritime du Portugal.

Le mariage de la veuve de D. Manuel avec François Ier n'avait pas apporté l'amélioration que Jean III en avait espérée. La réunion d'une commission d'arbitrage à Bayonne en 1552, pour obtenir réparation des préjudices causés par les corsaires normands et bretons, n'aboutit à rien. Le Portugal fut délivré en partie de ce fléau avec le début des guerres de

religion en France en 1560. Il lui fallut cependant compter avec l'action des corsaires huguenots de La Rochelle, encouragés par l'amiral de Coligny.

Jean III et l'Église

Le surnom de Piedoso fut donné à Jean III pour l'énergie qu'il mit à combattre l'hérésie, pour le soutien qu'il procura à la Compagnie de Jésus et pour la création de l'Inquisition. Jamais autant que sous son règne, des postes de confiance ne furent occupés par des clercs. La *Mesa da Consciência* et le Saint-Office l'informaient des qualités des uns et des autres et lui désignaient ceux qui étaient dignes de le servir par leur fidélité et leur compétence.

Cette réalité ne doit pas cacher cependant le souci qu'il eut toujours de limiter le pouvoir du Saint-Siège dans son royaume. Il continua la politique de ses deux prédécesseurs en distribuant en toute liberté les bénéfices ecclésiastiques à ceux de ses fidèles dont il connaissait la piété et le mérite. Les plus hautes charges en étaient tenues par des membres de sa famille. A l'instar des autres princes chrétiens, Jean III mit l'Église au service du pouvoir royal. Il prit soin en revanche de ne pas se laisser entraîner dans les méandres de la politique de la curie romaine, et dans le jeu des factions qui s'y affrontaient, en particulier dans la lutte d'influence entre la France et les Habsbourg.

D'ailleurs, le pieux monarque, profondément affligé par les hérésies qui désolaient l'Église, souhaitait la réforme des abus et de la corruption qui y régnaient : Gil Vicente pouvait les dénoncer librement dans ses œuvres dramatiques. L'œuvre et la personnalité d'Érasme avaient séduit la cour de Lisbonne et les élites intellectuelles. Le roi aurait même aimé qu'il vînt enseigner dans son royaume. La reine Catherine était aussi acquise à l'érasmisme. L'esprit d'une réforme catholique urgente, fondée sur sa pensée, soufflait sur le Portugal comme sur la Castille. Comme on sait, la rupture religieuse des luthériens avec Rome vint radicaliser les positions de part et d'autre, et le Portugal dut choisir son camp, c'est-à-dire celui de l'orthodoxie. Il fallut cependant attendre la fin de la décennie 1540 pour que l'érasmisme eût définitivement perdu la partie dans le royaume de Jean III. La censure inquisitoriale fit le reste.

D. SEBASTIÃO, LE DÉSIRÉ (1557-1578)

O Desejado

Le 11 juin 1557, D. Sebastião, à l'âge de 3 ans, succéda à son grand-père. Son père, l'infant D. João, étant mort le 2 janvier 1554, le prince était né posthume à Lisbonne dans le Paço da *Ribeira*, le 20 janvier suivant. Durant ces 18 jours, on pria dans tout le royaume pour l'heureux accouchement de la princesse D. Joana. Dès cet instant, le bébé royal fut le seul rempart contre l'union ibérique. Si les hautes strates de la société portugaise, y compris la famille régnante, ne redoutaient guère cette perspective, il n'en était pas de même du peuple, surtout de celui de Lisbonne, toujours porté par une tradition d'hostilité envers la Castille. Pour cela, D. Sebastião était ressenti comme « le fruit des sanglots, des vœux et des prières populaires ».

C'est ce qu'on lui répéta plus tard à satiété à chacune des entrées dans ses bonnes villes : à Tavira, le 31 janvier 1571, le prieur chargé de la harangue lui dit qu'il avait été choisi par Dieu « avant même de naître. Et si un roi peut s'appeler roi, par la grâce de Dieu, Votre Altesse l'est, parce que les autres rois sont engendrés et nés du ventre de leur mère, et que Votre Altesse, en outre, est née du ventre des mérites des nombreuses larmes, soupirs, prières, sacrifices que ses peuples ont offerts à Dieu, à l'heure de sa naissance ». On imagine sans peine combien cette ambiance de ferveur autour de sa personne, qui lui valut le surnom de o *Desejado*- le Désiré -, marqua le jeune souverain.

La régence de D. Catarina et de D. Henrique

Il fallait pourvoir à la régence. Or le testament de Jean III ne l'avait pas réglée. Une manœuvre de cour bien conduite, sans doute par le très influent secrétaire Pêro d'Alcáçova Carneiro, écarta l'incommode cardinal D. Henrique d'une fonction qui lui revenait de droit. On lui préféra la reine D. Catarina, qui assurerait la continuité de la politique d'étroite liaison avec la Castille, et le maintien des conseillers du défunt roi dans leurs places. Le

cardinal fut seulement associé à la régence, avec de vagues fonctions d'aide et de conseil.

Avec D. Catarina, l'intimité entre les deux couronnes ne pouvait que s'affermir. Philippe II régnait déjà après l'abdication de son père Charles Quint, mais celui-ci n'en restait pas moins le chef de la maison d'Autriche qui, depuis sa retraite de Yuste, continuait d'intervenir dans les relations des deux couronnes. Après sa mort en 1558, la reine Catherine transféra sur son neveu le roi des Espagnes tout le respect qu'elle portait à son frère[10].

La reine et D. Henrique se mirent d'accord sur le choix des éducateurs du jeune roi : son gouverneur fut D. Aleixo de Meneses, et son précepteur le père Luis Gonçalves da Câmara, de la Compagnie de Jésus, devenu quelques années plus tard son confesseur. Le choix du jésuite et du soldat permettrait de donner au jeune souverain une éducation humaniste et un sens du devoir et de l'honneur. Il fut entouré de gentilshommes qui avaient éprouvé les déboires des places d'Afrique et étaient habitués à la rudesse des combats en Orient. Le jeune roi fut ainsi empreint de ferveur religieuse et d'esprit chevaleresque.

A l'égard du Maroc, la politique ambiguë de D. Catarina fit soupçonner une trop grande inféodation aux intérêts de la Castille. Le parti «national», surtout l'entourage du cardinal infant D. Henrique, dénonça vivement la faiblesse des secours officiels qu'elle avait envoyés à Mazagan assiégée par les Maures. Un climat profondément hostile à la reine régente se développa rapidement. La noblesse chercha d'abord à lui imposer des auxiliaires dans le gouvernement, mais l'opinion populaire, toujours aussi prompte à dénoncer la menace castillane, réclamait un changement radical de politique pour faire obstacle à la décadence, partout visible, dans l'administration et dans la société portugaises. Le dénouement ne tarda pas : en 1562, à la suite d'intrigues de cour mal connues, D. Henrique remplaça D. Catarina[11].

La régence de D. Henrique entraîna une mutation politique importante : avec l'organisation du *Desembargo do Paço,* la haute administration et la bureaucratie des tribunaux supérieurs se préparaient à assumer un rôle administratif relativement indépendant par rapport au roi. D. Henrique nomma comme président de ce *Desembargo* un de ses fidèles, D. João de Melo, qui avait une grande connaissance de la jurisprudence dont il avait fait la preuve dans le Saint-Office. Son choix annonça l'effacement des

conseillers qui avaient servi directement Jean III et D. Catarina. Ils s'étaient d'ailleurs fortement opposés à cette nouveauté, en faisant remarquer que, jusque-là, c'était le roi lui-même qui avait présidé ce tribunal et qu'il s'agissait d'un affaiblissement du pouvoir royal. Le régent les écarta au profit de Luis Gonçalves da Câmara, confesseur et précepteur du jeune roi, et de son frère Martim Gonçalves da Câmara, tous deux pères de la Compagnie de Jésus. Lorsque D. Sébastiâo, âgé de 14 ans, atteignit sa majorité, ce dernier, homme habile, intelligent et ambitieux, devint le principal ministre du royaume et le resta juqu'en 1576.

D. Henrique imprima un certain infléchissement à la politique étrangère du Portugal. L'intimité avec l'Espagne ne fut certes ni rompue ni même mise en question et le cardinal régent ne fit preuve d'aucune hostilité envers son neveu Philippe II. Mais, à la différence de D. Catarina, aveuglément soumise et alignée sur la politique de Madrid, D. Henrique préférait une relation politique plus équilibrée qui tiendrait davantage compte des intérêts propres du Portugal. La disgrâce de Pêro d'Alcáçova Carneiro en 1567 mit en évidence cette nouvelle ligne. Resté proche de la reine et de la princesse D. Joana, mère du roi, qui, de Madrid, agissait en faveur des intérêts castillans, celui-ci avait en effet affronté directement le cardinal régenta[12].

Quelles que fussent les velléités de prendre ses distances avec Madrid, le pivot de la diplomatie portugaise resta l'union étroite entre les deux couronnes jusqu'en 1580, comme le démontre l'échec des négociations du mariage de D. Sebastião avec la sœur du roi de France Charles IX, Marguerite de Valois, la célèbre reine Margot[13].

LA CROISADE DU ROI SÉBASTIEN

La personnalité controversée de D. Sebastião

Sur la personnalité du roi Sébastien, devenu l'un des symboles de l'indépendance nationale, il y a eu bien des controverses, en particulier sur son état mental. Il est donc difficile d'en faire un portrait ressemblant, tant les témoignages et les opinions des historiens divergent. Sur son aspect physique, tous s'accordent à peu près. D. Sebastiâo avait un aspect agréable.

Il n'était pas très grand, mais ne manquait ni de dignité ni de noblesse. Avec un beau visage, un teint pâle, des yeux bleus, des cheveux blonds, il avait la lèvre inférieure un peu tombante (la lippe autrichienne), ce qui donnait une certaine austérité à sa physionomie, mais déséquilibrait l'ensemble de sa face. Il faisait preuve d'habileté dans tous les exercices du corps. Personne n'avait une telle passion pour la chasse. Rien ne l'empêchait d'affronter les périls ou de s'exposer aux plus fortes intempéries. Grand amateur de tournois, il était si bien exercé qu'il pouvait courir pendant des heures, armé avec des lances, sans que le poids de son armure parût le fatiguer. Il aimait parler de batailles et de navigation. Il avait une particulière aptitude pour les choses de la guerre.

C'est sur le plan intellectuel et psychique qu'il yale plus d'avis opposés. Pour les uns, D. Sebastião était né avec de précieuses qualités. Il possédait sentiments élevés, fermeté de caractère et désir de bien faire. Actif et laborieux, toujours à la recherche d'excitations du corps et de l'esprit, voulant tout savoir, jusqu'aux plus minimes détails, il ne songeait qu'aux actions grandioses, à la régénération du pays, à la conquête de l'Afrique, à une expédition aux Indes, en revenant par la Perse, à la destruction de l'Islam jusqu'à Constantinople : tels étaient les rêves de cet autre Alexandre. D. Sebastião était un homme grave, taciturne, religieux, austère dans ses mœurs et d'une chasteté surprenante, bien qu'il vécût dans un climat méridional et possédât un caractère violent. Il s'habillait simplement. Il avait un goût particulier pour la solitude : il se promenait fréquemment dans les parcs et les forêts où il laissait son imagination s'exalter de rêves de réforme sociale et d'ambitions guerrières.

Pour d'autres, le jeune prince n'avait que le revers de ces belles qualités. Il avait un caractère emporté et entêté, enclin au despotisme, rebelle à la contradiction, tenace jusqu'à l'excès dans ses résolutions, belliqueux, attiré par les aventures les plus téméraires, indifférent aux obstacles et aux périls, sensible à l'adulation. Il suffisait aux courtisans de flatter ses défauts pour le gouverner à leur guise. Rapidement, ils le persuadèrent que tout et tous devaient se soumettre à sa volonté, et les excès de son caractère dégénérèrent en vices irrémédiables. En l'incitant seulement à la guerre et aux idées chimériques de gloire militaire et de conquêtes irréalisables, les aptitudes guerrières du prince devinrent fatales à son royaume. Sa soif de

gloire se transforma en folie. Son gouvernement tomba dans l'arbitraire le plus capricieux. Sa religion tourna au fanatisme. Sa fermeté et sa ténacité ouvrirent le chemin à la plus absurde et déplorable obstination. La grande austérité de ses mœurs devint funeste au Portugal. Il fut un moine conquérant courant après des aventures insensées sur le sol africain.

D'autres s'insurgent contre de telles accusations. Dire qu'il était enclin « au despotisme le plus absolu » est pour eux une absurdité. Bien au contraire, il fut toujours disposé à régner dans le consensus. Dès sa majorité, le souverain de 14 ans écrivit à ses peuples, pour prier ses vassaux de l'éclairer de leurs suggestions et de leurs conseils en vue de mieux gouverner. Il demanda d'abord à sa grand-mère et à son oncle le cardinal de l'assister dans sa tâche. Il y renonça lorsqu'il se rendit compte de leur appétit de pouvoir et de leur prétention à se servir de lui comme d'un instrument de leur politique. La tradition nous présente souvent D. Sebastião sous l'influence d'un grand nombre de *validos*. Rien ne vient le confirmer. Il se conduisit au contraire en monarque indépendant et déterminé. S'il écoutait régulièrement le Conseil d'État, il se réservait la décision finale.

La consanguinité exagéra certainement les défauts génétiques de son ascendance, où il y avait des antécédents de folie : n'oublions pas qu'il était le double cousin germain du malheureux infant D. Carlos, fils de Philippe II. Son éducation, en l'absence de père et de mère, dans une ambiance de complète soumission à la volonté de Dieu, n'arrangea rien. Aussi bien la reine D. Catarina que son gouverneur, D. Aleixo de Meneses, demandèrent à ses précepteurs, quand ceux-ci assumèrent leurs fonctions, de l'éduquer selon des valeurs guerrières et héroïques. Sa miraculeuse naissance l'avait prédestiné à la gloire du prince chrétien. Dans les mentalités portugaises de l'époque, la seule véritable gloire consistait en la croisade contre les Infidèles, qui venaient de reprendre une bonne partie des places fortes de l'Afrique du Nord. Reconnaissons-lui pourtant la volonté politique de répondre à la crise profonde qui ébranlait alors le Portugal et son empire commercial, en cherchant en Afrique un prolongement géographique et économique de son royaume.

Le poids de la conjoncture politique et morale : l'exaspération du sentiment national

On a trop souvent négligé la conjoncture politique et économique calamiteuse d'un pays épuisé par un long et titanique effort, qui, commencé avec les découvertes, atteignit son impasse dès les dernières années du règne de D. Manuel I. La nation était appauvrie par les dépenses financières et humaines qu'elle avait dû engager outre-mer, ses possessions discutées par les puissances européennes, le royaume abâtardi par la séduction d'une vie facile, l'opulence et le plaisir. Seul un véritable miracle historique pouvait ramener le Portugal sur les chemins de la gloire.

Le règne de D. João III avait été un règne de vicissitudes. Tous les espoirs se tournèrent vers D. Sebastiâo, *O* Desejado. Tout le pays identifia son apparition à une réponse donnée par la Providence pour surmonter tous les obstacles qu'il rencontrait. D. Sebastião personnifiait ainsi l'idéal d'une cause, celui de la régénération de la nation. C'était un sauveur providentiel qui était donné au royaume. D. Sebastião, par conséquent, n'était pas seulement le fruit d'une politique erronée, d'une lourde hérédité et d'une éducation défectueuse, mais aussi le reflet des idées et de l'ambiance politique et sociale de son temps. Il incarna l'esprit de croisade de la nation : il suffit de voir l'émotion du pays quand Jean III décida de rendre les places de Safi, Azamor, Alcácer Ceguer et Arzila.

C'est dans cette conjoncture exaltée que D. Sebastião, âgé d'environ 9 ans, présida les Cortès de 1562-1563. Cet événement, par l'ambiance de patriotisme vibrant qui y régna, marqua définitivement la sensibilité et la politique du monarque. Les Cortès dessinèrent un programme d'action destiné à renforcer la puissance du royaume et à vaincre la crise économique et sociale, en le préparant à la guerre d'Afrique. Pour une meilleure défense, elles préconisèrent la construction de *fortalezas,* surtout sur la côte de l'Algarve[14]. Elles invitèrent les chapitres généraux des ordres militaires à réaliser une réforme de leurs statuts en leur donnant pour vocation la croisade marocaine. Le tiers des revenus des commandes qui vaqueraient y serait réservé. Les Cortès demandaient au Saint-Père que les 50000 *cruzados* prélevés par les prélats pour chaque guerre devinssent permanents. Les plus riches, notamment les ducs et seigneurs, ainsi que les

évêques et bénéficiers, seraient mis à contribution à proportion de leurs états et revenus.

L'esprit de croisade contre les Turcs et les Maures que le pape cherchait à matérialiser dans la Sainte Ligue n'était sans doute pas absent des décisions des Cortès. Mais la défense de la présence portugaise au nord de l'Afrique avait surtout des raisons politiques, stratégiques et économiques. A cet égard, le *Discours panégyrique* qui y fut prononcé était très révélateur. Il affirmait que « la conquête de l'Afrique était plus juste et plus convenable que celle de l'Inde». Cette dernière était trop lointaine, et les produits que l'on en tirait revenaient trop chers. La première était toute proche et son voisinage la rendait dangereuse : il convenait donc «de la dompter et d'y étendre l'Empire lusitanien». La possession du littoral marocain garantirait les routes maritimes du commerce portugais, renforcerait la présence militaire dans le détroit de Gibraltar, constituerait un solide obstacle à l'expansion turco-marocaine et un rempart aux incursions des corsaires maures. Si les Portugais étaient balayés du Maroc, tout le complexe économique portugais serait gravement menacé. Les délibérations des Cortès définissaient ainsi une politique que le Desejado suivrait quasiment à la lettre.

La préparation de la croisade

Lorsque la majorité du roi mit fin à la régence en 1568, D. Henrique conserva une grande influence sur les affaires. Son petit-neveu garda les conseillers qu'il lui avait indiqués, parmi lesquels les frères Luis et Martim Gonçalves da Câmara eurent la prééminence. Ce dernier, qui «était tout en ce temps-là», préfigurait, dans sa charge *d'escrivão da puridade,* les *validos* des Habsbourg espagnols du XVIIe siècle[15]. Ainsi, soulagé de tous les tracas des affaires courantes, le roi Sébastien put s'adonner pleinement à sa préparation physique, indispensable à l'entreprise marocaine. Pourtant, ni D. Catarina, ni D. Henrique, ni les frères Câmara, pas plus, d'ailleurs, que son oncle Philippe II, ne l'appuyèrent dans son projet de croisade. Mais il était environné d'un groupe de jeunes compagnons qui partageaient son idéal et ses illusions. Tous prônaient une politique belliqueuse qui contrastait avec les vues pacifiques, réalistes et prudentes de son grand-père et des deux

régents. Bien que D. Catarina eût menacé de se retirer en Espagne, rien n'y fit. Quant à D. Henrique, il se replia sur ses multiples tâches d'administrateur de l'abbaye d'Alcobaça, d'inquisiteur général et d'archevêque d'Évora.

C'est à partir de 1572 que D. Sébastião, alors âgé de 18 ans, décida de se lancer dans sa croisade contre les musulmans du Maroc [16]. En 1571, il avait organisé un corps d'infanterie d'élite, habile dans le maniement de la lance et de l'arquebuse. En 1573, il fit un long voyage en Alentejo et dans l'Algarve pour y passer en revue les défenses. Impatient d'agir, et l'occasion ne s'en présentant pas, il la provoqua.

En août 1574, il réunit son corps d'élite et, contre l'opinion de ses plus sages conseillers, il s'embarqua avec lui pour l'Afrique sous prétexte d'y visiter ses possessions. Il espérait porter par surprise un grand coup aux musulmans. A cette fin, il débarqua à Tanger. Il s'aperçut rapidement qu'il n'avait pas amené des forces suffisantes pour entreprendre une action grandiose. Toujours des premiers au combat et dépassant tous les siens en courage, il se contenta de faire la reconnaissance du pays et de mener quelques escarmouches contre les Maures. Il regagna sa capitale sous des ovations et des acclamations qui l'enivrèrent. Il n'en fut que plus obstiné à recouvrer et même à étendre la domination portugaise au Maroc.

Si l'enthousiasme populaire ne lui avait pas manqué, les plus hauts personnages du royaume furent suffoqués par ce coup de tête. Sans que cela l'écartât de la voie qu'il s'était tracée, quelques prélats se risquèrent même à le rappeler à la plus élémentaire prudence. Pour avoir les mains libres, il renvoya Martim Gonçalves da Câmara, qui ne lui avait pas caché son désaccord, et rappela Pêro d'Alcáçova Carneiro. Joyeusement, le jeune roi se rendit alors dans l'Algarve pour combattre lui-même des pirates que l'on disait turcs. L'ambiance de flagornerie était telle que le secrétaire d'État insista auprès de lui pour qu'il écrivît ou fît écrire ses hauts faits, afin que la mémoire ne s'en perdît pas : «Je ne sais comment cela se pourrait que Votre Altesse n'écrivît de lui, comme le fit César. » Pauvre César, dont, après la mort de l'infant D. Duarte, duc de Guimarâes, le seul héritier présomptif était le vieux cardinal D. Henrique !

Le roi devait tout de même assurer les moyens politiques, militaires et matériels de son expédition. Où trouver de nouvelles ressources pour

augmenter les revenus de l'État, déjà incapable de financer son immense empire, sinon dans le commerce des Indes? Dès 1570, afin de décharger le trésor royal et d'accroître les recettes fiscales, il avait décidé de libérer du monopole le commerce et le transport des épices et autres drogues. Il eut recours à toutes sortes d'expédients, dont le principal l'opposa à son oncle D. Henrique : il obtint un subside de *200000* cruzados des nouveaux-chrétiens, en échange de la suspension pour 10 ans de l'application des peines de confiscation de biens de ceux que le Saint-Office avait condamnés[17].

La seule alliance sur laquelle D. Sebastião pût compter était celle de Philippe II : il envoya Pêro d'Alcáçova en Espagne pour préparer une rencontre avec son oncle. Elle eut lieu à Guadalupe en décembre 1576 et janvier 1577. Les conversations tournèrent autour de deux thèmes : le mariage du jeune souverain et l'appui militaire et naval du Roi Catholique. D. Sebastião épouserait l'infante Isabelle, fille d'Élisabeth de Valois, dès qu'elle serait nubile. Philippe II, très loyalement, tenta de le dissuader d'une entreprise qu'il estimait à la fois inopportune et risquée, alors que lui-même voulait se débarrasser du conflit avec les Turcs. Devant l'obstination de son neveu, il finit par lui promettre son appui, sans le préciser[18].

D. Sebastião aurait pu occuper Larache sans guerroyer ou nommer un général comme D. Luis de Ataide à la tête de l'armée, afin de ne pas exposer inutilement sa précieuse personne. Il aurait pu même accepter les propositions de paix du Chérif qui lui donnait la garantie de ne pas attaquer les places portugaises du Maroc et de ne pas autoriser les Turcs à s'établir sur ses terres. Cela n'intéressait pas le jeune roi, qui, en vrai chevalier croisé, voulait combattre lui-même pour la gloire de Dieu et sa propre renommée.

Le désastre d'Alcácer Quibir

Les conditions paraissaient cependant favorables à une expédition : le Maroc était affecté par une crise dynastique. Le sultan Mohammed el-Moutaoukil avait été déposé par Abdelmalek en 1576 et il appela D. Sebastião à son aide. Celui-ci sauta sur l'occasion d'intervenir et d'affaiblir ainsi le trône marocain. Il réunit près de 16 500 hommes, pratiquement

toutes les forces militaires du Portugal. Il n'y eut guère de voix qui s'élevèrent contre le projet, à l'exception de la municipalité de Lisbonne qui protesta faiblement, sans grande conviction. L'enthousiasme régnait dans l'armée portugaise, sûre de son triomphe, commandée par un chef qui jouissait de la faveur divine. Les soldats, les uns aguerris, les autres inexpérimentés, espéraient aussi profiter largement du sac des terres qui seraient conquises.

Une aussi grande armée ne pouvait pas passer inaperçue et agir par surprise, comme lors de la prise de Ceuta. Le débarquement exigeait de grands moyens logistiques et une coordination rigoureuse. Il fallait prévoir sûrement les approvisionnements en vivres et en munitions. L'objectif devait être fixé avec rigueur, de même que les trajets, la stratégie et l'éventualité de nécessaires inversions du sens de la marche pour appuyer l'arrière-garde. Les différents corps de cavalerie et d'infanterie, ainsi que la peu nombreuse artillerie, devaient être liés par une chaîne de commandement bien définie. Rien n'avait été pensé à l'avance ou préparé.

L'expédition suffoqua les contemporains par son luxe : c'était le départ pour une immense et fastueuse fête. Peu nombreux étaient ceux qui avaient conscience du péril qu'ils allaient courir. La conviction et l'enthousiasme du roi avaient été contagieux. On ne s'expliquerait pas sinon que le duc de Bragance lui-même eût envoyé son fils D. Teodósio, encore un enfant, si tous ne s'étaient attendus à un succès triomphal. L'ambassadeur de Philippe II, D. Juan de Silva, était plus lucide lorsqu'il écrivait à son souverain : « C'est un grand malheur de voir le roi sans un homme qui comprenne ce que nous allons faire. Aussi, gagner me paraît impossible et perdre certain, parce que nous dépendons entièrement de miracles. » Il n'y eut pas de miracle comme à Ourique.

Le roi, voulant pérenniser sa renommée par de hauts faits, choisit de cheminer par terre, en faisant courir de grands risques à son armée. Il débarqua à Arzila et se dirigea vers Larache en prenant Alcácer Quibir au passage. En vrai chevalier, il voulait combattre lui-même le chérif usurpateur. Ce dernier, entouré de ses vassaux, l'attendait et mettait à profit les retards et les erreurs du roi de Portugal pour augmenter le contingent de ses troupes. De son côté, le chérif détrôné qui espérait un ralliement des soldats à sa personne fut déçu : un très petit nombre passa dans son camp.

La bataille eut lieu près d'Alcácer Quibir. Des effectifs inférieurs, l'impréparation des soldats, l'absence de bons généraux, l'action désordonnée de D. Sebastião entraînèrent le désastre qu'avait trop bien prévu l'ambassadeur de Philippe II[19]. Le jeune roi se battit avec vaillance et périt dans le combat. Les chroniqueurs de l'époque, notamment l'auteur de la *Chrónica del Rei D. Sebastião*, sont unanimes sur les prodiges de valeur qu'il accomplit durant la bataille. Sa disparition demeura une énigme pour eux comme pour ses compagnons. Sans doute aucun d'entre eux ne voulut-il l'admettre, comme le rapporte l'historien de Philippe II, Luis Cabrera Côrdova, en 1619: «Personne n'affirma l'avoir vu, parce que c'était une infamie pour un *caballero* de rester vivant, alors que son roi était mort, et d'en rapporter la nouvelle. »

Le chérif déposé se noya dans un ruisseau en s'enfuyant. Le chérif en place, déjà très malade, mourut pendant la bataille. Ainsi finirent les trois protagonistes. Le nom de «bataille des Trois Rois» est celui que conserva l'histoire marocaine. Le 4 août 1578, D. Sebastião et des milliers de ses soldats gisaient sur le champ de bataille d'Alcácer Quibir. La défaite sonnait le glas de la dynastie d'Avis et de la grandeur du Portugal. La couronne revenait à un vieillard valétudinaire qui n'était plus que l'ombre de lui-même.

LA MONARCHIE DU SIÈCLE D'OR

La monarchie de D. Manuel et de D. Sebastião était-elle une monarchie absolue? Pour l'historien J. Borges de Macedo, cela ne fait aucun doute. Dès 1498, le légiste Diogo Lopes Rebelo proclamait : «Le roi est en son royaume, par droit divin et humain, seigneur de la vie et de la mort des hommes. » D. Manuel et ses successeurs se donnèrent les moyens de cette autorité absolue en créant de nouvelles institutions *(Desembargo do Paço* en 1521, *Mesa da Consciência* e *Ordens*, *Conselho* de *Estado* en 1569) et en faisant rédiger un nouveau code de lois *(Ordenaçôes Manuelinas).*

D'autres historiens ont nié que la monarchie portugaise du XVIe siècle eût été une monarchie absolue, en invoquant la notion du contrat passé (le *pactus subjectionis)* entre le monarque et ses sujets au moment de son *aclamação.* Cette monarchie contractuelle existerait en vertu du droit des

représentants du peuple, réunis en Cortès, de choisir un roi dans trois cas : quand la dynastie viendrait à manquer (ainsi, quand elles élurent le maître d'Avis) ; quand le roi se comporterait en tyran ou quand il serait incapable de gouverner (ainsi avec Sanche II déposé en faveur de son frère cadet, Alphonse de Boulogne).

Cette controverse entre monarchie absolue et monarchie tempérée est, en réalité, un faux débat. Elle rejoint en effet les préoccupations des théoriciens politiques de l'époque : les Espagnols Vitoria et Suarez, tout en reconnaissant l'origine contractuelle du pouvoir, ne nient en aucune manière le caractère absolu de l'autorité royale; les Français Claude de Seyssel et Louis Le Roy donnent la monarchie française de la Renaissance comme un modèle de monarchie tempérée, sans qu'elle cessât d'être absolue.

L'image du monarque absolu

Dans son *Panegírico de D. João III*, Joâo de Barros, *feitor* et chroniqueur, donne une fort belle définition de la monarchie portugaise de la Renaissance : «Parmi toutes les vertus des princes et gouvernants des républiques, celle qui est la plus nécessaire, pour le repos et la conservation de ses États, fut toujours en premier lieu la justice; et ceci avec grande raison, car Dieu étant parfaite justice, les rois qui sont par lui choisis et qui représentent son pouvoir, doivent suivre son exemple en tout... » Il lui faut administrer la justice, mais « une justice égale pour tous», sans faire de distinctions d'affection. Il lui faut rendre justice avec prudence, en la déléguant à ses *letrados* pour les causes moins importantes, mais en le faisant en personne dans les grandes causes. Il doit «inventer de nouvelles et de très profitables lois, ou amender et corriger celles qui ne sont pas bonnes, en appelant des *letrados* avec de grandes récompenses, en créant de nouveaux officiers pour l'administration de la justice, et de grandes charges, en les donnant aux meilleurs. Sans aucun doute ceci est le véritable office de roi et de père commun de tous ». Mais absolu ne veut pas dire tyrannique, le roi a le devoir de gouverner par des lois, car « quand gouverne la loi, gouverne Dieu». Barros énumère ensuite les qualités d'un Prince Parfait : tempérance, honnêteté, humanité, continence, vérité, volonté, fermeté, intelligence, constance, clarté, diligence, gravité, loyauté,

sollicitude, prudence, discrétion, magnanimité et amour des lettres. Les rois injustes et qui ne respectent pas les lois conduisent leurs peuples à la destruction et à la guerre, châtiment que Dieu leur inflige. Mais le roi doit aussi faire la guerre aux Infidèles, car cette guerre est juste et profitable, et donne de grandes louanges au roi chrétien, parce que, outre la justice et la paix, il a à défendre, à protéger et à faire triompher la religion. Il lui faut être zélé au bien de ses sujets, et garant des équilibres de la société : «Voilà le véritable office du prince : vivre pour le profit des hommes; voilà ce que requièrent Dieu, le monde et l'obligation du sceptre royal [20]. »

Le cérémonial royal

Pour manifester l'éclat de sa monarchie et la puissance de sa couronne, D. Manuel, comme les autres souverains européens de la Renaissance, lui donna un cadre, la cour, organisée sur les modèles bourguignon et italien. Comme Henri III en France, D. Manuel établit un cérémonial royal qui changea peu jusqu'à la chute de l'Ancien Régime.

La plus importante des cérémonies était celle de *l'aclamação* du roi à son avènement. Celui-ci, vêtu de brocart, sortait du palais à cheval. Devant lui marchaient le connétable avec l'épée levée, et *l'alferes-mor* avec l'étendard royal. A droite du roi se trouvaient les seigneurs et, à sa gauche, les grands officiers et la Chambre. Dans le lieu qui avait été choisi à cet effet - le porche devant l'église de S. Domingos pour D. João III, celle de l'Hôpital de Todos-os-Santos pour D. Henrique - et qui avait été magnifiquement aménagé et orné, les prélats attendaient le roi. Ce dernier s'asseyait à l'endroit le plus élevé et le *camareiro-mor* lui remettait le sceptre d'or, symbole de la justice.

Après un bref discours fait par une personne choisie, le monarque et le plus important des prélats s'agenouillaient. Tenant en ses mains un Évangile et une croix, il prêtait serment, selon une formule qui ne changea guère par la suite. Après quoi, au nom des grands et seigneurs, le plus important d'entre eux prêtait serment à son tour, en mettant ses mains dans celles du roi en geste d'hommage et en lui baisant la main droite. Puis c'était le tour des autres seigneurs présents, par ordre de préséance; enfin celui des prélats, des magistrats des tribunaux royaux et des *vereadores* de Lisbonne,

en tant que «la principale cité du royaume». Suivait l'acclamation, criée par les rois d'armes, à laquelle le peuple répondait. Le serment des deux parties étant ainsi prononcé et reconnu, roi et sujets avaient conclu un pacte. Le souverain n'entrait qu'après - ni sacré ni oint ni couronné - dans l'église pour prier. Il n'y avait donc aucune cérémonie religieuse proprement dite. Frei Luis de Sousa en concluait que ce cérémonial remontait à Ourique : c'était directement de Dieu que D. Afonso Henriques avait reçu la mission de régner, mais, à Ourique, il avait été acclamé par les siens. Choix divin certes, mais qui n'était rendu effectif que parce que le peuple, de son côté, le voulait également.

La nouvelle était alors envoyée aux autres cités et villes du royaume pour qu'elles acclament à leur tour le nouveau roi. La monarchie contractuelle, fortement ancrée dans les coutumes portugaises, était déjà manifeste par le serment que le roi avait, en principe, déjà prêté comme prince héritier dans les Cortès.

Les entrées royales avaient été aussi soigneusement réglementées par D. Manuel. Dans les villes, c'était un moment privilégié pour le peuple que de voir son roi dans tout l'appareil de sa majesté. Elles le montraient sous un dais, dont les bâtons étaient tenus par les plus honorables *vereadores* de la cité. Quelqu'un avait été choisi par la municipalité pour adresser une harangue à la louange du monarque, en n'oubliant pas de faire référence aux intérêts locaux que les citoyens espéraient voir satisfaits. Toutes les rues du parcours étaient magnifiquement décorées de constructions et d'arcs de triomphe éphémères, chargés de tout un symbolisme[21].

Autre cérémonial, minutieusement réglé par D. Manuel, la réunion des Cortès. Symbole du pouvoir absolu, le roi était au centre, entouré de la famille royale, des ducs et des marquis. D'un côté et de l'autre de la salle : les prélats, les comtes, les membres du Conseil d'État, les seigneurs des terres et les *alcaides-mores.* Au milieu, en bas, les députés *(procuradores)* des *concelhos,* strictement hiérarchisés par rapport au monarque, en commençant par ceux de Lisbonne, de Porto, de Coïmbre, d'Évora et de Santarém. Après le rituel de l'entrée du roi, c'était le commencement des discours, le premier par un orateur prestigieux désigné par la roi, une personnalité liée à la haute administration, comme un docteur Vasco Fernandes de Lucena ou un docteur António Pinheiro. Lui répondait un

représentant prestigieux des *concelhos,* normalement un *desembargador* exerçant une charge de *vereador* de la *Câmara* de Lisbonne[22].

Les instruments du pouvoir absolu

C'est au XVIe siècle que les institutions de la monarchie prirent les traits que, à quelques nuances près - y compris au temps de la «dictature pombaline» -, elles devaient garder jusqu'à la chute de l'Ancien Régime.

L'exercice de la justice était le premier devoir des rois. Dès l'époque médiévale, les souverains, ne pouvant plus la rendre en personne, durent la déléguer à des officiers de judicature. L'instance la plus élevée était le *Desembargo do Paço*[23]*;* depuis la fin du XVe siècle, les *desembargadores* tenaient séance dans la *Mesa Principal da Casa da Justiça.* Son règlement et ses compétences se précisèrent tout au long du XVIe siècle. Dans le domaine de l'administration de la justice, il exerçait un contrôle absolu sur toute la magistrature et tous les officiers du roi; il confirmait les élections des juges ordinaires. Il arbitrait les conflits de compétence entre les autres tribunaux ou conseils. Sa composition était assez simple : un président, six *desembargadores,* un *porteiro,* sept huissiers et un trésorier. La charge de *desembargador* do *Paço* était le couronnement de la carrière d'un magistrat, qui avait déjà exercé des charges de judicature ou avait détenu une chaire à l'université de Coïmbre.

Les *Ordenações Afonsinas* (1446-1447) faisaient déjà référence à l'existence de deux tribunaux d'appel, la *Casa da Justiça da Corte* et la *Casa do Cível*[24]. Il y avait trois circonscriptions géographiques : le royaume *(reino),* la cour *(corte),* à l'intérieur d'un périmètre distant de cinq lieues du roi, où qu'il résidât, et la cité de Lisbonne et son district. Les Cortès d'Évora de 1535, devant les difficultés qu'éprouvaient les gens du Nord à venir porter leurs procès en appel à Lisbonne, sollicitèrent en vain le transfert de la *Casa do Civel* à Porto. A Tomar, en 1581, la demande fut renouvelée à Philippe II, qui accepta ce transfert en 1582 : elle prit le nom de *Casa da Relação do Porto,* dont la compétence s'exerçait en gros sur la moitié nord du royaume. La *Casa da Justiça da Corte* resta à Lisbonne sous le nom de *Casa da Suplicação,* dont la juridiction s'étendait sur la moitié sud[25].

Dans l'exercice de son gouvernement, le roi de Portugal, comme le roi d'Espagne, disposait d'un système polysynodal. Le plus prestigieux des conseils aurait dû être le *Conselho de Estado* qui, bien qu'il existât déjà des conseillers d'État, ne fut institutionnalisé par le cardinal D. Henrique qu'en 1562. Il devait traiter de toutes les affaires que le roi lui remettrait. A ses sessions devait assister le secrétaire du roi, chargé de faire le lien avec le monarque en lui présentant les *consultas* sur toutes les affaires d'État et d'administration qui lui étaient soumises. Mais, comme leur nom l'indique, le Conseil d'État avait un caractère exclusivement consultatif et ne possédait aucune faculté exécutive, administrative ou judiciaire. Sans doute D. Henrique pensa-t-il en faire un organe de coordination du gouvernement, un peu à la manière du Conseil du roi en France : avec la croissance, la consolidation et la spécialisation des autres conseils, ce ne fut pas le cas. Son champ d'action fut restreint aux matières d'État et il finit par devenir un organisme essentiellement honorifique.

Dans le domaine des finances, D. Manuel avait mis en place en 1516 le système des *vedorias.* Il n'avait cependant aucune unité fonctionnelle, car les trois *vedores* - l'un pour le royaume, l'autre pour l'Afrique et les comptes, et le troisième pour l'Inde - constituaient chacun un tribunal indépendant[26]. La même année 1516, D. Manuel avait créé une nouvelle institution, la *Casa dos Contos.* En collaboration avec les *vedores,* elle était chargée de la comptabilité du royaume et de la reddition des comptes des *almoxarifes* et autres officiers de finances. Elle était dirigée par un *contador-mor,* aidé de trois *contadores* - chargés respectivement de la comptabilité de Lisbonne, de celle des *comarques* et de celle de l'Inde -, et d'un *provedor* (pourvoyeur), auquel étaient confiés les comptes de la maison du roi.

La *Mesa da Consciência e Ordens* fut instituée en 1532 par D. João III pour conseiller et assister le roi dans les matières qui touchaient au *foro* de sa «consciences » et dans toutes celles relatives à l'Église, aux ordres militaires et, ensuite, à l'université de Coïmbre. Elle avait aussi sous sa tutelle la *Casa dos Orfãos* (orphelins) de Lisbonne et les affaires des hôpitaux et des hospices.

Pour l'assister dans son métier de roi, celui-ci disposait de secrétaires, appelés secrétaires du roi ou secrétaires de la Chambre *(Câmara).* A

l'origine, de même qu'en France, ils ne servaient au souverain que de secrétaires au sens propre du mot, lorsqu'il «dépêchait» » les affaires de l'État, ce que l'on appelait, comme en Espagne, le *despacho.* Avec le temps, ils devinrent les principaux collaborateurs du monarque, jouissant même parfois de sa confiance et de son amitié. Avec le régime polysynodal, les secrétaires virent leurs fonctions s'accroître. Ils devinrent secrétaires des réunions des *conselhos*[27], en retirèrent les consultes et les présentèrent au roi pour dépêcher les affaires et communiquer les décisions aux conseillers. Comme ils n'avaient pas le droit de vote dans les conseils, ils paraissaient réduits à un rôle subalterne. En réalité, ils gagnèrent en prééminence politique dans le processus de décision, par le fait de contrôler l'information, de prendre la décision royale « de bouche », d'être la liaison entre le roi et ses conseillers.

Le monarque voulut parfois faire coordonner l'activité des secrétaires par *l'escrivão da puridade,* comme dans le cas de Martim Gonçalves da Câmara. Il existait en outre trois secrétaires spécialisés dans les affaires de la *Fazenda,* dans celles de l'intérieur du royaume, et dans l'expédition des grâces. En 1569, avec l'apparition du Conseil d'État, D. Henrique créa la charge de secrétaire d'État, ayant pour mission d'assurer la liaison entre le roi et le nouveau conseil[28].

Le rôle des Cortès au XVIe siècle

Pour rappeler la notion du contrat passé avec eux, le pouvoir absolu ne pouvait se dispenser entièrement d'assemblées représentant (du moins en principe) l'ensemble de ses peuples. Seul le roi pouvait convoquer les Cortès. Il indiquait le lieu et la date de la réunion et en fixait l'ordre du jour. Il ordonnait de procéder à l'élection des *procuradores* (députés) dans les *concelhos* qui y siégeaient et envoyait des convocations personnelles au clergé et à la noblesse, qui pouvaient déléguer également leurs *procuradores* en cas d'empêchement.

Il n'y avait aucune matière obligatoirement sujette à l'appréciation des Cortès. Le souverain était le seul maître de l'ordre du jour. Depuis longtemps cependant, il était entendu que tout ce qui touchait à la fiscalité devait être voté par les trois états, surtout lorsqu'il s'agissait de subsides

extraordinaires. Jean III, qui appréciait peu d'entendre exprimer les plaintes et les protestations que, selon l'usage, les *procuradores* ne manquaient jamais de formuler avec plus ou moins de véhémence, fut contraint par ses besoins d'argent de les réunir plusieurs fois. Le pouvoir royal, en revanche, ne céda jamais sur la périodicité fixe des réunions que revendiquaient les *concelhos*. L'accorder aurait équivalu à limiter le pouvoir absolu du roi que les Cortès auraient contrôlé au cours de ces sessions régulières.

Le précédent des assemblées, qui avaient décidé du choix du maître d'Avis et de la régence reconnue à D. Pedro et non à la reine mère malgré les dispositions testamentaires de D. Duarte, avait rendu les souverains très circonspects dans leur maniement. C'est pour cette raison qu'en 1557, à la mort de Jean III, la reine Catherine fit en sorte de ne pas les réunir, de crainte que la régence ne lui échappât au profit de son beau-frère, le cardinal infant D. Henrique. Aussi, au XVIe siècle, les réunions des Cortès se limitèrent-elles aux deux fonctions qui leur revenaient traditionnellement : recevoir le serment de l'héritier de la Couronne et accorder de nouveaux impôts ou des subsides au souverain[29].

Dans quelques occasions cependant, les Cortès jouèrent un certain rôle politique. En plus de celles que D. Manuel convoqua à son avènement en 1495 pour l'échange des serments, deux autres eurent un caractère un peu particulier. En 1498, D. Manuel dut s'absenter de Lisbonne pour prêter serment avec son épouse D. Isabel en tant qu'héritiers des royaumes de Castille et d'Aragon. Il demanda aux Cortès d'approuver la régence qu'il laissait à sa sœur la reine douairière D. Leonor, veuve de Jean II. Magnanime, il ne demanda aucun subside à cette occasion. En 1499, la réunion prit une tournure encore plus politique. Il s'agissait de régler la question de l'union dynastique probable entre les couronnes de Portugal et d'Espagne sur la tête de son fils, le petit infant D. Miguel, et de préserver l'autonomie politique du royaume. Le texte qui fut préparé inspira plus tard son petit-fils, Philippe II, pour le statut de Tomar. D. Manuel ne réunit plus les Cortès qu'une fois, en 1502, à Lisbonne, pour le *juramento* de son nouvel héritier, l'infant D. João. Les revenus croissants de l'empire et l'activité législative et institutionnelle qu'il développa épargnèrent au souverain la convocation de nouvelles Cortès [30].

La monarchie et les concelhos

En 1487, D. Manuel chargea Fernâo de Pina d'une révision et d'une actualisation de tous les anciens *forais,* pour les préciser et les uniformiser, œuvre gigantesque qui lui demanda vingt-cinq ans. Damião de Gois, *guardo-mor da Torre do Tombo,* l'accusa d'être allé trop vite, en concluant que tout était à refaire. Si cette réforme fut en effet très imparfaite [31], elle uniformisa jusqu'à un certain point l'administration municipale et supprima certaines contradictions flagrantes entre les diverses législations locales. En revanche, même si les *corregedores* des *comarques* avaient des juridictions plus petites pour pouvoir les contrôler et les harmoniser, on ne remédia pas au manque de liaison entre les pouvoirs locaux très jaloux de leur autonomie.

En ce qui concerne les *concelhos,* les *Ordenações Manuelinas* n'apportèrent que de légères modifications aux dispositions qui avaient été prises dans les *Ordenações Afonsinas :* par exemple pour réduire les inégalités de leur composition. La plupart des mesures comme le tirage au sort annuel des officiers municipaux, des juges, des *verea*dores et du *procurador* do *concelho* furent reprises purement et simplement. Le principe général était qu'ils devaient être tirés au sort parmi les hommes «de bonne conscience », ayant quelque bien. Leur mandat était annuel et ne pouvait être renouvelé dans les deux années qui suivaient. Ils ne devaient pas être parents proches pour éviter les passe-droits familiaux. Les *câmaras* (c'est-à-dire l'ensemble des officiers) ainsi constituées devaient assumer les charges administratives et judiciaires, et tout ce qui concernait la vie économique de la ville [32].

Au XVIe siècle l'autononomie des *concelhos* ne fut pas vraiment remise en cause par une prétendue centralisation du pouvoir, qui atteignait là ses limites. Quelle que fût la surveillance exercée par les représentants locaux du pouvoir royal, les *concelhos* préféraient rester directement sous la seigneurie du roi plutôt que sous celle de l'Église ou des grands. Ils y avaient tout avantage, car il était loin. Les quelques magistrats qui le représentaient sur place n'avaient guère la possibilité de les dominer, ce qui n'était pas le cas des seigneurs plus proches.

Lorsque le souverain faisait des donations de villes à quelques-uns de ses fidèles, les protestations et les refus surgissaient de toutes parts. Quand D. Manuel offrit Portalegre au nouveau comte de ce nom, D. Diogo da Silva, la ville fit montre d'une telle résistance que le roi, d'abord furieux, dut revenir sur sa décision. La même chose arriva à Faro qui protesta tellement que le comte de ce titre dut se contenter de Faro do Alentejo. En 1549, toute la population se dressa contre la nomination par Jean III du marquis de Vila Real comme *alcaide-mor* de la cité[33]. «Les grands et les *concelhos* ne furent jamais partenaires de bonne compagnie. »

La même attitude se retrouve dans les domaines d'outre-mer où, aux Açores et surtout à Madère, les relations furent toujours peu cordiales entre les municipalités et les capitaines-donataires : en 1515, le *juiz de fora*, les *vereadores* et les *mesteres* de Funchal demandèrent au roi de faire respecter leurs privilèges. Les mêmes protestations furent plus tard émises par Goa et Salvador da Bahia. C'était le devoir du roi de protéger les *concelhos,* comme le lui rappelèrent des *vereadores* dans une de leurs protestations : c'est «la grande obligation des princes chrétiens » de faire administrer « entière et égale justice à leurs vassaux et de ne pas permettre que les riches et puissants vexent et oppriment les faibles et pauvres». Le roi, très méfiant à l'égard des donataires et des gouverneurs, y trouvait son intérêt : la paix de la «république» était indispensable à l'équilibre sur lequel se dressait son pouvoir absolu. Garant de l'harmonie de la société, il s'employait à faire rechercher les abus et à les corriger.

Le roi, conscient de la faiblesse de son administration locale, avait constaté combien les *câmaras* prenaient au sérieux leurs obligations et se préoccupaient de faire respecter la loi. Il n'hésita plus, au XVIe siècle, à leur déléguer des fonctions qui revenaient normalement à ses représentants. La première grande délégation leur fut faite en 1515, lorsque D. Manuel les chargea du recouvrement des *sisas* : en 1519, une législation spéciale fut mise en place. A partir de 1527 les *câmaras* reçurent la fonction fondamentale de les évaluer, et de les répartir dans la population. Ce rôle fut encore renforcé en 1564, quand les sisas furent fixées définitivement pour chaque *concelho,* et que les *câmaras* furent responsables de leur répartition, en fonction des revenus de chacun.

Lorsque D. Sebastião, par les lois de 1569 et 1570, créa une véritable milice, il en confia la réalisation aux municipalités. Les *câmaras* devinrent ainsi l'instrument quasi unique sur lequel le roi pût compter pour le recrutement des troupes et la défense locale, cela au détriment des seigneurs : le roi préférait les confier plutôt aux oligarchies urbaines qu'aux seigneurs des terres. En définitive, le meilleur tempérament - le meilleur «frein», pour reprendre le terme de Claude de Seyssel - au caractère absolu de la monarchie portugaise de la Renaissance résidait certainement dans les *concelhos* beaucoup plus que dans les Cortès.

1 A la suite de l'occupation de Mers el-Kébir en 1505 et d'Oran en 1509 par les Espagnols.

2 Simultanément, D. Manuel s'efforça d'établir une alliance solide avec l'empire abyssin-le royaume du mythique Prêtre Jean- qui, comme chrétien, pourrait l'aider à battre les Turcs dans la mer Rouge. Mais les ambassades ne menèrent à rien, car ce pays n'avait aucune organisation étatique, et il ne portait nul intérêt au trafic asiatique. L'envoi d'un ambassadeur en Chine, pour y établir des relations commerciales, n'aboutit pas davantage.

3 La disparition du fils unique des Rois Catholiques, l'infant D. Juan, le «Prince mort d'amour», avait fait de leur fille aînée Isabelle leur héritière, et après la mort de celle-ci, leur fille puînée, Jeanne la Folle, mère de Charles Quint. Ces alliances firent aussi de D. Manuel le beau-frère du roi d'Angleterre, Henri VIII, marié à Catherine d'Aragon, et lui permirent de renouer ainsi, après la fin de la guerre des Deux-Roses qui en avait distendu les liens, les bonnes relations avec l'Angleterre.

4 La veuve de D. Manuel épousa en secondes noces le roi de France François Ier. Le roi Jean III épousa effectivement D. Catarina en 1525 et le mariage de Charles Quint et d'Isabelle de Portugal eut lieu en 1526. Avant de mourir, D. Manuel avait marié en 1521 sa deuxième fille, D. Beatriz, à Charles III, duc de Savoie, alliance apparemment plus modeste, mais qui n'en revêtait pas moins une importance politique, étant donné la confiscation du duché par le roi de France, François Ier, et la protection dont le duc jouissait auprès de Charles Quint. D. Manuel laissa à son successeur Jean III le soin d'établir le reste de sa nombreuse progéniture : dix enfants, dont deux seulement moururent en bas âge, qu'il avait eus de son deuxième mariage, et un onzième, l'infante D. Maria, née en 1521 et morte en 1577, fille de la reine Éléonore. Voir généalogie, p. 198.

5 Jean III poursuivit la politique de consolidation de l'appareil de l'État. Il créa de nouveaux tribunaux, comme la *Mesa da Consciência* e *Ordens*, et le Saint-Office de l'Inquisition, et il redéfinit les fonctions de quelques grands officiers, comme le *chanceler-mor, le chanceler da Casa da Suplicação* et le juge de la Chancellerie. Il donna aussi un nouveau règlement au *Desembargo do Paço.* Il ordonna enfin un dénombrement du royaume entre 1527 et 1532, qui permit la création de nouvelles *comarques* et l'érection de nouveaux diocèses.

6 Ce n'est pas un hasard si, après l'union ibérique de 1580, Pêro de Alcáçova Carneiro fut fait comte d'Idanha par Philippe II.

7 La cour de Jean III, pas plus que les autres cours européennes, n'échappait au jeu des clientèles qui s'y affrontaient. Dans le recrutement de ses officiers et de ses agents, les choix du roi étaient souvent dictés par les recommandations des personnages qui avaient le plus de crédit. Prenons l'exemple de la nomination d'un gouverneur de l'Inde en 1541 : Estevâo da Gama était fortement soutenu par son frère le comte da Vidigueira et par son beau-frère le comte de Vimioso, mais le

comte da Castanheira qui avait plus de crédit auprès du roi imposa son cousin germain, Martim Afonso de Sousa. Les recommandations du secrétaire Pêro d'Alcáçova Carneiro n'avaient pas moins de poids. Son neveu Filipe Carneiro n'hésita pas à abandonner sa place de capitaine de Diu et à revenir à Lisbonne avant la fin de son mandat. Il comptait sur les nombreuses grâces que son oncle lui obtiendrait pour récompenser ses services. Les ambassades n'étaient confiées qu'à des personnages jouissant de fortes protections : les lettres de l'ambassadeur à Rome, Lourenço Pires de Távora, traduisent bien les liens de clientèle qui l'unissaient au secrétaire du roi.

8 L'ambassadeur de Charles Quint écrivait que le roi «s'en remet à elle sur tout, et il n'y a pas la moindre petite affaire qui ne passe par ses mains ». Dans son testament, Jean III reconnaissait lui-même qu'elle avait une grande expérience des affaires du royaume, car il les lui avait toujours communiquées et les avait conduites avec elle.

2. Ces alliances furent en effet conclues après la disparition de six des infants, fils ou beaux-frères de la reine. Comme personne ne croyait à la survie du prince héritier,

D. João, trop maladif, l'infante D. Maria, épouse du futur Philippe II, fut rapidement considérée comme l'héritière présomptive du trône. Une nouvelle crise dynastique se profilait à l'horizon : on craignait désormais une prochaine souveraineté de la maison d'Autriche sur le Portugal et, pour éviter le précédent de 1383, un puissant parti à la cour préconisait le mariage de l'infant D. Luis, frère du roi. Voir généalogie p. 198.

9 En consentant au mariage de D. Maria avec le futur Philippe II, Jean III rendait inévitable une union ibérique au profit des Habsbourg, d'autant plus qu'il voua ses frères au célibat, à l'exception du plus jeune, D. Duarte, qui convola avec la sœur du duc de Bragance pour resserrer les liens avec la plus puissante maison du royaume.

10 En outre, en cas de disparition de D. Sebastião, le fils de Philippe II, D. Carlos, né de son mariage avec l'infante D. Maria de Portugal, serait l'héritier légitime de la couronne de Portugal, et pourrait un jour réaliser l'union ibérique souhaitée par beaucoup au Portugal comme en Espagne : Charles Quint aurait d'ailleurs aimé que, dès l'avènement de D. Sebastião, son autre petit-fils, D. Carlos, prêtât serment comme héritier dans les Cortès.

11 Le cardinal infant, très avide de pouvoir, mais faible, irrésolu et vindicatif, s'était montré l'adversaire le plus résolu de la régente depuis le début. Après cinq années, de guerre lasse, cette dernière se démit du gouvernement en sa faveur.

12 Dans l'ombre intriguait déjà un autre personnage, jouissant aussi de la confiance des deux princesses : il s'agissait de Cristóvão de Moura, qui jouerait un rôle de premier plan dans l'avènement de Philippe II en 1580.

13 Pendant toute la vie du roi, la question de son mariage fut agitée en vain. Le plus indiqué paraissait un mariage français, avec la sœur de Charles IX, Marguerite de Valois, qui aurait eu deux avantages : celui de dissuader les Français de leur rêve de France antarctique qui pouvait mettre en péril le Brésil, et celui de rendre le Portugal plus indépendant de la politique espagnole. C'était le point de vue du Saint-Siège. Mais Philippe II était plus que réticent : il souhaitait une nouvelle alliance dans la maison d'Autriche, et son neveu ne montrant guère d'enthousiasme pour toute perspective matrimoniale, il ne l'encouragea guère à se marier. Sans doute avait-il déjà l'arrière-pensée de s'emparer de la succession de la maison d'Avis. D'ailleurs, devant les atermoiements insultants de la cour de Lisbonne, Charles IX, qui n'avait décidément pas la main heureuse, avait fini par faire épouser à sa sœur Henri de Navarre.

14 D'autres mesures militaires étaient préconisées. De peur que les morisques ne donnassent quelques informations aux leurs, comme on le présumait, aucun d'entre eux ne fut plus autorisé à

vivre sur la côte de l'Algarve. Tous les sujets du roi qui y résidaient jusqu'à deux lieues de la mer seraient tenus de posséder des fusils *(espin*gardas), des lances et des montures. Le roi ordonnerait d'envoyer à Tanger les plus grands seigneurs du royaume avec mille lances à cheval. Il commanderait aussi à ses sujets de s'exercer dans les armes «pour le temps où ce serait nécessaire».

15 Martim Gonçalves da Câmara cumula sur sa tête les grands offices : *escrivão da puridade,* il fut aussi vedor *da* Fazenda, président du *Desembargo* do *Paço* et de la *Mesa da Consciência e Ordens,* en plus d'être membre du Conseil du Saint-Office. Cela ne veut pas dire pour autant que D. Sebastião n'eût pas conscience de détenir un pouvoir absolu. D'ailleurs, en 1576, pour ne plus être contredit dans son projet marocain, le roi renvoya son *escrivão da puridade* pour revenir à un type de gouvernement exercé par un groupe de *fidalgos* fidèles.

16 L'esprit dans lequel le jeune roi s'engageait dans sa croisade est parfaitement exposé dans ses instructions à D. Luis de Ataide, nommé vice-roi de l'Inde dès le commencement de son gouvernement. D. Sebastião, dont l'aspiration suprême était d'être «capitaine de Dieu», conseillait avant tout d'augmenter la Chrétienté. Dans le missel qu'il offrit aux pères de la Compagnie de Jésus, il avait écrit : «Pères, demandez à Dieu qu'il me fasse très chaste, et très zélé pour étendre la foi dans toutes les parties du monde. »

17 Le cardinal infant n'ayant pu l'en empêcher demanda à être relevé de sa charge d'inquisiteur général, où il fit, cependant, nommer un de ses fidèles. Le pape, en revanche, l'approuva puisqu'il s'agissait de faire la guerre contre les Infidèles.

18 Les historiens portugais ont souvent condamné l'attitude du roi d'Espagne qu'ils accusèrent de duplicité : il aurait poussé son neveu au désastre pour s'emparer de la couronne de la maison d'Avis. En réalité, personne n'aurait pu le dissuader, pas même son oncle Philippe II, qui disait que ce projet était «plus obstination qu'autre chose» et qui finit par renoncer à le faire se désister «d'un appétit aussi mal fondé».

19 Le dominicain Fr. João da Silva raconte que, à la veille de la bataille, D. Fernando de Noronha, plus tard comte de Linhares, l'aurait interpellé en ces termes : «Padre, pourquoi ne nous saisissons-nous pas de cet homme qui nous conduit à notre perte pour son seul plaisir?» Le père lui répondit : «Il est trop tard. »

20 Autant de formules que l'on trouve dans les écrits des théoriciens français de la monarchie absolue des XVIe et XVIIe siècles, en commençant par Charles Loyseau.

21 Dans l'Inde, le vice-roi, représentant le pouvoir royal, faisait aussi ses grandes entrées publiques, à Goa en particulier. Il y avait aussi des cérémonies du triomphe à la romaine pour les généraux victorieux, comme celle de D. João de Castro, après le siège de Diu. En Inde, comme au Brésil, une autre cérémonie se déroulait, celle de la remise des clefs des forteresses aux gouverneurs. Au Portugal également, c'étaient les *alcaides-mores* qui les remettaient au roi, lequel les leur rendait pour bien marquer la précarité de leur possession des châteaux, depuis Jean II, comme nous l'avons vu.

22 Parmi les cérémonies religieuses auxquelles le roi participait en grand apparat, la plus notable était la procession du *Corpus Christi,* dans le monde hispanique la plus grande fête de la Chrétienté. La place du roi était marquée immédiatement à côté du saint sacrement. Comme Dieu y était la figure principale, D. Sebastião préférait s'exhiber dans les jeux de *canas* et les courses de taureaux. Dans les autodafés, quand le roi y assistait, il n'y tenait pas la première place, c'était la Sainte Inquisition. Les funérailles royales étaient aussi stictement réglementées.

23 On pourrait comparer ses fonctions à celles du Conseil d'État et des parties de l'Ancien Régime français. Il y a cependant une différence essentielle entre les deux cours : en France, c'est une des formes que prend le Conseil du roi. Seul le monarque, représenté par un fauteuil vide, le préside, et le chancelier n'en est qu'une sorte de vice-président. Au Portugal, le *Desembargo do Paço* est complètement indépendant du Conseil du roi : nous avons vu les protestations des conseillers de Jean III, lorsque le régent D. Henrique lui donna un président.

24 Il y eut une première ébauche de séparation territoriale : la première connaissait des affaires civiles et criminelles de Lisbonne et de son district *(termo).*

25 Ces deux cours de justice sont assez comparables aux parlements de France.

26 Ce système prévalut jusqu'en 1591, quand le *Conselho da Fazenda* fut créé par Philippe II.

27 Il ne faut pas confondre ces *conselhos*, tribunaux royaux, avec les *concelhos.*

28 Au temps de l'Union ibérique, il en fut de même avec la création du *Conselho da Coroa de Portugal*, à Madrid. Ses respectifs secrétaires, par exemple Francisco de Lucena, Diogo Soares et Fernâo de Matos, gagnèrent encore en importance politique : la disposition royale d'invalider les dépêches qu'ils n'auraient pas visées le prouve bien. En 1602, ces secrétaires étaient quatre, l'un chargé des affaires «d'État» et de justice, un autre des affaires ecclésiastiques et des ordres militaires, les deux derniers se partageant tout ce qui restait, dont la *Fazendas* et les requêtes. En 1607, ces secrétaires furent réduits à deux pour mieux concentrer et mieux coordonner les tâches gouvernementales.

29 Jean III, dont les besoins financiers devinrent de plus en plus pressants, dut réunir les Cortès pour en obtenir des secours : en 1525, il les convoqua à Torres Novas afin d'obtenir un subside de 150000 *cruzados* à l'occasion du mariage de sa sœur Isabelle avec Charles Quint. En 1535, ce fut à Évora pour le serment du prince D. Manuel, où il obtint 100 000 *cruzados.* En 1544, à Almeirim, pour le serment du prince D. João, il reçut une subvention de 200 000 *cruzados.*

30 La reine D. Catarina dut cependant les convoquer à Lisbonne en 1562, où la régence lui fut ôtée et confiée au cardinal infant D. Henrique.

31 Le principal obstacle à cette uniformisation était, comme partout en Europe occidentale, les distances qui séparaient le pouvoir central des pouvoirs locaux : paradoxalement les îles, plus proches en temps de parcours, pouvaient être plus facilement contrôlées que l'Entre Douro e Minho.

32 Le pouvoir de décision économique était en effet dans la main des corps municipaux, comme la fixation des tarifs des produits alimentaires par les *almotacés,* celle de toutes les taxes et, d'une manière générale, de l'approvisionnement. Parmi les autres fonctions où les *câmaras* jouèrent un rôle de plus en plus important, notons les questions de santé, en particulier en cas d'épidémie afin de prendre les mesures nécessaires pour en freiner la propagation, par la mise en place, par exemple, de cordons sanitaires, fonction confiée aux *guardas-mores da saude* (gardes généraux de la santé).

33 D'autres cas pourraient être cités. Par exemple, entre 1568 et 1602, au nom des privilèges de la cité, les *vereadores* de Porto soutinrent un conflit avec le comte de Penaguião, puis avec le comte de Linhares, qu'ils refusaient d'accepter comme *capitães-mores,* allant jusqu'à l'emprisonnement des *vereadores* en 1602.

CHAPITRE IX

Ombres et lumières d'un siècle d'or portugais

Parler d'un siècle d'or portugais peut paraître excessif par rapport à ce que fut le Siècle d'or espagnol. Sans doute cet apogée du petit royaume ibérique fut-il limité dans le temps, si on le compare à la longévité de l'empire espagnol dans lequel il fut un temps absorbé : à peine une trentaine d'années, la fin du règne de Jean II, celui d'Emmanuel Ier et le début de celui de Jean III. Dès cette époque de prospérité, l'empire portugais portait, nous l'avons vu, les germes de sa décadence.

La civilisation et la société portugaises brillèrent de leur plus vif éclat lorsque se furent dissipés les *fumos da Índia*. Camoens qui publia ses *Lusiades* en 1572 n'en est-il pas la meilleure preuve? Le Siècle d'or espagnol ne porta-t-il pas ses plus beaux fruits que lorsqu'il fût entré en décadence? C'est en définitive un humanisme des découvertes qui fait l'originalité du Portugal dans l'humanisme européen. C'est sur les lettres en effet que le contact avec de nouveaux mondes eut le plus de retentissement, bien davantage que sur l'art, où les influences prédominantes restèrent celles de l'Europe.

Passer d'un petit royaume aux ressources limitées, qui avait de la peine à nourrir sa population et venait d'être éprouvé par une terrible épidémie, à un immense empire commercial, drainant vers lui d'immenses richesses, ne pouvait que retentir fortement sur la société des découvertes. Cela n'entraîna pas cependant une profonde mutation de la société, qui conserva la structure héritée de l'époque médiévale : distinction juridique en trois ordres, persistance d'une organisation seigneuriale et puissance de l'Église. La population fut inégalement touchée : les fruits de l'empire retombèrent surtout sur la Couronne et les puissants de la noblesse et du clergé. Ces

richesses laissèrent sur le bord du chemin l'ensemble des Portugais, y compris ce que l'on pourrait appeler la «bourgeoisie».

D'autres ombres obscurcirent le siècle d'or portugais : l'introduction de l'esclavage au Portugal, la conversion forcée des juifs et l'introduction de l'Inquisition. La société connut alors une fracture aux conséquences incalculables : désormais deux sortes de Portugais cohabitèrent et s'affrontèrent, les *cristãos-velhos* - vieux-chrétiens - et les *cristãos-novos* - nouveaux-chrétiens -, juifs convertis.

L'HUMANISME DES DÉCOUVERTES

Après une phase de gestation intellectuelle, engendrée par les découvertes et l'humanisme chrétien, tous ceux qui naquirent avec le roi D. Joâo III, au début du siècle - André de Resende, D. João de Castro, Garcia de Orta, Pedro Nunes, Damiâo de Gois - surgirent dans les années 1530. Malgré leurs différences et leurs destins divers, ils n'en constituèrent pas moins une véritable école à laquelle la culture portugaise dut sa modernisation.

L'humanisme classique ne s'introduisit que très lentement dans le Portugal de D. Joâo II et de D. Manuel, car le poids de la civilisation médiévale restait encore très lourd[1]. Le moment décisif fut certainement *l'oratio* prononcée en 1504 devant *l'Estudo Geral* par un précoce *fidalgo* de 17 ans, D. Pedro de Meneses, qui avait écrit son discours dans un latin élégant puisé chez les meilleurs classiques romains. Sa pensée restait néanmoins coulée dans le moule médiéval, où n'affleuraient ni la problématique ni la méthode de l'humanisme.

Comme en France, la fixation de la langue favorisa grandement l'essor des œuvres littéraires, qu'elles fussent imprégnées d'humanisme classique ou d'humanisme des découvertes. A la fin du XVe et au début du XVIe siècle, le castillan était prééminent dans la culture des élites : Gil Vicente, le «père du théâtre portugais», inaugura son œuvre dramatique, en 1502, par la représentation en castillan de sa pièce, le *Monólogo do vaqueiro,* à la cour, à l'occasion de la naissance du futur Jean III. Jusqu'en 1536, la plupart de ses pièces furent écrites en castillan, si bien que les milieux culturels portugais

s'en inquiétèrent au moment où le pays faisait la conquête des océans et mettait sur pied la plus grande thalassocratie du monde. Il en résulta le souci de faire d'une langue vernaculaire une langue de culture qui n'aurait rien à envier à l'idiome prédominant[2].

Les découvertes ouvrirent la littérature, la pensée et la science du XVIe siècle portugais aux questions nées des rapport de l'homme avec la Nature et le Cosmos. Toute la société portugaise prit conscience de vivre une époque nouvelle. Le premier témoignage de la commotion historique des voyages de découverte se trouve dans la lettre admirable du 1er mai 1500 sur la découverte du Brésil, envoyée par Pêro Vaz de Caminha à D. Manuel, qui en fut vivement impressionné[2]. Une littérature de voyages vit alors le jour. Navigateurs, découvreurs, voyageurs et soldats décrivirent à leurs compatriotes les curiosités et les merveilles qu'ils avaient rencontrées.

Cette nouvelle littérature, essentiellement narrative, fut certes en marge de la littérature classique. Rapidement, cependant, elle entraîna une réflexion intellectuelle et philosophique sur les nouveaux mondes qui se révélaient aux Portugais fascinés. Les découvertes entraînèrent une nouvelle attitude mentale et une profonde mutation dans les rapports de l'homme avec le monde. La prise de conscience de son individualité affecta radicalement la conception de la personne. Sur ce point, la pensée née des découvertes est bien un humanisme, mais un humanisme qui, au lieu de se complaire dans un programme d'imitation et de renaissance de l'Antiquité, est tourné vers le futur et poussé par ce «vertige de l'espace» (V. Magalhâes Godinho).

Le premier de ces nouveaux écrivains fut un marin, Duarte Pacheco Pereira, qui, de 1508 à 1520, travailla à la rédaction d'un traité de navigation et de cosmographie [3], tiré de son expérience et non des connaissances livresques de l'Antiquité, qu'il remettait en question. A ses yeux, les Anciens n'étaient nullement supérieurs et ne pouvaient servir d'exemples en face de l'abondant répertoire d'informations données par les voyages de découvertes. De son côté, son contemporain, l'apothicaire Tomé Pires, envoyé par le roi comme *«feitor* das *drogarias»,* lui remit une *Suma oriental,* écrite dans les années 1512-1515, dans laquelle il décrivait minutieusement les terres et les hommes de l'Asie. Ce sont ces nouveautés et cette remise en cause des Anciens qui suscitèrent au début le mépris des

humanistes classiques. Il fallut attendre les années 1530 pour qu'il y eût une certaine interpénétration entre les deux courants[4].

Les grands humanistes des découvertes

Par un choix qui peut paraître arbitraire, nous ne retiendrons que les noms des humanistes qui offrent un éventail divers, par leurs origines, leurs fonctions et leurs préoccupations. Pedro Nunes était un médecin et cosmographe d'ascendance juive qui écrivit, en 1537, un *Tratado da esfera*[5]. Cette œuvre s'insère en grande partie dans la voie ouverte par Duarte Pacheco Pereira : il y critique l'humanisme des lettres, mais il ne va pas très loin dans l'investigation scientifique et dans la spéculation philosophique. S'inspirant à la fois de l'expérience des navigateurs des découvertes et de l'apport des savants et géographes de l'Antiquité, ce *cosmógrafo-mor* de Jean III s'intéresse surtout aux questions techniques soulevées par les nécessités pragmatiques de la navigation[6].

Avant de s'embarquer pour l'Inde en 1538, le soldat naturaliste D. João de Castro avait également élaboré un *Tratado da esfera*, mais il était très différent de celui de Pedro Nunes. Son traité n'était plus un commentaire critique de textes plus anciens. Tout en s'appuyant sur eux, il en était complètement indépendant et original. Le sous-titre de l'ouvrage était d'ailleurs révélateur de ses préoccupations et de sa méthode. Son traité est fait *«por perguntas e respostas»* (par demandes et réponses). Pour D. João de Castro, la simple perception sensorielle et subjective ne fait qu'identifier les apparences à la réalité. Par conséquent, elle ne permet pas une appréhension correcte du monde physique, car elle manque des calculs de la science mathématique et du support des instruments de mesure. Son exemple le plus célèbre est celui de la mer Rouge, à laquelle les Anciens donnèrent ce nom car ils croyaient que sa couleur était différente de celle des autres mers et océans. Or, il arrive à la conclusion que cette couleur n'est qu'apparence et que c'est en réalité celle des fonds. Pour cela, il a procédé à une étude précise des sables, des pierres et des plantes aquatiques[7].

Le médecin nouveau-chrétien Garcia de Orta combine également le savoir appris dans les livres et l'expérience acquise par l'observation de la

nature. Il consacre sa passion de naturaliste à arracher à la flore indienne le secret de ses propriétés pharmacologiques, et vient ainsi corriger les erreurs des auteurs antiques ou des modernes qui les suivirent aveuglément sans tenir compte des leçons des découvertes. En écrivant en portugais, il veut communiquer son savoir à un public beaucoup plus large que celui de l'élite intellectuelle savante en langues anciennes. La méthode du dialogue qu'il reprend à D. João de Castro prouve aussi son souci pédagogique[8].

Les récits épiques des découvertes et de l'expansion portugaises, qui exaltent la supériorité de la nation, sont d'un genre différent. Sur les informations de D. João de Castro, revenu en Orient, en 1546, pour faire lever le siège de Diu, Jean III demanda à Diogo de Teive d'en écrire le récit[9]. Il s'agissait alors de faire connaître à l'Europe cultivée de l'époque la grandeur de la nation portugaise.

C'est à partir du milieu du siècle que, dans l'ambiance d'exaltation de l'excellence du portugais, commencèrent à sortir les récits épiques en langue vulgaire, ceux de Fernão Lopes de Castanheda et de Joâo de Barros, le grand défenseur de la langue portugaise[10]. En se félicitant d'être le premier Portugais à faire dans sa langue le récit de l'épopée des découvertes, pour la faire connaître à tous ses compatriotes qui ne connaissent pas le latin, Castanheda l'exprime fort bien dans le prologue du livre III de son *Histoire.* Cette apologie de la langue portugaise est d'ailleurs liée à l'épopée elle-même : le portugais succède au latin comme l'empire portugais succède à l'Empire romain. Les récits épiques répondaient à l'aspiration ressentie par beaucoup d'humanistes classiques de célébrer épiquement les gloires «*lusiades*», qui atteignit son sommet avec Camoens, en exaltant les mérites d'une petite nation et d'une poignée de héros, comme le firent les auteurs grecs et romains pour les leurs.

Deux noms symbolisent l'interpénétration entre humanisme évangélique et humanisme des découvertes : Joâo de Barros et Damiâo de Gois. La meilleure expression de l'érasmisme se trouve dans l'œuvre du premier, haut officier royal, trésorier et facteur de la *Casa da Índia* [11], qui fut l'ami, le panégyriste et l'historiographe officiel de Jean III, auquel il offrit les *Décadas da Ásia*, véritable poème en prose sur l'empire portugais d'Asie.

Quant au représentant le plus remarquable de cet humanisme, où se fondent l'influence du classicisme gréco-romain et celle des découvertes,

c'est certainement Damiâo de Gois. Pendant dix ans, celui-ci, secrétaire de la *feitoria* de Flandres, avait rempli des missions commerciales en Angleterre, en France et dans les pays de la Baltique. Lors de l'un de ses voyages il eut la curiosité de connaître Luther et Melanchthon et alla à Wittenberg, où il mangea avec les deux réformateurs. Il avait étudié à Louvain, d'où il était allé à Fribourg. Il y fut l'hôte d'Érasme et noua une solide et durable amitié avec lui. La famille royale et son entourage s'intéressèrent vivement à ses relations cosmopolites [12]. Jean III aurait voulu le garder auprès de lui pour le seconder dans son œuvre de modernisation culturelle du royaume, mais il préféra se retirer dès le début de 1535 pour aller vivre quelques mois avec Érasme, avant de fréquenter pendant quatre ans l'université de Padoue.

De nouveau installé à Louvain, il publia, en 1540, une défense de la pureté du christianisme éthiopien, en application du principe si cher à Erasme de la primauté de l'adhésion spirituelle sur les formalismes et les diversités cultuelles. Cet opuscule, intitulé *Fides, religio moresque Æthioporum,* fut mal accepté au Portugal. Tout en adressant des paroles de consolation à l'auteur, le cardinal D. Henrique en interdit la diffusion. Quand Damiâo de Gois revint au Portugal en 1545, la conjoncture politique et culturelle était en train de changer. Quoique sans effets fâcheux immédiats, il fut accueilli par une dénonciation au Saint-Office de la part de l'influent introducteur de la Compagnie de Jésus au Portugal, Simâo Rodrigues, qui l'accusait de sympathies luthériennes.

Le poète des découvertes : Luis de Camoens

Avec Camoens, la poésie épique atteignit son apogée : il célébra la geste héroïque des navigations, des découvertes et des conquêtes des Portugais. Ce grand poète est à lui seul une démonstration de la prolongation de l'âge d'or portugais loin dans le XVIe siècle. On ne sait pas exactement la date de sa naissance (1517 ou 1524), mais il publia les *Lusiades* en 1572, c'est-à-dire à une époque où l'empire était déjà très affaibli, et il mourut en 1580, au lendemain du désastre de D. Sebastião. Ses origines sociales sont tout aussi mystérieuses : certains auteurs ont écrit qu'il ne pouvait qu'appartenir

à la *fidalguia* pauvre. Rien n'est moins sûr. Par respect pour sa mémoire, on voulut aussi occulter les ombres de son existence.

En réalité, comme beaucoup de grands poètes, Camoens eut une jeunesse turbulente et mena une vie aventureuse. Il n'est pas certain qu'il suivit les cours de l'université vers 1540. Il dut faire ensuite l'apprentissage des armes en Afrique du Nord, où il perdit un œil. Peu après 1550, nous le trouvons à Lisbonne, où il mena une vie de bohème et de dissipation. A la suite d'une rixe, il connut la prison, dont il sortit en 1553 à condition de s'embarquer pour l'Orient. Il s'adonna alors à la guerre de course à l'entrée de la mer Rouge, exerça une fonction administrative à Macao, fit naufrage à l'embouchure du Mékong et fut de nouveau emprisonné, cette fois pour dettes. En dépit de ses tribulations, il n'abandonna jamais le goût des lettres et il les cultiva à Goa, en fréquentant assidûment la maison de Garcia de Orta. Il ne put revenir à Lisbonne, en 1569, que grâce aux secours financiers de ses amis, notamment Diogo do Couto.

L'art poétique de Camoens est inspiré de celui de Pétrarque, mais avec beaucoup plus de force et d'emphase, parfois même de violence. Ses thèmes sont cependant différents de ceux de son maître. Dans son grand poème épique, Camoens s'est proposé de chanter l'histoire de son peuple, sur le modèle de *l'Énéide.* Par *Lusiades*, il faut entendre l'ensemble de la nation portugaise. Il abandonne ainsi le thème de l'épopée classique qui célèbre un destin individuel, pour chanter le destin collectif d'un peuple. Il garde cependant la forme d'une fable inspirée de la mythologie gréco-romaine : son poème commence par un conseil des dieux, dans lequel Jupiter annonce l'heureuse conclusion du voyage de Vasco de Gama, malgré les diverses tentatives de Bacchus et des autres dieux pour le faire échouer.

Camoens exprime l'idéal humaniste de la supériorité de l'homme sur la nature et de sa victoire finale dans un monde en progrès. Son œuvre, sur le plan lyrique, mérite d'être comparée à celle des plus grands poètes de tous les temps. Pour les Portugais, elle fut plus que cela : sous la domination espagnole, elle entretint l'orgueil d'un peuple qui avait sillonné le monde et la force d'une nation qui recouvrerait son indépendance.

L'université et l'enseignement

Dans les années 1530, la cour de Lisbonne fut balayée par un vent d'érasmisme [13] par lequel la reine D. Catarina, à l'instar de Marguerite de Navarre en France, se laissa elle-même emporter. L'effort de rénovation culturelle des années 1530-1550 émana presque exclusivement de l'humanisme érasmien et de l'évangélisme pour s'épanouir dans la grande réforme des études, en particulier dans la création du *Colégio das Artes.*

Mais rénovation ne veut pas dire nécessairement innovation. Le savoir abstrait des textes prévalut. Les humanistes dédaignèrent superbement la connaissance concrète de la réalité physique et naturelle et de ses phénomènes[14]. Le projet de réforme spirituelle, qui était à la base de la pédagogie d'Érasme et de l'évangélisme, les conduisit à se désintéresser, pour ne pas dire à mépriser, le monde physique, en le séparant de celui des lettres, spécifiquement humain. On ignora donc, dans l'enseignement supérieur, les connaissances qu'apportèrent ou qu'engendrèrent la navigation et les voyages de découverte.

Jean III avait eu la volonté de moderniser l'appareil culturel. Elle répondait à la nécessité d'intégration dans l'humanisme européen et aux exigences de la construction de l'État moderne. Les premières initiatives de son gouvernement furent d'envoyer des étudiants dans divers foyers culturels de la Chrétienté. Bien qu'il fût l'un des défenseurs les plus acharnés de la scolastique et un antiérasmiste militant, un accord fut conclu en France avec Diogo de Gouveia, docteur en théologie de la Sorbonne, principal du collège parisien de Santa Barbara : grâce à la munificence royale, il recevrait près de 50 boursiers étudiants portugais. Entre 1527 et 1547, date à laquelle fut fondé le collège des Arts de Coïmbre, cet établissement fut le centre intellectuel qui modela l'esprit de ceux qui, à leur retour, furent les agents de la réforme de l'enseignement des années 1540.

Dans la refonte des études qu'il entreprit, l'humaniste qui eut le plus d'influence sur Jean III fut André de Resende, qui en 1534, trente ans après D. Pedro de Meneses, prononça devant l'université de Lisbonne son *Oratio pro rostris*, à la fois vibrant éloge de la pensée d'ÉRASME et manifeste de l'humanisme pédagogique à la veille des réformes scolaires de Jean III[15]. En comparant son *oratio* à celle de D. Pedro de Meneses, on constate une rupture complète avec le passé médiéval et une totale adhésion à l'humanisme doctrinaire et polémique. Il y développe son programme

pédagogique fondé sur l'étude des lettres, qui doit donner naissance à un type social nouveau, celui de l'homme instruit, ennobli par le savoir même s'il est plébéien. La formation intellectuelle prévaut sur le privilège de la naissance, l'*humanitas* est supérieure à la *nobilitas* [16].

L'université quitta Lisbonne en 1537 pour s'installer définitivement à Coïmbre : par la volonté de D. João III, elle devint l'un des foyers culturels les plus prestigieux de l'Europe. Ce transfert fut une mesure symbolique : le roi indiquait sa volonté d'opérer une véritable refondation et non pas seulement une réforme. Il voulait procéder à une totale restructuration, à une rupture avec le modèle généraliste médiéval, qui concentrait en une seule école tout le cycle des études allant des premières lettres jusqu'aux facultés supérieures. Pour cela, on s'inspirerait des modèles étrangers de Paris, d'Oxford et de Salamanque, ainsi que de celui d'Alcalá de Henares, université fondée en 1509 par le cardinal Cisneros : on établirait un enseignement préparatoire de qualité dispensé dans des établissements indépendants de l'université, un réseau autonome de collèges pour l'apprentissage des disciplines de base préparant au degré supérieur.

Jean III rencontra de nombreuses difficultés. Le transfert lui-même demanda beaucoup de moyens et dérangea bien des habitudes. Les professeurs refusèrent de se déplacer à Coïmbre et restèrent presque tous dans la capitale. Il fallut créer un nouveau corps enseignant avec des maîtres venus de l'étranger à prix d'or[17]. On dut aussi trouver des édifices, aussi bien pour l'enseignement que pour le logement des étudiants : faute de temps et de moyens, le monastère de Santa Cruz les accueillit, ainsi que le recteur[18]. La cohabitation avec les moines de Santa Cruz s'étant révélée difficile, le roi se résolut à donner à l'université ses palais royaux, désormais appelés *Paço das Escolas*, où toutes les facultés s'installèrent en 1544.

Il ne restait plus qu'à organiser l'enseignement préparatoire, car les collèges, établis depuis 1535, avaient donné des résultats peu satisfaisants. Aussi Jean III, qui en avait le projet depuis longtemps, entra-t-il en contact avec l'un de ses anciens boursiers de France, André de Gouveia, pour mettre en place un collège des Arts. En 1534, André de Gouveia, las de l'hostilité de son oncle Diogo de Gouveia, avait abandonné la direction du collège de Santa Barbara à Paris, qu'il n'exerçait que par sa délégation. En emmenant avec lui les meilleurs professeurs, au nombre desquels se trouvaient

d'anciens boursiers portugais, il partit pour Bordeaux où il prit celle du collège de Guyenne.

Le collège des Arts fut fondé en 1547 : André de Gouveia, dans une lettre au roi, en avait ébauché le programme pédagogique et culturel qui reposait sur une combinaison de culture chrétienne et de culture laïque, sur une alliance de l'éducation et de l'enseignement, de la piété et de l'étude, des lettres et des sciences. André de Gouveia amena avec lui à Coïmbre une équipe expérimentée de professeurs du collège de Bordeaux[19].

Lors de l'ouverture de l'établissement, il écrivit à D. João III dans une lettre du 13 mars 1548 : «Le nombre des élèves dépasse les 800 et selon ce que je vois, avant un an j'ajouterai 2 000 brebis ou presque. Ils sont dans un tel calme et ils continuent si bien leurs études que cela stupéfie tout le monde. De sorte que les ennemis de cet ouvrage crèvent de dépit, parce qu'ils n'osent pas en dire du mal par la contradiction que beaucoup leur porteraient, et les autres louent le Seigneur de voir ce qu'ils voient» (cité par Rosa Mendes).

Trois mois plus tard, en juin 1548, André de Gouveia était mort. Sa disparition fut fatale au collège, car son prestige n'était plus là pour surmonter l'opposition toujours grandissante entre les «maîtres bordelais », accusés de protestantisme couvert ou potentiel, et les «maîtres parisiens», gardiens de l'orthodoxie.

Dès sa naissance, en effet, le collège fut miné par des contradictions externes et internes. Les conflits internes remontaient à l'année 1534. Pour Diogo de Gouveia, la pensée d'Érasme était un vecteur du luthéranisme et la scolastique le meilleur rempart contre son expansion. Dès qu'il eut appris que son neveu avait été pressenti par le roi pour diriger le *Colégio das Artes*, il s'était empressé d'écrire au souverain qu'André sentait le fagot. Dans sa lettre, il ne ménageait pas les invectives, «ce bandit de Mestre André, hérétique maudit», et il lui recommandait ses disciples favoris, contempteurs de l'érasmisme.

Pour apaiser Diogo de Gouveia, Jean III joignit au noyau cohérent de maîtres «bordelais» quelques «parisiens » de Santa Barbara, disciples de l'oncle[20]. C'était introduire la zizanie dans le collège qui, pour réussir, avait besoin d'une collaboration étroite du corps enseignant. En outre, l'année

1547 avait été aussi celle de la confirmation du tribunal du Saint-Office et de la première liste de livres prohibés, avec en tête les œuvres d'Érasme et de ses disciples. Ce fut aussi l'année où arrivèrent au Portugal les définitions doctrinales de la première phase du concile de Trente (1545-1547) et par conséquent les débuts de la Réforme catholique.

Dans les années 1548-1550, le roi hésita entre les deux courants. Il nomma successivement au poste de principal Diogo de Gouveia le jeune et Joâo da Costa, le plus proche collaborateur d'André de Gouveia. Entre-temps, les professeurs étrangers avaient commencé à se débander. Une provision du 8 novembre 1549 en finit avec l'indépendance du collège qui fut subordonné à l'université. En 1550, l'emprisonnement de Joâo da Costa, de Diogo de Teive et de George Buchanan par le Saint-Office marqua le choix de la Réforme catholique : l'équipe bordelaise se désagrégea aussitôt. En 1551, D. Joâo III nomma comme principal Paio Rodrigues de Vilarinho, créature du vieux Gouveia. La persécution des humanistes érasmiens atteignit son paroxysme avec le gouvernement du *valido* de D. Sebastião, *l'escrivão da puridade*, le jésuite Martim Gonçalves da Câmara [21]. A cet égard, le destin de Damiâo de Gois, la plus illustre incarnation de l'humanisme portugais, fut exemplaire. En 1548 le roi l'avait fait *guarda-mor da Torre do Tombo*, siège des archives du royaume, à la place de Fernão de Pina, emprisonné par l'Inquisition pour hérésie. Il eut le bonheur de jouir de la complaisance et de la protection de l'inquisiteur général : le cardinal infant D. Henrique fit classer dans les archives du Saint-Office les dénonciations du jésuite Simâo Rodrigues. Accumulant encore grâces et faveurs, il traversa indemne les vingt années suivantes, qu'il consacra à sa tâche d'historiographe en rédigeant les chroniques du roi D. Manuel et de la régence du prince D. João. Publiées en 1566 et 1567, elles lui valurent quelques tracasseries dans certains milieux de la cour. A son tour, D. Henrique l'abandonna en 1571 aux foudres du Saint-Office, qui fit le procès du septuagénaire historiographe, dernier représentant de la génération de l'humanisme chrétien que l'on achevait en sa personne[22].

Après l'institution du Saint-Office et l'emprisonnement dans ses geôles des professeurs «bordelais», en 1550, une nouvelle époque de la vie culturelle portugaise s'ouvrit. Le concile de Trente et la rupture définitive entre l'Église catholique et les protestants ne laissèrent plus de place pour

l'humanisme chrétien d'Érasme et des évangélistes. Désormais, la vie culturelle du Portugal ne se développa plus que dans le cadre de l'orthodoxie et de la Réforme catholique.

Dans la période post-tridentine, le Portugal fut le royaume catholique où la présence et l'influence de la Compagnie de Jésus furent le plus sensibles. Lorsqu'elle reçut, en 1555, la direction du *Colégio das Artes* de Coïmbre, elle disposa des trois grands établissements d'enseignement du pays, puisque à Lisbonne elle avait le collège de *Santo Antão* et à Évora celui de *l'Espírito Santo.* Comme chacun sait, les Jésuites s'étaient proposé la formation de la jeunesse dans l'orthodoxie catholique en tirant profit des acquis culturels et pédagogiques de l'humanisme, mais en le débarrassant de tous ses errements religieux. Ils y réussirent fort habilement, en s'appropriant ses réalisations afin de les mettre au service de l'apostolat catholique[23]. A l'initiative du cardinal D. Henrique, l'influence de la Compagnie de Jésus fut couronnée en 1559 par la création de l'université d'Évora. Il lui en remit la direction et ses pères furent les seuls à prodiguer leur enseignement. Cependant, comme cette université devait former spécialement des théologiens, elle ne conférait des grades qu'en théologie et en arts.

L'ART MANUÉLIN

Le retentissement des découvertes est beaucoup moins évident dans l'art portugais du XVIe siècle. Ce sont les influences françaises, flamandes, italiennes et espagnoles qui l'inspirèrent essentiellement. Tout au plus peut-on remarquer, dans ce que l'on a appelé l'art manuélin, quelques motifs décoratifs puisés dans les navigations et les découvertes.

Au début du XVIe siècle s'épanouit en effet une architecture que l'on appela manuéline, prolongement direct du gothique flamboyant. Elle se caractérise essentiellement par la hardiesse et l'indiscipline des innovations, par l'adoption d'arcs aux formes les plus variées et, surtout, par l'exubérance des éléments décoratifs, comme les croix de l'ordre du Christ et les sphères armillaires (emblèmes de D. Manuel) ou comme les motifs nautiques et végétaux de l'outre-mer. Le style manuélin, en partie fruit des découvertes, fut aussi appelé avec une certaine exagération *arquitectura do mar* ou *estilo*

atlântico. En définitive, trois influences ont contribué à rendre cet art particulièrement original : « un style décoratif né du gothique flamboyant, du plateresque espagnol où la Renaissance s'était déjà insinuée, et recevant encore des suggestions de formes et de signes mauresques et orientaux» (J. A. França). Très originale, également, la manière dont le décor sculpté est isolé du reste de l'édifice : il est rassemblé sur des panneaux très précis de vastes surfaces nues.

Cette architecture manuéline apparut vers 1495 avec l'église du Jesus à Setúbal, dessinée par Boytac, architecte français ou italien : pour la première fois, on employait des piliers faits de tores enroulés en spirale. Souvent grâce à l'initiative royale, le Portugal se couvrit de monuments religieux et civils[24]. Le plus célèbre et le plus beau de ces édifices, construit entre 1502 et 1516, est sans aucun doute le monastère des Hiéronymites *(Jerónimos),* à Belém, avec son église de Santa Maria, œuvre de Boytac, et son magnifique cloître, où il collabora avec le Biscayen Juan de Castillo, lequel mêla le style manuélin à une inspiration de la Renaissance italienne. C'est à Boytac encore que l'on doit Santa Cruz de Coïmbre et la *Sé* de Guarda. De 1509 à 1528, date probable de sa mort, il travailla à Batalha, en collaboration avec le Portugais Mateus Fernandes († 1515), architecte des chapelles inachevées avec leur magnifique portail.

Juan de Castillo réalisa, pour sa part, ce qui reste l'un des chefs-d'œuvre du manuélin : le portail du couvent du Christ, à Tomar, plus inspiré de la Renaissance italienne. Parmi les maîtres portugais, les frères Diogo et Francisco de Arruda laissèrent, le premier, la fenêtre de la salle du chapitre, à Tomar, véritable emblème du style manuélin, le second, la tour de Belém, à Lisbonne, «forteresse-joyau dont l'image précieuse s'identifie à la capitale du royaume de D. Manuel» (J.A. França).

En définitive, l'architecture manuéline est bien une transition entre l'art gothique et celui de la Renaissance : les noms des Castillo, João et Diogo symbolisent parfaitement ce dialogue entre le manuélin et la Renaissance. L'influence italienne, celle de Serlio principalement, devint plus marquée encore avec Miguel de Arruda, architecte de la *Sé* de Miranda do Douro, et avec le créateur du grand cloître palladien du couvent de Tomar, l'Espagnol Diogo de Torralva, gendre de Francisco de Arruda, dont les œuvres débouchent sur le maniérisme. Le plus original fut certainement Afonso

Álvares, l'architecte du collège des Jésuites à Évora et de l'église São Roque à Lisbonne. Francisco de Holanda, théoricien formé en Italie dans le cercle de Michel-Ange, fut l'architecte de la petite église de N. S. da Conceiçâo à Tomar.

Le style maniériste s'imposa définitivement avec Filippo Terzi - ou Tercio -, architecte toscan, qui entra au service de D. Sebastiâo et passa en 1580 à celui de Philippe II. Il embellit Lisbonne de deux grands monuments : sur le *Terreiro do Paço,* un imposant palais royal, déjà ébauché par D. Manuel, au bord du Tage, qui disparut dans le tremblement de terre de 1755, et l'église des Augustins, São Vicente da Fora, qui devint plus tard le panthéon des Bragance.

La sculpture manuéline, dont le chef-d'œuvre est le splendide retable de la *Sé Velha* de Coïmbre, attribué à Olivier de Gand et Jean d'Ypres, n'abandonna pas les influences flamandes et bourguignonnes du siècle précédent. L'art funéraire de cette époque est bien représenté par Diogo Pires l'Ancien. L'arrivée du Français Nicolas Chanterène, entre 1516 et 1550, introduisit l'esprit de la Renaissance dans la sculpture portugaise[25]. Avec deux autres Français, Philippe Hodart et Jean de Rouen, il fit de Coïmbre la capitale de la Renaissance au Portugal.

La peinture fut fortement influencée par l'art flamand, avec des touches qui reflètent la grande épopée portugaise : parmi les peintres, retenons les noms de Gregório Lopes, qui décora l'église S. João Baptista de Tomar, et de Vasco Fernandes - dit Grão Vasco - avec ses tableaux de la *Sé* de Viseu. Même influence flamande et originalité portugaise chez les portraitistes, comme Cristôvâo Lopes, et une évolution vers le maniérisme dans la dernière partie du siècle, avec Cristôvâo de Morais, portraitiste du roi D. Sebastiâo.

Enfin, n'oublions pas l'apparition de la peinture sur carreaux de faïence *(azulejos),* venue d'Andalousie à la fin du XVe siècle, qui, souvent associée à la sculpture sur bois *(talha),* remplaça progressivement tableaux et tapisseries sur les murs des églises et des palais et qui connut son plein épanouissement à l'époque joanine, dans la première moitié du XVIIIe siècle.

LE RETENTISSEMENT SOCIAL DES DÉCOUVERTES ET DE L'EMPIRE

La fidalguia *et l'expansion*

C'est sur la noblesse, dont elle transforma profondément les mœurs, les activités et la mentalité, que l'expansion eut le plus profond retentissement. La haute noblesse en sortit renforcée, car la Couronne lui confia la responsabilité politique, militaire et administrative de l'empire. Elle monopolisa les charges de capitaines-donataires *(donatários),* vice-rois, gouverneurs et capitaines de forteresses. Elle s'enrichit non seulement par les traitements que le roi lui accordait, mais aussi par sa participation à des opérations commerciales, voire par la concussion et la corruption.

Au début de l'expansion ultramarine, les commandements furent donnés à des fidèles du roi : ils provenaient du cercle personnel de D. Joâo II et de D. Manuel, mais n'appartenaient pas nécessairement à la haute *fidalguia* [26].Tout changea lorsque D. Francisco de Almeida fut nommé en 1505 : son embarquement fut plus solennel que les précédents, parce qu'il allait prendre le titre de vice-roi. Rapidement, les grands commandements ne furent plus à la portée de tous et quelques familles comme les Meneses s'installèrent quasi exclusivement dans ces postes.

L'enrichissement de la haute noblesse alla de pair avec l'exercice de fonctions de cour, dans lesquelles elle dépensa sans compter[27]. L'expansion renforça aussi sa puissance par les parentèles, et des clientèles se formèrent autour des vice-rois, gouverneurs, capitaines de forteresse. S'ils savaient être généreux, ils attiraient autour d'eux toute une clientèle de *fidalgos*, de nobles et de soldats.

Lorsqu'il fallut en revanche organiser la défense de l'empire d'Orient, ce ne fut pas les fils et héritiers des grandes familles qui se risquèrent dans les parages. Ainsi, en 1537, les vieux et riches *fidalgos* refusèrent le départ des héritiers de leurs *morgados* au secours de Diu, bien que l'expédition fût préparée par l'infant D. Luis lui-même. Ils s'excusèrent en prétendant que « l'Inde avait été découverte pour le commerce et la traite». Les obligations des grands seigneurs au-delà des mers s'arrêtaient au Maroc. L'Inde était

destinée à ceux qui n'avaient rien ou peu de perspectives d'héritages. Il y a donc beaucoup de bâtards de la *fidalguia* dans ces départs. Les héritiers qui partaient pour l'Orient sans nécessité étaient très mal vus. En 1545, on trouva très étrange le départ de D. jerónimo de Meneses, *o Bacalhau* (la morue), fils et héritier de D. Henrique de Meneses, frère du marquis de Vila Real, car «il avait de quoi manger et était le fils aîné de son père». C'est contre la volonté de ses frères qu'en 1538 s'embarqua D. João Manuel, *o Alabastro* (l'albâtre), qui avait plus d'un *conto* de rente.

Certains membres de la simple *fidalguia* n'hésitèrent pas au contraire à se lancer dans l'exploitation économique de l'empire, donnant ainsi le type, spécifiquement portugais, du *cavaleiro-mercador* (noble-marchand), aussi attentif au prix des épices qu'à la guerre. Pour surveiller l'entrée de la mer Rouge, les côtes de Malabar, de Cambaia et d'Arabie, dans les parages de Ceylan et du Bengale, à Malacca et aux Moluques, le nombre de *fidalgos* et de chevaliers alla en augmentant constamment[28]. Bien que le commerce n'eût guère de prestige dans la société aristocratique, ils ne dédaignèrent pas les activités mercantiles, dont ils tiraient des profits en l'exerçant eux-mêmes ou par l'intermédiaire de leurs commis. Les capitaines de forteresse étaient autant marchands que militaires. Un observateur étranger notait, non sans exagération : «Ils sont presque tous marchands, bien qu'ils affectent d'être les ennemis mortels de ce nom, qu'il veulent l'appeler de gens de basse condition. Et cependant, ils sont marchands des plus bas jusqu'à boutiquiers, et la majeure partie des richesses qu'ils possèdent, ils l'ont gagnée dans le commerce... *Les fidalgos* vont et viennent des Indes continuellement avec leurs marchandises, comme le fait n'importe quelle pauvre créature. »

L'enrichissement n'était évidemment pas toujours garanti, car la valeur personnelle et la chance comptaient pour beaucoup. Une bonne partie d'entre eux disparaissait en chemin, et les fortunes gagnées en un moment pouvaient être perdues l'instant d'après. Pourtant, quelques-uns réussirent non seulement à obtenir des richesses, mais même à les transférer dans le royaume. Ils accrurent naturellement la puissance du groupe de *fidalgos* bien installés et de la *gente cavaleira*, sans altérer l'ordre établi. Chaque *fidalgo* ou *cavaleiro* enrichi contribuait à renforcer la structure sociale

existante. Il améliorait les finances de ceux qui appartenaient déjà aux couches supérieures, dans lesquelles ils s'inséraient mieux[2].

Le sort des richesses était très différent au Brésil. Les Portugais qui revenaient de l'Inde apportaient avec eux leurs capitaux, le plus souvent en nature, pour les vendre à Lisbonne et acheter des maison, des terres et des rentes dans le royaume. Ceux qui s'installaient au Brésil y restaient avec les capitaux qui leur servaient à acheter de nouvelles terres et de nouveaux esclaves.

Une mobilité sociale limitée

L'essor d'une bourgeoisie commerçante, auquel on aurait pu s'attendre, fut très modeste. Elle était trop fortement concurrencée par les nobles marchands, qui jouissaient de privilèges et de fonctions administratives. Elle fut aussi freinée par la présence de nombreux marchands étrangers et de beaucoup de juifs convertis dans ses rangs.

Il y eut, semble-t-il, peu de marchands enrichis promus à la *fidalguia*, sinon quelques grands négociants, liés au monopole royal, que le souverain entendait récompenser[29]. Exceptionnel était le cas des habitants de Viana de Foz de Lima, où, selon le généalogiste de la fin du XVIIe siècle António Caetano de Sousa, tous «les nobles exerçaient le commerce, à la manière de Venise et de Gênes et contre la coutume des autres terres du Portugal, qui les louent, mais ne les suivent pas, qui envient leur bonheur et l'heureuse réussite de leurs affaires, mais ne savent pas imiter leur industrie ». Il s'agissait d'un capitalisme commercial, inséré dans une société où dominaient les *fidalgos*, qui, même s'ils s'adonnaient au commerce, soutenaient les valeurs traditionnelles de la noblesse.

Les strates supérieures de la société étaient délimitées depuis longtemps et ne changèrent pas au XVIe siècle. La distinction fondamentale était et resta jusqu'à la fin de l'Ancien Régime celle que l'on faisait entre noblesse innée et noblesse acquise. La *fidalguia* correspondait plus ou moins à ce que l'on qualifiait en France de gentilhommerie : le *fidalgo* était noble, mais tout noble n'était pas *fidalgo.* Au sein de la *fidalguia* elle-même, il y avait une stricte hiérarchie 2.

En dernière analyse, comme partout en Europe occidentale, l'ascension sociale se faisait par les deux filières traditionnelles - les offices royaux ou municipaux et les carrières ecclésiastiques - beaucoup plus que par les activités liées à l'empire. Appartenir à la parenté d'un haut prélat facilitait la promotion de certains. Retenons le cas de D. Frei Bartolomeu dos Mártires. Sur la recommandation de Frei Luis de Granada à la régente D. Catarina, ce très humble dominicain fut fait archevêque de Braga : il fit pourvoir son neveu, D. Diogo Correia, de l'évêché de Ceuta et choisit un cousin, citoyen de Lisbonne, comme *alcaide-mor* de Braga. Ce dernier fut ensuite anobli par les ordonnances de 1569 et 1570, en devenant *capitão-mor* des compagnies de la cité[30].

La composition des *câmaras* des *concelhos* rend compte de l'évolution de la société urbaine. On n'y constate guère d'ascension sociale : les élites se fermèrent, alors qu'elles-mêmes purent accéder à la noblesse. Progressivement, on choisit exclusivement les officiers municipaux dans les familles où il y avait eu un précédent. On passa ainsi plus ou moins à une hérédité des charges. Cette oligarchie devint la «*gente nobre da governança da terra*», que l'on appelait auparavant simplement *cidadãos* et *homens-bons*. Quant à l'assemblée populaire, composée par les citoyens et parfois par le petit peuple *(arraia* miuda), elle cessa même d'être convoquée dans un certain nombre de terres. Le *Desembargo do Paço* n'introduisit plus aucun nom qui ne figurât sur la liste - que, significativement, on finit par appeler «*rol da nobreza*» - que les *concelhos* présentaient à son choix pour les offices municipaux.

Au début du XVIIe siècle, l'autonomie des *concelhos* était maintenue, mais leur gouvernement était dans les mains d'un petit groupe en voie d'anoblissement[31]. Cette élite urbaine, qui vivait et se comportait noblement, constituait l'«état du milieu», c'est-à-dire un groupe social qui n'était plus tout à fait dans le *terceiro braço*, et qui avait vocation à devenir noble. Ses fils entraient dans l'université, où ils prenaient des grades, pour occuper ensuite des offices royaux. Ils donnèrent naissance à une véritable noblesse de robe - *nobreza de toga*. En définitive, si la mobilité sociale ascendante était modeste et difficile, elle n'en existait pas moins. Si le sommet était bloqué, il était toujours possible à quelques-uns d'entrer dans la *gente nobre*, voire dans la *fidalguia*.

N'oublions pas enfin que le roi se situait au centre de la mobilité sociale : il pouvait l'entraver ou la favoriser. Il distribuait des lettres d'anoblissement en récompense de services rendus en Afrique du Nord et en Orient.

L'esclavage dans la société portugaise

Dans une Chrétienté européenne où l'esclavage avait presque disparu, la société portugaise faisait figure d'exception. Les témoignages - où il faut faire la part de l'exagération - sur le nombre des esclaves noirs, à Lisbonne en particulier, sont nombreux, car ils étonnaient les contemporains étrangers. Une Flamande était suffoquée : «Les esclaves pullulent partout. Le service est fait par des nègres et des Maures captifs. Le Portugal est submergé de cette race de gens. Je crois qu'à Lisbonne les esclaves sont plus nombreux que les Portugais. On peut difficilement trouver une maison où il n'y ait au moins une esclave. C'est elle qui va au marché acheter tout ce qui est nécessaire, qui lave le linge, balaie la maison, porte l'eau sur sa tête et débarrasse les ordures aux heures qui conviennent», et comme elle voyagea à Évora: «J'ai eu tort de mettre les pieds à Évora, je me suis crue transportée dans une cité de l'enfer : partout je me heurtais à des nègres» (cité par Romeiro Magalhães) [32]. Comme leur acquisition exigeait un fort investissement, qui n'était pas à la portée de tous, on les rencontrait surtout à Lisbonne, dans le Sud, ou à Santarém, mais rarement à Coïmbre ou à Porto [33].

Quel que fût le nombre des esclaves au Portugal, il était incomparablement plus élevé dans les domaines d'outre-mer, où ils étaient indispensables à l'économie de plantation. Même si l'on commença à transporter en masse les Africains à partir des razzias de 1444, le trafic prit surtout de l'ampleur avec l'approvisionnement de l'économie sucrière de Madère, entre 1466 et 1479. Cabo Verde et São Tomé prirent ensuite le relais. La colonisation de cette dernière se heurtait à une difficulté majeure : un climat insalubre et peu favorable à une immigration européenne. Aussi le pouvoir royal y envoya-t-il des forçats qu'il autorisa à avoir chacun une esclave «pour se servir d'elle» - on respectait la façade de la monogamie. Les enfants qui naîtraient de ces unions seraient libres : la Couronne espérait une meilleure adaptation des nègres et des mulâtres au climat[34].

La traite des Noirs s'accrut dans des proportions considérables à partir des années 1570, avec l'augmentation du nombre des moulins à sucre au Brésil, qui devint une «nouvelle Guinée ». En outre, comme les Espagnols se livraient peu à ce trafic, les Portugais fournirent également les Indes de Castille[35].

Contre l'esclavage des Africains, peu de voix s'élevèrent : il y eut tout au plus la protestation des évêques dans les Cortès de 1562-1563, qui le trouvèrent «contre la justice, contre la raison et contre toute humanité». Quel était le sort des esclaves? Il existait des maîtres indignes, qui leur infligeaient de mauvais traitements, voire qui les battaient à mort. Dans l'ensemble cependant, ceux qui étaient domestiques au Portugal recevaient, semble-t-il, un traitement peu différent de celui des serviteurs libres. A Santarém, en 1576, un Valencien assista à un bal de « nègres », et nota que les mariages se faisaient entre eux sans que les maîtres interviennent. Malgré la méfiance que cela suscitait, on trouvait fréquemment des ménages d'esclaves avec maison et famille, travaillant pour leurs maîtres.

Le nombre des affranchissements demeure inconnu, mais ils durent être assez nombreux : on en trouve très souvent dans les testaments avec les moyens de subsistance qui les accompagnaient. En exerçant un métier artisanal, quelques-uns parvenaient à acheter leur libération. Au Brésil même, il n'était pas rare que des artisans pauvres réussissent à faire affranchir les esclaves avec lesquelles ils se mariaient. Une légitimation ou une reconnaissance des enfants, parfois même des petits-enfants et des arrière-petits-enfants, par les maîtres les libérait *ipso facto.* L'aristocratie elle-même produisit ses métis[36]. Pour recouvrer leur liberté, ils bénéficiaient parfois d'occasions exceptionnelles. En 1580, quand Lisbonne se préparait à résister aux troupes du duc d'Albe, on publia que les esclaves qui s'engageraient seraient affranchis : 440 au moins le firent immédiatement et autant qui vinrent des environs.

Les Misericórdias

Une institution très originale dans le domaine de l'assistance se développa dans la société portugaise du XVI[e] siècle : les *Misericórdias.* La première fut instituée par la reine douairière, veuve de Jean II, D. Leonor,

en 1498, sans doute plus ou moins inspirée par la *Compagnia della Miserecordia* de Florence. La grande différence était qu'à Lisbonne il s'agit d'une *irmandade* (fraternité) de laïcs, alors qu'à Florence la confrérie était essentiellement composée d'ecclésiastiques [37].

Les statuts de la *Misericórdia* de Lisbonne de 1516 contiennent les objectifs de l'association. Sept d'entre eux étaient d'ordre spirituel : enseigner les humbles, donner de bons conseils à ceux qui en demanderaient, châtier charitablement ceux qui étaient dans l'erreur, consoler les inconsolables, pardonner à ceux qui nous ont offensés, souffrir les injures avec patience, prier Dieu pour les vivants et pour les morts. Sept autres étaient d'ordre matériel : racheter les captifs et visiter les prisonniers, soigner les malades, couvrir ceux qui sont nus, donner à manger aux affamés, donner à boire à ceux qui ont soif, donner un gîte aux pèlerins et aux pauvres, enterrer les morts. Pour accomplir toutes ces œuvres, on avait formé une *irmandade* de 100 hommes « qui fussent de bonne réputation, de conscience saine, de vie honnête, craignant Dieu et observant ses commandements, doux et humbles à tout le service de Dieu et de ladite confrérie » (cité par André Ferrand de Almeida)[38]. On ne faisait, dans ce règlement, aucune référence à d'autres critères d'admission, comme la pureté de sang, que l'on trouverait plus tard dans les statuts de 1577 et de 1618.

Les frères *(irmãos)* de la *Misericórdia,* outre leur disponibilité totale pour quelque besoin de la confrérie que ce fût, devaient se déplacer au moins trois fois par an à la *Casa da Misericórdia* : le 2 juillet, jour de Notre-Dame de la Visitation, les frères élisaient les officiers de la *mesa* (conseil), qui dirigeraient la *Misericórdia* pendant un an[39]. Le Vendredi saint, ils prenaient part à la procession des pénitents qui défilaient dans la cité. Le jour de la Toussaint, ils accompagnaient la procession de l'après-midi pour porter les ossements des suppliciés et les enterrer dans le cimetière de la confrérie.

L'institution se répandit à travers tout le royaume et tout l'empire[40]. Parmi ses obligations, la pratique des enterrements donnait une importance sociale et économique particulière aux *Misericórdias.* Les confréries devaient en effet accompagner les obsèques de chaque frère et celles de leur femme. Elles furent donc souvent exécuteurs testamentaires et elles reçurent de nombreuses donations qui accrurent leurs revenus. Elles devinrent ainsi des

organes de transferts de fonds d'une maison à une autre : la *Misericórdia* de Lisbonne, par exemple, enregistrait un tel nombre de lettres de change qu'elle dut instituer deux trésoriers de lettres. Au cours du XVIe siècle, leurs obligations d'assistance s'élargirent[41]. La *Misericórdia* fut par excellence une institution garante de l'équilibre et de l'ordre sociaux.

LA RUPTURE DE LA SOCIÉTÉ PORTUGAISE : LES JUIFS ET L'INQUISITION

La conversion forcée de 1496

Malgré bien des incertitudes, on a évalué à 30 000 environ le nombre des juifs au Portugal à la fin du XVe siècle, soit à peu près 3 % de la population totale. Ils continuaient de jouir de leur statut particulier et vivaient, en grande partie volontairement, dans leurs quartiers *(judiarias)* avec la liberté de pratiquer leur religion dans les synagogues. Ils possédaient leurs institutions, leurs officiers, leurs lois, leurs privilèges et leurs obligations. Leur rôle économique, voire politique, était très important, car ils tenaient presque tout le commerce et la finance dans le royaume : le roi leur affermait notamment le recouvrement de certains impôts. Leur place était aussi grande sur le plan scientifique et technique : à la cour, ils remplissaient les fonctions de médecins, astrologues ou astronomes.

Tout en détenant le quasi-monopole de l'artisanat - en particulier les offices de cordonniers et de tailleurs, mais aussi ceux de l'artisanat d'art comme l'orfèvrerie, la dorure ou la reliure -, la communauté hébraïque avait ainsi constitué une élite intellectuelle et financière qui ne manquait pas de susciter la jalousie du reste de la population, surtout dans le peuple, car la noblesse, appâtée par les dots de ses filles, n'hésitait pas parfois à se mêler à elle [42]. On mesure ce que pouvait être la haine populaire envers les juifs, quand on trouve sous la plume de l'humaniste Joâo de Barros : « Bien qu'ils soient la risée de tous, ils possèdent la graisse du pays où ils vivent plus à l'aise que les naturels, car ils ne labourent pas, ils ne plantent pas, ils ne construisent pas, ils ne font pas la guerre, ils n'acceptent pas d'office sans fraude. Et malgré cette oisiveté corporelle, on trouve chez eux pouvoir,

honneur, faveur, argent, sans péril de leur vie, sans dommage pour leur honneur, sans travail de leurs membres, rien qu'avec une démarche menue et rapide qui recueille le fruit des travaux d'autrui[43]. »

La Couronne, très consciente de la source de richesse que constituaient les juifs pour le royaume, n'avait jamais failli à son rôle de protection contre la sourde hostilité de ses sujets qui de temps à autre se traduisait en flambées de violence. Aussi Jean II sut-il profiter de l'expulsion des juifs par les Rois Catholiques, en 1492, pour enrichir le Portugal, à une époque où il le lançait dans sa grande expansion maritime. Il les accueillit, du moins les plus fortunés d'entre eux : six cents familles achetèrent à prix d'or leur installation définitive. Le nombre de juifs semble avoir alors doublé au Portugal[44].

D. Joâo II retint tous ceux qui pourraient lui procurer quelque profit immédiat et donner au royaume des gens qui y apportaient leurs capitaux et leurs professions utiles. Contre un impôt *per capita*, il autorisa leur présence provisoire dans le royaume, un provisoire qui, le plus souvent, devint définitif. Les juifs ne furent ni persécutés ni expulsés [45].

Mais le roi D. Manuel rompit soudain avec la politique traditionnelle de tolérance de la monarchie portugaise : en 1496, il décida l'expulsion de tous les juifs qui refuseraient de se convertir au christianisme. On ne connaît pas avec précision les raisons de son geste. Sans parler de l'exaspération grandissante de ses sujets devant l'afflux des juifs espagnols, il dut surtout s'incliner devant une obligation politico-matrimoniale : l'infante D. Isabel, fille des Rois Catholiques, n'entrerait au Portugal pour devenir sa femme que si les juifs en étaient expulsés.

Mais D. Manuel était trop conscient des conséquences désastreuses du départ massif d'une communauté aussi active dans les domaines de l'esprit, de la finance, du commerce et de l'artisanat pour faire appliquer le décret. Il imagina un moyen terme qui concilierait à la fois l'exigence de ses beaux-parents et l'intérêt de son royaume. En 1497, il corrigea la mesure en rapportant l'expulsion de ceux qui se convertiraient au christianisme. Il s'agissait en réalité d'une conversion forcée. Il interdit les départs et fit bloquer les ports. Tous les enfants de moins de 14 ans dont les parents ne se convertiraient pas leur seraient ôtés et baptisés d'autorité. Il ordonna ensuite le baptême des moins de 25 ans, et enfin du reste de la communauté.

D. Manuel, décidé à ne pas se montrer très exigeant sur la qualité de la conversion, savait fort bien que quelques aspersions d'eau bénite ne suffisaient pas à faire d'authentiques convertis. Mais il voulait conserver les nouveaux-chrétiens «pour qu'ils puissent vivre sans crainte et librement». Il admit d'ailleurs une période de transition qui leur permettrait d'apprendre leur nouveau *credo* et de perdre progressivement leurs coutumes. A cet effet, il décréta que pendant vingt ans ils ne devraient pas être inquiétés à cause de leurs pratiques et de leurs croyances. Il renouvela la mesure pour seize ans en 1512, et elle fut ensuite prorogée jusqu'en 1534.

Désormais, il n'y avait plus officiellement de juifs au Portugal. En revanche un nouveau groupe social avec un statut juridique différent était né : les *cristãos-novos* (nouveaux-chrétiens), appelés encore marranes et *conversos.* Ce fut un événement considérable pour la société portugaise au sein de laquelle il constitua une grave rupture qui dura jusqu'au gouvernement du marquis de Pombal : elle fut désormais divisée en deux communautés irréconciliables, car les nouveaux-chrétiens furent toujours tenus en suspicion par les vieux-chrétiens *(cristãos-velhos).* L'usage - qui se généralisa au cours du siècle - de prouver l'absence de sang juif (ou maure) dans ses veines - la *limpeza* de *sangue* - pour les offices publics et les ordres militaires, par l'institution de l'habilitation *(habilitação),* leur donna un satut juridique inférieur à celui des autres sujets du roi de Portugal.

Le groupe des juifs, ou du moins sa partie la plus visible, ne jouissait pas avant la conversion forcée de l'estime de la population, et seule la protection royale leur évitait des persécutions. Avec la conversion, cet état d'esprit eut des conséquences très graves dans la mesure où les nouveaux-chrétiens cessaient d'être légalement protégés comme les juifs auparavant.

La conversion violente n'eut évidemment pas l'effet de changer immédiatement la croyance du peuple élu. Faute d'une catéchèse patiente, la clandestinité tolérée du culte judaïque continua. Une convertie de 60 ans remarquait que «jamais ils ne furent endoctrinés ni instruits, sinon par ce qu'ils apprenaient par eux-mêmes». Beaucoup de juifs virent cependant dans la conversion un moyen de se mêler au reste de la société en abandonnant leurs antiques *judiarias.* Beaucoup crurent avoir ainsi la faculté de commencer un parcours qui leur permettrait d'accéder à la noblesse, aux ordres militaires, à l'université, aux prébendes ecclésiastiques,

aux gouvernements municipaux. Ce fut en particulier dans l'université et dans les corps municipaux qu'un certain nombre d'enfants et de petits-enfants de *conversos* s'installèrent.

Dans les premiers temps, ils pénétrèrent dans des milieux qui, au départ, n'étaient pas disposés à les accepter. Le sang juif coula même dans les veines des grands, des *titulos* et des *fidalgos*. Le roi les récompensait de leurs services en les élevant aux ordres militaires. Pour mieux faciliter sa promotion, il faisait *cavaleiro* de sa maison celui qu'il voulait récompenser avant de lui conférer l'habit de l'un de ces ordres. Ce n'est que plus tard qu'ils se virent persécutés et discriminés, parce qu'on ne voulut plus admettre leur intégration. En définitive, bien qu'il y en eût très peu, autour de 2 % entre 1580 et 1621, l'exclusion de la «gent infecte» souffrit des exceptions.

La réaction ne se fit pas attendre : dès 1506 explosa un violent pogrom à Lisbonne : à l'intégration légale répondait une ségrégation populaire très forte. Les plus mauvais moments restaient cependant à venir. D. Manuel, dès 1515, fit des démarches à Rome pour que l'on établît au Portugal une inquisition semblable à celle qui existait déjà en Castille et en Aragon, c'est-à-dire un tribunal royal à finalités religieuses. Pour cela, il fallait l'accord du pape, dont dépendait la bulle de création. Craignait-on l'entrée dans le royaume de convertis en trop grand nombre, car beaucoup d'entre eux passaient de Castille au Portugal, cherchant une liberté religieuse, ou plutôt une tolérance qui y régnait encore ? Quoi qu'il en fût, il n'y eut ni insistance ni suite de la part du roi.

L'institution du Saint-Office (23 mai 1536)

La fureur des vieux-chrétiens ne cessa d'augmenter devant le déni de justice que constituait à leurs yeux la fin de la discrimination d'une communauté, qui n'était devenue chrétienne que de nom et qui continuait à pratiquer le judaïsme. On l'accusa de tous les maux qui pouvaient frapper le royaume, et le roi dut réprimer à plusieurs reprises des émotions antijuives. Il fallait cependant conjurer le risque qu'une fracture religieuse ferait courir au pouvoir royal et à l'unité du royaume, surtout en un temps où le mouvement de la Réforme mettait en péril l'unité de la Chrétienté tout

entière ainsi que la stabilité des États, et où le principe politique d'une unité de croyance autour du prince devait triompher.

Le roi Jean III, déterminé à l'obtenir depuis 1525, demanda au pape Clément VII l'établissement d'un tribunal du Saint-Office au Portugal. La curie romaine fut très réticente, car la demande royale lui paraissait surtout motivée par le désir de s'emparer des biens de la communauté. De fait, le roi voulait contrôler son fonctionnement, pour qu'il lui fût possible de s'approprier les richesses que certains nouveaux-chrétiens avaient accumulées, et pour limiter leur accès à la noblesse, à la magistrature et aux bénéfices ecclésiastiques. Il désirait que le tribunal eût tous les pouvoirs, mais en même temps qu'il dépendît de lui, pour agir quand et comment il y aurait intérêt : il ne désirait pas «égorger les brebis et boire leur sang», il ne voulait pas tuer la poule aux œufs d'or[46]. Sa prééminence sur le tribunal lui donnerait le moyen d'exercer un véritable chantage sur une riche communauté dont il voulait tirer de l'argent[47].

Le pape accepta la création d'un tribunal du Saint-Office à Lisbonne par la bulle du 17 décembre 1531, mais selon des modalités bien différentes de celles que le roi exigeait[48]. Les intéressés agirent à Rome où ils avaient des moyens de pression, financiers surtout, sur la curie : le pape suspendit l'Inquisition par bref du 17 octobre 1532[49]. Le légat mit alors en garde le Saint-Siège contre la haine que le peuple portait aux nouveaux-chrétiens : si le pape était disposé à pardonner et adoucir l'installation inquisitoriale, il lui faudrait agir avec prudence pour préserver son honneur. Sinon tout le royaume dirait que «l'on pardonnait aux juifs pour de l'argent les injures qu'ils avaient faites au Christ pour de l'argent». En définitive, la haine initiale et persistante d'une partie de la population n'était pas tant contre le *cristão-novo* en tant que tel, que contre les fermiers des impôts et contre les usuriers avec lesquels on les confondait[50].

Ce qui était sûr, c'est que le roi ne renoncerait pas à faire main basse à son gré sur les fortunes des condamnés. Pour des motifs de prestige et d'indépendance de la Couronne vis-à-vis de Rome, il n'accepterait pas davantage des pouvoirs inférieurs à ceux du monarque voisin qui détenait pleine inquisition. Le Saint-Office serait à la mode du roi ou il ne serait pas.

De longues et âpres négociations, où chacune des deux autorités se disputa la mainmise sur le nouveau tribunal, reprirent entre Rome et

Lisbonne. Jean III comptait sur l'influence de son beau-frère Charles Quint sur le nouveau pape Paul III pour faire céder le Saint-Siège. L'Inquisition fut en effet renouvelée par une bulle du 23 mai 1536, en termes qui ne satisfaisaient pas entièrement la Couronne. Le roi acquiesça néanmoins, bien décidé à prendre des mesures qui lui permettraient de contrôler le tribunal. Un conflit ne tarda pas à s'ouvrir sur le choix de l'inquisiteur général[51]. Paul III suspendit l'Inquisition une seconde fois par une bulle du 22 novembre 1544. De nouvelles pressions de Charles Quint et l'ouverture du concile de Trente en 1545, où il voulait obtenir l'adhésion de tous les souverains catholiques, déterminèrent le pape à céder : le 16 juillet 1547 il rétablit le Saint-Office sur le modèle espagnol que réclamait Jean III, c'est-à-dire un tribunal relativement autonome par rapport à Rome et plus ou moins soumis à l'autorité royale[52].

Le Portugal fut divisé en trois circonscriptions : un tribunal siégeant à Coïmbre exerçait sa juridiction sur le Nord, celui de Lisbonne sur le Centre et celui d'Évora sur le Sud. En 1561, une Inquisition dont la juridiction s'étendait sur l'Afrique orientale et l'Asie, de Sofala à Macao, fut instituée à Goa. Ce tribunal avait son originalité propre, car 44 % des procès entre 1560 et 1623 concernaient les indigènes convertis qui avaient gardé leurs pratiques hindouistes. Comme pour les juifs du Portugal, leur conversion avait été en effet très superficielle et trop rapide.

Dans une lettre adressée en 1550 à Ignace de Loyola, un père jésuite nous en donne les raisons : « Votre Révérence doit savoir qu'il y a cinquante ans que les Portugais ont commencé à habiter ces régions de l'Inde. Comme il n'y avait par ici que des soldats qui s'emparaient des terres et réduisaient les peuples en esclavage, ceux-ci commencèrent à baptiser lesdits peuples sans aucun égard ni respect pour le sacrement, et sans aucune catéchisation ni doctrine. Et comme les peuples de ces régions sont très misérables, pauvres et pusillanimes, les uns se faisaient baptiser par peur, d'autres par intérêt temporel, d'autres encore pour des choses malpopres et laides qu'il n'y a pas lieu de désigner. Cette façon de faire qui, à mon avis, est un grand abus, eut cours non seulement au début, mais elle se poursuivit alors que l'Inde était pleine d'ecclésiastiques, et elle est encore en usage aujourd'hui parmi nous » (cité par Charles Amiel).

Il n'y eut pas en revanche, et contrairement aux Indes de Castille, de création d'une Inquisition au Brésil. Sans doute la couronne de Portugal ne voulut-elle pas dissuader les nouveaux-chrétiens de s'y installer, car ils y jouaient un rôle essentiel dans la production et la commercialisation du sucre. Le Brésil, ainsi que toutes les possessions de la côte occidentale de l'Afrique, dépendait du tribunal de Lisbonne.

A la tête du Saint-Office était placé l'inquisiteur général à titre viager et irrévocable : comme en Espagne, il était désigné par le roi et confirmé par le pape. Il nommait les membres du Conseil général, qui devaient visiter au moins tous les trois ans les trois tribunaux présidés chacun par un inquisiteur. Ils recevaient les rapports de ces trois derniers, avec les listes des procès et des autodafés réalisés dans leur juridiction. Il y avait enfin tout un personnel subalterne rémunéré[53].

Le Saint-Office s'entourait aussi de bénévoles dont les plus importants étaient les «familiers de l'Inquisition», recrutés parmi les laïcs pour l'aider dans la poursuite des hérésies et des mauvaises mœurs, institution dont on a trop vite fait une entreprise de délation qui mina la société portugaise jusqu'au temps de Pombal. En réalité, la fonction de familier était particulièrement recherchée, car un certain nombre de privilèges juridictionnels et fiscaux y étaient attachés[54]. Pour accéder à cette dignité, il fallait, comme pour tous les offices royaux ou les ordres militaires, que l'impétrant fit la preuve, dans une enquête préliminaire, qu'il n'avait ni sang maure ni sang juif dans les veines : qu'il avait la *limpeza de sangue.*

L'action de l'Inquisition

Le crime de crypto-judaïsme fut la raison essentielle de la création d'une Inquisition au Portugal en vue de sa répression, mais il ne fut pas le seul à tomber sous les coups du Saint-Office. Ce dernier s'attaquait à deux formes de délits[55]. Les crimes religieux concernaient les chrétiens soupçonnés d'hérésie : les nouveaux-chrétiens coupables de crypto-judaïsme, les crypto-musulmans [56] et les «luthériens», terme qui englobait toutes les formes du protestantisme. L'Inquisition poursuivait une seconde catégorie de délits que l'on peut diviser en quatre groupes: toutes les déviations sexuelles qui bafouaient la morale chrétienne (bigamie, sodomie, bestialité, «simple

fornication», c'est-à-dire essentiellement les relations sexuelles en dehors du mariage); le blasphème; les pratiques superstitieuses (magie, sorcellerie, etc.); et enfin toutes les formes d'opposition au Saint-Office (cacher un prisonnier en fuite, faire un faux témoignage, etc.)

Les condamnés pour cryto-judaïsme furent néanmoins de loin les plus nombreux[4]. Le chiffre relativement bas des actes de confiscation pendant dix ans (1548 à 1558) montre que, jusqu'en 1568, le pouvoir de la Sainte Inquisition ne s'était pas encore complètement affirmé et que les *cristãos-novos* savaient, pour lui échapper, conclure des accords avec le roi : D. Sebastião se fit payer un important subside de 240 000 *cruzados* pour son voyage d'Afrique. Ce fut l'une des raisons pour lesquelles le cardinal infant, dont le comportement était bien plus celui de l'intransigeance religieuse que du négoce, se scandalisa et abandonna la charge d'inquisiteur général.

Cependant, l'ambiance hostile aux nouveaux-chrétiens ne faiblissait pas. L'émigration se poursuivit, avec la perte de nombreux négociants qui feraient cruellement défaut au Portugal, au profit de la France (Bayonne et Bordeaux), de l'Angleterre et des Flandres (Amsterdam), mais aussi du Maroc, de l'Italie, et de la Turquie (Salonique et Corfou). Les raisons de cette fuite étaient nombreuses. Pour l'essentiel, ce fut la concurrence avec les nobles et les *fidalgos* dans plusieurs domaines : les activités commerciales, l'achat de biens fonciers et l'exercice de petits offices royaux ou de charges municipales[57]. Dans le dernier quart du siècle, les critères de «*limpeza de sangue*» devinrent en effet de plus en plus stricts[58]. Bien que quelques nobles n'hésitassent pas à contracter des mariages avec la race maudite, exécrée et redoutée, la noblesse dans son ensemble commença à dénoncer et à s'opposer à la contamination des «bons ceps *fidalgos*».

Pour justifier la confiscation des biens des *cristãos-novos,* on leur attribuait une origine frauduleuse. Ce n'était pas seulement le préjugé des Portugais : un Italien voyageant au Portugal vers 1578 signalait à leur propos que « l'argent est leur Dieu, et quelques-uns ont été si audacieux que, profitant de l'ignorance des Portugais, ils s'étaient introduits dans les affaires les plus importantes, y compris dans la finance royale. Ils ont tiré de là utilité et honneurs, quelques-uns s'étant même mariés dans la noblesse, et ayant reçu les croix et habits de chevaliers».

A partir de 1568, la persécution s'intensifia, surtout avec l'Union ibérique, non par la volonté de Madrid, mais par l'absence du monarque à Lisbonne, qui laissa le champ libre au Saint-Office[59]. Son indépendance s'affirma à un point tel que le roi ne fit plus que proposer la nomination de l'inquisiteur général. Un répit intervint avec les besoins d'argent de Philippe III, mais il ne fut que de courte durée[60].

Après 1615, l'Inquisition connut son âge d'or. Avec la complicité d'une aristocratie que la diminution des grâces royales mettait en difficulté, et avec l'adhésion du petit peuple trop heureux de trouver au-dessous de lui une classe d'hommes à mépriser et à persécuter, elle se lança à l'assaut de la société. Le clergé et l'université, où les nouveaux-chrétiens avaient pénétré le plus facilement, furent les plus touchés.

Le cas du docteur António Homem, professeur de droit canon et chanoine de Coïmbre, est exemplaire. Il n'était qu'à moitié nouveau-chrétien, puisque sa mère ne l'était pas. Un de ses frères, docteur en droit canon et *ouvidor,* était l'un des plus anciens magistrats du Brésil, un autre soldat en Inde, un troisième *correio-mor* à Coïmbre. Il avait une sœur mariée à un *corregedor do civel* de Lisbonne. Le métissage de la famille s'était poursuivi pendant plusieurs générations. Il y avait eu auparavant un chanoine et un *juiz de fora,* entièrement *cristãos-novos.* De deux grands-tantes, peut-être mariées avec des vieux-chrétiens, descendaient des chanoines de Coïmbre, des moines, des pères, des médecins et des canonistes. Malgré tout, António Homem finit sur le bûcher.

Le judaïsme une fois éteint par la persécution, et faute d'enseignement et de culte au Portugal - ou sain et sauf, mais exilé en France, en Flandres ou sur le pourtour de la Méditerranée -, l'action de l'Inquisition semblait devoir s'apaiser. Il n'en fut rien : devenue autonome et toute-puissante, elle continua d'être un instrument de répression qui n'épargnait plus les vieux-chrétiens, en particulier dans le domaine des mœurs. Les souverains, absents pendant l'Union ibérique, ne réussirent plus à la mettre au service de leur politique : le Saint-Office dictait la conduite à tenir. La créature échappait à son créateur. Avec ses propres prisons, ses autodafés, elle terrorisa et contribua à la persistance et même à l'augmentation de la haine envers le faux chrétien dont on voulait démontrer qu'il n'était qu'un crypto-juif. L'effet de honte et de déshonneur continua à affecter la communauté

des nouveaux-chrétiens, surveillée et menacée de prison à chaque instant jusqu'au milieu du XVIIIe siècle.

Avec la déroute des velléités impériales de grande puissance coloniale et maritime, le sentiment d'une inéluctable décadence s'imposa. A l'exaltation nationale succédèrent la désillusion, le désespoir et le désenchantement. Dans les années 1570, Camoens lui-même, après avoir célébré le passé glorieux, parlait d'une «austère, désenchantée et vile tristesse». Il attribuait tous les maux dont souffrait alors le Portugal au *«gosto da cobiça»* (l'amour de la cupidité) qui avait avili ceux qui se dédiaient au trafic commercial. Il recommandait à D. Sebastião : «Ayez les chevaliers en grande estime, car, avec leur sang intrépide et fervent, ils propagent non seulement la Loi d'en haut, mais rendent votre empire prééminent. »

Ce désenchantement, on le retrouve, vingt ans plus tard, dans l'œuvre de Frei Amador Arrais, dont les *Diálogos* de 1589 étaient pourtant dédiés à la «gloire et [au] triomphe des Lusitaniens». Mais il était très conscient que les hauts faits des héros comme Almeida ou Albuquerque appartenaient à un passé révolu. Cette gloire, ces victoires «miraculeuses et surnaturelles», les capitaines et soldats portugais les avaient dues à la faveur divine, parce qu'en ce temps ils étaient animés de la crainte de Dieu et du zèle pour la religion. «Maintenant les chrétiens entrent dans la bataille avec la croix sur la poitrine, mais avec les âmes captives de leurs affections dépravées, et accompagnés de femmes, et proférant des blasphèmes. » Il fallait donc « que les capitaines et soldats chrétiens réforment leurs vies et coutumes, fréquentent les sacrements, continuent les exercices de la milice chrétienne qu'ils avaient professés, s'ils veulent être vainqueurs dans leurs conquêtes». A l'instar de Camoens, il attribuait surtout la décadence au goût de lucre et au négoce. Il faudrait renouer avec l'esprit de croisade inhérent à l'âme lusitanienne.

Après le désastre d'Alcácer Quibir, Frei Amador Arrais reporta tous les espoirs qu'il avait placés dans le malheureux roi-chevalier sur le «très puissant Roi Catholique D. Filipe Notre Seigneur, très dévot de la vraie religion, qui place avant tout devant ses yeux la pleine conversion des gentils de l'Orient et de l'Occident». Cela en dit long sur l'opinion dominante des élites portugaises, qui ne voyaient le salut de l'empire que dans l'Union ibérique.

1 On décèle cependant une petite entrée de l'Italie, lorsque Alphonse V appela à sa cour deux érudits transalpins, Mateus Pisano et Justo Baldino, qu'il chargea d'écrire une version latine de la conquête de Ceuta et des chroniques des rois de Portugal. L'influence du Sicilien Cataldo Siculo, appelé par Jean II à enseigner à l'université de Lisbonne, fut plus profonde : il eut parmi ses élèves le prince héritier D. Afonso et le bâtard du roi, D. Jorge.

2. Ce fut dans cet esprit que Fernâo de Oliveira publia à Lisbonne en 1536 sa grammaire, *Grammática da lingoagem portuguesa,* et Joâo de Barros son *Diálogo em*

louvor da nossa lingua, suivi en 1540 de sa *Grammática da lingua portuguesa,* qui ne sont pas sans rappeler les efforts des humanistes français en faveur de la langue française. La *Deffence* et *Illustration de la langue françoise,* par Joachim du Bellay, publiée en 1549, est presque contemporaine.

2 Le *Cancioneiro Geral* publié en 1516, qui consacre une poésie à «l'*almirante*», Vasco da Gama, s'en fait aussi l'écho.

3 Le titre en était : *Esmeraldo* de *situ orbis.*

4 Le cas de D. Pedro de Meneses est exemplaire. Dans son *oratio* de 1504, il ne vit dans les découvertes qu'un prolongement de l'épopée des croisades et de la *Reconquista.*

5 Il était entré à l'université de Lisbonne en 1530 pour y enseigner successivement la philosophie morale, la logique et la métaphysique. Il y eut pour collègue Garcia de Orta, autre médecin nouveau-chrétien qui avait obtenu à la même date la chaire de philosophie naturelle. Ce dernier, inquiet de l'antijudaïsme croissant et mécontent de l'indigence de l'enseignement lisboète, partit pour l'Inde en mars 1534. Pedro Nunes fut appelé à Coïmbre en 1544 afin d'y donner des leçons de mathématiques dans la nouvelle faculté de médecine. Jean III fit de lui son *cosmógrafo-mor.* Il est remarquable que la majeure partie de son œuvre fut élaborée entre 1537 et 1546, c'est-à-dire en marge de l'université.

6 Son traité n'était qu'une traduction et un commentaire critique d'écrits médiévaux fondés sur les théories de Ptolémée, notamment le premier livre de sa *Geografia.* En revanche, l'esprit innovateur de la technique et de la pratique était présent dans deux petits traités annexes : le *Tratado em defensão da carta de marear,* et le *Tratado de certas dúvidas da navegação.* Ce dernier écrit est particulièrement intéressant car ses doutes, il les tenait de son ami Martim Afonso de Sousa, qui avait dirigé l'expédition au Brésil de 1531, et qui en revint en 1533 avec les résultats des observations astronomiques qu'il y avait faites. La coordination de la théorie et de la pratique mises au service de la navigation, et le rôle central des mathématiques, fondement de la pensée scientifique moderne, donnent la mesure de la pensée innovatrice de Pedro Nunes.

7 Il en fit la description dans le dernier de ses trois *Roteiros* (itinéraires), de Lisbonne à Goa, de Goa à Diu et de Goa à Suez. Il avait rédigé ces livres de bord entre 1538 et 1541 durant sa première expédition en Inde, qui fut une véritable mission scientifique, alors que sa seconde serait politique, militaire et administrative. Il devait surtout répondre à la grande question de la variation d'intensité du champ magnétique terrestre et de ses répercussions sur la déclinaison de la boussole, qui permettrait de corriger les erreurs de route de la navigation.

8 Cet érudit formé dans les universités d'Alcalá et de Salamanque, cet ancien professeur de *l'Estudo Geral* de Lisbonne, s'embarqua pour l'Inde en 1534 au service et sur le navire de Martim Afonso de Sousa, auquel il dédia son œuvre, fruit de trente années d'observations, *Colóquios dos simplices e drogas e cousas medicinais da Índia,* imprimé à Goa en 1563. Garcia de Orta mourut en 1568. Il avait échappé aux foudres du Saint-Office, mais ses œuvres et ses ossements furent brûlés sur les bûchers de l'Inquisition de Goa, pour cryto-judaïsme.

9 Diogo de Teive fit cette histoire sur le modèle de Tite-Live dans son *Commentarius de rebus apud Dium gestis,* publié en 1548. Bien plus, l'année suivante, il publia à Louvain sur cette geste de Diu un *De bello cambaico,* dans la même veine du classicisme historique de Rome.

10 En 1551, pour le premier la *História do descobrimento e conquista da Índia pelos Portugueses,* en 1552, pour le second *Asia* ou *Dos feitos que os Portugueses fizeram no descobrimento e conquista dos mares e terras do Oriente.*

11 Il publia en 1532 sa *Mercadoria espiritual.*

12 Bien des années plus tard, en 1571, Damiâo de Gois le rappela devant les inquisiteurs : «Après être arrivé au Portugal en 1533, étant appelé à la charge de trésorier de la *Casa da Índia,* le roi, de glorieuse mémoire, et les infants ses frères, et d'autres seigneurs du royaume me questionnèrent avec beaucoup d'intérêt, et plus particulièrement pour le récit de mes pérégrinations, en me parlant de Luther et des affaires d'Allemagne, de ses rois et de ses princes, et le roi, de glorieuse mémoire, sachant que j'avais déjà vu Érasme de Rotterdam et que nous étions amis, me demanda si je pouvais le faire venir pour le faire servir à Coïmbre, où il avait déjà ordonné de faire les études qu'il fit, à quoi je lui répondis ce qu'il m'en semblait» (cité par António Rosa Mendes).

13 Érasme, que Jean III avait invité à venir enseigner à l'université de Coïmbre, lui dédia ses *Chrysostomi lucubrationes* en 1526. L'érudit espagnol Luis Vives fit également à Jean III la dédicace de son De *disciplinis* en 1531, manifeste éclatant de la pédagogie humaniste : son influence ne fut pas étrangère au transfert de l'université à Coïmbre.

14 Si l'impact des découvertes fut la grande originalité des productions littéraires et philosophiques des pays ibériques, et particulièrement du Portugal, son humanisme ne put se fondre dans le nouveau courant importé des universités étrangères, elles-mêmes étrangères à cette nouveauté. Les auteurs et professeurs de l'humanisme portugais restèrent insensibles à son caractère exotique et le considérèrent comme une forme d'expression culturelle subalterne.

15 A son arrivée au Portugal, l'année précédente, la cour qui séjournait alors à Évora, sa terre natale, l'avait reçu avec enthousiasme : il était en effet connu par son poème, panégyrique d'Érasme, *Erasmi encomium,* édité à Bâle en 1531. Sans connaître personnellement le maître, il avait fermement adopté son idéal religieux et culturel. Il avait fréquenté les universités de Salamanque et d'Alcalá de Henares où il avait suivi les leçons de Nebrija, et ensuite celles de Louvain et de Paris. Sur la demande du roi, il revint à Salamanque pour en ramener le Flamand Nicolas Clénard comme professeur de l'infant D. Henrique, âgé de 21 ans, déjà archevêque de Braga.

16 Aucune des disciplines universitaires alors en vigueur ne sortait indemne de sa critique : à la dialectique et à la rhétorique, il opposait la recherche de la vérité et l'effet de la persuasion; il dénonçait impitoyablement les enseignements ineptes de la médecine, du droit et même de la théologie, infectée par la scolastique à laquelle il opposait un retour à l'étude des sources, les Écritures et les Pères de l'Église. Enfin, tout au long de son discours, il proclamait la parfaite compatibilité entre la culture chrétienne et la culture profane. Il est certain que son discours contribua à renforcer dans l'esprit de Jean III la résolution de réformer les études.

17 Le roi recruta ainsi le canoniste renommé Martin de Azpilcueta, ou les théologiens Martino de Ledesma, de Salamanque, et Alfonso del Prado, d'Alcalá de Henares.

18 Pendant la période transitoire de 1537 à 1543, assumée par l'homme de confiance du roi, Bras de Barros, les progrès furent insignifiants. Ce ne fut qu'à partir de 1543, date à laquelle Diogo de Murça en assuma le rectorat, que la nouvelle université commença à fonctionner normalement.

Les deux hommes étaient des moines hiéronymites, revenus le premier de Paris en 1525 et le second de Louvain en 1533, par conséquent imprégnés par l'idéal érasmien.

19 Ses compatriotes Joâo da Costa, Diogo de Teive et António Mendes de Carvalho; les Français Nicolas de Grouchy, Guillaume de Guérente, Élias Vinet, Arnauld Fabrice et Jacques Tapié; les Écossais George et Patrick Buchanan.

20 Jean III fit donner des chaires à la faculté de théologie à deux d'entre eux, Paio Rodrigues de Vilarinho et Marcos Romeiro, et il fit de son neveu favori Diogo de Gouveia l'un de ses chapelains.

21 André de Resende se réfugia à Évora dans l'érudition. Diogo de Teive et João da Costa se firent oublier dans l'obscure existence de prêtres de province. Diogo de Murça, suspect de sympathie envers les «bordelais», fut destitué de sa charge de recteur de l'université de Coïmbre en 1555, lorsque les Jésuites prirent en main le *Colégio das Artes.* Le cas de Fernâo de Oliveira est également significatif. Plus qu'un simple grammairien, il écrivit une *Arte da guerra do mar,* imprimée à Coïmbre en 1555. Il vécut entre 1507 et 1581, et mena une vie agitée. Après avoir abandonné l'ordre des Dominicains à l'âge de 20 ans, il voyagea en Espagne où il résida comme précepteur d'enfants de familles nobles. Il servit d'agent secret en Italie, puis de pilote à un navire français. Il alla ensuite à Londres où il observa la dissidence anglicane. De retour au Portugal en 1547, il fut emprisonné par l'Inquisition jusqu'en 1551 pour sa position religieuse proche de l'évangélisme; il connut de nouveau les geôles du Saint-Office entre 1555 et 1557.

22 Il mourut, peut-être assassiné, dans sa maison d'Alenquer le 30 janvier 1574.

23 Cette pédagogie des «humanités» fut parfaitement exprimée par le régent du *Colégio das Artes,* le père Cipriano Suarez, dans son manuel *De arte rhetorica,* paru en 1562 et réédité jusqu'au XVIIIe siècle. Pour le «cycle philosophique», les jésuites portugais disposèrent à partir de 1564 du traité du père Pedro da Fonseca, surnommé «l'Aristote portugais », les *Institutionum dialecticarum.* L'apprentissage du latin fut réglé en 1572 par le *De institutione grammatica* du père Manuel Álvares. Enfin, à partir de 1592 jusqu'à sa mort en 1597, le père Manuel de Gois rédigea sur toutes les autres matières un *compendio* sous le titre générique de *Commentarii Collegii Conimbricensis Societatis Jesu,* comportant des volumes sur la physique, sur l'astronomie et la cosmographie, sur la météorologie et la géographie physique, sur la psychologie et l'éthique.

24 Les églises de N. S. do Populo à Caldas da Rainha, N. S. da Conceiçâo à Golegã près de Tomar, N. S. da Anunciação à Viana do Alentejo, et tant d'autres, sans parler des domaines d'outre-mer, comme São Sebastiâo à Ponta Delgada, aux Açores.

25 Il marque les statues royales du portail de Belém (1517), les tombeaux d'Óbidos, d'Evora, de Portalegre, la chaire de Santa Cruz à Coïmbre, les retables de São Marcos à Tentugal, de Pena à Sintra.

26 Ce n'était même pas, du moins au début, les cadets de l'aristocratie titrée qui partaient pour l'Inde. Soldats et diplomates, les premiers *capitães-mores,* Vasco de Gama, Pedro Álvares Cabral, Joâo da Nova, Duarte Pacheco Pereira, Francisco et Afonso de Albuquerque ou Tristão da Cunha, étaient des serviteurs directs du roi, de bons lignages certes, mais sans titres; tout au plus fils de seigneurs des terres *(fidalgos de* solar) ou *d'alcaides-mores.*

27 *Les fidalgos* devaient dépenser beaucoup pour être reconnus comme tels, d'où la nécessité de gros revenus : en 1529, les revenus annuels des *titulos* vont de 40 000 ducats pour le duc de Bragance, suivi du marquis de Vila Real, avec 15 000, et du comte de Marialva, avec 12000, jusqu'au comte de Linhares avec 3000 ducats. Une part importante des revenus des nobles passe par l'attribution de *comendas* (commendes) des ordres militaires, qui sont spécialement accordées

pour des faits d'armes, souvent à des cadets des grandes familles. L'ordre du Christ dispose en 1611 de 456 *comendas,* d'un revenu total de 90090258 *reis*, celui de Santiago, de 85 *comendas* et 35 684 000 *reis* de revenu, celui d'Avis, de 45 *comendas* et 24 963 000 reis. Pour protéger la fortune et par conséquent le statut des *fidalgos,* surtout des plus grands, on a institué le *morgado* (majorat), aussi bien sous forme de terres que sous forme de rentes mobilières *(padrôes de juro).*

28 Déjà en 1503, dans l'armada qui partit sous le commandement de Lopo Soares de Albergaria, seulement fils d'un haut fonctionnaire, il y eut 12 000 hommes dont une grande partie était « des *fidalgos* et des domestiques du roi, toute une *gente muito limpa,* que l'on peut dire avec raison que ce fut la première armada qui sortit de ce royaume avec un aussi grand nombre, et d'aussi brillantes personnes».

2. Dans ce jeu, d'intéressantes figures apparaissent. Jorge da Silva, fils du *regedor* de la *Casa da Suplicação,* amoureux de l'infante D. Maria, auteur de livres de dévotion, finit par se marier avec la fille unique d'un très riche traitant *(contratador)* : il continua pourtant le contrat de son beau-père en le faisant exercer par ses commis. Fidalgo de bon lignage, D. Lopo de Almeida, petit-fils du comte d'Abrantès, fils du

contador-mor du royaume, clerc de surcroît, arriva à la fin de sa vie à Madrid avec des revenus annuels d'environ 10000 *cruzados.* Négociant avisé, il plaçait ses capitaux en soies, épices et ornements précieux. Il prêtait à gage sur les bijoux, que soigneusement il évaluait sur sa balance pour en connaître le poids d'or. Il avait appris les mathématiques à Paris, bonne préparation à l'usure. Il n'en devint pas moins, ou à cause même de cela, chapelain du roi.

29 Ce fut le cas de Fernâo de Noronha, fait chevalier avant 1494, donataire de l'île qui porterait son nom, avec la reconnaissance d'un blason d'armes *(brazão* de armas), *fidalgo de cota de armas* en 1532.

2. On distinguait d'abord ceux qui étaient nobles depuis de nombreuses générations, une «noblesse immémoriale» en quelque sorte : au sommet les grands, la noblesse titrée - les *titulos* - et les *fidalgos de solar;* mais cette hiérarchie n'était pas

toujours vraie et les désignations variaient. La hiérarchie au sein de la noblesse était encore renforcée par l'importance des formes de traitement : le *«dom»* était accordé très parcimonieusement à ceux qui appartenaient à la haute *fidalguia.* Le *«dona»* était plus répandu pour les femmes. La loi prévoyait les applications du traitement de *«vossa mercê», «vossa senhoria»* ou *«vossa excelência».* Comme dans toutes les sociétés d'ordres, de très nombreux conflits internes dus aux querelles de préséance éclataient.

30 En 1572, un autre membre de sa famille, Manuel Pereira, acheta la charge d'*alcaide-pequeno* de Braga et de son *termo* (district). On peut aussi donner l'exemple de D. Fernão Martins Mascarenhas, qui plaçait sans scrupule sa parentèle et sa domesticité dans toutes les positions avantageuses de son évêché de Faro.

31 Le même phénomène se produisit dans les domaines d'outre-mer, où il y eut des *concelhos* avec leurs *câmaras* et leur même mode d'élection, mais aussi avec le monopole d'une oligarchie.

32 Le Flamand Clenardo s'indignait même d'un véritable élevage d'esclaves : «Il y a des individus qui font de bons profits avec la vente des enfants qu'ils font à leurs esclaves, et nés dans leur maison. J'arrive à croire qu'ils les élèvent comme s'ils élevaient des pigeons pour les vendre au marché... »Vers 1576, un pèlerin espagnol appelait Lisbonne la *«madre de negros»* (mère des nègres).

33 On estime qu'au milieu du siècle environ 1600 à 1700 esclaves entraient à Lisbonne, sans qu'ils y restassent tous : sur environ 100 000 habitants dans la capitale, il y avait 9 950 esclaves, près de 10 % de la population. Il y aurait eu 60 ou 70 marchands d'esclaves en 1552. On peut avancer sans exagération qu'à la fin du XVIe siècle l'Algarve comptait 6000 esclaves, c'est-à-dire 10 % de sa population. On en trouvait pourtant quelques-uns dans le Nord intérieur, rarement à Viana de Foz do Lima ou à Braga.

34 Leur multiplication entraîna une belle révolte d'esclaves « armés et savants dans toute forme de guerre» à à São Tomé, en 1554, et une attaque très rude des nègres contre les Blancs à l'île du Prince en 1566.

35 De 1575 à 1591, on estime que, seulement de l'Angola, 52053 «pièces d'esclaves » furent transportées au Brésil et dans les Indes de Castille. Il faut aussi tenir compte de ceux du golfe de Guinée ou de la côte de Malagueta, et d'Arguim, dont on tira peut-être autant. Il y avait des entrepôts et des escales intermédiaires dans les îles du Cap-Vert, de São Tomé et des Açores, ces dernières surtout pour le Pérou. Sans parler du trafic illégal dont on ne connaît pas l'étendue. Durant les trois années de 1597 à 1600, pour la seule Carthagène des Indes, les Portugais auraient apporté 15 763 esclaves, et 3 437 pour d'autres destinations. Un certain nombre d'Africains furent conduits dans les conquêtes d'Orient, où ils jouèrent un rôle essentiel dans l'organisation de la défense militaire.

36 Un bâtard de Gonçalo Vaz de Melo, Dinis Fernandes de Melo, de l'armada de Tristâo da Cunha en Inde, en 1505, «était peu connu et estimé parce que c'était un homme de couleur noire», rapporte João de Barros. Dans la tentative de la prise d'Aden, Diogo Estaço de Évora meurt en combattant aux côtés de son frère bâtard et mulâtre, Garcia de Sousa. Le *fidalgo* Cristôvâo Juzarte éprouve quelques difficultés à commander une armada aux Açores, parce qu'il est métis.

37 Cette institution s'inscrivait dans un vaste mouvement de réforme des établissements d'assistance perçu tout au long du Moyen Age. Par conséquent, ce n'était pas chose nouvelle que cette intervention du pouvoir royal dans le champ de l'aide sociale. En effet, depuis D. Afonso II, le roi s'affirmait comme le «défenseur des pauvres». Cette intervention s'accentua particulièrement avec Alphonse V, visant à garantir le bon fonctionnement des hôpitaux, des hospices et des léproseries par la nomination directe des *provedores* ou d'administrateurs, pour combattre les abus des *concelhos* ou de leurs propres administrateurs. La réforme des hospices, commencée par Alphonse V, fut continuée par Jean II et D. Manuel, particulièrement par la fondation d'un grand hôpital à Lisbonne, l'Hospital deTodos-os-Santos, fondé en 1492 et terminé en 1502. La reine D. Leonor s'était aussi préoccupée de l'assistance aux malades et aux pauvres, dont l'un des témoignages avait été la création de l'Hospital das Caldas en 1485.

38 Il y eut bien sûr une évolution tout au long du siècle, tout d'abord dans le nombre des frères : par exemple, à Lisbonne les statuts de 1577 permettaient 600 frères, 300 «nobles et 300 «mécaniques». En outre la question de la pureté de sang se posa : en 1577, l'appartenance fut réservée aux vieux-chrétiens.

39 La *Mesa de la Misericórdia* comprenait un *provedor* et 12 officiers. Dans la chapelle, les frères se réunissaient devant le bureau sortant et élisaient dix d'entre eux qui à leur tour choisissaient les 13 officiers du bureau entrant. Le *provedor* devait être une «personne noble» (en effet, dans la liste des *provedores* de Lisbonne, on rencontrait la meilleure noblesse du royaume), 6 officiers devaient être «de métiers mécaniques», et les 6 autres d'une «meilleure condition».

40 Dès 1499, D. Manuel recommandait la fondation d'une *Misericórdia* à Porto et d'une autre à Coïmbre en 1500. D. Leonor fondait celle d'Évora en 1499. Entre 1498 et 1525, plus de 60

Misericórdias furent établies dans le royaume, et une à Goa. La première fondée au Brésil fut celle de Santos en 1543 et celle de Bahia vers 1550, celle de Macao en 1569.

41 On leur confia d'abord l'administration des principaux hôpitaux : ce fut la cas de l'hôpital deTodos-os-Santos de Lisbonne en 1564. L'assistance aux orphelins, le rachat des captifs et l'aide aux enfants abandonnés prirent une importance particulière dans les obligations des *Misericôrdias.* Vers 1610, celle de Lisbonne, en plus de l'hôpital de Todos-os-Santos, devait administrer et soutenir l'hôpital de Santa Ana, doté de deux infirmeries, l'hôpital des Incurables, et le *Recolhimento das Orfãs* (accueil des orphelines) de Santo António.

42 Lorsque Claude de Bronseval arriva à Lisbonne, il trouva que la cité était «un réceptacle de juifs, une nourrice d'une multitude d'Indiens, une geôle d'Algériens, un magasin de marchandises, une fourmillière d'usuriers, une étable de luxure, un chaos d'avarice, une montagne d'orgueil, un refuge de fugitifs» (Frei Claude de Bronseval, *Pelegrinatio Hispánica*, 1531-1533, éd. D. Maur Cocheril, Paris, PUF, 1970). Déjà en passant par Porto et par Tomar, il avait été choqué de la présence de nombreux juifs et Maures. Il eut le même sentiment à Lamego.

43 On disait à Santarém en 1481-1482 que certains d'entre eux n'étaient dans le royaume que «pour être des usuriers et tourmenter les chrétiens et se faire seigneurs là où naturellement ils sont serfs».

44 Oliveira Marques parle de 50 000 juifs espagnols qui entrèrent au Portugal, dont la plupart repartirent, et seulement 600 familles obtinrent de rester. Verissimo Serrâo parle de 90 000 juifs espagnols entrés au Portugal. Charles Amiel les estime à 80 000. Il est certain que l'immense majorité d'entre eux, les moins fortunés et les plus pauvres, ne firent que passer pour gagner l'Afrique du Nord.

45 Les morisques (convertis au christianisme) et les esclaves maures, en petit nombre, n'avaient nulle cohésion ou solidarité, et ne constituaient donc pas un groupe dangereux : rien de semblable à ce qui se passait en Castille.

46 Ce que demandait, en effet, Jean III au Saint-Siège, c'était un tribunal du Saint-Office sur le modèle espagnol, à savoir la nomination par le roi de l'inquisiteur général, que le pape se contenterait d'approuver. Il demandait également le pouvoir de nommer et de révoquer à sa guise les inquisiteurs et autres membres du personnel du Saint-Office. En matière d'hérésie, il voulait la prééminence du tribunal de l'Inquisition sur les évêques dans leur diocèse.

47 En 1533, le nonce écrivait que la communauté d'origine judaïque était estimée à 75 000 âmes, et qu'elle était richissime, surtout en biens mobiliers. Dans une autre lettre, il la réduisait à 50 000, sur lesquels il y en avait 2 à 3 000 de richissimes.

48 Clément VII, en effet, nomma lui-même l'inquisiteur général, le franciscain Frei Diogo da Silva, auquel il donna le pouvoir de désigner les inquisiteurs. C'était ôter au roi toute autorité sur le tribunal.

49 Le pape alla même plus loin : dans sa bulle du 17 avril 1533, il déniait toute valeur aux conversions forcées de 1497, ce qui revenait à soustraire les juifs à toute juridiction inquisitoriale. Cependant, devant cette menace d'instituer une inquisition, les nouveaux-chrétiens, voyant leur situation empirer, commencèrent à partir «pour le plus grand préjudice du royaume, et particulièrement pour les revenus du roi». Un certain nombre d'entre eux qui avaient des intérêts dans la péninsule Ibérique passèrent au Maroc, parfois en faisant le tour par les Flandres. Si les nouveaux-chrétiens avaient été autorisés à sortir du royaume, «ils seraient partis en grand nombre en emportant de grandes richesses que la Turquie et d'autres pays d'Infidèles possèdent en ces

royaumes, et ils les auraient privés de ce qu'ils gagnaient, ils l'auraient emporté et auraient fait plus riches les Turcs et les autres ennemis de notre foi, ce qui est contre le service de Dieu».

50 Dans ses Mémoires, Rodrigues da Silveira se plaignait, en 1608, de ces «renégats fermiers des impôts », «cette maudite peste », «ces ennemis du Christ Notre Seigneur», et de son peuple, «ces rentiers de la nation hébraïque (cité par Romero Magalhâes).

51 Le pape avait consenti d'abord que Jean III nommât son propre confesseur. En revanche, il avait insisté, pour «l'honnêteté de la chose», pour que la charge ne fût pas confiée à un frère du souverain. Or en 1542, il la donna à son frère, l'infant D. Henrique. Ce choix confirma les craintes du Saint-Siège sur les vraies raisons de l'introduction de l'Inquisition au Portugal.

52 Toutefois, D. Henrique, confirmé inquisiteur général, ne fut pas l'agent docile de la politique de son frère dans la manœuvre du transfert des richesses pour la Couronne. Dans le contexte répressif que la Contre-Réforme imprima rapidement à son activité, il donna au tribunal une allure d'organe bien établi, comme quelque autre tribunal du royaume. En particulier, et peu après son établissement définitif, par la bulle *Mediatio Cordis* du 16 juillet 1547 qu'il fit promulguer par Rome, il le dota de règlements d'une rigueur juridique notable, celui de 1552, et celui du *Conselho Geral* de 1570, et d'un personnel exceptionnellement préparé. Le Saint-Office jouissait ainsi d'une bureaucratie stable et compétente. Il écarta les prélats diocésains d'une instance d'appellation et lança les fondements d'une indépendance totale.

53 Auprès de chacun des inquisiteurs, il y avait quatre inquisiteurs députés, qui l'aidaient dans les procès et faisaient en quelque sorte leur apprentissage, qui pouvait les conduire dans une charge d'inquisiteur, de membre du Conseil général du Saint-Office, ou dans un siège épiscopal. Pour l'organisation des procès, il y avait dans chaque Inquisition un promoteur *(promotor)* qui devait recueillir les dénonciations, trois solliciteurs chargés de convoquer les témoins désignés par les inquisiteurs, quatre notaires, enfin un trésorier, un juge et un secrétaire du fisc - tous trois officiers du roi - devaient inventorier les biens séquestrés, les administrer puis les vendre aux enchères. Dans chacune des trois Inquisitions, il y avait encore deux procureurs pour défendre les prisonniers, deux portiers pour garder l'entrée de la salle de travail des inquisiteurs et la salle secrète où l'on interrogeait les prisonniers coupables des délits les plus graves. Un *meirinho* était chargé des arrestations dans chaque district. Tout un personnel était prévu pour le fonctionnement et l'administration de la prison : deux *alcaides*, deux médecins, un chirurgien, un barbier et même une sage-femme. Tous jusqu'à l'inquisiteur général étaient salariés.

54 C'est D. Henrique, en tant qu'inquisiteur général, puis en tant que régent et roi, qui précisa les privilèges des familiers, en 1562, en 1577 et en 1580 : ils étaient exemptés d'un certain nombre de taxes royales et locales, de l'exercice de certaines charges contraignantes, comme les offices municipaux, les tutelles ou curatelles, et du logement des troupes. Ils jouissaient aussi de privilèges d'honneur, comme le port d'armes, l'usage des vêtements de soie pour eux-mêmes, leur femme et leur famille, etc.

55 Remarquons que ces délits religieux n'étaient pas imputés aux « infidèles » (juifs, musulmans, hindouistes, etc.), car ils ne tombaient pas sous sa juridiction.

56 A l'inverse de l'Espagne, le Portugal ne connut pas le problème morisque. Les hérésies nées de la Réforme protestante furent également négligeables.

4. Grâce aux travaux de A. Borges Coelho, nous avons des chiffres probants sur l'activité du tribunal d'Évora depuis sa création jusqu'en 1668. Le judaïsme représente 89 % des cas d'hérésie et d'apostasie, et 84 % du total des procès. Le crypto-islamisme représente moins de 1 % et le luthéranisme, 0,3 %. Parmi les 16 % des procès autres que pour fait d'hérésie, les blasphèmes (3,3

%), la sorcellerie (1,2 %), la bigamie (2 %), la sodomie (0,5 %) etc. Des relevés partiels donnent la même proportion pour Coïmbre de 1567 à 1599,90 % des condamnés sont des nouveaux-chrétiens. Pour toute la période, le nombre des prisonniers s'éleva à 8 644, soit une moyenne de 67 par an (4123 de sexe masculin et 4 521 de sexe féminin), sur lesquels 439 furent

relaxés. Il y eut bien sûr des variations dans le temps : de 1533 à 1557 (Jean III), 239; de 1558 à 1580, 689; pendant l'Union ibérique, de 1580 à 1640, 4149; pendant la Restauration, de 1640 à 1668, 3 367. A titre de comparaison, de 1560 à 1700, le nombre des procès de l'Inquisition de Saragosse est de 5 468, soit 3 176 de moins que celle d'Évora, ce qui remet à sa place la prétendue férocité de l'Inquisition espagnole. Sur ce nombre, 166 hommes et 141 femmes furent condamnés à mort et exécutés corporellement, et 68 et 64 en effigie par cette dernière. Rappelons que la seule nuit de la Saint-Barthélemy, le 24 août 1572, fit à Paris environ 2000 victimes.

57 Bien des Portugais étaient conscients de l'appauvrissement que cette hémorragie entraînait pour le royaume : la *Câmara* de Coïmbre évoquait en 1567 les grandes faillites qui désolaient la cité et réduisaient le peuple à la pauvreté et à la misère, faute de rentrée des rentes dont la recette était adjugée aux nouveaux-chrétiens, prisonniers ou en fuite.

58 En 1576, comme à Porto les alliances matrimoniales de quelques familles nobles étaient suspectes, on exigea un mariage *«limpo»* pour succéder à un *morgado.* En 1577, les nouveaux statuts de la *Misericórdia* de Lisbonne portèrent que ceux qui n'étaient pas vieux-chrétiens ne seraient pas reçus comme frères. En 1598, on procéda dans les confréries à une purge de tous ceux qui étaient nouveaux-chrétiens, même s'ils n'avaient qu'une goutte de sang juif. A partir de 1592, il fallut une dispense de pureté de sang par le pape pour entrer dans les ordres militaires, même pour les descendants de détenteurs de l'habit qui l'avaient reçu en un temps où elle n'était pas exigée. En 1598, Philippe II demanda au pape que dans les cathédrales portugaises il n'y eût plus de nouveaux-chrétiens pourvus de bénéfices. Les chanoines de Coïmbre, parmi lesquels il y avait des nouveaux-chrétiens, s'empressèrent d'adopter les statuts de Tolède et de Séville, contre l'opinion de l'évêque comte, ce qui venait bien à propos lorsqu'en 1619 les chanoines de Coïmbre qui avaient du sang juif furent attaqués par le Saint-Office. Plus tard, on généralisa l'obligation de produire des preuves de pureté de sang pour toutes les charges honorables.

59 En 1598, Gaspar Lopes Homem, originaire de Ponte de Lima, emprisonné par l'Inquisition, écrivait qu'il «valait mieux être un nègre de Guinée chrétien que d'être de ceux de sa nation, car ils étaient aussi peu estimés». Il ne voyait à son état qu'une seule issue : faire un beau mariage; il déclarait son ambition d'épouser la fille d'un *fidalgo* de Funchal, vieux-chrétien, *«por me honrar»* (pour me rendre honorable).

60 Voir plus loin p. 303-304.

CHAPITRE X

L'union dynastique du Portugal et de l'Espagne

Le désastre d'Alcácer Quibir ouvrait pour le Portugal une période exceptionnelle de crise économique, financière, politique et morale. Pour la surmonter, l'union des deux couronnes ibériques sur la tête de Philippe II apparaissait comme la solution la meilleure. Le petit-fils de D. Manuel le comprit si bien que, par le statut de Tomar, il laissa sa pleine souveraineté au royaume de la maison d'Avis et lui garantit son intégrité nationale. L'Union ibérique n'était nullement une annexion du Portugal par la couronne d'Espagne, mais seulement une union personnelle sous l'autorité d'un même souverain. Jusqu'à la mort de Philippe II, en 1598, le système fonctionna sans accroc majeur : les institutions furent respectées, et l'empire à peu près sauvegardé.

LA FIN DE LA DYNASTIE D'AVIS (1578-1580)

La royauté de D. Henrique

La disparition de D. Sebastião porta la couronne sur la tête de l'ultime rejeton mâle de la maison d'Avis : son grand-oncle, le vieux cardinal infant D. Henrique, dernier enfant survivant du roi D. Manuel, fut « acclamé dans les sanglots » le 28 août 1578, à l'âge de 66 ans. Son règne ne dura que dix-huit mois. La conjoncture était particulièrement sombre : la Couronne endettée par l'expédition marocaine, la noblesse décimée ou prisonnière et tout le royaume durement éprouvé par des milliers de morts et de prisonniers. Le traumatisme collectif provoqué par le désastre peut être mesuré par l'éclosion de pratiques divinatoires dans tout le royaume, ainsi que par l'apparition de prophéties et des premiers signes de sébastianisme.

Pour les conjurer, D. Henrique ordonna des processions et se montra fréquemment dans les rues de Lisbonne pour rassurer la population. Dès son avènement, il procéda à une épuration en commençant par l'arrestation de Pêro d'Alcáçova : tous les mauvais serviteurs et conseillers néfastes de son neveu furent chassés des charges les plus importantes, et remplacés par ses fidèles[1].

Les deux affaires les plus urgentes à régler demeuraient le rachat des prisonniers et la succession au trône. D. Henrique envoya aussitôt en Afrique du Nord des ambassadeurs et des frères trinitaires, spécialisés dans le rachat des captifs, afin de discuter des conditions de leur libération. Dès que le Chérif fit part de ses exigences, un véritable marchandage s'engagea. Le souverain marocain avait demandé 400 000 *cruzados* pour la libération des 80 *fidalgos* prisonniers à Fès. D. Henrique en donna 100 000, et les familles devaient rassembler le reste de la rançon. Ces dernières ne réussirent à en réunir que 130 000 : le gouverneur de l'Algarve, D. Francisco da Costa, était resté en otage du reliquat qui ne fut jamais payé. Il mourut en captivité, en 1586, dans l'indifférence générale.

Malgré quelques accidents de parcours, la grande majorité des nobles captifs regagna sa patrie après une ou deux années de captivité. Pour la rançon d'autres prisonniers moins illustres, D. Henrique mit des joyaux de la Couronne en vente à Ceuta. Quelques évêques donnèrent aussi de l'argent pour le rachat des pauvres de leurs diocèses. Les frères de la Sainte-Trinité et quelques jésuites, envoyés au Maroc, maintinrent pendant de nombreuses années leurs efforts pour la libération de beaucoup d'entre eux.

La succession de Portugal : le prieur de Crato

D. Henrique, vieillard valétudinaire, n'avait plus la force de dénouer de son vivant les fils compliqués de la succession dynastique. Pour l'assurer, il eût fallu qu'il contractât un mariage et assurât ainsi une survivance de la dynastie. Il sollicita le pape Grégoire XIII de lui accorder une dispense de ses ordres sacerdotaux et de le rendre à l'état laïque. Dans sa lettre du 30 octobre 1578, interceptée par la diplomatie espagnole, le roi disait en substance : «La principale obligation que j'ai est d'éviter à mes royaumes le péril qu'ils pourraient courir, si Notre Seigneur me rappelait à lui, la

succession restant en doute, d'où il pourrait advenir de très grands inconvénients. »

Dans ce cas plus que probable, comment la succession se présentait-elle ? Par ordre de primogéniture légitime, on trouvait les deux filles du plus jeune fils de D. Manuel, l'infant D. Duarte. L'aînée, D. Maria (1538-1577), avait épousé le grand général de Philippe II et gouverneur des Pays-Bas, Alexandre Farnèse, duc de Parme [2]. A sa mort, elle avait transmis ses droits à son fils Ranuce, né en 1571. Mais, en vertu des lois de Lamego, inventées depuis la première tentative d'union ibérique en 1383-1385, le mariage de D. Maria avec un prince étranger l'écartait *ipso facto* de la succession. La légitimité de sa sœur cadette, D. Catarina, paraissait alors évidente, car elle avait épousé un Portugais qui n'était autre que D. João, sixième duc de Bragance, au surplus descendant d'un fils naturel du maître d'Avis.

Venaient ensuite le fils de l'impératrice D. Isabel, fille aînée de D. Manuel, le roi d'Espagne Philippe II, et enfin le duc de Savoie, Emmanuel Philibert, fils de sa sœur cadette D. Beatriz[3]. Ces deux princes devaient être écartés pour les mêmes raisons que le prince de Parme. Catherine de Médicis, toujours à l'affût d'une couronne pour ses fils, en l'occurrence pour son benjamin, François d'Alençon, duc d'Anjou, voulut aussi faire valoir des droits très hypothétiques à la succession de Portugal : elles les aurait tenus de sa mère, Madeleine de la Tour d'Auvergne, comtesse de Boulogne, lointaine descendante du premier mariage d'Alphonse III au XIIIe siècle qui rendait bâtarde et illégitime toute la lignée des rois de Portugal depuis D. Dinis!

Un autre prétendant pouvait arguer du précédent de l'élection du maître d'Avis, bâtard de la maison de Bourgogne : D. António, prieur de Crato. Il s'agissait de l'enfant naturel d'un autre fils de Manuel Ier, l'infant D. Luis, aîné de D. Duarte, père de la duchesse de Bragance. Fruit des amours de D. Luis avec une *cristão-nova*, Violante Gomes, il était né à Lisbonne en 1531. Élevé très soigneusement par son père comme un fils légitime jusqu'à l'âge de 8 ans, il partit alors faire des études de grammaire au monastère de Costa, près de Guimarâes. A 12 ans, il était à Coïmbre pour y apprendre la philosophie. Enfin, destiné à la carrière ecclésiastique, il étudia la théologie à Évora auprès de son oncle, D. Henrique. Sous-diacre à Évora, diacre à

Coïmbre, il fut reçu dans l'ordre de Malte, comme grand prieur de Crato. A 20 ans, il obtint le titre de maître ès arts de l'université de Coïmbre.

D. António devait succéder à son oncle dans l'archevêché d'Évora et dans la pourpre cardinalice. Or, à la mort de son père en 1555, tout en prétendant garder la seigneurie de son prieuré, le plus haut et le plus riche de l'ordre de Malte au Portugal, il refusa d'être ordonné prêtre. D. Henrique en conçut une vive déception, qu'accrut encore la vie licencieuse et dispendieuse de son neveu, rapidement couvert de dettes. Le cardinal, qui prêchait la chasteté et la parcimonie, voua désormais à D. António une antipathie qui eut de lourdes conséquences pour le Portugal. Il l'écarta du siège d'Évora qu'il briguait malgré son refus de la prêtrise. Le 21 juillet 1565, il le fit même suspendre du gouvernement de son prieuré par le pape Pie IV.

Très irrité contre D. Henrique et contre la reine D. Catarina, D. António alla porter ses plaintes auprès de Philippe II pour qu'il intervînt en sa faveur. Par l'intermédiaire de D. Cristôvâo de Moura[4], le roi d'Espagne lui fit effectivement attribuer une rente viagère. D. Henrique s'opposa malgré tout à son retour à l'état laïque. A peine arrivé au Portugal en 1566 après deux ans d'absence, il se brouilla de nouveau avec son oncle qui l'exila de la cour, malgré les instances réitérées de son cousin espagnol. D. António y revint avec la prise de pouvoir de D. Sebastião en 1568. Ce dernier, qui l'avait en grande faveur, le gratifia de la commanderie de Leça dans l'ordre de Malte : Philippe II intervint une fois encore auprès du pape Pie V, afin qu'il lui accordât les dispenses nécessaires pour la tenir. Après qu'il eut porté l'épée contre les Infidèles en 1572, D. Sebastiâo le nomma gouverneur de Tanger, le 2 juillet 1573.

Lorsque l'infant D. Duarte, frère de D. Catarina de Bragance et héritier présomptif de son cousin, mourut le 28 novembre 1576, D. António pensa que la route du trône lui était ouverte, car il était peu probable que D. Sebastião eût des enfants. Il lui fallait pour cela surmonter trois obstacles de taille : bâtard, chevalier de Malte et surtout fils d'une *cristão-nova*. En outre, il ne pourrait plus compter sur la protection de Philippe II dont il devenait le compétiteur, car, dès ce moment, les conseillers du roi Sébastien penchaient pour la solution espagnole. Aussi se tourna-t-il vers le Saint-Siège.

D. António avait en revanche un atout considérable : il jouissait de la faveur populaire qui voyait en lui un nouveau maître d'Avis, qui, comme en 1383, leur éviterait un roi castillan[5]. Lisbonne avait laissé éclater sa joie en apprenant qu'il avait survécu à Alcácer Quibir et manifesté beaucoup d'ardeur pour le faire libérer de sa captivité : il fut l'un des premiers prisonniers à revenir.

Les manœuvres de Philippe II et la bataille juridique

Philippe II, s'appuyant sur le droit de sa mère, n'avait pas perdu de temps pour préparer son avènement au trône de D. Manuel. Dès l'acclamation de D. Henrique, sous le prétexte de présenter ses condoléances et proposer ses bons offices pour le rachat des prisonniers d'Alcácer Quibir, il avait envoyé à Lisbonne l'un de ses principaux conseillers portugais, Cristóvão de Moura. Celui-ci, en réalité, était venu «afin d'éclairer les droits de son maître » et amorcer des manœuvres dans ce sens auprès des conseillers du cardinal roi et auprès de la noblesse. Une bataille juridique s'engagea alors entre les différents candidats[6]. Dès les premiers jours de janvier 1579, D. António, de son côté, avait affirmé la réalité du mariage de ses parents et demandé au pape la reconnaissance de sa légitimité. D. Henrique, toujours aussi hostile à son neveu, joignit ses efforts à ceux de D. Catarina et de Philippe II pour faire repousser ses prétentions.

Le roi D. Henrique décida d'écarter définitivement le neveu abhorré : en août 1579, il fit prononcer une sentence proclamant l'illégitimité de D. António, et l'envoya à Rome. Il donna l'ordre de l'arrêter. Le prieur de Crato réussit à s'enfuir et adressa une protestation au Saint-Siège qui annula la sentence. D. Henrique passa outre et ordonna le bannissement de D. António du Portugal. Le pape insista en vain auprès de D. Henrique pour qu'il révoquât la mesure.

Grégoire XIII ne voulait pas d'un accroissement de la puissance de Philippe II, et il préférait de loin une solution portugaise. Il proposa donc au roi d'Espagne de s'en remettre à lui pour le règlement de la succession et d'abandonner toute idée de solution armée. Ce dernier, informé des arrière-pensées du Saint-Père, repoussa poliment son offre de médiation. Il y était d'autant moins enclin que l'action de son agent à Lisbonne commençait à

porter ses fruits, non seulement auprès des grands et des prélats, mais aussi dans l'esprit du cardinal roi. Cristôvâo de Moura serinait un argument irrésistible : la puissance du roi d'Espagne était indispensable à la conservation de l'empire portugais, alors qu'un souverain indépendant, faute de moyens, serait incapable de le défendre contre l'avidité des Français, des Anglais et des Hollandais.

Convaincu que la succession ne pourrait se faire sans l'accord de l'Espagne et que l'union des deux couronnes était la meilleure des solutions pour le Portugal, D. Henrique engagea sa nièce, la duchesse de Bragance, à renoncer à ses droits, en compensation de la création d'un royaume du Brésil en faveur de son mari. D. Catarina, très consciente de la faiblesse de ses moyens, répondit qu'elle céderait volontiers ses droits à son fils, le duc de Barcelos, qui épouserait une fille de Philippe II, ou à sa fille, qui épouserait le fils puîné du roi d'Espagne. La séparation des deux couronnes serait ainsi assurée.

Sur la convocation de D. Henrique, les Cortès se réunirent à Lisbonne du 31 mars au 27 juin 1579. Elles discutèrent d'abord de l'obtention de la dispense pontificale qui permettrait le mariage de D. Henrique : le projet fut neutralisé à Rome par Philippe II. La rumeur ayant couru que tout était joué d'avance et qu'avec le consentement du roi, la couronne reviendrait au roi d'Espagne, les chefs des *mesteres* envoyèrent au pape un appel en faveur de D. António. De leur côté, en invoquant les droits de la nation et le précédent de l'élection du maître d'Avis, les *vereadores* de Lisbonne et les *procuradores* du tiers état, auxquels ne se joignirent que huit *fidalgos*, envoyèrent au roi et au pape une adresse en faveur de l'élection d'un roi par les Cortès. D. Henrique rejeta immédiatement cette prétention. Faute de pouvoir s'entendre sur ce point, les trois ordres décidèrent l'élection de cinq gouverneurs du royaume, qui en cas de vacance du trône trancheraient la question de la succession dynastique : D. João Telo de Meneses, Francisco de Sá, D. Joâo Mascarenhas, l'archevêque de Lisbonne D. Jorge de Ataide et Diogo Lopes de Sousa.

Sentant ses forces l'abandonner, D. Henrique s'installa en octobre 1579 au palais d'Almeirim, où s'assemblèrent de nouvelles Cortès. Les *procuradores* des cités et des villes proposèrent une fois encore de procéder à l'élection d'un successeur. Ils se heurtèrent au refus des partisans de D. Catarina et de

ceux de Philippe II, qui craignaient à juste titre que D. António ne disposât de la majorité des voix. On débouchait sur une impasse : les partisans du roi d'Espagne s'appuyaient sur la primogéniture de sa mère, ceux de D. Catarina sur la «représentation» des droits de son père l'infant D. Duarte, et ceux du prieur de Crato, considérant celui-ci comme le fils «légitime» de l'infant D. Luis, sur la loi salique.

Tous ses conseillers supplièrent D. Henrique de désigner un successeur dans son testament, pour éviter une solution militaire dont on savait bien qu'elle se ferait au profit de Philippe II. Les préférences du vieux roi allaient à sa nièce. Très probablement convaincu que ses droits ne pèseraient pas lourd devant la puissance de l'Espagne, il refusa pourtant de se prononcer en sa faveur, d'autant plus que la nullité de son mari, le duc de Bragance, aggravait encore sa faiblesse. Sans doute avait-il aussi fini de se convaincre que l'union dynastique ne pourrait être que bénéfique à sa patrie. Cependant, malgré les pressions qui s'exerçaient sur lui pour qu'il désignât Philippe II, il s'y refusa.

D. Henrique écrivit ainsi dans son testament du 27 janvier 1580 : «Parce qu'au moment où je fais ce testament, je n'ai pas de descendants qui puissent succéder à la couronne de ces royaumes, j'ai commandé de requérir mes neveux qui peuvent prétendre à quelque droit que l'affaire de la succession soit mise en justice. C'est pourquoi je ne déclare pas ici maintenant qui doit me succéder, ce sera celui qui aura le droit pour lui, et je déclare celui-ci pour mon héritier et successeur sauf si avant ma mort, je nomme la personne à qui ce droit doit revenir... »

A sa disparition le 31 janvier 1580, quand les cinq gouverneurs entrèrent en fonctions, la confusion était extrême. Les historiens portugais ont porté un jugement très dur contre le dernier souverain de la dynastie, qu'ils accusèrent d'avoir trahi la patrie en ne désignant pas un successeur national, que ce fût D. Catarina ou D. António. Mais peut-on penser sérieusement que cela eût changé quoi que ce fût au déroulement des événements et que Philippe II eût renoncé à conquérir militairement la couronne de Portugal? Une entreprise dont le succès était assuré.

LA ROYAUTÉ DE PHILIPPE II

La défaite du «parti national»

Sans pour autant adopter la théorie de l'élection, les cinq gouverneurs étaient acquis à l'adoption d'une solution de la crise dynastique par la voie légale, c'est-à-dire par un sincère examen des droits de chacun des prétendants devant les Cortès. En achetant notamment des armes et du blé en France, ils prirent les mesures qui s'imposaient pour la défense du royaume. Chacun d'eux cependant avait ses préférences : Francisco de Sá, D. Joâo Mascarenhas et Diogo Lopes de Sousa étaient favorables à Philippe II, tandis que D. João Telo de Meneses l'était à D. António et D. Jorge de Ataide à la duchesse de Bragance.

Entre février et mai 1580, Cristóvão de Moura de son côté s'employa à rallier à la candidature de son maître le plus possible de personnages importants. Il gagna ainsi de nombreux commandants de provinces et de forteresses. Aussi, lorsque les cinq gouverneurs leur imposèrent un serment et hommage, ils se rendirent compte que, sur un total de trente et un, seize étaient déjà acquis à Philippe II, et que quinze seulement étaient en faveur de D. Catarina ou du prieur de Crato. Ce qui faisait surtout pencher la balance en faveur du roi d'Espagne, c'était la localisation de ses séides : ils tenaient les clefs du royaume, aussi bien les places frontières comme Portalegre, Elvas ou Mourão, que les forteresses qui contrôlaient l'entrée des deux grands estuaires, Sâo Juliâo da Barra pour leTage, et Outâo pour le Sado. Les clefs de Lisbonne, aussi bien terrestres que maritimes, étaient par conséquent à la discrétion de Philippe II.

Sur la convocation des gouverneurs, les Cortès se réunirent le 20 mai 1580 à Almeirim, où les trois d'entre eux favorables à Philippe restèrent seuls maîtres du jeu : l'archevêque de Lisbonne était tombé malade etTelo de Meneses, sans illusion sur le résultat des délibérations, avait préféré s'abstenir d'y paraître. Elles furent transférées à Santarém, puis à Setúbal où, sur des rumeurs de peste, les gouverneurs s'étaient réfugiés. Sans doute voulaient-ils aussi gagner du temps en attendant l'intervention militaire du roi d'Espagne qui ne faisait plus de doute.

Pour s'opposer à l'invasion du royaume, D. António proposa alors un accord au duc de Bragance, qui, s'obstinant dans une position qu'il était incapable d'assumer, refusa. En dépit de tous ses handicaps, D. Catarina

avait lancé un appel au pape et à Élisabeth d'Angleterre pour les conjurer de dissuader Philippe II d'envahir le Portugal. De son côté, D. António espérait leur aide comme celle de la France. En effet, Catherine de Médicis et son fils François d'Alençon, pour lequel elle réclamait la couronne de Portugal, renoncèrent à leurs vues chimériques : leur envoyé, arrivé à Almeirim pour les défendre, passa à Santarém pour offrir l'aide d'Henri III à la duchesse de Bragance afin de soutenir ses droits.

C'est alors que le tiers état, apprenant que l'armée du duc d'Albe était massée sur la frontière d'Elvas, refusa d'aller à Setúbal et fit sécession en restant à Santarém. Le 19 juin 1580, il y acclama D. António comme roi de Portugal en présence de l'ambassadeur de France, ce qui équivalait à une reconnaissance *de facto* par Henri III. Le nouveau souverain fut reçu à Lisbonne avec des transports de joie indescriptibles, tandis que les trois gouverneurs s'enfuirent en Algarve et se réfugièrent à Ayamonte en territoire espagnol. Entre-temps les troupes du duc d'Albe, ne rencontrant qu'une faible résistance, avaient envahi l'Alentejo. L'armada de D. Alvaro de Bazan, marquis de Santa Cruz, pénétrait dans leTage pour faire le blocus de Lisbonne que les Espagnols ne tarderaient guère à assiéger du côté de la terre.

Sur le plan juridique, les trois gouverneurs portèrent un coup fatal à D. António : par la proclamation de Castro Marim du 17 juin 1580, ils reconnurent Philippe II comme «notre Roi et Seigneur naturel de tous lesdits Royaumes et Seigneuries de la couronne de Portugal, comme il l'est de droit et lui appartient». Par conséquent, le prieur de Crato était déclaré sujet rebelle à son roi légitime, Philippe Ier de Portugal.

L'épreuve de force était engagée : D. António ne pouvant compter que sur lui-même, elle déboucherait immanquablement sur la victoire du roi d'Espagne. Le roi de France, Henri III, qui voulait saisir cette occasion de gagner un allié précieux contre l'hégémonie espagnole, lui avait offert son aide, mais, dans la situation de son royaume déchiré et affaibli par les guerres civiles, il était bien incapable de lui envoyer des secours. La proclamation de Philippe II fut envoyée aux quatre points cardinaux du royaume afin de l'y faire acclamer. Habilement, le nouveau monarque y ajouta une cédule qui, à l'exception de ceux qui en avaient accepté des grâces et des charges, accordait le pardon à tous les partisans de son cousin.

Pour triompher, il aurait au moins fallu au prieur de Crato un soulèvement général du royaume. Il ne se produisit pas. Le pauvre roi Antoine en fut bientôt réduit à la seule ville de Lisbonne, assiégée par terre et par mer. Contre les 50 000 soldats du duc d'Albe [7], il ne put recruter qu'une armée disparate et sans expérience de 10000 hommes, y compris 2 000 à 3 000 esclaves qui avaient été affranchis. Selon le comte da Ericeira, il n'y aurait eu que « 4 000 soldats, qui ne méritaient pas ce nom, étant de cette qualité, et qui n'avaient d'autre notion de l'art militaire que ce que leur enseignait D. António qui n'en savait rien lui-même».

Dans la capitale même, l'éphémère souverain ne réussit pas à dresser autour de lui le sentiment national qui avait porté les Portugais lors de la crise de 1383. Le combat se déroula dans la nuit du 25 août 1580 : D. António, vaincu et blessé, s'enfuit à Santarém où il fut bien accueilli, mais la population n'y montra pas la moindre velléité de résistance. Il continua vers le nord : sur son passage il rencontra toujours une vaine sympathie. Aveiro lui ferma même ses portes : par mesure de représailles, il en ordonna le sac par sa petite armée famélique. Porto en revanche l'accueillit : il espéra un instant y organiser une résistance qui lui permettrait de faire la conquête de son royaume. En vain. Il mena alors une vie de proscrit dans le Nord jusqu'au mois de juin 1581, où il réussit à s'embarquer pour la France.

*Philippe I*er*, roi de Portugal*

Si l'on excepte l'île Terceira aux Açores, seul foyer de résistance notable de 1580 à 1583, la royauté de Philippe II fut établie avec une facilité déconcertante. Le 13 septembre 1580, le duc d'Albe fit procéder à son *aclamação* dans la *Câmara* de Lisbonne et, à l'exception de quelques localités qui émirent une timide protestation, toutes les autres cités et villes du royaume suivirent cet exemple. Le Habsbourg avait donc désormais une légitimité que reconnurent parmi les premiers le duc et la duchesse de Bragance. Le 13 novembre, le duc d'Albe écrivit à son maître qui attendait prudemment la suite des événements à Badajoz : «La venue de Votre Majesté est très utile à son service, et rien ne peut avoir plus d'importance pour affermir les choses et les mettre dans l'ordre qui convient. » Les Cortès furent donc convoquées pour la fin du mois de janvier 1581, afin d'y

procéder à la cérémonie du *juramento*. La crainte de la peste dans la capitale les fit déplacer pour Tomar.

Le 5 décembre, le nouveau roi de Portugal fut reçu solennellement à Elvas : l'un des premiers à venir lui baiser la main fut le duc de Bragance avec son fils D. Teodôsio, « démontrant au monde que peu importent les lois quand, dans les litiges, les juges se laissent suborner, et que l'une des parties est un Prince tout-puissant» (Ericeira). Philippe II les traita avec les plus grandes démonstrations d'affabilité et de courtoisie. La duchesse de Bragance, de son côté, avait envoyé D. Rodrigo de Alencastro[8] afin de lui prêter obéissance en son nom. Philippe II à son tour alla saluer D. Catarina, le 27 février 1581, à Vila Boim, à mi-distance d'Elvas et du palais des Bragance à Vila Viçosa : D. Catarina, « en lui baisant la main, éprouva l'évanouissement de ses justes espérances de régner» (Ericeira). Le nouveau roi, étant tombé assez gravement malade, dut rester deux mois à Elvas, où il fut aussi éprouvé par la perte de sa quatrième épouse et nièce, Anne d'Autriche[9].

Philippe Ier de Portugal, acclamé sur tout son parcours par ses nouveaux sujets, se rendit ensuite à Tomar, où les Cortès l'attendaient : « Par tous les lieux où il passa il fut très fêté, les Portugais dorant aveuglément la pilule (*sic*), dont ils expérimenteraient bientôt la saveur amère à l'intérieur» (Ericeira). Le 16 avril 1581, les Cortès furent assemblées dans le monastère de l'ordre du Christ. A une exception près, l'évêque de Guarda, frère du comte de Vimioso, tous les prélats du royaume, dont la majorité appartenait aux plus grandes familles, étaient présents. Hormis le comte de Vimioso, la grande noblesse titrée n'avait pas boudé la cérémonie où se trouvaient le marquis de Vila Real, le baron d'Alvito, les comtes deTentugal[10], de Castanheira, de Portalegre, de Vidigueira et de Linhares. Les membres du Conseil d'État y siégeaient aussi : le comte de Matosinhos, D. Pedro de Alcáçova, Cristóvão de Moura et le secrétaire Miguel de Moura. La majorité des grandes familles de *fidalgos* étaient représentées. On trouvait aussi tous les officiers de la chancellerie, les *desembargadores do Paço,* les *escrivães da câmara*, etc. Enfin le tiers état était largement représenté par les *procuradores* de 94 cidades et *vilas.*

Tous prêtèrent serment à Philippe Ier : « Le duc de Barcelos fut le premier et le duc de Bragance, son père, le dernier, lequel y assistait avec l'épée

comme connétable. L'un des jours suivants, le roi lui remit la Toison d'or à seule fin de le lier à lui par une nouvelle chaîne. Les cérémonies de cette session furent nombreuses et grandes les démonstrations avec lesquelles le roi traita le duc et son fils. Les grands de Castille ressentirent mal cette préférence, mais l'esprit du roi, rompu aux subtilités de la politique, ne se laissa pas vaincre par les plaintes des grands» (Ericeira). Seuls, les deux représentants d'une branche illégitime de la dynastie d'Avis, D. Francisco de Portugal, comte de Vimioso, et son frère, D. João de Portugal, évêque de Guarda, avaient suivi le parti de D. António et partagèrent sa proscription.

L'échec du prieur de Crato aux Açores

Lorsque D. António débarqua à Calais au début de juin 1581, il pouvait espérer l'aide de la France. Avant son arrivée, son représentant António de Brito Pimentel avait reçu quelques assurances de Henri III qui avait donné l'ordre au consul de France à Lisbonne de favoriser son évasion du Portugal. Il avait aussi envoyé en Angleterre João Rodrigues de Sousa pour convaincre la reine Élisabeth de soutenir sa cause. En outre, l'arrivée à Blois le 20 avril 1581 du comte de Vimioso avait produit un très bon effet à la cour de France, qui y avait vu une garantie des chances du prieur de Crato. A Tours, tout un groupe d'exilés portugais se joignit au seul grand seigneur qui avait pris son parti. Cependant, compte tenu des troubles intérieurs en France et de l'avantage d'une reconquête du royaume par la mer, D. António, contre l'avis du comte de Vimioso, choisit d'aller en Angleterre. La Reine Vierge s'abstint de l'encourager et de lui promettre quelque secours que ce fût : les menaces de l'ambassadeur d'Espagne, Bernardino de Mendoza, l'avaient rendue prudente et lui avaient conseillé de ne pas s'embarquer dans une telle aventure.

Le 6 octobre 1581, D. António revint en France, où il fut accueilli en roi par la cour : il fut même question de lui donner la main d'une petite-fille de Henri II et de Catherine de Médicis, la princesse Catherine de Lorraine. Henri III décida alors de former une flotte à Belle-Isle sous le commandement de son cousin Philippe Strozzi : elle ferait voile vers les Açores, le seul domaine portugais qui n'eût pas acclamé le roi d'Espagne, et qui servirait de base à la reconquête de l'empire. Comme tous les groupes

d'exilés, l'entourage de D. António se déchirait allègrement, et Philippe II, qui l'avait infiltré, fut rapidement informé du projet.

Au mois de mars 1582, le secrétaire de D. António s'entendit avec le duc d'Anjou, frère de Henri III, sur les détails de l'expédition. En échange de son soutien, la couronne de France exigea-t-elle la cession du Brésil en cas de succès? On l'a prétendu, mais aucun document n'est venu le confirmer. Malgré les Français qui l'exhortaient à ne pas risquer sa vie dans cette aventure, D. António s'obstina à s'embarquer sur la flotte de Strozzi : comme le projet était de faire des Açores une tête de pont pour la conquête du Brésil, craignit-il que les Français n'y restassent? Cela est bien possible. Quoi qu'il en fût, une escadre de 30 navires, la plus importante que la France eût jamais réunie depuis longtemps, appareilla le 16 juin 1582. En plus des équipages, elle transportait 37 compagnies, soit 5 000 soldats. Pendant ce temps, dans les ports d'Espagne, l'armada, sous les ordres du marquis de Santa Cruz, s'apprêtait aussi à prendre la mer.

Première déception pour les Franco-Portugais : de tout l'archipel, seule l'îleTerceira avec quelques petites îles adjacentes, sous l'autorité du *corregedor*, le docteur Cipriâo de Figueiredo, s'obstinait encore à ne pas reconnaître Philippe II[11]. Pour dissuader d'autres îles de rallier la cause de D. António, la propagande espagnole exploitait le sentiment très catholique des habitants de l'archipel en les mettant en garde contre les huguenots qui ne manqueraient pas de faire de l'île Terceira une «La Rochelle portugaise».

La flotte de Strozzi arriva à l'île de São Miguel, où elle débarqua 3000 soldats pour l'occuper. Au lieu du soulèvement général attendu en faveur du roi Antoine, toute la population se réfugia dans les montagnes pour échapper aux «hérétiques». Entre-temps, l'armada de Santa Cruz, qui n'était guère supérieure en nombre, mais était commandée par l'un des meilleurs marins de l'époque, apparut et rencontra, le 25 juillet 1582, l'escadre française qu'elle détruisit après deux jours de combat (bataille deVila Franca do Campo).

Le prieur de Crato réussit à se réfugier dans l'île Terceira, mais les pertes furent énormes du côté français : Philippe Strozzi fut tué, et sous le prétexte que le roi d'Espagne n'était pas en guerre avec le roi de France, et qu'on les tenait pour des pirates, les prisonniers, officiers, soldats et marins, furent impitoyablement massacrés. L'une des plus illustres victimes fut le comte

de Vimioso, que le marquis de Santa Cruz ordonna d'exécuter de la manière la plus cruelle. Mais l'amiral espagnol renonça à prendre d'assaut Terceira, dont la bonne défense lui aurait valu beaucoup trop de pertes.

D. António réussit à regagner la France pour y chercher des secours : Henri III se laissa attendrir et envoya une nouvelle expédition de 500 hommes sous le commandement du commandeur de Chastes, qui débarqua à Angra au début de mai 1583. En réalité, simple opération défensive, elle était destinée à prolonger la résistance de Terceira et des petites îles. Il importait avant tout de rapatrier les 400 Français qui se trouvaient encore dans la ville. Le 24 juillet 1583, une puissante armada espagnole vint faire le blocus de l'île. Le commandeur de Chastes négocia son départ avec tous les Français et, à la fin du mois, Terceira, suivie par les îles Faial, Sâo Jorge, Graciosa et Pico, se rendit au marquis de Santa Cruz : le comte de Torres Vedras et des dizaines de partisans de D. António furent décapités. Ce dernier resta en France jusqu'en 1585, où il passa en Angleterre, en espérant obtenir d'Élisabeth de nouveaux secours que le malheureux Henri III était désormais incapable de lui fournir.

LES RAISONS D'UNE VICTOIRE FACILE

On ne peut qu'être déconcerté par la facilité de la victoire de Philippe II : comment une nation qui avait si bien su défendre son indépendance en 1383, alors qu'elle était plongée dans une grave crise politique, économique et sociale, se livra-t-elle presque sans résistance au roi d'Espagne? Cette question n'a pas manqué de gêner les historiens portugais : par patriotisme, ils ont souvent attribué la responsabilité du désastre à la trahison des élites et à la violence faite, au mépris de tout droit, à la liberté d'un peuple par le souverain le plus puissant de l'Europe.

Le triomphe du roi d'Espagne s'explique d'abord par son énorme supériorité militaire sur un Portugal dont la faiblesse démographique était évidente : on n'était plus en 1383, quand le royaume du maître d'Avis n'avait à affronter qu'une Castille elle-même déchirée par des querelles intestines, mais dans une époque où Philippe II, à la tête du plus grand empire mondial, était à l'apogée de sa puissance. Il s'explique également par la crise morale, financière et militaire qui suivit le désastre d'Alcácer Quibir, ainsi

que par les faiblesses et les handicaps des autres prétendants : pour D. Catarina, l'incapacité de son mari le duc de Bragance; pour D. António, sa naissance, car le sang juif de sa mère ne pouvait faire de lui un nouveau maître d'Avis. Ce furent enfin les élites, le haut clergé, la noblesse, les riches marchands, même s'ils étaient étrangers ou nouveaux-chrétiens, qui firent basculer le pays en faveur du fils de Charles Quint.

Au delà de la conjoncture, les aspirations profondes, qu'elles fussent d'ordre politique, économique ou culturel, à l'union des peuples et des princes de la péninsule Ibérique, éclairent le consensus qui permit à Philippe II d'établir aussi rapidement et sans coup férir sa souveraineté sur le Portugal et son empire. Son habileté politique fit le reste : en accordant le statut de Tomar, il convainquit ses nouveaux sujets que l'union des deux couronnes en sa personne n'était qu'une union dynastique dans laquelle le Portugal restait lui-même, et qu'elle n'était en aucune manière une annexion déguisée à la monarchie espagnole.

Les atouts de l'union dynastique

La nostalgie de l'unité politique de la péninsule remontait à un très lointain passé, à l'*Hispania* romaine, chrétienne, wisigothique, voire musulmane. Jusqu'au XVe siècle, le rôle moteur en revint certes à la Castille, mais aussi dans certaines circonstances à l'Aragon et au Portugal. A la fin du Moyen Age, le fractionnement politique, économique et culturel de la péninsule était cependant une réalité parfaitement bien ressentie par les populations, et elle constituait un obstacle fondamental. Mais l'union des domaines des Rois Catholiques, ainsi que la fin de la *Reconquista,* avaient donné un nouvel élan à l'idée d'un seul État ibérique. D'ailleurs, les multiples alliances dynastiques entre les souverains de Castille, d'Aragon et de Portugal rendaient cette unité politique inévitable par le jeu des successions et l'absence de loi salique[12].

Les facteurs d'unité n'étaient pas moins puissants sur le plan économique. Nous avons vu combien s'interpénétraient les deux empires ibériques : pour V. Magalhães Godinho, cette date de 1580 «est beaucoup plus un point d'arrivée qu'un point de départ... Elle consacre dynastiquement le changement de structure du milieu du siècle... Ce n'est pas l'union

dynastique qui vint ouvrir aux Portugais les marchés espagnols parce que, déjà antérieurement, ils pénétraient à chaque pas dans l'empire voisin».

La complémentarité entre les deux domaines coloniaux était en effet évidente : les Espagnols avaient besoin du savoir-faire commercial des Portugais, et ces derniers des mines de l'empire espagnol. Le trafic avec l'Inde et l'Extrême-Orient absorbait de grandes quantités d'argent que l'Europe était incapable de fournir. Les Portugais étaient par conséquent de plus en plus dépendants des mines du Mexique et du Pérou en pleine expansion. Déjà en 1558, les Français capturaient un navire portugais qui revenait du Pérou et apportait quelque 100000 ducats d'or et d'argent, appartenant en grande partie à des Portugais. En 1563, des vaisseaux venant des Indes de Castille déchargeaient dans les ports portugais des marchandises possédées aussi bien par des Portugais que par des Castillans. L'ambassadeur d'Espagne à Lisbonne constatait avec amertume que, en dépit de toutes les lois et accords entre les deux puissances, des navires et des négociants portugais de Lisbonne et de l'Algarve avaient des contrats avec les Indes espagnoles.

Braudel donne l'exemple de l'île de Santa Margarita, dans la mer des Antilles, c'est-à-dire l'île des perles, objet de toutes les convoitises : en 1558 y arrivèrent «quelques caravelles et navires du royaume de Portugal, avec, à bord, des équipages et des voyageurs portugais». Ils prétextaient que, alors qu'ils se rendaient au Brésil, une tempête les avait par hasard entraînés vers l'île, et qu'ils avaient été contraints d'y aborder. Un témoin remarqua : «Ils nous semblent bien nombreux ceux qui viennent de cette manière, et nous craignons que ce ne soit avec de mauvaises intentions. »

Séville, beaucoup plus qu'Anvers, était devenue l'un des pôles essentiels du commerce portugais. En outre, ce dernier se sentait menacé par la mise en place d'une ligne de commerce espagnole, régulière et directe entre le Mexique et la Chine, via Manille et les Philippines. Il lui fallait donc obtenir une liberté d'accès et de trafic à l'intérieur des possessions coloniales de son rival, qui furent désormais dans la deuxième moitié du XVIe siècle un puissant foyer d'attraction pour les initiatives portugaises.

Les relations directes entre Portugal et Espagne se faisaient de jour en jour plus nombreuses, rendant les deux couronnes de plus en plus interdépendantes. Commerçants et navires portugais servaient

d'intermédiaires entre l'Espagne et le reste de l'Europe, tandis que marchands et capitalistes espagnols contrôlaient une partie du trafic portugais et avaient une part importante dans les affaires entreprises par la couronne portugaise. D'une manière générale, les deux pays, surtout le Portugal, qui, toujours déficitaire en céréales, importait presque tous les ans le blé de Castille, aspiraient à un marché unique ibérique où seraient abolis tout ou partie des droits de douane le long de leur frontière commune.

Enfin, Espagnols et Portugais avaient des ennemis communs qui leur infligeaient les mêmes pertes : les ennemis de l'Espagne – protestants anglais, huguenots français ou gueux des Pays-Bas - n'épargnaient pas davantage les Portugais, car lignes commerciales et routes maritimes leur étaient communes. La lutte contre la piraterie exigeait par conséquent une action combinée des flottes des deux couronnes ibériques, contre les Maures et également contre les Turcs. Espagne et Portugal devenaient ainsi des alliés naturels entre lesquels, étant donné l'énorme gâteau colonial que chacune des deux puissances avait à digérer, des agressions mutuelles étaient peu probables.

Le Portugal était depuis longtemps perméable aux influences culturelles de la Castille. Jusque-là cependant, elles avaient été compensées par l'effet d'autres cultures - française, bourguignonne, aragonaise, italienne et même anglaise. Au XVIe siècle, l'ascendant de la culture castillane devint largement prépondérant : la majorité des auteurs, des courtisans et des élites intellectuelles du Portugal étaient bilingues ou, du moins, parlaient plus ou moins le castillan. La plupart des auteurs portugais, y compris Luis de Camoens, écrivirent une partie de leur œuvre dans la langue de culture internationale qu'était devenu le castillan. Gil Vicente était à cet égard exemplaire : le créateur du théâtre national portugais est aussi l'un des classiques de la littérature espagnole. Nombre d'étudiants portugais allaient suivre les cours des universités espagnoles de Salamanque et d'Alcalá de Henares, tandis que des professeurs espagnols venaient enseigner au Portugal.

Si l'apport des «*romances*» populaires du pays voisin fut loin d'être négligeable, les couches inférieures de la population, dont les récits d'histoires merveilleuses et d'épopées rythmaient la vie quotidienne, furent naturellement moins affectées. Cette différence dans le degré de

castillanisation entre les élites et le peuple peut expliquer en partie leurs attitudes divergentes envers l'union avec l'Espagne.

En Espagne, on ressentit aussi l'influence portugaise : divers auteurs espagnols furent également bilingues et de nombreuses traductions y firent connaître la littérature portugaise. Même si leur présence fut plus fugace et leur emprise moins profonde que celles des reines espagnoles à Lisbonne, l'arrivée à la cour d'Espagne de reines portugaises ne fut pas sans conséquences. Elles y amenèrent un certain nombre de leurs compatriotes qui y firent parfois une brillante carrière : Rui Gomez, prince d'Eboli, et Cristóvão de Moura figurèrent parmi les principaux conseillers de Philippe II. Malgré sa disparition prématurée, l'impératrice Isabelle inculqua certainement à son fils quelques bribes de sa langue et de sa culture, que compléta sa première épouse l'infante D. Maria. Au-delà de l'aspect purement politique, ces alliances contribuèrent ainsi à l'intérêt que Philippe II porta toujours au Portugal[13].

Le statut de Tomar, loi fondamentale de l'Union ibérique

Le savoir-faire politique du roi d'Espagne contribua beaucoup au succès de son entreprise. Il rassura immédiatement ses nouveaux sujets : héritier légitime de la maison d'Avis et à moitié portugais, son accession au trône de Portugal n'était pas autre chose qu'une succession dynastique; l'union des deux couronnes sur sa tête n'était qu'une union personnelle où le Portugal conserverait son indépendance et ses intérêts, ce n'était nullement une conquête qu'il voulait soumettre à la domination espagnole. C'est parce qu'ils ne respectèrent pas ce dessein que ses successeurs provoquèrent la rupture de 1640[14].

Ce fut devant les Cortès, réunies à Tomar en avril 1581, que Philippe II, acclamé comme roi de Portugal sous le nom de Philippe Ier, reconnut à son nouveau royaume un statut qui garantissait son indépendance. Ce statut, où étaient énumérés les privilèges du royaume en 25 chapitres, était celui qu'avait promis le roi D. Manuel aux Portugais, quand il était allé prêter serment comme prince de Castille et d'Aragon, du fait de sa femme l'infante Isabelle. Dans leurs discours, l'évêque de Leiria, D. António Pinheiro, ainsi que le docteur Damiâo de Aguiar, *vereador* de Lisbonne, insistèrent d'abord

sur la légitimité du nouveau souverain. Le prélat plaida pour qu'il accordât une amnistie complète à ceux qui avaient été trompés, avaient porté préjudice à la paix publique en s'opposant à «la juste possession de la légitime succession du royaume». Le second orateur rappela à Philippe tous les privilèges que ses prédécesseurs avaient accordés à leurs peuples pour les gouverner sagement.

Le roi s'engagea à observer et à ne jamais altérer les libertés, privilèges, us et coutumes traditionnels de son nouveau royaume : sa législation était intégralement maintenue, et sa langue serait d'un usage exclusif dans les actes officiels. Il en serait de même pour les institutions : c'est ainsi que les Cortès se réuniraient obligatoirement au Portugal.

Pour enraciner encore davantage la dynastie, on lui demanda, en cas de remariage, de choisir une Portugaise, une «*Senhora natural deste Reino*», et de faire éduquer au Portugal son héritier le prince D. Diogo pour qu'il en connût parfaitement les usages et mœurs. Le vice-roi ou gouverneur qui représenterait le roi à Lisbonne, si comme il était vraisemblable celui-ci s'en absentait[15], devrait être un membre proche de la famille royale, ou à défaut appartenir à la nation portugaise. Tous seraient maintenus dans leurs emplois, aussi bien dans les charges civiles que militaires et ecclésiastiques ou dans celles de la cour. Pour les nouvelles nominations, le roi n'y placerait que des Portugais. En revanche, les Portugais auraient la possibilité d'exercer des fonctions publiques en Espagne.

Le commerce exclusif de l'Inde et de la Guinée était réservé aux seuls Portugais, alors qu'ils se voyaient accorder des privilèges dans l'empire espagnol. Toutes taxes, tous impôts ou autres droits étaient supprimés à la frontière entre les deux pays. Enfin, pour la défense des flottes de l'Inde contre les pirates et corsaires, Philippe II prêterait l'aide de toutes ses forces navales.

Tous les secteurs de la population, nobles et marchands surtout, ne pouvaient qu'éprouver une grande satisfaction à la lecture de ce statut. Les Espagnols, en revanche, risquaient à juste titre de s'offusquer des privilèges que le roi avait accordés à ses nouveaux sujets à leur détriment. N'oublions pas en effet que l'administration et le commerce des Indes occidentales avaient été jusque-là réservés aux seul sujets de la couronne de Castille, alors que ceux de la couronne d'Aragon en étaient encore officiellement

exclus. Si Philippe II s'en était tenu à l'idée qu'il avait caressée de faire de Lisbonne sa capitale, peut-être le double empire eût-il survécu plus longtemps.

LE RÈGNE DE PHILIPPE Ier (1581-1598)

Philippe II à Lisbonne

Le fils d'Isabelle de Portugal considérait sa nouvelle capitale comme «la princesse de toutes les cités du monde». Il ordonna d'abord quelques mesures d'urgence pour rétablir les bonnes conditions de vie que le règne très bref de D. António avait altérées : un approvisionnement de 25 000 fanègues de blé, quantité qui serait plus tard augmentée, lui fut accordé. Il donna aussi 6000 chars de bois pour la construction des décors de son entrée solennelle. Ayant appris que la *Câmara* avait décidé de lever une contribution pour faire face à cette dépense, le roi, ne voulant pas qu'il y eût à cette occasion « oppression du peuple», l'interdit et accorda une subvension pour payer les frais engagés.

En juin 1581, Philippe II fit son entrée solennelle dans sa nouvelle capitale sous les acclamations populaires. Le jour de la fête de saint Antoine, patron de la cité, la galère royale, accompagnée par un nombreux cortège d'embarcations, descendit le Tage. Comme le *Paço da Ribeira* n'était pas encore prêt, la *Câmara* le pria d'attendre quelques jours à Almada. Le 24 juin, Philippe II débarqua enfin au milieu des plus somptueuses festivités que la ville eût connues jusque-là.Tous les navires portugais et étrangers saluèrent la galère royale. Il débarqua près du *Paço,* sur le quai où l'on avait élevé un arc de triomphe : il y reçut les clefs de la ville des mains du *vereador* Filipe de Aguilar en présence des officiers, des magistrats, des gens de métier, et d'une multitude qui l'acclamait avec enthousiasme.

Le roi à cheval prit ensuite la tête d'un cortège qui parcourut des rues richement ornées, et passa sous les arcs de triomphe élevés par les divers corps de métiers. Devant la *Sé,* où l'on avait construit un portique, il écouta la harangue du docteur Heitor de Pina. Ce dernier y exprima le vœu que les

Portugais fussent traités comme des fils et non comme des vassaux, et sur le même mode qu'au temps des rois ses prédécesseurs, «de telle manière que son royaume de Portugal sente bien qu'il n'était pas venu s'ajouter à ses autres royaumes, mais que ce sont ces derniers qui s'étaient joints à lui». A l'entrée de la *Sé*, le monarque fut accueilli par l'archevêque. Il alla ensuite prier dans la chapelle toute proche de Saint-Antoine. Le cortège se forma derechef pour se rendre au *Paço da Ribeira*, en parcourant d'autres rues aussi brillamment décorées et en passant sous d'autres arcs de triomphe dressés par les métiers, tandis que le peuple célébrait l'événement par des danses et des farandoles.

Philippe II décida de rester quelque temps à Lisbonne pour raffermir son autorité et veiller au bon fonctionnement des institutions dans la nouvelle conjoncture politique. Il eut à cœur de faire sentir à son peuple que rien n'avait changé, que l'indépendance portugaise n'avait reçu aucune atteinte et que leur nouveau souverain était bien le petit-fils de D. Manuel et le continuateur de la dynastie d'Avis.

Il visita les principaux couvents et églises de la capitale, Sintra, le monastère des Jerónimos, le port de Cascais et les *fortalezas* de l'estuaire duTage. Pour rendre grâces à Dieu d'avoir épargné à Lisbonne le fléau de la peste, il alla prier à l'église S. Roque. Au mois de mai 1582, il séjourna dans les palais de Salvaterra, de Muge et d'Almeirim, où il s'adonna aux plaisirs de la chasse. Lorsque les restes de D. Sebastião revinrent d'Afrique, il assista aux obsèques qui se déroulèrent à Belém en présence de tous les hauts prélats et de la grande noblesse : il y admit aussi pour la première fois les membres de son entourage espagnol qui s'était effacé jusque-là pour ne pas blesser la *fidalguia*[16].

La nouvelle arrivée de Madrid de la mort de son héritier le prince D. Diogo des suites de la petite vérole fut pour le souverain un coup très dur. Il lui fallut envisager les conséquences politiques de cette disparition, qui remettait en question la succession de la couronne de Portugal. Pour la régler, il convoqua de nouvelles Cortès à Lisbonne : elle se réunirent le 30 janvier 1583 pour procéder à la cérémonie du *juramento* du prince D. Filipe[17].

La continuité des institutions

L'union dynastique n'altéra en rien la nature de la monarchie portugaise, qui resta ce qu'elle était devenue avec les derniers souverains de la maison d'Avis : une monarchie absolue de droit divin gouvernée personnellement par le roi. Le vice-roi ou le gouverneur qui le représenterait à Lisbonne n'aurait par conséquent que l'apparence d'une ample souveraineté, puisque celle-ci, incarnée dans la personne même du monarque, se trouverait là où il résiderait.

Aussi, sur la prière des trois états du royaume, un *Conselho* de *Portugal* fut-il créé en 1582, qui demeurerait à Madrid auprès du roi et devrait travailler avec lui et l'accompagner partout. Il fut en outre décidé «que le roi ou ses successeurs, étant absents du royaume, emmènerait toujours avec lui, en quelque endroit où il se trouvât, un prélat ou quelque ecclésiastique, un vedor *da Fazenda* (intendant de finances), un secrétaire, un *chanceler-mor* et deux *desembargadores do Paço,* et que par eux et avec eux, il dépêcherait toutes les affaires du royaume. Que, de la même manière, où la cour résiderait seraient toujours deux *escrivães da Fazenda* et deux de la *Câmara* pour exercer leurs offices, tous les diplômes étant écrits en langue portugaise». Le représentant de la Couronne aurait à ses côtés un secrétaire du royaume qui serait avec lui l'organe de transmission des conseils ou tribunaux traditionnels. Avant de partir, Philippe II avait donné à son neveu l'archiduc Albert des consignes de gouvernement qui confirmaient et précisaient les articles jurés à Tomar. Il devrait réunir le Conseil d'État toutes les semaines, et, pour dépêcher quotidiennement les affaires avec lui, choisir trois de ses membres[18].

L'un des aspects les plus bénéfiques du gouvernement de Philippe II fut l'abondante législation promulguée par sa chancellerie. En 1582, il avait chargé deux grands magistrats, le docteur Paulo Afonso et le docteur Pedro Barbosa, *desembargadores do Paço,* de remanier les lois du royaume. Ce travail aboutit à la promulgation des *Ordenações Philipinas,* dont la loi du 5 juin 1595 ordonna la publication, faite en 1603. Ce ne fut certes qu'une compilation sans originalité des *Ordenações Afonsinas* et *Manuelinas.* Elle les remit cependant en ordre, rendit de grands services et resta en vigueur jusqu'à la fin de l'ancien régime portugais[19].

Le gouvernement du cardinal archiduc (1583-1593)

Avant de quitter Lisbonne, Philippe II laissa comme gouverneur du royaume le cardinal Albert, archiduc d'Autriche [20]. Il respectait ainsi l'une des clauses les plus importantes de Tomar. Arrière-petit-fils de D. Manuel, l'archiduc Albert ne manquait jamais de rappeler le sang portugais qui coulait dans ses veines. Il sut montrer beaucoup de clairvoyance et de tact dans le gouvernement d'un pays qui, bien qu'il eût accepté la souveraineté de la maison d'Autriche, avait la nostalgie de son indépendance et de sa grandeur passées, mais encore toute proches. Le 31 janvier 1583, il avait juré dans les Cortès que «bien et loyalement il gouvernerait, régirait et défendrait ces Royaumes et Seigneuries de Portugal», en gardant aussi les privilèges, les grâces et les faveurs des «cités, villes et localités, églises et monastères», ainsi que ceux de «toutes les personnes de quelque état et de quelque condition qu'elles fussent».

La tâche du neveu de Philippe II s'avérait d'autant plus délicate que, dans l'âme populaire et malgré la défaite de D. António à Terceira, un très fort sentiment de patriotisme et d'hostilité aux Castillans persistait. Le sébastianisme commençait déjà à remuer les esprits : dans tout le royaume couraient des rumeurs selon lesquelles D. Sebastião, malgré ses obsèques solennelles célébrées à Belém, n'était pas mort sur le champ de bataille d'Alcácer Quibir et que le corps déposé aux Jerónimos n'était que celui d'un «soldat inconnu» : le roi reviendrait un jour du Maroc pour reprendre la couronne usurpée par Philippe II. La mentalité populaire voyait partout des présages terrifiants qui annonçaient la malédiction divine et les plus grands cataclysmes. Un chroniqueur du temps l'exprimait en ces termes : «Jamais il n'y eut tant de pauvreté et de misère, ni tant de châtiments du ciel et de la terre, ni tant de malchance, ni tant de maladies, ni tant de pestes, ni tant de morts, ni tant de signes dans le ciel... » Sa mission fut en revanche facilitée par le ralliement de toutes les élites portugaises. La grande noblesse, en particulier, s'intégra parfaitement dans le système habsbourgeois.

Le cardinal archiduc s'employa à améliorer l'administration locale et à encourager l'activité économique. Un nouveau règlement de la *Casa da Relação do Porto* rendit la justice plus proche des justiciables du Nord du royaume, un autre précisa les fonctions des *juizes de fora*, et un troisième

les activités de la douane de Lisbonne. Il promulgua des *alvarás* (édits) sur les gitans, les pauvres et les vagabonds qui erraient dans le royaume. Une loi réglementa la sortie des nouveaux-chrétiens du Portugal. Il eut à cœur de défendre les côtes portugaises contre l'action des corsaires anglais, hollandais ou huguenots français. A cet effet, il plaça des garnisons espagnoles dans les principales places du royaume. C'était là une violation du statut de Tomar, mais il fallait bien remédier à l'incapacité des Portugais à les garnir eux-mêmes. Il se montra en revanche impitoyable pour tous ceux que l'on soupçonnait d'être favorables au prieur de Crato, et en fit exécuter quelques-uns.

Le gouvernement d'Albert fut marqué par deux événements majeurs : le désastre de l'Invincible Armada et l'expédition ratée du prieur de Crato. On sait comment Philippe II, faute de pouvoir s'entendre avec elle, avait voulu en finir avec l'hérétique Élisabeth d'Angleterre, et comment l'expédition de l'Invincible Armada, qui appareilla de Belém le 27 mai 1588, tourna au désastre. Celui-ci porta un grave préjudice au Portugal. Bien que la flotte d'outre-mer restât indemne, la perte de douze de ses navires avec leurs équipages (1293 marins) et les soldats (3330) qu'ils transportaient fut durement ressentie. L'affaiblissement naval de l'Espagne eut des répercussions encore plus fâcheuses. Il ne permit plus en effet à Philippe II de protéger aussi efficacement qu'auparavant les côtes et les liaisons maritimes du Portugal et de son empire, et Élisabeth, qui ne les épargnait déjà pas, traita désormais les Portugais en ennemis au même titre que les Espagnols.

Depuis 1585, la reine d'Angleterre, en attendant une occasion favorable, méditait une grande expédition qui rétablirait le prieur de Crato sur le trône de D. Manuel. Le 15 août 1585 en effet, D. António avait quitté La Rochelle pour Londres, et avait donné l'ordre à tous ceux qui l'avaient suivi dans son exil de le rejoindre en Angleterre, « où la reine et les membres de son conseil l'avaient appelé». Le maître d'oeuvre de l'expédition devait être le grand corsaire anglais Francis Drake qui ne cessait de porter des coups terribles aux galions espagnols. En 1585, il était même entré dans le port de Cadix où il avait incendié 30 navires. Il avait ensuite ravagé la côte de l'Algarve et s'était emparé de tous les navires de la *carreira da Índia* à sa portée. Il avait enfin pénétré dans l'embouchure duTage, provoquant la

panique des Lisboètes devant l'éventualité d'un sac de leur cité. L'Invincible Armada ajourna un débarquement des Anglais sur la côte portugaise.

Au début du mois de mai 1589, une flotte de 26 grands navires, avec 4 000 marins et 11000 soldats, quitta Plymouth sous le double commandement de Drake et du général Norris. Dans le navire amiral s'étaient embarqués le «roi Antoine», son fils D. Manuel et la plupart de ses compagnons. Le cardinal archiduc, informé dès le début par un membre de l'entourage de D. António, Santos Pais, prit les mesures indispensables à la défense de la côte et surtout à celle de la capitale.

Malgré l'avis de Drake, la flotte anglaise attaqua et pilla le port de La Corogne en Galice. Philippe II put ainsi avertir à temps son neveu de l'arrivée très proche des ennemis devant Lisbonne. Le succès de l'opération dépendait en grande partie d'un soulèvement général de la nation portugaise contre la domination castillane : D. António l'avait promis à la reine Élisabeth comme il l'avait déjà fait à Henri III aux Açores. Francis Drake, après avoir débarqué à Peniche un détachement de 1 600 fantassins et 200 cavaliers qui devrait faire le siège de la capitale du côté de la terre, fit voile vers la baie de Cascais. Les opérations se soldèrent par un échec retentissant. Les soldats anglais débarqués à Peniche vidèrent les caves de la région et se laissèrent aller à des excès de boisson. Aussi mirent-ils une semaine à arriver sous les murs de Lisbonne et laissèrent-ils le temps à l'archiduc de mettre la capitale en défense.

Contrairement aux espoirs de D. António, le grand soulèvement ne se produisit pas. Bien au contraire, les Lisboètes, terrifiés par la mise à sac probable de leur ville et redoutant le triomphe des hérétiques, s'enrôlèrent en masse pour résister à l'envahisseur : 20000 hommes se joignirent aux 3000 vétérans espagnols que Philippe II avait envoyés, et toute la noblesse portugaise se rassembla autour de leur commandant, le comte de Fuentes. En dépit des protestations de D. António, Francis Drake, mouillé au large de Cascais, estima que la partie était perdue, rembarqua tous les soldats et appareilla pour l'Angleterre le 20 juin 1589. Le rêve du prieur de Crato s'était définitivement évanoui : il mourut à Paris, le 25 août 1595, sans avoir revu sa patrie.

En 1593, le cardinal archiduc gouvernait sans partage le Portugal depuis dix ans : son autorité avait été encore accrue par le titre que le pape lui avait

donné de légat *a latere* et par la charge d'inquisiteur général. Serait-ce dans la crainte que son neveu ne cédât à la tentation de confisquer la couronne de Portugal à son profit que Philippe II le rappela brusquement? Ou serait-ce parce que des Portugais avaient porté des plaintes contre son administration trop vigoureuse?

Quoi qu'il en fût, le prince quitta Lisbonne au mois de juillet 1593 et jusqu'en 1640, la représentation du pouvoir royal au Portugal oscilla entre deux formules : un personnage de confiance qui ne serait pas tenté par une couronne et n'en aurait pas les moyens, et un collège de gouverneurs. C'est cette dernière solution que choisit Philippe II pour remplacer son neveu et beau-frère.

La période des gouverneurs de 1593 à 1599

Les Portugais que le «Roi Prudent» choisit en 1593 appartenaient à la «vieille garde», qui avait favorisé son accession au trône de Portugal et qui détenait de hautes charges de Cour et d'Église : D. Miguel de Castro, archevêque de Lisbonne, D. Joâo da Silva, quatrième comte de Portalegre, *mordomo-mor et capitão-mor dos presídios e gente* de *armas,* D. Francisco Mascarenhas, comte de Vila de Horta, *capitão-mor dos ginetes* (capitaine de la garde royale à cheval), D. Duarte Castelo Branco, comte do Sabugal, *meirinho-mor,* et D. Miguel de Moura, *escrivão da puridade.* Tous, hommes de confiance du roi, nés et enracinés au Portugal, possédaient une grande connaissance des affaires du royaume.

Leur expérience s'avérait d'autant plus nécessaire que quelques troubles saluèrent le début de leur administration. Des «*papeis*» (écrits) appelèrent la population de l'Alentejo à se soulever pour faciliter le retour de captivité de D. Sebastiâo. Ce fut sans lendemain. En revanche, la levée du «*tributo do consulado*», taxe de 3 % que l'archiduc Albert avait instituée en 1591 sur toutes les marchandises qui entraient et sortaient des ports portugais, mécontentait vivement la population. Cet impôt était pourtant destiné à armer une flotte permanente chargée de défendre le littoral et de protéger les navires venant de l'Orient et du Brésil contre les corsaires anglais et hollandais. Les marchands s'étaient saisis de ce prétexte pour augmenter les prix de leurs marchandises dans des proportions exorbitantes, parfois de

100 %! La population connut alors une forte baisse de son pouvoir d'achat. Chacun invoquant les privilèges de sa terre pour y échapper, le recrutement d'hommes pour la défense du territoire rencontrait aussi de grandes difficultés.

Toutes ces mesures n'empêchèrent pas les incursions des Anglais sur les côtes portugaises et leurs attaques sur les flottes des Indes et du Brésil. L'un des épisodes les plus marquants fut le sac de Faro par le comte d'Essex le 20 juillet 1596. Les expéditions de Francis Drake et des autres corsaires anglais furent moins spectaculaires mais plus néfastes : ils écumaient toute la zone littorale qui allait de la barre du Mondego jusqu'au cap Saint-Vincent. Leur objectif n'était pas de faire des conquêtes territoriales, mais de tirer profit de leurs riches prises, de rompre les routes maritimes et de détruire ainsi la machine impériale hispano-portugaise.

Jamais, pendant la période des gouverneurs, la souveraineté de Philippe II ne fut battue en brèche. Il y eut tout au plus, dans la noblesse portugaise, quelques blessures d'amour-propre qui provoquèrent de légers troubles rapidement éteints. Certains nobles, jaloux de la faveur dont jouissaient deux d'entre eux, le comte de Monsanto et son fils, D. Álvaro Pires de Castro, firent circuler des pamphlets qui les qualifiaient de traîtres et ils suscitèrent une petite émotion populaire à Lisbonne. Lorsqu'en 1596 un tambour du duc de Bragance fut fait prisonnier par des soldats espagnols, les domestiques de ce dernier accompagnés de militaires et de gens du peuple allèrent attaquer les portes de la prison pour obtenir sa libération : il s'agissait là de faire respecter les privilèges du plus grand seigneur portugais. Il serait erroné de voir dans ces incidents un début de révolte de la noblesse portugaise contre le pouvoir espagnol. Ce n'étaient que querelles nobiliaires sans grande signification que toutes les cours avaient connues, connaissaient et connaîtraient[21].

A contrario, lorsque le roi, même avec de bonnes intentions, portait la moindre atteinte au statut de Tomar, il cédait aux protestations qu'elle entraînait. A cet égard, ce qui se passa en 1596 est significatif. Le bruit d'une attaque anglaise sur la capitale courait alors : pour mieux en organiser la défense et lui éviter une mise à sac, Philippe II créa la charge de général de terre et de mer au Portugal, dont le titulaire fut appelé *adelantado.* Faute d'un noble portugais compétent, il y nomma un Espagnol. La protestation

fut unanime dans la noblesse comme dans le peuple, et un grand *motim*[22] secoua Lisbonne le 22 juillet 1596. Les gouverneurs demandèrent alors au roi de respecter le statut de Tomar qui garantissait la possession des charges militaires et civiles à des Portugais. Très soucieux de ne provoquer aucun mécontentement grave chez ses sujets portugais, il s'inclina et désigna pour la fonction D. João da Silva, comte de Portalegre, et comme capitaine général de la cavalerie le comte deVila da Horta.

Le divorce entre la noblesse portugaise et la Couronne n'interviendrait qu'après la mort de Philippe II, en 1598, pendant le gouvernement des *validos* de Philippe III et de Philippe IV

1 Ses plus proches conseillers furent D. Jorge de Almeida, archevêque de Lisbonne, D. João Mascarenhas, le père Leão Henriques, son confesseur, D. Jorge de Ataide, D. Miguel de Moura et D. Francisco de Sá de Meneses.

2 Il était lui-même petit-fils de Charles Quint et neveu du roi d'Espagne, par sa mère Marguerite d'Autriche, fille naturelle de l'empereur.

3 Voir tableau généalogique, p. 198.

4 Il était venu à Madrid comme page dans la suite de D. Joana, sœur de Philippe II et mère de D. Sebastião, qui s'y était retirée dans le couvent de Las Reales Descalças.

5 Le nonce apostolique témoignait en juin 1579 que le roi, ses proches conseillers et les prélats étaient favorables à D. Catarina, les gens du peuple, les marins et les nouveaux-chrétiens à D. António, et la grande majorité des nobles à Philippe II.

6 D. Catarina fut soutenue par l'université de Coïmbre, notamment grâce aux *Alegações*, composées par le docteur Felix Teixeira et le licencié Afonso de Lucena. Philippe II jouissait non seulement de l'appui des universités castillanes de Salamanque et d'Alcalá de Henares, mais aussi de celui de juristes portugais de qualité comme les docteurs Bartolomeu Filipe et António da Gama, ou le licencié António de Castilho, *guarda-mor da Torre do Tombo.* Les droits du prieur de Crato furent défendus par des hommes moins prestigieux : le docteur Pero de Alpoim, l'avocat de Braga Caldas Pereira, et d'autres personnalités du monde de l'enseignement et du droit. Catherine de Médicis envoya à Lisbonne Pierre de Belloy et le légiste Papire Masson, et eut un avocat remarquable en la personne d'Urbain de Saint-Gelais, évêque de Comminges.

7 Dans son *História de Portugal Restaurado,* le comte da Ericeira réduit ce chiffre à 20 000 vétérans sous l'un des meilleurs capitaines de son temps.

8 Il descendait de D. Jorge, fils naturel de Jean II.

9 Le comte da Ericeira écrivit méchamment dans son *História de Portugal Restaurado :* «La justice divine qui lui avait rendu la santé, ne voulut pas lui épargner le châtiment, telle était la qualité de la faute que d'usurper injustement le royaume à la duchesse de Bragance ! »

10 Chef de la branche cadette de la maison de Bragance, qui reçut après la Restauration de 1640 le titre de duc de Cadaval.

11 L'entrée dans le port d'Angra de navires français, commandés par le capitaine Antoine Escalin, le 19 mai 1581, avait conforté sa résistance. A deux reprises, en juillet et en septembre

1581, des flottes espagnoles avaient vainement tenté de réduire Terceira à l'obéissance. Pendant l'hiver, des navires français y débarquèrent des soldats et de l'artillerie, et apportèrent la nouvelle de la formation de la grande flotte de Belle-Isle. D. António commit l'erreur d'y envoyer Manuel da Silva, fait comte de Torres Vedras, chargé de le représenter en tant que lieutenant. Celui-ci s'y conduisit avec une insigne maladresse en persécutant tous ceux qui étaient soupçonnés d'être partisans de Philippe II.

12 Rappelons qu'en 1471-1479 et en 1496-1500, l'union dynastique faillit être réalisée en faveur de la maison d'Avis, surtout lorsque, par le mariage de D. Manuel Ier avec l'infante Isabelle, fille aînée et héritière des Rois Catholiques, leur fils, D. Miguel de la Paz, fut un moment, pendant sa courte vie, de 1498 à 1500, le seul héritier des domaines ibériques et des deux empires d'outre-mer. Le XVIe siècle ne fit que renforcer cette probabilité d'union dynastique, lorsque D. Manuel épousa successivemenent la sœur cadette de D. Isabel, D. Maria, puis D. Leonor, celle de Charles Quint, et lorsque ce dernier s'unit à Isabelle, la fille aînée de D. Manuel, dont leur fils Philippe tiendrait ses droits ou ses prétentions. Ce dernier épousa lui-même sa double cousine germaine, D. Maria, fille de D. João III et de D. Catarina, la plus jeune sœur de Charles Quint. Enfin la sœur de Philippe II épousa l'héritier de Portugal, D. João, dont le fils fut le roi D. Sebastião. L'inévitable s'était donc produit en 1580. Voir le tableau généalogique, p. 198.

13 La question de savoir si Philippe II parlait ou non le portugais reste controversée. Ce qui est certain, c'est qu'à l'inverse de son père Charles Quint, qui parlait plusieurs langues, il ne maîtrisait vraiment bien que le castillan. Il est cependant plus que probable qu'il lisait et comprenait le portugais.

14 «Le roi s'étudiait particulièrement à ne point montrer à ses nouveaux vassaux une quelconque différence avec le traitement qu'ils avaient eu des anciens rois de Portugal après lesquels ils soupiraient. Dans ce sens, il recevait très tendrement tous ceux qui venaient lui baiser la main... » (Ericeira).

15 Il semble pourtant que Philippe II ait envisagé un instant de faire de Lisbonne sa résidence principale et la capitale de son empire bicéphale.

16 Cette solennité était certes naturelle. Elle n'était cependant pas exempte d'arrière-pensées politiques. Les premières manifestations de sébastianisme apparaissaient déjà, et il fallait prouver au peuple portugais que D. Sebastião était bien mort sur le champ de bataille d'Alcácer Quibir. Sur le sébastianisme, voir p. 314 et suiv.

17 Le comte da Ericeira rapporte que le duc de Bragance, qui y était présent en sa qualité de connétable du royaume, mourut, quelques semaines plus tard, du dépit de ne pas avoir été désigné comme successeur, «son âme ne pouvant supporter le poids de tant d'infortunes». Pour consolider encore sa légitimité, Philippe II voulut alors épouser sa veuve. Elle refusa noblement et lui répondit qu'elle ne voulait pas trahir la mémoire de son défunt mari pour la vanité de la couronne d'Espagne, et encore moins porter atteinte aux droits de son fils D. Teodósio. Sur le chemin de son retour à Madrid, le roi passa à Vila Viçosa pour la convaincre lui-même : il y resta trois jours en tenant avec elle de nombreuses heures de conférences. Il n'obtint pour seule réponse que, «si sa cause était juste, elle ne pouvait déshériter son fils, et que si elle ne l'était pas, Sa Majesté trouverait en lui un très bon soldat» (Ericeira).

18 Le roi avait réglé avec soin l'administration de la justice, les affaires militaires, celles d'outre-mer et les audiences à accorder au peuple. Dans le domaine judiciaire, l'instance suprême restait le *Desembargo do Paço*, avec la *Casa da Suplicação* de Lisbonne, et le *Tribunal da Relação*, créé à Porto en 1608. La *Mesa da Consciência e Ordens* et le *Conselho Geral do Santo Ofício*

conservèrent leurs attributions. La nouveauté intervint dans les affaires financières : un *Conselho da Fazenda* fut créé en 1592. La *Casa da Índia*, la *Casa dos Contos* et la *Alfândega* dépendaient de ce Conseil des finances. Un Conseil des Indes fut organisé en 1604, mais, ses attributions chevauchant celles des autres conseils, il fut supprimé dix ans plus tard.

19 A. H. de Oliveira Marques rend ce bel hommage au gouvernement de Philippe II : «Après plus de dix ans de ruine gouvernementale, d'actes irresponsables et d'impôts croissants, ces modèles d'administration, qui paraissent avoir été suffisamment mis en pratique, joints à la sage décision de maintenir l'identité du pays, expliquent un grand nombre de choses... La prospérité était revenue, le trésor se montrait de nouveau relativement équilibré, l'Empire se conservait sans perturbations. Si persistaient les griefs contre l'Espagne et se maintenait vif le désir de posséder un roi portugais, il n'y a pas de doute que l'excellente administration de Philippe II - avec peu de persécutions politiques - sut minorer le problème et le résoudre pour longtemps. »

20 Le cardinal archiduc était à la fois son neveu et son beau-frère, puisqu'il était le fils de sa sœur l'impératrice mère D. Maria et le frère de sa dernière épouse la reine D. Ana. Albert devint plus tard son gendre quand il épousa la fille aînée qu'il avait eue de son deuxième mariage avec Élisabeth de France, fille d'Henri II et de Catherine de Médicis, dont il présenterait la candidature au trône de France après la mort d'Henri III en 1589. Voir généalogie, p. 198.

21 L'attitude de Manuel de Sousa Coutinho n'était rien d'autre que la réaction d'un *fidalgo* atteint dans sa fierté : lorsque les gouverneurs lui ordonnèrent d'aller saluer en leur nom le duc de Bragance, D.Teodósio, dans son palais deVila Viçosa, le *fidalgo* refusa car ce geste était indigne de sa condition. Les gouverneurs lui interdirent de venir désormais au *Paço da Ribeira.* Aussi, trois ans plus tard, lorsque ces derniers fuyant la peste se réfugièrent à Almada, Sousa Coutinho préféra brûler sa maison plutôt que de les loger.

22 Le terme de *motim* a une signification particulière : ce n'est pas encore une révolte et c'est plus qu'une simple agitation. On peut le traduire par «émotion populaire», telle qu'on l'entendait dans la France du XVIIe siècle.

CHAPITRE XI

Le naufrage de l'Union ibérique

L'esprit d'indépendance, ou, pour mieux dire, l'hostilité aux Castillans, n'avait pas disparu dans l'âme du peuple portugais. La nostalgie d'un royaume de Portugal et d'un empire qui avait fait sa fortune et sa gloire, était toujours présente. A la mort de Philippe II, cependant, l'Union ibérique durait depuis dix-huit ans, et rien de fondamental ne paraissait encore la mettre en question. Les avantages qu'une grande partie de la population portugaise pouvait tirer de la réunion des deux empires avaient beaucoup compté dans l'acceptation qu'elle en avait faite. Le Portugal, conscient de ne pouvoir défendre à lui seul son empire commercial, s'en était remis à Philippe II pour y pourvoir. Que les avantages de l'union disparussent et se transformassent en contraintes, des fractures ne manqueraient pas de se produire.

Or, la monarchie espagnole avait subi de durs revers. Le traité de Vervins, conclu peu de temps avant sa mort, avait consacré l'échec de Philippe II en France, même si la puissance militaire de l'Espagne sur le continent restait encore redoutable. Plus lourde de conséquences avait été son impuissance à détruire l'Angleterre d'Élisabeth, et à maîtriser ses rebelles protestants des Pays-Bas. Anglais et Hollandais portèrent désormais de rudes coups au pouvoir naval de l'Espagne : les domaines maritimes de la couronne de Portugal devinrent ainsi le talon d'Achille de la double monarchie. Bientôt, les successeurs du Roi Prudent ne pourraient plus les défendre contre les convoitises de leurs adversaires.

Dans leur détresse, Philippe III et Philippe IV durent chercher les moyens d'y remédier : ils crurent les trouver dans une politique de centralisation, qui faisait de plus en plus fi des engagements contractés par Philippe II lorsqu'il avait ceint la couronne de Portugal. Pourtant, ce ne furent pas tant les

infractions au statut de Tomar que la disparition des avantages militaires et économiques de l'union qui en provoquèrent l'échec. Dans la mesure où le roi d'Espagne était incapable de défendre et de maintenir l'empire commercial, les Portugais ne voyaient plus la nécessité de sauvegarder l'union des deux couronnes.

LES PORTUGAIS DANS L'EMPIRE ESPAGNOL

Avec l'union dynastique de 1580 et les avantages accordés par le statut de Tomar aux Portugais dans les Indes de Castille, la présence des marchands portugais, déjà sensible depuis une trentaine d'années, ne fit que s'accentuer. On les trouvait non seulement dans les capitales des vice-royautés de Nouvelle-Espagne et du Pérou, à Mexico et à Lima, mais aussi dans les grands ports, ceux de Saint-Domingue, Carthagène des Indes, Panama ou Buenos Aires[1].

Un circuit parallèle était très lucratif pour les marchands portugais qui venaient du Pérou avec des espèces en or et en argent jusqu'à Pernambouc, Bahia ou Rio de Janeiro pour y acheter des marchandises. L'un d'entre eux, Francisco Soares, témoignait en 1597 de l'importance de ce trafic et des profits que l'on en tirait : il n'hésitait pas à dire que l'on pouvait engranger des bénéfices de l'ordre de 100 à 500 %, et même parfois jusqu'à 1000 %! Pour quelques Portugais astucieux, le Rio de la Plata fut ainsi, jusqu'aux environs de 1622, une porte de sortie clandestine de l'argent du Potosi : on estimait le montant de cette contrebande à 500000 *cruzados* par an. Elle ne prit fin, semble-t-il, que par la création de l'*Aduana seca* (douane intérieure) de Côrdoba, le 7 février 1622.

La pénétration portugaise dans l'empire espagnol ne se limitait pas au commerce atlantique : en 1590, un négociant de Macao, Joâo da Gama, traversa le Pacifique et aborda à Acapulco. En outre, à Mexico comme à Lima, des petits marchands détaillants ouvrirent des boutiques où ils vendaient de tout, « depuis le diamant jusqu'au cumin vulgaire, depuis le nègre le plus vil jusqu'à la perle la plus précieuse». Ils ne se contentaient pas du commerce des produits coloniaux de l'empire portugais, épices et soiries d'Orient, venus de Lisbonne ou des Philippines; ils vendaient aussi ceux de la métropole : vin, huile, farine de blé et draps fins.

C'était là encore l'occasion d'une énorme contrebande sur l'argent du Pérou. Sebastiâo Duarte, après un séjour en Guinée portugaise, s'était associé à un compatriote, Juan Bautista Pérez, dans une ville aussi médiocre que Santiago du Chili : entre 1626 et 1633, avec des découverts considérables allant jusqu'à 13000 *pesos*, il fit de nombreux voyages à Panama et à Carthagène des Indes afin d'y acheter des esclaves africains, des marchandises très variées ou des bois précieux[2].

L'afflux de ces marchands portugais, dont la plupart étaient des marranes, ne fut pas sans accentuer le malaise qui existait en Castille à propos de la *limpieza de sangre,* surtout dans les conseils des villes, dont un certain nombre de membres étaient d'ascendance suspecte. Ils s'infiltrèrent rapidement à Séville dans le commerce et dans l'administration des taxes et des fermes du roi. Comme ils rendaient de grands services, certains pensèrent alors qu'il faudrait revoir cette question de la pureté de la race. Par ce moyen, on pourrait même faire revenir ceux qui avaient quitté la péninsule Ibérique pour les Pays-Bas rebelles et avaient contribué à l'enrichissement et à l'expansion commerciale des Provinces-Unies.

L'idée fut défendue par Gonzalez de Cellorigo, avocat des prisonniers de l'Inquisition qui avait publié en 1619 un long plaidoyer pour leur défense : «Dans tout le Portugal, écrivait-il en exagérant à peine, il n'y a pas un seul homme d'affaires qui n'appartienne à cette nation. » Le *valido* de Philippe IV, Olivares, était de cet avis et fit adoucir les lois sur la *limpieza*[3]. Il aurait voulu libérer la Couronne de sa dépendance vis-à-vis des banquiers génois et remettre ses finances entre les mains de vassaux du roi. Il constata rapidement que les seuls sujets auxquels il pouvait s'adresser pour briser le monopole des Génois appartenaient à la communauté marchande des marranes portugais. Pour mener à bien son projet, il lui fallait agir avec précaution : en plus de l'opposition de l'Église et de l'Inquisition à toute concession accordée aux nouveaux-chrétiens portugais, il ne pouvait pas ignorer les réactions probables des commerçants de Séville, déjà inquiets de l'étendue de la pénétration portugaise dans le négoce américain.

Les marranes, de leur côté, spéculaient sur les énormes bénéfices qu'ils pourraient tirer de la prise en main des finances royales. En août 1626, un groupe d'hommes d'affaires portugais proposa un *asiento* (contrat à ferme) de 400000 escudos dans les Flandres. Le nonce qui craignait que cela

n'annonçât la grâce prochaine des juifs portugais s'inquiéta : le *valido* de Philippe IV le rassura.

Cela n'empêcha pas le roi de frapper un grand coup le 31 janvier 1627 : la Couronne déclara la première banqueroute du règne. Le décret de cessation des paiements ne frappa cependant que les trois ou quatre banquiers génois qui la rançonnaient. Ces derniers écartés *ipso facto,* le comte-duc d'Olivares s'adressa à leurs compétiteurs qui accoururent à Madrid avec familles et amis. Pour renforcer leur confiance, le ministre fit prononcer par l'Inquisition, le 26 juin 1627, un édit temporaire de grâce en leur faveur. Il fut bientôt suivi en novembre 1629 d'une concession de totale liberté de mouvement en échange d'un don forcé au souverain. «La communauté portugaise de Madrid ne passait pas inaperçue et était extrêmement impopulaire, mais les dangers qu'il y avait à ne pas passer inaperçu étaient compensés par de brillantes récompenses» (J. H. Elliott).

Le comte-duc devait cependant redoubler de précautions afin de ne pas heurter les préjugés des populations. Celles-ci étaient d'autant plus exaspérées que, comme partout ailleurs dans la monarchie, la perception des impôts était tombée dans les mains des banquiers portugais nouveaux-chrétiens de la Couronne. Les incidents se multiplièrent : ainsi à Bilbao, un riche Portugais qui y habitait depuis vingt-cinq ans vit sa maison incendiée et rasée jusqu'au sol, et dans la province voisine du Guipúzcoa, on interdit à tout Portugais de naissance de travailler à la perception des impôts sous peine de mort et de perte de tous ses biens. La Couronne fut contrainte de lâcher du lest : le 4 mai 1632, il y eut à Madrid un grand autodafé de Portugais judaïsants sur la Plaza Mayor en présence du roi, de la reine, du comte-duc et d'une foule immense[1].

Les Espagnols commencèrent alors à réagir vivement contre la pénétration portugaise dans leur empire. A la faveur des privilèges du statut de Tomar, des milliers de Portugais s'étaient, en effet, installés progressivement au Mexique, au Pérou et à La Plata, où leurs marchands et leurs capitaux avaient une place déterminante. Sous couvert de judaïsme ou sous d'autres prétextes, les colons espagnols les traînèrent devant les tribunaux de l'Inquisition : autour de 1635, la communauté portugaise du Pérou fut ainsi anéantie. Cela ne fit que creuser davantage le fossé entre les deux nations. En 1640, un virulent pamphlet dénonça les méfaits de la

présence portugaise : le seul remède aux souffrances économiques de l'Espagne s'était révélé pire que la maladie; mieux valait ouvrir le commerce maritime et colonial aux étrangers que de le laisser aux mains des Portugais, dans leur majorité des juifs clandestins.

La crise économique qui frappa l'empire espagnol eut d'un autre côté d'importantes répercussions sur le Portugal : la chute de la production argentifère américaine, à partir de 1620, et le déclin de Séville, qui jouaient un rôle essentiel dans les transactions portugaises, leur portèrent un grand préjudice.

LA FIN DE LA THALASSOCRATIE PORTUGAISE

Lorsque Philippe II prit possession de la couronne de Portugal, l'*Estado da Índia* comportait cinq parties géographiques : la côte orientale de l'Afrique, l'Arabie, l'Hindoustan, la côte de Malabar et l'océan Indien. La nouvelle de l'acclamation de Philippe II parvint à Goa dès le printemps 1581, par la voie deVenise et d'Ormuz. Le nouveau vice-roi nommé par Philippe II, D. Francisco Mascarenhas, n'y arriva qu'au mois de septembre, et fit procéder à l'acclamation dans tous les domaines asiatiques[4].

La pénétration hollandaise jusqu'en 1622

De 1580 à 1663, la guerre qui opposa les Portugais et les Espagnols aux Hollandais fut un véritable conflit mondial dont les théâtres d'opérations s'étendirent des campagnes de Flandres et de la mer du Nord jusqu'à des régions aussi éloignées que l'estuaire de l'Amazone, l'intérieur de l'Angola, l'île de Timor et la côte du Chili. Cette guerre était très moderne, car ses enjeux étaient avant tout économiques : le clou de girofle et la noix muscade des Moluques, la cannelle de Ceylan, le poivre du Malabar, l'argent du Mexique, du Pérou et du Japon, l'or de Guinée et du Monomotapa, le sucre du Brésil et les esclaves noirs de l'Afrique occidentale. Le plus étonnant est que chacun des deux pays adversaires de cette lutte impériale comptait à peine un million et demi d'habitants.

A l'affrontement de deux impérialismes économiques s'ajoutait un conflit idéologique, entre un Portugal ardemment catholique et missionnaire et des Provinces-Unies non moins ardemment animées d'un prosélytisme calviniste. Un chroniqueur portugais écrivit en 1624 : « Les Hollandais ne sont que de bons artilleurs, mais, en dehors de ça, ils ne sont bons qu'à être brûlés comme d'irrémédiables hérétiques. »

Depuis 1580, les Anglais considéraient le Portugal, son commerce et ses possessions comme un adversaire et une proie toute désignée. Jusqu'en 1604, la Couronne dut faire face à leurs assauts destinés à intercepter les lignes de commerce portugaises : leurs corsaires se postaient en particulier aux alentours des Açores, des îles du Cap-Vert et de Sainte-Hélène. Quelles que fussent les précautions prises, on estime que, de 1580 à 1594, ils détruisirent 28 vaisseaux de l'Inde, alors que dans la période précédente, il ne s'en perdait qu'un seul de temps à autre. Les Anglais, cependant, se contentaient de doubler le cap de Bonne-Espérance et de longer la côte orientale de l'Afrique pour s'emparer des riches chargements des flottes portugaises. Le traité de paix, de commerce et d'amitié que la couronne d'Espagne avait conclu avec l'Angleterre, le 18 août 1604, afin de concentrer ses forces contre les Provinces-Unies, accorda de ce côté un certain répit au Portugal.

L'action des Hollandais s'avéra infiniment plus dangereuse, car ils voulaient fonder un empire commercial à ses dépens. Aussi la révolte des sujets hollandais de l'Espagne lui fut-elle très dommageable : à partir de 1595, ils se comportèrent en ennemis les plus redoutables de la navigation portugaise dans l'Atlantique et en Asie.

La création en 1602 de la Compagnie hollandaise des Indes orientales fut décisive. Avec la multiplication des navires qui allaient chercher les épices pour les redistribuer dans le Centre et le Nord de l'Europe, elle sonna l'heure de l'expansion des Provinces-Unies en Orient. Pour s'y opposer efficacement, la Couronne estima qu'il fallait un vice-roi énergique : le 2 mars 1604, elle choisit D. Martim Afonso de Castro, amiral des galères, qui avait une bonne expérience de la navigation.

Peu après, une armada de trois galions, transportant argent, soldats et matériel de guerre sous le commandement d'Álvaro de Carvalho, fut envoyée aux Indes. C'était insuffisant. A la fin de 1604, la situation de Goa

devint périlleuse, quand surgit devant le port une flotte hollandaise de dix vaisseaux, qui y resta plus de trois semaines, sans que le vice-roi eût le moyen de la chasser. Bien que D. Martim Afonso de Castro eût obligé les Hollandais à lever le siège de Malacca en 1606, la Couronne semblait incapable de s'opposer à la pénétration hollandaise : Philippe III avait envoyé une armada de 14 navires en 1607; un seul réussit à entrer à Goa.

Plus grave encore, Madrid, prenant prétexte de ces agressions, voulut interrompre toutes relations commerciales entre Portugais et Hollandais. Dès 1605, ordre fut donné d'expulser du royaume et de ses possessions les marchands originaires non seulement de Hollande et de Zélande, mais de toutes les provinces des Pays-Bas ; la mesure toucha même ceux qui étaient nés et résidaient au Portugal depuis longtemps. On fit surveiller étroitement les marchands portugais qui avaient leur famille aux Pays-Bas, car on avait constaté que quelques-uns étaient d'intelligence avec les rebelles : ceux qui étaient suspects devraient fixer leur résidence à vingt lieues de la côte [5].

Toutes ces mesures, mal accueillies par les Portugais, furent peu efficaces : elles se heurtèrent à leur opiniâtre résistance et les Hollandais continuèrent leur commerce au Portugal. Philippe III reconnaissait que, grâce à la complicité des autorités du royaume, «les rebelles avaient obtenu le résultat qu'ils cherchaient, pour le plus grand dommage des royaumes de Castille, parce qu'ils détenaient tout le trafic du Portugal, et l'expérience antérieure a montré que, de ce côté, on ne peut pas avoir grande confiance dans les ministres portugais[6]». Ce fut l'une des raisons pour lesquelles la couronne d'Espagne conclut, en 1609, la trêve de Douze Ans avec les Provinces-Unies. Les Portugais ne tardèrent pas à récriminer contre elle. Ils lui firent porter la responsabilité de l'expansion commerciale des Hollandais en Asie à leurs dépens, et ils s'opposèrent fermement à son renouvellement en 1621. De son côté, la cour de Madrid déplorait la perte d'une partie des revenus de ses droits sur le commerce et la navigation. Elle redoutait aussi que cela n'entraînât une détérioration des relations entre ses deux couronnes. Par conséquent, la trêve ne fut pas reconduite.

Entre-temps, Anglais et Hollandais poursuivaient leur pénétration en Asie. Le sort d'Ormuz et de Malacca, têtes économiques de l'Orient portugais, devenait préoccupant. Aussi, la Couronne, consciente que leur chute serait une catastrophe irrémédiable, fit-elle de gros efforts pour

renforcer leur défense. Ils furent insuffisants. Avec l'aide des Anglais qui les assistèrent de leurs navires et leur fournirent d'habiles artilleurs, les Perses s'emparèrent d'Ormuz en 1622[7]. Pour leur part, les Hollandais avaient conquis l'île de Java et divers points de la côte de Malabar et de celle de Coromandel. En outre, l'occupation des Moluques leur garantissait le monopole des épices[8]. En Afrique orientale, ils avaient échoué dans leur tentative de s'emparer de l'île de Mozambique[9]. En revanche, dans le golfe de Guinée, ils confisquèrent à leur profit le commerce de l'or et une partie de celui des esclaves. En 1612, ils s'installèrent sur la Côte de l'Or à Mouri qu'ils rebaptisèrent Fort Nassau. Après avoir échoué en 1625 dans leur tentative de s'emparer de São Jorge da Mina, ils y réussirent en 1638. Ils occupèrent l'Angola en 1641. Ils n'épargnèrent pas davantage le Brésil : après une occupation éphémère de Bahia en 1624-1625, ils s'installèrent plus durablement dans le Pernambouc en 1630.

C'est dire si, à partir des années 1620, la prospérité de l'empire commercial portugais fut ébranlée. Le monopole dont il jouissait dans l'importation des épices asiatiques ou de l'or africain s'effondra. Désormais, les vaisseaux hollandais et anglais les transportaient en Europe. Le trafic entre Lisbonne et l'Inde fut réduit au tiers de ce qu'il était en 1580. Le trafic atlantique lui-même (esclaves, sucre, tabac) baissa sous les attaques portées contre le Brésil, les Indes occidentales, la côte africaine et les routes de la navigation. La Couronne, le clergé, la noblesse et les marchands voyaient ainsi la source principale de leurs recettes réduite à la portion congrue. Enfin, dans l'ambiance de dépression économique générale en Europe, la situation au Portugal même, où les prix du blé, de l'huile et du charbon s'effondraient, n'était guère brillante.

L'échec de la contre-offensive espagnole

Après le désastre d'Ormuz en 1622, la présence portugaise en Orient fut attaquée sur tous les fronts par les Hollandais et les Anglais. Le gouverneur Fernão de Albuquerque n'hésitait pas à écrire au jeune roi Philippe IV, car «mon âge, mon expérience et mon zèle pour le service de Votre Majesté me le permettent », qu'il n'y avait plus de temps à perdre pour éviter la ruine totale de l'empire asiatique. Le souverain envoya un nouveau vice-roi, D.

Francisco de Gama, quatrième comte da Vidigueira, dont le nom prestigieux ne pouvait suppléer à la faiblesse des moyens qu'on lui accordait : une flotte de quatre navires et des ressources financières et militaires très limitées.

Quelle que fût sa bonne volonté, le vice-roi, âgé de près de 60 ans, ne pouvait pas faire de miracles. Il dut s'en tenir à une action défensive contre les Hollandais, beaucoup plus puissants en moyens humains et matériels. D'ailleurs, le roi lui avait surtout confié la mission peu glorieuse d'obtenir une trêve : «V. M. m'ordonne de tâcher par toutes les voies possibles de conclure et d'asseoir une paix, dont on traitait au moment où je suis parti avec les Hollandais, même au prix de permettre à leurs bateaux de venir dans les ports de V. M. », écrivit-il à Philippe IV[10].

Dès que les hostilités eurent repris avec les Provinces-Unies, la cour de Madrid revint à sa politique d'embargo, expulsant les navires hollandais de tous ses ports et saisissant leurs marchandises et leurs capitaux. Elle se révéla aussi impraticable qu'auparavant, car loin de porter atteinte à l'hégémonie navale et commerciale de ses adversaires, elle gênait les affaires des marchands portugais à Lisbonne comme à Séville.

Dès le commencement de son règne, un négociant portugais de Séville, Manuel Lopes Pereira, avait remis à Philippe IV un mémoire pour lui démontrer l'inutilité et même la nocivité de l'embargo et lui suggérer des remèdes[11]. En 1624, il indiqua à la *Junta do Comércio* un autre moyen de récupérer le commerce des Indes sur les Hollandais : la création de compagnies de commerce sur leur modèle. La Junte donna un avis favorable au roi[12]. Aussi, le 4 octobre 1624, un décret royal annonça-t-il la création d'une compagnie pour le Nord de l'Europe à Séville. Il prévoyait également celles d'une compagnie du Levant à Barcelone et d'une compagnie des Indes à Lisbonne. Pour réussir, il fallait que la double monarchie recouvrât son pouvoir naval. Olivares l'avait parfaitement compris.

Au mois de mai 1624, un corps expéditionnaire hollandais était entré dans la baie de Tous-les-Saints et s'était emparé de la ville de Bahia évacuée par ses habitants pris de panique. La nouvelle en parvint à Lisbonne en juillet. Olivares donna immédiatement l'ordre de préparer une riposte fulgurante. Sous le commandement de don Fadrique de Tolède, une armada de 52 navires, transportant 12000 soldats, appareilla des îles du Cap-Vert en

février 1625 et fit voile vers le Brésil[13]. La garnison hollandaise de Bahia se rendit le 1er mai. Après la victoire de Breda, l'Espagne était victorieuse sur tous les fronts : «Ces événements, écrivit Olivares, montrent que Dieu aide Sa cause... Dieu est espagnol et favorise aujourd'hui notre nation. Ne perdons pas notre temps. » Pour mieux défendre l'empire portugais, Philippe IV laissa 56 galions au Brésil et 52 à Lisbonne.

La Compagnie des Indes fut alors fondée à Lisbonne par décret royal en août 1628. Malheureusement, l'insuffisance des capitaux alloués par la Couronne et l'absence d'importants investissements privés lui firent prendre un départ incertain et la condamnèrent à une activité plutôt décevante. La raison en était simple : la flotte du Trésor avait été perdue au profit des Hollandais de l'amiral Piet Heyn dans le désastre de Matanzas (8 septembre 1628)[14].

Les Hollandais à l'assaut du Brésil

Au mois de mars 1630, forts de leur victoire, les Hollandais lancèrent un nouvel assaut sur le Brésil. Il fut cette fois couronné de succès avec la prise de deux points forts du *Nordeste* dans la capitainerie de Pernambouc : Olinda et Recife. Même si les Portugais, comme on en avait informé Olivares, avaient eu le temps d'incendier les plantations de canne à sucre pour qu'elles ne tombent pas entre les mains des Hollandais, c'était un désastre aux conséquences incalculables pour la double monarchie : pour la première fois une partie importante de son empire d'Amérique était la proie de ses ennemis. Il fallait vite y remédier, d'autant plus que l'intégrité de l'empire portugais était une des conditions *sine qua non* de la pérennité de l'union dynastique.

Philippe IV et son ministre résolurent de signer un traité de paix avec l'Angleterre, le 15 novembre 1630. Il permettrait au Roi Catholique de rassembler toutes ses forces contre les Provinces-Unies. Mais l'Espagne n'avait plus les moyens financiers d'organiser une grande expédition au Brésil. Celle qui avait été prévue pour 1634 dut être ajournée.

Pourtant, à l'automne 1638, l'Espagne réussit à envoyer une grande escadre de 86 navires, transportant 10000 soldats, sous le commandement

du comte de la Torre. L'impéritie de ce dernier mit fin au grand espoir que l'on avait placé en elle : l'escadre perdit dix mois précieux à Bahia, et elle ne fit voile pour Pernambouc qu'en novembre 1639. L'affrontement avec les vaisseaux hollandais de moitié moins nombreux que ceux de La Torre eut lieu le 12 janvier 1640, au large de l'île d'Itamaraca : le résultat fut indécis, mais suffit à dissuader le commandant espagnol d'attaquer Pernambouc[15].

Conséquence inéluctable, ces désastres aggravèrent les dissensions entre les deux nations : les Portugais reprochaient à la Couronne son incapacité à recouvrer le Brésil, et celle-ci s'indignait de leur mauvaise volonté à financer une expédition qui, en définitive, les regardait au premier chef. Au mois de janvier 1640, au cours d'une réunion du Conseil d'État destinée à discuter de l'état périlleux où se trouvaient les Indes portugaises et le Brésil, Olivares avait déclaré que le moment était venu pour le Portugal, auquel il avait réclamé 8 000 soldats, de prendre ses responsabilités, «de se défendre, tout en aidant simultanément à la défense de l'Espagne ». Il proclama aussi que le commerce des domaines d'outre-mer portugais devait être ouvert à tous les sujets du Roi Catholique et que des compagnies commerciales devaient être établies pour contribuer à éviter qu'il ne tombât complètement aux mains des Hollandais.

La passivité des Portugais

Les raisons de la victoire des Hollandais en Asie étaient évidentes : des ressources abondantes en argent et en hommes, et un pouvoir naval prédominant[16]. S'il y avait un équilibre démographique entre les Provinces-Unies et le Portugal, ce dernier devait pourvoir à des obligations humaines plus nombreuses : l'envoi d'hommes dans ses domaines d'outre-mer et le recrutement de soldats pour les guerres européennes de la maison d'Autriche. Les Hollandais disposaient en revanche de l'intégralité de leurs ressources humaines, auxquelles ils pouvaient ajouter celles de leurs voisins allemands et scandinaves, au service de leur impérialisme naval et commercial. Le Portugal manquait aussi de capitaines qualifiés et expérimentés. Les gouverneurs généraux des Indes néerlandaises, issus du patriciat négociant d'Amsterdam, connaissaient infiniment mieux la

stratégie navale que les grands seigneurs que Lisbonne envoyait comme vice-rois à Goa.

La qualité des soldats des Provinces-Unies, souvent des mercenaires allemands, français, scandinaves ou anglais, disciplinés, bien entraînés et bien commandés, était aussi très supérieure à celle des soldats portugais, le plus souvent enrôlés de force, indisciplinés et inexpérimentés. Après la chute d'Ormuz, un chanoine d'Évora, Manuel Severim de Faria, écrivit en apprenant la nouvelle : « On ne pouvait attendre rien de mieux du mauvais choix que l'on fait au Portugal des soldats que l'on envoie en Inde, en tirant des prisons tous les rufians qui y sont incarcérés, parce qu'ils ne savent pas maintenir la foi en Dieu et dans l'Homme. Par conséquent, il ne faut pas s'étonner que ceux qui se comportent de cette manière dans leur pays, agissent de même à l'étranger. » Il n'était pas rare que l'on envoyât comme soldats des enfants de 12, 10, 8, voire 6 ans, et que les meilleures recrues troquassent, à leur arrivée à Goa, leur épée de soldat contre l'habit monastique ou la soutane de novice jésuite.

Le plus étonnant fut que les Portugais, unis aux Espagnols, toujours à la pointe du progrès de la technique militaire, furent toujours les derniers à adopter les innovations. Enfin, la négligence des Portugais dans la défense de leurs domaines d'outre-mer était stupéfiante : Francisco Rodrigues da Silveira se plaignait en 1595 de ce que la majorité des soldats de la garnison d'Ormuz habitaient et dormaient habituellement hors du château, venaient prendre leur tour de garde avec deux heures de retard, et arrivaient enfin à leur service précédés d'un nègre qui portait leurs armes et leur équipement.

Dans de telles conditions d'infériorité, on peut presque s'étonner que les Portugais aient pu conserver tant de domaines outre-mer. Ils possédaient sur les Hollandais une supériorité fondamentale, celle d'une présence séculaire et d'un enracinement de ses nationaux. Cela était surtout vrai pour le Brésil, mais aussi pour quelques zones de l'Asie comme Goa, ou de l'Afrique en Angola et dans les îles. Le gouverneur général hollandais de Batavia écrivait en 1642: «La majorité des Portugais en Inde considèrent cette région comme leur pays natal. Ils ne pensent plus au Portugal. Ils commercent peu ou pas du tout avec le Portugal, et ils se contentent d'un commerce entre les divers ports d'Asie, exactement comme s'ils en étaient originaires et non pas d'un autre pays.»

Les Portugais firent retomber la responsabilité de leurs désastres sur l'union dynastique. Il est vrai que celle-ci avait fait des ennemis de l'Espagne ceux du Portugal, dont les colonies se situaient sur des franges maritimes exposées et beaucoup plus vulnérables que l'empire continental des Indes de Castille. N'oublions pas cependant que l'empire portugais avait connu ses premiers déboires bien avant 1580. Les Anglais, en dérogeant au principe du *mare clausum,* avaient disputé aux Portugais le monopole de la route du Cap dès le milieu du XVIe siècle. Rappelons-nous aussi que l'acceptation de la royauté de Philippe II avait été en grande partie motivée par l'espoir des Portugais de voir leur empire mieux défendu. Avec ou sans l'union avec l'Espagne, les deux puissances commerciales protestantes auraient immanquablement attaqué les lignes de navigation et comptoirs portugais : les pertes les plus sensibles furent d'ailleurs infligées au Portugal après la séparation de 1640.

LES ATTEINTES A L'ESPRIT DE TOMAR

La vice-royauté de Cristóvão de Moura

La mort de Philippe II et l'avènement de son fils Philippe III bouleversèrent le fonctionnement de la monarchie hispanique. Le gouvernement du Roi Prudent avait été un gouvernement personnel. Avec son successeur, qui d'ailleurs n'avait pas les mêmes raisons sentimentales de se sentir proche des Portugais, on passa à une autre conception du pouvoir. Celui-ci résidait toujours dans la personne du monarque, mais, soit sentiment de sa propre incapacité, soit nonchalance, le souverain délégua son autorité à un personnage, *valido* ou *privado,* qui jouissait de sa pleine confiance et auquel il distribuait toutes ses faveurs : c'est ce qu'on a appelé le système du *valimiento.*

Ce ne fut pas sans conséquences sur le gouvernement du Portugal. Le duc de Lerma, *valido* de Philippe III, remplaça d'abord les cinq gouverneurs par un vice-roi en la personne de D. Cristóvão de Moura. Nous connaissons déjà le rôle essentiel que celui-ci joua dans la bataille de la succession en 1580 en faveur du Roi Catholique, dont il devint l'un des conseillers les plus

écoutés et les plus influents. Le souverain ne lui ménagea pas ses faveurs : d'ascendance pauvre, il le fit conseiller d'État, *camareiro-mor,* comte, puis marquis de Castel Rodrigo.

Quelles furent les raisons qui poussèrent Lerma à en faire un vice-roi de Portugal? La première, sans doute, répondait à la volonté de remplacer tous les conseillers et tous les hommes influents du règne antérieur par ses créatures. Lerma éloignait ainsi l'un d'entre eux de Madrid. Autre avantage : tout en respectant l'engagement deTomar de ne nommer dans cette charge que de proches parents du roi ou des Portugais, il y plaçait un homme d'une fidélité éprouvée à l'union dynastique. Peut-être même le *valido* espérait-il en faire l'instrument d'une politique de centralisation qui réduirait l'autonomie du Portugal.

Devant les difficultés de plus en plus grandes que la couronne d'Espagne rencontrait pour financer le gouvernement de son immense empire, elle voulait obtenir la participation des royaumes qui avaient gardé leurs privilèges, surtout fiscaux. Le Portugal ne serait pas le seul à être mis à contribution: ce serait aussi le cas pour la Navarre, l'Aragon, la Catalogne et le royaume de Valence. Le roi prit d'ailleurs à cet effet quelques mesures en violation flagrante de ses engagements : en 1600, il envoya au Portugal une commission de trois membres, tous castillans, pour surveiller la *Casa da Índia* et la fiscalité en général. En 1602, il alla encore plus loin en nommant des ministres castillans dans le Conseil de Portugal et dans le Conseil de *Fazenda.*

D. Cristôvâo était certes portugais, mais il s'était éloigné depuis longtemps de la réalité portugaise. Certains de ses compatriotes le considéraient même comme un traître. Pendant ses deux gouvernements (1600-1603 et 1608-1612), il se révéla pourtant le meilleur garant de l'indépendance du Portugal. Il le fut certainement par conviction. S'il avait soutenu la candidature de Philippe II, c'est qu'il avait estimé que c'était l'intérêt de sa patrie, mais il n'en pensait pas moins que son indépendance devait être respectée conformément au statut deTomar.

En outre, au contact de la réalité portugaise, D. Cristóvão perçut ce qu'avait de chimérique la volonté centralisatrice de Madrid : vingt années d'union dynastique n'avaient nullement effacé le sentiment patriotique. Cette conviction l'amena à deux reprises à résigner ses fonctions. Il se fit

par conséquent le défenseur des intérêts du royaume contre le Conseil de Portugal manipulé par Madrid. D'ailleurs, le trésor espagnol n'avait plus les moyens de cette politique, et ce fut en vain que le vice-roi lança des appels angoissés au roi pour qu'on lui envoyât de l'argent afin de payer les soldats et les officiers civils et militaires en rupture de solde.

Pour y remédier, Philippe III fit appel aux nouveaux-chrétiens portugais. Pour être ses principaux prêteurs, ceux-ci connaissaient bien sa détresse financière et y virent une occasion d'acheter leur tranquillité. Philippe II, très conscient de la haine que leur portait le petit peuple, avait résisté à cette tentation. Moyennant un subside volontaire de 1700000 ducats, son fils accepta de transiger avec eux en 1599.

Cristóvão de Moura prévint immédiatement Madrid du danger de soulèvement des vieux-chrétiens que provoquerait l'application d'une telle décision. Par prudence, on commença par des mesures progressives : les deux lois de 1601 révoquèrent l'interdiction qui était faite aux nouveaux-chrétiens de sortir du royaume en vendant leurs biens. Sous peine d'amendes ou d'emprisonnements, y compris pour les *fidalgos,* les qualificatifs de «*Cristão Novo,* de *Confesso* ou de *Judeu,* ou de quelque autre nom infamant», appliqués aux membres des familles de nouveaux convertis, furent sévèrement prohibés[17].

Enfin, toujours moyennant les 1700000 ducats, le Roi Catholique encouragea le pape à accorder le pardon général aux nouveaux-chrétiens du Portugal, par le bref *Postulat a nobis* du 23 août 1604. Il fut proclamé en janvier 1605 dans les trois villes où se trouvait un tribunal de l'Inquisition : Lisbonne, Coïmbre et Évora. Les prisons furent ouvertes, mais les populations attendirent les prisonniers à leur sortie et se livrèrent sur eux à des violences. Finalement les difficultés de paiement empêchèrent l'application du pardon général, et entraînèrent l'exode de nombreux nouveaux-chrétiens. Pour le freiner, Philippe III promulgua, le 5 juin 1605, une *alvará* qui prohibait leur sortie du royaume.

Des Castillans dans les offices et les charges du Portugal

Jusqu'en 1607, Madrid avait formellement respecté l'obligation de ne nommer que des Portugais dans les offices civils et militaires du royaume. En novembre 1606, le choix du comte de Salinas comme président du Conseil de Portugal avait pourtant suscité de vives protestations, notamment celle de D. Manuel de Castelo Branco, qui en était le membre le plus ancien et que le roi avait alors exilé de la cour. Mais faut-il y voir une réaction patriotique ou tout simplement le dépit d'un homme qui guignait la place? Lorsque le Conseil de Castille envoya à Lisbonne trois magistrats castillans pour assister au Conseil de *Fazenda* aux côtés des trois magistrats portugais et du *vedor* qui le présidait, les réactions furent encore plus vives[18].

La première véritable crise intervint en 1615, lorsque le comte de Salinas fut fait vice-roi. Aux yeux de Madrid, il répondait parfaitement aux exigences du statut de Tomar : D. Diogo da Silva e Mendonça était en effet le fils d'un Portugais, ministre de Philippe II, Rui Gomes, prince d'Eboli. La noblesse portugaise le tenait au contraire pour Castillan, car il n'avait plus aucun lien avec sa mère patrie. Le 7 septembre 1615, la *Câmara* de Lisbonne adressa une énergique lettre de protestation à Philippe III contre cette violation du statut de Tomar. Elle ne fit que retarder d'une année l'entrée en charge de D. Diogo. Celui-ci que Philippe III fit marquis d'Alenquer, puis duc de Francavila, vint en effet prendre possession de sa vice-royauté à la fin de 1616.

Philippe III, qui avait enfin compris l'importance que revêtirait la présence de D. Diogo aux yeux de ses vassaux portugais, vint à Lisbonne pour apaiser les esprits. Le 14 juillet 1619, il réunit les Cortès pour la cérémonie du *juramento* de son héritier le prince D. Filipe. Le souverain lui-même, comme l'avait fait Philippe II, prêta serment de respecter les *foros* portugais. Toute la noblesse prêta hommage et fidélité, en commençant par le fils aîné du duc de Bragance, D. João, futur Jean IV, et en terminant par le duc D. Teodósio en sa qualité de *condestável-mor.*

A la mort de Philippe III, en mars 1621, le jeune roi Philippe IV et son *valido,* le comte-duc d'Olivares, affectèrent de respecter les critères exigés par le statut deTomar et rappelèrent le vice-roi. On revint au système des gouverneurs portugais. En 1633, le roi donna la vice-royauté à un grand seigneur portugais, le comte de Basto, qui, avec D. Cristôvâo de Moura, fut le seul membre de la noblesse à recevoir cette dignité. On comptait sur lui

pour obtenir des subsides de ses compatriotes. Déception pour le roi, il n'arriva pas à les convaincre d'accepter la levée de 500000 *escudos* par an afin de chasser les Hollandais du Brésil. Les troubles sporadiques que provoquaient les levées d'hommes et d'impôts prenaient un tour de plus en plus patriotique et sécessionniste. Comme Madrid, malgré ses avertissements, n'en prenait pas la mesure et multipliait ses exigences fiscales, le comte de Basto demanda sagement à être relevé de ses fonctions, qu'il abandonna en septembre 1634.

LA POLITIQUE CENTRALISATRICE D'OLIVARES

La politique centralisatrice du *valido* de Philippe IV, le comte-duc d'Olivares, désireux de refondre les institutions de la monarchie espagnole en un ensemble plus harmonieux, ne pouvait manquer de susciter de fortes réactions de rejet au Portugal, car elle contredisait formellement le statut deTomar[19]. Il ne s'agissait pas toutefois d'un projet d'annexion pure et simple du Portugal à la Castille. Ces nouveautés répondaient à l'ambitieux programme politique de celui qui, malgré ses échecs, n'en fut pas moins un grand homme d'État visionnaire.

Le programme d'union d'Olivares

L'idée de faire contribuer tous les royaumes de la monarchie à la défense commune et de ne plus en laisser tout le poids sur la seule Castille n'était pas nouvelle. La nécessité en devint plus pressante à partir des années 1620, quand cette dernière, exsangue, ne put plus y faire face. Dès son avènement, Philippe IV avait créé, le 3 septembre 1622, une *Junta Grande*, chargée de mettre en œuvre les réformes indispensables à la monarchie. Dans la lettre qu'il lui avait adressée, le souverain avait notamment insisté sur l'indispensable contribution de tous à la défense commune : aucune loi ou liberté ne pouvait justifier une exemption fiscale quand la défense et la conservation de la monarchie étaient en jeu. C'est ce que l'on appela «l'union des armes».

Devant la difficulté d'obtenir cette «union», Olivares avait attendu que les événements l'imposassent d'eux-mêmes : les graves déboires militaires subis par la monarchie, par le Portugal en particulier, prédisposeraient les peuples en faveur de ce plan. Après le désastre de Matanzas, il crut le moment venu : il proposa un système de répartition probablement fondé sur des estimations démographiques plus ou moins exactes[20]. Olivares espérait ainsi amener petit à petit les Portugais comme les Catalans à l'union des armes, en leur conférant un sentiment de participation à une monarchie dont les intérêts transcendaient ceux de leur propre petite partie du monde.

L'union des armes ne pourrait réussir que si elle s'accompagnait d'une union politique. Cette dernière imposait des limites au particularisme et un durcissement de la centralisation. Olivares en était profondément et sincèrement convaincu, mais il n'était nullement un « nationaliste » castillan qui aurait voulu réduire toute la monarchie à de simples dépendances de la Castille. Non, ce qu'il voulait, c'était un ensemble harmonieux, sinon uniforme, qui était la condition *sine qua non* de la survie de la grande monarchie. «L'affaire la plus importante dans votre monarchie, écrivait-il au roi, est que Votre Majesté se fasse roi d'Espagne. En cela, j'entends, Sire, que Votre Majesté ne doit pas se contenter d'être roi de Portugal, d'Aragon et de Valence, et comte de Barcelone» (cité par Elliott). Il ne parlait pas en Castillan, mais en Espagnol qui se servait de la Castille comme d'un instrument d'unification de l'ancienne *Hispania* d'Alphonse VI. Le *valido* répétait souvent : *Multa regna sed una lex* («De multiples royaumes, mais une seule loi»). Il n'accordait sa préférence à aucune nation particulière de la péninsule. Son dévouement n'allait qu'au roi, symbole de l'union de ces royaumes multiples : le salut de la monarchie exigeait de s'élever au-dessus des intérêts particuliers de chacun d'entre eux et de ne retenir que ceux de l'ensemble[21].

Ce programme devait aboutir à une fusion des peuples, ou du moins à celle de leurs élites. Des mariages entre grandes familles portugaises et castillanes seraient l'un des moyens les plus efficaces : l'union la plus symbolique fut, en 1633, celle du duc de Bragance et de D. Luisa de Guzmán, fille du duc de Medina Sidonia, le plus grand seigneur d'Andalousie[22]. La politique d'Olivares était de fortifier de toutes les manières les liens de la grande noblesse portugaise avec la Couronne. Cette

haute *fidalguia* collabora d'ailleurs sans aucunes réticences : comment en eût-il été autrement, alors qu'elle avait acclamé massivement Philippe II en 1580? En outre, à l'avènement de Philippe IV, quarante années avaient passé et l'on en était à la deuxième, voire à la troisième génération. Il eût été difficile de trouver une famille noble qui n'eût pas exercé de charges sous la maison d'Autriche. Cela ne valait pas seulement pour la *fidadguia*, mais aussi pour le clergé et le reste de la hiérarchie sociale.

Pour exécuter cette politique d'unité, il fallait trouver dans les différents royaumes des ministres autochtones décidés à l'appliquer. En 1631, Olivares pensa avoir rencontré l'un d'eux au Portugal en la personne de Diego Suarez. Celui-ci était fils et petit-fils de hauts fonctionnaires royaux en service à Lisbonne. En désaccord avec l'administration portugaise, il s'était rendu à Madrid en 1631, apparemment avec l'intention de démissionner. Il eut une conversation avec le comte-duc. Quelques jours plus tard, à sa grande surprise comme à celle de la cour, il fut nommé secrétaire du roi pour les Affaires portugaises. Fort du soutien du comte-duc, il commença à édifier les bases de son pouvoir. Il ne tarda pas à tenir le Conseil de Portugal dans sa main, et fit nommer à la tête de l'administration royale de Lisbonne Miguel de Vasconcelos, à la fois son beau-frère et son beau-père, en ressuscitant pour lui le titre de *escrivão da puridade*.

Le problème le plus délicat à résoudre était toujours celui de la représentation royale. Philippe IV suivit, semble-t-il, la suggestion du président du Conseil de Portugal, le duc de Villahermosa, ami intime d'Olivares : à défaut de son frère ou d'un membre plus proche de sa famille, il désigna comme vice-reine sa cousine la duchesse douairière de Mantoue. Les Portugais prirent ce choix pour une nouvelle violation des engagements deTomar[23]. Marguerite de Savoie partit pour Lisbonne en emmenant comme chambellan et principal conseiller le marquis de la Puebla, qui conserva en titre sa présidence du Conseil des finances. Ses instructions indiquaient que ce dernier, avec son secrétaire, Gaspar Ruiz de Escaray, secrétaire du Conseil de guerre, gouvernerait sous son nom. Leur tâche principale était de faire enfin payer les Portugais pour recouvrer le Brésil.

L'accentuation de la pression fiscale

Les difficultés forcèrent la Couronne à demander des ressources nouvelles à ses différents sujets. Sous les coups de boutoir des Hollandais, les Portugais, en passe de perdre non seulement leurs domaines orientaux, mais même le Brésil, faisaient essentiellement les frais des désastres de l'empire. Le roi s'adressa par conséquent à eux en priorité. Les exigences du trésor espagnol se firent encore plus pressantes. Les Portugais qui s'en étaient remis à Madrid pour la défense de leurs intérêts et de leurs domaines ne l'admirent pas. Déjà, lorsque l'archiduc Albert avait créé en 1591 un nouvel impôt, le «*tributo do consulado*», le mécontentement avait été grand, nous l'avons vu.

L'exaspération monta surtout à partir de 1623, quand la Couronne voulut prendre des mesures contraignantes pour faire face aux pertes que l'ennemi lui infligeait dans l'empire. En 1625, Philippe IV, pour reconquérir Ormuz, demanda un subside de 200 000 cruzados, levé sur les églises, les monastères et les commendes : le clergé protesta énergiquement, au nom des antiques privilèges du royaume, et ne finit par s'incliner, avec mauvaise grâce, qu'après une résistance d'une année. En 1628, afin d'obtenir un nouveau secours de 200000 *cruzados* pour l'Inde, il s'adressa cette fois aux municipalités. Elles devraient fournir cette somme durant six ans. Si la Couronne ne pouvait l'obtenir par subside volontaire ou prêt forcé, elle aurait recours à une collecte générale. Cette levée entraîna une série de *motins :* à Lisbonne, le 28 août 1628, en septembre à Porto, puis à Alcácer do Sal, à Santarém ou à Torres Novas[24]. Cependant, la perte d'Olinda, dans Nord-Est du Brésil, provoqua, semble-t-il, un sursaut patriotique : pour armer une flotte de cinquante vaisseaux, dont vingt-quatre portugais, le royaume accepta de prêter 500000 *cruzados* au roi[25].

De nouvelles demandes générèrent des troubles de 1631 à 1634[26] et en 1635 l'impôt du *real d'agua* en entraîna d'autres encore plus graves[27]. Les *corregedores* des *comarques,* chargés de sa collecte, rencontrèrent les pires difficultés : en octobre 1635, dans le Trás-os-Montes, la population d'Arcozelo séquestra le magistrat; à Viana do Castelo ou à Evora, il fut obligé d'en arrêter le recouvrement devant l'hostilité. Le plus grave motim eut lieu en juillet 1636 à Vila Real dans le Trás-os-Montes, où le *provedor* de la *comarque* de Lamego fut empêché de lever le tribut. Les tentatives de la duchesse de Mantoue pour lever des emprunts forcés n'eurent pas plus de

succès : en décembre 1636, l'ambassadeur d'Angleterre écrivait que «le roi a exigé dernièrement une fourniture de 500 000 couronnes de Portugal, qui lui ont été totalement refusées... » La nation portugaise s'opposait à toute taxe qui n'avait pas eu l'approbation des Cortès. L'instauration du papier timbré provoqua le *motim* des pêcheurs de Lisbonne en juillet-août 1637. Ils étaient en effet le groupe social le plus touché : désormais on exigeait d'eux un passeport pour aller de la tour de Belém vers la mer, si bien qu'à un nouveau tribut les formalités administratives ajoutaient souvent la perte des marées les plus favorables à leur pêche. Il y eut grève et le poisson manqua à Lisbonne : les marins ameutés jetèrent des pierres sur le *Paço da Ribeira*, résidence de la vice-reine.

Ces troubles correspondaient-ils pour autant aux manifestations d'un sursaut patriotique? Ou tout simplement ne s'agissait-il que de révoltes fiscales, s'inscrivant dans le mouvement général qui toucha toute l'Europe occidentale en cette première moitié du XVIIe siècle? Que l'exaspération fiscale eût provoqué des troubles sociaux, cela est indéniable. Les populations, ayant à leur tête leurs curés (*párocos*), et jouissant peut-être de la sympathie de la *fidalguia*, cantonnée dans ses manoirs (*solares*) de l'Entre Douro et du Trás-os-Montes, s'attaquèrent avant tout aux collecteurs d'impôts, et même à la grande noblesse dont certains membres cherchaient à se faire exempter[28]. Il est non moins évident qu'au Portugal, c'était une autorité étrangère, ou considérée comme telle, qui exerçait cette pression fiscale insupportable. Cette dernière exaspérait le sentiment national qui lui-même alimentait la révolte.

Pour l'historiographie portugaise de la seconde moitié du XIXe siècle, l'Union ibérique ne fut qu'une *longa noite* (longue nuit) de soixante années à laquelle succéda la *clara manhã* (le clair matin) de 1640. Le propos doit être fortement nuancé. On peut certes juger sévèrement les vingt dernières années, «mais le fait ne peut faire oublier que le pays s'était développé dans tous les secteurs de la vie nationale, et que l'on assista ainsi à l'essor impressionnant du Brésil. Les énergies que les Philippe versèrent dans le corps portugais se tournèrent ensuite contre l'Espagne, ce qui n'aurait jamais été possible si la nation avait été faible. Quels que soient les bénéfices que le royaume ait dû à ce gouvernement, ce n'était pas assez pour effacer la

tradition d'indépendance à laquelle 1580 avait mis un terme, pour beaucoup, non définitif» (A. H. de Oliveira Marquez).

1 Le cas de la future capitale de l'Argentine est exemplaire. Fondée une première fois en 1540, et après avoir disparu pour toutes sortes de raisons, elle ressuscita en 1580 grâce à l'apport décisif de marchands portugais. Du Brésil au Rio de la Plata, des petits navires d'une quarantaine de tonneaux faisaient un trafic incessant, plus ou moins clandestin, en transportant du sucre, du riz, des étoffes et des esclaves noirs. Ils revenaient de Buenos Aires chargés de monnaies d'argent.

2 «Centré sur Lisbonne, étendu aux deux rives, africaine et américaine, de l'Atlantique, lié au Pacifique et à l'Extrême-Orient, le système portugais est un immense réseau qui s'épanouit à travers le Nouveau Monde en une dizaine ou une vingtaine d'années. Cet épanouissement vif est forcément un fait d'importance internationale. Sans lui, le Portugal ne se serait peut-être pas "restauré" en 1640. Expliquer la Restauration, comme on le fait d'ordinaire, par l'essor du sucre brésilien, ne saurait, en tout cas, suffire. D'ailleurs, rien ne nous dit que le "cycle" du sucre brésilien n'est pas lui-même lié à cette opulence marchande. Rien ne nous dit non plus que celle-ci n'ait pas eu son rôle dans la gloire un peu courte du réseau des Séphardites, aussi bien à Amsterdam qu'à Lisbonne et à Madrid. L'argent clandestin du Potosi, grâce aux nouveaux-chrétiens portugais prêteurs de Philippe IV, le roi Planète, rejoindrait ainsi l'argent officiel, régulièrement débarqué sur les quais de Séville. Mais le vaste et fragile système ne devait durer que quelques décennies» (F. Braudel).

3 Dans son *Grand Mémorial* au roi, il avait exprimé son horreur contre cette discrimination qui excluait ceux qui avaient une goutte de sang juif en remontant à la quatrième, la cinquième et même la septième génération, car elle privait la monarchie d'administrateurs de valeur. Il aurait voulu que les enquêtes généalogiques se limitassent à remonter aux grands-parents.

1. «La politique du comte-duc était toujours de protéger fermement les banquiers portugais du roi, qui s'étaient rendus indispensables. Mais cela aurait été peu politique de risquer à ce moment-là un affrontement avec l'Inquisition, à propos de cas précis de judaïsants, alors que le Conseil de Castille lui-même insinuait qu'avec tant de juifs portugais qui allaient et venaient librement à la cour, il n'était guère étonnant que Dieu châtiât la Castille de ses péchés. Il n'y avait aucune raison non plus de

faire du zèle en protégeant la horde d'agents et de courtisans portugais qui extorquaient de l'argent pour eux-mêmes sous prétexte de percevoir les impôts pour le roi. Quand les griefs étaient légitimes, justice devait être faite» (J. H. Elliott).

4 Dans les nominations au gouvernement de l'Inde, Philippe II et Philippe III respectèrent les décisions de Tomar. A Mascarenhas succéda en novembre 1584 D. Duarte de Meneses. A sa mort au début de mai 1588, ce fut Manuel de Sousa Coutinho jusqu'en septembre 1591. Matias de Albuquerque exerça la charge de vice-roi jusqu'au 2 août 1598. Son successeur, D. Francisco de Gama, quatrième comte da Vidigueira, fut un choix particulièrement habile de la part de Philippe II : bon connaisseur du sentiment patriotique des Portugais, il savait que la nomination de l'arrière-petit-fils deVasco de Gama, fondateur de la présence portugaise dans l'océan Indien, et qui était aussi le gendre de l'ancien vice-roi D. Duarte de Meneses, ferait très bon effet.

5 Une véritable psychose s'emparait des esprits. Les nouvelles les plus alarmantes parvenaient en Espagne, par exemple qu'une flotte de 170 navires devait attaquer Lisbonne. Philippe III conseillait aux bateaux de petit tonnage du Portugal et de ses archipels de ne pas se rendre au cap Vert, à la Mina ou au Brésil, sans avoir une protection, «parce que, comme l'expérience l'a montré, ils risquent d'être volés et faits prisonniers des navires rebelles et d'autres petits corsaires, dont ils

tirent de si grands profits que cela a été la cause de leur enrichissement et de la multiplication des pirateries ».

6 Le cas de l'île de Madère était flagrant : les Hollandais y conservèrent un entrepôt de marchandises qu'ils transportaient au Brésil ou ailleurs par l'intermédiaire de marchands allemands. Ce commerce, où intervenaient des négociants d'Amsterdam, de Setúbal et de l'île São Miguel aux Açores, y était important, car le gouverneur et le *provedor* de Funchal permettaient en fait pleine liberté de commerce aux Hollandais. Le capitaine de la garnison locale Diogo de Obregon dénonça au roi le préjudice que cela causait à son trésor, mais le gouverneur refusa de fermer le port aux rebelles hollandais.

7 Les Anglais avaient été particulièrement discourtois en choisissant le moment où l'on négociait un mariage entre le prince de Galles et une infante : le butin d'Ormuz fut même l'objet d'une vente publique à Londres.

8 Cette expansion hollandaise posa de nouveau avec acuité la querelle juridique entre *mare clausum* et *mare liberum*, que la France et l'Angleterre avaient posée dès l'origine. C'est à cette époque que le grand juriste hollandais Hugo Grotius défendit le principe de la liberté des mers : le *mare clausum* n'avait aucune base juridique et les Hollandais pouvaient par conséquent commercer et naviguer dans toutes les mers du monde. La réfutation du traité de Grotius faite à Valladolid par Frei Serafim de Freitas dans son *De justo imperio lusitanorum asiatico* ne servit à rien. D'ailleurs, le Portugal avait d'autant plus de difficultés à défendre son monopole qu'il en avait à construire des navires et à recruter des équipages et des soldats.

9 Ce fut une des raisons pour lesquelles ils fondèrent la colonie du cap de Bonne-Espérance en 1652.

10 En 1628, le comte daVidigueira, découragé, alléguant son âge et la lourdeur de sa tâche, demanda à être relevé de sa charge. Philippe IV le remplaça par D. Francisco Mascarenhas, capitaine général de Macao.

11 Avant de s'installer à Séville avec sa famille, il avait passé de longues années en Hollande, et il savait à quoi s'en tenir sur l'efficacité de l'embargo. Les Hollandais chercheraient et trouveraient de nouveaux débouchés commerciaux aux dépens de l'Espagne et du Portugal. Il expliquait que la prospérité hollandaise provenait de leurs entreprises commerciales et des réserves d'argent espagnol qu'ils avaient réussi à accumuler. Il proposait par conséquent une réforme de la monnaie. Comme l'argent des Indes était sous-évalué et pour cette raison très difficile à retenir dans la péninsule, il fallait en augmenter la valeur. Pour remédier à la faiblesse de la monnaie de cuivre, le vellon, il suggérait aussi au gouvernement de réduire sa valeur à celle de son contenu en cuivre, ou d'émettre une monnaie de meilleure qualité. Lopes Pereira souhaitait enfin que l'Espagne concentrât tous ses efforts sur les mers, car une guerre navale contre les Provinces-Unies les gênerait beaucoup plus qu'un affrontement sur terre. Ce mémoire est d'autant plus intéressant que Lopes Pereira devint ensuite l'un des conseillers financiers d'Olivares. Il ouvrait le débat fondamental : la réforme de la monnaie, le protectionnisme opposé au libre-échange, les méthodes les plus efficaces pour livrer une guerre économique et promouvoir l'expansion (J. H. Elliott).

12 «Ce serait une bonne chose d'avoir recours à l'imitation dans la mesure où elle est compatible avec notre tempérament et notre inclination. » Elle conseillait par conséquent une étude des chartes des Compagnies des Indes anglaise et hollandaise, afin de former des sociétés de commerce, en Espagne pour différents pays d'Europe, et au Portugal pour les Indes.

13 Avec la création de l'escadre de Dunkerque, c'était l'une des manifestations les plus éclatantes de l'effort considérable que faisait l'Espagne pour recouvrer la maîtrise des mers et vaincre les

Hollandais sur leur propre élément. La stratégie d'Olivares était de mettre les Hollandais à genoux en paralysant leur commerce, y compris par le blocus de leurs voies navigables continentales (J. H. Elliott).

14 Le dommage porté aux finances espagnoles était irrémédiable. Olivares en fut accablé : tous ses efforts et tous ses espoirs étaient anéantis. La perte pour la Couronne fut évaluée à un million de ducats en argent, plus la valeur de trois millions en navires et artillerie, tandis que le *consulado* de Séville chiffrait jusqu'à six millions les pertes pour les particuliers, dont de nombreux Portugais. Cela entraîna en outre une brutale déflation et l'interruption, temporaire mais paralysante, du commerce transatlantique. Cinq ans après Matanzas, don Juan de Benavides, qui commandait la flotte, paya de sa vie la honte de cette journée, dont Philippe IV disait que son sang bouillonnait dans ses veines chaque fois qu'il y pensait (J. H. Elliott).

15 Il revint à Bahia et laissa son armada se disperser. Entre août 1638 et janvier 1640, la flotte atlantique de l'Espagne avait perdu cent navires de guerre, douze vaisseaux amiraux, des centaines d'officiers et quelque vingt mille marins.

16 Le P. AntónioVieira calcula en 1649 que les Provinces-Unies possédaient plus de 14 000 navires qu'elles pouvaient armer en guerre, alors que le Portugal n'en possédait que treize de la même catégorie, qu'ils disposaient d'au moins 250000 marins, alors que leur adversaire ne pouvait en recruter que 4000. Il faut sans doute faire la part de l'exagération délibérée pour sortir les Portugais de leur indolence. Il n'était pourtant pas loin de la vérité, puisqu'en 1620, un recensement n'avait relevé que 6260 marins disponibles à Lisbonne (C.R. Boxer).

17 C'est pour protester contre cette politique que Cristôvâo de Moura démissionna en 1603. Il revint en 1608, où il continua sa politique de résistance aux velléités de centralisation de la couronne d'Espagne. Dans cette seconde vice-royauté, il fut surtout confronté aux préjudices qu'apporta aux Portugais la suspension du commerce avec la Hollande, qui furent en grande partie à l'origine de la trêve de Douze Ans.

18 Le vice-roi lui-même, D. Pedro de Castilho, protesta, et le *vedor da Fazenda*, le comte do Sabugal, démissionna. Une affaire de corruption causa en outre un grand scandale, car un membre du Conseil d'État, Pedro Álvares Pereira, y était impliqué : s'il était portugais, il n'en était pas moins un homme de confiance du roi, auquel il conseillait des mesures contre les *foros* du royaume, l'augmentation des impôts et la nomination de Castillans compétents et fidèles dans certains postes de l'administration.

19 Avec la création en 1630 de trois secrétaireries, la première pour les *Mercês, Ordens e Padroado;* la deuxième pour l'*Estado, Justiça e Fazenda;* la troisième pour la *Índia e demais Conquistas,* siégeant auprès du souverain, la réforme du Conseil de Portugal en fit le principal organe de gouvernement aux dépens des autres institutions établies dans le royaume.

20 La quote-part du Portugal s'élevait à 16000 hommes, à égalité avec la Catalogne ou le royaume de Naples. En 1631, il revint à la charge, et voulut que l'on recrute 18 000 hommes en Castille, 3 000 hommes en Aragon et autant au Portugal.

21 C'est pour cette raison que le roi aurait dû se rendre plus présent auprès de ses sujets non castillans de la péninsule. De l'avis même d'Olivares, ils s'irritaient à juste titre de n'avoir pas accès auprès de leur souverain qui, pour eux, brillait plus ou moins par son absence. Pourquoi les sujets du Portugal ou de l'Aragon n'avaient-ils pas les mêmes chances que ceux de Castille ou d'Andalousie d'accéder aux hautes fonctions et aux honneurs? Pourquoi ne voyaient-ils pas plus fréquemment leur monarque? Ne pouvait-il pas, par exemple, passer un peu plus de temps avec ses sujets portugais? Et comment pouvait-on exiger d'eux de la loyauté et de l'enthousiasme alors

qu'on ne leur manifestait aucune confiance? «Quand Votre Majesté pourra placer dans ces royaumes [de Castille] des ministres natifs de ces autres [royaumes], alors elle sera certainement capable d'introduire des gouverneurs et des ministres espagnols dans des provinces étrangères. Il sera ainsi possible d'appeler cette monarchie une monarchie heureuse et Votre Majesté un véritable monarque puisqu'elle régnera sur le plus grand empire unifié qu'on ait jamais vu» (cité par J. H. Elliott).

22 Qui plus est, Olivares appartenait à la branche cadette de la maison de Guzmán dont la branche aînée était représentée par le duc de Medina Sidonia.

23 Marguerite de Savoie, en effet, était bien petite-fille de Philippe II et descendait de la dynastie d'Avis, mais, fille du duc de Savoie, elle était née étrangère, et elle n'était pas proche parente - ni fille, ni sœur, ni tante, ni nièce - du souverain régnant, comme l'exigeait le statut de Tomar. La duchesse arriva à Madrid le 4 novembre 1634, où le roi lui réserva une magnifique réception au Buen Retiro. Voir généalogie, p. 198.

24 Une autre raison de mécontentement était le logement des gens de guerre. Les *motins* de Setúbal en juillet 1630 furent une véritable rébellion contre la Couronne qui voulait l'imposer à la population.

25 500 *cruzados* sur 1000 «*pessoas de cabedais e fazenda*», c'est-à-dire sur les Portugais les plus riches, mais la Couronne avait dû s'engager à en rembourser 100000 par an, en cinq ans.

26 En 1631, Olivares ordonna la levée d'une demi-annate (*meia anata*) sur tous ceux qui succéderaient dans un office ou en seraient pourvus. L'annate, revenu d'une année, était à l'origine un impôt ecclésiastique. En 1633, il sollicita des municipalités un nouvel emprunt de 500000 *cruzados* par an pour délivrer le Pernambouc. Les levées de soldats provoquaient aussi des réactions toujours plus hostiles de la population, comme en septembre 1631, lorsque éclata le *motim* de Beja dans l'Alentejo.

27 C'était le paiement d'un *real* (monnaie) pour chaque *arratel* (poids d'une livre de 16 onces) de viande, et pour chaque *canada* (1,4 livre) de vin, vendus au détail. Cet impôt municipal existait depuis le XVe siècle. Mais les Portugais n'admirent pas sa confiscation au profit de la Couronne, sous le prétexte de secourir le Brésil, mais aussi pour faire face aux dépenses de la guerre de Trente Ans.

28 Philippe IV s'étonnait en 1636 de voir que la noblesse n'avait pas payé sa contribution de 130000 *cruzados*, et il constatait que le peuple en était indigné.

TROISIÈME ÉPOQUE (1640-1807)

La monarchie luso-brésilienne des Bragance

CHAPITRE XII

La restauration de l'indépendance

Avec la disparition des avantages militaires et économiques qu'elle avait apportés aux Portugais, l'union dynastique était condamnée. Le sentiment national était trop profondément ancré dans l'âme lusitanienne pour qu'un mouvement favorable à l'indépendance ne surgît pas contre ceux qu'ils avaient toujours considérés comme leurs ennemis héréditaires. Cela était d'autant plus vrai que l'Union ibérique n'avait fait qu'accentuer la castillanisation cuturelle déjà sensible au XVIe siècle.

La cour, après son transfert à Madrid, ne joua plus son rôle de mécénat et de phare artistique : quelle que fût sa splendeur, la petite cour des ducs de Bragance, à Vila Viçosa, ne pouvait être comparée à celles de D. Manuel ou de D. João III. Artistes et écrivains portugais, qui s'exprimaient de plus en plus en castillan aux dépens de la langue nationale, la suivirent en Espagne, où ils contribuèrent à la magnificence du Siècle d'or espagnol.

Pour l'élite cultivée des deux pays, le portugais n'était plus qu'une langue grossière bonne pour le peuple. Beaucoup d'intellectuels et d'écrivains, comme Francisco Rodrigues Lobo ou Frei Luis de Sousa, tout en sachant pertinemment que leurs efforts seraient vains sans la restauration de l'indépendance politique, commencèrent alors à réagir contre cette perte de leur identité culturelle.

Déjà sensibles avec l'apparition du sébastianisme et les événements d'Évora en 1637, les craquements de l'union dynastique s'aggravèrent brusquement avec la crise que traversa la monarchie espagnole en 1640. Un groupe de nobles mena à bien un coup de force le 2 décembre et plaça sur le trône le duc de Bragance, représentant de la légitimité, sous le nom de Jean IV Si apparemment la déchéance de Philippe IV et l'indépendance du Portugal furent réalisées avec une facilité aussi déconcertante que cela avait

été le cas de l'avènement de Philippe II, les Portugais n'en durent pas moins mener une longue guerre d'indépendance aussi bien dans la péninsule Ibérique que dans les domaines d'outre-mer. Elle ne prit vraiment fin qu'avec la paix avec l'Espagne en 1668.

L'EXASPÉRATION DU SENTIMENT NATIONAL : LE SÉBASTIANISME

Manifestation de l'âme portugaise, le sébastianisme est, avec la bataille d'Ourique, le plus grand mythe de l'histoire du Portugal. Il prend son origine dans la disparition de D. Sebastião, sans que personne l'ait vu mourir, sur le champ de bataille d'Alcácer Quibir, et dans de très obscures prophéties, faites un demi-siècle auparavant par un cordonnier illuminé, Bandarra. Comme elles pouvaient être interprétées de différentes manières, on y vit l'annonce d'un retour de D. Sebastião, qui, tel un nouveau Messie, viendrait délivrer son peuple du joug espagnol. De nombreux aventuriers se faisant passer pour le *Desejado* tentèrent en vain de soulever les populations contre Philippe II. La détérioration de l'Union ibérique ne fit qu'exaspérer ce sentiment.

Au milieu du XVIe siècle, les prophéties de Bandarra, les *Trovas*, coïncidèrent avec la crise socio-économique, caractérisée par une montée en flèche des prix : si elle atteignit toute l'Europe, le Portugal, très sensible à cause de son déficit en un produit essentiel, le blé, fut particulièrement touché. De là, un climat de «révolution larvée», selon la formule de Braudel, qui se manifesta par le banditisme ou les émotions populaires. A cela s'ajouta une crise de la conscience nationale, entraînée par l'abandon des places du Nord de l'Afrique - contemporain de la rédaction des *Trovas* - et par les incertitudes de la succession au trône.

Toutes ces tensions n'aboutirent pas à de véritables insurrections mais elles s'exprimèrent dans des manifestations de nationalisme, qui culminèrent avec le siège de Mazagan et dans les Cortès de 1562-1563. Le *Desejado*, avant de naître, était le gage de la survivance et la garantie de la grandeur et de l'éternité de la nation. Dans le fond messianique et mystique de l'âme portugaise, sa naissance «merveilleuse», tout auréolée de miracle, avait provoqué l'éveil du mythe d'un D. Sebastiâo donné par la Providence.

Aussi n'est-il pas surprenant que la disparition du *Desejado,* dans le désastre d'Alcácer Quibir, ait provoqué le refus de l'accepter et la volonté de s'accrocher au mythe de sa survie et de son retour. Le traumatisme était d'autant plus profond que son peuple attribuait ce malheur à ses fautes et à ses péchés. La disparition du malheureux souverain était due à la lâcheté de beaucoup, sinon de tous. Ce sentiment de culpabilité collective, le P. Luis Álvares l'exprima avec éloquence dans l'oraison funèbre qu'il prononça lors des obsèques de D. Sebastião, le 19 septembre, en interpellant sévèrement l'assistance : « Qui vous a tué, mon beau seigneur? L'évêque vous a tué, le clergé vous a tué, le moine vous a tué, la nonne vous a tué; le grand vous a tué, le petit vous a tué, le *privado* vous a tué, le *baixo* vous a tué, le peuple vous a tué, c'est moi qui vous ai tué, c'est nous tous autant que nous sommes qui vous avons tué!...»

Il fallait expier. La collectivité nationale, responsable du désastre, devait donc renverser l'ordre des choses par le mythe, où pourraient s'agglutiner toutes les énergies morales et physiques du royaume : ceux qui avaient tué le monarque devaient lui donner une vie éternelle par le mythe. Le *Desejado,* devenu l'*Encoberto* (le roi caché), réfugié dans l'*Ilha de Bruma,* devint une nécessité morale et nationale pour le peuple portugais.

Le mythe prit corps d'autant plus facilement que le *Desejado* avait été célébré de son vivant par les poètes humanistes comme le modèle de toutes les vertus royales, auquel le destin réservait une tâche particulière. Dans les *Lusiades,* Camoens chante la prédestination de D. Sebastião à accomplir de hauts faits épiques : pour le poète, il est le « bien né», la «nouvelle terreur du Maure », celui qui doit étendre la Chrétienté au monde entier, car il a été «donné au monde par Dieu». Dans l'âme portugaise de l'époque, l'idéal de croisade et l'idée que les Portugais étaient un nouveau peuple élu restaient très présents. D. Sebastiâo en fut l'émanation. «Je travaillerai à répandre la foi du Christ pour que tous les Infidèles se convertissent. » Le héros malheureux d'Alcácer devint donc une figure légendaire, symbole d'énergie et de bravoure, et même, puisqu'il n'y mourut pas, symbole de l'invulnérabilité dans les combats. Avec l'union dynastique, il devint celui qui reviendrait pour libérer le pays du joug espagnol.

Avec la restauration de l'indépendance en 1640, Bandarra fut considéré comme un prophète national et vénéré comme un saint : l'archevêque de

Lisbonne autorisa même son image sur un autel de la cité et D. Joâo IV dut promettre sans grand risque de restituer son trône à D. Sebastiâo, s'il réapparaissait.

Ce furent les membres de la Compagnie de Jésus, surtout le P. António Vieira, qui firent la reconversion du sébastianisme en la personne de D. Joâo, duc de Bragance[1]. Le P. António Vieira plaça le sébastianisme messianique à l'intérieur d'une conception providentielle universaliste. Partant de prophéties bibliques et des *Trovas* de Bandarra, il s'appuya sur sa vaste culture théologique pour construire un nouveau mythe, celui du *Quinto Império* (Cinquième Empire) : aux empires assyro-babylonien, perse, grec et romain, devrait succéder naturellement l'Empire chrétien, à la fois spirituel et temporel. Or, cet empire chrétien et universel ne pourrait être édifié que par la nation portugaise, le nouveau peuple élu du Seigneur, avec, à sa tête, D. João, duc de Bragance, devenu en 1640 le roi Jean IV de Portugal. Dans ce grandiose projet d'empire universel, juifs et chrétiens apparaîtraient réunis dans une nouvelle Église purifiée de ses péchés. La mort même de D. João IV ne découragea pas le P. Vieira, qui affirma alors sans hésiter qu'il ressusciterait pour l'accomplir.

Au XIXe et au XXe siècle, la littérature s'empara du mythe : Oliveira Martins fut le premier à faire du mouvement sébastianiste une source d'inspiration littéraire. Deux poètes romantiques le chantèrent en 1859: Luis Augusto Palmeirim, dans *O Sebastianista*, et Joâo de Lemos, dans *Alcácer-Kibir.* Dans un Portugal diminué, le sébastianisme devint surtout l'expression du désir de reconstruction et de rénovation nationales. Nombreux furent alors les auteurs qui en firent le symbole d'un nouveau nationalisme. En 1902, dans *O Desejado,* António Nobre recommande aux Portugais de continuer de travailler jusqu'au retour de D. Sebastião :

> *E até là, Portugueses ! Trabalhae.*
> *Que El Rei-Menino não tarda à surgir,*
> *Que elle ha-de-vir, ha-de-vir, ha-de-vir*[2] *!*

Si D. Sebastião mourut, ce fut pour gagner l'immortalité. Le malheur du roi se conjugue avec une geste héroïque d'une rare ampleur, celle du peuple

portugais, car, comme la vie du *Desejado* n'a été que suspendue, il en est de même de la grandeur du Portugal qui reviendra avec lui. En 1917, dans son poème *O Encoberto,* Afonso Lopes Vieira, en prêchant la religion du roi caché, traduit bien ce lien réciproque entre le souverain et son peuple, cette croyance messianique. C'est ce qu'exprime également Teixeira de Pascoais, quand il compose une prière sébastianiste dans « *Oraçao Sebastianista*[3]». Le plus grand poète portugais contemporain, Fernando Pessoa, se définissait lui-même comme «un nationaliste mystique, un sébastianiste rationnel». Dans la troisième partie de l'un des plus beaux poèmes de la langue portugaise, qu'il dédie à l'*Encoberto* - intitulé *Mensagem,* mais que l'on pourrait appeler *Portugal,* tant il exalte les valeurs de sa patrie -, il fait une véritable profession de foi de sébastianisme messianique[4].

Lors des périodes de crise nationale, le sébastianisme, cette espèce de nationalisation du messianisme judaïque, s'inscrit toujours dans la mentalité portugaise, parce qu'il est, dans son essence, une forme de nationalisme et de survivance. Il accrédita l'idée qu'un jour viendrait un sauveur. Au cours des siècles, en fonction de la conjoncture politique du moment, l'identification qui se fit de certains chefs à l'*Encoberto* révèle bien que le sébastianisme est la foi en la rédemption de la patrie, qui cherche un appui dans le concret, dans le réel pour se réaliser.

C'est ainsi que d'autres mythes, toujours incorporés dans le courant du sébastianisme, ont fait leur apparition tout au long de l'histoire portugaise, comme ceux de D. Miguel et de D. PedroV. Pendant l'occupation française, l'esprit rationnel d'un Junot, voyant des Portugais aller sur les rivages de l'Atlantique attendre le retour de D. Sebastião, ne pouvait le comprendre et s'en accommoder: ce qu'ils attendaient avec impatience, c'était plutôt, selon lui, les escadres de la Royal Navy. Avec le charisme d'un Sidônio Pais, le XXe siècle lui-même n'a pas échappé au mythe[5]. Le sébastianisme correspond tout à fait à la mentalité collective portugaise, où l'on trouve entrelacés mysticisme, providentialisme, messianisme et vocation universaliste.

LES «TUMULTES D'ÉVORA» DE 1637

La révolte d'Évora, capitale de l'Alentejo, constitua un signal d'alarme pour Philippe IV. A l'origine, elle fut provoquée par une charge fiscale supplémentaire. Ce n'était d'ailleurs pas une exigence spécifiquement espagnole, car elle avait été demandée par la *Câmara* de Lisbonne pour payer les *tenças* (pensions) des *fidalgos* et les traitements des officiers civils et militaires portugais que les difficultés du trésor espagnol avaient laissés depuis longtemps en souffrance. Ce fut d'abord une révolte antifiscale proche de celles que l'on vit en France à la même époque. Elle s'inscrivit dans la crise du milieu du siècle qui ébranla plusieurs royaumes européens: on s'attaqua d'abord aux autorités chargées de recouvrer les impôts et on brûla leurs archives.

La révolte se répandit comme une traînée de poudre à travers l'Alentejo et l'Algarve. Elle prit vite l'aspect d'un mouvement général lorsqu'elle gagna Setúbal, Abrantès, Porto, Viana do Castelo. Le pouvoir espagnol craignit même un soulèvement de Lisbonne. Parfois conduite par quelques chefs populaires, comme le *Manuelinho,* capitaine de 16 ans, à la tête d'une bande de jeunes garçons qui se déplaça dans de nombreux endroits, elle prit nettement un caractère antinobiliaire : le peuple alla même jusqu'à jeter des pierres sur le palais du duc de Bragance à Vila Viçosa. Un écrit de 1640 dit que les meneurs du peuple furent les gens de métier *(mesteres e ofíciais mecânicos),* peut-être même en liaison avec le monde du commerce de Lisbonne, tous bien décidés à ne pas payer les pensions des nobles. Comme ce furent les autorités chargées de lever les impôts, et par conséquent le pouvoir espagnol, qui furent surtout visées, ce fut aussi un mouvement national.

Sur la signification de la révolte d'Évora, Olivares ne s'était d'ailleurs pas trompé : il n'y voyait pas seulement une révolte antifiscale ou une émeute de la faim, mais un mouvement pour la défense des privilèges et des libertés du Portugal : *«No es por el huevo sino por el fuero*[6] », écrivit-il au comte de Basto dans une lettre du 18 décembre 1637. C'est pour cette raison qu'il avait sommé avec brutalité la *fidalguia* portugaise de mater rapidement la révolte : dans une lettre au même Basto du 16 novembre 1637, il s'indignait contre cette « canaille », ces « gredins de vassaux qui payaient moins d'impôts que n'importe quel peuple d'Europe », et qui passaient outre aux ordres du roi. Il pria donc fermement l'ancien vice-roi d'engager ses

compatriotes de la noblesse à faire face à cette racaille, comme lui-même l'avait fait en repoussant à lui seul une attaque de voyous, alors qu'il se trouvait à Salamanque.

Olivares voulait surtout éviter une extension de la révolte. Du Conseil de Portugal, il reçut des avis contradictoires : la majorité, qui appartenait à la faction Suárez-Vasconcelos, conseillait la fermeté et un châtiment exemplaire. Au contraire, le comte de Linhares, qui après avoir été pendant six ans vice-roi de l'Inde était entré dans le conseil, préconisait la clémence : à ses yeux, la responsabilité des événements retombait sur le gouvernement tyrannique des deux secrétaires, et il valait mieux les renvoyer que de courir le risque de perdre le royaume. Le comte-duc respectait Linhares, mais il le savait proche de la faction aristocratique de Bragance, hostile au gouvernement des letrados. Il garda sa confiance à ces derniers et manœuvra habilement en combinant moyens de pression et gestes de conciliation.

A toutes fins utiles, il donna l'ordre de préparer une expédition contre le Portugal, dont le roi, accompagné de tous les chefs des ordres militaires, prendrait lui-même la tête: le duc de Medina Sidonia devrait lever 6 000 hommes en Andalousie, tandis que l'armée du Cantabrique descendrait vers l'Estrémadure, prête à franchir la frontière. En même temps, il convoqua les principaux seigneurs portugais présents à la cour, les membres du Conseil de Portugal, les conseillers d'État et de Castille et quelques ministres de la *Junta de Ejecución*, en tout une cinquantaine de personnes. Tous acceptèrent de prendre eux-mêmes la responsabilité de la répression.

Si le *valido* était rassuré sur l'attitude des *fidalgos* de la cour, il restait pourtant inquiet : il soupçonnait beaucoup de seigneurs portugais de tourner leurs regards vers le premier et le plus riche d'entre eux, D. Joâo, duc de Bragance. Ce dernier était un véritable casse-tête pour Olivares, car il ne voyait pas le moyen de s'en débarrasser. Comme les autres, D. Joâo avait joué loyalement, semblait-il, le jeu de l'union dynastique et Olivares avait cru le neutraliser plus ou moins en le mariant à D. Luisa de Guzmán, sa cousine, fille du duc de Medina Sidonia. Or, le duc restait dans une prudente et inquiétante réserve. Il ne paraissait pas à la cour de Madrid et, entouré lui-même d'une petite cour, il vivait dans son somptueux palais de Vila Viçosa, dans l'Alentejo.

Olivares était toutefois resté en contact avec lui depuis le début des troubles. Il lui envoya dans le plus grand secret un émissaire personnel, D. Miguel de Salamanque. Celui-ci chercherait à connaître les véritables sentiments du duc sur les émeutes d'Évora. Il devrait l'informer que le roi y avait d'abord attaché peu d'importance, car «les émotions populaires arrivent quotidiennement sans donner lieu à de graves soucis», mais que, depuis, l'attitude hésitante du comte de Basto et du comte de Linhares l'avait vivement inquiété. Il lui ferait ensuite part des décisions prises à Madrid de l'envoi d'un corps expéditionnaire pour chasser les Hollandais du Brésil, et lui ferait le récit des préparatifs impressionnants que l'on faisait à cet effet. Il lui exprimerait aussi la stupeur du roi devant le comportement du Portugal, qui refusait même de fournir huit galions pour la reconquête d'un domaine qui était le sien, alors que ses vassaux castillans y avaient contribué en vain jusque-là pour plus d'un million et demi de ducats. D. Miguel devrait enfin intimider le duc en le persuadant de la décision irrévocable de la Couronne de ne tolérer aucun manquement du Portugal à l'obéissance qui lui était due.

Tout en essayant de provoquer l'adhésion de Bragance et des seigneurs portugais à une solution militaire, Olivares n'abandonnait cependant pas l'espoir d'une issue négociée. Le secrétaire du Conseil de Portugal, Diego Suárez, qui désirait voir le comte de Linhares quitter Madrid le plus tôt possible, suggéra au *valido* de l'envoyer à Vila Viçosa pour persuader D. João d'accepter le rôle de médiateur et, ensuite, à Évora afin de négocier avec les rebelles. Comme une foule hostile avait entouré sa maison à son arrivée dans la capitale de l'Alentejo, Linhares s'empressa de gagner Lisbonne. Tout espoir de conciliation étant abandonné, il ne restait plus que la voie de la répression. Il fallait agir avant l'ouverture d'une nouvelle campagne en Flandre et en Italie.

Le 7 janvier 1638, Philippe IV informa la duchesse de Mantoue que l'armée du Cantabrique, avec les troupes rassemblées en Estrémadure et en Andalousie, était entrée au Portugal. Et Olivares écrivit au comte de Basto le 30 janvier : « Si notre seigneur le roi ne peut punir une sédition, une émeute ou une rébellion s'étendant sur trois provinces portugaises entières, il n'est pas le roi de Portugal et ne peut être considéré comme tel» (cité par Elliott).

L'armée de Philippe IV ne fit qu'une promenade militaire, car, entre-temps, les *fidalgos* avaient réussi à apaiser les troubles et un nouveau *corregedor* d'Évora avait commencé à juger les coupables qui n'avaient pas réussi à fuir. Les soldats du marquis de Valparaiso s'étant conduits dans l'Algarve comme en pays conquis, la Couronne estima que le châtiment était suffisant et qu'elle s'était bien fait comprendre. Elle fit publier le 5 mars 1638 le pardon royal, dont n'étaient exclus que les meneurs de la rébellion. Les « troubles d'Évora» étaient terminés et l'autorité du roi respectée. Ils n'en constituaient pas moins un sérieux avertissement à la Couronne.

Olivares l'avait bien compris. La révolte d'Évora ne faisait que confirmer son sentiment de méfiance à l'égard des Portugais : ils n'avaient pas répondu à l'appel du roi avec toute la loyauté que l'on pouvait attendre de fidèles vassaux. Le comportement de la noblesse l'inquiétait particulièrement, car, le duc de Bragance en tête, elle avait fait montre d'une inaction presque ostentatoire.

Le *valido* avait en outre des doutes sur la spontanéité du mouvement : quel avait été le rôle des Jésuites, dont il connaissait les liens avec la maison de Bragance, et celui du clergé local qui avait fait preuve de trop d'indulgence envers les rebelles ? Quelle avait été la part de Richelieu dans le déclenchement des troubles? Il savait que l'un de ses conseillers, Alphonse Lopez, était un marrane, qui, comme toute la communauté installée en France, gardait des liens avec ses congénères portugais. La couronne de France, en guerre avec l'Espagne, ne pouvait qu'encourager des troubles qui, en ouvrant un front à l'ouest au moment où les Catalans s'agitaient, mettraient le Roi Catholique dans une situation difficile. De fait, le consul de France à Lisbonne, Jehan Saint-Pé, gardait le contact avec tous les opposants à l'Espagne et Richelieu avait même dépêché un franciscain vers les rebelles d'Évora.

Tous les espoirs qu'Olivares avait placés dans le gouvernement de Marguerite de Savoie s'effondraient: elle contrôlait de moins en moins ministres portugais et castillans, qui ne cessaient de se quereller. Elle s'était en outre brouillée avec le marquis de la Puebla, le mentor que le comte-duc avait placé auprès d'elle. On la disait trop sensible aux plaintes des Portugais contre les deux hommes de Madrid, Suárez et Vasconcelos, dont

l'impopularité était à son apogée. L'exaspération d'Olivares contre les Portugais augmentait de jour en jour: depuis soixante ans, se plaignait-il en juin 1638, le Portugal vivait dans « un état de séparation et de division par rapport au reste de la monarchie et à chacune de ses parties ». Les soldats portugais étaient d'une indiscipline notoire. Le pays se montrait en permanence réfractaire aux demandes d'aide financière du roi, pourtant destinées à chasser les Hollandais du Brésil.

Le *valido* prit alors l'initiative de convoquer à Madrid pour l'été 1638 les personnalités, tant nobles qu'ecclésiastiques, les plus influentes du Portugal, avec lesquelles il pourrait envisager les moyens d'améliorer l'administration du royaume et de reconquérir les domaines d'outre-mer. Ce fut une nouvelle déception, car seul un petit nombre répondit à cette invitation. Le duc de Bragance, craignant de devenir l'otage de la cour, avait trouvé un nouveau prétexte pour s'esquiver. Le comte-duc décida alors d'employer la manière forte, en rattachant davantage le gouvernement direct du Portugal à Madrid: il supprima le Conseil de Portugal qu'il remplaça par une *Junta Grande*, composée de ceux qui étaient venus dans la capitale. Quelles que fussent ses inquiétudes et sa lucidité, Olivares était loin d'imaginer que le Portugal se séparerait aussi facilement de la couronne d'Espagne en 1640.

Les conditions d'une rébellion générale n'étaient pas encore réunies, d'autant moins que la noblesse, effrayée par le caractère populaire du mouvement de 1637, avait été la première à se dresser contre lui et à faire appel aux Espagnols pour achever de la mater. Le mécontentement était cependant général et il suffirait d'une étincelle pour mettre le feu aux poudres.

LA RESTAURATION DE 1640

Les maladresses de Madrid

Trois ans après les « tumultes d'Évora », la conjoncture politique avait changé : la révolte de la Catalogne avait porté un nouveau coup très dur à la monarchie des Habsbourg. Olivares était désormais conscient des risques de soulèvement au Portugal; la passivité menaçante des *fidalgos* pendant les

troubles de 1637 lui avait enlevé ses dernières illusions. Le duc de Bragance restait aussi insaisissable. Il se gardait bien d'accepter quelque charge que ce fût et alléguait toujours une bonne excuse pour se dérober, par exemple lorsque Philippe IV lui avait offert la vice-royauté de Milan pour l'éloigner du Portugal. Dans ces conditions, comment le comte-duc commit-il la fatale bévue de convoquer les *fidalgos* pour servir le roi en Catalogne, alors que c'était le meilleur moyen de les dresser contre la Couronne? Espérait-il les intimider? ou, fort du précédent de 1637, croyait-il impossible un soulèvement général du Portugal? Les deux, sans doute.

Dès la mi-octobre, le bruit courut à Madrid que non seulement la majorité des *fidalgos* refusaient d'obéir, mais que ceux, déjà prêts à obtempérer, avaient été menacés de représailles par leurs compatriotes. Cependant, la sérénité paraissait régner dans les Conseils. Bien plus, la *Junta* de *Ejecución* réaffirma vigoureusement, le 27 octobre 1640, le principe selon lequel les Portugais étaient dans l'obligation d'aider le roi à juguler la rébellion des Catalans. Tous les ministres, les uns après les autres, affirmèrent que la cause étant commune, toutes les provinces de la monarchie étaient tenues de participer.

Olivares abonda évidemment dans ce sens: c'était le principe opposé du chacun pour soi qui avait conduit la monarchie au bord de sa ruine. Tous ses royaumes devaient s'entraider: les Portugais devaient apporter leur soutien contre les Catalans, s'ils voulaient à leur tour l'aide des autres pour reprendre le Brésil aux Hollandais. Le comte-duc croyait en outre le moment venu d'introduire la taxe d'habitation récemment décidée en Castille, car aucun impôt n'était plus productif et moins accablant.

La personnalité du duc de Bragance

Aucune conspiration n'eût pu réussir sans le duc de Bragance. D. João, huitième duc du nom, représentait toute la légitimité dynastique violée par Philippe II en 1580[7]. Formé dans les lettres classiques et la théologie, il avait reçu une excellente éducation. Homme de grande culture, il avait surtout été initié à la musique par l'Anglais Robert Tornar, maître de chapelle de son père D. Teodósio [8]. Il s'était montré d'une extrême prudence et avait fait preuve de beaucoup de discrétion devant l'autorité espagnole,

tout en se gardant bien cependant de s'installer à la cour de Madrid. Étant le plus grand et le plus riche seigneur du Portugal, il vivait comme tel dans son palais de Vila Viçosa au milieu d'une petite cour de lettrés et de musiciens.

Apparemment effacé de toute vie politique, la couronne d'Espagne le considérait comme une personnalité insignifiante, qui ne risquerait jamais sa tranquillité dans une quelconque conjuration contre le pouvoir espagnol. Son mariage avec D. Luisa de Guzmán avait conforté cette confiance. Après les événements de 1637, la cour de Madrid avait essayé de le compromettre avec le parti espagnol en faisant de lui un gouverneur militaire du pays (*governador geral das armas de Portugal),* alors que le gouvernement politique resterait dans les mains de la duchesse de Mantoue, assistée de *l'escrivão da puridade,* Vasconcelos.

L'historiographie libérale a été très sévère à son égard : dénonçant sa trop grande prudence et son indécision, à la limite de la pusillanimité et même de la couardise, elle en fit en quelque sorte «un roi malgré lui». Il est vrai qu'il ne voulut jamais s'engager dans une entreprise qui serait vouée à l'échec et lui ferait troquer la vie culturelle qu'il menait dans son palais de Vila Viçosa contre une dure captivité dans les geôles espagnoles. Il aurait fallu le chantage de la proclamation d'une république nobiliaire pour l'entraîner. Oliveira Martins, l'un des grands historiens portugais du XIXe siècle, obsédé par l'idée d'un complot jésuite, écrivait que seuls les pères de la Compagnie dont il était entouré purent le décider[9]. Tout en reconnaissant l'influence des Jésuites dans le complot, surtout de l'un d'entre eux, le P. António Vieira, on convient aujourd'hui que cette apparente nonchalance recouvrait une ferme volonté de faire triompher la restauration de l'indépendance et qu'elle permit d'endormir les autorités espagnoles, servant ainsi les desseins des conjurés.

Le coup de force du 1er décembre 1640

A l'origine de la conjuration se trouve un petit groupe de nobles et de *letrados,* dont le plus actif fut Joâo Pinto Ribeiro, ancien *juiz de fora.* Il était bien accepté par la noblesse, dont il avait défendu les intérêts en 1632 dans un travail juridique où il avait développé la thèse que les nobles portugais

ne pouvaient être mobilisés pour les guerres de l'Espagne. En relation avec les milieux commerciaux de Lisbonne, il s'était mis au service du duc de Bragance : il avait abandonné la magistrature pour devenir l'agent de ses affaires dans la capitale. Parmi les conjurés, il n'y avait pas de représentants populaires, ce qui répondait évidemment à leur souci de ne pas déchaîner une révolution dont le risque avait été couru à Évora en 1637.

Un plan d'action pour s'emparer du palais et éliminer Miguel de Vasconcelos, le secrétaire d'État détesté, vendu à l'Espagne, fut élaboré et soumis au duc de Bragance, qui était resté dans une prudente expectative. Son secrétaire, António Pais Viegas, et sa femme, D. Luisa de Gusmâo, qui, pour ceindre une couronne, était devenue une ardente patriote portugaise, l'encouragèrent vivement à agir. Il fit alors savoir par Pinto Ribeiro à D. Antão de Almada, l'un des chefs des conspirateurs, qu'il ne se compromettrait pas dans une affaire mal préparée et qu'il la désavouerait en cas d'échec. S'ils réussissaient à le faire acclamer roi, en revanche, il ne se déroberait pas à son devoir.

Le 1er décembre, un peu avant 9 heures, les conjurés et leurs partisans, à peine 120 personnes, réalisèrent leur coup de main sur le Paço *da Ribeira*. Ils tuèrent Vasconcelos, dont ils jetèrent le corps en pâture au peuple qui se rassemblait à l'initiative de l'Église sur le *Terreiro* do Paço, et consignèrent la duchesse de Mantoue dans ses appartements. Celle-ci, sous la contrainte, donna l'ordre aux garnisons castillanes du château Saint-Georges et des forteresses du Tage de se rendre sans résistance. Depuis le balcon du palais, D. Miguel de Almeida, comte d'Abrantès, proclama la liberté de la patrie et la royauté de D. Joâo IV. En attendant l'arrivée de ce dernier à Lisbonne, les conjurés désignèrent un collège de trois gouverneurs du royaume : D. Rodrigo da Cunha, archevêque de Lisbonne, D. Sebastião de Matos de Noronha, archevêque de Braga, et le vicomte D. Lourenço de Lima. L'annonce en fut faite à toutes les cités et à toutes les provinces, qui donnèrent immédiatement leur adhésion, parfois même avant l'annonce officielle, comme à Santarém et à Évora dès le 2 décembre.

La réaction de Madrid

On imagine sans peine l'incrédulité d'Olivares lorsqu'il apprit que tout le Portugal avait fait sécession et acclamé le duc de Bragance comme son roi, sous le nom de Jean IV. Le courrier régulier n'étant pas arrivé et les soles, traditionnellement envoyées pour la table royale à l'occasion de la fête de l'Immaculée Conception, n'étant pas parvenues au palais, on avait pourtant soupçonné que tout n'allait pas pour le mieux à Lisbonne. L'ambassadeur de Venise rapporta à la Sérénissime que l'information du coup de force du 1er décembre avait fait l'effet d'un coup de tonnerre: comment était-il possible qu'un royaume tout entier se soulevât sans avertissement?

D'après un autre récit, Olivares aurait pris une expression enjouée pour annoncer l'événement au roi : c'était une bonne nouvelle, car il serait désormais le maître absolu du Portugal. Il fallait que le duc de Bragance fût devenu fou en se proclamant roi au risque de perdre ses biens et même sa tête. Alors que Philippe IV n'aurait pas été dupe, le comte-duc ne paraissait pas, trois mois plus tard, croire encore au succès de l'entreprise : elle était menée, écrivit-il dans une lettre, par cinq hommes, dont le premier, le duc de Bragance, était «stupide et ivrogne, sans une étincelle d'intelligence », et les quatre autres ne valaient pas mieux[10].

Le 17 décembre, le comte-duc convoqua les quelque 80 *fidalgos* et ecclésiastiques portugais qui se trouvaient à la cour, auxquels il dénonça violemment l'abominable félonie de Bragance et de sa femme, D. Luisa de Guzmán. La conduite de cette dernière était une telle souillure pour la maison de Guzmán, à laquelle il appartenait lui-même, qu'il ordonnât à son frère, le duc de Medina Sidonia, de rayer son nom et de supprimer toute trace de son existence dans les archives de la maison [11].

Quel extraordinaire fossé existait entre le gouvernement de Madrid et les réalités des différents royaumes de la monarchie! La Couronne avait du moins espéré que les domaines d'outre-mer portugais, surtout le Brésil et Goa, lui resteraient fidèles. Espoir vite déçu: dans le courant des mois de février et mars, D. Jorge de Mascarenhas, vice-roi du Brésil, et Salvador de Sa, gouverneur de Rio de Janeiro, avaient fait acclamer Jean IV. L'Inde portugaise suivit en septembre.

La monarchie restaurée

Arrivé le 5 décembre à Lisbonne, Jean IV, avant même la cérémonie de *l'aclamação*, prit des mesures d'urgence : il fallait d'abord assurer la sécurité militaire du royaume. Il envoya des militaires d'expérience commander aux frontières, surtout à Elvas et dans les autres forteresses de la frontière de l'Alentejo, voie d'invasion vers Lisbonne. Il créa un *Conselho da Guerra*, qui préparerait les *consultas* soumises à la décision du monarque. Sous la surveillance du *Conselho da Fazenda*, il s'agissait aussi de se donner les moyens financiers de cette défense : malgré leur impopularité, le nouveau roi confirma les impôts levés par le gouvernement des Philippe. Il dut enfin favoriser la réconciliation nationale en permettant le retour des nobles portugais installés à la cour de Madrid. Pour les rassurer, il confirma les grâces accordées par les Habsbourg. Pour les effrayer, il menaça de confisquer leurs biens s'ils ne revenaient pas.

Pour affirmer sa légitimité, la monarchie restaurée mit ses pas dans ceux de l'ancienne dynastie d'Avis. A partir de 1640, les juristes, parmi lesquels António Pais Viegas et Joâo Pinto Ribeiro, élaborèrent un corps de doctrine destiné à prouver que le coup de force, loin d'être - comme l'affirmait le pouvoir espagnol - un acte de rébellion contre le pouvoir légitime, n'était au contraire que la restauration de la légitimité, bafouée par un pouvoir usurpé en 1580 aux dépens de D. Catarina, au profit du représentant de ses droits, son petit-fils D. Joâo, duc de Bragance. Cette légitimité sortait encore renforcée, car il s'agissait d'une restauration de la «*liberdade nacional*» contre l'«*opressão estrangeira* ».

Coïncidant avec un courant juridique portugais traditionnel, certains juristes et théologiens comme le P. Francisco Suárez[12] alléguaient même, durant le gouvernement des Philippe, une justification politique encore plus profonde, fondée sur une doctrine de l'origine du pouvoir. La souveraineté n'appartenait pas aux rois, qui ne l'exerçaient que grâce à un *«pactum subjectionis »*. Le pouvoir venait directement de Dieu aux sujets, qui l'avaient ensuite délégué à une maison royale. Ainsi les souverains tels que Philippe IV, qui usaient de la tyrannie pour violer le bien de la communauté, pouvaient être déposés et jugés, ce qui faisait de l'*aclamação* de Jean IV un acte parfaitement légitime.

La cérémonie eut lieu le 15 décembre, dans les formes traditionnelles, sur le *Terreiro* do Paço (la place du Commerce). Par la réunion des Cortès, le 28

janvier 1641, il y eut échange de *juramento* entre le roi, l'héritier D. Teodósio et les trois états, qui - réaffirmation du *«pac*tum *subjectionis»* - proclamèrent leur droit dans la désignation du nouveau roi. Dans son principe, la monarchie restaurée n'était apparemment pas une monarchie absolue, mais une monarchie limitée ou plutôt une monarchie des nobles : le peuple n'avait pas été associé à l'événement et n'avait fait qu'entériner le choix d'un groupe de nobles. Pour renforcer la cohésion et la défense nationales, le roi, ne serait-ce que pour en obtenir les subsides nécessaires à la guerre d'indépendance [13], dut pratiquer une politique de collaboration avec les Cortès, dominées par l'ordre de la noblesse : son pouvoir en était d'autant limité.

L'unanimité n'avait pas été totale et le nouveau roi dut faire face à l'hostilité d'une partie de la noblesse - surtout celle qui détenait les titres et les charges -, du haut clergé et des marchands, qui avaient gagné de fortes sommes grâce à leur association avec les finances et l'administration fiscale de la couronne d'Espagne. Le seul moyen d'action dont disposait cette dernière était de susciter un complot intérieur qui renverserait le nouveau roi de Portugal.

Au cours du printemps et de l'été de 1641, une conjuration fut donc ourdie pour assassiner Jean IV, sa femme et toute sa famille. La trame de cette conspiration se tissa entre Madrid et le couvent de Lisbonne, où la vice-reine destituée était détenue. La liste des conjurés s'enrichit alors des noms les plus prestigieux du pays, parmi lesquels ceux de l'archevêque primat de Braga, du marquis de Vila Real et de son fils le duc de Caminha. Mais avant même un commencement d'exécution, le complot fut découvert en juillet 1641. L'enquête révéla que plusieurs réunions secrètes s'étaient tenues chez un banquier, Pedro de Baeça, frère de l'un des principaux *asentistas* - fermiers du roi - de Madrid, Jorge de Paz.

La complicité de Baeça, qui avait fait don de sommes considérables pour financer la conspiration, témoignait du profond fossé qui s'était creusé entre les commerçants portugais au moment du coup de force. Les grands financiers de la cour étaient en effet aussi impopulaires à Lisbonne, parmi les gens de négoce qui les jalousaient, qu'à Madrid. Si les marchands moins privilégiés avaient pris fait et cause pour Bragance, les fermiers de la Couronne, qui avaient gros à perdre s'ils coupaient tout lien avec elle,

étaient restés sur la réserve. Pris dans les rets du marché international de l'argent, Baeça paya sa complicité de sa vie.

D. João réprima en effet la conspiration avec une dureté exemplaire : après un jugement sommaire, il fit procéder, le 29 août 1641, à la décollation, sur le Rossio, de deux membres de l'un des plus grands lignages de Portugal, les Meneses : le marquis de Vila Real et son fils le duc de Caminha, seulement coupable de n'avoir pas dénoncé son père. D'autres, dont Baeça, furent également exécutés. L'archevêque de Braga fut emprisonné dans la tour de Belém, où il mourut assez rapidement. L'inquisiteur général, D. Francisco de Castro, fut aussi incarcéré. Il obtint la grâce royale en 1643.

Comme en 1383, cette tragédie provoqua une cassure dans les lignages nobles. Les aînés restèrent dans un exil définitif à Madrid et les cadets, qui d'ailleurs avaient souvent participé au coup d'État, recueillirent leurs biens au Portugal. A son corps défendant, Jean IV avait dû sacrifier à la vindicte populaire son secrétaire d'État, Francisco de Lucena, symbole de tous ces «collaborateurs» qui avaient servi l'administration espagnole, et qu'il avait voulu rallier [14]. A cette conspiration inspirée par l'Espagne, Jean IV répliqua en encourageant le complot de son beau-frère, le duc de Medina Sidonia, qui rêvait de ceindre une couronne d'Andalousie mais qui échoua lamentablement.

LA RECONQUÊTE DE L'INDÉPENDANCE

Après le coup d'État, il fallait imposer l'indépendance à une Espagne décidée à défendre la légitimité de son pouvoir. Il s'agissait aussi de reconquérir un empire gravement mutilé par les Hollandais. Jean IV ne pouvait faire face à une tâche aussi rude sans l'appui de puissances étrangères. Or, la conjoncture internationale lui était très favorable.

En ces dernières années de la guerre de Trente Ans, l'Espagne luttait sur plusieurs fronts. En Flandre, elle rencontrait les armées du roi de France. Sur tous les océans, elle affrontait les Anglais et surtout les Hollandais, qui obéraient ses richesses en s'attaquant à ses domaines d'outre-mer et à ses liaisons maritimes. Dans la péninsule Ibérique même, elle devait réduire la

révolte de la Catalogne, qui avait fait appel à l'aide de Louis XIII en le proclamant comte de Barcelone. Une Espagne sans doute très affaiblie, mais une Espagne qui, dans le cas d'une paix générale qui se profilait à l'horizon - où le Portugal ne serait pas compris -, serait encore assez puissante pour châtier et reconquérir une nation rebelle.

Jean IV eut d'abord la chance de bénéficier de la passivité de l'Espagne, puis l'habileté de se concilier des alliances en Europe, enfin la capacité d'organiser une défense de son royaume contre laquelle l'Espagne ne pourrait plus rien.

La passivité de l'Espagne

La question de donner la priorité à la répression en Catalogne ou au Portugal fut longuement débattue à Madrid : avec les difficultés financières et militaires de la monarchie, il n'était pas envisageable de la mener de front dans ces deux pays. Pour Olivares, le voisinage de la France imposait d'abord de mater les Catalans, alors que d'autres ministres préconisaient un accommodement avec eux pour faire porter tout l'effort contre la sécession portugaise [15]. D'une manière générale d'ailleurs, autant les ministres de Philippe IV pensaient que la Catalogne devait être épargnée et ne pas être traitée en pays conquis, autant ils estimaient que, par leur trahison, les Portugais avaient perdu tous leurs privilèges et seraient à la merci du roi, comme n'importe quel peuple conquis.

Le comte-duc était d'un avis différent, car il croyait que la résistance catalane serait rapidement brisée. Il estimait qu'il valait mieux attendre que l'armée royale parût aux portes de Barcelone avant de répondre aux ouvertures de paix des rebelles : la clémence royale en serait d'autant plus spectaculaire et l'on pourrait réduire ensuite les Portugais à l'obéissance.

Le calcul d'Olivares se révéla faux, car la Catalogne résista et l'armée royale s'enlisa dans la guerre. Avec le recul du temps, il semble avoir commis une erreur fatale: l'extrême fragilité du nouveau royaume était évidente et l'on voit mal comment il eût pu résister à une invasion espagnole immédiate. Toutefois, compte tenu de la menace d'une incursion française depuis la Catalogne jusqu'au cœur même de l'Espagne, la décision

d'accorder la priorité à la Catalogne paraissait la plus sage. D'ailleurs, si le comte-duc ne voulait distraire aucun soldat de la Catalogne, il avait prévu de former une autre armée pour le Portugal. Mais, la flotte du Trésor n'étant pas encore arrivée, il manquait cruellement de fonds pour la mettre sur pied.

A cette pénurie d'argent s'ajoutait une pénurie d'hommes : les tentatives de mobilisation de la noblesse castillane s'étaient révélées infructueuses. Il lui fallait aussi régler les querelles et les litiges entre les généraux espagnols qui s'en disputaient le commandement. Quelques troupes espagnoles commencèrent cependant à s'assembler à Badajoz et les premières escarmouches débutèrent au mois d'avril 1641. Mais, pour avoir son avis, Philippe IV réunit la *Junta* Grande, le 19 juin 1641: malgré Olivares, elle conseilla l'abandon provisoire de toute invasion du Portugal[16].

L'alliance française

Comme il fallait gagner des alliances européennes contre l'Espagne, Jean IV avait immédiatement organisé une diplomatie capable d'obtenir de bons résultats; il choisit des figures importantes parmi les *fidalgos* auxquels il devait sa couronne : ceux que l'on appelait les « quarante », qui avaient réalisé le coup d'État du 1er décembre 1640, et les grands seigneurs qui s'étaient immédiatement ralliés à sa royauté. A cet égard, D. Vasco Luis de Gama, descendant de l'illustre navigateur, amiral héréditaire, comte da Vidigueira, qu'il fit plus tard marquis de Niza, est un cas exemplaire. Comme lui grand amateur d'art, bibliophile et collectionneur, il était son ami intime quand il n'était que duc de Bragance. Membre du Conseil d'État et de la guerre sous Jean IV, Alphonse VI et D. Pedro, il devint l'un des personnages les plus importants de la Restauration[17].

Jean IV fit cependant assister ses diplomates par des *letrados:* il s'agissait de convaincre les autres souverains de la légitimité de la couronne du Bragance et de réfuter les arguments des juristes de Philippe IV, qui assimilaient les Portugais à des sujets rebelles comme ceux de Catalogne. Plus tard, il substitua aux nobles, avec le titre de résident, les anciens secrétaires qui s'étaient distingués[18]. Pour des affaires particulières, le roi employa aussi quelques clercs, souvent des Jésuites, qui jouissaient de son entière confiance : le P. António Vieira, l'un des conseillers les plus écoutés

de Jean IV, remplit des missions secrètes à Paris, en 1646 et en 1647, et en Hollande, en 1646 et en 1647-1648.

Jean IV se tourna tout naturellement vers les ennemis de l'Espagne. En vertu de la vieille alliance qui l'avait unie au maître d'Avis, il songea d'abord à l'Angleterre. Bien que, durant l'Union ibérique, elle eût traité le Portugal en ennemi, Jean IV s'était résigné à faire de larges sacrifices à ses intérêts commerciaux, mais il ne put obtenir qu'un simple traité d'amitié et de navigation, le 29 janvier 1642. D'ailleurs, comme l'Angleterre s'enfonça bientôt dans la guerre civile, son alliance ne pouvait plus être utile.

Les Hollandais, rebelles comme les Portugais à la domination espagnole, pouvaient apparaître comme les défenseurs-nés de ceux qui, à leur exemple, s'en étaient libérés. Mais, en s'emparant des plus beaux fleurons de sa couronne d'outre-mer, ils étaient devenus les plus dangereux ennemis de la thalassocratie portugaise. Dans l'immédiat, il fallait toutefois obtenir d'eux une trêve: le 21 janvier 1641, Jean IV leur concéda la liberté du commerce dont ils jouissaient avant l'Union ibérique, et les Hollandais publièrent un décret interdisant à leurs compatriotes de faire la guerre au Portugal - qui ne les empêcha pas de continuer à empiéter sans vergogne sur les domaines portugais.

Du côté du Saint-Siège, les ambassadeurs du roi se heurtèrent à une fin de non-recevoir: Rome regardait le roi d'Espagne comme le chef de la cause catholique contre les protestants, et ne voulait en aucune manière l'affaiblir[19].

Restait la France de Louis XIII et de Richelieu, qui avait toujours cherché à ouvrir une brèche dans le flanc de la maison d'Autriche. Sans avoir joué un rôle direct dans les événements du 1er décembre, elle était la puissance qui avait le plus encouragé les Portugais à se révolter. Dès le 6 mars 1641, Richelieu avait fait savoir par le consul Jean de Saint-Pé qu'il était prêt à conclure avec le Portugal une alliance, où les deux partenaires s'engageraient à ne pas faire de paix séparée avec l'Espagne. Cette «ligue formelle », vœu le plus cher des Portugais, fut l'objet de la première mission envoyée à Paris en 1641. Mais ce projet n'était qu'un appât, car les Français voulaient rester maîtres de conclure une paix avec Madrid au mieux de leurs intérêts. Le Portugal n'était qu'un pion dans leur jeu contre la maison d'Autriche et ils ne le soutiendraient que dans la mesure où cette alliance de

revers retiendrait une partie des forces militaires de l'Espagne sur sa frontière occidentale [20].

De son côté, Jean IV était un partenaire coriace. Après s'être débarrassé de la tutelle espagnole, il ne voulait pas en subir une autre. Luis Pereira de Castro, l'un de ses envoyés en Westphalie, lui avait écrit : «Le Roi Très Chrétien veut que Sa Majesté reconnaisse qu'après Dieu c'est à lui qu'elle doit la sécurité du royaume de Portugal. » En réponse, le roi lui interdit d'accepter dans un traité franco-portugais « la clause que je ne ferai jamais de ligue offensive ni défensive avec qui que ce soit contre la couronne de France », sans la réciproque, « car il ne serait pas convenable à mon autorité royale d'accepter avec indignité des obligations aussi inégales ». En gros, il se refusait à devenir le vassal de la couronne de France[21].

La cour de France, qui escomptait une prompte action militaire des Portugais sur le flanc occidental de l'Espagne, fut déçue. Jean IV ne partageait pas son impatience. Persuadé à juste titre que le temps jouait en sa faveur, il ne devait et ne pouvait adopter qu'une stratégie défensive. A l'abri d'une tentative immédiate de reconquête par une Espagne affaiblie et trop occupée sur tous les fronts de l'Europe, il lui fallait d'abord reconstruire la défense d'une frontière que soixante années d'union ibérique avaient laissée largement ouverte et mettre sur pied une armée qui arrêterait l'invasion, car l'heure d'une offensive espagnole sonnerait immanquablement[22].

La guerre d'indépendance

Pendant plus d'un quart de siècle, les Portugais, conduits par Jean IV, D. Luisa de Gusmâo et le comte de Castelo Melhor, durent mener contre l'Espagne une véritable guerre d'indépendance, que l'on peut diviser en deux grands moments partagés par le traité des Pyrénées de 1659.

La première campagne eut lieu en 1644. L'offensive espagnole se déroula au printemps sur la frontière de l'Alentejo avec une armée d'environ 6 000 fantassins et 2 500 cavaliers. Cette dernière affronta, le 26 mai, à Montijo, 6 000 fantassins et 1 000 cavaliers portugais. L'issue de la bataille fut longtemps indécise: les Portugais étaient au bord de la déroute quand la

situation fut redressée par Henri de la Morlaye, capitaine de la garde. Les Espagnols se retirèrent, mais sans être écrasés. Cette victoire eut un grand retentissement, aussi bien en Europe qu'à l'intérieur du royaume, où elle revigora l'idéal de la Restauration.

Les négociations de la paix de Westphalie en 1648 firent courir un risque majeur au Portugal : s'il n'y était pas inclus, il se trouverait à la merci d'une Espagne avide de revanche. L'objectif prioritaire de la diplomatie portugaise fut par conséquent de participer officiellement au congrès, ce qui équivaudrait à une reconnaissance de son indépendance. Pour cette raison même, elle se heurta immédiatement au veto des plénipotentiaires espagnols. L'empereur ne consentit à fermer les yeux sur le passage des représentants portugais sur le territoire de l'empire que s'ils étaient fondus dans la délégation française[23]. Comme c'était le seul moyen d'être présent au congrès, au moins officieusement, Jean IV se résigna à confier ses intérêts à la France.

La diplomatie française fit sans aucun doute des efforts pour faire admettre le Portugal au congrès, mais elle n'était pas prête à faire échouer une paix générale sur l'obstacle portugais[24]. Sachant qu'il ne serait pas inclus dans le traité de paix, Jean IV demanda à la France de lui obtenir au moins une trêve assez longue pour se préparer à résister à l'assaut que, à plus ou moins longue échéance, l'Espagne ne manquerait pas de lui donner[25]. Les plénipotentiaires français se heurtèrent à un refus absolu des Espagnols. Fort heureusement pour le Portugal, le Roi Très Chrétien et le Roi Catholique ne parvinrent pas à un accord et ne conclurent pas la paix. La continuation de l'affrontement franco-espagnol lui évitait un dangereux isolement et faisait de Jean IV un allié indispensable au jeune Louis XIV, d'autant plus que des troubles civils menaçaient la couronne de France.

Après la paix de Westphalie, les deux camps, faute de moyens financiers et militaires, furent dans l'incapacité de mener une offensive. Il n'y eut que quelques escarmouches, le long de la frontière[26]. Philippe IV attendit les perspectives de paix avec la France, avant de se lancer une nouvelle fois à l'assaut du Portugal. Dès le printemps 1657, espérant profiter de la mort du *Restaurador* et de l'affaiblissement du pouvoir portugais, ses armées s'emparèrent des places d'Olivença et de Mourâo, faisant ainsi peser une grave menace sur toute la région du Guadiana. L'énergique régente, D.

Luisa de Gusmâo, lança sur-le-champ une vigoureuse contre-offensive : les Portugais reprirent Mourâo et mirent sans succès le siège devant Badajoz de juin à octobre. Ils avaient entre-temps contenu une avancée espagnole à Valença dans le Minho.

Une nouvelle invasion se produisit au milieu de 1658 : D. Luis de Haro, avec 20 000 hommes et une puissante artillerie, vint assiéger Elvas, clef de la route de Lisbonne. Malgré les ravages de la peste, la garnison portugaise de la place, pourtant réduite à la moitié de ses effectifs, résista du mois d'octobre au mois de décembre. D. Luisa réunit alors une armée de secours de 8 000 fantassins et de 2 500 cavaliers, auxquels vinrent se joindre toutes les garnisons des places de la région. Elle en confia le commandement à un grand seigneur, D. António Luis de Meneses, comte de Cantanhede, qui eut auprès de lui comme maître de camp général l'un des meilleurs stratèges portugais, André de Albuquerque.

Le 14 janvier 1659 eut lieu la bataille décisive des *« Linhas de Elvas»*, qui écarta le risque d'invasion. Première grande victoire de la Restauration, elle fut accueillie comme un fait providentiel, qui allait rejoindre le miracle d'Ourique, et rappelait la bataille d'Aljubarrota de 1385. L'armée espagnole n'avait cependant pas été décimée et le traité des Pyrénées de 1659 entre la France et l'Espagne laissait à cette dernière les mains libres pour rassembler ses ultimes forces afin de réduire à sa merci le vassal abhorré.

Ce traité pouvait en effet avoir de lourdes conséquences pour le Portugal, car la France s'était engagée à ne plus l'aider. Cependant, elle ne l'abandonna pas complètement, loin de là. En 1660, elle lui fournit un secours militaire indirect en autorisant notamment l'un de ses meilleurs généraux, le comte de Schomberg, accompagné par 600 officiers et soldats expérimentés, à entrer au service de la cour de Lisbonne. Louis XIV et Mazarin lui ménagèrent également un succès diplomatique, en favorisant et en encourageant le rapprochement anglo-portugais.

Depuis la proclamation de la république en Angleterre, les relations entre les deux pays avaient été assez hostiles. Après la mort de Charles Ier, une escadre anglaise royaliste s'était réfugiée dans le Tage, d'où elle fit une guerre de course à la navigation anglaise. Par mesure de rétorsion, Cromwell fit intercepter les navires portugais qui se rendaient au Brésil et en Orient. Jean IV fut alors contraint de signer avec le Protecteur le traité de

1654 : il confirmait l'ouverture au commerce anglais des domaines portugais du Brésil, de l'Afrique et de l'Orient; il accordait une taxe fixe de 23 % sur les marchandises anglaises importées par le Portugal; dans le cas où il aurait besoin de recourir à l'étranger pour son commerce, il s'engageait à fréter des navires anglais[27].

La restauration des Stuarts permit de rétablir les fondements de la « vieille alliance ». Lisbonne la paya au prix fort: en échange de son engagement à fournir deux régiments d'infanterie et deux régiments de cavalerie, ainsi que son assistance navale en cas d'invasion et pour lutter contre les corsaires et les pirates, D. Luisa de Gusmâo dut consentir de lourds sacrifices à l'Angleterre.

Tous les traités précédents étaient confirmés, Tanger et Bombay étaient abandonnés aux Anglais, ainsi que toutes les anciennes possessions portugaises qu'ils pourraient conquérir sur les Hollandais avec lesquels ils étaient en guerre. Les sujets de Charles II étaient autorisés à établir des factoreries n'importe où dans le royaume, aux Indes - à Goa, Cochim et Diu - et au Brésil - à Bahia, Pernambouc et Rio de Janeiro. En cas de reconquête de l'île de Ceylan par les Portugais sur les Hollandais, ils céderaient aux Anglais le port de Gale et une part de la traite de la cannelle. Enfin, le roi d'Angleterre s'engageait à respecter la paix « ferme et durable » qui était en cours de négociation entre le Portugal et les Provinces-Unies.

Ce traité de paix et d'alliance de Whitehall, conclu le 3 juin 1661, fut confirmé par une alliance dynastique, renouvelant celle de Jean Ier avec Filipa de Lancastre : le mariage de l'infante D. Catarina avec le roi Charles II, moyennant la dot considérable de deux millions de *cruzados.*

La victoire définitive et la paix avec l'Espagne

La grande invasion attendue se produisit au moment même où Alphonse VI écartait sa mère du gouvernement[28]. Au milieu de l'année 1662, les Espagnols avaient regroupé leur armée sur la frontière de l'Alentejo. De leur côté, les Portugais reçurent de l'Angleterre un renfort de 2 000 fantassins et de 700 cavaliers. En avril 1663, D. Juan d'Autriche, fils naturel de Philippe IV - qui, fort heureusement pour les Portugais, n'avait pas les qualités du

premier don Juan, fils de Charles Quint -, termina la concentration des troupes espagnoles à Badajoz. Ces dernières, les plus puissantes et les plus nombreuses réunies contre le Portugal depuis 1640, comptaient 15 000 fantassins, 6 500 cavaliers, 5 000 chars avec munitions et provisions et 20 pièces d'artillerie. Elles se mirent en marche le 6 mai et prirent Évora le 22.

Les forces portugaises étaient moins nombreuses, mais elles étaient plus motivées, car il s'agissait d'empêcher l'invasion de la patrie. Elles étaient surtout mieux commandées : le commandant en chef en était le comte de Vilar Flor, avec à ses côtés D. Dinis de Melo e Castro à la tête de la cavalerie, D. Luis de Meneses à la tête de l'infanterie et le comte de Schomberg à la tête des troupes étrangères.

La rencontre eut lieu le 8 juin, à Ameixal, à quelques kilomètres d'Estremoz. Du fait de l'impéritie de D. Juan et de la valeur des généraux portugais, ce fut un désastre pour les Espagnols qui eurent 4 000 morts, 2 500 blessés et 3 500 prisonniers. Le 17 juin, Évora était reprise. L'année suivante, le duc d'Ossuna lançait une offensive dans la Beira, depuis Ciudad Rodrigo : il fut arrêté par les Portugais à Salgadas, le 6 juillet 1664.

Philippe IV, profondément humilié par le désastre d'Ameixal, rassembla les débris de ses armées pour un dernier assaut: 15 000 hommes venus de tous les royaumes et domaines de la couronne d'Espagne, sous le commandement du marquis de Caracena, vinrent faire le siège de Vila Viçosa, la ville des Bragance. Il trouva en face de lui une armée portugaise de 25 000 soldats, commandés par le marquis de Marialva. Le choc se produisit près d'Estremoz à Montes Claros, le 17 juin 1665. Ce fut un nouveau désastre pour les Espagnols qui y laissèrent 4 000 morts et 6 000 prisonniers, alors que les Portugais n'eurent à déplorer que 700 victimes.

Jusqu'en 1667, il n'y eut plus désormais que des escarmouches, surtout dans le Nord sur les confins de la Galice, du Minho et du Trás-os-Montes, mais le Portugal ne courait plus aucun risque d'invasion. On comprit alors à Madrid qu'il fallait se résigner à l'inévitable : la reconnaissance de la royauté des Bragance.

Du côté portugais, le comte de Castelo Melhor, *valido* d'Alphonse VI, estima que les conditions étaient réunies pour l'obtenir dans les meilleurs termes : l'Espagne, épuisée, avait un grand besoin de paix sur ses frontières

occidentales. La mort de Philippe IV, le 17 novembre 1665, qui ouvrit une minorité, fragilisa encore davantage la monarchie des Habsbourg. Cette dernière devait en outre affronter la politique ambitieuse du jeune Louis XIV, décidé à réclamer une part de l'héritage de sa femme, fille aînée du défunt souverain. La cour de Madrid était d'autant plus inquiète que la France, qui voulait empêcher à tout prix la paix entre l'Espagne et le Portugal au moment où elle allait engager de nouvelles hostilités, avait enfin accordé à ce dernier, par le traité du 31 mars 1667, la ligue formelle qu'il lui réclamait depuis 1640.

En dépit de cet engagement et avec les bons offices de l'Angleterre, Castelo Melhor entreprit de négocier avec le gouvernement de la régente Mariana d'Autriche. Les échecs de la guerre de Dévolution rendirent cette dernière plus souple : le *valido* d'Alphonse VI avait même obtenu une indemnisation pour les dommages causés par les troupes espagnoles depuis la Restauration, quand il fut chassé du pouvoir par le coup d'État de l'infant D. Pedro [29]. La France, dans l'espoir d'empêcher le processus de paix hispano-portugais, y contribua largement par l'intermédiaire de la reine Marie-Françoise de Nemours et de l'ambassadeur Saint-Romain.

En vain, car le nouveau régent de Portugal, avide d'une paix qui lui permettrait de consolider son pouvoir, conclut avec l'Espagne le traité de Madrid du 5 janvier 1668: la monarchie de Philippe II reconnut l'indépendance du Portugal et la royauté des Bragance[30]. En contrepartie, D. Pedro laissa Ceuta aux mains des Espagnols et renonça à l'indemnité négociée par Castelo Melhor. Désormais, le destin d'un Portugal indépendant ne serait plus troublé que par l'invasion française de 1807.

LA RECONQUÊTE PARTIELLE DE L'EMPIRE

La préoccupation immédiate de la Restauration avait été évidemment la libération du territoire métropolitain et, à cette fin, Jean IV avait dû consentir des sacrifices outre-mer. Il n'avait pas pour autant renoncé à ce qui avait fait la fortune et la grandeur du Portugal au cours du siècle précédent. La Restauration dans les domaines d'outre-mer s'avérait cependant très difficile, car elle devrait se faire, aussi bien dans l'Atlantique que dans l'océan Indien, contre les intérêts des deux puissances maritimes dont

l'alliance, ou au moins la neutralité bienveillante, lui était indispensable en Europe.

Dès son avènement, Jean IV avait créé un *Conselho Ultramarino,* qui aurait compétence pour toutes les questions posées par les domaines de l'empire. Son réalisme politique lui avait fait comprendre que cette reconquête, faute de moyens, ne pourrait être que partielle, et qu'il lui fallait faire des choix. Sans abandonner complètement les affaires de l'Inde, il tira la leçon de l'effondrement du commerce asiatique et de l'essor du Brésil. Avec la multiplication des plantations sucrières et la nécessité de les approvisionner en esclaves, le nouvel axe de la politique coloniale tournerait autour de l'Atlantique : la fondation de la Compagnie générale du commerce du Brésil, le 10 mars 1649, en fut la meilleure preuve. Ce furent les ressources du sucre brésilien qui financèrent l'indépendance portugaise.

Les Hollandais avaient connu leurs premiers succès aux Indes orientales avec la conquête des principales îles des épices, en 1605, ne rencontrant une forte résistance qu'à Amboine. Les Espagnols des Philippines organisèrent l'année suivante une contre-offensive inattendue. Elle leur permit de prendre et de conserver Tidore et une partie de Ternate, jusqu'à ce que la menace d'une attaque chinoise sur Manille les obligeât, en 1662, à rappeler leurs garnisons des Moluques et à céder le monopole du commerce du clou de girofle aux Hollandais.

Après leur expulsion des Moluques, les Portugais s'étaient établis à Macaçar, dans les Célèbes du Sud, qu'ils utilisèrent comme base pour le commerce du clou de girofle, du santal et d'autres produits indonésiens, sous la protection des gouverneurs musulmans tolérants de Gowa et de Tallo : ils purent ainsi défier les prétentions au monopole de la Compagnie hollandaise des Indes orientales, qui avait son siège à Batavia (Djakarta) depuis 1619. Les Hollandais durent armer deux grandes expéditions contre Macaçar en 1660 et en 1667, avant de réussir à en expulser définitivement les Portugais. Quant à Malacca, les Portugais l'abandonnèrent à leurs ennemis en janvier 1641, après un blocus des détroits que ces derniers avaient mené avec efficacité de 1634 à 1640.

Entre 1638 et 1658, les Hollandais s'emparèrent de toutes les *feito*rias portugaises de Ceylan. Ils finirent par conquérir Cochim et d'autres comptoirs portugais de la côte de Malabar en 1663. En juillet 1622, ils

avaient même tenté, en vain, de s'emparer de Macao. Ils s'étaient enfin efforcés de priver les Portugais du commerce du santal en s'emparant des îles de la Sonde mineure (Timor, Solor et Flores) en Indonésie : ils échouèrent devant la résistance de la population autochtone, animée et organisée par les missionnaires dominicains contre ces hérétiques.

La Restauration se fit sans difficulté dans les archipels de l'Atlantique: à Madère, Jean IV fut acclamé dès février 1641, et les Açores furent complètement ralliées en mars 1642. Ce fut un événement fondamental, car ces archipels commandaient la navigation et la défense de l'Atlantique et, par conséquent, la restauration portugaise en Afrique et au Brésil. Il en fut de même des îles du Cap-Vert et dans les zones des « *rios da Guiné*», points stratégiques essentiels pour la traite des nègres.

En Angola, le gouverneur et l'évêque de São Paulo de Luanda, ainsi que les capitaines des principales villes et des forteresses, avaient fait procéder à l'*aclamacão* de Jean IV. Cependant, aux yeux des Hollandais, cette colonie, tête de pont pour le contrôle de Pernambouc au Brésil et comptoir pour la traite, était trop précieuse pour qu'ils ne la disputent pas aux Portugais. Aussi, en dépit de la trêve conclue en Europe, une escadre hollandaise, venue de Pernambouc, s'empara-t-elle de Luanda, le 22 août 1641. Les Portugais livrèrent alors avec succès une véritable guerre d'indépendance au terme de laquelle les Hollandais furent vaincus et expulsés définitivement à la fin de 1648. Les îles de São Tomé et Principe avaient aussi donné immédiatement leur adhésion, mais les Hollandais s'étaient emparés de la première, qui ne fut libérée qu'en septembre 1648, après l'Angola.

Au Maroc, le gouverneur de Mazagan reconnut immédiatement la royauté de Jean IV. Tanger fit de même en 1643. Ceuta resta fidèle à Philippe IV. Dans l'océan Indien, où les possessions portugaises étaient en grande partie passées sous la domination du patriciat marchand d'Amsterdam, la côte africaine de Sofala et du Mozambique acclama Jean IV le 9 août 1641, et Goa le 11 septembre 1641. La nouvelle de la Restauration n'arriva à Macao que le 30 mai 1642: *l'aclamaçâo* eut lieu dès le lendemain.

Au Brésil, Bahia apprit la proclamation de l'indépendance le 15 février 1641, et reconnut immédiatement le nouveau souverain. Rio de Janeiro, le 10 mars, puis tout le Sud en firent autant. Mais les Hollandais occupaient la

quasi-totalité du *Nordeste* et il fallait les en expulser. Au nom de la trêve négociée en Europe, Jean IV ordonna aux Portugais du Brésil de ne rien tenter contre l'envahisseur: ils devaient maintenir la fiction d'un allié hollandais contre l'Espagne, qui évacuerait ses conquêtes de son plein gré, puisqu'elles ne seraient plus possessions du Roi Catholique. Mais les Luso-Brésiliens étaient impatients de se libérer des hérétiques abhorrés. Aussi, le 13 juin 1645, la grande insurrection des colons de Pernambouc faillit-elle en finir avec les Hollandais.

L'*odium theologicum* entre calvinistes et catholiques joua un rôle moteur dans le déclenchement de la révolte. S'y ajouta la compétition économique : ce ne fut pas un hasard si le premier cri de guerre des insurgés fut « *açucar*» (sucre). Des deux côtés, on utilisa des auxiliaires amérindiens, comme cela s'était produit un siècle plus tôt dans la lutte avec les Français. Mais les tribus indigènes restèrent dans leur majorité fidèles au Portugal, et bien des recrues des armées luso-brésiliennes furent des mulâtres, des nègres et des métis de tous types[31]. La Couronne ne pouvait pas soutenir les colons ouvertement et tenta même de les dissuader. Désespérés, ceux-ci menacèrent de se livrer à une autre puissance catholique, notamment à la France.

Les Hollandais, qui n'avaient réussi à se maintenir que dans le port de Recife, reçurent le renfort d'une flotte à la fin de 1645. Tous leurs efforts, au cours de l'année 1646, pour réoccuper le *Nordeste* restèrent vains. Au début de 1647, Jean IV chercha à négocier leur retrait, en leur offrant en compensation le monopole du sel de Setúbal. En vain. Il n'eut plus d'autre choix que d'appuyer la révolte : le 20 mars 1647, il envoya une escadre de secours au Pernambouc. L'affrontement se produisit aux monts Guararapes et se termina par deux victoires portugaises, le 19 avril 1648 et le 19 février 1649 : la domination hollandaise en sortit gravement ébranlée.

Les escadres des Provinces-Unies n'en infligèrent pas moins de lourdes pertes au commerce portugais : 108 vaisseaux marchands, au cours de l'année 1647, et 141, en 1648, furent ainsi pris. La création de la Compagnie générale du commerce du Brésil, le 10 mars 1649, permit d'y mettre fin : elle donna une solide organisation et une sécurité indispensables au commerce de la métropole avec sa colonie. D'entrée de jeu, elle disposa de

36 vaisseaux de guerre, divisés en deux escadres annuelles de 18 bâtiments, pour escorter les convois de navires marchands.

La première escadre partit le 4 novembre et fit escale dans le Pernambouc. En 1653, l'armada de la Compagnie et une armée de terre firent le blocus de Recife, « La Rochelle d'Amérique », selon le P. António Vieira. Les Hollandais, auxquels on donna un délai de trois mois pour évacuer la ville et vendre leurs biens, capitulèrent le 6 janvier 1654. La souveraineté du Portugal était désormais complètement rétablie, jusqu'à la proclamation de l'indépendance de l'empire du Brésil en 1822, tout du moins.

Le traité de paix avec les Provinces-Unies fut paraphé le 6 août 1661: en échange de leur renonciation au Brésil, à l'Angola et à Sâo Tomé, le Portugal leur reconnut la possession de leurs conquêtes en Orient et les mêmes facilités que celles accordées aux Anglais dans le commerce du sel de Setúbal. Il s'engageait en outre à leur payer, dans un délai de 16 ans, l'énorme indemnité de quatre millions de *cruzados*, qui venait s'ajouter aux deux millions donnés en dot à la reine d'Angleterre. Le Portugal, grâce au sucre du Brésil, achetait très cher son indépendance.

1 Cette reconversion s'exprima dans plusieurs textes, comme *Restauração de Portugal prodigiosa*, ou *Memória da disposição das armas castelhanas, que injustamente invadiram o Reino de Portugal no ano de 1580;* ou encore le *Maior triunfo da Monarquia lusitana, em que se prova a visâo de Campo de Ourique*, ou la *Ressureiçâo de Portugal* e *morte fatal de Castela*, ou même encore dans *Lusitana Liberata.*

2 «Et jusque-là, Portugais, travaillez. Parce que le Roi-Enfant ne tardera pas à surgir, il doit venir, il doit venir, il doit venir!»

3 Nous pourrions donner d'autres nombreux exemples de poètes, tels que Mário Beirâo en 1917, Vitorino Nemésio en 1950 ou Miguel Torga en 1952, pour lesquels le *Desejado* fut une source d'inspiration. Le mythe du Cinquième Empire fut même repris par des poètes portugais, dans les débuts de l'*Estado Novo*, comme Augusto Ferreira Gomes, en 1934, ou João de Castro Osório, en 1937.

4 Le sébastianisme ne resta pas l'apanage des poètes, il passa également au théâtre, avec Almeida Garrett, dans *Frei Luis de Sousa* et *As Profecias de Bandarra*, et avec d'autres auteurs tragiques. Ce fut aussi un thème de fiction pour des romanciers comme Camilo Castelo Branco, Henrique Luis de Mendonça, Júlio Dantas ou Aquilino Ribeiro.

5 La manifestation la plus récente en fut le culte que le petit peuple de Lisbonne porta à Francisco Sá Carneiro, l'homme d'État démocrate-chrétien, disparu tragiquement dans un accident d'avion dont les causes n'ont jamais été élucidées: dans les années qui suivirent, on pouvait voir sur la place du Rossio de petits autels où des chandelles brûlaient devant son image.

6 « Ce n'est pas pour l'œuf, mais pour le privilège. »

7 Non seulement il était le petit-fils de D. Catarina, fille de l'infant D. Duarte, et légitime héritière et candidate en 1580, mais par son père il se rattachait par bâtardise à la dynastie d'Avis, puisqu'il descendait en ligne directe par les mâles de D. Afonso, comte de Barcelos et premier duc de Bragance, fils naturel du maître d'Avis, D. João Ier, et, qui plus est, de son épouse, fille du héros national, le connétable, Nuno Álvares, qui avait mis en échec la première tentative d'union dynastique avec la Castille.

8 D. João composa lui-même de nombreux motets. Il demanda, après 1640, à ses ambassadeurs de rechercher et de lui envoyer toutes les partitions qu'ils pourraient trouver dans le pays où ils étaient. C'est ainsi que, le 29 avril 1645, il renvoyait au comte da Vidigueira, ambassadeur en France, le rôle des livres de musique en vente sur le marché parisien que celui-ci lui avait fait parvenir. Il le confronterait à celui que François Lanier lui avait adressé et auquel il avait fait savoir ce qu'il voulait recevoir. Il n'avait pas besoin des *Mélanges* d'Orlando (Roland de Lassus), ni de ses motets; mais il recommandait qu'on lui envoyât tout ce qui était messes, magnificats et psaumes, d'Orlando comme d'autres compositeurs. On pouvait les lui adresser en feuillets, il les ferait relier à Lisbonne.

9 «Tous les conjurés accusaient le duc; et pour le décider, on lui fit voir clairement et crûment la gravité de la situation. Il était perdu : la conjuration se ferait qu'il le voulût ou non. Ou il devrait combattre avec les siens, ou il finirait misérablement au fond de quelque prison en Espagne. La peur le décida : il pria Notre-Dame, chargea son cou des rosaires et des scapulaires que les Jésuites pieusement lui donnaient, et confiant dans la protection du ciel et dans celle de Richelieu, l'émule d'Olivares et intime des Jésuites, il résolut de se lancer dans l'aventure. »

10 Le marquis de Ferreira était si stupide qu'il eût été incapable de trouver Valladolid et même d'apprendre comment s'y rendre; le comte de Vimioso, une «poule mouillée» ; le *valido* ne connaissait pas don António Vaz de Almada, mais on le disait totalement ignorant; et l'archevêque de Lisbonne était un traître et fils de traître, ecclésiastique vertueux certes, mais piètre théologien et dévoré d'ambition. L'incrédulité d'Olivares était telle qu'il supposa d'abord l'action de l'étranger, de la France en particulier, avec laquelle aurait comploté D. Duarte de Bragance, frère cadet du duc, qui avait servi dans l'armée des Flandres et en Allemagne, auquel il reconnaissait une certaine valeur et qui était sans doute le véritable instigateur du coup de force. Aussi, le 15 décembre, Philippe IV envoya-t-il des instructions secrètes à ses représentants à l'étranger pour que sa tête fût mise à prix: qui le tuerait ou le capturerait recevrait une forte récompense.

11 Olivares et ses collègues voyaient des conspirations partout. La situation des Portugais résidant à la cour ou occupant de hautes fonctions de la monarchie devint des plus inconfortables. Le marquis de Castel Rodrigo, fils de Cristôvâo de Moura, reçut lui-même l'ordre de quitter l'ambassade de Rome au plus vite pour aller résider à la diète de Regensburg. Il prit cela pour un affront à sa réputation et,

protestant de sa loyauté, il exigea réparation. Comme beaucoup de ses compatriotes, il payait non seulement le prix de la révolte proprement dite, mais aussi de l'importance de la participation portugaise aux affaires de la monarchie depuis vingt ans. En accordant sa protection aux banquiers et au commerce portugais à Madrid et en créant de nouveaux débouchés pour ces marchands, dont beaucoup étaient soupçonnés de pratiques crypto-judaïques, en les faisant participer au négoce et aux finances de la monarchie, Olivares, sans le vouloir, avait attisé les flammes de la xénophobie castillane. Loin d'aboutir à cette familiarité qui aurait promu «l'union des cœurs» entre Castillans et non-Castillans que le comte-duc avait toujours déclaré être son vœu le plus cher, cela n'avait servi qu'à accentuer les divisions entre eux.

12 Le P. Francisco Suárez (1548-1617) était né Castillan à Grenade. Après avoir fait ses études de théologie à Salamanque, il entra dans la Compagnie de Jésus et enseigna dans plusieurs de ses collèges espagnols. Le 14 avril 1597, Philippe II le fit pourvoir d'une chaire de théologie à l'université de Coïmbre. Après sa retraite en 1615, il mourut à Lisbonne où il fut enseveli dans l'église des Jésuites, S. Roque.

13 1800 000 cruzados en 1641, une rallonge de 400000 en 1642; 2150 000 en 1646.

14 Comme son fils avait été emprisonné à Madrid, le peuple, aux yeux duquel il était toujours suspect, le soupçonna de mener des diligences secrètes avec la cour d'Espagne pour le faire libérer. Accusé de haute trahison, il fut condamné une première fois, mais gracié par le roi. Jugé une seconde fois, il fut condamné à mort et exécuté (1642).

15 C'était l'opinion, entre autres, du comte de Castrillo: «Notre mésaventure au Portugal, écrivait-il, nous contraint absolument à parvenir à un accommodement immédiat avec les Catalans, sans attendre l'issue de la progression de nos armées... Rien ne serait si désastreux que de rester en guerre à la fois avec la Catalogne et le Portugal, et nous devons par conséquent accepter le meilleur arrangement que nous puissions obtenir. Sinon, il nous faudra diviser notre armée, ce qui, je le crains, sera désavantageux dans les deux cas, en Catalogne comme au Portugal, et nous resterons avec deux guerres sur les bras sans compter qu'il pourrait y en avoir d'autres. Nous devons donc transférer immédiatement au Portugal les soldats qui sont aujourd'hui en Catalogne et tenter d'étouffer aussi ce foyer avant que l'incendie ne se propage» (cité par J. H. Elliott).

16 Le comte-duc avait certes donné la priorité à la Catalogne, mais il n'avait jamais abandonné l'idée d'envoyer une armée au Portugal. Il avait même besogné avec acharnement pour en recruter les soldats. Aussi clama-t-il son indignation: si l'on ne faisait pas immédiatement une action d'envergure au Portugal, dit-il à ses collègues avec lucidité, il serait impossible de le reconquérir avant de longues années. Il ajouta que, quoique le principe de ne pas mener deux guerres simultanément fût sage, il y avait des moments, comme celui qui se présentait alors, où l'on n'avait d'autre choix que de faire face cas par cas à chaque nouvelle situation que l'on rencontrait pour la résoudre le mieux possible. Fort heureusement pour le Portugal, il ne fut pas écouté.

17 Il exerça deux ambassades à Paris, la première de 1642 à 1646, la seconde de 1647 à 1649.

18 Ne retenons que le nom de deux de ces magistrats, les plus remarquables. Le Dr Duarte Ribeiro de Macedo, après avoir été en 1659-1660, à Paris, le secrétaire de D. João da Costa, comte de Soure, l'un des « quarante » du coup de force, y revint en qualité d'envoyé spécial et résident de 1668 à 1675. Il devint alors le principal conseiller du comte da Ericeira, le « Colbert portugais ». La carrière du Dr António de Sousa de Macedo, un des plus grands magistrats du royaume, fut encore plus brillante: secrétaire des ambassadeurs à Londres en 1641-1642, il leur succéda en qualité de résident de 1642 à 1646. En 1650-1651, il alla aux Provinces-Unies comme ambassadeur. Il devint secrétaire d'État après la prise de pouvoir de Castelo Melhor.

19 D'autres perspectives pouvaient s'ouvrir du côté de la Catalogne, mais le traité d'alliance et de secours mutuel qu'Inácio de Mascarenhas avait obtenu devint sans objet avec la soumission de la province.

20 Dans le traité du 1er juin 1641, la France reconnaissait la royauté de Jean IV et se déclarait prête à s'engager à ses côtés, mais, dans un article secret, elle se réservait la faculté de faire une paix séparée avec l'Espagne, tout en faisant son possible pour garder la liberté d'assister le Portugal. Ce dernier, à l'inverse, s'engageait à ne conclure aucun traité avec Madrid sans le consentement du Roi Très Chrétien. Cet article révélait tout le sens que donnait la France à son

soutien à l'indépendance portugaise et commanda sa politique à l'égard de la monarchie des Bragance jusqu'à sa reconnaissance par l'Espagne à la suite du traité hispano-portugais de 1668.

21 Cartas *de El-Rei D. João IV ao conde da Vidigueira (marquês* de *Niza), embaixador em França*, pub. P. M. Laranjo Coelho, Lisbonne, 1940, 2 vol., décembre 1643.

22 D'ailleurs, le roi de Portugal émettait lui-même des réserves sur une ligue formelle avec la France. Dans une lettre du 27 avril 1645, il exposait à son ambassadeur à Paris pourquoi le Portugal n'avait pas intérêt à la rechercher à tout prix. Il n'avait qu'un seul ennemi, la Castille, et le Roi Très Chrétien en avait beaucoup: il entraînerait le Portugal dans des guerres où il n'aurait aucun intérêt et qui nuiraient au contraire à son commerce. En outre, jamais la France ne s'engagerait contre sa vieille alliée hollandaise pour aider le Portugal à recouvrer les domaines que les Provinces-Unies lui avaient enlevés. Il ne faudrait donc négocier avec la France qu'une ligue formelle contre la Castille.

23 L'empereur, en effet, en vertu de son alliance de famille avec Philippe IV, se considérait en belligérance avec Jean IV. Il n'avait d'ailleurs pas hésité à s'emparer de son frère, D. Duarte, et à le livrer à l'Espagne.

24 Servien avait fait observer à sa cour qu'un État de formation récente comme le Portugal ne pouvait espérer que l'on ne fît pas une paix générale seulement en vertu de ses intérêts. Mazarin répondit avec le cynisme qui le caractérisait: sa tactique était de défendre fermement les prétentions portugaises contre les Espagnols tout autant que la France en tirerait profit. Le moment venu d'une paix avantageuse, on saurait modérer l'ardeur de cette protection.

25 Ses représentants à Münster, écrivit-il à son ambassadeur en France le 19 janvier 1647, devraient au moins obtenir une trêve d'une assez longue durée «pendant laquelle mon Royaume pourra prendre quelque repos, on pourra achever de fortifier les places les plus importantes qui ne le sont pas. Il peut d'ailleurs, durant la trêve, survenir quelque accident qui améliore nos affaires. Il faut surtout procurer la liberté de l'Infant, mon très aimé et précieux frère, dont la venue ici améliorerait de beaucoup les affaires de la guerre qui souffrent, comme vous le savez, de l'absence d'un homme avec les qualités nécessaires pour gouverner mes armes».

26 Au grand dam de la cour de France: empêtrée dans les troubles de la Fronde, elle aurait aimé alléger la pression espagnole par une offensive portugaise en Andalousie, en profitant du projet de révolte du duc de Medina Sidonia, frère de D. Luisa de Gusmâo. Mazarin reprocha vivement son inaction à Jean IV. Celui-ci ne voulait pas risquer le sort de sa couronne et l'indépendance de son pays dans une offensive au résultat incertain, pour aider un allié qui lui refusait une ligue formelle et dont il trouvait les efforts trop mous pour le faire inclure dans la paix de Westphalie.

27 La pierre d'achoppement fut l'exigence de laisser aux marchands anglais établis au Portugal la liberté de pratiquer leur religion. Jean IV ne céda et ne ratifia le traité, le 9 juin 1656, que sur l'envoi d'une escadre par Cromwell.

28 Voir p. 345 et suiv.

29 Voir p. 348 et suiv.

30 Fort dépité, l'ambassadeur de France en fit porter la responsabilité sur le secrétaire d'État Pêro Vieira da Silva : «La paix de Portugal est l'ouvrage de cet homme, et il a plus de part que personne à toutes les fautes qu'on y a faites par malice et par ignorance contre l'alliance de la France, contre l'honneur et l'intérest du Portugal... »

31 Elles eurent d'ailleurs parmi leurs chefs les plus distingués un chef amérindien, Camarâo, et un nègre, Henrique Dias. Quant au premier chef de la révolte de 1645, qui combattit depuis le

début jusqu'à l'expulsion des Hollandais, Joâo Fernandes Vieira, il était fils d'un *fidalgo* de Madère et d'une prostituée mulâtre, ce qui en dit long sur la force d'assimilation des Portugais.

1. Elle s'imposa aux diverses factions de la cour en s'appuyant sur trois hommes de confiance, le comte da Vidigueira, marquis de Niza, ancien ambassadeur en

France, le comte de São Lourenço et Frei Domingos do Rosário. Elle maintint Pedro Vieira da Silva dans sa charge de secrétaire d'Etat.

CHAPITRE XIII

Le Portugal restauré

Lorsque, à l'instar de celles de 1385, les Cortès de 1641 réaffirmèrent leur droit de choisir un nouveau roi, le risque était grand pour la monarchie des Bragance de ne recouvrer qu'un pouvoir royal diminué. Il pourrait, du moins, être limité à la manière anglaise, par des représentants de la nation se réunissant à intervalles réguliers, ou, pour mieux dire, par la noblesse qui avait placé Jean IV sur le trône. La monarchie restaurée ne serait plus qu'une monarchie des nobles, ou même une république nobiliaire à la manière polonaise. Il n'en fut rien : Jean IV sut déjouer les prétentions de ceux qui l'avaient fait roi. Les circonstances difficiles de sa succession, ainsi que la faiblesse et les insuffisances de ses deux fils, permirent cependant à la grande aristocratie de cour de peupler le Conseil d'État et de gouverner sous leur nom. Il fallut attendre le règne de Jean V pour passer de ce gouvernement des nobles à une monarchie administrative à la française.

LE GOUVERNEMENT DES NOBLES

La succession dynastique et la régence de D. Luisa

Le 15 mai 1653, la mort, à l'âge de 19 ans, de l'héritier de la couronne, fils aîné de Jean IV et de D. Luisa de Gusmâo, posa avec acuité la question de la succession dynastique. D.Teodôsio, duc de Bragance et prince du Brésil, était en effet un prince accompli qui donnait les plus brillants espoirs : « libéral avec les pauvres, magnanime, d'un jugement admirable, d'un grand courage, et surtout très respectueux de la Loi de Dieu », écrivit avec emphase António Caetano de Sousa, qui ajoutait dans son *Histoire généalogique de la maison royale de Portugal:* « Dès son âge le plus

tendre, il sut et parla la langue latine, ayant même composé quelques traités curieux et érudits de diverses matières. »

Le roi, lui-même très malade, savait que sa succession ne tarderait pas à s'ouvrir. Il convoqua donc les Cortès afin de recevoir, le 22 octobre 1653, le *juramento* du nouvel héritier, son fils puîné, l'infant D. Afonso. Ce n'était pas sans inquiétude pour l'avenir, car ce dernier était affligé d'un lourd handicap physique et intellectuel.

D. Afonso, quatrième enfant du couple royal, était né le 21 août 1643. A l'âge de 4 ans, il avait été affecté par ce que les médecins de l'époque appelaient une «fièvre maligne» qui l'avait laissé hémiplégique de tout le côté droit : « Il ne voyait de cet œil, ni n'entendait de cette oreille, et il ne bougeait qu'avec beaucoup de difficulté la main et le pied droits », dit un chroniqueur anonyme du temps.

Certains spécialistes contemporains ont cru y déceler une méningo-encéphalite. L'ambassadeur anglais attribuait plutôt ces disgrâces à l'impéritie des médecins: «Vous n'ignorez pas, Mylord, écrivait-il à son ministre le 5 novembre 1667, que, dans son enfance, il eut le malheur d'avoir le côté droit brûlé. Les médecins, non seulement firent tomber une paralysie sur ce côté de son corps, en suivant la méthode funeste de le vouloir guérir à force de saignées, mais ils lui affaiblirent encore et lui épuisèrent si considérablement le cerveau, que, n'étant plus susceptible de l'éducation nécessaire pour perfectionner son naturel, sur lequel cependant elle aurait fait de médiocres progrès, le défaut de tout ce qui pouvait y contribuer l'a laissé dans un état stupide et digne de pitié. »

Ce jugement était certainement très excessif. Avec les moyens du temps, en particulier par des cures aux eaux de Caldas, dont les vertus étaient reconnues pour toutes les affections, les parents n'épargnèrent pas leurs efforts pour soigner la maladie de leur fils. De toutes manières, l'espérance de vie du malheureux paraissait limitée. Le 26 avril 1648, la naissance d'un dernier fils, apparemment normal, l'infant D. Pedro, le futur roi Pierre II, rassura le couple royal. Mais contrairement à toutes les prévisions, D. Afonso vécut et, à la mort de Jean IV, le 8 novembre 1656, il devint le roi Alphonse VI.

La personnalité de Jean IV, le *Restaurador,* est très controversée. Reconnaissons cependant qu'il sut prendre les mesures qui s'imposaient sur le plan militaire, financier et institutionnel, en s'appuyant sur les Cortès. Sans lui, d'ailleurs, la Restauration eût été impossible. Avant de disparaître, Jean IV laissa la régence et la tutelle de ses enfants mineurs à sa femme, D. Luisa de Gusmâo, intelligente et douée d'une forte personnalité[1]. Sachant son fils incapable de gouverner personnellement, elle garda les rênes du pouvoir jusqu'au 23 juin 1662, bien que le roi eût atteint l'âge de la majorité, ses 14 ans accomplis en 1657.

La prise du pouvoir par Alphonse VI (23 juin 1662)

Pendant que la reine mère continuait l'œuvre de libération nationale du *Restaurador,* son fils devenait le jouet de la mauvaise influence de jeunes gens dévergondés, malgré ses maîtres qui tentaient en vain de lui inculquer les devoirs, les obligations et le cérémonial imposés par sa fonction royale[1].

Le jeune roi, avec un indiscutable courage, avait voulu, en effet, compenser son peu de goût pour l'étude et son handicap physique par des exercices violents, en particulier par l'équitation et les corridas de taureaux. L'auteur anonyme d'une relation de la cour écrivait que certains de ses sujets l'accusaient « de se plaire à monter les chevaux les plus furieux et les plus difficiles à dompter et à combattre des taureaux féroces et à d'autres violents exercices : ce qui semble supposer un tempérament robuste et une grande vigueur de corps». Qu'il fût robuste, sans nul doute, mais son handicap n'en demeurait pas moins : il sortait toujours plus ou moins blessé de ses cavalcades effrénées et de ses combats avec les taureaux.

Alphonse VI avait attiré autour de lui toute une bande de jeunes garçons du peuple et de basse extraction. L'un d'entre eux, António Conti, un marchand ambulant italien originaire de Vintimille, prit vite une influence prépondérante sur la faiblesse d'esprit et le manque de volonté du malheureux souverain qui, comme n'importe quel *fidalgo,* l'appela auprès de lui au palais. Malgré les admonestations de sa mère et du comte d'Odemira, son gouverneur qui avait tenté de le faire expulser, le roi resta sous son emprise absolue.

Loin de s'amender, D. Afonso combla de bienfaits Conti et toute sa famélique famille. Les désordres de sa conduite s'aggravèrent même : il parcourut Lisbonne avec sa bande, en poursuivant, insultant et maltraitant ses sujets. D. Luisa reporta alors tous ses espoirs sur son dernier fils, D. Pedro, auquel elle fit prêter serment en tant qu'héritier de la couronne. Dans la conjoncture extérieure périlleuse où se trouvait le Portugal et devant le risque de le voir retourner sous la domination espagnole, la reine se résigna à un coup de force. Après avoir consulté le Conseil d'État et obtenu son approbation, elle résolut de se débarrasser de Conti et de tous ses acolytes, et même, si les circonstances l'exigeaient, d'enfermer le roi. Le 16 juin 1662, pendant qu'elle dépêchait les affaires avec son fils, elle les fit arrêter et embarquer pour le Brésil.

Entre-temps, Alphonse VI avait regagné ses appartements, où on lui apprit l'arrestation de Conti et de tous ses amis. Il entra d'abord dans une violente colère, puis tomba dans un abattement complet. La présence d'esprit et les vues ambitieuses de l'un de ses gentilshommes de la chambre, D. Luis de Vasconcelos e Sousa, comte de Castelo Melhor, le sauvèrent. Il le convainquit de fuir le palais et d'écrire à sa mère, le 23 juin 1662, qu'il avait décidé de prendre lui-même les rênes du gouvernement, « étant donné l'état dans lequel se trouve ce Royaume assiégé par les armées de l'ennemi ». Celle-ci s'inclina et, quelques mois plus tard, elle se retira dans le couvent de Xabregas.

Le gouvernement de Castelo Melhor

Fort heureusement pour le Portugal, le comte de Castelo Melhor n'était pas un autre Conti, mais un authentique patriote, qui voulait consacrer définitivement l'indépendance de son pays. Il possédait toutes les qualités d'un homme d'État et fut l'organisateur de la victoire définitive sur l'Espagne, en menant une habile diplomatie et en revigorant une armée épuisée par vingt-trois années de combats. Il s'en donna les moyens en écartant tous ceux qui pouvaient porter ombrage à son autorité, à commencer par les fidèles de la reine mère. Il choisit un nouveau secrétaire d'État, fidèle exécuteur de sa politique, le docteur António Sousa de Macedo, diplomate et jurisconsulte éminent.

En contrepartie, pour assurer la tranquillité de son gouvernement, le comte de Castelo Melhor laissa Alphonse VI se livrer à ses débordements et à ses folies. D. Afonso avait organisé deux bandes de voyous professionnels, que l'on appelait par dérision les *«valentes d'El Rei»* (les vaillants du roi), les uns à pied, la *«patrulha baixa»*, et les autres à cheval, la *«patrulha alta » :* avec eux, il parcourait Lisbonne de jour et de nuit, provoquant et agressant les passants, entrant dans les bordels, rossant et tuant même parfois pour les motifs les plus futiles. Il se désintéressait complètement des affaires publiques, qu'il laissait aux bons soins de son *valido* [1].

Castelo Melhor, pour mieux asseoir son autorité, s'employa à marier le roi. Ce n'était pas chose facile, car toutes les cours d'Europe connaissaient les disgrâces physiques et morales du malheureux souverain. Le *valido,* qui jusque-là représentait le parti français, alors qu'autour de l'infant D. Pedro s'étaient plutôt regroupés les partisans d'une alliance anglaise, s'était tourné vers Louis XIV pour lui demander une princesse de son sang. La Grande Mademoiselle, qui avait déjà 37 ans, pressentie par son cousin, avait décliné l'offre avec hauteur. Elle déclara qu'elle préférait rester duchesse de Montpensier en France plutôt que d'aller régner au Portugal aux côtés d'un tel mari « imbécile et paralytique », que les Espagnols ne manqueraient pas d'expulser, « et de venir en France demander l'aumône, quand mon bien serait mangé, et faire la reine dans quelque petite ville».

En 1666, après de nombreuses négociations et de longs pourparlers, le duc de Vendôme, fils légitimé d'Henri IV et de Gabrielle d'Estrées, proposa sa petite-fille, Mlle d'Aumale, âgée de 20 ans[2]. Qu'on lui eût caché les infirmités d'Alphonse VI, ou que, fille cadette d'une branche cadette de la maison de Savoie, elle eût l'ambition de ceindre une couronne, quoique encore mal assurée, celle-ci accepta. Louis XIV voulut en faire l'agent d'exécution de sa politique au Portugal: entretenir la guerre avec l'Espagne et empêcher toute paix entre les deux puissances ibériques. Pour mieux y parvenir, le RoiTrès Chrétien avait envoyé en même temps à Lisbonne l'un de ses meilleurs diplomates, l'abbé-marquis de Saint-Romain, qui servirait de mentor à la jeune reine. Il comptait sur cette dernière pour soustraire l'infant D. Pedro à l'influence de son entourage hostile à la France[3].

Le coup d'État de l'automne 1667

Ce mariage avait été l'œuvre de Castelo Melhor qui voulait mieux asseoir son autorité en renforçant l'alliance française. Il avait d'ailleurs accepté de se laisser lier les mains par Louis XIV, sur le point de reprendre les hostilités contre l'Espagne. Pour conserver un second front, celui-ci avait proposé le traité de ligue formelle après lequel le Portugal soupirait depuis 1640, et qui fut signé le 31 mars 1667. Castelo Melhor put désormais compter sur le soutien indéfectible de la jeune reine et sur celui de l'ambassadeur de France.

Mais tout se gâta lorsque le *valido* décida de négocier la paix avec l'Espagne. Au mécontentement et à l'exaspération que provoquaient les débordements du roi et à la jalousie des grands, qui supportaient de moins en moins la toute-puissance de *l'escrivão da puridade,* vint s'ajouter la volonté de la France de l'écarter. On assista alors à un étonnant renversement d'alliances: Louis XIV joua la carte de l'infant D. Pedro, soutenu désormais par la cabale française, menée par la reine, le duc de Cadaval et l'ambassadeur Saint-Romain, alors que le *valido* put compter sur l'appui de l'Angleterre [4].

La correspondance de Saint-Romain montre que les relations entre les deux époux devinrent rapidement conflictuelles [5]. Sous le prétexte que le secrétaire d'État, António de Sousa de Macedo, créature du *valido,* lui avait manqué de respect, la reine exigea son renvoi et se brouilla avec Castelo Melhor. Entre-temps, l'infant D. Pedro avait eu de violentes altercations avec son frère. Le 2 septembre, il demanda le départ du favori lui-même : si le roi le lui refusait, il menaçait de se retirer de la cour et même de s'exiler dans un pays étranger. Alphonse VI isolé finit par demander à son ministre de démissionner. Après avoir adressé à son souverain une lettre pleine de noblesse dans laquelle il rappelait ses services, Castelo Melhor, accompagné de sa domesticité et de cinquante cavaliers, quitta la cour le 15 septembre pour ne plus jamais y revenir[6].

Le pauvre roi, livré à lui-même, ne pesait pas lourd : à la demande de la *Câmara* de Lisbonne, il convoqua à contrecœur les Cortès pour le 1er janvier suivant. Personne ne doutait plus que le roi devrait laisser le pouvoir à son frère: « L'Infant a connu ses forces, et sur ce fondement qui paroît

assez étably, que le Roy son frère n'est pas capable d'avoir des enfants ni de gouverner l'Etat, il espère de pouvoir se mettre à sa place, et de luy prendre sa couronne et sa femme... presque tout le Royaume et tout le Conseil d'État même sont persuadés que c'est le bien et l'avantage du Portugal, de ses alliés que l'autorité et le gouvernement sortent des mains du Roy et passent en celles de l'Infant, et même la Royauté avec la reine, et que la chose ne peut manquer s'il l'entreprend», écrivait Saint-Romain à la cour de France.

Le coup de grâce fut porté à Alphonse VI par la reine, qui, le 21 novembre, quitta le palais pour le couvent de l'Espérance, d'où elle adressa une lettre au roi pour lui demander de se retirer en France, en invoquant la non-consommation du mariage: «Vous n'êtes pas mon mari, comme Votre Majesté le sait bien. » Elle introduisit auprès du *cabildo* (chapitre) de Lisbonne une demande d'annulation. Le Conseil d'État pria alors Alphonse VI de renoncer à l'exercice du pouvoir en faveur de son frère. Le roi s'inclina le 24 novembre. Le même jour, D. Pedro promulguait un décret en forme de proclamation, qui justifiait le changement de gouvernement par les erreurs et les faiblesses du souverain, et qui convoquait les Cortès pour le début de 1668. Il précisait bien cependant que le roi restait le roi, que, malgré l'avis de la *Câmara* de Lisbonne, il ne voulait pas s'emparer de la couronne, et n'exercerait qu'une régence. La légitimité était ainsi préservée.

La répression s'abattit sur les parents et les amis de Castelo Melhor, emprisonnés ou exilés. Le personnel politique fut complètement renouvelé avec l'arrivée de tous les *fidalgos* opposés à l'ancien *valido:* au Conseil d'État, le duc de Cadaval et le marquis de Niza; à la présidence du *Desembargo do Paço*, le marquis de Gouveia; dans la charge de *vedor da Fazenda*, le marquis de Marialva. Pêro Vieira da Silva redevint secrétaire d'État[7]. Tous appartenaient au parti français. Ces événements ne firent que retarder la paix avec l'Espagne sans empêcher sa conclusion.

Les Cortès se réunirent le 27 janvier 1668. Elles confirmèrent la renonciation d'Alphonse VI en raison de son incapacité à gouverner. D. Pedro précisa une fois encore qu'il n'exercerait que la régence durant la vie de son frère et qu'il ne ceindrait la couronne qu'à sa mort sans héritiers directs. L'infant prêta alors serment comme « Régent, Prince et Gouverneur du Royaume ». Il ne lui restait plus qu'à épouser sa belle-sœur, la reine Marie-Françoise. Sans qu'il y eût des preuves formelles, le *cabildo* de

Lisbonne décréta le 24 mars 1668 la non-consommation du mariage et son annulation. En se contentant d'un bref du cardinal de Vendôme, oncle de la reine, qui, en tant que légat, accordait la dispense papale, le régent épousa dès le 28 mars Marie-Françoise de Savoie qui conservait son titre de reine [8]. Par précaution on éloigna le souverain déchu, non qu'il fût dangereux par lui-même, mais par tous ceux qui pourraient se soulever en son nom. Il fut déporté et enfermé dans le château d'Angra, dans l'île Terceira, aux Açores [9].

La monarchie des nobles sous D. Pedro II

Le coup d'État de l'automne 1667 ne fut en définitive que celui du « parti français» de la cour et d'une coterie de nobles, ayant à sa tête le duc de Cadaval, aux dépens du «parti anglais» et de la coterie du comte de Castelo Melhor[10]. Avec la régence de D. Pedro, il n'y eut par conséquent qu'une substitution d'un clan nobiliaire à un autre dans le Conseil d'Etat. En juillet 1670, l'ambassadeur de France déplorait que D. Pedro n'eût que l'apparence du pouvoir. La réalité en était dans les mains de la grande noblesse qui ne songeait qu'à ses intérêts : « Il n'a pas encore la force de secouer le joug des fidalgues, ny de retirer de leurs mains le gouvernement qu'il leur a abandonné... Mais on doute si le Prince de Portugal pourra jamais vaincre l'aversion qu'il a aux affaires, et sa foiblesse et timidité naturelle qui sont si grandes que dans les Conseils où il assiste, il n'est que simple spectateur des résolutions qu'il plaist à ses ministres d'y prendre. Et je ne pense pas qu'il y ayt encore parlé trois fois... »

En outre, des rivalités néfastes entre les grands, qui n'étaient « guères occupés que de leurs intérests et passions particulières », paralysaient le gouvernement du Portugal, lequel était traversé par des courants politiques qui s'opposaient: « Les fidalgues de Portugal sont partagez en mécontens, en indiférens, en castillans, en partisans du Roy D. Alphonse et du comte de Castelmeilhor, et en favoris [11]. »

Jusqu'à la fin du règne de Pierre II, rien ne changea dans ce gouvernement des nobles, où le duc de Cadaval conserva le principal crédit[12]. Le roi veillait cependant à garder dans son Conseil d'Etat un certain équilibre entre les factions. Enfin, tous ces grands lignages, unis entre eux

par des liens familiaux très étroits, monopolisaient les présidences des conseils, les vice-royautés du Brésil et des Indes, les grandes charges militaires et celles de la cour, ainsi que les ambassades.

La décadence des Cortès

Sans que cela remît en cause le gouvernement des nobles, le règne de D. Pedro fut marqué par la décadence irrémédiable des Cortès. En plus de celles qui reconnurent sa régence en 1668, D. Pedro ne les réunit qu'à trois reprises pendant près de quarante années de gouvernement. Encore ne fut-ce que pour leur demander des subsides et leur faire entériner des décisions sur sa succession. La prestation de serment de l'infante D. Isabel, âgée de 5 ans, fille unique et héritière de D. Pedro et de la reine Marie-Françoise, se déroula dans les Cortès de 1674. Celles de 1679 furent réunies pour trancher la question épineuse du mariage de l'infante : alors âgée de 10 ans, en l'absence d'enfant mâle du couple royal, elle apporterait en effet la couronne de Portugal au prince qui l'épouserait. Pour des raisons de prestige, D. Pedro désirait marier sa fille à un prince régnant.

Après avoir échoué du côté du dauphin de France, fils unique de Louis XIV, il dut se contenter du prince Victor-Amédée, fils aîné du duc de Savoie. C'était enfreindre les mythiques lois de Lamego qui, pour écarter toute éventualité d'une nouvelle union dynastique avec un autre État souverain, exigeaient le mariage de l'héritière de la couronne avec un prince de la maison royale ou, à défaut, avec un Portugais de noble extraction. Le roi ne pouvait le faire sans l'autorisation des représentants de la nation. Malgré de vives réticences, les Cortès s'inclinèrent et acceptèrent cette dérogation, car, affirmèrent les juristes, les lois fondamentales du royaume pouvaient être changées par les «Trois États du Royaume, qui représentent le corps universel de celui-ci, réunis en Cortès, convoquées à cette fin [13]».

La dernière réunion avant les Cortès libérales du XIXe siècle eut lieu en 1697-1698 pour la prestation de serment de l'infant D. João, que Pierre II avait eu de sa seconde épouse. Les lois de Lamego prévoyaient qu'en cas de dévolution indirecte de la couronne[14], les Cortès devraient donner leur approbation. C'était faire la part trop belle à la théorie de l'élection du roi. D. Pedro obtint des trois états que cette clause fût abrogée définitivement.

Un seul député, Joâo Saldanha de Albuquerque, s'y opposa: après avoir affirmé que, d'après les anciennes lois, les rois l'étaient par élection et non par héritage, il conclut que, par cette abrogation, « ce royaume se démettrait de son droit naturel».

L'AFFRONTEMENT DE DEUX NATIONS

L'action du P. António Vieira en faveur des nouveaux-chrétiens

Grâce aux Jésuites, la nouvelle dynastie apporta un certain répit aux nouveaux-chrétiens, d'autant plus que leur ennemi majeur, *l'inquisidor-mor D*. Francisco de Castro, avait été compromis dans la conjuration de 1641.

Le plus influent des Jésuites de la Restauration fut le père António Vieira. A la fois comme orateur, missionnaire, écrivain, diplomate, homme d'État et économiste, il fut la figure la plus distinguée du monde luso-brésilien du XVIIe siècle. Né à Lisbonne en 1608, à l'âge de 8 ans il accompagna son père qui venait d'être nommé officier royal à Bahia. Sept ans plus tard il entra dans la Compagnie de Jésus, où l'on reconnut ses dons de latiniste et de prédicateur, et il revint à Lisbonne en 1641 pour annoncer l'heureuse nouvelle de l'acclamation de D. João IV au Brésil. Il tissa bientôt des liens avec des grands seigneurs, comme le duc de Cadaval et le marquis de Gouveia. Sa réputation et son talent impressionnèrent le roi qui en fit le prédicateur de sa chapelle. Il gagna alors un grand ascendant sur le souverain, auquel il démontra que la richesse et l'activité commerciale des *cristãos-novos* étaient indispensables à la sauvegarde et au développement de l'empire colonial. Il le convainquit de créer la Compagnie du Brésil, avec l'apport massif de leurs capitaux, grâce à quoi ils furent provisoirement à l'abri des confiscations inquisitoriales.

Après avoir perdu son protecteur, son œuvre, *Esperanças de Portugal, Quinto Império do Mundo,* attira au P. Vieira, en 1659, les foudres du Saint-Office qui le fit arrêter et emprisonner. On procéda à des investigations sur la pureté de son lignage : les inquisiteurs ne purent prouver l'existence d'ancêtres juifs. Ils émirent cependant des doutes sur la *limpeza de sangue* de sa mère et découvrirent un ancêtre mulâtre. Après deux années de

persécutions et de prison, il fut élargi, mais on lui interdit d'exprimer ses opinions et de prononcer des sermons. On le remit à la garde de son ordre.

D'une manière générale, l'Inquisition retrouva toute son activité pendant la régence de D. Luisa de Gusmâo et le gouvernement de Castelo Melhor: ce n'était pas seulement les nouveaux-chrétiens soupçonnés de pratiques judaïques qui étaient poursuivis, mais aussi tous ceux qui étaient dénoncés pour leurs mauvaises mœurs[15].

Avec le coup d'État de D. Pedro en 1667, les nouveaux-chrétiens trouvèrent des protecteurs parmi les principaux conseillers du prince régent (le duc de Cadaval, le marquis da Fronteira et le comte da Ericeira), ainsi qu'en son confesseur, le père jésuite Manuel Fernandes. De son côté, le père Vieira se rendit à Rome en 1669 pour défendre leur cause. Il y plaida non seulement pour une réforme des procédures inquisitoriales, mais même pour un pardon général. Il y élabora alors un plan, en collaboration avec le P. Baltasar da Costa et Manuel da Gama da Padua: ce dernier, un riche commerçant nouveau-chrétien et confident de Vieira, avait fait le voyage à Rome pour y défendre ses congénères. En échange du pardon général, ces derniers s'engageaient à financer une Compagnie de l'Inde orientale qui récupérerait le commerce d'Asie sur les Hollandais, menacés par Louis XIV et les radjahs indiens. En 1670, D. Pedro accorda, en outre, aux *cristãos-novos* trois sièges dans la *Junta* do Comércio.

L'hostilité populaire

La cause des *cristãos-novos* paraissait en bonne voie, quand D. Pedro dut tenir compte d'une violente offensive populaire suscitée par l'Inquisition contre les nouveaux-chrétiens. Les gens du peuple étaient toujours prêts à faire des anciens juifs des boucs émissaires, et les familiers de l'Inquisition se faisaient un devoir de faire courir les rumeurs les plus extravagantes et de répandre des pasquins : en 1673, l'un d'entre eux disait : « Dans peu de temps, nous allons tous devenir des juifs.» En 1671, l'Inquisition profita d'un sacrilège commis par un vulgaire voleur dans l'église d'Ovidelas pour soulever le petit peuple contre eux. Pour apaiser l'émotion, le régent fut contraint de prendre des mesures drastiques. Bien qu'il les appliquât avec modération, il ne put empêcher l'emprisonnement des plus riches

marchands : deux des principaux fermiers des impôts et deux titulaires des sièges *cristãos-novos* de la Junte du commerce furent enfermés dans les geôles du Saint-Office.

La noblesse elle-même n'était pas épargnée par la suspicion populaire. Dans son ensemble, elle s'était toujours montrée assez favorable à une politique de tolérance. Or, après la création de la prestigieuse *Irmandade dos Nobres* en 1663, destinée à assurer la continuité de la *limpeza de sangue,* on découvrit que la majorité des familles nobles étaient incapables de prouver que leur lignage était immaculé. Les alliances matrimoniales des *fidalgos* avec les filles de riches marchands nouveaux-chrétiens multipliaient le nombre de ceux que l'on pourrait suspecter.

L'obsession de la pureté de sang était telle qu'un seul ancêtre juif pouvait faire passer toute une famille dans les *cristãos-novos.* Un noble s'en était d'ailleurs alarmé lors des Cortès de 1668 : «Cette affaire est d'une extrême importance et de conséquences ruineuses pour l'avenir. Nous avons déjà vu que la quasi-totalité des gens de ce royaume ont quelque relation avec les nouveaux-chrétiens... si bien qu'il n'y aura plus personne qui possède la pureté de sang requise pour les charges publiques. » Des mesures drastiques furent alors préconisées, comme celles que Roque Montero Paim proposa dans sa *Perfidia Judaica:* l'expulsion de tous ceux qui auraient été condamnés pour judaïsme, de sévères restrictions sur le reste des nouveaux-chrétiens, y compris le retrait de tous les honneurs et titres, et l'interdiction des mariages mixtes.

La victoire de l'Inquisition

En 1673, le P. Baltasar da Costa et le confesseur royal lancèrent, malgré tout, une nouvelle offensive pour un pardon général des nouveaux-chrétiens. Ces derniers offrirent en échange de gros investissements dans une Compagnie des Indes, une somme de 20 000 *cruzados* pour l'envoi de troupes en Orient, pour l'entretien des vice-rois et gouverneurs et pour celui des missionnaires. Les trois plus riches négociants de Lisbonne, Manuel da Gama da Padua, António Correia Bravo et Pedro Álvares Caldas, pourvoiraient aux fonds nécessaires. L'initiative fut bien accueillie par D. Pedro.

L'Inquisition fit alors courir les bruits les plus extravagants. L'autorisation de pratiquer leur religion serait donnée aux juifs et une grande synagogue serait construite à Lisbonne. Des milliers de nouveaux-chrétiens reviendraient au Portugal avec leurs rabbins. Les vieux-chrétiens seraient seul appelés à donner leur vie pour reconquérir les possessions perdues dans l'océan Indien. Le prince régent aurait déjà accordé un pardon général et ses conseillers, surtout son confesseur, auraient été achetés par l'argent des juifs. De nombreux pasquins, qui se terminaient par les cris de *«Longa vida tenha a fé! Morte ao judaismo*!» (Longue vie à la foi et mort au judaïsme) circulèrent dans Lisbonne.

Pendant ce temps, à Rome, le P. Vieira et Manuel da Gama avaient persuadé le pape Clément X de faire enquêter sur les persécutions infligées aux nouveaux-chrétiens par l'Inquisition portugaise. Les excès du tribunal d'Évora, qui venait de faire brûler pour judaïsme deux religieuses jumelles, malgré leurs protestations d'innocence, avaient achevé de le convaincre. Les nouveaux-chrétiens avaient en outre offert au Saint-Siège une somme de 500 000 *cruzados* pour aider la Pologne dans sa lutte contre les Turcs. Le 16 octobre 1674, le pape ordonna la cessation des autodafés et la révision des activités de l'Inquisition portugaise.

C'est alors que le Saint-Office reçut le renfort inattendu de D. Pedro. Un complot avait été en effet éventé à la fin de 1673 : les conspirateurs projetaient d'assassiner le régent, la reine et l'infante Isabelle. D. Pedro ne pouvait pas s'aliéner l'opinion populaire, qui restait farouchement hostile aux nouveaux-chrétiens. Pendant les Cortès de 1674, le clergé plaida ardemment contre le pardon général, et les représentants du tiers état adressèrent une *consulta* où ils manifestèrent aussi leur violente opposition. La noblesse était divisée : les partisans de la monarchie absolue désiraient le pardon général, mais les deux tiers plus ou moins favorables à l'Espagne rallièrent les deux autres ordres. Le régent s'empressa de dissoudre les Cortès dès qu'elles eurent voté les subsides qu'il leur avait demandés.

Les manifestations qui avaient accueilli le retour d'Alphonse VI de sa prison açorienne pour celle de Sintra, aux cris de « *Viva D. Afonso! Morte aos Judeus!*», firent réfléchir encore davantage le prince sur la fragilité de son autorité. Il devait renoncer à son projet de Compagnie des Indes avec

l'argent des nouveaux-chrétiens et reconsidérer sa position sur le pardon général.

Rome tenta de faire pression sur D. Pedro. A son avènement en 1676, le pape Innocent XI exigea que quelques procédures inquisitoriales lui fussent envoyées pour être inspectées. Le Saint-Office portugais s'y refusant, il lança, en décembre 1678, un ultimatum: s'il n'obtempérait pas, l'inquisiteur général serait destitué et les évêques portugais suspendus[16].

D. Pedro fut très mécontent, car il vit dans l'intervention de Rome une atteinte à son pouvoir: il réunit son Conseil d'État et un groupe de théologiens, qui conclurent que le pape pouvait supprimer l'Inquisition, mais non la réformer sans la permission du monarque. Ce dernier interdit donc d'obéir aux ordres du Saint-Siège. Les Cortès de 1679-1680 demandèrent au prince le retour au *statu quo ante*. Le pape finit par s'incliner et le Saint-Office recouvra tous ses pouvoirs: durant la première moitié de l'année 1682, les trois tribunaux s'en donnèrent à cœur joie en organisant des autodafés [17].

Sous le règne de Jean V qui appréciait le spectacle des autodafés, l'activité et la rigueur de l'Inquisition connurent leur apogée. Ses poursuites atteignirent tout le champ de la vie sociale, surtout les délits et crimes d'ordre religieux, de la simple superstition au sacrilège, et ceux d'ordre sexuel. Les grandes victimes furent toujours les *cristãos-novos* auxquels la voix populaire attribuait tous les malheurs, comme l'incendie de l'église et du quartier des *Remolares* à Lisbonne. Le roi, la famille royale et la cour y assistaient, soit sur le *Terreiro do Paço,* soit sur la place du *Rossio.* L'un des plus importants fut celui du 17 juin 1731: plus de 200 personnes y étaient comprises sous divers chefs d'accusation, sorcellerie, *pecado nefando* (sodomie), bigamie, pacte avec le démon, fausse médecine, etc.; onze condamnés furent brûlés vifs et deux en effigie. Il fallut attendre l'avènement de D. José en 1750 et le ministère du marquis de Pombal pour que l'activité du Saint-Office ne devînt plus que symbolique.

LA DÉPRESSION ÉCONOMIQUE

Lorsque l'indépendance fut restaurée en 1640, le Brésil, malgré l'occupation du *Nordeste* par les Hollandais, et grâce à sa production sucrière, devint la principale source de revenus de la nouvelle dynastie[18]. Comme toute l'Europe, le Portugal fut cependant frappé par la famine monétaire causée par l'arrêt des envois d'argent de l'Amérique espagnole. En outre, dans la seconde moitié du siècle, les deux produits coloniaux essentiels qui faisaient alors sa richesse, le tabac et surtout le sucre, furent gravement atteints par la concurrence des Antilles anglaises, françaises et hollandaises[19]. Les trois puissances établirent alors des droits de douane prohibitifs sur les sucres brésiliens, dont les exportations s'effondrèrent, avec pour conséquence inévitable la perte de ressources du Portugal et la chute de ses importations. Les Portugais, chassés du golfe de Guinée par les Hollandais et touchés par l'épuisement humain du littoral de l'Angola, connurent en outre de graves difficultés dans l'approvisionnement de leur main-d'œuvre noire au Brésil.

Le consul de France à Lisbonne écrivait en 1683 que la navigation y était très réduite: « Le commerce qui se fait en cette ville est entièrement ruiné, n'y ayant plus d'argent, ny de marchands qui acheptoient les marchandises, ce qui fait que l'on ne les peut débiter qu'à des gens subjects à faire banqueroute, ou à estre pris par l'Inquizition, et ces derniers étoient encore les meilleurs. Mais comme le reste des plus puissants de cette nation [juive] qui estoient ce quy restoit de bonne bource icy ont fuy, ou ont estez arretez par les ordres de ce tribunal et leurs biens confisquez, on a achevé par là de ruiner la place de Lisbonne [20]... »

Le Portugal crut trouver une solution à sa crise en adoptant comme ses concurrents une politique mercantiliste[21]. Cette dernière reste liée au nom du comte da Ericeira, nommé *vedor da Fazenda* en 1675[22]. Lorsque la crise atteignit son paroxysme vers 1670, celui que l'on surnomma depuis le « Colbert portugais » proposa à D. Pedro une politique de développement manufacturier, de *fomento industrial.* Il avait comme principal conseiller Duarte Ribeiro de Macedo, à cette époque résident de Portugal à Paris, où il pouvait étudier la politique colbertienne. Celui-ci devint le théoricien du mercantilisme portugais avec la parution en 1675 de son mémoire *«sobre a introdução das artes em Portugal».*

Le comte da Ericeira prit deux mesures classiques. Il adopta une législation protectionniste, sous la forme de *Pragmáticas,* afin d'interdire l'entrée des produits manufacturés étrangers[23]. Il encouragea la création de manufactures nationales avec l'appel à des métiers, des techniques et des techniciens venus de l'étranger. Ce furent les manufactures françaises qui furent le plus touchées, car le Portugal voulait créer des fabriques de produits de luxe, qu'il importait de France, et frappa par conséquent ses articles de droits prohibitifs [24].

La factorerie anglaise de Porto donna une autre réponse à la crise du commerce portugais. Elle créa un vignoble et un vin correspondant aux goûts anglais. Pour préserver ses exportations de draps vers le Portugal et le Brésil, l'Angleterre put ainsi remplacer le sucre et le tabac par le vin de Porto. Les échanges anglo-portugais montèrent en flèche entre 1678 et 1685, aux dépens des vins français victimes de l'embargo anglais [25]. Avec la levée de l'embargo, ces derniers retrouvèrent une partie de leur prépondérance à Londres. Mais pendant la guerre de la Ligue d'Augsbourg, ils connurent une nouvelle prohibition au profit des vins portugais. De son côté, pour protéger le vignoble de Porto, le gouvernement de Pierre II interdit purement et simplement, en 1685, l'entrée des vins, des eaux-de-vie et des autres boissons venues de France. Avec la paix de 1697, les vins portugais jouirent en Angleterre par rapport aux vins français d'une préférence douanière de plus de 50 % et, en échange, les draps anglais continuèrent leur invasion du marché portugais et brésilien.

On sait que le traité Methuen, conclu en 1703 par l'Angleterre et le Portugal, ne fut pas seulement une alliance politique et militaire contre la France et l'Espagne, mais aussi un traité de commerce qui avantageait le négoce anglais. On a longtemps dit que ce traité avait livré au négoce britannique toutes les richesses du Brésil, et qu'il avait entraîné la décadence économique du Portugal. Un vice-consul de France à Lisbonne écrivait en 1786 : «A peine le Portugal était-il affranchi d'une domination étrangère [celle de l'Espagne], qu'il se livra de nouveau à la sujétion d'une puissance voisine qui a envahi son commerce et s'est enrichie de ses trésors : la célèbre convention faite avec l'Angleterre en 1703, et qui est toujours en vigueur, a consolidé l'enchaînement du Portugal et mis le sceau à

l'anéantissement des arts, des manufactures, de l'agriculture et de l'activité de ses habitants. »

Sans doute le propos, celui d'un concurrent évincé, est-il un peu excessif. Il est cependant très clairvoyant sur deux points. D'abord, c'est à l'or du Brésil que la Grande-Bretagne dut en grande partie sa révolution industrielle - n'oublions pas que les monnaies d'or frappées à Lisbonne à la *Casa da Moeda* avaient cours en Angleterre. Ensuite, ce traité ne fit que consolider ce qui existait déjà. La création du vignoble de Porto avait désormais placé le Portugal dans la dépendance de l'Angleterre. Le traité Methuen n'y créa pas la prépondérance de son négoce. Il la consacra et lui donna les bases de son développement au XVIIIe siècle. Les chiffres des importations de vin de Porto par l'Angleterre avant et après Methuen le démontrent assez. Pendant les quatre années qui précédèrent 1703, les Anglais en consommèrent 31320 tonneaux et, pendant les quatre années suivantes, 32020 tonneaux, soit une augmentation dérisoire de 690 tonneaux[26].

La récupération de l'économie mondiale dans la dernière décennie du XVIIe siècle favorisa celle du Brésil. Ce furent les plantations de tabac qui jouèrent le rôle moteur. Déjà, dans une *consulta* de la junte du tabac, on pouvait lire que les recettes de ses ventes annuelles dépassaient un million de *cruzados,* devenant ainsi, grâce à son monopole, la source principale des revenus de la Couronne. La découverte de l'or arrêta net cet essor.

LE CHOIX DE L'ALLIANCE ANGLAISE CONTRE LA FRANCE

L'alliance française n'avait été, en définitive, qu'une alliance de circonstance. Après la reconnaissance de la royauté des Bragance par l'Espagne, elle devenait beaucoup moins nécessaire au Portugal. Bien plus, elle pouvait s'avérer néfaste si elle l'entraînait dans le sillage de la politique de Louis XIV[27]. En outre, l'affaiblissement de plus en plus évident de la puissance espagnole levait en grande partie les craintes d'un retour en force de la maison d'Autriche au Portugal. Le souci de Pierre II fut donc, tout en ne dénonçant pas l'alliance conclue en 1667, de maintenir sa neutralité dans

les conflits qui opposèrent la France aux autres puissances européennes, que ce fût la guerre de Hollande ou celle de la Ligue d'Augsbourg.

Le parti français dominait encore assez à la cour de Lisbonne pour empêcher le mariage de l'infante héritière avec un prince qui n'appartiendrait pas à la maison de France. Il n'en fut plus de même après la mort de la reine Marie-Françoise de Savoie, le 27 décembre 1683. Le parti français, surtout représenté dans le Conseil d'État par le duc de Cadaval, le comte de Vilar Maior et le vicomte de Ponte de Lima, perdit en elle son plus fort soutien.

La question du remariage de D. Pedro était d'une importance capitale, car il fallait assurer une succession qui ne reposait que sur l'infante Isabelle. Le parti français, qui souhaitait marier le père et la fille avec des princes sous l'influence française, fut mis en échec. D. Pedro voulait échapper à l'orbite de Louis XIV. Il y fut encouragé par un parti espagnol de plus en plus influent dans le Conseil d'État, qui plaidait pour un rapprochement avec l'Espagne afin de faire barrage à l'hégémonie française. En août 1687, Pierre II épousa Marie-Sophie de Bavière Neubourg, sœur de l'impératrice - femme de Léopold Ier - et de la reine d'Espagne - femme de Charles II. La succession de Portugal fut assurée par la naissance de D. João, le 22 octobre 1689, et la mort de la toute française infante Isabelle, en 1690, porta un coup fatal au parti français.

Le testament du roi d'Espagne, Charles II, en faveur de Philippe d'Anjou, petit-fils de Louis XIV et futur Philippe V, plongea D. Pedro dans un cruel dilemme[28]: il pouvait certes rester fidèle à l'alliance française, qui lui procurerait la garantie d'une Espagne amie sous le sceptre du duc d'Anjou. A plus ou moins long terme, cependant, ne le mettrait-elle pas à la merci de la domination d'un immense empire franco-espagnol, qui pourrait absorber facilement tous les domaines continentaux et d'outre-mer de la couronne de Portugal? L'alliance française signifierait l'hostilité de l'Angleterre et des Provinces-Unies. C'était courir le risque d'une rupture des routes maritimes du Portugal vers le Brésil et vers l'Asie. Les puissances maritimes s'empareraient facilement des restes de son empire colonial: les tristes souvenirs de la période espagnole n'étaient que trop présents. La sagesse eût été de conserver la neutralité comme il l'avait fait dans les guerres précédentes. Mais cette neutralité n'était qu'une chimère dans le conflit

planétaire qui allait s'engager. Les Anglo-Hollandais avaient trop besoin de bases navales sur la côte atlantique. Or le Portugal était une voie idéale pour l'invasion de l'Espagne continentale et le Brésil pour celle des Indes de Castille.

Louis XIV avait bien appréhendé les difficultés de la position portugaise. Aussi ses ambassadeurs à Lisbonne furent-ils chargés de maintenir et de renouveler l'alliance même au prix de sacrifices imposés à son petit-fils[29]: Rouillé réussit à obtenir de Pierre II une alliance défensive par le traité du 18 juin 1701. Ce dernier reconnaissait Philippe V en échange d'une aide militaire et navale de la France en cas de besoin. Cet acte, cependant, ne signifiait nullement un engagement définitif du Portugal aux côtés des Bourbons: «Dieu veuille que les choses s'arrangent pour que nous ne soyons pas obligés de prendre parti, soit en scandalisant l'Angleterre, soit en irritant l'Espagne, l'occasion étant trop bonne pour les ennemis de la France», écrivait à son souverain l'ambassadeur de Portugal à Versailles, José da Cunha Brochado.

PhilippeV, en cette occasion - comme en beaucoup d'autres - plus lucide que son grand-père, mit en garde Louis XIV contre la duplicité des Portugais. Il eut raison, car, en septembre 1701, le traité franco-portugais fut pratiquement annulé par une convention secrète signée par Pierre II avec l'envoyé d'Angleterre, sir John Methuen. Il y déclarait sa neutralité, une neutralité passive qui ouvrait les ports du royaume également à tous les belligérants [30]. En réalité, elle avantageait outrageusement l'Angleterre. Complètement inutiles aux Franco-Espagnols, les ports portugais étaient indispensables aux Anglo-Hollandais, car ils leur fournissaient les relais qui leur manquaient pour entrer en Méditerranée et menacer les côtes d'Espagne, ainsi que pour protéger leurs navires de commerce contre l'action des corsaires français et espagnols. Louis XIV, prévenu par son petit-fils de la convention anglo-portugaise, ne se fit plus d'illusions sur l'attitude du Portugal. Il envoya cependant un autre ambassadeur à Lisbonne, le marquis de Châteauneuf, afin d'obtenir au moins de lui une neutralité active, c'est-à-dire l'interdiction de ses ports à tous les belligérants[3].

C'était un combat perdu d'avance: Châteauneuf n'était pas encore arrivé à Lisbonne que Pierre II avait signé, le 16 mai 1703, une alliance offensive et

défensive avec les Anglo-Hollandais, l'empereur et l'archiduc Charles. Il s'engageait à aligner contre l'Espagne 12000 fantassins et 3 000 cavaliers, entretenus par les alliés, et à accepter la présence sur son territoire de 12000 hommes de troupes étrangères. Les puissances maritimes promettaient de leur côté de garder les côtes et les ports du royaume, et de fournir des navires de guerre pour protéger les liaisons maritimes et l'outre-mer portugais. Deux articles secrets prévoyaient que, en cas de victoire de l'archiduc Charles, une large bande du territoire frontalier espagnol allant de Badajoz à Vigo serait rattachée au Portugal, et qu'en Amérique la souveraineté portugaise comprendrait tous les domaines au nord du Rio de la Plata[31].

Du côté portugais comme du côté français, on temporisa d'abord. D. Pedro avait prévenu ses alliés qu'il ne déclarerait la guerre à la France que lorsque leurs forces seraient arrivées. Il était également retenu par des considérations financières et par une partie de l'opinion publique fidèle à la France : de nombreux pamphlets critiquaient les conseillers du roi de ne pas l'avoir exhorté à garder la neutralité. En mars 1704, une flotte anglaise débarqua à Lisbonne l'archiduc Charles, reconnu comme roi d'Espagne sous le nom de Charles III. De forts contingents de troupes anglaises et hollandaises l'accompagnaient : de concert avec l'armée portugaise, elles devraient assurer son entrée en Espagne. Les relations diplomatiques entre la France et le Portugal furent alors rompues : on rappela Châteauneuf à Versailles et on autorisa Brochado à regagner Lisbonne.

Le Portugal joua un rôle capital dans la guerre de Succession d'Espagne, en tant que base de départ de l'invasion de celle-ci. Dès la fin du mois de mars 1704, Philippe V avait commencé des opérations sur la frontière portugaise. Salvatierra et quelques autres places tombèrent assez rapidement. Castelo Branco se rendit également. Bientôt une partie de l'Alentejo fut aux mains des Franco-Espagnols : le roi d'Espagne campa à Niza[32]. Lorsque, l'année suivante, les Anglais débarquèrent l'archiduc à Barcelone, Philippe V fut contraint de retirer une grande partie de ses troupes de la frontière portugaise pour se porter vers la Catalogne. En 1706, une armée d'invasion de l'Espagne depuis le Portugal fut mise sur pied[33] et une double offensive lancée, l'une depuis Elvas sur l'Estrémadure et l'autre de Guarda sur la Castille. Les Portugais entrèrent dans Madrid et, sans

aucun concours populaire, y firent proclamer roi l'archiduc, le 25 juin 1706: belle revanche pour eux que d'occuper la capitale des Espagnes, et quelle humiliation pour les Madrilènes et les Castillans[34]!

Pour le représenter à la table des négociations d'Utrecht, Jean V -le fils de D. Pedro, devenu roi de Portugal en 1706 - envoya le comte de Tarouca et son meilleur diplomate, D. Luis da Cunha. Toute leur habileté fut impuissante à obtenir de ses alliés l'accomplissement de leurs promesses. Le secrétaire d'État le constatait avec amertume, car « l'Angleterre ne s'occupe que de sa paix, sans aucune considération pour les intérêts de ses alliés ». Jean V n'obtint pas la bande de territoire frontalier qui avait été promise à son père. On ne lui accorda même pas le démantèlement de la place forte de Badajoz, menace permanente pour l'Alentejo et pour Lisbonne. On lui reconnut cependant la possession de la *Nova Colonia do Sacramento,* sur la rive gauche du Rio de la Plata, qui devint une pomme de discorde entre l'Espagne et le Portugal pendant tout le XVIII[e] siècle.

1 Ce ne fut pas la faute de ceux qui furent chargés de son éducation, son gouverneur, D. Francisco de Faro, comte d'Odemira, conseiller d'État, *vedor da Fazenda* et président du Conseil d'outre-mer, l'un des conseillers les plus écoutés de sa mère, et son précepteur, le docteur Nicolau Monteiro, homme de grande culture.

1. A son arrivée à Lisbonne, le nouvel ambassadeur de France déplorait « l'humeur farouche du Roy de Portugal, et le crédit qu'il donne à ses *Vaillans...* Ce Prince prend peu de connoissance des affaires de son Estat, et par sa manière d'agir déréglée et violente, en particulier et en public, il alliène insensiblement l'affection de ses sujets, et ce mal seroit bien plus grand si les Portugais n'espéroient que la Royne

adoucira son esprit et esloignera tous ces *mulards*». Il remarquait aussi que la position de Castelo Melhor était fragile, car il demeurait « exposé aux mauvais offices des petites gens... Le Roy de Portugal escoute les petits domestiques, et se plaist avec eux et on est persuadé qu'estant délivré de la guerre et délivré des gens de qualité et de service considérables, il s'abandonnera encore à son naturel qui le porte à aimer un tas de petites gens qu'on appelle les *Vaillans* et les *Mulars* du Roy, avec lesquels il passe tout le temps qu'il ne donne pas à la chasse... ».

2 Née le 22 juin 1646, Marie-Françoise-Isabelle de Savoie était en effet la fille d'Isabelle de Bourbon-Vendôme et du duc de Nemours, d'une branche de la maison de Savoie, au service de la France depuis la fin du XV[e] siècle, et par conséquent cousine de la main gauche du RoiTrès Chrétien et assez bonne pour une dynastie d'origine bâtarde.

3 Saint-Romain lui avait écrit: «La cabale du Prince de Portugal qui est toute angloise et qui se déclare ouvertement contre le comte de Castelmelhor interprète et diminue tout ce que nous faisons pour le Portugal autant qu'elle le peut, et sème toute sorte de bruits pour rendre nostre amitié suspecte et la faire appréhender plus par haine dudit comte que contre la France... »

4 « Le mariage de Portugal, explique Louis XIV dans ses Mémoires, s'était accompli avec une satisfaction générale de tout le royaume; et la nouvelle reine ayant acquis d'abord assez de crédit

dans cette cour, je crus m'en devoir servir pour combattre l'autorité du comte de Castel Mayor, qui, tenant la première place dans les conseils du roi, son maître, secondait de tout son pouvoir le dessein qu'avait le roi de la Grande-Bretagne d'accorder les Portugais avec les Espagnols; et cette princesse, informée de mes intentions, les suivit avec tant de chaleur qu'elle se brouilla bientôt ouvertement avec le comte. »

5 D. Afonso avait passé sa nuit de noces à se livrer à ses folies coutumières avec ses compagnons habituels. Il est vrai que la question de l'impuissance du souverain était posée par toutes les chancelleries : « Pour ce qui est des femmes, écrivait l'ambassadeur anglais, Southwell, à son ministre, il entretient une espèce de sérail. Mais ses caresses, à ce qu'assurent ses maîtresses elles-mêmes, sont sans effet: son plaisir est de les mettre en désordre. Le comte de Castelo Melhor, pour tenir secrète l'impuissance dont on accuse le roi, fait élever dans son hôtel un enfant de quatre ans, qu'il fait passer pour la fille de ce Prince; mais on n'est plus la dupe maintenant de cette supercherie, et l'on s'en moque. »

6 Il subit un long exil dont il ne revint qu'en 1685, après la mort de la reine: retiré dans sa maison de Pombal, il mourut en 1720, après que Jean V lui eut donné le titre honorifique de conseiller d'État en 1707.

7 Saint-Romain comptait surtout sur l'influence prépondérante qu'avait sur D. Pedro le comte da Torre, futur marquis da Fronteira: « Il est de la maison de Mascarenhas plus illustre par ses grandes alliances que par son ancienneté... Il est bien fait de sa personne et fort adroit dans tous les exercices d'un cavalier; il a l'esprit prompt, fin, délicat avec une grande facilité de parler. Il est ambitieux, et après la grandeur du Prince, il pourroit bien songer à la sienne et au gouvernement de l'Estat... »

8 La dispense du pape était en effet obligatoire, l'union entre un beau-frère et une belle-soeur étant considérée comme incestueuse. Or, le pape lui-même ne la confirma que par un bref du 10 décembre 1668. Aussi, lorsque naquit le 7 janvier 1669 l'infante Isabelle, D. Pedro prit-il la précaution de faire confirmer par l'autorité ecclésiastique qu'elle était bien née en légitime mariage.

9 Il y resta cinq ans avec des crises nerveuses de plus en plus fréquentes. A la fin de 1673, une conspiration, fomentée par quelques nobles avec la complicité de l'ambassadeur d'Espagne, fut découverte: il s'agissait de libérer Alphonse VI et de le replacer sur le trône. La répression fut sévère et quelques têtes tombèrent. Quant au roi, il fut décidé de le ramener au Portugal, où un coup de main pour l'enlever serait plus difficile: conduit au château de Sintra, il y vécut sous une étroite surveillance jusqu'à sa mort, le 12 septembre 1683. La reine Marie-Françoise, auteur d'une grande partie de ses malheurs, le suivit de près dans la tombe, le 27 décembre suivant.

10 En juillet 1667, Saint-Romain indiquait que le Conseil d'État était formé par les marquis de Niza, de Gouveia, de Marialva et de Sande; le vicomte de Villanova, le comte de Castelo Melhor; Ruy de Moura Tellez, grand écuyer de la reine et l'archevêque de Braga. Tout se gouvernait en fonction des appétits et des ambitions de chacun, ajoutait-il.

11 Saint-Romain dénonçait aussi «les basses et honteuses débauches du Prince de Portugal». L'inquiétude grandissait même, une nouvelle fois, pour la succession de Portugal, car la seule héritière n'était pour l'instant que la petite infante Isabelle : « On commence de le craindre, voyant qu'aucune de tant de femmes qu'il a veues depuis deux ans n'est devenue grosse. Et le marquis de Marialva dit bien, sur ce sujet: qu'il nous fasse au moins des bastards, que luy et nous osions advouer et reconnoistre et dont on puisse espérer de se servir dans un extrême besoin, car si le bastard D. Antoine eust eu pour mère une femme honneste, il auroit aussy bien que Dom Jean esté retenu et conservé ce Royaume contre les Espagnols... »

12 En 1683, le Conseil d'État était composé de dix seigneurs titrés et de hauts dignitaires de l'Église: le marquis de Gouveia (D. João da Silva), l'archevêque de Braga, le comte da Ericeira (D. Luis de Meneses), le comte de Vale de Reis (D. Nuno de Mendonça), le grand inquisiteur, le vicomte de Ponte de Lima, le marquis de Arronches (D. Henrique de Sousa Tavares da Silva), l'archevêque de Lisbonne son frère, le comte de Vilar Maior et le duc de Cadaval.

13 La décision fut sans objet, car Louis XIV, désireux de faire épouser à D. Isabel un prince français, s'opposa à la conclusion de ce mariage.

14 Quand le roi régnant avait succédé à son frère, son fils devrait avoir l'approbation des Cortès pour être reconnu comme l'héritier légitime du trône. Il ne le pourrait pas si elles lui refusaient cette reconnaissance. Pierre II et l'infant D. João étaient dans cette situation.

15 Déjà en 1651, le procès le plus retentissant avait été celui d'un grand seigneur, D. Rodrigo da Câmara, troisième comte de Vila Franca, que même l'amitié de Jean IV n'avait pu sauver: il fut condamné à la prison perpétuelle pour homosexualité et débauche.

16 De nouveaux pasquins fleurirent à Lisbonne sur ce thème : *« Quem desejar ser judeu, hereje, sodomita, e casar três vezes, va falar com o padre Manuel Fernandes, confessor de Sua Majestade, e com Manuel da Gama de Padua e Pedro Alvares Caldas, que têm bulas do padre Quental para tudo!»* («Tous ceux qui désirent être juifs, hérétiques, sodomites et se marier trois fois, qu'ils aillent parler au père Manuel Fernandes, confesseur de Sa Majesté, et avec Manuel da Gama de Padua et Pedro Álvares Caldas qui ont des bulles du père Quental pour tout cela ! »)

17 Manuel da Gama était mort en 1680, le père António Vieira avait perdu toute influence et avait regagné le Brésil en 1681, et le père Manuel Fernandes avait dû quitter sa fonction de confesseur du roi.

18 Le sucre, comme tous les autres produits du sol, était frappé de nombreux droits en faveur du roi. Le plus important de ces impôts était constitué par les *dizimos* (les dizimes), c'est-à-dire la dixième partie de la récolte, que la Couronne affermait à des traitants *(contratadores).* S'y ajoutaient des impôts exceptionnels, comme pour fournir les sommes nécessaires à la dot de la reine d'Angleterre ou à l'indemnité due par le traité de paix avec la Hollande. A l'arrivée à Lisbonne, les sucres brésiliens étaient frappés d'autres droits: le *consulado* était un droit de 3 %; en 1701, il représentait 840 réaux par caisse de sucre. La *sisa* était un impôt sur les ventes, payé par les sucres à leur arrivée à la douane de Lisbonne. On estime que l'ensemble de ces droits représentait 30 % du prix du sucre en 1624.

19 On peut mesurer cette crise par la chute du prix du sucre à Lisbonne: de 3 800 réaux l'arrobe en 1650, il tombe à 2400 en 1668, et à 1300 en 1688. Cette crise s'étend d'aillleurs aux autres produits brésiliens: le prix du tabac s'effondre de 206 réaux *l'arratel* en 1650 à 70 réaux en 1688. Les autres produits tropicaux ne sont pas épargnés : le clou de girofle passe sur le marché de Lisbonne de 18 000 à 5 000 réaux le quintal, entre 1668 et 1688. La crise s'étend même aux produits non tropicaux: aux Açores le prix du blé qui ravitaille Lisbonne s'effondre également (F. Mauro).

20 Cinq ans plus tard, son successeur attribuait la responsabilité de cette décadence à la disparition de l'esprit d'initiative et de travail des Portugais : « Le Portugal n'est plus qu'une ombre de ce qu'il a esté autrefois, soit par le commerce, la navigation, les richesses, la politique, le gouvernement et la bravoure de ses peuples : c'est la paresse et la fainéantise, à quoy ils sont enclins, joint à l'ignorance, qui sont la cause de tout cela» (Lescolle, 1688).

21 L'ambassadeur Saint-Romain signalait à Colbert, le 27 juillet 1671, cet engouement des Portugais pour le mercantilisme, réplique à la politique protectionniste du ministre de Louis XIV,

qui venait d'établir des droits sur le sucre brésilien : « J'ay apris depuis peu que les Portugais, piquez de ce que nous metons des impos nouveaux sur leurs sucres, pensoient avec plus de chaleur que jamais aux moiens d'établir en Portugal des fabriques de rubans, et de la plus part des autres marchandises qui leur viennent de France... » Le plus ardent de ses instigateurs était le principal conseiller du régent D. Pedro, le marquis da Fronteira. D. João Mascarenhas, comte da Torre, fait marquis da Fronteira par D. Pedro, par lettres du 7 janvier 1670, avait été, en effet, *vedor da Fazenda* avant le comte da Ericeira.

22 Il s'agissait de ce même grand seigneur appartenant à l'illustre famille des Meneses, qui laissa sa précieuse histoire de la Restauration. D. Luis de Meneses, troisième comte da Ericeira (1632-1690), s'était distingué dans la guerre d'indépendance comme général d'artillerie. Il fut l'un des grands seigneurs qui appuyèrent le mouvement en faveur du pardon des nouveaux-chrétiens.

23 En 1685, afin de se procurer les piastres d'argent espagnoles, on créa une Compagnie de Guinée destinée à la traite des Noirs, qui reçut *l'asiento* pour les exporter dans les Indes de Castille. Le gouvernement prit aussi des mesures monétaires : en 1688, pour stimuler les exportations, il augmenta de 20 % la valeur nominale des monnaies (F. Mauro).

24 Le consul de France à Lisbonne dénonçait le recrutement illégal que faisait le gouvernement portugais d'artisans français, et il s'employait à les renvoyer en France. C'était une manufacture de draps à Estremoz dans l'Alentejo : les Portugais étaient « en résolution d'establir tout autant de manufactures qu'ils pourront, et, pour cet esfect, ils ont desja quelques ouvriers françois qu'ils ont mis dans la province d'Alentege qui travaillent à faire des draps... » Ou bien c'était une fabrique de chapeaux, établie directement sous l'autorité du marquis da Fronteira, qui par ailleurs avait donné l'ordre à Duarte Ribeiro « de leur chercher et envoier encore le plus d'ouvriers qu'il voudra envoier en ces pays».

25 Entre 1675 et 1678,120 tonneaux annuels en moyenne; entre 1679 et 1685, 6880 tonneaux annuels, même s'il y avait une forte proportion de vins français camouflés.

26 Les chiffres des exportations de laine anglaise vers le Portugal le confirment: 11 % de l'ensemble des exportations de laine pour la période 1700-1704, et 12 % pour la période 1706-1710.

27 Selon les diplomates français, un parti espagnol n'avait jamais cessé d'exister à la cour de Lisbonne. D'ailleurs, pour mieux perdre la cabale de Castelo Melhor, on rappelait ses compromissions passées avec l'Espagne, dont Saint-Romain se faisait complaisamment l'écho.

28 Pierre II afficha lui-même des prétentions sur le trône de Philippe II, fondées sur sa descendance des Rois Catholiques, à la sixième génération. Personne ne le prit au sérieux, et il ne fut même pas compris dans les traités de partage négociés par Louis XIV avec Guillaume d'Orange.

29 «Depuis les conquêtes de Sa Majesté, les Portugais ne regardent plus la France comme la seule couronne qui puisse les secourir contre leurs ennemis naturels; ils se sont au contraire laissé persuader par les Espagnols que le plus grand malheur qui pût arriver au Portugal seroit que le roi devînt voisin de ce Royaume, en faisant valoir un jour les droits de Monseigneur le Dauphin sur la succession du Roi Catholique... », écrivait déjà Louis XIV dans son instruction au président Rouillé, le 6 août 1697.

30 Des mesures étaient prévues pour que les navires de guerre des deux adversaires ne se rencontrassent pas dans les eaux portugaises: ainsi, ordre était donné aux capitaines des forteresses maritimes de ne laisser sortir les navires de l'une des deux couronnes que deux marées après ceux de la nation rivale

3. Dans ses instructions, le roi de France chargeait son ambassadeur de «maintenir le roi de Portugal dans la résolution qu'il paroît avoir prise de conserver une exacte

neutralité pendant le cours de la guerre». Il devait assurer aussi D. Pedro, au nom de son petit-fils, du respect absolu que l'Espagne ferait de sa neutralité et de l'intégrité de ses domaines, lui assurer « que le roi d'Espagne veut sincèrement maintenir avec lui une parfaite intelligence, qu'il le regardera toujours comme un bon allié et que leurs États étant aussi voisins, il est de leur intérêt commun d'en éloigner toutes sortes de troubles et d'ôter à leurs ennemis les moyens de les attaquer».

31 On promettait notamment au Portugal la cession à titre définitif des cités espagnoles de Badajoz, Albuquerque, Valencia de Alcántara,Tuy, Baoina et Vigo, en plus de la reconnaissance de la Nova Colonia do Sacramento.

32 En réalité, la seule véritable victoire de la campagne, qui, comme en Italie, ne fut décisive ni pour les uns ni pour les autres, fut la prise de Portalegre par le maréchal de Berwick.

33 Elle fut commandée par lord Galloway, un huguenot français (Rumigny) au service de la Grande-Bretagne, et par le marquis das Minas, un général portugais.

34 Comme on sait, l'occupation de Madrid fut éphémère. En 1707, le duc d'Orléans avait prévu une offensive contre le Portugal pour l'obliger à abandonner le combat, mais elle fut empêchée par le désir de Philippe V de recouvrer en priorité les domaines de la couronne d'Aragon.

CHAPITRE XIV

Le siècle de l'or

Après l'effondrement de l'empire maritime et commercial du Portugal, le Brésil, grâce à ses plantations de canne à sucre et de tabac, avait en grande partie financé la restauration de son indépendance. La crise de la seconde moitié du XVIIe siècle avait durement ébranlé l'économie portugaise, entraîné une réduction drastique des revenus de la Couronne et réduit le pays à un rang secondaire parmi les États européens. Si l'on en croit Antonil, le sucre et le tabac auraient, vers 1710, recouvré et même dépassé leur ancienne prospérité. Même si ce fut le cas, ils furent vite distancés par les ressources que la Couronne retira de la découverte de l'or dans sa colonie américaine.

Une nouvelle chance était donnée au Portugal, sinon de retrouver son ancienne place internationale, du moins de jouer un rôle important dans le concert des puissances européennes. Cette chance, il ne sut et ne voulut pas la saisir. Au lieu de consacrer à des investissements productifs les énormes revenus que lui procurait cette manne, le roi Jean V les gaspilla en dépenses somptuaires. Même si l'on peut rendre hommage à ses qualités de mécène, on ne doit pas passer sous silence son écrasante responsabilité dans la décadence de son royaume et dans sa mise en tutelle par l'Angleterre qui, profitant de l'indolence et de l'irresponsabilité du souverain, sut attirer à elle les flots d'or qui submergèrent Lisbonne.

L'OR DU BRÉSIL

La découverte de l'or au Brésil, dans les États actuels de Minas Gerais, du Goiás et du Mato Grosso, vint bouleverser les données économiques

portugaises : un premier chargement de 500 kilos arriva à Lisbonne en 1699.

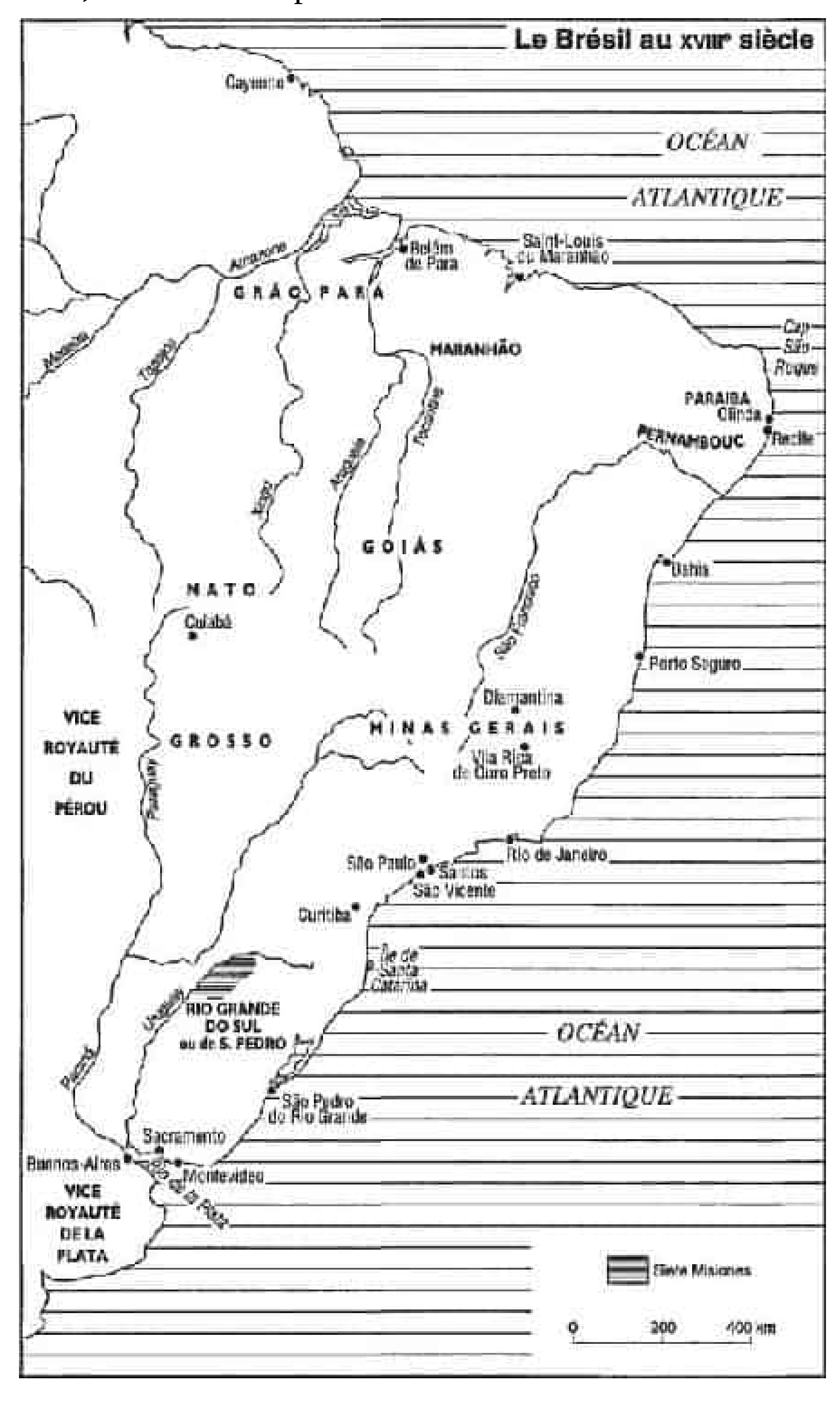
En 1701, le consul de France témoignait de l'éblouissement des Portugais et de la jalousie des étrangers devant cette ruée vers l'or et les premières arrivées du métal précieux à Lisbonne. On lui avait écrit de Bahia que les vaisseaux du Rio de Janeiro apportaient 83 arrobes d'or[1], "mais de gros négotians d'icy quy savent tout ce quy se passe, m'ont assuré qu'il y en avoit plus de 130, mais que le Roy ny ses ministres n'en savoient rien. On ne peut exprimer la quantité d'or que produisent les mines et ravines de la province de Saint Paul: elles deviennent tous les jours plus abondantes, et plus on pénètre en avant dans le païs, plus on en trouve; il y a à présent 18 mil personnes qui y travaillent, et comme on y acourt de toutes les provinces des environs, il est à croire que le Brésil et le Portugal se feront bien riches en peu de tems... »

La ruée vers l'or et la colonisation intérieure du Brésil

Les alluvions aurifères des rivières du Minas Gerais furent sans doute découvertes un peu par hasard, entre 1693 et 1695, au cours de *bandeiras* parties de Sâo Paulo. Ce succès couronnait la recherche inlassable de mines d'argent et d'émeraudes par les *bandeirantes* tout au long du XVIIe siècle, surtout dans son dernier quart[2]. Tous leurs efforts pour la garder secrète n'empêchèrent pas la nouvelle d'éclater en 1697.

Les nouvelles découvertes dans de vastes étendues, où chaque fleuve, chaque rivière, chaque torrent paraissait contenir de l'or alluvial, n'arrêtèrent plus. Des chercheurs d'or affluèrent de tout le Brésil et du Portugal. Des étrangers même entrèrent clandestinement: «L'insatiable soif de l'or a excité tant d'hommes à abandonner leurs terres et à s'engager sur des routes aussi rudes que le sont les routes des Mines, qu'on ne pourra rendre compte que très difficilement du nombre des personnes qui se trouvent actuellemeent dans ces Mines... Tous les ans, les bateaux amènent une foule de Portugais et d'étrangers qui veulent aller aux Mines. Venant des cités et des villes, du littoral et de l'intérieur, arrivent des blancs, des métis, des nègres et de nombreux indiens que les Paulistes[3] prennent à leur service. C'est un mélange de toutes sortes de gens: hommes et femmes; jeunes et vieux,

pauvres et riches, nobles et gens du peuple, séculiers, prêtres et moines de différents ordres, dont beaucoup n'ont au Brésil ni couvent ni maison[4]. »



Ce témoignage d'un prêtre contemporain de la découverte rend parfaitement compte de ce que fut la première ruée vers l'or, si semblable à celle qui provoqua au XIXe siècle la conquête de l'Ouest, aux États-Unis. Comme cette dernière, elle entraîna la constitution d'une zone de non-droit, où seule la raison du plus fort l'emportait. Deux groupes, en particulier, s'affrontèrent : les Paulistes d'un côté, avec leurs auxiliaires amérindiens, et de l'autre ceux qu'ils appelaient par dérision les *Emboabas* - sans doute un terme d'origine africaine, du cabinda « *emboa* », qui signifie « chien » –, tous les chercheurs d'or venus d'ailleurs, aussi bien des autres régions du Brésil que du Portugal, dans leur grande majorité des habitants du Minho et des autres provinces du Nord, avec des esclaves presque tous de l'Ouest africain[5].

Au Brésil même, la ruée vers l'or eut dans l'immédiat deux conséquences positives : la colonisation de l'intérieur et le développement d'un intense commerce avec la côte. Il fallait procurer à ces populations de mineurs tout ce dont ils avaient besoin aussi bien en nourritures qu'en fournitures de toutes sortes. Antonil témoigne encore : «La terre qui produit l'or, étant absolumment stérile de tout ce qui est nécessaire à la vie humaine, et la plus grande partie des routes des Mines ne l'étant pas moins, on ne peut imaginer ce que souffrirent les mineurs au début par manque de vivres, et combien d'entre eux moururent, un épi de maïs à la main, sans avoir pu trouver d'autre aliment. C'est pourquoi, dès qu'on vit la quantité qu'on extrayait et la libéralité avec laquelle on payait tout ce qui était apporté dans cette région, on fit des gîtes d'étape et les marchands se mirent à expédier dans les Mines la fine fleur de ce qui arrive par les navires du Royaume et d'autres pays, aussi bien vivres que vêtements luxueux et magnifiques, sans compter mille bagatelles de France qui s'en allèrent échouer là-bas. Et de toutes les régions du Brésil, l'on commença à envoyer tout ce que produit la terre, avec un bénéfice non seulement important, mais excessif. »

Cette situation chaotique provoqua ce que l'on a appelé la *Guerra dos Emboabas.* Les Paulistes réagissaient en effet fort mal à l'invasion de tous ces *Emboabas,* qui les frustraient de l'exploitation exclusive de leur territoire. Ils s'indignaient aussi de la spéculation des Bahianais et des Portugais sur les denrées dont ils avaient besoin. A la suite de toutes sortes d'incidents, les *Emboabas* proclamèrent leur autonomie par rapport à São

Paulo et, jusqu'à ce que le roi prît des mesures définitives, ils désignèrent un gouverneur jouissant des pleins pouvoirs, Manuel Nunes Viana.

Une véritable guerre, émaillée d'épisodes plus ou moins sanglants, éclata alors entre *Emboabas* et Paulistes en 1709. La Couronne réussit à rétablir l'ordre et en profita pour imposer son autorité à la turbulente population minière, en créant en 1710 une capitainerie de Sâo Paulo et des Mines d'Or, indépendante du gouverneur de Rio de Janeiro. Un peu plus tard, un gouverneur de Minas Gerais, installé à Vila Rica de Ouro Preto, fut désigné. Le mécontentement devant le *quinto* - c'est-à-dire le cinquième des quantités d'or que les chercheurs découvraient au profit de la Couronne - entraîna une révolte contre lui en juin 1720. Les Paulistes en profitèrent pour revenir en force et aller toujours plus loin vers l'ouest, où ils découvrirent d'autres gisements aurifères (Cuiabá, Goiás et Mato Grosso) et en 1720 les diamants des Minas Gerais.

Calcul de la production d'or du Brésil au XVIIIe siècle
(moyenne annuelle en kilogrammes)

Quinquennats	Minas Gerais	Goiás	Mato Grosso	Moyenne annuelle
1700-1705	1470	—	—	1470
1706-1710	4410	—	—	4410
1711-1715	6500	—	—	6500
1716-1720	6500	—	—	6500
1721-1725	7000	—	600	7600
1726-1729	7500	—	1000	8500
1730-1734	7500	1000	500	9000
1735-1739	10637	2000	1500	14137
1740-1744	10047	3000	1100	14147
1745-1749	9712	4000	1100	14812
1750-1754	8780	5880	1100	15760
1755-1759	8016	3500	1100	12616
1760-1764	7399	2500	600	10499
1765-1769	6659	2500	600	9759
1770-1774	6179	2000	600	8779
1774-1779	5518	2000	600	8118
1780-1784	4884	1000	400	6284
1785-1789	3511	1000	400	4911
1790-1794	3360	750	400	4510
1795-1799	3249	750	400	4399

O Império Luso-brasileiro, 1620-1750, p. 241, d'après Virgilio Pinto, *O Ouro brasileiro*, p. 114.

La crise de l'économie coloniale

La découverte de l'or du Brésil eut d'énormes répercussions dans le monde portugais. Tout d'abord dans la colonie elle-même, où elle entraîna un transfert de population de la bande côtière vers les régions minières de l'intérieur. Cela se fit aux dépens des plantations de canne à sucre et de tabac, qui virent fuir leur main-d'œuvre libre ou servile. La production s'effondra. Les échanges des négociants de Lisbonne avec le Brésil diminuèrent faute de marchandises pour leur retour[6]. En octobre 1715, la flotte de Rio n'apporta que 4000 coffres de sucre, pas un seul de tabac, et la

flotte de Bahia 12000 de l'un et 8000 à 9000 de l'autre, alors qu'habituellement elle en apportait 40000 de chaque [7].

Autre conséquence, la pénurie de main-d'œuvre provoqua une augmentation des importations d'esclaves de l'Afrique occidentale pour remplacer ceux qui avaient fui les plantations de sucre et de tabac, ou pour être employés à la recherche de l'or. Se heurtant à l'épuisement de leurs fournitures d'esclaves de l'Angola, les Portugais se tournèrent vers la Guinée, mais, depuis qu'ils avaient pris S. Jorge da Mina en 1637, le contrôle du trafic était entre les mains des Hollandais.

Les Portugais tentèrent alors de reconstruire des comptoirs pour la traite des esclaves dans le golfe de Guinée. En 1721, la Couronne organisa depuis Bahia une expédition de quatre navires marchands, et d'une frégate afin de construire un fort à Ajuda. Elle quitta le Brésil en septembre et, après avoir surmonté l'attaque de deux pirates, elle arriva à destination le 21 octobre. Le roi du Dahomey autorisa la construction d'un fort à Ajuda et même d'un plus petit à Juaquem. A partir de là, l'exportation des esclaves de Guinée vers le Brésil augmenta considérablement. Elle passa rapidement à 10000 par an, qui s'ajoutèrent aux 6000 qui venaient d'Angola.

Les conséquences de l'afflux de l'or

Si les retombées de la découverte et de l'exploitation de l'or du Brésil ne furent pas aussi bénéfiques qu'on pouvait l'escompter, la responsabilité principale en incombe au roi Jean V : il ne sut pas mettre à profit cette manne inespérée, qui, après les découvertes et le sucre, donnait une dernière chance au Portugal de recouvrer en partie le rang qu'il avait perdu parmi les grandes puissances commerciales et maritimes. Les premières avaient fait de lui la plus grande thalassocratie de l'univers, le sucre avait en grande partie financé l'indépendance, l'or ne fit qu'enrichir la Grande-Bretagne et financer sa révolution industrielle. Au lieu d'utiliser les trésors qui venaient du Brésil et faisaient de lui le souverain le plus riche d'Europe, Jean V les dilapida sans bénéfice pour son royaume. La grande noblesse et le haut clergé, qui, après la Couronne, en furent les principaux bénéficiaires, l'imitèrent.

Au lieu de se rendre indépendant de l'Angleterre par des créations de manufactures qui auraient approvisionné le Brésil de tous les produits fabriqués qu'il consommait, en particulier les textiles, Jean V préféra en charger les négociants britanniques. Au lieu de construire une flotte de commerce, protégée par une puissante marine de guerre, qui aurait eu le monopole des transports transatlantiques, il s'en remit complètement aux navires britanniques [8]. Tous les bénéfices du commerce avec le Brésil furent ainsi confisqués par l'Angleterre : tout son or, comme celui des négociants étrangers, était transporté à Londres par un système de paquebots (navires de guerre) qui venaient le chercher à Lisbonne.

Naturellement, en vertu du Pacte colonial, le commerce en droiture entre le Brésil et les autres pays européens était strictement prohibé. Les échanges devaient se faire par les ports portugais pour payer de fructueux droits de douane à la *Alfândega*. C'est ainsi que les marchandises anglaises étaient importées à Lisbonne ou Porto, où les négociants anglais ou leurs consignataires portugais les embarquaient sur les navires des flottes du Brésil. Les retours se faisaient de même sur chaque flotte, soit en or, soit en sucres, tabacs et autres denrées du Brésil. L'or était enregistré et chargé sur les vaisseaux de guerre qui protégeaient les flottes, afin d'en prélever les droit du roi de Portugal, dans l'hôtel de la Monnaie, à son arrivée à Lisbonne. Sans cela, il était confisqué au profit de ce prince.

La politique d'encouragement des manufactures ne fut pas complètement abandonnée, mais il s'agissait surtout d'entreprises de prestige. JeanV porta ainsi beaucoup d'intérêt à la fabrique de soie du Rato à Lisbonne. Quant au protectionnisme douanier, il persista en épargnant l'Angleterre, qui eut toujours la clause de la nation la plus favorisée. En revanche, les produits français étaient impitoyablement frappés de droits de douane prohibitifs. Bien sûr, cela n'empêchait pas la contrebande. Après une période de sévérité, l'administration portugaise devint de plus en plus tolérante: ainsi l'augmentation du commerce français entre 1740 et 1748 fut essentiellement due aux exportations de draps et étoffes de laine, en principe interdites.

L'organisation administrative du Brésil

En 1643, la création du *Conselho Ultramarino* par Jean IV permit de regrouper l'administration des possessions d'outre-mer, en particulier celle du Brésil. Tout le courrier adressé au roi, notamment la correspondance avec les vice-rois, les gouverneurs généraux et les simples gouverneurs de capitaineries, passa désormais par ce conseil. Il correspondait à peu près à ce qu'avait été le *Conselho da India,* établi par Philippe III, et était présidé par un conseiller des finances, assisté de trois conseillers, dont deux étaient des militaires *(conselheiros* de *capa* e *espada)* et le troisième un juriste *(letrado).* Ce conseil d'outre-mer émettait des avis sur les nominations à toutes les charges de justice, de guerre, de finances, sur les demandes de grâces, sur l'envoi des flottes et l'armement des navires [9].

Au XVIIIe siècle, avec le triomphe de la monarchie administrative, de nouvelles charges et de nouveaux organes d'administration furent créés et vinrent compliquer encore le traitement des affaires de Poutre-mer. En 1736, la secrétairerie d'État des Affaires de la marine et de l'outre-mer devint un véritable ministère. En 1755, la Junte du commerce entra en fonction et, en 1761, *l'Erário* Régio administra toutes les finances de la métropole et de l'outre-mer.

Au Brésil, il y avait, au plus haut niveau, les représentants directs du roi : le gouverneur général et les gouverneurs des diverses capitaineries, qui avaient été progressivement reprises par la Couronne aux premiers donataires, étaient nommés par le roi et responsables devant lui. Leur champ d'action était défini dans les instructions qu'ils recevaient *(Regimento* ou *Cartas* Régias). A différentes reprises, les gouverneurs généraux reçurent le titre de vice-roi. Ce ne fut pas en raison de leur charge mais à titre honorifique, parce qu'ils appartenaient à la haute noblesse titrée, où, à partir du début du xvllle siècle, ils furent systématiquement choisis.

En tant que commandant en chef des forces armées, le gouverneur général avait la responsabilité exclusive de la défense du territoire et des affaires militaires. Pour tout le reste, il devait agir de façon collégiale, soit avec les autorités propres au gouvernement général, pour les finances avec le *provedor-mor da Fazenda,* et pour la justice avec *l'ouvidor-mor,* soit avec les autres autorités de la capitainerie où il résidait. Il ne disposait même pas d'une véritable autorité sur les autres capitaineries : tout en informant le

gouverneur général, le roi adressait ses ordres à chacun des gouverneurs qui devaient lui rendre compte directement de leur administration.

Jusqu'en 1763, le siège du gouvernement général fut à Bahia [10]. A cette date, il fut transféré à Rio de Janeiro, devenu le principal centre de gravité du Brésil. Entre-temps, en 1621, pour rompre l'isolement des quatre capitaineries du Nord, elles avaient été démembrées du Brésil pour former *l'Estado do Maranhâo,* dont le siège fut fixé à Sâo Luis do Maranhâo, d'où les Français venaient d'être expulsés après l'échec de la France équinoxiale. Dépendant directement de Lisbonne, il n'eut plus aucun lien avec l'*Estado* do *Brasil.* Après le traité de Madrid, il devint en 1751 l'*Estado do* Grão *Para e Maranhão*, avec pour capitale Belém do Para.

Pour l'administration des finances, dépendaient du provedor-mor *da Fazenda* les *provedores* de chaque capitainerie, les trésoriers, les percepteurs des impôts *(almoxarifes)* et les officiers des douanes. Ce système dura jusqu'à la seconde moitié du XVIIIe siècle, quand tous les *provedores* furent supprimés, y compris le *provedor-mor,* et remplacés en 1769 par des juntes de l'administration des finances. Pour la justice, outre *l'ouvidor-mor,* il y avait un ouvidor qui exerçait en première instance dans chaque comarque, et un, puis deux tribunaux d'appel (Tribunal da *Relação)* - l'un créé à Bahia, en 1609, et l'autre créé à Rio de Janeiro, en 1751. A partir de la seconde moitié du XVIIIe siècle, pour accélérer le châtiment des crimes et délits, on réunit des *Juntas* de *justiça,* où siégeaient le gouverneur de la capitainerie, un ou deux *ouvidores* et un juge de tribunal ordinaire, *lejuiz* de fora. C'étaient des structures administratives calquées sur celles de la métropole, que l'on retrouvait dans toutes les possessions portugaises de l'outre-mer.

L'originalité du Brésil tenait à l'existence d'organes administratifs spécifiques, adaptés à sa forme d'exploitation. Les plus importants concernaient évidemment l'exploitation minière. L'intendance des mines d'or, totalement indépendante des autres autorités, avait été créée en 1702 pour les Minas Gerais; on implanta ensuite une intendance analogue dans chacune des capitaineries où se faisait une exploitation aurifère, le Mato Grosso et le Goiás. A sa tête se trouvait un superintendant, assisté d'un *guarda-mor* et de fonctionnaires subalternes, chargé de répartir les concessions et de veiller au respect du règlement des mines. Ces

intendances étaient des institutions complexes, à la fois administratives, fiscales et même judiciaires, puisqu'elles pouvaient fonctionner comme tribunal d'instance unique dans les procès relatifs à l'exercice de leurs attributions.

Un organe essentiel pour les revenus du roi dépendait de l'intendance des mines d'or, la *Casa dos Quintos* ou *Casa da Fundição.* Tout l'or en poudre produit dans les mines devait y être obligatoirement rassemblé pour y être fondu, testé et réduit en lingots poinçonnés, qui étaient rendus à leurs propriétaires après prélèvement du droit de quint, accompagnés d'un certificat d'origine indispensable à toute transaction.

Avec la découverte des diamants de la région de Serro Frio, l'intendance des mines de diamants fut créée en 1734. C'était un organe assez semblable à celui des mines d'or, mais il présentait des caractéristiques différentes en raison du mode d'exploitation directe des diamants par la Couronne. Comme les diamants n'existaient que dans une zone restreinte des Minas Gerais, il n'y avait qu'une seule intendance dans les limites de ce que l'on appelait le Distrito *Diamantino.* A côté de cette intendance, on trouvait une junte de l'administration générale des diamants, composée de quelques fonctionnaires et présidée par le superintendant.

Dans les capitaineries du littoral, il y eut aussi des intendances de la marine, qui étaient chargées de l'administration des ports et du littoral, des entrepôts de marchandises et des chantiers de construction navale. Dans les trois capitaineries où se concentrait la production de sucre et de tabac, c'est-à-dire à Bahia, Rio de Janeiro et Pernambouc, il existaient des *Mesas* d'inspection du sucre et du tabac pour surveiller la qualité des produits et réprimer les fraudes.

L'administration locale était calquée sur le modèle métropolitain avec en général trois ou quatre comarques (districts) par capitainerie; si cette dernière était trop petite, elle pouvait ne constituer qu'une seule *comarque.* Celle-ci était divisée en cantons *(termos),* dont le chef-lieu se trouvait dans l'agglomération principale, la *vila* ou la *cidade*, selon son statut juridique - seules Bahia et Rio de Janeiro jouirent du titre de cidade. La vila était divisée en deux types de circonscription: la *freguesia* (paroisse), réservée à l'administration civile, et le bairro (quartier), surtout utilisé pour l'organisation des troupes locales, les *ordonanças.* Enfin, comme au

Portugal, les *câmaras* et *concelhos* jouissaient d'une véritable autoadministration. Ils en différaient cependant parce qu'ils comprenaient aussi des éléments ruraux. Il s'agissait des grands propriétaires terriens, surtout les *senhores* de *engenho*, dans les régions sucrières, qui en étaient les maîtres [11].

JEAN V, LE MAGNANIME (1706-1750)

En 1706, à l'âge de 17 ans, l'infant D. João avait succédé à son père Pierre II sans aucune difficulté. Il devait régner pendant près d'un demi-siècle, jusqu'en 1750. L'aspect physique du roi dans sa maturité a impressionné ceux qui l'ont abordé par sa majesté, servie par une élégance naturelle et un visage aux traits réguliers: «A 34 ans, il est bien fait, beau, brun, l'œil vif» (Merveilleux). Mais il pouvait avoir des accès de violence qui n'impressionnaient pas moins, se laissant aller à donner «des coups de bâton ou de grands coups de pied sur les os des jambes».

Les témoignages sur la personnalité de JeanV sont très contradictoires. Les uns insistent sur son éducation soignée et ses qualités de mécène. Des maîtres de qualité, tous pères de la Compagnie de Jésus, Francisco da Cruz, Joâo Seco et Louis de Gonzague, lui auraient prodigué une vaste culture, profane et sacrée, par la familiarité des auteurs latins comme Cicéron et Marc Aurèle, et celle des docteurs de l'Église comme saint Augustin. Il aurait parlé plusieurs langues [12]. D'autres témoignages dénoncent sa paresse à gouverner et ses mœurs dissolues, qui firent des couvents de femmes de la capitale autant de lieux de débauche pour le roi[13].

En 1713, le ministre français Torcy faisait ce portrait de JeanV, alors âgé de 24 ans: il «est d'un caractère doux, mais l'esprit qu'il a naturellement n'a été cultivé par aucune éducation. On se plaint du peu d'application qu'il donne à ses affaires et du temps qu'il consomme aux choses de peu d'importance qui regardent les ornements de sa chapelle». L'ambassadeur de France, l'abbé de Mornay, remarquait en 1715 la «léthargie où tout se passe ici». Le roi n'écoutait que « superficiellement les ministres étrangers. Ils lui demandent longtemps audience avant de l'obtenir. Les affaires qu'ils lui proposent sont toujours renvoyées à ses ministres». Pour l'ambassadeur Chavigny, le trait essentiel de la personnalité de JeanV était son fanatisme

religieux. Il s'indignait que l'une des distractions favorites dont il était «dans le goust et dans l'habitude de s'occuper» consistât à assister aux autodafés, « cérémonie triste, mais encore plus dégoûtante pour ne pas dire plus. Je ne finirois point sur tout le scandale qu'elle m'a donné [14]».

La généreuse profusion qu'il manifestait à l'égard de l'Église ne scandalisait pas moins le diplomate français: il voulait faire de Lisbonne une seconde Rome et avait obtenu du Saint-Siège qu'il avait couvert de l'or du Brésil la création d'un patriarcat. Son obsession ne fut plus que la construction d'une patriarcale qui dépasserait en splendeur Saint-Pierre de Rome elle-même: il y engloutit des sommes colossales. Pour y satisfaire, il n'hésitait pas à sacrifier les dépenses de l'armée et de la marine indispensables à la défense de son royaume [15].

S'en remettant à son protecteur britannique, il mena par conséquent une politique d'effacement volontaire sur la scène internationale. Très jaloux de son autorité, en revanche, il ne laissa ni à la reine, sa femme, ni à ses frères, les infants, la moindre participation au gouvernement [3].

Avec l'âge et la maladie, ses travers ne firent que s'accentuer. Dans sa lettre du 7 décembre 1741, l'ambassadeur de France Chavigny en faisait ce terrible portrait: « Quelque idée que l'on ait en France du Roy de Portugal, difficilement pourroit-on se persuader [de] ce qui se passe à la vue et au sçû de son peuple. Il n'y a plus ni mesures ni bornes à la dissolution de ses mœurs, de même qu'à celles de son gouvernement. Ses excès s'irritent et s'accroissent au lieu de s'amortir avec l'âge. En un mot, il emploie tout son tems à s'y endurcir et toute son autorité à détruire de gaieté de cœur son estât et ses sujets. Je vous dis peu, quoique je paraisse vous dire beaucoup. Cependant, j'en demeurerai là. »

Le roi mécène

Jean V avait un goût très prononcé pour la magnificence et tout ce qui pouvait rehausser le prestige de sa couronne. C'est ainsi qu'en échange des nombreux dons qu'il fit au Saint-Siège, il obtint du pape le titre de Majesté Très Fidèle à l'égal du Très Chrétien et du Catholique[16]. Fasciné par le Roi-Soleil, D. João V, *«o Magnânimo»*, s'entoura de tout son appareil et de tout

son apparat: le témoignage le plus symbolique de son mécénat royal est son palais-couvent de Mafra, où 50000 ouvriers travaillèrent de 1717 à 1750. Il put y réunir son «goût de la moinerie » et celui de la gloire. Il voulut en faire à la fois son Versailles et son Escurial, la manifestation de sa richesse et de sa puissance.

JeanV fit appel à l'architecte allemand Ludovice – déformation italienne de Ludwig. Le plan en forme de gril, inspiré par le palais de Philippe II, comprend un ensemble de bâtiments, où l'on trouve une basilique, une bibliothèque, un monastère, un palais royal et une caserne. Il voulut même surpasser l'Escurial en le dotant d'une façade de 220 mètres au lieu de 208, sur une superficie de 4 hectares, plus vaste que le palais espagnol [17]. La présence de Ludovice – JeanV fit de lui en 1750 «l'architecte en chef du royaume» -, ainsi que celle du Hongrois Charles Mardel et du Toscan lolicolas Nasoni, tous trois messagers du baroque italien, inspira le renouveau de l'architecture portugaise en formant la génération d'artistes nationaux de la seconde moitié du xvm^e siècle [18].

Pour décorer Mafra, Jean V fit appel à des artistes florentins et romains, surtout à des sculpteurs disciples de Borromini et du Bernin. Il donna ainsi naissance à ce que l'on a appelé l'école de sculpture de Mafra, où brillèrent d'abord les noms du Français Claude de Laprade et du Portugais José de Almeida, et ensuite celui de l'artiste romain Giusti (1715-1799), qui dirigea l'école de Mafra et remplit sa basilique de bas-reliefs [19]. Les goûts du roi orientèrent aussi l'évolution de la peinture portugaise: il fit donner des bourses à de jeunes Portugais pour qu'ils aillent étudier à Rome, et c'est ainsi que pendant toute la première moitié du XVIIIe siècle le maniérisme italien triompha à la cour et dans le reste du pays. Comme pour l'architecture et la sculpture, il fit d'abord appel à des artistes étrangers, notamment au Français Pierre Antoine Quillard (1701-1733) qui arriva à la cour de Lisbonne en 1729: JeanV le nomma peintre royal avec des appointements de 6000 reis (ou réaux) par mois et il fut le portraitiste de la famille royale et de la cour[20].

Il est aussi deux domaines dans les arts décoratifs qui s'étaient certes développés avant Jean V, mais auxquels celui-ci donna une ampleur exceptionnelle: la *talha*, c'est-à-dire la sculpture sur bois, et *l'azulejo*, c'est-à-dire la peinture sur carreaux de faïence. La *talha* fut surtout employée

pour les retables dorés et polychromes qui ornèrent le maître-autel comme les chapelles latérales des églises portugaises, toutes scintillantes de l'or venu du Brésil, notamment à Lisbonne [21].

L'explosion de *l'azulejo*, venu d'Andalousie à la fin du xve siècle, se produisit aussi sous son règne: l'Espagnol Gabriel del Barco et le Portugais António de Oliveira Bernardes fondèrent une véritable école. Pendant toute la période joanine, avec leurs disciples dont le plus illustre fut Policarpo de Oliveira Bernardes, fils d'António, ils recouvrirent d'*azulejos* les murs intérieurs des églises, des palais, voire de simples maisons. Il s'agissait de frises et de scènes, toujours traitées en camaïeu bleu et blanc, inspirées de l'histoire biblique ou profane, ou représentant des parties de chasse, de pêche ou de plaisir[22].

A la fois mécène et collectionneur, Jean V fit réunir des chefs-d'œuvre d'orfèvrerie, de peinture et de gravure par ses envoyés qui prospectèrent à travers toute l'Europe, surtout en Italie et en France. Trois hommes furent les instruments de cette politique artistique joanine: deux diplomates d'envergure, D. Luis da Cunha et le comte de Tarouca, ainsi qu'un agent plus modeste, Francisco Mendes de Gôis, qui assura la réalisation des commandes royales et leur acheminement depuis Paris.

Le premier, bien connu pour sa personnalité d'homme des Lumières, joua non seulement le rôle de pourvoyeur, mais aussi celui de conseiller artistique de Jean V, lequel, par son intermédiaire, commanda à la famille Mariette cent cinquante volumes d'une collection de gravures française. Luis da Cunha l'enrichit encore en achetant de nombreuses et rares estampes d'après l'œuvre de Rubens. Le grand diplomate procura aussi au roi de magnifiques pièces de l'orfèvrerie parisienne, alors la plus prisée en Europe, notamment de Claude II Ballin, de Nicolas Besnier et de Thomas Germain. Il conçut et mit en œuvre, sous la direction de l'un des plus fameux architectes décorateurs de l'époque, Juste-Aurèle Meissonier, les décors de la salle du Trône du *Paço da Ribeira*, pour laquelle il fit d'énormes commandes de tapisseries aux fabricants de Bruxelles en 1727 [23]. JeanV fit également venir des toiles de maîtres romains pour l'église de son couvent de Mafra.

Indissolublement liée à la fondation de l'Académie d'histoire, la mission que confia D. João V au comte de Tarouca, grand seigneur lettré et cultivé,

fut de pourvoir sa bibliothèque des ouvrages les plus rares comme les plus récents. Le souverain avait en effet entrepris de rénover et d'agrandir la Bibliothèque royale: à cet effet, il demanda à tous ses ministres et agents à l'étranger d'enquêter sur le contenu et l'organisation architecturale des bibliothèques les plus renommées et de faire des acquisitions de livres.

Comme La Haye était alors l'un des centres les plus importants de l'Europe, où se faisaient les ventes publiques de bibliothèques et d'arts graphiques, ce fut le comte de Tarouca, qui y était ambassadeur, qui en fut principalement chargé: par son intermédiaire, Jean V put acquérir des bibliothèques comme celle du cardinal Dubois, mort en 1723, des manuscrits enluminés commandés par le duc de Bourgogne et une grande partie des célèbres collections de gravures, cartes et dessins du marchand hollandais Theodorus Boendermaker, vendues en 1722 [24]. Tout ce qui concernait la géographie et les sciences entrait dans le programme de rénovation de la Bibliothèque royale: l'ambassadeur se mit aussi en quête d'atlas et d'instruments mathématiques et astronomiques [25]. Malheureusement, la plus grande partie de ces collections, déposée dans le *Paço da Ribeira,* disparut dans le désastre de 1755; n'y échappèrent que celles qui se trouvaient dans le palais de Mafra.

La fondation de l'Académie royale d'histoire allait dans le même sens: développer culturellement le Portugal afin de l'intégrer davantage dans les mouvements de pensée du reste de l'Europe. Jean V, épaulé par des fidalgos imprégnés de culture européenne, comme le marquis d'Alegrete et le comte da Ericeira, créa cette institution par le décret du 8 décembre 1720. Il la chargea de réaliser « l'histoire ecclésiastique de ces Royaumes et ensuite de tout ce qui avait trait à leur histoire et à celle de leurs conquêtes». Elle devait aussi stimuler la recherche historique dans les provinces « de manière à faire de l'histoire le miroir de la grandeur du Royaume». JeanV donna aussi pour mission à son académie un rôle de conservateur de tous les témoignages du passé portugais [26]. Il attribua cinquante chaires à des nobles, des magistrats et des religieux érudits (jésuites, oratoriens, cisterciens, dominicains et augustins). Il réserva 18 places à des provinciaux pour répandre la culture hors de Lisbonne dans les principales régions du royaume.

De 1721 à 1736, les travaux de l'Académie, recueillis dans 16 volumes de *Colleçam de Documentos*, furent considérables et constituent encore une mine inépuisable pour les historiens et les érudits [27]. Avec le déclin du règne, l'activité des académiciens fut moins soutenue: à partir de 1736, la publication de mémoires et de documents s'arrêta. La crise s'accentua encore sous D. José et, dans le dernier quart du XVIIIe siècle, cette première académie royale ne fut plus qu'une ombre.

Comme tous les princes de la maison de Bragance, et la plupart des souverains de l'époque, Jean V fut un mélomane averti. Ne retenons que deux de ses initiatives. Il avait fait venir le compositeur napolitain Doménico Scarlatti, fils d'Alessandro, dont il fit, de 1720 à 1728, le compositeur royal et le maître de musique des princes ses enfants, puis Scarlatti suivit à Madrid l'infante Maria Barbara, devenue princesse des Asturies. C'est à cet organiste et claveciniste exceptionnel que le Portugal dut l'introduction de la musique italienne. Il forma des musiciens portugais comme José António Carlos de Seixas (1704-1742), organiste de la patriarcale et de la chapelle royale [28], qu'après le départ de Scarlatti Jean V apprécia. Pour servir de cadre, en dehors de la cour, aux auditions de concerts et aux représentations d'opéras, le roi ordonna également la construction d'un opéra royal sur la colline d'Ajuda. Il fut inauguré en 1737, puis disparut dans le *terramoto*.

L'établissement de la monarchie administrative

Sur le plan de la politique étrangère, le Portugal de Pierre II, effrayé par l'accession en 1700 d'un Bourbon sur le trône de Philippe II, s'était décidément éloigné de la France et avait même participé à la coalition antifrançaise de la guerre de Succession. Sous le règne de son fils Jean V, en revanche, les institutions de la monarchie de Louis XIV s'imposèrent.

A son avènement, le nouveau roi affecta cependant de ne rien changer au gouvernement de son père. Le Conseil d'État resta peuplé de grands et de prélats, dont le chargé d'affaires de France écrivait qu'ils n'avaient «rien de recommandable en eux que leurs naissances et le rang qu'ils tiennent auprès de D. João V». Ces grands seigneurs continuèrent à cumuler, comme sous le règne précédent, les charges de conseillers d'État, les présidences des

tribunaux et les grandes charges de la cour, mais ils n'eurent plus aucune influence déterminante dans les premières années du règne[29].

Le déclin du Conseil d'Etat avait commencé à la fin du règne de Pierre II. Ce dernier en avait détaché un nombre de conseillers plus restreint, avec lesquels il gouverna désormais: ils formèrent le Conseil privé ou Conseil du *Despacho.* Il s'agissait encore de quatre grands, le duc de Cadaval, le marquis d'Alegrete, le comte de Marialva et le comte de Viana. Toutefois, le secrétaire d'État, Diogo de Mendonça Corte Real[30], nommé par D. Pedro II peu de temps avant de mourir, vint se joindre à eux. Si, au début de son règne, Jean V continua à gouverner avec leur concours, il s'habitua progressivement à travailler en tête à tête avec le secrétaire d'État, qui devint alors le principal exécutant de sa politique. En 1715, l'abbé de Mornay, ambassadeur de France, voyait en lui un véritable ministre principal: il avait un si grand crédit, et « la confiance du roi de Portugal en lui est si grande que le succès des affaires dépend absolument de sa bonne ou mauvaise disposition».

A la même époque se développa l'influence du cardinal da Cunha [31]. Il n'eut pas la réputation d'avoir de grands talents d'homme d'État, mais il sut flatter le goût du roi pour l'Inquisition et sa volonté de poursuivre impitoyablement les hérétiques et les déviants sexuels. Dans l'ensemble il collabora sans anicroches avec Mendonça Corte Real.

A partir de 1727 ou 1728 s'affirma la prépondérance d'un autre cardinal, João da Mota e Silva. Tout en n'ayant jamais eu le titre de Premier ministre, il devint rapidement le ministre principal de Jean V. Le chargé d'affaires de France, Montagnac, le trouvait plein de mérite, distingué, fort savant, irréprochable et doté d'un « esprit de justice, de modération et d'impartialité».

A la mort de Diogo de Mendonça Corte Real, le cardinal da Mota fut chargé par le roi d'établir un nouveau système de gouvernement. A l'exemple de la monarchie administrative de France furent créées trois secrétaireries d'État, où le cardinal da Mota plaça ses créatures. Les charges et titres de secrétaires d'État étaient déjà connus au Portugal, mais la réforme de 1736 leur donna une importance nouvelle. Par *l'alvará* du 28 juillet 1736, un secrétaire d'État reçut le département du Royaume, c'est-à-dire les Affaires intérieures, un deuxième la Marine et l'Outre-Mer, et le

troisième les Affaires étrangères et la Guerre [32]. Voulant marquer l'importance qu'il leur donnait, Jean V leur accorda le traitement d'Excellence. Il les plaçait ainsi au rang des premières charges du royaume. Mettant en péril la vieille polysynodie, ils empiétèrent désormais sur les activités des tribunaux qu'ils dépouillèrent d'une partie de leur autorité. A partir de 1740, le Conseil d'État ne fut plus pratiquement réuni, et les trois secrétaires d'État dépêchèrent les affaires en tête à tête avec le roi [33].

Une fin de règne difficile

Pendant la dernière décennie du règne, avec la maladie du roi et le vieillissement du cardinal da Mota, le gouvernement du Portugal alla à vau-l'eau. Chavigny en porta témoignage: il «se sépare le plus qu'il peut de ses affaires et devient chaque jour plus insensible aux conséquences de son inaction, la mélancholie qui naît de ses infirmités le gagne; son goust pour la patriarchale et la moinerie, plus fort que luy, est quasi le seul qui luy reste et qui le dissipe. Ses ministres l'approchent rarement, encore n'est-ce qu'en tremblant... ». Le cardinal da Mota ne correspondait plus avec lui que par billets «qu'ils s'écrivent à toute heure du jour et de la nuit. De là une longueur et une interruption totale dans toutes les parties du gouvernement». L'attaque d'apoplexie du 10 mai 1742 qui laissa Jean V en partie paralysé ne fit qu'aggraver les défauts de son gouvernement. Il garda cependant la maîtrise de ses facultés intellectuelles et se fit de plus en plus despotique.

Dans les trois dernières années de son règne, il ne donna plus sa faveur qu'à quelques «moines plus occupés d'assouvir leur cupidité que de féconder des vues raisonnables» (Chavigny). Parmi eux, deux surtout avaient une emprise très forte sur l'esprit et sur la conscience du vieux roi. Le P. Carbone, recteur du collège Sâo Antão, « un jésuite qui depuis vingt ans avait part aux affaires du gouvernement et la confiance de Jean V ». Quant à Frei Gaspar da Encarnaçâo, ancien recteur de l'université de Coïmbre, D. João V, à partir de 1749, lui confia la direction des affaires publiques. Il nomma à tous les emplois vacants. « C'est sur lui que roule aujourd'hui tout le gouvernement du Portugal» (Chavigny). Ce fut par lui - il était l'oncle du marquis de Gouveia, futur duc d'Aveiro et victime de

Pombal - que la grande noblesse revint en force dans le gouvernement et que se produisit une authentique réaction aristocratique. Le 12 janvier 1750, le consul de France écrivit à son ministre: «La noblesse qui, pendant ce règne-cy, n'avoit eu aucune part au gouvernement se trouve déjà à la tête de tous les tribunaux et va être employée dans la marine et le militaire[34]. » L'État était mis en coupe réglée [35]: le consul de France n'hésitait pas à écrire à propos du désordre régnant à la cour de Lisbonne: «Le terme de brigandage n'est pas trop fort pour l'exprimer. Le Père Gaspard, son neveu [le marquis de Gouveia] et M. de Guzmán, directeur de la Douane, se sont rendus maîtres absolus du gouvernement. Ils ont gagné la confiance du prince du Brézil en satisfaisant son goût pour l'argent: on en fait de tout; on force les parties à s'accommoder à des conditions onéreuses. La Justice même n'est pas libre dans ses suffrages. On n'a d'égards pour personne: tous tremblent et aucuns ne se croyent en sûreté. L'état d'épuisement du Roy de Portugal est tel que l'on doit s'attendre à un changement prochain de gouvernement. Mais on craint la continuation du système actuel. »

LA POLITIQUE DE NEUTRALITÉ DE JEAN V

Comment le Portugal, malgré l'or du Brésil, a-t-il pu se contenter d'être, au XVIIIe siècle, un satellite de la Grande-Bretagne? Certes, il ne pouvait retrouver le pouvoir naval qu'il avait eu au temps de son âge d'or. Mais une politique d'équilibre entre les deux grands impérialismes commerciaux et maritimes qui s'affrontèrent au siècle des Lumières, l'impérialisme britannique et l'impérialisme franco-espagnol, était à sa portée.

La Hollande, pourtant déchue de sa grandeur, sut garder plus d'indépendance en entretenant une marine de guerre au niveau d'une vingtaine de vaisseaux de ligne d'excellente qualité. La monarchie luso-brésilienne aurait eu les moyens d'en faire autant. Une armada de 25 navires de guerre au lieu de 12 et une armée de 50000 hommes au lieu de 30000 lui auraient permis de maintenir sa neutralité sans essuyer les vexations de l'Espagne, de la France et surtout de l'Angleterre, qui ne traita plus le Portugal qu'en vassal. Cette marine de guerre, à elle seule, n'aurait pas pu, sans doute, assurer la sécurité des liaisons avec le Brésil sans la participation de l'Angleterre. Du moins lui aurait-elle permis d'être plus

respecté de son alliée, dans la mesure où le Portugal, brandissant la menace de son ralliement aux Franco-Espagnols, aurait rompu la balance des forces navales à son détriment. A cet égard la responsabilité de Jean V fut totale [36].

Après les traités d'Utrecht, tout en restant fidèle à l'alliance anglaise à laquelle il confia la défense de ses liaisons maritimes, il n'eut plus en effet qu'un seul souci: préserver le Portugal de tout conflit européen. Il y réussit jusqu'à sa mort en 1750. Voulant éviter tout nouvel affrontement avec l'Espagne, il refusa d'adhérer à la Quadruple-Alliance de 1718 formée pour contrecarrer les ambitions italiennes de Philippe V. C'est aussi ce qui l'amena à conclure le double mariage luso-espagnol[37]. Il ne se mêla pas de la succession de Pologne et déclara sa neutralité dans la guerre de la Succession d'Autriche. Comme il se contentait d'ouvrir ses ports à tous les belligérants, l'Angleterre ne lui en demanda pas plus. Ainsi le Portugal devint-il une puissance de troisième ordre, sans velléité d'intervenir dans la grande politique internationale, mais seulement désireuse de jouir en paix des immenses richesses du Brésil.

Les relations avec la France restèrent délicates pendant tout le règne de Jean V. Après Utrecht, les deux couronnes avaient renoué. Mais, dans la mesure où le traité Methuen avait consacré la satellisation économique et politique du Portugal par l'Angleterre, leurs rapports politiques ne pouvaient être que froids, voire inexistants. Avec un Bourbon sur le trône d'Espagne, une éventuelle alliance portugaise ne pouvait plus être d'aucune utilité politique et militaire pour la cour de Versailles. Le seul but que, sans grandes illusions, se proposa la diplomatie française tout au long du XVIIIe siècle, fut d'obtenir de la cour de Lisbonne un traité de commerce qui mettrait la France sur le même pied que la Grande-Bretagne.

Dès 1720 d'ailleurs, une nouvelle rupture intervint. Le régent de France, Philippe d'Orléans, mécontent de la mauvaise volonté portugaise à l'égard du commerce français, s'opposa à la présence d'un diplomate portugais au congrès de Cambrai: l'ambassadeur de France, l'abbé de Mornay, fut rappelé et l'ambassadeur de Portugal, le comte de Ribeira Grande, fut prié de faire ses bagages. Jusqu'en 1737, les deux souverains ne furent plus représentés dans leurs capitales respectives que par des chargés d'affaires. A cette date, devant la probabilité d'une guerre avec l'Angleterre, la France prit l'initiative de renouer avec le Portugal, car elle espérait le convaincre d'observer une

neutralité active qui, en cas de conflit, fermerait les ports portugais à ses adversaires. Ce fut sans succès [38].

LE CONTENTIEUX LUSO-ESPAGNOL EN AMÉRIQUE DU SUD

Malgré sa soif de paix, Jean V ne put éviter des incidents graves avec l'Espagne, qui auraient pu entraîner une guerre générale si leurs alliés respectifs, l'Angleterre et la France, étaient venus à leur secours.

Depuis toujours les Portugais avaient considéré le Rio de la Plata comme la limite sud du Brésil. A la fin de 1530, D. Joâo III y avait envoyé une armada, qui, entre autres missions, devait placer des *padrões* (des bornes aux armes de Portugal) sur la rive nord de ce fleuve, afin de signifier sans équivoque que la région appartenait à sa couronne. Ils furent effectivement implantés l'année suivante. En outre, sur les cartes portugaises de l'époque, le méridien de Tordesillas (47° 34') était systématiquement déporté vers l'ouest pour englober le Rio de la Plata. Les Espagnols n'étaient pas de cet avis et affirmaient que le Rio de la Plata et les régions adjacentes, se trouvant à l'ouest de ce méridien, leur appartenaient de droit. Comme les moyens de délimiter avec rigueur les longitudes manquaient, il n'était pas possible d'établir avec certitude le tracé du méridien. La question resta donc en suspens. Du reste, la valeur économique réduite de la zone en litige, les luttes avec les Français et, plus tard, avec les Hollandais, finirent par la faire tomber dans l'oubli.

Tout de suite après la signature du traité de paix avec l'Espagne en 1668, l'attention de D. Pedro Il fut attirée sur la convenance de procéder au peuplement de la rive nord du Rio de la Plata afin d'assurer la possession définitive de la frontière naturelle du Brésil au sud. A cet effet fut fondée en janvier 1680 une colonie en face de Buenos Aires: elle reçut le nom de *Nova Colónia do Sacramento.* La réplique des Espagnols ne se fit pas attendre: en août de la même année, le gouverneur de Buenos Aires l'attaqua avec des forces puissantes, et après avoir maîtrisé une résistance désespérée de sa petite garnison, il l'occupa. A la nouvelle de cette agression insolite, D. Pedro II protesta énergiquement auprès de la cour de Madrid. Sous le sceptre du faible Charles II, l'Espagne traversait une

période de crise dans tous les domaines. Elle ne voulut pas se charger d'un conflit avec le Portugal à cause d'une terre lointaine sans valeur. Son gouvernement ordonna la restitution de la *Nova* Colónia.

Comme on pouvait s'y attendre, les Espagnols qui vivaient dans la région furent indignés de l'attitude de leur roi. Dès qu'ils apprirent que Philippe V avait commencé la guerre avec le Portugal, ils s'empressèrent de réparer l'insulte. Le 2 octobre 1704, le gouverneur de Buenos Aires traversa le Rio de la Plata avec 1700 hommes, attendit que se joignissent à lui 4000 Indiens venus des missions du Paraguay et, le 1er janvier 1705, il mit le siège devant *Nova Colónia*. Les Portugais, qui n'avaient pas alors au Brésil des forces suffisantes pour les repousser, l'abandonnèrent. Les traités d'Utrecht en ayant reconnu la possession à la couronne de Portugal, Philippe V fut contraint de la faire évacuer.

Sacramento devint rapidement l'entrepôt et la plaque tournante du commerce de contrebande avec Buenos Aires. Le roi d'Espagne ne put plus le tolérer, et ses soldats menèrent d'incessantes attaques sur la colonie[39]. A partir de 1716, pour assurer leur commerce et contenir l'expansion de l'adversaire, les gouverneurs de Buenos Aires et du Sacramento se surveillèrent de près, et tentèrent de fonder des postes sur les autres points de la rive gauche de l'estuaire. Le conflit atteignit son paroxysme en 1723, quand les Portugais lancèrent une petite expédition de 150 hommes qui établit un point d'appui à Montevideo, en aval de Sacramento. Faute de moyens, ils durent l'abandonner l'année suivante. Les Espagnols s'y installèrent immédiatement et fondèrent la cité portuaire de Montevideo en 1726. Le conflit en resta là quand les deux couronnes résolurent un rapprochement consacré par les mariages de D. José, prince du Brésil, avec l'infante d'Espagne, et de D. Fernando, prince des Asturies, avec l'infante de Portugal.

La présence espagnole à Montevideo rendit difficile les communications de Nova *Colónia* avec le Sud du Brésil et Rio de Janeiro. Pour y remédier les Portugais décidèrent de s'installer dans les terres du Sud du Brésil qu'ils n'avaient pas encore colonisées [40]. Or, en 1735, un incident ridicule, provoqué à Madrid par le personnel de l'ambassadeur de Portugal, entraîna la rupture des relations diplomatiques entre les deux couronnes [41]. Ce fut un excellent prétexte pour le gouverneur de Buenos Aires d'attaquer le

Sacramento, qui résista d'octobre 1735 à septembre 1737. Entre-temps, Lisbonne avait demandé l'aide de son allié anglais. Pour s'opposer à une éventuelle invasion du Portugal par les Espagnols, Londres envoya une escadre de 26 vaisseaux de ligne, commandée par l'amiral Norris, et promit un corps expéditionnaire de 20000 hommes. L'esprit pacifique de Jean V l'emporta: il chargea son frère l'infant D. Manuel de provoquer une médiation française, et un armistice fut signé à Paris le 16 mai 1737. Il sauva Sacramento et le *statu quo* fut maintenu.

C'est alors que dans les deux pays des voix s'élevèrent pour que l'on réglât le problème une fois pour toutes. Du côté portugais, Alexandre de Gusmâo fut l'inspirateur et le maître d'oeuvre de l'accord. Conseiller royal depuis longtemps et diplomate expert, il était né à Santos et connaissait bien le Brésil. Il voulait arriver à un règlement global et définitif sur la reconnaissance mutuelle des possessions de facto des deux puissances ibériques en Amérique du Sud. A l'inverse des négociants de Lisbonne, il ne croyait pas au futur d'un Sacramento portugais et il pensait que l'on pourrait obtenir un bénéfice de sa cession. Selon lui, le futur du Brésil s'identifiait à l'Amazonie. Encore peu connue, elle était, selon les préjugés de l'époque, réputée très riche, parce qu'elle se trouvait dans une région chaude. Gusmão avançait un autre argument: la parfaite inutilité de la colonie du Sacramento qui cumulait tous les inconvénients, alors que Rio Grande de São Pedro réunissait tous les avantages. Enfin, un accord avec l'Espagne signifiait la reconnaissance des droits du Portugal sur l'intérieur du Brésil qui jusque-là avaient été plus que douteux.

Du côté espagnol, le ministre Carvajal estimait que c'était payer très cher la possession du Sacramento, d'autant plus que le territoire réclamé par Gusmâo incluait les prospères Siete *Misiones* des Jésuites, et qu'il savait que ces derniers s'opposeraient à leur cession. Cependant, le désir d'arriver à un accord était si fort à Madrid que les conditions portugaises, impliquant une petite concession en Amazonie et la totale renonciation à réclamer les Philippines, furent finalement acceptées par Ferdinand VI. Le traité de Madrid fut signé en 1750[42].

LA VAINE DÉFENSE DE L'ORIENT

En 1663, un jésuite portugais constatait que la vice-royauté de l'Inde était réduite à Goa, Macao, Chaul, Baçaim, Damâo, Diu, Mozambique et Mombaça, «avec quelques forteresses et lieux de moindre importance, en résumé des reliques et un peu du grand corps de cet État, que nos ennemis nous laissèrent, ou comme un mémorial de ce que nous avons possédé auparavant, ou comme un souvenir amer du peu que maintenant nous possédons ». Comment expliquer que, contrairement au Brésil, les Portugais s'avérèrent incapables de tout redressement en Orient? Ce sont les mêmes raisons géopolitiques que celles qui entraînèrent l'effondrement de la thalassocratie portugaise dans le dernier quart du xvle et dans la première moitié du XVIIe siècle.

La faiblesse de l'émigration et du peuplement portugais en Orient constituèrent le plus lourd handicap: en 1669, on avait estimé à quelque 1500 le nombre de Portugais blancs, de Sofala à Macao [43]. L'extrême insalubrité de possessions clefs comme Goa et l'île de Mozambique était une des causes principales de cet échec. Elle provoquait une forte mortalité due à la dysenterie, à la malaria et aux autres maladies tropicales. Les femmes, particulièrement exposées, mouraient souvent en couches [44].

A cela s'ajoutait la désertion constante des soldats, recrues récemment arrivées ou garnisons des forteresses. Lorsqu'en 1721 il fut question d'une expédition contre les Marathes, les seules troupes portugaises européennes disponibles étaient les 700 hommes du régiment de Goa, dont beaucoup étaient physiquement inaptes au service. « On ne peut compter sur la majeure partie des autres, parce que l'expérience nous prouve qu'ils ne servent qu'avec répugnance et sans que l'on puisse avoir confiance en eux. Parce que, bien qu'ils soient ponctuellement payés et alimentés, ils désertent quand même, sans la plus petite raison ou excuse, préférant travailler comme esclaves des musulmans, des Hindous et des hérétiques, qu'être les vassaux de leur roi. Et ceci, nous ne pouvons pas facilement l'éviter, parce que la majorité d'entre eux viennent du royaume en qualité d'exilés condamnés pour crimes infâmes, et par conséquent, l'on ne peut espérer ni courage, ni zèle de la part d'hommes de cette espèce dans une entreprise si difficile», se plaignait le vice-roi [45].

Or, aux XVIIe et xvm^e siècles, l'État de Goa avait un besoin urgent de défenseurs, car si les Hollandais ne les inquiétaient plus, et pour cause,

puisqu'ils avaient pris l'essentiel de leur empire, les Portugais avaient des ennemis aussi acharnés et dangereux, qui mettaient en péril les débris de leurs possessions: les Arabes d'Oman et les Marathes de l'Inde occidentale. Le vice-roi D. Pedro de Almeida rappelait à D. João V en 1746: « Cet État est une république militaire et sa préservation dépend entièrement de nos forces de terre et de mer. »

Cette ambiance de lutte continue, qui dura sans répit jusqu'à la fin du xvll[e] siècle, explique pourquoi, en comparaison avec le Brésil, si peu de femmes partirent avec les hommes, et que les paysans qui émigraient volontairement du Portugal et des îles préféraient tenter leur chance au Brésil: quelques tribus d'Indiens pouvaient y être cannibales, du moins ne possédaient-elles pas des mousquets et de l'artillerie, comme les Omanais et les Marathes.

Les Arabes d'Oman

Avant l'occupation portugaise de Mascate, les Omanais avaient été, durant des siècles, une race d'explorateurs maritimes. Leur navigation, cependant, était de type côtier et ne pouvait donc entrer en compétition avec les canons portugais en haute mer. Cela changea lorsqu'en janvier 1650 ils conquirent Mascate et capturèrent quelques bateaux portugais qui étaient dans le port. Très rapidement, les seigneurs d'Oman réussirent à constituer et à maintenir une marine, qui comprenait des bateaux de guerre construits sur leur modèle et ceux qu'ils prirent par la suite. Elle lutta contre l'armada de haut bord portugaise dans des conditions plus ou moins égales, entre 1650 et 1730, dans l'océan Indien.

Les Omanais envoyèrent des expéditions maritimes contre Mombaça en 1660-1661, mirent à sac la cité de Diu en 1668 et faillirent de peu conquérir *lafortaleza* de l'île de Mozambique, en 1670. Ils multiplièrent les attaques contre les possessions portugaises plus petites de la côte occidentale de l'Inde, à commencer par Bombaim (Bombay) en 1661. A la fin du XVII[e] siècle, ils avaient expulsé les Portugais de Mombaça et de toutes les îles ou cités-États swahilis, au long de la côte orientale de l'Afrique, au nord du cap Delgado (Pate, Pemba, Quiloa, Zanzibar, Melinde, etc.), dont ils réclamaient la souveraineté.

Malgré ses efforts, la couronne de Portugal ne put en venir à bout. Périodiquement, les vice-rois envoyaient depuis Goa de petites escadres, aussi bien pour secourir Mombaça[1] qu'afin de pourchasser les Omanais dans le golfe Persique. Mais ils manquaient de moyens sur place et, étant donné la longueur des voyages, les secours envoyés de Lisbonne arrivaient toujours trop tard.

Les actions navales étaient de peu d'envergure et, en chiffres absolus, les pertes des deux côtés ne furent pas énormes. Pour le petit Portugal, elles étaient cependant trop lourdes[46]. Des dissensions entre les Swahilis de l'Afrique orientale et leurs seigneurs omanais permirent aux Portugais de reconquérir provisoirement Mombaça en mars 1728, et de rétablir leur souveraineté sur toute la côte swahilie. Ils durent l'évacuer définitivement le 26 novembre 1729. Les domaines portugais de la côte orientale de l'Afrique furent réduits à une zone allant de cap Delgado au nord jusqu'à la baie de Lourenço Marques au sud. D'ailleurs, les offensives marathes sur Goa empêchèrent désormais tout projet d'expédition sur Mombaça.

Les Marathes

Dans le dernier quart du xvn[e] siècle, les Marathes constituaient déjà une menace pour le Portugal. Goa ne fut sauvée, en 1683, que par l'arrivée subite et inattendue d'une armée mongole. Ils profitèrent ensuite de la mort de l'empereur Aurangzeb (1707) et de la désagrégation de l'empire mongol pour étendre leur domination sur tout le Nord de l'Inde. Ils ne réussirent pas toutefois à former un empire et restèrent déchirés par des querelles internes entre des principautés pratiquement indépendantes [47].

Sur mer, les Marathes devinrent aussi de dangereux ennemis. Les corsaires les plus redoutables furent ceux que commandèrent les membres successifs de la famille Angria, dans la première moitié du XVIII[e] siècle. Leurs galiotes à deux mâts et leurs autres navires légers, bien armés, attaquaient tous les bateaux marchands de quelque nationalité qu'ils fussent, partout où ils voyaient la possibilité de le faire. Les marchands portugais en furent réduits à acheter des sauf-conduits aux Angria, qui garantissaient que leurs navires ne seraient pas molestés : douloureuse humiliation pour les

sujets du monarque qui s'intitulait encore *«senhor da conquista, navegaçiao e comércio»* de l'océan Indien.

A la fin de 1738, les Marathes décidèrent d'en finir avec la présence portugaise. Une armée de 40000 fantassins et de 25000 cavaliers envahit la «province du Nord », c'est-à-dire la frange côtière entre Damâo et Bombay [48]. Le 17 février 1739, ils mirent le siège devant Baçaim, qui avait, grâce aux renforts envoyés de Goa, une garnison de 1200 soldats, tant Portugais qu'auxiliaires indiens. Or, une seconde armée marathe fonça sur Goa, dont la défense avait été affaiblie. Rapidement, la capitale de l'Inde portugaise se trouva encerclée dans son île : le vice-roi, le comte de Samdomil, ne disposait plus que d'une voie libre sur la mer, qui permit son approvisionnement en vivres [49].

Sans troupes suffisantes pour garnir les ouvrages défensifs, les jours de Goa paraissaient comptés. Le comte de Samdomil décida d'évacuer les femmes et les enfants d'origine européenne ainsi que les religieux dans la forteresse de Mormugâo. En désespoir de cause, il résolut alors de négocier. Sans doute à cause de l'approche de la mousson qui rendait difficile le ravitaillement d'une grande armée, et afin de disposer de leurs forces pour d'autres théâtres d'opérations plus importants, les Marathes acceptèrent. Ils voulaient surtout conserver une porte ouverte par laquelle ils pourraient recevoir les armes et les munitions européennes, dont ils manquaient dans leur guerre contre les Anglais. La paix fut conclue le 2 mai 1739: moyennant une forte indemnité, les Portugais obtinrent un retour au statu *quo* ante.

Il n'en fut pas de même dans le Nord. Après un siège de trois mois, qui coûta la vie à 800 soldats portugais et à 12000 Marathes, Baçaim tomba le 16 mai 1739. La province du Nord était perdue: seules Damão et Chaul restèrent portugaises. Comme cette dernière n'avait plus aucun intérêt économique ou militaire, les Portugais l'abandonnèrent en septembre 1740 : en échange, les Marathes promirent de se retirer définitivement des terres qui environnaient Damâo.

Malgré la perte de la province du Nord, l'Inde portugaise était sauvée[50]. La famille Angria n'en continua pas moins d'être le cauchemar des navires portugais et anglais, qui ne pouvaient naviguer sur la côte de Malabar qu'en convois fortement escortés. Aussi, pendant la vice-royauté du marquis

d'Alorna, les Portugais tentèrent-ils de regagner le terrain perdu. Homme énergique, il organisa en 1746 une attaque combinée terrestre et navale surTiracol, principal repaire de corsaires marathes, qu'il remporta le 23 novembre 1746. Ces succès, désignés sous le nom de *«Novas Conquistas»*, n'empêchèrent pas l'insécurité sur la côte occidentale. Pour obliger les capitaines marathes à respecter les traités et à escorter les navires marchands, l'escadre portugaise de l'Inde était composée en 1750 de deux vaisseaux, deux frégates et de nombreux navires de port inférieur[51].

Les Portugais devaient aussi se protéger de leurs alliés anglais. La cession de Bombay en dot de Catherine de Bragance avait été d'autant plus mal vécue que ce comptoir était devenu un repaire de pirates, surtout à partir de 1697. Il s'agissait le plus souvent de quelques équipages de navires de la Compagnie anglaise des Indes, qui, après avoir assassiné leurs officiers, assaillaient et pillaient les navires qui passaient à leur portée. Ils allaient ensuite à Bombay vendre ou faire vendre à bas prix le produit de leurs rapines. Comme la Compagnie anglaise y trouvait son compte, elle se gardait bien de leur donner la chasse. Situation embarrassante pour les Portugais, à qui, en général, les pirates présentaient des documents prouvant qu'ils appartenaient à la Compagnie anglaise, lorsque leurs vaisseaux les interceptaient. Dans le doute, et voulant éviter tout conflit avec les Anglais, ils les laissaient partir. Quand le vice-roi se plaignait à Bombay des préjudices causés, on lui répondait qu'on n'y pouvait rien puisque ces marins étaient devenus des pirates incontrôlables.

Jusqu'à la perte de la province du Nord, les disputes sur les limites du port de Bombay furent un autre facteur de tension entre les deux alliés. La méfiance mutuelle prévalut durant la majeure partie du XVIIIe siècle. En 1750, le vice-roi, le marquis d'Alorna, se plaignait amèrement de l'arrogance des officiers de marine anglais du commodore Griffin et de l'amiral Boscawen, qui interceptaient la navigation commerciale portugaise dans le golfe du Bengale et avaient incorporé de force l'antique colonie portugaise de Meliapur dans la cité en expansion de Madrasta.

Il dénonçait également les tracasseries que les autorités de la Compagnie hollandaise des Indes orientales infligeaient aux navires portugais faisant escale à Malacca. Il avouait son impuissance : «J'ai agi à l'égard de ces deux nations avec la prudence qui est inévitable de la part de qui n'a aucune force

pour réprimer les insultes ou violences; car il n'est pas vivable d'arriver au point de provoquer un combat ouvert dans le présent état de choses. J'ai référé de cette affaire à Sa Majesté, pour qu'elle pût demander quelque satisfaction qu'elle aimerait des cours en question, et prendre la décision qui lui parût nécessaire. »

Bien entendu, les protestations présentées par la cour de Lisbonne à Londres et à La Haye furent dédaigneusement écartées: leurs respectives Compagnies des Indes orientales exerçaient une trop puissante influence dans ces deux capitales.

En Orient, la situation n'évolua guère pendant le gouvernement du marquis de Pombal [52] sinon sur le plan administratif: on décida, le 11 décembre 1752, de détacher de *l'Estado da lndia* le Mozambique et toute la côte comprise entre le cap Delgado et la baie de Lourenço Marques. Cette mesure s'imposait depuis longtemps. Elle contribua au développement économique et social du Mozambique et lui évita le sort de Mombaça. En même temps, elle libéra de ce poids *l'Estado da Índia* qui put regrouper ses faibles moyens militaires contre les menaces toujours latentes des Marathes.

Sous le gouvernement du comte de Alva (1754-1756), l'unique vice-roi qui mourut au combat, les Portugais perdirent pratiquement toutes les *Novas Conquistas.* En 1760, la cité de Goa fut abandonnée, la capitale étant transférée à Pangim. Par la suite, le terme « Goa» désigna l'ensemble du territoire portugais lié à la cité. Les victoires des Anglais sur les Marathes n'empêchèrent pas les exactions de leurs corsaires sur les navires portugais.

La lutte contre les Barbaresques

Dans les mers proches du royaume, le commerce portugais pâtissait des exactions d'autres pirates. Les corsaires marocains de Salé guettaient aussi bien les grands vaisseaux de commerce que les simples barques de pêcheurs de l'Algarve. Lorsque l'occasion se présentait, les Barbaresques n'hésitaient pas à attaquer les navires marchands qui allaient au Brésil et en Orient ou en revenaient.

Habituellement, ils suivaient de plus ou moins près les convois afin d'intercepter un ou plusieurs d'entre ceux qui s'en éloigneraient pour une

raison ou pour une autre. Retenons trois exemples parmi beaucoup d'autres. En mai 1723, sept navires marchands, escortés de trois autres armés en guerre, appareillèrent de Porto afin d'aller en droiture au Brésil. Le convoi dut subir à deux reprises une attaque des Barbaresques, notamment à la hauteur du cap Vert. Il résista et le capitaine qui le commandait fut vivement félicité par le vice-roi à son arrivée au Brésil.

A la fin de 1726, trois riches vaisseaux marchands venant du Maranhâo furent attaqués et pris près de la côte portugaise par deux pirates. Ils furent délivrés par un vaisseau de guerre : événement rare, car les marchands n'en crurent pas leur chance de rentrer sains et saufs à Lisbonne.

En décembre 1727, la flotte du Brésil, constituée par 25 navires marchands, auxquels s'était joint un vaisseau pour l'Inde, appareilla de Lisbonne, escortée par des bateaux de guerre. Une tempête provoqua le naufrage de l'un d'eux, mais l'équipage fut sauvé. Puis ce fut le tour de trois autres navires qui se séparèrent du convoi. Ils furent interceptés par deux pirates. L'un put s'enfuir. Les autres essayèrent de se défendre, et finirent par être sauvés par un vaisseau de guerre qui patrouillait sur la côte. L'armada surveillait en permanence les eaux côtières pour protéger la marine marchande.

Les principales victimes des pirates étaient les embarcations de pêcheurs qu'ils attaquaient en vue de capturer les marins qu'ils vendaient comme esclaves sur le marché d'Alger. Les Algériens sévissaient tout comme les Salétins: la piraterie était pour eux une activité économique aussi respectable que le commerce et l'agriculture. Dès que l'hiver était terminé, le dey d'Alger vendait à l'encan des lettres de privilège pour aller pirater dans des zones déterminées. Les armateurs devaient ensuite trouver des capitaines et des marins expérimentés et appareiller leurs navires. La majorité de ceux qui venaient sur la côte portugaise étaient des chébecs qui pouvaient naviguer au plus près de la côte et échapper ainsi à la vigilance des vaisseaux et des frégates qui patrouillaient plus au large. Quand ils ne réussissaient pas à prendre des embarcations de pêcheurs, les pirates débarquaient. Guidés par les renégats qu'ils emmenaient avec eux, ils capturaient les paysans qui allaient sans méfiance dans leurs champs. On les trouvait aussi postés à la barre du Tage, d'où ils poursuivaient jusque sous le fort de Cascais les bateaux de pêcheurs qui sortaient de la rivière. Le roi,

bien entendu, les faisait pourchasser par ses vaisseaux, mais ils s'avéraient peu maniables et peu efficaces pour réduire de petites embarcations [53]. La meilleure protection était en réalité celle qu'organisaient les communautés de pêcheurs et les populations riveraines, en permanence sur leurs gardes[54].

1 Il indiquait que l'arrobe valait 30 livres en poids de marc.

2 Parmi les *bandeirantes* les plus célèbres, on peut noter le pauliste Fernão Dias Pais, qui mourut en 1681, au cours d'une *bandeira* lancée à la recherche des mines fabuleuses d'émeraudes, les mines légendaires de Sabarabuçu.

3 Les habitants de São Paulo.

4 Antonil, *Cultura e Opulência* do *Brasil...*, éd. A. Mansuy Diniz Silva, 3e partie, chap. v.

5 A partir de 1697, le gouverneur Artur de Sá e Meneses fit des voyages dans les régions aurifères pour y mettre un peu d'ordre et veiller à ce que la part du roi, le quint *(quinto),* fût prélevée sur les quantités d'or découvertes. En 1702 fut promulgué un règlement des mines d'or de São Paulo qui plaçait notamment à la tête de ces régions un représentant du roi, le superintendant des Mines.

6 Le consul de France en portait témoignage lorsqu'il annonçait l'arrivée des flottes du Brésil en avance de deux mois: « Le peu de temps que ces vaisseaux ont resté là-bas, et la quantité de marchandises qu'il y a, n'ont pas donné lieu à faire le commerce, aussy plusieurs bastiments sont restés et les marchands d'icy ne témoignent pas beaucoup de joye, quoyque cette arrivée soit imprévue. On dit icy publiquement que les mines d'or ruinent le Brésil, parce que tout le monde y courre et néglige la culture des sucres et des tabacs. De plus, comme l'Inquisition a pris une grande quantité de juifs au Rio, tous riches et maîtres de moulins de sucre, il n'y en a plus de 25 qui ne sont point travaillés et sont abandonnés. Aussy de cet endroit, n'envoient-il que mil caisses. »

7 En 1699, le Brésil avait exporté pour le Portugal 206 774 arrobes de tabac, en 1701, 238 768, en 1702, 2151555, en 1703, 203978, et en 1704, 141090 (C. A. Hanson).

8 De cette prépondérance britannique dans le commerce luso-brésilien, les témoignages et les preuvres chiffrées abondent. Retenons par exemple que, en 1731, le consul de France Montagnac signalait que sur la flotte de Pernambouc, les Anglais possédaient toujours les deux tiers des intérêts, alors que Français, Italiens, Hollandais et Portugais se partageaient le dernier tiers.

9 Il y avait pourtant des chevauchements, voire des conflits de compétence, avec deux autres conseils royaux: pour les affaires de finances, avec le *Conselho da Fazenda,* et pour les affaires ecclésiastiques, avec la *Mesa da Consciência e Ordens.*

10 Après l'expulsion des Français de la région de Rio de Janeiro, le gouvernement fut scindé en deux en 1572, avec un Governo do Norte, dont le siège resta à Bahia, et un *Governo* do *Sul* établi à Rio de Janeiro, pour mieux défendre les territoires du Sud. L'expérience ne fut pas concluante, et l'on revint à un gouvernement unique en 1577. Un nouveau dédoublement entre 1608 et 1612 ne s'avéra pas indispensable.

11 Ce système fut à l'origine de ce que l'on appelle au Brésil le coronelismo, une variété de caciquisme qui marque encore profondément certaines régions, notamment le Nordeste.

12 L'ambassadeur Chavigny rapportait cependant en 1740 que Jean V, pourtant fervent de culture française, comprenait parfaitement cette langue, mais ne la parlait pas.

13 J. Verissimo Serrão s'élève contre cette imputation, en faisant remarquer que la seule liaison avec une religieuse qu'on lui connut, avec certitude, fut celle qu'il entretint, de 1717 à 1730, avec PaulaTeresa da Silva (1701-1768), religieuse du couvent d'Odivelas, qu'il fréquenta assidûment et dont il eut un fils, D. José de Bragance. Il reconnut deux autres bâtards, D. Gaspar et D. António, appelés les Meninos de Palhavâo, qu'il eut d'une Française.

14 Même les séquelles de son apoplexie ne l'empêchaient pas d'y assister: le roi de Portugal «a fait ces derniers jours quelques petites promenades sur mer et carosse qui ne luy ont pas mal réussi, mais il est vraisemblable qu'il ne se sera déterminé à cet exercice que pour accoustumer sa cour à la voir assister à un auto da fé qui est annoncé pour dimanche prochain: on craint, et avec raison, une journée si rude pour luy. Son goût pour cette sorte de spectacle l'emportera, tant les préjugés de l'éducation ont de puissance... » (Chavigny au ministre Amelot, le 30 octobre 1742).

15 Son «goût pour la moinerie» ne fit que s'exacerber après sa première attaque d'apoplexie. Pour cela il ne manquait pas de moyens. Selon les estimations de Chavigny en 1743, la flotte de Rio de Janeiro apportait en nature ou en effets précieux près de 60 millions de livres tournois, dont 10 pour le roi de Portugal lui-même: il les engloutit en dépenses somptuaires. «Beaucoup de gens restent ruinés, et la miséricorde, et l'hôpital aussi», se plaignait à sa mère la princesse du Brésil.

3. Dans ses instructions à Chavigny en 1740, Louis XV remarquait: «Le roi de Portugal est un prince entier dans ses sentiments, et qui gouverne plus despotiquement que n'ont fait son père, son oncle et son aïeul: on lui rapporte généralement toutes les affaires de son royaume, et il ne se fait rien qu'il n'ait auparavant donné ses ordres; mais il n'est pas certain que les affaires lui soient toujours rapportées dans le vrai. » Pour mieux consolider l'alliance avec les Habsbourg pendant la guerre de Succession d'Espagne, il avait épousé l'archiduchesse Marie-Anne d'Autriche, fille de l'empereur Léopold 1er et sœur de l'empereur Charles VI. Elle fut par conséquent la tante de la grande Marie-Thérèse. De ses trois frères, seul le dernier, l'infant D. Manuel, eut une personnalité assez attachante: pour connaître l'Europe, il s'embarqua sur un navire, sans l'autorisation du roi, et il y mena pendant vingt ans

une vie aventureuse, avant de revenir au Portugal en 1734. L'aîné, l'infant D. Francisco, était un demi-fou, féroce et cruel. Le comte de Baschy remarquait, en 1754, à propos de son bâtard D. João: « Je perds peu de n'être pas en commerce avec Don Juan, qui, sous quelque dehors de politesse haute, conserve toute la férocité du caractère de l'Infant D. Francisco, son père, qui le poussait jusques à tirer de sang froid sur les hommes. »

16 «Le roi de Portugal s'est fait l'objet, qu'il suit très constamment, de mettre sa couronne au rang des principales de l'Europe. Il est d'autant plus difficile de le détourner de cet objet, que ce n'est pas sans succès en plusieurs points qu'il en est occupé depuis longtemps, et qu'une condescendance obtenue du roi lui sera un titre et un prétexte pour en prétendre une autre; c'est pourquoi Sa Majesté ne peut être trop attentive à toutes les nouveautés que ce prince voudroit entreprendre [allusion sans doute au titre de Majesté Très Fidèle] », peut-on lire dans les instructions que Louis XV donna au chevalier de Chavigny à son départ en ambassade à Lisbonne.

17 Jean V avait aussi envisagé de faire édifier à Lisbonne un magnifique palais royal accolé à sa patriarcale: il en demanda les plans à Filippo Juvara, mais il dut y renoncer et se contenter d'agrandir et de décorer fastueusement le vieux *Paço da Ribeira* de D. Manuel et de Philippe II.

18 Nicolas Nasoni fit pénétrer le goût du baroque dans le Nord du pays, surtout à Porto qui en devint la capitale, où son œuvre principale fut l'église des Clérigos, édifiée entre 1731 et 1749. Il y construisit aussi les beaux palais du Freixo et de São João Novo, et édifia de beaux solares, notamment celui du *morgado* de Mateus, pour la riche noblesse du Douro. L'influence de Nasoni

fut moins marquée à Braga, où l'architecte Andrés Soares da Silva, par une ornementation plus exubérante, fit revivre, dans une certaine mesure, le souffle du manuélin. Le baroque, touché par le goût rocaille, est surtout représenté près de Lisbonne par le ravissant palais de Queluz, que fit édifier le fils cadet du roi, l'infant D. Pedro, le futur roi consort Pierre III, par un architecte portugais formé à Mafra, Mateus Vicente.

19 C'est de cette école que sortit le sculpteur le plus notable de l'époque suivante, Machado de Castro (1732-1822), dont l'œuvre la plus connue est la statue équestre du roi D. José sur le Terreiro do Paço, mais auquel on doit aussi les figures allégoriques de l'église d'Estrela ou du palais de Pombal à Oeiras et du palais d'Ajuda. En dehors de cette école de Mafra, il y eut «le sculpteur de la ville de Braga», Jacinto Vieira.

20 Mort prématurément, il ne put faire école et il est resté un peintre français hors de France. Le plus notable des peintre portugais de Jean V fut Francisco Vieira de Matos (1699-1783), ditVieira Lusitano, nommé peintre du roi à la mort de Quillard: il fut, comme celui-ci, un portraitiste réputé, mais beaucoup de ses œuvres disparurent dans le tremblement de terre de 1755. Andres Gonçalves (1692-1763), disciple d'un Italien, fut un artiste fécond mais médiocre, qui inonda les églises de ses pastiches italianisants, copiés sur des gravures. Un émule de Vieira Lusitano, Inácio de Oliveira Bernardes, fut employé par Jean V pour la décoration de Mafra.

21 Cet art qui commença au début du XVIIe siècle se développa surtout à partir de 1670 sous une forme que l'on appelle « style national ». Il dura jusque vers les années 1720, où le goût italianisant du souverain fit triompher le baroque: ce fut la «*talha joanina* ».

22 Le style rocaille apparut à partir de 1736, avec Bartolomeu Antunes qui introduisit la polychromie dans les *azulejos.* La fabrique du Rato produisit plus tard des carreaux de faïence de moindre qualité, au décor simplifié, pour concurrencer les porcelaines de la Compagnie des Indes que l'aristocratie faisait venir en grand nombre depuis un siècle.

23 D. Luis da Cunha, qui était lui-même amateur d'art et collectionneur, acheta pour son compte de nombreuses peintures et de la vaisselle d'argent et de vermeil. Comme ses moyens n'étaient pas à la mesure de ses goûts, il dut céder à Jean V contre le remboursement de ses dettes son argenterie et son cabinet de peinture qui rejoignirent les collections royales.

24 Cette acquisition représentait plus de cent trois volumes, comprenant dix mille pièces. Le comte de Tarouca, en 1725, acheta aussi pour le roi la bibliothèque de Pierre Husson, grand éditeur protestant d'origine française, installé en Hollande. Notons au passage que ces commandes n'étaient pas seulement destinées à la Bibliothèque royale, mais aussi à la bibliothèque de l'université de Coïmbre que Jean V créa en 1716, et dont le décor et la mise en place s'achevèrent vers 1728.

25 C'est ainsi que le comte de Tarouca acheta pour le roi, en 1722, l'atlas en 103 volumes de la collection Boendermaker. Il ne put malheureusement en sauver que 60, lors de l'incendie de sa résidence à La Haye. Comme JeanV avait fait venir à Lisbonne deux astronomes pour installer un observatoire royal au collège jésuite de Santo Antão, il ordonna à tous ses représentants dans les divers pays d'Europe de lui envoyer des informations sur les observatoires qui y existaient. C'est ainsi qu'en 1724, le comte de Tarouca et D. Luis da Cunha, entre autres, reçurent l'ordre de lui envoyer des dessins et des descriptions des observatoires d'Allemagne, des pays nordiques et de Paris.

26 Par une *alvará* du 14 août 1721, il interdit toute destruction du patrimoine culturel et artistique du royaume, « si préjudiciable à la réputation et à la gloire de l'antique Lusitanie, dont la domination et la souveraineté Dieu a bien voulu me donner». Et toutes les câmaras du pays étaient

chargées de faire appliquer cet ordre scrupuleusement, et tenues pour responsables « de la conservation et de la garde de toutes les antiquités, déjà découvertes ou à inventer dans les termes de leur district».

27 Le mécénat littéraire de Jean V s'étendit à la protection qu'il accorda à des lettrés et érudits dont il favorisa la publication des œuvres. Retenons comme exemple le travail considérable et irremplaçable du généalogiste, le père D. António Caetano de Sousa, dont Jean V fit imprimer à Lisbonne, de 1735 à 1748, les 12 tomes de son *História Genealógica da Casa Real Portuguesa*, qui contient en réalité, à l'exemple du P. Anselme en France, la généalogie et l'histoire des grandes familles nobles, puisqu'elles étaient toutes plus ou moins unies par des liens de parenté à la maison de Bragance, et les 6 tomes de *Provas...*, de 1739 à 1748.

28 Il composa surtout de la musique instrumentale pour orgue et pour clavecin. On peut noter deux autres compositeurs que le souverain envoya à Rome: António Teixeira, dont l'œuvre fut perdue dans le tremblement de terre de 1755, et Francisco António de Almeida, qui fut l'auteur de plusieurs opéras, comme *La Spinalda*, chantée en 1729.

29 Le seigneur le plus proche du roi était D. Jaime de Melo, fils du duc de Cadaval, son confident et son compagnon de plaisir, mais « on ne dit rien de lui, car il ne se soucie de rien». Ce Conseil d'État comprenait habituellement seize personnes: treize grands seigneurs et les trois archevêques du royaume, celui de Braga, primat de Portugal, celui de Lisbonne et celui d'Évora. Jean V décida en 1717 d'y faire entrer le patriarche de Lisbonne, dont il avait nouvellement obtenu la création par le Saint-Siège, et auquel il donna la préséance sur tous les autres membres du Conseil, malgré les protestations du duc de Cadaval et de quelques autres.

30 D'une famille de l'Algarve peu connue, il avait fait une carrière de magistrat. Pierre II l'avait ensuite employé dans des missions diplomatiques.

31 Petit-fils d'un desembargador du tribunal de Lisbonne, il était né en 1664. Ayant commencé sa carrière à Coïmbre comme député de l'Inquisition, il fut ensuite inquisiteur à Lisbonne en 1700, puis inquisiteur général en 1707. En 1712, Jean V le nomma grand aumônier et lui obtint le chapeau de cardinal. Torcy signalait déjà en 1713 l'influence du cardinal da Cunha: «grand inquisiteur et grand aumônier, il doit sa fortune au goût du roi de Portugal pour l'ornement de sa chapelle. C'est sur cet unique fondement que sont appuyées les charges qu'il possède et la confiance que son maître lui donne».

32 Pedro da Mota, frère du cardinal, reçut le département du Royaume, António Guedes Pereira, celui de la Marine et de l'Outre-mer, et Marco António de Azevedo, alors envoyé en Angleterre, celui des Affaires étrangères et de la Guerre.

33 A son arrivée à Lisbonne en 1740, l'ambassadeur Chavigny avait d'abord cru que le secrétaire d'État des Affaires étrangères, Marco António de Azevedo, était le ministre principal: « Quoiqu'il n'ait pas le titre de Premier ministre, il en a toute la représentation. Les secrétaires d'État, ainsi que tous ceux qui sont chargés de départements lui rendent compte. Il a la faculté de voir son Maître à toute heure... »Il se rendit compte rapidement de son erreur: si le cardinal da Cunha n'était « plus rien », l'influence du cardinal da Mota en revanche ne cessait de croître: « Son crédit s'augmente et s'affermit de plus en plus; il a du bon esprit, des mœurs extrêmement douces et agréables... » Il se plaignait cependant du mauvais fonctionnement de ce système ministériel: la lenteur de la cour de Lisbonne à négocier était désespérante. Il s'en prenait d'abord à l'habitude de Jean V « de ne rien finir dans les affaires publiques, si ce n'est à la dernière extrémité». Quant au cardinal da Mota « qui pourroit l'aiguillonner, il auroit grand besoin de l'être luy-même. Il ne se fie qu'à luy, parce qu'il ne se fie à personne, ce qui fait un travail long et indécis ».

34 Déjà en 1749, le consul DuVernay donnait la liste des présidents des *conselhos* du royaume: le marquis de Gouveia était à la tête du *Desembargo* do Paço, le comte deVimioso du Tribunal de conscience, le comte de Tarouca du Conseil d'outre-mer. Les trois *vedores* du Conseil des finances étaient le marquis d'Abrantès, le comte de Vilanova et le comte d'Unhão. Tous les députés de la *Junta* dos *Três* Estados ainsi que le directeur du Tabac et le président du Sénat de Lisbonne étaient des nobles titrés. Enfin le duc de Lalões était chancelier. Tous étaient liés par une étroite parenté. C'est cette aristocratie qui tomba sous les coups de Pombal.

35 Tous se disputaient faveurs et prébendes, ce qui donnait parfois lieu à des incidents assez cocasses, comme celui qui advint à propos de la sœur de Gusmâo, qui était religieuse dans un couvent de cordeliers à dix lieues de Lisbonne. Il la fit élire supérieure: «Une partie des religieuses n'ont pas voulu la reconnoître: elles se sont ameutées et même battues jusqu'à user de couteaux. » La querelle dégénéra en conflit entre le cardinal patriarche et le président du *Desembargo* do Paço, conflit qui alla jusqu'à Rome (dépêche de Du Vernay, du 20 mai 1750).

36 En 1741, Chavigny indique que Jean V fit procéder à une réforme de son armée par souci d'économie: depuis plusieurs années, «il ne veut pas entendre de pourvoir à aucun des emplois militaires qui vacquent, de quelque espèce qu'ils soient; et devenu plus avare qu'on ne le peut dire, il ne cherche qu'à épargner et sordidement, surtout pour prodiguer dans les nouveaux édifices qu'il entreprend pour sa Patriarchale. Nous pouvons donc tenir pour certain que ce Prince n'est ni en mesure ni en volonté de causer aucune inquiétude à ses voisins qui pût lui en attirer, et le troubler dans le genre de vie auquel il s'est abandonné, et qui empire chaque jour... » Il se plaint aussi souvent de la «nonchalance invétérée du roy de Portugal et de son ministère », comme de «leur crainte sourde et pusillanime de choquer l'Angleterre».

37 Voir p. 389.

38 Jean V envoya alors à Versailles son meilleur diplomate, D. Luis da Cunha. Le chevalier de Chavigny arriva en 1740 avec pour instructions d'obtenir du Portugal un traité de commerce et une neutralité active en cas de guerre. Il échoua sur les deux affaires et, pendant la guerre de la Succession d'Autriche, l'ouverture des ports portugais à la Royal Navy entraîna des moments de tension entre les cours de Versailles et de Lisbonne. Louis XV avait aussi chargé Chavigny de proposer les bons offices de la France dans le sempiternel conflit luso-espagnol sur le Rio de la Plata. L'ambassadeur avait dans sa suite, en qualité de gentilhomme d'ambassade, son neveu Vergennes. Le futur ministre de Louis XVI reçut là son initiation à la diplomatie et rédigea un intéressant mémoire sur la question du Sacramento.

39 La position stratégique des Espagnols était infiniment plus avantageuse que celle des Portugais. Séparée seulement de 15 milles de Buenos Aires par l'estuaire, Colónia do Sacramento l'était de centaines de milles de Rio et des autres principaux ports brésiliens: en termes de navigation, un jour de voyage pour Buenos Aires, 7 pour Santa Catarina et 14 pour Rio. Il aurait donc fallu une population importante et une forte défense. Or, jusqu'en 1718, la couronne de Portugal n'y envoya pas de familles de colons. D'ailleurs, elle ne dépassa jamais les 3000 habitants.

40 Les Portugais commencèrent par occuper la côte de Santa Catarina et son arrière-pays, grâce à des colons venus des Açores qui représentaient en 1749 un total de 4197 habitants. Puis l'on progressa au sud de Santa Catarina: en 1737, la ville de Sâo Pedro do Rio Grande fut fondée et la région obtint son autonomie administrative par rapport à Sâo Paulo: Santa Catarina et Rio Grande devinrent des sous-capitanies, dépendant directement de la capitanie générale de Rio de Janeiro. En outre, en 1738, une route entre Sâo Paulo et Laguna avait été ouverte.

41 Le 20 février 1735, en effet, au Prado, des gens parmi lesquels se trouvaient deux laquais de l'ambassadeur du Portugal avaient arraché un prisonnier des mains des soldats et officiers de justice. Ce prisonnier avait trouvé refuge dans l'ambassade. Sur l'ordre de Philippe V, un grand nombre de soldats, commandés par trois officiers, avaient violé l'immunité diplomatique en y entrant et en s'emparant des deux laquais. L'ambassadeur Pedro Álvares Cabral protesta en disant qu'il avait désapprouvé la conduite de ses laquais et qu'il n'avait pas consenti à ce que le prisonnier demeurât davantage chez lui. A cette nouvelle, Jean V convoqua le conseil d'État, après quoi un détachement de soldats pénétra dans l'ambassade d'Espagne et s'empara de tous ses laquais. En outre il fit expulser l'ambassadeur Capecelatro.

42 Le traité de Madrid rendait caduc celui de Tordesillas (1494) qui n'avait plus rien à voir avec la réalité. A l'exception de l'échange du Sacramento contre les Siete Misiones, les deux puissances ibériques adoptèrent le principe de *l'uti possidetis*, c'est-à-dire que «chacune des parties retient ce qu'elle a occupé». Les frontières des possessions espagnoles et portugaises, aussi bien en Amazonie qu'au sud, seraient tracées par une commission mixte.

43 Comme auparavant, il y avait très peu de femmes qui émigraient. A la différence de la couronne d'Espagne, celle de Portugal, à l'exception des « orphelines du roi», les décourageait de partir, au moins jusqu'au début du XVIIIe siècle. Encore en 1750, la marquise de Távora, femme du vice-roi, eut beaucoup de peine à obtenir de la Couronne la permission d'accompagner son mari.

44 Pour les trente premières années du XVll^{e} siècle, d'après les archives de l'Hôpital royal pour les soldats de Goa, 25000 Portugais moururent, sans compter ceux qui mouraient dans les lieux *d'aboletamento* (logements des gens de guerre chez les particuliers), ou en service à bord des navires des flottes portugaises. Il n'y a aucune raison de penser que cela se soit amélioré dans les cent cinquante années qui suivirent. A Goa, au XVIIIe siècle, des quartiers entiers furent abandonnés à la forêt: en 1760, la *Velha* Goa fut officiellement abandonnée pour occuper le lieu plus petit mais plus sain de Pangim.

45 Vingt-cinq ans plus tard, le vice-roi D. Pedro de Almeida, marquis de Castelo Novo, écrivait au secrétaire d'État pour l'informer qu'il ne savait que faire pour lutter contre le courant de désertion. Il avait conscience que la meilleure manière d'empêcher les soldats de déserter, c'était de les payer, de les vêtir et de les alimenter, et de ne pas les exaspérer avec des châtiments trop brutaux. « C'est de cette façon qu'ils sont traités dans cet État, et cependant, en dépit de tout, les désertions sont si nombreuses et si fréquentes, que je crains que rapidement nous n'ayons plus un seul soldat européen».

1. Les efforts que fit Pierre II pour secourir puis pour reprendre Mombaça sont exemplaires de l'impuissance des Portugais à résister aux Omanais. A la nouvelle du siège, il envoya une escadre de secours de deux vaisseaux de ligne et trois frégates, avec 950 soldats, qui quitta Lisbonne le 25 mars 1699, et n'arriva à Mozambique

que le 15 juillet, date où les Portugais apprirent la chute de Mombaça. Ne pouvant se procurer des pilotes à Zanzibar pour les conduire à Mombaça, ils partirent pour Goa, où ils arrivèrent avec 300 morts de maladie, et le reste en piteux état: les Portugais s'obstinaient à mettre plus de 100 soldats sur chaque navire de l'Inde et le surplus en règle générale mourait pendant le voyage ou à leur arrivée à Goa. Le roi n'apprit la prise de Mombaça que le 26 mars 1700, et envoya en vain un nouveau navire. En 1701, D. Pedro envoya une nouvelle escadre de 3 frégates avec 800 hommes. Comme elle avait trop de malades et pas de pilotes à Zanzibar, elle alla directement à Goa. On peut noter la répugnance des pilotes portugais à naviguer d'eux-mêmes, ce qui montre bien l'état de décadence de la science nautique au Portugal. Le vice-roi décida alors d'organiser une expédition

pour la reconquête, avec le vaisseau et les deux frégates qui étaient à Goa et l'escadre du détroit que l'on attendait. Un cyclone tropical sur Goa entraîna la perte des trois navires avec leurs hommes. Les Portugais renoncèrent alors défmitivement à reconquérir Mombaça.

46 Le vice-roi, en faisant la relation du siège de Mombaça, qui dura de mars 1696 à décembre 1698, et de sa chute, parlait de 1000 morts portugais et de 10 000 natifs, tous sujets du roi, surtout à cause de l'atmosphère «infectée».

47 C'est grâce à ces divisions que les Anglais réussirent à imposer leur domination dans la seconde moitié du xvtu^{e} siècle.

48 La province du Nord comprenait les colonies portugaises sur une étendue de 60 milles sur la côte, entre Bombay, cédée avec réticence aux Anglais en 1665, et Damâo. Elle s'étendait sur 20 à 30 milles à l'intérieur sur quelques territoires. C'était la zone la plus productive du territoire indien que les Portugais avaient réussi à garder après les guerres désastreuses avec les Hollandais et avec les Omanais. Ses orgueilleux et riches habitants la dénommaient *« Dom Baçaim»*. Ce ne furent pas seulement eux, mais aussi bien des habitants de Goa, qui restèrent ruinés avec la guerre de 1737-1740, car « les propriétés de la noblesse et du clergé étaient presque toutes dans la province du Nord», comme le confiait le vice-roi à un émissaire anglais de Bombay, en octobre 1737.

49 La situation n'en demeurait pas moins grave. Les Marathes avaient envahi le district de Bardés au nord de l'île de Goa, dont les habitants s'étaient réfugiés dans les deux *fortalezas* d'Aguada et des Reis Magos. Le district de Salcède (sauf le plateau de Mormugâo), au sud, fut aussi occupé, et la *fortaleza* de Rachol encerclée.

50 Entre-temps, Jean V n'était pas resté sans réagir. A la nouvelle d'une attaque imminente sur Baçaim, il avait réuni à Lisbonne une grande escadre de secours, soit quatre vaisseaux de ligne et deux frégates transportant 2 000 soldats. Ce qui restait de l'empire d'Orient ne présentait plus guère de valeur économique, mais le prestige de sa couronne et son devoir envers les communautés chrétiennes étaient en jeu. Comme souvent dans le passé, le voyage ne fut ni facile, ni rapide, si bien que l'expédition ne servit à rien, car elle arriva à Goa trop tard et désemparée entre février et juin 1741. Des 2000 soldats embarqués, il en restait seulement 900.

51 Dès qu'arrivaient les navires du royaume, on commençait à organiser les convois pour le Nord et pour le Sud. Ils quittaient généralement Goa durant les mois d'octobre ou de novembre, chacun d'entre eux escorté par 2 vaisseaux ou frégates, aidés de quelques navires de port inférieur. Normalement les mêmes convois revenaient à Goa en décembre, afin de permettre à leurs passagers et leurs chargements d'embarquer sur les navires qui appareillaient pour le royaume tout au long du mois de janvier.

52 Voir chapitre xv.

53 En 1670, l'ambassadeur Saint-Romain écrivait à Colbert: «Il n'est pas possible de réduire avec de grands vaisseaux ces petits corsaires, et la meilleure guerre qu'on puisse leur faire est d'escorter les vaisseaux marchans, car en les empeschant d'en prendre, on les ruine et détruit plus qu'en leur prenant deux ny trois vaisseaux par an. Ce sont des particuliers qui arment pour gagner, et dez qu'ils ne pourront rien prendre, ils n'armerons plus. » Un demi-siècle plus tard, le consul de France Montagnac le faisait encore remarquer. En 1720, le gouvernement portugais avait envoyé un vaisseau de guerre de 70 canons pour les châtier. «Les Salétins s'en moqueraient. Ils seraient plus inquiets si, au lieu de ce gros navire, on mettait à leurs trousses un petit bâtiment de 20 ou 30 pièces, avec 200 hommes d'équipage: il se manierait beaucoup mieux pour les poursuivre qu'un vaisseau de ligne. »

54 Un exemple très curieux de ces mesures était les « *muletas* do *Seixal*», embarcations qui se dédiaient à la pêche au filet entre les caps da Roca et Espichel, de part et d'autre de l'estuaire du Tage. Pour éviter d'être abordés par les navires des pirates, elles avaient les côtés protégés par une ceinture de fers aigus, comme les colliers des chiens de la serra da Estrela. Comme les armes à feu étaient chères et difficiles à obtenir, les embarcations de pêcheurs et les petits navires de cabotage emportaient généralement à leur bord, avec une certaine quantité de pierres, quelques espontons qui, depuis les temps antiques, avaient été l'une des armes les plus utilisées dans les combats à l'abordage.

CHAPITRE XV

Le despotisme pombalin

Il faut appliquer avec prudence le concept de despotisme éclairé, lorsqu'on parle des régimes de «rattrapage» (P. Chaunu), tant politique que social et économique, que les souverains de l'Europe centrale, orientale et méridionale mirent en place au XVIII[e] siècle. Leurs réformes, accomplies ou souhaitées, s'apparentent en effet beaucoup plus à celles de la monarchie de Louis XIV qu'à l'idéologie des Lumières.

Les « despotes éclairés », dont les parangons furent Frédéric II de Prusse et Catherine II de Russie, voulaient cependant séduire les philosophes français et en faire la caisse de résonance de leur soi-disant «progressisme ». Pour travestir leur despotisme tout court, ils flattèrent la vanité de ces derniers en les encensant pour que, en retour, la «république des lettres » en fît des philosophes couronnés qui faisaient le bonheur du peuple, malgré lui s'il le fallait et au prix d'une certaine laïcisation de l'État.

Au sujet du Portugal de Pombal[1], on doit être plus circonspect encore, ne serait-ce que parce que les réformes ne furent pas directement l'œuvre du souverain, mais d'un tout-puissant Premier ministre, dont on pourrait trouver des précédents dans les *validos* espagnols et portugais. Un rapprochement pourrait même se faire avec la France de Richelieu, plus d'un siècle auparavant. Le «despotisme pombalin » n'était que la phase terminale de la monarchie absolue au Portugal, estimait, à juste titre, Jorge Borges de Macedo; il agit par l'élimination de tout ce qui pouvait porter ombrage au pouvoir royal: la noblesse de cour et d'outre-mer, avec la conjuration matée des Távora; l'Église, avec ce qu'elle avait de plus puissant et de plus ultramontain au Portugal, l'Inquisition et surtout la Compagnie de Jésus. Sa politique économique, essai de solution à la crise qui affectait le pays, s'apparentait davantage au colbertisme ou au précédent du comte da

Ericeira qu'au libéralisme prôné par les «économistes» du XVIIIe siècle. Pombal ne fut qu'un «mercantiliste attardé au siècle des Lumières », a-t-on dit. Sa politique sociale ne fut en rien révolutionnaire : elle ne s'attaqua nullement à la société d'ordres, et elle ne chercha tout au plus qu'à créer un groupe de financiers et de négociants dynamiques au service de la monarchie absolue.

L'IRRÉSISTIBLE ASCENSION DE SEBASTIÃO JOSÉ DE CARVALHO E MELO (1750-1755)

Le nouveau souverain

Jean V, très diminué depuis quelques années par plusieurs attaques de paralysie, était mort le 31 juillet 1750. Son fils, D. José, prince du Brésil, lui avait alors succédé sous le nom de Joseph Ier. Celui-ci, né le 6 juin 1714, était alors âgé de 36 ans. On pouvait en augurer une certaine maturité politique, bien que son père, très jaloux de ses prérogatives, ne lui eût laissé aucune parcelle de pouvoir. A son avènement, cependant, la personnalité du nouveau souverain restait une énigme, car il s'était toujours montré très respectueux de l'autorité de son père: « Je serois bien embarrassé de vous peindre le caractère du prince du Brésil: je n'ai jamais eu l'honneur de le voir qu'au côté du Roy son père... Le Roy son père et la Reyne sa mère l'ont tenu et le tiennent dans une si grande sujétion qu'on ne le connoît que par sa docilité et sa constance à leur plaire et à leur obéir. En général, je ne crois pas qu'il soit décidé sur rien...», rapportait l'ambassadeur Chavigny en 1742.

Le nouveau roi n'a pas échappé à la féroce critique de l'historiographie libérale, qui « dénigre, comme malades et ineptes, tous les rois de la maison de Bragance» (J. Verissimo Serrão). Si l'on en croit cette tradition, D. José n'aurait été qu'un prince sans intelligence et sans volonté, complètement soumis au pouvoir despotique de son tout-puissant Premier ministre. Il se serait complètement désintéressé du gouvernement de son royaume, ne s'adonnant qu'aux plaisirs de la chair, de la chasse et de la musique [1]. Il avait du moins reçu une éducation très soignée: il avait appris le latin avec le père jésuite António Stieffi, la géographie et l'art nautique avec le cosmographe

général du royaume Manuel Serrâo Pimentel, les mathématiques et la physique avec le brigadier Manuel da Maia. Il parlait correctement le français, l'italien et l'espagnol. Il aimait lire, et sa riche bibliothèque n'était qu'à son usage personnel. Excellent cavalier et chasseur, il avait hérité de son père le goût pour la musique.

Il avait épousé en 1727 l'ancienne fiancée de Louis XV, renvoyée en 1725, l'infante Marie-Anne-Victoire, fille du roi d'Espagne Philippe V et d'Élisabeth Farnèse. Tous les témoignages concordent sur ses grandes qualités privées et sur sa passion pour la musique. Tous estiment aussi qu'elle ne joua aucun rôle politique et qu'elle mena une vie assez retirée, consacrée aux autres arts et à l'amour de ses trois filles.

Malgré l'immense affection qu'elle portait à sa famille d'Espagne, surtout à son frère Charles III, elle ne put apaiser la mésentente entre les deux couronnes ibériques. Son effacement n'empêcha pas cependant l'hostilité qu'elle porta à Pombal et elle eut, semble-t-il, de durs affrontements avec le ministre de son mari: pour ne pas être pris à témoin, quand les éclats de voix de leurs querelles devenaient trop forts, le confesseur de la reine feignait une crise de surdité et le confesseur du roi se mettait au lit sous le coup d'une maladie subite!

La princesse du Brésil, comme en témoigne sa correspondance avec ses parents, avait été assez maltraitée par son beau-père et par sa belle-mère, la reine Marie-Anne d'Autriche. Elle s'était toujours louée, en revanche, de son mari, que dans sa correspondance avec sa mère, elle n'appelait que «mon cher prince». Elle lui portait une véritable affection qui, malgré les infidélités de D. José, semble ne s'être jamais démentie[2].

Pendant la décennie 1740, D. José fut le chef secret de l'opposition au cardinal da Mota : « Il n'est pas si ami de Mota, qu'il le veuille conserver selon ce que je pus comprendre, » remarquait la princesse du Brésil après l'apoplexie de Jean V Il était très opposé aux dépenses excessives du Trésor en faveur de l'Église, en particulier à celles de la patriarcale, comme à la fanatique protection de Jean V au Saint-Office. e Je crois que si son Père vient à mourir, de que Dieu le délivre, cela changera bien de face, puisqu'il n'aime pas tant la patriarchale, et sait discourir en toutes matières avec une très grande justice », confiait en 1743 la princesse du Brésil à sa mère la reine d'Espagne. «Pour moi, je ne me mêle jamais à parler de rien, car je ne

veux pas me faire des affaires pour des choses que je ne peux remédier. Mon Prince aussi ne dit jamais une parole, pas même avec moi, mais je connais bien que ces choses ne lui plaisent pas. »

A son avènement, D. José était par conséquent décidé à changer les structures politiques de la monarchie et il trouva dans le futur marquis de Pombal l'homme qu'il lui fallait. Fut-il cependant une marionnette dont le ministre tirait les ficelles? Rien n'est moins sûr: « mon Prince n'a pas le caractère de se laisser gouverner de Premier ministre », écrivait sa femme [3]. Pombal, comme Richelieu, devint tout-puissant parce que, à l'instar de Louis XIII vis-à-vis de Richelieu, Joseph Ier le considéra comme le seul capable de mettre en œuvre les réformes qui s'imposaient en réaction au règne précédent.

Sebastiâo *José de Carvalho e Melo*

L'avènement de Joseph Ier marqua un complet renouvellement du personnel gouvernemental: le secrétaire d'État du Royaume, Pedro da Mota e Silva, fut le seul survivant de l'équipe de Jean V[4]. Les deux autres ministères n'avaient pas été pourvus à la mort de leurs titulaires. Le choix du nouveau roi porta, pour le portefeuille de la Marine et de l'Outre-Mer, sur Diogo de Mendonça Corte Real, et pour celui des Affaires étrangères et de la Guerre, sur Sebastiâo José de Carvalho e Melo. Accueillies avec surprise, ces nominations traduisaient de manière impérieuse la volonté royale de changement, car les deux nouveaux secrétaires d'État avaient été tenus à l'écart par la politique joanine. Ils étaient tous deux de culture reconnue, membres de l'Académie royale d'histoire. Il s'agissait enfin de diplomates de carrière, qui avaient l'expérience du gouvernement des autres États européens.

Diogo de Mendonça Corte Real était le fils de l'ancien secrétaire d'État, son homonyme: docteur en droit de l'université de Coïmbre, envoyé extraordinaire aux Pays-Bas de 1723 à 1728, il fut rapidement effacé par la forte personnalité de son collègue[5]. La surprise à la cour fut totale: « Le nouveau Roy, par sa prudence et sa réserve a trompé tout le monde, et le père Gaspard de Gouveia qui a cru son crédit affermi, n'a aucune part aux affaires et n'a été consulté sur rien. M. de Gusman se donne tout haut pour

mécontent de ce qu'il n'a point été fait secrétaire, et a demandé la permission de se retirer à la campagne... Les nouveaux secrétaires sont bien intentionnés, laborieux et portés à la décence», écrivit le consul de France Du Vernay le 11 août 1750.

Du Vernay surenchérissait, le 1er septembre suivant: «Chaque jour confirme de plus en plus la grande opinion qu'on a conçue du nouveau règne. Il y a surtout à admirer le profond discernement de S. M. Portugaise à choisir par elle-même les sujets à qui elle confie le gouvernement. Mrs de Mendoça et de Carvalho s'attirent des applaudissements généraux et s'occupent avec succès à établir de l'ordre en tout, et particulièrement une bonne et exacte police. Ils sont l'un et l'autre d'un accès très facile. » Pour la grande noblesse, notamment pour la parentèle du marquis de Gouveia, fait duc d'Aveiro, qui se voyait écartée des affaires, la surprise fut moins agréable. Elle ne tarda pas à mener une fronde larvée contre le nouveau gouvernement et une entreprise de dénigrement du nouveau souverain [6].

A son arrivée au ministère, Sebastiâo José de Carvalho e Melo, né à Lisbonne le 13 mai 1699, était âgé de 51 ans. Fils aîné de Manuel de Carvalho de Ataide, il appartenait à la petite noblesse provinciale [7] et ses ennemis de la grande noblesse l'appelèrent par dérision le *«fidalgote da rua Formosa»*, c'est-à-dire le gentillâtre de la rue Formosa, où était établie sa résidence. On ne sait pas avec certitude s'il étudia à l'université de Coïmbre: à l'âge de 20 ans, on le trouve installé dans une *quinta* de la famille où il se dédie à l'exploitation agricole et à de bonnes lectures. En 1723, il enleva et épousa une riche veuve, de dix ans son aînée, petite-fille du comte dos Arcos. Ce scandale lui valut l'hostilité de la grande noblesse. Il en tira en revanche une certaine notoriété et une augmentation importante de sa fortune. Son oncle le docteur Paulo de Carvalho de Ataide, chanoine de la cathédrale patriarcale de Lisbonne, l'introduisit dans le cénacle cultivé du comte da Ericeira. Signe infaillible de la reconnaissance de son ascension sociale et mondaine, il entra même en 1733 à l'Académie royale d'histoire.

En 1739, il partit pour Londres en qualité d'envoyé extraordinaire. Il dut cette nomination à la protection du secrétaire d'État Marco António de Azevedo Coutinho, à celle du cardinal da Mota, et peut-être même dès cette époque à la recommandation de D. Luis da Cunha. Il y resta jusqu'en 1744 et y acquit de précieuses notions sur le commerce britannique et sur sa

prépondérance au Portugal: il en tira des enseignements pour sa politique économique. Sa nomination comme ministre à Vienne en 1744 fut l'événement décisif de sa carrière. Pendant un séjour de cinq années, il sut gagner l'estime de l'impératrice Marie-Thérèse, nièce de la reine de Portugal. Sa première femme étant morte fort opportunément, il épousa Marie Éléonore de Daun, fille du général comte de Daun, personnage important de la cour d'Autriche. Ce mariage lui ouvrit les portes de la meilleure noblesse impériale. A Vienne, il aurait bu les principes du despotisme éclairé, qui auraient inspiré plus tard son gouvernement. Rien n'est plus anachronique: tout au plus y fut-il influencé par le régalisme, déjà sous-jacent à l'époque, où Marie-Thérèse était en conflit avec le pape Benoît XIV

Il fut soudain rappelé à Lisbonne en 1749. S'agissait-il d'une disgrâce due à l'hostilité du très influent secrétaire de Jean V, Alexandre de Gusmâo, et de sa *camarilla?* Quoi qu'il en soit, dès son retour, il fut fort bien reçu par la reine Marie-Anne d'Autriche. Son second mariage lui procura une certaine considération dans la haute société et à la cour où il sut se ménager d'utiles protections. L'étonnement fut cependant général lorsque le nouveau roi, D. José, le fit secrétaire d'État le 31 juillet 1750. Comment expliquer cette promotion? On a d'abord retenu la recommandation de D. Luis da Cunha: celui-ci, en effet, dans son *Testamento Politico,* l'avait désigné au prince du Brésil parmi les hommes de valeur qu'il pourrait choisir pour l'aider dans son gouvernement. La reine mère, qui l'admirait et savait que sa nièce, l'impératrice, en avait été fort satisfaite, intervint peut-être aussi dans ce sens auprès de son fils. Il ne faut pas enfin négliger l'influence à la Cour d'un autre oncle du futur marquis de Pombal, le docteur Francisco Luis da Cunha de Ataide, qui fut gouverneur de la *Casa da* Relação de Porto, et chancelier du royaume jusqu'en 1755.

Pombal eut-il un programme de gouvernement dès son accession au ministère? La question n'est pas tranchée. Du moins est-il certain que, dès ce moment, il attacha une grande importance aux affaires du commerce, de la navigation et de l'industrie [8]. Il ne fut pas cependant un «esprit à système », comme un Turgot par exemple. Pragmatique avant tout, il sut prendre des mesures adaptées aux situations qui se présentaient. En 1765, le consul de France Sémonin lui rendait ce bel hommage: «On ne peut refuser la plus

juste admiration aux efforts que M. le comte d'Oeyras fait dans tous les genres pour rendre son paÿs plus industrieux, plus riche, plus indépendant et mieux policé. »

La nouvelle orientation politique fut sensible dès les premières années de ministère de Pombal, qui vont de 1750 jusqu'au tremblement de terre de Lisbonne de 1755 [9]. Toutes les mesures prises allèrent dans le sens d'un renforcement de l'autorité royale aux dépens de ses deux grands freins, l'Église et la grande noblesse. En ce qui concerne le Saint-Office, le gouvernement royal décida dès 1751 qu'aucune exécution ne se ferait désormais sans son consentement et que, afin de les confirmer ou de les annuler, les inquisiteurs devraient mettre sous les yeux du roi tous les jugements qu'ils rendraient.

Pour affaiblir la noblesse donataire d'outre-mer, D. José abolit en 1753 toutes les concessions de fiefs *(donatárias)* accordées dans les îles, en Afrique ou en Amérique, par la Couronne à quelques grandes familles, et ordonna leur rattachement à son domaine. Pour ces dernières, ce furent des pertes de revenus considérables et une chute de leur pouvoir économique et social: le cas du comte da Ribeira Grande, donataire d'une grande partie de l'île de Sâo Miguel aux Açores, fut exemplaire. Pombal dessina aussi sa politique économique en créant de grandes compagnies de commerce d'inspiration colbertienne, comme la Compagnie du Maranhâo et du Grâo Para, fondée le 5 juin 1755.

Au cours de ces cinq années, enfin, il plaça ses créatures dans les charges civiles et militaires qui venaient à vaquer. Le tremblement de terre de Lisbonne, où il fut le seul à ne pas perdre la tête et à ordonner les mesures, souvent impitoyables, qui s'imposaient, lui permit d'asseoir définitivement sa dictature.

LA DICTATURE POMBALINE (1755-1777)

Le terramoto de 1755 et la reconstruction de Lisbonne

Il était entre 9 h 30 et 9 h 40, le 1er novembre 1755, fête de laToussaint, lorsqu'un court mais violent tremblement de terre (entre 7 et 9 minutes, de

degré 9 sur l'échelle de Richter) détruisit une grande partie de Lisbonne. Ce furent les zones centrales et basses (la Baixa) qui furent les plus touchées. La terre ne cessa de trembler dans les vingt-quatre heures qui suivirent et de nouvelles secousses se firent sentir jusqu'en septembre 1756. D'autres régions du Portugal et de la péninsule Ibérique furent plus ou moins affectées. Le *terramoto* entraîna un raz de marée qui submergea toute la partie basse de la ville et un terrible incendie, qui dura cinq à six jours, vint parachever le désastre.

Les Lisboètes, pris de panique, sortirent en hâte de leurs maisons et des églises, où ils assistaient aux offices de la Toussaint: par chance, les plus suivis étaient ceux de 10 heures. Une demi-heure plus tard, le nombre des victimes eût été encore plus grand. Beaucoup de ceux qui ne furent pas pris dans les décombres furent tués dans les rues par l'effondrement des édifices. D'autres allèrent vers leTage pour s'embarquer sur les navires qui s'y trouvaient amarrés, mais ils chavirèrent sous les flots en furie.

L'ambassadeur de France, le comte de Baschy, «encore dans le trouble » que lui avait causé « le funeste événement qui ne fait plus qu'un tas de ruines et de cendres de la plus grande partie de Lisbonne », écrivait à son ministre le 11 novembre: «Je ne puis, Monseigneur, vous exprimer le comble de l'horreur que tous les objets qui se présentent sous nos yeux doivent inspirer, et ce qu'il y a de pis, c'est que ce terrible événement s'est répandu bien au loin, puisque le bruit court icy que Cadix est absolument renversée... J'ai le cœur percé de toutes les misères que je voie: je voudrois pouvoir y remédier en partie, mais mes facultés s'y opposent. Vous sentez bien que je n'ai rien gagné dans la disgrâce générale : je m'en suis sauvé moi et tous les miens... » Par bonheur, le roi, la famille royale et une partie de la cour se trouvaient à quelques lieues en aval de Lisbonne, dans le palais de Belém qui ne fut pas détruit.

Les pertes en vies humaines furent considérables, mais pas aussi élevées que les contemporains le crurent en général. Pour une population d'environ 150 000 à 200000 habitants, les premières lettres parlaient de 70000 à 85000 morts, voire 90000 et même 100000, chiffre retenu par Voltaire dans son célèbre poème. Pombal, voulant politiquement limiter le désastre, parla de 6 à 8 000 victimes. Beaucoup plus raisonnablement, le négociant

français Grenier retenait le chiffre de 10 000 à 12000 victimes, que nous pouvons adopter[10].

Les dégâts matériels et artistiques furent immenses. Le Paço *da Ribeira* fut englouti avec les collections réunies par Jean V. Tous les grands monuments publics, la patriarcale, la plupart des édifices religieux et des palais de la noblesse, avec leurs œuvres d'art, leur vaisselle d'argent et leurs bibliothèques, disparurent dans le séisme et surtout dans l'incendie. Un certain nombre de navires ainsi que les marchandises de *l'Alfândega* et de la *Casa da Índia* furent détruits, entraînant de graves dommages pour les négociants étrangers, surtout pour les Anglais, naturellement[11].

Devant la panique générale, y compris celle du roi, qui pendant des années ne logea plus que dans des constructions légères à Belém, Pombal organisa les secours et les vivres et fit pendre impitoyablement les pillards qui s'étaient immédiatement mis à l'oeuvre. Il lutta aussi contre tous ceux qui pouvaient démoraliser le peuple en lui présentant le séisme comme un châtiment de Dieu pour ses péchés. Les prédicateurs, parmi lesquels le P. Malagrida, multipliaient en effet les sermons, appelant les Portugais à faire pénitence en processions et à réformer leurs mœurs corrompues et avilies afin d'apaiser la colère divine.

Le *terramoto* eut un immense retentissement en Europe. Voltaire, dans sa correspondance, évoqua « l'horrible événement», dès le 24 novembre et dans plusieurs de ses lettres ensuite: « Le Portugal n'est plus » ou «il ne reste plus actuellement une maison à Lisbonne [12]. De toutes les nations européennes la première intéressée, la Grande-Bretagne envoya vivres et argents, les Provinces-Unies et l'Espagne l'imitèrent, mais le gouvernement portugais refusa l'offre de secours de la France, ce qui en dit long sur le contentieux entre les deux pays. La « République des Lettres » réagit à sa manière, philosophique, en dénonçant la récupération religieuse faite par l'Eglise catholique. Voltaire, dans *Candide*, ironisa sur un autodafé prétendument organisé à Lisbonne pour apaiser la fureur divine: «Le spectacle de quelques personnes brûlées à petit feu, en grande cérémonie, est un secret infaillible pour empêcher la terre de trembler! »

Pombal se réserva la direction de la reconstruction de Lisbonne. Visionnaire politique, il voulut en faire le symbole d'un Portugal rénové par le commerce et l'industrie et l'exemple d'un urbanisme nouveau répondant à

un plan d'ensemble, en faire une «ville des Lumières» (J. A. França). A cette fin, il interdit d'abord toute initiative privée de reconstruction d'édifices, quels qu'ils fussent: il fit venir de Hollande des maisons «préfabriquées» en bois que l'on pouvait monter en vingt-quatre heures, et qui permettaient de loger l'ensemble de la population sinistrée assez rapidement. Il fit appel à un vieil ingénieur militaire de 80 ans, Manuel da Maia [13], qu'il entoura d'une équipe d'ingénieurs militaires et d'architectes, dont les premiers et les plus connus furent Eugénio dos Santos et le Hongrois Mardel.

Contrairement à la coutume qui voulait qu'après une telle catastrophe on reconstruisît la ville sur un site voisin de l'ancien, on décida que Lisbonne serait une ville nouvelle sur son site historique. On adopta pour la Baixa un plan en quadrilatère, en grille, avec des rues se recoupant à angle droit. Les trois principales artères relieraient les deux grandes places, le *Terreiro do* Paço, sur les bords du Tage, et le Rossio, à l'intérieur. Pour prévenir un nouveau tremblement de terre et en limiter les dégâts, les rues seraient larges, les immeubles ne dépasseraient pas deux étages, et les maisons seraient pourvues de structures antisismiques [14]. Une reconstruction aussi soigneuse demanda du temps. A la chute de Pombal en 1777, elle était loin d'être terminée (entre le quart et la moitié de la ville). Les quartiers centraux ne le furent qu'au début du XIXe siècle.

La reconstruction répondait à une volonté politique, particulièrement manifeste dans le *Terreiro do* Paço : de place royale, il devint place du Commerce, avec la Bourse et la douane, « le grand théâtre du commerce portugais ». Pombal avait prévu la construction d'un grand palais royal sur la colline d'Ajuda, qui ne fut réalisée qu'au xlxe siècle. Sur le plan esthétique, cette place du Commerce, quoique majestueuse, est sans grande originalité et elle ne peut supporter la comparaison avec la place de la Concorde ou la place Vendôme à Paris, ni avec la *Plaza Mayor* de Madrid. Quant aux immeubles de la Baixa, qui, presque tous, dépassèrent les deux étages prévus, leurs façades, à la fois irrégulières et monotones, sont un mélange de style rocaille et de classicisme que l'on a appelé le style pombalin.

La prise en main du gouvernement

A la mort de Pedro da Mota, Pombal s'empara du ministère du Royaume, en laissant le département des Affaires étrangères et de la Guerre à l'une de ses créatures, D. Luis da Cunha Manuel[15] (3 mai 1756). Il se débarrassa ensuite du seul ministre qui pût lui porter ombrage, l'abbé Diogo de Mendonça Corte Real, secrétaire d'État de la Marine et de l'Outre-Mer: le 30 août 1756, il le fit disgracier par le roi et déporter à Mazagan, le dernier préside portugais du Maroc. Après la chute de cette place en 1769, l'abbé fut ramené à Lisbonne, où il mourut dans sa prison. Pombal l'avait remplacé par un autre de ses fidèles, Tomás Joaquim da Costa Corte Real, qui n'avait aucun lien de parenté avec le précédent. Disgracié à son tour en 1760, il mourut en prison au château de Leiria en 1772[16].

Pombal, qui connaissait l'hostilité de l'infant D. Pedro à son égard, craignait qu'il ne devînt le centre de toutes les intrigues et de tous les complots de la grande noblesse contre son autorité. Jouant de la mauvaise entente entre le roi et son frère, il songea certainement à l'écarter en faisant échouer son mariage avec la princesse héritière [17]. Faute d'autre prétendant portugais possible, il y renonça et le mariage fut célébré en 1760. Entre-temps, d'ailleurs, l'affaire des Távora avait réduit la haute aristocratie à l'impuissance.

La mise au pas de la grande noblesse: le procès des Távora

Pombal prit prétexte de la tentative de régicide qui eut lieu dans la nuit du 3 septembre 1758 pour mettre fin à la monarchie des nobles: le roi, revenant d'un rendez-vous galant avec la jeune marquise de Távora, a-t-on affirmé plus tard, fut atteint de plusieurs coups de fusil devant sa résidence d'Ajuda, sur les hauts de Belém. La cour ne parla d'abord que d'une banale maladie de D. José et annonça sa guérison complète le 7 décembre. La nouvelle officielle de l'attentat ne fut divulguée que le 9 décembre suivant, c'est-à-dire trois mois après l'événement.

Le roi et son ministre s'étaient donné ce long délai de réflexion avant de frapper à mort les membres les plus éminents de la grande noblesse, unis par les liens de parenté les plus étroits. Ils dénoncèrent alors la

préméditation du régicide dans le cadre d'une conjuration tramée par quelques grands seigneurs: D. José Mascarenhas, duc d'Aveiro, D. Francisco et D. Leonor, marquis et marquise de Távora, leurs deux fils, ainsi que la femme de l'aîné, D. Teresa, l'amante du roi; leur gendre, D. Jerónimo de Ataide, onzième comte de Atouguia; D. João de Almeida Portugal, marquis de Alorna; D. Manuel de Távora, comte de Vila Nova; D. Manuel Mascarenhas, comte de Óbidos; D. Guido da Câmara e Ataide, cinquième comte da Ribeira Grande, et d'autres nobles et religieux, parmi lesquels le père jésuite Gabriel Malagrida, confesseur de la marquise mère de Távora – ce qui n'était pas un hasard [18].

L'instruction de l'affaire fut rondement menée entre le 15 décembre 1758 et le 8 janvier 1759, en présence de Pombal lui-même et de ses collègues. On publia la sentence le 12 janvier[19] et le supplice eut lieu publiquement sur la *Praça* do Cais, à Belém: le duc d'Aveiro, le marquis et la marquise de Távora et leurs fils, ainsi que leur gendre le comte de Atouguia furent exécutés, en compagnie de nombre de leurs familiers et domestiques. Leurs restes furent brûlés et leurs cendres dispersées en mer. Tous ceux qui avaient été plus ou moins impliqués dans la conjuration furent jetés en prison: ils y moururent ou ils ne furent délivrés qu'à la mort de Joseph Ier et à la chute de Pombal en 1777. Afin de ne pas compromettre son royal amant, D. Teresa fut épargnée: mise dans un couvent, elle ne subit aucun interrogatoire.

Les passions déchaînées en faveur du ministre ou contre lui rendent difficile la lecture de l'événement et de sa répression. Beaucoup de contemporains y virent la vindicte personnelle de Pombal envers une haute noblesse qui le méprisait[3]. Il y eut sans aucun doute une conjuration et un véritable attentat et non, comme ses ennemis en firent courir le bruit, un faux attentat préparé par Pombal pour se débarrasser de ses ennemis. Cependant, seul le duc d'Aveiro y participa personnellement. Les Távora voulurent vraisemblablement venger leur honneur bafoué en la personne de D. Teresa, mais les conjurés estimèrent surtout que le seul moyen d'éliminer Pombal était de tuer le roi qui lui était inconditionnellement acquis. L'événement eut en effet une signification politique: en éliminant le roi et son ministre, la grande noblesse cherchait d'abord à recouvrer la puissance politique et économique qu'elle avait détenue depuis la Restauration de

1640 jusqu'à la mort de Jean V. De son côté, Pombal profita de cette occasion inespérée pour lui porter un coup fatal. Il avait agi, en tout cas, en accord total avec D. José, auquel incombe en définitive la responsabilité entière de l'exécution des coupables avec un raffinement de cruauté.

La mise au pas de l'Église: les Jésuites et l'Inquisition

Pour assurer définitivement le pouvoir absolu du roi, Pombal résolut, par une forme de régalisme et de gallicanisme, de soustraire la monarchie au contrôle de l'Église et aux interventions du Saint-Siège. A ses yeux, le pape disposait de deux instruments privilégiés: la Compagnie de Jésus et l'Inquisition, qui, malgré le souci du pouvoir royal de la contrôler, restait trop dépendante de la cour de Rome.

Le ministre voulait anéantir l'influence prépondérante que les Jésuites exerçaient au Portugal depuis leur fondation. Confesseurs des princes et éducateurs de la jeunesse, ils constituaient en outre, par leur action missionnaire et leur protection des Indiens au Brésil, un obstacle majeur à l'exploitation de la colonie. Non moins gênante était leur opposition à l'application du traité luso-espagnol de 1750. Les échanges de territoires sur le Rio de la Plata, au Paraguay et en Uruguay, impliquaient en effet le démantèlement de leurs missions et l'éclatement des tribus indiennes. Leurs missionnaires n'avaient pas hésité à accompagner, voire à susciter, la résistance armée de leurs protégés. Au nord du Brésil, dans les Amazones, ils refusaient également d'obtempérer. C'est dans cette colonie que Pombal engagea son offensive contre le Compagnie de Jésus.

Le conflit éclata dans la région du Gran Para et du Maranhâo, avec l'arrivée d'un nouveau gouverneur. Francisco Xavier de Mendonça Furtado était le frère de Pombal et le fidèle serviteur de sa politique, parfois même considéré comme la cheville ouvrière de la politique antijésuite du ministre. L'oeuvre de colonisation et d'exploitation de la région ne pouvant être menée à bien sans une main-d'œuvre servile, elle impliquait de réduire les Indiens en esclavage. Mais les Jésuites défendirent avec véhémence la liberté de leurs protégés.

Furtado ne cessa alors d'envoyer à Lisbonne des plaintes dénonçant leur action contraire aux intérêts de l'État. En 1753, il expulsa de son gouvernement plusieurs pères qu'il qualifia «d'ennemis les plus puissants de l'État». En 1755, il ôta aux Jésuites toute juridiction spirituelle et temporelle sur les Indiens. Sous prétexte de les libérer de la tutelle de la Compagnie et de leur reconnaître une totale liberté, c'était les placer directement sous l'autorité des officiers de la Couronne et les livrer aux marchands d'esclaves. La fondation de la Compagnie du Gran Para et du Maranhâo compléta la politique d'exploitation de la région et menaça encore davantage la liberté des Indiens. Les jésuites s'obstinèrent à garder leurs protégés dans leurs villages pour mieux s'opposer à la convoitise des colons. A partir des années 1756-1757, les expulsions des pères de la Compagnie se multiplièrent.

La persécution gagna la métropole. Le 23 février 1757, sans aucune preuve de leur complicité, on inclut les Jésuites dans la répression des émeutes de Porto contre la création de la Compagnie des vins du haut Douro. Malgré le confesseur du roi, le père jésuite Moreira, Pombal réussit à les faire chasser du palais le 21 septembre 1757 et convainquit son souverain d'adresser deux instructions accusatrices à son ministre à Rome. Dans la première, on dénonçait «leurs intrigues séditieuses » contre le gouvernement de D. José par leurs livres et leurs sermons. On les accusait en outre de vouloir se tailler un empire en Amérique aux dépens des deux couronnes ibériques. Dans la seconde, on décrivait complaisamment le détail de leur action subversive depuis 1750.

On les soupçonna enfin sans preuves d'avoir pris part à la conjuration de 1758. Décrétés d'accusation, le 19 janvier 1759, la Couronne prononça le séquestre immédiat de tous leurs collèges, de leurs résidences et d'une manière générale de tous leurs biens. Individuellement, les pères, enfermés dans leurs maisons, furent gardés à vue. Comme le pape ne voulut pas couvrir cette politique inique, le roi ordonna le 3 septembre leur expulsion du Portugal et de tous les domaines de la Couronne. En réalité, beaucoup d'entre eux, surtout ceux venus de l'outre-mer, restèrent en prison.

Le cas du P. Malagrida est à part, nous l'avons vu. Confesseur de la vieille marquise de Távora, il fut accusé d'avoir participé à la conjuration contre le roi et emprisonné dans les terribles geôles de la *Junqueira*. Alors

qu'il s'efforçait de galvaniser les esprits et les énergies, le ministre ne lui avait pas pardonné sa prédication après le terramoto. Dans ses prônes, il avait réveillé les vieux démons portugais: le cataclysme était un châtiment de Dieu contre l'ensemble de la société. Il avait menacé ses ouailles d'autres punitions s'ils ne se repentaient pas de leurs péchés et s'ils ne revenaient pas à un mode de vie inspiré des Dix Commandements du Seigneur qu'ils avaient constamment enfreints depuis très longtemps. Pombal livra le P. Malagrida à l'Inquisition. Il fut condamné comme hérétique et brûlé sur le Rossio le 21 septembre 1761.

Pombal ne supprima pas le Saint-Office, mais, en le plaçant directement sous l'autorité et au service du pouvoir royal, il en fit un instrument docile de son gouvernement. Il lui ôta pourtant la censure des livres au profit d'une nouvelle institution, entièrement dans sa main, la *Real Mesa Censória,* et fit choisir des inquisiteurs généraux dévoués à sa politique: en 1758, ce fut D. José, fils légitimé de Jean V. Comme il ne se montra pas aussi docile que Pombal l'avait escompté, il fut dépouillé de sa charge en 1761 et exilé jusqu'à la chute du ministre en 1777. Il le remplaça par son propre frère, Paulo de Carvalho e Mendonça. A sa mort, en 1770, le choix porta sur D. João Cosme da Cunha, archevêque d'Évora, exécutant servile du césarisme pombalin. Sous son autorité, le Saint-Office, assimilé aux autres tribunaux royaux, et sans aucune dépendance vis-à-vis de Rome, fut entièrement sécularisé par le règlement de 1774.

Cette prise en main eut du moins une conséquence très heureuse: l'activité de l'Inquisition fut presque anéantie. Il y eut de moins en moins d'autodafés jusqu'en 1771, où le roi en interdit toute célébration publique. C'est en 1761 que fut allumé le dernier bûcher où périt le malheureux jésuite Malagrida. Au cours de ce même autodafé, l'un des plus célèbres *estrangeirados*[20], le cavaleiro de Oliveira, très opportunément exilé du Portugal, fut exécuté en effigie: Pombal lui reprochait d'avoir composé son démoralisant Discours pathétique sur le terramoto de 1755.

Autre conséquence de la sécularisation du Saint-Office, les cristãos-*novos* cessèrent d'être les parias de la société portugaise [21]. Sous peine de sévères punitions, la loi du 25 mai 1773 supprima la «séditieuse distinction» que l'on faisait entre nouveaux-chrétiens et marranes. Il fallut cependant attendre encore de nombreuses années avant que cette ségrégation disparût

dans les esprits. Sans doute l'opinion « philosophique » eut-elle un poids déterminant dans cette décision: les *estrangeirados*, comme Verney et Ribeiro Sanches, répercutaient l'indignation de l'opinion publique européenne, qui dénonçait unanimement les conversions forcées. Mais Pombal fut surtout guidé par des raisons économiques: il espérait attirer ainsi les capitaux des juifs portugais de la diaspora.

Le régalisme de Pombal ne pouvait que provoquer, à plus ou moins long terme, la rupture du Roi Très Fidèle avec le Saint-Siège. Or, en 1758, le pape Clément XIII, très favorable à la Compagnie de Jésus, avait succédé au pape Benoît XIV, plus accommodant. Circonstances aggravantes, l'ambassadeur de Portugal à Rome, D. Francisco de Almada e Mendonça, commandeur de Almada, était le cousin et l'exécuteur très zélé du tout-puissant Premier ministre, et le nonce à Lisbonne, Mgr Acciaiulo, était un ardent défenseur des Jésuites.

Au mois de juin 1759, Pombal trouva un bon prétexte de rupture en l'annonce du mariage de la princesse du Brésil avec son oncle D. Pedro. Alors que tous les ambassadeurs et ministres étrangers avaient illuminé la façade de leurs résidences, le nonce, seul à n'avoir pas été averti officiellement de cette union, s'en était abstenu. Le valido de D. José, au comble de la fureur, ou feignant de l'être, obtint son expulsion, en ne lui épargnant aucune humiliation. Dans la même fournée, il fit chasser du royaume tous les sujets du pape et décider la rupture de toutes relations aussi bien politiques qu'économiques avec le Saint-Siège: elle dura dix ans.

La politique régaliste de Pombal trouva un renfort inattendu de la part de la France et de l'Espagne, dont les gouvernements menaient la même politique hostile aux Jésuites. Aussi, après la fin de la guerre de Sept Ans en 1763, les deux cours de Bourbon s'employèrent-elles à réconcilier le Portugal avec le Saint-Siège. Les relations diplomatiques ne furent renouées officiellement qu'en 1769, sous le pontificat de Clément XIV (1769-1774), alors que la perspective d'une prochaine dissolution de la Compagnie de Jésus se dessinait. Sous la pression des trois monarchies catholiques et malgré ses propres réticences, le pape finit par promulguer la bulle d'extinction, *Dominus ac Redemptor Jesus Christus*, le 21 juillet 1773.

Pombal avait atteint ses deux objectifs: renouer avec Rome pour mettre fin aux désordres que la rupture avait introduits dans l'Église portugaise,

tout en obtenant la suppression des Jésuites et la reconnaissance d'une Église nationale, soumise à l'autorité royale. Il pouvait triompher en 1774 en proclamant que les Jésuites, responsables de toutes «les révolutions, tumultes et scandales» de l'Univers, avaient été néfastes « aux souverains et aux peuples des quatre parties du monde découvert».

La prise en main institutionnelle et intellectuelle des Portugais

Les institutions centrales ne subirent aucun bouleversement, mais le pouvoir royal reçut plus d'autorité et d'efficacité par la création de l'intendance générale de police, de la Junte du commerce et de l'*Erário* Régio (Trésor royal), tandis que les conseils furent étroitement soumis à la volonté du tout-puissant ministre.

En grande partie sur le modèle de la lieutenance générale de police de Paris, la loi du 26 juin 1760 créa l'intendance générale de police «pour veiller à l'application des lois et empêcher l'altération du bon ordre de la société publique ». Celle du 30 septembre 1755 avait organisé une *Junta do Comércio*, destinée à servir la nouvelle politique économique [22]. Pour le choix de ses membres, le roi veillerait à ce que ce fussent des sujets «naturels ou des citoyens adoptifs du royaume, hommes de négoce avec bonne renommée et capital convenable ». La junte se réunirait tous les mardis et jeudis après-midi. A partir de 1770, elle devint le moteur de la politique industrielle de Pombal.

La création de l'*Erário* Régio fut liée à la réforme des finances: précédant de plusieurs années la politique de Necker en France, ce Trésor royal centraliserait tous les revenus de la Couronne jusque-là dispersés dans diverses caisses particulières. Son chef, l'inspecteur général du Trésor, sous la seule juridiction du *Conselho Real da Fazenda*, devint l'un des principaux officiers du royaume, avec, à ses côtés, un tesou*reiro-mor* (grand trésorier) qui veillerait au bon ordre des livres de comptes tenus par les bureaux[23].

Pombal se donna les instruments d'une authentique dictature sur les esprits. La philosophie de ces réformes fut exposée en 1767 par un libelle violemment hostile aux Jésuites, la *Deducção Chronológica* e *Analýtica*.

Elle faisait le bilan des désordres « que les Jésuites avaient commis dans le Royaume et dans l'Outre-Mer». Ce violent réquisitoire, déformation délibérée de l'histoire, était fondé sur les idées maîtresses de la philosophie des Lumières. Son objectif était de détruire une fois pour toutes les Jésuites, responsables de la décadence intellectuelle du Portugal. On en attribua la rédaction au procureur de la Couronne, le *desembargador* José Seabra da Silva. Ce fut en réalité Pombal qui l'inspira: avant l'impression, il la corrigea lui-même et la développa sur bien des points. Il y ébauchait en même temps un programme de réforme de l'Université, en précisant bien que la lutte qu'il engageait n'était nullement dirigée contre le pouvoir spirituel, mais contre les abus « de plus de deux siècles de la Société dite de Jésus ».

En conséquence, il fit créer la *Junta de Providência Literkria* le 23 décembre 1768, organe destiné à appuyer sa politique en matière universitaire. L'exposé des motifs comportait encore un virulent réquisitoire contre les Jésuites, accusés d'avoir détruit, de propos délibéré, à la fois les Estudos *menores* (petites écoles) et les Estudos mayores (enseignement supérieur), afin de précipiter les sujets de D. José « dans les ténèbres de l'ignorance ».

Pombal fit nommer comme inspecteur de la junte l'une de ses créatures, le cardinal da Cunha, et comme conseillers quelques-unes des figures intellectuelles qui adhéraient à son œuvre réformatrice. On y trouvait notamment le *desembargador do Paço,* José Seabra da Silva, qui devint recteur de l'université de Coïmbre en 1770, le docteur Francisco de Lemos e Faria, *desembargador* de la *Casa* de *Suplicação,* député du Saint-Office et de la *Real Mesa Censória,* et surtout D. Frei Manuel do Cenáculo, futur évêque de Beja et archevêque d'Évora. Ce dernier était le modèle austère des religieux lettrés. Considéré comme le cerveau de la réforme pombaline des études supérieures, il communiait avec le ministre dans l'antijésuitisme, mais sans l'esprit d'intolérance de Pombal et de beaucoup de ses collaborateurs [24].

La loi du 5 avril 1768, instituant la *Real Mesa* Censôria, donna à Pombal l'instrument le plus efficace de sa dictature intellectuelle. Jusque-là, il n'existait pas de censure à finalité politique. Celle de l'Inquisition, qui depuis 1540 surveillait la vie culturelle, procédait à une défense

intransigeante de l'orthodoxie catholique. Pombal comprit les risques que pouvait faire courir à son gouvernement despotique la libre circulation des livres. Le péril ne venait pas de l'intérieur, car à l'exception de la *Gazeta* de Lisboa, journal officiel du royaume, aucune publication ne pouvait mettre en cause le système de gouvernement en place. Le danger résidait surtout dans l'entrée d'oeuvres étrangères, ou traduites en portugais, imprégnées de l'esprit de l'Encyclopédie, directement contraire aux principes d'action du pombalisme.

Après la crise politico-religieuse de 1758-1759, Pombal ne voulut plus laisser à des religieux, même «régalistes», le monopole de la censure des livres [25]. Il leur adjoignit des jurisconsultes et des letrados, liés à sa réforme pédagogique. Ce tribunal de la censure devrait donc examiner, avec « zèle et exactitude », tous les livres et autres écrits dont on permettrait la circulation dans le royaume. Modèle d'impartialité et de désintéressement, il devrait se garder de jugements « ennemis de la sagesse » et aurait pour seul souci la défense du royaume et des lois régissant l'État. Pour séduire la « République des Lettres », Pombal se réclamait de l'esprit des Lumières: l'exposé des motifs de la loi condamnait le Saint-Office des temps passés, qui avait fait tant de dégâts par les erreurs et les injustices de ses censeurs, et tant nui à la réputation du Portugal auprès des «nations les plus policées et les plus cultivées de l'Europe».

Les œuvres censurées de 1768-1775 traduisent parfaitement l'esprit de l'institution. Parmi les livres portugais, étaient interdits tous ceux qui prônaient des doctrines prophétiques, « *sebásticas* » et *«jacobeias »*, qui avaient tellement nui au dynamisme de la population. Parmi les livres étrangers, étaient prohibés en priorité tous ceux qui avaient un caractère «philosophique », comme le Dictionnaire philoso*phique* de Voltaire, le *Dictionnaire* de P. Bayle, les œuvres de Spinoza, Rousseau, Hobbes, Locke, prouvant la méfiance instinctive de Pombal envers *l'Iluminismo.*

La *Real Mesa* ne prétendait pas seulement empêcher la diffusion de doctrines contraires à la pensée officielle et à l'action du gouvernement. Elle se donnait le rôle d'orienter les lectures des Portugais, en ordonnant de former des catalogues d'ouvrages, imprimés ou manuscrits, en matière littéraire et scientifique, qu'on leur recommanderait. Le régalisme de Pombal, qui n'acceptait pas la moindre limite d'ordre religieux au pouvoir

royal, fit prohiber la circulation de certaines bulles et d'oeuvres qui pouvaient répandre l'ultramontanisme: on alla même jusqu'à faire saisir certains catéchismes qui circulaient sans l'autorisation de la *Mesa Censoria.*

La réforme des études, très en avance sur les autres États européens, fut la plus remarquable entreprise de Pombal. Elle était certes dans l'air du temps, en particulier en France, où florissaient les projets d'une « éducation nationale », dont le plus célèbre fut celui de La Chalotais, ou en Espagne où des tentatives dans ce sens furent faites dès Philippe V L'originalité du Portugal, c'est qu'avec plus ou moins de succès l'établissement d'un enseignement laïque fut effectivement entrepris. L'extinction des Jésuites, par la fermeture de leurs collèges, permit à Pombal d'expérimenter avec ses collaborateurs les projets qu'il avait en tête.

L*'alvará* du 28 juin 1759 avait éteint toutes les écoles réglées par les méthodes de la Compagnie, et avait établi un nouveau régime d'études. Le ministre de D. José considérait les sciences comme le fondement du «bonheur des monarchies », et il entendait que ce fût par leur moyen que la justice et la religion fussent conservées «dans leur pureté et leur égalité». A ses yeux, la pédagogie des Jésuites avait entraîné de graves préjudices pour l'instruction des Portugais, car leur enseignement fastidieux ne tenait aucun compte de « l'évidence des solides vérités». Leurs élèves consumaient huit années, parfois plus, en rudiments de grammaire, en négligeant la valeur des langues grecque et latine si nécessaires à la formation de l'homme civilisé. Si les humanités étaient le fondement de toutes les sciences, la Compagnie de Jésus devenait, selon Pombal, responsable de la décadence des études et du retard du royaume par rapport au niveau culturel des autres «nations policées» de l'Europe.

Après avoir écouté l'avis «d'hommes doctes», D. José proposa dans son décret une réforme des études en métropole et outre-mer. Pour la superviser, il nomma un directeur des études, D. Tomás de Almeida, neveu du patriarche de Lisbonne. Dans chacun des quartiers de Lisbonne où l'on appliqua d'abord le projet, on ouvrit une école gratuite pour les enfants de toutes les couches de la société, avec un professeur royal pour l'enseignement de la grammaire latine[26]. La loi fut ensuite étendue à toutes les villes du royaume, avec un ou deux professeurs de grammaire latine, selon leur importance et le nombre des élèves: les maîtres étaient choisis par

des commissaires délégués par le directeur général des études. Quant à l'enseignement du grec, il était réglé sur celui du latin: quatre professeurs à Lisbonne, deux à Porto, à Coïmbre et à Évora, et un seul dans les cités et villes, chefs-lieux de comarque ou de *termo*. L'enseignement de la rhétorique était dispensé par le même nombre de maîtres. Ces élèves, après dix-huit mois d'enseignement dans les deux langues anciennes, pouvaient être admis à se présenter aux concours des facultés de théologie, de droit canon, de droit civil et de médecine de l'université de Coïmbre. L'examen de rhétorique était indispensable pour entrer à l'université qui l'organisait elle-même[27].

Malgré les efforts de Tomás de Almeida, la réforme des *estudos menores* n'eut pas, faute de moyens, tout le succès désiré. De 1759 à 1761, des maîtres qualifiés furent cependant installés dans diverses régions. Treize ans plus tard, par la loi du 6 novembre 1772, un nouvel élan fut donné avec l'appui financier de la *Junta* de *Providência Literária*. Il fut épaulé, le 10 novembre suivant, par un impôt nouveau sur les eaux-de-vie, le vin et les viandes, le *Subsídio Literário*, qui devait rapporter 100 millions de *reis*. Il permit de recruter un grand nombre de professeurs et d'ouvrir de nouvelles écoles en métropole et outre-mer[28]. L'enseignement supérieur en revanche souffrit beaucoup de la fermeture de l'université jésuite d'Évora. Quant à l'université de Coïmbre, elle fut encore plus surveillée que par le passé, avec les nouveaux statuts du 3 septembre 1772, que Francisco de Lemos e Faria fut chargé de mettre en œuvre.

Pour former les cadres futurs du régime et continuer sa politique, Pombal créa des écoles spécialisées. Trois ans après la fondation de la Junte du commerce, les statuts d'une *Aula de Comércio* (École de commerce) furent approuvés le 19 mai 1759. Elle reçut 20 élèves, plus 30 surnuméraires, «pour qu'on leur enseignât les principes nécessaires à tout parfait négociant». Pour y entrer, ils devaient avoir accompli leurs 14 ans, savoir lire, écrire et compter dans les quatre opérations. Priorité était donnée dans le recrutement aux fils et petits-fils de négociants portugais. Au bout de trois ans d'études, les élèves recevaient un certificat qui les habilitait à être prioritaires dans les nominations de la *Junta do Comércio* et dans les charges de la *Real Fábrica das Sedas* et des autres manufactures royales qui étaient sous son contrôle. Le succès de l'école fut tel que, à partir de 1770,

seuls ceux qui en sortaient pouvaient prétendre non seulement à ces postes officiels, mais même à toute activité marchande privée.

Le *Colégio Real dos Nobres* fut fondé dans le même esprit le 7 mars 1761. Il comprendrait cent pensionnaires de naissance distinguée, et formerait ainsi une noblesse de service compétente qui peuplerait les grandes charges de l'administration. Sans doute par manque de moyens de la Couronne et à cause des réticences de la haute noblesse, ce fut un échec: il ne commença à fonctionner qu'en 1766 avec 24 élèves et, au départ de Pombal, il connaissait une crise profonde. Pour le compléter, ce dernier fit donner de nouveaux statuts au Colégio *Real* de *Mafra*, le 18 août 1772: il devrait former les cadres moins élevés de l'administration publique et privée. Son recrutement fut élargi non seulement à la *nobreza* civil, mais à tous les fils de *« familias honestas»*, dotés de sérieux et d'intelligence. Il eut plus de succès que le collège des nobles.

LA SIGNIFICATION DU « POMBALISME »

Quelle est la signification politique du « pombalisme », tellement original dans l'Europe du XVIIIe siècle? Dans l'historiographie portugaise, la personnalité de Pombal ainsi que son œuvre gouvernementale furent jusqu'à une date assez récente le champ clos de toutes les polémiques : elles suscitèrent adhésion ou rejet en fonction des idéologies politiques.

Dans la première phase de la monarchie constitutionnelle du XIXe siècle, les libéraux tendirent à voir en lui leur précurseur, alors que le courant traditionaliste et contre-révolutionnaire le repoussa comme le diable. La polémique s'accentua encore avec le premier centenaire de sa mort en 1882. Les républicains et certains libéraux lui rendirent hommage en l'annexant au service du libéralisme et de la démocratie et à celui de la laïcité contre l'ultramontanisme. A l'inverse, les force catholiques, parfois liées au courant légitimiste, stigmatisèrent son action, en la qualifiant de révolutionnaire, franc-maçonne et irréligieuse.

Au XXe siècle, les forces progressistes abandonnèrent peu à peu la glorification du tout-puissant Premier ministre de D. José, dont le régime pouvait par certains aspects annoncer les dictatures totalitaires du XXe

siècle. Les courants traditionalistes issus de *l'integralismo lusi*tano, qui avaient pénétré le salazarisme, continuèrent à dénoncer en Pombal le révolutionnaire destructeur de la tradition. Cette image commença en revanche à s'estomper au sein de *l'Estado Novo* lui-même pour laisser la place au symbole de l'État fort, de l'autorité gouvernementale et de la défense de l'ordre.

Peu à peu cependant, surtout depuis le deuxième centenaire de sa disparition en 1982, le « pombalisme » cessa d'être un sujet de polémique politique pour devenir un sujet de réflexion historique. Pour en comprendre la portée, il faut d'abord l'intégrer dans la signification générale du, ou plutôt des despotismes éclairés, appliquée au cas spécifique du Portugal. Selon l'historien J. Borges de Macedo, en abattant définitivement les pouvoirs centrifuges de la grande noblesse et de la cour pontificale, le despotisme pombalin ne fut que l'étape finale de la monarchie absolue portugaise.

Cette centralisation de l'autorité n'était certes pas nouvelle. Comme dans les autres États européens, elle était même en quelque sorte consubstantielle à la monarchie. Mais elle n'avait pas encore été réalisée d'une manière aussi systématique et cohérente. Toutes ses initiatives n'eurent d'autre but que de renforcer le contrôle du pouvoir royal sur les institutions traditionnelles, et d'en créer de nouvelles pour assurer la prise en main de l'administration, de l'idéologie et de la culture. A cette fin, il mena une action concertée pour abattre la haute noblesse et le clergé ultramontain, et il élabora une législation adaptée à ses objectifs centralisateurs. Il publia des justifications idéologiques, comme la *Deducçâo Chronológica e Analýtica,* œuvre « régaliste » d'inspiration gallicane et antijésuitique, qui affirmait la suprématie de l'Etat sur l'Église à l'intérieur de chaque pays.

Pombal ne fut pas un homme des Lumières, un *iluminista,* parce qu'il a réformé l'Inquisition, persécuté les Jésuites, aboli le trafic des esclaves dans la métropole, supprimé la distinction des *cristãos novos.* Ses raisons étaient avant tout d'ordre pratique (politiques ou économiques) et non philosophique : contrôle de l'Inquisition par l'État, asservissement des Indiens et implantation d'esclaves noirs pour mieux exploiter le Brésil, suppression d'entraves désuètes à la liberté d'investissement.

On a voulu voir en Pombal le terrible pourfendeur de la noblesse et le protecteur d'une nouvelle bourgeoisie capitaliste au service de sa politique d'essor commercial et manufacturier. Il aurait bouleversé l'ancien régime social. Il n'a en réalité porté de rudes coups qu'aux grandes familles de la *fidalguia,* trop puissantes, trop influentes et trop dangereuses pour le pouvoir royal. Il ne s'est en revanche nullement acharné contre l'ensemble de l'ordre de la noblesse : toute sa politique fut au contraire de conforter le rôle social et économique d'une noblesse provinciale à laquelle il appartenait.

Pour comprendre la politique de Pombal à l'égard du second ordre, il ne faut pas s'arrêter à des procès spectaculaires trompeurs : il faut distinguer la position sociale et économique de la noblesse, que toute son action chercha à renforcer, de la position politique d'une faction de cette noblesse qu'il voulut détruire. La «législation pombaline consacre l'influence sociale de la noblesse, allant jusqu'au point de lui donner des formes d'éducation propres, peut-être dans l'intention de la préparer en vue d'une action dans un Etat et dans une société plus complexes, pour lesquels elle n'était pas de fait préparée » (J. Borges de Macedo). Afin d'éviter l'affaiblissement de l'héritage en ligne directe et celui du patrimoine des aînés, ses lois sur les *morgados* et les successions étaient destinées à protéger et accroître sa puissance économique. L'un des mobiles essentiels de la création de la Compagnie des vignobles du haut Douro fut de garantir les intérêts de la *fidalguia* propriétaire des vignes[29].

En outre, Pombal fortifia le second ordre en y intégrant un nouveau groupe, que l'on appelle habituellement la «bourgeoisie pombaline». Proches des fermiers généraux en France, il s'agissait des grands négociants monopolistes liés à la monarchie absolue par l'affermage de ses revenus[30]. Avec la création des compagnies de commerce, le ministre de D. José favorisa en effet les grands négociants coloniaux afin de défendre leurs positions menacées par le commerce libre, par la contrebande et par la crise. Au premier rang de ce groupe se trouvent les *tabaqueiros,* c'est-à-dire les familles des fermiers du tabac qui fournissaient à l'État l'un de ses plus gros revenus. Les membres de ces familles peuplèrent toutes les institutions créées par Pombal, aussi bien dans la Junte du commerce que dans toutes les compagnies monopolistes : « C'était sur elles que Pombal s'appuyait, et

c'était elles qu'appuyait Pombal» (J. Borges de Macedo). Tous les négociants en gros (de grosso trato) qui entraient dans les grandes compagnies de commerce acquéraient *ipso facto* le *foro* de *fidalgo.* La loi du 29 novembre 1775 leur réserva même, par rapport aux autres commerçants, l'accès exclusif aux majorats [31].

Parler d'une volonté délibérée de Pombal de créer une classe bourgeoise capitaliste utile à l'État aux dépens d'une noblesse inutile et parasitaire serait donc excessif. Il s'agissait au contraire de raffermir le pouvoir social et économique de celle-ci en lui ouvrant une voie d'enrichissement par le commerce. Par ses faveurs aux grands négociants monopolistes aux dépens d'une bourgeoisie commerçante libre, Pombal a même empêché « le renforcement d'une bourgeoisie vaste et active que le volume des transactions aurait stimulé» (J. Borges de Macedo).

UNE POLITIQUE ÉTRANGÈRE OFFENSIVE

Pombal aurait voulu non seulement dégager le Portugal de l'emprise économique de l'Angleterre mais aussi de son emprise politique, a-t-on souvent affirmé. Or, la conjoncture internationale ne s'y prêtait pas. Sur mer et outre-mer, l'alliance anglaise était plus que jamais indispensable au Portugal pour protéger ses liaisons avec le Brésil. Elle ne l'était pas moins sur le continent : la menace que faisait courir la couronne d'Espagne, alliée à la France, à l'indépendance du royaume, était toujours présente. Le duc de Choiseul, ministre de Louis XV, ne se faisait pas d'illusions quand il écrivait que cette couronne « étoit l'alliée nécessaire de la France, lorsque la maison d'Autriche régnoit en Espagne, et elle l'est devenue de l'Angleterre depuis qu'un prince de la maison de France est monté sur le trône de Castille. Il ne faut pas attendre que cette union entre les cours de Londres et de Lisbonne cesse de subsister. Leurs besoins communs autant que leurs intérêts réciproques la rendront solide et inaltérable[32]».

Vergennes, ministre des Affaires étrangères de Louis XVI, mettait en garde l'ambassadeur de France à Lisbonne contre la duplicité évidente de Pombal, lorsqu'en pleine affaire du Rio de la Plata il lui avait rendu visite pour récriminer contre l'alliance anglaise: « Il désapprouva nettement le fameux traité conclu en 1703 entre les cours de Londres et de Lisbonne, et

tourna en ridicule le ministère portugais de ce tems-là... Enfin, il termina sa critique, en observant que ce traité avoit ruiné son pays, qu'à moins que Dieu ne lui tournât la tête, il ne donneroit jamais dans de pareils panneaux, mais qu'il falloit des circonstances favorables pour se dégager des liens avec la Grande-Bretagne. » Vergennes craignait que ce ne fût une manœuvre du ministre de D. José pour introduire la discorde dans le pacte de famille qui liait la France et l'Espagne: «C'est une manière adroite de vous capter par des espérances dont il n'est peut-être pas dans ses principes de nous procurer l'effet [33]. » L'ambassadeur ne devrait jamais donner l'impression de « chercher à rompre l'alliance avec l'Angleterre : ce dessein ne réussiroit pas; ce seroit, en effet, entraîner les Portugais hors de la ligne de leurs intérêts ».

La guerre du Sacramento

Pombal s'était d'ailleurs engagé dans la guerre de Sept Ans aux côtés de la Grande-Bretagne. Dans la péninsule, une offensive, menée sans conviction sur la frontière par une armée franco-espagnole, échoua. Les opérations en Amérique, dans le Rio de la Plata, prirent une autre dimension, car elles rallumèrent le conflit du Sacramento.

Le traité de Madrid de 1750 n'avait pas reçu un commencement d'exécution. Pombal doutait fort que l'Espagne rendît les *Siete Misiones.* Aussi n'était-il résolu à évacuer le Sacramento que lorsque l'Espagne entamerait son retrait. La même méfiance régnait du côté espagnol. Les travaux des deux commissions des limites, comprenant des ingénieurs, des mathématiciens, des cosmographes, des cartographes et autres experts, se déroulèrent dans une ambiance difficile. La commission du Nord, chargée de délimiter le territoire espagnol et le territoire portugais en Amazonie, ne commença même pas son travail et celle du Sud souffrit des retards et des disputes.

Pendant ce temps, les Jésuites espagnols et les Indiens Guaranis des Siete Misiones refusaient d'obéir à l'ordre de décamper et, en 1754, ils se rebellèrent ouvertement. Les soupçons mutuels se firent plus lourds et les discussions de plus en plus aigres. Il fut évident que le traité de Madrid était inapplicable. Aussi fut-il annulé le 12 février 1761 par le traité du Pardo et

les disputes territoriales entre les deux monarchies continuèrent pendant seize ans.

Lorsque le Portugal entra dans la guerre de Sept Ans, les Espagnols portèrent leurs efforts sur le Río de la Plata afin de réduire la colonie du Sacramento, passage privilégié de la contrebande anglaise dans les colonies espagnoles. En 1762, le gouverneur du Rio de la Plata organisa une expédition de 32 navires, avec quelque 5 000 soldats tant espagnols qu'indiens. Le 2 septembre, ils mirent le siège devant Sacramento, et la place se rendit le 30 octobre: les Espagnols s'emparèrent de 26 navires anglais, de 87 canons et de 1355 soldats portugais. Le lendemain, une escadre anglo-portugaise arriva de Lisbonne. L'amiral anglais donna l'ordre d'un assaut immédiat afin de ne pas laisser aux Espagnols le temps de se renforcer. L'opération échoua : pendant le bombardement préliminaire, le vaisseau amiral explosa accidentellement, tuant un grand nombre de ses marins.

Les Anglo-Portugais furent alors contraints de différer le débarquement et l'assaut. Durant deux mois, Sacramento resta bloquée sans que l'escadre espagnole, beaucoup plus faible, eût tenté quoi que ce fût. Le 7 janvier 1763, ses adversaires, impuissants, se retirèrent à Rio afin de se réapprovisionner. Pendant ce temps, le gouverneur du Rio de la Plata procéda à l'occupation de tout le territoire jusqu'au Rio Grande do Sul. Le Brésil fut sauvé par la victoire de la Grande-Bretagne sur la France et l'Espagne.

Le traité de Paris de février 1763 contraignit l'Espagne à rendre la colonie du Sacramento au Portugal. Comme il n'était pas assez explicite sur ce point, elle refusa d'évacuer le Rio Grande do Sul. Ce fut une nouvelle source de conflits entre les deux couronnes ibériques. Pombal estimait que le traité avait reconnu le Rio de la Plata comme frontière sud du Brésil, alors que le roi Charles III jugeait qu'il n'avait prévu que la restitution du Sacramento. Il donna effectivement l'ordre de l'abandonner, mais il garda en conséquence Montevideo, le Rio Grande do Sul et toute la zone comprise entre les deux. Cette situation était préoccupante pour les Portugais, car c'était une région riche en bétail, très utile à l'approvisionnement du Brésil, et les soldats espagnols menaçaient ainsi directement la nouvelle capitale,

Rio de Janeiro. Toutes les tentatives de Pombal afin de régler la question par la voie diplomatique échouèrent.

Le Premier ministre de D. José crut voir dans la révolte des colonies anglaises l'occasion inespérée de régler à son profit le contentieux luso-espagnol en Amérique du Sud. De son côté, l'Espagne était tentée de régler définitivement le compte de Pombal et du Portugal[34]. Or l'Angleterre et la France, les alliés respectifs des deux puissances ennemies, étaient tout à fait hostiles à un conflit général. Georges III voulait consacrer toutes ses forces à la soumission de ses colonies. Louis XVI souhaitait reconstituer sa puissance militaire et navale durement éprouvée par la guerre de Sept Ans, en laissant tranquillement la « perfide Albion» se détruire elle-même. Aussi les cours de Londres et de Versailles s'employèrent-elles à circonscrire le feu qui menaçait l'Amérique du Sud[35].

Tout au long des années 1774 et 1775, les incidents et les escarmouches entre troupes espagnoles et troupes portugaises se multiplièrent sur le Rio de la Plata. Les deux gouvernements s'en rejetaient mutuellement la responsabilité. Comme tous les agresseurs, Pombal justifiait son action par les menaces qui pesaient sur le Portugal : il ne croyait nullement à la volonté de paix de la France, persuadé qu'il était de sa connivence avec l'Espagne pour détruire son pays et le priver de son indépendance. En conséquence, il présentait son action en Amérique comme des mesures uniquement défensives pour prévenir le complot « jésuitiques » du ministre de Charles III d'Espagne, le marquis de Grimaldi, et pour s'opposer à toute invasion du Brésil par les Espagnols avec la complicité de la cour de Versailles.

Au début de 1776, Pombal décida de forcer la main à son alliée dont il déplorait la passivité. Il organisa alors une opération militaire d'envergure dans le Rio Grande do Sul. Il espérait mettre ainsi la Grande-Bretagne devant le fait accompli et l'entraîner dans une guerre générale. Il envoya d'importants renforts sous le commandement du général Böhm. Forts de leur supériorité militaire et navale, les Portugais chassèrent les Espagnols : au lever du jour, le 2 avril 1776, le pavillon portugais fut solennellement hissé sur la ville de São Pedro do Rio Grande do Sul, mettant fin à treize années d'occupation espagnole.

Le gouverneur de Buenos Aires adressa un appel au secours à Charles III, en lui laissant craindre une conquête totale de sa colonie de La Plata par les Portugais. La France dut retenir l'Espagne qui voulait lancer une offensive sur la frontière portugaise: «quelques ministres du roi d'Espagne auroient voulu qu'on mît tout à feu et à sang au Portugal», annonçait le marquis d'Ossun, ambassadeur de France à Madrid. Ce dernier réussit à convaincre le roi Charles III de ne se battre qu'en Amérique[36]. Par conséquent, celui-ci envoya à Lisbonne une escadre de 4 vaisseaux, transportant un ambassadeur extraordinaire, chargé de présenter une énergique protestation à Joseph Ier. Il commença en même temps à organiser à Cadix une expédition de 31 navires de guerre, 96 transports et 9 000 soldats pour faire valoir ses droits sur le Sud du Brésil.

L'armada se présenta devant l'île de Santa Catarina le 17 janvier 1777. Ayant mesuré la supériorité écrasante de l'ennemi, l'officier anglais qui commandait l'escadre portugaise décida de se retirer à Rio de Janeiro. Le marquis de Lavradio, vice-roi du Brésil, en fut ulcéré et lui reprocha vivement de ne pas être resté au large de l'île de Santa Catarina, afin d'intercepter le ravitaillement et les renforts qui viendraient de Buenos Aires.

Les Espagnols donnèrent l'assaut aux positions portugaises dans la nuit du 22 au 23 février 1777. Bien qu'ils fussent en nombre raisonnable et disposassent d'armement et de munitions suffisants, les soldats portugais, impressionnés par le dispositif des forces ennemies, offrirent peu de résistance. Après quatre jours de lutte, une partie d'entre eux se rendit tandis que les autres fuyaient vers l'intérieur de l'île ou vers le continent. En plus des forts, les Espagnols s'emparèrent de cinq navires chargés de ravitaillement et de 195 canons, et ils firent 3 816 prisonniers! Aux termes de la convention de reddition, on les laissa rejoindre Rio de Janeiro, où fut ouverte une enquête sur leur conduite.

Entre-temps, Pombal avait multiplié les appels au secours à l'Angleterre. A partir du mois d'août 1776, il tenta avec persévérance d'ouvrir les yeux de la cour de Londres sur les mesures militaires prises par la France, soi-disant pour accomplir le pacte de famille, en fait, prétendait-il, pour venir en aide aux insurgents. Il s'employa à persuader le ministère britannique de prendre les mesures les plus énergiques, allant jusqu'à préconiser le blocus des ports

de Brest et de Cadix, pendant que l'armée portugaise ferait une diversion sur les frontières d'Espagne. En vain, car son alliée était toujours aussi soucieuse de ne pas se lancer dans une guerre générale. Aussi sa stupeur, sa fureur et son désespoir éclatèrent-ils contre les ministres anglais.

Dans une lettre du 1er décembre 1776 il fit part, en des termes très forts, de son indignation à Pinto de Sousa, ambassadeur à Londres. Alors qu'il était préoccupé par la maladie du roi, son maître, écrivait-il, il ne pouvait que voir « avec horreur l'extrême faiblesse, la vile infidélité et l'aveuglement jamais vu jusque-là, avec lesquels quelques-uns de ces ministres [britanniques] s'étaient proposé comme objet de sacrifier leur plus vieil ami et leur plus utile et fidèle allié à leurs implacables ennemis de toujours; de rompre pour ceci publiquement et scandaleusement, avec une noire et laide ingratitude qui rendra leurs noms abominables dans tous les temps futurs, les liens de l'étroite alliance qui unit depuis plus de cent ans les deux monarchies; de se montrer insensibles aux besoins d'une Cour, qui, pour son amitié, s'est exposée dans les années 1703 et 1762 à son ultime ruine; de faire voir qu'ils n'ont conscience, ni que la ruine de l'Angleterre serait l'inévitable conséquence de celle du Portugal, ni que le Portugal ne se laisserait ruiner lui-même, sans ruiner avec lui tous ceux qui veulent le perdre».

La menace était patente, mais il s'agissait beaucoup plus des paroles excessives d'un vieillard à bout de souffle qui sentait sa perte toute proche que d'une réelle mise en cause de l'alliance anglaise. La diplomatie portugaise, surtout en ces circonstances, n'avait pas de solution de rechange.

Après avoir consolidé l'occupation de l'île de Santa Catarina, le plan de D. Pedro de Zeballos Cortès, commandant en chef du corps expéditionnaire espagnol, était de reconquérir le Rio Grande do Sul. Le mauvais temps l'en empêcha. Il résolut alors d'aller à Buenos Aires afin de refaire ses forces. Il assumerait en même temps les fonctions de vice-roi de la Plata dont il était le premier titulaire. Après les fêtes qui marquèrent sa prise de fonctions et la victoire de S. Catarina, D. Pedro réorganisa son armada et son armée et se dirigea vers la colonie du Sacramento, encerclée par les troupes de Buenos Aires depuis sa restitution aux Portugais. Devant la puissance des Espagnols, et jugeant inutile de prolonger la résistance, le gouverneur de la place capitula le 4 juin 1777. Cette nouvelle victoire donna au vice-roi 141

canons et 2300 prisonniers! Comme il craignait qu'à la faveur d'un traité de paix en Europe la place ne fût de nouveau rétrocédée aux Portugais, il coupa le mal par la racine en ordonnant de la raser. Il commença ensuite les préparatifs pour aller récupérer le Rio Grande do Sul.

Ce fut alors qu'arriva à Rio et à Buenos Aires l'ordre formel des deux gouvernements de mettre un terme aux hostilités. La mort de D. José, le 23 février 1777, l'avènement de sa fille D. Maria I et le renvoi de Pombal avaient sensiblement amélioré les relations entre les deux cours. En outre, devant la menace d'une guerre avec l'Angleterre, le roi d'Espagne souhaitait rapatrier le plus rapidement possible ses forces terrestres et navales. Le conflit luso-espagnol, une nouvelle fois, se termina par un compromis. Le traité de San Ildefonso, signé le 1er octobre 1777, fut beaucoup moins favorable au Portugal que les deux traités antérieurs. Il renonçait à la colonie du Sacramento, à tout le territoire compris entre le Rio de la Plata et le Rio Grande do Sul (Uruguay) et aux Siete *Misiones* (Paraguay). En revanche, sa souveraineté sur le Rio Grande de Sâo Pedro et l'île de Santa Catarina lui était reconnue : en échange, le Portugal cédait à l'Espagne les îles de Fernando Po et de Ano Bom, qui l'intéressaient comme entrepôts dans le commerce des esclaves africains. De nouvelles commissions des limites furent mises en place, mais les progrès furent lents, car les deux gouvernements espéraient secrètement gagner du terrain.

1 Pour faciliter la lecture, nous le désignerons sous le nom de Pombal, bien que le roi D. José, après l'avoir fait comte d'Oeiras le 6 juin 1759, ne l'eût fait marquis de Pombal que le 18 septembre 1770, après vingt années de ministère.

1. C'était plus ou moins l'impression qu'en avait la diplomatie française. On peut lire dans les instructions que Louis XV donna à son ambassadeur en 1759: «Le Roi

de Portugal est un prince naturellement doux et juste. Il n'aime pas le travail auquel il n'a point été accoutumé pendant la vie du Roi son père, qui ne lui donnoit quelque part à l'administration que par rapport aux armements maritimes; d'ailleurs le fils, attentif à ne donner aucun ombrage au père, ne se mêloit de rien, et l'oisiveté lui a fait contracter l'habitude du repos et l'amour du plaisir» (Instructions).

2 Elle écrivait à sa mère Élisabeth Farnèse, le 6 avril 1743 : «Sur ce que vous me faites l'honneur de me dire de mon Prince, je vous puis assurer qu'il est bien différent de son Père, une humeur admirable, un très grand plaisir de faire tout ce qui peut plaire. Je ne puis que me louer de lui, puisqu'il m'aime beaucoup et a souffert mes mauvaises humeurs avec la plus grande patience du monde, sans dire la moindre parole qui peut fâcher. Il a été dans les plus grandes peines du monde jusqu'à lui faire mal. Certainement, il est très digne de tout l'amour que j'ai pour lui, et tout le monde de même.»

3 Le propos rejoint la réflexion de l'Italien Gorani qui était venu se mettre au service de Pombal. A ses yeux, D. José I[er] n'était en rien soumis à son ministre, mais il y avait une étroite collaboration entre les deux hommes: «La simple apparence cachait la réalité des faits, parce que, si à Carvalho e Melo incombaient les grandes lignes du gouvernement, c'était le roi l'unique responsable de cette orientation... Dans le régime personnifié en D. José, jamais celui-ci ne laissa d'être le centre du gouvernement. »

4 En 1752, Louis XV, dans son instruction au comte de Baschy, remarquait: «Le gouvernement portugais est principalement composé de trois secrétaires d'État. Le plus ancien est le sieur Pierre da Mota, âgé de 70 ans, lent dans l'expédition, mais qui a la réputation d'homme de probité et de bon sens. Il est chargé des affaires de l'intérieur du Royaume.»

5 Toujours dans cette même instruction: « Le sieur abbé de Mendonça est secrétaire d'État de la Marine: modéré dans son ambition, il se contente de la part que son département lui donne dans les affaires, et ne s'occupe d'ailleurs qu'à se conserver la bienveillance de ses maîtres par une infinité de recherches relatives à leurs amusements... »

6 Suivant toujours le témoignage du consul DuVernay, qui, dans une dépêche du 16 novembre 1750, reconnaissait: «Le public fronde le gouvernement hautement et sans ménagement, surtout la noblesse mortifiée de n'avoir point de part à la faveur du Roy... » Cette dernière faisait un portrait au vitriol de D. José: « Peu appliqué aux affaires, il ne s'en occupe que par nécessité. Crédule et facile, évitant la gêne et la représentation, n'ayant ni la résolution, ni la fermeté du feu Roy son père, aimant l'argent beaucoup, la chasse, la musique, les bouffons et le particulier avec ses domestiques. » D. Marie-Anne-Victoire n'était pas elle-même épargnée: «La Reyne, occupée des mêmes amusements, n'entre pour rien dans les affaires et paroît n'avoir aucun goût pour s'en mêler. » Enfin, on osait même dire que D. José, dans sa rapacité, s'était laissé acheter pour l'abandon de la colonie du Sacrement au traité de Madrid: «Il y a de fortes présomptions que le prix de la Colonie a été une somme d'argent pour le Prince du Brézil et le Duché d'Aveiro pour le marquis de Gouveia. » Ce fut cette grande noblesse que le futur Pombal s'employa à éliminer en 1758. L'effacement de celui qui avait joué un si grand rôle auprès de Jean V dans les dernières années de son règne, Alexandre de Gusmâo, l'auteur du traité des limites du Brésil, était aussi très significatif.

7 Son grand-père n'était même pas possesseur du *«senhorio* e *morgado»* des Carvalho, que Pombal s'appropria en 1759 après l'exécution du comte deAtouguia, pour rendre un peu de lustre à sa famille.

8 On peut lire dans l'instruction de Louis XV que Carvalho s'était assuré les services d'un des officiers les plus importants du royaume, le directeur de *l'Alfândega:* «Le directeur de la douane est consulté sur tout ce qui a rapport au commerce, à la navigation des nations étrangères, et aux projets de manufactures à établir dans le royaume ; il est protégé par le sieur de Carvalho, mais haï des négociants dont il a diminué les profits en réformant plusieurs abus qui se commettoient dans les douanes... » (1752).

9 Dès 1752, il ne faisait plus de doute pour la diplomatie française que le futur marquis de Pombal ne fût le ministre principal de D. José. «Le sieur de Carvalho a le département des affaires étrangères et celui de la guerre. Il peut être regardé comme le ministre principal, ayant obtenu par ses talents la confiance de son maître, que personne ne partage avec lui, pour ce qui concerne les affaires du gouvernement politique. Il est fort attaché au sieur da Mota qu'il consulte fréquemment. Né simple gentilhomme, il a beaucoup d'ambition, et travaille avec succès à l'élévation de sa famille» (instruction de Louis XV).

10 Dans une lettre du 13 janvier 1756, le comte de Baschy se faisait l'écho de ces incertitudes: certains parlaient de 60000 morts, d'autres du dixième seulement. Pour sa part, il retenait le chiffre de 15 à 16000 victimes.

11 Dans sa lettre au ministre, le négociant français et consul de France Grenier donnait des précisions sur ces pertes, dans une lettre du 11 novembre 1755: «Monseigneur, le 1e de ce mois, il est survenu un tremblement de terre, suivi d'un incendie, qui a ruiné la moitié de Lisbonne et de ses environs : on compte la perte des morts de 10000 à 12000 personnes. Il faudra au moins cent ans pour mettre Lisbonne en état d'être habité, puisque le Palais du Roy, le Parlement et tous les Tribunaux ont été brûlés, de même que la majeure partie des Églises et de la Douane, ce qui a le plus préjudicié les négociants; la Maison des Indes a été aussy brûlée: il y avoit deux chargements venus de la Chine. Le Roy prend les mesures nécessaires pour secourir son peuple dont une grande partie se trouve réduite à la mendicité, étant obligé de dormir en pleine campagne, la plus grande partie de la ville étant inhabitable.» Grenier, le 27 décembre suivant, donnait une estimation des pertes endurées par les nations étrangères: les Anglais et les Hambourgeois en auraient, chacun de leur côté, pour huit millions de livres tournois en marchandises perdues. «Quoique notre commerce ne soit pas si considérable, nos négociants français ont eu le même sort. J'ay perdu dans mes magasins 80 mille livres, mais j'ay eu le bonheur de sauver ma famille, ma caisse et mes livres de comptes, ce que plusieurs commerçants n'ont pu faire. Il m'est dû des sommes considérables, Dieu sçait s'ils seront en estat de payer... »

12 *Son Poème sur le désastre de Lisbonne est bien* connu : *Accourez, contemplez ces ruines affreuses, Ces débris, ces lambeaux, ces cendres malheureuses, Ces femmes, ces enfans, l'un sur l'autre entassés, Sous ces marbres rompus ces membres dispersés; Cent mille infortunés que la terre dévore, Cent mille infortunés que la terre dévore, Qui sanglans, déchirés, et palpitans encore, Enterrés sous leurs toits terminent sans secours, Dans l'horreur des tourmens, leurs lamentables jours.* Plus tard, lorsqu'il écrivit Candide en 1759, Voltaire, encore impressionné par le désastre, décrit ainsi l'arrivée du docteur Pangloss et de son élève à Lisbonne: «A peine ont-ils mis le pied dans la ville... qu'ils sentirent la terre trembler... Des tourbillons, des flammes et des cendres couvrent les rues. Les maison s'écroulent, les toits sont renversés. Trente mille - on voit qu'il revient sur le chiffre de 100000 victimes qu'il avait indiqué dans son Poème - habitants de tout âge et de tout sexe sont écrasés sous les ruines. »

13 Il avait fait ses preuves, sous Jean V, en construisant, en collaboration avec l'ingénieur architecte Custódio Vieira, le magnifique ouvrage d'art qu'est l'aqueduc des Aguas Livres à Lisbonne.

14 Les gaiolas étaient des armatures en bois articulées qui, malgré l'effondrement des murs, resteraient en place et soutiendraient le toit, évitant ainsi aux habitants d'être ensevelis sous les ruines.

15 Il ne faut pas le confondre avec son oncle, le grand diplomate D. Luis da Cunha.

16 Louis XV, dans ses instructions au comte de Merle en 1759, pouvait affirmer: «M. de Carvalho, sans avoir le titre de Premier ministre, en exerce toutes les fonctions. Il jouit de toute la confiance de son maître, et il en abuse, s'il faut en croire le cri public qui s'est élevé contre lui dans les États du roi de Portugal. Il avoit dans l'abbé de Mendoça un collègue éclairé, instruit et bien intentionné, mais celui-ci a été victime de la jalousie de son confrère, et il est disgracié et exilé sur les côtes d'Afrique... » Quant aux deux autres ministres, ce « sont MM. d'Acosta et d'Acunha, mais ils ne sont réellement que les créatures et les commis du principal ministre qui ne leur laisse qu'un vain titre et des fonctions subalternes... »

17 La princesse du Brésil n'ayant donné que des filles à son mari, le mariage de l'aînée des infantes, D. Maria, était une grave affaire d'État, puisque, selon les lois de Lamego, la future reine ne pouvait épouser qu'un prince portugais. Jean V, qui n'avait le choix qu'entre son propre frère, D. António, qui avait presque quarante ans de plus que sa petite-nièce, et son fils cadet D. Pedro qui n'en avait que 17, avait désigné ce dernier de son vivant.

18 Le consul de France Saint-Julien l'annonça à son ministre en ces termes, le 19 décembre 1758: «C'est avec horreur que je fais part à V.E. que la nouvelle de l'assassinat exécrable commis contre la personne du Roy Très Fidèle vient d'être rendue publique... Tout le monde admire le secret et les dispositions qui ont été observées dans un événement aussi affreux et critique, et on les attribue toutes à M. de Carvalho... » Il ajoutait huit jours plus tard: «A présent, on croit très positivement que les Jésuites sont entrés dans cette horrible conjuration. »

19 Saint-Julien en fit un long compte-rendu approbateur à la cour de Versailles, le 23 février 1759. A propos de l'ancien marquis de Gouveia, D. José Mascarenhas, duc d'Aveiro, il remarquait qu'il « avoit conçu contre le roi son maître une haine implacable pour l'avoir empêché de continuer ses artifices pendant le Règne présent, comme il avoit fait sur la fin de l'antécédent par l'autorité de son oncle, frère Gaspard». Quant à M. de Carvalho, il «fait l'admiration de tout ce royaume».

3. Dans les instructions du comte de Merle, où l'on sent percer l'indignation de la cour de France, malgré l'attentat commis deux ans plus tôt sur la personne de

Louis XV par Damien, on peut lire en 1759: « Ce ministre est d'un caractère dur et impérieux, et s'est appliqué principalement à opprimer la haute noblesse à laquelle il n'a pas l'avantage de tenir par sa naissance, quoiqu'il soit né gentilhomme, et à rendre suspects tous les seigneurs portugais qui n'ont pas voulu subir le joug auquel il prétendoit les assujettir. Le parti violent que le Roi Très Fidèle a pris de faire arrêter en dernier lieu dix-huit des personnes les plus distinguées de sa cour, est peut-être, en grande partie, un effet de l'esprit despotique du ministre... »

20 Intellectuels portugais imprégnés des Lumières venues de l'étranger.

21 Il faut cependant nuancer le propos. C'est ainsi que le consul de France, Sémonin, faisait part, le 20 août 1765, de la résolution de l'un des plus célèbres avocats de Lisbonne d'aller s'établir àToulouse, en emportant sa fortune de 100 000 écus: João Carlos Mourâo était en effet un nouveau-chrétien qui avait été arrêté sur l'ordre de l'Inquisition, trois ou quatre ans auparavant, sur une délation dont il s'était justifié. Sémonin commentait : «Tous ceux qui sont de race juive, surtout quand ils sont riches, sont, chaque jour, exposés à ces sortes de délation, et elles n'ont souvent d'autre motif que la cupidité du délateur à qui on adjuge une partie des biens de l'accusé, dans la cas où, par hasard, il est coupable. C'est par ressentiment contre l'Inquisition et pour la fuir que M. Mourâo quitte le Portugal. Il est pourtant vrai que ce Tribunal est aujourd'hui moins sévère qu'il ne l'a jamais été; mais il n'est point supprimé, comme l'ont annoncé quelques gazettes en dernier lieu. » On comprend donc ici les motivations économiques de Pombal, soucieux d'empêcher cette fuite des capitaux.

22 Ce n'était qu'un organe consultatif, régi par les statuts que Pombal et le docteur Inácio Ferreira Souto, *desembargador* de *la Casa de Suplicação,* lui avaient donnés. Elle était composée d'un *provedor,* d'un secrétaire, d'un procureur et de six députés (quatre pour Lisbonne et deux pour Porto). Elle fut ensuite complétée par un juge conservateur et un procureur fiscal.

23 Tous ceux qui avaient à leur charge la collecte des droits et rentes de l'État - *contratadores* (fermiers généraux), *rendeiros* (simples fermiers), *almoxarifes*, receveurs, etc. - étaient tenus de remettre au Trésor les sommes en leur possession, sans délai ni diminution, sous peine d'être poursuivis.

24 Il fut en grande partie l'auteur du Compêndio *Histôrico* do Estado *da Universidade* de Coimbra, publié en 1772, qui dénonçait la destruction de l'Université par les Jésuites.

25 Parmi les premiers députés ordinaires, on pouvait noter la présence de l'oratorien António Pereira de Figueiredo et du franciscain Frei Manuel do Cenáculo. La *Real Mesa Censória* aurait à sa tête un président, avec sept députés ordinaires de différentes professions et états, surtout théologiens et juristes, de préférence docteurs de l'université de Coïmbre, choisis dans le *Desembargo* do Paço et autres tribunaux. Il y avait également un secrétaire et des députés extraordinaires pouvaient être désignés, le cas échéant. Le lien avec le Saint-Office n'était pas entièrement coupé, puisque l'un des députés devait être un inquisiteur, dont la juridiction était limitée par le règlement.

26 L'*Arte da Gramática Latina* du père jésuite Manuel Álvares fut interdit. Il réapparut réformé par António Félix Mendes, professeur à Lisbonne, mais l'on adopta plutôt un abrégé, le *Novo Método* du père António Pereira de Figueiredo, de l'Oratoire.

27 Le même 28 juin 1759, des instructions indiquaient aux professeurs les dictionnaires et les livres de référence qu'ils devraient utiliser. Pour l'orthographe, ils suivraient les règles de Luis António Verney, pour la rhétorique celle d'Aristote et de Frei Luis de Granada, et d'après les œuvres de Cicéron, Tite-Live, Salluste, Cornelius Nepos, les sermons de saint Augustin. Ils adopteraient enfin la logique critique de Verney.

28 A la fin du ministère de Pombal, on pouvait compter jusqu'à 837 postes d'enseignants rémunérés directement par l'État: 479 étaient des *«mesteres* de *ler, escrever e contar»*, 236 professeurs de grammaire latine, 38 de langue grecque, 49 de rhétorique et 35 de philosophie.

29 «En 1756, cette classe fut en grand péril, ce qui l'amena à craindre pour son hégémonie économique dans cette région. Si cela était arrivé, elle eût aussi perdu toute l'importance politique dont elle jouissait. Pombal la sauva et, tant qu'il fut au pouvoir, la noblesse du Douro acquit une solidité économique qui lui permit de maintenir ses positions dans les postes administratifs et judiciaires de la zone. Non seulement elle avait maintenu ses positions, mais elle les avait même renforcées. A la fin du XVIIIe siècle, la noblesse provinciale du Nord du Portugal avait quasi autant d'influence que la noblesse de cour et, au début du XIXe siècle, quelques-uns de ces *fidalgos* obtinrent des titres. Ce fut la Compagnie vinicole qui rendit possible cette ascension» (S. Schneider).

30 Les noms les plus connus sont ceux des Bandeiras, des Quintelas et surtout celui de la grande famille *tabaqueira* des Cruzes, avec José Francisco et Anselmo José da Cruz.

31 Par la voie de l'ordre du Christ, les négociants étrangers eux-mêmes pouvaient être anoblis : il en fut ainsi pour le Français Ratton ou pour le Hollandais Braamcamp.

32 Vergennes, ministre des Affaires étrangères de Louis XVI, n'était pas moins convaincu de la force de l'alliance anglo-portugaise : «La cour de Lisbonne a depuis longtemps pour maxime politique qu'elle ne sauroit se lier trop étroitement avec l'Angleterre, parce que, dans cette opinion, cette puissance est la seule sauvegarde de sa sûreté, de sa tranquillité et même de sa considération.»

33 Il ne mettait pourtant pas totalement en doute la sincérité d'un Pombal irrité et découragé par la mollesse de l'appui que lui prêtait l'Angleterre dans la guerre du Sacramento. Lors de son apprentissage de la diplomatie à Lisbonne auprès de son oncle Chavigny, le ministre de Louis XVI avait connu bien des Portugais «très sensés et nommément le feu cardinal da Mota, Premier ministre de don Jean V, qui, sans vouloir renoncer à l'alliance de 1703, pensoient que rien ne

pouvoit être plus contraire aux intérêts de leur Patrie et à la dignité de la Couronne que de la rendre exclusive. Ils considéroient que n'avoir qu'un seul ami, c'étoit le rendre trop nécessaire, se soumettre

à sa dépendance et l'inviter à la tiranie, et que si l'alliance de l'Angleterre est nécessaire au Portugal pour l'aider en cas de guerre, l'amitié de la France devoit l'être également par ce qu'elle seule pouvoit détourner l'Espagne de lui faire la guerre, ce qui est plus important pour le Portugal qu'un secours presque toujours tardif et jamais gratuit».

34 Son ambassadeur à Versailles, le comte d'Aranda, alla même jusqu'à proposer à Louis XVI de s'en partager les dépouilles, le Portugal péninsulaire à l'Espagne et le Brésil à la France. Il se heurta à un refus poli du ministre Vergennes qui lui répondit, avec réalisme, que bien que le Brésil « soit séduisant et qu'il seroit difficile de se proposer une plus belle et plus riche acquisition, elle ne tente point du tout le roi mon maître; S.M. contente de son domaine veut le conserver et ne pense point à l'étendre».

35 Vergennes avait écrit à Madrid: « C'est en Amérique qu'est le foyer du mal, et c'est là où il est instant de porter les plus prompts secours. »

36 Le souverain l'avait entretenu « avec beaucoup de modération et de sang-froid », tout en lui disant « que c'étoit lui qui supportoit tout le dommage occasionné par la perfidie de M. le marquis de Pombal ». Il faisait malgré tout confiance au roi Louis XVI, son neveu, qui avait proposé sa médiation, de concert avec le roi d'Angleterre, mais il lui avait fait remarquer « qu'il ne pouvoit pas se laisser enlever impunément son bien; qu'il se voyoit contraint d'employer la force, mais qu'il l'employeroit de manière à éviter la guerre en Europe ».

CHAPITRE XVI

Le Portugal au siècle des Lumières

Beaucoup plus que dans la France éclairée du XVIIIe siècle, les *Luzes* portugaises s'insérèrent dans l'*illuminismo* italien et catholique. A l'instar de tous les pays de formation tridentine, elles s'imposèrent dans le cadre politique du despotisme royal. Elle furent aussi caractérisées par un refus des conceptions plus avancées des Lumières françaises. C'est ainsi que la censure écarta les œuvres de leurs principaux « philosophes» et celles des membres les plus distingués de la «République des Lettres ».

L'historiographie libérale a exalté le rôle joué par un petit nombre d'intellectuels portugais, profondément imprégnés de culture européenne, auxquels on donna le nom d'*estrangeirados*. C'est à eux que le Portugal devrait son renouveau culturel après un « *Reino Cadaveroso* » (A. Sérgio), une période d'obscurantisme qui aurait recouvert les règnes de Pierre II et de Jean V. Il y aurait ainsi eu durant le siècle des Lumières deux courants de pensée opposés: l'un, celui des « *castiços* » (purs), aurait prôné un renouveau dans la tradition nationale, alors que l'autre, celui des *estrangeirados*, aurait cherché à ouvrir à la nation portugaise les grands chemins de la culture européenne.

Aujourd'hui, les historiens portugais n'acceptent plus guère l'idée d'un obscurantisme intellectuel qui aurait suivi la Restauration de 1640, et d'un Portugal bâillonné par l'Inquisition et en marge des lumières de l'extérieur. C'est surtout J. Borges de Macedo qui a redéfini la notion d'*estrangeirado*, et lui a fait perdre le sens historique que, durant des années, on lui avait attribué. Il ne s'agit certes pas de nier la valeur ou l'influence de ces intellectuels, mais de leur ôter le rôle décisif qu'on leur a donné : avec leurs doctrines et leurs projets, ils n'ont pas « illuminé » un royaume dans les ténèbres, tout simplement parce que celui-ci n'y était pas plongé. D'ailleurs,

pendant toute la première moitié du XVIIIe siècle, le Portugal ne vécut nullement en marge du classicisme français et italien.

Parmi les rénovateurs de la culture portugaise, on peut retenir trois noms : Verney, Ribeiro Sanches et Magalhâes. On ne leur doit certes pas, comme l'affirma A. Sérgio, « tout ce qui se fit de bon au Portugal» dans le domaine de la culture, du règne de Jean V à celui de Marie Ire. Dans leur domaine spécifique, ils furent cependant des « agents » et des « inspirateurs » d'une méthodologie qui connut ensuite une plus sûre et plus ample application. En accord avec les courants de pensée qui soufflaient d'outre-Pyrénées, ils favorisèrent des orientations de rénovation qui germaient déjà dans beaucoup d'esprits.

Luis António Verney (1713-1792), fils d'un négociant français de Lisbonne, fit œuvre d'humaniste et de philosophe. Il fut surtout un pédagogue désireux de renouveler les méthodes d'enseignement qui avaient alors cours dans son pays. Il attribuait la décadence des études aux Jésuites qui en détenaient le quasi-monopole depuis la Réforme tridentine. Il composa en 1746 son ouvrage le plus célèbre, *O Verdadeiro Método de Estudar*, dont les idées inspirèrent en partie la réforme pombaline.

António Nunes Ribeiro Sanches (1699-1783), médecin d'origine juive exilé à l'étranger, fut un autre des oracles de Pombal. Plusieurs de ses travaux, comme son *Método de Estudar e Aprender a Medicina*, influencèrent la réforme de 1772 de l'université de Coïmbre. Au point de vue pédagogique, son œuvre essentielle réside dans les *Cartas sobre a Educação da Mocidade* (Lettres sur l'éducation de la jeunesse).

João Jacinto de Magalhâes (1722-1790), établi à Paris, puis à Londres, fut l'ami de Condorcet. Son influence sur la vie intellectuelle portugaise ne fut pas aussi marquée que celle des deux premiers, mais il fut l'une des figures les plus remarquables de la pensée portugaise à l'étranger.

Ce renouveau intellectuel, cependant, n'eut aucune influence sur l'État, dont les réformes s'inspirèrent surtout, nous l'avons vu, de la monarchie administrative de Louis XIV, ni sur la société, qui conserva les structures héritées du passé jusqu'à la fin de l'Ancien Régime.

UN ÉTAT ET UNE SOCIÉTÉ D'ORDRES

Rien ne distingue l'Ancien Régime portugais, social et politique, de ceux d'autres pays de l'Europe occidentale, comme la France et surtout l'Espagne. Cet Ancien Régime portugais, que l'on fait commencer habituellement avec la Restauration de 1640, rien, ni le gouvernement du marquis de Pombal ni les invasions françaises, ne vint l'altérer profondément: société d'ordres, société de corps et monarchie absolue, tels furent les traits fondamentaux du Portugal jusqu'à la révolution libérale de 1820, et peut-être même bien au-delà.

Comme en France, il s'agissait, en effet, d'une société d'ordres et d'états, dont la tête était le roi et où l'antique division juridique en trois états subsistait. Les *três braços* (les trois bras), clergé, noblesse et tiers état (le *braço popular),* représentaient les trois fonctions essentielles de la société médiévale, avec représentation dans les Cortès. Ils étaient reconnus par la loi, qui attribuait à chaque état des privilèges particuliers et des formes de traitement strictement hiérarchisées : ainsi, une *alvará* de Jean V, du 29 janvier 1739, réservait le titre d'*Excelência* aux grands seigneurs et aux hauts prélats, au Sénat de Lisbonne ou aux dames du palais; celui de *Senhoria* (Sa Seigneurie) aux évêques et chanoines, aux vicomtes et barons, ou aux gentilshommes de la chambre du roi; et au-dessous d'eux, tous ceux qui ont droit à *Vossa Mercê* (Votre Grâce). Dans les grandes cérémonies, les préséances étaient ordonnées avec précision : en tête venaient les hauts prélats, puis les grands seigneurs titrés, suivis des autres *fidalgos,* puis des *cavaleiros.* Enfin marchaient les *cidadãos* – que l'on appelait aussi les *homens bons,* qui représentaient le *povo* dans les Cortès – et la grande masse du peuple – le *povo* proprement dit -, sans représentation directe dans ces dernières.

Comme en France également, cette division en *três braços* ne correspondait plus exactement à la réalité sociale. Dès le XVIe siècle, un juriste comme Diogo de Sá rendait compte, dans son *Tractado dos* estados *ecclesiásticos e seculares,* d'une plus grande diversité du statut social. Pour décrire le statut particulier des différents groupes, il n'employait pas le terme *estado,* réservé aux *três braços;* il se limitait à l'énumération de leurs privilèges : par exemple, au lieu de parler de l'état d'agriculteur, il énumérait les privilèges des agriculteurs. Ces catégories sociales ne réussirent jamais à

avoir des organes propres et une représentation politique autonome comme les trois ordres.

La diversité sociale concernait presque toujours le bras populaire, défini par exclusion : ceux qui ne sont ni clercs ni nobles. La distinction fondamentale se faisait entre le *peão* (le piéton, l'homme du peuple) et la *pessoa de mor qualidade* (une personne de condition). Au bas de l'échelle des hommes libres, on trouvait les personnes de *condição vil* ou *mecânicos*, occupés par des travaux manuels rémunérés. Certains juristes parlaient d'un *estado* do *meyo* (un état du milieu), constitué de professions ayant bénéficié d'un processus d'ascension sociale, et placé désormais à côté de la noblesse, ou du moins à égalité avec d'autres professions anoblissantes: «Accepté par les uns, nié par les autres, l'*estado do meio* témoigne de la manière dont les mutations sociales allaient en brisant les frontières rigides des vieux ordres » (A. M. Hespanha)[1].

Comme dans toutes les sociétés d'Ancien Régime, l'individu n'était pas isolé, il était partie intégrante d'un « corps ». Ce n'était certes pas des organes indépendants, qui constituaient une limite théorique du pouvoir royal, car ils n'existaient que grâce à la permission royale, donnée sous forme de *doação* ou de *carta foral*. Cependant, ces privilèges, concédés à des cités, à des corps de métier, à des seigneurs ou à des universités, finirent par devenir inattaquables et irrévocables. Le souverain ne pouvait les violer sous peine de *desaforo* (usurpation de juridiction), considéré comme un péché mortel. On aboutissait ainsi dans la pratique à une limite de fait du pouvoir royal[2].

LES INSTITUTIONS DE LA MONARCHIE

La monarchie portugaise avait des caractères spécifiques. La marche vers le pouvoir absolu du roi s'était faite en trois étapes. A l'époque médiévale, les souverains avaient affirmé et affermi leur pouvoir de suprême juridiction : le juriste Diogo Lopes Rebelo pouvait dire en 1498, sous D. Manuel: «Le roi est, dans son royaume, par droit divin et humain, seigneur de la vie et de la mort des hommes. » Avec les *Ordonnances manuélines,* la doctrine classique de la monarchie absolue triompha et, jusqu'au ministère de Pombal, rien, ni l'intermède de la période espagnole ni la monarchie des

nobles de la Restauration, n'altéra fondamentalement le processus de cette évolution. Enfin, le « despotisme éclairé» de Pombal fut le point d'aboutissement, avec la suppression radicale des freins qui, dans l'ordre du clergé et dans celui de la noblesse, limitaient encore le pouvoir absolu. Pombal devait cependant tenir compte de la théorie de l'origine populaire du pouvoir royal et du droit des Cortès de choisir un roi, en cas de crise dynastique, qui avaient été affirmés à trois reprises : en 1385, en 1580 et en 1640.

La question du rôle des Cortès fut l'objet d'une polémique entre les deux grands juristes portugais de la fin du XVIIIe siècle, Pascoal de Melo Freire et António Ribeiro dos Santos. Ce dernier voyait en elles un instrument pour limiter le pouvoir royal, et il proposait d'insérer dans un nouveau code de droit public un article sur la fonction et les prérogatives constitutionnelles des Cortès. Melo Freire s'éleva avec vigueur contre ce projet: il exalta au contraire le caractère «pur et absolu» du pouvoir royal au Portugal, et il rappela fermement le rôle purement consultatif des trois états qui n'avaient d'ailleurs plus été réunis depuis 1698.

Rappelons que, à la différence du roi de France, le roi de Portugal n'était pas sacré, et que, manifestant ainsi l'origine contractuelle de son pouvoir, il y avait un échange de serments avec ses sujets, lors de son avènement. La notion de lois fondamentales était généralement inconnue de la théorie politique portugaise avant le dernier quart du XVIIe siècle, et elle n'apparaissait alors que liée à l'idée du pouvoir du monarque et de celui du peuple d'altérer les bases juridiques de la société, ce qui est à l'inverse de la situation de la France, où le roi était « dans l'heureuse impuissance» de modifier les lois fondamentales (Louis XV).

Au niveau des institutions centrales, on distingue celles dont la compétence s'exerçait dans le domaine des matières d'État, et celles qui expédiaient les matières ordinaires. Depuis Jean V, les grandes questions de politique intérieure et de politique étrangère étaient traitées par les trois secrétaireries d'État, les Affaires étrangères et la Guerre, la Marine et les Colonies, le Royaume.

L'administration proprement dite restait le fait des *conselhos* ou tribunaux qui avaient été progressivement mis en place par la monarchie : dans le domaine de la justice, le *Desembargo do Paço* – plus ou moins analogue au

Conseil d'État privé en France – et deux cours d'appel, la *Relação* ou Casa da *Suplicação* de Lisbonne et la *Casa da Relação de Porto* – assez comparables aux parlements français. Le *Conselho da Guerra* était chargé d'expédier des ordres aux armées de terre et de mer, de pourvoir aux charges militaires et de juger les crimes commis par les armées. La *Mesa da Consciência e Ordens,* présidée par le *monteiro-mor* (grand veneur) du royaume, avait compétence sur les trois ordres militaires, sur la recette et l'administration des commanderies et sur la nomination aux bénéfices des ordres. La *Junta* dos *Três* Estados, désormais constituée par les plus grands seigneurs, n'avait plus qu'un rôle honorifique.

Dans le domaine des finances et de l'économie, l'ancien *Conselho da Fazenda,* avec ses trois *vedores,* subsistait, mais il était désormais flanqué de deux créations de Pombal, l'*Erário* Régio et la *Junta* do Comércio qui lui ôtaient une partie de ses attributions. Le *Conselho Ultramarino* jouait toujours un rôle important dans les affaires des colonies. Le *Conselho do Santo-Ofício* était devenu un tribunal royal comme les autres. Des deux créations pombalines, la première, l'intendance générale de police, garda son importance jusqu'à la fin de l'Ancien Régime, alors que la seconde, la *Mesa Real Censória,* fut dépouillée de ses fonctions sous la reine Marie Ire.

Le royaume de Portugal était divisé en six provinces : Minho,Trás-os-Montes, Beira, Estrémadure, Alentejo et Algarve. Au sommet, le roi y était représenté par un gouverneur et capitaine général dont les attributions étaient essentiellement militaires. La véritable circonscription administrative était la *comarque,* où le principal officier du roi était le *corregedor,* ordinairement un letrado, diplômé de l'université de Coïmbre. Celui-ci, doté de fonctions judiciaires et administratives, prononçait au civil et au criminel en deuxième instance, mais l'on pouvait faire appel de ses jugements devant les tribunaux suprêmes du royaume. Il faisait aussi dans la *comarque* des tournées d'inspection au cours desquelles il contrôlait la gestion des municipalités. Son existence explique en grande partie que la monarchie administrative n'ait pas senti la nécessité d'appliquer le système français des intendants.

Au niveau inférieur, des *juizes de fora,* également juristes de formation, étaient administrateurs et juges en première instance au civil et au criminel. Le *juiz de fora,* étranger à la région, comme son nom l'indique, ne restait en

général que trois ans dans sa place, pour qu'il ne pût y acquérir des liens ou des complicités qui auraient pu corrompre ses jugements. Ces *corregedores* et ces juges étaient nommés par le roi, par l'intermédiaire du *Desembargo do* Paço.

Partout où il n'y avait pas de *juiz* de *fora,* la justice était exercée en première instance par des juges ordinaires, élus par les habitants mêmes de l'endroit de leur résidence et confirmés ensuite au nom du roi par le *Desembargo:* ils n'exerçaient qu'une année et n'avaient aucune formation en droit. Dans les petits bourgs – *aldeias, lugares, casães* – des *juizes da vintena* jugeaient les causes civiles les moins importantes. En revanche, dans les cités et les villes les plus populeuses, les attributions du *juiz de fora* étaient, en général, réparties entre un juge civil, un juge criminel et un juge des orphelins. Lisbonne possédait un plus grand nombre de magistrats avec des dénominations et des grades supérieurs : quatre *corregedores do cível,* six *corregedores do crime,* quatre juges des orphelins, et bien d'autres encore.

De la Restauration jusqu'à la fin de l'Ancien Régime, on assista à la disparition progressive de l'autonomie municipale. Celle-ci, on s'en souvient, avait été reconnue par le roi dans un *foral*: le *concelho,* assemblée générale des habitants qui possédaient des biens-fonds, les *homens bons,* élisait les magistrats municipaux, dont les principaux étaient les *vereadores,* qui formaient la *câmara.* Or, progressivement, ce corps de magistrats, en se renouvelant par cooptation, déposséda les *concelhos.* L'administration des villes, grandes et moyennes, fut ainsi confisquée par les aristocraties locales, si bien qu'une loi du 9 mai 1654 réserva les offices municipaux aux personnes principales de la terre, c'est-à-dire le plus souvent à des nobles.

Parallèlement, l'intervention du pouvoir royal dans l'administration locale se fit de plus en plus pressante, surtout en contrôlant les élections : le *Desembargo do Paço,* qui devait seulement confirmer les magistrats qui avaient été élus, procédait lui-même à leur choix sur une liste d'éligibles qui lui avait été envoyée, ou il les nommait directement sans tenir aucun compte de la présentation de la *câmara.* Il arrivait souvent, d'ailleurs, que cette dernière fût présidée par le représentant du roi, *corregedor* ou juge. Lisbonne était le symbole même de l'étroite dépendance dans laquelle pouvait se trouver une municipalité, malgré le titre prestigieux de Sénat

qu'elle portait : le président du Senado da Câmara était toujours un noble de la première classe - *fidalgo da primeira grandeza*[3] -, et les *vereadores* étaient des magistrats du *Desembargo.*

LE CLERGÉ

«Le clergé très nombreux et très puissant y est absolument ignorant et débauché, s'indignait un voyageur français; les moines et les religieuses même, y vivent dans le libertinage le plus scandaleux. Ce royaume est ainsi dévoré par une infinité de gens qui consomment toujours sans jamais travailler. Croira-t-on que sur sa population de deux millions d'âmes, on compte deux cent mille âmes en moines, prêtres et religieuses! »

Au Portugal comme en Espagne, les étrangers contemporains attribuaient en effet la responsabilité du retard des deux royaumes ibériques à cette nombreuse « classe » improductive. Les chiffres avancés étaient tout à fait exagérés. Balbi[4] fut l'un des premiers à faire un sort à ces estimations : il ramena le nombre des clercs à 29 000, soit environ 1 % de la population. C'est à cette hypothèse raisonnable que les recherches les plus récentes permettent de se rallier[5].

Autant qu'on le connaît, le recrutement du clergé séculier, dans son immense majorité, se faisait sur place. Comme les familles devaient doter d'un certain bien ceux de leurs membres qui entraient dans la prêtrise, le recrutement se faisait surtout dans la population rurale la plus aisée, celle des laboureurs *(lavradores),* et non dans celles des journaliers *(jornaleiros)* ou des brassiers *(braceiros).* La carrière sacerdotale ne traduisait donc pas une fuite devant la misère, mais « une grande propension dans la gent rustique à ordonner ses fils afin d'honorer les familles », remarquait un mémoire de l'Académie des sciences. Dans le Sud du Portugal, où le prolétariat rural constituait l'essentiel de la population des campagnes, le clergé séculier était plutôt issu de la petite et de la moyenne bourgeoisie des villes.

Les origines géographiques du clergé régulier étaient plus variées, puisque le recrutement des maisons religieuses, dont la localisation était essentiellement urbaine, se faisait à travers tout le pays, surtout dans les

villes. On trouvait évidemment dans le haut clergé des noms de la grande noblesse, mais certains prélats pouvaient avoir une origine modeste : un archevêque d'Évora était né à Lisbonne dans une famille de petits artisans, et son père était forgeron.

Les contemporains dénoncent de manière unanime l'excessive richesse du clergé et le mauvais emploi qu'il en faisait. Il est difficile d'avoir une idée d'ensemble de la fortune et des revenus de l'Église. Ces derniers étaient constitués, pour l'essentiel, par la rente foncière et la levée de la dîme ecclésiastique – les *dizimos.* La part de chacune de ces ressources variait d'une région à l'autre [6]. Au nord du Douro, les recettes de la dîme étaient souvent prépondérantes, alors que dans le Sud du Portugal, héritage de la Reconquête par les ordres militaires, l'Église était surtout un grand propriétaire foncier[7].

La répartition des revenus ecclésiastiques était extrêmement inégale. Ainsi, au nord du Douro, le clergé de la région était loin de percevoir la totalité de la dîme : dans le Trás-os-Montes, alors que le clergé séculier de la province n'en retirait que 38 %, près de 40 % en était recueillie par les *comendas* – abbayes et prieurés en commende -, dont les titulaires étaient à 87,5 % des laïcs absentéistes qui dépensaient leurs revenus ailleurs. Il en est de même dans l'Algarve où, en 1788, les *dízimos* vont pour 12 % au patriarche de Lisbonne, 25,6 % à l'évêque, 37,7 % au chapitre et 24,7 % aux commendataires. Le clergé paroissial n'en percevait rien directement et devait se contenter, pour vivre, d'une « congrue » qui lui était chichement versée.

Traduisant son hétérogénéité, l'inégalité des revenus existait aussi dans le clergé paroissial lui-même. Au nord du Douro, on peut distinguer deux grands groupes, celui des *párocos* (21,2 %), responsables spirituels d'une paroisse, et celui des clérigos (78,8 %), tous les prêtres qui leur étaient subordonnés. Parmi les *párocos,* il y avait également de grandes différences. Les mieux pourvus, les abbés et les prieurs, percevaient directement en totalité ou en partie la dîme de leur *abado* ou de leur *priorado.* Les autres *(reitores, vigários* et *curas)* ne recevaient qu'une congrue payée par le patron de la paroisse ou par le commendataire[8]. Ce clergé paroissial ne constituait qu'une minorité privilégiée par rapport à tout le reste des prêtres séculiers. Cet authentique prolétariat ecclésiastique ne

vivait que des gratifications temporaires ou occasionnelles de leur *pároco* ou des paroissiens : « Sans espoir d'ascension au gouvernement d'une paroisse, beaucoup des clercs des cités et des villes fréquentaient bals, comédies, théâtres et estaminets, pendant que les clercs ruraux se dédiaient à des occupations et à des métiers serviles et bas, commerçant et trafiquant dans les foires, jardinant, élaguant les vignes, soignant les bœufs, gardant les chèvres, avec des manières rudes et ignorantes, usant de vêtements sordides et sales, négligeant l'habit ecclésiastique et la tonsure, enfin vivant et travaillant comme n'importe quel paysan» (F. de Sousa).

LA NOBLESSE

Une définition juridique

Comme en France et en Espagne, le second ordre était défini par un statut juridique qui lui reconnaissait des privilèges. Mais derrière cette unité de façade, il cachait une grande diversité, reconnue par la loi.

Suivons un théoricien de la noblesse au XVIIe siècle : António de Villasboas e Sampayo publia en 1676 sa *Nobliarchia Portugueza,* véritable bible de la noblesse portugaise[9], comme le serait en France le *Traité de la noblesse,* de Gilles André de la Roque, paru deux ans plus tard. Pour lui, il n'y a pas d'égalité au sein de la noblesse : il y a, d'une part, la «vraie noblesse dérivée par le sang et héritée des aïeux», et, d'autre part, la « noblesse civile et politique qui s'acquiert par les charges et les postes de la République». La première, la *nobreza herdada,* est d'essence supérieure par rapport à la seconde : «La noblesse héritée des aïeux est beaucoup plus prééminente que celle acquise récemment, pour être cette vertu des ancêtres déjà faite nature dans les descendants. La noblesse est éclatante quand on voit dans son ancienneté les faits héroïques et les charges honorables qu'ont eues les aïeux. » C'est cette noblesse héritée, qui constitue la *fidalguia*[10], que le prince, si grand soit-il, ne peut donner[11].

Pas plus qu'il n'y a d'égalité entre les nobles, il n'y en a entre les fidalgos: la première *fidalguia* est la *fidalguia de solar.* Ce dernier mot qui vient du latin *solum* (sol) est la terre, le lieu, la maison dans lesquels une famille

noble prend son origine. Mais ce *solar* doit être ancien et son acquisition après la Reconquête ne donne nullement la *fidalguia de solar* à la famille. Il y a même une hiérarchie entre les *fidalgos de solar,* selon l'importance de la maison ou de la terre d'origine et selon l'illustration postérieure d'une famille : on parle alors de *fidalgos de grande solar.*

Ces *solares* sont surtout localisés dans le Nord, zone refuge des chrétiens, point de départ de la Reconquête, et par conséquent racine de la noblesse la plus ancienne. Peu importe qu'ils soient très modestes, l'essentiel est de les avoir conservés dans la famille. Malheur à celles qui ont dû le vendre: « Beaucoup d'entre elles sont complètement déchues par l'appauvrissement, car seule la pauvreté plus que tout peut abattre la noblesse la plus illustre et rendre inconnu le sang le plus noble. »

C'est, en général, dans la *fidalguia de solar* que le roi accorde des titres, formant ainsi une noblesse titrée (*títulos*) - au Portugal, il n'existe pas de grands comme en Espagne. Ces titres, le souverain ne les accorde qu'avec parcimonie et leur transmission est strictement réglée. Il peut, bien sûr, titrer des nobles qui n'appartiennent pas à la *fidalguia de solar,* mais ceux-ci ne l'acquièrent pas pour autant. Ce sont les solares qui constituent les majorats *(morgados),* véritables supports de cette noblesse ancienne.

Tous les autres *fidalgos* appartiennent à des familles d'anoblis qui, avec le temps, atteignent la *fidalguia,* mais jamais la *fidalguia* de solar: fidalguia de cotte d'armes, *fidalgos* de lignage, noblesse de race. Originalité du Portugal, on met sur le même pied l'acquisition de la *fidalguia* par l'épée et par les lettres, c'est-à-dire par des offices civils exigeant des grades universitaires : « Les chemins et les moyens les plus honorables par lesquels s'acquiert la noblesse des familles sont ceux des armes et ceux des lettres : de ces deux principes et de chacun d'eux dépend toute la substance de la noblesse la plus qualifiée. »

Non moins originale est la reconnaissance par Villasboas de l'acquisition de la noblesse par la richesse : « Il y a aussi quelques hommes riches qui, sans le travail de la guerre et sans le soin des lettres, acquièrent en diverses occasions la noblesse pour leurs descendants. Toujours les richesses furent bien vues, mille exemples s'offrent au discours, où le Philosophe vient à définir la noblesse par le capital. » Mais il faut que cette richesse soit ancienne : «Un homme ne devient pas noble immédiatement parce qu'il est

riche, il lui faut la vertu et les mérites de ses ascendants : ainsi les richesses anoblissent quand elles sont antiques et acquises par les parents et grands-parents », car elles donnent le pouvoir et le respect, facilitent les mariages nobles et ouvrent le chemin des charges honorables.

A la différence de la France, la *fidalguia*, même celle de solar, peut, en l'absence de mâles, se transmettre par les femmes. Cette *fidalguia* ne jouit cependant pas dans l'opinion du même prestige que celle qui est transmise par les mâles *(varonia).* Enfin, les bâtards héritent de la noblesse de leurs parents : « Il y a même beaucoup de familles dans ce royaume qui ont été continuées par la lignée de ces fils, avec le lustre et la splendeur anciens, usant de la noblesse, des Armes et des *apelidos* [noms de famille] de leurs ancêtres, et montant à des charges nobles sans aucun empêchement. » D'ailleurs, les plus grandes familles de Portugal sont issues de bâtards de la maison royale, qui sont même parvenues au trône avec les deux dynasties d'Avis et de Bragance.

Ceux qui ont la noblesse politique et civile sont de simples anoblis qui n'appartiennent évidemment pas à la *fidalguia.* Cet anoblissement peut être obtenu par pure concession du prince, par charges civiles ou militaires ou par la voie des ordres militaires, surtout l'ordre du Christ. En ce qui concerne l'anoblissement par charge, toutes les grandes charges de la maison du roi[12], de l'armée et de la magistrature étaient tenues par la haute noblesse: «Tous ceux qui occupent ces offices sont si illustres par leur sang et par leurs mérites que, pour chacun d'eux, on peut dire que ce n'est pas la place qui grandit les hommes, mais que ce sont les hommes qui donnent autorité à la place. » Les magistrats des tribunaux eux-mêmes appartenaient au second ordre[13]. Lorsqu'ils n'étaient pas nés nobles, ils jouissaient de la noblesse civile et politique, ainsi que tous les officiers de justice inférieurs – *corregedores, provedores, ouvidores,* juizes de *fora.* Il en était de même des professeurs de l'université de Coïmbre, des avocats, des médecins. Les officiers municipaux *(vereadores)* n'acquièrent la noblesse que quand ils sont élus dans les *cidades* et *vilas* notables, où seulement les nobles avaient l'habitude de servir.

L'habit de l'ordre du Christ était devenu un moyen très efficace pour les plébéiens d'entrer dans la noblesse. Il n'existait, en effet, que deux empêchements à l'habilitation des impétrants : lorsqu'ils ne pouvaient pas

prouver leur *limpeza de sangue* ni l'absence de métier vil et mécanique dans leur famille. Encore y avait-il bien des accommodements avec ces deux conditions, et les contemporains s'accordaient pour dénoncer l'avilissement de l'ordre. L'ambassadeur de France Bombelles voyait avec sévérité en 1786 «nombre de chevaliers de l'ordre du Christ attachés au service des grands comme intendants, écuyers, valets de chambre, porter la même décoration que leurs maîtres et la souveraine du royaume ».

La noblesse pouvait se perdre, d'abord d'une manière irrémédiable, aussi bien pour l'héréditaire que pour la politique, par des crimes infamants. Villasboas, en revanche, introduit des nuances en ce qui concerne la dérogeance, c'est-à-dire l'exercice de métiers vils et mécaniques, où elle ne se perd vraiment que pour ceux dont la noblesse a été acquise par le père, mais non pour la *fidalguia* dont le cas peut être comparé à celui de la «noblesse dormante» en Bretagne.

La réalité sociale

Derrière cette division juridique de la noblesse entre *fidalgos* et anoblis, la réalité sociale était bien différente : le second ordre se répartissait selon les fonctions que ses membres exerçaient et selon la fortune dont ils jouissaient. J. Borges de Macedo distingue ainsi quatre grands groupes dans la noblesse. Une noblesse de robe (*toga*) monopolisait les magistratures petites et moyennes. Une noblesse d'épée (*espada*) continuait à assumer la fonction militaire. Une noblesse de province (*nobreza de solar*) conservait son pouvoir, surtout dans le Nord, où les fonctions administratives et judiciaires continuaient à lui être dévolues et où sa condition économique, grâce à la faveur de Pombal notamment, ne cessa de s'améliorer tout au long du XVIIIe siècle. Une noblesse de cour, enfin, était titulaire des grandes charges de l'État et des grands gouvernements d'outre-mer. Cette dernière, persécutée par Pombal, n'avait pas perdu sa puissance sociale et économique. S'y ajoutait la noblesse financière et commerçante que la ferme des revenus de l'État avait enrichie considérablement.

Dans les dernières décennies de l'Ancien Régime, toutefois, le débat entre noblesse de sang et noblesse acquise restait très présent. A propos d'une place de ministre auprès du Saint-Siège, accordée à M. de Melo, neveu du

secrétaire d'État de la Marine, aux dépens d'un membre de la famille du vicomte de Ponte de Lima, Bombelles remarquait: «Les *fidalgos* voient avec humeur un provincial du Minho, à peine anobli, leur enlever une des plus belles places de leur carrière politique [14].»

Les théoriciens et les juristes défendaient toujours la prééminence de la *fidalguia* sur les anoblis, alors que les «philosophes» estimaient que la seule vraie noblesse était celle qui avait récompensé les mérites et les services rendus à l'État. Ces derniers allaient même jusqu'à remettre en cause l'hérédité de la noblesse, en demandant qu'à chaque succession le pouvoir en fît la confirmation, et ils refusaient d'admettre la légitimité des privilèges nobiliaires quand la fonction sociale ne les justifiait plus.

C'est, avec des nuances, le point de vue d'un théoricien de la noblesse à la fin de l'Ancien Régime, Luiz da Silva Pereira Oliveira[15]. Tout en admettant la grande division entre noblesse héréditaire et noblesse civile, il n'en insiste pas moins sur la valeur, presque la supériorité, de la noblesse de mérite. Il s'étonne ainsi du mépris dans lequel on tient les professions de l'agriculture, qui est la source perpétuelle de l'abondance, et il souhaite que le gouvernement «concède un degré de noblesse à ceux qui ont acquis et pratiqué les vrais principes de bien cultiver la terre et d'en tirer tout le profit possible». A ceux qui lui objectent que ce serait avilir la noblesse par cette multitude des anoblis, il rétorque : « Si les Armes et les Lettres donnent la noblesse, pourquoi pas l'Agriculture? Celle-ci et celles-là sont nécessaires pour la conservation et la prospérité des Monarchies, celle-ci et celles-là doivent par conséquent être anoblies et honorées. » Il estime que ce changement pourrait être introduit à l'occasion de la promulgation d'une loi agraire, dont les plans étaient préparés par les « amis de la Patrie », notamment par Domingos Vandelli.

Malgré la tradition du *cavaleiro mercador*, n'imaginons pas que, dans la noblesse portugaise, il n'y ait eu aucun préjugé contre le négoce : la législation pombaline pour l'effacer en est le meilleur témoignage. Luis da Silva Pereira Oliveira déplorait en 1806 les réticences de la *fidalguia* à l'égard des activités commerciales, et il aurait aimé, rejoignant le débat entre noblesse militaire et noblesse commerçante dans la France du milieu du XVIIIe siècle, que « toute la Nation lise, pour se désabuser de ses préjugés à l'égard du Commerce, l'abbé Coyer, auteur de la Noblesse

commerçante. Cette œuvre, pleine d'esprit, d'énergie et de force, a pour objet de pousser les Nobles au Commerce ». Il se félicitait de l'action en faveur du commerce du « grand D. José I, qui, dans la science du gouvernement, surpassa tant de monarques ses augustes prédécesseurs » : il attribuait au souverain tout le mérite de la législation de Pombal, dont le nom était encore honni. Par la création de la junte et d'une école de commerce, comme par l'établissement d'une compagnie d'assureurs, «il supprima du commerce toute idée de mépris et le fit compatible avec la plus haute noblesse[16] ». Il se réjouissait aussi des honneurs que D. José et, ensuite, son fils, le prince régent D. João, avaient accordés aux grandes familles de négociants : les Cruz-Sobral, les Bandeira et les Quintela [17]. Bien entendu, il ne voulait pas parler des boutiquiers : « Ces hommes qui entrent dans le Commerce par une porte si basse et si étroite, loin de gagner la Noblesse, la perdent et dérogent à ceux qui l'avaient.»

L'ouverture de la noblesse au groupe des grands négociants a cependant eu, à plus ou moins long terme, des conséquences importantes sur l'évolution des structures politiques et sociales du Portugal : selon l'excellente formule de l'historien J. A. França, cette *burguesia pombalina* devint une *nobreza mariana,* sous D. Maria I, pour finir fidalguia *liberal* avec l'avènement de la monarchie constitutionnelle au XIXe siècle. Sans que cela fût tout à fait nouveau, ce changement traduisait une prise de conscience de plus en plus nette d'une mutation de la société, où, pour beaucoup, l'idéal social devenait celui du commerçant ou, pour mieux dire, celui du *fidalgo* négociant. L'auteur d'un dictionnaire du commerce et de l'économie portugais n'écrivait-il pas en 1784 : « Combien de nobles maisons portugaises ne descendent-elles pas de semblables marchands, et ne se soutiennent-elles pas par ce qu'ils avaient acquis ! Marchands qui, par leurs libéralités, ou par leur sang et leur vie, avaient libéré la Patrie, étendu son empire, développé la Religion, les Arts, la Science, et s'était faits les maîtres du monde! » (Bernardo de Jesus Maria). Un autre panégyriste du négoce disait: « Il paraît absurde que tous les arts utiles dans l'État ne soient pas des métiers nobles. »

L'ampleur de la fortune introduisait aussi de grandes inégalités au sein de la *fidalguia* et de la simple noblesse. La *fidalguia de solar* par exemple n'était pas toujours synonyme d'un grand patrimoine. Certaines de ces

familles, incapables de vivre noblement, retournaient parfois à l'état de roture. Quelques anoblis du négoce, en revanche, jouissaient de revenus équivalents ou même supérieurs à ceux de la haute noblesse. Faute d'études sur ce sujet, il est difficile de se faire une idée précise de la fortune nobiliaire. Du moins est-il possible d'affirmer, à partir d'indices certains, que les fortunes et les revenus de certains grands seigneurs pouvaient atteindre ceux des ducs et pairs en France : ainsi un voyageur français assurait en 1730 que le duc d'Aveiro jouissait de 200 000 *cruzados* de revenus par an (soit environ 450 000 à 500 000 livres tournois). Certaines de ces fortunes avaient été rassemblées grâce aux profits du commerce colonial.[18]

Aux revenus du patrimoine s'ajoutaient souvent les libéralités royales, sous forme de *tenças* [19], de *comendas* (commanderies) des ordres militaires, ou de pensions sur le Trésor royal. Bombelles s'en indignait: « L'ordre du Christ emporte dans ses commanderies un des principaux revenus du royaume de Portugal. » Bien qu'elles ne soient pas héréditaires, « il faudrait une disgrâce marquée pour que le fils ne fût pas confirmé dans toutes les dignités du père et mis en possession des mêmes biens de la Couronne qu'il avait». Il citait l'exemple de la *morgada* d'Oliveira qui s'était vu accorder par la reine « 3 000 cruzados de pension, une commanderie de l'ordre du Christ dans la province du Minho qui rapportera au moins autant, confirmation des biens de la Couronne pour que son fils y succède», ce fils qui n'avait d'autres titres que dans les services de ses ancêtres pour obtenir de telles faveurs : « C'est par trop de facilité à accorder à tous les *fidalgos* ce qu'ils sollicitent[20].»

Comme dans d'autres pays d'Europe occidentale, ces revenus très confortables n'empêchaient pas les grandes maisons d'avoir leurs affaires dans le plus grand désordre et d'être très endettées, « chose d'autant plus surprenante pour les étrangers qu'ils ne voient pas un seul grand seigneur portugais se livrer aux magnifiques et agréables profusions des dissipateurs français ou anglais», commentait perfidement Bombelles. Il l'attribuait à une «foule de pouilleux qui écrase les finances du maître ». Car, au Portugal, la richesse et la splendeur d'une maison se mesuraient à l'importance de sa domesticité : « On ne s'attache ici qu'au nombre des serviteurs et, avec cette multitude de gens mal payés, on est plus mal servi

encore. Je fus voir l'autre jour le marquis de Pombal [le fils du ministre de D. José], celui des Portugais le plus façonné aux usages des autres pays. J'errai pendant un quart d'heure dans une maison où il y a peut-être cent valets couchés sur l'état de la domesticité (Bombelles) [21]. »

LE *BRAÇO POPULAR* OU *TERCEIRO BRAÇO*

Juridiquement, le *braço popular* était l'ensemble de l'un des ordres représentés aux Cortès. Avec ses hiérarchies sociales, il s'agissait, en réalité, d'un monde encore plus complexe que ne l'étaient les deux premiers ordres. Pour simplifier, il était divisé entre les *homens bons* et le *povo.* Les premiers, ou *cidadãos,* étaient ceux qui dominaient les *câmaras,* les personnes honorables (*honrados*), la *gente limpa:* ils formaient avec l'élite du commerce cet estado do *meyo* que nous avons déjà rencontré.

Tout le reste du tiers état constituait le *povo* - le roi, en s'adressant au tiers état, le faisait aux *cidadãos e mais povo* -, c'est-à-dire tous les groupes sociaux auxquels il revenait de travailler et de servir - gens de métiers, laboureurs et domestiques -, qui, à l'exception de ceux qui étaient organisés en métiers, ne participaient pas à la vie publique locale. Au-dessous du *povo*, il y avait tous ceux qui n'étaient pas représentés aux Cortès, la *gente baixa*, les oisifs et les esclaves.

Dans les campagnes, une distinction fondamentale se faisait entre les propriétaires de biens-fonds *(bens de raiz)* et les dépendants sans terres, *jornaleiros* et autres *braceiros.* Dans l'enquête qu'il fit au début du XIXe siècle, Adrien Balbi estimait que, sur un total de 900 000 actifs dans tout le royaume, il y aurait eu 480 000 agriculteurs, répartis entre 96 000 propriétaires, sans compter les 60 000 personnes qui vivaient de la rente foncière sans participer à la production, 135 000 fermiers (*arrendatários*), 250 000 journaliers et 35 000 bergers *(pastores)* et domestiques *(serviçais).*

Dans cette répartition il existait, en fonction du régime de la propriété, de grandes différences entre le Nord, où les paysans sans terres étaient minoritaires - dans le Trás-os-Montes, 67 % de la population agricole aurait été formée de laboureurs - et le Sud, surtout dans l'Alentejo, où un prolétariat rural misérable était très largement majoritaire [22]. Autre

différence, le fardeau du régime seigneurial pesait dans le Nord sur les propriétaires – la propriété utile étant grevée de charges dues à la propriété éminente du seigneur - beaucoup plus que dans le Sud, où prédominait le régime latifundiaire. Dans le Nord, cette population rurale participait à des activités artisanales, voire à la production manufacturière à Covilhâ, dans le Minho ou dans le Trás-os-Montes. Elle s'adonnait aussi à des activités parallèles, notamment dans les transports comme muletiers *(almocreve)*, dont le rôle était essentiel dans la société rurale.

Le tiers état, dans les villes, présentait, en gros, une hiérarchie de trois groupes sociaux : au sommet, l'*estado do meyo*, formé des professions libérales et des négociants en gros qui monopolisaient le système municipal; ensuite, une petite bourgeoisie comprenant les boutiquiers et les artisans, avec un droit de représentation limité au sein des *concelhos* grâce à leur organisation en métiers : cela était particulièrement vrai dans les grandes villes, surtout à Lisbonne, sous la forme des *Casas dos Vinte* e *Quatro;* enfin, au bas de l'échelle sociale, tous ceux qui travaillaient pour le compte d'autrui, souvent dénommés *ventres ao* sol (littéralement, ventres au soleil), et qui ne participaient jamais aux décisions des *concelhos.*

L'organisation en métiers était l'un des traits les plus caractéristiques de la société urbaine. Il y avait d'une part l'*ofício*, groupement professionnel réglementé, et d'autre part la *bandeira* ou *corporação* qui regroupait plusieurs *ofícios.* Cette dernière avait des finalités politiques, administratives et, jusqu'à un certain point, religieuses. C'était par ces *bandeiras dos ofícios* que s'effectuait l'élection ou le choix des représentants des métiers, notamment pour le gouvernement de leur *Casa dos Vinte* e *Quatro.* Quant à la *confraria* ou *irmandade*, elle garda jusqu'à la fin de l'Ancien Régime son aspect médiéval d'association volontaire à caractère religieux, dans laquelle s'étaient regroupés les *irmãos* (frères) pour un secours mutuel tant matériel que spirituel, souvent par affinités professionnelles[23].

CRISE ET RENOUVEAU DE L'ÉCONOMIE

L'économie portugaise ne peut être simplement réduite à une économie de marché international : il existe en effet un marché intérieur, que les

contraintes de la géographie et l'insuffisance des moyens de communication tiennent à l'écart des grands flux du commerce international. Ce marché ne consommait que des productions locales, et était très peu touché par l'importation de produits étrangers.

A l'exception des vignobles du Douro et des petites activités artisanales, l'économie était dominée par une agriculture vivrière. Suffisait-elle à nourrir l'ensemble de la population? On a le plus souvent répondu par la négative : pour ses approvisionnements en céréales, la dépendance du Portugal à l'égard de l'étranger aurait été une constante de son économie depuis l'époque médiévale. Au XVIIIe siècle, les témoignages des contemporains sont unanimes : le consul de France, se faisant l'écho de ce point de vue général, affirmait, en 1738, que la plus abondante récolte ne donnait que pour sept mois de consommation. Cette dépendance céréalière était peut être réelle en cas de mauvaises récoltes en métropole ou aux Açores, qui étaient l'un des greniers à blés du Portugal : la crise des années 1760 eut vraiment lieu, à preuve les grandes importations de céréales venues de France.

Mais il faut nuancer ce lieu commun que Balbi, le premier, eut le mérite de remettre en question. En étudiant les chiffres des importations de blés du Portugal dans les dernières années du XVIIIe siècle et les premières du XIXe, il montra que la dépendance de l'étranger était relative. Du tableau des importations de céréales et de farines pour vingt-quatre années, il déduisit qu'il s'en fallait de beaucoup que le Portugal eût importé la moitié et même le tiers des céréales consommées : à peine le quinzième, quasi exclusivement pour la nourriture de Lisbonne.

Pour la période 1796-1801, A. Silbert, en reprenant les chiffres de Balbi, a estimé la moyenne des importations de céréales à 910 000 hl pour une consommation totale de 8 700 000 hl. Le Portugal n'était donc obligé d'importer que le neuvième de ses besoins, essentiellement pour l'alimentation des régions côtières comme Lisbonne et Porto. «La production interne, à l'exception de l'approvisionnement en céréales des grandes cités et autres concentrations d'habitants (militaires par exemple), devait être quasi suffisante pour la consommation, principalement à l'intérieur» (J. Borges de Macedo)[24]. Ce point de vue est d'autant plus vrai que le Portugal a dû nourrir une population en expansion :V Magalhâes

Godinho retient les chiffres de 2 100 000 habitants en 1700 et de 3 000 000 en 1800, soit une croissance de 43 %, assez proche de ce que l'on trouve dans les autres pays de l'Europe occidentale.

Le marché littoral était, en revanche, largement ouvert au commerce international, et les produits étrangers y concurrençaient rudement la production régionale. Ces échanges internationaux étaient caractérisés par deux phénomènes liés l'un à l'autre : la prééminence du Brésil et celle de la Grande-Bretagne. Toute la vie commerciale de Lisbonne était rythmée par les arrivées et les départs des flottes du Brésil: la flotte du Rio de Janeiro, convoyée par des vaisseaux de guerre, quittait leTage avec les marchandises pour l'approvisionnement de la colonie, ordinairement au mois de mars de chaque année. La traversée durait quatre-vingts à quatre-vingt-dix jours, la vente quatre-vingts jours, et le retour se faisait à la fin de l'année avec les produits coloniaux, l'or et les diamants. Les flottes de Bahia et de Pernambouc n'étaient pas réglées, car elles dépendaient du moment de la récolte des sucres et des tabacs, mais ordinairement il y avait un voyage par an.

Les chiffres traduisent le poids du Brésil, auquel le Portugal devait sa prospérité. Retenons ceux des années 1772-1773-1774: pour le commerce colonial, les exportations de la métropole vers la colonie s'élèvent à 33 406 000 livres tournois par an et les importations à 42 215 743 (dont dix millions en or et quatre en diamants) par an, et pour le commerce avec les pays européens, respectivement à 32 575 000 et 47 784 450 livres tournois, sachant qu'une part considérable est constituée par la réexportation des produits brésiliens et par l'importation de denrées et de produits manufacturés à destination du Brésil.

Le traité Methuen, nous l'avons vu, n'avait fait que consacrer un état de fait: la complémentarité entre l'économie anglaise et l'économie portugaise. Mais il contribua aussi à aggraver le déséquilibre des échanges aux dépens du Portugal. Ce dernier, en accentuant sa mentalité de rentier et en négligeant d'investir l'or du Brésil sur son propre sol, le laissa féconder l'économie anglaise et financer en grande partie la révolution industrielle de la Grande-Bretagne. Les chiffres sont là encore éloquents : pour la période 1756-1760, le déficit moyen annuel du Portugal par rapport à l'Angleterre atteint son plus haut niveau, soit 1 044000 livres sterling: 1301000 pour les

exportations anglaises (des produits manufacturés) vers le Portugal et 257 000 pour les importations (du vin de Porto pour l'essentiel). Pour les années 1772-1773-1774, en un temps où le commerce anglo-portugais a fortement baissé, le Portugal achète encore à l'Angleterre 48,7 % de ses importations et lui vend 27 % de ses exportations. Enfin, pendant la plus grande partie du XVIIIe siècle, 50 à 60 % des navires qui font le trafic du port de Lisbonne sont anglais (dix fois plus que les navires français).

La crise du milieu du siècle et la réponse pombaline

Le gouvernement de Pombal subit de plein fouet la crise des produits coloniaux qui compensaient le déficit métropolitain. Elle est à l'origine de la politique économique de Pombal, surtout à partir de 1762 et jusqu'à son effacement du pouvoir. Elle fut particulièrement grave, car elle concerna de nombreux produits : la production aurifère entre 1760 et 1780; celle du sucre entre 1749 et 1776, les diamants entre 1760 et 1780 et le marché des esclaves à partir de 1769. Les productions métropolitaines furent également touchées : le vin, les blés (à partir de 1757), la pêche (1749-1776); la crise du marché du sel au Brésil. A cela s'ajouta une série de catastrophes, le *terramoto* (1755), l'incendie de *l'Alfândega* de Lisbonne (1764), la guerre de 1762. Le point culminant fut atteint dans les années 1768-1771. Quelques chiffres en donnent la mesure: entre 1750-1760 et 1773, les importations de l'Angleterre baissèrent de 44 % ; la production du sucre de Bahia, de 45,7 % entre 1710 (14500 caisses) et 1749-1766 (une moyenne de 6 629 caisses par an) ; les exportations totales de sucre brésilien diminuèrent de 40 % entre 1760 (2 500 000 t) et 1776 (1500 000 t) ; le total des exportations brésiliennes baissa de 40 % entre 1760 (5 000 000 t) et 1770 (3 000 000 t).

Jusqu'en 1762, cependant, sur la lancée de l'époque précédente, la crise ne fut pas nettement visible, si l'on excepte la question des vins et la crise sucrière. Le tremblement de terre altéra un peu le cours des événements, notamment par la destruction des produits coloniaux déposés dans la *Alfândega* et des marchandises accumulées sur les quais. Les conséquences furent surtout sensibles pour les produits qui n'avaient pas de réserves pour renouveler leurs stocks. A partir de ce moment la crise s'accéléra[25].

Comme le comte da Ericeira au siècle précédent, Pombal y répondit par une politique de développement manufacturier et commercial. Il suivit les recettes classiques du mercantilisme : une législation protectionniste et la création de compagnies de commerce, comme la *Companhia do Grão Para e Maranhão* au Brésil, pour les produits coloniaux, ou la *Companhia Geral da Agricúltura das Vinhas do Alto Douro*, pour les vins de Porto. Ce n'était pas une politique longuement préméditée, une sorte de « planification », ni une politique d'indépendance nationale, destinée à secouer le joug britannique, ce fut une politique conjoncturelle en réponse à la crise et à des préoccupations intérieures.

La politique protectionniste de Pombal toucha encore une fois plus particulièrement la France. Comme auparavant, il fallait protéger les manufactures portugaises en concurrence directe avec les produits français. Pombal fit revivre un décret de 1680 qui interdisait l'entrée des cuirs étrangers[26]. En mai 1757, on interdit l'importation des «linons brochés et batistes ouvragées venant de Saint-Quentin, dont il se faisoit un grand débit..., des étoffes avec laine et soye de Reims..., des juppes piquées et ceinturons ». D'une manière générale, Pombal déniait tout privilège commercial à la France, car les traités de 1641 et de 1667 avaient été annulés par la guerre de Succession d'Espagne et n'avaient pas été rétablis par ceux d'Utrecht, comme le prétendait la France.

En 1771, Pombal décida la prohibition de toutes les draperies françaises. Ces dernières étaient toujours sous le coup de la pragmatique de 1698, mais depuis cette époque le gouvernement portugais avait plus ou moins fermé les yeux en les laissant entrer sous le nom de draps de Hollande. Désormais cette contrebande officielle serait sévèrement réprimée par un fonctionnaire de la douane préposé à leur examen minutieux. Les négociants français trouvèrent immédiatement une parade en faisant expédier leurs draps dans les ports des Provinces-Unies où, en changeant les marques et les enveloppes, ils étaient embarqués sur des navires hollandais pour Lisbonne. Le subterfuge réussit en grande partie, car il était très difficile à la douane de Lisbonne de faire un contrôle efficace.

Les Français prétendaient que Pombal poursuivait leurs produits pour complaire aux Anglais. Il n'avait pas hésité en effet à leur sacrifier, en 1768, toutes les fabriques d'étoffes de laine de la province de Porto sous prétexte

de supprimer toute concurrence à la manufacture plus ancienne et plus importante de Covilhâ. C'était en réalité pour avantager les Anglais : cette dernière étant incapable de fournir à la totalité de la demande portugaise, ils pourraient ainsi exporter comme auparavant leurs layettes et leurs grosses étoffes de laine qui avaient souffert de la concurrence des manufactures de la région de Porto.

La politique d'impulsion industrielle de Pombal ne fut pas plus novatrice. Il la fonda sur une réalité industrielle préexistante et n'eut que rarement recours à la manufacture. Il s'en tint au cadre « corporatif», en faisant promulguer par la Junte du commerce des règlements rigoureux sur les maîtres, les ouvriers et les apprentis. La majeure partie de l'industrie resta en ateliers dispersés, dans les zones rurales comme dans les centres urbains. Ce fut même le cas de ce que l'on appelle la manufacture de lainages de Covilhâ, qui n'était qu'un agrégat de petits ateliers, dont les plus importants ne rassemblaient pas plus de dix-huit ouvriers. Comme son prédécesseur, le comte da Ericeira, Pombal fit appel à des techniciens et à des ouvriers étrangers, surtout français[27].

L'ESSOR ÉCONOMIQUE DE LA *VIRADEIRA*[28]

La tentation du libéralisme

L'esprit des Lumières entraîna une rupture dans la pensée économique portugaise, qui abandonna le mercantilisme pombalin. Au sein de l'Académie royale des sciences, le courant dominant fut, en effet, celui que l'on pourrait qualifier de physiocratique, inspiré par le Français Quesnay et ses disciples : l'agriculture devint ainsi le sujet privilégié des mémoires économiques de cette institution[29].

Un peu plus tard, un second courant - que V. Magalhâes Godinho a appelé *« industrialista »* – marqua un certain retour au colbertisme, mais à la sauce libérale. Il fut incarné par Azeredo Coutinho et Acúrsio das Neves. En 1794, Azeredo, soucieux de remédier aux méfaits du chômage, au vagabondage et à la mendicité, préconisa une «politique de plein-emploi » : il fallait surtout créer des manufactures qui consommeraient une nombreuse

main-d'œuvre non qualifiée et sans préparation technique, afin de donner de l'emploi aux femmes, aux enfants, aux vieux et aux mutilés. Cette politique économique reposerait sur la neutralité du Portugal dans tous les conflits internationaux et impliquerait le développement de la marine et du commerce nationaux. Aucune part, en revanche, n'était faite aux changements des techniques alors en cours en Angleterre. A partir des années 1780, avec beaucoup de retard par conséquent sur les pays de l'Europe du Nord-Ouest, on assista pourtant à une prise de conscience de ces mutations[30].

La politique économique de la *Viradeira*, tout en ne signifiant pas un ralliement sans réserve au libéralisme et au libre-échange, traduisit cependant cette évolution de la pensée économique. Pas plus que celle de Pombal, on ne la planifia à l'avance. Comme celle-ci, elle fut une adaptation à une conjoncture économique nouvelle et à une situation internationale en plein mouvement. La tentation du libéralisme fut toutefois évidente lorsque le gouvernement de la reine D. Maria décida rapidement la suppression des compagnies privilégiées de Pombal : celle du Grâo Para e Maranhâo dès le 5 janvier 1778, et celle de Pernambuco e Paraïba le 8 mai 1780. Elle ne marqua pourtant pas la fin de leurs activités, car, après la perte de leur monopole, elles continuèrent en commerce libre, notamment pour le trafic des esclaves[31].

La Compagnie des vignobles du haut Douro, en revanche, trop importante pour les relations économiques avec la Grande-Bretagne, échappa à cette politique de «privatisation». Les exportations de vin de Porto restèrent, en effet, avec celles des produits coloniaux, l'un des postes essentiels du commerce portugais international. La politique de Pombal avait été incontestablement un succès dans ce domaine, aussi le gouvernement de D. Maria se garda-t-il d'y toucher. Il élargit même la superficie de la zone contrôlée pour faire face à l'augmentation de la demande: la production passa de 40 000 à 60 000 pipes par an. Mais cela ne fut pas sans quelques conséquences fâcheuses. Les privilèges du vignoble de Porto portèrent un grave préjudice à l'ensemble de la viticulture au nord du Portugal, à celle du Minho surtout, dont les exportations de vin se faisaient par Viana do Castelo : en 1784, les habitants de cette ville se

plaignirent amèrement de la ruine de leur port, comme de celle de l'agriculture et de la viticulture de leur région.

Sous l'influence du libéralisme, le gouvernement de D. Maria décida également la privatisation des manufactures d'État : dès son avènement, des mesures furent prises pour placer fabriques et ateliers devant la réalité de la concurrence. Dans l'*aviso* du 14 juillet 1777, adressé à la fabrique de soie du Rato à Lisbonne, la plus flamboyante d'entre elles, le gouvernement précisait que seules les manufactures qui subsisteraient par leurs propres moyens pourraient continuer. On considérait que «l'unique moyen de promouvoir la consommation des manufactures nationales était la commodité de leurs prix par rapport à ceux des étrangers». Dans le même sens, on essaya d'échapper au monopole commercial de l'Angleterre et à la dépendance politique à son égard par la neutralité pendant la guerre d'indépendance américaine et par la recherche de nouveaux marchés, en concluant des traités de commerce avec d'autres pays, comme les nouveaux États-Unis et la Russie.

L'essor des manufactures

L'accent mis sur l'initiative individuelle n'empêcha pas pour autant le gouvernement de D. Maria de continuer la politique de *fomento industrial* de Pombal et sa politique de protection douanière. Comme lui et comme le comte da Ericeira, il fit appel à des ouvriers et à des techniciens étrangers. Le consul de France écrivait à Vergennes: « Si les Portugais ont des fabriques de draps raffinés, ils le doivent à des François. S'ils ont des manufactures de chapeaux, de boutons, d'étoffes de soie, de gallons d'or et d'argent, de toiles peintes, de rubans, etc., ce sont des François qui les ont établies et qui les entretiennent... Qu'est devenu le temps où le Portugal tiroit de France des perruques, des souliers, des flambeaux et presque tous les articles des choses nécessaires à la vie [32]! » Les consuls de France à Lisbonne, comme dans les époques précédentes, essayaient en vain d'empêcher le débauchage des sujets du roi de France [33].

Cette politique, en continuité avec celle de Pombal, obtint des résultats: en 1788, il y aurait eu au Portugal 460 fabriques, dont 93 avaient été créées avant 1777 et 283 sous D. Maria[34]. Le secteur le plus important était celui

du textile (41,3 % de l'ensemble), puis venaient les fabriques de boutons (11,7 %), le tannage (6,3 %) et les quincailleries (5,4 %). Il s'agissait le plus souvent d'unités assez modestes: les trois fabriques d'Estremoz n'employaient que 20 ouvriers (9 dans celle de vaisselle, 5 dans celle de semelles et 6 dans celle de savon). En 1791, dans la manufacture de chapeaux d'Elvas, 46 travailleurs produisaient 10 200 chapeaux.

Certaines de ces fabriques, surtout celles de la Couronne, avaient des dimensions plus importantes. A Portalegre, la *Real Fábrica de Lanificios,* la plus moderne des manufactures de lainages, employait 1348 ouvriers en 1779, mais, comme cela était habituel, 979 d'entre eux, fileuses et tisserands, dispersés dans la région, travaillaient à domicile. A Porto, en 1780, la corderie *(Fábrica* de *Cordoaria* de *Linho* e *Cânhamo* – de lin et de chanvre) donnait du travail à 300 personnes; il en était de même pour la manufacture de tabac. A Lisbonne, il y avait également une *Cordoaria* et une fonderie, la *Fábrica de Fundição Real,* à peu près de mêmes dimensions qu'à Porto. Dans la capitale, on trouvait aussi les deux plus anciennes et plus importantes unités industrielles. La *Ribeira das Naus* (les chantiers navals royaux) occupait 1400 salariés en 1772. La *Real Fábrica de Sedas,* installée au Rato, objet des soins attentifs de JeanV et de Pombal, connut ses meilleures années sous D. Maria. Comme la plupart des manufactures, elle n'était pas uniquement un organe de production, mais surtout un centre coordonnateur: en 1776, elle centralisait l'administration et la surveillance de nombreuses unités industrielles de finalités différentes, qui employaient 3 569 ouvriers dont seule une partie se dédiait à la fabrication de tissus de soie.

L'industrie portugaise souffrait cependant, en cette fin du XVIIIe siècle, de lourds handicaps qui allaient lui être fatals. Il s'agissait d'abord de la localisation de ces nouvelles manufactures dans les grandes cités et dans les régions de la côte, c'est-à-dire là où abondaient les produits étrangers qu'il fallait éliminer et où arrivaient les denrées coloniales – coton, cuirs, bois – que l'on voulait transformer sur place : 60 % des ateliers créés à l'initiative de la Junte du commerce le furent à Lisbonne et à Porto, sites privilégiés de consommation.

« Implantée sur la côte ou à sa proximité, installée selon les conditions techniques de la manufacture et de l'atelier, dans une conjoncture

commerciale favorable, car elle disposait de matières premières et de marchés, l'industrie portugaise du dernier quart du XVIIIe siècle progressait dans le cadre de ces modes mercantiles et politiques, dans une euphorie de production et d'optimisme quant à la concurrence. Ce fut dans ces conditions qu'elle vint à rencontrer les articles produits selon les nouvelles techniques, élaborées surtout en Angleterre. » L'implantation sur la côte devint alors un lourd handicap, car ses productions furent touchées de plein fouet par la concurrence de produits anglais bon marché avec lesquels elle ne pouvait rivaliser (J. Borges de Macedo). A quelques exceptions près, l'autre faiblesse de l'industrie portugaise fut, en effet, son retard technique qui entraîna son effondrement au XIXe siècle.

L'âge d'or du commerce portugais

En lui fournissant des produits d'exportation, l'essor manufacturier joua sans aucun doute un rôle dans le développement du commerce international portugais. Le consul de France l'annonçait dès 1782 : « Il est essentiel d'observer encore que l'esprit de commerce et d'industrie se généralise en Portugal de plus en plus, et que le progrès successif des Lumières et des relations, en apprenant aux négociants portugais à trouver en eux-mêmes les ressources qu'ils ont été obligés jusqu'à présent de chercher dans les négociants étrangers, doit amener inévitablement une révolution également funeste à toutes les nations en général qui tiennent au Portugal par les liens du commerce, révolution qu'il leur est également impossible d'empêcher, et qui semble moins éloignée que jamais. »

Mais c'est surtout grâce à la conjoncture politique et militaire internationale, où le Portugal sut rester neutre, que son commerce maritime connut son âge d'or *(época áurea)*, selon la formule du négociant Ratton. La guerre d'indépendance et l'affrontement avec les monarchies de Bourbon portèrent en effet un grave préjudice au commerce et à la navigation de la Grande-Bretagne. Plus tard, la Révolution française et les guerres qui suivirent effacèrent des océans les navires français et hollandais, et jouèrent en faveur du Portugal.

Le cas de la route du Cap et du commerce asiatique est significatif : au lieu des deux navires annuels que Lisbonne envoyait aux Indes orientales au

XVIIe siècle et dans les trois premiers quarts du XVIIIe, on passa brusquement à huit, puis dix et même vingt bateaux qui firent la majeure partie du commerce anglais et hollandais avec la Chine et l'Inde. Selon le consul français, Lisbonne redevint même, pendant la guerre d'indépendance américaine, l'entrepôt général de toutes les marchandises venues d'Orient, et elle approvisionna ainsi presque toute l'Europe. On se serait cru au temps de D. Manuel : en 1784, dix-sept navires, venant de Malabar, du Bengale et de la côte de Coromandel, ou venant de Chine, arrivèrent dans le Tage, transportant des marchandises pour une valeur de 16 871 529 *cruzados*. Ce trafic, certes, ne pouvait pas se maintenir à un tel niveau, mais il resta cependant très important dans les dernières années du XVIIIe siècle et dans les premières années du XIXe.

La progression des chiffres est remarquable : en valeur, l'activité du grand commerce maritime portugais fait plus que tripler[35], avec une tendance à une balance équilibrée, voire à un excédent en faveur du pays, ce qui ne s'était jamais produit précédemment. On constate une progression parallèle des chiffres de la navigation: les moyennes annuelles d'entrées et sorties du port de Lisbonne étaient de 1535 navires pour la période 1771-1780, de 1907 pour 1781-1790 et de 2456 de 1791 à 1798. Phénomène encore plus remarquable, la part des navires portugais ne cessa d'augmenter: ils n'étaient que 3 % en 1772, et ils passèrent à 25,4 % en 1789. En 1801, sur 1476 navires de commerce entrés à Lisbonne, il y avait 419 portugais (28,4 %) contre 360 anglais (24,4 %), et sur 1404 sorties, 374 portugais (26,6 %) contre 387 anglais (27,5 %).

Les caractéristiques du trafic restaient fondamentalement les mêmes. Le premier partenaire commercial demeurait la Grande-Bretagne. Sa prépondérance connut cependant un relatif déclin que l'on peut appréhender dans le rééquilibrage de la balance commerciale en faveur du Portugal : à partir de 1790, elle devint régulièrement excédentaire en faveur de ce dernier. La diminution relative de la navigation anglaise dans le port de Lisbonne est aussi significative : en 1771, sur les entrées de navires, sa part est de 58,9 %, en 1788 de 30,3 %, en 1789 de 33,5 %.

Le Portugal, inquiet de la conclusion du traité de commerce anglo-français de 1786, qui risquait de mettre à mal le traité Methuen, chercha à secouer sa dépendance vis-à-vis de la Grande-Bretagne en se trouvant de

nouveaux partenaires commerciaux : c'est ainsi qu'il signa un traité de commerce avec la Russie en décembre 1787. Des progrès spectaculaires avaient été déjà faits du côté des États-Unis d'Amérique: de 1783 à 1800, les importations portugaises furent multipliées par dix et les exportations par plus de quatre. La navigation américaine ne cessa de se développer à Lisbonne: en 1801, elle était au troisième rang après les navires nationaux et les navires anglais, soit 199 entrées – 13,5 % – et 187 sorties – 13,3 %. Avant la période révolutionnaire, les échanges commerciaux avec la France se renforcèrent aussi, et se traduisirent par un fort excédent en faveur du Portugal, grâce au coton du Maranhâo.

Sans ignorer les ressources propres de la métropole – les fruits, le sel et surtout le vin de Porto -, l'essentiel du commerce reposait toujours sur sa colonie brésilienne. La production d'or et de diamants avait pris un nouvel essor. Surtout, l'augmentation du trafic entre les deux têtes de l'empire portugais fut spectaculaire: vers 1778, les flottes transportaient à l'aller pour environ 4 800 000 *cruzados* de marchandises et, au retour, environ 6 800 000 *cruzados*. En moins de vingt ans, ces chiffres furent multipliés respectivement par 3,5 et 4. Qui plus est, au départ de Lisbonne, la proportion des produits manufacturés portugais ne cessa d'augmenter aux dépens de l'Angleterre, entraînant ainsi une amélioration de la balance des paiements et traduisant bien le succès de la politique de développement industriel.

Dans ce trafic, le tabac et surtout le sucre tenaient la première place. Ce dernier, libéré de la concurrence anglaise (les Antilles britannique suffisaient à peine à l'approvisionnement de leur métropole) et de la concurrence française (l'effondrement de Saint-Domingue), connut une reprise remarquable : les exportations firent plus que doubler en quantité – 964 071 arrobes en 1776, et 2 509 364 en 1800 – et plus que quadrupler en valeur – respectivement 1 501 380050 reis et 8 098 501970.

L'essor du coton fut encore plus spectaculaire : en 1776, les exportations n'étaient que de 17 146 arrobes; elles passèrent à 196 542 en 1789 et à 307 638 en 1800. La France fut d'abord le principal client: en 1778, sur les 40 000 arrobes de coton du Brésil, 80 % allaient à Rouen pour alimenter les jeunes manufactures de coton de la vallée de la Seine. Mais les besoins de l'Angleterre augmentèrent tant – surtout après l'indépendance américaine –

que les exportations portugaises de coton vers ce pays, représentèrent entre le quart et le tiers du total, à partir de 1786. Cette part ne cessa de grandir: en 1802, le coton portugais représentait près du quart des importations britanniques de coton.

C'est dire quelle était la fragilité de l'économie luso-brésilienne, qui dépendait entièrement de la conjoncture internationale – tant politique qu'économique – et de la liberté de ses liaisons maritimes.

1 Le théoricien de la noblesse au XVII[e] siècle, Villasboas, reconnaissait déjà l'existence de cet état intermédiaire, lié à l'exercice de certaines professions qui, tout en n'étant pas anoblissantes, étaient tout à fait distinguées et ne constituaient nul empêchement pour entrer dans le second ordre : «Entre les *mechánicos* et les nobles, il est une classe de gens que l'on ne peut appeler véritablement nobles, car ils n'ont ni la noblesse politique ou civile, ni la noblesse héréditaire, mais on ne peut les appeler rigoureusement mécaniques, car ils sont différents de ceux qui le sont, par le traitement de leur personne et se servant d'un domestique. Ils forment donc un état distinct des plébéiens, que nous appelons *estado do meyo,* et jouissent d'une quasi-noblesse, pour certaines exemptions. » Il y plaçait notamment les peintres, les chirurgiens, les apothicaires, les sculpteurs et les orfèvres. Il estimait qu'il fallait aussi y ajouter les imprimeurs et même les libraires, tellement tout ce qui touchait aux métiers des lettres était estimé au Portugal.

2 «Il est certain que, pratiquement jusqu'à la fin de l'Ancien Régime, la structure politique va être dominée par une série de corps inférieurs presque tous d'expression territoriale comme les *concelhos* – de là, on dit que la juridiction adhère au territoire –, mais aussi par des corps de nature professionnelle – corps de métier -, spirituelle - corps ecclésiastiques ou ordres militaires –, ethniques - juifs, étrangers -, bureaucratiques – conseils, tribunaux, offices» (A. M. Hespanha).

3 Pombal, qui fit nommer à ce poste de confiance d'abord son frère, puis son fils aîné, avait bien compris l'importance de tenir en main la municipalité de la capitale.

4 Adrien Balbi publia en 1822 un *Essai statistique sur le royaume de Portugal.*

5 Ainsi, pour le Portugal au nord du Douro, on trouve à la fin du XVIII[e] siècle 11898 clercs, soit 1,3 % de la population totale, dont 8932 séculiers, soit 1 %, et 2 966 réguliers, soit 0,3 %. Dans les évêchés de Beja, dans le Bas-Alentejo, et de l'Algarve, on note même un sous-encadrement des fidèles : en 1788, dans l'Algarve, la population ecclésiastique ne représente que 0,25 % de l'ensemble, et dans le diocèse de Beja, 0,3 %.

6 En ce qui concerne les ordres religieux, à la fin de l'Ancien Régime, la part des revenus fonciers était de 46,6 %, alors que celle de la dîme n'était que de 29,7 %.

7 Ainsi, dans le district de Beja, sur 640 domaines, 143 appartenaient à l'Église, dont 60 pour les couvents de femmes de la ville : on y récoltait 20,4 % du blé de la région, et on y élevait 27,6 % des bovins et 26,8 % des ovins. Les revenus des deux couvents de femmes de Beja s'élevaient, en 1774, à 5 millions de reis pour le premier, et à 4 800 000 pour le second, alors que l'évêque de Beja avait un revenu annuel d'environ 8 à 9 000 000 de *reis.* Les revenus de l'archevêché d'Évora, toutes charges déduites, sont évalués, en 1802, à 15 millions de *reis,* et ceux du chapitre à 30 millions en 1797.

8 Les recteurs, par l'importance de leur paroisse et de leur congrue, étaient proches du statut des abbés et des prieurs, alors que vicaires et curés avaient une congrue si faible qu'elle ne leur

permettait pas de vivre et qu'ils essayaient de l'augmenter par le revenu de leur casuel, le *pé de altar,* c'est-à-dire toutes les cérémonies religieuses qui leur étaient demandées par leurs paroissiens.

9 Né en 1629, António de Villasboas e Sampayo possédait une « noblesse héritée ». C'était un *letrado,* qui avait pris ses grades universitaires en droit à Coïmbre. Il avait fait un cursus de magistrat, en commençant comme *juiz de fora* pour finir desembargador *da Relação* do Porto. En plus de ce traité, il laissa une œuvre de poète et de généalogiste, parfois un peu trop complaisant à l'égard des familles, ce qui lui valut un avertissement du « roi d'armes » de Portugal. Il dédia son traité à l'un des plus grands seigneurs et l'un des personnages les plus importants du Conseil et de la cour de D. Pedro II, D. João da Silva, marquis de Gouveia, conseiller d'État, *mordomo-mor* et président du *Desembargo do Paço.*

10 «Le mot *fidalgo,* espagnol ancien, c'est le fils de *alguem,* c'est-à-dire de sang éclatant et noble. » C'est le fils de quelqu'un, un homme « né ».

11 On pouvait cependant devenir *fidalgo* par une grâce du roi. En 1572, une hiérarchie fut établie pour ces grâces, en commençant comme 1) *moço-fidalgo;* 2) *escudeiro-fidalgo;* 3) *cavaleiro-fidalgo;* 4) *fidalgo-escudeiro;* en finissant 5) *fidalgo-cavaleiro.* Le roi déclarait affilier et prendre quelqu'un comme son *criado* (domestique dans sa maison). Le roi accordait en même temps une forme de traitement, la reconnaissance de la *honra* (honneur) et les privilèges qui en découlaient. Les *fidalgos* de la maison du roi étaient inscrits sur les livres royaux et transmettaient leur qualité et leur condition à leurs héritiers. Même les descendants illégitimes pouvaient obtenir ce statut après une reconnaissance de paternité et l'accord du roi. Villasboas était très critique devant cette mesure de D. Sebastião, car il y voyait une volonté de faire parvenir des plébéiens à la *fidalguia.*

12 Le plus important de ces grands officiers est le *mordomo-mor* (grand chambellan), comparable au grand maître de France. Viennent ensuite le *camareiro-mor* (grand chambrier), le *meirinho-mor* (grand prévôt), chargé d'arrêter les personnes d'État, les grands *fidalgos* et seigneurs des terres que la justice n'ose pas poursuivre; *l'estribeiro-mor* (grand écuyer), le *guarda-mor,* chargé de la protection de la personne du roi, le *reposteiro-mor,* chef du garde-meuble; le *caçador-mor,* chargé des carrosses du roi quand celui-ci chasse; *l'aposentador-mor,* chargé de préparer les logis du roi quand celui-ci voyage; le coudel-mor, chargé des haras; *l'almotacé-mor,* chargé de l'approvisionnement de la cour; le *trinchante* (écuyer tranchant), chargé de la table du roi; le *copeiro-mor* (échanson ou bouteiller), chargé du vin du roi.

13 Les Français, accoutumés à distinguer plus strictement noblesse de robe et noblesse d'épée, étaient très étonnés de voir les plus grands seigneurs présider les principaux tribunaux. Le marquis de Bombelles était ébahi en 1786 de voir à la tête de la *Casa de Suplicação* de Lisbonne, comme *Regedor* (président), le comte de Pombeiro, qui était en même temps officier de la garde de la reine, et de constater que son frère aîné, le marquis de Castelo Melhor, était à la fois président du Sénat de Lisbonne et grand maître de la maison du roi, ou encore que le marquis de Lavradio était président du *Desembargo do Paço* et lieutenant général des armées : « De plus grandes contradictions d'état et de fonction se concilient ici. »

14 Les Français s'étonnaient souvent de l'obstination de certaines familles de la *fidalguia* à préserver coûte que coûte la pureté de leur race: «Il existe des familles dont la plus grande fierté est celle de la pureté de leur sang, surtout de n'avoir jamais eu en elles de croisements avec du sang maure ou juif. De cela, elles se glorifient tant qu'elles ne veulent pas d'alliance avec une famille qui n'a pas une égale fierté, et c'est là la raison pour laquelle les Portugais se marient avec des parents, quoique les dispenses de Rome leur coûtassent les yeux de la tête. Il y en a d'autres si obstinées

dans leur préservation de la pureté de leur race, qu'elles préfèrent s'éteindre à s'allier à une famille moins illustre que la leur».

15 En cela, il était tout à fait représentatif des anoblis, étant lui-même chevalier de l'ordre du Christ, *corregedor* de la *comarque* de Miranda do Douro, et membre de l'Académie royale des sciences de Lisbonne. Il publia en 1806 son ouvrage, *Privilégios da Nobreza e fidalguia de Portugal*, qu'il dédia pourtant à un très grand seigneur, D. Pedro de Léncastre, marquis d'Abrantès.

16 Il déclara «que le Commerce était une profession noble, nécessaire et profitable; que les Ministres et Officiers de Justice, Finance ou Guerre pouvaient sans perte de leur qualité négocier par le moyen des Compagnies Générales ou sociétés de commerce par lui confirmées; que le Commerce fait dans ces mêmes Compagnies ne dérogeait pas à la Noblesse héréditaire, mais qu'il était très propre pour l'acquérir; que les membres de la junte de Commerce, loin de perdre la Noblesse naturelle, étaient dans un état propre de la gagner de nouveau; que les Intendances des Eaux de vie fussent toujours pourvues par la Compagnie d'Agriculture des Vignes avec des personnes de la première noblesse» (Luis da Silva Pereira Oliveira).

17 « Ce même roi, pour faire connaître l'estime que l'on devait faire d'un bon négociant, donna le *Senhório* de Sobral à Joaquim Inâcio da Cruz et le pourvut, comme il l'avait déjà fait à son frère José Francisco da Cruz, en une place ordinaire du *Conselho da Real Fazenda;* exemple mémorable que S.M. adopta en faveur de l'honorable négociant Anselmo José da Cruz, le nommant conseiller honoraire dudit tribunal. Et aux distingués négociants Jacinto Fernandes Bandeira, et Joaquim Pedro Quintela, il concéda les Foros de Fidalgos *Cavaleiros,* et fit ce dernier le conseiller honoraire de sa *Real* Fazenda. Le prince régent, Notre Seigneur, animé des mêmes sentiments, donna la grâce de conseiller *da Fazenda* en exercice à un autre négociant, Sebastiâo António da Cruz Sobral, et donna aux susdits Joaquim Pedro Quintella le tire de baron de Quintella, à Jacinto Fernandes Bandeira, le titre de baron de Porto Covo de Bandeira, et également donna à celui-ci la grâce de conseiller honoraire de la *Real* Fazenda, et *d'alcaide mor* de Vila Nova de Mil Fontes » (Luis da Silva Pereira Oliveira).

18 Nous savons aussi que chacun des trois ou quatre plus riches *fidalgos,* propriétaires des vignobles du haut Douro, en tiraient un revenu de 30 000 *cruzados.* Le marquis de Pombal, en plus de ses 20 000 cruzados d'appointements, touchait chaque année une somme équivalente pour ses seuls vins d'Oeyras, près de Lisbonne. Un négociant de Porto, *fidalgo da Casa Real*, par conséquent un anobli, jouissait de 100 000 *cruzados* annuels. D'ailleurs, les négociants du grand port du Nord, anoblis ou en voie de l'être, gratifiaient leurs filles de dots de 30 000, parfois de 80 à 100 000, voire, pour l'un d'entre eux, de 400 000 *cruzados.* La protection de ce patrimoine nobiliaire était assurée par le système des majorats *(morgados),* forme de propriété inaléniable et indivisible, transmise en ligne masculine de primogéniture, à l'exclusion des cadets.

19 Le roi accordait à telle ou telle personne un *padrão de tença* sur tel ou tel bien, droit ou revenu de la Couronne.

20 Le *desembargador* Pina Manique avait reçu de la Couronne un revenu de 6 à 7 000 *cruzados*, en terres ou en redevances, à Alcoentinho. Le ministre de Portugal à Vienne avait reçu de sa souveraine 27 000 *cruzados* (67 500 livres tournois) en commanderies, appointements ou pensions. D'autres chiffres vont dans le même sens. Dans le diocèse de Beja, le marquis de Niza touchait, en 1770, 3 000 000 de reis annuels de ses commanderies. Au nord du Douro, le marquis deTancos, *alcaide-mor* de Vila Real, avait une *comenda* de 1 600 000 *reis,* tandis que celle de Poiares rendait annuellement à Duarte de Sousa Coutinho 12 000 000 de *reis.*

21 Dans sa résidence de Lisbonne, le plus grand seigneur du Portugal, le duc de Cadaval, avait aussi le plus grand nombre de domestiques : quatre-vingt-cinq. Le marquis da Fronteira en avait trente-six, le vicomte de Vila Nova trente-cinq, le comte de Castelo Melhor trente et un, et le marquis de Lavradio trente (J. Borges de Macedo).

22 Dans la *comarque* d'Ourique, étudiée par J. Marcadé, la grande majorité de la poulation rurale était formée d'ouvriers agricoles misérables *(trabalhadores agrestes)* ou de *seareiros,* métayers ou très petits exploitants agricoles possesseurs d'un lopin de terre. Quant à la minorité de laboureurs *(lavradores),* elle présentait un éventail largement ouvert, depuis de petits propriétaires au sort parfois aussi précaire que celui des *seareiros,* jusqu'aux riches entrepreneurs, comparables aux «coqs de village » français, capables de prendre à ferme jusqu'à quinze ou vingt « héritages» *(her*dades), et jusqu'à de véritables capitalistes ruraux, administrateurs des domaines de l'Église *(capelas)* et des *morgados* de la noblesse.

23 J. Borges de Macedo a étudié la distribution numérique des différents groupes sociaux à Lisbonne dans la seconde moitié du XVIIIe siècle. Sur un total de 32 000 contribuables, les plus nombreux étaient ceux qui appartenaient aux professions de l'artisanat et de l'industrie: 9 951 (soit 35 %) dispersés à travers la ville, traduisant la réalité technique, celle de l'atelier. Viennent ensuite les professions du commerce, le plus souvent sous la forme de petites boutiques : 4 818 (soit 15,05 %). Les cadres moyens et subalternes du *funcionalismo* sont 1779 (soit 5,55 %), les professions des transports, 1587 (soit 4,95 %), les professions libérales, 1232 (soit 3,85 %). Enfin, nous trouvons l'énorme masse des travailleurs non spécialisés (1498, soit 4,95 %) et des domestiques (8245, soit 25,7 %). Ces derniers sont au service d'une haute société qui n'apparaît pas sur ce document de nature fiscale, que l'on peut évaluer à 5 %. Bien entendu, le cas de Lisbonne, siège des pouvoirs politique, social et économique, ne peut pas être représentatif des autres villes portugaises.

24 Il n'en demeure pas moins un certain déficit en céréales, dont la responsabilité incombe, selon les « économistes » et physiocrates portugais de l'époque, aux graves insuffisances de l'agriculture : le poids du régime seigneurial, l'immense étendue des terres incultes (*baldios*), le manque de bras, la lourdeur des charges militaires, l'absentéisme des nobles et grands propriétaires, le trop grand nombre de paysans sans terre, les méfaits des fermiers généraux des grands propriétaires, la concurrence des céréales importées, l'inexistence des voies de communication, etc.

25 Le ministre de la cour de Vienne écrivait en 1763 : «La pauvreté et la misère sont générales, et augmentent chaque jour à un point difficile à imaginer. Le commerce est en pleine déroute et il a reçu le dernier coup avec l'arrivée de la flotte qui n'a pas apporté le dixième de ce que l'on espérait pour contenter les créanciers étrangers qui avaient cautionné les marchandises, et pour entretenir le crédit de la place, très ébranlé. » Les problèmes économiques du moment ressortent clairement dans ce document: crise des importations, crise des paiements, une plus grande dépendance à l'égard du commerce étranger, qui en plus de fournisseur devenait créancier. La crise entraîna naturellement un grave déficit du budget de l'État.

26 L'ambassadeur Baschy le déplorait vivement, «n'y ayant aucun bâtiment qui vienne ici des ports de Nantes, Morlaix et Le Havre, qui n'apporte au moins chacun cent balles de peaux de veaux». Il espérait qu'il se révélerait inapplicable, car les Portugais ne pouvaient se «passer de ces peaux corroyées de France, vu qu'il ne peut s'en fabriquer ici plus d'un millier ou deux par an, et qu'au Brézil, il est deffendu de tuer de ces animaux ».

27 D'une manière générale, ce fut dans le domaine des industries de luxe, directement en concurrence avec les manufactures françaises, comme les fabriques de chapeaux, installées par Sauvage à Pombal, par Milliet et Ratton à Lisbonne (Rua Formosa), et à Elvas par Alexis. Comme au temps du comte da Ericeira, les consuls de France à Lisbonne ne cessèrent de se plaindre de ce débauchage de spécialistes et de faire des efforts pour l'empêcher.

28 Nom donné à la période qui suivit le renvoi de Pombal. Voir chapitre XVII.

29 Deux noms sont à retenir, celui de Luis Ferrari de Mordau, nommé par Pombal intendant général de l'Agriculture, un Bertin portugais en quelque sorte, et celui de Domingos Vandelli qui écrivit en 1783 un mémoire, Sobre *a preferência* que *em Portugal se deve dar à Agricultura sobre as Fabricas.* L'un et l'autre, cependant, estimaient que la priorité donnée aux campagnes ne devait pas dispenser de promouvoir industrie et commerce, mais en mettant l'accent sur les manufactures qui employaient le moins de main-d'œuvre pour ne pas les priver de leurs bras.

30 On commença alors à publier, à partir de *1779, O Jornal Encidopédico dedicado à Rainha Nossa Senhora para instrução geral com a noticia dos novos descubrimentos em todas as ciências e artes,* ou en 1796-1797, *O palladio Português ou Clarim de Pallas que anuncia periodicamento os novos descobrimentos, melhoramentos n'agricultura, pontes, manufacturas, comercio etc., oferecido ãos Senhores deputados da Real Junta do Comércio,* et beaucoup d'autres encore.

31 A cet égard Vergennes avait remarqué dès l'avènement de D. Maria : «La cour de Lisbonne fera une opération excellente en supprimant les compagnies de Maragnon et de Pernambouc: il est même étonnant qu'elle n'ait pas eu lieu depuis longtemps. On soupçonne avec assez de fondement que l'intérêt personnel de M. le marquis de Pombal en étoit la seule cause. Quant à la compagnie de Porto, elle est vraiment un monstre en administration, et l'on ne sauroit se trop hâter de la détruire. »

32 Le consul Saint-Marc citait, en particulier, un sieur Laborde, originaire de Bayonne, qui avait créé en 1783 à Torres Vedras, à sept lieues de Lisbonne, une manufacture de toiles peintes : « Quels sont les ouvriers qu'il emploie? Ce sont des François qu'il a expatriés aux dépens de l'industrie nationale, et des Portugais qu'il instruit pour les mettre en état de se passer de nous. » Parmi bien d'autres de ces «mauvais citoyens», il distinguait Gabriel Milliet, fondateur d'une manufacture de chapeaux, et surtout celui qui était devenu l'un des plus grands négociants de Lisbonne, Jacome Ratton.

33 Saint-Marc demandait à la cour de Versailles de prendre des sanctions, car il connaissait parfaitement la filière qui permettait cette évasion. Elle était dirigée par Louis Palyart, un ancien négociant français de Lisbonne, naturalisé Portugais, qui exerçait alors les fonctions de consul du Portugal à Rouen, un « négociant traître à son Roy et à son pays, parce qu'il est revêtu d'un employ sous lequel il insulte pour ainsi dire l'un et l'autre».

34 On ne connaît pas la date de création de 84 d'entre elles : 10, dont 9 à Lisbonne, avaient été fondées pour le compte de Sa Majesté Très Fidèle. L'initiative royale était aussi à l'origine de 20 autres, dont 13 à Lisbonne, qui avaient ensuite été remises au secteur privé qui avait créé toutes les autres.

35 Aux importations, 6 716 649 254 *reis* en 1776, 9 623 838 576 en 1789 et 20 031347 325 en 1800; aux exportations, pour les mêmes dates, 4 921207 698, 7 534 548 607 et 20 684 802 298.

1. En recevant un écrit censément adressé à la reine, rédigé sous les auspices de son mari, Vergennes, scandalisé, répondait à l'ambassadeur de France à Lisbonne: «Rien n'est si véhément que le discours adressé à la Reine Très Fidèle, et dont vous m'avez envoyé un exemplaire. On peut être étonné que la piété de cette princesse

puisse supporter des déclarations aussi indécentes et aussi outrées contre le Règne du Roy son père. On doit entrevoir dans cette conduite la destruction prochaine de tout ce que le marquis de Pombal a fait pour retirer les Portugais de leur ignorance et de leur pauvreté et l'on ne sentira le mal qu'on aura fait que lorsqu'il sera consommé.»

CHAPITRE XVII

La fin de l'Ancien Régime portugais

A la mort du roi D. José, le 24 février 1777, on pouvait s'attendre à de grands changements dans le royaume de Portugal, car ce n'était un secret pour personne que la nouvelle souveraine, D. Maria I, et surtout son mari, le roi consort D. Pedro III, ne portaient pas le marquis de Pombal dans leur cœur. Ce dernier fut en effet renvoyé et la grande noblesse qu'il avait persécutée revint au pouvoir, ce que l'on appela la *Viradeira* – que l'on pourrait traduire en français le «tête-à-queue». Il n'y eut cependant pas de « chasse aux sorcières ». Bien plus, sur divers points, le gouvernement de la reine se plaça dans la continuité de la politique du ministre déchu.

Les vingt premières années du règne, de 1780 à 1800 plus précisément, furent une période de prospérité pour le Portugal, dont le commerce prit un essor qu'il n'avait plus connu depuis le XVIe siècle: ce fut l'*« época áurea»* du négoce portugais. Le royaume de D. Maria fut malheureusement rattrapé par la conjoncture politique internationale, bouleversée par les guerres révolutionnaires et napoléoniennes. L'invasion française de 1807 et le départ de la cour pour le Brésil sonnèrent alors le glas du deuxième empire portugais, de cette monarchie luso-brésilienne des Bragance qui avait assuré l'indépendance et la prospérité économique du petit royaume depuis 1640. Ils marquèrent aussi la fin de l'Ancien Régime : si, après la libération d'un territoire où la Couronne ne se pressait pas de revenir, il fut effectivement restauré, il était moribond. La révolution de 1820 ne fit qu'entériner son acte de décès.

LA *VIRADEIRA* ET LE RÈGNE DE D. MARIA I

A son avènement, la fille de D. José, D. Maria I, renvoya Pombal. Les historiens libéraux du XIXe siècle lui donnèrent le surnom de *Beata* (bigote), appelèrent son règne le *Reino da Estupidez* (règne de la stupidité) et en firent une période de réaction contre l'œuvre progressiste du despote déchu. Ils accablèrent de leurs sarcasmes le couple royal et ses ministres. Ils reconnurent à D. Maria des vertus morales, mais ils lui dénièrent toute capacité intellectuelle, à un point tel que Pombal aurait songé à faire passer la couronne directement sur la tête de son fils, le prince du Brésil, D. José, doué des qualités d'un homme d'État.

«Une femme vertueuse, certes, mais aussi la plus grande bigote que l'éducation jésuite eût créée dans le cours de presque trois siècles... Le palais était un couvent. Le roi époux, on ne peut plus laid, avec un aspect d'idiot, l'expression hagarde, la perruque en bataille, l'air d'un ivrogne, était un sacristain», écrivit l'historien libéral Oliveira Martins. Le dernier biographe de la reine Marie, Caetano Beirâo, s'élève contre cette caricature. Elle était certes d'une grande dévotion, mais sa foi était «vive, servie par une intelligence éclairée sans aucune superstition». En faisant preuve d'une bonne mémoire et d'une intelligence précoce, elle avait reçu une excellente éducation. Avec sa mère et avec ses deux sœurs, elle s'était adonnée au dessin, à la peinture et surtout à la musique.

D. Maria I n'avait pourtant aucune expérience du gouvernement. Pombal avait pris soin de l'éloigner complètement des affaires en lui refusant l'entrée au Conseil. L'ambassadeur de France, Bombelles – il est vrai très favorable à Pombal et à son élève, le prince du Brésil D. José -, le reconnaît: «Tant que la reine sera sur le trône, on ne pourra opérer nul changement avantageux. Cette princesse a sans doute de l'esprit, mais la douceur et la faiblesse de son caractère donnent trop beau jeu à la tromper et à l'engourdir sur les efforts nécessaires pour sortir son administration du chaos où elle a été replongée depuis la retraite du marquis de Pombal. »

La réaction antipombaline

Dans les cours européennes, on s'attendait à une violente remise en cause du gouvernement de Pombal, souvent pour le regretter[1]. Il y eut en effet une réaction antipombaline. Après avoir accepté, le 4 mars 1777, la démission

du ministre de son père, la reine confia les places principales de son gouvernement aux chefs de cette grande noblesse qu'il avait persécutée : le marquis d'Angeja, âgé de 66 ans, fut fait président du *Real Erário* et « *ministro assistente ao despacho do gabinete »*, en quelque sorte ministre principal, et le vicomte de Vila Nova de Cerveira, plus tard marquis de Ponte de Lima, devint secrétaire d'État du *Reino*, et il succéda à toutes les charges de son collègue lorsque celui-ci mourut en 1788.

Ni l'un ni l'autre ne brilla par ses lumières. Du premier, Bombelles rédigea cette épitaphe: « Le marquis d'Angeja, D. Pedro José de Noronha Camoens Albuquerque Moniz e Sousa, est mort hier. Avec tous ses noms, il n'en laissera aucun dans l'histoire : il n'a emporté dans la tombe que le mépris de ses contemporains. » Quant au second, «instruit généralement sur toutes les matières, il est d'une ineptie incroyable dans l'exercice des fonctions des deux départements dont il détient en ce moment le portefeuille. Ses indécisions, ses distractions continuelles font le malheur de tous les gens qui ont affaire à lui. La reine a de l'estime pour la pureté de ses mœurs... [mais il est] d'une dévotion qui conviendrait mieux à un frère capucin qu'à un secrétaire d'État».

Les premières mesures étaient de simple justice : les portes des prisons, où gisaient depuis de longues années les victimes du despotisme de Pombal, furent ouvertes. Des geôles de la Junqueira, de Sâo Julião, de Pedrouços et de Setùbal, où environ trois mille d'entre elles étaient mortes, sortirent quelque huit cents personnes. Les familles des captifs, qui avaient été mises en résidence surveillée dans les couvents de Lisbonne, furent libérées. Beaucoup furent rétablies dans leurs biens, leurs charges et leurs dignités, comme D. Miguel da Anunciação, évêque-comte de Coïmbre. Enfin, les grandes maisons impliquées dans la tentative de régicide de 1758, notamment celles des Távora et du duc d'Aveiro, demandèrent et obtinrent la révision de leur procès. La personne même du ministre déchu, qui avait pu se retirer dans sa *quinta* de Pombal, fut mise en cause et son procès fut instruit à partir de 1779. Le roi D. Pedro aurait souhaité que la répression allât plus loin encore[1].

Réaction religieuse, lorsque D. Maria, à l'instigation de son confesseur, Frei Inácio de S. Caetano - dont l'influence fut bien réelle sur sa royale pénitente –, décida la «réparation des offenses à Dieu». Elle voulut d'abord

mettre un terme au relâchement des mœurs conventuelles. Des sanctions frappèrent quelques personnalités en vue, par ailleurs trop liées à l'ancien ministre. Un cousin et ami intime de ce dernier, Frei Manuel de Mendonça, abbé d'Alcobaça, qui menait et encourageait les mœurs les plus dissolues, fut emprisonné. Un autre de ses amis, Frei João de Mansilha, dominicain dévergondé, le fut également. Enfin, la propre sœur de Pombal, Madalena de Mendonça, fut privée de son abbaye en raison de sa mauvaise conduite.

Afin de réformer les ordres religieux, une junte chargée d'examiner les institutions monastiques fut crééе plus tard, en 1789. La reine ordonna aussi des mesures en faveur des Oratoriens, qui purent de nouveau confesser et prêcher, et elle encouragea l'esprit de piété et le zèle missionnaire. Entre 1780 et 1782, elle soutint enfin la mise en place par l'intendant de police Pina Manique d'une remarquable institution charitable, la *Real Casa Pia,* qui était à la fois une crèche et une école recevant les orphelins et les enfants trouvés, une maison de correction, un collège de lettres, de sciences, de langues et de beaux-arts, un atelier, «une institution admirable, unique peut-être en son genre, créée au bénéfice du peuple, pour la gloire du Portugal » (C. Beirão).

Sans engager de véritable politique ultramontaine, la reine s'employa à rétablir de bonnes relations avec le Saint-Siège, en négociant un nouveau concordat signé le 20 juillet 1778, qui corrigeait les abus régalistes les plus criants. Les pourparlers furent difficiles, car la curie romaine exigeait la restitution de la censure des écrits au pouvoir spirituel, et remettait ainsi en cause l'existence de la *Mesa Censória.* On finit par trouver un compromis : par la bulle *Romanorum Pontificum,* le pape déléguait sa juridiction à ce tribunal. En fait, derrière un apparent maintien de l'institution, le conflit avait été réglé en faveur du pouvoir spirituel. D'ailleurs la *Mesa Censória* fut supprimée par une loi du 21 janvier 1787, qui créa un autre tribunal chargé de l'examen et de la censure des livres, présidé par un ecclésiastique, avec huit députés dont quatre devaient être des professeurs de théologie.

La continuité politique

S'il y eut une réaction contre le règne précédent, il n'y eut ni chasse aux sorcières ni rupture totale avec sa politique ou avec l'esprit des Lumières.

La réaction antipombaline ne prit jamais l'allure d'un règlement de comptes ou d'une purge sanglante. Pombal fut bien condamné, mais, gracié par la reine, il mourut tranquillement sur ses terres le 8 mai 1782, âgé de 83 ans. Sa famille, d'ailleurs liée par des mariages à la grande noblesse qu'il avait combattue, ne fut privée ni de ses biens ni de ses dignités. Bien plus, si les Tóvora furent absous, la reine fit confirmer la condamnation du duc d'Aveiro, car une réhabilitation totale des conjurés de 1758 aurait nui gravement à la mémoire de D. José, son père[2].

A la cour, il subsista même un parti pombalin autour de l'héritier du trône, D. José, prince du Brésil, dont l'entrée au Conseil, en 1787, suscita l'inquiétude des ministres : «Le parti Angeja et Ponte de Lima auquel tiennent tous les antagonistes de feu le marquis de Pombal est désolé de ce que la reine vient de faire en faveur de son fils. Le prince du Brésil, loin d'avoir hérité l'excessive aversion de son père pour la personne et la mémoire de ce ministre, s'est souvent expliqué de l'utilité dont il avait été pour le Portugal, en rendant également hommage au zèle et à la fidélité avec lesquels le marquis de Pombal avait servi le roi Joseph» (Bombelles).

Plusieurs des collaborateurs de Pombal furent maintenus à leurs postes. Martinho de Melo e Castro était secrétaire d'État de la Marine et de l'Outre-Mer depuis 1770. Bien qu'il l'eût été sur la recommandation de Pombal, il sut faire preuve d'une courageuse indépendance à son égard. Ce fut, semble-t-il, la plus grande figure du premier gouvernement de la reine : « M. de Melo a la physionomie d'un homme d'esprit; c'est, dit-on généralement, le seul des ministres de S. M. Très Fidèle qui ait de la capacité et un vrai zèle pour les intérêts du pays. Il a la réputation d'être incorruptible, mais d'aimer les Anglais avec exagération» (Bombelles).

Aires de Sa e Melo avait aussi gardé la secrétairerie d'État des Affaires étrangères et de la Guerre : au temps de Pombal, il ne faisait qu'expédier les dépêches et appliquer les décisions prises par le tout-puissant ministre. Timide, pacifique et indolent, il conserva la même insignifiance dans le gouvernement de D. Maria, et il laissa Martinho de Melo intervenir souvent dans les affaires de la Guerre.

La fidélité que, dans ses fonctions de magistrat, Pina Manique avait montrée envers Pombal n'empêcha pas la reine de lui confier la charge très importante d'intendant général de police. Le confesseur de la reine lui-

même, Frei Inácio de S. Caetano, «un confesseur à peu près imbécile » (Bombelles), avait été une créature de Pombal qui l'avait placé auprès de la princesse héritière pour l'espionner et la contrôler.

La mort de Aires de Sá en 1786 et celle du marquis d'Angeja en 1788 permirent un renouvellement du gouvernement. A la secrétairerie d'État du Royaume, la reine plaça aussi un proche collaborateur de Pombal, qui l'avait fait, il est vrai, disgracier et déporter en Angola : José de Seabra da Silva. Intelligent et cultivé, mais servile, il remplit ses fonctions ministérielles avec compétence, énergie et efficacité[3]. Pour diriger les départements des Affaires étrangères et de la Guerre, la reine désigna Luis Pinto de Sousa Coutinho, futur vicomte de Balsemâo, diplomate et militaire de carrière, dont l'action diplomatique qu'il mena plus tard fut très discutée.

L'esprit des Lumières ne s'éteignit pas brusquement avec l'avènement de D. Maria. Il prit au contraire un essor que la dictature pombaline avait strictement canalisé. La politique religieuse elle-même ne prit jamais un aspect de «réaction cléricale». On le vit bien à propos des Jésuites. Malgré les instances du roi D. Pedro, son mari[4], qui déclarait: «Je n'oublierai jamais les bonne doctrines et instructions qu'ils m'ont données », la reine resta très prudente dans ses démarches auprès du Saint-Siège pour obtenir la réhabilitation et la restauration de la Compagnie de Jésus. Elle se contenta de multiplier les attentions pour les pères individuellement. Sans doute, là encore, eut-elle à cœur de ne pas offenser la mémoire de son père et de ne pas indisposer les cours de Bourbon, avec lesquelles elle effectuait un rapprochement diplomatique.Il n'y eut pas de véritable rupture avec le « catholicisme éclairé » à la Pombal et, d'ailleurs, les doctrines régalistes continuèrent à être enseignées à l'université de Coïmbre.

Une même continuité se retrouve dans la politique intellectuelle et culturelle. La fondation de l'*academia Real das Ciências* de Lisbonne, en 1779, s'inspirait de l'esprit des Lumières. Ne lit-on pas, dans l'exposé des motifs de son acte de fondation, que la reine établissait « à Lisbonne, à l'imitation de toutes les nations cultivées, cette Académie des sciences, consacrée à la gloire et à la félicité publiques, pour le progrès de l'instruction nationale, la perfection des Sciences et des Arts, et l'augmentation de l'industrie populaire». Ses fondateurs les plus éminents y répandirent à satiété les idées des Lumières qu'ils avaient puisées souvent

dans leurs tours d'Europe. Parmi eux, retenons surtout le nom de D. João Carlos de Bragance, duc de Lafões[5], et celui de l'oratorienTeodoro de Almeida, dont le discours d'inauguration de l'Académie suscita bien des remous pour son esprit «philosophique ». Comme en France, l'Académie des sciences, dans la ligne de l'Encyclopédie, prit en charge la publication de mémoires destinés à faire progresser les sciences, les arts et les techniques [6].

L'œuvre d'enseignement public commencée par Pombal fut poursuivie et amplifiée, surtout en ce qui concernait les *Escolas Menores.* Le 16 août 1779, la reine, sur l'avis de la *Real Mesa Censória,* donna l'ordre de pourvoir divers postes d'enseignants à travers le royaume [7]. Parallèlement, elle confia à des ordres religieux le soin de nombreuses petites écoles. Des institutions culturelles, comme la *Real* Biblioteca *Pública* fondée en 1796, virent le jour sous son règne: dans l'exposé des motifs de la création de cette dernière, l'infant D. João déclarait que la reine désirait qu'elle fût bien pourvue de livres «non seulement sur toutes les connaissances humaines, mais aussi sur tous les moyens propres à conduire les hommes à atteindre la vertueuse sagesse qui constitue le bonheur».

LE RETOUR A UNE POLITIQUE DE NEUTRALITÉ

Dès son avènement, la reine D. Maria avait travaillé à un rapprochement diplomatique avec l'Espagne. Il fut facilité par les liens de parenté qui unissaient les deux dynasties. La reine mère Marie-Anne-Victoire avait rencontré avec émotion son frère le roi Charles III et lui avait fait part des souhaits de sa fille. Ce voyage ouvrit la voie au traité de San Ildefonso, complété par le traité du Pardo en mars 1778.

Le Portugal ne remit pas pour autant en cause l'alliance anglaise. Son seul souci était de rester neutre dans la guerre qui s'annonçait entre la Grande-Bretagne d'une part, la France et l'Espagne de l'autre. Comme dans les conflits précédents, la question était de savoir quelle forme prendrait cette neutralité. La France exigeait une neutralité active, demandant au Portugal de fermer ses ports à tous les belligérants, alors que l'Angleterre son alliée ne pouvait l'admettre[8].

Pendant les deux premières années de guerre, le Portugal faillit être entraîné dans le conflit, car les Français dénonçaient la partialité scandaleuse du gouvernement de D. Maria envers les Anglais. De multiples incidents éclatèrent entre les cours de Lisbonne et de Versailles.

Au début de 1780, on fut au bord de la rupture. Un agent interprète de l'ambassade de France, Jean-Baptiste Pecquet, avait été accusé par le ministre de la reine de débaucher les marins portugais pour les mettre au service de son souverain. Comme ce débauchage était strictement interdit par la loi, on prit contre lui une mesure d'expulsion. Les Français prétendirent que cet agent, chargé d'assister non seulement les prisonniers et les matelots français débarqués au Portugal, mais aussi les prisonniers et matelots américains, s'en était tenu à cette activité. Les Anglais ne pouvaient le tolérer, et l'ambassadeur Walpole avait exigé l'expalsion[9].

Vergennes brandit alors la menace d'une rupture : « Si la cour de Lisbonne devoit continuer à favoriser les Anglois d'une manière aussi indécente qu'elle l'a fait jusqu'à présent, elle [Sa Majesté] pense qu'il vaudroit mieux la traiter en ennemie que de supporter honteusement l'assistance qu'elle donne à la cour de Londres. » La réaction des autorités portugaises ne fut pas moins vive. Mais Vergennes, s'il entendait bien exploiter l'affaire pour faire pression sur la cour de Lisbonne, ne voulait à aucun prix rompre avec elle. Pour calmer le jeu, il eut un excellent partenaire en l'ambassadeur D. Vicente de Sousa Coutinho[10]. Celui-ci plaida en faveur d'un acte d'indulgence. Il fut écouté par la cour de Lisbonne, qui reconnut l'innocence de Pecquet et fit révoquer l'ordre d'expulsion qui le concernait.

Ce n'était qu'un premier pas vers une plus grande indépendance du Portugal vis-à-vis de l'Angleterre. Lisbonne refusa cependant d'adhérer à la Ligue des neutres que mettait en place la tsarine Catherine II. «La cour de Portugal vient de mettre le comble à sa partialité outrée en refusant d'accéder à l'association des puissances du Nord, commenta Vergennes. Cette démarche inconcevable démontre que le Portugal est plus que jamais dans les fers de la Grande-Bretagne; il ne nous reste dès lors qu'un parti à prendre, celui d'éclairer, s'il est possible, la Reine Très Fidèle et, si on ne peut y réussir, de prendre des mesures pour empêcher à l'avenir le mal que nous fait cette Princesse. »

Le ministre français n'eut pas à mettre cette menace à exécution, car il fut bien servi par les circonstances. Dans les derniers jours d'août 1780, en effet, les Anglais, poussés par la nécessité, firent preuve d'une imprudence qui leur fut fatale : ils débauchèrent des matelots portugais, non seulement ceux qui étaient inemployés sur le port, mais aussi ceux des équipages des navires. Il fallut cependant une forte pression des cours de Versailles et de Madrid pour que le gouvernement de la reine prît la décision de ne plus permettre le mouillage des vaisseaux de guerre des puissances belligérantes dans ses ports.

La mise en pratique de la neutralité portugaise ne fut pas plus aisée aux Indes orientales. A la nouvelle de l'entrée en guerre, parvenue en Inde en juillet 1778, les Anglais de la Compagnie des Indes avaient lancé toutes leurs forces sur les établissements français: Chandernagor et Pondichéry tombèrent en 1778; Mahé se rendit en mars 1779.

Plus ou moins au même moment arriva un émissaire du roi de France, chargé de convaincre le puissant radjah de Mysore et les Marathes de se joindre à la France dans la guerre contre la Grande-Bretagne. Apprenant la présence de l'ambassadeur français, les Anglais de Bombay mirent tout de suite leurs agents en campagne pour tenter de le capturer ou de l'assassiner. Se rendant compte de cette menace, il s'enfuit avec sa suite à Damâo, où il demanda au capitaine de la place de lui fournir un navire sur lequel il pût revenir en France. Ce dernier donna à son fils le commandement d'une corvette, avec l'ordre de mener à Suez l'envoyé français avec sa suite et ses bagages. Un navire anglais l'intercepta et somma le commandant portugais de le leur livrer. Ce dernier répondit que ce n'était pas l'habitude des Portugais de livrer ceux qui s'étaient mis sous leur protection. Le capitaine, faisant fi de la vieille alliance, ordonna d'ouvrir le feu, convaincu que les Portugais n'auraient pas l'audace de résister à une action de force. Mais il s'était trompé. Un violent duel d'artillerie s'ensuivit, où la corvette anglaise fut mise à mal et dut gagner le port le plus proche. Le capitaine portugais put alors remplir la mission qui lui avait été confiée.

Cette neutralité du Portugal fut du plus grand profit pour son commerce maritime. Aussi, après la paix de Versailles de 1783, sa politique étrangère fut-elle essentiellement consacrée aux relations commerciales. Bien que l'Angleterre restât son partenaire privilégié, la cour de Lisbonne chercha à

les diversifier. Elle conclut ainsi des traités avec la Russie et les États-Unis. Par celui du Pardo, les deux couronnes ibériques s'étaient reconnu des avantages commerciaux mutuels.

La France, à la faveur du pacte de famille avec l'Espagne, y adhéra le 8 août 1783. Cette adhésion avait suscité de grands espoirs chez ses négociants. Mais les Portugais n'étaient pas pressés d'en appliquer les clauses, car les draps français entreraient inévitablement en concurrence avec ceux de l'Angleterre. Qu'adviendrait-il alors des vins que le Portugal exportait vers cette dernière? Quelle contrepartie la France était-elle disposée à lui accorder? Lisbonne ne voulait laisser aux Français que les privilèges dont jouissaient les Espagnols : or, ces derniers n'introduisaient pas de draps. C'était inadmissible, tempêtait Vergennes : « Nous avons un droit acquis et péremptoire à tous les privilèges dont d'autres nations jouissent dans les ports du Portugal. »

L'affaire de Cabinda faillit briser net le fragile rapprochement franco-portugais. Un négociant de Lorient s'était plaint des autorités portugaises, qui l'avaient empêché de se livrer à la traite des nègres à Cabinda sur la côte d'Angola. Les Portugais y avaient construit un fort qui marquait leur possession et assurerait leur monopole de la traite. C'est précisément ce monopole que Vergennes, au nom de la liberté du commerce, leur déniait : « Casbinde, comme la rivière sur laquelle il est situé, a toujours été commun, et l'entreprise des Portugais est une usurpation manifeste, et d'autant plus nuisible à la France que nos traiteurs y ont toujours fait un très grand nombre de nègres. Il est évident que nous ne saurions abandonner une traite aussi importante. »

Le ministre français envoya sur les lieux une frégate, commandée par le chevalier de Marigny, afin d'y affirmer les droits de la France. Ce dernier, qu'il eût des instructions secrètes de Vergennes ou qu'il eût outrepassé les objectifs de sa mission, détruisit le fort portugais, renvoya à Lisbonne les soldats qui s'y trouvaient et construisit un fort français. L'indignation fut immense dans la capitale portugaise, où l'on dénonça le camouflet déshonorant que la France avait infligé au Portugal. Elle ne le fut pas moins à Madrid, où le roi Charles III mit en garde la cour de Versailles contre le peu de cas qu'elle faisait de ce pays : «Elle oublie qu'il n'y a pas de petits ennemis. » Ce fut cependant aux bons offices de ce souverain que le

ministre de Louis XVI fit appel pour apaiser la querelle. Il désavoua l'action du chevalier de Marigny, tout en restant ferme sur les principes qui étaient à son origine : la liberté absolue de la traite des nègres sur la côte d'Afrique[11]. L'incident fut définitivement réglé en décembre 1784: à la sollicitation de son oncle, le roi d'Espagne, la reine D. Maria se contenta des regrets de Louis XVI pour la destruction du fort.

Du côté portugais, il n'en demeura pas moins une certaine rancœur, qui ne facilita pas les négociations commerciales entre les deux pays[12]. Elles furent encore entravées par la signature du traité de commerce franco-britannique Eden-Rayneval en 1786. La cour de Lisbonne y vit une menace directe sur ses exportations de vin de Porto. N'annulait-il pas purement et simplement le traité Methuen de 1703 ? Le cabinet de Londres s'était empressé de rassurer le chevalier Pinto, ambassadeur du Portugal. Celui-ci écrivit à son ministre : «Les vins français ne feront aucun tort à la consommation de ceux de Portugal par l'habitude où sont les Anglais d'en faire usage.» D'ailleurs, si les droits sur les vins français avaient effectivement été rabaissés au niveau de ceux des vins portugais, «Sa Majesté Britannique s'est réservé la faculté de remplir l'engagement pris en 1703, c'est-à-dire de diminuer d'un tiers les droits imposés sur les vins de Portugal [13]».

LE PORTUGAL FACE À LA RÉVOLUTION FRANÇAISE

Pina Manique et la répression antijacobine

Diogo Inácio de Pina Manique, né en 1733, fils d'un *fidalgo da Casa* Real, avait fait une belle carrière de magistrat pendant le gouvernement de Pombal, dont il avait servi fidèlement la politique : l'abbé Garnier, aumônier de l'église de Saint-Louis-des-Français, prétendait même qu'il était son disciple, en remarquant méchamment : il « singe en petit le fameux marquis». Cela n'empêcha pas le gouvernement de la reine D. Maria de lui confier l'intendance générale de police le 18 janvier 1780. On ne retient le plus souvent de lui que l'aspect policier de ses fonctions: les libéraux en firent le serviteur inconditionnel du despotisme et le symbole de la censure

et de la répression des idées nouvelles et de leurs zélateurs. On oublie les aspects positifs de son œuvre, celle d'un grand organisateur: il créa la Casa Pia, organisa les premiers véritables recensements de population, et chercha à faire de Lisbonne une cité moderne en terminant l' œuvre de reconstruction engagée par Pombal et en assurant sa sécurité et son éclairage.

Comme ailleurs en Europe, la diffusion de la philosophie des Lumières s'était faite tout naturellement par la place qu'avait prise la culture française au Portugal depuis le début du XVIIIe siècle[14]. Il est difficile de mesurer, au niveau des élites, la pénétration des idées nouvelles venues de France dans la société portugaise. Le rôle de l'université de Coïmbre - toute l'administration portugaise y passait - dut être important : les étudiants pouvaient y trouver et y lire les ouvrages prohibés, dont la diffusion était d'ailleurs facilitée par un réseau de libraires français à Lisbonne et à Porto[15].

Bien entendu, ces marchands n'exposaient pas les livres dangereux. Ils ne les cédaient qu'à des clients de confiance ou à ceux qui bénéficiaient d'une autorisation royale. Dans les deux grands ports, le recours à la contrebande, par l'intermédiaire de marins, de voyageurs, voire de diplomates, était assez fréquent : « C'est ainsi que des œuvres incluses dans l'Index *Censório* apparaissent dans les bibliothèques de nobles, clercs et bourgeois du temps, où elles furent détectées par les troupes françaises durant les invasions. D'autre part, dans les bibliothèques portugaises surgissent des études sur les philosophes des Lumières, dont les titres principaux étaient interdits aux Portugais » (L. A. de Oliveira Ramos).

A l'égard des informations sur les premiers troubles de France, l'attitude des autorités portugaises fut d'une assez grande tolérance. Pombal avait supprimé la *Gazeta Literária* et la *Gazeta de Lisboa*. La reine rétablit cette dernière en 1778, et en juin 1779 elle autorisa la publication d'une revue mensuelle, le *Jornal Enciclopédico*, qui parut jusqu'en 1806 : ce sont ces deux organes qui tinrent leurs lecteurs informés, presque au jour le jour, des nouvelles venues de Paris en 1788 et en 1789.

La Gazette se montrait même audacieusement libérale : elle annonçait tous ces événements sur un ton d'optimisme qui pourrait faire penser que la cour de Lisbonne était acquise au mouvement révolutionnaire qui abattait la monarchie absolue en France. Le duc d'Orléans, le futur Philippe Égalité,

était constamment présenté comme le modèle des princes, l'ami du peuple, l'honneur personnifié qui devait régénérer la France, qui à son tour servirait de modèle aux autres monarchies. Ces journaux ne touchaient évidemment que quelques élites: pour l'année 1789, la liste des souscripteurs du *Jornal Enciclopédico* à Porto porte des noms de prêtres, d'aristocrates, de fonctionnaires, de médecins, de militaires et de commerçants.

Cette tolérance traduisait les sentiments de complaisance de certains ministres de la reine. La correspondance échangée entre le secrétaire d'État des Affaires étrangère, Luis Pinto de Sousa, et l'ambassadeur de Portugal à Paris, D. Vicente de Sousa Coutinho, oncle du futur ministre du régent D. João, en porte témoignage. Le ministre remarquait ainsi en mars 1790, à propos du projet de Constitution en France: «Les articles de la Constitution me paraissent lumineux et pour la plus grande partie justes. Il est pourtant un grand problème que je ne me risque pas à résoudre, à savoir si est plus utile une Assemblée ainsi organisée, ou deux chambres de représentants. » Dès la fin de l'année 1789 cependant, l'ambassadeur était devenu plus critique et il porta même un jugement sévère sur la Constitution de 1791. Quant au ministre, les nouvelles des terribles journées de 1792 le dressèrent complètement contre la Révolution: «L'horreur qu'elles inspirent est supérieure à toute expression. »

Tous les hommes d'État portugais avaient été loin de partager la bienveillance de Luis Pinto pour les événements de Paris. José de Seabra adressa, le 3 décembre 1789, une sévère et menaçante admonestation à la *Mesa Censória:* il se plaignait de la tolérance dont elle avait fait preuve envers des œuvres venues de l'étranger, qui « confondaient la liberté et le bonheur des nations avec la licence et les clameurs grossières des ignorants ». Il s'indignait de la diffusion au Portugal d'une multitude de livres «scandaleux, libertins et séditieux».

Aussi la liberté d'expression de la presse fut-elle rapidement réprimée. A partir du mois d'août 1789, après la prise de la Bastille, les relations sur les événements de France disparurent soudain des journaux. La Gazeta de Lisboa n'y fit plus que quelques allusions prudentes en 1790, et le *Jornal Enciclopédico,* qui les avait passés sous silence depuis février 1789, ne s'en occupa plus qu'une fois dans son numéro de janvier 1792.

Dès la première heure, ce fut à Pina Manique que revint la tâche d'arrêter l'infiltration et la propagande des idées révolutionnaires. L'intendant général de police porta tout d'abord ses coups contre la franc-maçonnerie portugaise. Jusqu'aux débuts de l'agitation en France, les activités maçonniques - assez faibles d'ailleurs – avaient joui de la plus complète tolérance : Pombal y était lui-même affilié. Mais Pina Manique comprit quelle structure d'accueil la maçonnerie pouvait fournir aux idées et aux hommes venus de France. Il fit avorter les projets de François Gillot, un maçon envoyé à Lisbonne par la Grande Loge de France afin d'y établir une loge de son obédience. Il mit également fin aux activités d'un autre Français, Jean Joseph d'Origny. Celui-ci avait reçu du grand maître du Grand Orient de France, le duc d'Orléans, un diplôme pour établir une loge à Lisbonne. Craignant l'action répressive de Pina Manique, d'Origny préféra l'installer dans l'île de Madère, où il y avait une tradition maçonnique: deux Français, François d'Alincourt et Barthélemy Andrieux, y avaient en effet fondé la première loge en 1770.

L'action répressive de Pina Manique s'exerça ensuite contre les Français soupçonnés d'être les prosélytes des idées jacobines. Déjà en 1791, l'intendant avait reçu des avis inquiétants du supérieur des capucins français de Lisbonne ainsi que de l'ambassadeur de Louis XVI, le comte de Chalon : des artistes et des négociants français établis sur les bords duTage étaient les agents de propagande du Club des jacobins. Il en fit expulser quelques-uns. C'est surtout à partir de 1793-1794, avec la Convention montagnarde et la Terreur, que des mesures systématiques furent prises contre les Français. La méfiance porta d'abord sur les précepteurs et les domestiques: sur la nouvelle que, dans les provinces du Nord, quelques Français s'étaient déguisés en Allemands et en Italiens à la recherche d'un emploi, « les uns à titre de maîtres, les autres de domestiques », on ordonna aux magistrats locaux d'établir des listes d'étrangers.

La suspicion s'étendit même aux émigrés qui avaient fui les persécutions politiques et religieuses de la France républicaine. Craignant que, parmi eux, il n'y eût des jacobins chargés de provoquer une agitation révolutionnaire au Portugal, Pina Manique donna l'ordre de regrouper tous les émigrés français dans des camps en Alentejo et dans le Trás-os-Montes.

A Porto, les magistrats ne devaient pas consentir « qu'un étranger, quel que soit son rang, transite ou s'établisse sur les terres de la *comarque*».

Les mesures s'appliquaient aussi aux prêtres. Beaucoup d'entre eux, cependant, bénéficièrent de la tolérance des magistrats et autres officiers royaux et réussirent à entrer au Portugal. Ce fut le cas de dix-huit prêtres émigrés venant de Bilbao, qui, pendant l'été de 1794, débarquèrent à Porto où les autorités les logèrent dans différents couvents de la région. Pina Manique adressa alors des recommandations rigoureuses aux supérieurs : on devait vérifier si ces prêtres n'étaient pas des adeptes cachés de la Révolution, ou des jansénistes déguisés. Il fallait leur interdire toute promenade solitaire à l'extérieur. Si l'on découvrait dans leur comportement « quelque motif de méfiance », c'est-à-dire des signes d'esprit de sédition ou d'hétérodoxie, ils seraient « immédiatement expulsés du royaume ». Afin d'éviter la répétition de telles initiatives, des sanctions exemplaires avaient été prises à l'égard du bateau portugais qui les avait transportés.

D'une manière générale, l'intendant général de police prit des mesures rigoureuses à l'encontre de tous les Portugais suspects de complaisance à l'égard des idées révolutionnaires. Dans le monde intellectuel, il sévit contre de brillantes figures comme l'abbé Correia da Serra, secrétaire de l'Académie royale des sciences, et le grand poète Barbosa du Bocage. Il ordonna des poursuites contre des professeurs de l'université de Coïmbre, convaincus de communication directe avec des agents révolutionnaires français dont ils distribuaient les imprimés de propagande. Cette dernière mesure lui valut de graves désaccords avec le ministre du Royaume, Seabra da Silva: celui-ci, sollicité par le recteur de l'université, désapprouva Pina Manique et chercha même en vain à le faire désavouer par le prince D. João.

A Lisbonne comme à Porto, les *moscas* (mouches) de l'intendant général de police fréquentaient assidûment cafés, *boquetins* (estaminets), *casas de pasto* (restaurants), ainsi que toutes les assemblées et lieux où pouvait fleurir le prosélytisme des jacobins et des francs-maçons. A Porto, un incident provoqua l'indignation de Pina Manique: des mains impies avaient arraché des affiches où l'on implorait l'aide de Dieu pour l'armée portugaise en campagne au Roussillon contre les révolutionnaires français. L'intendant somma le *corregedor* de la ville d'envoyer au bagne tous les «jacobins» de

Porto, c'est-à-dire, écrivait-il, tous les citoyens qui *«se denominâo por bem instruidos e dezabuzados »*, tous ceux qui «se réunissent tous les jours dans les promenades et dans les maisons des uns et des autres », en faisant preuve d'un «esprit jacobin», en « tournant en ridicule et en parlant avec mépris de notre Sainte Religion et du pouvoir suprême, auquel nous devons le bonheur d'être subordonnés». Le *corregedor* s'empressa de faire une enquête et d'envoyer une liste de suspects à Lisbonne.

En 1801, le pasteur Ruders, chapelain de la légation de Suède, doutait cependant de l'efficacité de ces mesures de répression. Il s'étonnait de pouvoir lire sans difficulté tous les ouvrages interdits dans le royaume. Il supposait qu'il s'en faisait une importation irrégulière : «La manière la plus usuelle et la moins embarrassante employée par les particuliers paraît être la contrebande. Tout le monde, sans pour cela encourir la censure, peut lire et posséder des livres prohibés. Personne ne fait d'enquêtes à cet égard. Mais, si quelque particulier, même étranger, commet l'ânerie de déclarer à la douane les livres qu'il a fait venir, il est à craindre qu'il n'ait à attendre pour eux un trop long délai, et même parfois à rester sans certains d'entre eux, surtout s'ils concernent le Portugal... Les livres dont je me sers ici, je le présume, n'avaient pas passé par la douane, sinon ils ne seraient pas arrivés entre mes mains sans réclamations et difficultés... Quand quelqu'un désire quelque livre étranger, on a l'habitude de charger des marins de le porter et de le faire arriver à destination[16].»

LA FOLIE DE LA REINE ET LA RÉGENCE DE D. JOÂO

La disparition du roi consort D. Pedro III, le 11 juin 1786, ne revêtait aucune importance constitutionnelle, ni même politique, car tous les contemporains s'accordaient sur sa nullité et ne mettaient à son actif que la construction du beau palais de Queluz. Le marquis de Bombelles, en guise d'épitaphe, en laissa un portrait peu flatteur, mais il estimait qu'il avait une influence très grande sur sa nièce et épouse, qui l'adorait: «La reine de Portugal, essentiellement juste, honnête et sage dans la conduite de son royaume, cédait souvent aux volontés d'une manière d'imbécile qu'elle était accoutumée dès sa tendre enfance à révérer comme son oncle. Chaque fois qu'elle ne faisait pas ce qu'il désirait d'elle, il se mettait à pleurer,

s'enveloppait de son manteau, se tapissait dans le coin d'une chambre et disait qu'il allait se laisser mourir de faim. Sans doute n'en eût-il rien fait. La reine, bonne et pleine d'égards pour un vieillard qui partageait avec elle les honneurs de la royauté et qui se désolait de ne pas avoir le pouvoir, cédait à ses demandes, quoique, le plus souvent, elles fussent déplacées.»

La mort de son mari affecta la fragilité de l'esprit de D. Maria I. Les deuils successifs qui vinrent ensuite la frapper finirent de lui tourner la tête. Hantée par ses scrupules religieux, durement éprouvée par la mort à très bref intervalle de son confesseur bien-aimé, de son fils aîné D. José, prince du Brésil, auquel tout le monde s'accordait à trouver de bonnes qualités, de sa fille et de son gendre, l'infant d'Espagne D. Gabriel, la reine n'eut plus que de rares moments de lucidité.

Lorsque au début de 1793 D. Maria I perdit définitivement la raison - la mort de Louis XVI y aurait contribué -, un décret autorisa l'héritier de la couronne, D. João, prince du Brésil, à gouverner au nom de sa mère. Il ne devint officiellement régent que par le décret du 15 juillet 1799. Le prince était-il capable d'assumer une telle tâche? Beaucoup en doutaient. Du moins espérait-on une continuité dans la politique d'alliance avec le voisin espagnol: il avait en effet épousé, en 1785, l'infante D. Carlota Joaquina, fille du roi Charles IV. Il n'introduisit aucun changement dans le personnel gouvernemental[17].

L'engagement contre une France «impérialiste»

Les conséquences internationales de la Révolution française placèrent la couronne de Portugal dans une situation délicate. Comment concilier la sauvegarde de son indépendance, menacée par l'impérialisme de la France révolutionnaire, et ses devoirs envers l'alliance anglaise, garante de ses liaisons maritimes et de la survie de son empire colonial? Du moins lui fallait-il d'abord réorganiser la défense du territoire.

A son avènement D. Maria avait trouvé une armée et une marine en mauvais état[18]. Son gouvernement tâcha d'abord d'y remédier en créant d'authentiques écoles militaires. Afin de donner aux officiers une meilleure connaissance de l'art nautique et de celui de la fortification, il avait fondé,

dès 1779, une Académie royale de marine, avec un cours de mathématiques. Un décret du 14 décembre 1782 avait établi, à l'imitation de la France et de l'Espagne, une compagnie de 48 gardes-marine pour la défense des côtes. En 1790, la création de l'Academia de *Fortificacão, Artilharia* e *Desenho* permettrait la formation d'officiers «suffisamment instruits et capables d'assumer, dans la partie militaire, les fonctions auxquelles ils s'étaient destinés».

A partir de cette même année 1790, le Conseil de la guerre, sous l'autorité du ministre Pinto Sousa, prit de judicieuses mesures pour améliorer l'armée et la marine. Il créa par exemple un régiment d'artillerie de marine pour les navires de guerre. Il ordonna aussi la mise en chantier de nouvelles unités navales: à la fin de 1792 furent lancés un vaisseau de ligne, le *Vasco da Gama,* une frégate, *l'Ulisses,* et un brick, le *Palhaço.*

Après la campagne du Roussillon, l'alliance de l'Espagne des Bourbons avec la France républicaine fit peser des menaces encore plus lourdes sur l'indépendance portugaise. Il devint urgent de renforcer la défense des frontières : le ministre Pinto Sousa s'attela à la tâche. Conscient de ses propres limites, D. João voulut s'entourer de conseillers dont il demanderait les avis. Il nomma dans le Conseil d'ÉTAT les représentants des plus grandes familles du royaume, malheureusement plus illustres que compétents [19]. En confiant le ministère de la Marine et de l'Outre-Mer à D. Rodrigo de Sousa Coutinho, doué des qualités d'un véritable homme d'État, le prince fit un choix plus judicieux [20].

Afin de renforcer les frontières terrestres, l'armée fut redéployée : des soldats plus nombreux furent répartis dans un plus grand nombre de places de guerre. A cet effet, Pina Manique ordonna le censo (recensement de la population) du printemps 1798, à la suite duquel il espéra près de 30 000 recrues pour l'armée. Le plus urgent était de pourvoir aux *presídios* des Beiras peu ou mal défendues. Cette région était en effet une voie d'invasion par Guarda et par la vallée du Douro: la Couronne ordonna, le 22 février 1799, la levée de recrues dans la Beira Baixa. L'autre zone névralgique, l'Alentejo par Elvas et la vallée du Tage, était relativement bien pourvue de places fortes. Bien que, grâce à l'alliance anglaise, les îles fussent moins menacées, on renforça la défense des Açores, sur lesquelles le gouvernement craignait une opération franco-espagnole de diversion. Pour

assurer la garde des côtes, il recruta des marins dans tous les ports, de Setúbal à Figueira : les Portugais purent ainsi braver les corsaires français qui menacèrent le littoral tout au long de l'année 1798. Enfin les Anglais firent preuve d'un plus grand engagement dans la défense de leur vieil allié en envoyant des officiers pour le commandement des forteresses.

Contre l'avis de certains de ses collègues favorables au maintien de la neutralité, Pinto Sousa était partisan de l'entrée en guerre du Portugal aux côtés des Alliés. Il obtint du prince D. João la signature d'une convention d'aide mutuelle entre le Portugal et l'Espagne, le 15 juillet 1793, et entre le Portugal et l'Angleterre, le 26 septembre suivant. Six mille soldats portugais participèrent alors à la campagne du Roussillon.

Après une courte invasion du territoire français par les Luso-Espagnols, les soldats de la République passèrent à l'offensive au printemps de 1794, et les alliés ibériques durent battre en retraite en Catalogne, où une guerre d'usure dura jusqu'à leur sévère défaite en novembre. Les Espagnols traitèrent alors séparément avec les Français et signèrent la paix de Bâle en juin 1795, laissant les Portugais isolés sur le continent et gravement menacés par le ressentiment de la République. Grave échec pour Pinto Sousa, sa politique interventionniste aboutissait à l'isolement diplomatique et militaire de son pays, désormais à la merci du bon vouloir britannique.

Le ministre ne fut pas plus heureux lorsqu'il tenta de redresser cette situation catastrophique. Il réussit tout au plus à conclure un traité d'amitié avec la Russie en 1798: maigre résultat et mince consolation. Tous ses efforts d'ouverture du côté de Paris furent vains. Dans l'esprit des Français, le sort du Portugal était déjà scellé, comme l'écrivait Bonaparte à Talleyrand : « Il est nécessaire que la République ôte aux Anglais l'unique allié qu'il leur reste sur le continent.» » C'est à cet effet que Madrid et Paris avaient signé l'alliance de San Ildefonso. Il ne restait plus aux Portugais qu'à se préparer à une invasion imminente. A cet égard, le remaniement du gouvernement autour de l'octogénaire duc de Lafões, déjà général en chef, et dont les insuffisances étaient notoires, n'était pas de bon augure[21].

Charles IV d'Espagne ne voyait pourtant pas sans réticences un conflit avec le mari de sa fille. Il fit pression sur lui pour qu'il acceptât d'abandonner l'alliance anglaise, seul moyen de l'éviter. Découragé par l'obstination de Lisbonne à y rester fidèle, il ne lui resta plus qu'à céder aux

objurgations de Lucien Bonaparte, frère du Premier Consul. L'ultimatum franco-espagnol fut envoyé le 29 janvier 1801: les conditions en étaient draconiennes et humiliantes. Le Portugal abandonnerait l'alliance anglaise et fermerait ses ports aux navires britanniques. Le prince régent le rejeta.

Au mois de mai, l'invasion eut lieu, non pas, comme le prévoyait l'état-major portugais, par la Beira, mais par le Haut-Alentejo. L'offensive des troupes franco-espagnoles partit de Badajoz et dura à peine une semaine. Les Portugais remirent sans résistance les places de Valença de Alcântara, Olivença, Juromenha, Portalegre et Castelo do Vide. Le quartier général d'Estremoz fut lui-même menacé. Le conflit que l'on appela la «guerre des oranges» (« *Guerra das Laranjas »)* n'avait duré que deux semaines. Beaucoup plus qu'au manque d'ardeur des troupes, les Portugais devaient ce désastre à l'incapacité du haut commandement.

Le pasteur Ruders rapportait que les journaux anglais eux-mêmes s'en divertirent à ses dépens. «L'octogénaire duc de Lafões, qui, sans aucune raison, ne voulut pas céder le commandement de l'armée au comte de Goltz, eut une telle nécessité de se reposer de son labeur guerrier, que, dès le premier revers et au beau milieu de la campagne, il se retira à Lisbonne. On raconte, à ce propos, que le lendemain même de son départ, la proclamation suivante fut affichée : *Près de la frontière d'Espagne, un illustre officier général, dans sa précipitation, perdit l'une de ses bottes de cheval, de velours noir avec des boucles d'or et des éperons du même métal. Celui qui les retrouvera est prié de les remettre au Grilo [résidence du duc], où on lui remettra une bonne récompense...* Dans un autre journal anglais, à propos d'un certain conseil de guerre présidé par ledit duc et 16 généraux, on lit ce qui suit: *Si le conseil de guerre n'a pas donné de preuves d'héroïsme, il a montré, en compensation, beaucoup de prudence, ce qui n'est pas étonnant, sachant que l'âge de ces 16 chefs de guerre additionné fait un total de 1200 ans. »*

Pinto Sousa se trouvait déjà à Badajoz pour négocier la paix qui fut signée le 6 juin 1801. Les conditions en furent relativement modérées, car la France désirait avant tout que le Portugal abandonnât l'alliance anglaise et que, par une alliance défensive, il se trouvât désormais dans sa dépendance. Le prince régent n'accepta ce traité de Badajoz que contraint et forcé. Sachant bien qu'une rupture avec l'Angleterre signifierait immanquablement

la sécession du Brésil, il était décidé à ne l'exécuter qu'en apparence. Sur le plan financier, il devait payer à la République française une indemnité de guerre de 25 millions de livres et, sur le plan économique, accepter l'entrée des lainages français. Sur le plan territorial, le Portugal faisait à la France quelques concessions aux frontières de la Guyane et du Brésil, en lui reconnaissant une zone d'influence jusqu'au fleuve Arawani. A l'Espagne, il abandonnait Olivença et son district, fixant définitivement la frontière entre les deux royaumes sur le Guadiana[22].

LE PORTUGAL ET NAPOLÉON

Le prince régent accueillit avec soulagement la nouvelle de la paix d'Amiens conclue par Bonaparte avec l'Angleterre. Il pensa qu'elle serait durable et lui permettrait de conserver l'alliance anglaise et la bienveillance du Premier Consul, avec lequel il échangea des ambassadeurs: le *morgado* de Mateus partit pour Paris et le général Lannes pour Lisbonne. Il dut vite déchanter car ce dernier, aussi bien par sa cupidité que par ses interventions dans les affaires intérieures portugaises, se rendit odieux à la cour comme à la population.

C'est ainsi que le général chercha à créer un parti «libéral», favorable aux idées françaises. Quoique indirectement, il fut mêlé aux troubles, appelés *«motins de Campo de Ourique»*, qui eurent lieu à Lisbonne, le jour de la fête du *Corpus Dei* de 1803. Le commandant du régiment caserné dans ce quartier, Gomes Freire de Andrade, donna l'ordre d'arrêter le lieutenant Gosson, aide de camp du comte de Novion, émigré français auquel Pina Manique avait confié le commandement de la *Guardia Real de Policia*. Comme cette dernière, par son activité répressive, jouissait d'une solide impopularité, l'initiative fut saluée par de joyeuses manifestations. Ce fut l'une des premières manifestations de l'affrontement entre un «parti français», inspiré par la franc-maçonnerie à laquelle appartenaient Gomes Freire et le marquis de Alorna, et un «parti anglais », défenseur de la monarchie absolue.

Le général Lannes avait compris que l'intendant Pina Manique était le principal obstacle à la diffusion des idées révolutionnaires. Il décida d'autant plus de s'en débarrasser qu'il le gênait dans ses rapines. En exigeant

au nom de son immunité de ne pas être soumis à *l'Alfândega,* l'ambassadeur s'était en effet spécialisé dans le vol d'objets d'art et dans la contrebande. Sous peine de se retirer, il exigea de D. Joâo le départ de l'intendant général : le prince ayant refusé, Lannes mit sa menace à exécution. Craignant les foudres de Bonaparte, le régent finit par s'incliner en ôtant à Pina Manique la direction de *l'Alfândega.* L'ambassadeur put alors donner libre cours à ses exactions : il donna par exemple l'ordre de retirer du Musée royal d'Ajuda tous les animaux naturalisés importés du Brésil pour les envoyer à Paris.

Quand la paix d'Amiens fut rompue, Bonaparte exigea la fermeture effective des ports portugais à l'Angleterre et le versement d'une somme de 16 millions de francs, sous peine d'invasion du royaume. Le prince régent n'eut d'autre choix que de s'incliner et de se jeter dans les bras de la France en avril 1804. A la mort de Pinto Balsemâo, la nomination du nouveau ministre des Affaires étrangères allait dans le même sens : António de Araujo de Azevedo était notoirement connu pour son appartenance à la franc-maçonnerie et son adhésion aux idées révolutionnaires.

De son côté, Bonaparte, devenu l'empereur Napoléon Ier, débarrassa Lisbonne de Lannes pour l'encombrer d'un autre général, Junot. Ce dernier était arrivé porteur d'une lettre de son maître qui ne laissait aucun doute sur sa volonté de faire plier le Portugal à ses exigences : «Les assurances que j'ai reçues de tous les temps de Votre Altesse Royale me sont un sûr garant que nous nous entendrons pour faire le plus grand tort à l'Angleterre, et la porter par là à des idées plus saines et plus modérées. »Tout en lui renouvelant ses sentiments d'estime et de perpétuelle amitié, D. João, sans grandes illusions, essaya de convaincre l'empereur que toute rupture maritime et commerciale avec la Grande-Bretagne serait suicidaire pour son royaume : «Je manquerais à tous les devoirs que le ciel impose à un Souverain envers ses sujets, si, après les avoir forcés à contribuer au maintien de la neutralité, je les exposois à une guerre dont les résultats ne pourraient être que funestes. » Non seulement le Portugal serait ruiné par l'interruption de ses liaisons avec le Brésil, mais, étant privé des importations de blé indispensables à sa subsistance, ses sujets mourraient de faim. Un tel allié ne serait plus alors pour la France qu'un poids mort: « La famine seroit un sûr garant de la victoire de l'ennemi. » Pour l'amadouer, il

combla d'honneurs le général Junot, auquel il donna la grand-croix de l'ordre du Christ et qu'il convia à toutes les réceptions de la cour.

Par le décret du 16 mai 1806, l'Angleterre ordonna le blocus maritime de le France. La riposte de Napoléon ne se fit pas attendre. Depuis Berlin, où il était entré en triomphateur après avoir vaincu les Prussiens à Iéna, il décréta le 21 novembre suivant le Blocus continental de l'Angleterre. La couronne de Portugal était au pied du mur. Ou elle obtempérait, et elle perdait son empire colonial. Ou elle refusait et le Portugal était envahi par les armées françaises. Cruel dilemme : dans les deux cas, c'était une rupture entre les deux organes vitaux de la monarchie luso-brésilienne et la fin du deuxième empire portugais.

Le prince régent envisagea plusieurs solutions. Dans celle qui prévalut d'abord, il resterait au Portugal au milieu de ses sujets, et enverrait son héritier D. Pedro à Rio de Janeiro avec le titre de connétable du Brésil. En attendant des jours meilleurs, celui-ci y perpétuerait la souveraineté des Bragance et éviterait sa satellisation par l'Angleterre[23]. Parallèlement, il ordonna quelques mesures qu'il savait parfaitement vaines pour la défense du royaume. Il comprit vite cependant que sa présence serait inutile au Portugal et qu'elle ferait de lui un otage de Napoléon, comme il advint l'année suivante pour les Bourbons d'Espagne.

LES INVASIONS FRANÇAISES

Le départ de la cour pour le Brésil

Junot, sur l'ordre de l'Empereur, avait rassemblé à Bayonne, en août 1807, un corps d'armée de 20000 hommes, auquel se joindraient 11 000 soldats du roi d'Espagne. Le traité franco-espagnol de Fontainebleau du 27 octobre avait consacré la fin et le partage d'un des plus anciens États et pays de l'Europe. Une Lusitanie septentrionale, comprenant les terres de l'Entre Douro e Minho, serait placée sous la souveraineté du Bourbon de Parme, roi d'Étrurie et gendre de Charles IV. La partie méridionale du pays formerait, avec l'Alentejo et l'Algarve, une principauté des Algarves accordée au valido du roi d'Espagne, D. Manuel Godoy. Enfin la région centrale, formée

du Trás-os-Montes, des Beiras et de l'Estrémadure avec Lisbonne, serait remise directement à Napoléon, qui condescendrait peut-être à la laisser à la maison de Bragance sous le protectorat du roi d'Espagne.

D. João fut atterré. Pour ne point collaborer à une telle violation de son royaume et de ses peuples, il envisagea désormais de se réfugier au Brésil avec toute la cour. Cette solution s'imposait d'autant plus que, dès le 17 novembre, à son entrée au Portugal, le général en chef Junot avait lancé au peuple portugais une proclamation qui compromettait le prince régent. Il feignait en effet de venir à son secours et à celui de ses sujets pour les délivrer de la tyrannie anglaise: «Votre Prince a déclaré la guerre à l'Angleterre. Nous faisons donc cause commune. » Il y ajoutait une menace non dissimulée de châtiment exemplaire, s'il rencontrait quelque résistance: «Mais j'aime à croire que les Portugais entendront leurs véritables intérêts; que, secondant les vues pacifiques de leur Prince, ils nous recevront en amis. »

Junot adopta une stratégie qui divisait le pays en deux. Il ne pénétra pas par les deux chemins d'invasion traditionnels du Portugal, la Beira Alta et Elvas. Il entra par Segura vers Castelo Branco qu'il soumit à un véritable sac. Sur leur passage, les troupes françaises multiplièrent exactions et pillages. Les paysans mirent le feu aux campagnes et se réfugièrent à l'intérieur des terres. Le 28 novembre, Junot était déjà à Santarém.

L'affolement régnait dans la capitale, où l'arrivée des Français n'était plus qu'une question de jours, voire d'heures. Dès le 24 novembre, le prince régent avait pris la décision de partir et les préparatifs du transfert avaient commencé. La cour n'avait pas été unanime. Le secrétaire d'État Araujo, chef du «parti français», s'y était montré hostile et avait préconisé des négociations avec l'envahisseur. Il avait même envoyé un émissaire pour demander grâce à Junot. Le régent le désavoua et suivit l'avis de D. Rodrigo de Sousa Coutinho, considéré comme le chef du «parti anglais».

Ce n'était pas la première fois dans l'histoire du Portugal qu'un transfert au Brésil avait été envisagé. Pendant les heures les plus difficiles de la Restauration, le P. António Vieira avait essayé de convaincre Jean IV de s'y installer. Après le tremblement de terre de 1755, Pombal y avait pensé. Pendant la guerre de Sept Ans, le ministre D. Luis da Cunha Manuel avait insisté plus fortement : « Le roi ne peut pas maintenir le Portugal sans le

Brésil, alors que le Brésil peut l'être sans le Portugal : il serait donc préférable de résider là où se trouvent la force et l'abondance, que là où est la pénurie et l'insécurité. » Dès 1801, le marquis d'Alorna avait argumenté auprès du prince sur la nécessité de préparer les conditions d'un séjour de la cour au Brésil en cas d'invasion: «La nation portugaise restera ainsi la nation portugaise.»

Le 24 novembre, l'armada royale, composée de huit vaisseaux de ligne, de trois frégates, de quatre bricks et de deux goélettes, était ancrée à Belém. On commença à y embarquer les trésors d'art, les livres, les meubles, les vêtements et autres objets de valeur qui appartenaient à la Couronne et à tous les membres de la cour qui la suivaient. L'ensemble des richesses ainsi emportées fut évalué à plus de 80 millions de *cruzados.* En plus de la famille royale, furent du voyage les trois ministres, des membres de la haute noblesse[24], des membres du clergé, des officiers de l'administration royale, en tout 15000 personnes.

Le 26, D. João adressa à ses sujets une proclamation. Il les exhortait à abandonner toute idée de résistance. Devant la supériorité écrasante de l'envahisseur, elle serait vaine et ne pourrait entraîner que des sacrifices inutiles. Pour l'affronter et discuter avec lui des conditions d'existence de la nation, il laissa une junte de gouverneurs. Elle était présidée par le marquis d'Abrantès et composée de Francisco da Cunha de Meneses, lieutenant général de l'armée, du principal Castro, *regedor da justiça,* de Pedro de Melo Breiner, président du *Real Erário,* et de D. Francisco de Noronha, président de la *Mesa de Consciência e Ordens* [25].

L'embarquement eut lieu le lendemain 27 dans une ambiance de triste résignation. Elle était d'autant plus lugubre qu'elle était ponctuée des hurlements désespérés de la reine folle. Les mauvaises conditions atmosphériques contraignirent à ne prendre la mer que le 29 novembre. On évita de peu d'être capturé par l'envahisseur, qui, à marches forcées, entra à Lisbonne le lendemain. Ce n'était pas une fuite, mais une décision politique : elle sauvegardait la souveraineté des Bragance et l'indépendance de leur peuple, théoriques certes, mais précieuses pour l'avenir.

Le proconsulat de Junot

Dès son arrivée à Lisbonne, Junot voulut se donner l'air d'un libérateur du joug tyrannique de la maison de Bragance. Il fut loin de déchaîner l'enthousiasme dans la capitale. Après avoir mis en formation ses troupes sur le Rossio, il fit hisser le drapeau tricolore sur le château Saint-Georges. Il harangua les soldats et fit pousser trois vivats à Napoléon. Les Lisboètes que l'on avait rassemblés n'y répondirent que «par un triste murmure qui démontrait assez la rage et l'indignation qui agitaient tous les esprits. Tout annonçait une grande fermentation, mais tout s'apaisa en quelques instants, parce qu'il n'y eut aucun homme assez résolu pour provoquer un soulèvement », écrivit un témoin.

Le général, son état-major et les autorités de la ville allèrent ensuite célébrer un banquet. Alors que « les fumets du bon vin remplissaient tous les cerveaux d'allégresse », l'agitation se répandit à travers la cité : «Hommes, femmes et enfants, tous criaient dans les places et dans les rues: *Vive le Portugal, mort à la France!* » Les Français allèrent chercher l'artillerie et tirèrent. On entendit des décharges jusqu'au crépuscule, mais il y eut peu de victimes, car la police portugaise, «désirant épargner le sang de ses compatriotes, tira en l'air».

Le jour suivant tout était fini : «J'ai vu une masse de gens par les rues, pointant leurs doigts vers le ciel, et montrant une étoile scintillante, qui voyaient par ces signes, ceux de la vengeance céleste contre les Français. Sanglante nuit et sanglant jour eussent été ceux-ci, si, à ces mouvements inattendus et improvisés du peuple, étaient venus se joindre ou quelque troupe portugaise, ou quelque chef habile, qui eût servi de guide et de point de réunion à des multitudes désarmées et sans chef», racontait le même témoin.

Espérant se tailler au moins une principauté et peut-être même devenir roi de Portugal, le général de Napoléon se comporta comme un véritable proconsul. Il ignora la régence qu'avait laissée D. Joâo pour gouverner le pays en son absence. Dans l'espoir de ceindre la couronne, il voulut donner une apparence de légitimité à son pouvoir. Il n'eut aucune difficulté à réunir quelques signatures de notables au bas d'un message envoyé à Napoléon pour lui demander un roi pour le Portugal. La supplique fut portée à Bayonne par une brillante représentation des trois états du royaume: le clergé était représenté par deux évêques, la noblesse par huit grands noms et

le peuple par deux magistrats, dont l'un était le *juiz do povo.* La fiction d'une représentation nationale était ainsi maintenue.

Junot encouragea ensuite l'initiative d'un magistrat, le desembarga*dor* Francisco Duarte Coelho, qui proposa un projet de Constitution. Il commençait par un préambule assez curieux qui rappelait le rôle des Capétiens de Bourgogne dans la formation du Portugal: les Portugais se souvenaient « d'être d'origine française, descendants des premiers conquérants de ce beau pays en 1147, et de devoir à la France leur mère patrie le bénéfice de l'indépendance qu'il avaient eue comme nation en 1640 ».

Il s'agissait de la première tentative pour implanter dans le pays un régime constitutionnel. Une représentation nationale serait composée des députés élus par les *concelhos,* selon la tradition portugaise. La religion catholique restait religion d'État, mais la liberté de tous les cultes était proclamée. La liberté de la presse et l'égalité de tous les citoyens devant la loi et devant l'impôt, à proportion de leurs biens, étaient affirmées. Le pouvoir exécutif serait exercé par un Conseil d'État formé par des ministres. Le pouvoir législatif serait composé par deux chambres. Le pouvoir judiciaire serait indépendant. Sur le modèle français, l'administration serait réorganisée en départements, y compris les territoires d'outre-mer. Bien des points de ce projet de 1808, qui n'eut pas le temps d'entrer en application, furent repris par la Constitution de 1822.

Devant les exactions des troupes d'occupation, une résistance populaire s'organisa et mena une féroce guérilla contre l'envahisseur. A l'annonce de la «trahison de Bayonne» et des événements de Madrid, tout le Portugal, à l'exception de Lisbonne, bien tenue par les Français, s'enflamma. En juin 1808, une *Junta Provisória* fidèle à la maison de Bragance s'installa à Porto sous la présidence de l'évêque. Partout des juntes d'administration locale furent mises en place.

Les dépêches angoissées des magistrats portugais qui collaboraient avec les Français s'accumulèrent sur le bureau de l'intendant général de police, Pierre Lagarde. Le *corregedor* de Tomar annonçait le soulèvement des habitants sous la direction des étudiants de Coïmbre qui s'y étaient réfugiés. Le juiz de fora de Palmela annonçait « l'horrible attentat» commis contre les magistrats de Beja. Le *corregedor* d'Alcobaça faisait part d'une

proclamation faite en faveur du prince régent par le vice-recteur de l'université à Coïmbre. Le *corregedor* et *juiz de fora* de Castelo Branco se lamentait: dans la matinée du 3 juillet, «une multitude de populace s'était réunie, aux cris de Vive le Portugal, l'Espagne et le prince régent».

La répression menée par les Français fut parfois terrible. Le général Loison, qui, manchot, avait été surnommé le *Maneta* par la population, s'y distingua à un tel point que, dans le langage populaire, on se servit désormais de l'expression «aller à *maneta*» pour désigner un mourant.

Une armée anglaise, sous les ordres de sir Arthur Wellesley, futur duc de Wellington, avait débarqué en Galice pour appuyer la résistance espagnole. Le général se rendit à Porto afin de s'entendre avec la junte provisoire sur une action combinée. Il débarqua à Figueira da Foz le 1er août 1808. La décision militaire fut rapide. L'armée française essaya de barrer la route aux Anglais. Elle fut battue à Roliça, le 17 août, et à Vimieiro, le 21, et le jour suivant, les Français demandèrent un armistice.

Un premier accord fut signé dans lequel figurait la clause qu'« aucun particulier, qu'il soit portugais, d'une nation alliée de la France, ou Français, ne pourrait être inquiété pour sa conduite politique». L'accord définitif fut signé à Sintra le 30 août, en l'absence de tout représentant portugais : les Anglais s'engageaient à transporter en France l'armée de Junot, avec armes et bagages, y compris son butin de joyaux, de livres précieux et d'œuvres d'art. Pour les Anglais, l'avantage était d'entrer à Lisbonne sans combattre.

Dans le texte de cette convention, on précisa de nouveau la clause qui interdisait toute persécution contre ceux qui avaient collaboré avec les Français. Elle n'empêcha pas une « épuration » et des règlements de comptes. La chasse ne se limita pas aux collaborateurs. Elle s'étendit à tous ceux qui, à tort ou à raison, étaient réputés «libéraux». A Porto fonctionna un véritable tribunal révolutionnaire. A Lisbonne, les autorités encouragèrent les dénonciations en garantissant l'anonymat aux délateurs. Le patriotisme se confondit alors, comme en Espagne, avec l'antilibéralisme. Cette assimilation laissa une trace indélébile dans la mentalité portugaise : pour longtemps, l'idée du patriotisme fut liée au traditionalisme, tandis que l'esprit libéral fut toujours entaché de trahison envers la nation.

La régence laissée par D. Joâo fut présidée par le marquis das Minas. Le gouvernement de Rio de Janeiro demanda au gouvernement britannique un général capable de reconstituer et de discipliner l'armée portugaise, que l'invasion avait presque anéantie. Londres choisit William Beresford, qui avait déjà une certaine expérience des affaires portugaises. Il avait en effet occupé Madère au nom du prince régent afin d'éviter que l'archipel ne tombât en possession des Français. Alors que Soult menaçait le royaume d'une nouvelle invasion, Beresford fut fait généralissime des armées portugaises le 7 mars 1809. Il installa son état-major dans le palais du Calhariz à Lisbonne.

Le choix ne pouvait être meilleur, car, sévère et féru de discipline, Beresford avait toutes les qualités indispensables à cette réorganisation. Dans une certaine mesure, il reprit les ordonnances du comte de Lippe, promulguées cinquante ans auparavant par le marquis de Pombal. Toutes les tentatives d'insubordination furent punies rigoureusement. Rigide, il n'en était pas moins juste : il avait proclamé qu'il «châtierait avec la plus grande sévérité toute injustice qui serait faite aux soldats, et même toute négligence des officiers à leur égard», mais «de la même manière qu'il devait protéger les soldats contre l'injustice, il les châtierait rigoureusement quand ils le mériteraient». Il remplit la mission qui lui avait été assignée, non sans froisser l'orgueil national des Portugais, développant ainsi un fort courant d'antipathie envers sa personne. Tant que dura la lutte contre les Français, il accompagna lui-même les opérations. Pour aider Wellesley, devenu le vicomte de Wellington, il poursuivit même Soult et plus tard Masséna jusqu'en Espagne, où il fut grièvement blessé.

L'échec des deux reconquêtes napoléoniennes

Devant l'aggravation de la situation en Espagne, Napoléon s'était placé à la tête de ses troupes pour affermir la couronne de son frère Joseph. Junot était persuadé que ce serait une marche triomphale, que l'Empereur terminerait à Lisbonne. Aussi, avant de partir, avait-il fait préparer ses appartements dans le château de Queluz. On sait ce qu'il advint de l'armée française en Espagne.

Napoléon avait chargé le maréchal Soult, qui se trouvait avec Ney en Galice, de reconquérir le royaume des Bragance. Il essaya en vain d'y entrer par le Minho. Empêché par le volume des eaux grossies par l'hiver, il ne put traverser ce fleuve à la hauteur de Valença. Il fit de nouvelles tentatives à hauteur de Seixas, puis de Vila Nova de Cerveira, mais fut mis en échec par la résistance désespérée des Portugais. Il renonça et se dirigea vers Orense pour entrer en Portugal par le Trás-os-Montes. Malgré l'avis du maréchal Ney, qui eût préféré d'abord soumettre la Galice en pleine révolte, Soult, à la tête de 23000 hommes, traversa la frontière du Trás-os-Montes et prit Chaves le 12 mars 1809. Il continua sur Braga qui tomba après une brève rencontre au Carvalho de Este: les troupes régulières et les milices portugaises se débandèrent sous le feu nourri de l'artillerie française.

Contrairement à Junot qui avait bénéficié de la résignation et de la passivité de la population, Soult rencontra une vive résistance non seulement des guérilleros mais aussi de l'armée régulière du royaume. Certains de ses chefs, favorables aux idées françaises, tentèrent cependant d'en dissuader leurs compatriotes. Mal leur en prit. Le général Bernardim Freire de Andrade, commandant de l'armée du Nord, voulut contenir une multitude de paysans, armés d'épieux et de faux, qui se précipitait pour combattre les soldats français. Il fut accusé de trahison envers la cause nationale et emmené en prison à Braga où il fut lynché. Ce fait fut loin d'être isolé, car le peuple attribuait le moindre mouvement de retraite à une trahison des officiers, et n'hésitait pas à les mettre à mort.

Soult réussit cependant à entrer à Porto qu'il prit d'assaut le 29 mars 1809. Il dut alors affronter et surmonter un sanglant combat de rues, car les soldats réguliers, les milices populaires et les habitants de la cité avaient dressé partout des barricades. N'ayant pas réussi à franchir le Douro, il s'installa dans la capitale du Nord, où il espérait à son tour se faire proclamer roi de Portugal : Chateaubriand, dans ses *Mémoires d'outre-tombe*, prétend même qu'il avait fait distribuer avant son arrivée des adresses imprimées à la population sous le nom de Nicolas Ier! A cet effet, il entra en connivence avec les journalistes libéraux du *Diário do Porto :* on y dénigra systématiquement la maison de Bragance tout en célébrant à l'envi les belles qualités humaines du maréchal de Napoléon. On n'hésitait pas à le proclamer *«nosso* pai e nosso libertador» (notre père et notre libérateur).

L'apprenti roi voulut faire oublier les exactions de Junot, de Loison et d'autres généraux qui avaient commis tant d'horreurs et de rapines lors de la première invasion. Son intention était de faire envoyer à l'Empereur une supplique de la population qui le réclamerait pour roi. Déjà les garçons des rues lui criaient « *Vive notre roi*». Les autres généraux s'y opposèrent. L'horrible Loison, le *Maneta,* en particulier, marcha sur Porto à la tête de sa division pour s'emparer de lui. Un officier inférieur français, découvert et fusillé par la suite, proposa même à Wellington de le lui livrer.

Wellington avait rassemblé son armée anglo-portugaise au sud du Douro. Les soldats portugais, bien entraînés et bien équipés, étaient encadrés par des officiers britanniques. Le 12 mai 1809, son artillerie commença à bombarder Porto pour faire diversion. Pendant ce temps, le général anglais fit traverser le fleuve à ses troupes, qui, prenant les Français par surprise, montèrent à l'assaut et s'emparèrent de la ville. Peu s'en fallut que Soult ne tombât entre leurs mains. Par une habile retraite, celui-ci réussit à échapper à ses poursuivants et à entrer en Espagne par Amarante et Montalegre, en laissant beaucoup de morts et de destructions sur son passage.

Prévoyant une nouvelle offensive des Français, lordWellington avait organisé la défense de Lisbonne dès l'automne 1809. Il l'avait rendue pratiquement inexpugnable, avec trois lignes fortifiées, dont la plus éloignée *(les Linhas de Torres Vedras)* était à environ 40 km de la capitale.

Sous le commandement de Masséna, une troisième et dernière invasion se produisit en effet en juillet 1810. Son armée était la plus nombreuse, réunie jusque-là pour faire la conquête du Portugal: 65 000 hommes en tout, en trois corps d'infanterie, respectivement sous les ordres de Reynier, de Ney et de Junot, et une division de cavalerie commandée par Kellermann. Son état-major était composé de 65 officiers et il avait 16 aides de camp. Après avoir pris en Espagne Ciudad Rodrigo, il fit capituler la place d'Almeida.

Les Français entrèrent alors en masse au Portugal le 15 septembre 1810. Ils se dirigèrent versViseu. Sur l'ordre de Wellington, les populations s'enfuirent en pratiquant la politique de la terre brûlée, qui provoqua rapidement chez l'ennemi de sérieux problèmes d'approvisionnement. Le général anglais opéra alors une retraite stratégique pour obliger les Français à s'engager dangereusement dans le pays. Masséna avança, toujours à la

recherche de l'armée adverse, désespéré par le désert humain qu'il traversait et par l'absence de guides qui eussent pu l'orienter.

En sortant de Viseu, il se dirigea vers le sud et rencontra enfin les avant-postes de l'armée anglo-portugaise le 25 septembre 1810. La bataille décisive eut lieu deux jours plus tard, le 27, dans la serra du Buçaco, où Wellington l'attendait. Après un combat acharné et douteux, Masséna se retira avec 4498 morts.

Ignorant l'existence des *Linhas de Torres Vedras,* il voulut arriver le plus rapidement possible à Lisbonne. Il était en effet persuadé que les difficultés du terrain dans le Buçaco empêcheraient Wellington de le rejoindre. Par conséquent, le 28 septembre, au lendemain de la bataille, il marcha sur Coïmbre qu'il prit et mit à sac le 1er octobre. Masséna se lança ensuite à la poursuite des Anglo-Portugais qui, dans son esprit, faisaient retraite sur Lisbonne. En réalité, il les rencontra le 14 octobre dans de forts retranchements auxquels il ne s'attendait pas. N'ayant pas de forces suffisantes pour attaquer Wellington, il envoya le général Foy demander des renforts à Napoléon. Pendant qu'il les attendait, ses soldats se répandirent dans le pays pour piller. Des déserteurs formèrent même des bandes qui assaillaient et volaient les gens qu'ils rencontraient.

Comme ses communications étaient coupées par les milices portugaises, le maréchal résolut de battre en retraite. Le 10 novembre, il profita habilement d'un brouillard très dense pour fausser compagnie au général anglais. Ce dernier ne fut certain de son départ que le 15 suivant. Il poursuivit alors les Français qui allaient dans la direction de Santarém. Entre-temps, Napoléon avait dépêché à Masséna le général Drouet avec un faible secours. Quand le maréchal l'apprit au retour du général Foy, il ne vit plus d'autre issue que de se retirer définitivement vers l'Espagne, le 4 mars 1811. Sur son passage, il fut harcelé par les guérilleros et les milices portugaises, et il ne put traverser le fleuve Agueda et entrer en Espagne que le 8 avril. Le Portugal était définitivement délivré des Français. Il n'était pas près de l'être des Anglais.

Les conséquences des invasions napoléoniennes furent tragiques pour le Portugal. Elles furent à l'origine de tous ses malheurs pendant le XIXe siècle. Il sortit ruiné de la guerre. Au nord du Tage surtout, les Français avaient vécu sur le pays et s'y étaient livrés à un pillage systématique.

Pourtant, leur occupation fut assez courte. En mettant bout à bout les trois invasions, elle dura moins de seize mois[26], et ils n'occupèrent pas constamment tout le pays.

C'est qu'en plus du pillage la guerre eut des effets dévastateurs. Les champs furent désertés par les hommes valides, engagés plus ou moins spontanément dans les armées par les autorités anglaise. Les régions littorales, où se trouvaient les cités les plus riches, n'avaient jusque-là jamais connu la guerre. Elles en sortirent très appauvries[27]. Tout l'argent disponible fut englouti dans les contributions de guerre exigées par Napoléon. A la confiscation d'œuvres d'art s'ajoutèrent le vandalisme et le pillage : églises, couvents, palais furent dépouillés de tout ce qui avait une valeur. Beaucoup de trésors artistiques disparurent.

Les pertes humaines furent considérables: plus de 100000 morts dans les combats et les représailles, a-t-on avancé. Ce chiffre représente un peu plus de 3 % de la population totale et une proportion beaucoup plus considérable de la population active. Encore les victimes de la famine n'y sont-elles pas décomptées. Elles durent être nombreuses, car la population du pays diminua en valeur absolue. Comme en Espagne, le discrédit jeté sur les idées libérales venues dans les fourgons de l'envahisseur constitua un obstacle important à l'évolution du Portugal dans les premières décennies du XIXe siècle. Il eut des conséquences désastreuses : des guerres civiles ruineuses précédèrent l'établissement d'une monarchie constitutionnelle.

La rupture du cordon ombilical avec le Brésil ne fut pas moins catastrophique. L'installation de la cour à Rio de Janeiro ne fit apparemment que déplacer le centre de gravité de la monarchie luso-brésilienne. En réalité, elle ruina définitivement le système colonial sur lequel était fondée sa prospérité et habitua l'empire d'Amérique à se gouverner lui-même. L'indépendance du Brésil deviendrait inévitable.

1 Vergennes s'était inquiété de ses «idées de persécution» dès l'avènement de D. Maria: «Il paroît que la haine et la vengeance caractérisent les sentiments du Roy D. Pedro à l'égard de M. le marquis de Pombal. Nous sommes bien éloignés de faire l'apologie de cet ancien ministre, mais il me semble qu'on ne devroit pas l'attaquer sur des objets qui tiennent immédiatement à la réputation du feu Roy. Si le parti est pris de poursuivre et de persécuter M. le marquis de Pombal, on a de la matière de reste en s'attachant simplement à plusieurs parties de son administration.»

2 «Quelles que soient les découvertes que l'on fera à la décharge des Tâvora, remarquait Vergennes, il est difficile de croire qu'elles puissent être de nature à faire subir légitimement la peine du talion à Mr de Pombal qui n'a été ni juge ni accusateur. Nous ne saurions supposer que cet

ex-ministre ait produit aux yeux du Roy [D. José] des preuves falsifiées, ou employé d'autres manœuvres plus odieuses encore. »

3 Les Portugais lui reprochèrent vivement son attitude plus que suspecte à l'égard des envahisseurs français dans les années qui suivirent 1807.

4 Dès le 22 juillet 1777, Vergennes n'écrivait-il pas à l'ambassadeur de France à Lisbonne, le marquis de Blosset, combien le « cagotisme » de D. Pedro l'inquiétait : « Selon nous, ce prince se conduit très impolitiquement à l'égard des ex-jésuites portugais qui viennent d'être remis en liberté. Cela marque une prédilection pour cet ordre qui ne peut que déplaire au Roy catholique, dont cependant il nous paroît essentiel que le Portugal ménage dans ce moment-ci les bonnes dispositions. Mais, je juge par la crainte même de Mr de Sá qu'il n'est point facile d'insinuer cette vérité au Roy Très Fidèle.»

5 Il était né d'un fils naturel du roi Pierre II et d'une Française, Anne Du Verger, sœur d'un consul de France à Lisbonne et par conséquent cousin de la main gauche de la reine. Son hostilité à Pombal l'avait contraint à voyager à travers l'Europe. C'est sous ses auspices que fut publiée une grammaire portugaise.

6 Les *Memórias de Agricultura,* les *Memórias Económicas,* les *Memórias* de *Literatura Portuguesa,* les *Histórias* e *Memórias da Academia,* les *Históriae e Instructiones* du grand juriste Pascoal de Melo, un *Dicionário da Lingua Portuguesa.*

7 En tout 705 maîtres d'écriture et de lecture, 245 professeurs de grammaire latine, 5 de langue grecque, 13 de rhétorique et 24 de philosophie. D. Maria signa même un diplôme créant à Lisbonne 18 écoles pour petites filles, mais il ne fut pas appliqué.

8 Vergennes l'avait précisé dans ses instructions à l'ambassadeur O'Dunne en 1780 : «Le Roi, pour ne point se compromettre, pense que, dans le moment actuel, il ne doit rien demander au Portugal qu'une parfaite neutralité. Exigera-t-on de la cour de Lisbonne qu'elle n'admette dans ses ports ni les vaisseaux de guerre ni les armateurs des trois puissances belligérantes, ou se contentera-t-on d'être mis à cet égard dans une parfaite égalité avec les Anglois, c'est-à-dire d'avoir comme eux la faculté d'entrer et de sortir librement des ports de Portugal et d'y recevoir toutes sortes de secours? Le premier point seroit infiniment préférable au second, parce que, sans la retraite qu'offre le port de Lisbonne, l'Angleterre n'oseroit point établir de croisière vers l'Atlantique; elle n'oseroit pas même se hasarder à y envoyer des escadres, parce qu'en cas d'accidents, soit de guerre, soit de mer, elles seroient abandonnées à la merci des droits, tandis que la France et l'Espagne trouveroient un refuge assuré dans leurs propres ports. »

9 Le chargé d'affaires de France, l'abbé d'Augnac, dénonçait «la partialité la plus révoltante... la propension de la cour de Portugal à favoriser nos ennemis se manifeste de plus en plus sans ménagement et sans bienséance ». A ses yeux, les méfaits de cette neutralité « apparente » étaient évidents: « L'expérience et le raisonnement concourent à démontrer que cette cour, sans se déclarer ouvertement, nous nuit plus que si elle prenoit parti contre nous. On a reconnu de tous tems combien les ports de ce royaume étoient avantageux aux Anglois dans une guerre contre la France, et les évènements, toujours les mêmes, en fournissent une nouvelle preuve.»

10 Il n'avait pas approuvé la publicité que Martinho de Melo avait voulu donner à sa dépêche, qui lui avait valu une entrevue extrêmement désagréable avec le ministre français des Affaires étrangères. Il l'avait racontée à Aires de Sá en ces termes : « Je ne peux assez dépeindre à Votre Excellence le changement que je trouvai dans son esprit et même sur sa figure. Il me dit que notre plainte avait révolté le conseil de Sa Majesté... Voyant ainsi que l'affaire prenait une allure

désagréable, et qu'il était nécessaire de sauver la dignité de notre Auguste Souveraine, je commençai à calmer la chaleur de la dispute. »

11 «La cour de Portugal, écrivit-il, le 28 septembre 1784, au ministre espagnol, le comte de Florida Blanca, ne se montrera pas inaccessible aux bons offices de Votre Excellence, si elle veut bien se convaincre que le droit public établi par rapport aux possessions en Amérique n'est point applicable à celles de l'Afrique, où il n'existe pas de véritable souveraineté que celle des naturels du Pays, et que ce n'est que par la portée du canon que se mesure celle des Européens sur quelques cantons. Il résulte de ce principe, qui est vrai, que l'établissement d'un fort portugais dans un parage fréquenté par toutes les nations commerçantes étoit une entreprise d'autant plus contraire à ce même droit établi, qu'il avoit été annoncé par l'expulsion de nos traiteurs.»

12 Le consul de France, Saint-Marc, écrivait le 4 janvier 1785, à propos de l'affaire de Cabinda, qu'«il seroit peut-être de la sagesse des grandes puissances de traiter avec moins de hauteur les petites, et de ne pas les aliéner en les humiliant et en les traitant avec dédain, qu'elles pardonnent d'autant moins qu'elles ne peuvent pas s'en venger».

13 Le gouvernement portugais avait raison de s'inquiéter. La cour de Versailles ne dissimulait pas que son objectif était l'annulation du traité Methuen: «Nous avons titre et intérêt, écrivait Vergennes, le 30 octobre 1786, à nous opposer aux concessions exclusives que la Reine Très Fidèle voudroit faire à l'Angleterre : notre titre est l'article 8 du traité du Pardo auquel nous avons accédé en 1783, et notre intérêt consiste à maintenir l'égalité avec l'Angleterre et à conduire par là la cour de Londres à rompre la convention de 1703.»

14 Le marquis de Bombelles, ambassadeur de France, témoigne à diverses reprises dans son journal de ce rayonnement sous D. Maria I, relevant en particulier l'enthousiasme de grands seigneurs, comme le duc de Lafões ou le marquis de Pombal, fils de l'ancien ministre, pour la langue, la civilisation et les idées françaises.

15 Il y avait à Lisbonne de nombreuses librairies établies par des Français venus du Dauphiné tout au long du XVIIIe siècle. Le pasteur Ruders remarquait encore en 1801 que, «parmi les meilleurs libraires de la cité, on doit signaler la *Viuva Bertrand e Filhos,* située un peu au-dessus du *Chiado.* La propriétaire est Française... », librairie qui existe toujours de nos jours. Mais il était aussi des librairies portugaises, comme celle qui était établie au *Terreiro do Paço,* «où l'on vend la *Gazeta do Reino*». Elle est petite, mais «on y rencontre presque tous les livres portugais les plus modernes. Il existe aussi divers libraires ambulants... ».

16 Il était un autre moyen de lire tout ce qui était interdit par la censure: fréquenter les cabinets de lecture. Ruders citait l'exemple d'un Français, « M. de Meaussé, qui a monté ici [à Lisbonne] un cabinet de lecture et reçoit ordinairement autant de livres qu'il veut. Mais il ne lui est pas permis de consentir que les naturels du pays en profitent. Cette restriction est cependant éludée par l'intermédiaire de ce que l'on appelle un *terceiro.* Ainsi, par exemple, si une dame de la société désire lire quelque volume de cette librairie, comme il lui est défendu de l'emprunter, elle charge de ce service quelque étranger, et l'affaire est faite... ».

17 Il conserva les quatre ministres qui assuraient le gouvernement du royaume: le marquis de Ponte de Lima, président du *Real Erário* et ministre des Finances, Martinho de Melo e Castro, aux affaires de la Marine et de l'Outre-Mer, José de Seabra da Silva, aux affaires du Royaume, et Luis Pinto de Sousa, aux Affaires étrangères et à la Guerre. Il s'en montra tout à fait satisfait, décorant même José de Seabra de la grand-croix de l'ordre du Christ, et Luis Pinto Sousa de celle de l'ordre d'Avis.

18 Les avis des historiens portugais sont partagés sur l'état dans lequel Pombal avait laissé l'armée et la marine. Pour Caetano Beirâo, leur situation était « *vergonhosa*» (honteuse), et il cite un auteur du XIX[e] siècle, spécialiste de la période, Latino Coelho, «admirateur fervent de Pombal, et compétent en la matière », qui concluait : «Tous les témoins concordent pour attester que, dans les dernières années du règne de D. José, l'armée avait quasi retourné à l'état dans lequel elle gisait aux temps de son prédécesseur. » Quant à la marine, son état était encore plus affligeant : cinq navires et une frégate, tous désarmés. Le point de vue de Fernando Pereira Marques, historien récent de la société militaire portugaise, est plus nuancé.

19 Il s'agissait de D. Francisco José de Mendonça, cardinal patriarche de Lisbonne, du duc de Lafôes, des marquis d'Angeja, de Castelo Melhor et de Pombal, des comtes de Resende et de Vale de Reis, des ministres Seabral et Pinto Sousa, du morgado de Oliveira, D. Luis de Vasconcelos e Sousa, de D. Alexandre de Sousa e Holstein et de D. Diogo de Noronha. Le grand âge de la plupart d'entre eux leur valut les sarcasmes de la presse britannique.

20 A la mort du marquis de Ponte de Lima, le prince régent le nomma président du Real *Erário*, et secrétaire d'État de la *Fazenda* par le décret du 6 janvier 1801. C'était lui confier des responsabilités pour lesquelles il était particulièrement préparé. A cet égard, voir D. Rodrigo de Sousa, *Textos políticos, econômicos e financeiros* (1783-1811), présentés et annotés par Andrée Mansuy Diniz Silva, Lisboa, 1993 (2 t.).

21 D. João le fit mordomo-mor et ministre *assistente ao Despacho do Gabinete*, en quelque sorte chef du gouvernement. Il aurait la haute main sur les affaires militaires, qui sortaient de la compétence de Luis Pinto, fait secrétaire d'État de la Maison de Bragance. Il était remplacé aux Affaires étrangères par D. João de Almeida de Melo e Castro, tandis que le vicomte de Anadia succédait à D. Rodrigo de Sousa Coutinho à la Marine et à l'Outre-Mer.

22 Le régent récompensa Pinto Sousa du titre de vicomte de Balsemão : cela donnait la mesure de l'impuissance politique et militaire du Portugal, car le traité était loin d'être un succès pour lui. Les patriotes portugais, qui considèrent Olivença un peu comme leur « Alsace-Lorraine », n'acceptèrent jamais cette cession : « Le fait que soit peu exécutable la dévolution d'Olivença, parce que six à huit générations d'Espagnols ont effacé une présence portugaise de cinq siècles, n'empêche pas de reconnaître que la situation créée à la petite ville du Guadiana constitue, face au droit, une véritable spoliation contre laquelle l'histoire doit toujours réclamer» (J. Veríssimo Serrão).

23 A cet effet, il rédigea une adresse à ses sujets d'outre-mer: «Mes fidèles vassaux, habitants du Brésil. Étant de mon royal devoir de ne pas abandonner, sinon à toute extrémité, des vassaux descendant, comme vous, de ceux qui, par leur valeur et au prix de leur propre sang, redonnèrent le trône à Mes Augustes Prédécesseurs, je vous confie le Prince Mon Fils Premier-né... Je prévois avec une intime satisfaction que vous saurez apprécier un gage aussi précieux et estimable : gardez-le, défendez-le avec cet honneur et ce courage qui sont une qualité innée des Portugais.»

24 Parmi lesquel se trouvaient le duc de Cadaval, les marquis d'Angeja, de Vagos, de Lavradio, d'Alegrete, de Torres Novas, de Pombal et de Belas, les comtes de Redondo, de Caparica, de Belmonte, etc.

25 En cas d'empêchement de certains d'entre eux, il nommait le comte *monteiro*-mor, président du Sénat de Lisbonne, le comte de Sampaio et, à leur défaut, D. Miguel Pereira Forjaz, *desembargador do Paço* et procureur de la Couronne, et João Miguel Salter de Mendonça.

26 Celle de Junot du 30 novembre 1807 au 30 août 1808, celle de Soult du 12 mars 1809 à mai 1809, et celle de Masséna du 15 septembre 1809 au 4 mars 1811.

27 Comme toujours, la guerre fut cependant une source de profits pour certains. Ce fut le cas des vins de Porto, dont l'exportation continua pendant l'occupation française. Le transport s'en faisait sous la bannière de Knifausen. Ce petit port de l'embouchure de l'Elbe n'était pas sur la liste des bannières prohibées, tout simplement parce que ni les Français ni les Anglais n'en connaissaient l'existence. Chaque nation y trouvait son intérêt et tous fermèrent les yeux. Junot recevait 6 400 reis pour chaque baril de vin exporté dans ces conditions. Les Anglais laissèrent faire parce que leurs élites ne pouvaient pas se passer de leur porto. On évalue à 30 000 barils le vin ainsi embarqué vers l'Angleterre.

QUATRIÈME ÉPOQUE (1807-1974)

Le rêve impérial brisé

CHAPITRE XVIII

Les guerres civiles et la victoire du libéralisme

L'historiographie libérale et républicaine a accusé la maison de Bragance de fuite devant l'ennemi et d'abandon de son peuple à la merci d'un vainqueur impitoyable. Cette vue partisane n'a plus aucune valeur aujourd'hui: des historiens brésiliens considèrent même le prince régent, D. João, comme le véritable fondateur de la nation et de l'État brésiliens. Le choix du prince préservait l'avenir et assurait la continuité dynastique au Brésil : resté au Portugal, il serait devenu, comme les Bourbons d'Espagne, l'otage de Napoléon, et n'aurait rien changé au sort des Portugais; en revanche, toute possibilité de retour à l'union entre le royaume et son prolongement d'outre-mer aurait été irrémédiablement compromise, et le Brésil eût été dans la dépendance totale de l'Angleterre.

LA TRANSITION LUSO-BRÉSILIENNE

Le Brésil, centre de gravité de la monarchie

La famille royale mit pied à terre à Bahia dans l'après-midi du 22 janvier 1808. La réception qu'on lui fit fut joyeuse mais elle resta discrète[1], étant donné les circonstances de son transfert du Portugal. La première décision du régent fut d'ouvrir les ports du Brésil à toutes les nations amies du Portugal, c'est-à-dire en priorité à l'Angleterre. Le 8 mars, la cour arriva au Rio de Janeiro, où elle fixa sa résidence définitive: la joie y éclata, cette fois sans réticence, pendant une semaine. Un nouveau gouvernement fut immédiatement constitué[2], dont la figure marquante fut D. Rodrigo de Sousa Coutinho. Fait secrétaire d'État de la Guerre et des Affaires étrangères, les progrès réalisés dans tous les domaines par le Brésil entre

1808 et 1812 peuvent lui être attribués [3]. Pour bien marquer l'union morale avec la métropole, le régent décida de créer des institutions parallèles à celle-ci, et d'autres qui répondaient plus spécifiquement aux besoins du Brésil[4].

La conjoncture internationale pouvait permettre d'élargir les frontières du Brésil et de satisfaire les vieilles revendications portugaises au sud et au nord de la colonie. Le 1er mai 1808, le prince régent déclara la guerre à la France et donna l'ordre d'occuper la Guyane française, éternel litige entre Français et Portugais depuis le XVIe siècle : Cayenne se rendit le 12 janvier 1809, et ses défenseurs furent autorisés à revenir en France[5].

Sous l'influence de l'épouse du prince régent, l'infante Carlota Joaquina, fille du roi d'Espagne, le gouvernement voulut profiter de l'abdication forcée de Charles IV pour réaliser ses visées sur le Rio de la Plata. Il envisagea la conquête de sa rive gauche, peut-être même l'annexion de la vice-royauté espagnole[6]. Or, en 1810, le colonel Artigas dirigea un soulèvement dans le Rio de la Plata contre la domination espagnole. Le colonel, futur fondateur de l'Urugay, réussit à s'emparer de la région de Montevideo. L'événement contrariait les projets du gouvernement de Rio dans la région. En 1812, les troupes portugaises qui y furent envoyées échouèrent dans leur tentative de prendre Montevideo et les Anglais ne firent rien pour les aider. Dès ce moment en effet, de concert avec les États-Unis, ils voyaient les avantages économiques qu'ils pourraient retirer du soulèvement et de l'indépendance des colonies espagnoles [7].

Le Royaume-Uni de Portugal, du Brésil et des Algarves

La libération de la métropole et la paix générale de 1814-1815 posèrent avec acuité la question de nouvelles relations entre les deux parties de l'empire[8]. Plus rien ne pouvait être comme avant, car le Pacte colonial avait été définitivement rompu. Il fallait d'abord pallier le principal danger: la tentation d'une indépendance du Brésil. Avec la bénédiction de la Grande-Bretagne qui ne pouvait y voir que des avantages économiques, elle était déjà inscrite dans les faits. C'est la raison essentielle qui fit remettre à plus tard le retour au Portugal du prince régent et de la cour. Il s'était pris de

passion pour ce magnifique Brésil, où les populations lui manifestaient constamment leur adhésion et leur fidélité.

C'est ainsi que, le 16 décembre 1815, le roi promulgua un décret qui fondait le «Royaume-Uni de Portugal, du Brésil et des Algarves» en accordant une égalité parfaite entre les trois royaumes et leurs sujets. Comme symbole de cette union et de cette égalité, il concéda des armes particulières à l'ancienne colonie : une sphère armillaire d'or sur champ d'azur, l'écu royal portugais s'inscrivant dans la sphère même [9].

Le 20 mars 1816, la pauvre reine folle, D. Maria I, s'était éteinte à l'âge de 81 ans dans le palais de Boavista, à Rio de Janeiro. Ce fut l'occasion d'affirmer encore cette identité par *l'aclamação* de D. João VI comme souverain du Royaume-Uni, le 6 février 1818. Pour bien marquer le changement de statut du Brésil, l'héritier de la couronne ne porterait plus le titre de prince du Brésil, que Jean IV avait octroyé à son fils D. Teodósio par lettres du 27 octobre 1645, mais «Prince Royal du Royaume Uni de Portugal, du Brésil et des Algarves», ainsi que duc de Bragance. Le prestige de ce nouveau Royaume-Uni était en outre assuré par l'alliance du prince D. Pedro avec une archiduchesse d'Autriche.

Cette création étatique était d'autant plus originale qu'elle allait à contre-courant du mouvement général de séparation politique entre l'Ancien et le Nouveau Monde. Il s'agissait d'une véritable gageure : maintenir des liens entre un royaume européen et un royaume américain, alors que les colonies espagnoles secouaient la tutelle de Madrid et que la doctrine de Monroe interdisait désormais aux puissances européennes toute intervention dans l'hémisphère occidental.

Le risque de rupture n'était pas pour autant complètement écarté. La révolution du Pernambouc qui éclata à Recife, le 6 mars 1817, en fut le signal d'alarme. L'exemple de la grande république de l'Amérique du Nord y eut certes sa part. Mais elle eut surtout des traits sécessionnistes : la bourgeoisie de Recife et la population du Nordeste en général supportaient de moins en moins la domination du gouvernement de Rio de Janeiro, qu'elles accusaient de sacrifier leurs intérêts à ceux de la région capitale. Les loges maçonniques, très liées à celles de Londres et de Paris, véhiculèrent aussi les idées libérales qui dénonçaient la tyrannie de la

Couronne. Les chefs de la révolution, recrutés dans le négoce, l'armée, la magistrature et le clergé, en étaient imprégnés.

Une Constitution républicaine fut adoptée, mais le mouvement fut affaibli par les divisions entre les rebelles : les uns étaient des modérés de tendance « girondine », les autres des extrémistes de tendance jacobine. Ils ne purent résister aux forces que la Couronne réunit au mois de mai 1817. La répression fut sévère, mais, à l'occasion de son acclamation, Jean VI fit un geste de clémence qui n'exceptait que les principaux chefs de la rébellion.

Les progrès économiques et sociaux du Brésil

Pendant son séjour au Brésil, la Couronne ne négligea aucune mesure pour assurer son développement. Elle en favorisa d'abord le peuplement : Adrien Balbi estimait la population du Brésil à quelque 3617900 habitants en 1810, et à quelque 4 222 000 vers 1820, soit une augmentation d'environ 600 000 personnes. Cette progression n'était pas seulement le fait de l'accroissement naturel : le gouvernement mena une politique d'immigration. Ces émigrants partirent du Portugal et, dans le prolongement du mouvement du XVIIIe siècle, des Açores.

D. Rodrigo de Sousa Coutinho fit aussi appel à des immigrants étrangers : il avait même envisagé l'établissement d'un million de Chinois. Après la paix de 1815, on encouragea la venue d'Européens originaires de tous les pays. Surtout, à partir du mariage de l'archiduchesse Léopoldine avec le prince héritier D. Pedro, beaucoup arrivèrent de l'empire d'Autriche. Ils inaugurèrent ainsi le flux germanique, qui, à partir de 1822, fut l'un des fondements du développement du Brésil méridional.

La mise en valeur du pays entraîna la continuation du commerce des esclaves africains. Il s'accrut même, après 1807, par un trafic direct entre l'Angola et le Brésil. On a estimé le nombre des esclaves venus d'Afrique au cours de la décennie 1810 à 246600. Ce trafic provoqua quelques incidents avec l'Angleterre, mais le litige fut réglé par un accord : les deux gouvernements limitèrent le commerce légal aux possessions portugaises au

sud de l'équateur. L'Angola devint ainsi le principal fournisseur de main-d'œuvre servile du Brésil.

Le développement de l'agriculture fut favorisé par des concessions de terres aux nouveaux arrivants, mais ce fut surtout dans le domaine des manufactures que les progrès furent le plus spectaculaires. D. Rodrigo de Sousa Coutinho avait pris la mesure des conséquences économiques de la rupture des liaisons avec la métropole et de la fin du Pacte colonial: pour s'approvisionner en produits de consommation, le Brésil dépendait désormais directement de la Grande-Bretagne; il courait le risque d'en devenir une colonie. Pour éviter cela, il convainquit D. João de la nécessité de créer une industrie brésilienne. A partir de la matière première fournie sur place, des manufactures de tissus de coton, de laine et de soie furent fondées. En conséquence, le commerce intérieur ainsi que le commerce extérieur s'accrurent dans de fortes proportions.

Si, après la libération de la métropole, un commerce suivi reprit entre le Brésil et le Portugal, cela n'empêcha pas les Anglais de se tailler la part du lion dans les échanges maritimes. Le traité de 1810 qui leur donnait le transport des produits coloniaux en Europe fut au Brésil ce qu'avait été le traité Methuen au Portugal. Sous couvert d'un prétendu libéralisme, l'économie brésilienne, libérée du Pacte colonial, tomba dans la dépendance de la Grande-Bretagne.

Le proconsulat de Beresford au Portugal

Au lendemain de la libération du sol métropolitain, personne ne pouvait envisager sérieusement que la situation créée par l'invasion de 1807 pût devenir définitive ou même qu'elle se prolongeât trop longtemps. Aucun Portugais ne pouvait admettre un renversement complet de l'état politique existant sous l'Ancien Régime : un Portugal qui, dans cette monarchie dualiste, serait à la remorque du Brésil. Les institutions centrales ne pouvaient être qu'à Lisbonne et non à Rio de Janeiro. C'est ce que l'on fit comprendre rapidement à Jean VI: son retour s'imposait. Mais celui-ci n'était pas pressé de quitter le Brésil; dix ans après le départ définitif des troupes françaises, il fallut la révolution de 1820 pour le contraindre à revenir à Lisbonne.

Le gouvernement du Portugal resta confié à une junte de gouverneurs que le prince régent remania à plusieurs reprises[10] et qui multiplia ses appels à Jean VI pour qu'il revînt dans son royaume. Elle était d'autant plus impatiente de son retour qu'elle redoutait la puissance et l'autorité grandissante du maréchal Beresford. Sa popularité de libérateur du territoire était telle que chacune de ses apparitions en public entraînait des manifestations d'enthousiasme.

Le fossé se creusa de plus en plus entre la junte, qui accusait l'Anglais de vouloir prolonger l'absence de la cour pour mieux asseoir sa toute-puissance, et le maréchal qui détenait la réalité du pouvoir. Seule la présence de l'autorité légitime mettrait fin à leurs graves désaccords. Or, l'Angleterre, sans doute parce qu'elle espérait cueillir le Brésil comme un fruit mûr, souhaitait au contraire le retour du prince régent à Lisbonne. Aussi envoya-t-elle Beresford à Rio, en juillet 1815, pour en convaincre D. João. En vain. Celui-ci prétexta que sa présence à Rio était indispensable pour assurer la mise en place du Royaume-Uni.

La situation sociale, économique et, par conséquent, politique de la métropole devint critique au début de 1816: comment maintenir l'Ancien Régime après le séisme révolutionnaire et napoléonien, surtout en l'absence du souverain? Bien des séquelles des invasions se faisaient encore sentir: chômage urbain et rural, vagabondage et banditisme, et même profanations d'églises. L'anarchie avait encore augmenté avec l'absence du maréchal Beresford. A son retour du Brésil, ce dernier prit la mesure du mécontentement d'importants secteurs civils et militaires. On critiquait surtout les frais d'entretien d'une armée pléthorique et devenue inutile depuis la paix - près de 100 000 hommes, toujours dirigés par Beresford et fortement encadrés par des officiers britanniques.

Les mauvaises récoltes avaient encore accru la misère. Le 7 août 1817, le principal Sousa écrivait à Jean VI : «Cette année de 1817 est la plus calamiteuse que j'ai connue dans le royaume. La sécheresse de février et de mars et la suivante, propre de la saison, ont réduit les terres hautes comme les basses terres à encore plus de stérilité; les plus heureux récupèrent seulement leurs semences; les maïs, par la continuation de la sécheresse, sont desséchés et improductifs, de telle sorte qu'il faudra prendre grand soin à l'alimentation des peuples.» La crise économique aggrava la situation: le

vin s'était mal vendu, le sel ne trouvait plus preneur et la contrebande des navires français augmentait la ruine du commerce national.

Beresford décida de remettre de l'ordre. Il commença par l'armée. Il punit sévèrement l'indiscipline et la contrebande de certains soldats qui recelaient du tabac volé dans leurs casernes et le vendaient. Il ne fut plus alors le libérateur du territoire, mais le «bourreau de notre indépendance», ou le «tyran des libertés nationales». Un fort mouvement d'opposition se dressa contre l'Anglais abhorré. C'est dans cette ambiance que fut fomentée la conspiration de Gomes Freire de Andrade[11].

Né en 1757, il avait terminé sa carrière militaire dans la Légion portugaise, qui combattit à partir de 1808 dans les armées de Napoléon. Pour n'avoir jamais combattu contre sa mère patrie, il fut amnistié et revint au Portugal en 1815. Depuis longtemps affilié à la franc-maçonnerie, il accepta, à l'approche des 60 ans, de diriger un complot dont la fin était de libérer le Portugal de la domination anglaise et de lui donner des institutions plus libérales[12]. Mais les officiers de l'armée étaient bien tenus en main par Beresford; le passage de Gomes Freire dans les troupes de Napoléon lui avait valu un parfum de trahison envers son roi et sa patrie: la conjuration fut dénoncée au gouvernement par deux officiers. La répression fut sévère. On voulut en faire porter la responsabilité à Beresford, mais elle fut en réalité le fait des gouverneurs, du principal Sousa en particulier. On fit le procès des conjurés et l'on condamna à mort douze d'entre eux. Gomes Freire fut exécuté, le 17 octobre 1817, en face de Sâo Juliâo da Barra, forteresse au milieu du Tage. Son corps fut brûlé et ses cendres dispersées dans le fleuve. Ses onze compagnons furent pendus le même jour au *Campo de Santana*, que l'on appela depuis le *Campo dos Martires* da *Pátria*. Dans l'immédiat, l'événement n'eut cependant guère de retentissement dans la population [13].

L'hostilité du gouvernement et du peuple envers Beresford ne cessait cependant de croître : « La Nation se trouve, dans son ensemble tellement indisposée envers les Anglais, qu'une telle situation ne peut durer», écrivait un témoin anonyme. S'ajoutant à une dépression économique généralisée et à la misère de la paysannerie, tous les ingrédients d'une grave crise étaient réunis[14]. Le commandant en chef des troupes portugaises crut toutefois pouvoir entreprendre en toute tranquillité un voyage à Londres le 13 août

1820. Lorsque à son retour, le 10 octobre suivant, un navire anglais voulut le débarquer à Lisbonne, il en fut empêché par la junte provisoire : entre-temps, la révolution avait éclaté. Le maréchal reprit définitivement le chemin de l'Angleterre.

LA RÉVOLUTION LIBÉRALE DE 1820

L'instauration de la monarchie constitutionnelle

Encouragé par l'exemple espagnol qui venait d'imposer une Constitution à Ferdinand VII, le mouvement libéral provoqua la révolution portugaise de 1820 et la réunion de Cortès constituantes. L'initiative en revint à un groupe de négociants, de petits propriétaires, d'intellectuels et d'officiers de Porto (le *Sinédrio),* qui n'eut aucun mal à gagner les militaires du Nord (24 août 1820).

Il était naturel que le mouvement libéral partît du grand port du Nord. Sa bourgeoisie commerçante et ses élites intellectuelles s'étaient montrées particulièrement perméables aux idées de la Révolution française. Malgré la vigilance de Pina Manique, des clubs jacobins s'y étaient formés, et jusqu'à l'invasion napoléonienne il y avait eu ensuite un véritable *afrancesamento* de la vie sociale et culturelle de Porto. Mais l'occupation par Soult provoqua dans la population une levée de boucliers contre ces *afrancesados.* L'idéologie révolutionnaire réapparut avec la paix et contamina tous les milieux, y compris le clergé. Le monde du négoce de Porto était aussi très mécontent du traité de commerce anglo-portugais de 1810, qui avait en grande partie ruiné l'économie du Nord du Portugal. C'est au cours de l'hiver de 1817 que fut créée une association secrète, appelée le *Sinédrio,* où l'on trouvait aussi bien des magistrats et des avocats que des négociants et des propriétaires terriens. L'évolution décisive eut lieu entre janvier et juillet 1820, lorsque des militaires y adhérèrent[15].

Le mouvement fut lancé par l'armée dans la matinée du 24 août 1820, sous le commandement du colonel Cabreira. Un conseil militaire proclama ses buts sans ambiguité : « Soldats! Une seule volonté nous unit: nous œuvrons pour le salut de la patrie. Il n'y a maux que le Portugal ne souffre...

Les Portugais, sans aucune sécurité de leurs personnes et de leurs biens, nous appellent au secours: ils veulent la Liberté garantie par la Loi... Une réforme est nécessaire; mais cette réforme doit être guidée par la raison et par la justice, et non par la licence. Créons un gouvernement provisoire en lequel nous placerons notre confiance, qui fera appel aux Cortès, qui soient l'organe de la nation et préparent une Constitution, qui assure nos droits. Notre Roi et Seigneur D. João VI, avec sa bonté, sa bénignité et son amour pour un peuple qui l'idolâtre, doit bénir nos travaux. Vive notre bon Roi ! Vivent les Cortès et par elles la Constitution!»

Toutes les forces vives de la cité le rejoignirent. On forma à l'hôtel de ville une junte provisoire du gouvernement suprême du royaume, dont la présidence fut confiée au brigadier António da Silveira Pinto da Fonseca, qui s'était distingué dans l'expulsion des Français, et la vice-présidence au turbulent colonel Sebastião Cabreira. La junte compta parmi ses membres des représentants du clergé, de la noblesse, de la magistrature, de l'université et du négoce, ainsi que des représentants de la province d'Entre Douro e Minho.

Comme il adviendrait souvent à l'avenir dans la vie politique portugaise, les juristes voulurent remettre à un pouvoir civil une révolution menée à bien par l'armée. Ils entrèrent rapidement en conflit avec les militaires, qui s'en voulaient les garants en tant qu'auteurs du *pronunciamiento.* Trois hommes, membres du *Sinédrio,* parvinrent à faire triompher la légalité. Manuel Fernandes Tomás (1771-1822), né à Figueira da Foz d'un père armateur, était *desembargador da Relação do* Porto et l'un des maîtres à penser du *Sinédrio.* José Ferreira Borges (1786-1838), fils d'un gros négociant-armateur de Porto, était avocat. Secrétaire de la Compagnie générale d'agriculture des vignobles du haut Douro, il jouissait de puissants moyens d'intervention dans la vie économique de la région. Le troisième juriste du groupe était José da Silva Carvalho (1782-1856), fils d'une famille de pauvres agriculteurs, qui avait fait comme les deux autres des études de droit à Coïmbre. Ce magistrat représenta l'aile modérée de la révolution de 1820. Il devint ensuite membre du Conseil de régence en 1821 et ministre constitutionnel de Jean VI.

Dès que la nouvelle de la révolution de Porto fut connue à Lisbonne, le 29 août, la junte de gouverneurs résolut de la mater; mais elle ne rencontra

aucun écho dans la population et se heurta à la solidarité des militaires du reste du pays avec leurs compagnons révoltés. Depuis Coïmbre, le colonel Sepúlveda lança, au nom de «notre aimable Roi et Seigneur» - qui naturellement ne savait rien de ce qui se passait dans son royaume de Portugal -, une proclamation par laquelle il insistait sur un mouvement d'unité nationale contre l'oppression anglaise.

Il y eut pourtant un risque de confrontation militaire : le commandant des troupes fidèles au gouvernement, le comte de Barbacena, se déclara prêt à défendre la légitimité, et la junte de Porto donna l'ordre à une armée commandée par le colonel Cabreira de marcher sur Lisbonne. La guerre civile fut cependant évitée grâce au triomphe de la révolution dans la capitale. Le 15 septembre 1820, à l'initiative des militaires, un gouvernement provisoire fut mis en place. Composé de grands noms de l'aristocratie, de l'armée, de la magistrature et du négoce, il lança un appel à la concorde nationale. La junte de Porto se déclara prête au dialogue. Des négociations s'ouvrirent à Alcobaça.

On y décida la création de deux organes distincts : une junte provisoire du gouvernement suprême du royaume administrerait le Portugal pendant la période intérimaire; une junte provisoire préparatoire des Cortès était chargée de frayer la voie à la réunion d'une assemblée constituante. Naturellement, les chefs des deux mouvements de Porto et de Lisbonne y participaient. Les deux factions les plus influentes étaient celle de l'armée et celle des juristes formés à l'université de Coïmbre. Ce furent ces deux forces qui, pendant quatorze années, luttèrent pour contrôler le régime libéral. La bourgeoisie en tant que telle, c'est-à-dire celle du négoce, ne jouissait pas encore d'une puissance sociale et économique qui lui eût permis de jouer un rôle de premier plan. Ce ne fut que plus tard qu'elle s'allia aux juristes pour écarter les militaires et assurer la marche de la monarchie constitutionnelle.

La Constitution de 1822

Après bien des discussions et une tentative de coup de force militaire avortée (la *Martinhada)*, la junte chargée de préparer la réunion des Cortès constituantes finit par se mettre d'accord sur un système électoral. Il

respectait le principe du suffrage universel, mais en limitait la portée par une élection à trois degrés : les chefs de familles de chaque municipalité choisiraient un ou plusieurs électeurs, en fonction de leur population; ces derniers éliraient à leur tour des grands électeurs dans le chef-lieu du district; et ceux-ci désigneraient les députés dans le chef-lieu de la *comarque.*

L'ouverture des Cortès constituantes débuta le 24 janvier par une cérémonie religieuse célébrée dans la Sé par le cardinal patriarche. La majorité des députés reflétait l'idéologie libérale, radicale et anticléricale qui avait inspiré le mouvement révolutionnaire. Elle tenait aussi compte des intérêts économiques d'une bourgeoisie commerçante et rurale qui ne pensait qu'à une restauration du Pacte colonial[16]. Le 26 janvier, en l'absence du roi, les députés procédèrent à l'élection d'un Conseil de régence qui dépendrait des Cortès. A la fin du mois de mars, la Constitution était presque complètement élaborée.

Ces doctrinaires libéraux étaient sans assise populaire. Coupés d'une masse rurale profondément religieuse et sous l'influence de son clergé qui avait beau jeu de les dénoncer comme des ennemis du trône et de l'autel, ils donnèrent au Portugal une Constitution à leur image. La Constitution de 1822 fut plus ou moins calquée sur celle de Cadix imposée à FerdinandVII. Elle s'inspirait en effet des principes les plus audacieux du libéralisme politique : elle proclamait la souveraineté du peuple et donnait la prééminence au pouvoir législatif sur le pouvoir exécutif. Le premier serait assumé par une seule assemblée – les Cortès - élue au suffrage universel direct, qui ne pouvait être dissoute. De strictes limites étaient imposées à l'autorité royale. Désormais, dans l'idéologie politique portugaise du XIXe siècle, ce libéralisme radical prendrait le nom de *vintismo.*

Le décret du 11 octobre imposa le serment constitutionnel non seulement à ceux qui détenaient une fonction publique, mais aussi à tous ceux qui exerçaient une fonction civile, religieuse ou militaire, avec la formule suivante: «Je jure de garder et faire garder la Constitution politique de la monarchie portugaise que viennent de décréter les Cortès constituantes de cette nation. » Ceux qui s'y refuseraient seraient privés de leur qualité de citoyen et devraient s'exiler immédiatement. Le seul refus notable fut significatif: D. Carlos da Cunha e Meneses, patriarche de Lisbonne, qui

n'admettait aucune subordination de l'Eglise au pouvoir civil, ne voulut pas comparaître devant l'Assemblée pour prêter serment, et s'exila à Bayonne. Il ne fut rappelé qu'en juin 1823, avec la réaction absolutiste de D. Miguel.

Jusqu'à la fin du mois de mai, les Cortès consacrèrent leurs travaux à une législation qui bouleversait les structures sociales et économiques du Portugal. Dans les campagnes, elles effacèrent notamment tous les vestiges du régime seigneurial, et elles décrétèrent la nationalisation des biens de la Couronne.

L'INDÉPENDANCE DU BRÉSIL

La révolution libérale au Brésil

La nouvelle de la révolution de Porto arriva à Rio de Janeiro le 17 octobre 1820. Elle plongea le roi Jean VI dans le plus grand embarras : devait-il accompagner le mouvement révolutionnaire ou s'y opposer? Dans les deux options son retour au Portugal s'imposait. Lorsqu'il apprit, le 11 novembre, que Lisbonne avait adhéré à la révolte et que tout le royaume avait suivi son exemple, le second choix parut irréalisable. Le monarque hésita cependant jusqu'au mois de février.

Les nouvelles qui lui arrivèrent du Nord du Brésil vinrent compliquer singulièrement sa situation: la garnison militaire de Belém do Pará avait formé en effet une junte constitutionnelle le 1er janvier 1821. L'ordre fut cependant rapidement rétabli. Mais le 10 février, c'est à Bahia que militaires et civils se prononcèrent contre la monarchie absolue. Tout en renouvelant leur fidélité à Jean VI, ils proclamèrent leur adhésion à la révolution portugaise et annoncèrent l'élaboration d'une Constitution. Le roi, confronté à une grave crise politique, ne pouvait plus quitter le Brésil. Il décida d'envoyer le prince D. Pedro à Lisbonne. Ce dernier, conforté par les loges maçonniques qui voyaient en lui l'espoir d'un Brésil libéral et indépendant, s'y refusa.

D. Pedro fut-il complice du coup d'État militaire du 26 février 1821 à Rio de Janeiro? Rien ne le prouve. Il s'en servit en tout cas pour obliger son père à prêter serment à la Constitution en cours d'élaboration à Lisbonne, afin «

de consolider fermement les intérêts de tous ses vassaux de l'un et de l'autre hémisphère». Le roi annonçait en même temps son retour dans «l'antique capitale de la monarchie». Un nouveau gouvernement lui fut imposé, dans lequel se détachait la figure du philosophe Silvestre Pinheiro Ferreira, nourri depuis sa jeunesse des idées de l'Encyclopédie. Il accompagna son souverain à Lisbonne, où il joua un rôle politique notable jusqu'au coup d'État de D. Miguel.

Les éléments les plus radicaux de la révolution brésilienne, encouragés par les États-Unis et par l'exemple de l'indépendance de l'Amérique espagnole, ne voulaient pas s'en tenir là et préconisaient une solution républicaine. D. Pedro, appuyé par l'armée, prit des mesures en conséquence. Il rendit notamment obligatoire le serment à la Constitution de Lisbonne pour tout fonctionnaire public, garantissant ainsi la survie du Royaume-Uni. Il n'hésita pas à réprimer par la force une manifestation de radicaux qui voulaient exiger la Constitution ultralibérale de Cadix: le 22 avril 1821, il donna l'ordre à la troupe de charger « les hommes malintentionnés qui voulaient l'anarchie ». Le même jour, pour s'assurer la fidélité de l'armée, il étendit à tous les sous-officiers l'augmentation de solde déjà accordée aux officiers depuis le grade de sous-lieutenant jusqu'à celui de major.

Toujours le 22 avril, Jean VI remit à son fils et héritier le gouvernement du Brésil avec les titres de régent et de lieutenant, en attendant les décisions du texte constitutionnel. Dans la conjoncture d'un continent qui se séparait de l'Europe, le roi, apparemment, ne croyait plus guère à l'avenir de son Royaume-Uni et sentait que l'indépendance du Brésil devenait irrésistible. Après avoir assumé la charge du nouvel État, son fils lui rappela plus tard les paroles qu'il lui aurait dites à l'heure des adieux : « Pedro, si le Brésil doit faire sécession, avant tout que ce soit en ta faveur, toi qui dois me respecter, plutôt qu'en faveur d'un quelconque de ces aventuriers. » A la veille de son départ pour Lisbonne, Jean VI nomma aussi les ministres qui resteraient auprès de son fils pour gouverner. Le plus notable était un homme qui avait l'expérience du Brésil, D. Marcus de Noronha e Brito, comte dos Arcos [17]. Avant de s'embarquer, Jean VI, les larmes aux yeux, adressa un message touchant à ses sujets brésiliens pour leur dire la *saudade* qu'il avait de les quitter.

Jean VI, monarque constitutionnel

L'escadre qui transportait le roi, la famille royale, le gouvernement, et bien des nobles et serviteurs de la cour, fit son entrée dans le Tage le 3 juillet 1821. Les Cortès avaient ordonné que la réception qu'on ferait à Jean VI dans sa capitale suivrait le cérémonial adopté le 30 août 1502 pour l'entrée de D. Manuel. On redoutait cependant des manifestations populaires en faveur de la monarchie absolue. Aussi tous les vivats qui ne seraient pas adressés « à la religion, aux Cortès, à la Constitution, au roi constitutionnel et à sa royale famille» seraient-ils sévèrement punis.

Jean VI débarqua le 4 juillet 1821 sur le Terreiro do Paço. Il fut reçu et follement acclamé par une multitude de Lisboètes enthousiates et très émus de retrouver leur roi après une longue absence de quatorze années. Après un *Te Deum* à la S*é*, il se rendit au palais das *Necessidades*, où, en présence des députés et des *vereadores* de Lisbonne, il prêta solennellement serment à la Constitution. En réalité, toutes ces acclamations populaires s'adressaient beaucoup plus au monarque absolu qui revenait dans sa capitale qu'au roi constitutionnel : tout le malentendu entre les élites politiques libérales et l'immense majorité du peuple portugais reposait là.

Vis-à-vis de l'Assemblée constituante, Jean VI joua cependant le jeu constitutionnel. A la manière de Louis XVI, il afficha une collaboration et une approbation tacites. Bientôt, les affaires du Brésil tendirent les relations entre la Couronne et l'Assemblée. Comme dans la France révolutionnaire, deux partis s'affrontèrent au sein des Cortès. D'un côté les « conservateurs » voulaient la Constitution, mais rien que la Constitution : ils formèrent plus tard le courant *cartiste*. De l'autre, les «régénérateurs » ne la regardaient que comme un point de départ vers un régime plus démocratique : ils incarnèrent ensuite, comme nous l'avons dit, le *vintismo*. Cette opposition déboucha parfois sur des affrontements entre les deux factions dans les rues de Lisbonne, où elles entretinrent un climat tumultueux.

L'arrivée des députés élus du Brésil, en mars 1822, n'arrangea rien. Bien au contraire. Certains d'entre eux, animés d'un esprit républicain et indépendantiste, se heurtèrent non seulement aux conservateurs, qui, comme Jean VI, voulaient préserver le Royaume-Uni, mais aussi au courant radical des Cortès, qui, sous ce prétexte, firent voter des mesures

défavorables au Brésil. Au mois de juillet 1822, le texte constitutionnel définitif était prêt, et les élections pour la Chambre des députés fixées au troisième dimanche d'août[18]. Le 23 septembre, la loi organique pouvait être soumise au serment du roi et de la famille royale. Au même instant, l'indépendance du Brésil était proclamée.

La proclamation de l'indépendance du Brésil

La proclamation de l'indépendance s'explique d'abord par la personnalité même de D. Pedro, à qui ne manquaient ni ardeur combative ni ambitions politiques. Ayant été élevé au Brésil, il se sentait beaucoup plus Brésilien que Portugais. D'une âme romantique, il était gagné au libéralisme et entouré d'hommes de sa génération, aussi bien nobles et militaires que négociants et jeunes bacheliers qui revenaient de Coïmbre. Il était de plus poussé par son épouse, l'archiduchesse Léopoldine, et fortement influencé par son mentor, José Bonifácio de Andrada e Silva, né à São Paulo et ancien professeur à Coïmbre.

Porte-drapeau d'une identité brésilienne, le prince était prêt à se lancer dans l'aventure de l'indépendance, malgré les engagements qu'il avait pris auprès de son père. Les mesures qu'il décida pour améliorer l'administration, ainsi que ses initiatives en faveur du commerce et de l'agriculture, achevèrent de le rendre populaire. Il prit également soin de satisfaire les désirs de l'armée et les vœux des assemblées populaires qui avaient éclos un peu partout dans l'immense pays. Le 5 juin 1821, pourtant, il prêta loyalement serment aux principes de base de la Constitution portugaise.

Comprenant qu'il était un atout majeur du mouvement indépendantiste, les Cortès se méfiaient de D. Pedro. Aussi, avec l'approbation du roi, résolurent-elles, le 29 septembre, de le rappeler. Avant son retour à Lisbonne, elles lui ordonnèrent un périple qui le conduirait en Angleterre, en France et en Espagne, où il pourrait s'initier aux jeux de la monarchie constitutionnelle et à leurs bienfaits. Il s'agissait évidemment d'un simple prétexte pour éloigner l'héritier de la couronne du théâtre politique et pour lui éviter toute tentation d'émancipation. Pour bien montrer que leur autorité s'exerçait pleinement sur le Brésil, les Cortès décidèrent en outre, sous

couvert de libéralisation, de remplacer le système des capitaines généraux par des juntes provisoires de gouvernement dans les capitaineries, qui dépendraient directement de Lisbonne sans passer par Rio de Janeiro. Un décret ultérieur supprima tous les tribunaux qui y avaient été créés depuis 1807. Dans ces conditions, la présence de D. Pedro dans la capitale brésilienne devenait parfaitement superflue.

Lorsque l'ordre de rappel du prince arriva à Rio à la fin de 1821, la réaction des Brésiliens ne se fit pas attendre. De toutes les régions et de tous les milieux lui parvinrent des suppliques pour l'engager à désobéir. A l'initiative de José Bonifácio, la cité de São Paulo lui fit savoir qu'elle n'admettait pas de rester une «malheureuse orpheline », si D. Pedro laissait « sa grande famille brésilienne, dont il était l'unique père commun qui lui restait ». Le 9 janvier 1822, le Sénat de Rio de Janeiro vint lui demander solennellement de ne pas abandonner le pays. Le prince répondit : « Comme il s'agit du bien commun et du bonheur universel de la nation, je suis prêt : dites au peuple que je reste. » Une immense foule s'agglutina alors sur la place du Palais. Du balcon, D. Pedro vint la saluer en criant: «Vivent les Cortès, vive Jean VI et vive l'union du Portugal et du Brésil», et en ajoutant: «Maintenant je dois seulement vous recommander l'union et la tranquillité. »

On s'acheminait donc vers l'union de deux États souverains sous la même couronne. Par un décret du 16 février 1822, qu'il envoya à son père pour le soumettre à l'approbation des Cortès, il créa un Conseil d'État, et des procureurs généraux dans toutes les provinces du Brésil. C'était un geste indispensable au maintien de l'unité de l'immense pays, afin de le préserver de l'éparpillement d'États de l'ancienne Amérique espagnole. Cela était d'autant plus urgent qu'il lui avait fallu éteindre rapidement une révolte à Bahia le 19 février 1822. Au mois de juin, D. Pedro convoqua une assemblée luso-brésilienne qui devait en toute souveraineté poser les fondements d'une « indépendance que la nature avait marquée, et qui existait déjà de fait », dans le respect de « toutes les parties intégrantes de la grande famille portugaise». En outre, il renvoya au Portugal un corps de troupes que les Cortès avaient envoyé à Bahia pour rétablir l'ordre public.

L'union dynastique pouvait encore être sauvée si les Cortès de Lisbonne ne s'obstinaient pas à vouloir gouverner directement le Brésil. Mais elles

n'étaient prêtes à accepter aucun compromis. Le roi tenta de retenir son fils par une lettre du mois d'août, où il lui rappelait que, pour le moins, la nomination de ses ministres dépendait de l'accord préalable des Cortès et de la Couronne. De leur côté, le prince et ses conseillers étaient bien résolus à passer outre. Le manifeste que D. Pedro adressa aux puissances étrangères en était la preuve : il y dénonçait même la « tyrannie » que le Portugal voulait imposer aux Brésiliens.

Des troubles ayant éclaté à Sâo Paulo, le prince, après avoir confié la régence à son épouse Léopoldine, décida de s'y rendre lui-même pour rétablir l'ordre et calmer les esprits. Alors qu'il se trouvait avec son armée sur les rives de l'Ipiranga, il apprit, le 7 septembre 1822, que les Cortès l'avaient déclaré coupable du crime de lèse-patrie. En même temps lui étaient arrivées des lettres de sa femme et de José Bonifácio qui lui conseillaient la fermeté. C'est alors que, brandissant son épée, il poussa le cri resté célèbre sous le nom de «cri d'Ipiranga»: «L'indépendance ou la mort!» La séparation entre le Brésil et le Portugal était consommée. Puis il adressa aux Paulistes le premier manifeste de l'indépendance. Il ne voulait cependant pas rompre les liens avec son père et il l'assura de son obédience. Il qualifiait en revanche les membres des Cortès libérales de Lisbonne de « traîtres à la nation» et «d'infâmes députés»: c'était leur attitude insensée qui l'avait conduit à cette extrémité.

Le 13 octobre 1822, D. Pedro était acclamé empereur constitutionnel et défenseur perpétuel du Brésil. Cette proclamation consacrait la fin de l'union dynastique, mais conservait le Brésil à la maison de Bragance jusqu'à la révolution de 1889. L'état de guerre qui s'ensuivit et qui dura jusqu'en 1825, sans véritables opérations, eut l'inconvénient majeur de rompre complètement toutes relations commerciales entre les deux têtes de l'ancienne monarchie luso-brésilienne.

LES GUERRES CIVILES: LÉGITIMISTES ET LIBÉRAUX

L'agitation légitimiste

L'idéologie de la révolution de 1820 était fortement inspirée des principes de la Révolution française. Très vite, la nouvelle assemblée se discrédita par les excès oratoires des députés les plus radicaux. Ceux-ci ne cachaient plus leurs aspirations républicaines et s'attaquaient à la personne du roi, dont la situation s'apparentait de plus en plus à celle de Louis XVI devant l'Assemblée législative. Cette dérive ne pouvait qu'engendrer un fort mouvement de réaction en faveur du pouvoir royal. Malgré ses sentiments profondément libéraux, D. Pedro avait lui-même adressé une mise en garde aux Portugais, le 21 octobre 1822 : ces députés exerçaient «un despotisme légal, mille fois plus tyrannique que les décisions arbitraires d'un seul despote», et cette assemblée «précipiterait la nation entière dans un profond abîme».

L'établissement d'un régime constitutionnel sans fondements populaires avait donné naissance à un mouvement favorable à une restauration de la monarchie absolue. Seule celle-ci serait capable de redonner au Portugal sa splendeur passée. L'opposition avait été exacerbée par la politique anticléricale et par la sécession du Brésil. Ces traditionalistes, surtout animés par l'Église, une partie de la noblesse et de l'ancienne administration, s'appuyaient sur la grande majorité de la population paysanne, c'est-à-dire de l'ensemble de la population portugaise. Ils s'étaient regroupés autour de deux fortes personnalités : l'épouse de D. João VI, la reine D. Carlota Joaquina de Bourbon, sœur du roi d'Espagne FerdinandVII, et leur fils cadet, l'infant D. Miguel.

La crise éclata lorsque la reine refusa avec panache de prêter serment, en déclarant qu'elle respecterait toujours le principe qui était le sien, «ne jamais jurer durant toute sa vie, que ce fût en bien ou en mal ». L'Assemblée commit alors l'ignominie d'obliger le roi à la chasser immédiatement du royaume. En considération de la fragilité de son état de santé, les Cortès consentirent cependant à ajourner ce bannissement, et voulurent alors faire pression sur elle. Devant sa courageuse résistance, elles décidèrent de lui ôter tous les droits civiques et politiques inhérents «tant à la qualité de citoyen portugais qu'à celle de reine ». Les députés donnèrent l'ordre de la transférer avec quelques serviteurs personnels du palais de Bemposta à la quinta de Ramalhâo, où, intraitable, elle resta en résidence surveillée.

Le 23 février 1823, une première alerte pour le régime constitutionnel se produisit à Vila Real, dans le Trás-os-Montes. Afin de restaurer la légitimité, le comte d'Amarante, dont le père avait été l'un des héros de la guerre péninsulaire, donna le signal de la révolte. Comme il jouissait d'un grand prestige, Braga, Chaves, Bragance et tout le Trás-os-Montes adhérèrent à son mouvement. Mis en déroute par l'armée, fidèle au gouvernement constitutionnel, il se réfugia en Espagne. Or, la situation dans la péninsule évolua brusquement avec l'arrivée des «cent mille fils de Saint Louis » : au congrès de Vérone, Louis XVIII, à la demande de la Sainte-Alliance, avait envoyé une armée au secours de son cousin FerdinandVII, afin de le rétablir dans ses prérogatives. L'heure de renverser le régime constitutionnel au Portugal semblait venue pour ses adversaires. Avec l'approbation de la reine, l'infant D. Miguel se rendit à Vila Franca de Xira, où un régiment d'infanterie s'était révolté le 27 mai 1823. D'autres garnisons rallièrent le mouvement, appelé depuis la *Vilafrancada,* avec le dessein de rétablir le pouvoir absolu de Jean VI. Celui-ci, pressé par les Cortès, désavoua son fils et lança un appel au respect de la Constitution.

Les Cortès ne disposaient pour résister que d'une garde nationale de Lisbonne bien incapable d'affronter les régiments révoltés de l'armée régulière. L'infant D. Miguel établit son quartier général à Santarém. Il ne réunit pas autour de lui que des légitimistes : beaucoup de libéraux sincères, comme le marquis de Palmela et les futurs ducs de Saldanha et da Terceira, effrayés par la frange radicale des Cortès, accoururent aussi.

Jean VI, informé par le marquis de Loulé et le général Pamplona, fit une «tournée des popotes» à Vila Franca. Il estima à juste titre que le meilleur moyen d'éviter la guerre civile était de prendre lui-même la tête du mouvement et de trouver un compromis. Tout en se défendant de vouloir rétablir la monarchie absolue et en promettant de respecter les libertés individuelles, il remodela son gouvernement. Deux grandes figures libérales le dominèrent, Palmela aux Affaires étrangères et Pamplona à la Guerre, tandis que l'infant D. Miguel était fait commandant en chef de l'armée, avec le titre de généralissime. La reine fut naturellement rétablie dans toutes ses prérogatives. Le comte d'Amarante, autorisé à revenir au Portugal, fut récompensé du titre de marquis de Chaves. Des mesures sévères furent prises pour éteindre le radicalisme. L'extinction de toutes les sociétés

secrètes, par exemple, provoqua l'exode des libéraux radicaux vers l'Angleterre et la France.

La position de Jean VI n'était pas facile, car il devait désormais concilier deux partis inconciliables : les libéraux modérés, dont le chef de file était le marquis de Palmela, voulaient une monarchie constitutionnelle qui s'inspirerait de la Charte française de la Restauration; les « ultras » intransigeants souhaitaient un retour pur et simple à l'Ancien Régime et plaçaient leurs espoirs en l'infant D. Miguel. L'état de guerre avec le Brésil que les Cortès de 1822 avaient déclaré compliquait encore la situation non seulement au Portugal mais aussi sur l'échiquier européen : la France conseillait le retour du Brésil à l'obédience de la Couronne, alors que l'Angleterre pressait le roi de reconnaître son indépendance.

C'est alors que l'entourage ultra du jeune D. Miguel lui fit commettre une erreur irréparable. Le 30 avril 1824 (d'où le nom *d'Abrilada)*, l'infant réunit les troupes sur le Rossio, donna l'ordre d'arrêter les chefs du libéralisme modéré, les dignitaires du palais et les hauts fonctionnaires, et contraignit son père à composer un gouvernement de son choix. Mais, à l'initiative de l'ambassadeur de France, le corps diplomatique menaça de se retirer, ce qui signifiait pour D. Miguel le risque d'une intervention des puissances étrangères. Quant au roi, il se réfugia sur un vaisseau britannique, d'où il révoqua toutes les mesures prises sous la pression de son fils, qu'il destitua de son commandement en lui demandant «d'aller voyager quelque temps en Europe». L'infant, après être passé par Paris, fixa sa résidence à Vienne, capitale de la Sainte-Alliance. Il incarnait désormais aux yeux du peuple l'esprit de patriotisme contre des libéraux à la solde de l'étranger.

Ce fut sous les auspices du gouvernement britannique [19] que fut négociée la réconciliation entre Jean VI et son fils aîné D. Pedro, et entre les deux nations sœurs. Le traité fut signé à Rio de Janeiro le 29 août 1825, et ratifié par Jean VI à Lisbonne le 15 novembre suivant. Le Portugal reconnaissait le nouvel empire dont la souveraineté était transmise au prince D. Pedro [20]. Cette reconnaissance s'accompagnait d'une alliance, qui accordait aux sujets des deux souverains la clause de la nation la plus favorisée et la plus amie. D. Pedro, de son côté, s'engageait à n'intégrer au Brésil aucune des parcelles de l'outre-mer portugais qui chercheraient aussi à s'émanciper. Une commission mixte devait se réunir dans un délai d'un an pour résoudre

d'éventuels problèmes d'indemnisation des uns et des autres. Ce fut le dernier grand service que rendit Jean VI à ses peuples puisqu'il mourut le 10 mars 1826 [21].

Don Miguel, monarque absolu

La mort de D. João VI posa avec acuité la question de la succession au trône et celle des droits dynastiques respectifs de ses deux fils. D. Pedro, dont les constitutionnalistes avaient fait immédiatement leur porte-drapeau, était l'aîné, et par conséquent l'héritier légitime. Les partisans de D. Miguel arguaient, non sans fondement, que sa «trahison», en proclamant l'empire indépendant du Brésil, l'avait rendu inapte.

Avant de mourir, D. Joâo avait laissé la régence à l'infante D. Isabel Maria, et tous les décrets qu'elle signa furent édictés au nom de D. Pedro IV, roi de Portugal. Ce dernier, trois jours après avoir appris la mort de son père, promulgua, le 26 avril 1826, une Charte constitutionnelle, compromis entre les libéraux et les traditionalistes. A l'instar de la Restauration en France, elle était octroyée par le roi qui incarnait la souveraineté, contrairement à la Constitution de 1822 qui avait proclamé la souveraineté du peuple. Les Cortès étaient désormais formées par deux chambres, une Chambre des députés élus au suffrage universel et une Chambre des pairs choisis par le souverain dans l'aristocratie, sans limite de nombre. On appela désormais cartismo ce libéralisme modéré, par opposition au *vintismo,* libéralisme radical, qui fidèle à la révolution de 1820 défendait le principe de la souveraineté populaire.

Sachant que les Brésiliens n'accepteraient jamais une union personnelle des deux couronnes, Pierre IV décida d'abdiquer ses droits au trône de Portugal en faveur de sa fille aînée, l'infante D. Maria da Gloria, âgée de 7 ans. Dans l'espoir d'une réconciliation nationale, elle devrait épouser son oncle D. Miguel, auquel D. Pedro confierait la régence du royaume, après qu'il aurait prêté serment à la Charte constitutionnelle. Tout paraissait bien engagé, puisque dans sa retraite viennoise D. Miguel jura la nouvelle loi organique, promit d'épouser la petite reine D. Maria II et prépara son retour à Lisbonne.

Mais que se passait-il réellement dans l'âme de D. Miguel? Était-il décidé dès son départ de Vienne à ne pas respecter son serment et à rester fidèle à lui-même et à ses principes ? L'influence de ses deux sœurs espagnoles joua-t-elle? Fut-il emporté par la vague d'enthousiasme traditionaliste qui déferla sur Lisbonne et sur tout le royaume ? Quoi qu'il en fût, malgré les appels renouvelés de sa sœur, la régente, et des principales autorités, D. Miguel prit son temps avant d'arriver. Sans doute laissait-il mûrir une situation qui lui deviendrait de plus en plus favorable et voulait-il attendre le 26 octobre 1827, date de la célébration de ses 25 ans, âge auquel la Charte lui donnait la régence. Il souhaitait aussi échapper à la tutelle de l'Angleterre et renforcer l'appui des régimes conservateurs de l'Autriche et de l'Espagne.

Lorsqu'il débarqua à Lisbonne, il fut accueilli par une multitude de manifestants qui chantaient *O Rei Chegou* (Le roi est arrivé) - qui devint l'hymne du miguélisme - et qui clamaient leur hostilité à la Charte, à D. Pedro et même à la petite D. Maria. Partout dans le pays le mouvement antilibéral s'exacerba. A l'évidence, la majorité de la population espérait un retour de l'Ancien Régime, et ses élites adoptaient les doctrines contre-révolutionnaires. Par la presse et les livres, ou du haut de la chaire, bien des noms distingués des lettres, du droit et du clergé mirent leur autorité au service de la contre-révolution[22]. Tous ces éléments expliquent la marche de D. Miguel vers la monarchie absolue.

Le 26 février 1828, dans le palais d'Ajuda, l'infant prononça cependant le serment solennel de fidélité à son frère et à sa nièce, « légitimes rois de Portugal », et promit de remettre à cette dernière le gouvernement du royaume dès qu'elle aurait atteint la majorité requise. Il jura aussi « d'observer et de faire observer la Constitution politique de la nation portugaise». Sans aucun doute était-il sincère, mais l'enthousiasme populaire qui l'environnait le poussa à revenir sur ses engagements. Comment résister aux appels mutipliés des municipalités et des autres institutions traditionnelles en faveur des «lois fondamentales de la monarchie» et contre la Charte? Les troubles qui éclatèrent dans diverses régions achevèrent de le convaincre.

Un événement bouleversa D. Miguel: en mars 1828, des professeurs de l'université et des membres du *Cabildo* de Coïmbre, qui se rendaient à

Lisbonne pour le féliciter, furent assassinés par un groupe d'étudiants manipulés par une société secrète. Le régent y répondit par une sévère action répressive contre les libéraux de tous bords, qui s'exilèrent en masse en Angleterre. Deux tentatives en faveur de la Charte, l'une à Porto, l'autre dans l'Algarve, en mai 1828, échouèrent lamentablement.

D. Miguel décida alors le renvoi des deux chambres créées par la Charte et la convocation des Cortès traditionnelles. En grande cérémonie, les trois états du royaume se réunirent au palais d'Ajuda le 24 juin 1828. Dans son discours d'ouverture, D. Francisco Alexandre Lobo, évêque de Viseu, fit un discret appel à D. Miguel pour qu'il se proclamât roi. Le *desembargador,* José Acúrsio das Neves, l'un des procureurs de Lisbonne qui lui succéda, fut encore plus explicite. En fin de compte, les Cortès évoquèrent le précédent de 1641, où elles avaient appelé le duc de Bragance à ceindre la couronne, et elles prétendirent que D. Pedro avait violé les antiques lois du royaume en proclamant l'indépendance du Brésil, et s'était exclu de lui-même de son rang dans la succession. Par acclamation, elles décidèrent que «le seigneur roi D. Miguel était l'unique roi légitime de ces royaumes ». Les Cortès se réunirent derechef le 7 juillet pour célébrer l'acte de *juramento* de D. Miguel Ier devant les représentants du clergé, de la noblesse et du peuple. La monarchie, plutôt traditionnelle qu'absolue, était ainsi rétablie. A l'exception de quelques milliers de libéraux qui s'étaient exilés, ce fut à la grande satisfaction de la majorité du peuple portugais.

Sur le plan diplomatique néanmoins, les puissances européennes avaient déjà reconnu la royauté de D. Maria II. Dès l'abord, D. Miguel savait que l'Angleterre se montrerait hostile, mais il comptait sur l'approbation des puissances conservatrices de la Sainte-Alliance. Or, toutes, y compris la France de Charles X et l'Autriche de Metternich qui ne tenaient nullement à l'ouverture d'un foyer d'agitation dans la péninsule Ibérique, se montrèrent plus que réticentes. Pourtant, en raison de ses divergences avec l'Angleterre sur la question d'Orient, le tsar Nicolas Ier finit par reconnaître D. Miguel. Paradoxalement, les États-Unis d'Amérique en firent autant : ils voulaient ainsi assurer définitivement la séparation du Brésil et du Portugal, contrebalancer l'influence britannique déjà prépondérante dans le grand empire d'Amérique du Sud, et éviter qu'elle ne s'étendît sur les îles portugaises de l'Atlantique. Le nouveau roi comptait surtout sur l'appui de

l'Espagne de Ferdinand VII, qui, sur les instances de sa sœur, la reine mère Carlota Joaquina, le reconnut en septembre 1829.

Malheureusement pour D. Miguel, la donne diplomatique de l'Europe fut soudain bouleversée par la révolution de juillet 1830 en France. L'avènement de Louis-Philippe d'Orléans portait un coup très rude à la Sainte-Alliance de Metternich. En outre, les libéraux portugais, surtout réfugiés à Londres, s'employaient à exagérer la tyrannie de D. Miguel et les cruautés et exactions de ses séides. Une vigoureuse répression s'abattit certes sur les milieux soupçonnés d'hostilité à la monarchie traditionnelle et d'être contaminés par l'esprit révolutionnaire. Les prisons se remplirent de détenus politiques et, comme dans toutes les périodes de troubles et dans tous les pays, il s'y mêla des vengeances personnelles. Il n'y eut pas cependant de véritable «terreur blanche et les excès furent plutôt l'exception que la règle. Les exécutions sommaires furent, semble-t-il, assez rares [23].

C'est d'Angleterre que se fit la reconquête libérale. Le marquis de Palmela organisa en effet la résistance à la royauté de D. Miguel depuis Londres, où D. Pedro envoya sa fille la petite reine de 9 ans afin qu'elle en devînt le symbole vivant. Elle fut accueillie, le 24 septembre 1828, par la cour de Georges IV comme la seule souveraine légitime du Portugal. Le gouvernement britannique, toujours prudent, ne tenait cependant pas à s'engager dans un conflit ouvert avec D. Miguel et il s'opposa à une expédition des libéraux aux Açores.

L'île Terceira, comme au temps du prieur de Crato, s'était signalée par son originalité, en refusant de reconnaître D. Miguel et en proclamant sa fidélité à Marie II. Le marquis de Palmela finit par convaincre le gouvernement de Londres de fermer les yeux sur les transports d'hommes et de matériel à Terceira, où arriva également un contingent de Rio de Janeiro. Le 28 octobre, il fut décidé de constituer un gouvernement à Angra, capitale de l'île, et D. Pedro, en tant que tuteur de sa fille, y institua une régence de trois membres le 15 juin 1829 [24]. La tentative de D. Miguel pour réduire l'île avec une escadre transportant 9 000 hommes échoua, mais la souveraineté de D. Maria II réduite à Terceira ne l'inquiétait pas vraiment.

C'est alors que l'empereur du Brésil décida de passer en Europe pour défendre lui-même la cause de sa fille. Une révolution libérale, qui l'avait forcé à abdiquer la couronne impériale en faveur de son jeune fils, D. Pedro

d'Alcântara, le 7 avril 1831, lui donnait une complète liberté d'action. Ne pouvant reprendre la couronne à laquelle il avait renoncé en faveur de sa fille, il arriva en France sous le nom de duc de Bragance. Il avait constaté que le gouvernement britannique était moins que jamais décidé à favoriser une expédition aux Açores. Louis-Philippe, en revanche, s'était déclaré prêt à lui fournir une aide politique et militaire. Il comptait aussi sur l'appui de la maçonnerie française.

Le 12 février 1832, D. Pedro s'embarqua à Belle-Isle pour les Açores. Le 22, il mit pied à terre dans l'île de São Miguel, où il fut accueilli joyeusement. A Angra, il remercia les membres de la régence. Désormais il l'exerça lui-même au nom de sa fille et nomma un nouveau gouvernement. La figure de proue en fut un magistrat exilé à Paris, Mouzinho da Silveira (1780-1849), qui reçut le portefeuille des Finances.

Plusieurs plans d'attaque sur le Portugal furent envisagés. D. Pedro refusa un coup de main par surprise sur Lisbonne. Il estimait qu'il était prématuré et trop risqué, car D. Miguel avait ordonné la formation de compagnies d'artillerie qui veilleraient tout au long des côtes portugaises. Le duc de Bragance savait bien qu'il ne pourrait conquérir le Portugal sans une aide étrangère. Le 29 mai 1832, après avoir réuni à Ponta Delgada une petite armée de 7 500 hommes, recrutés parmi les exilés, aux Açores, en France et en Angleterre, il tenta cependant l'aventure. Les 40 voiles de transport, dont les équipages étaient en grande partie formés par des marins anglais, débarquèrent le régent à Mindelo, le 8 juillet 1832 : la première guerre civile portugaise commençait.

Le triomphe de la monarchie libérale

La réception que reçut D. Pedro fut inespérée et lui laissa croire que toute la population du royaume l'attendait avec ferveur comme un libérateur. En réalité, la majorité de la nation était encore fidèle à D. Miguel. Les troupes de ce dernier commirent l'erreur de s'opposer immédiatement au débarquement et permirent aux libéraux d'entrer à Porto dans la matinée du 9 juillet. L'accueil fut loin d'être chaleureux, mais D. Pedro ne rencontra aucune résistance, et il y installa son premier gouvernement [25]. A l'annonce de la prise de Porto, les libéraux redressèrent la tête à Lisbonne. D. Pedro

décida de prendre de vitesse son frère et, le 18 juillet 1832, au risque de perdre Porto, déjà encerclé par les troupes miguélistes, il passa à l'offensive. Le 7 août, ses troupes furent mises en déroute par l'armée régulière qui ne sut pas profiter de sa victoire pour prendre la capitale du Nord. Malgré tout, la position de D. Pedro devenait de plus en plus intenable. Pour défendre la ville, il ne disposait que de 8544 hommes, alors que D. Miguel, pour mener à bien le siège, s'apprêtait à se mettre à la tête de 80000 soldats.

Le marquis de Palmela partit alors à Londres pour implorer l'aide britannique. Palmerston accepta de ravitailler Porto en hommes, en armes et en vivres par l'estuaire du Douro, qu'une escadre miguéliste bloqua au mois de novembre 1832. D. Miguel avait installé son quartier général à Braga et mené sans succès quelques assauts contre la capitale du libéralisme. Il pouvait espérer à juste titre qu'elle ne résisterait pas à une nouvelle tentative au début de 1833. Ses espoirs furent anéantis par la nullité de ses généraux, alors que ceux de D. Pedro étaient valeureux. Ce dernier fit du meilleur d'entre eux, José Carlos de Saldanha, le commandant en chef de ses troupes avec le titre de maréchal[26].

Durant tout le printemps de 1833, la situation militaire parut bloquée. Pour la dénouer, le duc de Bragance décida de porter les opérations de la terre à la mer. Avec l'aide de l'Angleterre, Palmela réussit à réunir une flotte de cinq bateaux à vapeur. Sous le commandement de l'amiral Napier, avec des marins et des soldats anglais et belges, elle arriva dans l'estuaire du Douro le 1er juin 1833. Pour prendre D. Miguel à revers, D. Pedro mit sur pied une expédition dans l'Algarve, sous le commandement d'un de ses plus fidèles compagnons, le duc da Terceira [27]. Ce dernier, avec l'amiral Napier, fit la conquête de l'Algarve en quelques jours.

Les deux chefs envisagèrent une action combinée navale et terrestre qui permettrait de prendre Lisbonne par surprise. Dans la crainte des guérilleros de D. Miguel, Terceira hésitait pourtant à traverser l'Alentejo. La défaite que l'amiral Napier infligea au large du cap Saint-Vincent, le 5 juillet 1833, à la flotte miguéliste commandée par l'amiral Barreiros le décida. Pendant que Terceira faisait une promenade militaire à travers le Bas-Alentejo, l'amiral anglais alla bloquer l'estuaire du Tage.

Pour défendre Lisbonne, le duc de Cadaval disposait de 5 à 6000 hommes, alors que le corps expéditionnaire de Terceira en comptait à peine

1700. Or, la panique s'empara de la capitale, dont les habitants, par peur des exactions et des vengeances des libéraux, s'enfuirent vers les campagnes. Plus étrange fut la conduite du duc de Cadaval, qui, au lieu de défendre la ville, préféra l'évacuer dans la nuit du 23 juillet 1833[28]. La chute de Lisbonne marquait la défaite inéluctable de D. Miguel.

Le duc de Terceira fit son entrée dans la capitale le 24 juillet 1833 et D. Pedro quatre jours plus tard. Son gouvernement, malgré les engagements du régent à exercer la plus large clémence envers ceux qui avaient servi son frère, se livra à une impitoyable chasse aux sorcières [29]. Tous les décrets pris pendant le gouvernement de D. Miguel furent annulés et la Charte constitutionnelle rétablie. De tous côtés s'élevaient des voix pour solliciter du duc de Bragance la clémence pour ceux qui avaient suivi D. Miguel. Le ministre Silva Carvalho y répondit en ordonnant aux juges de procéder au séquestre immédiat des biens des personnes accusées d'être «des fauteurs, des agents et des complices de l'usurpation». L'arrivée de la jeune reine, le 22 septembre 1833, donna l'espoir d'une pacification.

Les libéraux avaient gagné la bataille politique, mais il leur restait à chasser D. Miguel les armes à la main. Convaincu trop tard de l'incompétence de ses généraux, ce dernier fit appel à des légitimistes français, comme le maréchal de Bourmont, le conquérant d'Alger, ou le marquis de La Rochejaquelein. Il établit son quartier général à Coïmbre. La guerre civile fit alors rage dans la région comprise entre le Douro et le Tage. Après avoir renoncé à prendre Porto, D. Miguel marcha sur Lisbonne où le gros de ses troupes arriva le 4 septembre 1833. Les assauts qu'il conduisit les jours suivants échouèrent complètement.

Le roi absolu de Portugal, ayant perdu toutes ses illusions, se retira à Santarém qui fut le dernier bastion de sa royauté. Faute de vivres et de médicaments, une peste coûta la vie à 6 000 personnes, parmi lesquelles de nombreux soldats. Elle emporta même la sœur chérie du roi, l'infante D. Maria de Assunçâo, qui mourut le 7 janvier 1834. Le 18 février suivant eut lieu la bataille décisive où les dernières troupes de D. Miguel furent écrasées par le maréchal de Saldanha.

Parallèlement, la diplomatie de D. Pedro avait ménagé l'isolement politique de D. Miguel. Ce dernier ne pouvait même plus compter sur l'Espagne, déchirée à son tour, après la mort de Ferdinand VII, par une

guerre de succession[30]. Les deux monarchies libérales de France et d'Angleterre voulaient en finir avec les troubles de la péninsule Ibérique. Elles signèrent, le 22 avril 1834, une Quadruple-Alliance avec les reines d'Espagne et de Portugal, qui garantissait leur trône contre les ambitions des deux oncles.

D. Miguel perdit sa dernière grande bataille à Asseiceira, le 16 mai suivant. A Santarém, le roi n'avait plus auprès de lui que 3000 fidèles prêts à mourir pour lui. Sa position y était devenue intenable. Il ne lui restait plus qu'à tenter de résister à Évora : avec un courage exemplaire, D. Miguel dirigea lui-même les opérations du passage du Tage. Le 21 mai, accompagné de son beau-frère, l'infant D. Carlos de Bourbon, il entra dans la capitale du Haut-Alentejo, follement acclamé par la population. Il put y réunir 15 000 fantassins, 1000 cavaliers et 40 pièces d'artillerie et crut un instant que la partie n'était pas encore perdue. Mais, voulant éviter une nouvelle effusion de sang et un siège d'Évora qui risquait d'être aussi terrible que celui de Santarém, il fit proposer la suspension de la lutte à Saldanha et à Terceira qui le serraient de près. Ces derniers en référèrent à Lisbonne. Contre l'avis du gouvernement qui voulait une reddition sans conditions, D. Pedro imposa la clémence pour les vaincus et une amnistie pour tous les délits politiques commis depuis le 31 juillet 1826. Quant à D. Miguel, après avoir signé un texte dans lequel il s'engageait à ne plus intervenir dans les affaires du Portugal, il prit le chemin d'un exil sans retour[31].

La pacification du pays ne fut pas totale pour autant. L'action des guérilleros miguélistes affecta diverses régions jusqu'en 1838. Les haines et les divisions qui déchirèrent même les familles durèrent longtemps. En outre, le courant politique que représentait D. Miguel ne disparut pas. Au contraire, face aux partisans d'une monarchie libérale soutenue par la grande bourgeoisie et sans assise populaire, le miguélisme continua à représenter l'idée d'une monarchie chrétienne traditionnelle plongeant ses racines dans le peuple.

L'historiographie libérale a fait de D. Miguel un despote fanatique et déséquilibré. Sa figure apparaît singulièrement différente à travers la publication de témoignages de ses compagnons d'armes. C'est celle d'un roi du petit peuple, partageant ses goûts, ses idéaux et ses espoirs, adoré par lui

et par ses soldats prêts à tous les sacrifices, mais aussi celle d'une proie facile pour la camarilla de nobles incompétents qui l'entoura et le trahit[32].

LES DÉBUTS DIFFICILES DE LA MONARCHIE LIBÉRALE

Les difficultés initiales

En 1834, la tâche qui attendait la monarchie libérale était ardue. Sur le plan économique, le Portugal ne se relevait pas de la rupture avec le Brésil et il ne disposait pas des atouts qui lui auraient permis de participer à la révolution industrielle. Sur le plan social, l'immense majorité de la population restait celle des paysans, dont les conditions de vie étaient très pénibles, souvent même misérables. Sur le plan institutionnel et politique, la stabilité de la couronne restait précaire. Comme celle des Orléans en France, sa légitimité était rien moins qu'assurée. Elle ne reposait que sur une étroite base libérale, elle-même affaiblie par la division entre *cartismo* et *vintismo*, alors que les couches populaires, sous l'influence des traditionalistes de l'Église et de la noblesse, étaient marginalisées. Enfin, la nouvelle dynastie dut compter avec l'indiscipline et l'ingérence des chefs militaires, dont l'un des plus notables fut le maréchal-duc de Saldanha.

Au-delà de la suppression de tous les droits seigneuriaux, peut-être plus à des fins économiques que sociales, la politique du régime fut dominée par trois grandes questions: le désamortissement des biens du clergé, la décentralisation politique et l'élaboration d'un code civil. Les réformes auxquelles elles donnèrent lieu sont attachées au nom de Mouzinho da Silveira.

L'idéologie libérale anticléricale conduisit à l'extinction des ordres religieux et à la vente des biens du clergé. Les intérêts économiques de la classe au pouvoir ne les motivèrent pas moins. Comme en France, pendant la révolution de 1789, la vente de ces biens que les paysans étaient incapables d'acheter ne profita qu'à la bourgeoisie des villes et des campagnes. Aussi, loin d'être une réforme sociale et encore moins une réforme agraire, elle ne fit qu'aggraver le système de la grande propriété. Bien plus, avec cette «réformes, le statut des ouvriers agricoles empira: les

nouveaux propriétaires, animés par l'esprit de profit, n'avaient pas le moindre souci humanitaire, contrairement aux ordres religieux. En outre, il n'y eut pas pour autant une amélioration des systèmes de culture ou des rendements.

Avec les réformes successives des *municipios*, le régime n'arriva pas à décider entre la centralisation et la décentralisation: centralisation en 1832; décentralisation en 1836; centralisation de Costa Cabral en 1842; décentralisation en 1878, nouvelle centralisation en 1886. Autant d'hésitations, de contradictions et d'expériences dont hérita la République.

En revanche, la monarchie libérale mena à bien l'élaboration d'un code civil original. Comme le Code napoléonien rappelait de trop mauvais souvenirs, le Portugal conserva la législation des *Ordenações Filipinas* jusqu'en 1867. A partir de 1850, cependant, des travaux furent entrepris pour lui donner un code civil moderne. Les résultats en furent remarquables et, de 1867 à 1967, le pays fut régi par un code très original en Europe et qui était la pure expression des conceptions juridiques de la bourgeoisie doctrinaire.

L'évolution chaotique du régime politique (1834-1842)

La mort de D. Pedro survint à point pour lui éviter une nouvelle révolution. Les libéraux lui reprochaient en effet un trop grand penchant pour le pouvoir personnel. Le parti *vintista* ne lui pardonnait pas sa trop grande clémence envers les partisans de son frère. Quant à ces derniers, ils le haïssaient pour les exactions qu'il avait laissé commettre contre eux[33]. Il ouvrit solennellement la première session des Cortès le 15 août 1834, avec une Chambre des pairs, et une Chambre des députés dont les membres avaient été élus au suffrage universel indirect. Elles le confirmèrent dans sa régence. Mais atteint de tuberculose depuis son enfance, son état de santé s'aggrava soudain et il mourut le 24 septembre suivant. Sa figure suscita des controverses passionnées. Les uns l'idôlatrèrent pour avoir préservé le régime libéral, les autres, le tenant pour responsable de la guerre civile, le haïrent. Les uns célébrèrent la grandeur du sacrifice qu'il fit de deux couronnes pour rester fidèle à son idéal, les autres l'accusèrent de trahison envers la patrie.

Les Cortès donnèrent le plein exercice du pouvoir royal à D. Maria, âgée de 15 ans, et autorisèrent son mariage avec un étranger, le prince Auguste de Leuchtenberg[34], qui disparut prématurément, le 28 mars 1835, à l'âge de 25 ans. Elle épousa en secondes noces, le 9 avril 1836, le prince Ferdinand de Saxe-Cobourg et Gotha, âgé de 20 ans[35]. De cette union provint la dynastie des Cobourg-Bragance qui régna jusqu'en 1910. Le Portugal entrait ainsi dans l'internationale Cobourg, dominée par l'Angleterre.

Étant donné la jeunesse des souverains, ce fut le chef du gouvernement, le duc de Palmela, qui exerça la réalité du pouvoir jusqu'à la mort du prince Auguste. A cette date, soupçonné à tort de l'avoir fait empoisonner pour marier son fils à la reine, il fut contraint de démissionner à la suite d'une émeute suscitée à Lisbonne par ses adversaires politiques. L'événement inaugurait la lutte des factions, surtout celles de la noblesse libérale, pour s'emparer du pouvoir, qui désola et affaiblit la monarchie constitutionnelle.

Ces querelles d'ambition furent désormais arbitrées par l'armée et ses plus illustres représentants, les maréchaux Saldanha et Terceira. Aiguillonnés par l'opposition radicale, menée par Passos Manuel, les députés s'épuisèrent et se déconsidérèrent dans de vaines disputes, à un tel point que le gouvernement, dont la personnalité dominante était le duc de Terceira, demanda à la reine la dissolution des Cortès. Les élections lui furent favorables, mais des députés radicaux, élus surtout dans le Nord, entrèrent à la Chambre.

L'arrivée à Lisbonne des députés du Douro déclencha une violente manifestation le 9 septembre 1836, aux cris de «Vive la Constitution de 1822». La garde nationale, envoyée pour la réprimer, s'y rallia. Le gouvernement de Terceira démissionna. La reine dut faire appel à des ministres radicaux, dont Passos Manuel était la personnalité dominante. La Charte de D. Pedro fut abolie et la Constitution de 1822 remise en vigueur. La «révolutions de septembre 1836 engendra un mouvement politique que l'on appela *setembrismo*. De nouvelles élections donnèrent cependant une majorité beaucoup plus modérée que les *vintistas*. La nouvelle Chambre, favorable à une révision de la Charte, trouvait la Constitution de 1822 trop radicale. Le gouvernement dut par conséquent accepter un compromis avec les modérés du vicomte de Sá da Bandeira.

La révolution de septembre 1836, qui suivit de près la révolution espagnole d'août 1836, a été souvent présentée en termes de lutte des classes, comme une véritable révolution populaire. En réalité, il n'y avait pas de prolétariat industriel. Ce fut plutôt la revanche d'une bourgeoisie industrielle urbaine, alliée au négoce, sur la noblesse terrienne et la haute bourgeoisie. Pour l'essentiel, elle recruta ses troupes parmi les anciens combattants de l'armée libérale. Récemment démobilisés, ces derniers se trouvaient sans travail et misérables et, par conséquent, disponibles pour toutes les aventures. Si la véritable dictature qu'exerça Passos Manuel pendant huit mois permit de faire passer quelques mesures révolutionnaires, elles ne furent que très éphémères. Bien que son œuvre devînt de moins en moins radicale, le *setembrismo* survécut en apparence jusqu'en 1842.

Le *setembrismo* s'épuisa surtout à mater des mouvements contre-révolutionnaires souvent animés par des officiers. Dès le mois de novembre 1836, l'entourage de la reine avait tenté sans succès un coup d'État. La «révolte des Maréchaux» fut la plus préoccupante: de juillet à septembre 1837, les *cartistas* prirent les armes et engagèrent une petite guerre civile, sous le commandement des deux prestigieux maréchaux. Le danger venait aussi de ceux qui accusaient le gouvernement de trahir les idéaux de la révolution de septembre. C'est ainsi que la révolte populaire radicale de Lisbonne fut réprimée brutalement dans le sang (le massacre du Rossio du 13 mars 1838).

La priorité du gouvernement devint alors le maintien de l'ordre public. Il glissa progressivement vers l'autoritarisme, surtout à partir de 1839, avec au ministère de la Justice Costa Cabral, un ancien radical, devenu partisan de l'ordre et de la prospérité. Apparaissant comme l'homme fort du régime, il fut soutenu par la Couronne et par les libéraux conservateurs.

Costa Cabral et les révoltes de 1846-1847

Costa Cabral franchit le Rubicon en février 1842. Par un coup d'État légal et pacifique, il proclama à Porto le retour à la Charte, qui mettait fin au compromis entre le cartismo et le *vintismo* qu'était la Constitution de 1838. La reine forma une nouveau gouvernement présidé par le duc de Terceira, mais dont le véritable chef fut Costa Cabral, ministre du Royaume. Il

sonnait le glas du romantisme des doctrinaires libéraux et adoptait le réalisme politique: restauration de l'autorité de l'État, efficacité des services publics par la centralisation, docilité de l'opinion publique. Mais il n'adoucit nullement la dureté de l'ordre social. La détresse provoqua alors une douloureuse guerre civile.

Parce que les femmes y prirent une part importante, on donna au soulèvement des paysans du Minho le nom de «révolte de Maria da Fonte», personnage mythique. Il fut incontestablement de couleur légitimiste, car les chefs populaires se considérèrent comme miguélistes. Ce fut cependant moins un appui déterminé à un changement dynastique qu'une protestation violente contre la misère, l'oppression des impôts et l'invasion de l'État centralisé, libéral et anticlérical. Des juntes locales furent formées: elles détinrent le pouvoir au niveau régional, refusant d'obéir au gouvernement central, que ce fût celui de la reine ou celui d'une quelconque révolution. La révolte ne dura qu'un mois (avril-mai 1846). Elle s'apaisa avec le départ pour l'étranger de Costa Cabral et de son frère José Bernardo.

La reine confia le nouveau ministère au duc de Palmela, qui s'appuya sur une coalition de *cartistas* modérés et de *setembristas* raisonnables. Sans parler des miguélistes qui espéraient toujours chasser la reine, il souleva l'opposition des *cabralistas* comme des *vintistas.* Le régime s'avérait incapable de dominer une situation confuse et troublée, qui inquiétait les puissances étrangères. L'Espagne, surtout, craignait la contamination d'une révolution radicale dans le pays voisin.

La reine et ses conseillers contribuèrent à cet affaiblissement par des intrigues de palais: au mois d'octobre 1846, ils obligèrent Palmela à démissionner pour mettre à sa place le maréchal Saldanha à la tête d'un ministère de combat. Il n'en fallut pas plus pour déclencher une nouvelle guerre civile, cette fois plus longue et plus cruelle que celle de Maria da Fonte.

Le signal vint de Porto. Les juntes locales mises en place pendant la révolte de Maria da Fonte n'avaient pas été dissoutes. Celle de Porto prit les armes et rallia rapidement tout le Nord, une partie de la Beira, l'Alentejo et l'Algarve. Le duc de Terceira, envoyé à Porto afin d'obtenir l'adhésion du Nord au coup de majesté en faveur de Saldanha, fut pris au piège et

emprisonné. Une junte du gouvernement suprême du royaume fut constituée à Porto le 10 octobre 1846.

Cette révolte, dite de la *Patuleia*, avait un caractère très différent de celle de Maria da Fonte. Conduite par des militaires et des politiques, elle trouvait son origine dans le libéralisme radical. En l'absence d'un prolétariat ouvrier, c'était la révolution de la petite bourgeoisie dont les motivations étaient assez proches de celles qui provoquèrent en France la révolution de 1848. Les rebelles furent cependant rejoints par les miguélistes qui reprirent leur guérilla, surtout dans le Trás-os-Montes.

Une véritable guerre civile se développa, qui mit en danger le régime des Bragance-Cobourg. Les gouvernementaux connurent d'abord quelques succès. Le 22 décembre 1846, Saldanha remporta sur les rebelles la bataille de Torres Vedras. A Braga et dans le Trás-os-Montes, les troupes régulières mirent en déroute les milices miguélistes. Le maréchal ne tenta pas une action sur Porto, qu'il trouvait trop hasardeuse. La junte voulut renouveler la manœuvre qui avait si bien réussi à D. Pedro contre D. Miguel. Détenant l'escadre, elle lança une expédition vers le sud, où ses troupes débarquèrent et avancèrent de Lagos vers Lisbonne. Elles furent arrêtées par l'armée de la reine près de Setúbal, le 1er mai 1847. Après huit mois de guerre, cependant, les rebelles multipliaient les avantages, et leur victoire finale n'était pas exclue. On envisageait une abdication de D. Maria II et l'installation d'un gouvernement radical à Lisbonne, soit sous la forme d'une régence au nom du petit prince héritier D. Pedro d'Alcântara, soit même sous la forme d'une république. La reine ne fut sauvée à sa demande que par l'intervention étrangère. Ni l'Angleterre, ni l'Espagne ne pouvaient tolérer l'existence d'un foyer révolutionnaire à Lisbonne: une armée espagnole entra au Portugal, pendant qu'une escadre britannique bloquait Porto. Les insurgés durent accepter, en juin 1847, un traité qui leur accordait les honneurs de la guerre et leur garantissait une amnistie.

Costa Cabral revint au pouvoir dans un gouvernement placé sous l'autorité du maréchal-duc de Saldanha. Grâce à une intrigue de cour et à une accusation de corruption, il réussit à s'en débarrasser en juin 1849. Fait comte de Tomar par la reine, il devint alors président du Conseil. Il gouverna avec plus de modération qu'auparavant, mais il dut compter avec Saldanha. Malgré ses précécentes alliances avec la droite conservatrice, le

maréchal devint en effet le chef d'une opposition qui réunissait le centre et la gauche. Les opposants espéraient tirer profit de l'ingénuité politique d'un tel porte-drapeau, qui jouissait d'un grand prestige dans l'armée comme dans l'ensemble de la population.

1 Le gouverneur João de Saldanha da Gama, sixième comte da Ponte, prit les mesures qui s'imposaient pour loger toute la cour, en réquisitionnant palais et autres maisons.

2 D. João donna le portefeuille du Royaume à D. Fernando José de Portugal e Castro, juriste formé à Coïmbre, et qui avait été vice-roi du Brésil entre 1804 et 1806 et celui de la Marine à José António de Sá Pereira e Meneses, deuxième comte da Anadia, ancien ministre en Hollande et à Naples.

3 Pour le remercier de ses services, D. João lui accorda le titre de comte de Linhares.

4 Le Conseil suprême militaire et de justice, l'intendance générale de police de la cour et de l'État du Brésil, la *Mesa da Consciência e Ordens, le Desembargo do Paço,* la *Casa da Suplicação,* la junte générale du commerce et la Banque du Brésil.

5 La faiblesse de la diplomatie portugaise pendant le congrès de Vienne et le manque de soutien de l'Angleterre, qui ne tenait pas à voir l'immense Brésil se rapprocher de la mer des Antilles, ne permirent pas de garder la conquête qui fut restituée au gouvernement de Louis XVIII.

6 L'infante aurait songé à placer sur le trône d'une Amérique espagnole, séparée de sa métropole par le coup de main napoléonien, son neveu et gendre, l'infant D. Pedro Carlos de Bourbon et Bragance, en s'appuyant sur l'amiral Sidney Smith, commandant de la flotte britannique ancrée à Rio, dont la rumeur faisait son amant. Ce fut la raison pour laquelle D. João aurait exigé de Londres son rappel.

7 Sous le prétexte d'aller au secours de Ferdinand VII, les Portugais réussirent à occuper Montevideo le 20 janvier 1817. Il s'agissait en réalité d'incorporer toute la

rive gauche du Rio de la Plata dans le Royaume-Uni de Portugal, du Brésil et des Algarves. C'était une victoire sur l'influence britannique dans cette zone. Les populations acceptèrent volontiers cette annexion qui ne fut plus tard remise en cause qu'avec l'indépendance du Brésil.

8 Remarquons que le Brésil ne fut pas le seul des domaines de la couronne de Portugal à échapper à Napoléon. Toutes ses autres possessions d'outre-mer, sous la protection de la Royal Navy, lui restèrent fidèles et continuèrent à être gouvernées depuis Rio de Janeiro. L'escadre de Samuel Hood entra à Funchal le 26 décembre 1807: l'archipel de Madère resta sous la souveraineté de la couronne de Portugal, mais la défense en fut assurée par les Anglais qui ne l'évacuèrent qu'en octobre 1816. Les autres domaines ne connurent pas d'occupation militaire britannique.

9 Jean VI accompagna la fondation du Royaume-Uni d'une refonte de son gouvernement. L'occasion lui fut donnée par la mort de deux de ses ministres. D. João avait déjà été privé de son plus grand ministre, D. Rodrigo de Sousa Coutinho, qui avait disparu en 1812. En 1817, il perdit successivement deux de ses meilleurs serviteurs. D. Fernando José de Portugal, marquis de Aguiar, mourut le 24 janvier. Il détenait le portefeuille du Royaume et s'était imposé par sa culture juridique et une bonne expérience des affaires de l'outre-mer, puisqu'il avait été gouverneur de Bahia et vice-roi du Brésil. António de Araujo de Azevedo, comte da Barca, le suivit le 21 juin. Il était secrétaire d'État de la Marine et des domaines d'outre-mer. Pour desserrer l'étreinte britannique, il avait tenté un rapprochement avec la France des Bourbons restaurés, pour en finir avec les tristes souvenirs qu'avaient laissés les invasions napoléoniennes. Jean VI préféra ménager

la Grande-Bretagne en donnant le portefeuille des Affaires étrangères et de la Guerre à un fidèle de l'alliance anglaise, le comte de Palmela, ancien ministre à Londres et plénipotentiaire au congrès de Vienne. En attendant son arrivée, le docteur Joâo Paulo Bezerra, président de la *Mesa* do Real *Erário,* en exercerait l'intérim. Il fit secrétaire d'État de la Marine et de l'Outre-Mer D. Marcus de Noronha da Costa, dernier vice-roi du Brésil. Enfin, au secrétariat

d'État du Royaume, il plaça un homme de confiance, le docteur Tomás António de Vila Nova Portugal, juriste distingué, d'un tempérament conciliant, bien fait pour aplanir les difficultés entre les deux parties du Royaume-Uni, et qui fut aussi chargé de l'administration de la *Casa de Bragança* (patrimoine de la maison de Bragance). Il s'agissait donc d'un cabinet qui devrait mettre sur la bonne voie l'intégration des deux continents, et qui dut faire face à la révolution de Pernambouc.

10 Le 6 juillet 1809, après l'échec de Soult, le prince régent avait réorganisé le gouvernement du territoire métropolitain. Seuls trois gouverneurs restèrent en fonction, avec droit de vote : le principal Sousa, D. José António de Meneses e Sousa Coutinho, diacre de l'église patriarcale de Lisbonne, frère du comte de Linhares, patriarche élu de Lisbonne, le marquis das Minas et le *monteiro-mor.* Quant aux autres anciens gouverneurs, D. Francisco Xavier de Noronha reçut la présidence de la Mesa da *Consciência,* et D. Francisco da Cunha e Meneses celle du *Desembargo* do Paço. Au moment de l'invasion de Masséna, trois nouveaux gouverneurs étaient entrés en fonction, le 10 août 1810 : le principal Sousa, le comte de Redondo et le docteur Ricardo Raimundo Nogueira, recteur de l'université de Coïmbre. Il y eut ensuite six gouverneurs. C'est cette junte de gouverneurs qui resta en fonction pendant l'absence du souverain. Avec des changements dans les titulaires : en mai 1814, c'étaient le marquis d'Olhão, le principal Sousa, le marquis de Borba et le docteur Nogueira.

11 Aucun lien ne fut découvert avec la révolution parallèle de Pernambouc au Brésil.

12 Les conjurés, semble-t-il, avaient envisagé de déposer Jean VI et de placer sur le trône de Portugal D. Nuno Álvares Pereira de Melo, sixième duc de Cadaval, descendant de la branche cadette de la maison de Bragance. Bien qu'il fût revenu à Lisbonne en 1816, rien ne permet d'affirmer que ce dernier prit une part quelconque à l'aventure.

13 Si les libéraux en firent plus tard un héros de la liberté, les traditionalistes y virent l'instigateur d'un complot maçonnique. La personnalité et les motivations de Gomes Freire sont encore discutées : pour les uns, ce fut un traître à la Couronne, un adepte des idéaux de la Révolution française, ou un agent de la maçonnerie française ; pour les autres, un précurseur de la révolution de 1820, un paladin de la liberté ou un patriote hostile à la tutelle anglaise.

14 Les gouverneurs en avertirent le roi dans un mémoire du 2 juin 1820. «Daigne Votre Majesté prendre en considération que le Portugal est un royaume de faible extension et très peu peuplé ; que son agriculture est peu avancée par les énormes charges qui pèsent sur les paysans; que la branche la plus utile de cette même agriculture, qui est le vin, se trouve en décadence par l'ouverture des ports du Brésil aux vins de toutes les nations; que notre industrie se paralyse considérablement avec la libre entrée au Portugal et au Brésil des produits anglais, avec les prix desquels elle ne peut rivaliser; que le commerce est tombé extraordinairement, non seulement par l'ouverture déjà mentionnée des ports du Brésil qui prive le Portugal du commerce exclusif avec ce royaume, mais par la concurrence de toutes les nations maritimes, étant beaucoup à craindre que si les choses continuent ainsi, le pavillon portugais disparaîtra d'ici peu des mers; que vers le Brésil va annuellement une portion très considérable des revenus de ce royaume, l'importance des revenus des biens patrimoniaux et ceux de la Couronne et des ordres suffisant à former une grosse somme, qui fait ici défaut et nous appauvrit continuellement. »

15 Le programme du mouvement était assez flou. Devant le refus de Jean VI de revenir au Portugal, certains voulaient, semble-t-il, installer une monarchie libérale sous les auspices du duc de Cadaval. Mais dans l'ensemble, les conspirateurs ne remettaient pas en cause la royauté de Jean VI, à condition qu'il acceptât une Constitution.

16 La composition des Cortès était tout un programme. Sur les 100 députés, il y avait 39 hommes de loi, 21 professeurs et personnes de profession libérale, 16 membres du clergé, 10 officiers de l'armée, 6 médecins, 5 propriétaires et 3 commerçants et industriels.

17 Il avait été gouverneur général de Bahia et le quinzième et dernier vice-roi. Acquis aux idées libérales, il devint l'un des intimes de D. Pedro, bien qu'il eût été hostile à l'indépendance de 1822. Il estimait en effet que l'indépendance et le destin du Brésil comme du Portugal seraient mieux assurés par leur union.

18 Il y avait 102 représentants de la métropole, 13 du Brésil, et 13 autres pour les îles et l'outre-mer.

19 Son ambassadeur à Lisbonne, sir Charles Stuart, œuvra dans ce sens, secondé par le marquis de Palmela, fidèle agent de la politique anglaise. Les négociations se déroulèrent cependant à Londres.

20 Ce dernier voulut cependant que son père gardât le titre d'empereur, car «tel était le désir de Sa Majesté Impériale».

21 Ses derniers mois furent assombris par les dissensions politiques dans sa propre famille: depuis *l'Abrilada,* la reine, en guerre ouverte contre le régime constitutionnel, vivait séparée de lui à Queluz; ses deux fils étaient absents; deux de ses filles, les infantes D. Maria Teresa et D. Maria Francisca, mariées à des infants d'Espagne, avaient adopté les thèses de la monarchie absolue, défendues par leurs maris. Ne restait auprès de lui que la plus jeune de ses filles, l'infante D. Isabel Maria.

22 Citons entre autres le polygraphe José Agostinho de Macedo, l'économiste Acúrsio das Neves ou le cistercien D. Frei Fortunato de S. Boaventura. Avec la défaite de D. Miguel, la pensée traditionaliste n'eut pas d'avenir immédiat dans la politique. Mais elle se maintint tout au long de la monarchie libérale, comme un mouvement doctrinaire qui défendait la monarchie absolue. Ses adeptes ne perdirent jamais l'espoir d'en faire une alternative de régime pour le Portugal, surtout après l'instauration de la République, en 1915, lorsqu'il se fondit dans l'intégralisme lusitanien.

23 Sur ce point précis, voir Jorge Hugo Pires de Lima, *Processos Políticos* do *Reinado* de D. *Miguel,* Coïmbre, 1972. Citons le cas du brigadier Joaquim Teles Jordão, qui s'était signalé pendant les guerres contre Napoléon et qui vouait une haine profonde à tous les *afrancesados,* qu'il confondait avec les libéraux: nommé gouverneur de la tour de São Juliâo da Barra, au milieu du Tage, il n'épargna ni vexations ni tortures à ses prisonniers.

24 Il s'agissait de D. Pedro de Sousa e Holstein, marquis de Palmela, d'António José de Sousa e Meneses, comte de Vila Flor, plus tard duc da Terceira, et du conseiller José António Guerreiro.

25 Les trois figures marquantes en furent le marquis de Palmela aux Affaires étrangères, Agostinho José Freire à la Guerre et Mouzinho da Silveira aux Finances et à la Justice.

26 Celui-ci, né en 1790 et mort en 1876, était petit-fils par sa mère du marquis de Pombal. Devenu maréchal-duc de Saldanha, il fut ensuite l'une des grandes figures de la monarchie libérale.

27 António José de Meneses Severim de Noronha (1792-1860), septième comte de Vila Flor, avait été fait peu de temps auparavant duc da Terceira, du nom de l'île des Açores qui avait été

fidèle à D. Maria. Comme Saldanha,Terceira joua un rôle de premier plan dans l'histoire de la monarchie libérale.

28 Pour se défendre de l'accusation de lâcheté que l'on porta contre lui, il voulut se justifier, dans une lettre à D. Miguel, en invoquant son souci de ne pas faire couler le sang de ses compatriotes.

29 Le maître d'œuvre en fut celui qu'il avait nommé ministre du royaume, Cândido José Xavier Dias da Silva (1769-1833), qui avait servi dans les armées de Napoléon. Véritable *afrancesado,* il appartenait au courant le plus radical et le plus jacobin du libéralisme.

30 Les libéraux qui soutenaient la reine mère Marie-Christine, qui exerçait la régence pour sa fille Isabelle II, affrontaient les traditionalistes qui avaient rallié la cause de l'oncle de la petite reine, l'infant D. Carlos. C'était le début des guerres carlistes.

31 Le 1er juin 1834, il s'embarqua à Sines, avec sa suite, sur un navire anglais qui le conduisit à Gênes. Il y arriva le 20 juin suivant et y dénonça immédiatement la convention qui lui avait été imposée. Jusqu'à la fin de ses jours en 1866 il défendit ses droits à la couronne de Portugal, déclarant que son abdication lui avait été imposée par la force et promettant qu'il reviendrait dans son royaume dès qu'il le pourrait.

32 «Par sa manière d'être sans façon avec tous et par son courage, D. Miguel jouissait auprès du peuple d'une grande aura... Il était en quelque sorte un symbole de l'homme portugais avec ses qualités et ses défauts. De tempérament impulsif, il se trompait presque toujours dans l'action, se laissant emballer par le climat d'adhésion enthousiaste qui régnait autour de lui. C'était un romantique, qui n'hésitait pas à risquer tous ses atouts. Mais dans les heures amères, il ne se laissait pas vaincre par l'infortune, et il était même capable d'assumer des positions d'une grande noblesse civique et morale. N'ayant qu'une culture politique limitée, il faisait trop confiance à ses ministres, généraux et autres collaborateurs... Il y a beaucoup de vérité dans le jugement que porte Oliveira Martins sur D. Miguel, dont il exalte les dons humains, qui firent de lui, au moins jusqu'en 1833, un prince charismatique, qui fascina le peuple» (J. Verissimo Serrâo).

33 Alors qu'il se rendait au théâtre de São Carlos avec la famille royale, il fut la victime d'une manifestation d'hostilité qui le blessa profondément.

34 Il était le fils d'Eugène de Beauharnais et le petit-fils de l'impératrice Joséphine.

35 Le mariage fut conclu par l'oncle de ce dernier, le roi des Belges, Léopold Ier de Saxe-Cobourg et Gotha. Il avait aussi présidé à celui de son autre neveu, le prince Albert de Saxe-Cobourg et Gotha, avec la reine Victoria d'Angleterre. Une quatrième couronne européenne, celle de Bulgarie, tomba plus tard dans l'escarcelle de cette ambitieuse maison.

CHAPITRE XIX

L'échec du libéralisme

Avec le mouvement de la *Regeneração*, le Portugal crut avoir trouvé la stabilité politique qui lui faisait défaut depuis les invasions napoléoniennes. Pendant quelques années, le «fontisme» put, grâce à la paix civile enfin retrouvée, rénover les structures économiques du pays pour le faire entrer dans la civilisation industrielle. En assurant la continuité territoriale entre ses colonies d'Angola et du Mozambique, de l'océan Indien à l'océan Atlantique, les Portugais crurent renouer avec leur vocation impériale et fonder un nouvel empire en Afrique australe.

Malheureusement la monarchie des Bragance-Cobourg n'était que la caricature d'une monarchie parlementaire à l'anglaise, et elle ne sut pas résoudre les graves problèmes sociaux et économiques qui affligeaient le pays. Qu'intervînt une grave blessure de la fierté nationale, comme l'ultimatum britannique qui sonna le glas d'un nouveau Brésil en Afrique, et la monarchie fut emportée. La République, proclamée en 1911, ne donna ni la stabilité politique, ni les améliorations sociales et économiques qui s'imposaient. Elle tomba à son tour sous les coups des militaires.

UN NOUVEL EMPIRE EN AFRIQUE

L'alliance anglaise

Au XVIIIe siècle, le Portugal n'avait gardé un certain poids économique et politique que grâce au Brésil. Au lendemain de la tourmente napoléonienne, il n'était plus qu'un petit pays de trois millions d'habitants, vassalisé par l'Angleterre. Sa faiblesse fut manifeste lors du congrès de

Vienne, où il ne put obtenir de la France qu'une indemnisation très partielle pour les dégâts entraînés par les invasions napoléoniennes. Bien plus, l'Angleterre sur laquelle il croyait compter ne le soutint pas devant l'exigence du gouvernement de Louis XVIII, qui le somma de lui restituer Cayenne et la Guyane. Elle n'obligea pas davantage Ferdinand VII, qui s'y était engagé, à rétrocéder le district d'Olivença. Les deux puissances de la péninsule Ibérique, déchues de leur splendeur impériale et agitées par des troubles politiques, furent désormais soumises à la vigilance de la Sainte-Alliance, l'Espagne plus particulièrement à celle de la France des Bourbons, et le Portugal à sa «libératrice », l'Angleterre.

Sans influence sur l'échiquier international, la politique étrangère du Portugal se limita à ses relations avec l'Angleterre et avec l'Espagne. Il suffit de rappeler la longue tradition de l'alliance luso-britannique et son rôle dans la libération du territoire portugais pour expliquer son importance. L'intérêt économique avait toujours guidé la politique britannique à l'égard de la monarchie luso-brésilienne. Le traité de 1810 avait encore aggravé les clauses de celui de Methuen. On s'aperçut vite en 1815 des dégâts qu'il avait provoqués dans l'économie portugaise. La production des manufactures s'était effondrée, en mettant au chômage un grand nombre d'artisans. La bourgeoisie du négoce, en particulier celle de Porto, fut elle-même atteinte par la crise. Ce fut l'une des causes de la révolution de 1820.

Les relations avec l'Angleterre connurent certes des hauts et des bas, en fonction de l'évolution politique du Portugal. Il n'en demeure pas moins que celui-ci resta fidèle à la vieille alliance[1]. Sans l'intervention de l'Angleterre en sa faveur, peut-être D. Pedro IV n'aurait-il pas pu vaincre son frère D. Miguel. Le triomphe de la monarchie libérale garantit la pérennité des liens entre les cours de Londres et de Lisbonne. Ils furent encore renforcés par le mariage de la reine Marie II avec Ferdinand de Saxe-Cobourg. Cependant, la Grande-Bretagne ne perdait jamais de vue ses intérêts économiques: le 3 juillet 1842, la signature d'un nouveau traité de commerce et de navigation avec le Portugal confirma sa dépendance commerciale. La reconnaissance de l'indépendance du Brésil leva tous les obstacles à la reprise de relations politiques et commerciales étroites entre les deux nations sœurs. Mais elles furent réglées au gré des intérêts de la Grande-Bretagne dans les deux pays.

A l'égard de l'Espagne, les Portugais furent toujours aussi méfiants, d'autant plus qu'ils avaient toujours considéré que la possession de leur empire était garante de leur indépendance: la sécession du Brésil pouvait les livrer aux appétits de leurs voisins. En août 1817, le principal Sousa recommandait de renforcer la défense du royaume: «Il est nécessaire de profiter du temps et de ne pas retarder le remède: l'Espagne est très détériorée, mais elle a toujours une masse de 11 millions d'habitants... L'Espagne peut ressurgir et le Portugal ne peut rien contre le voisin; il est indispensable de la part du Portugal de chercher à augmenter sa culture et sa puissance pour contrebalancer un tel colosse. Les ambitions de la reine D. Carlota Joaquina en Amérique et l'intervention portugaise dans le Rio de la Plata avaient même failli provoquer un conflit armé avec Ferdinand VII dans la péninsule.

En multipliant les alliances matrimoniales entre leurs membres, les deux dynasties ne renoncèrent pourtant pas à la perspective d'une nouvelle union ibérique. Ce ne fut pas sans angoisse du côté de l'opinion portugaise, qui voyait se dresser le vieux fantôme de la domination castillane[2]. La mort de Ferdinand VII et la défaite des deux prétendants légitimistes, D. Miguel et D. Carlos, qui avaient lié leur sort, favorisa un rapprochement durable entre les deux nations. La solidarité entre les deux monarchies libérales de Madrid et de Lisbonne permit ainsi de résoudre à l'amiable les petites querelles de frontières que provoquaient les populations frontalières des deux pays.

Le rêve d'un nouveau Brésil

L'idée que le Portugal ne pouvait être lui-même sans un destin impérial dominait largement les élites. Certaines allaient jusqu'à en faire la condition *sine qua non* du maintien de son indépendance. Sinon il ne lui resterait plus que la solution de l'union ibérique. Aussi rêva-t-on d'un nouvel empire qui serait un nouveau Brésil. Avec les comptoirs d'Angola sur l'Atlantique et ceux du Mozambique sur l'océan Indien, le Portugal en avait déjà bâti les fondations en Afrique australe[3]. Dès la révolution de 1836, on préconisa une Afrique australe portugaise qui prendrait le continent en écharpe entre les deux océans.

Le Portugal n'avait en effet sauvé que quelques lambeaux de ses domaines d'outre-mer du désastre napoléonien et de l'indépendance brésilienne. Les archipels de l'Atlantique, Madère et les Açores, n'étaient naturellement que le prolongement insulaire de la métropole ibérique. Dans la tradition du vieil empire, les autres domaines eux-mêmes n'étaient pas tenus pour des colonies. Ils étaient partie intégrante de la nation portugaise et élisaient des députés aux Cortès. Dans un décret du 24 mai, celles de 1822 avaient proclamé que la régence du royaume resserrerait «toujours davantage les liens de fraternité qui unissent heureusement ce royaume aux provinces d'outre-mer[4]».

Les seuls territoires où les Portugais pouvaient envisager une expansion étaient ceux de l'Afrique australe, dont toute la région centrale restait encore à explorer. Dès la décennie 1830, les gouverneurs de l'Angola voulurent promouvoir une politique de peuplement par des colons portugais. Pour cela, il fallait détourner vers leur pays le flux migratoire de la métropole qui allait au Brésil, devenu un pays étranger. En 1846, les résultats étaient encore maigres: sur une population estimée à 400 000 âmes, on ne comptait encore que 1 832 Blancs, dont 1 601 étaient regroupés dans la capitale, Luanda.

L'exploration et l'occupation de l'intérieur angolais furent en revanche menées à bien: le lieutenant Joâo Francisco Garcia explora les *sertões* de Caconda et de Huila, tandis que le gouverneur Pedro Alexandrino da Cunha fit la reconnaissance systématique d'une partie du littoral. Sur la côte orientale de l'Afrique, les gouverneurs du Mozambique menèrent une guerre contre les Cafres. Un peu avant 1850, la population de la colonie devait approcher les 300000 habitants, dont 2 000 blancs, maures ou indiens.

A partir de 1857-1858 surtout, le ministre de l'Outre-Mer, Sá da Bandeira, préconisa un peuplement systématique de l'Angola par des colons portugais. Il voulait notamment établir une «bonne colonie européenne » dans la région de Huila, où un excellent climat et un sol fertile permettraient un développement rapide. Dans la décennie 1860, de nombreuses concessions de terres furent faites à des immigrants sur les flancs de la serra de Chela, dans le district de Moçâmedes. Elles étaient presque toutes destinées à la culture du coton et d'autres produits tropicaux. Cette politique s'accompagna de constructions de routes, comme celles de Luanda au

Golungo Alto, pour faciliter l'importation de bêtes de somme venues du cap Vert, d'Amérique du Sud et du cap de Bonne-Espérance.

Grâce notamment à la Société de géographie de Lisbonne, créée en 1875, la pénétration et la prise de possession de l'intérieur se poursuivirent. En 1877, deux officiers de marine, Capelo et Ivens, partirent de Benguela, passèrent à Luanda et accompagnèrent le cours du Cuanza. Ils obliquèrent ensuite au nord vers le Congo. Ils revinrent enfin vers le sud. Au cours de cette expédition qui dura jusqu'en 1880, ils découvrirent les cours des fleuves Cubango et Tohicapa. Le capitaine Serpa Pinto entreprit en 1878 la traversée de l'Afrique australe d'ouest en est. Il alla jusqu'à la Zambie centrale, puis continua en longeant le Zambèze. Il obliqua ensuite vers le sud jusqu'à Pretoria et Durban. Les trois explorateurs menèrent à bien d'autres expéditions dans les années 1880.

L'expansion prit aussi la direction du nord vers Cabinda et la rive gauche du fleuve Zaïre, où les Portugais rencontrèrent les Français. Pour faciliter les communications avec le Congo, on créa en 1885 un service de transports maritimes à vapeur. En 1890, une ligne de chemin de fer de 150 km entre la ville de Moçâmedes et la serra de Chemin était presque terminée. Du côté du Mozambique, on commença la colonisation de la région du Zambèze sur l'exemple de Huila en Angola: en 1879, une Compagnie générale du Zambèze fut créée à Paris pour obtenir des concessions du gouvernement portugais.

Les tentatives de colonisation blanche furent en revanche un demi-échec: en 1910, l'Angola ne comptait pas plus de 12000 Blancs et le Mozambique près de la moitié. La question de la main-d'œuvre indigène et, par conséquent, celle de l'esclavage étaient alors posées. Le traité de 1842 entre le Portugal et la Grande-Bretagne avait supprimé complètement toutes les formes de trafic d'esclaves dans les possessions d'outre-mer des deux pays. Cela n'empêcha pas la persistance d'un trafic de contrebande, car l'esclavage ne fut pas plus aboli dans les territoires portugais d'outre-mer qu'au Brésil[5].

Dans les colonies, l'abolition ne se fit que progressivement. En 1854, les esclaves de l'État furent émancipés. En 1856, ce fut le tour de ceux des municipes, des *Misericôrdias* et de l'Église. La même année, la loi déclara libres tous les enfants nés d'une mère esclave et elle affranchit tous les esclaves qui débarquaient sur le territoire métropolitain, aux Açores, à

Madère, dans l'Inde portugaise et à Macao. L'esclavage fut également aboli dans quelques zones du Nord de l'Angola, comme Cabinda et Ambriz, pour contrecarrer la pénétration britannique. Son extinction complète dans tout l'empire portugais fut proclamée par la loi du 25 février 1869.

L'ultimatum britannique du 11 janvier 1890

Les grandes puissances européennes s'intéressaient désormais au continent africain et ne reconnaissaient plus les simples droits historiques qu'invoquaient les Portugais: la seule possession qui compterait serait celle qui affirmerait sur place sa présence, militaire notamment. La conférence de Berlin de 1884-1885, comme on sait, procéda au partage de l'Afrique entre les Européens. Sur les instances de l'Angleterre, qui préférait en Angola et au Mozambique la présence d'un pays faible et sans grands moyens à celle de la France ou de l'Allemagne, les grandes puissances reconnurent au Portugal le droit d'en occuper l'intérieur.

Les Portugais se crurent par conséquent autorisés à s'établir dans les territoires qui joindraient l'Angola au Mozambique. En 1887, le ministre des Affaires étrangères du gouvernement progressiste, Gomes Barros, présenta à la Chambre des députés une carte de l'Afrique méridionale portugaise, coloriée en rose *(Mapa Cor-de-Rosa),* où Angola et Mozambique apparaissaient d'un seul tenant. Le Portugal s'attribuait ainsi les futurs territoires de la Zambie et de la Rhodésie.

La grande et vieille alliée n'était pas prête à accepter que les Portugais, en réunissant leurs possessions l'une à l'autre, brisent l'axe impérial Le Caire-Le Cap dessiné par Cecil Rhodes. Une violente campagne de presse eut lieu à Londres contre le Portugal. De son côté, Gomes Barros, notoirement germanophile, maintint une position intransigeante en comptant sur le soutien de l'empire allemand. Les relations entre les deux alliés se détériorèrent rapidement. Le 11 janvier 1890, le gouvernement conservateur de lord Salisbury envoya à Lisbonne un sec ultimatum, appelé pudiquement mémorandum: il sommait le Portugal de se retirer de cette partie centrale de l'Afrique australe et d'y renoncer définitivement. En cas de refus, les relations diplomatiques seraient rompues et le conflit serait réglé par la force. La menace n'était pas vaine. L'escadre de Gibraltar avait reçu l'ordre

de se diriger vers l'Afrique australe. Une autre escadre de l'océan Indien avait pour mission d'occuper Mozambique. Le Portugal était incapable de soutenir une guerre avec l'Angleterre, même limitée à l'Afrique. Gomes Barros essaya d'internationaliser le différend par la réunion d'une conférence ou par le recours à un arbitrage. Mais ni l'Allemagne ni la France ne voulurent intervenir dans cette affaire. Le gouvernement de Lisbonne dut donc se soumettre et ordonner l'évacuation des territoires contestés.

Ce fut une terrible blessure pour la fierté et le patriotisme portugais. Le pays fut submergé par une incroyable vague d'anglophobie, dans la presse comme dans la rue. Les institutions culturelles et scientifiques s'en mêlèrent par de vibrantes protestations. C'est alors que fut composée la marche de *A Portuguesa* que l'on chanta dans les rues. On récita partout en pleurant le poème *Finis Patriae.* Le roi D. Carlos eut beau renvoyer toutes ses décorations anglaises et la famille royale participer au deuil de la nation, *l'Ultimato* porta un coup très dur à l'institution monarchique, incarnée par une dynastie aussi liée à la couronne britannique. Il favorisa sans aucun doute l'éclosion de l'idée républicaine devant un régime qui n'avait pas su, ou n'avait même pas voulu, défendre l'honneur et l'intérêt de la nation.

UNE PÉRIODE D'APPARENTE STABILITÉ POLITIQUE (1851-1890): LE MOUVEMENT DE LA « REGENERAÇÃO »

Les partisans de la Charte comme ceux de la révolution de septembre avaient enfin compris qu'il fallait assurer une stabilité politique au Portugal. Seule celle-ci permettrait de mettre en œuvre les réformes indispensables, en un mot, de «régénérer» le pays. Un petit groupe d'hommes de lettres, qui se réunissaient dans la maison de l'historien Alexandre Herculano, près de la bibliothèque d'Ajuda, en fut l'initiateur et l'animateur.

A partir de janvier I851, Saldanha commença à fréquenter ce petit cénacle. Le 8 avril, il annonça à Herculano qu'il était prêt à mettre son épée au service de la régénération du Portugal. Dans la nuit de ce même jour, il sortit de Lisbonne avec quelques militaires, ses fidèles, mais sa tentative commença mal, car il ne fut pas suivi par les garnisons et les régiments sur lesquels il comptait, à Mafra, à Torres Vedras et à Coïmbre. Une fois encore

Porto fit la décision: après quelque temps d'hésitation, la garnison proclama son adhésion à Saldanha. Elle transforma ainsi une révolte hasardeuse en une victoire politique et militaire.

Le maréchal lança une proclamation: son devoir était d'aller à Lisbonne « à la tête de l'armée régénératrice pour faire adopter toutes les mesures propres à éviter que le comte de Tomar (Costa Cabral) ne rende possible une nouvelle guerre civile au Portugal». Le 1er mai, la reine lui écrivit qu'elle remettait «l'avenir de ce pays et de la couronne» au maréchal, qui avait été l'ami fidèle et le compagnon d'armes de son père. Elle ne désirait autre chose qu'assurer le bon ordre dans les affaires publiques: «Je vous demande de venir immédiatement à Lisbonne, et vous m'y trouverez fermement résolue à vous donner tout mon appui. » Arrivé dans la capitale, il forma le premier gouvernement de la Régénération, alors que Costa Cabral l'avait quittée pour l'exil.

Une évolution politique intéressante parut assurer le bon fonctionnement du régime parlementaire, en instituant parmi les libéraux un courant conservateur et un autre plus ou moins démocratique. Les hommes de filiation *cartista* se réunirent autour de Saldanha pour former le Parti régénérateur proprement dit, tandis que ceux de filiation *setembrista* constituèrent le Parti historique qui devint plus tard le Parti progressiste. Pour donner satisfaction à ces derniers, la Charte de 1834 fut amendée par l'Acte additionnel de 1852 instituant le suffrage universel direct pour l'élection des députés. Pour apaiser les légitimistes, tous les pairs exclus pour avoir prêté serment à D. Miguel furent réintégrés dans la Chambre des pairs.

Dans son gouvernement, Saldanha aurait aimé avoir Alexandre Herculano, auquel il proposa le portefeuille du Royaume, mais l'illustre historien refusa sagement, estimant qu'il n'était pas fait pour une vie politique active. Pour le ministère de la Marine et de l'Outre-Mer, il fit un choix heureux en la personne d'António Maria Fontes Pereira de Melo (1819-1887), un jeune ingénieur militaire, qui avait été son aide de camp pendant la révolte de Maria da Fonte: celui-ci avait compris que la modernisation du Portugal et sa stabilité politique ne pouvaient passer que par des réformes sociales et économiques. Il devint vite la personnalité la plus forte du Parti régénérateur. Dès 1852, il sut convaincre le maréchal-duc

de la nécessité d'un ministère des Travaux publics, du Commerce et de l'Industrie, qui lui fut confié. Il y fit preuve de toutes les qualités d'un homme d'Etat, sans doute l'un des meilleurs qui servirent la monarchie libérale, en engageant une politique de construction des infrastructures du pays (voies ferrées, routes, canaux, etc.) et d'encouragement au développement de l'agriculture, du commerce et de l'industrie. C'est ce que l'on appela le *fontismo.*

Dans un discours qu'il prononça en 1856 devant les deux chambres des Cortès, il fit le bilan de son action: «Nous avons eu cinq années de paix profonde et de la plus complète liberté. Nous avons payé ponctuellement les traitements des serviteurs de l'État et satisfait aux charges de la dette intérieure et extérieure. Le crédit public a été amélioré. Une section de 36 kilomètres de chemins de fer va être prochainement ouverte à l'exploitation, et l'on travaille aux deux lignes de Vendas Novas et de Sintra. 92 lieues de routes excellentes ont été construites et sont prêtes dans différents districts du royaume, et 24 lieues se trouvent en ce moment en construction en diverses localités. On a fait 17 ponts importants, et l'on travaille à 28 autres; on est en train de monter un télégraphe électrique. On a créé des écoles d'instruction primaire. On a organisé l'enseignement du premier et du plus utile des arts, l'agriculture [...]. C'est en vertu de tels précédents, et pour continuer la même tâche, qu'aujourd'hui le gouvernement sollicite de nouveaux moyens pour de nouvelles et utiles entreprises... »

C'est dans un pays qui paraissait avoir enfin retrouvé la paix et l'équilibre qu'éclata, le 15 novembre 1853, la tragique nouvelle de la mort en couches à l'âge de 34 ans de la reine D. Maria II. Unanimement respectée pour ses qualités d'épouse et de mère, pour son sens du devoir et pour sa dignité de souveraine, les partis du centre et de gauche lui avaient reproché ses trop nombreuses interventions dans la vie politique.

Le roi consort Ferdinand II devint régent pour son fils D. Pedro V, âgé de 16 ans. Pendant ses deux années de régence, il fit preuve de clairvoyance et d'habileté dans son rôle de monarque constitutionnel, tout en prenant grand soin de parfaire l'éducation de son fils. Celui-ci avait reçu dès sa plus tendre enfance une éducation culturelle et politique de grande qualité sous la direction de son gouverneur, le vicomte da Carreira. Peu de princes héritiers avaient été préparés aussi bien que lui à leur futur métier de roi. Il reçut

l'autorisation des Cortès de voyager à l'étranger pour se mettre au fait des autres régimes politiques européens, des relations et des intérêts des puissances[6].

Un tel souverain, très informé des problèmes de son pays, des mécanismes du gouvernement et des tâches de l'administration, ne se serait probablement pas contenté de régner, mais eût voulu aussi gouverner. Il avait en effet peu d'estime pour la classe politique, y compris pour Saldanha et Fontes. Dans sa correspondance déjà abondante, il la fustigeait en la qualifiant de «canaillocratie» *(canalhocracia)*, et n'hésitait pas à affirmer: « La démocratie en action donne toujours de mauvais résultats », et «plus la forme du gouvernement est démocratique, plus despotique elle est dans son essence». Quant à l'œuvre du fontisme, il la condamnait par cette formule lapidaire: « les progrès matériels... recouvrent une grande corruption et une grande plaie morale».

Le 6 juin 1856, huit mois après qu'il eut accompli sa majorité légale de 18 ans, Pierre V remercia le gouvernement de Saldanha qu'il méprisait, et forma un ministère à sa dévotion qui réaliserait les réformes qu'il projetait. Il en donna la présidence au marquis de Loulé (1804-1875)[7]. Le gouvernement qu'il réunit, avec l'approbation du roi, fut nettement dominé par des personnalités de gauche, parmi lesquelles le vicomte de Sá da Bandeira, que D. Pedro V appréciait beaucoup: «C'est le seul Portugais qui ait des idées... Un des meilleurs hommes qu'il y ait dans le pays», disait-il.

Les épreuves ne manquèrent pas au nouveau ministère. Pendant l'été 1856, Pierre V dut remédier à une grave crise frumentaire, qui provoqua une famine généralisée dans le royaume et déclencha des émeutes. En 1857, une épidémie de fièvre jaune fit 5 000 morts. Enfin, Loulé dut faire face à un incident diplomatique avec la France. Un navire français, qui faisait de la contrebande d'esclaves entre le Mozambique et la Réunion, avait été confisqué. Sous la menace d'une déclaration de guerre, le gouvernement de Napoléon III envoya une escadre dans le Tage pour obliger les Portugais à le restituer.

Les relations franco-portugaises se tendirent à nouveau à propos de la congrégation des Sœurs de Saint-Vincent-de-Paul. Ces sœurs de la Charité faisaient preuve d'un grand dévouement pendant les épidémies qui désolaient le Portugal. Comme elles se consacraient aussi à la formation des

enfants orphelins, les sociétés secrètes et les anticléricaux y virent un véhicule de pénétration de l'ultramontanisme au Portugal, et même des agents de la Compagnie de Jésus. Sous leur pression, le marquis de Loulé leur ôta toute activité d'enseignement et les réduisit au seul rôle d'assistance aux malades. Napoléon III réagit vivement. Pris entre les protestations de la France et le délire anticlérical de ses propres amis du Parti historique, Loulé dut démissionner le 16 mars 1859[8].

Les deuils qui frappèrent la famille royale mirent un comble aux difficultés du Portugal. Pierre V avait épousé en avril 1858 la princesse Stéphanie de Hohenzollern-Sigmaringen. Deux mois jour pour jour après son arrivée à Lisbonne, celle-ci succomba à une angine diphtérique, le 17 juillet 1859. Le roi lui-même fut emporté par une fièvre typhoïde le 11 novembre 1861, cinq jours après son frère l'infant D. Fernando[9].

Le frère puîné de D. Pedro, âgé de 23 ans, devint roi sous le nom de D. Luis Ier. Il avait reçu une formation de marin et hérité des goûts artistiques de son père. Il n'avait en revanche ni la culture ni l'intelligence politique ni le pouvoir de décision de son aîné. Doué cependant d'un solide bon sens, il joua parfaitement son rôle de monarque constitutionnel, à la grande satisfaction de la classe politique que le tempérament autoritaire de Pierre V avait inquiétée[10]. Il sut notamment s'adapter au système bipartisan que l'on appela plus tard le *rotativismo.* C'est ainsi que les deux partis de la *Regeneraçâo* alternèrent au pouvoir jusqu'en 1870[11].

A cette date, le maréchal de Saldanha fit son dernier *pronunciamiento.* Des troubles politiques agitaient l'Espagne voisine: en 1868, la reine Isabelle II avait été déposée et le général Prim cherchait un roi. C'est alors que réapparut le vieux rêve de l'Union ibérique au profit du roi de Portugal, Louis Ier. Ce dernier comprit combien ce projet était irréalisable, car il se heurterait à l'hostilité de la majorité de ses sujets. Le roi père, D. Fernando II, sollicité à son tour, refusa.

L'incorrigible Saldanha, tout à son rôle de faiseur de roi, voulut imposer une solution portugaise à la crise espagnole. Il devait tout d'abord se débarrasser d'un gouvernement qui n'y croyait pas. Dans la nuit du 19 mai 1870, les troupes fidèles au maréchal-duc cernèrent le palais d'Ajuda et exigèrent de D. Luis le renvoi du gouvernement progressiste du duc de Loulé. Le roi dut s'incliner et désigna Saldanha pour en former un nouveau,

qui reçut l'appui d'un certain nombre de membres du Parti régénérateur. Très vite, toute la classe politique se réunit contre celui qui lui avait confisqué le pouvoir et se conduisait en dictateur. Le 29 août 1870, le roi demanda à Saldanha sa démission et l'envoya en ambassade à Londres.

Désormais, conservateurs et progressistes alternèrent au gouvernement. En réalité, tous deux, au centre, ne furent que les principaux acteurs de la comédie d'un parfait système parlementaire à l'anglaise. Les cartes de ce bipartisme étaient en effet biseautées. Le roi nommait d'abord un gouvernement, puis dissolvait l'Assemblée pour procéder à de nouvelles élections qui donnaient toujours la majorité à ce gouvernement. Ce miracle tenait à la pratique du *caciquismo*[12], système officiel de corruption électorale, à la base de ce régime parlementaire artificiel *(rotativismo)*.

UN ARCHAÏSME SOCIAL ET ÉCONOMIQUE

Comme l'Espagne, le Portugal s'enfonça au XIX[e] siècle dans les archaïsmes sociaux et économiques et accrut son retard sur le reste de l'Europe. Les difficultés initiales l'expliquent en grande partie. D'un pays tourné vers l'extérieur et dont l'histoire avait été marquée par la grande aventure des découvertes et du commerce international, il fallait faire une nation réduite à ses dimensions européennes. Il fallait presque créer un nouveau pays, une nouvelle agriculture, un nouveau commerce, une nouvelle industrie.

Dans le domaine de l'agriculture, l'effort fut indiscutable: on devait nourrir une population que l'on n'avait plus les moyens d'alimenter avec des denrées étrangères. Il fut couronné d'un succès certain que l'on peut mesurer par l'augmentation de la production de blé.

Sous l'Ancien Régime, le Portugal avait toujours été dépendant de l'extérieur pour une partie de son approvisionnement en céréales, nous l'avons vu. Les lois protectionnistes de 1821 et de 1837 contrôlèrent strictement les importations, augmentèrent les droits de douane et défendirent la production du blé national. Elles permirent au Portugal d'arriver à l'autosuffisance. Il y eut même une période, entre 1838 et 1855, où le pays exporta du blé vers l'outre-mer et l'étranger. Lorsque la

législation protectionniste[13] fut abandonnée au profit du libre-échange, les importations de blé augmentèrent de nouveau: de zéro en 1856-1857, elles passèrent à 31000 t en 1862-1863, pour atteindre une moyenne annuelle de 134 000 t dans la décennie 1890. Le gouvernement procéda alors à des augmentations de droits de douane: la moyenne annuelle des importations de blé tomba ainsi à 88 000 t pour la période 1899-1913, malgré une augmentation de la population de 10 %.

Parallèlement, on encouragea la mise en valeur des friches *(baldios):* vers 1819-1820, ces dernières représentaient environ les deux tiers des terres; en 1902, leur proportion diminua à 40 %. De nouvelles cultures vivrières furent introduites, le riz surtout, qui devint à la fin du XIXe siècle un élément essentiel de la nourriture des Portugais. Certaines cultures spéculatives connurent de réels succès. L'exportation du liège par exemple augmenta considérablement. Ce fut aussi le cas des fruits et des cultures maraîchères. Les vignobles s'étendirent davantage, surtout en Estrémadure et dans le Ribatejo, mais, à partir de 1872, la crise du phylloxéra dans le Douro porta un coup très dur à la production viticole.

D'une manière générale, à quelques exceptions près, toutes les formes de l'agriculture progressèrent, non seulement par l'extension des aires cultivées, mais par l'augmentation de la productivité: au milieu du siècle, les premières machines agricoles firent leur apparition. Enfin, de nombreuses associations virent le jour pour développer l'agriculture.

Dans la première moitié du siècle, la propriété rurale fut redistribuée grâce à la vente des biens de la Couronne et de l'Église ou à celle des biens des miguélistes. Des milliers d'hectares changèrent ainsi de mains. Malheureusement pour le Portugal, cette redistribution ne créa pas une moyenne paysannerie, mais une classe puissante de bourgeois propriétaires terriens, qui constituèrent le soutien sans faille de la monarchie libérale. En effet, les domaines vendus aux enchères furent acquis par ceux qui possédaient les capitaux nécessaires. Les bénéficiaires en furent par conséquent la noblesse libérale, les négociants, les industriels, et la grande bourgeoisie des villes en général.

L'effort le plus remarquable fut porté sur les voies de communication, sans lesquelles il ne pouvait y avoir d'essor économique. Ce développement du réseau et des moyens de transport coïncida avec le mouvement de la

Regeneração. Il est attaché au nom du Premier ministre portugais des Travaux publics, Fontes Pereira de Melo. Les progrès du réseau routier furent rapides: en 1852, il n'y avait au Portugal que 218 km de routes modernes macadamisées. Quatre ans plus tard, 678 km étaient prêts et 120 en construction. En 1884, ces chiffres avaient décuplé: 9 155 km. En 1900, le Portugal disposait d'un réseau de routes modernes de 14 230 km.

Le développement des voies ferrées fut également encouragé: de 1851 à 1856, divers contrats furent signés avec les compagnies portugaises et étrangères. Le réseau ferroviaire passa de 36 km en 1856 à 1500 km au milieu de la décennie 1880, à 2381 en 1902 et à 2974 en 1912. La densité de ce réseau était évidemment dérisoire par rapport à la Grande-Bretagne, l'Allemagne, la France ou la Belgique, mais il n'en tenait pas moins un rang honorable par rapport à l'Espagne, à la Roumanie, à la Norvège, à la Grèce et à d'autres pays. Cet essor s'accompagna de la construction d'ouvrages d'art, dont le plus célèbre est le grand pont construit sur le Douro par Eiffel en 1876-1877.

Le «fontisme» eut son revers. Il adopta en effet une politique de libre-échange afin de favoriser l'importation des matières premières indispensables au développement de l'industrie et des communications. Elle eut trois conséquences néfastes: elle pénalisa la production agricole, augmenta le déficit du commerce extérieur[14] et empêcha la création d'une industrie nationale. Pourtant, après 1834, le libéralisme ambiant avait supprimé les corps de métiers et toutes les autres entraves à la liberté du commerce et de l'industrie. Cela n'entraîna pas pour autant un développement suffisant de la production industrielle. Certes, la population ouvrière augmenta: en 1822, on estime qu'il y avait moins de 15 000 ouvriers dans 1031 fabriques, 180 000 dans 1350 fabriques en 1881, et environ 200000 ouvriers, dont le quart était employé dans l'industrie textile, dans 5 000 usines, à la veille de la Grande Guerre. Pour une population de cinq millions et demi d'habitants, ce nombre d'ouvriers était encore dérisoire, d'autant plus que, dans ces statistiques, sont compris les petits artisans. En réalité, l'industrialisation du pays était trop récente et trop fragile pour résister à la concurrence des produits étrangers.

C'est dire si les progrès de l'agriculture, de l'industrie et du commerce étaient trop limités pour répondre à l'essor démographique. Au cours du

siècle, la population passa en effet de trois à cinq millions et demi d'habitants en 1911. Les villes, faute d'activités secondaires et tertiaires, ne réussirent pas à éponger l'excédent démographique. Seules les deux grandes cités du pays connurent un accroissement de population notable: Lisbonne avait quelque 210 000 habitants en 1820, 227 674 en 1878 et 434 436 en 1911 ; Porto quadrupla sa population en passant de quelque 50 000 habitants en 1820 à 194 000 en 1911. Les Portugais restèrent donc dans leur grande majorité des paysans, dont la condition était plus ou moins misérable. La seule évasion possible était l'émigration, qui ne cessa d'augmenter jusqu'à atteindre en 1911 presque 50 000 départs, surtout vers le Brésil. Les plus gros contingents étaient fournis par les régions où les densités de population étaient les plus fortes, l'Entre Douro e Minho et la Beira littorale.

UNE BRILLANTE VIE CULTURELLE ET LITTÉRAIRE

Le romantisme portugais

Dès les premières années du siècle s'ouvrit au Portugal une période préromantique, annoncée par Du Bocage[15] et la marquise d'Alorna[16]. Avec le libéralisme, deux grands noms, poètes et romanciers à la fois, sont à retenir.

Almeida Garrett (1799-1854), né à Porto, avait fait des études de droit à l'université de Coïmbre et avait embrassé très tôt le combat politique. Il composa, dans l'exil parisien auquel l'avaient contraint ses convictions libérales, deux poèmes qui établirent les règles du romantisme portugais: *Camões* (1824) et *D. Branca* (1825). Sans abandonner les formes du classicisme, il tira son inspiration des sentiments de l'âme. Comme ses modèles français, il fut attiré par l'époque médiévale. Exaspéré par les tortures de l'exil et le désir de retrouver les racines de l'âme portugaise, il manifesta surtout son originalité dans le culte de Camoens. Deux de ses œuvres, *Flores sem Fruto* (1845) et *Folhas Caidas* (1853), restent des modèles de versification portugaise: il y exprime une sensibilité poétique où affleure un doux lyrisme. En 1853, il donna un recueil de contes et de

poésies puisés dans l'âme populaire: le *Romanceiro.* Comme les romantiques français, il s'essaya avec succès au roman historique, avec *l'Arco de Sant'Ana.* Il rénova aussi le théâtre portugais avec un ensemble de comédies et de drames historiques, dont le plus célèbre est *Frei* Luis de *Sousa* (1842).

Alexandre Herculano (1810-1877), d'humble origine, fut un autodidacte qui, par sa soif de culture historique et littéraire, attira l'attention de la marquise d'Alorna, laquelle lui ouvrit sa riche bibliothèque. Il se forma en grande partie dans l'exil. A l'âge de 21 ans, il avait fui en effet la monarchie de D. Miguel et s'était établi à Rennes. Il s'y imprégna de culture française, grâce aux livres de la bibliothèque de la ville. Il fut surtout profondément touché par la lecture des œuvres de Chateaubriand et y puisa son penchant pour le romantisme. Poète et romancier, il tira ensuite les leçons des historiens des institutions et de la société qu'étaient Guizot et Augustin Thierry. La lecture de Walter Scott lui donna le goût du roman historique.

A son retour au Portugal, avec D. Pedro, Alexandre Herculano fut nommé directeur de la bibliothèque publique municipale de Porto. Après la révolution de septembre, il resta fidèle à la Charte constitutionnelle, refusa de prêter serment à la Constitution de 1822 et démissionna de son poste. Il s'installa alors à Lisbonne, où il publia deux volumes de poésie, *A Voz do Profeta* (1836) et *A Harpa do Crente* (1838). Ses fonctions de rédacteur en chef de la revue Panorama décidèrent de sa vocation d'historien: il y fit paraître des romans historiques qui connurent beaucoup de succès. Un instant tenté par l'action politique, il l'abandonna rapidement.

Lorsqu'en 1839, grâce à la protection du roi D. Fernando II, il fut nommé bibliothécaire du palais d'Ajuda, sa voie fut toute tracée: c'est dans cette sinécure, qu'il occupa jusqu'à sa mort, qu'il put se consacrer à son œuvre d'historien. Il fut l'authentique créateur de l'école historique portugaise. En s'appuyant sur la recherche et la critique des documents, il produisit une monumentale *História de Portugal,* dont le premier volume parut en 1846. Il ne dédaigna pas pour autant le roman historique, faisant paraître la série du *Monasticon (Eurico,* o *Presbítero,* en 1844, et *O Monge de Cister* en 1848). A son œuvre d'historien, Alexandre Herculano associa des qualités d'écriture qui font de lui l'un des grands écrivains de la langue portugaise[17].

La «génération de 70»

Au milieu de la décennie de 1860, la vie culturelle portugaise se caractérisa par un souci de rénovation autour de ce que l'on a appelé la *Questão Coimbra,* une sorte de querelle des Anciens et des Modernes. Ce ne fut pas un simple affrontement personnel entre, d'une part, Castilho, Pinheiro Chagas, Julio de Castilho, etc., et, de l'autre, Antero de Quental et Teófilo Braga, mais un véritable conflit culturel opposant ultraromantisme et romantisme de couleur sociale. La polémique surgit en 1864 à la suite de la publication de la *Visão dos Tempos* par Teófilo Braga et des Odes *Modernas* d'Antero de Quental l'année suivante. Ce dernier les fit suivre d'un texte, *«Sobre a missão revolucionária da poesia»*, qui mettait en cause et voulait démystifier une poésie «douillette et aliénée». Tout en gardant les moules stylistiques du romantisme, il fallait la remplacer par une littérature qui fût le reflet de la vie sociale contemporaine.

C'est alors que se déroula à Lisbonne l'important épisode des *Conferências do Casino,* animées par Antero de Quental et Eça de Queiros. Dans l'atmosphère de rénovation culturelle vécue à Coïmbre, le propos de ce que l'on a appelé la *Geração de 70* était de faire éclore un «monde nouveau et pur». Groupée autour d'Antero de Quental et d'Eça de Queiros, cette génération de 70 réunissait un groupe de jeunes intellectuels où l'on comptait Guerra Junqueiro, Oliveira Martins, Ramalho Ortigão, Jaime Batalha Reis, Teófilo Braga, et d'autres encore. Presque tous signèrent le «Programme des conférences démocratiques». Dans ce manifeste, ils se proposaient de promouvoir un effort de réflexion collective tendant à «lier le Portugal au mouvement moderne, le faisant ainsi nourrir des éléments vitaux dont vit l'humanité civilisée». Ce programme réformiste fut particulièrement bien exposé dans deux communications présentées par Antero de Quental. Dans la première, *«0 espírito das Conferências»,* il dénonçait l'éloignement du Portugal par rapport à l'évolution idéologique européenne. Dans le second, *«Causas da decadência dos povos peninsulares »*, il analysait les maux historiques dont souffraient les deux nations ibériques: l'expansion, cause première de la décadence agricole, l'absolutisme protecteur de l'aristocratie, et le catholicisme intolérant.

La «conférence» de Eça de Queiros fut à proprement parler plus littéraire. Il y faisait une critique directe du romantisme sentimentaliste et du culte de l'art pour l'art, et il présentait «le réalisme comme une nouvelle expression de l'art». Dans la ligne de pensée de Taine, Eça insistait sur l'empreinte sociale des phénomènes artistiques. A ses yeux, le réalisme était une critique de l'homme et non sa simple représentation passive. Il donnait en exemple le *Madame Bovary* de Flaubert, roman appartenant à une littérature intéressée par les phénomènes de son temps et les analysant au moyen d'une méthodologie expérimentale. En collaboration avec Ramalho Ortigâo, qui fut son ami de toute la vie, Eça développa ses théories à partir de 1871 dans des publications sous forme de feuilletons, As *Farpas*. Il y testa quelques-uns des thèmes qu'il élargit ensuite dans la fiction littéraire: l'adultère, la vie ecclésiastique, la décadence économique, la dégradation politique et culturelle[18].

Au cours des années, un certain désenchantement s'empara d'Eça. Avec d'autres intellectuels, il fut très sensible à la crise vécue par le Portugal à la fin du siècle, dont l'*Ultimato* fut l'un des éléments. Il s'intégra alors à un groupe connu sous le nom significatif de *«Vencidos da Vida* (les Vaincus de la Vie). Il y retouvait l'historien Oliveira Martins, Ramalho Ortigão, Guerra Junqueiro, Carlos Lobo, etc. Ce groupe traduisait quelque déception devant le relatif échec de la *Geração de 70*. Il manifestait un certain sentiment de supériorité blasée d'hommes qui occupaient alors des positions distinguées dans la vie sociale et culturelle du pays: écrivains prestigieux, aristocrates, intimes de la cour, etc. Ce cénacle exprimait aussi le désenchantement politique devant l'agitation impuissante du système parlementaire et tournait tous ses espoirs vers le prince héritier D. Carlos. Oliveira Martins substituait sans équivoque à la formule consacrée du libéralisme: «Le roi règne, mais ne gouverne pas», celle d'un pouvoir fort: «Le roi règne, le roi gouverne, et gouverner, c'est commander. »

De cette génération de 70, retenons deux noms: ceux d'Eça de Queiros et d'Oliveira Martins. Le premier, souvent comparé à Flaubert ou à Zola, fut sans aucun doute le plus grand romancier portugais du XIXe siècle. José Maria Eça de Queiros naquit en 1845 et mourut à Paris en 1900. Il entra à l'université de Coïmbre en 1861 pour faire des études de droit qu'il termina en 1866. C'est à Coïmbre qu'Eça participa à l'agitation académique appelée

Questão Coimbra, que provoqua Antero de Quental. Il participa à tous les mouvements intellectuels marquants de son époque. Son mariage avec la fille de la comtesse de Resende le mit en contact avec les strates sociales les plus élevées et favorisa la carrière diplomatique qu'il commença en 1872[19].

Joaquim Pedro de Oliveira Martins (1845-1894) fut l'historien le plus distingué de cette période: il produisit deux grands livres de synthèse, une *História de Portugal* en 1879 et un *Portugal Contemporâneo* en 1883. Il se fit aussi le biographe de grandes figures de l'histoire portugaise: la *Ínclita Geração*, Nuno Álvares et D. João II.

Le théâtre

Avec le roman historique, le théâtre fut le genre littéraire qui plaisait le plus à la bourgeoisie portugaise triomphante du XIXe siècle. A Lisbonne, le gouvernement fit construire le Théâtre national, qui porte aujourd'hui le nom de D. Maria II, sur le Rossio, à l'emplacement du tribunal de l'Inquisition: tout un symbole. On en édifia par tout le pays jusque dans des petites villes: Cascais possède ainsi un ravissant petit théâtre de 200 à 250 places, édifié en 1869, le théâtre Gil Vicente, du nom du créateur du théâtre portugais.

Le meilleur représentant des auteurs dramatiques est Almeida Garrett, dont la production fut de grande qualité[20]. Mais ces auteurs subirent la concurrence des pièces étrangères traduites, lesquelles furent en effet beaucoup plus représentées que les pièces portugaises: au théâtre D. Maria II, la proportion fut de trois quart, contre un quart entre 1845 et 1910. Toutes ces représentations furent servies par une ou deux générations d'excellents comédiens - Rosa Damasceno (1849-1904), Lucinda Simôes (1850-1918), João Rosa (1852-1910), Eduardo Brasâo (1851-1925), etc. - et de bons metteurs en scène, comme António de Sousa Bastos.

Malgré le mécénat de D. Fernando, l'opéra ne connut pas un essor identique à celui du théâtre. On se contenta de faire venir au Portugal des compagnies françaises, italiennes et allemandes afin d'y jouer les grandes œuvres européennes de l'époque. Le théâtre de Sâo Carlos se spécialisa dans ces représentations: Verdi, Wagner, le *Barbier de Séville* de Rossini, le

Faust de Gounod, etc. Il en fut de même pour la musique de concert. L'importation de l'opérette *(zarzuelas* espagnoles, opérettes françaises et viennoises) rencontra un grand succès. En 1866, le duc de Palmela, d'autres aristocrates et quelques auteurs prirent l'initiative de créer le théâtre daTrindade, dans le quartier du Chiado, à Lisbonne: on y représentait surtout les opérettes d'Offenbach et de Lecocq dans leurs versions portugaises. De son côté, le théâtre du Principe Real donnait de préférence des opérettes françaises avec des artistes français.

Du symbolisme au modernisme

Le contrecoup de l'humiliation de l'*Ultimato* britannique se fit sentir dans la littérature portugaise des premières années du XXe siècle. Elles furent marquées par une forte réaction nationaliste contre le réalisme cosmopolite de la fin du siècle précédent, qui s'exprima notamment par une exaltation des valeurs, des coutumes et des paysages typiquement portugais et par la célébration du culte des héros nationaux. Elle prit la forme et le style du symbolisme[21].

Nationalisme et symbolisme furent à leur tour durement attaqués par un autre courant, influencé par la littérature française, le «modernisme», qui se développa surtout autour de 1915. A partir de 1921, il trouva son organe dans la revue *Seara Nova*, à laquelle contribuèrent les écrivains et penseurs les plus notables de l'époque, comme les historiens Jaime Cortesão (1884-1960) et António Sérgio (1883-1969)[22]. Mais ce groupe de jeunes écrivains, nettement progressistes, choqua une société bourgeoise qui les tint à l'écart avec mépris et indignation. C'est ce qui explique que Fernando Pessoa (1888-1935), considéré comme le plus grand poète portugais après Camoens, ne fut découvert que pendant et après la Seconde Guerre mondiale et que la majorité de ses œuvres n'eut qu'une publication posthume.

Le fado

Dans la culture portugaise, le *fado* (le *fatum* latin) tient une place à part. C'est dans la seconde moitié du XIXe siècle qu'il obtint sa plus grande audience comme expression musicale, favorisé alors par l'ambiance romantique qui persista à tous les échelons de la société portugaise. Il entra aussi bien dans les salons de l'aristocratie que dans les tavernes populaires, s'identifiant à la vie de bohème comme aux courses de taureaux. Reflet de l'âme portugaise, de cette *saudade* difficilement traduisible – une mélancolie heureuse en quelque sorte -, cette mélopée se veut la voix du fatalisme. Cependant, si elle exprime souvent les tristesses et les désillusions de la vie, elle ouvre aussi parfois des perspectives d'espérance et de joie.

Sur les origines du *fado*, les opinions divergent: les uns y voient une filiation directe avec les Maures, les autres estiment qu'il a été importé du Brésil à la fin du XVIIIe siècle. Il se développa en tout cas dans le climat d'insécurité provoqué par les guerres civiles de 1828-1834 et 1846-1847. Dans la tradition du *lundum* brésilien, il fut d'abord une musique de danse et de chant, accompagnée par le violon. Autour de 1840, il trouva sa forme d'expression propre avec la guitare. Comme Amália Rodrigues au XXe siècle, une chanteuse, Maria Severa Onofriana (1820-1846) incarna le *fado* à son époque et devint une légende qui inspira la littérature et le cinéma.

Durant la période de la Régénération, les quartiers populaires d'Alfama, de Madragoa et du Bairro Alto firent de Lisbonne la capitale du *fado*. Dans les tavernes et les *retiros*, la vieille aristocratie, comme aujourd'hui Nuno da Câmara Pereira, l'un des plus grands *fadistas* actuels, ne dédaignait pas d'interpréter de poignantes mélopées et elle se mêlait volontiers aux pêcheurs, aux marchandes de poisson et autres gens du peuple. Des tavernes et des *retiros*, le *fado* passa aux salles de spectacles où, depuis la fin des années 1880, on donna des *revistas*. La tradition s'est perpétuée de nos jours, que ce soit dans les plus grandes salles du monde, comme Amália Rodrigues[23] à l'Olympia de Paris, ou dans des petits théâtres, comme Nuno da Câmara au théâtre Gil Vicente de Cascais.

A Coïmbre, le *fado* connut une forme originale: grâce à la jeunesse estudiantine, il exprima un mélange de tradition romantique et de culture vivante. Dans le cadre superbe de la ville universitaire, les étudiants laissaient vibrer leur âme au rythme de leur *saudade* ou de leurs espoirs. Ils

exprimaient leurs amours malheureuses ou les merveilles de leur ville adoptive. Le *fado* de Coïmbre perpétuait aussi le souvenir des années d'études et de camaraderie. L'une des figures les plus célèbres de cette création permanente fut Augusto Hilário (1864-1896), qui ouvrit la voie à une tradition perpétuée jusqu'à nous.

UNE VIE ARTISTIQUE PLUS ATONE

Dans le domaine de l'architecture, les Portugais ne se signalèrent, dans la première moitié du siècle, ni par leur originalité ni par l'éclosion de chefs-d'œuvre. Tout au plus peut-on signaler la construction d'un opéra, d'un théâtre et d'un palais royal d'un néo-classicisme assez fade.

Comme le reste de la ville, l'Opéra royal avait été détruit en 1755 et ce ne fut qu'en 1792 que l'opéra de São Carlos fut construit. La riche oligarchie de la capitale qui le finançait avait fait appel à un jeune architecte formé en Italie, José da Costa e Silva, qui le dessina avec assez de bonheur sur le modèle de l'opéra de Naples. Il fallut attendre un demi-siècle pour que, entre 1843 et 1846, une autre salle de spectacle fût édifiée à Lisbonne, en s'inspirant toujours du néo-classicisme: ce fut le théâtre D. Maria II, dont on confia les plans à un architecte italien, Fortunato Lodi, qui suivit d'assez près les modèles néo-palladiens.

Entre-temps, le régent D. João avait commandé la construction d'un nouveau palais royal. Depuis le tremblement de terre, qui avait vu l'anéantissement du *Paço da Ribeira* de D. Manuel, de Philippe II et de D. Joâo V, le Roi Très Fidèle ne possédait plus à Lisbonne de résidence digne de ce nom. Le palais de *Necessidades* était charmant, mais trop exigu. Quant aux autres résidences royales, Belém, Mafra et Queluz, elles se trouvaient hors de la capitale. Puisque le *Terreiro do Paço* était désormais uniquement consacré au commerce, le marquis de Pombal avait rêvé de construire un palais royal à Lisbonne, mais il n'eut pas le temps de le réaliser.

Comme emplacement on avait choisi la colline d'Ajuda, qui dominait le Tage. L'architecte pombalin, Manuel Caetano, en avait d'abord conçu les plans et le décor sur le mode baroque. Mais à la suite des critiques de

l'architecte de l'opéra de São Carlos, le régent le chargea en 1802 de l'édifier, avec l'Italien F. S. Fabri, dans le style néo-classique. La palais d'Ajuda joua de malheur, car l'invasion napoléonienne et le départ de la cour pour le Brésil, en 1807, firent traîner les travaux pendant le premier tiers du siècle. Il demeura inachevé, un tiers seulement du plan initial étant exécuté. Costa e Silva, tout à ses admirations napolitaines, s'inspira du palais des Bourbons à Caserte, mais il n'en rendit pas l'élégance à Ajuda, dont l'aspect extérieur est assez lourd et sévère. L'intérieur fut décoré par des peintres médiocres et par les disciples du sculpteur Machado de Castro, ainsi que par un élève de Canova, José de Aguiar, qui l'orna de froides statues allégoriques.

L'architecture néo-classique avait triomphé beaucoup plus tôt à Porto, avec des édifices de meilleure facture qu'à Lisbonne, grâce aux initiatives des gouverneurs de la ville, les Almada, père et fils, et grâce à la puissante factorerie anglaise exportatrice des vins du Douro. Le style néo-palladien marqua le grand port du Nord dès 1769: on y construisit l'hôpital de Santo António, dont les plans furent dessinés en Angleterre par John Carr. Au cours des années 1780-1790, ce furent les réalisations du consul britannique J. Whitehead, excellent architecte amateur, de l'ingénieur français R. Oudineau et de J. Costa Lima Sampaio, dont le fils prolongea le courant néo-classique jusque dans les années 1840. L'œuvre la plus réussie fut l'Académie de marine, édifiée entre 1802 et 1806 par C. Cruz Amarante.

Au cours de cette période tragique, la peinture portugaise ne fut pas plus originale que l'architecture. On peut cependant distinguer deux noms: ceux de Domingos António de Sequeira (1768-1837) et Francisco Vieira, dit *Vieira Portuense*, auxquels le prince régent avait confié la décoration picturale de son palais d'Ajuda. Le second, après un séjour en Italie, était allé à Londres où il avait subi l'influence de la peinture préromantique: de là ses grandes compositions historiques et romanesques[24]. Une *Dona Filipa* de *Vilhena armant ses fils*, qui inspira le poète romantique Garrett, évoque les heures glorieuses de la lutte pour l'indépendance nationale pendant la Restauration.

Sequeira resta beaucoup plus fidèle à ses maîtres romains dont il s'inspira pour ses sujets allégoriques et religieux. Sa vie fut traversée par les événements politiques qui bouleversèrent le Portugal pendant le premier

tiers du XIXe siècle. D'esprit plutôt jacobin, en effet, il accueillit avec enthousiasme les troupes napoléoniennes en 1807, n'hésitant pas à les célébrer par une *Allégorie à Junot.* Bien qu'il eût essayé de faire oublier sa «collaboration» par de nombreuses productions patriotiques, notamment à la gloire de Wellington, elle lui valut la prison après le départ des Français. Redevenu un peintre officiel, lors de la révolution libérale de 1820 on lui confia le projet d'un grand monument que l'on devait dresser à sa gloire sur la place du *Rossio.* Après la *Vilafrancada* de 1823, il s'exila à Paris et y réalisa son œuvre la plus importante de cette période, aujourd'hui perdue, qui était sans doute la première peinture romantique portugaise: *La Mort de Camoens,* qui inspira le poème d'Almeida Garrett. Il passa les dernières années de sa vie à Rome, où il se consacra à une peinture religieuse et profane encore très liée au classicisme, mais avec quelques prémices du romantisme. Il produisit là ses quatre chefs-d'œuvre : *L'Adoration des Mages, La Déposition, L'Ascension* et *Le Jugement dernier*[25].

Le mariage de la reine Marie II avec Ferdinand de Saxe-Cobourg donna au Portugal l'un des plus grands souverains mécènes de l'Europe du XIXe siècle. Le déséquilibre et la démesure en moins, on peut le comparer à Louis II de Bavière. Le roi consort sut protéger les arts et les lettres et rendit la seconde moitié du siècle plus féconde et plus originale que la première. D. Fernando II, auquel Castilho donna le beau surnom de *Rei-Artista,* était doté d'une vaste culture. Il créa la riche bibliothèque du palais d'Ajuda, dont il donna la direction à Alexandre Herculano et où historiens et écrivains purent trouver les sources de leurs travaux.

Il encouragea les jeunes peintres: il acquit les premières toiles de Tomás de Anunciação et de Francisco Metrass. Plus tard, sur sa bourse personnelle, il envoya à Paris les peintres José de Brito, Francisco Resende et Rafael Bordalo Pinheiro. Il prit aussi à son compte la formation en Allemagne du grand musicien José Viana da Mota. L'Académie royale des beaux-arts, à laquelle il offrit des dizaines de tableaux, fut en grande partie son œuvre. Il alerta les pouvoirs publics sur l'état de dégradation dans lequel se trouvaient beaucoup de monuments et trésors de l'art portugais: les monastères de Batalha et des Jerónimos, les couvents de Mafra et de Tomar furent ainsi sauvés. Enfin, il s'enthousiasma pour Sintra où il retrouvait les paysages romantiques de sa Thuringe natale: il acquit les ruines du monastère de

Nossa Senhora da Pena, sur les hauts de Sintra, et il y fit construire un château dont le délire architectural et décoratif n'est pas sans rappeler celui des châteaux de Louis II de Bavière, particulièrement Neuschwanstein.

Le romantisme portugais exprima souvent la nostalgie de la grandeur passée et du temps des découvertes. Aussi tout ce qui les avait exprimés, surtout en architecture, provoqua-t-il un engouement qui donna naissance à l'architecture néo-manuéline dont le courant se prolongea jusqu'au début du XXe siècle. Il fut particulièrement riche dans les environs de Lisbonne, où l'aristocratie et la grande bourgeoisie firent construire des résidences d'été dans le goût manuélin: nombreux en sont encore les témoignages à Cascais et à Sintra et même dans la capitale, avec la gare du Rossio. Le goût oriental, qui inspira le romantisme européen, fut moins présent au Portugal: on en possède cependant un exemple à Sintra, le palais de Montserrate, dessiné pour un Anglais par l'architecte victorien Knowles.

Également inspirée par les gloires nationales passées, la sculpture se développa grâce aux commandes de la statuaire publique: Victor Bastos dressa la statue de Camoens, en 1867, sur la place qui porte le nom du poète à Lisbonne. Un concours national, que deux Français, Davioud et Robert, gagnèrent, fut organisé pour élever un monument au père du libéralisme portugais, D. Pedro IV, pour la place du Rossio. Le sculpteur portugais le plus original fut Soares dos Reis (1847-1889), qui voulut exprimer la *saudade* de l'âme portugaise.

A partir de 1850, avec un certain retard, on assista au Portugal à une tentative d'absorption des courants esthétiques en vogue dans l'Europe contemporaine, mais en accord avec l'évolution propre de l'art portugais. Dans le domaine de la peinture, le romantisme eut ses plus talentueux représentants en Tomás da Anunciação (1818-1879), peintre animalier remarquable, Augusto Roquemond (1804-1852), Cristino da Silva (1829-1877) - tous peintres de paysage et de genre -, en Francisco António Metrass (1825-1852), peintre d'histoire, et dans le vicomte de Meneses, bon portraitiste.

Les conférences du Casino renouvelèrent l'idéal esthétique, en ouvrant l'époque du réalisme qui, comme dans la littérature, plaçait le social dans l'art. C'est à partir de 1870 que s'affirma avec force ce courant naturaliste, dont les maîtres furent le portraitiste Miguel Angelo Lupi (1826-1883),

Silva Porto (1850-1893), Henrique Pousâo (1859-1884), influencé par Corot, et le paysagiste Marques de Oliveira (1853-1927).

Une génération plus jeune de peintres naturalistes, appelée le *Grupo do Lião* – du nom de la brasserie dont ils firent leur quartier général à Lisbonne–, prit le relais: Columbano Bordalo Pinheiro (1857-1929), qui, usant de la technique du clair-obscur dans ses portraits, apparaît comme un grand peintre des âmes, et son frère Rafael, chroniqueur satirique de la vie politique et des mœurs de la bourgeoisie. Différent fut leur contemporain José Malhoa (1855-1933) qui, fidèle au courant naturaliste, fut le peintre du monde paysan. Il s'est plu à reproduire des scènes de foires, de pèlerinages et de processions. Parmi les plus célèbres de ses productions, retenons celles des *Ivrognes* et du *Fado,* images savoureuses de la campagne et des bas-fonds de Lisbonne. Les derniers représentants du naturalisme furent Carlos Reis (1863-1940) et ses disciples.

L'art moderne

La fin du XIXe siècle et le début du suivant avaient été marqués par la persistance du naturalisme en peinture et par une réaction contre le néo-manuélin dans le domaine de l'architecture et de la sculpture. La croissance de Lisbonne et de Porto livrait aux architectes de vastes espaces à combler: ils s'inspirèrent alors du «style néo-roman» en vogue dans toute l'Europe, auquel furent associés des modèles du luxe parisien et madrilène. Sans doute cela explique-t-il que l'Art nouveau, sinon dans la décoration, ait peu touché l'architecture de cette époque.

La peinture, en revanche, entra de plain-pied dans le modernisme, marqué d'une volonté de rupture avec le naturalisme: la revue *Orpheu,* créée en 1915, puis la revue *Portugal Futurista* en 1917, animée par Santa Rita Pintor, furent les porte-parole de cette réaction. Deux peintres ont surtout été les animateurs du modernisme: Amadeo de Sousa Cardoso (1887-1918) et Almada Negreiros (1889-1970). Le premier rentra de Paris en 1914 avec des tableaux cubistes, abstraits et expressionnistes: disparu à 30 ans, il n'en entraîna pas moins un tournant décisif dans l'esthétique portugaise. Quant au second, sa jeunesse avait été inspirée par le cubisme, mais il fut surtout un grand dessinateur classique, dont l' œuvre la plus éclatante est constituée

par les deux séries de fresques des gares maritimes de Lisbonne, réalisées entre 1944 et 1948.

La génération suivante, avec Mario Eloy et C. Botelho, représenta celle de l'expressionnisme portugais. S'il n'y eut pas d'art officiel, avec la crise de la guerre et de l'après-guerre, apparut en revanche une peinture résolument hostile à l'*Estado Novo* de Salazar, inspirée notamment de la peinture murale mexicaine, dont Julio Pomar fut le meilleur représentant. Pourtant, dès 1947, sous l'influence de Paris, apparut un courant surréaliste qui s'épuisa assez vite. Dans les années 1950, au sein de la peinture portugaise, deux écoles s'affrontèrent: celle de la peinture abstraite et celle de la peinture figurative. De cette période ressort le nom de Maria Helena Vieira da Silva, installée à Paris depuis 1930.

L'*Estado Novo* se distingua fondamentalement des régimes nazi et fasciste, car il ne voulut jamais imposer une esthétique officielle et il laissa, dans l'ensemble, aux artistes leur liberté de création. Il commanda tout au plus une statuaire commémorative, exaltant la grandeur passée du Portugal pour servir d'exemple au temps présent: non seulement à Lisbonne, mais dans toutes les villes du pays, fleurirent des statues de grands capitaines et de grands navigateurs.

Le monument des *Découvertes (Padrão dos Descobrimentos)*, le plus significatif et le plus remarquable, fut érigé à Belém sur les bords du Tage, en 1960, par le sculpteur Leopoldo de Almeida, pour le 500e anniversaire de la mort de l'infant D. Henrique. Celui-ci s'avance, en figure de proue, une caravelle à la main, suivi de tous les Portugais qui furent les auteurs de la grande épopée nationale. Outre la qualité de la statuaire, la disposition en est admirable: le mouvement des personnages évoque celui de la proue d'un grand navire.

LA CHUTE DE LA MONARCHIE (1908-1910)

La progression de l'idée républicaine

L'idée républicaine faisait son chemin depuis 1820. Elle prit plus de force après la révolution française de 1848: quelques intellectuels, quelques

jeunes officiers de l'armée, quelques parlementaires et quelques journalistes s'enthousiasmèrent. Henrique Nougueira (1825-1858) écrivit alors une espèce d'évangile du républicanisme portugais, qui lui donna son caractère spécifique: une république décentralisée à partir de trois principes fondamentaux, le municipalisme, le fédéralisme et l'associationnisme. Il reprenait les idées d'Alexandre Herculano d'un néo-municipalisme, son associationnisme étant inspiré du socialisme de Fourier et de Louis Blanc. Enfin, son fédéralisme prenait place dans une fédération générale des peuples ibériques. Le mouvement de la Régénération brisa ce premier élan.

Le républicanisme donna de nouveau quelques signes de vie en 1864, avec les réunions du *Patio do Salema* et après la chute d'Isabelle II en Espagne en 1868. Mais ses sectateurs ne représentaient pas une force politique suffisante pour former un parti. Après 1871, la proclamation et la consolidation de la IIIe République en France, l'instauration éphémère de la République espagnole en 1873, et la progression des idéaux socialistes donnèrent un peu plus de vigueur à l'idée républicaine. Celle-ci restait cependant le fait d'une élite recrutée dans l'armée, dans l'Université et dans tous les milieux intellectuels. Elle prêchait le scientisme et le positivisme et intégra comme élément nouveau un anticléricalisme passionnel, surtout après le premier concile du Vatican et la proclamation du dogme de l'infaillibilité du pape. En revanche, son républicanisme perdit progressivement toute référence au socialisme, jugé utopique et irréalisable. D'ailleurs, un *Partido Socialista Português* fut fondé sans grand succès, car beaucoup de socialistes continuèrent à militer dans les rangs républicains.

En 1876, cette élite réussit à former le premier directoire du Parti républicain. Deux ans plus tard, son premier député fut élu à Porto. Entre-temps, les premiers centres républicains avaient été créés à Coïmbre en 1877, à Porto en 1878, à Lisbonne et à Braga en 1879. Le principal handicap des républicains résidait dans leur programme, qui se réduisait à l'instauration d'une république. Sur le plan socio-économique, ils ne se distinguaient nullement des monarchistes libéraux au pouvoir. Leurs seuls arguments étaient l'archaïsme incapable, corrompu et tyrannique de la monarchie, le patriotisme qu'elle trahissait, et l'anticléricalisme devant l'union du trône et de l'autel qui avait abandonné le légitimisme et rallié la dynastie des Bragance-Cobourg.

Une première grande vague de propagande républicaine déferla en 1880 avec le troisième centenaire de la mort de Camoens, que les républicains annexèrent un peu abusivement. A cette occasion, la participation dans le comité d'organisation de quelques noms distingués du parti républicain, comme Teófilo Braga ou Ramalho Ortigâo, contribua à diffuser leur idéal. Les républicains fondèrent leur doctrine sur la tradition historique du « municipalisme », mais ils ne réussirent pas à trouver un appui dans l'ensemble de la population. Dans les trois grandes cités cependant, ils réunirent quelques assemblées, surtout dans les milieux ouvriers, et firent élire trois députés en 1881.

Un professeur de l'université de Coïmbre, José Falcâo, lança en 1884 une publication, la *Cartilha do Povo*, qui eut une assez large diffusion dans les milieux populaires. Mais il ne s'agissait pas encore d'une mise en cause irréversible du régime ni d'une volonté d'établir la république par la force ou par la révolution. José Falcâo écrivait alors: «Si la Monarchie peut sauver la Patrie et restaurer les forces de cet organisme national affaibli, qu'elle le fasse. Nous, nous ne lui demandons pas plus. » Ces républicains se seraient encore contentés de la Constitution de 1822. Pourtant, la proclamation de la République au Brésil en 1889 donna à penser à beaucoup.

Le pas décisif fut franchit avec l'*Ultimato* de 1890: les républicains se déchaînèrent contre la capitulation devant la Grande-Bretagne d'une dynastie dont ils dénoncèrent les origines étrangères, voire anglaises (Saxe-Cobourg). Il y eut même une tentative de révolution à Porto le 31 janvier 1891: vite étouffée, elle révélait cependant une menace réelle pour les institutions de la monarchie constitutionnelle. Tout en s'attaquant violemment à la décadence, à la corruption et à l'impuissance des partis monarchiques, les républicains restèrent dans leur ensemble assez prudents à l'égard de la personne même du roi D. Carlos, qui jouissait d'une certaine popularité. Ce n'est qu'à partir de la dictature de João Franco que la solution révolutionnaire s'imposa à eux. La république cessa alors d'être l'affaire de quelques intellectuels et elle rallia des troupes de plus en plus nombreuses, dans le peuple comme dans l'armée.

La crise politique: fin du «rotativismo »

Les événements de 1890-1891 s'étaient déroulés dans une ambiance de crise économique et financière qui touchait toutes les nations. Elle eut de graves répercussions au Portugal. La dépréciation de la monnaie, la faillite de quelques banques, l'augmentation de la dette publique, la baisse des investissements ne firent qu'accroître l'agitation dans la rue et la méfiance à l'égard de la classe politique.

En outre, les menaces sur les domaines portugais d'outre-mer n'avaient pas disparu, loin de là. Les appétits des grandes puissances pour l'Angola et le Mozambique faisaient craindre qu'elles ne se les partageassent. Les États-Unis eux-mêmes avaient des visées sur les Açores. En 1904, l'empire allemand, en quête de colonies, envisageait de faire main basse sur tous les domaines portugais. En voyageant dans les différentes cours européennes où il était très apprécié, le roi D. Carlos[26] joua des rivalités des puissances et contribua ainsi à préserver leur intégrité.

Toutes ces menaces entraînaient l'instabilité gouvernementale. En janvier 1892, le roi fit appel à un gouvernement de coalition présidé par un économiste respecté, José Dias Ferreira, avec la participation fugace d'Oliveira Martins aux Finances. Il réussit à résoudre les principaux aspects de la crise financière, et le *rotativismo* crut reprendre sa petite routine jusqu'en 1906: les régénérateurs, dirigés par Hintze Ribeiro, et les progressistes, dirigés par José Luciano, alternèrent au pouvoir.

Depuis l'*Ultimato,* cependant, la situation n'était plus la même. De nouveaux courants traversaient les deux partis. Du côté des régénérateurs, certains voulaient renforcer le pouvoir royal et par là même la stabilité du pouvoir exécutif. Du côté des progressistes, une gauche plus avancée aspirait à un régime plus démocratique et se sentait proche des républicains. L'unité des partis ne put donc être maintenue face à ces tendances divergentes et à des rivalités de personnes. L'irruption du pluripartisme provoqua la déroute du *rotativismo* et le discrédit total du système politique.

C'est ainsi que João Franco rompit avec les régénérateurs en 1901 et fonda son propre parti, le Parti régénérateur libéral: il défendait l'idée d'un nouveau type de monarchie plus autoritaire avec le renforcement du pouvoir royal[27]. Il se préoccupait aussi des questions sociales qui, à la manière du socialisme germanique, devaient être résolues par l'intervention de l'État. A l'opposé de l'échiquier politique, un petit groupe de dissidents abandonna le

Parti progressiste en 1905: conduits par José Maria de Alpoim, ils préconisaient un système vraiment démocratique. Beaucoup plus inquiétante pour le régime était l'ascension continue du Parti républicain, surtout à partir de 1903. A cette date en effet, Bernardino Machado, ancien ministre régénérateur, adhéra à l'idée républicaine, et apporta au parti la force de son influence et ses qualités d'organisateur.

La tragédie du Terreiro do Paço *et la fin de la monarchie*

Le roi D. Carlos, qui ne manquait ni d'intelligence ni de popularité, voulut redresser la barre en instaurant un pouvoir fort avec la dictature de Joâo Franco en 1906. Ce dernier, après une dissolution de la Chambre, gouverna d'abord constitutionnellement avec une majorité propre, en bénéficiant de l'appui des progressistes. Mais le petit jeu de l'obstruction parlementaire reprit en 1907. Il obtint alors du roi une nouvelle dissolution, sans que fût prévue une date pour de nouvelles élections.

Les conséquences pour le régime s'avérèrent désastreuses. Franco vit se dresser contre lui toutes les forces politiques du pays. Ne disposant plus que de la confiance royale, il compromettait dangereusement la monarchie. Pour cette dernière, le péril était d'autant plus grand que l'on révéla au public que la famille royale devait d'importantes sommes d'argent, obtenues des différents gouvernements en guise d'avances, sous prétexte que sa liste civile était tout à fait insuf fisante. Il en résulta une très violente campagne contre elle.

En avril 1907, les étudiants de Coïmbre déclenchèrent une longue grève qui se convertit en un mouvement général contre le gouvernement. Le 28 janvier 1908, les républicains et les progressistes dissidents organisèrent dans la rue une révolution que Franco étouffa dans l'œuf. La répression fut sévère: beaucoup de dirigeants des deux partis furent emprisonnés. João Franco fit signer par le roi un décret qui punissait de la déportation aux colonies tous ceux qui seraient accusés de crimes politiques graves.

Ce fut alors la tragédie du *Terreiro do Paço*: le 1er février 1908, le souverain et le prince héritier Louis-Philippe furent assassinés. Le second fils, âgé de 18 ans, qui avait été épargné avec sa mère la reine Amélie

d'Orléans, devint le roi D. Manuel II. Le jeune souverain renvoya João Franco et remit le pouvoir à un gouvernement de coalition dirigé par l'amiral Ferreira do Amaral, qui devait mener une politique d'apaisement. Toutes les mesures répressives furent abandonnées et les prisonniers politiques libérés. Le roi accorda une liberté totale aux républicains qui purent ainsi gagner à leur cause, surtout dans les villes, une majorité du peuple jusque-là méfiant ou indifférent. Les élections législatives de 1908 ne leur donnèrent cependant que peu de sièges. En revanche, les élections municipales de Lisbonne furent un triomphe et leur valurent la *Câmara* de la capitale. Déjà coalisés depuis 1906 avec les monarchistes libéraux, ils gouvernaient celle de Porto.

La monarchie ne pouvait être sauvée que par une réforme radicale du système politique. D. Manuel II appela de ses vœux une «*Monarquia Nova*», mais la classe politique, incapable de se réformer, n'y répondit pas. Bien plus, l'instabilité ministérielle connut son apogée: six gouvernements en deux ans. Des scandales de toutes sortes, exagérés et exploités par la presse et par l'opinion publique, s'ajoutèrent à la crise politique.

En juin 1910, la tendance orthodoxe du Parti régénérateur l'emporta avec le gouvernement deTeixeira de Sousa, qui obtint une nouvelle dissolution de la Chambre. Les élections furent plus favorables aux républicains que les précédentes, mais ils n'en demeurèrent pas moins très minoritaires. Cependant, étant donné le poids qu'elle représentait dans la vie de la nation, leur victoire dans la capitale eut un retentissement considérable. Voyant qu'ils n'arriveraient pas à renverser légalement la monarchie, les républicains décidèrent le recours à la force: après deux tentatives avortées, ils réussirent leur coup grâce à l'armée et à la marine, le 4 octobre 1910. N'ayant pas les moyens de résister à la violence qui leur était faite, D. Manuel, D. Amália et toute la famille royale prirent le chemin de l'exil. La république fut proclamée le 5 octobre 1910.

LA FAILLITE DE L'EXPÉRIENCE RÉPUBLICAINE

La Première République

Le vieux professeur républicain Teófilo Braga prit la tête d'un gouvernement provisoire, dont les principaux animateurs furent António José de Almeida, Afonso Costa, Bernardino Machado et, plus tard, Brito Camacho. Le souci de ce gouvernement fut d'abord de faire reconnaître la République par une Europe encore massivement monarchique, à l'exception de la France et de la Confédération helvétique. Il lui fallut ensuite rassurer la majorité de la population encore attachée à la dynastie, en faisant régner l'ordre et en évitant toute initiative de type révolutionnaire. Par là même, il mécontenta les républicains radicaux qui souhaitaient un régime socialiste ou socialisant, et voulaient identifier république et révolution. Quelques mesures symboliques marquèrent la rupture entre le nouveau et l'ancien régime, comme l'adoption du drapeau rouge et vert au lieu de la bannière blanc et bleu, d'un nouvel hymne national, *A Portuguesa* à la place de *l'Hino da Carta*, et d'une nouvelle monnaie, l'escudo, remplaçant le *real*.

Une Assemblée nationale constituante fut élue en mai 1911, avec la participation presque exclusive du Parti républicain. A peine y eut-il dans quelques circonscriptions de rares candidatures d'indépendants, de socialistes ou de dissidents pour contester les candidatures officielles. L'Assemblée qui sortit des urnes, par conséquent, fut quasi unanimement républicaine. Reflets de la classe sociale qui prenait le pouvoir, la moyenne bourgeoisie, les députés étaient très majoritairement des officiers de l'armée et de la marine, des fonctionnaires publics, des avocats et des médecins.

La Constitution de 1911, dans la filiation de celle de 1822, s'inspirait des Constitutions brésilienne et française. Elle respectait, en principe, la doctrine des trois pouvoirs, mais le législatif, exercé par un Parlement *(Congresso)* composé de deux chambres[28], prit rapidement une prépondérance qui conduisit à un régime d'assemblée. Circonstance aggravante, les républicains se divisèrent et s'éparpillèrent en divers partis. Il en résulta une constante instabilité politique - cinquante gouvernements en seize ans – qui n'eut rien à envier aux dernières années de la monarchie. Il n'y eut qu'une exception: une brève Union sacrée (1916-1917) pendant la Grande Guerre où le Portugal entra aux côtés des Alliés.

La majorité des républicains, autour d'Afonso Costa, conserva l'appareil de l'ancien parti et constitua le Parti démocratique. Au début de 1912, un groupe moins important se réunit autour d'António José de Almeida dans le

Parti évolutionniste. Enfin, une équipe assez réduite forma autour de Brito Camacho l'Union républicaine. Dans l'immédiat, ces divisions n'empêchèrent pas la République de s'enraciner, car elle ne trouva aucune force organisée qui s'opposât à elle. Les partis monarchistes avaient disparu d'eux-mêmes. En 1911 et 1912, quelques tentatives de soulèvement royaliste dans le Trás-os-Montes échouèrent. L'armée et la marine étaient des piliers du régime. Les grands propriétaires et les groupes capitalistes restaient dans l'expectative. Les milieux ouvriers étaient eux-mêmes divisés entre le Parti démocratique et le Parti socialiste. L'unique péril pour la République était l'Église, à laquelle elle livra un combat sans merci dès 1910.

Le Parti démocratique resta au pouvoir de 1912 à 1915. A cette date, devant l'accentuation des divisions partisanes, le président de la République, Arriaga, intervint directement dans la politique et imposa son ami personnel, le général Pimenta de Castro. Celui-ci exerça une véritable dictature de tendance nettement droitière. Il ordonna même des poursuites contre des membres du Parti démocratique. Ce dernier, craignant que le vieux général ne voulût jouer les Monck et restaurer la monarchie, provoqua une révolution armée à Lisbonne le 14 mai 1915. Elle entraîna la chute du gouvernement et la démission du président Arriaga.

Avec l'entrée en guerre du Portugal aux côtés des Alliés, en mars 1916, un gouvernement d'Union sacrée fut constitué. L'effort de guerre imposa de très lourds sacrifices au pays. Les pertes en vies humaines furent très mal ressenties par l'ensemble de la population, facilitant la révolte de Lisbonne du 5 décembre 1917, menée par le major et professeur Sidônio Pais. Bien qu'il eût été ministre en 1911-1912, c'était un homme assez peu connu. Il triompha en dénonçant la participation du Portugal à la guerre et ce qu'il appelait la démagogie du Parti démocratique.

Sidônio mit alors sur pied une dictature militaire: il destitua le président de la République, prononça la dissolution du Congrès, instaura un régime présidentiel à l'américaine et se fit élire président au suffrage direct en avril 1918. La force du nouveau régime reposait d'abord sur la personnalité charismatique de celui que certains considéraient comme un nouveau D. Sebastião. Il put compter sur l'appui que lui apportèrent les monarchistes, l'Église et la haute bourgeoisie. Mais il trébucha sur les misères de la guerre

ainsi que sur les graves questions sociales qui affectaient le Portugal et que, pas plus que ses prédécesseurs du Parti démocratique, il n'avait pu résoudre. La tâche des républicains en fut d'autant facilitée: après quelques complots avortés, ils le firent assassiner en décembre 1918.

Une nouvelle guerre civile

Le Portugal plongea une nouvelle fois dans la guerre civile. Après la mort de Sidônio, le gouvernement perdit le contrôle de diverses régions du pays, lequel sombra dans l'anarchie. Des juntes militaires s'étaient formées dans le Nord et dans le Sud pour défendre le Portugal de la «subversion», en réalité pour préparer le retour du roi. Les républicains voulurent le prévenir en se révoltant, sans résultat, au commencement de janvier 1919. Les juntes militaires de Porto et de Lisbonne leur répliquèrent le 19 janvier, en proclamant la restauration de la monarchie.

Dans la capitale, la population majoritairement républicaine vint facilement à bout de la rébellion, avec l'appui décisif de l'ensemble de l'armée et de la marine restées loyalistes. Il n'en fut pas de même dans le Nord du pays, où les monarchistes contrôlèrent rapidement tout le Minho, le Trás-os-Montes à l'exception de Chaves, et les Beiras jusqu'à la vallée du Vouga. A Porto, le colonel Paiva Couceiro, héros des campagnes d'Afrique et fidèle de D. Manuel, prit la tête d'une junte de gouvernement du royaume, avec sept ministres choisis parmi les monarchistes les plus distingués. Ce fut la *Monarquia do Norte,* qui contrôla ce territoire jusqu'au 13 février 1920, date à laquelle les forces républicaines entrèrent à Porto après une brève guerre civile.

Entre-temps, la Constitution républicaine de 1911 avait été rétablie. Les élections législatives de juin 1919 donnèrent la victoire au Parti démocratique, qui forma un gouvernement présidé par le colonel Sá Cardoso. Dans un geste d'union républicaine, les démocrates consentirent à l'élection du leader des évolutionnistes, António José de Almeida, comme président de la République. A l'automne de 1919, pour donner plus de stabilité à la vie politique, les évolutionnistes et les unionistes se réunirent dans un Parti libéral. Il permettrait à un grand mouvement conservateur

d'alterner au pouvoir avec les démocrates dans un nouveau *rotativismo*, cette fois démocratique.

Ce retour à la sagesse n'était pas superflu, car la République portugaise était confrontée, comme les autres États européens, aux graves difficultés de l'après-guerre: inflation, dévalorisation de la monnaie, crise économique, accroissement de la misère du peuple des villes et des campagnes. Le retard économique et social que le Portugal avait accumulé au cours des décennies précédentes aggravait la situation. La classe politique ne sut pas se donner les moyens d'y faire face. Elle replongea au contraire dans les délices de querelles stériles, provoquant chaos administratif et mécontentement général.

Un autre danger menaçait la République. Le discrédit de la classe politique était tel que des ministères de plus en plus nombreux étaient confiés à des officiers de l'armée et de la marine. Les deux corps avaient, certes, prouvé leur fidélité au régime, mais il est toujours périlleux pour un État, quelle que soit sa forme, de s'en remettre aux militaires. Ils prennent alors le goût du pouvoir politique et ne veulent plus s'en dessaisir. Cette solution n'empêcha d'ailleurs pas une instabilité gouvernementale effarante. La durée moyenne d'un ministère était de trois à six mois. Il y en eut même qui ne vécurent pas un mois, et l'un d'entre eux ne subsista que dix jours!

Les attentats politiques se multiplièrent jusqu'au 19 octobre 1921, où une révolution radicale éclata à Lisbonne et contraignit le gouvernement libéral à démissionner. Durant la nuit qui suivit, la *Noite Sangrenta*, divers leaders politiques républicains furent assassinés, sans que l'on sût exactement d'où venaient les coups[29]. Au cours de la période qui suivit, de 1922 à 1925, le Parti démocratique forma les divers gouvernements que ses propres divisions rendaient éphémères. Malgré un certain assainissement financier, ce ne fut qu'une longue agonie du régime républicain.

Un nouvel éventail politique

Entre-temps, l'échiquier politique avait évolué aussi bien à droite qu'à gauche. En prenant le nom de Parti nationaliste, le Parti libéral connut une dérive conservatrice, mais il ne gouverna qu'un mois. L'aile gauche du Parti

démocratique, qui avait pris le nom de Parti républicain portugais (PRP), fit sécession pour former la Gauche démocratique *(Esquerda Democrática).* A la veille de sa chute en 1926, les républicains, tous issus du PRP, étaient divisés en six courants[30]. A l'extrême gauche, la révolution bolchevique entraîna la formation de la *Federação Maximalista Portuguesa* (1919), devenue le Partido *Comunista Português* (1921). Le vieux Parti socialiste, isolé, était insignifiant.

Un autre mouvement, *Seara Nova* («Moisson nouvelle»), qui ne remettait pas en cause la forme républicaine de l'État, représentait un courant de pensée original. Il était le seul à gauche, ou du moins le seul républicain, qui pût rivaliser avec l'*Integralismo Lusitano* à droite. Il reprochait surtout au régime républicain la manière catastrophique dont il avait fonctionné depuis 1910, et avait élaboré une idéologie assez cohérente qui préconisait un changement complet de la mentalité et de la vie politique portugaises. Né en réaction contre les partis républicains existants, il ne prétendit jamais être un parti, mais un simple courant qui traversait tous les partis républicains. Il se voulait un groupe dont l'ambition était « d'aider les partis à se perfectionner et à bien gouverner». Il prétendait défendre les intérêts nationaux contre les «féodalités» égoïstes, soucieuses avant tout de leurs propres intérêts: oligarchies de tous ordres, groupes de pression, classes et partis. Son programme, très vague, s'inspirait à la fois du socialisme démocratique, du radicalisme néo-jacobin, de l'internationalisme et du pacifisme.

La droite renaissait de ses cendres. A Coïmbre, sous l'impulsion d'Oliveira Salazar et de Gonçalves Cerejeira, divers intellectuels catholiques rénovèrent à partir de 1912 le *Centro Académico de Democracia Cristã* (CADC), créé à la fin de la monarchie et qui recruta essentiellement parmi les professeurs et les étudiants. Bien qu'ils fussent en majorité monarchistes, ils évacuaient la question du régime pour fonder leur idéologie sur les encycliques du pape Léon XIII. Ils fondèrent en 1917 un parti à l'échelle nationale, le *Centro Católico Português.* Comme l'expliqua Salazar, il s'agissait d'agir à l'intérieur du régime à l'instar du ralliement des catholiques en France. Il pourrait ainsi lutter plus efficacement contre son maçonnisme et son anticléricalisme, voire réconcilier l'Église et la République.

Tel n'était pas le cas de l'*Integralismo Lusitano*, qui œuvrait pour la restauration de la monarchie – non pour une monarchie libérale, mais pour une monarchie traditionnelle, celle d'un miguélisme rénové et rajeuni. Très influencé par les idées de Charles Maurras et par son nationalisme intégral, ainsi que par celles de Sorel, son projet prévoyait la refonte totale de l'État et de l'organisation sociale. Il s'inscrivait naturellement dans le cadre d'une pensée contre-révolutionnaire qui rejetait toute idéologie venue de la Révolution française et de ses avatars, comme le libéralisme sous toutes ses formes y compris économiques. Il dénonçait les périls du scientisme mal interprété qui conduisait au positivisme et à l'athéisme.

L'Intégralisme ne fût pas vraiment antisémite, car il ne mettait en garde contre le judaïsme qu'à l'égal du protestantisme, en tant que danger pour l'Église catholique, apostolique et romaine. Il ne présentait pas un programme complet d'action politique, mais préconisait avant tout l'établissement d'une monarchie traditionnelle, fondée sur la religion, l'autorité et le corporatisme. Il acceptait l'ordre social tel que l'avait défini le pape Léon XIII dans son encyclique *Rerum Novarum* (1891). Il exaltait la nation contre tous les cosmopolitismes et toutes les internationales. Comme Maurras, l'Intégralisme défendait la décentralisation. C'est sur elle qu'il fondait la véritable démocratie, alors que la prétendue démocratie jacobine ne conduisait qu'aux dictatures les plus féroces et au terrorisme d'État.

Au début, les intégralistes avaient accepté la royauté de D. Manuel II, à condition qu'il abandonnât toutes les doctrines du libéralisme politique et économique. Or, à la manière de son cousin germain le comte de Paris, lorsqu'il rompit plus tard avec l'Action française de Maurras, le souverain déchu, fils d'une Orléans, fit savoir en 1920 qu'il ne le pouvait, car il était prisonnier de son serment constitutionnel. Les intégralistes placèrent alors leurs espoirs dans le petit-fils de D. Miguel, le jeune D. Duarte Nuno, dont ils firent leur prétendant idéal.

Trois autres mouvements monarchistes étaient nés de la révolution de 1910. La *Causa Monárquica* jouissait de la pleine confiance de D. Manuel II et s'en tenait à une restauration pure et simple du régime renversé. Un autre groupe se plaçait entre monarchistes libéraux et intégralistes, *l'Acção Realista Portuguesa*, fondée en 1923, qui fut reconnue également par D. Manuel. Enfin, le *Partido Legitimista*, resté fidèle à la monarchie de D.

Miguel I[er] et de son fils D. Miguel II, avait peu d'adhérents et finit par rallier l'Intégralisme en 1920[31].

Les sociétés secrètes, aussi bien à droite qu'à gauche, eurent une influence considérable sur l'évolution politique de la I[re] République. C'est à gauche que nous trouvons les plus importantes: la *Carbonária* et la *Maçonaria.* Afin de mieux combattre la monarchie, la première était sortie de la seconde. Elle connut son apogée entre 1908 et 1910, entre l'assassinat de D. Carlos et l'instauration de la République, puis déclina.

La maçonnerie en revanche fut particulièrement florissante pendant la I[re] République: à la fin de 1913, on estime le nombre des francs-maçons portugais à plus de 4 000, répartis en 200 loges et triangles dans la péninsule, dans les îles et dans les colonies. Comme partout ailleurs en Europe, son influence ne tenait pas au nombre de ses adhérents, somme toute assez limité, mais à sa pénétration dans les élites de la hiérarchie républicaine. Dans les équipes ministérielles comme dans le Parlement, les francs-maçons étaient nombreux. Ils présidèrent plus de la moitié des gouvernements, et trois présidents de la République appartinrent à l'ordre: Bernardino Machado, Sidônio Pais et António José de Almeida. Une scission du Grand Orient lusitanien l'affaiblit temporairement en 1914 : une minorité plus conservatrice s'en détacha et soutint l'expérience de Sidônio Pais en 1917-1918. Après la chute de ce dernier, la plupart des sécessionnistes regagnèrent le Grand Orient.

La dictature militaire (1926-1933)

Lassée par l'impuissance de la classe politique à panser ses plaies, la majorité de la population commença à abandonner le régime. Son principal soutien, la classe moyenne des villes, surtout celle de Lisbonne, lui fit progressivement défaut. La petite et la moyenne bourgeoisie étaient en effet de plus en plus terrorisées par l'action violente de groupes anarchistes et de la *Legião Vermelha,* de filiation à la fois nihiliste et communiste. La soif de l'ordre et la peur du bolchevisme lui firent tourner ses regards avec toujours plus d'insistance vers les régimes autoritaires qui commençaient à s'installer en Europe, le fascisme de Mussolini en Italie et la dictature de Primo de Rivera en Espagne. Quant à la paysannerie, c'est-à-dire la majorité de la

nation, elle n'avait jamais véritablement adhéré à la République: profondément catholique, elle avait été indignée par l'anticléricalisme viscéral des républicains.

Aussi, le 28 mai 1926, le coup d'État du général Gomes da Costa, l'un des plus prestigieux héros de la guerre, ne rencontra-t-il aucune résistance. Il se révolta à Braga et commença une marche sur Lisbonne. Après quelques hésitations, la majorité de l'armée se joignit à lui ou garda la neutralité. Le 30 mai, le gouvernement démissionna et le président de la République chargea l'un des chefs du mouvement, le commandant Mendes Cabeçadas, de former un nouveau ministère. Le lendemain, le président Bernardino Machado renonçait à son mandat et remettait tous les pouvoirs à Cabeçadas. Au début de juin, le Parlement était dissous et une dictature militaire instaurée au Portugal.

Dans l'entrevue qu'il avait accordée au *Diário de Lisboa*, le général Gomes da Costa avait exprimé l'écœurement de l'armée devant la corruption et l'incompétence de la classe politique. Il avait exposé les raisons et les buts de son action. A la question: « Quel est le caractère de votre mouvement?», le général avait répondu: «Exclusivement militaire. Ni conservateur, ni radical. On peut l'appeler un mouvement de résurrection nationale. – Quelles sont les fins de la révolte? - Amener l'armée à intervenir dans la politique, afin de moraliser notre administration publique.– Que pensez-vous faire, si vous restez maîtres de la situation? – Constituer un gouvernement militaire, composé des personnes qui ont dirigé le mouvement, pour que leurs intentions ne soient pas trahies. Il arrive fréquemment au Portugal que les politiques confisquent à leur profit les mouvements militaires, avec des intentions bien différentes de celles que les organisateurs avaient en vue. Sacrifice inutile, que nous, nous n'accepterons plus en aucune manière. »

Le 17 juin 1926, le général Gomes da Costa s'empara de la plénitude du pouvoir. Son passé lié au Parti radical inspirait peu de confiance aux différents mouvements de droite. Aussi, le 9 juillet suivant, un nouveau coup d'État militaire fut-il fomenté par un général monarchiste, Sinel de Cordes. Gomes da Costa fut envoyé dans un exil doré aux Açores, et remplacé par le général Oscar Carmona. Sous l'autorité de divers militaires, l'expérience dura jusqu'en 1933.

La dictature s'était donné pour principal objectif le maintien de l'ordre dans le pays: elle n'y réussit pas complètement. Comme à l'accoutumée, en effet, les politiques républicains de toutes tendances avaient pensé tirer parti du mouvement des militaires au profit de leurs propres intérêts et les renvoyer ensuite dans leurs casernes. Cette fois, il n'en fut rien, et la classe politique se remit à comploter pour s'en débarrasser. Plus inquiétantes furent les divisions qui se firent jour dans l'armée elle-même: beaucoup d'officiers inférieurs étaient restés attachés à l'idéal républicain et l'orientation nettement monarchiste du régime leur déplut de plus en plus. Certains formèrent d'authentiques soviets, qui se substituaient à une administration défaillante. D'une anarchie civile, le Portugal passait à une anarchie militaire: ainsi, au cours de l'été 1927, le lieutenant Morais Sarmento put envahir le palais de Belém et insulter les ministres réunis en conseil sans qu'il en advînt aucune conséquence.

Plus graves furent les différentes révoltes unissant des militaires et des civils, qui éclatèrent en 1927 et 1931. Du 3 au 9 février 1927, un violent mouvement révolutionnaire éclata à Porto, puis à Lisbonne. Des unités de l'armée et de la marine ainsi que des milliers de civils se joignirent à l'insurrection, qui ne fut réprimée qu'au prix de nombreux morts et blessés. Le 20 juillet 1928, une autre révolte plus limitée se produisit à Lisbonne et Setúbal. En 1931, ce fut à Madère et aux Açores, puis une autre fois encore à Lisbonne.

Ces désordres permanents amenèrent les militaires au pouvoir à prendre des mesures de plus en plus répressives. En les délivrant de leurs pires ennemis, révolutionnaires et conspirateurs professionnels, elles donnèrent au pays un peu plus de tranquillité. Beaucoup de républicains avaient déjà émigré. Dès février 1927, quelques politiques, comme Afonso Costa, et quelques intellectuels, comme les historiens Jaime Cortesâo et António Sérgio, fondèrent à Paris la *Liga de Defesa da República,* appelée *Liga de Paris.* Les habituelles divisions internes et querelles de personnes firent que, vers 1931, elle était pratiquement morte.

La situation catastrophique des finances de l'État continua à s'aggraver. Les militaires eurent recours à des emprunts à l'étranger, en particulier auprès des banques anglaises et françaises. La SDN, prévenue par les émigrés portugais qu'en cas de retour au pouvoir ils n'assumeraient pas les

dettes de la dictature, voulut imposer à cette dernière un véritable contrôle de ses finances. Devant les clameurs des émigrés et les protestations de l'opinion publique, les militaires durent renoncer aux emprunts.

Conscients de leur incompétence dans le domaine des finances et de l'économie, ils avaient fait appel en 1928 à un professeur d'économie politique de l'université de Coïmbre, le docteur António de Oliveira Salazar. Celui-ci n'accepta le portefeuille des Finances qu'à la condition expresse de superviser les budgets de tous les ministères et d'avoir un droit de veto sur toutes leurs augmentations de dépenses. Pour 1928-1929, il put ainsi présenter un budget prévisionnel comportant un solde positif: il le respecta scrupuleusement. Le succès de sa politique financière lui valut une grande popularité et surtout la confiance de la majorité de la nation.

LES RAISONS D'UN ÉCHEC

Comme dans l'Espagne voisine, les raisons fondamentales de l'échec de la monarchie libérale comme de la République tiennent avant tout à leur incapacité à résoudre les problèmes économiques et sociaux auxquels le Portugal avait été confronté. A la veille de l'instauration de *l'Estado Novo*, l'économie et la société n'avaient en effet guère changé depuis le XIXe siècle. Il est vrai que le pays souffrait d'un handicap majeur: des conditions naturelles difficiles. De tout temps, le Portugal n'avait pu subvenir seul à l'alimentation de sa population et avait dû importer des céréales. Ses sols étaient sujets à une grande érosion. Le régime très irrégulier des fleuves entraînait soit des crues dévastatrices soit des sécheresses catastrophiques. Sa végétation naturelle était relativement pauvre. Son sous-sol ne recelait pas de grandes richesses minérales.

Or, ce pays pauvre devait nourrir une population en pleine expansion grâce aux progrès incontestables de l'hygiène individuelle et de la salubrité publique. Pendant la décennie 1920-1930, avec un taux de natalité de 31,8 pour mille et un taux de mortalité de 19,4, le Portugal connut une croissance annuelle de 1,01 %, portant sa population de 6 080 135 à 6 802 429 habitants. La répartition entre les villes et les campagnes confirmait le caractère archaïque de la démographie portugaise: vers 1930, 80 % de la population vivait encore dans les campagnes; 14 % de citadins se

concentraient dans six villes dépassant 20 000 habitants, dont 12 % dans les seules cités de Lisbonne et de Porto, qui étaient peuplées respectivement en 1930 de 594390 et 232 280 habitants.

Même archaïsme en ce qui concerne la population active, où 49 % des Portugais vivaient encore de l'agriculture. Phénomène aggravant, la répartition de la propriété agraire n'avait guère changé depuis la vente des biens de l'Église. Le même contraste existait entre les régions au nord du Tage, zone «d'agriculture familiale», où prédominaient les petites exploitations, et celles qui se trouvaient au sud (Beira Baixa, Baixo Ribatejo, Alentejo), où était concentrée la grande propriété. L'Estrémadure et le Nord du Ribatejo constituaient une zone de transition.

De là de grandes différences dans le mode d'exploitation de la terre: dans le Nord, 82 % des petites exploitations familiales devaient vivre dans un régime proche de l'autosubsistance; dans le Sud, les grands domaines latifundiaires étaient exploités soit en faire-valoir direct soit en fermage, par «*os senhores do pão e do vinho*» (les seigneurs du pain et du vin), qui recrutaient des travailleurs salariés. Dans l'Alentejo, 2 % des exploitations ayant plus de 500 ha représentaient 51 % des surfaces cultivables[32]. Si bien que 70 % de la population agricole – que ce fussent les moyens et petits propriétaires du Nord, dont les terres étaient souvent faites de petites parcelles discontinues, ou le prolétariat agricole du Sud, aux salaires de misère – vivaient aux limites de la pauvreté, parfois même dans la sous-alimentation et la misère. La solution de ce problème social si urgent à résoudre passait dans l'immédiat par une réforme agraire. Cette situation avait des conséquences sur le développement économique du pays, en particulier pour l'industrie qui ne disposait ainsi que d'un très étroit marché interne.

Vers 1930 en effet, l'industrie portugaise était encore balbutiante. Son poids dans l'économie et dans la société était relativement faible par rapport à la domination de l'agriculture. En outre, elle était majoritairement cantonnée dans les secteurs traditionnels liés à la production de biens de consommation, qui exigeaient relativement peu de technologie, de spécialisation et de capitaux. Elle était par conséquent marquée par une grande dispersion en petites entreprises plus ou moins familiales, relevant bien plus de l'artisanat que de l'industrie. Cette petite industrie, articulée

avec le monde rural, n'était souvent maintenue que par de multiples formes de protection de l'État. Il était évident que la démocratie ne pourrait être instaurée au Portugal que si les conditions économiques et sociales de la majorité de la population s'amélioraient considérablement.

1 Le garant de l'alliance anglaise fut D. Pedro de Sousa Holstein, d'abord comte, puis marquis, enfin duc de Palmela. Il fut ambassadeur à Londres de 1812 à 1817, date à laquelle Jean VI l'appela à Rio de Janeiro pour en faire son ministre des Affaires étrangères, et joua ensuite un grand rôle dans l'établissement d'une monarchie libérale à l'anglaise au Portugal. Il pensa toujours que les intérêts de la couronne des Bragance étaient liés au désir de l'Angleterre de la maintenir sous sa tutelle. Même s'il n'arriva pas à convaincre la cour de Londres de défendre avec plus d'énergie les intérêts du Portugal, du moins réussit-il, par une convention additionnelle au traité luso-britannique, signée à Londres le 28 juillet 1817, à régler le commerce des esclaves en Afrique australe. Elle délimita ses champs d'action: désormais, les croiseurs britanniques ne saisiraient plus sur la côte de l'Angola les navires négriers portugais et brésiliens, qui transportaient les esclaves au Brésil. L'accord se maintint pendant quinze ans, jusqu'au moment où le trafic négrier fut aboli par la cour de Lisbonne. L'amitié et la confiance qui liaient le duc de Palmela à lord Palmerston contribuèrent à l'intervention britannique en faveur de D. Pedro.

2 Ce fut surtout D. Carlota Joaquina qui y songea en renouant avec le jeu d'alliances matrimoniales des deux maisons royales qui avait conduit au XVIe siècle à l'Union ibérique. Elle fit épouser sa fille aînée D. Maria Teresa par l'infant D. Pedro de Bourbon et Bragance. Celui-ci, éduqué au Portugal, était le fils de l'infant D. Gabriel de Bourbon et d'une sœur de Jean VI, l'infante D. Mariana Vitoria Josefa. Plus tard, en 1816, elle donna en mariage deux de ses autres filles, D. Maria Isabel au roi Ferdinand VII et D. Maria Francisca à son frère, l'infant D. Carlos de Bourbon, futur prétendant légitimiste au trône d'Espagne.

3 L'Angola resta le fournisseur essentiel du Brésil en esclaves noirs jusqu'à l'interdiction de la traite des nègres par le Portugal en 1836. Il abolit totalement l'esclavage en 1869.

4 Il était prévu que non seulement les archipels atlantiques et le Brésil, mais aussi les provinces d'Afrique et d'Orient seraient divisés en circonscriptions électorales: le royaume d'Angola et Benguela élirait un député; l'archipel du Cap-Vert aurait deux députés avec les derniers établissements portugais de la côte de Guinée, Bissau et Cacheu; les îles de São Tomé e Principe, un député. Le Mozambique et ses dépendances éliraient un député, l'État de Goa, un également, ainsi que les établissements de Macao, Timor et Solor : sept députés en tout.

5 Au Brésil, malgré l'opposition des grands propriétaires, l'esclavage fut aboli par l'empereur D. Pedro II en 1888, entraînant la chute de la monarchie brésilienne l'année suivante.

6 En 1854, il séjourna en Angleterre, où, en famille, il put voir fonctionner ce qui était considéré comme le modèle des monarchies constitutionnelles. En 1855, il visita l'exposition de Paris et fut reçu par Napoléon III et Eugénie, puis il passa à Rome où le pape Pie IX lui accorda une audience. Enfin il visita la Suisse et la Belgique, où il se trouva de nouveau dans la grande famille des Cobourg.

7 Fait duc en 1862, il était entré dans la famille royale par son mariage avec l'infante D. Ana de Jesus Maria, fille de Jean VI. D'abord fidèle de D. Miguel, il passa ensuite au parti libéral, adhéra à la révolution de septembre, et fut l'un des fondateurs du Parti historique, qui accompagna le mouvement *Regenerador* de 1851. De tendance populiste, Oliveira Martins le définit comme le

type même au Portugal des grands seigneurs démocrates anglais. Il était aussi le chef de la maçonnerie portugaise.

8 Le conflit diplomatique ne fut résolu que par le départ des sœurs pour la France en 1862.

9 La douleur populaire fut immense, à un tel point qu'elle y vit la main d'un empoisonneur: le marquis de Loulé se serait ainsi vengé de sa démission forcée. La colère du peuple de Lisbonne fut à son comble lorsqu'il apprit que l'infant D. João était aussi agonisant: le 25 décembre, une véritable émeute contre les personnes et les résidences de certains hommes politiques se produisit alors.

10 Il épousa la princesse Maria-Pia de Savoie, fille du futur roi d'Italie, Victor-Emmanuel II, symbole du libéralisme politique. Par sa forte personnalité, la reine eut une grande influence sur son mari.

11 Après la chute du gouvernement de Loulé, le Parti régénérateur revint au pouvoir sous la présidence du duc da Terceira. A la mort de celui-ci, Joaquim AntÓnio de Aguiar présida le gouvernement avec la participation de Fontes. Mais cela ne dura guère, car le Parti historique revint sous une nouvelle présidence du marquis de Loulé, dès le 4 juillet 1860, puis sous celle du vicomte de Sá da Bandeira jusqu'au 4 septembre 1865.

12 Le terme *caciquismo* provient de cacique, nom que l'on donnait dans l'Amérique espagnole aux chefs de tribus indiennes. Dans la dernière partie du XIXe siècle et au XXe, il désigna au Portugal comme en Espagne tous ceux qui disposaient du pouvoir social et économique dans un *concelho* ou dans toute autre division territoriale, ce qui leur permettait d'exercer le monopole de l'action politique, en particulier de faire et de défaire les élections.

13 Jusqu'en 1852, elle avait été modérée par la signature de traités de commerce avec les principaux partenaires du Portugal. Le traité signé en 1842 avec la Grande-Bretagne, qui restait le partenaire le plus important, permit de réduire un peu les privilèges exorbitants qui lui avaient été accordés en 1810 et en 1831. D'autres traités furent signés, d'abord avec l'Espagne et avec le Brésil, mais aussi avec la France, l'Allemagne, les États-Unis, la Russie, etc.

14 Au cours du siècle, l'évolution du déficit de la balance commerciale fut spectaculaire: de 5 *000 contos* en 1851, il passa à 16 000 en 1866, à 23 000 en 1898 et à presque 39 000 en 1908.

15 Manuel Maria Barbosa du Bocage (1765-1805) est considéré comme l'un des meilleurs poètes portugais.

16 D. Leonor de Almeida, marquise de Alorna (1750-1839), poétesse estimable, contribua notamment à la formation culturelle d'Alexandre Herculano.

17 A ces deux noms, il ne faut pas oublier d'ajouter celui, moins illustre sans doute, d'António Feliciano de Castilho (1800-1875), l'écrivain aveugle. Imprégné de culture gréco-latine, il se dédia avec une égale ferveur à la poésie *(A Noite do Castelo* et les *Ciúmes do Bardo)* et au roman historique (les *Quadros Históricos* de *Portugal).* Il fut aussi célèbre par la rédaction d'un traité pour l'enseignement de la langue, le *Livro de Leitura Repentina.* Pour accompagner et favoriser ce renouveau intellectuel, des institutions destinées à promouvoir les sciences et les lettres virent le jour: ainsi de la renaissance de l'Académie royale des sciences et de la création du *Grémio Literário* en 1846.

18 L'entrée d'Eça de Queiros dans la carrière diplomatique et son éloignement du Portugal l'amenèrent à laisser au seul Ortigão le soin de cette publication.

19 Ses romans les plus célèbres furent 0 *Primo Basilio, O Crime do Padre Amaro, O Mandarim, A Relíquia, Os Maias, A Correspondência de Fradique Mendes*, et les deux derniers, *A Ilustre Casa de Ramires* et *A Cidade e as Serras.*

20 Par exemple, *Um Auto de Gil Vicente*, en 1838; *O Alfageme de Santarém*, en 1842; ou *Frei Luis de Sousa*, en 1844. Retenons pour la génération suivante les noms de Marcelino Mesquita (1856-1919), D. João da Câmara (1852-1908) et Gervásio Lobato (1850-1895).

21 On peut retenir les noms de Teixeira de Pascoaes (1877-1952), qui lança le mouvement esthétique et littéraire appelé *saudosísmo*, d'Afonso Lopes Vieira (1878-1947) ou encore d'António Correia de Oliveira (1879-1960) dans le domaine de la poésie.

22 D'autres revues, souvent éphémères, virent le jour: *Orpheu* en 1915, *Centauro* en 1916, *Portugal futuristo* en 1917, *Contemporânea* en 1922-1933 ; *Athena* en 1924-1925.

23 Sa disparition, en octobre 1999, a profondément bouleversé les Portugais. Ils lui donnèrent des obsèques nationales en présence d'une foule immense et de toutes les autorités du pays, qui avaient décrété plusieurs jours de deuil. Revanche posthume de celle qui, considérée comme l'un des symboles du régime défunt, avait vu son étoile pâlir après la révolution des Œillets.

24 Le préromantisme avait d'ailleurs été introduit au Portugal dans la seconde moitié du XVIIIe siècle par un peintre d'origine française, Jean Pillement, agréable paysagiste.

25 Certains épisodes de sa vie rappellent Goya, le génie en moins. En 1817, il réalisa même un portrait de ses enfants à la manière du grand peintre espagnol. Il fut aussi influencé par le portraitiste de la cour, l'Italien Pellegrini, lui-même inspiré par la peinture de Goya.

26 D. Carlos I avait succédé à son père en 1889. Encore duc de Bragance et prince héritier, il avait épousé en 1886 la princesse Amélie d'Orléans, fille du comte de Paris, dans l'espoir de contrebalancer la domination anglaise en s'appuyant sur la France. Cette alliance n'eut d'autre résultat que de décider la République française, encore mal assurée, à promulguer la loi d'exil du prétendant au trône et de son héritier.

27 Sous la direction de Hintze, il avait déjà fait preuve en 1895 de son tempérament autoritaire dans le ministère du Royaume, c'est-à-dire de l'Intérieur.

28 Une Chambre des députés et un Sénat, tous deux élus directement par le peuple, au suffrage universel.

29 Parmi eux se trouvaient Machado Santos, Carlos da Maia et le chef du gouvernement lui-même, António Granjo.

30 De la gauche à la droite, nous trouvons le *Partido Radical* (issu des *Outubristas*, partisans du mouvement révolutionnaire du 19 octobre 1921), le *Partido da Esquerda Democrâtica* (Gauche démocratique), le PRP ou *Partido Democrâtico*, l'*Acção Republicana*, le *Partido Nacionalista* et l'*União Liberal.*

31 Après la mort de son oncle, l'infant D. Afonso, en 1921, D. Manuel II, sans héritier direct, déclara qu'il accepterait comme successeur celui que les Cortès choisiraient. Quant à D. Miguel II, pour faciliter l'union de tous les monarchistes, il avait abdiqué en faveur de son fils D. Duarte Nuno, en 1920.

32 Signalons quelques grandes exploitations latifundiaires du Sud: le duc de Cadaval 7 000 ha, la maison de Palmela plus de 5 000 ha, le marquis da Fronteira plus de 10 000 ha, la famille Almeida Garrett, plus de 3 000 ha, etc. Il existait aussi quelques grandes entreprises capitalistes

sous la forme de sociétés agricoles par actions, comme la Compagnie des Lezirias, qui détenait 50000 ha, ou la *Casa Agrícola de Portugal*, avec 17 000 ha.

CHAPITRE XX

L'*Estado Novo*

Le docteur Salazar, devenu président du Conseil en 1932, remplaça dans le gouvernement les militaires, qu'il renvoya dans leurs casernes, par des professeurs de l'université de Coïmbre, qui constituèrent le personnel gouvernemental par excellence du nouveau régime jusqu'à sa chute. Il fit rédiger une nouvelle Constitution qui mit fin à la dictature militaire. La Constitution de 1933, qui fut approuvée par plébiscite – sur 1 014 150 électeurs, il y eut 5 505 non, 580 379 oui et 427 686 abstentions -, fondait l'*Estado Novo*. Tout en gardant une forme républicaine, il instaurait un régime autoritaire qui reposait sur des instruments de répression. Le plus connu et le plus important fut une police politique qui, à l'instar de l'Inquisition, pénétra tous les secteurs de la société civile et militaire, et réussit à défier l'autorité de l'État lui-même[1].

Salazar ne rencontra à ses débuts que peu d'opposition auprès d'une population lasse de l'instabilité. Une grève à caractère révolutionnaire, qui voulait s'opposer à la nouvelle organisation du travail, fit long feu en janvier 1934. En septembre 1935, déçus par la nature du régime, les nationaux syndicalistes, petit groupe inspiré par le nazisme, appuyés par quelques monarchistes mécontents du refus de Salazar de restaurer la monarchie, tentèrent une révolte militaire qui fut étouffée dans l'œuf. En septembre 1936, le déchaînement de la guerre civile en Espagne n'eut que peu de retentissement au Portugal: tout au plus put-on noter la tentative avortée d'une révolte des équipages de deux bateaux de guerre à Lisbonne, qui voulaient aller à l'aide de la République espagnole. Nul cependant n'aurait pu penser que la longévité de l'*Estado Novo* dépasserait quarante années.

LES PRINCIPES POLITIQUES DE SALAZAR

Agé de 39 ans lorsqu'il fut appelé au ministère des Finances, Salazar avait déjà un passé politique. Il était l'un des organisateurs d'un parti catholique et avait été élu comme candidat catholique par Guimarâes en 1921. Accusé en 1919 de conspirer avec d'autres collègues contre la République, il avait la faveur de la droite catholique et était considéré comme un sympathisant monarchiste. Auréolé de son prestige de professeur à Coïmbre, ses livres et articles sur les questions financières et économiques faisaient autorité.

De réputation taciturne, il mena toujours un genre de vie spartiate. Ses discours publics étaient faits de paroles concises, élégantes et simples: ils séduisaient la majorité de la population, parce qu'elle les comprenait. Il affectait la modestie et refusait le culte de la personnalité aussi bien que le mythe du chef unique et infaillible. «Je suis sans doute sensible à l'appui qui m'est donné. Mais je dois rappeler que j'ai toujours lutté – même contre la tendance dominante du moment - pour que nous ne cédions pas à la tentation d'incarner dans un homme l'avenir d'une œuvre qui, par son ampleur, le dépasse. Je ne suis qu'un anneau qui ne veut point se laisser tordre et briser, un simple anneau d'une chaîne qui s'unira à un autre pour le service de la Nation... », affirmait-il.

Salazar se présentait avant tout comme un humaniste: « Dans ce monde où tout se modifie, ce qui change le moins, c'est l'homme lui-même. C'est le premier principe d'une saine politique: ne pas vouloir à tout prix adapter l'homme aux changements qui bouleversent le monde, mais essayer d'adapter ces changements à la nature éternelle de l'homme.» Conservateur par conséquent, au sens plein du terme, il voulut inscrire son régime dans la continuité historique du Portugal [2].

A ceux qui l'accusaient d'avoir instauré un régime autoritaire et répressif et d'avoir étranglé les libertés, il rétorquait en évoquant la longue période de troubles dans lesquels la révolution de 1910 avait plongé le Portugal: «L'expérience que nous avons acquise nous a appris qu'en matière de libertés publiques, s'il y a quelque intérêt à savoir dans quelle mesure elles sont reconnues, leur garantie effective importe bien davantage. Autant dire que ces liberté n'intéressent que pour autant qu'elles peuvent être exercées, et non dans la mesure où elles sont promulguées. »

Pour Salazar, la notion de souveraineté populaire n'était qu'hypocrisie. «Nous avons vu que l'adulation des masses qui a abouti à l'institution du *peuple souverain* n'a donné au peuple, en tant qu'agrégat national, ni influence dans la marche des affaires publiques, ni ce dont le peuple – souverain ou non – a le plus besoin: à savoir être bien gouverné.» Il croyait par conséquent aux vertus d'un État fort et à la nécessité d'un exécutif puissant: «Il n'y a pas d'État fort là où le pouvoir exécutif ne l'est pas, et l'affaiblissement de ce dernier est la caractéristique générale des régimes politiques dominés par le libéralisme individuel ou social, par l'esprit partisan et par les excès et les désordres du parlementarisme...» Il déniait au régime parlementaire toute capacité à gouverner pour l'intérêt commun. La Ire République l'avait prouvé: «A côté de l'énorme majorité qui gagnait sa vie par le travail, les camarillas politiques gagnaient aussi leur vie dans la politique, et il est probable, sinon certain, que les intérêts des partis étaient bien distincts des intérêts supérieurs du pays... »

Il récusait cependant toute forme de totalitarisme. Au lendemain de l'arrivée d'Hitler au pouvoir, il écrivit: «Nous devons éviter la tendance à la formation de ce que l'on pourrait appeler l'État totalitaire. L'État qui subordonnerait tout, sans exception, à l'idée de nation ou de race par lui représentée, dans le domaine de la morale, du droit, de la politique et de l'économie; qui apparaîtrait comme un être omnipotent, trouvant en lui sa propre origine et sa propre finalité, auxquelles devraient être assujetties toute les manifestations individuelles ou collectives... Un tel État serait essentiellement païen, incompatible par nature avec le génie de notre civilisation chrétienne... »

A l'État totalitaire, il opposait l'État nouveau, qu'il définissait comme un État de droit: «La Constitution approuvée par le plébiscite populaire rejette, comme inconciliable avec ses objectifs, tout ce qui, directement ou indirectement, pourrait émaner de ce système totalitaire. Elle commence par établir comme limites à la souveraineté elle-même la morale et le droit. Elle impose à l'État le respect des garanties dérivées de la nature, en faveur des individus, des familles, des corporations et des administrations locales. Elle assure la liberté et l'inviolabilité des croyances et des pratiques religieuses. Elle attribue aux parents et à leur représentant l'instruction et l'éducation des enfants. Elle garantit la propriété, le capital, le travail, dans l'harmonie

sociale. Elle reconnaît l'Eglise, avec ses organisations propres et lui laisse le libre exercice de l'action spirituelle... »

Il s'agissait en somme d'un régime politique beaucoup plus proche de la monarchie chrétienne d'Ancien Régime que du fascisme mussolinien ou *a fortiori* du nazisme hitlérien. L'organisation corporative de l'État permettrait en outre d'éviter le piège du parti unique: «Le parti unique, conduisant au totalitarisme de l'État, est clairement exclu de notre doctrine et de notre éthique politique»...

Pour Salazar, deux valeurs essentielles devaient être le fondement de tout État et de toute société: Dieu et la Patrie. «Nous ne discutons pas Dieu», affirmait-il avec force, et le catholicisme lui semblait de l'essence même du Portugal: «La première réalité que l'État a en face de lui est la formation catholique du peuple portugais; la seconde est que l'essence de cette formation se traduit en une constante de l'Histoire... Autrement dit, on ne peut poser chez nous le problème d'une incompatibilité quelconque entre la politique de la Nation et la liberté évangélisatrice; au contraire, l'une a toujours constitué une partie essentielle de l'autre.» Mais il ne pensait pas que l'Église dût être liée à un régime politique. Il avait lui-même au contraire organisé les catholiques portugais indépendamment de l'idée monarchique. «J'ai personnellement quelque responsabilité dans la forme actuelle d'organisation des catholiques portugais. C'était mon idée, en 1922, que les questions suscitées entre l'Église catholique et la République perdraient de leur acuité, se simplifieraient, une fois écartée la question du régime; cela nous imposait la séparation des monarchistes militants et l'organisation, dans le Centre catholique, de tous les catholiques qui, sans se prononcer sur des formes de gouvernement, accepteraient le régime sans arrière-pensée, comme c'était la recommandation expresse du Souverain Pontife... »

Il déplora que son initiative, du fait de l'anticléricalisme des dirigeants républicains, n'eût pas eu les résultats escomptés [3], mais il n'entendait pas pour autant lier l'Église au régime qui ne pouvait être confessionnel. Il faut rendre à César ce qui est à César, et à Dieu ce qui est à Dieu: «L'État devra s'abstenir de faire de la politique avec l'Église dans la certitude que l'Église s'abstiendra de faire de la politique avec l'État» (1940). Garant de la liberté de l'Église à laquelle Salazar tenait en priorité, l'État était aussi celui de la

liberté de culte: «En tant que chef du Gouvernement, j'ai des devoirs envers les catholiques et aussi envers ceux qui ne le sont pas. Il m'appartient de faire prévaloir les solutions qui sauvegardent la liberté religieuse de tous les Portugais et écartent la malveillance ou la désunion, car, moi aussi, j'ai d'autres brebis à garder qui ne sont pas de ce bercail [4].»

«Nous ne discutons pas la Patrie», proclama-t-il en 1936. Il la définit comme la nation dans son intégrité territoriale et morale, dans sa pleine indépendance, dans sa vocation historique: « Il en est de plus puissantes, de plus riches, peut-être de plus belles; mais celle-ci est la nôtre et jamais aucun enfant au cœur bien formé n'a désiré être le fils d'une autre mère... Sans hésitation, nous avons fait du nationalisme portugais la base indestructible de l'État nouveau...» Dans cette nation, il comprenait tous les Portugais disséminés dans le monde entier[5]. Il ne pouvait être question d'abandonner la moindre parcelle de cette nation planétaire : «Nos lois constitutionnelles nous l'interdisent et, à défaut même de ces textes, la conscience nationale ne nous le permettrait pas [6]» (1937).

Deux autres valeurs, selon lui, étaient indissolublement liées à l'idéal chrétien et à l'idée de patrie : la famille et le travail. «Nous ne discutons pas la famille. » Elle était l'élément fondamental de la Nation et de l'État : «Voici donc à la base la famille, cellule sociale irréductible, noyau primitif de la paroisse, de la municipalité, et par conséquent de la Nation: elle est, par nature, le premier des éléments politiques organiques de l'État constitutionnel... » L'organisation de l'Etat devait par conséquent être calquée sur l'organisation de la société.

«Nous ne discutons pas le travail, ni en tant que droit, ni en tant qu'obligation...» Pour Salazar, dans quelque activité que ce soit le travail anoblissait l'homme [7] et le devoir de l'État était d'en fournir à chacun. En revanche, il ne devait pas subventionner le chômage : «Le subside, sans travail compensateur, démoralise les individus, les rend indolents, paresseux, complètement inutiles à la vie d'une société. Le subside en échange de travail, au contraire, fait que les hommes ne perdent pas l'habitude de leur fonction naturelle dans la vie et permet d'enrichir le pays par la réalisation de travaux publics d'utilité générale. » Cette exigence impliquait l'intervention indispensable de l'État dans le domaine social et dans le domaine économique: «Tout État moderne, indépendamment de son

faciès politique, va être dominé par la préoccupation du social, préoccupation qui se traduira certainement par des interventions plus ou moins profondes dans le domaine économique – propriété et production -, mais dont la finalité consiste à obtenir une meilleure distribution de la richesse produite et l'accès des individus aux bénéfices de la civilisation...» Les trois termes, autorité, travail et préoccupation sociale, étaient étroitement liés.

L'application de ces principes ne pouvait se faire sans l'assainissement préalable des finances et de l'économie: «L'État nouveau que nous nous proposons de construire au Portugal s'efforce d'obtenir la solidité et la prospérité des finances et de l'économie nationales au moyen d'une administration rigoureuse et de vastes travaux de mise en valeur, afin de rendre plus stable la situation du Trésor et meilleures les conditions de vie de toutes les classes... » Le pouvoir financier et économique permettra l'équilibre politique et social, car la richesse doit être subordonnée à une finalité sociale : « Le problème social est le problème de la distribution de la richesse, qui ne saurait avoir de solution efficace sans une augmentation de la production. Sauf dans le cas de parasitismes économiques, qui doivent être évités et corrigés, seule l'augmentation de la richesse peut favoriser la solution de la question sociale... »

Salazar croyait donc en «un gouvernement fort sous l'autorité stable du chef de l'État, acceptés l'un et l'autre par la masse des citoyens quand ils sentent que sont sauvegardés leur liberté et leurs intérêts... La garantie des libertés essentielles permet la tranquillité dans l'ordre, qui signifie la paix publique... ». Car, selon lui, autorité nécessaire et liberté possible, loin d'être incompatibles, étaient garantes l'une de l'autre.

L'INSTALLATION DU NOUVEAU RÉGIME

Un État corporatif

L'État nouveau était avant tout un État corporatif, où tous les organes qui constituaient la nation devaient être représentés et participer à la vie politique. «Les familles, les paroisses, les municipalités, les corporations où

se trouvent tous les citoyens, avec leurs libertés juridiques fondamentales, sont les organismes qui composent la Nation et ils doivent, en tant que tels, intervenir directement dans la constitution des corps suprêmes de l'État : c'est là une expression plus fidèle que n'importe quelle autre du système représentatif», écrivait Salazar en 1930[8].

L'Estatuto do *Trabalho* Nacional (Statut du travail national) définissait une organisation corporative. Les fondements en étaient les éléments primaires *(Elementos Primários).* Il s'agissait des syndicats nationaux *(sindicatos nationais),* composés des employés, des ouvriers ou des membres des professions libérales, des corps de métiers (grémios) réunissant les entreprises et les sociétés, les maisons du peuple (casas do povo), unions rurales de patrons et de travailleurs, et les maisons des pêcheurs *(casas dos pescadores),* associations de gens de mer avec leurs employeurs.

Les éléments secondaires ou intermédiaires *(Elementos Secundários* ou *Intermédios)* englobaient les fédérations nationales *(Federaçôes Nacionais)* et les fédérations régionales *(Federações Regionais),* c'est-à-dire des associations de syndicats ou de grémios identiques. Il y avait aussi les unions *(Uniões)* qui associaient par affinité les activités déjà organisées en syndicats et *grémios,* afin de représenter l'ensemble de tous les intérêts dans les grandes branches de l'activité nationale.

Les corporations *(Corporações)* proprement dites incarnaient « l'organisation unitaire des forces de production, représentant intégralement leurs intérêts ». Outre ces corporations économiques, il existait des corporations morales *(corporações* morais) à finalité d'assistance et de charité (hôpitaux, asiles, crèches, casas pias, *misericórdias)* et des corporations culturelles *(corporações culturais)* à finalités scientifiques, littéraires ou artistiques (universités, académies, associations).

Malgré le soutien massif que lui avaient apporté les monarchistes, l'État nouveau garda une forme républicaine à laquelle de nombreux officiers de l'armée et de la marine étaient attachés. En outre, la mort en 1932 de D. Manuel II, aimé et respecté pour ses malheurs et ses qualités humaines, porta un coup fatal à ceux qui aspiraient à une restauration. Le nouveau prétendant, D. Duarte Nuno, en tant que petit-fils de D. Miguel, inspirait d'ailleurs de la méfiance à beaucoup de monarchistes. Un discours de

Salazar après la mort du roi ne laissa plus de place à l'ambiguïté. Quelles que fussent ses propres réticences envers l'idée de république, elle s'imposait désormais à tous les Portugais: «Incontestablement, il y a un problème grave pour la conscience des monarchistes portugais. Je sais ce que valent et ce que coûtent de sincères convictions pour que je n'aie pas pour elles un absolu respect... Mais les idées ne sont pas toujours réalisables et n'ont pas toujours une utilité pratique; parfois, elles sont mortes pour l'action, et il ne faut pas laisser les hommes amarrés à des cadavres... » Pour les nouvelles générations, la question du régime importait peu. Ce qui importait, c'était que les républiques pussent garantir l'ordre et l'autorité.

A la tête de cet État se trouvait un président de la République élu au suffrage universel, mais au rôle purement décoratif. Le véritable chef de l'exécutif était le président du Conseil, le docteur Salazar lui-même. Une Assemblée nationale était composée de 90 députés, proposés au vote des électeurs par l'Union nationale. Cette dernière ne voulait pas être un parti unique et n'était pas organisée comme tel. Elle devait représenter l'union de tous les Portugais, puisque les partis politiques - y compris le Centre catholique -, fondements d'un régime parlementaire qui n'existait plus, furent dissous. Bien entendu, le système fonctionnait de telle sorte que Salazar pût disposer de toutes les institutions politiques, sociales et économiques, et en contrôler les activités. Dès 1933, il avait d'ailleurs cumulé la présidence du Conseil et le ministère des Finances. En 1936, il y ajouta les portefeuilles de la Guerre et des Affaires étrangères. Cette même année 1936, devant les dangers de la guerre civile espagnole, il créa la Légion portugaise, corps de volontaires pour la défense du régime, et la *Mocidade Portuguesa*, organisation paramilitaire qui encadrait les adolescents.

La « mystique impériale »

A la fin des années 1920, la très grave crise financière dans laquelle se débattait la Ire République avait conduit sa politique coloniale dans une impasse, surtout en Angola. A cela s'ajoutaient des menaces venues de l'extérieur: les prétentions révisionnistes de l'Italie et de l'Allemagne pouvaient mettre en danger l'empire colonial portugais. L'inquiétude était

d'autant plus grande que la rumeur courait que la Grande-Bretagne était prête à les satisfaire aux dépens du Portugal. Après la grande dépression de 1930, les grandes puissances coloniales qu'étaient la France et surtout la Grande-Bretagne, qui abandonna son traditionnel libre-échangisme, crurent trouver un remède en la politique de préférence impériale.

Aussi Salazar, exerçant par intérim le ministère des Colonies, fit-il adopter *l'Acto Colonial*, le 8 juillet 1930, qu'il incorpora ensuite dans la Constitution de 1933, loi-cadre de sa politique coloniale jusque dans les années 1950.

Ce décret proclamait que le Portugal avait pour vocation la « fonction historique et essentielle de posséder, de civiliser et de coloniser des domaines d'outre-mer». L'idée de base était que l'État ne pouvait aliéner la moindre parcelle de son territoire colonial, et que «les autres États ne pouvaient en acquérir nulle portion, sauf pour l'établissement de la représentation consulaire, moyennant la réciprocité ». En rupture avec la tradition, les domaines d'outre-mer s'appelleraient désormais *l'Império Colonial*. Cet Acte colonial réglementait strictement les concessions et les activités des sociétés et entreprises étrangères, et définissait en quelque sorte un nouveau Pacte colonial politique et économique.

A partir de 1933, le gouvernement organisa toutes sortes de manifestations pour exalter la mission civilisatrice et colonisatrice de la nation portugaise: en 1933, la Conférence impériale coloniale; en 1934, l'Exposition coloniale portugaise à Porto; en 1936, la première Conférence économique de l'Empire colonial; en 1937, l'Exposition historique de l'occupation des domaines d'outre-mer. L'Estado Novo fit sienne l'idéologie impériale qui avait inspiré tous les régimes précédents, y compris la république : la possession d'un empire était inséparable de l'indépendance nationale, car il en était le garant contre l'éternelle pression annexionniste de l'Espagne. Le régime de Salazar eut aussi l'imprudence de proclamer qu'il était le seul capable de maintenir l'empire [9].

Sur le plan économique, ce nouveau Pacte colonial était difficilement applicable. Les industriels de la métropole y adhéraient certes pleinement. Il signifiait pour eux « industrialiser la métropole et coloniser l'outre-mer », c'est-à-dire subordonner l'économie coloniale au développement industriel du Portugal: réserver les marchés de l'outre-mer aux exportations

métropolitaines et donner des facilités aux importations de matières premières des colonies par de bas prix. Une telle subordination était inacceptable pour les entrepreneurs et exportateurs coloniaux. Ils réclamaient au contraire une protection des plantations coloniales contre la concurrence étrangère par des droits de douane qui maintiendraient les prix de leurs productions à des chiffres raisonnables. Ils défendaient en outre la nécessité d'établir des industries dans les colonies, dès que les conditions économiques le leur permettraient.

Il fallut l'intervention arbitrale de l'État pour régler ces conflits. Il y répondit par une législation protectionniste dans les deux sens. D'un côté, il frappa de droits de douane les produits étrangers susceptibles d'entrer en concurrence aux colonies avec les produits métropolitains, surtout les vins et les tissus de coton et de laine. Il prohiba l'installation aux colonies d'industries concurrentes de celles de la métropole. Il y défendit également toute implantation de vignobles. Il en résulta une certaine expansion des industries grâce à l'accroissement de leurs exportations vers les colonies. Quant aux vins, celles-ci en absorbèrent toute la production excédentaire dans les années 1930. D'un autre côté, les produits coloniaux furent avantagés par rapport aux produits étrangers qui pouvaient les concurrencer, notamment les oléagineux, le sucre, le café et le coton. Il y eut quelques effets pervers : la protection du sucre colonial, par exemple, en augmenta le prix par rapport au marché mondial et elle empêcha le développement du sucre de betterave dans la métropole.

D'une manière générale cependant, même si les industriels ne tirèrent pas tout le profit qu'ils espéraient de cette politique, les économies coloniales s'intégrèrent de plus en plus dans le processus de développement économique du Portugal. Ainsi l'industrie du coton connut-elle une réelle expansion et entraîna-t-elle une baisse importante de l'importation des tissus étrangers. Ce fut aussi le cas des biens intermédiaires comme les ciments, et de l'ensemble des biens de consommation grâce aux exportations vers les colonies. On relève le même accroissement des importations venues de l'outre-mer. La plus significative est celle du coton : le coton colonial ne représentait en 1932 que 8,4 % des importations de cette matière première, en 1939 la proportion était de 60,1 % !

L'Estado Novo et l'Europe

L'instauration de l'État nouveau ne rencontra pas plus d'obstacles à l'étranger qu'il n'en avait essuyé à l'intérieur. Naturellement, l'Italie fasciste fut chaleureuse à son égard. La Grande-Bretagne, soulagée de voir enfin l'ordre rétabli au Portugal, noua rapidement des liens d'amitié avec le vieil allié : le prince de Galles, futur Édouard VIII, lui fut d'emblée très favorable et il fit une visite officielle à Lisbonne dès 1931. La présence d'exilés politiques portugais en France troubla un peu les relations entre les deux pays, mais elles redevinrent rapidement normales.

L'Espagne de Primo de Rivera sympathisa immédiatement avec le régime militaire portugais à ses débuts : en 1929, le général Carmona, président de la République, fut reçu en visite d'État par le roi Alphonse XIII. L'avènement de la République espagnole en 1931 inquiéta d'abord le gouvernement portugais – Madrid devenait ainsi le point de ralliement et le centre des conspirations des émigrés portugais -, mais son évolution vers la droite rassura Salazar. Pour le satisfaire, la République espagnole interna même les républicains portugais les plus importants comme Bernardino Machado. Les deux pays ibériques renouèrent alors des relations diplomatiques cordiales : en 1935, le ministre des Affaires étrangères portugais, Armindo Monteiro, se rendit en visite officielle à Madrid.

Dans ses grandes lignes, la diplomatie de Salazar reprit la tradition politique qui la gouvernait depuis la Restauration de 1640 : la défense de l'indépendance nationale face au «péril espagnol » et la préservation de l'intégrité de l'empire colonial. A cela s'ajoutait le souci d'assurer la pérennité du régime par un habile jeu de bascule entre les grandes puissances. A cette fin, Salazar employa les deux instruments historiques du Portugal : la «vieille alliance » avec l'Angleterre et l'éloignement des affaires européennes. La Grande-Bretagne était, ou paraissait encore, par son pouvoir naval, la garante des liaisons océaniques avec l'empire et, par des frontières communes en Afrique, la puissance tutélaire de l'Angola et du Mozambique. En outre, elle était toujours le premier fournisseur et le premier client de l'économie portugaise, le transporteur de ses marchandises et son principal créancier.

La conjoncture internationale, où le Royaume-Uni se voyait disputer son hégémonie par l'Allemagne d'Hitler, vint infléchir les termes de cette alliance. La guerre civile en Espagne en fut la première occasion. En prenant nettement parti pour les nationalistes, Salazar s'éloigna des positions britanniques. Pour ne pas remettre en cause la «vieille alliance », il sut cependant, avec beaucoup d'habileté, suffisamment tergiverser pour gagner du temps et ne pas se compromettre avec la cause franquiste. C'est ainsi qu'il ne reconnut pas trop rapidement le gouvernement de Burgos. Avant d'adhérer au Comité de non-intervention de Londres, il avait déjà accepté de surveiller les frontières avec l'Espagne.

Depuis Pierre II, le Portugal s'était toujours bien porté de sa politique de neutralité dans les affaires continentales de l'Europe. Si l'on fait abstraction de la guerre de la Succession d'Espagne et de la guerre de Sept Ans, que l'Angleterre lui avait imposées, ainsi que de l'époque exceptionnelle de la domination napoléonienne, il ne s'était jamais impliqué dans des conflits européens. En revanche, l'expérience désastreuse de la Première Guerre mondiale n'avait pas été oubliée. C'est ce qu'avait affirmé Salazar en 1935 : à ses yeux les convulsions de la politique européenne ne concernaient en rien les «véritables intérêts de la Patrie portugaise ». Il précisait: «Nous sommes avant tout une puissance atlantique, prisonnière de l'Espagne par la nature, mais politiquement et économiquement tournée vers la mer et vers les colonies. » Aussi, disait-il, « dans la ligne traditionnelle de notre politique externe », il ne faut pas «nous impliquer dans les désordres européens », mais maintenir à l'inverse l'« amitié péninsulaire » et développer «les possibilités de notre pouvoir atlantique ». C'est pour cette raison qu'il restait très réservé à l'égard de la Société des nations, car elle serait «fondamentalement le centre de la politique européenne et de la politique européenne continentale, avec quelques répercussions - et nous désirons qu'elles soient peu nombreuses – dans la politique africaine ». Salazar rappelait, avec justesse, que «la nation portugaise, chaque fois que, hors de la péninsule, elle est intervenue dans les conflits et dans les luttes de l'Europe, l'a fait, pour ainsi dire, accidentellement, et rarement pour défendre ses intérêts vitaux». Il reprenait ainsi l'essentiel de la politique atlantique et mondiale du Portugal impérial.

L'intervention politique, diplomatique et – indirectement – militaire en faveur des nationalistes espagnols ne dérogeait nullement à ce principe. Il s'agissait, en l'occurrence, d'empêcher l'installation d'un régime rouge dans la péninsule Ibérique, car il aurait signifié à terme la soviétisation du Portugal et, par conséquent, la perte de toutes ses valeurs chrétiennes et celle de l'indépendance nationale. La victoire du *Frente Popular* en 1936 et la dérive révolutionnaire de la République espagnole avaient bouleversé les relations hispano-portugaises. La menace était d'autant plus réelle que les gouvernements de la gauche républicaine fournirent un appui politique et militaire aux mouvements d'opposition exilés à Madrid. L'objectif était une «Fédération des républiques socialistes ibériques ».

Aussi Salazar accueillit-il avec soulagement la révolte militaire du général Franco et ne lui ménagea-t-il pas son assistance. Ayant rompu les relations diplomatiques avec le gouvernement républicain dès le mois d'octobre 1936, il reconnut officiellement le gouvernement nationaliste à partir de mai 1938. Il signa ensuite un pacte de non-agression et d'amitié avec Franco en mars 1939. La propagande de certains secteurs de la Phalange qui, avec la bénédiction de Serrano Suñer, ne cachaient pas leur projet de réaliser l'Union ibérique aurait pu inquiéter Lisbonne. Les Portugais furent rassurés par le limogeage du beau-frère du Caudillo et la mise à l'écart des phalangistes germanophiles et interventionnistes. Le traité luso-espagnol fut confirmé au cours des années suivantes. Il fut renforcé par une rencontre entre les deux hommes d'État à Séville, en février 1942 : ce fut le « Bloc ibérique », qui confirmait la solidarité et la neutralité des deux pays dans le conflit mondial.

LE PORTUGAL PENDANT LA SECONDE GUERRE MONDIALE

La politique de neutralité

Même les ennemis politiques de Salazar ont reconnu son astuce diplomatique. Tirant les leçons de la participation portugaise à la Première Guerre mondiale, il réussit à maintenir son pays hors de la Seconde en

proclamant sa neutralité. Pas tout à fait cependant : le Portugal dut subir l'invasion de Timor par les Australiens en 1941, puis, en 1942, celle des Japonais qui contrôlèrent également Macao.

Dans une note officieuse, Salazar définit les conditions de cette neutralité. Elle ne serait pas seulement une déclaration de non-belligérance, comme ce fut le cas au début de la guerre de 1914, mais une neutralité «politiquement active », qui jouerait un rôle de premier plan dans la neutralisation de l'ensemble de la péninsule Ibérique. Le Portugal prenait ainsi ses distances et accentuait son autonomie par rapport à la Grande-Bretagne. En apparence seulement.

Depuis la fin de la guerre civile espagnole, Salazar avait attiré l'attention des Anglais sur le péril que représentait pour leurs intérêts un régime franquiste allié à l'Allemagne et à l'Italie. De son côté, le gouvernement de Londres craignait pour Gibraltar, porte de la Méditerranée, ainsi que pour les côtes et les archipels atlantiques du Portugal, points essentiels de la défense des routes maritimes. Il s'était alors rapproché des nationalistes espagnols dès l'été de 1937 et avait désormais envisagé la neutralité portugaise comme la condition indispensable du refus de l'Espagne d'entrer dans la guerre aux côtés des puissances de l'Axe et de la neutralisation de toute la péninsule.

La correspondance, récemment publiée, de l'ambassadeur à Madrid Pedro Teotónio Pereira avec Salazar a confirmé que la Grande-Bretagne avait appuyé activement les efforts du Portugal pour convaincre le Caudillo de ne pas intervenir dans le conflit. Elle révèle même que l'ambassadeur portugais a joué un rôle de premier plan dans la marginalisation de la faction germanophile et interventionniste du gouvernement espagnol, et elle montre l'étroite coordination des diplomaties portugaise et britannique pour rassurer Franco, sur le plan politique comme sur celui de l'économie de guerre. Elle dévoile enfin que le traité d'amitié et de non-agression luso-espagnol du 17 mars 1939, avec son protocole additionnel du 29 juillet 1940, fut l'instrument fondamental de la politique probritannique de neutralisation de la péninsule. En transformant le Portugal en port pacifique d'entrée et de sortie de l'Europe occupée et en donnant une exceptionnelle valeur stratégique aux îles atlantiques, surtout aux Açores, la neutralité conféra au

gouvernement de Lisbonne un poids international qu'il n'avait pas connu depuis longtemps.

L'attitude ferme du général Franco et son refus d'entrer dans le conflit aux côtés des puissances de l'Axe aida beaucoup au succès de la politique de neutralisation de la péninsule. Le Führer avait en effet compté sur la reconnaissance du Caudillo pour l'aide qu'il lui avait apportée pendant la guerre civile. Dès novembre 1940, les Allemands avaient mis au point l'« opération Félix » : l'Espagne leur aurait laissé le libre passage, Gibraltar aurait été occupé, le détroit fermé à la Royal Navy. Pour compléter l'opération, il était prévu d'occuper toute la côte et les archipels portugais de l'Atlantique afin de s'opposer à tout débarquement anglais.

En cas de réalisation de l'opération, Salazar n'était pas prêt à s'incliner devant le coup de force nazi. A l'exemple de D. João en 1807, il avait projeté de se réfugier aux Açores avec tous les organes de l'ÉTAT. Il avait même entamé des négociations avec la Grande-Bretagne pour obtenir la protection de sa flotte. En cas d'invasion des Açores, il était disposé à partir pour une colonie plus lointaine. Pour toutes sortes de raisons, Hitler renonça à exécuter son dessein d'envahir l'Espagne par la force. Sans parler du précédent catastrophique de Napoléon, l'une des plus importantes tint à l'intempestive initiative de Mussolini d'envahir la Grèce : son échec contraignit son allié allemand à venir à son secours.

Neutralité favorable à la Grande-Bretagne certes, mais une neutralité qui dans l'esprit de Salazar ne devait pas aboutir à une nouvelle vassalisation de son pays. C'est sur le plan économique que les frictions commencèrent et continuèrent pendant toute la guerre. Pour les Anglais, en effet, la neutralité portugaise se présentait comme la répétition de la non-belligérance de 1914, c'est-à-dire une neutralité totalement subordonnée à leurs intérêts stratégiques dans la péninsule. Or, si le président du Conseil portugais se montra relativement malléable et coopératif sur le plan politique, il n'en fut pas de même dans le domaine économique. A ses yeux, les facilités politiques avaient un prix que la Grande-Bretagne devait payer. Il fallait qu'elle permît au Portugal de tirer le maximum de profit économique et financier de sa neutralité. En outre, après le désastre de la France en juin 1940 et l'arrivée des troupes allemandes aux Pyrénées, il ne fallait pas pousser à bout le Führer par une anglophilie trop voyante. A cette date,

d'ailleurs, Salazar ne croyait pas plus à une victoire totale de l'Angleterre qu'à celle de l'Allemagne. Il était convaincu d'une paix de compromis où un «bloc latin et chrétien», formé par les régimes «d'ordre» du Portugal, de l'Espagne et de la France, serait une des composantes essentielles du nouvel ordre mondial qui en résulterait. Son extension politique, culturelle et stratégique aux pays de l'Amérique latine permettrait en plus de contenir les États-Unis dans l'hémisphère occidental.

Le blocus économique des puissances de l'Axe, instauré par la Grande-Bretagne depuis le 13 juillet 1940 et aggravé par l'entrée en guerre des États-Unis, après Pearl Harbor, le 8 décembre 1941, vint compliquer encore davantage les rapports luso-britanniques. Jusqu'aux accords de novembre 1942, le Portugal connut une période difficile. Les effets de la guerre se firent durement sentir sur les Portugais, et entraînèrent des tensions avec la «vieille alliée». Les autorités portugaises, en effet, soucieuses de préserver l'économie et les conditions de vie de leur peuple, répondirent au blocus en tolérant, voire en encourageant, un intense commerce de contrebande avec les puissances de l'Axe. C'est ainsi que l'Allemagne s'approvisionna par le Portugal des produits dont elle avait le plus besoin. Il ne s'agissait pas seulement de biens de consommation ou de première nécessité comme le coton, la laine, les peaux, les oléagineux, les chaussures, le café, le sisal, le cacao, le sucre, etc., mais aussi de matières stratégiques comme le wolfram et l'étain.

Devant le peu d'efficacité de la répression de cette contrebande, le gouvernement britannique instaura un système complémentaire du blocus, la préemption: il faisait des achats massifs des produits qu'il voulait retirer du marché. On empêchait ainsi l'Allemagne de constituer des stocks et d'augmenter leur prix sans aucune considération de qualité ou de compétitivité. L'essentiel de cette guerre de préemption concerna le wolfram, dont la péninsule Ibérique, après la rupture des liaisons avec l'Orient, était devenue le principal fournisseur pour l'Allemagne. Les Anglo-Américains imposèrent aux Portugais l'accord du 24 août 1942, par lequel ils s'engageaient à ne fournir qu'un contingent de 4 000 et 5 000 t aux puissances de l'Axe. En dépit de cet accommodement, les achats illicites et la contrebande s'intensifièrent jusqu'en 1944 avec la tolérance manifeste du gouvernement de Lisbonne.

Cette attitude ne s'expliquait pas seulement par des raisons économiques, mais aussi par des motifs politiques. Salazar espérait toujours qu'un Etat allemand suffisamment fort survivrait à la défaite nazie et qu'il pourrait endiguer le raz de marée rouge qui menaçait de déferler sur toute l'Europe. Par conséquent, il résista pied à pied aux exigences des Alliés. Il ne céda que devant leur menace, non seulement d'asphyxier économiquement le Portugal, mais de mettre en question la survie de *l'Estado Novo* et l'intégrité de l'empire colonial. Le 12 juin 1944, six jours après le débarquement allié en Normandie, le gouvernement décréta la fermeture de toutes les mines de wolfram et l'embargo sur ses exportations.

La fin de l'année 1942 constitua un tournant de la guerre: la déroute de Rommel à El-Alamein, en Égypte, les premières victoires américaines dans le Pacifique, l'impasse dangereuse dans laquelle se trouvait la Wehrmacht devant Stalingrad et le commencement du débarquement allié en Afrique du Nord, le 8 novembre, levèrent les doutes sur une victoire des Alliés. La déroute allemande à Stalingrad, le retrait de l'Axe d'Afrique du Nord, le débarquement en Sicile et la chute de Mussolini en Italie, pendant les six premiers mois de 1943, confirmèrent leurs avantages. Ces succès provoquèrent un virage de la neutralité portugaise et effacèrent les dernières hésitations de Salazar sur une «neutralité collaborante» avec les Alliés. Pour lui comme pour Franco, le souci essentiel fut désormais de préserver la pérennité de leur régime après la fin de la guerre: l'un et l'autre agirent dans ce sens avec une grande habileté.

La marge de négociation de Franco et de Salazar était évidemment plus étroite, dans la mesure où leurs partenaires anglo-américains étaient assurés de la victoire et pouvaient se montrer plus exigeants à leur égard. Ils durcirent en effet leur position dans les négociations avec les deux puissances ibériques, et firent dépendre leur survie politique des facilités qu'elles accorderaient à leurs nécessités stratégiques. Salazar savait bien cependant que la Grande-Bretagne préférait le maintenir au pouvoir plutôt que de courir le risque de l'installation d'un régime révolutionnaire à Lisbonne. Aussi la diplomatie portugaise sut-elle se montrer coriace dans les discussions avec ses partenaires, allant parfois jusqu'à friser la rupture afin d'en obtenir le plus d'assurances pour l'après-guerre. Salazar voulait vendre ses concessions au plus haut prix. L'ambassadeur Campbell en avait

prévenu le gouvernement britannique dès le milieu de 1943: «J'ai toujours prévu que, lorsque le jour de notre victoire s'approcherait, nos relations avec ce pays se compliqueraient, au lieu d'être facilitées. Nous sommes entrés dans cette phase.» Le Portugal usa de cette méthode pour les deux grands contentieux avec les Alliés : le wolfram, nous l'avons vu, et les Açores.

Le 18 juin 1943, l'ambassadeur Campbell transmit à Salazar la demande de facilités militaires dans l'archipel des Açores. Celui-ci lui répondit rapidement par une « concordance de principes », puis fit traîner les choses en de longues et ardues négociations politiques, militaires et économiques. Peut-être ne savait-il pas que le Foreign Office avait imposé cette voie diplomatique à l'état-major allié. Ce dernier eût préféré une action militaire de débarquement dans l'archipel, précédée d'un ultimatum déguisé en demande de bases militaires. Quoi qu'il en soit, Salazar fit durer les discussions jusqu'au 17 août 1943, où fut signé l'accord qui cédait des bases aux Alliés. Beau succès pour la diplomatie portugaise, car la Grande-Bretagne garantissait explicitement l'intégrité de son empire colonial. Le 4 octobre, un autre accord sur les affaires économiques facilitait le transport maritime des produits portugais. Une ombre au tableau cependant : les États-Unis n'y furent pas partie prenante. Ils trouvaient que leur alliée s'était montrée trop bienveillante envers un pays neutre qui persistait à livrer du wolfram à l'Allemagne. Les réticences américaines furent levées lorsque le Portugal en décréta l'embargo au cours de juin 1944.

En invoquant ces hésitations à choisir une neutralité favorable aux Alliés, certains ont prétendu que, par affinité idéologique, toutes les sympathies de Salazar allaient aux puissances de l'Axe. C'est lui faire un procès d'intention, car tous ses actes prouvèrent le contraire. Ses réserves n'étaient en réalité dictées que par le souci de ménager au mieux les intérêts de son pays. Malgré des tensions, jamais la «vieille alliance» avec l'Angleterre ne fut d'ailleurs en péril.

La guerre terminée, le chef du gouvernement portugais pouvait se prévaloir de trois beaux succès. Il avait d'abord réalisé son objectif prioritaire : la reconnaissance de la pérennité de l'*Estado* Novo et de l'intégrité des colonies par les Anglo-Américains qui, pendant la durée du conflit, ne soutinrent nullement une opposition qui s'illusionnait sur leur appui pour renverser le régime. Ensuite, il obtint des Alliés, par l'accord de

fournitures et d'achats du 26 janvier 1945, la satisfaction des besoins les plus pressants du pays. Enfin, la sauvegarde d'un commerce de guerre permit à l'État d'accumuler des réserves d'or et de devises qui faciliteraient la mise en œuvre d'une politique d'essor économique dans l'après-guerre. «La conjoncture de guerre restera liée, au Portugal, non seulement au plus important essor industriel qu'il ait connu jusque-là (lancement dans les années postérieures au conflit des grands ouvrages hydroélectriques et de diverses industries de base), mais aussi au virage de la colonisation portugaise reposant sur l'exportation du capital métropolitain et sur son investissement productif dans les colonies africaines » (F. Rosas).

Prospérité économique et contestations sociales

Malgré le blocus et malgré les insuffisances des transports maritimes, la Seconde Guerre mondiale fut globalement une période de prospérité pour l'économie portugaise: on a estimé sa croissance annuelle entre 1938 et 1947 à 2,9 %. Entre 1940 et 1946, la production des principales branches de l'industrie de transformation et celle d'électricité progressèrent de plus de 4 % par an. Les moteurs de cette prospérité furent les activités industrielles, les échanges internationaux, l'exploitation et le commerce des colonies et la banque. Le bilan financier fut brillant: à la fin du conflit, la Banque de Portugal avait accumulé une réserve d'or et de devises exceptionnelle. LeTrésor disposait de substantielles liquidités qui permettaient à l'État, par le biais de la planification, de jouer un rôle décisif dans l'expansion économique fondée sur l'industrialisation du pays. La modernisation du capitalisme portugais s'accéléra par ses investissements dans l'industrie et la production coloniale et par la fusion entre le capital bancaire et le capital industriel.

Cet essor eut un coût. En contenant notamment les prix à la production, l'Estado Novo sacrifia le monde agricole à la croissance industrielle, le condamna à la stagnation et le rendit insensible à la modernisation et au changement. Cette prospérité déclencha en outre un processus inflationniste. Pour le juguler, Salazar y répondit par une politique d'orthodoxie financière et par le gel des salaires dans l'industrie, l'agriculture et les services. Salariés agricoles, ouvriers et employés du

secteur tertiaire ne reçurent pas les dividendes de l'essor économique et virent leur niveau de vie stagner, voire régresser. D'une manière générale, les possesseurs de revenus fixes furent aussi durement touchés. Les conséquences politiques pour l'État nouveau furent inquiétantes. Il avait été fondé sur la stabilité des prix, sur le calme social et sur une classe intermédiaire avide de paix et de stabilité. Or, la guerre avait rompu les équilibres sociaux soigneusement tissés par le régime, lequel devait faire face au réveil de l'agitation sociale.

Si le conflit mondial avait favorisé le monde des affaires, il aggrava les conditions de vie de la majorité des Portugais. Ceux-ci pâtissaient des difficultés d'approvisionnement en produits alimentaires et en biens de consommation courante, pour lesquels le Portugal dépendait beaucoup de l'étranger. Ils étaient pénalisés par l'insuffisance des salaires et indignés par le spectacle scandaleux de l'enrichissement des profiteurs de guerre. Autant de facteurs réunis pour une explosion sociale.

Pendant les années de guerre en effet, le monde ouvrier et le prolétariat rural déclenchèrent des grèves et une vague d'agitation. Le gouvernement ne comprit pas le signal d'alarme donné par les syndicats officiels en avril 1942. Sans l'aveu des autorités, Pereira Forjaz, président du syndicat des employés de banque, prit l'initiative de réunir environ 400 dirigeants, représentant près de 300 syndicats. Ils adressèrent directement un « Message» à Salazar, qui contenait une critique virulente des insuffisances du syndicalisme corporatif et de l'attitude du patronat. Il faisait appel à l'intervention personnelle du fondateur de l'Estado Novo pour qu'il fît respecter la législation de protection du travail et qu'il autorisât des augmentations de salaire. L'avertissement avait d'autant plus de portée qu'il émanait d'institutions fondamentales du régime. Dans sa réponse, Salazar fit preuve d'une complète incompréhension et d'une intransigeance totale. Il défendit à outrance le système et l'œuvre corporative, tout en refusant les augmentations de salaire. Même contre d'éventuels accords entre patronat et ouvriers, il réaffirma le rôle dirigeant de l'État en cette matière. C'était disqualifier les syndicats corporatifs aux yeux des travailleurs: après l'été 1942, ils sortirent de scène et ne jouèrent plus aucun rôle dans les grèves qui se succédèrent jusqu'au mois de mai 1944.

En septembre et décembre 1941, le mouvement des ouvriers de l'industrie lainière à Covilhâ marqua, en effet, le début de l'agitation sociale. Les grèves de l'automne 1942, ensuite, révélèrent l'esprit revendicatif des ouvriers de la ceinture industrielle de Lisbonne et de Setúbal, où environ 14000 ouvriers cessèrent le travail. Le gouvernement réagit en dénonçant les «agitateurs» et les « traîtres », qui voulaient «miner l'ordre économique et social établi», suscitant une avalanche de télégrammes venus de toutes les institutions politiques, sociales et économiques de *l'Estado Novo.* Le mouvement s'éteignit de lui-même.

Les grèves de l'été 1943 prirent une toute autre dimension, car elles furent organisées et coordonnées par le Parti communiste portugais. Elles commencèrent, le 26 juillet, dans les principales fabriques de liège d'Almada. Salazar répliqua par le lock-out : 3500 travailleurs furent condamnés au chômage. Au fur et à mesure que le travail cessait, les usines étaient fermées. Les manifestations de rue furent sévèrement réprimées par la Garde nationale républicaine (GNR) : beaucoup de manifestants furent arrêtés et emprisonnés, tandis que les femmes se couchaient sur les routes pour empêcher les camions de la Garde de les emmener.

Le 28 juillet, selon le Parti communiste, la grève touchait environ 50000 ouvriers de Lisbonne et de sa ceinture industrielle (Almada, Barreiro, Seixal, Amora). Le gouvernement ordonna la réquisition militaire des ouvriers, sommés de reprendre le travail, le licenciement de tous ceux qui n'obéiraient pas et l'emprisonnement des meneurs. Ce fut le point culminant de l'agitation sociale. En dépit du rôle des communistes, elle ne prit cependant pas l'aspect d'une grève révolutionnaire qui aurait menacé le régime, car elle n'eut jamais un caractère général et national, ni dans le pays, ni même à Lisbonne. Quant aux grèves des 8 et 9 mai 1944, elles ne restèrent que très partielles. Pour de longues années désormais, aucune grande usine ni aucun secteur important n'arrêta le travail.

Dans les campagnes, c'est au cours du printemps 1943 que les troubles commencèrent dans les *concelhos* limitrophes de la capitale, plus particulièrement dans le Ribatejo. Il s'agissait non seulement d'une généralisation des « tumultes » dus à la carence en produits alimentaires, mais aussi des premières grèves rurales de la période. Ces mouvements connurent un relatif succès, se traduisant par l'obtention de salaires plus

élevés que le niveau légalement admis. Aussi reprirent-ils entre février et mai 1944. A l'instar des grèves ouvrières, le Parti communiste en fut plus ou moins l'instigateur. C'est ainsi que, le 20 mai 1945, il appela le prolétariat rural de l'Alentejo à cesser le travail et rassembla plus de 2000 travailleurs à Montemor-o-Novo. La GNR et la PSP d'Évora accoururent et réprimèrent le mouvement. Cette agitation rurale alentéjane de 1945 ne fut, cependant, qu'un événement isolé dans un contexte de recul général du mouvement ouvrier.

Dans le Centre et le Nord du pays, où les conditions sociales et économiques du monde rural étaient très différentes de celles de l'Alentejo, le petit paysannat pauvre ne s'agita pas moins, car les conséquences de la guerre pesaient lourdement sur lui. Les protestations s'élevaient contre les réquisitions de produits agricoles par les *grémios,* contre les gros laboureurs accaparateurs, la taxation des prix imposée aux producteurs et la carence en biens de consommation. Ces motins rappelaient ceux de la *Patuleia* du XIXe siècle. Dans le district de Braga, on se rassembla pour empêcher la sortie des denrées réquisitionnées. Ailleurs, on assiégea les riches propriétaires soupçonnés d'accaparement. Fréquemment aussi, on coupait les routes pour faire obstacle au transport des céréales qui quittaient la région. La ressemblance avec les tumultes d'Ancien Régime était encore accentuée par la présence des curés à la tête des manifestations : certains d'entre eux furent même pris et livrés à la PVDE, obligeant les évêques à intervenir pour les faire libérer.

L'impact de la guerre sur la situation politique

La rupture de la «paix sociale» des années trente fut sans aucun doute l'un des principaux facteurs de la crise de l'Estado Novo dans la conjoncture de la guerre et de l'après-guerre. Nonobstant le contenu essentiellement social et économique des revendications, elle eut un caractère politique dans la mesure où il conduisait à un affrontement direct avec l'État. Ce trait fut encore accentué par l'appartenance des dirigeants au Parti communiste, qui voulait en faire un mouvement insurrectionnel conduisant à la chute du régime. Jamais, cependant, le PCP ne réussit à unifier ces mouvements sociaux pour parvenir à ses fins politiques. Cet échec était aussi celui de la

voie insurrectionnelle défendue par la ligne dure du parti. Dans cette confrontation, *l'Estado Novo* avait su résister, contre-attaquer et survivre. L'agitation sociale eut en revanche des répercussions à l'intérieur même du régime[10].

Salazar en était conscient, lorsqu'il déclara devant l'Assemblée nationale, en novembre 1943, que «la paix n'est pas la fin de la guerre », et appela à une mobilisation «par l'esprit et par le bras » pour vaincre «la crise de la paix». Certains espéraient, d'autres redoutaient que la victoire des démocraties anglo-saxonnes et de l'Union soviétique ne signifiât la fin de *l'Estado Novo* et l'instauration de la démocratie, ou pis, le triomphe du bolchevisme.

Au sein du régime, quelques dignitaires appelèrent à des réformes : ce n'est pas le moindre des paradoxes que leur chef de file fût Marcelo Caetano, le successeur même de Salazar, qui s'avérerait incapable de mener la transition vers la démocratie. « La situation morale est très mauvaise et chaque jour pire, lui écrivait-il. Il est en train de se créer une ambiance favorable à quelque chose que l'on annonce déjà à haute voix, comme à haute voix s'expriment des opinions contraires au gouvernement et à l'ordre social au milieu du silence ou dans le consentement général. » Il proposait des mesures capables de répondre au mécontentement : l'impulsion économique, la réforme agraire et l'amélioration des conditions de travail. Pour cela, un remaniement ministériel s'imposait. Le camp monarchiste, de son côté, s'agitait: ceux de la vieille garde de l'intégralisme lusitanien appelaient à manifester contre le régime. Les plus jeunes, qui trouvaient que la cause monarchique s'était trop compromise avec lui, préconisaient plutôt une restauration libérale sur le modèle de celle voulue en Espagne par les partisans de D. Juan de Bourbon, comte de Barcelone.

L'opposition au régime était pour sa part en pleine recomposition. Événement le plus notable, le Parti communiste se réorganisa dans son premier congrès, tenu clandestinement par un nouveau leader, Álvaro Cunhal. Il voulut rassurer ses alliés potentiels de l'opposition libérale et démocratique, en abandonnant officiellement, dans l'immédiat du moins, le principe d'une révolution socialiste et de l'établissement de la dictature du prolétariat. Il donnait la priorité à une «révolution démocratique nationale» pour renverser la «dictature fasciste » et implanter un régime démocratique

pluraliste. A cet effet, il préconisait la plus «ample unité antifasciste». Dans l'opposition non-communiste, les anciens partis de la Ire République avaient échoué lamentablement. Une jeune génération, recrutée parmi les cadres des classes moyennes urbaines (avocats, professeurs, médecins, officiers, étudiants), en fonda de nouveaux, dont l'Union socialiste fut le plus important. De nombreux non-communistes doutant de la sincérité de la conversion du Parti communiste à la démocratie, les négociations pour faire l'unité de l'opposition contre *l'Estado Novo* ne furent pas faciles. Elles aboutirent cependant à la fin de 1943 au Mouvement d'unité nationale antifasciste (MUNAF), unité de façade qui ne devait guère inquiéter le régime. D'ailleurs, le MUNAF cessa d'exister dès 1947.

Pour Salazar, l'armée constituait un risque plus préoccupant. En effet, la nécessité de défendre les archipels atlantiques et les colonies avait gonflé ses effectifs à 170 000 ou 180 000 hommes. Pour les encadrer, on avait dû faire appel à des officiers réservistes, vieux républicains, ou à des étudiants contaminés par l'esprit démocratique, voire par le communisme, qui fournirent des recrues au MUNAF. A cela s'ajoutait la présence au sein de l'état-major de la vieille génération de généraux et d'officiers supérieurs républicains conservateurs, que la réorganisation militaire de 1937-1938 avait épargnée. Fidèles au président de la République, Carmona, et protégés par lui, tous envisageaient avec appréhension la possibilité d'une restauration monarchique. Un climat de conspiration permanente régna désormais dans l'armée.

LE NOUVEAU SOUFFLE DE L'ESTADO *NOVO*

Salazar ne perdait pourtant pas son sang-froid. Rassuré du côté des Anglo-Américains par l'accord sur les Açores, il s'employa à préparer l'après-guerre. Dans des discours de la fin de 1945 et du début de 1946, il réaffirma sa foi dans les institutions de *l'Estado Novo.* A ses yeux, la victoire des démocraties n'aurait aucun impact au Portugal, car les faits avaient prouvé que le système des partis n'y avait apporté qu'inefficacité et chaos. Le sien, au contraire, lui avait donné «paix et ordre». D'ailleurs, «si la démocratie peut avoir, au-delà de sa signification politique, une signification sociale, alors, c'est nous qui sommes les vrais démocrates ». Il

n'y avait rien d'essentiel à changer. Toujours en harmonie avec «les principes fondamentaux et la propre organique de l'État portugais», il fallait tout au plus «revoir, critiquer, discuter pour améliorer »et redonner sa pureté à l'organisation corporative.

Afin de donner un nouvel élan à son gouvernement, le président du Conseil attribua le ministère des Colonies au «critique» Marcelo Caetano [11]. Il procéda à une recomposition des forces armées et de la police, qu'il confia à deux fidèles, Santos Costa au ministère de la Guerre et le colonel Júlio Botelho Moniz à celui de l'Intérieur, qui changea les gouverneurs civils. Les enthousiastes du modernisme industriel et du réformisme agraire furent écartés, tandis qu'il forma une équipe économique sous la direction de Supico Pinto, appuyée par le conservatisme rural. Il jeta du lest, en revanche, dans le domaine social: il consentit à la négociation de nouveaux contrats collectifs et, en mars 1944, fut promulguée la première loi d'assistance sociale.

Enfin, Salazar décida de renforcer et confirmer la légitimité du régime en consultant directement le peuple. Il décréta une nouvelle loi électorale et remodela les cadres dirigeants de l'Union nationale, puis prononça la dissolution de l'Assemblée nationale et convoqua des élections anticipées pour le 18 novembre 1945. Elles furent un demi-échec, car il n'obtint pas le sacre populaire qu'il espérait: sur les consignes de l'opposition réunie dans un nouveau Mouvement d'unité démocratique (MUD), le nombre des abstentions atteignit 44 %. Marcelo Caetano, saisissant l'occasion de passer à l'offensive, obtint de Salazar la réunion de la Ire conférence de l'Union nationale pour le mois de novembre 1946. Dans le domaine économique, en particulier, elle devrait donner au régime de nouvelles perspectives qui passeraient par un changement dans le personnel politique.

La recomposition politique

Malgré son score électoral mitigé, Salazar vint facilement à bout de l'opposition du MUD. Ce dernier était plus que jamais divisé entre communistes et non-communistes. Les divergences portaient aussi sur la tactique à adopter à l'égard de *l'Estado Novo.* Choisirait-on une transition légale vers la démocratie par la voie électorale, en attirant les éléments les

plus critiques du régime? Ou bien opterait-on pour l'insurrection révolutionnaire *(levantamento nacional)?* Cette dernière était remise en question par le demi-échec des grèves de mai 1944.

Tout en réaffirmant la ligne du *levantamento nacional,* le Parti communiste lui-même fit porter tout son effort, à partir d'octobre 1945, sur la voie légale et électorale ouverte par le MUD. Pour contraindre Salazar à céder *(forçar a legalidade)* et à ouvrir le chemin des réformes démocratiques, il fallait privilégier l'alliance avec la «bourgeoisie libérale», et renforcer la «politique d'unité» avec les personnalités et les forces non communistes de l'opposition. A cet effet, le PCP avait proposé au MUD de présenter une liste commune aux élections. Dans la perspective d'une chute du régime qu'il croyait prochaine, il songeait surtout à s'assurer une place prépondérante dans le processus de transition qui allait s'ouvrir.

Or, devant le refus attendu du gouvernement de lui accorder un minimum de conditions pour assurer la liberté du vote et par méfiance envers les communistes, le MUD dénonça la farce électorale, décida de ne présenter aucun candidat et d'appeler la population à l'abstention. Si ces élections furent un demi-échec pour le président Salazar, elles ne furent pas pour autant un demi-succès pour l'opposition: elle ne se releva pas de cette abstention. En janvier 1948, le gouvernement se sentit assez solide pour la déclarer formellement illégale et faire arrêter son comité central.

L'opposition libérale craignait que le renversement du régime n'entraînât l'instauration d'un ordre révolutionnaire, dirigé par les communistes et sous l'influence de Moscou. Ses dirigeants essayèrent alors de convaincre les diplomates alliés à Lisbonne que la meilleure parade serait d'abandonner Salazar. Ce fait nouveau lèverait les hésitations de la faction militaire mécontente du régime et rendrait possible un coup d'État, qui ne serait d'ailleurs pas en contradiction avec la voie de la transition. Il se déroulerait dans le cadre institutionnel, avec la collaboration du président de la République, le général Oscar Carmona. Celui-ci userait de ses prérogatives constitutionnelles pour renvoyer Salazar de la présidence du Conseil et pour former un «gouvernement de transition», qui garantirait l'« ordre public» et contiendrait les «menaces de subversion».

La tentative de putsch eut effectivement lieu. En réalité, elle ne constitua pas une sérieuse menace pour le régime, car la PIDE, la police politique,

avait suivi tous les détails de la conspiration. En mai 1946, les officiers républicains avaient formé une junte militaire de libération nationale, sous la direction de l'amiral Cabeçadas. Ils avaient pris soin de marginaliser les militaires liés au MUNAF, trop compromis avec la gauche et l'extrême gauche, et de s'allier aux libéraux républicains et aux officiers de droite dissidents du régime. Nul doute que Carmona, sinon participa, du moins encouragea la conspiration, en recevant l'amiral Cabeçadas et les autres officiers conjurés, parmi lesquels son propre frère l'amiral Carmona. La femme du président elle-même n'avait pas ménagé ses encouragements aux conspirateurs. L'objectif du putsch était apparemment clair: «Assurer à Son Excellence le président de la République la force nécessaire pour renvoyer le gouvernement.» La force armée serait la garante du «maintien de l'ordre», afin d'éviter qu'il ne fût perturbé par «quelque aventure ou subversion ».

Il ne restait plus à la PIDE qu'à cueillir les fruits mûrs de cette conspiration d'opérette. D'avril à juillet 1947, tous les comploteurs, civils et militaires, furent envoyés en prison. Salazar eut l'habileté de se montrer généreux : les officiers furent jugés par le tribunal militaire en mai-juin 1948. Le 15 juin, ils ne furent condamnés qu'à des peines symboliques, qui permirent à la plupart d'entre eux de rester en liberté. Quant à Carmona, il le présenta pour un nouveau mandat présidentiel! En 1947, à l'intérieur, *l'Estado Novo* était vainqueur sur tous les fronts : le soulèvement national, le putschisme et la transition électorale n'étaient plus que des vues de l'esprit.

Il l'était également à l'extérieur, favorisé par le contexte international, celui de la guerre froide. Les puissances anglo-saxonnes ne se souciaient guère d'encourager des troubles dans la péninsule Ibérique, qui pourraient faire de l'Espagne et du Portugal des démocraties populaires. Aussi ne ménagèrent-elles plus leur soutien à Salazar[12]. Plus présentable que l'Espagne franquiste, l'Estado Novo reçut sa consécration dans le camp occidental en entrant dans l'OTAN comme membre fondateur en avril 1949[13].

Sachant très habilement exploiter la conjoncture internationale qui divisait le monde en deux blocs ennemis, Salazar n'adhérait pas pour autant au système démocratique occidental. Il regrettait que le préambule du traité

de l'Atlantique Nord fît référence au modèle de la démocratie parlementaire: «Nous nous sentons liés par les obligations du Pacte et par ses finalités générales, mais non par ses affirmations doctrinaires tendant à une uniformisation des régimes politiques dont nous connaissons suffisamment les vertus dans notre pays. » Il manifestait aussi sa méfiance envers les desseins hégémoniques des États-Unis, leurs prétentions politiques et économiques sur l'Europe et ses colonies, la «menace matérialiste» de leur culture et de leur style de vie. C'est pour cela que, même dans le cadre d'un adhésion inéluctable à l'OTAN, il insistait en termes de politique étrangère sur la ligne traditionnelle du Portugal, un atlantisme colonial dégagé des conflits internes de l'Europe et bâti sur la vieille alliance avec l'Angleterre, que l'aide des Américains ne faisait que renforcer. Portant un coup décisif aux espérances de l'opposition, il mettait en valeur, par cette adhésion à l'OTAN, la légitimation internationale de l'*Estado* Novo dans le cadre de l'Occident.

Avec la réunion de la Ire conférence de l'Union nationale, ouverte le 9 novembre 1946, *l'Estado Novo* procéda à la recomposition de ses forces. Pour la première fois, on admit l'existence de tendances au sein même du mouvement: les «conservateurs ruralistes», «les socio-progressistes industrialisants » et les «centristes », désireux de procéder à des réformes plus rapidement que les conservateurs, mais moins vite que les progressistes. La conférence consacra l'ascension de Marcelo Caetano, qui devenait apparemment le «second homme du régime». Le président Salazar, tout en veillant à un savant dosage entre les factions, procéda à un remaniement gouvernemental qui reflétait cette victoire. Caetano fit placer aux deux postes clefs de l'Intérieur et de l'Économie deux de ses amis, Cancela de Abreu et Daniel Barbosa, «industrialistes enthousiaste. Lui-même abandonnait les Colonies pour présider la commission exécutive de l'Union nationale, c'est-à-dire en fait pour la diriger. C'était le premier pas du «marcélisme».

Le régime adopta le système de la planification afin de mettre en œuvre une politique de développement économique, qui commença par la construction de grands barrages. Parallèlement, Daniel Barbosa s'attaqua au marché noir et à la spéculation en faisant une importation massive de denrées alimentaires et de matières premières, financée par l'or et les

devises accumulées pendant la guerre. Ces mesures furent les facteurs décisifs de l'apaisement social et politique du pays. Salazar voulut faire du général Carmona le symbole de l'unité nationale : malgré les soupçons de connivence avec les conjurés de l'armée, il lui fit remettre solennellement le bâton de maréchal, et le choisit pour se succéder à lui-même lors des élections présidentielles de février 1949[14]. Le vieux maréchal Carmona triompha facilement de son rival, Norton de Matos, dont l'ensemble de l'opposition avait suscité la candidature.

Délivré de toute contestation, aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur du régime, Salazar put gouverner avec sérénité pendant une dizaine d'années: ce furent les *«anos de chumbo»* (années de plomb), comme l'opposition appela cette période. Le fondateur de l'Estado Novo, cependant, n'était pas éternel et, le temps passant, la question de la pérennité du régime ne manquerait pas de se poser. C'est ainsi qu'en réanimant le débat sur la forme de l'État, royauté ou république, conservateurs et progressistes se préparèrent, dans l'ombre, à discuter le futur de *l'Estado Novo* et de la succession de Salazar

L'ascension de Marcelo Caetano et du «marcélisme»

Marcelo Caetano semblait avoir les meilleures chances. Le nouveau souffle du salazarisme fut en effet marqué par l'ascension des «marcélistes», propulsés par Caetano depuis la présidence de la Chambre corporative qu'il occupa en 1949. Il s'agissait de jeunes cadres sortis des universités à la fin de la guerre. Il les réunissait régulièrement autour de lui dans un restaurant de la ligne d'Estoril, la Choupana - d'où le nom qu'on leur donna de groupe de la *Choupana*.Tout au long des années 1950, tous lui durent directement ou indirectement leur entrée dans la carrière politique[15]. A l'intérieur comme à l'extérieur de l'administration publique, Caetano avait engrangé un précieux réseau de contacts et de sympathies dans pratiquement tous les secteurs de la « société civile ». Au sein même du régime, il tissa sa toile avec continuité et persévérance, formant un parti informel dont l'influence alla grandissant. Bien plus, il établit une véritable complicité avec le nouveau président de la République, le général Craveiro Lopes, élu en 1951, à la mort du maréchal Carmona.

Salazar avait choisi Craveiro Lopes en comptant, à tort, sur son insignifiance qui lui permettrait de le manœuvrer à son gré. Or, le nouveau chef de l'État avait de très mauvais rapports avec le ministre de la Défense, Santos Costa, pilier des conservateurs et fidèle entre les fidèles de Salazar. Très vite, le président devint le pôle d'attraction de tous les officiers mécontents de leur ministre, qui voulait aligner les forces armées sur l'idéologie la plus stricte de *l'Estado Novo.* Or, avec leur intégration dans l'OTAN, celles-ci connaissaient une profonde mutation : il avait fallu moderniser leurs institutions, et les doter de nouveaux organes qui les rendaient plus autonomes par rapport au pouvoir politique. En outre, les officiers portugais, au contact des réalités politiques et militaires des autres États membres, devinrent chaque jour plus réfractaires au régime. Ce n'est pas un hasard si bien des généraux d'opposition, comme Humberto Delgado ou Costa Gomes, furent liés aux activités de l'OTAN. La complicité de Caetano avec Craveiro Lopes donnait par conséquent à son réformisme une composante militaire, et le mécontentement des militaires prenait un tour politique. Cette alliance pouvait s'avérer périlleuse pour Salazar, car le président de la République avait le pouvoir constitutionnel de démettre et de remplacer librement le président du Conseil. Le dictateur sentit le danger, et résolut d'écarter Craveiro Lopes d'un second mandat.

Le réformisme de Caetano n'allait pourtant pas très loin: il s'agissait d'une «évolution dans la continuité». Tout autant que Salazar, il était un partisan convaincu du système corporatif qu'il voulait étendre et perfectionner. Comme lui partisan d'un État fort, il était un adversaire féroce du libéralisme, de la démocratie parlementaire et du système des partis. Mais il souhaitait soustraire le système corporatif du carcan de l'État et lui donner son caractère d'association, avec une plus grande autonomie et une plus grande liberté des organismes primaires, surtout au niveau syndical. La seule ouverture qu'il en - geait dans le cadre de *l'Estado Novo* s'adressait à la droite critique et réformatrice. Il défendait une politique de dialogue avec l'opposition modérée et anticommuniste pour élargir les bases du régime. Il ne prônait en fait qu'une vraie libéralisation, celle de la presse, en préconisant la suppression de l'autorisation préalable.

Beaucoup plus qu'au politique, son réformisme touchait essentiellement au système économique et social. Quand il devint ministre de la Présidence,

il fut un ferme promoteur de la planification économique moderne. Au niveau de la politique coloniale, il marqua nettement sa différence par rapport à l'intransigeance de Salazar: lors de la crise avec l'Union indienne à propos de Goa, il conseilla en vain une solution négociée. Bien plus, en février 1962, il défendit la transformation de l'Etat unitaire portugais en un État fédéral, où l'Angola et le Mozambique seraient des États fédérés.

Jusqu'en 1958, la tactique des marcélistes fut de marquer leur différence, d'accumuler force et influence au sein du régime, et d'attendre le moment certain où s'ouvrirait la succession, soit par un second mandat de Craveiro Lopes, soit par l'éloignement de Salazar de la politique active en le faisant élire à la présidence de la République. La mort du maréchal Carmona, le 18 avril 1951, avait entraîné les premières confrontations au sein de l'Estado Novo.

Caetano apparut alors comme le «chef de la gauche du régime» en s'opposant à une manœuvre des conservateurs de tendance monarchiste, fidèles de Salazar. Ceux-ci souhaitaient qu'il cumulât les fonctions de chef de l'État et de chef du gouvernement, et espéraient faire ainsi de lui une sorte de régent à la manière de Franco, qui éviterait le recours à des élections et ouvrirait la voie à une restauration monarchique. Caetano n'hésita pas alors à prendre la tête de la réaction républicaine contre cette tentative, qui aurait pu déboucher sur une transition à l'espagnole. Il gagna ainsi la sympathie des milieux républicains de l'opposition conservatrice. Informé par Santos Costa de l'opposition des forces armées à toute restauration, Salazar, royaliste de cœur peut-être mais républicain de raison, comprit le risque d'éclatement que ses amis faisaient courir au régime, et il imposa l'élection du président de la République.

Le IIe congrès de l'Union nationale, qui eut lieu à Coïmbre le 22 novembre 1951, fut le théâtre de dures passes d'armes entre les salazaristes monarchistes et les marcélistes. Caetano en sortit non seulement comme le représentant du réformisme du régime, mais comme le «dauphin» apparemment choisi par Salazar, choix qui parut confirmé par sa nomination de ministre de la Présidence. En réalité, le chef du gouvernement, fidèle à toutes les valeurs et à tous les hommes qui l'avaient accompagné jusque-là, était sans illusions sur les ambitions de Caetano. Mais il préférait l'avoir dans son gouvernement pour le neutraliser plutôt

que de le laisser intriguer et tisser sa toile au-dehors[16]. Salazar n'hésitait cependant pas à «taper sur les doigts de son ministre» lorsqu'il allait trop loin. Ainsi, en 1957, soucieux de l'appui essentiel des monarchistes conservateurs, il ordonna à la censure de couper les déclarations qu'il avait faites à propos de l'annonce d'une restauration monarchique en Espagne: au Portugal, la question du régime (monarchie ou république) «n'existe pas», avait-il commenté. A Caetano indigné, venu lui porter ses plaintes, il expliqua la différence subtile qu'il y avait entre «n'existe pas en ce moment, et «ne se pose pas»[17].

L'impuissance de l'opposition

Si le régime était traversé de courants divers qui pouvaient l'affaiblir, il n'eut en revanche guère à souffrir de l'opposition externe, très divisée et sans moyens d'action, sinon du débauchage qu'elle pouvait faire de ses dissidents.

Les non-communistes étaient polarisés depuis 1949 autour d'un Directoire démocrate-social, avec un trio d'opposants « historiques »: António Sérgio, Mario de Azevedo Gomes et Jaime Cortesâo. Quelques intellectuels de la gauche socialiste en rupture avec le PCP avaient fondé la Résistance républicaine et socialiste : en son nom, Mário Soares adhéra au Directoire en 1956. Cette opposition ne constituait pas de partis *stricto sensu.* Il s'agissait plutôt de groupements politiques d'intellectuels et de membres des professions libérales de la classe moyenne– on les avait surnommés les «avocats de la Baixa». Ils se définissaient comme des démocrates, répudiant le communisme et voulant proposer par la voie pacifique une alternative à l'Estado Novo, qui fût crédible et présentable aux puissances occidentales.

Toute la tactique des non-communistes consistait à jouer des contradictions du régime en préparant le terrain à une révolution de palais ou à profiter des rares occasions électorales, notamment l'élection présidentielle au suffrage direct, pour se manifester et se compter. C'est ainsi qu'ils présentèrent en 1951 contre Craveiro Lopes l'amiral Quintâo Meireles, fortement appuyé par un noyau de dissidents du régime, notamment Henrique Galvão. Cette candidature servit de marchepied à la

préparation d'un coup d'État militaire de ce dernier qui fut découvert et lui valut d'être emprisonné en 1952.

Ce n'est pas seulement grâce à l'armée que les démocrates ouvraient des brèches dans le régime, mais aussi grâce au bloc politique traditionnel qui l'appuyait. Ainsi, António Sérgio gagna à l'opposition des monarchistes comme le professeur Vieira de Almeida. Dans ce camp déçu dans son espoir de restauration, on commençait à prendre ses distances avec le salazarisme. La *Causa Monárquica* recommanda même l'abstention pour les élections législatives de 1953. Dans l'Assemblée nationale élue en 1957, un groupe de jeunes députés monarchistes publia un manifeste contre la « continuation anormale de l'état de dictature du pays». Parmi eux, on trouvait Sousa Tavares, Gonzalo Ribeiro Teles ou Domingos Megre, qui furent l'année suivante d'actifs partisans d'Humberto Delgado.

L'influence d'António Sérgio se fit aussi sentir dans les milieux catholiques, dont certaines personnalités passèrent dans l'opposition. D'une manière générale, au sein de l'Église, des réticences apparaissaient, notamment dans la Jeunesse universitaire catholique (JUC). En juillet 1958, D. António Ferreira Gomes, évêque de Porto, avait adressé à Salazar une lettre dans laquelle il dénonçait la perversion autoritaire du corporatisme, les injustices sociales et l'absence de libertés. Mais il était un cas isolé et l'ensemble de la hiérarchie restait fidèle.

Quant au Parti communiste, au cours de ces « années de plomb », il essuya de grandes difficultés, aggravées par l'incarcération de son leader Alvaro Cunhal. En pleine guerre froide, il souffrit d'abord de son alignement sur le stalinisme. Jusqu'à la mort du «tsar rouge», ce ne furent en effet que critiques et autocritiques dévastatrices, persécutions internes, purges contre les « agents de l'impérialisme et du fascisme » infiltrés, dénonciations publiques des « traîtres » et exclusions, dont Mário Soares fut la plus célèbre victime. La mort du «petit père des peuples »en 1953 marqua le début du virage politique du PCP, qui se précisa après le XXe congrès du Parti communiste d'URSS en 1956.

La tendance qui prévalut désormais fut un retour à la «politique de transition »qui permettrait aux communistes portugais, en prônant un «vaste front électoral », de sortir du ghetto où ils s'étaient enfermés. Son V^{e} congrès, réuni clandestinement à Estoril en septembre 1957, confirma cette

nouvelle orientation. Sur la question coloniale, qui devenait de plus en plus pressante, il adopta pour la première fois, sous forme explicite, une motion défendant «la reconnaissance inconditionnelle du droit des peuples des colonies portugaises à l'indépendance immédiate et complète ». Il fonda dans celles-ci des partis communistes, notamment en Angola et en Mozambique, qui donneraient au PCP la direction des mouvements d'indépendance. Ce retour des communistes à la politique de transition et d'union de l'opposition fut accueilli très froidement par le Directoire démocrate-social qui avait peine à croire à leur sincérité. Aussi, lors des élections présidentielles de 1958, les libéraux et les démocrates refusèrent-ils de présenter un candidat unique qui serait soutenu aussi par le PCP.

LE «TREMBLEMENT DETERRE DELGADISTE» (1958-1962)

Pour Salazar, le plus important était d'empêcher un renouvellement du mandat du général Craveiro Lopes, soutenu par Marcelo Caetano. Comme toujours, il sut agir avec prudence et habileté. Il présenta à la commission centrale de l'Union nationale la candidature de l'amiral Américo Tomás, ministre de la Marine depuis 1944, dont la personnalité assez effacée et l'assurance de sa fidélité ne lui causeraient aucun déboire, contrairement à son prédécesseur. Pour ne pas se compromettre avec ce dernier, Caetano s'abstint de participer à cette réunion. Craveiro Lopes conçut un vif ressentiment personnel et politique envers Salazar, tout en se montrant parfaitement loyal à son égard. En pleine campagne électorale, Delgado proposa en effet au président de se retirer s'il acceptait de se présenter malgré tout, et de réunir ainsi sur son nom les voix de l'opposition au régime et celles de l'opposition dans le régime. Non seulement Craveiro Lopes refusa, mais il avertit Caetano et Salazar de la menace d'un coup d'État militaire.

Henrique Galvão, toujours emprisonné, et António Sérgio réussirent à imposer la candidature d'Humberto Delgado. Celui-ci était à 52 ans le plus jeune général en activité de l'armée portugaise. Il était connu des puissances anglo-saxonnes, car il avait négocié la cession des bases des Açores; il avait été attaché militaire à Washington et chef de la mission portugaise auprès de l'OTAN entre 1952 et 1957. A son retour, Caetano l'avait fait nommer

directeur général de l'Aéronautique civile. Influencé par ses contacts avec la société américaine, Delgado était très hostile aux militaires qui formaient la camarilla de Santos Costa. Il était entré progressivement en dissidence avec le régime. Pour le plus grand scandale de ses dirigeants, il alla même visiter régulièrement Henrique Galvão dans sa prison. Le général se présenta en «candidat indépendant». Il put ainsi jouir du soutien de personnalités monarchistes (le professeur Vieira de Almeida, Almeida Braga et les compagnons intellectuels du jeune SousaTavares) et de catholiques, comme Lino Neto ou Alçada Baptista. Il fut en revanche assez mal reçu par la majorité du Directoire qui défendait la candidature d'un homme aussi prestigieux que Jaime Cortesâo. Quant aux communistes, qui présentèrent l'avocat Arlindo Vicente, il n'épargnèrent pas à Delgado les qualificatifs de «fasciste» et de «général Coca-Cola».

Le général commença sa campagne le 10 mai par un coup de tonnerre: dans sa conférence de presse, il osa dire que, s'il était élu, il chasserait Salazar de la présidence du Conseil. Il allait ainsi déjouer toutes les prévisions des stratèges politiques de l'opposition comme de ceux du régime. Peu importait en définitive son programme, d'un conservatisme ouvert : « une patrie libre, antitotalitaire, chrétienne, fondée sur la famille», et alignée sur l'Occident. Il préconisait une réforme de la politique d'outre-mer, mais dans le respect de l'unité *« de aquem e além-mar»*. Il dénonçait les «désordres oligarchiques »et faisaient siennes toutes les revendications démocratiques : des élections vraiment libres, la restauration de toutes les libertés, la libération de tous les prisonniers politiques, l'organisation de partis politiques, etc. Sa personnalité fut le révélateur d'une crise du régime: son charisme, son courage, son enthousiasme vinrent ébranler les fondements de *l'Estado Novo.* Du Nord au Sud du pays, le général gagna une extraordinaire popularité. Des foules entières vinrent l'écouter, l'acclamer et crier « *Vão-se embora*» («Qu'ils s'en aillent»).

De la stupeur d'abord, puis rapidement de l'inquiétude frappèrent le gouvernement. Aussi, lorsque au retour de sa visite triomphale à Porto le général arriva le 16 mai à la gare de Santa Apolónia à Lisbonne, Salazar décida-t-il de prévenir la réception que lui réservaient les Lisboètes. La police interdit au candidat de parcourir la Baixa où l'attendaient des milliers de personnes, et réprima la manifestation à son arrivée au Rossio. Les

combats de rue se prolongèrent tard dans la nuit. Au cours d'une réunion d'urgence dans la résidence de Salazar, le gouvernement prit des mesures drastiques pour empêcher «que l'ordre fût troublé». Il plaça toutes les forces militaires et militarisées sous le commandement unique de Santos Costa, chargé de la répression et de l'occupation militaire de Lisbonne et de Porto. C'est dans ce climat préinsurrectionnel qu'eurent lieu les élections, qui donnèrent 76 % des voix à Tomás et 24 % à Delgado. Toute l'opposition dénonça avec lui une fraude électorale généralisée. Malgré les appels de leur compagnon, Craveiro Lopes, Botelho Moniz, chef d'état-major de l'armée, et d'autres généraux, «critiques» du régime, soucieux de ne pas provoquer une révolution violente, s'abstinrent d'intervenir.

Le régime était sorti victorieux de cette bataille, mais certains pensaient qu'il était blessé à mort. Pourtant, cette agonie durerait une quinzaine d'années et il faudrait les guerres coloniales pour l'achever. Salazar avait réagi avec son savoir-faire habituel. Pour empêcher le renouvellement de cette mésaventure, il mit d'abord fin à l'élection au suffrage universel direct du président de la République : il serait désormais désigné par les organes de *l'Estado Novo.* Il présida à un remaniement du gouvernement, en écartant, par un jugement de Salomon, les deux personnalités extrêmes qui s'y affrontaient. D'un côté, il profita de l'occasion pour se débarrasser de Marcelo Caetano, son «héritier présomptif» encombrant. De l'autre, malgré le rôle vital qu'il avait joué dans la reprise en main de la situation, il congédia son fidèle ministre de la Défense, Santos Costa, qui suscitait trop d'hostilité dans les forces armées. Au ministère de la Présidence, il plaça un homme qui avait son entière confiance, Pedro Teotónio Pereira. A la Défense, dans l'espoir de le neutraliser, il accepta de prendre un risque sérieux en désignant le général Botelho Moniz, dont il connaissait parfaitement les liaisons avec Craveiro Lopes et les généraux conspirateurs.

La reprise en main passa par une politique de répression contre tous ceux qui avaient été mêlés de près ou de loin à la candidature d'Humberto Delgado. Ce dernier fut démis de toutes ses fonctions. Pour éviter une incarcération, il se réfugia à l'ambassade du Brésil et demanda l'asile politique à ce pays, où il s'exila en avril 1959. Henrique Galvâo, évadé de sa prison, demanda l'asile à l'ambassadeur d'Argentine, et d'autres à celui du Venezuela. Même des intouchables de l'opposition, comme António Sérgio,

Jaime Cortesâo, Azevedo Gomes et Vieira de Almeida, connurent les geôles du régime pendant quelques jours et l'évêque de Porto fut interdit d'entrée dans son pays après un voyage à l'étranger. La PIDE déclencha une offensive de grande envergure contre le Parti communiste, dont de nombreux militants furent emprisonnés. Le durcissement du régime se poursuivit pendant les années qui suivirent[18].

Conséquence grave, *l'Estado Novo* perdit toute sa crédibilité auprès de l'opinion internationale occidentale. Après l'impact du «tremblement de terre delgadiste», sa confiance fut ébranlée par les coups successifs qui lui furent portés. A cet égard, l'affaire du *Santa Maria* fut déterminante. Le 22 janvier 1960, le capitaine Henrique Galvâo, avec un commando de vingt-trois hommes, s'empara de ce paquebot transatlantique en pleine mer des Caraïbes. Sur les allégations du gouvernement portugais qu'il s'agissait là d'un acte de piraterie, les flottes britannique et américaine commencèrent des recherches pour l'arraisonner. Le paquebot fut effectivement intercepté et Lisbonne demanda l'extradition de Galvâo et de son commando. Mais le capitaine proclama avec force la nature politique de l'opération faite avec l'approbation du prestigieux Delgado. Le nouveau président du Brésil, Jânio Quadros, ami personnel de ce dernier, convainquit Washington de lui remettre les «pirates». Delgado vint attendre Galvâo à Recife. Devant des dizaines de journalistes, les déclarations des deux hommes furent répercutées dans le monde entier. Ce fut un camouflet de première grandeur pour Salazar: il consacrait son isolement sur la scène internationale au moment où il engageait la première guerre coloniale.

LE PIÈGE DES GUERRES COLONIALES

Il était inévitable que l'empire colonial portugais fût emporté dans le mouvement général de décolonisation qui suivit la Seconde Guerre mondiale. L'Union indienne, la première, réclama l'annexion de ce qui était encore *l'Estado da india*. L'invasion put être évitée en 1954 grâce à l'intervention du Tribunal international de justice de La Haye. C'est alors que surgirent en Afrique les premières organisations indépendantistes, notamment en Angola, le Front national de libération de l'Angola (FNLA) d'Holden Roberto, et le Mouvement populaire pour la libération de l'Angola

(MPLA) d'Agostinho Neto, d'inspiration marxiste. La position de Salazar resta ferme: il n'était pas question d'abandonner la moindre portion du territoire portugais, que ce fût en Europe ou outre-mer.

Jusqu'en 1961, pendant le double mandat d'Eisenhower, en pleine guerre froide, il put compter sur le soutien total des États-Unis, comme des autres membres de l'Alliance atlantique. Un premier coup de semonce eut pourtant lieu, le 15 décembre 1960, lorsque l'Assemblée de l'ONU, avec l'abstention des USA et de la Grande-Bretagne, adopta la «Déclaration sur la concession de l'indépendance aux pays et peuples coloniaux» : les domaines portugais y étaient spécifiés. Tout changea en 1961, avec l'arrivée au pouvoir de Kennedy, farouchement hostile aux puissances coloniales européennes qui refusaient la décolonisation, surtout la France en Algérie et le Portugal en Afrique australe. Le nouveau président américain le fit savoir au ministre de la Défense, Botelho Moniz. Pour la première fois, le 13 mars 1961, au Conseil de sécurité de l'ONU, les États-Unis votèrent avec les Afro-Asiatiques contre le Portugal. Le 15 mars suivant, Holden Roberto, appuyé par les services secrets américains, déclenchait depuis le Congo une sanglante offensive dans le Nord de l'Angola.

Ces tragiques événements achevèrent de convaincre Botelho Moniz qu'il fallait mettre le plus rapidement possible fin au gouvernement de Salazar pour entamer une politique de libéralisation au Portugal et outre-mer. Se sachant appuyé, d'un côté, par l'ambassade américaine et la CIA, de l'autre, par l'ensemble du haut commandement des forces armées, il décida de passer à l'action. Comme chef du gouvernement, il pensait substituer à Salazar Marcelo Caetano qui émit les plus extrêmes réserve sur ses projets. Le ministre de la Défense eut alors de longues entrevues avec le vieux dictateur, les 28 et 29 mars, afin de le convaincre d'adopter son plan de réformes. Celui-ci lui répondit qu'il réfléchirait et lui donnerait plus tard sa réponse. En l'attendant, Botelho Moniz alla passer quelques jours de vacances dans l'Algarve, et perdit ainsi un temps précieux que Salazar mit à profit pour allumer des contre-feux et déjouer la conjuration. Le 9 avril, seulement, Botelho Moniz fit savoir à l'ambassadeur des États-Unis qu'il allait exécuter son projet, en tentant de convaincre le président de la République de neutraliser ou de démettre Salazar et de nommer un nouveau

Premier ministre. Si cette démarche échouait, lui et les autres généraux feraient savoir à Tomás qu'ils allaient prendre le pouvoir.

Grâce à la rapidité de la réaction du vieux chef, *l'«Abrilada»* échoua lamentablement: le 13 avril à 15 heures, la radio nationale annonçait à la fois la démission du ministre de la Défense et de tous ceux qui s'étaient compromis avec lui et leur remplacement immédiat. Santos Costa, à la tête de brigades de la Légion portugaise, se contenta de cueillir tous les conjurés réunis dans le bureau de Botelho Moniz. L'ambassadeur des États-Unis écrivit à son ministre: « Le plan de Moniz a échoué par sa faible préparation ou par faute de courage. Il n'est pas douteux que la rapide initiative de Salazar prit Moniz par surprise. » La déroute de *l'«Abrilada»* vint réparer les dégâts du «tremblement de terre delgadiste» : elle fut un facteur décisif de la survie de l'Estado Novo jusqu'en 1974. Mais le 17 décembre 1961, Nehru mettait irrémédiablement fin à *l'Estado da lndia*, en ordonnant à l'armée indienne d'occuper Goa et les autres comptoirs portugais.

Dans les forces armées, les complots des généraux ne furent pas le seul sujet de préoccupation pour le régime. L'esprit révolutionnaire, de plus en plus répandu chez les officiers, sans liaison avec la hiérarchie contestataire, était beaucoup plus inquiétant. Il engendra ce que l'on a appelé le « mouvement des capitaines », encouragé par le delgadisme. Plus ou moins ouvertement lié aux milieux monarchistes et catholiques civils, il visait à déclencher un mouvement insurrectionnel pour abattre le régime. Deux tentatives échouèrent. La première, appelée la «conspiration de la *Sé*» - le lieu de rencontre se trouvait dans la cathédrale de Lisbonne – était le fait d'un Mouvement militaire indépendant, de connivence avec les delgadistes d'un Mouvement national indépendant, où se trouvait notamment le monarchiste Sousa Tavares. Elle fut déjouée le 12 mars 1959 par la PIDE, qui fit prisonniers neuf militaires et vingt-deux civils, les autres ayant réussi à se réfugier dans des ambassades. La seconde, également éventée et déjouée, fut la prise d'assaut de la caserne de Beja dans la matinée du 1er janvier 1962.

Il n'y eut plus désormais de «révolution militaire» avant 1974. Parallèlement, après le delgadisme, se déclencha un processus d'agitation politique où le Parti communiste eut une part toujours plus grande. L'évasion spectaculaire d'Álvaro Cunhal et d'autres de ses dirigeants du fort

de Peniche, en janvier 1960, avait en effet entraîné un durcissement de sa position. On critiqua vivement le « déviationnisme de droite» adopté dans les années 1956-1959, et l'on revint à la stratégie du *«levantamento nacional»* » par une alliance entre les prolétaires des villes et des campagnes, en liaison avec les peuples des colonies. L'année 1962 fut le point culminant de la crise politique ouverte par l'élection de 1958. Cependant, la fièvre retomba et le régime reprit le contrôle de la situation jusqu'à la disparition du vieux dictateur.

LES DERNIÈRES ANNÉES DE SALAZAR (1962-1968)

La survie de l'Estado Novo ne tenait pas tant à sa force qu'à l'impuissance de ses adversaires, mais tous, au sein du régime et dans l'opposition, attendaient l'événement inéluctable qui bouleverserait les données de la situation : la mort de Salazar.

Pendant ces années d'expectative ou d'espérance, le poids humain, financier et économique des guerres coloniales se fit de plus en plus lourd. Celles-ci furent d'autant plus difficiles à mener, surtout en Mozambique et en Angola, qu'à partir de la victoire de Fidel Castro, les mouvements indépendantistes furent renforcés par des troupes cubaines. A cela s'ajoutait l'isolement diplomatique du Portugal, malgré une active et habile politique. En Afrique centrale, Salazar avait favorisé la sécession katangaise. En faisant fi de l'embargo que l'ONU avait prononcé contre elle, il avait discrètement aidé la Rhodésie blanche indépendante de Ian Smith. Avec le dessein de constituer en Afrique australe un bloc défensif, il avait appuyé l'Afrique du Sud. Enfin, les États-Unis de Johnson, enlisés dans la guerre du Vietnam, relâchaient leurs pressions sur le gouvernement de Lisbonne pour qu'il abandonnât sa politique coloniale. L'abandon de l'Algérie française, en revanche, le laissa cruellement isolé dans ce dernier combat colonial de l'Europe.

Année après année, le Portugal était régulièrement condamné par l'ONU et mis au ban des nations. Le Brésil de la dictature militaire et l'Espagne, eux-mêmes, prenaient leurs distances avec sa politique africaine. Salazar fut en outre profondément blessé par les visites du pape Paul VI en Inde et à l'ONU. Il avait bien tenté d'intéresser les puissances occidentales à la

défense de ses colonies par une ample ouverture de leurs marchés aux investissements internationaux : cela ne contribua nullement à mettre fin à la guerre ou à sortir le Portugal de son isolement.

A l'intérieur, Salazar se crispa dans une politique de répression avec des emprisonnements, des violences contre les étudiants, et surtout, en février 1965, avec l'assassinat du général Humberto Delgado par la P.I.D.E., et la déportation à Sâo Tomé de l'avocat de sa famille, Mário Soares. En contrepartie de ce raidissement, l'opposition, sous l'emprise du castrisme, du guévarisme et plus tard du «Mai 1968» français, se radicalisa. Le vieux républicanisme libéral du Directoire démocrate-social perdit tout crédit au profit de l'Action socialiste portugaise, fondée en 1964. Cet embryon du futur Parti socialiste était déjà dirigé par Mário Soares, entouré de jeunes cadres étudiants sortis des luttes de 1962, comme Jorge Sampaio, l'actuel président de la République.

Le Parti communiste, pour sa part, était affecté par les convulsions nées de la rupture entre Moscou et Pékin: à la fin de 1963, Francisco Martins Rodrigues, un jeune membre du comité central, éventuel dauphin de Cunhal, provoqua une scission en fondant le Comité marxiste-léniniste portugais et un Front d'action populaire. La direction du Parti Communiste sut cependant profiter de l'influence engrangée en 1961-1962 pour reprendre l'initiative d'une union de l'opposition : elle créa à la fin de 1962 un Front patriotique de libération nationale qui siégea à Alger et dont elle donna la présidence au général Delgado. Ce rassemblement n'eut qu'une existence éphémère : en 1964, l'ancien candidat à la présidence ainsi que l'Action socialiste portugaise l'abandonnèrent.

Salazar n'avait donc pas à s'inquiéter de l'opposition traditionnelle, dont les divisions et l'impuissance étaient évidentes. Les progrès du «catholicisme progressiste» lui donnaient, en revanche beaucoup plus de soucis. En 1963, la fondation de la revue *O Tempo e o Modo* servit de point de rencontre entre catholiques et socialistes. Et lors des élections à l'Assemblée nationale en novembre 1965, 101 candidats catholiques lancèrent un manifeste de soutien au programme de l'opposition.

L'ÉCHEC DU «MARCÉLISME» (1968-1974)

Le moment tant attendu arriva le 4 septembre 1968: Salazar, âgé de 79 ans, fut victime d'un hématome cérébral à la suite d'une chute de son siège. Toutes chances de le voir retrouver la santé étant abandonnées, les médecins déclarèrent son incapacité à gouverner[19]. Le Conseil d'État, où Caetano réapparut, entama le processus constitutionnel de son remplacement. Après avoir consulté quarante personnalités, le président Américo Tomás, bien qu'à contrecœur, finit par désigner Marcelo Caetano comme président du Conseil. Ce dernier, qui prit possession de sa charge le 23 septembre 1968, était, en effet, le personnage incontournable. Il était appuyé par les milieux économiques et financiers qui désiraient l'ouverture sur l'Europe, par la plupart des chefs militaires, de plus en plus inquiets de l'impasse coloniale, et par les milieux diplomatiques de l'Europe occidentale. SelonTomás, les chefs militaires n'auraient posé qu'une condition: ne pas toucher à la politique coloniale et continuer l'effort de guerre.

Le «marcélisme» était la consécration d'un courant réformiste de *l'Estado Novo*, qui reprenait son projet de modernisation politique, économique, social et même colonial[20]. Mais il arrivait trop tard au pouvoir. En outre, son handicap majeur était de vouloir concilier l'inconciliable, à savoir la libéralisation et la guerre coloniale. Il était voué à l'échec.

Caetano n'avait rien d'un démocrate ou même d'un libéral. Il n'avait rien abandonné de ses profondes convictions autoritaires et de son hostilité au régime des partis. Ce qu'il défendait, c'était un plus grand respect des autorités administratives envers les lois et les libertés individuelles. Il préconisait un programme de «liberté possible», qui donnerait une vie véritable au système corporatif et un nouveau dynamisme à la participation des citoyens. Il prit d'abord des mesures d'apaisement ou de simple justice: le retour d'exil de Mário Soares et de l'évêque de Porto. Modérant certains pouvoirs de la police politique, il modifia le nom de la PIDE en DGS (Direction générale de sécurité) sans changer rien d'essentiel à ses méthodes. Il allégea la censure sans la supprimer. Il ouvrit l'Union nationale, appelée désormais Action nationale populaire, à d'autres sensibilités politiques, même de l'opposition modérée. Une nouvelle législation syndicale fut adoptée, plus favorable aux ouvriers.

Sur le plan colonial, Caetano abandonna l'idéal impérial pour ne plus retenir que la défense des populations blanches de l'Angola et du

Mozambique. Il adopta le principe d'une « autonomie progressive », consacré par la nouvelle Loi organique de l'outre-mer en 1972. Elle était en réalité destinée à privilégier et perpétuer le système de domination de la population blanche, voire à fonder à terme une autonomie ou une indépendance contrôlées par elle. Les deux provinces africaines recevaient le « titre honorifique » d'États, avec d'importantes limites posées à la centralisation. Elles auraient désormais des gouverneurs, des assemblées législatives et des tribunaux propres. Cela n'en impliquait pas moins la poursuite de la guerre jusqu'à la victoire finale.

Dans la ligne de son «évolution dans la continuité», Caetano s'ef força de constituer une «coalition marcéliste » qui s'ouvrirait assez largement à tous ceux qui pouvaient croire encore à une transition dans le cadre du régime lui-même. On y trouvait d'abord ses vieux amis auxquels il confia les postes clefs du gouvernement. Des hommes politiques jeunes, adeptes d'une radicale libéralisation du régime dans le sens européen et occidental, acceptèrent de figurer sur les listes de l'Union nationale pour les élections de 1969. Ils formèrent l'aile libérale de l'assemblée : parmi eux, Sá Carneiro et Pinto Balsemão, futurs Premiers ministres de l'après-«révolution des Œillets». Enfin, Caetano puisa dans une jeune génération de technocrates, cadres sortis des grands groupes économiques et financiers, et leur confia des postes de secrétaires et de sous-secrétaires d'État, où ils furent le fer de lance du développement économique.

La nouvelle politique économique fut résolument européenne et ouverte aux investissements étrangers. Un accord fut conclu en 1972 avec la CEE. Le gouvernement, grâce à l'essor du pétrole de l'Angola, lança le projet dit de Sines, et stimula la création de coopératives agricoles. Caetano accompagna cette politique de développement économique de quelques mesures destinées à améliorer l'assistance sociale. Enfin, le ministre Veiga Simâo lança un programme audacieux de réformes de l'enseignement pour en démocratiser l'accès et en moderniser le contenu. Dans l'armée, le président du Conseil marqua le même souci d'ouverture: en 1972, il fit de Costa Gomes, progressivement relevé du coup d'État manqué de 1961, le chef d'État-Major général des forces armées, et il laissa António Spinola gouverneur de la Guinée. Il voulut enfin faire des élections législatives une légitimation de son pouvoir, en les entourant de toutes les conditions de

«liberté possible». Quant aux salazaristes purs et durs, en reprenant la stratégie qui avait si bien réussi à son maître, il les intégra en grand nombre dans les listes de l'Union nationale pour les neutraliser et les contrôler.

Ce vent de réformes et de liberté suscita les espoirs d'une transition sans heurts vers une démocratie parlementaire. La preuve en est que l'opposition en fut une nouvelle fois désorganisée et divisée. L'Action socialiste portugaise de Mário Soares proclama en 1968 un «manifeste à la Nation» où, après avoir condamné le «socialisme totalitaire », perçait une attente bienveillante devant la libéralisation du régime. Mário Soares eut même des contacts avec le nouveau responsable de l'Union nationale, Melo e Castro, à propos des élections législatives à venir. Des personnalités catholiques d'opposition, comme Alçada Baptista, se rapprochèrent de Caetano. Même les groupes de la gauche radicale estudiantine admirent la nécessité de changer de tactique, eu égard à la mutation de nature de l'«ennemi». Le Parti communiste, craignant de ne pas tirer les fruits d'une transition qui paraissait en bonne voie, avait proposé des candidatures uniques pour les prochaines élections. Il se heurta à la stratégie autonome de l'Action socialiste portugaise, qui resta sourde à ses appels. L'opposition au régime, par conséquent, aborda en ordre dispersé la campagne électorale.

En cette fin de 1968 et au début de 1969, le gouvernement de Caetano dut cependant essuyer quelques tempêtes: des manifestations et des grèves d'étudiants, sous l'influence du «Mai français», un vaste mouvement de grèves, de revendications et de manifestations de rue des ouvriers, encouragés par la victoire électorale de la gauche (listes des communistes, des catholiques progressistes et des socialistes) dans la désignation de leurs représentants dans les syndicats officiels.

Malgré ses discours de victoire, Caetano fut déçu dans les espoirs qu'il avait placés dans les élections législatives: à peine 28 % des électeurs potentiels s'étaient inscrits sur les listes, et l'abstention monta à 42 %. Quant à la liberté de la campagne électorale, elle fut rien moins qu'évidente. Caetano tira la leçon de cet échec: ne pouvant mener de front la libéralisation du régime et la défense de l'empire, il décida de continuer la guerre et de remettre la libéralisation après la victoire militaire sur les guérilleros indépendantistes. Il lui fallut alors reprendre en main une situation politique qui se dégradait.

En octobre 1970, il fit publier une nouvelle législation syndicale, permettant la destitution des dirigeants « subversifs ». En réponse à la croissante radicalisation du mouvement étudiant, il fit interdire une à une toutes leurs associations, et il fit enrôler de force dans l'armée coloniale les étudiants qui se montraient les plus rétifs. La police politique passa de nouveau à l'offensive: la courbe des emprisonnements augmenta à partir de 1970-1971. Mário Soares, qui avait fait, en avril 1970, à NewYork, des déclarations contre la politique coloniale, fut interdit de séjour au Portugal et contraint à un nouvel exil.

A l'Assemblée nationale, Sá Carneiro et ses amis libéraux dénoncèrent le retour à une politique de répression, et allèrent visiter les prisonniers dans leurs geôles. Sur le plan législatif, l'abandon de tous projets de révision constitutionnelle et de lois allant dans un sens libéral symbolisa la renonciation à «l'évolution dans la continuité». Une loi d'amnistie et une autre sur la liberté d'association, présentées par Sá Carneiro, furent enterrées. Il en fut de même d'une autre sur la presse, préparée par le même député en collaboration avec Pinto Balsemâo. Alors qu'il avait été envisagé un retour au suffrage universel direct pour l'élection présidentielle de 1971, le scrutin indirect fut maintenu, et l'amiral Tomás commença un nouveau mandat.

LA FIN DE L'ESTADO NOVO

A partir de 1970, la situation extérieure ne cessa de se détériorer. L'obstination du Portugal à s'enliser dans des guerres coloniales, alors que la Grande-Bretagne et la France s'étaient résignées à une totale décolonisation, ne fit qu'accentuer l'isolement du pays. La réception des dirigeants des mouvements indépendantistes - le MPLA pour l'Angola, le FRELIMO pour le Mozambique et le PAIGC pour la Guinée - par le pape Paul VI, en 1970, fut un coup très dur porté au gouvernement Caetano. Sur le terrain même, le combat devenait de plus en plus difficile : dans le Nord du Mozambique et en Guinée, la livraison de missiles terre-air aux rebelles compliquait singulièrement la tâche de l'armée portugaise.

A l'intérieur, le durcissement du régime entraîna immanquablement la radicalisation des oppositions et la réunification de ses secteurs

traditionnels. Aussi bien dans les universités que dans la classe ouvrière, des groupes d'extrême gauche, maoïstes et marxistes-léninistes, gagnaient du terrain aux dépens du Parti communiste. Des actions armées furent menées contre des objectifs militaires soit par l'Action révolutionnaire armée, soit par les Brigades révolutionnaires. La contestation des catholiques progressistes s'amplifiait : une veillée pour la paix fut tenue du 30 décembre 1973 au 1er janvier 1974, dans la chapelle du Rato à Lisbonne. La police politique y mit fin en l'occupant et en arrêtant ses participants, dont certains, comme le professeur Pereira de Moura, furent démis de la fonction publique. Bien qu'avec prudence, la hiérarchie ecclésiastique elle-même prenait ses distances avec le régime. Entre-temps, le nouveau Parti socialiste, né de l'Action socialiste portugaise en avril 1973, se rapprocha du Parti communiste avec lequel il établit une plate-forme d'action unitaire contre le gouvernement. A partir d'octobre, une intersyndicale suscita un mouvement significatif de luttes dans divers secteurs industriels.

La politique de répression, par ailleurs, ne gagnait nullement à Caetano la sympathie et la confiance des salazaristes purs et durs, qui méditaient un coup d'État militaire que redoutaient les «capitaines». A l'inverse, il perdait tous les libéraux qu'il avait voulu séduire. Désillusionné, Sá Carneiro, suivi de beaucoup d'autres, fut le premier à démissionner de son mandat de député en janvier 1973. A cette date, Pinto Balsemâo fonda le journal l'Expresso qui devint le porte-parole de tous ces réformistes libéraux passés à l'opposition.

Selon une coutume bien établie depuis le XIXe siècle, ce fut des forces armées que vint le mouvement qui jeta à bas l'Estado Novo. Les « capitaines », désormais convaincus de l'inutilité du combat, supportaient le poids principal de la lutte antiguérilla en Afrique. En communion de pensée avec une partie de leurs chefs hiérarchiques, ils étaient persuadés que la fin de la guerre passait par le renversement du régime. Parmi ces généraux, António Spinola était le plus écouté. Avec l'approbation du chef d'état-major général, Costa Gomes, il avait pris l'initiative de pourparlers avec les rebelles afin de s'entendre sur une solution négociée en Guinée où il commandait. Mais Marcelo Caetano avait durement censuré sa tentative. Il voulut cependant ménager Spinola car il craignait d'autant plus un coup d'État militaire que les «capitaines» commençaient à s'agiter sérieusement.

Aussi, au retour du général dans la métropole au cours de l'été 1973, créa-t-il pour lui la charge de vice-chef de l'état-major général des forces armées. Ne mesurant pas le retentissement qu'il pourrait avoir, il laissa publier son livre, *Portugal e o Futuro.* Quand il y lut entre autres que Spinola appelait les généraux à prendre le pouvoir pour mettre fin à la guerre, il le limogea, ainsi que Costa Gomes. Les deux généraux lui répondirent par des protestations de fidélité et s'engagèrent à s'abstenir de toute action illégale. Sentant que les forces armées lui échappaient, le président du Conseil n'osa pas aller plus loin. Il n'avait pas pris conscience que, par son livre, Spinola avait donné le feu vert au mouvement des capitaines dont il légitimait la révolte, et que son indulgence envers les deux généraux ne pouvait que les encourager. Quand il décida de sévir contre Costa Gomes et Spinola, il lui donna le prétexte pour agir.

1 D'abord appelée *Policia de Vigilância e Defesa do Estado* (PVDE), la police politique prit ensuite le nom, sous lequel elle fut sinistrement célèbre, de *Policia Internacional e de Defesa do Estado* (PIDE). Il exista deux autres corps de police moins redoutables mais efficaces pour réprimer les réunions et les manifestations interdites: la *Guarda Nacional Republicana* (GNR) et la *Policia de Segurança Publica* (PSP).

2 A ses adversaires politiques qui, lors de la campagne électorale de 1949, voulaient faire table rase du passé pour construire un nouveau monde meilleur et dont le mot d'ordre était « Détruire ce qui existe; pour le reste, on verra après», il répondait: «Mots effrayants à entendre: *détruire*, le *reste...* Mais le reste est tout: c'est la vie, la santé, le travail des Portugais; c'est la sécurité des familles et des foyers; c'est le progrès du pays... c'est l'aspiration à la culture et au bien-être, c'est l'ordre public et la justice dans les rapports sociaux. Le *reste?* Mais le reste, c'est les intérêts, les problèmes et la vie de la nation, c'est son âme, son genre de civilisation et de culture, son histoire et son rayonnement dans le monde... son prestige, sa dignité... »

3 «Le fait est que l'on a pu, à chaque moment, soutenir avec une apparence de vérité, que la République portugaise était par essence anticatholique et que sa neutralité était un mensonge, accusation grave pour la République et pour l'Eglise dans un pays de traditions et de population catholiques...»

4 Et en 1952, il précise bien ce que doit être l'attitude de l'État par rapport à la religion: «L'État portugais n'est pas confessionnel, mais il reconnaît l'importance tout à fait spéciale de la religion catholique dans la formation de la conscience portugaise, dans l'action historique de la Nation et, grâce aux missions, dans la conquête morale des terres d'outre-mer. Donc, il y va de l'intérêt général de concéder à l'Église soutien et sympathie, sans préjudice de la liberté de culte...»

5 «Au milieu des convulsions actuelles, déclare-t-il en 1947, nous nous présentons comme une confrérie de peuples cimentés par des siècles de vie pacifique et de compréhension chrétienne, communauté de peuples qui, quelles que soient leurs dif férences, s'entraident, se cultivent et s'élèvent, fiers de leur même nom et de leur même qualité de Portugais... »

6 « Étrangers à tous les conciliabules, nous ne vendons pas, nous ne cédons pas, nous n'affermons pas, nous ne partageons pas nos colonies, avec ou sans réserve d'une parcelle

quelconque de souveraineté nominale pour la satisfaction de notre brio patriotique. »

7 «Le travail, n'importe quel travail, se revêt de la même noblesse et de la même dignité, quand il est la contribution de chacun, conformément à ses facultés, à la collectivité à laquelle il appartient... » Pourtant il faut bien admettre une hiérarchie dans la société en fonction des activités de chacun et de chaque groupe, et donc des conditions sociales différentes : « Mais si le travail est également digne au point de vue humain, il n'a pas la même valeur au point de vue économique et social. Il a des utilités différentes, des rendements divers et c'est pourquoi il ne saurait être également rémunéré. Ainsi s'explique qu'il y ait une différenciation entre les individus, dans les modes de vie, entre les diverses classes de la société... » (1933).

8 «L'État portugais, précisait-il en 1934, doit être organisé, suivant la Constitution, en république corporative ; pour donner un commencement de réalité à cette aspiration, différents décrets ont établi postérieurement les grandes lignes auxquelles doit obéir l'organisation des corporations. Celle-ci s'étend des intérêts matériels aux intérêts intellectuels et moraux que les individus poursuivent au sein de la Nation ; et c'est pour cela, et parce que nous approchons de plus en plus du moment où le travail rémunéré sera non seulement un devoir social, mais encore un fait établi pour toute la population active et libre, qu'il s'ensuit que, par l'intermédiaire de l'organisation corporative, la vie économique est un élément de l'organisation politique... »

9 « Lier le destin des colonies - et, à travers elles, de la souveraineté - à l'existence et la manutention de *l'Estado Novo* et de sa politique coloniale est une des principales nouveautés de la redéfinition du discours idéologique colonial par le nouveau régime. Ce qui aura l'effet inverse de lier le destin de *l'Estado Novo* à celui des colonies» (Fernando Rosas).

10 «Le mécontentement populaire et la nécessité d'en conjurer la menace parurent légitimer les stratégies de modernisation proposées par les industrialistes et annoncer la fin du vieil ordre ruraliste paralysant, avec tous les effets d'actualisation politique, économique et sociale, plus ou moins implicites dans un tel type d'évolution» (F. Rosas).

11 Le successeur de Salazar confia dans ses Mémoires que c'était pour « neutraliser une personne incommode », en lui conférant une position « où il ne fît aucun mal, ni qui lui donnât du travail».

12 Visites des escadres britanniques et nord-américaines à Lisbonne, en mars et juin 1946 et en juin 1948. Déclarations de reconnaissance envers Salazar pour son attitude pendant la guerre. Appui des États-Unis et de la Grande-Bretagne à l'entrée du Portugal à l'ONU, à laquelle l'URSS mit son veto, en septembre 1946. Accord sur la cession aux États-Unis de la base des Lajes en février 1948.

13 Son entrée dans l'Alliance atlantique fut suivie en 1951 d'un accord de défense luso-américain.

14 Avec l'arrière-pensée de lui succéder à la tête du gouvernement et de le cantonner dans une retraite dorée, Caetano avait exhorté Salazar à se faire élire à la présidence de la République. Le vieux renard ne s'y trompa pas et refusa.

15 Non seulement il les fit élire députés à l'Assemblée nationale, mais il joua de son influence pour en faire de jeunes membres du gouvernement ou pour les placer dans de hautes fonctions de l'administration publique et corporative, dans des secteurs de l'économie, de l'éducation, de l'outre-mer, de l'information ou de l'assistance.

16 «Le président du Conseil assume un comportement quasi paradoxal: à mesure que les marcélistes croissent, il tente de les attirer et de les compromettre dans le gouvernement. C'était un

risque calculé. Dans le fond, le président du Conseil restait fidèle à lui-même et à sa tactique de composition, d'équilibre et de rééquilibre suivie depuis les années 1930 : intégrer sans changer, compromettre les "critiques" pour, de cette manière, évacuer leur capacité d'intervention» (F. Rosas).

17 Au cours des années 1950, Salazar ne cessa de rappeler les valeurs irrévocables sur lesquelles reposait l'*Estado* Novo, mais il resta beaucoup plus flou sur la continuité de son action par ses successeurs et *a fortiori* sur ces derniers eux-mêmes. Il est difficile de savoir sa position exacte sur la monarchie. Certes, il reconnaissait, le 22 novembre 1951, les bienfaits du système monarchique : « Quand il s'agit de politique à long terme, autrement dit d'une idée de gouvernement qui se projette dans l'avenir et qui doit se réaliser sur une large période, il faut reconnaître que les régimes monarchiques possèdent en puissance des conditions supérieures à celles des républiques. » Mais en ce qui concerne le Portugal, il hésitait à se prononcer sur la possibilité de restaurer la monarchie d'une manière durable : «Le pays n'a aucun intérêt à avoir une monarchie pour trois mois, ni même pour trois ans», avait-il déclaré précédemment à l'Assemblée nationale, le 20 octobre 1949.

18 En mai 1961 par exemple, des libéraux et des socialistes furent emprisonnés, dont Mário Soares, qui avaient signé le Programme pour la démocratisation de la République. D'une manière générale, toutes les manifestations de protestation, comme en 1962 les grèves d'étudiants, furent réprimées sévèrement. Seuls les conspirateurs militaires furent traités avec bienveillance, comme les putschistes de l'Abrilada 1961.

19 Il ne mourut qu'en 1970.

20 Il est indéniable que, dans le prolongement de ce qui avait été acquis depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, la politique économique de Caetano obtint des résultats. La croissance du secteur industriel fut particulièrement spectaculaire: une progression de 36 % entre 1970 et 1973. La répartition de la population par secteurs économiques fut profondément modifiée: alors qu'en 1900, l'agriculture occupait 61,4 % de la population active, en 1970, la proportion n'était plus que de 31 % contre 34 % dans l'industrie et 35 % dans les services. L'urbanisation, comme l'explosion scolaire, traduisant l'émergence d'une classe moyenne, principale bénéficiaire de l'essor économique, fut aussi spectaculaire: les agglomérations de Lisbonne et de Porto réunissaient plus du quart de la population portugaise. Le taux de croissance du PNB fut de 7,5 % par an entre 1956 et 1971. Ce développement économique fut cependant insuffisant pour permettre au Portugal non seulement d'approcher le niveau des pays développés de l'Europe, mais même de hisser une partie de sa population au-dessus du seuil de pauvreté. L'essor démographique continua, mais avec un changement de structure fondamental, le taux de mortalité s'abaissant, entre 1926 et 1974, de 22,43 à 11,8 pour mille, et le taux de natalité de 32,82 à 19,42 pour mille. Cette population était souvent contrainte d'émigrer pour trouver des conditions de vie plus décentes, notamment en France: l'agglomération parisienne comptait en 1972 près de 500 000 Portugais.

CHAPITRE XXI

Le Portugal européen

La révolution du 25 avril 1974 renversa en quelques jours un *Estado Novo* qui durait depuis quarante-trois ans. Elle entraîna un bouleversement complet du régime politique, social et économique du Portugal. Pendant l'année 1975, on fut dans l'incertitude sur celui qu'elle engendrerait: démocratie populaire ou démocratie libérale. On put même craindre un instant qu'elle ne débouchât sur une nouvelle guerre civile. La Constitution de 1976 ainsi que la situation géopolitique du pays firent pencher le fléau de la balance du côté des démocraties occidentales. La mystique impériale définitivement enterrée, l'intégration du Portugal dans la Communauté européenne, le 12 juin 1985, fit le reste.

LA RÉVOLUTION DES ŒILLETS

Le mécontentement des « capitaines », encouragés par la publication du livre du général Spinola, n'avait cessé de s'accroître. Ces jeunes officiers résolurent d'organiser leur mouvement au mois de février 1974 sous une forme permanente. Au mois de mars, une réunion plénière réalisée à Cascais choisit comme chefs du mouvement les généraux Spinola et Costa Gomes. La destitution de ces derniers, le 14 mars, marqua la rupture définitive avec le régime. Deux jours plus tard, le 5e régiment d'infanterie de Caldas da Rainha marcha sur Lisbonne, mais comme il ne fut pas suivi par d'autres unités de l'armée, il fut facilement mis en déroute. Dans l'ombre, cependant, le mouvement ne désarmait pas et décida un coup de force.

Le plan des opérations fut coordonné par le major Otelo Saraiva de Carvalho. Le signal en fut donné, dans la nuit du 24 avril, par la diffusion à la radio de la chanson E *depois do Adeus*[1]. Celle de *Grândola, Vila Morena*,

de José Afonso, dans les premières minutes du 25, confirma le mot d'ordre. Le Mouvement des forces armées (MFA) fit sortir les militaires de leurs casernes pour se répandre dans les rues de Lisbonne. Ils s'emparèrent des secteurs stratégiques de la capitale: la radio, la télévision, le quartier général de la région militaire, l'aéroport, etc. Des batteries furent installées au monument du Christ-Roi, dominant Lisbonne sur la rive gauche duTage, tandis que les forces aériennes la survolaient. Parallèlement, les forces armées déclenchaient des opérations dans divers points du pays: Santarém, Mafra, Tomar, Viseu, Vendas Novas, etc. Elles furent accueillies avec enthousiasme par la population et ne rencontrèrent aucune résistance de la part du pouvoir.

Alors que plusieurs ministres et officiers supérieurs s'enfuyaient de la capitale, Marcelo Caetano se réfugia dans la caserne de la Garde nationale républicaine (GNR), sur la place du Carmo, encerclée par les forces du capitaine Salgueiro Maia. Sans aucune tentative pour s'y opposer, le président du Conseil remit le pouvoir au général Spínola. En vingt-quatre heures, *l'Estado Novo* s'effondra après une dictature de quarante-huit années. Presque sans effusion de sang[2], les événements se déroulèrent ensuite avec une hallucinante rapidité.

La *Junta* de *Salvaçâo* Nacional (Junte de salut national) assuma le pouvoir, décréta la dissolution de la police politique (DGS), l'ancienne PIDE, et de toutes les institutions du régime défunt (destitution du président de la République, l'amiral Tomás, et du gouvernement, de tous les gouverneurs de l'outre-mer; dissolution de l'Assemblée nationale, du Conseil d'État et de l'Action nationale populaire), ainsi que la levée de la censure. Les prisonniers politiques sortirent de leurs geôles et les mouvements et partis politiques de leur clandestinité. La junte annonça l'élection dans un délai d'un an d'une Assemblée nationale constituante, au suffrage universel direct. Le 28, puis le 30 avril, les leaders des deux principaux partis, socialiste et communiste, Mário Soares et Álvaro Cunhal, revinrent d'exil et furent accueillis triomphalement. La journée du 1er Mai, déclarée fête nationale et baptisée *Dia do Trabalhador* (Jour du travailleur), consacra le succès de la révolution. L'ambiance d'allégresse et d'unanimité qui y avait présidé fut célébrée par une foule de plus d'un demi-million de

personnes, auxquelles se mêlèrent les militaires, le canon de leurs fusils orné d'œillets rouges qui donnèrent son nom à la révolution portugaise.

La semaine suivante de nouveaux partis se constituèrent à côté du Parti socialiste et du Parti communiste : le Mouvement démocratique portugais (MDP), issu de la Commission démocratique électorale (CDE), proche du PC; le Mouvement de la gauche socialiste (MES); l'Union démocratique populaire (UDP), marxiste-léniniste; le Parti travailliste démocratique portugais; le Parti chrétien social-démocrate, le Parti de la démocratie chrétienne (PDC) ; enfin, le plus à droite, issu de l'ancienne aile libérale de l'Assemblée du régime renversé, le Parti populaire démocrate (PPD).

En quelques jours, la junte avait été reconnue par de nombreux pays, très satisfaits de cette instauration de la démocratie au Portugal. Les puissance occidentales ne commencèrent à s'inquiéter que lorsqu'elles virent le tour dangereux que prenait la révolution des Œillets.

DÉMOCRATIE POPULAIRE OU DÉMOCRATIE LIBÉRALE?

La junte, composée d'une majorité d'officiers modérés, désigna, le 15 mai, le général Spinola pour exercer les fonctions de président de la République. Ce dernier nomma Premier ministre Adelino de Palma Carlos, un avocat de tendance libérale, qui rassurerait la droite modérée et ne déplairait pas à la gauche, pour avoir souvent défendu des opposants à *l'Estado Novo.* Il forma une équipe gouvernementale avec des indépendants et les leaders des principaux partis politiques de droite et de gauche, Francisco Sá Carneiro pour le PPD, Mário Soares pour le PS et Álvaro Cunhal pour le PC. Le général Spinola et son gouvernement se trouvèrent immédiatement aux prises avec des difficultés quasi insurmontables. Une intense agitation sociale et politique s'empara de la métropole, tandis que le mouvement de décolonisation s'accéléra dans l'outre-mer. Conscient de son impuissance, le premier gouvernement démissionna le 9 juillet[3].

La réalité du pouvoir était en fait détenue par les capitaines du MFA, qui imposèrent à Spinola comme Premier ministre le colonel Vasco Gonçalves, peu connu encore, dont les idées étaient proches de celles du PC. A cela s'ajouta la création, le 12 juillet, du Commandement opérationnel du

continent (COPCON), chargé de coordonner les opérations de sécurité, de maintenir l'ordre public et de garantir l'exécution du programme du MFA qui plaça à sa tête Otelo Saraiva de Carvalho, l'un des cerveaux de la révolution du 25 avril. Les tensions entre les deux têtes de l'exécutif, à la fois sur la politique sociale et économique que le colonel désirait très progressiste et sur la décolonisation que le général voulait progressive [4], aboutirent à la démission du président de la République le 30 septembre, et à son remplacement par le général Costa Gomes. Le pouvoir était désormais entièrement dans les mains du MFA et du Premier ministre.

La révolution entra alors dans une nouvelle phase. Vasco Gonçalves et le MFA, fermement soutenus par le PC qui y vit l'occasion inespérée de prendre le pouvoir après tant d'années de lutte, engagèrent en effet une politique économique et sociale résolument marxiste par la nationalisation et la collectivisation de tous les moyens de production. Les partis modérés, le PS, le PPD et une nouvelle formation de droite, le Centre démocratique et social (CDS), y virent la tentative de faire du Portugal une démocratie populaire, alignée sur Moscou. Les divergences entre les deux options se cristallisèrent sur l'organisation d'élections libres. Les modérés les souhaitaient désormais le plus rapidement possible pour assurer au Portugal l'instauration d'une vraie démocratie politique, alors que Gonçalves et le MFA voulaient les ajourner à une date indéterminée pour mieux assurer la dictature du prolétariat. C'est alors que le général Spinola réalisa à l'aube du 11 mars 1975 un coup d'Etat pour écarter toute menace bolchevique sur le pays. Mal préparée et mal conçue, la tentative échoua lamentablement : le soir même, le général et une quinzaine d'officiers qui l'avaient suivi prirent le chemin de l'exil.

Cet événement permit au MFA de renforcer son action par la création d'un Conseil de la révolution (CR), sorte de Comité de salut public, responsable devant une Assemblée générale du MFA, de 240 militaires. Le nouveau gouvernement, formé par Vasco Gonçalves, était plus que jamais dans la dépendance des « capitaines ». Le Conseil de la révolution décida de nombreuses nationalisations: les banques et les assurances, puis les secteurs de l'acier, de l'électricité et des transports. Le Portugal s'engageait dans la spirale révolutionnaire. Toute la période fut marquée par un développement du pouvoir populaire. Des comités de quartier et des assemblées de

travailleurs naquirent un peu partout. 220 entreprises s'installèrent en autogestion. Les maisons inhabitées, les usines abandonnées par leur direction, les grands domaines de l'Alentejo furent occupés.

Les élections furent enfin fixées au 25 avril : le PC, fort de ses milliers d'adhérents, et le MFA, qui recommanda de voter pour lui en déposant un bulletin blanc, comptaient bien assurer une base légale à leur pouvoir. Le MFA, cependant, avait eu la prudence d'assurer son avenir en signant avec les partis un pacte, la plate-forme d'accord constitutionnel, qui lui garantirait dans la prochaine Constitution un contrôle légal du pouvoir politique pour une durée de trois à cinq ans. A leur grande surprise, le PC (12,46 % des voix) ainsi que le MFA (6,94 % de bulletins blancs) subirent un rude échec, alors que les socialistes et les modérés furent largement majoritaires [5]. Ils n'en décidèrent pas moins de continuer le processus révolutionnaire.

Au sein du gouvernement, la tension ne cessa d'augmenter entre le PC, l'extrême gauche et le MFA d'une part, et le PS et le PPD d'autre part. Lors de la fête du 1er Mai, Mário Soares, évincé de la tribune officielle par les communistes, ne put prononcer son discours. La question de l'unité syndicale divisait profondément socialistes et communistes. Les atteintes à la liberté de la presse et de l'information furent un nouveau motif de discorde. A la suite d'une grève des typographes, le journal *A República*, dirigé par le socialiste Raul Rego, fut fermé et occupé, puis reparut sous le contrôle de l'armée et des ouvriers. Il en fut de même pour la station de radio de l'épiscopat, Radio Renascença : occupée par les employés, le Conseil de la révolution résolut de ne pas la rendre à l'Église et de nationaliser tous les émetteurs de radio et de télévision. Lorsque, le 8 juillet, le MFA publia un document-guide pour l'alliance Peuple-MFA, où il exaltait la supériorité de la « démocratie directe» issue des organisation populaires sur la démocratie née seulement des suffrages électoraux, c'en fut trop pour le PS et le PPD qui quittèrent le gouvernement.

La période la plus périlleuse de la révolution, que l'on appela le « *Verão Quente*» (l'Été chaud), s'ouvrit pour le Portugal alors que deux dangers le menaçaient: le «coup de Prague »ou la guerre civile. La première hypothèse était la moins vraisemblable. Les circonstances n'étaient plus celles de l'après-guerre et le Portugal, membre de l'OTAN, se trouvait dans la sphère d'influence occidentale: jamais les États-Unis n'y auraient toléré

l'instauration d'une démocratie populaire, et l'URSS savait bien qu'elle ne pouvait intervenir sans courir le risque d'une nouvelle guerre mondiale. On ne pouvait écarter en revanche l'éventualité d'un affrontement armé entre les deux camps [6].

Le Portugal en fut heureusement préservé par la sagesse de ses hommes politiques, surtout celle de Mário Soares, et par les divergences qui se firent jour au sein même du MFA. Ce dernier, devant la détérioration de la situation politique et sociale, avait en effet remis tous les pouvoirs à la dictature d'un triumvirat, formé par Francisco Costa Gomes, Vasco Gonçalves et Otelo de Carvalho. Le 7 août, neuf officiers, avec à leur tête le commandant Melo Antunes, publièrent un document affirmant que le socialisme ne pourrait être établi que par la voie d'une démocratie pluraliste. Devant le retentissement de ce texte, Vasco Gonçalves, également abandonné par le PC[7], se trouva isolé et remit sa démission au président de la République à la fin du mois d'août.

Le départ de Gonçalves n'amena pas pour autant le calme. Le nouveau gouvernement formé par l'amiral Pinheiro de Azevedo avec des modérés du PS, du PPD, des militaires du groupe des Neuf indépendants et un seul communiste éveilla la méfiance du PC et des forces d'extrême gauche. Dans l'impuissance, il dut affronter de constantes manifestations, de grandes grèves (les ouvriers agricoles de l'Alentejo, 250000 ouvriers de la métallurgie) et des coups de force, comme le sac de l'ambassade et du consulat d'Espagne ou l'occupation de l'émetteur de Radio Renascença par 2000 gauchistes. C'est alors que se produisit le « coup » du 25 novembre réalisé par les parachutistes de Tancos, qui fut facilement maîtrisé par le groupe opérationnel dirigé par le lieutenant-colonel Eanes[8]. Cet échec marqua la fin de la révolution portugaise. Il restait à institutionnaliser le régime démocratique né du 25 avril.

L'INSTAURATION DE LA DÉMOCRATIE (1976-1980)

La *Constitution de 1976*

Autant la seconde moitié de l'année 1975 avait été agitée, autant le premier semestre de 1976 parut calme. Dominé par la volonté d'en finir avec la radicalisation de la révolution et de l'institutionnaliser, il vit le Portugal se doter d'institutions stables. Le rapport de forces entre militaires et civils s'inversa. Il fut consacré par le pacte du 26 février entre les forces armées et les partis politiques. Le COPCON fut supprimé et le MFA disparut de la scène politique. En revanche, le Conseil de la révolution fut confirmé pour une période de quatre ans comme «garant du fonctionnement régulier des institutions démocratiques, du respect de la Constitution et de la fidélité à l'esprit de la révolution du 25 avril».

L'Assemblée constituante adopta la Constitution du 2 avril 1976[9], qui, influencée par celle de la Ve République française, établissait un régime semi-présidentiel, donnant un rôle très important au président de la République, élu au suffrage universel, qui devait servir de modérateur à toute la vie politique. Les élections législatives eurent lieu le 25 avril 1976, jour de l'entrée en vigueur de la Constitution. Elles ne dégagèrent pas une majorité politique claire. Les rapports de force entre les partis ne changeaient guère par rapport à l'Assemblée constituante : malgré un recul de trois points, le PS, avec près de 35 % des voix, restait le premier parti portugais; le PPD, avec 24,3 %, perdait deux points; en revanche, le CDS de Freitas do Amaral, avec 16 %, réalisait une réelle percée en doublant son score, et le PC progressait de deux points avec 14,4 % des voix.

Les candidatures aux élections présidentielles qui s'ensuivirent le 27 juin 1976 réservèrent une surprise: celle du général Ramalho Eanes, le vainqueur du « coup » du 25 novembre, peu connu du corps électoral, fut soutenue par l'ensemble de la classe politique, à l'exception du PC. Il fut élu avec 61,6 % des voix. Le nouveau président confia au chef du parti le plus nombreux le soin de former le gouvernement : Mário Soares, soutenu par une majorité hétéroclite, assuma les fonctions de Premier ministre pendant deux ans (du 16 juillet 1976 au 25 juillet 1978).

Les difficultés auxquelles il dut faire face s'avérèrent presque insurmontables : crise économique, crise sociale, crise financière dans le cadre d'institutions démocratiques encore fragiles. En octobre 1976, le déficit de la balance des paiements s'élevait à 16 milliards d'escudos (plus de 10 milliards de francs), l'inflation à 26 %, le nombre des chômeurs à

350000, auxquels il fallait ajouter les 700000 rapatriés (*retor*nados) d'Angola et du Mozambique[10]. L'un des problèmes les plus délicats à résoudre était la réforme agraire. Aussi Mário Soares soumit-il à l'Assemblée de la République un programme «d'austérité et de stabilisation financière». Dans son allocution radiotélévisée du 9 septembre, il faisait dépendre sa réussite d'un «appui populaire, ferme et indiscuté et d'«un travail de tous, dur et discipliné». Il ne cacha pas la gravité de la situation: «L'heure de la vérité a sonné. Nous ne pouvons plus éluder les problèmes : nous devons leur faire face courageusement si nous voulons sauver la démocratie. » Parallèlement, le Premier ministre engagea une politique d'insertion européenne, et demanda le soutien financier des pays occidentaux et des institutions financières[11].

La situation n'en continua pas moins à se dégrader au cours de l'année 1977 : malgré des mesures d'austérité, l'inflation s'élevait à la fin de l'année à 27 %, la balance des paiements se détériorait et, pour y faire face, le Portugal dut vendre une partie (100 tonnes) de l'énorme stock d'or accumulé par Salazar pour rembourser les emprunts. La question agraire entraîna de graves affrontements dans l'Alentejo, où les latifundia étaient occupés par les salariés agricoles.

Cette dégradation économique et sociale entraîna à son tour de vives tensions politiques entre le gouvernement et le PC, au sein même du PS, et entre ce dernier et les partis de droite. Grâce à ses talents de conciliateur et à son habileté manœuvrière, Mário Soares réussit à préserver l'unité de son parti et la cohésion de son gouvernement. Mais, le 8 décembre 1977, le programme d'un «socialisme du possible »qu'il proposa à l'Assemblée fut rejeté par 157 voix contre 100, et le Premier ministre présenta sa démission au président Ramalho Eanes.

Sous la pression de ce dernier, Mário Soares forma un nouveau ministère où trois membres du CDS entrèrent à titre personnel, tandis que le PPD, devenu le Parti social démocrate (PSD) restait dans l'opposition. Le mariage de la carpe et du lapin ne pouvait pas durer: le CDS de Freitas do Amaral, inquiet de la rénovation du PSD, sous l'impulsion de Francisco Sá Carneiro, qui ne cachait pas son objectif de labourer sur ses terres, demanda, le 23 juillet 1978, à ses trois ministres de démissionner. C'est alors qu'intervint l'initiative aussi brutale qu'inattendue du président de la République: se

refusant à un nouveau « replâtrage » envisagé par Mário Soares, il révoqua ce dernier, comme la Constitution lui en donnait la possibilité, le 25 juillet.

Démocratie présidentielle ou démocratie parlementaire?

Entre l'été 1978 et le mois de décembre 1979, la nomination de trois gouvernements «d'initiative présidentielle» laissait présager une évolution de la Constitution de 1976 vers le présidentialisme. Leur échec et l'hostilité des partis politiques à cette déviation contraignirent Ramalho Eanes à rebrousser chemin. En nommant des hommes à lui dans les ministères, le président avait établi en effet son gouvernement personnel. Le premier cabinet, présidé par Alfredo Nobre da Costa, fut renversé dès son apparition devant l'Assemblée, le 14 septembre 1978. Le président désigna alors comme Premier ministre Carlos Mota Pinto, un professeur de droit indépendant, ancien membre du PSD. Investi péniblement, le 4 décembre, il fut mis en minorité à deux reprises par le PC et le PS, ne put faire voter son budget, et démissionna le 6 juin 1979.

Pour dénouer la crise institutionnelle, et tout en maintenant celles qui étaient prévues normalement pour le 5 octobre 1980, le président Eanes résolut de dissoudre l'Assemblée de la République et de procéder à des élections législatives intercalaires. Il chargea le 19 juillet Maria de Lourdes Pintasilgo, liée aux catholiques de gauche, de former un gouvernement de gestionnaires destiné à les préparer. Celle-ci reçut un accueil plutôt favorable à gauche, surtout chez les communistes, qui crurent trouver en elle un nouveau Vasco Gonçalves. Elle dressa un nouveau plan d'austérité, qu'elle accompagna de mesures sociales afin d'en atténuer les effets néfastes sur les plus démunis.

Les élections intercalaires du 2 décembre virent, avec 42,2 % des suffrages exprimés, le triomphe de la coalition du centre droit et de la droite, rassemblée dans l'Alliance démocratique (AD), formée par le PSD de Francisco Sá Carneiro, le CDS de Diogo Freitas do Amaral et le PPM (Parti populaire monarchiste) de Gonçalo Ribeiro Teles. L'AD, avec 121 sièges et les 7 députés dissidents du PSD, obtenait la majorité absolue à l'Assemblée de la République. Ces élections traduisirent aussi une percée de la coalition communiste et un net recul du PS, victime des déceptions des

Portugais devant son incapacité à surmonter les graves difficultés qui les accablaient[1].

Le principal perdant était cependant le président de la République, qui ne jouissait pas du soutien d'un grand parti, comme cela avait été le cas pour de Gaulle en France. La dissolution avait au contraire favorisé l'éclosion d'une majorité parlementaire hostile au présidentialisme. Ramalho Eanes dut s'incliner devant le verdict des urnes et appeler au pouvoir Francisco Sá Carneiro, président du PSD et homme fort de la coalition de droite, qui ne lui avait pas ménagé ses critiques. Loin de renforcer l'autorité du président de la République, la dissolution de l'été 1979 n'avait fait qu'accroître la portée des dispositions parlementaires déjà inscrites dans la Constitution. Le général président fut cependant confortablement réélu au premier tour des élections présidentielles de décembre 1980[12]: cela traduisait la fidélité à l'esprit de la Révolution du 25 avril dont l'armée était garante.

LA DROITE AU POUVOIR (1980-1983)

Le gouvernement de Francisco *Sá* Carneiro

Le nouveau Premier ministre ne fit qu'un passage fulgurant au pouvoir, mais sa personnalité charismatique laissa une trace profonde dans l'âme portugaise. Le gouvernement qu'il forma en janvier 1980 eut une composition homogène de représentants de la coalition victorieuse. Avec à ses côtés Francisco Pinto Balsemâo, l'un des dirigeants du PSD [13], il fit vice-Premier ministre le leader du CDS, Diogo Freitas do Amaral. Dans son discours d'investiture, il ne cacha pas que son programme économique libéral amènerait une rupture complète avec les orientations dirigistes et collectivistes qui avaient prévalu depuis le 25 avril : il déclara que son gouvernement «parlerait peu et travaillerait beaucoup » afin de remédier au plus vite aux maux dont souffraient les Portugais, « à savoir le coût de la vie élevé, l'inflation, le chômage, le retard des milieux ruraux, le manque d'usines, d'hôpitaux et d'écoles ». Ses premières mesures furent destinées à promouvoir un retour à l'économie de marché: élargissement du secteur privé, « rationalisation » du secteur public, application de la loi Barreto[14],

avec, à terme, le démantèlement de la réforme agraire. Il voulait aussi une révision de la Constitution, afin d'en supprimer «tout ce qui porte la marque de l'idéologie marxiste», ainsi que la tutelle encore exercée par les militaires par le biais du Conseil de la révolution.

Cette politique ne pouvait manquer de heurter tous ceux qui se voulaient les gardiens de l'esprit de la Révolution, non seulement les partis de gauche, mais le président de la République. Alors qu'au mois de février 1980 des milliers de grévistes protestaient contre l'austérité et la vie chère, les relations entre les deux têtes de l'exécutif se tendirent rapidement. Toutefois, à la veille des élections législatives et présidentielles, le gouvernement de l'AD put se targuer d'une certaine amélioration de la vie économique: une relative diminution de l'inflation (16,5 %) et du chômage (7,8 %), et une croissance de 5,5 %. Parallèlement, les investissements étrangers, encouragés par cette stabilisation politique et ce retour au libéralisme économique, augmentaient dans une forte proportion.

Sá Carneiro en profita pour prendre quelques mesures sociales très populaires: relèvement des salaires, des allocations chômage et des retraites. Fort de son triomphe aux élections législatives du 5 octobre 1980, le flamboyant Premier ministre ne cacha plus son hostilité au président Eanes, en déclarant qu'il se refuserait à former un gouvernement si ce dernier était réélu. Or il disparut brutalement dans un accident d'avion le 4 décembre, trois jours avant les élections présidentielles[15].

Le gouvernement de Francisco Pinto Balsemão

La personnalité du nouveau Premier ministre auquel le président fit appel permit d'apaiser la tension entre les deux têtes de l'exécutif. Homme affable, ayant un goût marqué pour le compromis, Pinto Balsemão n'en poursuivit pas moins la politique de son prédécesseur et ami. Il se révéla, en revanche, incapable de surmonter les divisions qui sévissaient dans la coalition majoritaire, où beaucoup avaient contesté sa nomination[16]. Afin de mettre l'AD au pied du mur et de la reprendre en main, il présenta le 11 août 1981 sa démission au président de la République, qui, faute de solution de rechange, la refusa et le chargea de former une nouvelle équipe ministérielle. Il en profita pour affermir son autorité : le PSD lui apporta son

soutien massif. Dans son second gouvernement, il fit entrer de fortes personnalités de l'AD, notamment D. Freitas do Amaral (CDS) au ministère de la Défense et Gonçalo Ribeiro Teles, leader du Parti populaire monarchiste (PPM), à celui de la Qualité de la vie.

La coalition n'en demeurait pas moins fragile, d'autant plus qu'elle dut affronter de grandes difficultés économiques et sociales, aggravées par la sécheresse exceptionnelle qui frappa la péninsule Ibérique en 1981 (une chute de 30 % des récoltes et l'incendie de 50000 ha de forêts au Portugal), et contraignit le Portugal à des importations de produits alimentaires. A la fin de l'année, tous les indicatifs économiques furent au rouge : une inflation remontée à 22 %, une dette publique encore accrue (13 milliards de dollars) et un déficit extérieur de 3 milliards de dollars, alors que la croissance ralentissait (1,7 %).

Malgré de nouvelles tensions avec le général président, le gouvernement Balsemâo, en revanche, mena à bien la révision constitutionnelle du 24 septembre 1982: elle consacrait le régime parlementaire et éloignait les militaires du pouvoir politique. Les prérogatives du président de la République étaient fortement rognées : celui-ci ne pouvait plus démettre le Premier ministre, ni nommer les responsables militaires [17]. Le Conseil de la révolution était supprimé et remplacé par un Tribunal constitutionnel, un Conseil d'État et un Conseil supérieur de la défense nationale.

Le désenchantement de l'électorat explique en grande partie \e recul de l'AD, lors des élections municipales du 12 décembre 1982. De prime abord, il ne paraissait pas catastrophique: 42,5 % et 165 municipalités, contre 31 % et 81 mairies au PS, et 20,7 % et 55 mairies au PC. Cependant, la perte d'une trentaine de municipalités, et les craquements de sa majorité qui ne résista pas à cet échec, incitèrent le Premier ministre, comme il l'avait laissé entendre au cours de la campagne électorale, à présenter sa démission le 20 décembre. L'Alliance démocratique avait vécu. Pour trouver une nouvelle majorité parlementaire, le président Eanes prononça la dissolution de l'Assemblée de la République et annonça des élections législatives anticipées pour le 25 avril 1983.

Le gouvernement de transition PS/PSD (1983-1985)

Le scrutin confirma la progression de la gauche et le recul des partis de droite[18]. Pour former le nouveau gouvernement, le président de la République fit naturellement appel à Mário Soares, leader du premier parti portugais, le PS. Comme ce dernier ne constituait pas une majorité à lui seul, le nouveau Premier ministre devait trouver des alliés. Fidèle à lui-même, il ne voulait en aucun cas s'associer un PC toujours dominé par des relents de stalinisme. Aussi s'adressa-t-il au plus fort parti de l'ancienne majorité de droite, le PSD, d'ailleurs en crise [19]. Il mit en place une équipe ministérielle, où le nouveau leader de ce dernier, Carlos Mota Pinto, fut vice-Premier ministre avec le portefeuille de la Défense nationale, reposant sur cette coalition.

Dès son entrée en fonctions, Mário Soares, après avoir fait un bilan accablant de la gestion de la droite, qui avait amené le Portugal « au bord du gouffre, annonça «de nouveaux sacrifices et l'austérité». Des mesures conjoncturelles, accompagnées d'une restructuration du secteur public [20], permirent un certain assainissement de l'économie, se traduisant par une diminution du déficit de la balance extérieure, mais l'inflation continua de croître (30 % en 1984 contre 25,1 % en 1983), ainsi que le nombre des chômeurs (500 000), qui atteignit près de 12 % de la population active en 1984.

La politique d'austérité entraîna une dégradation du climat social: en 1984, le salaire moyen annuel baissa de 13 % [21]. S'y ajouta l'action violente de certains nostalgiques de la Révolution qu'ils estimaient trahie aussi bien par la gauche socialiste que par la droite. Depuis 1980, une organisation, appelée Forces populaires du 25 avril (FP-25), se livrait à des actions terroristes. Tenue pour responsable de nombreux attentats qui avaient fait une quinzaine de morts, le gouvernement décida de la réprimer au printemps 1984 : une quarantaine de ses membres furent emprisonnés. Il en profita pour y englober l'une des figures emblématiques de la Révolution, Otelo de Carvalho, dont il redoutait la popularité[22].

Sur le plan politique, le mariage de raison entre le PS et le PSD ne pouvait durer longtemps, d'autant moins que de décisives échéances électorales se profilaient à l'horizon [23]. Tout d'abord, le second et dernier mandat du président Eanes, auquel la Constitution interdisait d'en solliciter un troisième, venait à son terme. Ses partisans décidèrent de fonder, le 24

février 1984, un nouveau mouvement politique, le Parti rénovateur démocratique (PRD), au sein duquel il pourrait continuer de mener une vie politique active, et qui aurait la possibilité de promouvoir un candidat de son choix à la présidence.

Du côté des deux partis de gouvernement, la situation était claire dans le PS, qui malgré ses divisions internes se réunit sur la personnalité incontournable de Mário Soares. Elle l'était beaucoup moins au PSD, dont le président très contesté, Carlos Mota Pinto, avait démissionné, en même temps que de ses fonctions de vice-Premier ministre. Ses instances dirigeantes chargèrent F. Pinto Balsemâo d'organiser, à Figueira da Foz, au mois de mai 1985, un congrès du parti pour trouver une solution à la crise. L'ancien Premier ministre, comme beaucoup le pensaient ou le redoutaient, comptait bien reprendre en main le mouvement dont il avait été, avec F. Sá Carneiro, l'un des fondateurs. A la surprise générale, Aníbal Cavaco Silva, qui lui était opposé depuis plusieurs années, fut porté à la tête d'un PSD profondément rénové. Le nouveau leader afficha immédiatement ses intentions : « Nous sommes un parti nouveau, nous voulons un gouvernement nouveau. » La coalition avec les socialistes, par conséquent, avait vécu: le 12 juin, les ministres sociaux-démocrates quittèrent le gouvernement et, le lendemain, Mário Soares alla porter sa démission au palais de Belém, résidence du chef de l'État. Ce dernier prononça alors la dissolution de l'Assemblée de la République et fixa des élections anticipées au 6 octobre. Une ère nouvelle s'ouvrait pour le Portugal, dont le traité d'adhésion à la Communauté européenne venait d'être signé le 12 juin 1985, le jour même de la rupture de la coalition gouvernementale et la veille de la démission de Mário Soares, son principal auteur.

LE PORTUGAL DANS L'EUROPE

Lors de la signature du traité d'adhésion à la Communauté européenne, Mário Soares déclara : «Pour le Portugal, l'adhésion à la CEE est un choix fondamental, le choix d'un avenir moderne, d'un avenir de progrès. Mais que l'on ne pense pas pour autant que ce soit le choix de la facilité. C'est un choix qui exigera beaucoup de la part des Portugais [...]. Ne nous faisons pas d'illusions: les années à venir nécessiteront un effort collectif

considérable pour assurer, dans de bonnes conditions, l'insertion du Portugal dans l'espace communautaire. Nous ne devrions pas ménager nos efforts. »

La perspective d'une intégration dans l'Europe ne déchaîna pas en effet une vague d'enthousiasme dans le pays. Elle suscita au contraire une extrême méfiance. Il s'agissait d'une rupture avec la tradition historique du Portugal : tourné vers le grand large, il devait désormais lier son sort à celui du continent dont il avait toujours eu le souci d'éviter les conflits. Il devait abandonner sa vocation maritime et impériale[24]. En revanche, la classe politique, dans son ensemble, à l'exception du PC et de l'extrême gauche, y voyait la possibilité de renforcer son système démocratique encore fragile.

La stabilisation politique: l'ère Cavaco Silva

Les élections législatives du 6 octobre 1985 pouvaient faire craindre une instabilité gouvernementale, car aucune majorité, que ce fût d'un seul parti ou d'une coalition, ne s'en dégagea. Elles constituèrent cependant un beau succès pour le PSD d'Aníbal Cavaco Silva, qui devint le premier parti portugais, alors que le PS en sortit très affaibli, surtout à cause du transfert de ses voix sur les candidats du mouvement du président de la République, le PRD [25]. Cavaco Silva forma alors un cabinet homogène de sociaux-démocrates, mais minoritaire à l'Assemblée.

Les élections présidentielles de janvier 1986 ne furent pas moins décisives pour l'avenir de la démocratie portugaise. En effet, un civil devenait, pour la première fois depuis le 25 avril, chef de l'État : Mário Soares, dont le rayonnement dépassait les clivages partisans, fut élu au second tour, le 16 février 1986, avec une assez courte majorité cependant[26]. Les deux têtes de l'exécutif marquèrent dès le commencement leur volonté de concorde aussi bien entre elles qu'entre tous les Portugais. Cet esprit d'apaisement et de stabilisation de la vie politique fut cependant troublé par le procès fait à Otelo de Carvalho et aux FP-25[27].

L'absence de majorité à l'Assemblée ne pouvait manquer de fragiliser le gouvernement du PSD, d'autant plus que le PRD, dont le général Eanes avait pris la tête, cherchait une entente avec le PS, voire avec les communistes, pour parvenir au pouvoir. Le 3 avril 1987, une motion de

censure, déposée par le parti de l'ancien président, fut votée par toute la gauche, et le ministère Cavaco Silva fut renversé. Le président prononça la dissolution d'une assemblée désormais ingouvernable.

La campagne électorale se résuma presque à un bras de fer entre le Premier ministre et l'ancien président de la République qui en sortit battu à plates coutures. En invoquant les progrès économiques que sa politique libérale commençait à engranger, Anibal Cavaco Silva sut mener une campagne dynamique, dans laquelle il ne ménagea pas ses critiques au PRD, auquel il reprocha « de servir, une fois de plus, les objectifs des communistes, lesquels ne sont pas en mesure de les réaliser». Le résultat du scrutin du 19 juillet 1987 fut en effet sans appel: il sonna le glas des ambitions de l'ancien président de la République. Son parti, laminé, obtint moins de 5 % des voix et perdit 38 des 45 sièges qu'il avait gagnés en 1985. En revanche, pour la première fois, un parti politique, le PSD, obtenait à lui seul, non seulement, avec 148 députés sur 250, la majorité absolue au Parlement, mais même dans le pays, avec 50,2 % des suffrages exprimés[28].

Cavaco Silva put désormais gouverner avec l'assurance d'une majorité stable pendant plusieurs années : les « années orange », du nom de la couleur officielle adoptée par son parti. Quelques scandales, cependant, provoqués par des affaires de corruption, où furent impliqués plus ou moins directement de proches collaborateurs du Premier ministre, sans que son intrégrité personnelle eût jamais été mise en cause, fragilisèrent parfois le PSD et lui valurent quelques déboires dans des élections européennes, régionales ou municipales [29]. Il payait aussi une politique d'austérité, de modernisation et d'assainissement, qui, si elle permettait au pays d'atteindre une croissance économique jamais vue jusque-là, provoquait des effets néfastes sur le plan social.

Toutefois, les élections législatives du 6 octobre 1991 assurèrent à Cavaco Silva une majorité absolue à l'Assemblée pour quatre nouvelles années afin de mener à bien sa politique de rattrapage économique [30]. Enfin, le Premier ministre ne vit pas son action entravée par le palais de Belém : la première cohabitation entre les deux têtes de l'exécutif fut une cohabitation de velours, où le président et le Premier ministre se portaient une estime mutuelle et se ménageaient. D'ailleurs, ce fut avec le soutien du PSD, Cavaco Silva se réservant pour l'élection présidentielle suivante où Mário

Soares ne pourrait plus se présenter, que ce dernier fut réélu triomphalement au premier tour en janvier 1991[31].

Les années de rattrapage économique

Les « années orange » furent marquées par l'effort de rattrapage de l'économie et de la société portugaises par rapport à celles de ses partenaires européens. Sans son intégration dans l'Europe, le Portugal n'aurait évidemment pas pu réaliser ce « miracle ». Mais il n'aurait pu le faire non plus sans les efforts, les sacrifices et le courage des Portugais. Le Portugal n'est pas considéré pour rien comme le « bon élève de l'Europe ». Quelles que fussent les « affaires » qui assombrirent parfois son gouvernement, il faut également rendre hommage à A. Cavaco Silva, qui sut mener à bien cette politique [32]. Il offrit d'abord à ses compatriotes des années de rigueur et d'austérité.

Son programme reposait sur le choix du libéralisme, et passait par conséquent par la privatisation des entreprises nationalisées. Il n'était pas pour autant un « thatchérien », car son projet était de trouver, comme beaucoup d'autres, une voie médiane entre libéralisme et socialisme. C'est ainsi qu'il souhaita conserver dans l'orbite de l'État les principaux services publics, comme la poste, les télécommunications et les transports ferroviaires. Les préoccupations sociales n'étaient pas absentes de sa pensée : « Il est clair, écrivit-il dans le programme du PSD d'avril 1986, que les principes de la propriété privée amènent des situations criantes de profonde injustice et de domination de l'homme par l'homme, en tendant à usurper des pouvoirs qui devraient appartenir à l'État. » Il n'en est pas moins vrai que sa politique remettait en cause les principes qui avaient guidé la révolution du 25 avril, et qu'elle choquait non seulement une partie de l'opinion publique, au-delà même de la gauche, mais aussi le président Mário Soares.

L'un des points les plus sensibles fut la liquidation de la réforme agraire, qui, dans un pays où le secteur primaire tenait encore une aussi grande place[33], était considérée comme le principal acquis de la Révolution: la Constitution stipulait, dans un de ses articles, que « la réforme agraire est l'un des instruments fondamentaux de la construction de la société

socialiste» et que « le transfert, soit de la possession utile de la terre, soit des moyens directement utilisés pour exploiter, à ceux qui la travaillent, sera obtenu par l'expropriation des latifundia et des grandes exploitations capitalistes». Dès ses débuts, surtout à partir de 1975, en effet, les salariés agricoles du Sud, essentiellement dans l'Alentejo, sous l'impulsion des communistes, avaient occupé les latifundia [34] et, à l'instar des kolkhozes soviétiques[35], les avaient collectivisées. Très vite, cependant, le manque d'expérience et de moyens techniques et financiers avait entraîné la désorganisation totale d'une économie rurale dans laquelle étaient associées des activités vivrières comme les céréales et l'élevage et des activités spéculatives comme l'olivier et surtout le chêne-liège. L'exploitation de ce dernier, qui fournissait l'une des principales industries d'exportation du Portugal, fut gravement compromise.

Aussi les détracteurs de la réforme agraire eurent-ils beau jeu de dénoncer ses conséquences néfastes. Le démantèlement du secteur collectivisé commença par la hausse du seuil d'expropriation, contenue dans la loi du ministre socialiste António Barreto, votée le 10 août 1977. L'État usa de deux moyens complémentaires pour mettre fin aux unités de production collectivisées. Il donna des facilités aux anciens propriétaires et fermiers afin d'obtenir des « réserves » de plus en plus vastes, et il tailla des parcelles dans le finage des « coopératives », dont il afferma les baux aux enchères pour six ans à des personnes privées[36]. On peut ainsi constater que, à l'arrivée au pouvoir d'A. Cavaco Silva, la réforme agraire était déjà en grande partie enterrée. Pendant les « années orange », le retour en force des anciens propriétaires s'accéléra: en 1987, le secteur collectivisé ne couvrait plus que 350 000 hectares, avec 15 000 emplois. Avec l'exode rural vers les villes et la diminution continue du secteur primaire[37], cette redistribution a surtout profité aux grands propriétaires, en dépit des efforts du gouvernement pour développer les exploitations familiales de taille moyenne. La révision de la Constitution en 1989 a entériné ce démantèlement des unités de production collectivisées.

L'adhésion à la CEE fut décisive pour l'essor économique du Portugal. La manne des fonds structurels européens, destinés à financer le rattrapage pour les pays entrés récemment dans la Communauté – notamment par des aides aux régions en retard de développement, en faveur des États membres,

ayant un PIB par habitant inférieur à 90 % de la moyenne européenne (l'Espagne, le Portugal, la Grèce et l'Irlande) – fut considérable: plus de 50 milliards de francs sur la période 1989-1993. Ils ne représentaient pourtant que 40 % des 130 milliards d'investissements européens, à la date de 1994[38].

Au sommet d'Édimbourg de décembre 1989, le Conseil de l'Europe avait décidé le doublement du fonds de développement, sur la période 1994-1999, soit 100 milliards d'écus, dont 20 milliards étaient alloués au Portugal. Ce ne fut pas à fonds perdu, car le «bon élève de l'Europe » a effectivement rattrapé une partie de son retard : l'écart du PIB le séparant de la moyenne communautaire est passé de 50 % en 1985 à 44 % en 1991, et il ne cesse de se réduire. Entre 1987 et 1991, le Portugal a connu des taux de croissance proches de 5 % par an. Le rapport de la dette au PIB est passé de 74 % en 1988 à 60 % en 1993. Le chômage fut stabilisé à un niveau assez bas : autour de 5 % de la population active. Cette croissance, en revanche, s'est accompagnée d'un dérapage inflationniste (12,6 % en 1989) et a contraint le gouvernement à adopter des budgets de rigueur afin de répondre aux critères imposés par le traité de Maastricht. Grâce à une politique restrictive, la lutte contre l'inflation a été menée avec succès: 10 % en 1991, 6,3 % en 1993. Bien qu'insuffisante, cette diminution permit à l'escudo d'entrer en 1992 dans le « serpent » monétaire européen.

Cette politique d'austérité ne manqua pas d'avoir des conséquences négatives sur le plan social. De fortes disparités persistaient, et une partie de la population était encore au-dessous du seuil de pauvreté. Les retards en matière de rémunération et de protection sociale étaient flagrants. En 1991, le salaire minimum dans l'industrie et dans l'agriculture, perçu par plus de 15 % de la population active, n'était que de 1600 francs par mois, et la moyenne des salaires n'arrivait pas à 3 000 francs. La pension minimale du régime général des retraites ne s'élevait qu'à 785 francs par mois, et les allocations familiales à 80 francs par mois et par enfant. Ces insuffisances provoquèrent des mouvements sociaux importants, en particulier des vagues de grèves dans les services publics entre 1992 et 1993. Des manifestations se mutiplièrent dans le monde rural, tant dans l'Algarve et l'Alentejo qu'au nord dans le Trás-os-Montes. Ces tensions se traduisirent naturellement sur le plan politique par une désaffection à l'égard d'A. Cavaco Silva et du PSD, d'ailleurs usés par dix années de pouvoir.

L'alternance politique: les socialistes au pouvoir

Les élections municipales *(autarquicas)* furent le premier signal d'alarme pour le Premier ministre et sa majorité. Elles ravirent au PSD son rang de premier parti portugais : il n'obtint en effet que 33,7 %, alors que le PS, sous la houlette de son nouveau secrétaire général, António Guterres, retrouvait son dynamisme et passait à 36 %. Elles confirmèrent en outre la bipolarisation de la vie politique portugaise [39]. Autre sujet de préoccupation pour Cavaco Silva, ses relations avec le président Mário Soares, à l'approche des échéances électorales nationales, législatives et présidentielles, se tendirent. L'initiative du président, qui d'ailleurs prit António Guterres lui-même au dépourvu, de réunir un colloque sur le thème «Portugal, que futuro?» provoquèrent des attaques plus vives contre lui de la part de certains leaders du PSD.

Plus on approchait de l'élection présidentielle, plus la fébrilité s'emparait des deux premiers partis. Du côté des socialistes, la candidature du maire de Lisbonne, Jorge Sampaio, se précisait chaque jour davantage. Du côté des sociaux-démocrates, Anibal Cavaco Silva ne cachait plus ses ambitions présidentielles. Son éventuelle élection poserait la question de sa succession à la tête du PSD, et par conséquent à celle du gouvernement. Aussi le parti majoritaire entra-t-il dans une zone de turbulences. Les ambitions et les rivalités personnelles se déchaînèrent. Les tensions furent d'autant plus grandes que l'unanimité ne régnait pas sur la candidature présidentielle du Premier ministre. Francisco Pinto Balsemâo, notamment, se considérait comme le leader historique du mouvement, depuis la mort de Francisco Sá Carneiro. Il ne pardonnait pas à Cavaco Silva de l'avoir supplanté, et, depuis son arrivée au pouvoir, il ne lui avait pas ménagé ses critiques ni caché son hostilité. Pourquoi l'ancien Premier ministre, qui ambitionnait lui-même d'accéder à la plus haute charge de l'État, s'effacerait-il? Ces luttes fratricides préparaient le désastre du PSD.

Il se produisit lors des élections législatives et présidentielles. Le renouvellement de l'Assemblée de la République eut lieu le 1er octobre 1995. Il entraîna la déroute du PSD, qui n'obtint que 34 % des suffrages exprimés et 85 sièges au Parlement (contre 50,6 % et 135 en 1991). En revanche, la victoire du PS fut éclatante: avec 43,9 % des voix et 112

députés (contre 29,1 % et 72 en 1991), il ne lui manqua que quatre sièges pour obtenir la majorité absolue à l'Assemblée, composée de 230 députés. Le scrutin confirma en outre la bipolarisation de la vie politique portugaise : si la droite du CDS/PP, avec 9,08 % et 15 députés (contre 4,4 % et 5) progressait au détriment du PSD, les communistes de la CDU, avec 8,61 % et 15 sièges (contre 8,8 % et 17) stagnaient.

Le secrétaire général du PS, António Guterres, devint Premier ministre, et, malgré l'absence de majorité absolue, put former un gouvernement socialiste homogène, sans grand risque, étant donné les contradictions de l'opposition. Sans la concurrence de la personnalité charismatique d'un Mário Soares inéligible, les sociaux-démocrates espéraient cependant conquérir la présidence de la République dont le titulaire devait être renouvelé l'année suivante, et établir ainsi une inversion de la cohabitation.

La campagne électorale fut assez terne, car il ne pouvait y avoir aucun véritable affrontement idéologique ou politique entre deux candidats issus du «bloc central». Les deux représentants de gauche s'étant retirés en faveur de Jorge Sampaio, il ne s'agissait plus pour les Portugais que de choisir entre le centre gauche et le centre droit : au-delà des questions de personnes, les programmes des deux candidats, ancrés sur un néo-libéralisme plus ou moins teinté aux couleurs du socialisme, étaient identiques.

Le candidat du PS bénéficia sans doute de la «vague rose» d'octobre 1995, mais il profita aussi des erreurs de son adversaire. Cavaco Silva avait cru bon, en effet, de rester en retrait de la campagne des législatives, pour ne pas se compromettre dans la défaite prévue de son parti. Celui-ci ressentit très mal cette prudence, et certains sociaux-démocrates ne soutinrent leur leader qu'avec mollesse. Ayant trop tardé pour annoncer sa candidature, ce dernier voulut regagner le temps perdu, en menant une campagne trop agressive contre son adversaire. Des propos excessifs choquèrent les Portugais, qui n'étaient plus accoutumés depuis 1975 aux affrontements dramatiques. Enfin, l'ancien Premier ministre paya d'une certaine impopularité l'usure d'un pouvoir exercé depuis une dizaine d'années. Les élections présidentielles du 14 janvier 1996 donnèrent donc la plus haute charge de l'État à l'ancien secrétaire général du PS, Jorge Sampaio. Cet avocat de 56 ans, maire de Lisbonne, fut élu avec 53,8 % des

voix et Aníbal Cavaco Silva n'en obtint que 46,2 %, ce qui signifiait sa mort politique.

La politique d'António Guterres se plaça dans la continuité de celle de son prédécesseur. La poursuite de la privatisation de l'économie, le maintien d'une rigueur budgétaire et salariale, la stabilité de l'escudo et la lutte contre l'inflation devaient en effet permettre au Portugal d'entrer dans l'euro, présenté par le Premier ministre comme «le grand dessein national». Il précédait ainsi Tony Blair et Gherard Schröder dans la voie du social-libéralisme. Il était par conséquent contraint de mécontenter une partie de son électorat qui avait voté socialiste dans l'espoir d'un changement par rapport au gouvernement précédent. Lors des élections du 10 octobre 1999, cette déception empêcha les socialistes d'atteindre l'objectif qu'ils s'étaient fixé d'obtenir une majorité absolue dans l'Assemblée de la République.

Repoussée au second plan par l'intervention de l'ONU à Timor-Est et par la mort d'Amália Rodrigues, la campagne électorale manqua de relief. Il n'y eut pas de véritables affrontements politiques entre les deux grands partis, dont les programmes ne présentaient pas de différences fondamentales. Le seul débat tourna autour de cette majorité absolue, avec une dramatisation des risques qu'elle pouvait faire courir au pays. La CDU se battit surtout pour garder son électorat et le PP pour endiguer l'hémorragie de ses voix vers les sociaux-démocrates.

Avec 44 % des suffrages exprimés et 115 députés, le PS est sorti largement vainqueur de la joute électorale, il n'a raté son objectif d'obtenir une majorité absolue qu'à un siège près [1]. La responsabilité en incombe aux voix qu'il a perdues sur sa gauche et qui sont allées à la CDU et au BE *(Bloco de Esquerda)*, notamment dans quelques centres importants comme Lisbonne et Setúbal. Pour la première fois depuis 1983, la CDU, avec 9,02 % des voix et 17 sièges, a progressé et le BE, avec 2,46 % des suffrages, a réussi à faire élire deux députés. A droite le PSD, avec 32,2 % et 81 députés, le CDS/PP, avec 8,38 % des voix et 15 députés, ont subi une légère érosion par rapport aux élections de 1995. Le nouveau gouvernement Guterres fut présenté au président de la République le 21 octobre 1999.

1 Le journal A República avait fait, le matin du 24 avril, une brève annonce pour attirer l'attention des auditeurs sur l'émission Limite que transmettrait Radio Renascença dans la soirée.

2 Cependant, la foule s'étant dirigée, aux alentours de 21 heures, vers le siège de la PIDE/DGS, cette dernière tira sur elle et fit quatre morts et quelques dizaines de blessés. Un agent de la PIDE fut abattu.

3 D'après Y. Léonard, Spínola aurait poussé Palma Carlos à demander l'organisation d'élections présidentielles dans un délai de trois mois pour légitimer le pouvoir du général au monocle, et le report des élections à l'Assemblée constituante, prévues pour 1975 à l'année suivante. N'ayant pas obtenu gain de cause, le Premier ministre aurait démissionné.

4 L'indépendance de la Guinée-Bissau fut proclamée le 10 septembre 1974; celle du Mozambique, le 25 juin 1975; celle du Cap-Vert, le 5 juillet 1975; celle des îles de São Tomé et Principe, le 12 juillet 1975. La situation en Angola était compliquée par la rivalité des trois mouvements indépendantistes, le MPLA marxiste d'Agostinho Neto, le FNLA d'Holden Roberto et l'UNITA de Jonas Savimbi. Les accords d'Alvor entre le gouvernement portugais et les trois mouvements avaient prévu l'indépendance de l'Angola pour le 11 novembre 1975. Or, à cette date, elle fut proclamée à Luanda par A. Neto (République populaire d'Angola), tandis que l'UNITA et le FNLA proclamaient à Ambriz la République populaire démocratique d'Angola. La guerre civile qui avait commencé au mois de février précédent, entraînant le départ des Portugais, se déchaîna. Elle se poursuit encore de nos jours.

5 Le PS, avec 37,87 % des voix, fut le grand vainqueur. Le PPD, avec 26,39 %, connut un réel succès, et le CDS, avec 7,61 %, fit un score honorable.

6 Le parti socialiste, frustré de sa victoire électorale, appela à une mobilisation populaire pour faire «respecter la volonté populaire issue des élections». Une vague de violence se déchaîna en province, surtout dans le Centre et dans le Nord, particulièrement attachés à la religion catholique, où les sièges du PC et des autres partis de gauche furent mis à sac. La hiérarchie catholique, notamment l'archevêque de Braga, prit une part active à cette campagne contre le danger communiste.

7 Álvaro Cunhal dut alors composer avec la nouvelle donne internationale distribuée par la conférence d'Helsinki de la fin de juillet 1975, qui consacrait la fin de la guerre froide et l'établissement de la détente en Europe.

8 Le prétexte en fut le limogeage du général Otelo de Carvalho de son poste de commandant de la région militaire de Lisbonne au profit de l'un des signataires du manifeste des neuf officiers du MFA, le capitaine Vasco Lourenço, promu général. Carvalho, en qui beaucoup voyaient un Fidel Castro portugais, refusa cependant de prendre la tête de la rébellion.

9 Tous les partis politiques, à l'exception du Centre démocratique et social, la votèrent.

10 Une comparaison avec une France de 50 millions d'habitants, qui dut intégrer 1 million de rapatriés d'Algérie, donne la mesure de la charge qui pesait ainsi sur un Portugal de 9 millions d'habitants.

11 Les Occidentaux ayant le plus grand intérêt à la stabilisation démocratique du Portugal, ce soutien ne lui manqua pas. Le 21 septembre, il fut admis au Conseil de l'Europe, et il posa sa candidature à la CEE, le 28 mars 1977. En décembre 1976, les États-Unis lui accordèrent un prêt de 300 millions de dollars et, à la fin d'avril 1977, le FMI, 49 millions de dollars. A cette date, le Portugal avait emprunté depuis janvier 1976, auprès de la Banque des règlements internationaux et des banques centrales, 850 millions de dollars. Enfin, le gouvernement Soares, au cours de l'été 1977, engagea avec le FMI la négociation d'un nouveau prêt de 750 millions de dollars.

1. L'APU (Alliance du peuple uni), réunissant le PC et ses satellites du MDP et du CDE, avec 19 % des suffrages exprimés, progressa de 400 000 voix par rappport

à 1976, alors que le PS dégringolait de 35 % à 27,4 %, perdant 200 000 voix et 34 sièges. Le succès de l'AD fut confirmé par les élections législatives normales du 5 octobre 1980, où, avec 44,91 % des suffrages exprimés, elle obtint à elle seule la majorité absolue à l'Assemblée (126 sièges sur 250).

12 Avec 56,44 % des voix, Ramalho Eanes, soutenu par les partis de gauche, devança largement le général Soares Carneiro, qui, présenté par l'AD, n'obtint que 40,23 %.

13 Descendant du ministre du prince régent D. João, Pinto Balsemâo avait été, avec Sá Carneiro lui-même, de ces jeunes députés qui avaient tenté de faire évoluer l'*Estado Novo* vers une transition démocratique et qui, en désespoir de cause, avaient renoncé à leur mandat, comme nous l'avons vu.

14 Voir p. 633.

15 Les circonstances de l'accident, où périt également le numéro deux de l'AD, Adelino Amaro da Costa, ne furent et ne seront probablement jamais élucidées. Cependant, au cours de cette année 1999, la thèse d'un attentat paraît prévaloir. Cette disparition provoqua le désarroi des électeurs de l'AD et eut sans doute une part dans la facile réélection de Ramalho Eanes. Elle évita probablement au Portugal une crise institutionnelle qui n'aurait pas manqué d'éclater entre les deux têtes de l'exécutif.

16 Dans son propre parti, certains lui reprochaient ses allures d'aristocrate playboy, ami de jeunesse du roi d'Espagne, D. Juan Carlos. On critiquait ses incertitudes idéologiques, son manque de détermination et une attitude trop complaisante à l'égard du président Eanes.

17 Durant toute cette période, le président de la République avait continué à mener une politique personnelle, notamment - et avec un certain succès - en Afrique, par ses nombreux voyages. Le Portugal devint ainsi l'interlocuteur privilégié de ses anciennes colonies.

18 La répartition des voix et des sièges à l'Assemblée entre les principaux partis était la suivante: PS, 36,12 % des suffrages exprimés et 94 députés; PSD, 27,24 % et 75; APU (coalition communiste), 18,07 % et 44; CDS, 12,56 % et 30.

19 F. Pinto Balsemão avait donné sa démission de la présidence du parti et avait été remplacé par un triumvirat, dont se détacha Carlos Mota Pinto, qui, nous nous en souvenons, avait été à la tête de l'un des trois gouvernements «d'initiative présidentielle».

20 Elles rétablirent la confiance des milieux bancaires internationaux et permirent d'obtenir un nouveau prêt du FMI pour un montant de 769 millions de dollars. Ce dernier, en revanche, imposa au Portugal des mesures draconiennes d'assainissement financier: contraction des dépenses publiques, réduction des salaires réels de l'ordre de 5 %, augmentation des impôts et hausse des intérêts.

21 L'aggravation des conditions de vie provoqua une remontée de l'alcoolisme, une recrudescence de la délinquance juvénile, de la mendicité des enfants, une augmentation de la consommation de drogue, un accroissement de la misère, et même des menaces de famine, notamment dans la région de Setúbal. Commençait même à poindre une certaine nostalgie du salazarisme : dans un sondage publié le 28 avril 1984 dans le quotidien *Diário de Noticias,* si 70 % des Portugais estimaient que la révolution du 25 avril était justifiée, 71 % d'entre eux croyaient néanmoins que la situation économique n'avait cessé de se dégrader depuis le départ de Caetano.

22 Ses partisans s'étaient regroupés dans un mouvement appelé Front d'unité populaire (FUP), qui à l'origine était destiné à soutenir sa candidature aux élections présidentielles de 1976 et de 1980. Malgré leurs dénégations, plusieurs de ses membres furent arrêtés avec Carvalho, sous le prétexte que le FP-25 n'était que le bras armé du FUP.

23 A cela s'ajoutait une hostilité latente entre le président et le Premier ministre, sensible dès les premiers jours du gouvernement Soares. Elle devint publique, le 31 décembre 1984, lorsque le général Eanes, dans ses vœux aux Portugais, critiqua violemment le ministère, accusé d'être le responsable « d'une forte aggravation des injustices sociales».

24 A la veille de l'adhésion, un sondage donna des résultats significatifs : 27 % des Portugais seulement se déclaraient favorables à l'entrée dans la CEE (46 % étaient sans opinion, 16 % indifférents et 11 % hostiles), alors que 70 % des Espagnols souhaitaient intégrer l'Europe. En plus des raisons historiques, les Portugais craignaient de devenir un pays de « sous-traitance » pour l'Europe, en raison de l'essor des investissements étrangers, favorisés par le faible coût de la main-d'œuvre (en 1984, le salaire horaire moyen d'un travailleur était de 1,80 dollar, contre 4,9 en Espagne et 8 en Allemagne fédérale) et par l'archaïsme de son agriculture et de son industrie.

25 Le PSD obtint 29,8 % des suffrages exprimés et 88 députés, contre 20,8 % et 57 au PS, 17,9 % et 45 au PRD, 15,5 % et 38 au PC/APU, enfin 9,8 % des voix et 22 sièges au CDS. Les élections municipales qui suivirent en décembre confirmèrent la percée du PSD, qui, avec 34,6 % des suffrages, contrôla 137 municipalités contre 88 en 1982, alors que le PRD ne réussissait pas à s'implanter localement (moins de 5 % des voix et seulement trois mairies), permettant au PS de récupérer une partie de son électorat (27,5 % des voix et 77 municipalités).

26 Le PSD avait renoncé à présenter un candidat et avait soutenu la candidature du président du CDS, Diogo Freitas do Amaral. Ce dernier obtint au 1er tour 46,3 % des suffrages, contre 25,4 % à Mário Soares, 20,9 % au candidat du PRD, Francisco Salgado Zenha, qui pouvait compter sur les voix du PC, et 7,3 % à Maria de Lourdes Pintasilgo. Au second tour, Freitas do Amaral paraissait bien placé pour remporter la victoire. Mais la gauche et l'extrême gauche firent l'union sacrée sur le nom de Mário Soares, qui obtint 51,2 % des voix, contre le «candidat de la réaction» (48,7 %). Álvaro Cunhal dut surmonter la profonde aversion qu'il portait au leader socialiste: en appelant ses militants à voter pour lui malgré tout, il déclara: « Si nécessaire, ne lisez pas le nom de Mario Soares, ne regardez pas son portrait, marquez simplement d'une croix le petit carré qui suit, dans le bulletin de vote, ce nom et ce portrait. »

27 L'opinion fut surtout émue par le sort de l'un des héros de la Révolution en faveur duquel vinrent témoigner deux anciens présidents de la République, le maréchal Costa Gomes et le général Eanes. Otelo de Carvalho fut condamné le 20 mai 1987 à quinze ans de prison et mis en liberté conditionnelle le 17 mai 1989.

28 Seul le PS, avec 22,3 % des voix et 60 sièges (3 de plus qu'en 1985), réussit à endiguer le raz de marée social-démocrate. Le CDS, avec 4,4 %, s'effondra et ne retrouva que 4 de ses 22 députés. Le PC lui-même, avec ses alliés de la Coalition démocratique unitaire (CDU), n'obtint que 12,1 % des voix et 31 sièges.

29 L'année 1989 fut particulièrement difficile pour lui, avec l'implication de son ministre des Finances, Miguel Cadilhe, et de son ministre de la Santé, Leonor Beleza. Ces scandales retentirent incontestablement sur les résultats des élections européennes au mois de juin, où le PSD ne récolta que 33,25 % des suffrages, alors que le PS commençait à se refaire une santé, avec 28,5 % des voix. Cette sanction populaire fut confirmée par les élections municipales du 17 décembre, où, avec 31,5 % des suffrages exprimés, le parti d'A. Cavaco Silva ne devança que de justesse le PS, et

perdit une trentaine de municipalités, alors que les socialistes remportèrent 120 municipalités, notamment à Porto et à Lisbonne, avec l'actuel président de la République, Jorge Sampaio, devenu maire de la capitale.

30 Le PSD, avec 50,4 % des suffrages exprimés, améliorait même son score de 987. Le CDS, avec 4,4 %, continuait sa descente aux enfers, le PRD disparaissait de la scène politique, et le PC s'effondrait à 8,8 % des voix. Seul le PS, avec 29,2 % des voix et 72 députés, progressait aux dépens des autres partis de gauche. Mais ses divisions internes, provoquées essentiellement par ceux qui voulaient s'émanciper de l'influence du président Soares, trop prééminente à leur goût, n'en faisaient pas encore un parti d'alternance crédible. L'élection de Jorge Sampaio au secrétariat général lui donna un nouveau souffle.

31 Il fut élu avec 70,4 % des suffrages exprimés, contre 14,09 % au candidat CDS, 12,94 % au communiste et 2,58 % à un candidat d'extrême gauche.

32 A. Cavaco Silva se donna d'abord les moyens d'appliquer son programme par une nouvelle réforme constitutionnelle. La Constitution de 1976 interdisait en effet de revenir sur les nationalisations qui avaient été réalisées. Un accord entre le PS et le PSD, en octobre 1988, abrogea cet article, afin « de répondre au défi que représente l'intégration du Portugal dans la Communauté européenne et d'introduire un nouveau dynamisme dans la vie économique nationale».

33 En 1968, cependant, le secteur agricole, avec 30,6 % de la population active, avait considérablement diminué par rapport à 1950, où il en représentait presque la moitié (47 %).

34 Pour des raisons historiques, les structures agraires sont très différentes dans le Nord et le Centre, où dominent les *microfundia* en faire-valoir direct, et où l'agriculteur est le plus souvent propriétaire, mais tenu, pour vivre, de louer des terres en métayage ou en fermage. Une enquête de 1968 révèle que, pour l'ensemble du Portugal, les exploitations inférieures à 4 ha (78 % du total) représentaient moins de 15 % de la surface agricole cultivée, alors que celles de plus de 200 ha (0,3 %) en occupaient plus de 40 %.

35 La réforme agraire, promulguée en avril et juillet 1975, était assez modérée. Elle prévoyait l'expropriation des domaines de plus de 500 ha, pour les terres en cultures sèches *(secano)*, et de ceux de plus de 50 ha pour les terres irriguées *(regadio)*, mais elle accordait des indemnités aux propriétaires et leur garantissait, s'ils n'avaient pas d'autres ressources, une importante « réserve ». Encouragées par cette législation, les occupations de terres, qui n'avaient été jusque-là qu'assez limitées, se multiplièrent. A la fin de novembre de 1975, on comptait 1 140 000 ha de terres occupées, principalement dans l'Alentejo et le Ribatejo. Les syndicats agricoles, liés au PC, les avaient organisées en unités collectives de production, qui regroupaient souvent plusieurs domaines, jusqu'à atteindre plus de 10000 ha. En ce qui concerne la micro-exploitation, la réforme agraire du 15 avril décida la suppression du métayage et une refonte des baux ruraux dans un sens plus favorable aux locataires.

36 De la fin de l'année 1976 jusqu'au 31 décembre 1981, plus de 600 000 ha furent ainsi soustraits des unités de production collectivisées, qui désormais comprenaient moins de 500 000 ha où travaillaient 22 000 agriculteurs.

37 En 1991, les agriculteurs ne représentaient plus que 17,3 % de la population active, contre 34,7 % dans l'industrie et 47,9 % dans les services.

38 En 1994, les apports nets de la Communauté européenne représentaient 3,5 % du PIB portugais contre 0,6 % en 1986.

39 Les communistes, avec 12,8 % des voix, reprirent une partie de leurs positions par rapport aux dernières élections législatives (8,8 %), mais ils ne retrouvaient pas les 14,9 % aux *autarquicas* de 1989, et confirmaient leur déclin. Le CDS, associé au nouveau Parti populaire (PP) de Manuel Monteiro, reculait encore par rapport à 1989: 8,5 % contre 10,2 %.

1. Le 11 octobre 1999, M. Bettencourt Resendes, éditorialiste du quotidien *Diário* de Noticias, a intitulé, non sans exagération, son commentaire: «Une amère victoire », pour les socialistes. « La conjonction des votes du BE (Bloco de Esquerda) et l'avance du PC montrent que les socialistes n'ont pas été capables de conserver l'appui d'une partie de leur électorat, qui, il y a quatre ans, avait vu dans le PS une alternative d'idées et non uniquement une alternative de pouvoir. Guterres a gouverné au centre et a gagné là des voix au PSD. Il a gouverné dans la ligne de ce qui est arrivé, un peu plus tôt ou un peu plus tard, à la social-démocratie européenne. C'est, comme l'on sait, le règne du pragmatisme qui tranquillise les classes moyennes

et qui a été une recette efficace en des temps d'effacement des idéologies, et, pour être plus correct, en un temps de victoire claire d'une des grandes idéologies qui se combattirent globalement au cours des dernières décennies. Guterres a sous-estimé aussi l'instabilité et l'insatisfaction politique et sociale qui subsistent dans quelques zones de la société portugaise, notamment dans des aires urbaines comme Lisbonne et Setúbal. Ce fut pour cela que les gains à droite ne furent pas compensés par les désertions de ceux qui étaient désillusionnés à gauche. »

1. La valeur de l'escudo est ainsi fixée : pour un euro, il faut 200,482 escudos. En 1998, tous les indicateurs économiques du Portugal étaient au vert. Le taux de croissance économique de 3,7 % le plaçait dans les premiers rangs de la Communauté européenne. Parallèlement, grâce à la baisse des taux d'intérêt, la consommation et l'investissement dans l'habitat augmentaient. Si le taux de l'inflation était passé de 2,2 % en 1997 à 2,8 %, la performance n'en était pas moins honorable, car cette augmentation était due en grande partie à la dépréciation de l'escudo et à la croissance anormale des prix des biens et services associés à l'Expo 98. La baisse du taux de chômage (5 % contre 6,7 % en 1997 et 7,2 %

en 1995) est remarquable: l'un des plus faibles de la Communauté, après le Luxembourg (2,8 %) et les Pays-Bas (4 %). La réduction du déficit public (2,3 % du PIB contre 2,5 % en 1997) est notable. Le PIB a augmenté de 4 % en 1997 et 3,9 % en 1998 (contre 2,3 % en 1995) : le Portugal se situe après l'Irlande (11,9 %), le Luxembourg (5,7 %) et la Finlande (5,3 %), mais devant l'Espagne (3,8 %) et tous les autres États de la Communauté.

CONCLUSION

Le Portugal à l'aube du IIIe millénaire

« Avec la chute du plus ancien empire colonial européen, tout un pan de notre espace symbolique s'est effondré. Il va devenir – il est à l'heure actuelle – pur espace de rêve attardé et de nostalgie. Sans point de fuite, nous rejoignons l'Europe davantage par nécessité que par passion. Peuple à la fois rêveur et très réaliste, les Portugais ont toujours su transfigurer la nécessité en passion... » L'essayiste portugais Eduardo Lourenço ajoute : « On peut parier que d'ici peu le Portugal tout entier deviendra, le plus naturellement du monde, un *grand Européen.* Juste retour des choses, car ce petit peuple qui s'aventura loin de l'Europe fut à ce titre le plus européen des peuples. »

Le Portugal est aujourd'hui un membre à part entière de la Communauté européenne tant sur le plan politique que sur le plan économique et social. Sa démocratie parlementaire, désormais bien ancrée, voit l'alternance entre deux grands partis s'exercer tout naturellement. Même si son niveau d'évolution sociale et économique est encore inférieur à la moyenne des États de la Communauté, on peut affirmer qu'en ce début de l'an 2000, le Portugal s'inscrit pleinement dans la zone de prospérité qu'elle constitue : qu'il ait réussi à remplir les critères exigés pour sa participation à la monnaie commune en est la meilleure preuve[1]. Un autre indice ne trompe pas : la répartition de sa population entre les trois grands secteurs d'activité se rapproche de plus en plus de celle des autres pays de la Communauté[1]. En outre, son mode de vie ne présente plus désormais de grandes différences avec les autres nations européennes : le parc automobile a explosé, et l'essor spectaculaire de la grande distribution reflète le bouleversement des habitudes de consommation.

Cette médaille a son revers : le Portugal est désormais affecté des maux dont souffrent ses partenaires. Son évolution démographique est catastrophique : les taux de fécondité, de nuptialité et de natalité sont en chute libre depuis deux décennies et sont aujourd'hui parmi les plus bas de la Communauté européenne. Il en résulte un pays qui vieillit, où la relève des générations n'est plus assurée[2]. Le Portugal n'échappe pas davantage à la menace de perdre son âme au profit d'un mondialisme technocratique et capitaliste. L'espoir demeure cependant qu'une nation d'une aussi grande cohésion[3] résiste à la séduction de l'*American way of life,* car, au cours de ces dernières années, elle a exprimé avec force la pérennité de sa tradition historique et de sa culture.

Si, sur le plan économique et politique, l'Europe a apporté et apporte beaucoup au Portugal, celui-ci peut l'enrichir à son tour dans le domaine de la civilisation, de la culture et de la langue. Pour les promouvoir, le Portugal dispose d'un admirable instrument de diffusion: la Fondation Gulbenkian[4]. L'État portugais, de son côté, fait des efforts considérables: création en 1992 de l'Institut Camoens ou encore construction du babylonien centre culturel de Belém. En France, l'un des résultats les plus spectaculaires de ces efforts est la traduction dans la langue de Molière des grandes œuvres de la littérature classique et contemporaine portugaise.

Le choix de Lisbonne comme capitale culturelle de l'Europe en 1994 a consacré l'intérêt toujours plus grand de la communauté internationale envers une civilisation qui constitue l'un des éléments fondamentaux de la culture occidentale. Avec le thème «Lisbonne, carrefour des cultures», les organisateurs avaient pour dessein d'offrir une vitrine de la culture portugaise et de montrer sa capacité à dialoguer avec d'autres civilisations[5]. L'année 1994 coïncidait avec le 600e anniversaire de la naissance du Navigateur, et inaugurait le cycle des manifestations commémorant l'épopée portugaise des découvertes jusqu'en l'an 2000, cinquième centenaire de la prise de possession du Brésil par Cabral. Il ne fallait pas laisser à l'Espagne le monopole de l'aventure maritime que, avec l'Exposition universelle de Séville de 1992, cinquième centenaire du voyage de Christophe Colomb, elle avait célébrée avec éclat.

Avec l'attribution du prix Nobel de littérature à José Saramago, le 8 octobre, et l'Exposition universelle de Lisbonne, l'année 1998 fut la grande

année du Portugal, une période «d'extase identitaire sans précédent, mieux encore, une orgie identitaire diurne et nocturne» (E. Lourenço). L'*Expo'98*, sur le thème «Les océans, un patrimoine pour le futur», commémorait le cinquième centenaire de l'arrivée de Vasco de Gama sur la côte de Malabar en Inde [6]. Localisée sur la soixantaine d'hectares des anciens docks des Olivais, l'*Expo'98* permit la complète rénovation de la zone orientale de la capitale, le long du Tage, jusque-là fort négligée[7]. Le Portugal s'équipa de nouvelles voies d'accès routières et autoroutières. L'autoroute Lisbonne-Badajoz, terminée en 1999, relie directement la capitale à Madrid et au reste de l'Europe. Le nouveau pont Vasco-de-Gama qui la prolonge est un ouvrage d'art remarquable: long de 17 km, il enjambe la «mer de paille» depuis Barreiro[8]. On a construit enfin une nouvelle gare routière et ferroviaire (*estação do Oriente).*

La vocation impériale du Portugal peut aussi beaucoup apporter à l'Europe. Dégagé des vieux liens de sujétion entre métropole et colonies, il lui ouvre l'Afrique lusophone et le Brésil avec lesquels il a conservé des rapports privilégiés, ne serait-ce que grâce à la communauté de langue: le portugais est parlé aujourd'hui par 180 à 200 millions d'individus[9]. Une fois surmonté le traumatisme des indépendances, le Portugal a renoué avec ses anciennes possessions africaines, longtemps agitées par de terribles convulsions: malgré les efforts que son gouvernement n'a pas ménagés pour y ramener la paix par sa médiation, elles ont encore bien de la peine à sortir de cruelles guerres civiles. Pour leur venir en aide et y investir, le Portugal ne dispose que de moyens limités, et il reproche aux autres membres de la Communauté européenne leur indifférence à cet égard.

Il ne leur a pas moins reproché leur insensibilité au triste sort des populations de Timor-Est, livrées à l'occupation et aux exactions de l'armée indonésienne, et que le Portugal fut le seul à défendre devant la communauté internationale avec un admirable acharnement. Il a fallu qu'interviennent certains intérêts économiques pour que l'Australie et les États-Unis se découvrent une vocation humanitaire, après avoir reconnu l'annexion de l'ancienne colonie portugaise par une Indonésie dont l'alliance leur était indispensable pour l'équilibre politique et stratégique de l'Asie du Sud-Est[10].

Quant à Macao, le processus de sa rétrocession à la Chine a débuté avec la signature de la déclaration conjointe du 13 avril 1987, qui faisait de la dernière colonie portugaise « un territoire chinois sous administration portugaise » jusqu'au 20 décembre 1999. A cette date, Macao a été intégré dans la République populaire de Chine, sous la forme d'une Région administrative spéciale, et devient après Hong Kong le second laboratoire politique d'expérimentation du principe inventé par Deng Xiao Ping: « Un pays, deux systèmes».

Avec une vocation impériale ainsi sublimée et son intégration dans une Europe où il garde toute sa personnalité et tous les fruits de son histoire et de sa culture, le Portugal peut envisager avec confiance son entrée dans le III[e] millénaire. Avec son messianisme impénitent, il offre enfin à l'Europe des marchands et des technocrates la part de rêve qui lui fait tant défaut : « Peuple émigrant avant de devenir, de gré ou de force, si adaptable, si souple, si discret au milieu des autres, toujours prêt, en apparence, à échanger son identité pour celle de l'autre, il n'a en réalité jamais quitté son port d'attache. Je veux dire sa vraie patrie, celle de son rêve endormi, mais jamais éteint au fond de son être. Un tel peuple, à l'aise partout dans le monde comme s'il était chez lui, en fait ne connaît pas vraiment de frontières car il n'a pas d'extérieur. Comme s'il était à lui seul une île-monde où, dom Sébastien de lui-même, il attendrait un retour toujours différé, en rêvant à sa vie antérieure » (E. Lourenço).

1 En effet, en 1998, la population active se répartit ainsi: 13,3 % dans l'agriculture, 31 % dans l'industrie et 55,7 % dans les services. Certes, après la Grèce - 19,8 % - et devant l'Irlande - 10,9 % -, le Portugal détient encore le taux le plus élevé de paysans de la Communauté. Mais la diminution a été spectaculaire. Rappelons qu'en 1991, les agriculteurs représentaient encore 17,3 % de la population active, contre 34,7 % dans l'industrie et 47,9 % dans les services. Souvenons-nous également qu'en 1900, l'agriculture occupait 61,4 % de la population active; en 1970, la proportion n'était plus que de 31 % contre 34 % dans l'industrie et 35 % dans les services.

2 Aujourd'hui, le Portugal est même devenu une terre promi pour des gens venus de l'Afrique lusophone, surtout de l'archipel du Cap-Vert et 1 ême du Brésil. Ce phénomène entraîne comme dans le reste de l'Europe un mouvement de rejet de ces populations de couleur.

3 L'échec du projet de régionalisation, le 8 novembre 1998, en a é la manifestation la plus récente. Il ne répondait en effet à aucune exigence particulariste, linguistique ou économique. Il pouvait même s'avérer dangereux pour un pays d'une dimension à l'échelle des grandes régions européennes. Cet échec avait été précédé, le 28 juin, par celui du référendum sur la légalisation de l'avortement.

4 Elle fut créée en 1956 par le testament de Calouste Gulbenkian, surnommé «Monsieur 5 %». Celui-ci, d'origine arménienne mais citoyen britannique, mort à Lisbonne en 1955, fut l'un des

pionniers de l'industrie pétrolière.

5 En 2001, ce sera le tour de Porto, sacrée Capitale européenne de la culture. Les Portugais vont en profiter pour rénover et élargir les équipements culturels de la capitale du Nord. En outre, un programme de réhabilitation urbaine est prévu, qui se concentrera sur le périmètre historique.

6 Cette commémoration a suscité une vive polémique avec l'Union indienne qui, considérant ce voyage comme le point de départ du colonialisme européen, y vit une forme de provocation. Elle fut encore attisée par la publication d'une biographie fort controversée de Vasco de Gama par l'historien et universitaire indien Sanjay Subrahmanyam, qui faisait du héros portugais un fort méchant homme. Nous possédons heureusement la remarquable biographie qui rétablit la vérité sans polémique sur Vasco de Gama, publiée chez Fayard, la même année 1997, par Geneviève Bouchon, authentique livre de référence pour la connaissance du grand navigateur portugais.

7 Tenant compte des erreurs commises à Séville, elle organisa la reconversion des principaux bâtiments de l'Expo. D'ici à 2010, 10000 logements doivent être construits dans cette nouvelle zone résidentielle. *Lisboa* 94 avait été l'occasion de réhabiliter d'autres quartiers de la capitale, notamment de poursuivre la reconstruction du quartier du Chiado, détruit en grande partie par le gigantesque incendie du 25 août 1988, dont le dernier acte s'est joué en cette fin d'année 1999 par l'inauguration d'une FNAC sur l'emplacement des anciens grands magasins du Chiado.

8 Grâce à une bretelle qui rejoint directement l'autoroute de Porto, il permet aujourd'hui aux voyageurs qui vont du nord au sud ou du sud au nord d'éviter les embouteillages de Lisbonne, et d'alléger le trafic du pont du 25-Avril (anciennement pont Salazar) construit par *l'Estado Novo.* Enfin, l'aménagement d'une liaison ferroviaire sous le grand pont suspendu, tout juste inaugurée, permet d'améliorer considérablement le transport des voyageurs depuis les banlieues réunies autour d'Almada sur la rive méridionale de la « mer de paille ». Ajoutons que l'extension du métro permet la liaison avec cette ligne ferroviaire comme avec l'ancienne ligne de Cascais, avec une imposante gare souterraine sous la vielle gare de Cais de Sodré.

9 Des liens solides au sein des espaces lusophones ont pris une forme institutionnelle avec une Communauté des pays de langue portugaise (CPLP).

10 Comme l'on sait, les pressions occidentales obligèrent l'Indonésie à organiser à Timor-Est un référendum sur son futur statut, qui donna une écrasante majorité aux indépendantistes. Les milices hostiles à l'indépendance, soutenues tacitement par l'armée indonésienne d'occupation, se livrèrent à une campagne de terreur et de massacres contre les populations de l'île qui entraîna l'intervention d'une force internationale dont les Australiens sont le fer de lance.

ANNEXES

Bibliographie

HISTOIRES GÉNÉRALES DU PORTUGAL

ALMEIDA, Fortunato de, *História da Igreja em Portugal,* Porto, 1967, 4 vol.

BIRMINGHAM, David, *Histôria de Portugal. Uma perspectiva mundial,* Lisbonne, 1998.

BOTTINEAU, Yves, *Le Portugal et sa vocation maritime: histoire et civilisation d'une nation,* Paris, 1977.

CASTRO, P. José de, *Portugal em Roma,* Lisbonne, 1939, 2 vol.

ENDERS, Armelle, *Histoire de l'Afrique lusophone,* Paris, 1994.

MARQUES, Maria da Graça MAIA (dir.), *O Algarve da Antiquidade aos nossos dias,* Lisbonne, 1999.

MARQUES, A.H. de OLIVEIRA, *História de Portugal,* Lisbonne, 1986, 3 vol.

MARTINEZ, Pedro SOARES, *História Diplomática de Portugal,* Lisbonne, 1992.

MATTOSO, José (dir.), *História de Portugal,* Lisbonne, 1998, 8 vol.

PÉREZ, Joseph, *Histoire de l'Espagne,* Paris, 1996.

RIBEIRO, Orlando, *Portugal, o Mediterrâneo e o Atlântico. Estudo Geográfico,* Lisbonne, 1945.

–, *Introduções geográficas à História de Portugal,* Lisbonne, 1977.

SERRÃO, Joaquim VERÍSSIMO, *História de Portugal,* Lisbonne, 1989, 12 vol.

SERRÃO, Joel (dir.), *Dicionário de História de Portugal,* Porto, 1984, 6 vol.

SERRÃO, Joel, et MARQUES, A.H. de OLIVEIRA (dir.), *Nova História da Expansâo Portuguesa*, Lisbonne, 1992-1998, 11 vol.

SERRÃO, Joel, et MARQUES, A.H. de OLIVEIRA (dir.), *Nova História de Portugal,* Ed. Presença, Lisbonne, 1996.

PREMIÈRE ÉPOQUE

Sources imprimées

As Gavetas da Terre do Tombo, vol. III-IV, Lisbonne, 1963-1964.

Definição et Estatutos dos Cavalleiros, & Freyres da Ordem de N. S. Iesu Christo, com a história da origem, & principio della, Lisbonne, 1628.

LOPES, Fernâo, *Crónica* de D. Pedro, Rome, 1966; Lisbonne, 1977.

LOPES, Fernâo, *Crónica* do Senhor Rei Dom Fernando Nono Rei Destes Regnos, Porto, 1966.

–, *Crónica* de D. *João I,* vol. I, Porto, 1945.

–, *Crónica* do *Condestável*, Lisbonne, 1972.

–, *Crónica* de D. Afonso Henriques, Lisbonne, 1927.

Os Documentos Medievais Portugueses: Documentos Régios, Lisbonne, 1958-1962, 2 t. ; *Documentos Particulares,* Lisbonne, 1940.

PINA, Rui de, *Crónicas dos Sete Primeiros Reis de Portugal*, vol. II, Lisbonne, 1952.

–, *Crónica de D. Dinis*, Porto, 1945.

–, *Chrónica de ElRey Dom Afonso o Quarto*, Lisbonne, 1936.

–, *Crónicas de Rui de Pina,* Porto, 1977.

RODRIGUES, Sebastião ANTUNES, *Rainha Santa. Cartas Inéditas e Outros Documentos*, Coïmbre, 1958.

SOUSA, António CAETANO, *Provas da História Genealógica da Casa Real Portuguesa,* t. I, 2e éd., Coïmbre, 1947.

Bibliographie

ALARCÃO, Jorge, *Portugal Romano,* Lisbonne, 1973.

ALMEIDA, Carlos Alberto FERREIRA de, « Influencias francesas na Arte Românica Portuguesa », dans *Histoire du Portugal, Histoire européenne, Actes du colloque de Paris,* 22-23 mai 1986, Paris, 1987, p. 27-36.

ANDRADE, Filomena, *O papel* do *Poder Central na Assistência na Idade Média,* Lisbonne, 1989.

ARNAUT, Salvador DIAS, *A Crise Nacional dos Fins do Século XVI, vol. I, A Sucessão de D. Fernando,* Coïmbre, 1960.

BARROS, Henrique da GAMA, *História da Administração Pública em Portugal nos Séculos XII a XV,* Lisbonne, 1945-1954, 11 vol.

BRANDÃO, Mário, et ALMEIDA, A. LOPES de, *A Universidade de Coimbra. Esboço da Sua História,* Coïmbre, 1937.

CHICO, Mario, *A Arquitectura Gótica em Portugal,* 2e éd., Lisbonne, 1968.

COELHO, António BORGES, A *Revolução* de 1383, Lisbonne, 1965.

CRUZ, António, *Santa Cruz de Coimbra* na *Cultura Portuguesa da Idade* - *Medieval,* vol. I, Porto, 1964.

CUMBRE, José PAVIA, *Os Melos, origens, trajectórias familiares e percursos políticos, séculos XII-XV,* Lisbonne, 1997.

DURAND, Robert, *Les Campagnes portugaises entre Douro et Tage aux XIIe et XIIIe siècles,* Paris, 1982.

–, «La seigneurie portugaise (XIe-XIIIe siècle): anomalies et conformités», dans *Histoire du Portugal, Histoire européenne, Actes du colloque de Paris,* 22-23 mai 1986, Paris, 1987, p. 19-25.

ERDMANN, Carl, *A ideia de Cruzada em Portugal,* Coïmbre, 1940.

LACERDA, Aarão de (dir.), *História da Arte em Portugal,* vol. I-II, Porto, 1942-1947.

MARQUES, A.H. de OLIVEIRA, *A sociedade medieval portuguesa,* Lisbonne, 1974.

MATTOSO, José, *A Nobreza Medieval Portuguesa. A Família e o Poder,* Lisbonne, 1987.

–, *Ricos-Homens, Infanções* e Cavaleiros. A nobreza medieval portuguesa nos séculos *XI* e *XII,* Lisbonne, 1982.

–, *Religião* e Cultura na Idade Medieval Portuguesa, Lisbonne, 1982.

–, *Portugal Médiéval. Novas Interpretações,* Lisbonne, 1985.

–, *O Essencial sobre a Cultura Medieval Portuguesa,* Lisbonne, 1985.

–, *Identificação de um Pais, Ensaio sobre as Origens de Portugal (1096-1325),* Lisbonne, 1986, 2 vol.

MORENO, Humberto BAQUERO, *A Batalha de Alfarrobeira. Antecedentes e Significado Histôrico,* Coïmbre, 1979-1980.

–, *Tensões Sociais em Portugal na Idade Média,* Porto, s.d. (1976).

PIMPÃO, Álvaro Júlio da COSTA, *História da Literatura Portuguesa,* Coïmbre, 1947.

PRADALIÉ, Gérard, *Lisbonne, da Reconquista ao fim do século XIII*, Lisbonne, 1975.

–, « Du Portugal mozarabe au Portugal romanisé : l'exemple de Coïmbre », dans *Histoire du Portugal*, *Histoire européenne, Actes du colloque de Paris,* 22-23 mai 1986, Paris, 1987, p. 15-17.

RAU, Virginia, *Feiras Medeviais Portuguesas. Subsídios para o seu Estudo,* Lisbonne, 1982.

–, *Sesmarias Medeviais Portuguesas*, Lisbonne, 1946.

–, *A Exploração e o Comércio do Sal de Setùbal,* Lisbonne, 1951.

SANTOS, Reinaldo dos, *A Escultura em Portugal,* vol. I, Lisbonne, 1948.

–, *O Românico em Portugal,* Lisbonne, 1955.

–, *Oito Séculos de Arte Portuguesa,* vol. II, Lisbonne, s.d.

SARAIVA, António José, *História da Cultura em Portugal,* vol. I, Lisbonne, 1950.

SERRÃO, Joel, et MARQUES, A.H. de Oliveira (dir.), *Nova História de Portugal,* vol. III : *Portugal em Definição de Fronteira. Do Condado*

Portucalense à Crise du século XIV (coord. de Maria Helena da Cruz Coelho e Armando Luis de Carvalho Homem), Ed. Presença, Lisbonne, 1996.

SILVA, Nuno ESPINOSA GOMES da, *João das Regras e Outros Juristas Portugueses da Universidade de Bolonha, 1378-1421*, Lisbonne, 1960.

DEUXIÈME ÉPOQUE

Sources imprimées

ALBUQUERQUE, Afonso de, *Cartas de Afonso de Albuquerque seguidas de documentos que as elucidam*, Lisbonne, 1884-1935, 7 vol.

–, *Cartas para el-rei D. Manuel I*, Lisbonne, 1942.

ANDRADA, Francisco de, *Crónica de D. João III*, Porto, 1976.

ARMAS, Duarte de, *Livro das fortalezas*, Lisbonne, 1990.

As Gavetas da Torre do Tombo, Lisbonne, 1947-1958, 11 vol.

BARROS, João de, *Panegíricos*, Lisbonne, 1937.

–, Décadas *de Asia*, Lisbonne, 1974-1990.

BRONSEVAL, Frei Claude de, Pelegrinatio Hispanica (1531-1533), Paris, 1970.

CAMINHA, Pêro VAZ de, Carta *a* el-rei dom Manuel sobre o achamento do Brasil, Lisbonne, 1974.

Cartas de Felipe II a sus hijas, Madrid, 1988.

CASTANHEDA, Fernâo LOPES de, *História do Descobrimento e Conquista da Índia pelos Portugueses*, Coïmbre, 1924-1933, 9 vol.

CASTRO, D. João de, *Obras completas*, Coïmbre, 1968-1981.

Chrónica do Cardeal Rei D. Henrique e vida de Miguel de Moura escrita por elle mesmo, Lisbonne, 1840.

COUTO, Diogo do, Décadas *de Ásia*, Lisbonne, 1777-1788.

-, *O soldado prático*, Lisbonne, 1980.

CRUZ, Fr. Bernardo da, *Chrónica* de *El-Rei D. Sebastião,* Lisbonne, 1837.

CRUZ, Frei Gaspar da, *Tratado das Coisas da China (Évora,* 1569-1570), Lisbonne, 1997.

Documentação Henriquina, Maia, 1995.

GOIS, Damião de, *Crónica do Felicíssimo Rei D. Manuel,* Coïmbre, 1949-1955, 4 vol.

Le Brésil d'André Thevet. Les singularités de la France antarctique, 1557, Paris, 1997.

Lettres des souverains portugais à Charles Quint et à l'impératrice, 1528-1532, Paris, 1994.

PINA, Rui de, *Chrónica de el-Rei D. Afonso V,* Lisbonne, 1901.

-, *Chrónica Delrei Dom Joham II,* Coïmbre, 1950.

Relações de Pêro de Alcáçova, Conde de Idanha, do Tempo que ele e seu Pai, António Carneiro, serviram de Secretários, 1514 a 1568, Lisbonne, 1937.

RESENDE, Garcia de, *Crónica de Dom João II e Miscelâneas,* Lisbonne, 1973.

SERRÃO, Joaquim VERÍSSIMO, *A Embaixada em França de Bras de Alvide*, 1548-1554, Paris, 1969.

Tratado Breve dos Rios de Guiné do Cabo Verde, Feito pelo Capitão André Álvares d'Almada, ano de 1594, Lisbonne, 1994.

Voyage à Mozambique et Goa. La relation de Jean Mocquet, 1607-1610, Paris, 1996.

Voyage autour du monde de Francesco Carletti, 1594-1606, Paris, 1999.

Voyage en Afrique noire d'Alvise Ca da Mostro, *1455-1456,* Paris, 1994.

WITTE, Charles-Martial de, *La Correspondance des premiers nonces permanents au Portugal*, *1532-1553,* Lisbonne, 1980-1986.

ZURARA, Gomes EANES de, *Chronique de Guinée, 1453,* Paris, 1994.

Bibliographie

A abertura do mundo. Estudos de história dos descobrimentos europeus em homenagem a Luis de Albuquerque, Lisbonne, 1986.

A Carreira da Índia, Actas do VIII Seminário Internacional de História indo-portuguesa, Angra, 1998.

ALBUQUERQUE, Luis de,

–, *Ciência* e *experiência* nos *descobrimentos portugueses,* Lisbonne, 1983.

–, *As navegações e a sua projecção na ciência e na cultura,* Lisbonne, 1987.

–, *Navegadores, viajantes e aventureiros portugueses: séculos XV e XVI*, vol. I, Lisbonne, 1987.

-, *Dúvidas e Certezas na História dos Descobrimentos Portugueses,* Lisbonne, 1990.

– et DOMINGUES, Francisco CONTENTE, *Dicionário de História dos Descobrimentos Portugueses*, Lisbonne, 1994, 2 vol.

ALBUQUERQUE, Martim de, *O Poder Politico no Renascimento Português,* Lisbonne, 1967.

ALVES, Ana Maria, *As entradas régias portuguesas. Uma visão de conjunto,* Lisbonne, s.d.

-, *Iconologia do poder real no periodo manuelino: à procura de uma linguagem perdido,* Lisbonne, 1985.

AMIEL, Charles, « Inquisitions modernes : le modèle portugais », dans Histoire *du Portugal, Histoire européenne, Actes du colloque de Paris,* 22-23 mai 1986, Paris, 1987, p. 43-58.

ANTAS, Miguel d', *Os falsos D. Sebastiâo,* 2e éd., Ovidelas, 1988.

ASENCIO, Eugénio, *Estudios portugueses,* Paris, 1974.

ATANAZIO, Manuel *M., A arte do manuelino,* Lisbonne, 1983.

AUBIN, Jean, D. *João II et le problème de sa succession,* Lisbonne, 1991.

AZEVEDO, J. Lúcio de, *História dos Cristãos Novos portugueses,* Lisbonne, 1975.

BAPRETO, Luis Filipe, *Descobrimentos e Renascimento,* Lisbonne, 1983.

-, *Caminhos do saber no Renascimento português,* Lisbonne, 1985.

-, *Os descobrimentos e a ordem do saber,* Lisbonne, 1989.

BATAILLON, Marcel, *Etudes sur le Portugal au temps de l'humanisme,* Paris, 1974.

BÉSINEAU, Jacques, *Au Japon avec João Rodrigues,* 1580-1620, Lisbonne-Paris, 1998.

BETHENCOURT, Francisco, *Les Inquisitions modernes,* Florence, 1992.

–, *História* das *Inquisições, Portugal, Espanha e Itália,* Lisbonne, 1996.

- et CHAUDHURI, Kirti (dir.), *História da Expansão Portuguesa,* vol. I, Lisbonne, 1998.

BOUCHON, Geneviève, « Premières expériences d'une société coloniale: Goa au XVIe siècle », dans *Histoire du Portugal, Histoire européenne, Actes du colloque de Paris,* 22-23 mai 1986, Paris, 1987, p. 85-96.

–, *Albuquerque. Le lion des mers,* Paris, 1992.

–, *Vasco de Gama,* Paris, 1997.

-, *Inde découverte, Inde retrouvée, 1498-1630. Etudes d'histoire indo-portugaise,* Lisbonne-Paris, 1999.

BOURDON, León, *La Compagnie de Jésus et le Japon,* Paris, 1993.

BOUZA ALVAREZ, Fernando, *Portugal en la Monarquia Hispánica (1580-1640). Filipe II, las Cortes de Tomar y la genesis del Portugal Catôlico,* t. I, Madrid, 1987.

BOXER, C.R., *O império marítimo português,* Lisbonne, 1977.

BRANDÃO, Mario, *O Colégio das Artes,* Coïmbre, 1924-1933, 2 vol.

-, *A Inquisição e os professores do Colégio das Artes,* Coïmbre, 1948-1969.

BRAUDEL, Fernand, La Méditerranée et le monde méditerranéen à l'époque de Philippe II, Paris, 9e éd., 1990.

-, *Civilisation* matérielle. Économie et Capitalisme *(XVe-XVIIIe* siècle), Paris, 1979, 3 vol.

CARVALHO, Joaquim BARRADAS de, Portugal e as origens do pensamento moderno, Lisbonne, 1981.

CASTRO, P. José de, *O Prior do Crato*, Lisbonne, 1942.

-, *A la recherche de la spécificité de la Renaissance portugaise*, Paris, 1983.

COELHO, Maria Helena da Cruz, et MAGALHÃES, Joaquim ROMERO, O *poder concelhio: das origens às Cortes Constituintes. Notas de história social*, Coïmbre, 1986.

–, et SANTOS, Maria José AZEVEDO, *De Coïmbre a Roma. Uma viagem em meados de Quinhentos*, Coïmbre, 1990.

COELHO, António BORGES, A *Inquisição de Évora*, Lisbonne, 1987, 2 vol.

COIMBRA, Carlos, « Os objectivos portugueses do Tratado de Tordesilhas », dans V *Colóquio Internacional de Estudos Luso-Brasileiros* (1963), vol. II, Coïmbre, 1965, p. 199-207.

Congresso Internacional Bartolomeu Dias, Actas, Porto, 1989, 5 vol.

COOPER, Michael, S.J., Rodrigues, *O* Interprete, Um *Jesuita* no *Japão* e na *China, Jesuitas, fidalgos e samurais no Japão do século XVI*, Lisbonne, 1994.

CORREIA, Fernando da SILVA, *Origens e formação das misericôrdias portugue*sas, Lisbonne, 1944.

CORREIA, A.C. Germano da SILVA, *História da Colonização Portuguesa na Índia*, Lisbonne, 1947-1958.

CORTESÃO, Jaime, *Os Descobrimentos Portugueses*, t. I, Lisbonne, 1958.

CRUZ, António, *O Porto nas navegaçôes e na expansão*, Lisbonne, 1983.

CURTO, Diogo RAMADA, *O discurso politico em Portugal* (1600-1650), Lisbonne, 1988.

–, (dir.), *O Tempo de Vasco da Gama*, Lisbonne, 1998.

DANVILA Y BURGUERO, *Dom Cristobal de Moura, primero marqués de Castel Rodrigo (1538-1613)*, Madrid, 1900.

Descobrimento do Brasil, Lisbonne, 1998.

DESWARTE, Sylvie, *Imagens e ideias na época dos Descobrimentos,* Lisbonne, 1992.

DIAS, José Sebastiâo da SILVA, *A política cultural da época de D. João III,* Coïmbre, 1969.

–, *Camões no Portugal de Quinhentos,* Lisbonne, 1981.

–, Os *Descobrimentos e a Problemática Cultural do Século XVI,* Lisbonne, 1982.

DURAND-LAPIE, Paul, *Dom Antoine Ier roi de Portugal: 1580-1595,* Paris, 1905.

ELLIOTT, John H., *Olivares (1587-1645). L'Espagne de Philippe IV,* Paris, 1992.

El Tratado de Tordesillas y su Época, Congreso Internacional de Histôria, Madrid, 1994.

FERNANDES, Manuela Rosa COELHO MENDONÇA DE MATOS, D. *João II. Um percurso humano e politico nas origens da modernidad em Portugal,* Lisbonne, 1991.

FONSECA, Luis Adâo da, *Vasco da Gama, o homem, a viagem, a época,* Lisbonne, 1997.

–, *Os Descobrimentos e a formação do Oceano Atlântico, século XIV-século XVI,* Lisbonne, 1999.

FREYRE, Gilberto, *O Mundo que o Português Criou,* Lisbonne, 1953.

GODINHO, Vitorino MAGALHÃES, *Os Descobrimentos e a economia mundial,* 2e éd., Lisbonne, 1981-1983, 4 *vol.*

HESPANHA, António Manuel, *As vésperas do Leviathan. Instituições e poder politico em Portugal. Século XVII,* Lisbonne, 1986.

–, *Poder e instituições no Antigo Regime,* Lisbonne, 1992.

HOMEM, Armando Luis de CARVALHO, *O Desembargo Régio (1320-1433),* Porto, 1990.

–, *Portugal no finais da Idade Média: Estado, Sociedade, Política,* Lisbonne, 1990.

La Découverte, le Portugal et l'Europe, colloque de Paris (26-28 mai 1989), Paris, 1990.

L'Humanisme portugais et l'Europe - Actes du XXIe colloque international d'Etudes humanistes, Paris, 1984.

LOBO, A. de SOUSA e SILVA COSTA, *História da sociedade em Portugal no século XV,* Lisbonne, 1984.

LOURENCO, Eduardo, *Camões (1525-1580)*, Bordeaux, 1994.

MARQUES, Armando de Jesus, «Dona Leonor de Mascarenhas, a Aia Portuguesa de Filipe II », dans *V Colóquio Internacional de Estudos Luso-Brasileiros* (1963), vol. II, Coïmbre, 1965, p. 445-466.

MARQUES, Joâo Francisco, *A parenética portuguesa e a dominação filipina*, Porto, 1986.

MARQUES, A.H. de OLIVEIRA (dir.), *História dos Portugueses no Extremo Oriente*, 1er vol., t. I, *Em torno de Macao,* Lisbonne, 1999.

MORENO, Humberto BAQUERO, «Les révolutions portugaises de la fin du Moyen Age », dans *Histoire du Portugal, Histoire européenne, Actes du colloque de Paris,* 22-23 mai 1986, Paris, 1987, p. 37-42.

OLIVEIRA, António, *Poder e oposição política em Portugal no periodo filipino* (1580-1640), Lisbonne, 1991.

O Orientalismo em Portugal, Catalogue de l'Exposition, 1999, Lisbonne, 1999.

Os Negros em Portugal, secs. XV à XIX, Catalogue de l'Exposition, 1999-2000, Lisbonne, 1999.

Os primeiros 14 documentos relativos à Armada de Pedro Álvares Cabral, Lisbonne, 1999.

PARKER, Geoffrey, *El ejército de Flandes y el Camino Español*, 1567-1659.

PAVIOT, Jacques, *Portugal et Bourgogne au XVe siècle*, Paris, 1995.

PEREIRA, Fernando António Baptista, *História da arte portuguesa. Época moderna (1500-1600),* Lisbonne, 1992.

PERES, Damiâo, *História dos Descobrimentos portugueses,* Coïmbre, 1960.

PIMENTA, Alfredo, *D. João* III, Porto, 1936.

PIMENTEL, Maria do Rosário, *Viagem ao Fundo das Consciências, A Escravatura na época moderna,* Lisbonne, 1995.

REGO, A. da SILVA, *História das Missões do Padroado Português do Oriente-Índia,* I *(1500-1542),* Lisbonne, 1949.

–, *O Padroado Português do Oriente. Esboço histórico,* Lisbonne, 1940.

REVAH, I.S., *La Censure inquisitoriale portugaise au XVIe siècle,* Lisbonne, 1960.

–, *Etudes portugaises,* Paris, 1975.

RICARD, Robert, *Etudes sur l'histoire des Portugais au Maroc,* Coïmbre, 1955.

RODRIGUEZ-SALGADO, M.J., *Un Imperio en Transición, Carlos V, Felipe II y su Mundo,* Barcelone, 1992.

ROSENBERG, Bernard, « Le Portugal et l'Islam maghrébin, XVe-XVIe siècles», dans *Histoire du Portugal, Histoire européenne, Actes du colloque de Paris,* 22-23 mai 1986, Paris, 1987, p. 59-83.

SARAIVA, António José, A *Inquisição Portuguesa,* Lisbonne, 1956.

-, *Inquisição* e *Cristãos Novos,* Lisbonne, 1985.

SERRÃO, Joaquim VERÍSSIMO, –, *O Reinado de D. António, Prior de Crato,* vol. I, (1581-1582), Coïmbre, 1956.

SILVA, J. CANDEIAS, *O fundador do «Estado português da Índia* », D. Francisco *de Almeida (1487?-1510),* Lisbonne, 1996.

SUBRAHMANYAM, Sanjay, *L'Empire portugais d'Asie,* 1500-1700. Une histoire *économique et politique*, Paris, 1999.

STRADLING, R.A., *Felipe IV y el gobierno de España,* 1621-1665, Madrid, 1989.

TAVARES, Maria José PIMENTA FERRO, *Os Judeus em Portugal no século XV,* Lisbonne, 1982.

–, *Inquisição e Judaismo. Estudos,* Lisbonne, 1987.

VELOSO, Queiros, *D. Sebastião* (1554-1578), Lisbonne, 1936.

–, *O Reinado do Cardeal D. Henrique,* Lisbonne, 1946.

–, *O Interregno dos Governadores e o Breve Reinado de D. António,* Lisbonne, 1954.

TROISIÈME ÉPOQUE

Sources manuscrites

A Paris :

Archives du ministère des Affaires étrangères, *Correspondance politique, Portugal 5 à* 19 et 113 à 124.

A Lisbonne :

Arquivo Nacional da Torre do Tombo, *Ministério dos Negócios Estrangeiros,* Maço 61, Liv. 2, et Maço 158, Liv. 8

Sources imprimées

AZEVEDO, Pedro de, *Instruções Inéditas* a *Marco António de Azevedo Coutinho,* Lisbonne, 1930.

BALBI, Adrien, *Essai statistique sur le royaume de Portugal...*, Paris, 1822, 2 t.

BECKFORD, William, Lettres d'Espagne et du Portugal, Paris, s.d., et *Diário* de William Beckford em Portugal e Espanha, Lisbonne, 1983.

–, Excrursion à Alcobaça et Batalha, Paris, 1956.

BEIRÃO, Caetano, Cartas *da* Rainha D. *Mariana Vitória* para a sua familia de *Espanha,* Lisbonne, 1958.

BOMBELLES, marquis de, *Journal* d'un ambassadeur de France *au* Portugal, *1786-1788,* Paris, 1979.

BOURGOING, Jean-François, *Voyage du ci-devant duc du Châtelet en Portugal*, Paris, an VI, 2 t.

COELHO, P. M. LARANJO (éd.), *Cartas de El-Rei D. João IV ao conde da Vidigueira (marqués de Niza), embaixador em França,* Lisbonne, 1940,

2 vol.

DALRYMPLE, major W., *Voyage en Espagne et en Portugal dans l'année 1774...*, Paris, 1783.

DUMOURIEZ, Charles François du PÉRIER, dit, *État présent du royaume de Portugal en l'année 1766*, Lausanne, 1775.

ERICEIRA, D. Luis de MENESES, comte da, *História de Portugal Restaurado*, Porto, 1945, 4 vol.

FERREIRA, J.A. PINTO, *Correspondência de D. João V e D. Barbara de Bragança, Rainha de Espanha*, Coïmbre, 1945.

MANSUY-DINIZ SILVA, A. (éd.), Cultura e *Opulência* do *Brasil por* suas drogas e minas, par André Joâo Antonil, Paris, 1965.

-, D. Rodrigo de Souza Coutinho, *Textos Politicos, Económicos* e *Financeiros (1783-1811)*, Lisbonne, 1993.

Mémoires de Monsieur *d'Ablancourt*, envoyé de *Sa* Majesté Très-Chrétienne Louis XIV en Portugal, contenant *l'Histoire* de Portugal depuis le traité des *Pyrénées* de *1659 jusqu'à* 1668..., Amsterdam, 1701.

MENDES, José Maria Amado, *Trâs-os Montes nos fins do século XVIII, segundo um manuscrito de 1796*, Coïmbre, 1981.

MONTGON, abbé de, *Mémoires de Mr l'abbé de Montgon contenant les différentes négociations dont il a été chargé dans les cours de France, d'Espagne et de Portugal, et divers évènements qui sont arrivés depuis l'année 1725*, Lausanne, 1752.

MURPHY, James, *Voyage en Portugal... dans les années 1789 et 1790*, Paris, 1797.

NEVES, José ACÚRSIO das, *Memôria sobre os meios de melhorar a indústria portuguesa, considerada nos seus diferentes ramos*, Lisbonne, 1983.

-, *Obras completas...*, vol. 3, *Variedades sobre objectos relativos às Artes, Comércio e Manufacturas, consideradas segundo os Principios da Economia Politica*, t. I et II, Porto, s.d.

OLIVEIRA, Luiz da SILVA PEREIRA, *Privilégios da Nobreza e Fidalguia de Portugal*, Lisbonne, 1806.

O Portugal de D. João V visto por três forasteiros, Lisbonne, 1983.

POMBAL, Sebastiâo José de CARVALHO e MELO, marqués de, *Escritos Económicos* de *Londres (1741-1742),* Lisbonne, 1986.

PORTUGAL, Fernando, et MATOS, Alfredo de, Lisboa em 1758. *Memórias Paroquiais de Lisboa,* Lisbonne, 1974.

Recueil des Instructions données aux ambassadeurs et ministres de France, depuis les traités de Westphalie jusqu'à la Révolution française, t. III, *Portugal,* avec une introduction et des notes par le vicomte de Caix de Saint-Aymour, Paris, 1886.

RUDERS, Carl Israel, *Viagem em Portugal (1798-1802),* Lisbonne, 1981.

SAMPAYO, António de VILLASBOAS e, *Nobiliarchia Portuguesa, Tratado da Nobreza hereditária e politica,* Lisbonne, 1676.

SANTARÉM, visconde de, *Quadro Elementar das Relações Politicas de Portugal com as diversas potências* do *mundo desde o Principio da Monarchia Portuguesa até aos nossos dias,* Paris, 1842.

SÉRGIO, António, *Antologia dos Economistas Portugueses (Século XVII),* Lisbonne, 1924.

SOUSA, D. António Caetano de, *História Genealógica da Casa Real Portuguesa,* 12 t. en 14 vol., et *Provas,* 6 t. en 12 vol., 2e éd., Lisbonne, 1949-1951.

Bibliographie

ANDRADE, António de, *Vernei e a Cultura do Seu Tempo,* Coïmbre, 1965.

BARATA, José OLIVEIRA, *História do Teatro em Portugal (séc. XVIII), António José da Silva (o Judeu)* no Palco *Joanino,* Lisbonne-Algès, 1998.

BEIRÃO, Caetano, D. *Maria I, 1777-1792, Subsidios para a revisâo da história do seu reinado,* Lisbonne, 1934.

BOXER, C.R., *The GoldenAge of Brazil (1695-1750),* Cambridge, 1962.

BRAZÃO, Eduardo, *Relações Externas* de *Portugal. Reinado de D. João V*, Porto, 1938, 2 vol.

-, A *Diplomacia Portuguesa nos Séculos XVII* e *XVIII*, 1979-1980, 2 vol.

CAETANO, Marcelo, *O Conselho Ultramarino. Esboço da sua História*, Lisbonne, 1967.

CAMPOS, Isabel Maria BARREIRA de, *O Grande Terramoto (1755)*, Lisbonne, 1998.

CARREIRA, António, *As Companhias Pombalinas*, Lisbonne, 1983.

CARVALHO, António Carlos, *Os Judeus do Desterro de Portugal*, Lisbonne, 1999.

CARVALHO, Aries de, *D. João Ve e a Arte do Seu Tempo*, Lisbonne, 1962, 2 t.

CARVALHO, Romulo de, *Relações entre Portugal e a Rússia no século XVIII*, Lisbonne, 1979.

CASTELO BRANCO, Fernando, Lisboa *Seiscentista*, Lisbonne, 1969.

CHAVES, Luis, D. Pedro *II*, Lisbonne, 1939.

CLUNY, Isabel, D. *Luis da Cunha* e *a ideia* de *diplomacia* em Portugal, Lisbonne, 1999.

CORTESÃO, Jaime, *Alexandre de Gusmão e o Tratado de Madrid*, Lisbonne, 1950.

DANTAS, Júlio, *Lisbonne dos nossos Avos*, Lisbonne, 1969.

DIAS, Graça et J.S. da SILVA, Os *Primlórdios da Maçonaria em Portugal*, Lisbonne, 1986, 4 vol.

DÓRIA, António Álvaro, *A Rainha D. Maria Francisca de Sabóia (1646-1683), Ensaio biográfico*, Porto, 1944.

FALCON, Francisco José CALAZANS, A *Época* Pombalina *(Política* Económica e Monarquia Ilustrada, São Paulo, 1982.

FERRÃO, António, *O segundo* Duque de *Lafões* e o *Marquês* de Pombal, Lisbonne, 1935.

FISHER, H.E.S., De *Methuen à* Pombal: o comércio *anglo-português* de 1700 à *1770*, Viseu-Lisbonne, 1984.

FRANÇA, José Augusto, *Une ville des Lumières, la Lisbonne de Pombal*, Paris, 1965 et 1988.

GODINHO, Vitorino MAGALHÃES *Estructura da Antiga Sociedade Portuguesa*, Lisbonne, 1975.

HANSON, Carl A., *Economia e Sociedade no Portugal Barroco,* Lisbonne, 1986.

HESPANHA, António Manuel, *História das Instituições, Épocas medieval e* moderna, Coïmbre, 1982.

-, *Poder* e *Instituiçôes no Antigo Regime*, Lisbonne, 1992.

HOPPE, Fritz, *A Africa Oriental Portuguesa no tempo do Marquês de Pombal, 1750-1777,* Lisbonne, 1970.

LABOURDETTE, Jean-François, *Le Portugal de 1780 à 1802,* Paris, 1985.

-, La *Nation française à Lisbonne de 1669 à 1790, entre colbertisme et libéra*lisme, Paris, 1988.

-, « Vergennes et le Portugal », dans *Histoire du Portugal*, *Histoire européenne, Actes du colloque de Paris,* 22-23 mai 1986, Paris, 1987, p. 175-201.

–, «L'ambassade de Monsieur de Chavigny à Lisbonne, 1740-1743», dans *Bulletin du Centre d'histoire des espaces atlantiques*, série n° 1, Bordeaux-Talence, 1983, p. 27-80.

-, « Noblesse et noblesses au Portugal : une théorie de la noblesse portugaise au XVIIe siècle», dans *Identité nobiliaire: dix siècles de métamorphoses (IXe-XIXe siècle),* université du Maine, *Revue d'Histoire anthropologique du Maine*, UPRIES A 6092, p. 218-235.

-, *Histoire du Portugal,* Paris, 1995 («Que sais-je?», n° 1394).

-, «La diplomatie portugaise au temps de Westphalie», dans Actes du colloque *L'Europe des traités de Westphalie, Esprit de la diplomatie et diplomatie* de l'esprit, septembre 1998, à paraître.

LEVY, Lionel, *La Nation juive portugaise, Livourne, Amsterdam, Tunis (1591-1951),* Paris-Montréal, 1999.

LIMA, Durval PIRES de, *O* Oriente e *a Africa* desde *a Restauração a Pombal,* Lisbonne, 1946.

MACEDO, Jorge BORGES de, *Problemas* de *história da indústria portuguesa no século XVIII,* 2e éd., Lisbonne, 1982.

-, A *Situação Económica* no tempo de *Pombal,* 2e éd., Lisbonne, 1982.

MANDROUX-FRANCA, Marie-Thérèse, « La politique artistique européenne du roi Jean V de Portugal en direction de Paris, Sources raisonnées», dans *Histoire du Portugal, Histoire européenne, Actes du colloque de Paris,* 22-23 mai 1986, Paris, 1987, p. 111-145.

MANUY-DINIZ SILVA, Andrée, «Mémoire inédit d'Ambroise Jauffret sur le Brésil à l'époque de la découverte des mines d'or, 1704», dans *V Colóquio Internacional de Estudos Luso-Brasileiros (1963),* vol. II, Coïmbre, 1965, p. 407-444.

-, «La diplomatie portugaise et la Révolution française», dans Histoire du Portugal, Histoire européenne, Actes du colloque de Paris, 22-23 mai 1986, Paris, 1987, p. 203-212.

MARCADÉ, Jacques, Frei Manuel *do Cenàculo Vilas* Boas, évêque de Beja, *archevêque d'Évora* (1770-1814), Paris, 1978.

-, « Les courants religieux au Portugal au XVIIIe siècle», dans Histoire du *Portugal, Histoire européenne, Actes du colloque de Paris,* 22-23 mai 1986, Paris, 1987, p. 147-162.

MARQUES, João Francisco, *O Clero Nortenho e as Invasões Francesas - Patriotismo e Resistência Regional,* Porto, 1991.

MARQUES, Fernando PEREIRA, *Exército e sociedade em Portugal, No declino do Antigo Regime e advento do Liberalismo,* Lisbonne, 1981.

MAURO, Frédéric, *Le Portugal, le Brésil et l'Atlantique au XVIIe siècle (1570*-1670), Paris, 1983.

-, *Études économiques sur l'expansion portugaise (1500-1900),* Paris, 1970.

-, « La colonisation portugaise en Amérique », dans *Histoire du Portugal, Histoire européenne, Actes du colloque de Paris,* 22-23 mai 1986, Paris, 1987, p. 97-110.

MIRANDA, José Manuel da SILVA ALVES, *Les Relations diplomatiques entre le Portugal et la Russie à l'époque de Pierre le Grand (1700-1725),* thèse de doctorat, Paris-Sorbonne, 1996.

MONCADE, Luis CABRAL de, *Um Iluminista Português no Século XVIII: Luis António Verney,* Coïmbre, 1941.

MONICA, Maria Teresa, *Errâncias Miguelistas* (1834-43), Lisbonne, 1997.

NAHON, Gérard, *Les Nations juives portugaises du Sud-Ouest de la France*, 1684-1791, Paris, 1981.

NOVAIS, Fernando A., *Portugal e Brasil na crise do antigo sistema colonial:* 1777-1808, São Paulo, 1979.

O Marquês de Pombal e o Seu Tempo, Coïmbre, 1982, 2 vol.

PEREIRA, Sara MARQUES, *D. Carlota Joaquina* e os *«Espelhos de Clio»,* Lisbonne, 1999.

PIWNIK, Marie-Hélène, « Lectures des élites portugaises au XVIIIe siècle d'après les annonces de librairie », dans *Histoire du Portugal, Histoire européenne, Actes du colloque de Paris,* 22-23 mai 1986, Paris, 1987, p. 163-173.

PRESTAGE, Edgar, *As relações diplomáticas de Portugal com a França, Inglaterra e Holanda de 1640 à 1668*, Coïmbre, 1928.

RODRIGUE S, Alfredo DUARTE, *O Marquês de Pombal e os seus biógrafos,* Lisbonne, 1947.

SANTOS, Eugénio dos, *O Oratório no Norte de Portugal: contribuição para o estudo da história religiosa e social,* Porto, 1982.

SANTOS, Maria Helena CARVALHO dos (coord.), *Pombal Revisitado, Colôquio Internacional organizado pela Comissâo das Comemoraçôes do 2° Centenário da morte do Marquês de Pombal,* Lisbonne, 1984, 2 vol.

SANTOS, Guilherme G. de OLIVEIRA, *O Processo dos Távoras (Importância do Processo Revisório),* Lisbonne, 1979.

SCHNEIDER, Susan, *O marquês de Pombal e o vinho do Porto,* Lisbonne, 1980.

SERRÃO, Joaquim VERÍSSIMO, *História de Portugal, vol. V : A Restauraçâo e a Monarquia Absoluta* (1640-1750), Lisbonne, 1980.

–, *ibid.,* vol. VI : *O Despotismo Iluminado* (1750-1807), Lisbonne, 1982.

–, *A Históriografia Portuguesa. Doutrina e Crítica,* Lisbonne, 1972-1973, 3 vol.

SERRÃO, Joel, et MARQUES, A.H. de OLIVEIRA (dir.), *Nova História da Expansão Portuguesa,* vol. VII : *O Império Luso-Brasileiro (1620-1750),* Lisbonne, 1991.

–, *ibid.*, vol. VIII : *O Império Luso-Brasileiro* (1750-1822), Lisbonne, 1986.

Terceiro Centenário da Morte do Padre António Vieira, Congresso Internacional, Actas, Braga, 1999, 3 vol.

TESSIER, Jules, *Le Chevalier de Jant: relations de la France avec le Portugal au temps de Mazarin,* Paris, 1877.

TORGAL, Luis REIS, *Ideologia politica e teoria do Estado na Restauração,* Coïmbre, 1981-1982.

VIEIRA, Benedicta Maria DUQUE, *O Problema Politico Português no tempo das Primeiras Cortes Liberais,* Lisbonne, 1992.

QUATRIÈME ÉPOQUE

Sources

ANTUNES, José FREIRE (éd.), *Cartas Particulares a Marcelo Caetano,* Lisbonne, 1985-1986, 2 vol.

-, *Salazar, Caetano : Cartas Secretas* (1932-1968), Lisbonne, 1993.

CAETANO, Marcelo, *Minhas Memôrias de Salazar,* Lisbonne, 1977.

COSTA, Francisco de Paula FERREIRA da, *Memôrias de um Miguelista (1833-1834),* Lisbonne, 1982.

PIMENTA, Alfredo, *Para a História entre Portugal e a Inglaterra, dois documentos inéditos publicados e anotados*, Lisbonne, 1942.

SALAZAR, António de OLIVEIRA, *Discursos e Notas Politicas*, Lisbonne, 1939-1967, 6 vol.

-, *Entrevistas* (1960-1966), Coïmbre, s.d.

-, *Inéditos* e *Dispersos*, I, *Escritos Politico-Sociais e Doutrinários (1908-1927)*, Lisbonne, 1997.

SERRÃO, Joel, *Da Indústria Portugesa – Do Antigo Regime ao Capitalismo. Antologia*, Lisbonne, 1978.

SOARES, Mário, *Le Portugal bâillonné*, Paris, 1972.

-, *Portugal: quelle révolution?*, Entretiens avec Dominique Pouchin, Paris, 1976.

SPÍNOLA, António, *Le Portugal et son avenir*, Paris, 1974.

Bibliographie

ANTUNES, José FREIRE, *Os Americanos* e Salazar, Lisbonne, 1986.

-, *Kennedy e Salazar. O Leão* e *a Raposa*, Lisbonne, 1992.

ALEXANDRE, Valentim, *Origens do Colonialismo Português Moderno (1822*-1891), Lisbonne, 1979.

BENDER, Gerald J., Angola sob o *Dominio* Português. Mito e Realidade, Lisbonne, 1980.

BOISVERT, Georges, Un pionnier de la propagande libérale *au* Portugal: *João* Bernardo *da Rocha* Loureiro (1778-1853), Paris, 1982.

BOURDON, León, *José Corrêa da Serra ambassadeur du Royaume-Uni de* Portugal et Brésil *à Washington (1816-1820)*, Paris, 1975.

CABRAL, Manuel VILLAVERDE, *Portugal na Alvorada do Século xx*, Lisbonne, 1979.

CAETANO, Marcelo, *História Breve das Constituições Portuguesas*, Lisbonne, 1965.

CAMPINOS, Jorge, *A Ditadura Militar (1926-1933)*, Lisbonne, 1975.

CASTRO, Armando *de*, *A Dominação Inglesa* em Portugal, Porto, 1974.

-, *A Economia Portuguesa no Século xx (1920-1925)*, Lisbonne, 1975.

CHAGAS, Manuel PINHEIRO, *As Colonias Portuguesas no século XIX* (1811 à 1890), Lisbonne, 1890.

CORREIA, José DIAS ARAUJO, *Estudo* de *uma Economia de Guerra,* Lisbonne, 1956.

CRUZ, Manuel BRAGA da, *As Origens da Democracia Cristão e o Salazarismo,* Lisbonne, 1980.

-, *Monárquicos e Republicanos no Estado Novo,* Lisbonne, 1986.

-, *O Partido e o Estado no Salazarismo,* Lisbonne, 1988.

DALBIAN, Denise, *Dom Pedro Ier , empereur du Brésil, roi de Portugal* (1798-*1834),* Paris, 1959.

DEROU, Jean, *Les Relations franco-portugaises (1910-1926),* Paris, 1986.

Estudos sobre a Monarquia, Lisbonne, 1984.

FERRAZ, Ivens, *A Ascençâo de Salazar,* Lisbonne, 1988.

FERREIRA, José MEDEIROS, *O Comportamento Politico dos Militares* - *Forças Armadas e Regimes Politicos no Séc. XX,* Lisbonne, 1992.

FERRO, António, *Salazar. O homem e a Sua Obra,* Lisbonne, 1982.

FONSECA, Carlos da, « Pour une analyse du mouvement libertaire et de son histoire », dans *Histoire du Portugal, Histoire européenne, Actes du colloque de Paris,* 22-23 mai 1986, Paris, 1987, p. 253-272.

FRANÇA, José Auguste, *A Arte em Portugal no Século XX,* Lisbonne, 1974.

-, *O Modernismo na Arte Portuguesa,* Lisbonne, 1980.

-, *O Romantismo em Portugal, 2e* ed., Lisbonne, 1993.

GEORGEL, Jacques, *Le Salazarisme, histoire et bilan (1926-1974),* Paris, 1982.

GODINHO, Vitorino MAGALHÃES, *Prix et Monnaies au Portugal,* 1750-1850, Paris, 1955.

«Le salazarisme », dans *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire,* avril-juin 1999, Paris, 1999, p. 3-60.

LOUREIRO, João Adolfo, *Economia e Sociedade. A Indústria no Pos-Guerra. Anos 50 e 60,* Lisbonne, 1991.

LOURENÇO, Eduardo, *Pessoa, l'étranger absolu,* Paris, 1990.

–, *Fernando Pessoa, roi de notre Bavière, nouvelle édition augmentée,* Paris, 1997.

LUCENA, Manuel, A *Evolução do Sistema Corporativo Português,* vol. I : *O* Salazarismo; vol. II, *O Marcelismo,* Lisbonne, 1976.

MACHADO, Álvaro Manuel, *O «francesismo » na literatura portuguesa,* Lisbonne, 1984.

-, *A novelistica portuguesa contemporânea,* Lisbonne, 1984.

-, *Les Romantismes au Portugal. Modèles étrangers et orientations nationales,* Paris, 1986.

–, *Do Romantismo aos romantismos* em Portugal, Lisbonne, 1996.

-, *A Geração* de 70. *Uma revolução* cultural *e literária,* Lisbonne, 1998.

MARCADÉ, Jacques, Le Portugal *au XX*[e] siècle (1910-1985), Paris, 1988.

MARQUES, Alfredo, *Política Económica* e *Desenvolvimento* em Portugal (1926-1959), Lisbonne, 1988.

MARQUES, A.H. de OLIVEIRA, *História da Primeira República* Portuguesa. As *Estructuras de Base,* Lisbonne, 1972-1979.

-, *O General Sous Dias e as Revoltas contre a Ditadura (1926-1931),* Lisbonne, *1975.*

-, *A Liga de Paris e a Ditadura Militar (1927-1928),* Lisbonne, 1976.

-, *A Unidade na Oposição a Ditadura (1928-1931),* Lisbonne, 1976.

-, *A Primeira Legislatura do Estado Novo (1935-1938),* Lisbonne, 1978.

MARTINHO, J.B., *Pessoa* e *a moderna poesia portuguesa : do « Orpheu » a* 1960, Lisbonne, 1983.

MEDEIROS, Fernando, *A Sociedade e a Economia Portuguesa nas Origens do Salazarismo,* Lisbonne, 1978.

MONICA, Maria Filomena, *Educação e Sociedade no Portugal de Salazar,* Lisbonne, 1978.

MURTEIRA, Mário, *Desenvolvimento, Subdesenvolvimento e o Modelo Português,* Lisbonne, 1979.

NAVILLE, Pierre, *Pouvoir militaire et socialisme au Portugal,* Paris, 1976.

NOGUEIRA, Franco, *Salazar,* vol. III à IV, Lisbonne, 1983-1986.

OLIVEIRA, César de, *Portugal e a II República Espanhola,* Lisbonne, s.d.

PABON, J., *La Revolución portuguesa: de Dom Carlos a Sidónio Pais,* Madrid, 1941.

-, *Salazar e a Guerra Civil de Espanha*, Lisbonne, 1987.

-, *Salazar e o Seu Tempo,* Lisbonne, 1992.

PEREIRA, Miriam HALPERN, *Livre Câmbio e Desenvolmimento Económico. Portugal na secunda metade do século XIX,* Lisbonne, 1971.

-, *Politica e Economia – Portugal nos Séculos XIX* e *XX*, Lisbonne, 1979.

-, « Absolutismo Reformista e Nacionalismo : as Negociacões para substituir o Tratado de 1810 entre Portugal e a Inglaterra em 1824-1826», dans *Histoire du Portugal, Histoire européenne, Actes du colloque de Paris,* 22-23 mai 1986, Paris, 1987, p. 213-238.

ROSAS, Fernando, *O Estado Novo nos Anos 30,* Lisbonne, 1986.

-, O *Salazarismo e a Aliança Luso-Britânica*, Lisbonne, 1988.

-, *Portugal entre a Paz e a Guerra* (1939-1945), Lisbonne, 1990.

-, *O Estado Novo, in História de Portugal,* José MATTOSO (dir.), vol. 7, Lisbonne, 1998.

PINS, Jean de, Sentiment et diplomatie *d'après les* correspondances *franco-portugaises:* contribution à l'histoire des mentalités *au* début du XIXe siècle, Paris, 1984.

ROSAS, Fernando et BRITO, J.M. BRANDÃO de (dir.), *Dicionário* de História *do* Estado Novo, Lisbonne, 1996, 2 vol.

ROCHA, Nuno, Timor, o Fim *do Império,* vol. I, Lisbonne, 1999.

RUDEL, Christian, *Salazar,* Paris, 1969.

-, *La liberté couleur d'œillet, histoire du XX*e *siècle portugais,* Paris, 1980.

SÁ, Vitor de, *A crise do liberalismo e as primeiras manifestaçôes das idéias socialistas* (1820-1852), Lisbonne, 1969.

–,*A Revolução de Setembro de 1836*, Lisbonne, 1969.

SILBERT, Albert, *Le Portugal méditerranéen à la fin de l'Ancien Régime-début du XX*e *siècle*, vol. I, Paris, 1966.

-, *Le Problème agraire portugais au temps des premières Cortès libérales,* Paris, 1985.

-, *Do Portugal de Antigo Regime ao Portugal Oitocentista,* 3e éd., Lisbonne, 1981.

-, « Les relations franco-portugaises à la fin du XIXe siècle », dans *Histoire du Portugal, Histoire européenne*, *Actes du colloque de Paris,* 22-23 mai 1986, Paris, 1987, p. *239-252.*

TELO, Antonio José, *Decadência e Queda da I República Portuguesa*, Lisbonne, 1984.

-, *Portugal na Secunda Guerra Mundial (1941-1945),* Lisbonne, 1991, 2 vol.

CHAPITRE XXI

ET CONCLUSION

AZEVEDO, João de, *Lisboa, 125 Anos sobre Carris,* Lisbonne, 1998.

CHANDEIGNE, Michel (dir.), *Lisbonne. La nostalgie du futur,* Paris, 1988.

LOURENÇO, Eduardo, *L'Europe introuvable. Jalons pour une mythologie européenne*, Paris, 1991.

-, *Mythologie de la Saudade. Essais sur la mélancolie portugaise,* Paris, 1997.

LEONARD, Yves, *Le Portugal. Vingt ans après la révolution des Œillets*, Paris, 1994.

-, « Le Portugal en 1997, En attendant l'Expo », dans *Les Pays d'Europe occidentale*, Alfred GROSSER (dir.), La Documentation française, Paris, 1998, p. 209-230.

-, «Portugal: 1998, l'année du Portugal», dans *ibid.*, Paris, 1999, p. 201-222.

SEIXO, Maria ALZlRA, *Lugares da Ficção* em *José Saramago*, Lisbonne, 1999.

« Um olhar para o passado», *Janus 99-2000, anuário de relações exteriores*, pub. par Público et UAL, Université autonome de Lisbonne, Lisbonne, septembre 1999, p. 1-104.

Glossaire

Aclamação : cérémonie au cours de laquelle le roi est proclamé et reconnu pour tel à son avènement.

Alcaide: premier officier des *câmaras,* nommé par le roi.

Alcaides-mores: capitaines des châteaux royaux.

Alfândega : douane de Lisbonne.

Alferes-mor (grand enseigne) : l'un des grands officiers de la Couronne.

Alvará : signifiait le plus souvent un édit du roi.

Almotacé: officier municipal chargé des questions économiques du *concelho.*

Almoxarifes : officiers du roi chargés de l'affermage des biens de la Couronne et de la surintendance du recouvrement des droits du roi.

Asiento : contrat de la « traite des nègres ».

Baixa : partie basse de Lisbonne, entre les collines du Bairro Alto à l'ouest et d'Alfama à l'est. Détruite de fond en comble par le tremblement de terre de 1755, Pombal prit en main sa reconstruction et en fit le modèle d'un «urbanisme des Lumières ».

Bandeiras : expéditions armées des habitants de Sâo Paulo (les *Paulistas)* au Brésil pour réduire les Indiens en esclavage. Les *bandeirantes* furent également des chercheurs d'or.

Cabildo : chapitre d'une cathédrale ou corps municipal.

Câmaras : corps municipaux des *concelhos.*

Camareiro-mor (grand chambrier) : l'un des grands officiers de la Couronne.

Cartismo : libéralisme modéré né de la Charte constitutionnelle octroyée par D. Pedro IV en 1826.

Casa da Índia: centre de réception des marchandises de l'Inde, qui étaient entreposées dans ses magasins *(armazens).*

Casa da Relação do Porto: l'une des deux cours d'appel du royaume que l'on peut comparer aux parlements de France.

Casa da Suplicação de Lisbonne : l'autre cour d'appel du royaume.

Casa dos Vinte e Quatro : le conseil des gens de métier, notamment à Lisbonne.

Casa dos Contos : Chambre des comptes, chargée de faire rendre des comptes aux officiers de finances inférieurs.

Cavaleiros: degré inférieur de la noblesse.

Cavaleiro-mercador : noble-marchand.

Cavaleiros-vilãos (littéralement : cavaliers-vilains) : roturiers assez fortunés pour acquérir un cheval et faire la guerre dans la cavalerie, comme les nobles.

Chanceler ou *Chanceler-mor* (chancelier) : l'un des grands officiers de la Couronne.

Cidadãos : petite et moyenne bourgeoisie des villes. Terme employé aussi pour désigner les *homens bons.*

Comendas : commanderies des ordres militaires.

Concelhos : communautés d'habitants où la seigneurie était exercée collectivement par les habitants eux-mêmes.

Condestàvel: détenait le plus important office militaire qui, à la différence du connétable en France, ne peut pas être tenu pour un grand officier de la Couronne. Nuno Álvares Pereira l'illustra. Après lui, occupée par des *fidal*gos de première noblesse, cette charge devint purement honorifique et passa enfin dans la famille des ducs de Cadaval, à titre héréditaire.

Conselhos: les hauts tribunaux ou conseils du royaume (Desembargo do Paço, Conselho *da Guerra, Mesa da Consciência* e *Ordens, Junta dos Três* Estados, *Conselho da Fazenda, Conselho Ultramarino, Conselho do Santo-Oficio).*

Consultas: avis que les Conselhos remettaient au souverain lorsqu'il les avait consultés sur telle ou telle affaire.

Contratadores: les fermiers des droits du roi.

Corregedores: officiers du roi dont la juridiction s'étendait sur une *comarque*, principale division territoriale du pays.

Corregedor da Corte: l'un des grands officiers de la Couronne, chargé de contrôler et de coordonner l'action des corregedores de *comarque.*

Cortès : assemblée des trois états *(Três Braços)* du royaume, correspondant aux États Généraux en France et au Parlement en Angleterre.

Couto : donations accordées par le roi aussi bien à des nobles qu'à des ecclésiastiques, mais plus spécifiquement à ces derniers. Ces concessions, expression classique du régime seigneurial, furent fréquentes entre le IXe et le XIIIe siècle. Le terme était aussi employé pour désigner des terrains de chasse.

Cruzado : monnaie portugaise qui valait plus ou moins 2 livres 10 sols tournois au XVIIIe siècle. Au XVIe siècle, il fallait 360 reis pour un *cruzado,* et au XVIIe siècle, 400 reis.

Desamortisação : interdiction faite à l'Église d'acheter des biens fonciers.

Desembargadores : magistrats des hauts tribunaux du royaume.

Desembargo do Paço: le plus important des *conselhos* du royaume, dont l'on pourrait comparer les fonctions à celles du Conseil d'État et des parties en France.

Desembargo Régio: Conseil du roi.

Dizimos : impôt royal direct (dixièmes) prélevé sur les récoltes. Ou tribut payé à l'Église (décimes ou dîme).

Donatázrias: capitaineries données par le roi à des fidèles *(donatários)* pour la mise en valeur des archipels de l'Atlantique et pour celle du Brésil.

Dom et *Dona* (abrégés en D.) : d'abord réservé à la haute noblesse des *ricos-homens,* le titre de dom *(dominus)* s'appliqua à l'ensemble de la *fidalguia* à partir du XVe siècle.

Engenhos: moulins à sucre à Madère et surtout au Brésil.

Erário Régio: Trésor royal créé par Pombal afin de centraliser toutes les recettes de l'Etat.

Escrivães (greffiers) : officiers nommés par le roi dans les *concelhos* et dans les seigneuries.

Escrivão da Puridade (littéralement « greffier du secret»): l'un des grands officiers de la Couronne, qui devint à certaines occasions un véritable valido du roi, ou un ministre principal.

Fado: mélopée qui se veut en quelque sorte la voix du fatalisme *(fatum).* Reflet de l'âme portugaise, imprégnée de *saudade,* ce chant exprime souvent les tristesses et les désillusions de la vie, mais il peut aussi ouvrir des perspectives d'espérance et de joie.

Feitor: officier royal dirigeant une *feitoria.*

Feitoria: comptoir commercial.

Fidalgo (filho de algo ou *de alguem) :* terme, qui remplaça celui de rico *homem,* réservé d'abord à la haute noblesse. Il s'étendit ensuite à tous les nobles depuis plusieurs générations. On peut le comparer au gentilhomme en France. Les *fidalgos* forment la *fidalguia.*

Foral (pluriel: forais) : charte de franchises accordée par le roi.

Foros : ensemble des privilèges et des coutumes d'un groupe social ou d'une communauté.

Freguesia: paroisse. Elle est aussi aujourd'hui une division administrative (arrondissement) dans une ville.

GNR *(Guarda Nacional Republicana):* corps de police de *l'Estado Novo,* chargé de réprimer les réunions et les manifestations interdites.

Honra : propriété immune d'un noble. Elle se distinguait fondamentalement du *couto,* car son immunité découlait de la condition nobiliaire de son propriétaire, alors que, pour le *couto,* il fallait une charte de concession.

Homens bons (singulier: homem *bom):* les notables des concelhos, l'élite du tiers état.

Infanção (pluriel : infanções) : nom donné dans le *Condado* Portucalense aux membres de la petite noblesse, qui soutinrent le premier roi de Portugal, D. Afonso Henriques. Jusqu'au XIVe siècle, il fut étendu à tout le degré intermédiaire de la noblesse, derrière les ricos *homens* et devant les cavaleiros. Il fut ensuite remplacé par le terme de *fidalgo.*

Inquirições : enquêtes d'officiers royaux pour débusquer les usurpations de biens de la Couronne.

Junta de Providência Literária : institution créée par Pombal pour appuyer ses réformes de l'enseignement.

Junta do Comércio : institution créée par Pombal afin de servir sa politique économique.

Judiarias : quartiers juifs après la Reconquête.

Juizes de fora (littéralement juges venus du dehors) : officiers de justice royaux.

Jurarmento : cérémonie au cours de laquelle avait lieu l'échange de serments entre le roi ou l'héritier de la couronne et les trois états du royaume réunis dans les Cortès.

Letrados: légistes (ou juristes) pourvus de grades universitaires.

Meirinhos-mores: magistrats itinérants chargés de faire respecter la justice royale.

Mesteres (ou *ofícios) :* les corps de métiers réunissant les *mesterais* (gens de métier).

Mourarias : quartiers maures après la Reconquête.

Mordomos (ou *vigários)* : officiers du roi chargés de gérer son patrimoine.

Mordomo-mor (grand majordome) : l'un des grands officiers de la Couronne.

Morgado: majorat, c'est-à-dire patrimoine inaliénable se transmettant dans son intégrité à l'héritier du titre et du domaine. On appelait indifféremment ce dernier morgado ou *morgadio.*

Motim (pluriel : *motins) :* émotion populaire.

Moçarabes (mozarabes) : les chrétiens restés sur les territoires conquis par les musulmans.

Mudejares: les musulmans restés sur les territoires reconquis par les chrétiens.

Ouvidores (auditeurs) : officiers de justice.

Padroado (droit de patronage) : institution qui permettait aux fondateurs d'une église ou d'une chapelle de nommer aux bénéfices.

Padrões de juro : rentes mobilières.

PIDE (Policia Internacional e de Defesa do Estado) : principale police politique de *l'Estado* Novo. Elle porta d'abord le nom de *Policia de Vigilância* e *Defesa do Estado* (PVDE).

Presúria (du latin *prendere*) : les terres qui, après la victoire chrétienne sur l'Islam, furent laissées sans occupant légitime, et dont chaque chrétien pouvait s'emparer en toute bonne conscience.

Procuradores: les députés du tiers état aux Cortès, élus par les *homens* bons.

Provedor (littéralement pourvoyeur) : officier de finances.

PSP (Policia de Segurança Pública): corps de police de *l'Estado Novo,* chargé de réprimer les réunions et les manifestations interdites.

Quinta : ferme ou gentilhommière.

Quinto (quint) : prélèvement au profit du roi du cinquième des quantités d'or extraites par les chercheurs d'or au Brésil.

Real (pluriel *reis) :* Monnaie portugaise. Au XVIIIe siècle, il fallait environ 1000 reis pour une livre sterling, et entre 130 et 145 reis pour une livre *tournois.*

Real Casa Pia : institution charitable créée à Lisbonne par la reine D. Maria I et par l'intendant de police Pina Manique.

Real Mesa Censória: institution créée par Pombal pour la censure des livres.

Regeneração : système politique de la seconde moitié du XIXe siècle, assurant les apparences d'un régime parlementaire.

Reguengos: l'ensemble du domaine royal.

Ribeira das Naus: chantiers navals royaux situés près du Terreiro do Paço.

Rico homem (pluriel : *ricos homens)* : terme désignant jusqu'au XIVe siècle un membre de la grande noblesse. Remplacé ensuite par celui de *fidalgo.*

Rossio : l'une des deux grandes places de Lisbonne, au nord de la Baixa. Avant le tremblement de terre s'y trouvait le tribunal de l'Inquisition. Sur

l'emplacement de ce dernier fut édifié au XIX[e] siècle le théâtre D. Maria II.

Royaumes de *taifa :* les principautés musulmanes nées du démembrement du califat de Cordoue en 1031.

Samorim: titre donné au souverain de Calicut.

Saudade: sentiment qui imprègne l'âme portugaise, et que les Portugais eux-mêmes ont renoncé à définir. C'est en quelque sorte une «mélancolie heureuse » qui a un « goût de miel et de larmes ». C'est « ce lieu de rêve, ce lieu à l'abri du monde, ce passé-présent, que l'âme portugaise ne veut pas quitter... cette lampe qui refuse de s'éteindre au milieu de la nuit... le blason de la sensibilité portugaise... » (E. Lourenço).

Sesmarias: concessions de terres à titre précaire, attribuées à un individu à la condition expresse de les cultiver dans un certain délai.

Setembrismo: libéralisme plus radical que le *vintismo,* né de la révolution de septembre 1836.

Sisas: impôts indirects, droits sur les contrats d'achat et de vente, parfois employés pour désigner toutes les sortes d'impôts royaux.

Solar: dans le Nord du Portugal, gentilhommière qui marque l'antiquité de la noblesse d'une famille *(fidalguia de* solar).

Subsidio Literário : impôt créé par Pombal pour financer sa réforme de l'enseignement.

Tenças: pensions accordées par le roi.

Termo : district, division territoriale de la *comarque.*

Terreiro do Paço: grande place sur la rive du Tage au sud de la Baixa. Jusqu'au tremblement de terre de 1755, elle était le centre nerveux, aussi bien politique qu'économique, de la capitale. La cérémonie de *l'aclamação* s'y faisait habituellement. On y trouvait la résidence royale *(Paço da Ribeira),* la *Casa da Índia,* la *Alfândega* et la *Ribeira* das Naus. Après 1755, Pombal en fit exclusivement le centre du commerce : le Terreiro do Paço prit alors le nome de Praça do Comércio.

Títulos : noblesse titrée.

Valido: terme qui, en Espagne, servait à désigner le favori auquel le roi laissait la réalité du gouvernement.

Vedor da Fazenda (littéralement, « celui qui veille sur le patrimoine du roi») : officier de la Couronne remplissant les fonctions d'intendant de finances.

Vereadores: membres des corps municipaux *(Câmaras)* des *concelhos*, que l'on peut comparer aux échevins et aux jurats en France.

Vintismo: libéralisme radical né de la révolution de 1820 et de la Constitution de 1822.

Chronologie

147-139 av. J.-C.	Conquête romaine et résistance des Lusitaniens	
411	Entrée des Germains dans le territoire actuel du Portugal	
585	Fin de la monarchie suève abattue par les Wisigoths	
711-715	Conquête de la péninsule Ibérique par l'Islam	
732		Bataille de Poitiers
800		Couronnement de Charlemagne
vers 868	Reconquête définitive de Porto et de Braga sur l'Islam	
950-1071	Le *Condado Portucalense* sous la dynastie des Mendes	
1031		Démembrement du califat de Cordoue
1064	Reconquête définitive de Coïmbre sur l'Islam	
1086	Invasion des Almoravides	
1094-1112	Henri de Bourgogne, « comte de Portugal »	
1099		Prise de Jérusalem par les croisés
vers 1109	Naissance de D. Afonso Henriques	
1113		Création de l'ordre de l'Hôpital
1118		Création de l'ordre du Temple
1128	Bataille de S. Mamede	
1137	Traité de Tui	
1139	Bataille d'Ourique	
1140	D. Afonso Henriques prend le titre de roi de Portugal	
1143	Traité de Zamora : Alphonse VII reconnaît l'autonomie du Portugal	
1146		Invasion des Almohades
1147	Reconquête définitive de Lisbonne	
1154		Henri Plantagenêt, roi d'Angleterre
1179	Le pape Alexandre III reconnaît la royauté de D. Afonso Henriques	
1185	Mort de D. Afonso Henriques Avènement de D. Sancho I	
1187		Prise de Jérusalem par Saladin
1190	Offensive almohade	
1211	Avènement de D. Afonso II	
1212		Victoire chrétienne de Las Navas de Tolosa

1213		Croisade des Albigeois
1217	Reconquête définitive d'Alcácer do Sal	
1226		Louis IX, roi de France
1246-1248	Guerre civile : avènement de D. Afonso III	
1249	Reconquête de Faro	
1250	Reconquête définitive de tout l'Algarve sur l'Islam	
1252		Alphonse X, roi de Castille
1267	Traité de Badajoz	
1270		Mort de Louis IX à Tunis
1279	Avènement de D. Dinis I	
1290	Création de l'université de Coimbre	
1297	Traité d'Alcanices : frontières définitives du Portugal	
1312		Suppression de l'ordre du Temple
1319	Création de l'ordre du Christ	
1325	Avènement de D. Afonso IV	
1339		Début de la guerre de Cent Ans
1346		Bataille de Crécy
1348	La peste noire	
1355	Meurtre d'Inês de Castro	
1356		Bataille de Poitiers Révolution parisienne : Étienne Marcel
1357	Avènement de D. Pedro I	
1365		Les « Grandes Compagnies » en Espagne
1367	Avènement de D. Fernando I	
1369		Avènement d'Henri de Trastamare en Castille
1383	Crise de succession	

1385	D. João I acclamé roi Bataille d'Aljubarrota	
1386	Traité de Windsor	
1415	Conquête de Ceuta	Bataille d'Azincourt
1419	Début de la colonisation de Madère	
1420		Traité de Troyes
1429		Épopée de Jeanne d'Arc
1431		Supplice de Jeanne d'Arc
1433	Avènement de D. Duarte I	
1434	Gil Eanes franchit le cap Bojador	
1437	Échec devant Tanger	
1438	Avènement de D. Afonso V Régence de l'infant D. Pedro	
1439	Début de la colonisation des Açores	
1449	Bataille d'Alfarrobeira	
1453		Prise de Constantinople par les Turcs ottomans
1458	Conquête d'Alcácer Ceguer	
1460	Mort d'Henri le Navigateur	
1461		Louis XI, roi de France
1471	Conquêtes d'Arzila et de Tanger	
1474	Gouvernement du prince D. João	Mort d'Henri IV de Castille Avènement d'Isabelle la Catholique
1475	Intervention de D. Afonso V en Castille	
1476	Défaite de Toro Voyage de D. Afonso V en France	
1481	Avènement de D. João II	
1482	Édification de S. Jorge da Mina	
1487	Bartolomeu Dias franchit le cap de Bonne-Espérance	
1492		Voyage de Christophe Colomb Prise de Grenade Expulsion des juifs d'Espagne
1494	Traité de Tordesillas	Début des guerres d'Italie
1495	Mort de D. João II Avènement de D. Manuel I	
1496	Conversion forcée des juifs	
1497-1499	Voyage de Vasco de Gama	
1500	Débarquement de Cabral au Brésil	
1505	Expédition de D. Francisco de Almeida en Inde	

1509	Afonso de Albuquerque, gouverneur de l'Inde	
1510	Prise de Goa	
1511	Conquête de Malacca	
1515	Conquête d'Ormuz Désastre de Mamora, au Maroc	François Ier, roi de France bataille de Marignan
1516		Charles Quint, roi d'Espagne
1519		Charles Quint, empereur
1521	Mort de D. Manuel Avènement de D. João III	Hernán Cortés à Mexico
1533		Pizarro au Pérou
1536-1547	Création de l'Inquisition	
1541	Perte de Santa Cruz (Agadir) Évacuation de Safi	
1547	Fondation du collège des Arts	
1550	Évacuation d'Alcácer Ceguer et d'Arzila	
1556		Abdication de Charles Quint Avènement de Philippe II
1557	Occupation de Macao Mort de D. João III Avènement de D. Sebastião	
1562	Levée du siège de Mazagan	
1571		Bataille de Lépante
1572	Publication des *Lusiades*	Saint-Barthélemy à Paris
1578	Désastre d'Alcácer Quibir	
1580	Philippe II d'Espagne, roi de Portugal	
1588	Désastre de l'Invincible Armada	
1589		Henri IV, roi de France
1598	Mort de Philippe II Avènement de Philippe III	
1610		Assassinat d'Henri IV Louis XIII, roi de France
1621	Avènement de Philippe IV Ministériat d'Olivares	
1622	Perte d'Ormuz	
1624	Prise de Bahia par les Hollandais	
1625	Reconquête de Bahia	
1628	Désastre de Matanzas	
1630	Conquête d'Olinda et du Pernambouc au Brésil par les Hollandais	
1637	Révolte d'Évora Prise de S. Jorge da Mina, sur la côte de Guinée, par les Hollandais	

1640	Restauration de l'indépendance Acclamation de Jean IV de Bragance	
1641	Prises de S. Tomé et de l'Angola en Afrique et de Malacca en Asie par les Hollandais	
1643		Louis XIV, roi de France
1648		Traités de Westphalie La Fronde en France
1654	Reconquête définitive du Brésil sur les Hollandais	
1656	Régence de D. Luisa de Guzmán	
1659		Traité des Pyrénées
1661	Traité d'alliance anglo-portugais de Westminster : cession de Bombay et de Tanger à l'Angleterre Traité de paix luso-hollandais	Mort de Mazarin
1662	Prise de pouvoir de D. Afonso VI et du comte de Castelo Melhor	
1665	Victoire définitive sur les Espagnols aux Montes Claros	
1667	Traité d'alliance franco-portugais Prise de pouvoir de l'infant D. Pedro	
1668	Traité de paix de Madrid avec l'Espagne	
1699	Première arrivée d'or du Brésil	
1700	Philippe V, roi d'Espagne	
1703	Traité anglo-portugais de Methuen	
1704	Entrée en guerre du Portugal contre la France et l'Espagne	
1706	Les Portugais à Madrid Mort de D. Pedro II Avènement de D. João V	
1713-1715	Signatures des traités d'Utrecht	
1715		Mort de Louis XIV Avènement de Louis XV
1746		Mort de Philippe V Ferdinand VI, roi d'Espagne
1750	Traité des limites du Brésil Mort de D. João V Avènement de D. José I	

	Le futur Pombal, secrétaire d'État	
1755	Le tremblement de terre de Lisbonne	
1756		Guerre de Sept Ans
1759	Exécution des Távora et du duc d'Aveiro Expulsion des Jésuites	
1762	Entrée en guerre contre la France et l'Espagne	
1763	Traité de Paris	
1773		Extinction de la Compagnie de Jésus
1774		Début des troubles en Amérique Louis XVI, roi de France
1776	Conflit luso-espagnol sur le Sacramento	
1777	Avènement de D. Maria I Renvoi de Pombal Traité de San Ildefonso	
1778	Traité du Pardo	
1783		Traité de Versailles
1788		Charles IV, roi d'Espagne
1789		Prise de la Bastille
1793	Folie de la reine Gouvernement de D. João	Supplice de Louis XVI
1794	Guerre du Roussillon	
1799	D. João, régent	Bonaparte, Premier Consul
1801	Guerre des Oranges Paix de Badajoz	
1802		Paix d'Amiens
1804		Napoléon, empereur
1806		Blocus continental
1807	Première invasion française (Junot) Départ de la cour pour le Brésil	
1808		Guerre d'Espagne
1809	Deuxième invasion française (Soult)	
1810	Troisième invasion française (Masséna) Proconsulat de Beresford	
1815	Royaume-Uni du Portugal, du Brésil et des Algarves	Waterloo Congrès de Vienne
1816	Mort de la reine D. Maria I Avènement de D. João VI	
1820	Révolution libérale	

1821	Retour de D. João VI à Lisbonne	
1822	Constitution libérale Indépendance du Brésil : D. Pedro, empereur	
1823	Révolte absolutiste de D. Miguel	
1826	Mort de D. João VI Avènement de D. Maria II Charte constitutionnelle	
1828	D. Miguel, roi absolu	
1830		Révolution en France
1832	Guerre civile	
1833		Première guerre carliste en Espagne
1834	Défaite de D. Miguel Régence et mort de D. Pedro	
1836	Révolution radicale	
1842	Costa Cabral au pouvoir	
1846	Révolte de *Maria da Fonte* Révolte de la *Patuleia*	
1848		Révolutions en France et en Europe
1851	Premier gouvernement de la *Regeneração*	
1852		Napoléon III, empereur
1853	Mort de la reine D. Maria II Avènement de D. Pedro V	
1861	Mort de D. Pedro V Avènement de D. Luis I	
1870		Guerre franco-prussienne
1873		Ire République en Espagne
1875		IIIe République en France
1884		Conférence de Berlin sur le partage de l'Afrique
1889	Mort de D. Luis I Avènement de D. Carlos I	
1890	L'*Ultimato* britannique	
1906	Dictature de João Franco	
1908	Assassinat de D. Carlos I et du prince héritier D. Luis Filipe	
1910	Proclamation de la république	
1914		Début de la Grande Guerre
1916	Entrée dans la Grande Guerre	
1917		Révolution russe
1918	Dictature de Sidónio Pais	Fin de la Grande Guerre
1919	Guerre civile	Traité de Versailles
1926	Coup d'État du général Gomes da Costa	
1929	Salazar, ministre des Finances	